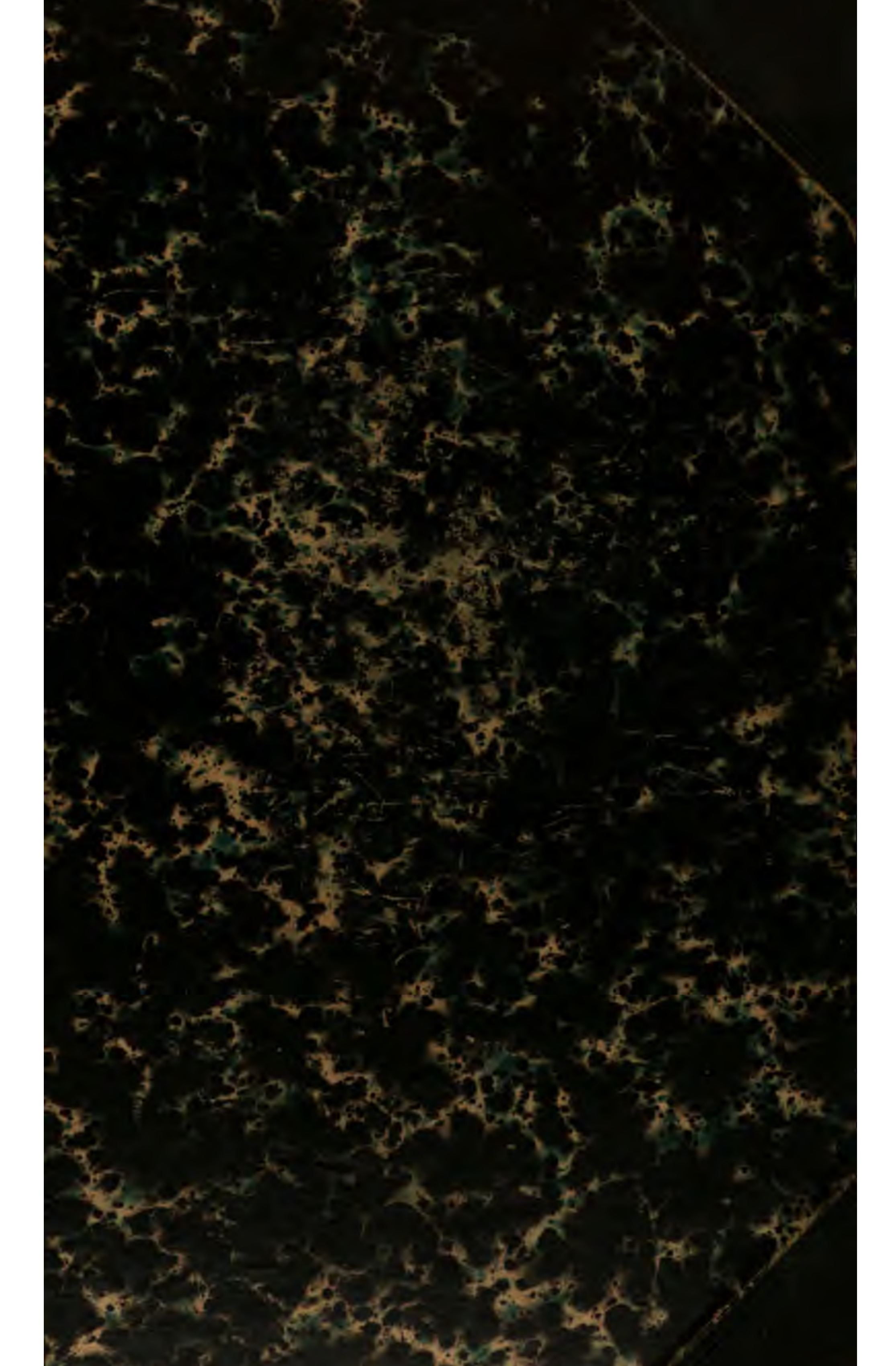
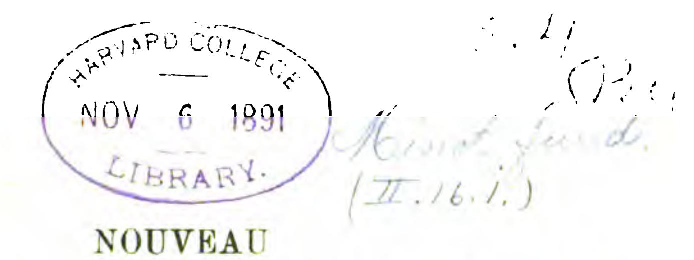



SIGILLVM ACADEMIAE HARVARDIANAE IN NOV ANG
CHRISTO ET ECCLESIAE
VE RI TAS



NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS
DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk
Professeur de droit public à l'Université de Greifswald.
Associé de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XVI.

PREMIÈRE LIVRAISON.

GŒTTINGUE,
LIBRAIRIE DIETERICH.
1891.

Tables des matières.

I. Conférences internationales; procès-verbaux, projets de conventions etc.

508-36

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk
Professeur de droit public à l'Université de Greifswald.
Membre associé de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XVI.

PREMIÈRE LIVRAISON.

GŒTTINGUE,
LIBRAIRIE DIETERICH.
1891.

15.4

1891, [illegible] – 1892, [illegible].
[illegible].

1.

ALLEMAGNE, AUTRICHE-HONGRIE, BELGIQUE, DANEMARK, ESPAGNE, CONGO, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, ITALIE, PAYS-BAS, LUXEMBOURG, PERSE, PORTUGAL, RUSSIE, SUÈDE ET NORVÈGE, TURQUIE, ZANZIBAR.

Acte général de la Conférence anti-esclavagiste, réunie à Bruxelles du 18 novembre 1889 au 2 juillet 1890 pour amener la suppression de la traite des esclaves; signé à Bruxelles le 2 juillet 1890.

Actes de la Conférence de Bruxelles (1889—1890). Publication officielle du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique. Bruxelles 1890.

Au nom de Dieu Tout-Puissant

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohème etc., et Roi Apostolique de Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté le Roi de Danemark; Sa Majesté le Roi d'Espagne et en son nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume; Sa Majesté le Roi-Souverain de l'Etat indépendant du Congo; le Président des États-Unis d'Amérique; le Président da la République Française; Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, etc.; Sa Majesté le Shah de Perse; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc.; Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, etc., etc.; Sa Majesté l'Empereur des Ottomans et Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar;

Également animés de la ferme volonté de mettre un terme aux crimes et aux dévastations qu'engendre la traite des esclaves africains, de protéger efficacement les populations aborigènes de l'Afrique et d'assurer à ce vaste continent les bienfaits de la paix et de la civilisation;

Voulant donner une sanction nouvelle aux décisions déjà prises dans le même sens et à diverses époques par les Puissances, compléter les résultats qu'elles ont obtenus et arrêter un ensemble des mesures qui ga-

rantissent l'accomplissement de l'oeuvre qui fait l'objet de leur commune sollicitude;

Ont résolu, sur l'invitation qui leur a été adressée par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, de réunir à cet effet une Conférence à Bruxelles, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand,

le Sieur Frédéric-Jean Comte d'Alvensleben, Son Chambellan et Conseiller intime actuel, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges, et

le Sieur Guillaume Göhring, Son Conseiller intime de légation, Consul Général de l'Empire d'Allemagne à Amsterdam;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohème et Roi Apostolique de Hongrie,

le Sieur Rodolphe Comte Khevenhüller-Metsch, Son Chambellan, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Sa Majesté le Roi des Belges,

le Sieur Auguste Baron Lambermont, Sont Ministre d'État, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, et

le Sieur Émile Banning, Directeur Général au Ministère des Affaires Étrangères de Belgique;

Sa Majesté le Roi de Danemark,

le Sieur Frédéric-George Schack de Brockdorff, Consul Général de Danemark à Anvers;

Sa Majesté le Roi d'Espagne, et en Son nom Sa Majesté la Reine Régente du Royaume,

Don José Gutierrez de Aguëra, Son Envoyé Etraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Sa Majesté le Roi-Souverain de l'État Indépendant du Congo,

le Sieur Edmond van Eetvelde, Administrateur Général du Département des Affaires Étrangères de l'État Indépendant du Congo, et

le Sieur Auguste van Maldeghem, Conseiller à la Cour de Cassation de Belgique;

Le Président des États-Unis d'Amérique,

le Sieur Edwin H. Terrell, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique près Sa Majesté le Roi des Belges, et

le Sieur Henry Shelton Sanford;

Le Président de la République Française,

le Sieur Albert Bourée, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française près Sa Majesté le Roi des Belges, et

le Sieur George Cogordan, Ministre Plénipotentiaire, Directeur du Cabinet du Ministre des Affaires Étrangères de France;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes,

Lord Vivian, Pair du Royaume-Uni, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges, et

Sir John Kirk;

Sa Majesté le Roi d'Italie,

le Sieur François de Renzis, Baron de Montanaro, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges, et

le Sieur Thomas Catalani, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire;

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg,

le Sieur Louis Baron Gericke de Herwynen, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Sa Majesté Impériale le Shah de Perse,

le Général Nazare Aga, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves,

le Sieur Henrique de Macedo Pereira Coutinho, Membre de Son Conseil, Pair du Royaume, Ministre et Secrétaire d'État honoraire, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies,

Le Sieur Léon Prince Ouroussoff, Maître de Sa Cour, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges, et

le Sieur Frédéric de Martens, Son Conseiller d'État actuel, Membre permanent du Conseil du Ministère des Affaires Étrangères de Russie;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège,

le Sieur Charles de Burenstam, Son Chambellan, Son Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges et près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas;

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans,

Étienne Carathéodory Effendi, Haut Dignitaire de Son Empire, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar,

Sir John Kirk, et

le Sieur Guillaume Göhring;

Lesquels, munis de pleins pouvoirs qui ont été trouvés en bonne et due forme, ont adopté les dispositions suivantes:

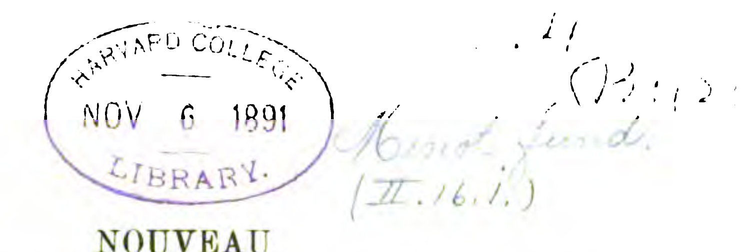
Chapitre I.

Pays de traite. — Mesures à prendre aux lieux d'origine.

Article I.

Les Puissances déclarent que les moyens les plus efficaces pour combattre la traite à l'intérieur de l'Afrique sont les suivants:

1° Organisation progressive des services administratifs, judiciaires, religieux et militaires dans les territoires d'Afrique placés sous la souveraineté ou le protectorat des nations civilisées;



NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS
DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk
Professeur de droit public à l'Université de Greifswald.
Associé de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XVI.

PREMIÈRE LIVRAISON.

GŒTTINGUE,
LIBRAIRIE DIETERICH.
1891.

Tables des matières.

I. Conférences internationales; procès-verbaux, projets de conventions etc.

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS
DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk
Professeur de droit public à l'Université de Greifswald.
Membre associé de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XVI.

PREMIÈRE LIVRAISON.

GŒTTINGUE,
LIBRAIRIE DIETERICH.
1891.

rités de la Puissance ou de la force militaire nécessaire pour la protection des stations de missionnaires ou de commerce, ou bien des personnes désignées nominativement dans la déclaration. Toutefois, la Puissance territoriale de la côte se réserve le droit d'arrêter, exceptionnellement et provisoirement, le transit des armes de précision et des munitions à travers son territoire si, par suite de troubles à l'intérieur ou d'autres graves dangers, il y avait lieu de craindre que l'envoi des armes et munitions ne pût compromettre sa propre sûreté.

Article XI.

Les Puissances se communiqueront les renseignements relatifs au trafic des armes à feu et des munitions, aux permis accordés ainsi qu'aux mesures de répression appliquées dans leurs territoires respectifs.

Article XII.

Les Puissances s'engagent à adopter ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires afin que les contrevenants aux défenses établies par les articles VIII et IX soient partout punis, ainsi que leurs complices, outre la saisie et la confi ation des armes et munitions prohibées, soit de l'amende, soit de l'emprisonnement, soit de ces deux peines réunies, proportionnellement à l'importance de l'infraction et suivant la gravité de chaque cas.

Article XIII.

Les Puissances signataires qui ont en Afrique des possessions en contact avec la zone spécifiée à l'article VIII, s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'introduction des armes à feu et des munitions, par leurs frontières intérieures, dans les régions de ladite zone, tout au moins celle des armes perfectionnées et des cartouches.

Article XIV.

Le régime stipulé aux articles VIII à XIII inclusivement restera en vigueur pendant douze ans. Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait, douze mois avant l'expiration de cette période, notifié son intention d'en faire cesser les effets, ni demandé la révision, il continuera de rester obligatoire pendant deux ans, et ainsi de suite, de deux en deux ans.

Chapitre II.

Routes des caravanes et transports d'esclaves par terre.

Article XV.

Indépendamment de leur action répressive ou protectrice aux foyers de la traite, les stations, croisières et postes dont l'établissement est prévu à l'article II et toutes autres stations établies ou reconnues aux termes de l'article IV par chaque Gouvernement dans ses possessions, auront en

outre pour mission de surveiller, autant que les circonstances le permettront, et au fur et à mesure du progrès de leur organisation administrative, les routes suivies sur leur territoire par les trafiquants d'esclaves, d'y arrêter les convois en marche ou de les poursuivre partout où leur action pourra s'exercer légalement.

Article XVI.

Dans les régions du littoral connues comme servant de lieux habituels de passage ou de points d'aboutissement aux transports d'esclaves venant de l'intérieur, ainsi qu'aux points de croisement des principales routes de caravanes traversant la zone voisine de la côte déjà soumise à l'action des Puissances souveraines ou protectrices, des postes seront établis dans les conditions et sous les réserves mentionnées à l'article III, par les autorités dont relèvent les territoires, à l'effet d'intercepter les convois et et de libérer les esclaves.

Article XVII.

Une surveillance rigoureuse sera organisée par les autorités locales dans les ports et les contrées avoisinant la côte, à l'effet d'empêcher la mise en vente et l'embarquement des esclaves amenés de l'intérieur ainsi que la formation et de départ vers l'intérieur de bandes de chasseurs à l'homme et de marchands d'esclaves.

Les caravanes débouchant à la côte ou dans son voisinage, ainsi que celles aboutissant à l'intérieur dans une localité occupée par les autorités de la Puissance territoriale, seront, dès leur arrivée, soumises à un contrôle minutieux quant à la composition de leur personnel. Tout inidvidu qui serait reconnu avoir été capturé ou enlevé de force ou mutilé, soit dans son pays natal, soit en route, sera mis en liberté.

Article XVIII.

Dans les possessions de chacune des Puissances contractantes, l'administration aura le devoir de protéger les esclaves libérés, de les rapatrier, si c'est possible, de leur procurer des moyens d'existence et de pourvoir en particulier à l'éducation et à l'établissement des enfants délaissés.

Article XIX.

Les dispositions pénales prévues à l'article V seront rendues applicables à tous les actes criminels ou délictueux accomplis au cours des opérations qui ont pour objet le transport et trafic des esclaves par terre, à quelque moment que ces actes soient constatés.

Tout individu qui aurait encouru une pénalité, à raison d'une infraction prévue par le présent Acte général, sera soumis à l'obligation de fournir un cautionnement avant de pouvoir entreprendre une opération commerciale dans les pays où se pratique la traite.

Chapitre III.

Répression de la traite sur mer.

§ 1. — Dispositions générales.

Article XX.

Les Puissances signataires reconnaissent l'opportunité de prendre d'un commun accord des dispositions ayant pour objet d'assurer plus efficacement la répression de la traite dans la zone maritime où elle existe encore.

Article XXI.

Cette zone s'étend entre, d'une part, les côtes de l'océan Indien (y compris celles du golfe Persique et de la mer Rouge), depuis le Beloutchistan jusqu'à la pointe de Tangalane (Quilimane), et, d'autre part, une ligne conventionnelle qui suit d'abord le méridien de Tangalane jusqu'au point de rencontre avec le 26e degré de latitude sud; se confond ensuite avec ce parallèle, puis contourne l'île de Madagascar par l'est en se tenant à 20 milles de la côte orientale et septentrionale, jusqu'à son intersection avec le méridien du cap d'Ambre. De ce point, la limite de la zone est déterminée par une ligne oblique qui va rejoindre la côte du Beloutchistan, en passant à 20 milles au large du cap Raz-el-Had.

Article XXII.

Les Puissances signataires du présent Acte général, entre lesquelles il existe des conventions particulières pour la suppression de la traite, se sont mises d'accord pour restreindre les clauses de ces conventions concernant le droit réciproque de visite, de recherche et de saisie des navires en mer, à la zone susdite.

Article XXIII.

Les mêmes Puissances sont également d'accord pour limiter le droit susmentionné aux navires d'un tonnage inférieur à 500 tonneaux.

Cette stipulation sera revisée dès que l'expérience en aura démontré la nécessité.

Article XXIV.

Toutes les autres dispositions des conventions conclus entre lesdites Puissances pour la suppression de la traite, restent en vigueur pour autant qu'elles ne sont pas modifiées par le présent Acte général.

Article XXV.

Les Puissances signataires s'engagent à prendre des mesures efficaces pour prévenir l'usurpation de leur pavillon et pour empêcher le transport des esclaves sur les bâtiments autorisés à arborer leurs couleurs.

Article XXVI.

Les Puissances signataires s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le prompt échange des renseigements propres à amener la découverte des personnes qui se livrent aux opérations de la traite.

Article XXVII.

Un bureau international au moins sera créé; il sera établi à Zanzibar. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à lui faire parvenir tous les documents spécifiés à l'article XLI, ainsi que les renseignements de toute nature susceptibles d'aider à la répression de la traite.

Article XXVIII.

Tout esclave qui se sera réfugié à bord d'un navire de guerre sous pavillon d'une des Puissances signataires sera immédiatement et définitivement affranchi, sans que cet affranchissement puisse le soustraire à la juridiction compétente, s'il a commis un crime ou délit de droit commun.

Article XXIX.

Tout esclave retenu contre son gré à bord d'un bâtiment indigène aura le droit de réclamer sa liberté.

Son affranchissement pourra être prononcé par tout agent d'une des Puissances signataires, à qui le présent Acte général confère le droit de contrôler l'état des personnes à bord desdits bâtiments, sans que cet affranchissement puisse le soustraire à la juridiction compétente, si un crime ou délit de droit commun a été commis par lui.

§ II. — Règlement concernant l'usage du Pavillon et la Surveillance des Croiseurs.

1. — Règles pour la concession du pavillon aux bâtiments indigènes, le rôle d'équipage et le manifeste des passagers noirs.

Article XXX.

Les Puissances signataires s'engagent à exercer une surveillance rigoureuse sur les bâtiments indigènes autorisés à porter leur pavillon dans la zone indiquée à l'article XXI, et sur les opérations commerciales effectuées par ces bâtiments.

Article XXXI.

La qualification de bâtiment indigène s'applique aux navires qui remplissent une des deux conditions suivantes:

1° Présenter les signes extérieurs d'une construction ou d'un gréement indigène;

2° Être montés par un équipage dont le capitaine et la majorité des matelots soient originaires d'un des pays baignés par les eaux de l'océan Indien, de la mer Rouge ou du golfe Persique.

Article XXXII.

L'autorisation d'arborer le pavillon d'une desdites Puissances ne sera accordée à l'avenir qu'aux bâtiments indigènes qui satisferont à la fois aux trois conditions suivantes:

1° Les armateurs ou propriétaires devront être sujets ou protégés de la Puissance dont ils demandent à porter les couleurs;

2° Ils seront tenus d'établir qu'ils possèdent des biens-fonds dans la circonscription de l'autorité à qui est adressée leur demande, ou de fournir une caution solvable pour la garantie des amendes qui pourraient être éventuellement encourues;

3° Lesdits armateurs ou propriétaires, ainsi que le capitaine du bâtiment, devront fournir la preuve qu'ils jouissent d'une bonne réputation et notamment n'avoir jamais été l'objet d'une condamnation pour faits de traite.

Article XXXIII.

L'autorisation accordée devra être renouvelée chaque année. Elle pourra toujours être suspendue ou retirée par les autorités de la Puissance dont le bâtiment porte les couleurs.

Article XXXIV.

L'acte d'autorisation portera les indications nécessaires pour établir l'identité du navire. Le capitaine en sera détenteur. Le nom du bâtiment indigène et l'indication de son tonnage devront être incrustés et peints en caractères latins à la poupe, et la ou les lettres initiales de son port d'attache, ainsi que le numéro d'enregistrement dans la série des numéros de ce port, seront imprimés en noir sur les voiles.

Article XXXV.

Un rôle d'équipage sera délivré au capitaine du bâtiment au port de départ par l'autorité de la Puissance dont il porte le pavillon. Il sera renouvelé à chaque armement du bâtiment ou, au plus tard, au bout d'une année, et conformément aux dispositions suivantes:

1° Le rôle sera, au moment du départ, visé par l'autorité qui l'a délivre;

2° Aucun noir ne pourra être engagé comme maletot sur un bâtiment sans qu'il ait été préalablement interrogé par l'autorité de la Puissance dont ce bâtiment porte le pavillon ou, à défaut de celle-ci, par l'autorité territoriale, à l'effet d'établir qu'il contracte un engagement libre;

3° Cette autorité tiendra la main à ce que la proportion des matelots ou mousses ne soit pas anormale par rapport au tonnage ou au gréement des bâtiments;

4° L'autorité qui aura interrogé les hommes préalablement à leur départ les inscrira sur le rôle d'équipage, où ils figureront avec le signalement sommaire de chacun d'eux en regard de son nom;

5° Afin d'empêcher plus sûrement les substitutions, les matelots pourront, en outre, être pourvus d'une marque distinctive.

Article XXXVI.

Lorsque le capitaine d'un bâtiment désirera embarquer des passagers noirs, il devra en faire la déclaration à l'autorité de la Puissance dont il porte le pavillon ou, à défaut de celle-ci, à l'autorité territoriale. Les passagers seront interrogés et, quand il aura été constaté qu'ils s'embarquent librement, ils seront inscrit sur un manifeste spécial donnant le signalement de chacun d'eux en regard de son nom, et indiquant notamment le sexe et la taille. Les enfants noirs ne pourront être admis comme passagers qu'autant qu'ils seront accompagnés de leurs parents ou de personnes dont l'honorabilité serait notoire. Au départ, le manifeste des passagers sera visé par l'autorité indiquée ci dessus, après qu'il aura été procédé à un appel. S'il n'y a pas de passagers à bord, mention expresse en sera faite sur le rôle d'équipage.

Article XXXVII.

A l'arrivée dans tout port de relâche ou de destination, le capitaine du bâtiment produira devant l'autorité de la Puissance dont il porte le pavillon ou, à défaut de celle-ci, devant l'autorité territoriale, le rôle d'équipage et, s'il y a lieu, les manifestes de passagers antérieurement délivrés. L'autorité contrôlera les passagers arrivés à destination ou s'arrêtant dans un port de relâche, et fera mention de leur débarquement sur le manifeste. Au départ, la même autorité apposera de nouveau son visa au rôle et au manifeste, et fera l'appel des passagers.

Article XXXVIII.

Sur le littoral africain et dans les îles adjacentes, aucun passager noir ne sera embarqué à bord d'un bâtiment indigène en dehors des localités où réside une autorité relevant d'une des Puissances signataires.

Dans toute l'étendue de la zone prévue à l'article XXI, aucun passager noir ne pourra être débarqué d'un bâtiment indigène hors d'une localité où réside une autorité relevant d'une des Hautes Parties contractantes et sans que cette autorité assiste au debarquement.

Les cas de force majeure qui auraient déterminé l'infraction à ces dispositions devront être examinés par l'autorité de la Puissance dont le bâtiment porte les couleurs, ou, à défaut de celle-ci, par l'autorité territoriale du port dans lequel le bâtiment inculpé fait relâche.

Article XXXIX.

Les prescriptions des articles XXXV, XXXVI, XXXVII et XXXVIII ne sont pas applicables aux bateaux non pontés entièrement, ayant un maximum de dix hommes d'équipage et qui satisferont à l'une des deux conditions suivantes:

1⁰ S'adonner exclusivement à la pêche dans les eaux territoriales;

2⁰ Se livrer au petit cabotage entre les différents ports de la même Puissance territoriale, sans s'éloigner de la côte à plus 5 milles.

Ces différents bateaux recevront, suivant les cas, de l'autorité territoriale ou de l'autorité consulaire, une licence spéciale renouvelable chaque année et révocable dans les conditions prévues à l'article XL, et dont le modèle uniforme, annexé au présent Acte général, sera communiqué au Bureau international de renseignements.

Article XL.

Tout acte ou tentative de traite, légalement constaté à la charge du capitaine, armateur ou propriétaire d'un bâtiment autorisé à porter la pavillon d'une des Puissances signataires, ou ayant obtenu la licence prévue à l'article XXXIX, entraînera le retrait immédiat de cette autorisation ou de cette licence. Toutes les infractions aux prescriptions du paragraphe 2 du chapitre III seront punies, en outre, des pénalités édictées par les lois et ordonnances spéciales à chacune des Puissances contractantes.

Article XLI.

Les Puissances signataires s'engagent à déposer au Bureau international de renseignements des modèles types des documents ci-après:

1° Titre autorisant le port du pavillon;

2° Rôle d'équipage;

3° Manifeste des passagers noirs.

Ces documents, dont la teneur peut varier suivant les règlements propres à chaque pays, devront renfermer obligatoirement les renseignements suivants, libellés dans une langue européenne:

I. En ce qui concerne l'autorisation de porter le pavillon;

a) Le nom, le tonnage, le gréement et les dimensions principales du bâtiment;

b) Le numéro d'inscription et la lettre signalétique du port d'attache;

c) La date de l'obtention du permis et la qualité du fonctionnaire qui l'a délivré.

II. En ce qui concerne le rôle d'équipage:

a) Le nom du bâtiment, du capitaine et de l'armateur ou des propriétaires;

b) Le tonnage du bâtiment;

c) Le numéro d'inscription et le port d'attache du navire, sa destination, ainsi que les renseignements spécifiés à l'article XXV.

III. En ce qui concerne le manifeste des passagers noirs:

Le nom du bâtiment qui les transporte et les renseignements indiqués à l'article XXXVI, et destinés à bien identifier les passagers.

Les puissances signataires prendront les mesures nécessaires pour que les autorités territoriales ou leurs consuls envoient au même Bureau des copies certifiées de toute autorisation d'arborer leur pavillon, dès qu'elle aura été accordée, ainsi que l'avis du retrait dont ces autorisations auraient été l'objet.

Les dispositions du présent article ne concernent que les papiers destinés aux bâtiments indigènes.

2. — De l'arrêt des bâtiments suspects.

Article XLII.

Lorsque les officiers commandant les bâtiments de guerre de l'une des Puissances signataires auront lieu de croire qu'un bâtiment d'un tonnage inférieur à 500 tonneaux et rencontré dans la zone ci-dessus indiquée, se livre à la traite ou est coupable d'une usurpation de pavillon, ils pourront recourir à la vérifications des papiers de bord.

Le présent article n'implique aucun changement à l'état de choses actuel en ce qui concerne la juridiction dans les eaux territoriales.

Article XLIII.

Dans ce but, un canot, commandé par un officier de vaisseau en uniforme, pourra être envoyé à bord du navire suspect, après qu'on l'aura hélé pour lui donner avis de cette intention.

L'officier envoyé à bord du navire arrêté devra procéder avec tous les égards et tous les ménagements possibles.

Article XLIV.

La vérification des papiers de bord consistera dans l'examen des pièces suivantes:

1° En ce qui concerne les bâtiments indigènes, les papiers mentionnés à l'article XLI;

2° En ce qui concerne les autres bâtiments, les pièces stipulées dans les différents traités ou conventions maintenus en vigueur.

La vérification des papiers de bord n'autorise l'appel de l'équipage et des passagers que dans les cas et suivant les conditions prévus à l'article suivant.

Article XLV.

L'enquête sur le chargement du bâtiment ou la visite ne peut avoir lieu qu'à l'égard des bâtiments naviguant sous le pavillon d'une des Puissances qui ont conclu ou viendraient à conclure les conventions particulières visées à l'article XXII, et conformément aux prescriptions de ces conventions.

Article XLVI.

Avant de quitter le bâtiment arrêté, l'officier dressera un procès-verbal suivant les formes et dans la langue en usage dans le pays auquel il appartient.

Ce procès-verbal doit être daté et signé par l'officier, et constater les faits.

Le capitaine du navire arrêté, ainsi que les témoins, auront le droit de faire ajouter au procès-verbal toutes explications qu'ils croiront utiles.

Article XLVII.

Le commandant d'un bâtiment de guerre qui aurait arrêté un navire sous pavillon étranger doit, dans tous les cas, faire un rapport à son Gouvernement en indiquant les motifs qui l'ont fait agir.

Article XLVIII.

Un résumé de ce rapport, ainsi qu'une copie du procès-verbal dressé

par l'officier envoyé à bord du navire arrêté, seront, le plus tôt possible, expédiés au Bureau international de renseignements, qui en donnera communication à l'autorité consulaire ou territoriale la plus proche de la Puissance dont le navire arrêté en route a arboré le pavillon. Des doubles de ces documents seront conservés aux archives du Bureau.

Article XLIX.

Si, par suite de l'accomplissement des actes de contrôle mentionnés dans les articles précédents, le croiseur est convaincu qu'un fait de traite a été commis à bord durant la traversée ou qu'il existe des preuves irrécusables contre le capitaine ou l'armateur pour l'accuser d'usurpation de pavillon, de fraude ou de participation à la traite, il conduira le bâtiment arrêté dans le port de la zone le plus rapproché, où se trouve une autorité compétente de la Puissance dont le pavillon a éte arboré.

Chaque Puissance signataire s'engage à désigner dans la zone et à faire connaître au Bureau international de renseignements les autorités territoriales ou consulaires, ou les délégués spéciaux qui seraient compétents dans les cas visés ci-dessus.

Le bâtiment soupçonné peut également être remis à un croiseur de sa nation, si ce dernier consent à en prendre charge.

3. — De l'enquête et du jugement des bâtiments saisis.

Article L.

L'autorité visée à l'article précédent, à laquelle le navire arrêté a été remis, procédera à une enquête complète, selon les lois et règlements de sa nation, en présence d'un officier du croiseur étranger.

Article LI.

S'il résulte de cette enquête qu'il y a eu usurpation de pavillon, le navire arrêté restera à la disposition du capteur.

Article LII.

Si l'enquête établit un fait de traite défini par la présence à bord d'esclaves destinés à être vendus ou d'autres faits de traite prévus par les conventions particulières, le navire et sa cargaison demeurent sous séquestre, à la garde de l'autorité qui a dirigé l'enquête.

Le capitaine et l'équipage seront déférés aux tribunaux désignés aux articles LIV et LVI. Les esclaves seront mis en liberté après qu'un jugement aura été rendu.

Dans les cas prévus par cet article, il sera disposé des esclaves libérés conformément aux conventions particulières conclues ou à conclure entre les Puissances signataires. A défaut de ces conventions, lesdits esclaves pourront être remis à l'autorité locale, pour être renvoyés, si c'est possible, dans leur pays d'origine; sinon cette autorité leur facilitera, autant qu'il dépendra d'elle, les moyens de vivre, et, s'ils le désirent, de se fixer dans la contrée.

Article LIII.

Si l'enquête prouve que le bâtiment est arrêté illégalement, il y aura lieu de plein droit à une indemnité proportionnelle au préjudice éprouvé par le bâtiment détourné de sa route.

La quotité de cette indemnité sera fixée par l'autorité qui a dirigé l'enquête.

Article LIV.

Dans le cas où l'officier du navire capteur n'accepterait pas les conclusions de l'enquête effectuée en sa présence, la cause serait, de plein droit, déférée au tribunal de la nation dont le bâtiment capturé aurait arboré les couleurs.

Il ne sera fait d'exception à cette règle que dans le cas où le différend porterait sur le chiffre de l'indemnité stipulée à l'article LIII, lequel sera fixé par voie d'arbitrage, ainsi qu'il est spécifié à l'article suivant.

Article LV.

L'officier capteur et l'autorité qui aura dirigé l'enquête désigneront, chacun dans les quarante-huit heures, un arbitre, et les deux arbitres choisis auront eux-mêmes vingt-quatre heures pour désigner un surarbitre. Les arbitres devront être choisis, autant que possible, parmi les fonctionnaires diplomatiques, consulaires ou judiciaires des Puissances signataires. Les indigènes se trouvant à la solde des Gouvernements contractants sont formellement exclus. La décision est prise à la majorité des voix. Elle doit être reconnue comme définitive.

Si la juridiction arbitrale n'est pas constituée dans les délais indiqués, il sera procédé, pour l'indemnité comme pour les dommages-intérêts, conformément aux dispositions de l'article LVIII, paragraphe 2.

Article LVI.

Les causes sont déférées, dans le plus bref délai possible, au tribunal de la nation dont les prévenus ont arboré les couleurs. Cependant les consuls ou toute autre autorité de la même nation que les prévenus, spécialement commissionnés à cet effet, peuvent être autorisés par leur Gouvernement à rendre les jugements aux lieu et place des tribunaux.

Article LVII.

La procédure et le jugement des infractions aux dispositions du chapitre III auront toujours lieu aussi sommairement que le permettent les lois et règlements en vigueur dans les territoires soumis à l'autorité des Puissances signataires.

Article LVIII.

Tout jugement du Tribunal national ou des autorités visées à l'article LVI déclarant que le navire arrêté ne s'est point livré à la traite sera exécuté sur-le-champ, et pleine liberté sera rendue au navire de continuer sa route.

Dans ce cas, le capitaine ou l'armateur du navire arrêté sans motif légitime de suspicion ou ayant été soumis à des vexations, aura le droit de réclamer des dommages-intérêts dont le montant serait fixé de commun accord entre les Gouvernements directement intéressés ou par voie d'arbitrage, et payé dans le délai de six mois à partir de la date du jugement qui a acquitté la prise.

Article LIX.

En cas de condamnation, le navire séquestré sera déclaré de bonne prise au profit du capteur.

Le capitaine, l'équipage et toutes autres personnes reconnus coupables seront punis, selon la gravité des crimes ou délits commis par eux, et conformément à l'article V.

Article LX.

Les dispositions des articles L à LIX ne portent aucune atteinte ni à la compétence, ni à la procédure des tribunaux spéciaux existants ou de ceux à créer pour connaître des faits de traite.

Article LXI.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement les institutions qu'elles donneront, en exécution des dispositions du chapitre III, aux commandants de leurs bâtiments de guerre naviguant dans les mers de la zone indiquée.

Chapitre IV.

Pays de destination dont les institutions comportent l'existence de l'esclavage domestique.

Article LXII.

Les Puissances contractantes dont les institutions comportent l'existence de l'esclavage domestique et dont, par suite de ce fait, les possessions situées dans ou hors l'Afrique servent, malgré la vigilance des autorités, de lieux de destination aux esclaves africains, s'engagent à en prohiber l'importation, le transit, la sortie ainsi que le commerce. La surveillance la plus active et la plus sévère possible sera organisée par elles sur tous les points où s'opèrent l'entrée, le passage et la sortie des esclaves africains.

Article LXIII.

Les esclaves libérés en exécution de l'article précédent seront, si les circonstances le permettent, renvoyés dans leur pays d'origine. Dans tous les cas, ils recevront des lettres d'affranchissement des autorité compétentes et auront droit à leur protection et à leur assistance afin de trouver des moyens d'existence.

Article LXIV.

Tout esclave fugitif arrivant à la frontière d'une des Puissances men-

tionnées à l'article LXII sera réputé libre et sera en droit de réclamer des autorités compétentes des lettres d'affranchissement.

Article LXV.

Toute vente ou transaction dont les esclaves visés aux articles LXIII et LXIV auraient été l'objet par suite de circonstances quelconques, sera considérée comme nulle et non avenue.

Article LXVI.

Les navires indigènes portant le pavillon d'un des pays mentionnés à l'article LXII, s'il existe des indices qu'ils se livrent à des opérations de traite, seront soumis par les autorités locales, dans les ports qu'ils fréquentent, à une vérification rigoureuse de leur équipage et des passagers, tant à l'entrée qu'à la sortie. En cas de présence à bord d'esclaves africains, il sera procédé judiciairement contre le bâtiment et contre toutes personnes qu'il y aura lieu d'inculper. Les esclaves trouvés à bord recevront des lettres d'affranchistement par les soins des autorités qui auront opéré la saisie des navires.

Article LXVII.

Des dispositions pénales en rapport avec celles prévues par l'article V seront édictées contre les importateurs, transporteurs et marchands d'esclaves africains, contre les auteurs de mutilation d'enfants ou d'adultes mâles et ceux qui en trafiquent, ainsi que contre leurs co-auteurs et complices.

Article LXVIII.

Les Puissances signataires reconnaissent la haute valeur de la loi sur la prohibition de la traite des noirs, sanctionnée par Sa Majesté l'Empereur des Ottomans le 4/16 décembre 1889 (22 Rebi-ul-Akhir 1307), et elles sont assurées qu'une surveillance active sera organisée par les autorités ottomanes, particulièrement sur la côte occidentale de l'Arabie et sur les routes qui mettent cette côte en communication avec les autres possessions de Sa Majesté Impériale en Asie.

Article LXIX.

Sa Majesté le Shah de Perse consent à organiser une surveillance active dans les eaux territoriales et sur celles des côtes du golfe Persique et du golfe d'Oman qui sont placées sous sa souveraineté, ainsi que sur les routes intérieures qui servent au transport des esclaves. Les magistrats et les autres autorités recevront à cet effet les pouvoirs nécessaires.

Article LXX.

Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar consent à prêter son concours le plus efficace pour la répression des crimes et délits commis par les trafiquants d'esclaves africains sur terre comme sur mer. Les tribunaux institués à cette fin dans le Sultanat de Zanzibar appliqueront strictement les dispositions pénales prévus à l'article V. Afin de mieux assurer la liberté des

esclaves libérés, tant en vertu des dispositions du présent Acte général que des décrets rendus en cette matière par Sa Hautesse et ses prédécesseurs, un bureau d'affranchissement sera établi à Zanzibar.

Article LXXI.

Les agents diplomatiques et consulaires, et les officiers de marine des Puissances contractantes prêteront, dans les limites des conventions existantes, aux autorités locales leur concours, afin d'aider à réprimer la traite là où elle existe encore; ils auront le droit d'assister aux procès de traite qu'ils auront provoqués, sans pouvoir prendre part à la délibération.

Article LXXII.

Des bureaux d'affranchissement ou des institutions qui en tiennent lieu seront organisés par les administrations des pays de destination des esclaves africains, aux fins déterminées à l'article XVIII.

Article LXXIII.

Les Puissances signataires s'étant engagées à se communiquer tous les renseignements utiles pour combattre la traite, les Gouvernements que concernent les dispositions du présent chapitre échangeront périodiquement avec les autres Gouvernements les données statistiques relatives aux esclaves arrêtés et libérés, ainsi que les mesures législatives ou administratives prises afin de réprimer la traite.

Chapitre V.

Institutions destinées à assurer l'exécution de l'Acte général.

§ I. — Du bureau international maritime.

Article LXXIV.

Conformément aux dispositions de l'article XXVII, il est institué à Zanzibar un bureau international où chacune des Puissances signataires pourra se faire représenter par un délégué.

Article LXXV.

Le Bureau sera constitué dès que trois Puissances auront désigné leur représentant.

Il élaborera un règlement fixant le mode d'exercice de ses attributions, Ce règlement sera immédiatement soumis à la sanction des Puissances signataires qui auront notifié leur intention de s'y faire représenter et qui statueront à cet égard dans le plus bref délai possible.

Article LXXVI.

Les frais de cette institution seront répartis, à parts égales, entre les Puissancces signataires mentionnées à l'article précédent.

Article LXXVII.

Le Bureau de Zanzibar aura pour mission de centraliser tous les documents et renseignements qui seraient de nature à faciliter la répression de la traite dans la zone maritime.

A cet effet, les Puissances signataires s'engagent à lui faire parvenir, dans le plus bref délai possible:

1° Les documents spécifiés à l'article XLI;

2° Le résumé des rapports et la copie des procès-verbaux visés à l'article XLVIII;

3° La liste des autorités territoriales ou consulaires et des délégués spéciaux compétents pour procéder l'égard des bâtiments arrêtés, aux termes de l'article XLIX;

4° La copie des jugements et arrêts de condamnation rendus conformément à l'article LVIII;

5° Tous les renseignements propres à amener la découverte des personnes qui se livrent aux opérations de la traite dans la zone susdite.

Article LXXVIII.

Les archives du Bureau seront toujours ouvertes aux officiers de la marine des Puissances signataires autorisés à agir dans les limites de la zone définie à l'article XXI, de même qu'aux autorités territoriales ou judiciaires et aux consuls spécialement désignés par leurs Gouvernements.

Le Bureau devra fournir aux officiers et agents étrangers autorisés à consulter ses archives, les traditions en une langue européenne des documents qui seraient rédigés dans une langue orientale.

Il fera les communnications prévues à l'article XLVIII.

Article LXXIX.

Des Bureaux auxiliaires en rapport avec le Bureau de Zanzibar pourront être établis dans certaines parties de la zone, en vertu d'accord préalable entre les Puissances intéressées.

Ils seront composés des délégués de ces Puissances et établis conformément aux articles LXXV, LXXVI et LXXVIII.

Les documents et renseignements spécifiés à l'article LXXVII, en tant qu'ils concernent la partie afférente de la zone, leur seront envoyés directement par les autorités territoriales et consulaires de cette région, sans préjudice de la communication au Bureau de Zanzibar prévue par le même article.

Article LXXX.

Le Bureau de Zanzibar dressera, dans les deux premiers mois de chaque année, un rapport sur ses opérations et celles des bureaux auxiliaires pendant l'année écoulée.

§ II. — De l'échange entre les Gouvernements des documents et renseignements relatifs à la traite.

Article LXXXI.

Les Puissances se communiqueront, dans la plus large mesure et le plus bref délai qu'elles jugeront possibles:

1° Le texte des lois et règlements d'administration existants ou édictés par application des clauses du présent Acte général;

2° Les renseignements statistiques concernant la traite, les esclaves arrêtés et libérés, le trafic des armes, des munitions et des alcools.

Article LXXXII.

L'échange de ces documents et renseignements sera centralisé dans un bureau spécial rattaché au Département des Affaires Étrangères à Bruxelles.

Article LXXXIII.

Le Bureau de Zanzibar lui fera parvenir, chaque année, le rapport mentionné à l'article LXXX sur ses opérations pendant l'année écoulée et sur celles des bureaux auxiliaires qui viendraient à être établis conformément à l'article LXXIX.

Article LXXXIV.

Les documents et renseignements seront réunis et publiés périodiquement et adressés à toutes les Puissances signataires. Cette publication sera accompagnée, chaque année, d'une table analytique des documents législatifs, administratifs et statistiques mentionnés aux articles LXXXI et LXXXIII.

Article LXXXV.

Les frais de bureau, de correspondance, de traduction et d'impression qui en résulteront, seront supportés par toutes les Puissances signataires et recouvrés par les soins du Département des Affaires Étrangères à Bruxelles.

§ III. — De la protection des esclaves libérés.

Article LXXXVI.

Les Puissances signataires ayant reconnu le devoir de protéger les esclaves libérés dans leurs possessions respectives s'engagent à établir, s'il n'en existe déjà, dans les ports de la zone déterminée à l'article XXI et dans les endroits de leurs dites possessions qui seraient des lieux de capture, de passage et d'arrivée d'esclaves africains, des bureaux ou des institutions en nombre jugé suffisant par elles et qui seront chargés spécialement de les affranchir et de les protéger, conformément aux dispositions des articles VI, XVIII, LXIII et LXVI.

Article LXXXVII.

Les bureaux d'affranchissement ou les autorités chargées de ce service délivreront les lettres d'affranchissement et en tiendront registre.

En cas de dénonciation d'un fait de traite ou de détention illégale, ou sur le recours des esclaves eux-mêmes, lesdits bureaux ou autorités feront toutes les diligences nécessaires pour assurer la libération des esclaves et la punition des coupables.

La remise des lettres d'affranchissement ne saurait, en aucun cas, être

retardée, si l'esclave est accusé d'un crime ou délit de droit commun. Mais, après la délivrance desdites lettres, il sera procédé à l'instruction en la forme établie par la procédure ordinaire.

Article LXXXVIII.

Les Puissances signataires favoriseront, dans leurs possessions, la fondation d'établissements de refuge pour les femmes et d'éducation pour les enfants libérés.

Article LXXXIX.

Les esclaves affranchis pourront toujours recourir aux bureaux pour être protégés dans la jouissance de leur liberté.

Quiconque aura usé de fraude ou de violence pour enlever à un esclave libéré ses lettres d'affranchissement, ou pour le priver de sa liberté, sera considéré comme marchand d'esclaves.

Chapitre VI.

Mesures restrictives du trafic des spiritueux.

Article XC.

Justement préoccupées des conséquences morales et matérielles qu'entraîne pour les populations indigènes l'abus des spiritueux, les Puissances signataires, sont convenues d'appliquer les dispositions des articles XCI, XCII et XCIII dans une zone délimitée par le 20° degré latitude nord et par le 22° degré latitude sud, et aboutissant vers l'ouest à l'océan Atlantique et vers l'est à l'océan Indien et à ses dépendances, y compris les îles adjacentes au littoral jusqu'à 100 milles marins de la côte.

Article XCI.

Dans les régions de cette zone où il sera constaté que, soit à raison des croyances religieuses, soit pour d'autres motifs, l'usage des boissons distillées n'existe pas ou ne s'est pas développé, les Puissances en prohiberont l'entrée. La fabrication des boissons distillées y sera également interdite.

Chaque Puissance déterminera les limites de la zone de prohibition des boissons alcooliques dans ses possessions ou protectorats, et sera tenue d'en notifier le tracé aux autres Puissances dans un délai de six mois.

Il ne pourra être dérogé à la susdite prohibition que pour des quantités limitées, destinées à la consommation des populations non indigènes et introduites sous le régime et dans les conditions déterminées par chaque Gouvernement.

Article XCII.

Les Puissances ayant des possessions ou exerçant des protectorats dans les régions de la zone qui ne sont pas placées, sous le régime de la prohibition et où les spiritueux sont actellement importés librement ou soumis à un droit d'importation inférieur à 15 francs par hectolitre à 50° centigrades, s'engagent à établir sur ces spiritueux un droit d'entrée qui

sera de 15 francs par hectolitre à 50^0 centigrades, pendant les trois années qui suivront la mise en vigueur du présent Acte général. A l'expiration de cette période, le droit pourra être porté à 25 francs pendant une nouvelle période de trois années. Il sera, à la fin de la sixième année, soumis à révision, en prenant pour base une étude comparative des résultats produits par ces tarifications, à l'effet d'arrêter alors, si faire se peut, une taxe minima dans toute l'étendue de la zone où n'existerait pas le régime de la prohibition visé à l'article XCI.

Les Puissances conservent le droit de maintenir et d'élever les taxes au delà du minimum fixé par le présent article dans les régions où elles le possèdent actuellement.

Article XCIII.

Les boissons distillées qui seraient fabriquées dans les régions visées à l'article XCII et destinées à être livrées à la consommation intérieure, seront grevées d'un droit d'accise.

Ce droit d'accise, dont les Puissances s'engagent à assurer la perception dans la limite du possible, ne sera pas inférieur au minimum des droits d'entrée fixé par l'article XCII.

Article XCIV.

Les Puissances signataires qui ont en Afrique des possessions en contact avec la zone spécifiée à l'article XC s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'introduction des spiritueux, par leurs frontières intérieures, dans les territoires de ladite zone.

Article XCV.

Les Puissances se communiqueront, par l'entremise du Bureau de Bruxelles, dans les conditions indiquées au chapitre V, les renseignements relatifs au trafic des spiritueux dans leurs territoires respectifs.

Chapitre VII.

Dispositions finales.

Article XCVI.

Le présent Acte général abroge toutes stipulations contraires des conventions antérieurement conclues entre les Puissances signataires.

Article XCVII.

Les Puissances signataires, sans préjudice de ce qui est stipulé aux articles XIV, XXIII et XCII, se réservent d'introduire au présent Acte général, ultérieurement et d'un commun accord, les modifications ou améliorations dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Article XCVIII.

Les Puissances qui n'ont pas signé le présent Acte général pourront être admises à y adhérer.

Les Puissances signataires se réservent de mettre à cette adhésion telles conditions qu'elles jugeraient nécessaires.

Si aucune condition n'est stipulée, l'adhésion emporte de plein droit l'acceptation de toutes les obligations et l'admission à tous les avantages stipulés par le présent Acte général.

Les Puissances se concerteront sur les démarches à faire pour amener l'adhésion des États dont le concours serait nécessaire ou utile pour assurer l'exécution complète de l'Acte général.

L'adhésion se fera par un acte séparé. Elle sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, et par celui-ci à tous les États signataires et adhérents.

Article XCIX.

Le présent Acte général sera ratifié dans un délai qui sera le plus court possible et qui, en aucun cas, ne pourra excéder un an.

Chaque Puissance adressera sa ratification au Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, qui en donnera avis à toutes les autres Puissances signataires du présent Acte général.

Les ratifications de toutes les Puissances resteront déposées dans les archives du Royaume de Belgique.

Aussitôt que toutes les ratifications auront été produites, ou au plus tard un an après la signature du présent Acte général, il sera dressé acte du dépôt dans un Protocole qui sera signé par les Représentants de toutes les Puissances qui auront ratifié.

Une copie certifiée de ce Protocole sera adressée à toutes les Puissances intéressées.

Article C.

Le présent Acte général entrera en vigueur dans toutes les possessions des Puissances contractantes le soixantième jour à partir de celui où aura été dressé le Protocole de dépôt prévu à l'article précédent.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Acte général et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles, le deuxième jour du mois de juillet mil huit cent quatre vingt-dix.

Alvensleben.	*G. Cogordan.*
Göhring.	*Vivian.*
R. Khevenhüller.	*John Kirk.*
Lambermont.	*F. de Renzis.*
E. Banning.	*Nazare Aga.*
Schack de Brockdorff.	*H. de Macedo.*
J.-G. de Aguëra.	*L. Ouroussoff.*
Edm. Van Eetvelde.	*Martens.*
Van Maldeghem.	*Burenstam.*
Edwin H. Terrell.	*Et. Carathéodory.*
H. S. Sanford.	*John Kirk.*
A. Bourée.	*Göhring.*

Annexe à l'article XXXIX.

Autorisation de naviguer au petit cabotage sur la côte orientale d'Afrique conformément à l'article XXXIX.

Nom du bateau avec indication du genre de construction et de gréement.	Nationalité.	Tonnage.	Port d'attache.	Nom du capitaine.	Nombre des hommes d'équipage.	Nombre maximum de passagers.	Parages dans lesquels le bateau doit naviguer.	Observations générales.

La présente autorisation doit être renouvelée le . . . .

Qualité du fonctionnaire qui a délivré le permis:

Déclaration.

Les Puissances réunies en Conférence à Bruxelles, qui ont ratifié l'Acte général de Berlin du 26 février 1885 ou qui y ont adhéré,

Après avoir arrêté et signé de concert, dans l'Acte général de ce jour, un ensemble de mesures destinées à mettre un terme à la traite des nègres sur terre comme sur mer et à améliorer les conditions morales et matérielles d'existence des populations indigènes,

Considérant que l'exécution des dispositions qu'elles ont prises dans ce but impose à certaines d'entre elles, qui ont des possessions ou exercent des protectorats dans le Bassin conventionnel du Congo, des obligations qui exigent impérieusement, pour y faire face, des ressources nouvelles,

Sont convenues de faire la Déclaration suivante:

Les Puissances signataires ou adhérentes qui ont des possessions ou exercent des proetectorats dans ledit Bassin conventionnel du Congo pourront, pour autant qu'une autorisation leur soit nécessaire à cette fin, y établir sur les marchandises importées des droits dont le tarif ne pourra dépasser un taux équivalent à 10% de la valeur au port d'importation, à l'exception toutefois des spiritueux, qui sont régis par les dispositions du chapitre VI de l'Acte général de ce jour.

Après la signature dudit Acte général, une négociation sera ouverte entre les Puissances qui ont ratifié l'Acte général de Berlin ou qui y ont adhéré, à l'effet d'arrêter dans la limite maxima de 10% de la valeur, les conditions du régime douanier à instituer dans le Bassin conventionnel du Congo.

Il reste néanmoins entendu:

1° Qu'aucun traitement différentiel ni droit de transit ne pourront être établis;

2° Que, dans l'application du régime douanier qui sera convenu, chaque Puissance s'attachera à simplifier, autant que possible, les formalités et à faciliter les opérations du commerce;

3° Que l'arrangement à resulter de la négociation prévue restera en vigueur pendant quinze ans à partir de la signature de la présente Déclaration.

A l'expiration de ce terme et à défaut d'un nouvel accord, les Puissances contractantes se retrouveront dans les conditions prévues par l'article IV de l'Acte général de Berlin, la faculté d'imposer à un maximum de 10% les marchandises importées dans le Bassin conventionnel du Congo leur restant acquise.

Les ratifications de la présente Déclaration seront échangées en même temps que celles de l'Acte général du même jour.

En foi de quoi, les soussignés Plénipotentiaires ont dressé la présente Déclaration et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles, le deuxième jour du mois de juillet mil huit cent quatre-vingt-dix.

2.

ALLEMAGNE, AUTRICHE-HONGRIE, BELGIQUE, DANEMARK, ESPAGNE, CONGO, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, ITALIE, PAYS-BAS, LUXEMBOURG, PERSE, PORTUGAL, RUSSIE, SUÈDE ET NORVÈGE, TURQUIE, ZANZIBAR.

Actes internationaux et Documents relatifs à la législation des pays d'orient, en matière de la Traite des Esclaves en Afrique, présentés à la Conférence réunie à Bruxelles du 18 novembre 1889 au 2 juillet 1890.

Publication officielle du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique. Bruxelles 1889.

I.

Exposé sommaire de l'ensemble des dispositions du droit international pour la répression de la traite sur mer.

Le premier traité réglant d'une manière complète la répression de la traite sur mer est la convention additionnelle au traité du 22 janvier 1815, entre l'Angleterre et le Portugal, signée le 18 juillet 1817. Elle fut remplacée par une nouvelle convention, le 3 juillet 1842 (Martens, Nouveau Recueil général, III, 244), modifiée par la convention additionnelle du 18 juillet 1871 (Idem, XX, 511).

L'Angleterre conclut successivement et sur des bases semblables des traités avec:

L'Espagne, le 23 septembre 1817 (Martens, N. R., III, 135; IV, 492); cette convention a été modifiée et étendue par celle du 28 juin 1835 (Hertslet, Treaties, etc., IV, 440).

Les Pays-Bas, le 4 mai 1818. Articles additionnels des 31 décembre 1822, 25 janvier 1823, 7 février 1837, 31 août 1848 (Lagemans, Recueil des traités des Pays-Bas, n°s 68, 96, 97, 152 et 235).

La Suède-Norwège, le 6 novembre 1824 (Martens, N. R., VI, 618, 654, 655).

La convention conclue entre la France et l'Angleterre, le 30 novembre 1831, complétée par celle du 22 mars 1833, institua un régime de répression qui diffère, sous certains points, de celui que ces premiers arrangements avaient consacré. (Martens, N. R., IX, 509, 544, 547, 549).

L'effet des deux conventions de 1831 et 1833 fut suspendu par le traité intervenu entre l'Angleterre et la France, le 29 mai 1845, qui établit des mesures de répression combinée, sans droit réciproque de visite, pour un terme de dix années (Martens, N. R., VIII, 284).

Après l'expiration du terme, la convention de 1845 ne fut pas renouvelée; celles de 1831 et de 1833 se trouvèrent abrogées définitivement.

On doit les mentionner ici parce que plusieurs puissances y avaient adhéré, avant 1845, en signant des actes d'accession, formulés d'une manière semblable, et dont voici un exemple:

Art. Ier. — S. M. le Roi de Danemark accède aux conventions conclues et signées, le 30 novembre 1831 et le 22 mars 1833, entre le Roi de Grande-Bretagne et le Roi de France, se rapportant à la traite des noirs, ainsi qu'à leurs annexes, avec les modifications et réserves indiquées dans les articles 2, 3 et 4.

Leurs dites Majestés s'engagent réciproquement à remplir fidèlement les clauses, conditions et obligations de ces conventions, sauf les réserves et modifications stipulées ci-après; dans le but de prévenir toute incertitude, il a été convenu que les dites conventions et leurs annexes seront insérées ci-après, de mot à mot, comme suit: (Suit l'insertion des deux conventions et de leurs annexes en entier.)

Art. II. — Il a été convenu, etc.

Les États qui ont signé des actes d'accession semblables sont:

Le Danemark, 26 juillet 1834 (Martens, N. R., XII, 713);

La Sardaigne, 8 août 1834 (Martens, N. R., XIII, 194);

Les villes Hanséatiques, 9 juin 1837 (Martens, N. R., XV, 191);

La Toscane, 24 novembre 1837 (Martens, N. R., XV, 292);

Les Deux-Siciles, 14 février 1838 (Herstlet, V, 439, 443).

La France a conclu un traité identique avec la Suède et la Norwège, le 21 mai 1836 (De Clercq, Traités de la France, IV, 338); l'Angleterre n'y est point partie contractante.

Les Instructions pour le commandant de la croisière française de la côte occidentale d'Afrique, mentionnées en l'article 8 de la convention du 29 mai 1845, contiennent le passage suivant:

»Quant aux navires de commerce et aux croiseurs portant le pavillon des autres nations dont les Gouvernements ont successivement conclu avec la France des conventions basées sur le principe du droit de visite, et conformes aux traités de 1831 et de 1833, il n'y a rien de modifié à l'état de choses réglé par ces actes, et vous aurez à exécuter, pour ce qui les concerne, les instructions générales précédemment émanées de mon Département. Je me borne donc à vous rappeler ici que ces pays sont la Sardaigne, la Toscane, les Deux-Siciles, la Suède, le Danemark et les villes Hanséatiques.«

Après le 29 mai 1845, ces conventions se trouvaient donc encore en vigueur.

Le 20 décembre 1841, l'Angleterre signa avec la France, l'Autriche, la Prusse et la Russie un traité qui reproduit, en les modifiant sur certains points seulement, les dispositions contenues dans les traités anglo-français de 1831 et 1833 (Martens, N. R. G., II, 392, 508). Ce traité, dit »le quintuple traité«, ne fut pas ratifié par le Gouvernement français.

La Belgique y a accédé par la convention du 24 février 1848, complétée par le protocole d'une Conférence tenue à Londres le 23 juin 1849, entre les plénipotentiaires des parties contractantes (Martens, N. R. G., XIV, 52).

Le traité conclu entre l'Allemagne et l'Angleterre, le 29 mars 1879, substitue l'Allemagne à la Prusse dans les droits et obligations du traité du 20 décembre 1841 (Martens et Cussy, Recueil, etc., 2. série, III, 20). Il a remplacé celui du 9 juin 1837 en ce qui concerne les villes Hanséatiques et l'Angleterre[1]).

Enfin, le 7 avril 1862 (Martens, N. R. G., XIII, 2. part., 259), l'Angleterre a signé avec les États-Unis d'Amérique un traité qui fut étendu et modifié par les articles additionnels du 17 février 1863 (Martens, N. R. G., XX, 504) et du 3 juin 1870 (Idem, 505). Cette convention, conclue pour dix ans, avec prorogation tacite, se rattache au système des traités hollandais, espagnol et portugais, plutôt qu'à celui du quintuple traité de 1841.

On ne mentionne pas ici les traités conclus par les autres États d'Amérique, ces États n'étant point représentés à la Conférence de Bruxelles.

L'État indépendant du Congo n'a pas assumé en matière de répression du trafic des nègres sur mer, d'autres obligations internationales que celles qui résultent de l'acte général du Congrès de Berlin, articles VI et IX.

Le traité du 20 décembre 1841, étendu en 1848 à la Belgique et en 1879 à l'Allemagne, lie réciproquement plusieurs puissances les unes envers les autres. Ce sont l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche, la Russie, la Belgique.

Le Danemark, la Sardaigne (aujourd'hui l'Italie), la Suède, les villes Hanséatiques ne sont engagées que vis-à-vis de l'Angleterre et de la France, pour autant que les conventions conclues avec cette dernière puissance soient encore en vigueur.

Depuis le 29 mai 1855, faute de renouvellement des conventions antérieures, la France n'a plus aucun engagement vis-à-vis de l'Angleterre.

L'Espagne, le Portugal, les États-Unis n'ont contracté qu'avec l'Angleterre.

Il en résulte qu'il est impossible d'appliquer entre toutes les puissances les dispositions contenues dans ces divers traités. Le droit de visite notamment ne peut être exercé sur les bâtiments de commerce de chacune des puissances que par les navires de guerre des États à qui ce droit a été expressément concédé. La zone dans laquelle il est autorisé varie, selon les conventions, particulièrement du côté de l'Orient.

Il n'existe donc pas aujourd'hui de système international, au vrai sens du mot, pour la répression de la traite. On se trouve en présence d'un certain nombre de conventions particulières ayant sur plusieurs points importants des dispositions différentes, ou bien exprimant les mêmes principes en des formules variées, de nature à entraîner de notables divergences dans la pratique.

---

1) L'Angleterre a conclu récemment un nouveau traité avec l'Italie pour la répression de la traite des nègres. Cette convention n'a pas encore été publiée.

Pour remédier aux inconvénients de cette situation, il faudrait que les puissances intéressées s'entendissent pour adopter un traité ou acte général, par lequel tous les signataires se trouveraient liés les uns envers les autres, et qui établirait ainsi l'égalité des droits et des devoirs de la complète réciprocité nécessaires pour une répression uniforme et efficace.

L'Angleterre a essayé de provoquer une entente de cette espèce aux Congrès de Vienne (1815), d'Aix-la-Chapelle (1818), de Vérone (1822), mais elle n'y a pas réussi. Depuis 1822, aucun Congrès européen ne s'est occupé de la question L'acte général du Congrès de Berlin du 26 février 1885 consacre une déclaration en un seul article à la question du trafic des esclaves, mais il n'a formulé aucune disposition spéciale à la répression de la traite sur mer.

Le principe qui sert de base à tous les traités actuellement en vigueur, c'est l'autorisation, concédée réciproquement aux navires de guerre, de visiter et d'arrêter les bâtiments de commerce des autres parties contractantes, qui se livrent ou sont soupçonnés de se livrer à la traite des nègres.

L'exercice du droit de visite est entouré de garanties et minutieusement réglementé par des instructions aux croiseurs, arrêtées entre les puissances contractantes et annexées à tous les traités pour en faire partie intégrante.

La principale de ces garanties, c'est l'obligation de délivrer à chacun des croiseurs un mandat dont la formule est également annexée au traité et qui émane de la partie contractante autre que celle dont le croiseur porte le pavillon. Ce mandat est un hommage rendu à la juridiction nationale, dont le principe se trouve ainsi sauvegardé.

L'obligation du mandat ne se retrouve que dans les traités conclus sur le modèle des conventions anglo-françaises de 1831 et 1833, et dans le traité de 1841. Les conventions antérieures, ainsi que celles de l'Espagne, du Portugal et des États-Unis, ne l'exigent pas.

Le droit de visite ne peut être exercé que dans une zone déterminée par chaque traité, comme il est dit plus haut. Tantôt elle contourne les côtes, tantôt elle comprend une partie plus ou moins vaste de l'Océan. La région dont la Conférence de Bruxelles doit s'occuper n'est que très incomplètement comprise dans les diverses zones délimitées par les conventions; parfois toute la côte orientale d'Afrique n'y est même pas comprise.

Toutes les conventions établissent des formalités spéciales, mais non identiques, pour la visite des bâtiments naviguant en convoi sous la conduite d'un vaisseau de guerre.

Les bâtiments arrêtés doivent être jugés d'après les lois en vigueur dans leur propre pays pour la répression de la traite des nègres. Toutefois, les traités consacrent des différences notables quant à la juridiction. Les conventions antérieures à 1831, ou conclues sur le modèle de ces premiers traités, ont soumis les navires arrêtés au jugement de commissions mixtes siégeant dans certaines possessions coloniales déterminées, et composées de juges appartenant aux diverses parties contractantes. La procé-

dure est minutieusement réglée par des règlements annexés aux traités. Depuis 1831, le principe de la juridiction nationale a prévalu. Par des conventions additionnelles, le Portugal et les États-Unis ont renoncé aux commissions mixtes, qui imposaient des charges dont la nécessité n'était plus démontrée.

On retrouve dans tous les traités une clause désignée sous le nom de »équipement article« et contenant la nomenclature uniforme d'un certain nombre d'objets d'équipement et d'approvisionnement, dont la présence à bord du bâtiment de commerce constitue une présomption de traite qui entraîne la saisie et la condamnation du navire, à moins de preuve évidente d'un commerce licite. Des articles additionnels, consentis postérieurement entre plusieurs États, ont atténué la rigueur de ces présomptions et permis aux bâtiments arrêtés de fournir immédiatement la preuve contraire, et non pas seulement devant les tribunaux appelés à juger le navire.

En cas d'acquittement, des dommages-intérêts ne sont pas dus si les objets déclarés suspects se trouvaient à bord. Ceci n'est d'ailleurs que l'application d'un principe général de droit des gens en matière de prises maritimes.

Les peines à prononcer sont celles qu'édicte la législation du pays auquel appartient le navire saisi. Les conventions ont cependant des clauses spéciales quant au sort du navire condamné.

Plusieurs traités assimilent la traite à la piraterie. Mais il ne s'agit que d'une obligation d'assimiler les délits de traite à ceux de piraterie au point de vue de la législation intérieure.

Jusqu'à présent, cette assimilation n'est pas un principe de droit des gens, universellement accepté par les nations civilisées.

S'il y a eu détention arbitraire, abus ou vexations, le croiseur est condamné à des dommages-intérêts dont son Gouvernement est rendu responsable.

Cette disposition constitue une garantie importante. Les dommages-intérêts, en effet, ne se débattent pas diplomatiquement, mais sont fixés judiciairement par le tribunal qui juge la prise, c'est-à-dire par la cour mixte ou par le tribunal national du bâtiment saisi, condamnant un navire de guerre étranger. Il y a même matière à plainte fondée et à réparation par voie diplomatique s'il y a eu seulement abus dans l'exercice du droit de visite, sans saisie du navire.

Les traités les plus anciens stipulent que les esclaves trouvés sur les négriers seront affranchis et mis à la disposition du Gouvernement du capteur ou de celui où siège la cour mixte, qui les emploiera comme travailleurs libres. Leur sort est réglé, avec grands détails, par des règlements annexés à plusieurs de ces conventions.

D'autres traités, conclus depuis 1831, et particulièrement celui du 20 décembre 1841, se bornent à ordonner la mise en liberté immédiate, sous la garantie du Gouvernement du capteur.

Les conventions actuellement en vigueur se bornent à définir les droits et les devoirs des parties contractantes, sans leur imposer des ob-

ligations positives en matière de répression de traite. Les premiers traités avaient fixé un certain nombre de croiseurs qui ne pouvait être dépassé. Les traités anglo-français de 1831 et de 1833 contiennent plusieurs dispositions qui supposent l'entente commune pour une répression active et continue, dont toutes les conditions se trouvent réglées. Il en fut réellement ainsi pour ce qui concerne les deux puissances contractantes jusqu'en 1841. Mais les mêmes dispositions insérées dans les actes d'accession à ces conventions, consentis par plusieurs États de la Méditerranée et du nord de l'Europe, étaient inapplicables dans ce sens. On ne pouvait que reconnaître à ces Etats la faculté d'entretenir des croiseurs, non leur en imposer l'obligation. Le traité d'accession des villes Hanséatiques s'exprime formellement à cet égard (art. IV).

Une convention conclue entre les États-Unis et l'Angleterre, le 9 août 1842, établit un régime de répression de la traite, s'exerçant dans certaines régions, d'après des instructions arrêtées de concert et basées sur l'entente des croiseurs des deux nations, mais parallèlement en quelque sorte, c'est-à-dire sans exercice du droit de visite réciproque. Ce système de répression ne pouvait être de quelque efficacité que s'il était appliqué d'une manière continue par des croisières. C'est pourquoi le traité de 1842 contient l'engagement, pour chacune des parties contractantes, d'entretenir sur la côte occidentale d'Afrique une escadre de la force de 80 canons au moins (Martens, N. R. G., III, 456).

Le 29 mai 1845, la France conclut avec l'Angleterre un traité sur des bases semblables. L'escadre que chaque nation s'engageait à envoyer stationner à la côte d'Afrique devait comprendre au moins vingt-six navires de guerre.

Un protocole du 8 mai 1849 abaissa le chiffre des navires à douze pour chaque puissance (Martens, N. R. G., XIV, 386).

Le traité arriva à son terme le 29 mai 1855, et ne fut pas renouvelé. Quant au traité anglo-américain de 1842, il fut remplacé par la convention du 7 avril 1862, qui laisse à chaque partie contractante la faculté de déterminer dans quelle mesure et dans quelle région elle participera activement à la répression du trafic des nègres.

Le traité du 20 décembre 1841 pose le même principe dans son article III.

Les conventions conclues entre les États européens et ceux d'Amérique avaient principalement pour but la répression de la traite des nègres, pratiquée entre la côte d'Afrique, surtout la côte occidentale, et les États à esclaves de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud. L'esclavage est aboli aujourd'hui dans cette partie du monde, et depuis nombre d'années la traite ne s'y opère plus.

Dans la région de l'Afrique orientale et de l'Océan Indien, dont la Conférence de Bruxelles doit s'occuper surtout, des conventions récentes, conclues par l'Angleterre, ont créé un régime spécial.

Ces conventions sont de deux espèces:

Les unes, conclues avec:

L'Égypte, le 4 août 1877 (Martens, N. R. G., 2e sér., II, 493). L'Italie y a adhéré par déclaration du 21 décembre 1885 (P. P., Italy, no 2, 1886);

L'Empire Ottoman, le 25 janvier 1880, avec déclaration du 3 mars 1883 (P. P. Slave Trade, no 2, 1883);

La Perse, le 2 mars 1882 (Martens et Cussy, Recueil, 2e sér., III, 407), établissent une certaine réciprocité de droits entre les parties contractantes. En ce qui concerne l'exercice du droit de visite et la juridiction, elles se rapprochent des traités qui sont intervenus entre les États européenns.

Les autres, conclues avec:

Les Scheiks du golfe Persique, les 30 avril, 1er, 3 et 8 mai 1847, renouvelées en 1872 (P. P., 1873, no 1549);

Le Scheik de Sohar, dans le golfe d'Oman, le 22 mai 1849 (Martens, N. R. G., XIV, 407);

L'Iman de Mascate, le 14 avril 1873 (Idem, XX, 519);

Le Nukeeb de Maculla, le 7 avril 1873 (Idem, XX, 518), et

Le Jemadar de Suhr, le 17 novembre 1873 (P. P. Slave Trade, no 6, 1874), tous deux dans le golfe d'Aden;

Les chefs des tribus des Oulakis, Somalis, Habr Taljala, en octobre 1855 (Hertslet, XIII, 9);

Les Scheiks des Habr Owul, tribu des Somalis, le 7 novembre 1856, sur la côte orientale d'Afrique (Idem, XIII, 10);

Le Sultan de Zanzibar, les 5 juillet 1873 (Martens, N. R. G., XX, 520) et 14 juillet 1875 (Idem, 2e sér., II, 491);

La Reine de Madagascar, le 27 juin 1865 (Martens, N. R. G., XX, 496);

Le Sultan d'Anjouan, le 10 octobre 1882 (P. P. Slave Trade, no 6, 1883);

Le Sultan de Mohilla, le 24 octobre 1882 (Ibidem, no 5, 1883);

Les chefs de l'Ile de Comore, le 20 septembre 1854 et le 29 juillet 1861 (Hertslet, X, 36; XI, 2);

ont accordé unilatéralement à l'Angleterre certains droits pour la répression de la traite sur mer.

II.

Déclarations des Congrès européens depuis 1815.

Le Congrès de Vienne, saisi par les plénipotentiaires anglais de la question de l'abolition de la traite des nègres, chargea une commission spéciale du soin d'examiner les propositions qui lui étaient faites sur cette matière. La commission termina ses travaux par la signature de la Déclaration relative à l'abolition de la traite des nègres d'Afrique ou du commerce des esclaves. Elle porte la date du 8 février 1815, et se trouve annexée à l'Acte Général du Congrès.

Après avoir rappelé en termes généraux les mesures déjà prises par plusieurs Gouvernements, et exprimé leur adhésion au principe déjà énoncé par un article séparé du traité de Paris du 30 mai 1814, les plénipoten-

tiaires »déclarent à la face de l'Europe, que regardant l'abolition universelle de la traite des nègres comme une mesure particulièrement digne de leur attention, conforme à l'esprit du siècle et aux principes généreux de leurs augustes Souverains, ils sont animés du désir sincère de concourir à l'exécution la plus prompte et la plus efficace de cette mesure par tous les moyens à leur disposition, et d'agir dans l'emploi de ces moyens avec tout le zèle et toute la persévérance qu'ils doivent à une aussi grande et belle cause.

»Trop instruits toutefois des sentiments de leurs Souverains, pour ne pas prévoir que quelque honorable que soit leur but, ils ne le poursuivront pas sans de justes ménagements pour les intérêts, les habitudes, les préventions même de leurs sujets, lesdits Plénipotentiaires reconnaissent en même temps que cette déclaration générale ne saurait préjuger le terme que chaque puissance en particulier pourrait envisager comme le plus convenable pour l'abolition définitive du commerce des nègres; par conséquent, la détermination de l'époque où ce commerce doit universellement cesser sera un objet de négociations entre les puissances, bien entendu que l'on ne négligera aucun moyen propre à en assurer et à en accélérer la marche; et que, l'engagement réciproque, contracté par la présente déclaration entre les Souverains qui ont pris part, ne sera considéré comme rempli qu'au moment où un succès complet aura couronné leurs efforts réunis.«

Au Congrès réuni à Aix-la-Chapelle au mois de novembre 1818, le Gouvernement britannique présenta un mémoire portant les propositions suivantes:

1° Concession générale d'un droit de visite réciproque et de capture des bâtiments qui appartiendraient aux États ayant aboli la traite et qui continueraient à se livrer à ce trafic.

2° Proscription solennelle de la traite, assimilée à la piraterie au point de vue du droit des gens.

Ces propositions ne furent pas admises par le Congrès, qui ne fit d'ailleurs aucune déclaration nouvelle à cet égard.

Elles furent renouvelées dans un mémoire que le duc de Wellington présenta, le 24 novembre 1822, au Congrès de Vérone. Le Congrès se borna à voter, le 28 novembre 1822, des résolutions par lesquelles les plénipotentiaires déclarent, au nom de leurs augustes Souverains:

»Qu'ils persistent invariablement dans les principes et les sentiments que ces Souverains ont manifestés par la déclaration du 8 février 1815; qu'ils n'ont pas cessé et ne cesseront jamais de regarder le commerce des nègres comme un fléau qui a trop longtemps désolé l'Afrique, dégradé l'Europe et affligé l'humanité, et qu'ils sont prêts à concourir à tout ce qui pourra assurer et accélérer l'abolition complète et définitive de ce commerce.

»Qu'afin de donner effet à cette déclaration renouvelée, leurs cabinets respectifs se livreront avec empressement à l'examen de toute mesure compatible avec leurs droits et les intérêts de leurs sujets, pour amener un résultat constatant aux yeux du monde la sincérité de leurs vœux et de leurs efforts en faveur d'une cause digne de leur sollicitude commune.«

Depuis lors, aucun autre Congrès européen ne s'occupa de la traite des nègres et de l'esclavage avant celui qui se réunit à Berlin en 1884.

L'Acte Général de la Conférence de Berlin, du 26 février 1885, contient deux articles ainsi conçus:

»Art. VI. — Toutes les puissances exerçant des droits de souveraineté ou une influence dans lesdits territoires (délimités à l'article Ier) s'engagent à veiller à la conservation des populations indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence et à concourir à la suppression de l'esclavage et surtout de la traite des noirs; elles protégeront et favoriseront, sans distinction de nationalités ni de cultes, toutes les institutions et entreprises religieuses, scientifiques ou charitables créées et origanisées à ces fins ou tendant à instruire les indigènes et à leur faire comprendre et apprécier les avantages de la civilisation.

»Déclaration concernant la traite des esclaves.

»Art. IX. — Conformément aux principes du droit des gens, tels qu'ils sont reconnus par les puissances signataires, la traite des esclaves étant interdite, et les opérations qui, sur terre et sur mer, fournissent des esclaves à la traite devant être également considérées comme interdites, les puissances qui exercent ou qui exerceront les droits de souveraineté ou une influence dans les territoires formant le bassin conventionnel du Congo, déclarent que ces territoires ne pourront servir ni de marché ni de voie de transit pour la traite des esclaves de quelque race que ce soit. Chacune de ces puissances s'engage à employer tous les moyens en son pouvoir pour mettre fin à ce commerce et pour punir ceux qui s'en occupent.«

III.

Analyse comparée des conventions conclues par les États européens et les États-Unis d'Amérique en vue de réprimer la traite des esclaves sur mer.

Dans l'intention de ses auteurs, le traité du 20 décembre 1841 devait marquer la dernière forme d'un système de répression, réglé avec grand soin et de nombreux détails, et auquel les États non contractants de l'Europe et de l'Amérique auraient été successivement invités à adhérer. L'opposition des États-Unis et de la France fit échouer ce projet.

Postérieurement, des traités furent encore conclus par l'Angleterre avec le Portugal et les États-Unis, sur le modèle des anciennes conventions.

C'est le traité du 20 décembre 1841 qui servira de base à l'analyse comparée des textes des diverses conventions en vigueur, qu'on trouvera ci-dessous.

Assimilation de la traite à la piraterie.

La traite ayant été considérée antérieurement comme un trafic licite, les puissances ne pouvaient la poursuivre sans qu'elle fût érigée en délit par leurs lois intérieures. Il était nécessaire qu'elles prissent à cet égard

des engagements, afin d'assurer pleine force exécutoire aux traités qui devaient réprimer le trafic des esclaves sur mer. Cet engagement a varié dans la forme: dans certaines conventions, il va jusqu'à la promesse d'assimiler la traite à la piraterie.

Le traité du 20 décembre 1841 s'exprime en ces termes:

»Art. I[er]. — Leurs Majestés . . . . s'engagent à prohiber toute traite de nègres, soit de la part de leurs sujets respectifs, soit sous leurs pavillons respectifs, soit au moyens de capitaux appartenant à leurs sujets respectifs, et à déclarer un tel trafic crime de piraterie. Leurs Majestés déclarent, en outre, que tout navire qui tenterait d'exercer la traite des nègres perdra, par ce seul fait, tout droit à la protection de leur pavillon.«

Les autres conventions sont moins explicites.

Traité anglo-hollandais du 4 mai 1818:

»Art. I[er]. — Les lois du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande assujettissant déjà à de très graves peines les sujets de S. M. Britannique qui font la traite des nègres, ou qui y seront concernés d'une manière quelconque, S. M. le roi des Pays-Bas, se référant à l'article 8 de la convention conclue avec S. M. Britannique le 13 août 1814, s'engage en conséquence à défendre dans le terme de huit mois après la ratification des présentes, ou plus tôt si faire se pourra, à tous ses sujets, de la manière la plus efficace et spécialement par les lois pénales les plus formelles[1]), de prendre aucune part quelconque à la traite des nègres.«

Le traité anglo-suédois du 6 novembre 1824, dans son article premier, porte l'engagement pour le roi de Suède d'interdire la traite et de la frapper de lois pénales. L'article II dit: »Afin de prévenir plus complètement toute contravention à la teneur de l'article précédent, les deux Hautes Parties contractantes déclarent que les vaisseaux appartenant à leurs sujets respectifs, qui, contre toute attente, seraient trouvés employés dans ce trafic défendu, auront, par ce seul fait, perdu tout droit de réclamer la protection de leur pavillon . . . «

Les traités danois, du 26 juillet 1834, sarde, du 8 août 1834, hanséatique, du 9 juillet 1837, franco-suédois, du 21 mai 1836, anglo-espagnol, du 15 juin 1835, déclarent seulement que ceux qui se livrent à la traite seront punis d'après les lois en vigueur dans leurs pays respectifs.

Le traité anglo-américain du 7 avril 1862 ne contient pas d'autres dispositions spéciales à cet égard.

Le traité anglo-portugais de 1862 s'exprime ainsi:

»Art. I[er]. — Les deux Hautes Parties contractantes déclarent mutuellement que l'usage infâme et propre à la piraterie de transporter par mer les indigènes d'Afrique dans le but de les réduire à l'esclavage, est et continuera toujours à être un crime rigoureusement prohibé et hautement punissable dans toute partie de leurs domaines respectifs et pour tous les sujets de leur couronne respective.«

---

1) Voir les lois néerlandaises du 20 novembre 1818 et du 23 décembre 1824 (Lagemans, ouvrage cité, n[os] 75 et 105).

Droit de visite.

Sur quels bâtiments le droit de visite peut être exercé.

Traité du 26 décembre 1841:

»Art. II. — Afin d'atteindre plus complètement le but du présent traité, les Hautes Parties contractantes sont convenues d'un commun accord que ceux de leurs bâtiments de guerre qui seront munis de mandats et d'ordres spéciaux dressés d'après les formules de l'annexe A du présent traité, pourront visiter tout navire marchand appartenant à l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, qui, sur des présomptions fondées, sera soupçonné de se livrer à la traite des nègres, ou d'avoir été équipé à cette fin, ou de s'être livré à cette traite pendant la traversée où il aura été rencontré par lesdits croiseurs; et que ces croiseurs pourront arrêter, et envoyer ou emmener lesdits navires, afin qu'ils puissent être mis en jugement d'après le mode convenu ci-après.«

Traité anglo-hollandais de 1818:

»Art. II. — .... pourront visiter tels navires marchands des deux nations, qui, sur des présomptions raisonnables seraient suspects d'avoir des esclaves à bord, destinés pour un commerce illicite, et dans le cas seulement qu'ils trouveraient de pareils esclaves à bord, ils pourront arrêter, etc.»

Article additionnel du 31 décembre 1822;

»Art. I. — .... S'il existe des preuves claires et indubitables que quelque esclave ou esclaves ait ou aient été placés à bord d'un navire, dans l'intention d'un trafic illégal pendant le voyage durant lequel le navire sera capturé, pour lors et de ce chef, conformément à la véritable intention et au sens des stipulations du traité, un tel navire sera détenu par les croiseurs et finalement condamné par les commissaires.«

L'article additionnel du 25 janvier 1823 étend le droit de visite et de saisie à tout navire qui »offrira dans son appropriation et équipement une ou quelques-unes des désignations suivantes (»suit l'énumération de ces objets, voir plus bas), dans une étendue d'un degré de la côte occidentale d'Afrique, depuis le 20° degré de latitude septentrionale jusqu'au 20° degré de latitude méridionale.

L'arrangement additionnel du 31 août 1848 a étendu cette disposition à la côte orientale d'Afrique comprise entre l'équateur et le 30 degré de latitude méridionale, à l'ouest du 53° degré de longitude orientale du méridien de Greenwich.

Traité anglo-suédois de 1824:

»Art. II. — .... pourront visiter les navires marchands des deux nations, lesquels, sur des présomptlons raisonnables, seraient soupçonnés d'être engagés dans le trafic d'esclaves.

»Art. VII. — Dans le cas qu'il existerait des preuves claires et irrécusables qu'un ou plusieurs esclaves auraient été embarqués pendant le voyage sur un bâtiment visité, dans le dessein d'en faire trafic, le bâtiment en question sera détenu, etc.«

Traités danois, hanséatique, sarde, franco-suédois de 1836:

»Art. VII (du traité inclus). — Les navires capturés pour s'être livrés à la traite, ou soupçonnés d'être armés pour cet infâme trafic...«

Traité anglo-espagnol de 1835:

»Art. IV. — .... pourront visiter les navires marchands des deux nations qui, sur des motifs raisonnables, seront soupçonnés d'être engagés dans le trafic des esclaves, ou d'avoir été équipés dans ce but, ou, pendant le voyage dans lequel ils sont recontrés par lesdits croiseurs, d'avoir été engagés dans le trafic des esclaves, contrairement aux stipulations dudit traité.«

Traité anglo-portugais de 1842:

»Art. II. — .... pourront visiter ou fouiller les bâtiments des deux nations qui seraient soupçonnés, sur fondements raisonnables, de s'employer à transporter des noirs pour les réduire en esclavage, ou d'avoir été armés dans ce but, ou d'y avoir été employés durant le voyage dans lequel ils ont été rencontrés par lesdits croiseurs...«

L'article V fait exception pour les esclaves domestiques qui accompagnent leur maître dans leurs voyages d'aller et de venir dans les possessions portugaises, sur la côte d'Afrique, au nombre de deux, et de dix si le colon abandonne définitivement sa résidence, pourvu que ces esclaves soient trouvés non enchaînés et en liberté dans le navire, et qu'ils soient munis d'un passeport que le navire devra recevoir de la principale autorité civile du lieu où ces esclaves auront été embarqués.

(L'esclavage a été, depuis lors, entièrement aboli dans les colonies portugaises.)

Le traité anglo-américain de 1862 donne la même définition que le traité anglo-espagnol de 1835.

Par quels navires le droit de visite peut être exercé.

Le traité du 20 décembre 1841 dit:

»Art. IV, § 2. — Dans aucun cas, le droit mutuel de visite ne pourra être exercé sur les bâtiments de guerre des Hautes Parties contractantes.

»Les Hautes Parties contractantes conviendront d'un signal spécial, à l'usage exclusif de ceux des croiseurs qui seront investis du droit de visite.«

Les Instructions pour les croiseurs, annexées, au traité, ajoutent, n° 8, § 2: »Il est convenu que cette exception s'appliquera aux navires de la Compagnie russe-américaine, lesquels, étant commandés par des officiers de la marine impériale, sont autorisés à arborer un pavillon qui les distingue de la marine marchande et sont armés et équipés d'une manière semblable à celle des transports de guerre. Il est également convenu que lesdits navires devront être munis d'une patente russe qui constatera leur origine et leur destination. La forme de cette patente sera arrêtée de commun accord.

»Il est convenu que cette patente, expédiée par l'autorité compétente en Russie, sera visée à Saint-Pétersbourg par les consulats d'Angleterre et de France.«

Une disposition semblable à cet article IV, § 2, se retrouve dans tous les traités cités.

Conditions mises à l'exercice du droit de visite.

Traité du 20 décembre 1841 :

»Art. II, § 2. — Toutefois le droit ci-dessus mentionné de visiter les navires marchands de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes ne pourra être exercé que par des bâtiments de guerre dont les commandants auront le grade de capitaine, ou celui de lieutenant dans la marine royale ou impériale, à moins que, par suite de décès ou autre cause, le commandement ne soit échu à un officier d'un rang inférieur. L'officier commandant un tel bâtiment de guerre sera muni de mandats conformes à la formule annexé au présent traité sub littera A.

»Art. III. — Chacune des Hautes Parties contractantes qui voudra armer des croiseurs pour la suppression de la traite des nègres et exercer le droit mutuel de visite, se réserve de fixer, selon ses propres convenances, le nombre des bâtiments de guerre qui sera employé au service stipulé dans l'article II du présent traité, ainsi que les stations où lesdits bâtiments feront leur croisière.

»Les noms des bâtiments désignés à cet effet, et ceux de leurs commandants, seront communiqués par chacune des Hautes Parties contractantes aux autres ; et elles se donneront réciproquement avis chaque fois qu'un croiseur sera placé à une station ou qu'il en sera rappelé, afin que les mandats nécessaires puissent être délivrés par les Gouvernements qui autorisent la visite, et restitués à ces mêmes Gouvernements par celui qui les a reçus, lorsque ces mandats ne seront plus nécessaires à l'exécution du présent traité.«

Les traités anglo-hollandais de 1818 et anglo-suédois de 1824 ne contiennent pas de réserve quant au grade du commandant du croiseur et n'imposent pas l'obligation du mandat délivré par l'autre partie contractante.

Ils exigent que les navires qui visitent soient munis d'instructions spéciales; que leurs noms soient communiqués de temps en temps et à mesure de la délivrance de ces instructions, par l'une des parties à l'autre; que le nombre des croiseurs ne puisse excéder douze, appartenant à chacune des Parties contractantes, sans le consentement exprès de l'autre, préalablement obtenu (art. 2 et 3).

La convention additionnelle anglo-hollandaise du 31 août 1848 a donné aux Parties contractantes l'autorisation réciproque d'employer tel nombre de vaisseaux qu'elles jugeront utile.

Traités danois, hanséatique, sarde:

»Art. II (du traité inclus). — Le droit de visiter les navires de commerce de l'une et l'autre nation dans les parages ci-dessus indiqués ne pourra être exercé que par des bâtiments de guerre dont les commandants auront le grade de capitaine, ou au moins celui de lieutenant de vaisseau.

»Art. III (du traité inclus). — Le nombre des bâtiments à investir de ce droit sera fixé chaque année par une convention spéciale; il pourra n'être pas le même pour l'une et l'autre nation, mais dans aucun cas, le nombre des croiseurs de l'une ne devra être plus du double de celui des croiseurs de l'autre.

»Art. IV (du traité inclus). — Les noms des bâtiments et ceux de

leurs commandants seront communiqués par chacun des Gouvernements contractants à l'autre, et il sera donné réciproquement avis de toutes les mutations qui pourront survenir parmi les croiseurs.

»Art. V (du traité inclus). — Des instructions seront rédigées et arrêtées en commun par les deux Gouvernements pour les croiseurs de l'une et de l'autre nation, qui devront se prêter une mutuelle assistance dans toutes les circonstances où il pourra être utile qu'ils agissent de concert.

»Les bâtiments de guerre réciproquement autorisés à exercer la visite seront munis d'une autorisation spéciale de chacun des deux Gouvernements.«

Le traité franco-suédois du 21 mai 1836 contient des dispositions identiques (art. II—V).

Le traité anglo-espagnol, art. IV, n⁰ 1 et art. V, n°ˢ 1 et 2, exige que les commandants des navires de guerre employés à la visite soient spécialement autorisés à cette fin, qu'ils soient munis des instructions annexées au présent traité, qu'ils aient le rang de capitaine ou au moins de lieutenant, et que leur nom, la force du navire et le nom du commandant soient réciproquement communiqués de temps en temps.

Le traité anglo-portugais contient des dispositions semblables, art. II, n°ˢ 1 et 4; art. III, n°ˢ 1 et 2.

Il en est de même du traité anglo-américain, art. Ier, n⁰ 1; art. II, n°ˢ 1 et 2.

Zone dans laquelle le droit de visite est autorisé.

Il existe à cet égard de notables différences entre les traités, particulièrement en ce qui concerne l'étendue de la zone vers l'Orient.

Le traité du 20 décembre 1841 s'exprime ainsi:

»Art. II, § 3. — Ledit droit mutuel de visite ne sera pas exercé dans la mer Méditerranée. De plus, l'espace dans lequel l'exercice dudit droit sera renfermé aura pour limite, au nord, le 32ᵉ de latitude septentrionale; à l'ouest, la côte orientale de l'Amérique, à partir du point où le 32ᵉ degré de latitude septentrionale touche cette côte, jusqu'au 45ᵉ degré de latitude méridionale; au sud, le 45ᵉ degré de latitude méridionale, à partir du point où ce degré de latitude touche la côte orientale de l'Amérique, jusqu'au 80ᵉ degré de longitude, orientale du méridien de Greenwich; et à l'est, ce même degré de longitude à partir de son point d'intersection avec le 45ᵉ degré de latitude méridionale jusqu'à la côte des Indes orientales.«

Traité anglo-hollandais du 4 mai 1818:

»Art. III, n⁰ 1. — Il est convenu que ce droit réciproque de visitation et d'arrestation ne saurait être exercé dans la Méditerannée, ni dans les mers européennes situées hors du détroit de Gibraltar au nord du 37ᵉ parallèle de latitude septentrionale, et à l'est du méridien de longitude du 20ᵉ degré à l'ouest de Greenwich.«

L'article additionnel du 25 janvier 1823 a établi des présomptions de traite résultant de l'équipement du navire, et autorisé le droit de visite et d'arrestation de ce chef sur les navires rôdant ou naviguant sur ou proche de la côte d'Afrique, dans l'espace d'un degré géographique à

l'ouest de cette côte et entre le 20° degré de latitude nord et le 20° degré de latitude sud.

L'arrangement additionnel du 31 août 1848, article II, a étendu le droit de visite du même chef aux navires trouvés sur la côte orientale d'Afrique, à l'ouest du 53° degré de longitude à l'est du méridien de Greenwich et entre l'équateur et le parallèle de 30 degrés de latitude méridionale.

Le traité anglo-suédois de 1824:

»Art. III, n° 1. — Ce droit réciproque de visite et de détention ne saurait être exercé dans la mer Méditerranée, ni dans les mers européennes situées hors du détroit de Gibraltar, au nord du 37° degré de latitude septentrionale et à l'est du méridien de Ferro «

Le traité conclu entre l'Espagne et l'Angleterre en 1835:

»Art. IV, n° 4. — Le droit réciproque de visite et de détention ne sera pas exercé dans la mer Méditerranée, ni dans les mers européennes situées hors du détroit de Gibraltar, au nord du 37° degré de latitude septentrionale, et à l'est du méridien du 20° degré de longitude ouest de Greenwich.«

Les traités danois, hanséatique, sarde, et franco-suédois de 1836:

»Art. I (du traité inclus). — Le droit de visite réciproque pourra être exercé à bord des navires de l'une et de l'autre nation, mais seulement dans les parages ci-après indiqués, savoir:

»1° Le long de la côte occidentale d'Afrique, depuis le cap Vert jusqu'à la distance de dix degrés au sud de l'équateur, c'est-à-dire du 10° degré de latitude méridionale au 15° degré de latitude septentrionale, jusqu'au 30° degré de longitude occidentale, à partir du méridien de Paris;

»2° Tout autour de l'île de Madagascar dans une zone d'environ vingt lieues de largeur;

»3° A la même distance des côtes de l'île de Cuba;

»4° A la même distance des côtes de l'île de Porto-Rico;

»5° A la même distance des côtes du Brésil.

»Toutefois, il est entendu qu'un bâtiment suspect, aperçu et poursuivi par les croiseurs, en dedans dudit cercle de vingt lieues, pourra être visité par eux en dehors même de ces limites, si, ne l'ayant jamais perdu de vue, ceux-ci ne parviennent à l'atteindre qu'à une plus grande distance de la côte.«

Le traité anglo-portugais de 1842:

»Art. II, n° 5. — Le droit réciproque de visite et de détention ne sera pas exercé dans la mer Méditerranée, ni dans les mers d'Europe qui se trouvent hors du détroit de Gibraltar et au nord du 37° degré de latitude septentrionale, et qui sont en dedans et à l'est du 20° degré de longitude occidentale du méridien de Greenwich*).«

---

*) Du 18 août 1847 au 19 novembre 1853, les croiseurs britanniques, en vertu des protocoles signés à Londres en 1847 et en 1850, eurent le droit de pénétrer, en vue de la répression de la traite, dans les baies, ports, criques, rivières et autres endroits de la côte orientale d'Afrique sous la domination du Portugal, mais où aucune autorité portugaise ne serait constituée. Ces arrangements n'ont pas été renouvelés (Hertslet, VIII, 808, et IX, 656).

Le traité anglo-américain de 1862:

»Art. Ier, n^0^ 4. — Le droit réciproque de visite et de détention sera exercé seulement en dedans de la distance de deux cents milles de la côte d'Afrique et au sud du 32° degré de latitude septentrionale, et en dedans de trente lieues de la côte de l'île de Cuba.«

L'article additionnel du 7 avril 1863 (Treaties and conventions concluded between the United States of America and others Powers, p. 401) étend la zone à une distance de 30 lieues autour de l'île de Madagascar et des îles de Porto-Rico et de Saint-Domingue.

Visite des bâtiments naviguant en convoi.

Tous les traités ont réglé l'exercice du droit de visite sur les navires convoyés.

Le traité du 20 décembre 1841 dit:

»Art. VII. — Si le commandant d'un croiseur de l'une des Hautes Parties contractantes a lieu de soupçonner qu'un navire marchand naviguant sous le convoi ou en compagnie d'un bâtiment de guerre de l'une des autres Parties contractantes, s'est livré à la traite des nègres ou a été équipé pour ce trafic, il devra communiquer ses soupçons au commandant du bâtiment de guerre, lequel procédera seul à la visite du navire suspect; et dans le cas où le susdit commandant reconnaitrait que le soupçon est fondé, il fera conduire le navire, ainsi que le capitaine, l'équipage, la cargaison et les esclaves qui pourront se trouver à bord dans un port appartenant à la nation du bâtiment arrêté, pour qu'il y soit procédé devant les tribunaux compétents, de la manère ci-après ordonnée.«

D'après l'article III, § 4, du traité anglo-hollandais de 1818, l'officier commandant du vaisseau, dûment autorisé et commissionné à faire la visite, y procédera conjointement avec l'officier qui commande le convoi, lequel accordera toute facilité, etc.

Le traité anglo-suédois de 1824:

»Art. III, n^0^ 5. — Celui-ci (le commandant du convoi) procédera à la visite du bâtiment indiqué (comme se trouvant en contravention aux dispositions du présent traité), en s'associant, pour cet effet, soit le commandant même du croiseur, soit l'officier que ce dernier aura délégué pour le représenter.«

Le traité anglo-espagnol de 1835, article 5, n^0^ 3, dispose que la visite sera faite par le commandant du convoi, accompagné par le commandant du croiseur.

Les traités danois, hanséatique, sarde, franco-suédois de 1836 (art. III) disposent que le commandant du convoi procédera seul à la visite du navire suspect (art. III du traité inclus).

Le traité anglo-portugais de 1842, article III, n^0^ 3, exique que le commandant du croiseur communique par écrit ses soupçons au commandant du convoi, lequel devra accuser par écrit réception de cette communication, son devoir étant de procéder lui-même, en compagnie du commandant du croiseur, à la visite du bâtiment suspect.

Le traité anglo-américain de 1862, article II, n^0^ 3, dispose que le

commandant du convoi procédera à la visite du navire suspect, en compagnie du commandant du croiseur.

Présomptions de traite résultant de l'équipement du navire.

Le traité du 20 décembre 1841 dit:

»Art. IX. — Tout bâtiment de commerce de l'une ou de l'autre des cinq nations, visité et arrêté en vertu des dispositions du présent traité, sera présumé, à moins de preuve contraire, s'être livré à la traite des nègres, ou avoir été équipé pour ce trafic, si, dans l'installation, dans l'armement ou à bord dudit navire, durant la traversée pendant laquelle il a été arrêté, il s'est trouvé l'un des objets ci-après spécifiés, savoir:

»1° Des écoutilles en treilles, et non en planches entières comme les portent ordinairement les navires de commerce;

»2° Un plus grand nombre de compartiments dans l'entre-pont ou sur le tillac que ne l'exigent les besoins des bâtiments employés à un commerce licite;

»3° Des planches de réserve préparées pour établir un double pont, ou un pont dit à esclaves;

»4° Des colliers de fer, des chevilles ou des menottes;

»5° Une plus grande provision d'eau, en barriques ou en réservoirs, que ne l'exigent les besoins de l'équipage de ce bâtiment marchand;

»6° Une quantité extraordinaire de bariques à eau ou autres vaisseaux propres à contenir des liquides, à moins que le capitaine ne produise un certificat de la douane du lieu de départ, constatant que les armateurs dudit bâtiment ont donné des garanties suffisantes que cette quantité extraordinaire de barriques ou de vaisseaux est uniquement destinée à être remplie d'huile de palme ou employée à un autre commerce licite;

»7° Un plus grand nombre de gamelles ou de bidons que l'usage de l'équipage de ce bâtiment marchand n'exige;

»8° Une chaudière ou autre ustensile d'une dimension inusitée pour apprêter les provisions de bouche, et plus grande, ou propre à être rendue plus grande, que ne l'exigent les besoins de l'équipage de ce bâtiment marchand; ou plus d'une chaudière, ou autre appareil de cuisine de dimension ordinaire;

»9° Une quantité extraordinaire de riz, de farine, de manioc du Brésil ou de cassade, appelé communément »farina«, ou de maïs, ou de blé des Indes, ou de toute autre provision de bouche quelconque, au delà des besoins probables de l'équipage, à moins que cette quantité de riz, de farina, de maïs, de blé des Indes ou de toute autre provision de bouche ne soit portée sur le manifeste comme faisant partie du chargement commercial du navire;

»10° Une quantité de nattes, en pièces ou en morceaux, plus considérable que ne l'exigent les besoins de ce bâtiment marchand, à moins que ces nattes ne soient portées sur le manifeste comme faisant partie de la cargaison.

»S'il est constaté qu'un ou plusieurs des objets ci-dessus spécifiés se trouvent à bord, ou y ont été durant la traversée pendant laquelle le bâ-

timent a été capturé, ce fait sera considéré comme une preuve prima facie que le bâtiment était employé à la traite; en conséquence il sera condamné et déclaré de bonne prise, à moins que le capitaine ou les armateurs ne fournissent des preuves claires et irrécusables constatant, à la satisfaction du tribunal, qu'au moment de son arrestation ou capture, le navire était employé à une entreprise licite et que ceux des différents objets ci-dessus dénommés, trouvés à bord lors de l'arrestation ou qui auraient été placés à bord pendant la traversée qu'il faisait lorsqu'il a été capturé, étaient indispensables pour accomplir l'objet licite de son voyage.«

Les Instructions aux croiseurs, annexées au traité, disposent que la troisième clause de l'article IX, concernant la présomption qui résulte de la présence à bord des planches de rechange destinées à former un second pont ou pont à esclaves, ne sera pas appliquée aux bâtiments autrichiens, prussiens ou russes faisant le commerce des bois de construction, dont les déclarations prouveront que les planches et solives qu'ils ont ou ont eues à bord font ou ont fait partie de leur cargaison commerciale.

Un protocole signé à Londres, le 3 octobre 1845, entre les Plénipotentiaires des Parties contractantes au traité, modifie l'article IX, nº 5, de la manière suivante: »S'il se trouvait à bord d'un bâtiment, etc., une plus grande provision d'eau, en barriques ou en réservoirs, que ne l'exigent les besoins de l'équipage, cette circonstance seule ne sera point considérée comme un motif valable pour autoriser l'arrestation et la détention du susdit navire, pourvu que les papiers du bord dont il est muni soient en règle, de manière à constater qu'il est engagé dans un trafic licite.«

Un autre protocole signé à Londres, le 23 juin 1849, applique aux navires belges faisant le commerce des bois, la réserve établie par les instructions aux croiseurs en faveur des navires autrichiens, prussiens ou russes chargés de planches et de poutres, ainsi que la réserve admise par le Gouvernement britannique en faveur des navires hanséatiques quant à quelques objets d'armement (voir plus bas).

La clause dite »équipement article« a été introduite pour la première fois par un article additionnel au traité anglo-hollandais, en date du 25 janvier 1823.

Cet article, qui a servi de modèle à tous les autres, ne comprend pas les nattes dans l'énumératiou des objets prohibés; il dispose que ces présomptions ne pourront être appliquées que dans une zone restreinte, dans l'espace d'un degré géographique à l'ouest de la côte d'Afrique, entre le 20e degré de latitude nord et le 20e degré de latitude sud. Par l'arrangement additionnel du 31 août 1848, article II, le droit accordé par l'article additionnel du 25 janvier 1823 a été étendu à la côte orientale d'Afrique, comme il est dit ci-dessus.

L'article Ier du même acte additionnel du 31 août 1848 stipule que s'il se trouvait à bord d'un bâtiment marchand une plus grande provision d'eau que ne l'exigent les besoins de l'équipage, cette circonstance seule ne pourra être considérée comme un motif valable pour autoriser la détention du susdit navire, pourvu que les papiers de bord dont il est muni

soient en règle, de manière à constater qu'il n'est pas engagé à faire le trafic des esclaves.

Le traité anglo-suédois de 1824, article VII, reproduit la clause de l'article additionnel au traité anglo-hollandais du 25 janvier 1823.

Il en est de même du traité anglo-espagnol de 1835, article X, et des traités danois, hanséatiques, sarde et franco-suédois de 1836, anglo-portugais de 1842, article IX, lequel ajoute, sous le n° 10, les nattes et les paillassons.

L'article VI du traité anglo-américain de 1862 est semblable à l'article IX du traité anglo-portugais.

Une réserve fut introduite plus tard en faveur des navires hanséatiques pour éviter les inconvénients qui peuvent résulter de certaines analogies d'équipement entre les navires négriers et ceux qui servent au transport des émigrants. Elle est formulée en ces termes dans une note annexée au protocole de la Conférence tenue à Londres le 23 juin 1849, qui l'a appliquée aux navires belges:

»La présence à bord d'un plus grand nombre de barriques ou réservoirs à eau, d'une chaudière ou d'autres ustensiles inusités pour apprêter les provisions de bouche, ou enfin d'une petite partie de nattes, ne constituera pas une infraction au traité, si le capitaine du navire peut prouver par des certificats ou par ses papiers de bord qu'il a fait le transport des émigrants, ou qu'il est engagé à faire un commerce licite.«

Lieu où se fera la remise du bâtiment arrêté aux autorités compétentes.

Le traité du 20 décembre 1841 dit:

»Art. VI. — Toutes les fois qu'un bâtiment de commerce naviguant sous le pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes, aura été arrêté par un croiseur de l'autre, dûment autorisé à cet effet, conformément aux dispositions du présent traité, ce bâtiment marchand, ainsi que le capitaine, l'équipage, la cargaison et les esclaves qui pourront se trouver à bord, seront conduits dans tel lieu que les hautes parties contractantes auront respectivement désigné à cet effet; et la remise en sera faite aux autorités préposées dans ce but par le Gouvernement dans les possessions duquel ce lieu est situé, afin qu'il soit procédé à leur égard, devant les tribunaux compétents, de la manière ci-après spécifiée.

Lorsque le commandant du croiseur ne croira pas devoir se charger lui-même de la conduite et de la remise du navire arrêté, il confiera ce soin à un officier du rang de lieutenant dans la marine royale ou impériale, ou pour le moins à l'officier qui sera actuellement le troisième en autorité à bord du bâtiment qui aura fait l'arrestation.«

D'après les Instructions pour les croiseurs, annexés ou traité, la remise des bâtiments saisis aura lieu:

Pour les navires britanniques arrêtés sur la côte occidentale d'Afrique, à Bathurst, sur la rivière de Gambie; pour les navires britanniques arrêtés sur la côte orientale d'Afrique, au cap de Bonne-Espérance;

Pour les navires autrichiens, à Trieste;

Pour les navires allemands, à Cuxhaven, pour être remis ensuite par les autorités de ce port à la juridiction de l'État allemand auquel appartient le port d'attache du bateau (convention du 9 mars 1879);

Pour les navires russes, à Cronstadt ou à Reval, selon que la saison permettra au navire d'atteindre l'un ou l'autre de ces ports;

Pour les navires belges, à Anvers ou à Ostende (convention d'accession du 24 février 1848);

Pour les navires danois saisis par les croiseurs de la station d'Amérique, à Sainte-Croix; par les croiseurs de la station d'Afrique, au fort de Christiansbourg, sur la Côte-d'Or de Guinée; par les croiseurs de la station de Madagascar, à l'un ou à l'autre de ces ports ou à Tranquebar (convention du 26 juillet 1834);

Pour les navires sardes, à Gênes (convention du 4 août 1834);

Pour les navires hanséatiques, à Travemunde, si le navire est de Lubeck; à Bremerhaven, s'il est de Brême; à Cuxhaven, s'il est de Hambourg (convention du 9 juin 1837);

Pour les navires suédois, à Saint-Barthélemy (convention franco-suédoise du 21 mai 1836);

Pour les navires français visés par ces quatre dernières conventions, d'après la proximité des lieux où les juridictions françaises sont établies, soit à Gorée, soit à l'île Bourbon, soit à la Martinique ou à Cayenne;

Pour les navires portugais et anglais, à la colonie la plus proche ou la plus accessible du pays auquel appartient le navire, ou bien à un croiseur de ce pays, s'il s'en trouve dans le voisinage de l'endroit où la capture a éte faite (convention du 18 juillet 1871 additionnelle au traité anglo-portugais de 1842).

L'acte du 3 juin 1870, additionnel au traité anglo-américain de 1862, dispose de même pour les bâtiments anglais saisis en vertu de ce traité; quant aux bâtiments américains, ils seront conduits à New-York ou à Key-West.

Juridiction compétente pour juger les navires saisis.

Le traité du 20 décembre 1841 dit:

»Art. X. — Il sera procédé immédiatement contre le bâtiment arrêté, ainsi qu'il est dit ci-dessus, son capitaine, son équipage et sa cargaison, par-devant les tribunaux compétents du pays auquel il appartient, et ils seront jugés et adjugés suivant les formes établies et les lois en vigueur dans ce pays; et s'il résulte de la procédure que ledit bâtiment a été employé à la traite des nègres, ou équipé pour ce trafic, le navire, son équipement et sa cargaison de marchandises, seront confisqués; et il sera statué sur le sort du capitaine, de l'équipage et de leurs complices, conformément aux lois d'après lesquelles ils auront été jugés.«

Le traité anglo-hollandais de 1818 renvoie les navires saisis, non devant la juridiction nationale, mais devant des commissions mixtes, instituées par l'article VII:

»Art. VII. — .... Il sera établi, dans l'espace d'un an au plus tard, à dater de l'échange des ratifications du présent traité, deux cours

de justice mixtes, composées d'un nombre égal d'individus des deux nations, nommés à cet effet par leurs souverains respectifs.

»Ces cours résideront, l'une dans une possession appartenant à S. M. le roi des Pays-Bas, et l'autre sur le territoire de S. M. Britannique: les deux Gouvernements . . . . déclareront, chacun pour ses propres domaines, en quels endroits les cours résideront. Chacune des deux Hautes Parties contractantes se réservant de changer, selon que bon lui semblera, le lieu de la résidence . . . .

»Ces cours jugeront sans appel les causes qui leur seront soumises aux termes du présent traité et conformément aux règlements et instructions y annexés, duquel ils seront considérés comme partie intégrante.«

L'article II additionnel du 31 décembre 1822 règle le remplacement d'un juge malade ou absent.

Les annexes au traité comprennent un Règlement détaillé fixant le nombre et le mode de nomination des juges et la procédure des cours de justice qui résideront dans une des possessions coloniales des Pays-Bas et sur la côte d'Afrique. (Voir Lagemans, Recueil des traités et conventions des Pays-Bas, II, 9.)

Le traité anglo-suédois de 1824 contient sur l'institution des cours mixtes, un article semblable (article IV), qui fixe le siège de la cour mixte pour la Suède à Saint-Barthélémy, aux Indes occidentales. En annexe D au traité se trouve le Règlement pour les cours mixtes.

Le traité anglo-espagnol de 1835 reproduit l'article VII du traité anglo-hollandais.

Les traités danois, sarde, hanséatique posent le principe du jugement par les tribunaux:

»Les navires capturés . . . . seront, ainsi que leurs équipages, remis sans délai à la juridiction de la nation à laquelle ils appartiendront. Il est d'ailleurs bien entendu qu'ils seront jugés d'après les lois en vigueur dans leurs pays respectifs.«

Le traité franco-suédois de 1836 a une disposition semblable à celle du traité du 20 décembre 1841.

Une convention additionnelle du 18 juillet 1871 au traité anglo-portugais de 1842 a supprimé les cours mixtes qui avaient été établies par ce traité, et prescrit que la juridiction exercée par ces cours serait attribuée désormais aux tribunaux des Parties contractantes, conformément à la procédure usitée dans les cas de traite, et avec droit d'appel à une juridiction supérieure, si ce droit existe d'après les lois du pays.

La convention du 3 juin 1870, additionnelle au traité anglo-américain de 1862, supprime également les cours mixtes instituées par ce traité, et attribue leur juridiction aux tribunaux des Hautes Parties contractantes, avec droit d'appel, conformément à la procédure usitée dans le pays en matière de prises.

Confiscation et destruction du navire condamné.

Le traité du 20 décembre 1841 dit:

»Art. VII, § 2. — En cas de confiscation, le produit de la vente,

du susdit bâtiment sera, dans l'espace de six mois, à compter de la date de la vente, mis à la disposition du Gouvernement du pays auquel appartient le bâtiment qui a fait la prise, pour être employé conformément aux lois du pays.

»Art. XII. — Toutes les fois qu'un bâtiment aura été arrêté conformément au présent traité, comme ayant été employé à la traite des nègres, ou équipé pour ce trafic, et qu'il aura été jugé et confisqué en conséquence, le Gouvernement du croiseur qui aura fait la prise, ou le Gouvernement dont le tribunal aura condamné le bâtiment, pourra acheter le vaisseau condamné pour le service de sa marine militaire, au prix fixé par une personne capable, choisie à cet effet par ledit tribunal. Le Gouvernement dont le croiseur aura fait la capture aura un droit de préférence pour l'acquisition du bâtiment. Mais si le vaisseau condamné n'a pas été acheté de la manière ci-dessus indiquée, il sera totalement démoli, immédiatement après la sentence de confiscation, et vendu par parties après avoir été démoli.«

Aux termes de l'article additionnel du 7 février 1837 au traité anglo-hollandais de 1818, le navire condamné sera entièrement démoli et les matériaux qui en proviendront seront vendus séparément, ainsi que sa charge, en vente publique au profit des deux gouvernements.

L'article 6 du Règlement des cours mixtes, annexé au traité anglo-suédois de 1824, déclare de bonne prise le navire condamné ainsi que sa charge, à l'exception des esclaves qui se trouvent à bord. L'article additionnel au traité, en date du 15 juin 1835, ordonne que le navire soit immédiatement et entièrement démoli après sa condamnation, et que les parties en soient séparément vendues.

Le traité anglo-espagnol de 1835, dans l'article VI du Règlement des cours mixtes, déclare également de bonne prise le navire condamné et toute sa cargaison, à l'exception des esclaves qui se trouveraient à bord.

Les conventions d'accession danoise, hanséatique et sarde, et la convention franco-suédoise de 1836 (art. XIII), ont un article ainsi conçu:

»Art. V, § 2 (du traité inclus). — En cas de confiscation (prononcée conformément à la législation du pays), une portion du produit net de la vente des dits navires et de leurs cargaisons sera mise à la disposition du Gouvernement du pays auquel appartiendra le bâtiment capteur, pour être distribuée par ses soins entre les état-major et équipage de ce bâtiment; cette portion, aussi longtemps que la base indiquée ci-après pourra se concilier avec la législation des deux États, sera de 65 p. c. du produit net de la vente.«

»Art. XII (du traité inclus). — . . . . toutes les fois qu'un bâtiment arrêté . . . . aura été mis à la disposition des Gouvernements respectifs, en vertu d'un arrêt de confiscation émané des tribunaux compétents, à l'effet d'être vendu, ledit navire, préalablement à toute opération de vente, sera démoli en totalité ou en partie, si sa construction ou son installation particulière donne lieu de craindre qu'il ne puisse de nouveau servir à la traite des noirs ou à tout autre objet illicite.«

Le traité anglo-portugais de 1842:

»Art. XI. — Dans tous les cas où une navire sera détenu . . . . et

condamné . . . . l'un des deux Gouvernements pourra acheter le navire condamné pour le service de sa marine royale, au prix qui sera fixé par une personne compétente, choisie à cet effet par le tribunal des commissions mixtes. Toutefois, le Gouvernement qui aura arrêté le navire condamné obtiendra la préférence dans l'achat, et si le dit navire n'est pas racheté de la sortc, il sera immédiatement démoli et vendu ainsi en pièces séparées.«

Le traité anglo-américain de 1862, article VIII, reproduit cette disposition.

Dommages-intérêts alloués en cas d'acquittement.

Ils sont réglés de la manière suivante dans le traité du 20 décembre 1841:

»Art. XIII. — Lorsque par la sentence du tribunal compétent il aura été reconnu qu'un bâtiment de commerce arrêté en vertu du présent traité ne s'est point livré à la traite des nègres, et n'a point été équipé pour ce trafic, il sera restitué à l'armateur, ou aux armateurs propriétaires légitimes. Et si dans le cours de la procédure il venait à être prouvé que le navire a été visité et arrêté illégalement, ou sans motif suffisant de suspicion; ou que la visite et l'arrestation ont été accompagnées d'abus ou de vexations, le commandant du croiseur, ou l'officier qui aura abordé le dit navire, ou celui à qui la conduite en aura été confiée, et sous l'autorité duquel, selon la nature du cas, l'abus ou la vexation aura eu lieu, sera passible des dommages et intérêts envers le capitaine et les propriétaires du bâtiment et de la cargaison.

»Ces dommages et intérêts pourront être prononcés par le tribunal devant lequel aura été instruite la procédure contre le navire arrêté, son capitaine, son équipage et sa cargaison; et le Gouvernement du pays auquel appartiendra l'officier qui aura donné lieu à cette condamnation devra payer le montant des dits dommages et intérêts dans le délai de six mois à partie de la date du jugement lorsque ce jugement aura été rendu par un tribunal siégeant en Europe; et dans le délai d'une année lorsque la procédure judiciaire aura eu lieu hors de l'Europe.«

»Art. XI. — Si l'un des objets spécifiés dans l'article 9 du présent traité est trouvé à bord d'un bâtiment marchand, ou s'il est constaté qu'il y a été durant la traversée pendant laquelle il a été capturé, nulle compensation des pertes, dommages ou dépenses résultant de l'arrestation de ce bâtiment ne sera dans aucun cas accordée, soit au capitaine, soit à toute autre personne intéressée dans l'armement ou dans le cargement, alors même qu'une sentence de condamnation n'aurait pas été prononcée contre le bâtiment, ensuite de son arrestation.«

Le traité anglo-hollandais de 1818 pose le principe de l'indemnité en ces termes:

»Art. IV. — . . . les deux Hautes Parties contractantes s'engagent mutuellement à indemniser leurs sujets respectifs de toutes les pertes qu'ils pourront essuyer injustement par la détention illégale et arbitraire de leurs vaisseaux. Il est entendu que cette indemnisation sera invariablement à la charge du Gouvernement dont les croiseurs se sont rendus coupables de la détention arbitraire . . . .«

L'article additionnel du 25 janvier 1823, après avoir énuméré les articles dont la présence à bord constitue une présomption de traite, ajoute que la preuve de l'une ou de l'autre de ces indications sera considérée comme évidence, prima facie, et qu'à moins d'être réfutée par des preuves satisfaisantes que le navire avait été employé légalement à un autre usage, il sera condamné. Mais cet article ne stipule pas que les dommages-intérêts ne seront pas dus s'il y a acquittement dans ce cas.

Le Règlement pour les cours de justice mixtes, annexé au traité de 1818, détermine dans le détail le montant des dommages-intérêts dus pour tous les frais de procédure et pour les pertes éprouvées à la suite de la capture.

Ces dispositions se retrouvent dans le traité anglo-suédois de 1824 (art. V).

Le traité anglo-espagnol de 1835, art. VI, impose au Gouvernement auquel appartient le croiseur la réparation de toutes pertes et dommages essuyés du chef de détention arbitraire et illégale subie par les bâtiments de leur nationalité; cette indemnité sera due dans le délai d'un an, à partir du jour où la sentence de la cour mixte aura été rendue.

L'article XI déclare que si l'un des objets énumérés comme constituant une présomption de traite s'est trouvé à bord, aucune indemnité n'est due ni au patron, ni au propriétaire, ni à une personne quelconque intéressée dans l'équipement du navire ou dans sa cargaison; mais la cour sera autorisée à payer, sur le fonds des prises, si elle juge que l'équité l'exige, une somme proportionnée, selon les circonstances, au retard subi en conséquence de la détention.

L'article VII du Règlement des cours mixtes, annexé au traité, détermine dans le détail, comme les Règlements annexés aux traités de 1818 et de 1824, le montant des dommages-intérêts qui doivent être alloués.

Les traités danois, hanséatique et sarde disposent, dans l'article VIII du traité inclus, que »lorsqu'un bâtiment de commerce de l'une ou de l'autre des deux nations aura été visité ou arrêté indûment, ou sans motif suffisant de suspicion, ou lorsque la visite et l'arrestation auront été accompagnées d'abus ou de vexations, le commandant du croiseur, ou l'officier qui aura abordé ce navire, ou enfin celui à qui la conduite en aura été confiée, sera, suivant les circonstances, passible de dommages-intérêts envers le capitaine, l'armateur et les chargeurs. Ces dommages-intérêts pourront être prononcés par le tribunal devant lequel aura été instituée la procédure contre le navire arrêté, et le Gouvernement du pays auquel appartiendra l'officier qui aura donné lieu à cette condamnation, paiera le montant des dits dommages-intérêts dans le délai d'un an à partir du jugement.«

L'article VII stipule qu'il ne sera, dans aucun cas, accordé de dédommagement soit au capitaine, soit à l'armateur, soit à toute autre personne intéressée dans l'armement ou le chargement d'un bâtiment de commerce qui aura été trouvé muni d'un des objets spécifiés dans l'article précédent (présomption de traite), alors même que les tribunaux viendraient à ne prononcer aucune condamnation en conséquence de son arrestation.

Ces deux dispositions se retrouvent dans le traité franco-suédois de 1836.

Le traité anglo-portugais de 1842, article IV, reproduit les dispositions du traité anglo-espagnol de 1835.

Il en est de même du traité anglo-américain de 1862 (art. III).

Dommages-intérêts dus s'il a été commis quelque abus, sans que le navire ait été livré à la juridiction compétente.

Le traité du 20 décembre 1841 s'exprime, à cet égard, dans les termes suivants:

»Art. 14. — Lorsque dans la visite ou l'arrestation d'un bâtiment commerce, opérée en vertu du présent traité, il aura été commis quelque de abus ou vexation, et que le navire n'aura pas été livré à la juridiction de sa nation, le capitaine devra faire, sous serment, la déclaration des abus ou vexations dont il aura à se plaindre, ainsi que des dommages et intérêts auxquels il prétendra; et cette déclaration devra être faite par lui devant les autorités compétentes du premier port de son pays où il arrivera, ou devant l'agent consulaire de sa nation, dans un port étranger, si le navire aborde en premier lieu dans un port étranger où il existe un tel agent.

»Cette déclaration devra être vérifiée au moyen de l'interrogatoire sous serment des hommes principaux de l'équipage ou des passagers qui auront été témoins de la visite ou de l'arrestation; et il sera dressé du tout un procès-verbal dont deux expéditions seront remises au capitaine, qui en devra faire parvenir une à son Gouvernement, à l'appui de sa demande en dommages-intérêts.

»Il est entendu que, si un cas de force majeure empêche le capitaine de faire sa déclaration, celle-ci pourra être faite par le propriétaire du navire ou par toute autre personne intéressée dans l'armement ou dans le chargement du navire.

»Sur la transmission officielle d'une expédition du procès-verbal cidessus mentionné, le Gouvernement du pays auquel appartiendra l'officier à qui des abus ou vexations seront imputés, fera immédiatement procéder à une enquête; et si la validité de la plainte est reconnue, ce Gouvernement fera payer au capitaine ou au propriétaire, ou à toute autre personne intéressée dans l'armement ou le chargement du navire molesté, le montant des dommages-intérêts qui lui seront dus.«

Le traité anglo-hollandais de 1818 dit:

»Art. VIII. — Dans le cas où les officiers commandant des vaisseaux des marines royales des Pays-Bas et britannique, commissionnés aux termes de l'article II, s'écarteraient des dispositions du présent traité, de quelque manière que ce fût, et qu'ils ne seraient pas en état de se justifier, soit par la teneur du traité même, soit par celle des instructions y annexées, le Gouvernement qui se croira lésé par une telle conduite aura droit de demander réparation et, en tel cas, le Gouvernement auquel les dits officiers commandants appartiendront s'oblige à faire instituer des enquêtes au sujet de la plainte et à infliger, lorsqu'elle serait trouvée fondée, une punition proportionnée à la transgression commise.«

Le traité anglo-suédois de 1824 reproduit cette disposition (art. VI).

De même, le traité anglo-espagnol de 1835 (art. IX).

Les traités danois, hanséatique, sarde (art. IX du traité inclus) et franco-suédois de 1836 (art. XVII) disposent en termes identiques à ceux du quintuple traité du 20 décembre 1841.

Le traité anglo-portugais de 1842 reproduit (art. VIII) les dispositions des traités anglo-hollandais.

Il en est de même du traité anglo-américain de 1862 (art. V).

Mise en liberté des esclaves trouvés à bord des navires capturés.

Traité du 20 décembre 1841 :

»Art. XVI. — Les Hautes Parties contractantes conviennent d'assurer la liberté immédiate de tous les esclaves qui seront trouvés à bord des bâtiments arrêtés et condamnés en vertu des stipulations du présent traité.«

Cette disposition est complétée par les Instructions aux croiseurs, annexées au traité:

»4° Nul individu ne devra être distrait du bord du navire arrêté; et il ne sera enlevé non plus aucune partie de sa cargaison ou des esclaves trouvés à son bord, jusqu'à ce que le dit navire ait été remis aux autorités de sa propre nation; excepté dans le cas où la translation de la totalité ou d'une partie de l'équipage, ou des esclaves trouvés à bord, serait jugée nécessaire, soit pour conserver leur vie, ou pour toute autre considération d'humanité, soit pour la sûreté de ceux qui seront chargés de la conduite du navire après son arrestation. Dans un tel cas, le commandant du croiseur, ou l'officier chargé de la conduite du bâtiment arrêté, dressera de la dite translation un procès-verbal, dans lequel il en énoncera les motifs; et les capitaines, matelots, passagers ou esclaves ainsi transbordés seront conduits dans le même port que le navire et sa cargaison; et leur réception aura lieu de la même manière que celle du navire, conformément aux dispositions ci-après énoncées.

»Il est entendu qu'aucune des stipulations du paragraphe ci-dessus ne sera applicable aux esclaves trouvés à bord de navires autrichiens, prussiens ou russes; si des esclaves sont trouvés à bord d'un tel navire autrichien, etc., au moment de son arrestation, le navire sera envoyé d'abord pour déposer les esclaves dans le port où il aurait été conduit pour être jugé, s'il avait navigué sous pavillon anglais.«

Le Règlement pour les cours de justice mixtes, annexé au traité anglo-hollandais de 1818, dit, dans son article VI: » . . . . . quant aux esclaves qui pourront être à bord des navires saisis comme objets de commerce, ils recevront de la cour mixte un certificat d'émancipation et seront remis au Gouvernemeet sur le teritoire duquel la cour qui aura jugé sera établie, aux fins d'être employés comme domestiques ou travailleurs libres. Chacun des deux Gouvernements s'oblige à la garantie de la liberté de telle portion de ces individus qui viendra à y être respectivement consignée.«

Le même article se trouve reproduit dans le règlement des cours mixtes annexé au traité anglo-suédois de 1824 (art. VI).

Il ajoute: Les frais d'entretien des esclaves, entre le moment de la capture et celui de la condamnation, seront affectés sur les fonds provenant de la vente du navire condamné. Après ce moment, ces frais tomberont à la charge du Gouvernement du pays qui devra jouir de l'avantage de leur travail.

Le traité anglo-espagnol de 1835 est plus explicite:

»Art. XIII. — Les nègres qui sont trouvés à bord d'un navire arrêté par un croiseur et condamné par une cour mixte, en conformité de ce traité, seront placés à la disposition du Gouvernement dont le croiseur a fait la capture; il est bien etendu qu'ils ne seront pas seulement mis et maintenus immédiatement en liberté, sous la garantie du Gouvernement auquel ils auront été délivrés, mais le Gouvernement s'engage, en outre, à fournir de temps en temps, et chaque fois que cela sera demandé par l'autre Partie contractante, les informations les plus complètes sur l'état et la condition de ces nègres, afin d'assurer l'exécution du traité à cet égard.

»Dans ce but, un règlement a été rédigé concernant le traitement des nègres libérés par sentence des cours mixtes, et il forme partie intégrante de ce traité.

»Les Parties contractantes se réservent le droit de suspendre ou de modifier, de commun accord, les dispositions de ce règlement.«

Par le Règlement qui forme l'annexe C du traité, le Gouvernement britannique s'engage à traiter les nègres capturés par ses croiseurs conformément aux lois en vigueur dans les colonies britanniques, concernant les nègres libres apprentis.

Les esclaves capturés par les croiseurs espagnols seront livrés aux autorités espagnoles à la Havane ou dans les autres endroits où les cours mixtes seront établies; ils seront traités conformément aux règles en vigueur pour les nègres émancipés, ou par d'autres règles ayant pour but leur éduction morale, religieuse et leur instruction, en vue d'en faire des ouvriers ou des domestiques.

Les autorités du lieu tiendront un registre des nègres ainsi libérés, qui servira à faire, tous les six mois, un rapport détaillé à la cour mixte compétente, sur la condition de ces nègres.

Les Parties contractantes s'entendront dans la suite pour adopter d'autres mesures si celles-ci étaient insuffisantes.

Les traités danois, hanséatique, sarde (art. XI du traité inclus) et franco-suédois de 1836 (art. XIX), s'expriment ainsi:

»Les deux Gouvernements conviennent d'assurer la liberté immédiate de tous les esclaves qui seront trouvés à bord des bâtiments visités et arrêtés, en vertu des clauses de la présente convention, toutes les fois que le crime de traite aura été déclaré constant par des tribunaux respectifs; néanmoins, ils se réservent, dans l'intérêt même de ces esclaves, de les employer comme domestiques ou comme ouvriers libres, conformément à leurs lois respectives.«

Une convention additionnelle au traité sarde du 8 décembre 1834 stipule que les esclaves trouvés à bord d'un navire sarde seront débarqués

dans l'endroit ou le port auquel un navire négrier de l'une des autres Parties contractantes aurait été conduit s'il avait été arrêté par un croiseur de l'une de ces Puissances, d'après la convention.

Le traité hanséatique contient une stipulation semblable (art. II, § 2).

Le traité anglo-portugais de 1842 reproduit (art. XIII) une disposition semblable à l'article XIII du traité anglo-espagnol de 1835. Il contient, en annexe C, un Règlement relatif au traitement des nègres libérés, en trente-quatre articles.

Ce Règlement confie la surveillance des nègres libérés à une junte du lieu où siège la commission mixte, qui choisira un curateur de ces nègres chargé de les recevoir, de les enregistrer et de les mettre en apprentissage ou en location, aux enchères publiques ou au moyen de propositions particulières, à des particuliers.

La durée du service imposé au nègre apprenti sera de quatre ou de sept ans, si le nègre a plus de 18 ans; elle se prolongera jusqu'à 20 ans s'il est plus jeune. Le Règlement fixe ensuite les droits et les devoirs du maître et de l'apprenti sous la surveillance du curateur, ainsi que les obligations de celui-ci.

Le traité anglo-américain de 1862 (art. X) stipule que les nègres trouvés à bord d'un navire condamné par une commission mixte seront placés à la disposition du Gouvernement dont le croiseur a fait la capture; ils seront immédiatement mis et maintenus en liberté, sous la garantie du Gouvernement qui les aura délivrés.

A toutes les conventions se trouvent annexées, pour en faire partie intégrante, des Instructions pour les croiseurs, qui leur tracent les règles qu'ils doivent observer dans l'accomplissement des droits que leur confèrent les traités.

Ces Instructions in iquent la procédure à suivre pour la visite, la saisie, la remise du bâtiment arrêté aux autorités compétentes ainsi que pour la visite des navires convoyés.

Les dispositions essentielles de ces Instructions ont été citées à propos des articles du traité qu'elles complètent ou modifient. Il est donc inutile d'en reproduire ici le texte intégral.

La convention du 20 décembre 1841 est accompagnée de deux autres annexes. L'une est la formule de »l'ordre pour guider le commandant d'un croiseur d'une des Hautes Parties contractantes, en ce qui regarde la visite et l'arrestation d'un navire de commerce appartenant à une autre des Hautes Parties contractantes ou naviguant sous son pavillon.«

L'autre est la formule des »mandats en vertu desquels un croiseur d'une des Hautes Parties contractantes pourra visiter et arrêter un navire de commerce appartenant à une autre des Parties contractantes, ou naviguant sous son pavillon, et soupçonné de se livrer à la traite des nègres ou d'être équipé pour ce trafic.«

IV.

Analyse des conventions intervenues entre l'Angleterre et les États africains et asiatiques pour la répression de la traite sur mer.

L'Angleterre a conclu avec les États riverains de la mer Rouge, du golfe Persique et de l'Océan Indien sur la côte d'Afrique, une série de traités qui ont créé dans ces régions un régime international spécial pour la répression de la traite.

Les États dont il s'agit ne sont donc liés qu'envers la Grande-Bretagne, les autres Puissances européennes n'ayant contracté avec eux aucun engagement semblable. Il y a exception, toutefois, en ce qui concerne l'Italie et l'Égypte. Par une déclaration signée au Caire, le 21 décembre 1885, l'Italie a adhéré à la convention conclue entre l'Angleterre et le khédive d'Égypte, le 4 août 1877. En conséquence »les droits et les obligations acquis et assumés respectivement par l'Italie envers l'Égypte et par l'Égypte envers l'Italie pour tous les objets visés par la dite convention du 4 août 1877, seront identiques à ceux acquis et assumés par la Grande-Bretagne envers l'Égypte et par l'Égypte envers la Grande-Bretagne[1]).«

Ces traités se divisent en deux catégories.

La première comprend ceux qui ont été conclus avec l'Égypte, le 4 août 1877, la Turquie, le 25 janvier 1880 (ce dernier modifié par une déclaration du 3 mars 1883). la Perse, le 2 mars 1882.

A la différence des conventions entre États européens, celles-ci contiennent des clauses ayant pour but la suppression et l'abolition de l'esclavage en général, et du trafic des nègres à l'intérieur des États contractants où ils existent encore.

Ces stipulations seront examinées à part. On résumera ici les dispositions qui se réfèrent à la traite maritime.

Aucune disposition de ces trois traités ne porte une assimilation de la traite des nègres à la piraterie.

Les traités turc et égyptien renouvellent dans leur article Ier la prohibition du trafic des nègres, de l'importation des esclaves et du transit par voie de mer aussi bien que par voie de terre. Le traité égyptien déclare que les traitants et leurs complices seront considérés comme coupables de vol avec meurtre.

Par l'article III du traité persan, le Shah s'engage à punir sévèrement ses sujets et les individus soumis à sa juridiction qui auront été engagés dans la traite des esclaves sur mer.

Le traité turc, article V, et le traité égyptien, article VI, autorisent les croiseurs britanniques à visiter, rechercher et au besoin détenir tout bâtiment ottoman ou égyptien qui sera trouvé se livrant à la traite des

---

1) Un décret royal du 13 mai 1886 détermine les peines et la procédure à appliquer en cas de traite des esclaves dans la colonie italienne d'Assab.

esclaves nègres ou qui sera justement soupçonné d'être destiné à ce trafic, ou qui s'y sera livré pendant le voyage dans le cours duquel il a été rencontré.

Le traité persan accorde aux croiseurs britanniques le même droit de visite sur les navires persans soupçonnés de se livrer ou de s'être livrés à la traite pendant le voyage dans lequel ils ont été rencontrés. Il n'autorise la saisie que s'il y a des esclaves à bord.

L'exercice du droit de visite n'est soumis à aucune réglementation par ces traités; il est concédé, par réciprocité, aux croiseurs égyptiens ou ottomans à l'égard des navires battant pavillon anglais qui se livreraient à la traite, qui s'y seraient livrés dans le cours du voyage, ou seraient justement suspectés d'être destinés à ce trafic.

La réciprocité du droit de visite n'est pas stipulée par le traité persan.

La zone où le droit de visite pourra s'exercer est limitée par les traités turc et égyptien, à la mer Rouge, au golfe d'Aden, à la côte orientale d'Afrique et à la côte d'Arabie.

Le traité égyptien comprend, en outre, les eaux maritimes de l'Égypte et de ses dépendances.

Le traité turc, modifié sur ce point par la déclaration du 3 mars 1883, ajoute »ainsi que dans toutes les eaux maritimes ottomanes en l'absence d'autorité constituée« et il contient, en outre, la stipulation suivante:

»Dans le cas où l'on aurait lieu de croire que les navires sous pavillon ottoman rencontrés dans les ports ou eaux ottomanes, ont des noirs à bord, dans le but d'en faire le commerce, ou bien ont été employés pour le trafic des noirs durant le dernier voyage qu'ils auraient accompli, sur la dénonciation faite par le commandant ou tout autre officier commissionné d'un croiseur anglais, ou par un fonctionnaire consulaire britannique, les autorités ottomanes opéreront immédiatement des recherches. Tous les esclaves trouvés à bord de ces navires seront mis en liberté et affranchis; le navire, le capitaine, les officiers et tous ceux qui seront convaincus d'avoir été de connivence avec eux seront consignés aux autorités compétentes ottomanes, qui agiront à leur égard à teneur des dispositions de la loi ottomane concernant la suppression du trafic des nègres.«

Le traité persan ne limite pas l'exercice du droit de visite à une zone déterminée.

Les bâtiments saisis, ainsi que la cargaison et l'équipage, seront remis, pour être jugés, à l'autorité égyptienne la plus rapprochée ou la plus convenable (article VI du traité égyptien), à l'autorité la plus rapprochée (article Ier du traité persan), à l'autorité ottomane la plus proche ou la plus compétente, ou bien à qui de droit conformément à l'article IV du traité ottoman. Cet article vise le cas où le criminel n'est pas sujet ottoman et où le crime n'a pas été perpétré sur le territoire ottoman, et il décide que l'auteur sera consigné entre les mains du pouvoir compétent qui agira à son égard suivant les lois du pays duquel il relève.

Les bâtiments portant pavillon anglais, qui seraient saisis par des croiseurs ottomans ou égyptiens, seront livrés, ainsi que leur cargaison et leur équipage, pour être jugés, à l'autorité anglaise la plus rapprochée.

Le traité égyptien et le traité turc stipulent que si le tribunal compétent juge mal fondée la saisie, la détention ou la poursuite, le Gouvernement du croiseur paiera au gouvernement du bâtiment saisi une indemnité appropriée à la circonstance. Le traité persan ne contient pas de clause semblable.

Les esclaves capturés à bord d'un navire portant pavillon britannique, qui aurait été saisi, seront mis en liberté par les autorités ottomanes ou égyptiennes et resteront à leur disposition.

Les esclaves capturés par un croiseur anglais à bord d'un navire ottoman seront mis à la disposition des autorités ottomanes, et s'il ne s'en trouve pas à proximité, aux autorités les plus rapprochées, qui les déclareront libres.

L'article VI du traité égyptien stipule que si le commandant du croiseur qui aura effectué la capture se trouvait dans l'impossibilité de consigner à un dépôt britannique les esclaves capturés, ou si, en raison d'autres circonstances, il était opportun et dans l'intérêt de ces esclaves qu'ils soient remis aux autorités égyptiennes, le Gouvernement égyptien s'engage à assurer leur liberté avec tous les autres privilèges réservés aux nègres ou Abyssins capturés par les autorités égyptiennes. (Voir plus bas annexe A au traité.)

L'article II, § 2, du traité persan stipule que le produit de la vente du navire condamné sera remis au Gouvernement persan et les esclaves trouvés à bord aux autorités anglaises.

Par l'article III le Shah s'engage à affranchir et à protéger tous les esclaves importés dans le pays illégalement, c'est-à-dire par transport maritime.

Les traités ottoman et persan établissent les exceptions suivantes à la défense absolue de transporter des esclaves.

Le traité turc (art. Ier) autorise le transport d'esclaves noirs qui accompagnent leurs maîtres en qualité de domestiques. Dans ce cas, chaque esclave, homme ou femme, sera muni d'un certificat constatant son âge, ainsi que tout autre signe distinctif, et mentionnant en quelle qualité il accompagne son maître. Dans le cas où il ne serait pas muni d'un pareil certificat, il sera affranchi, et ceux qui tenteraient de l'exporter seront passibles de punition.

D'après l'article VI, tout navire ottoman dont l'équipage sera composé en totalité, ou en partie d'esclaves d'Afrique, devra être muni de papiers constatant le voyage ou service auquel il est affecté, ainsi que le nombre ou la description des esclaves qui se trouvent à bord. Si ce nombre était plus considérable que celui autorisé par les papiers du bord, le navire sera susceptible d'être détenu et renvoyé devant un tribunal compétent pour y être jugé.

D'après l'article II du traité persan, les personnes qui se rendent, accompagnées d'esclaves, dans les lieux de pèlerinage devront être por-

teurs d'un passeport indiquant ces esclaves et signé par un résident anglais. La présence d'un nombre plus considérable d'esclaves prouvera, prima facie, la tentative de trafiquer.

La convention conclue entre les Gouvernements britannique et égyptien, le 7 septembre 1877, relativement à la reconnaissance par le Gouvernement britannique, de la juridiction du khédive, sous la suzeraineté de la Sublime-Porte, sur la côte des Somalis jusqu'à Raz-Hafoun, contient la disposition suivante au sujet de la répression de la traite par mer.

»Art. IV, § 3. — Le Gouvernement de Son Altesse consent à ce que les croiseurs britanniques, chargés de veiller à la suppression du trafic des esclaves, puissent détenir et envoyer par-devant les tribunaux compétents, pour y être jugé, tout bâtiment qu'ils trouveraient engagé dans ce trafic, ou qu'ils auraient de bonnes raisons de croire être destiné à ce trafic dans les eaux territoriales de l'Égypte, le long de la côte des Somalis.«

Le Règlement concernant les mesures prescrites aux autorités égyptiennes pour l'abolition de la traite des esclaves, promulgué le 15 octobre 1877, indique dans les articles 20 à 25 les mesures incombant aux diverses autorités maritimes égyptiennes. (Voir le texte plus bas.)

Un décret du khédive, en date du 1er janvier 1878, pris en exécution de la convention du 4 août 1877, pour interdire le transport des esclaves et leur transit par terre et par eau, porte la disposition suivante:

»Art. II. — Tout bâtiment pour le transport des esclaves ayant, par exemple, un étage ou un pont affecté à ce genre de transport, des fers, des barriques en plus grande quantité qu'il n'est nécessaire aux besoins de l'équipage et des voyageurs, sera considéré comme destiné au trafic des esclaves.«

La seconde catégorie de traités conclus par l'Angleterre avec les États indigènes de l'Océan Indien et des mers adjacentes, comprend les conventions citées plus haut à la page 6, consenties par un certain nombre de chefs du golfe Persique, du golfe d'Oman, de la côte orientale d'Afrique dans le pays des Somalis et par les souverains des grandes îles de l'océan Indien : Zanzibar, Madagascar et les îles Comores. En 1873, le sultan de Zanzibar revendiquait encore la domination d'une grande partie de la côte orientale d'Afrique, au nord des possessions portugaises de Mozambique. Le régime de répression de la traite organisée par ces traités s'étendait donc au littoral de l'océan Indien en entier, sauf la partie de la côte du continent africain située entre les possessions zanzibariennes et le cap Guardafui, et une certaine étendue de la côte d'Arabie.

Toutes ces conventions contiennent l'engagement d'interdire le trafic des nègres opéré par les sujets des parties contractantes, ou par les personnes se trouvant sous leur dépendance, sous la forme d'importation (Madagascar et scheiks du golfe Persique et du golfe d'Oman), d'exportation (scheiks de la côte orientale d'Afrique), ou d'importation et d'exportation (scheiks du golfe d'Aden). Les traités de 1873 avec Zanzibar et Mascate y ajoutent l'interdiction du transit.

Plusieurs conventions déclarent que la traite des nègres est un acte

de piraterie (une clause semblable se trouve déjà dans les trêves maritimes conclues en 1820 avec les scheiks du golfe Persique), et qu'elle sera punie comme crime de piraterie. Ce sont les traités avec Madagascar de 1865, avec les sultans de Comore et d'Anjouan et la reine de Mohilla, de 1845. Ces deux derniers traités ont été remplacés par ceux de 1882, qui ne parlent plus de piraterie.

Toutes les conventions reconnaissent aux croiseurs britanniques le droit de visite, de saisie et de confiscation des bâtiments engagés dans le trafic des esclaves ou soupçonnés de s'y livrer.

Les traités de 1873 avec Zanzibar et Mascate attribuent le droit de saisie et de condamnation à tout agent, officier de mer ou autre, ou à toute cour, qui auraient été désignés à cet effet par le Gouvernement britannique.

Les traités de 1882 avec Anjouan et Mohilla confèrent aux croiseurs anglais le droit de saisir même les bâtiments soupçonnés d'avoir transporté récemment des esclaves. Le jugement des prises est attribué à l'autorité britannique la plus proche et la plus convenable, avant juridiction d'amirauté.

Le traité de 1865 avec Madagascar donne aux croiseurs anglais le droit de visite sur tout bâtiment soupçonné d'être engagé dans le commerce des esclaves, qu'il soit sous voile ou à l'ancre dans les eaux de Madagascar. Tout bâtiment saisi sera jugé par les croiseurs britanniques, comme s'il avait été engagé dans une entrepise de piraterie.

Les esclaves trouvés sur les navires capturés seront mis en liberté et protégés contre toute tentative de les réduire de nouveau en servitude (Zanzibar et Mascate).

Une convention additionnelle conclue avec Zanzibar, le 14 juillet 1875, dispose que la présence d'esclaves domestiques, qui se trouvent à bord d'un bâtiment au service de leur maître, ou d'esclaves employés bona fide au service de leur maître, ne sera pas une cause de condamnation pour le navire. Si ces esclaves déclarent être retenus contre leur gré, ils seront mis en liberté, sans que ce soit un motif de condamnation pour le navire.

S'il y a d'autres esclaves que ceux-ci à bord, qu'ils soient destinés ou non à être vendus, le navire sera saisi et condamné.

V.

Engagements internationaux consentis par les États africains et asiatiques pour la suppression de la traite des esclaves sur terre et pour l'abolition de l'esclavage.

Égypte et Turquie.

Les plus importants de ces traités sont ceux qui ont été conclus avec l'Égypte, le 4 août 1877, et avec la Turquie, le 25 janvier 1880, modifié par la déclaration du 3 mars 1883.

Le second traité est rédigé article par article sur le modèle du premier. Il suffira donc d'analyser ensemble les deux traités en faisant ressortir leurs différences.

Les deux conventions ne s'appliquent qu'à »la traite des esclaves nègres ou abyssins« (Égypte), ou aux »esclaves nègres venant d'Afrique« (Turquie).

L'article 1er porte les engagements suivants:

1° Prohibition absolue de l'importation, de l'exportation et du transit des esclaves.

Sont interdits:

»1° L'importation des esclaves nègres sur tout le territoire de l'État et ses dépendances;

»2° Le transit par terre et par mer à travers le territoire égyptien; le passage, par mer seulement, à travers le territoire ottoman;

»3° La sortie ou exportation des esclaves noirs à l'étranger. Le traité égyptien y met une réserve ainsi conçue: » . . à moins qu'il ne soit établi d'une manière certaine que ces nègres ou Abyssins sont libres ou affranchis. Il sera constaté dans les lettres d'affranchissement ou les passeports qui leur seront délivrés par l'autorité égyptienne avant leur départ, qu'ils pourront disposer d'eux-mêmes sans restriction ni réserve.

Le traité ottoman formule la même réserve de la manière suivante:

»Sa Majesté s'engage aussi à interdire l'exportation des esclaves noirs du territoire ottoman à l'étranger, sauf le cas où ils auraient à accompagner leurs maîtres ou maîtresses en qualité de domestiques attachés à leur personne. Dans ce cas, chaque esclave, homme ou femme, sera muni d'un certificat constatant son âge, ainsi que tout autre signe distinctif, et mentionnant tout particulièrement en quelle qualité il accompagne son maître ou sa maîtresse. Dans le cas où il ne serait pas muni d'un pareil certificat, il sera affranchi, et ceux qui tenteraient de l'exporter seront passibles de punition. Tous les noirs affranchis qui quitteront l'Empire ottoman recevront, des autorités ottomanes, des passeports constatant qu'ils sont affranchis et libres, et qu'ils disposent de leurs personnes sans restriction ou réserve.«

2° Châtiment sévère, d'après les lois en vigueur, de toute personne qui sera trouvée se livrant, soit directement, soit indirectement, à la traite des nègres.

La convention ottomane promet de punir toute personne justiciable des tribunaux ottomans, suivant les dispositions des lois ottomanes et conformément aux dispositions du firman de l'année 1273 (1857) (article I); quant aux personnes non sujettes ottomanes qui peuvent être mêlées au trafic des noirs, elles seront saisies pour être remises et jugées suivant les lois du pays. Elles seront remises à la juridiction compétente avec

tous les procès-verbaux dressés par l'autorité supérieure ottomane de l'endroit où le trafic aura été constaté et de tous les autres éléments de conviction destinés à servir de preuve (article II).

La convention égyptienne contient des dispositions spéciales pour réprimer la traite vers l'intérieur.

»Art. II. — Tout individu qui, sur le sol égyptien ou sur les confins de l'Égypte et de ses dépendances, vers la contrée de l'Afrique, sera trouvé se livrant directement ou indirectement au trafic des esclaves nègres ou abyssins sera, ainsi que ses complices, considéré par le Gouvernement du Khédive comme coupable de vol avec meurtre; s'il relève de la juridiction égyptienne, il sera traduit devant un conseil de guerre; dans le cas contraire, il sera immédiatement déféré, pour être jugé, aux tribunaux compétents, d'apres les lois de son pays, avec les procès-verbaux dressés par l'autorité supérieure égyptienne du lieu où le trafic aura été constaté et tous autres documents ou éléments de conviction remis par la dite autorité et devant servir comme preuves au jugement des trafiquants, en tant que ces lois le permettent.

»Art. IV. — Le Gouvernement égyptien usera de toute l'influence qu'il pourrait avoir parmi les tribus de l'Afrique centrale, dans le but d'empêcher les guerres qu'elles se font pour se procurer et pour vendre des esclaves.

»Art. V. — Le Gouvernement égyptien s'engage à publier une ordonnance spéciale, dont le texte sera annexé à la présente convention, interdisant entièrement tout trafic d'esclaves sur le territoire égyptien à partir d'une date spécifiée dans l'ordonnance, et réglant la punition des personnes coupables de contravention aux dispositions de l'ordonnance.«

3° Mise en liberté de tous les esclaves nègres trouvés en la possession de marchands.

L'article III de chacune des conventions dispose à leur égard de la manière suivante:

»Prenant en considération l'impossibilité de renvoyer dans leurs foyers les esclaves d'Afrique qui seraient capturés des marchands d'esclaves et affranchis, sans les exposer au risque de périr de fatigue et de faim ou de tomber de nouveau sous le joug de l'esclavage, le Gouvernement otto- (égyptien) s'engage à prendre les mesures convenables pour assurer la liberté des noirs qui viendraient à être capturés et à veiller à ce qu'ils soient convenablement soignés.«

Le Gouvernement égyptien s'engage à continuer de prendre à leur égard les mesures déjà décrétées et qui sont énumérées dans l'annexe A faisant partie intégrante du traité.

Cette ordonnance crée à Alexandrie, au Caire et dans les provinces, sous la direction des inspecteurs généraux, des bureaux d'affranchissement dont les attributions et le fonctionnement sont réglés en détail. Elle édicte en même temps une série de mesures pour la protection et l'entretien des esclaves affranchis. (Voir plus bas le texte.)

4° Punition de ceux qui se sont rendus coupables d'actes de mutilation et de trafic d'enfants.

»Art. IV. — S. M. Impériale s'engage à poursuivre comme criminels toutes les personnes qui se trouveraient compromises dans des actes de mutilation ou de trafic d'enfants. Si ces personnes sont justiciables des tribunaux ottomans, elles seront livrées aux tribunaux ottomans et punies suivant la loi ottomane. Dans le cas contraire, c'est-à-dire dans le cas où le criminel n'est pas sujet ottoman, et que le crime n'a pas été perpétré sur le territoire ottoman, elles seront consignées entre les mains du tribunal compétent, qui agira à leur égard suivant les lois du pays dont elles relèvent. Elles seront accompagnées de procès-verbaux et d'autres éléments de conviction, comme il est dit dans l'article II.«

La convention égyptienne dit que si les coupables relèvent de la juridiction égyptienne, ils seront traduits devant un conseil de guerre.

Mesures prises pour l'exécution de la convention du 25 janvier 1880, entre l'Angleterre et l'Empire ottoman.

Circulaire de l'ambassadeur de Sa Majesté Britannique aux consuls de Sa Majesté en Turquie (Traduction [1]).

»Constantinople, le 6 mars 1888. — Monsieur, comme il semble y avoir quelques doutes de la part des consuls de S. M. Britannique sur la manière de traiter les questions concernant le commerce des esclaves, j'ai l'honneur de vous transmettre copie de la convention entre l'Angleterre et la Turquie pour la suppression du commerce des esclaves d'Afrique, signée le 25 janvier 1880.

»Par le premier article de cette convention, l'importation des esclaves d'Afrique dans les domaines ottomans est absolument défendue; si donc vous avez pu constater, en vertu du troisième paragraphe du cinquième article, qu'un vaisseau portant le drapeau ottoman est arrivé dans les eaux de votre district consulaire apportant des esclaves pour le commerce et non point pour des usages domestiques, vous adresserez une réclamation (takrir) aux autorités locales, leur demandant que le vaisseau soit immédiatement examiné, que les esclaves soient relâchés et légalement libérés (released and manumitted) et que toutes les personnes que l'on trouve directement ou indirectement engagées dans le commerce des esclaves soient punies.

»Si c'est un »bâtiment à esclaves«, c'est-à-dire si c'est un bateau exclusivement engagé pour le commerce des esclaves d'Afrique, vous demanderez de plus au Gouvernement de saisir le vaisseau et de punir le capitaine et les officiers, ainsi que tous ceux qui sont de connivence avec eux.

---

1) Cette circulaire est reproduite sans que l'on puisse garantir l'exactitude absolue de la traduction.

»Le deuxième article de la convention pourvoit à la libération de tous les esclaves africains trouvés en possession des vendeurs. Si, dans ce cas, un esclave cherchait un refuge à votre consulat et déclarait là qu'il a fui de chez un marchand d'esclaves, vous adresseriez une réclamation (takrir) aux autorités locales, leur demandant de le libérer. Lorsqu'un certificat de libération a été donné, votre démarche officielle doit se limiter à recommandeur aux autorités de l'endroit de veiller à ce que l'esclave libéré soit pourvu de soins suffisants et que sa liberté soit assurée.

»Dans d'autres cas d'esclavage, où la convention permet votre intervention, vous agirez d'après votre propre appréciation (discrétion). En cas de doute relativement à la manière d'agir, ou si quelques difficultés venaient à surgir de la part des autorités locales, vous recourrez aux avis de votre ambassade.

»Le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas le droit, d'après la convention, d'intervenir officiellement en faveur d'esclaves domestiques prenant refuge dans un consulat en cas de mauvais traitemeut de la part de leur propriétaire. Si donc un tel cas se présentait, le fugitif resterait à votre consulat, pendant que vous tâcheriez d'une manière non officielle, mais verbalement, de déterminer les autorités locales à donner un certificat de libération basé sur les précédents en vigueur.

»Quoique dans les provinces des certificats de libération pour les esclaves fugitifs aient quelquefois été obtenus, vous ne perdrez pas de vue que cette habitude est basée sur une tolérance, mais non sur un droit. Vous agirez en pareil cas avec la plus grande prudence, et vous n'insisterez pour obtenir la délivrance d'un certificat que là où l'usage de le donner est prouvé et hors de doute. Votre démarche non officielle serait-elle restée sans succès, vous vous adresseriez à moi pour les cas particuliers.

»Il faut en outre se rappeler qu'aucun ordre impérial ni règle quelconque n'existe fixant une période définie pour la libération d'esclaves domestiques, ou ordonnant de leur donner la liberté sans le consentement de leur propriétaire. La règle adoptée par le ministère de la police est comme suit:

»Si l'esclave en appelle à la police, le propriétaire est requis de lui donner la liberté. Si celui-ci consent et lui donne un certificat de libération, on le donne à l'esclave. Sinon, l'esclave est informé qu'il est libre d'aller là où il lui plaît et qu'il est défendu à son ex-maître d'intervenir dans ce qui le regarde. Dans ce cas les autorités ne sont pas tenues de donner à l'esclave un certificat de libération, il devient de fait un homme libre. Vous aurez l'obligeance de communiquer cette circulaire aux vice-consuls de votre district. — Je suis, etc., etc. (Signé) White.«

Mesures prises en Égypte pour l'exécution de la convention du 4 août 1877, entre le Gouvernement britannique et celui du Khédive.

Institution de Bureaux d'affranchissement.

Annexe A faisant partie de la convention conclue entre le Gouvernement de la Grande-Bretagne et le Gouvernement de l'Égypte, le 4 août 1877, pour la suppression du trafic des esclaves.

La police était, jusqu'à présent, chargée de tout ce qui concernait les esclaves, leur affranchissement, l'éducation des enfants, etc.

Désormais ce service sera confié, à Alexandrie et au Caire, à un bureau spécial établi au Gouvernorat respectif, qui pourvoira à tout ce qui regardera les esclaves et leur affranchissement.

Dans les provinces, le bureau sera placé sous la direction des inspecteurs généraux.

Il y aura dans ce bureau un registre destiné à la consignation de tous les détails intéressant l'esclave affranchi.

En cas de plaintes présentées, par des autorités consulaires ou par des particuliers, le bureau procédera à l'information nécessaire.

Si l'information établit la légitimité des plaintes présentées, l'affaire sera déférée à l'autorité compétente, afin qu'il soit pourvu à l'application des dispositions relatives à l'affranchissement.

Si les plaintes sont présentées par l'esclave lui-même, le bureau, après constatation, lui délivrera des lettres d'affranchissement détachées d'un livre à souche, spécialement affecté à cet usage.

Quinconque aura pris à un affranchi ses lettres d'affranchissement ou bien l'aura privé ou aura contribué à le priver de sa liberté par des moyens subreptices ou violents, sera traité comme trafiquant d'esclaves.

Le Gouvernement pourvoira aux besoins des esclaves et des affranchis.

Les esclaves du sexe masculin seront employés, suivant les circonstances et à leur choix, au service domestique, agricole ou militaire.

Les femmes auront une occupation domestique, soit dans des établissements du Gouvernement, soit dans des maisons honnêtes.

Les enfants mâles continueront à être reçus dans les écoles ou ateliers du Gouvernement et les filles dans des écoles destinées à leur sexe.

Au surplus, tout ce qui concernera l'éducation de ces enfants sera spécialement confié à la direction des Gouverneurs d'Alexandrie et du Caire, qui se concerteront avec le Ministère de l'Insruction publique en vue des meilleures dispositions à adopter.

Pour les enfants du sexe masculin qui se trouveront dans les provinces, les Inspecteurs généraux les placeront dans les écoles des provinces. Quant aux filles, elles seront envoyées au Caire.

Au Soudan, les esclaves libérés seront également employés, suivant les circonstances et à leur choix, au service agricole, domestique ou militaire.

Ainsi fait à Alexandrie, le 4 août 1877, pour être appliqué à partir de la même date que la susdite convention. — Le Ministre des Affaires Etrangères. (Singné) *Chérif.*

Ordonnance interdisant la vente des esclaves de famille à famille dans le territoire égyptien.

Nous, Ismaïl, Khédive d'Égypte, vu l'article V de la convention passée entre les Gouvernements de la Grande-Bretagne et de l'Égypte, le 4 août 1877, pour la suppression de la traite des esclaves, avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

Article I. — La vente des esclaves nègres ou abyssins, de famille à famille, sera et demeurera prohibée en Égypte d'une manière absolue sur tout le territoire compris entre Alexandrie et Assouan. Cette prohibition aura effet dans sept ans à partir de la signature de ladite convention, dont la présente ordonnance fera partie intégrante. La même prohibition s'étendra au Soudan et aux autres provinces égyptiennes, mais seulement dans douze ans, à dater de la signature précitée.

Art. II. — Toute infraction à cette prohibition de la part d'un individu quelconque dépendant de la juridiction égyptienne sera punie de la peine des travaux forcés à temps, dont la durée pourra varier d'un minimum de cinq mois à un maximum de cinq ans, suivant la décision du tribunal compétent.

Art. III. — Le trafic des esclaves blancs ou blanches sera et demeurera prohibé sur toute l'étendue du territoire égyptien et dépendances. Cette prohibition prendra effet dans sept ans, à dater de la signature de la convention susrappelée. Toute infraction à ladite prohibition sera punie conformément aux dispositions de l'article II qui précède.

Art. IV. — Notre Ministre de la Justice reste chargé de pourvoir en temps utile à l'exécution des présentes. (Signé) *Ismaïl.*

Pour ampliation; Le Ministre des Affaires Étrangères. (Signé) *Cherif.*

Alexandrie, le 4 août 1877.

Règlement concernant les mesures prescrites aux autorités égyptiennes pour l'abolition de la traite des esclaves nègres, abyssins et blancs, en vertu de la convention passée, le 4 août 1877, entre le Gouvernement anglais et celui de S. A. le Khédive, et accompagnée d'une annexe ainsi que d'un décret du Khédive portant la même date.

Article premier. — Le Gouvernement de S. A. le Khédive a adressé à toutes les autorités relevant de sa juridiction, des ordres ayant pour objet l'abolition de la traite des esclaves nègres et abyssins. A la suite des dispositions prises à cet effet, il est absolument interdit d'introduire, dorénavant, sur le territoire égyptien, ou d'en laisser sortir des esclaves nègres ou abyssins; cela à partir du 4 août 1877, dans la partie du territoire qui s'étend jusqu'à Assouan, et à partir du 4 novembre de la même année, dans les autres parties de l'Afrique et des côtes de la mer Rouge dépendant du même territoire.

En conséquence, tous les fonctionnaires du Gouvernement égyptien

établis tant dans les différents ports que dans les autres localités comprises dans les limites de ce territoire, sont tenus de saisir et arrêter tous les esclaves nègres ou abyssins qui seraient trouvés entre les mains des trafiquants d'esclaves et d'agir à leur égard suivant la teneur des ordres susmentionnés et de la convention passée entre le Gouvernement anglais et celui de S. A. le Khédive.

Art. 2. — La sortie des esclaves nègres et abyssins hors du territoire égyptien et de ses dépendances se trouve ainsi prohibée, à moins qu'il ne soit prouvé que ces esclaves sont libres ou affranchis; par suite, dans le cas où l'autorité égyptienne aurait à délivrer des passeports à des nègres ou Abyssins partant pour l'étranger, ces passeports ne leur seront délivrés qu'autant qu'il sera prouvé que ces esclaves sont libres ou affranchis, comme il est énoncé dans l'article 1er de la convention.

Art. 3. — Il sera établi, dans les Gouvernorats du Caire et d'Alexandrie, un bureau spécial qui s'occupera de tout ce qui concernera les esclaves nègres ou abyssins leur affranchissement, leur éducation, etc.

Art. 4. — Il sera établi, également dans le même but, deux autres bureaux, dont l'un dans la haute et l'autre dans la basse Égypte; chacun de ces bureaux sera placé sous la surveillance de l'inspecteur général des localités respectives.

Art. 5. — Les bureaux établis comme ci-dessus, tant dans les deux villes du Caire et d'Alexandrie que dans la haute et la basse Égypte, seront composés d'un chef et d'un écrivain chargés de constater et d'écrire tout fait relatif aux esclaves nègres ou abyssins, ainsi qu'aux trafiquants d'esclaves; ils seront chargés de délivrer les lettres d'affranchissement aux esclaves nègres ou abyssins qui en auront besoin.

Ces mêmes bureaux enregistreront tous les détails concernant les esclaves nègres ou abyssins affranchis; ils indiqueront leur âge approximativement, la date précise à laquelle ils auront reçu leurs lettres d'affranchissement, la durée de leur résidence au Caire et leurs moyens d'existence; ils indiqueront également si ce sont eux-mêmes qui ont demandé leurs lettres d'affranchissement ou s'ils ont été saisis entre les mains des trafiquants et ensuite pourvus de leurs lettres d'affranchissement avec tous autres renseignements utiles. In en sera ainsi de tout esclave nègre ou abyssin qui se présentera de lui-même aux polices et autorités des diverses villes et Moudiriehs, ou bien qui sera saisi par les dites autorités.

Art. 6. — Si l'on trouve au Caire ou à Alexandrie, ou bien encore dans les provinces, des locaux affectés à la vente des esclaves nègres ou abyssins, et que le Gouvernorat ou la police d'une ville ou une autorité quelconque d'une province constate l'existence dans ces locaux d'esclaves nègres ou abyssins destinés à la vente, lesdits Gouvernorats, polices ou autorités provinciales procéderont à la saisie de ces esclaves, et il leur sera délivré des lettres d'affranchissement par les Gouvernorats respectifs des villes, ou par les inspections générales des provinces, suivant les formalités prescrites par l'article 26 du présent règlement. Les individus trafiquant de ces esclaves seront renvoyés aux autorités de droit pour être jugés par un conseil de guerre, comme il est énoncé dans l'article 34 de

ce règlement, lequel conseil se conformera aux dispositions et ordonnances en vigueur. Dans les provinces, les autorités respectives auront à envoyer les esclaves et les trafiquants à l'inspection générale, qui prendra à l'égard des uns et des autres les mesures prescrites par le présent article. Quant aux locaux affectés à la vente des esclaves, dans le cas où ils seraient reconnus être la propriété des trafiquants eux-mêmes, le Gouvernement en effectuera la saisie et leur appliquera les dispositions et ordonnances susmentionnées; s'ils sont reconnus être la propriété d'un tiers, sujet local, le Gouvernement n'aura point à en effectuer, la saisie, mais il pourra imposer au propriétaire une amende dont le montant sera fixé en raison des circonstances.

Art. 7. — Si l'individu qui fait le trafic des esclaves est sujet d'une puissance autre que l'Angleterre, le Gouvernement ou toute autre autorité gouvernementale de la localité où il se trouve aura à constater, d'une manière certaine, l'existence en sa possession d'esclaves nègres ou abyssins; ensuite, ladite autorité prendra les mesures conservatoires opportunes, dressera un procès-verbal du fait, s'assurera du nom de la puissance à laquelle appartiendra le trafiquant et enverra au Ministère des Affaires Étrangères du Khédive le dit procès-verbal, avec tous les documents et pièces établissant que le dit individu se livre au commerce des esclaves. Il transmettra d'ailleurs l'avis nécessaire au dit Ministère par le télégraphe, ou lui enverra simplement les lettres d'affranchissement requises, aussitôt que l'autorité locale aura constaté que les susdits esclaves nègres ou abyssins ne sont pas affranchis; si l'individu qui fait le commerce des esclaves est sujet anglais, avis en sera donné à M. le Consul anglais de la localité où ce trafiquant se trouvera ou bien au consul résidant dans la localité la plus voisine, et ce consul, d'accord avec le préposé du Gouvernement local, procédera à la saisie des esclaves et du trafiquant, à l'affranchissement des esclaves, comme il vient d'être dit, et à la consignation du trafiquant à son autorité consulaire en vue de la peine dont il sera passible d'après les lois.

Art. 8. — Les esclaves nègres ou abyssins saisis dans les provinces entre les mains de ceux qui se livreront au trafic des esclaves, seront envoyés à l'inspection générale, qui leur délivrera leurs lettres d'affranchissement; et si le trafiquant est sujet local, il sera renvoyé par-devant un conseil de guerre, pour y être jugé; mais s'il est sujet anglais ou sujet de toute autre puissance étrangère, il sera agi à son égard suivant la teneur de l'article 7 ci-dessus. Quant aux lettres d'affranchissement, elles seront délivrées aux susdits esclaves aussitot qu'il aura été constaté qu'ils n'ont pas été affranchis.

Art. 9. — Dans le cas où l'autorité locale recevrait de la part d'un consulat ou d'un particulier quelconque un rapport dénonçant l'existence d'esclaves nègres ou abyssins chez un trafiquant, ou bien une plainte présentée par l'un de ces esclaves, le bureau chargé des affaires concernant les esclaves aura à procéder aux informations et vérifications nécessaires à ce sujet.

Art. 10. — Dans les provinces, si par suite de renseignements dû-

ment recueillis, des vérifications les plus minutieuses, la Moudirieh vient à reconnaître que le rapport qui lui a été fait, ou la plainte qui lui a été présentée, est juste et bien fondée, elle pourvoira, en conséquence, à la saisie des esclaves et des trafiquants, ainsi qu'à leur envoi à l'inspection générale, aux frais du Gouvernement local; mais dans les villes, ce sera le Gouvernorat de la localité où le rapport ou la plainte auraient été présentés, qui prendra les mesures opportunes. En ce cas, si ceux qui se livrent au trafic des esclaves nègres ou abyssins sont sujets locaux, ils seront traités d'après les dispositions de l'article 6; et, s'ils sont sujets étrangers, d'après les termes des articles 7 et 8 du présent règlement.

Art. 11. — Dans le cas où une plainte serait adressée aux autorités locales par des esclaves nègres ou abyssins, il sera du devoir du bureau de la localité de s'enquérir et de s'assurer des motifs de la plainte; mais cela n'empêchera pas le dit bureau de leur délivrer leurs lettres d'affranchissement tirées du registre à souche affecté à cet usage.

Art. 12. — Dans ce cas où un esclave nègre ou abyssin, se trouvant chez un trafiquant, irait porter plainte à la préfecture de police et demanderait une lettre d'affranchissement, l'autorité devra, après avoir constaté l'objet de sa plainte, adhérer sur-le-champ à sa demande, comme cela se pratique aujourd'hui, et si le propriétaire accuse l'esclave nègre ou abyssin d'un acte de vol ou autre commis dans la maison où l'esclave se trouvait, la remise au dit esclave de sa lettre d'affranchissement ne sera point retardée par la vérification du fait dont il sera accusé, mais après la délivrance de la lettre d'affranchissement, le fait imputé par le plaignant à l'esclave sera dûment vérifié et l'affaire soumise à l'autorité compétente suivant les règles ordinaires.

Art. 13. — D'après la teneur de l'article premier du décret du 4 août 1877, qui fait partie intégrante dé la convention de même date, la vente d'un esclave nègre ou abyssin de famille à famille sera absolument prohibée en Égypte, après l'expiration du délai de sept ans sur le territoire compris entre Alexandrie et Assouan, et dans le Soudan ainsi que dans les autres provinces égyptiennes après l'expiration d'un délai de douze ans, à partir de la date de la susdite convention. Par conséquent, la vente d'un esclave par une famille à une autre pendant le cours des dits délais ne sera point prohibéé, mais, ces délais expirés, tout sujet local qui se trouvera en contravention avec le décret et se permettra de vendre des esclaves nègres ou abyssins de famille à famille, sera puni de la peine des travaux forcés, dont la durée pourra varier d'un minimum de cinq mois à un maximum de cinq ans, suivant le jugement qui sera rendu à cet effet par le tribunal compétent, d'après les dispositions de l'article II du susdit décret.

Art. 14. — Au cas où il se trouverait des esclaves nègres ou abyssins dans certaines familles en Égypte ou ses dépendances, et où en l'absence de toute demande d'affranchissement de la part de ces esclaves, le Gouvernement serait informé de leur existence dans ces familles et aurait constaté que ces familles ne pratiqueraient point le trafic d'esclaves, l'autorité locale ne pourrait pas saisir ces esclaves dans les familles où ils se

trouveraient, et ne devrait admettre aucun rapport quelconque à l'égard de ces mêmes esclaves nègres ou abyssins en tant qu'ils n'auraient présenté aucune plainte ou réclamation.

Art. 15. — En cas de trouble ou de désunion apportée par un tiers entre une famille et ses esclaves, l'autorité aurait à vérifier le fait et à soumettre l'auteur du trouble à l'application de de la peine prévue par la loi pénale en pareil cas.

Art. 16. — Quiconque aura usé de violence ou de fraude pour enlever à un affranchi ses lettres d'affranchissement, ou pour le priver ou contribuer à le priver de sa liberté, sera traité comme trafiquant d'esclaves, ainsi qu'il est dit dans l'annexe A de la convention.

Art. 17. — Les Moudirs des provinces, ainsi que les gouverneurs et les préfets de police des villes, devront empêcher l'introduction des esclaves nègres ou abyssins dans l'intérieur du pays, tant par terre que par mer ou par voie des cours d'eau existant dans le pays.

Art. 18. — Dès que le Moudir d'une province se sera assuré du passage d'une caravane emmenant des esclaves nègres ou abyssins par voie de terre, il pourvoira sur-le-champ à la saisie de la caravane, à l'arrestation des marchands d'esclaves qui s'y trouveraient et à l'envoi du tout à l'inspection générale, qui délivrera aux esclaves nègres ou abyssins des lettres d'affranchissement, et procédera, dans ce cas, d'après la teneur de l'article 16 du présent Règlement. Les marchands d'esclaves seront renvoyés par-devant le conseil de guerre pour y être jugés.

Art. 19. — Quand le Moudir aura reconnu que des esclaves nègres ou abyssins destinés au trafic se trouvent dans un bâtiment naviguant sur le Nil, il procédera immédiatement à la saisie du bateau, des esclaves, des marchands, du reste de la cargaison et de l'équipage, et enverra le tout à l'inspection générale qui agira à l'égard des esclaves suivant l'article 26 du présent Règlement. L'inspection générale délivrera des lettres d'affranchissement à tous les esclaves trouvés à bord du bateau et renverra les marchands de ces esclaves au conseil de guerre chargé de les juger. Quant au bateau, à l'équipage et au reste de la cargaison, ils seront renvoyés à l'autorité de droit, et leur affaire sera jugée comme affaire criminelle par le tribunal de première instance de la localité, dans les termes de la loi, et suivant les dispositions ordonnées à cet effet.

Mesures incombant aux diverses autorités maritimes égyptiennes.

Art. 20. — Le capitaine d'un bâtiment venant de la mer Rouge à destination d'un port égyptien devra s'enquérir minutieusement si les individus, nègres ou abyssins embarqués à son bord, appartiennent à des marchands d'esclaves, et aviser, en conséquence, lors de son arrivée à Suez, l'autorité locale, afin que le Gouvernorat de cette ville procède à l'affranchissement des esclaves qui se trouveraient à bord, suivant les dispositions des précédents articles.

A cet égard, l'autorité locale devra procéder avec la réserve et les ménagements nécessaires pour qu'aucun trouble ne soit apporté dans les familles des personnes étrangères au trafic des esclaves.

Art. 21. — Les commandants et capitaines des croiseurs égyptiens qui trouveront dans la mer Rouge, le golfe d'Aden, le long de la côte d'Arabie et de la côte orientale de l'Afrique, ainsi que dans les eaux intérieures de l'Égypte et de ses dépendances, un bâtiment portant le pavillon britannique et contenant des esclaves nègres ou abyssins destinés au commerce, devront, après avoir vérifié et constaté l'existene de ces esclaves dans ce bâtiment, ainsi que leur destination et le point de départ du bâtiment, procéder immédiatement à la visite de ce bâtiment ainsi qu'à la saisie des esclaves nègres ou abyssins, qu'ils consigneront à l'autorité égyptienne la plus rapprochée, laquelle leur délivrera les lettres d'affranchissement nécessaires. Quant au bâtiment, à la cargaison et à l'équipage, ils seront également saisis et ensuite consignés à l'autorité anglaise la plus voisine pour être jugés, suivant ce qui est dit à l'article VI de la convention.

Art. 22. — Si le tribunal compétent juge mal fondée la saisie faite par le croiseur égyptien, le commandant ou le capitaine de ce croiseur sera tenu personnellement de rembourser au Gouvernement égyptien le montant de l'indemnité que ce dernier, d'après les prévisions de l'article VI de la convention, pourra avoir à payer au Gouvernement anglais.

Art. 23. — Tout bâtiment égyptien qui sera trouvé par les croiseurs anglais se livrant à la traite des esclaves nègres ou abyssins, ou soupçonné justement de se livrer à ce trafic, ou portant des esclaves nègres ou abyssins destinés à la vente, ou encore ayant été employé durant le voyage au commerce des esclaves, sera saisi, et son commandant ainsi que l'équipage seront traduits devant un conseil de guerre, pour y être jugés. Les esclaves nègres ou abyssins trouvés sur le bâtiment resteront à la la disposition de l'autorité anglaise, qui prendra les mesures requises pour assurer leur liberté, suivant la teneur de l'article VI de la convention.

Art. 24. — Dans le cas où, par analogie avec ce qui est dit à l'article 22 ci-dessus, le Gouvernement du Khédive considérerait comme mal fondée la saisie faite par le croiseur anglais, il pourrait se pourvoir par l'intermédiaire de son Ministère des Affaires Étrangères, pour obtenir le jugement de la question devant l'autorité anglaise compétente.

Art. 25. — Dans le cas où le commandant du croiseur anglais qui aura effectué la saisie se trouverait dans l'impossibilité de consigner à un dépôt britannique les esclaves nègres ou abyssins capturés à bord du bateau égyptien, et dans la necessité de les consigner à l'une des autorités égyptiennes, l'agent égyptien de la localité sera tenu, sur le demande du commandant du croiseur britannique ou de l'officier délégué par lui, de se charger de ces esclaves et de leur assurer leur liberté avec les autres privilèges réservés aux nègres ou Abyssins capturés par les autorités égyptiennes, d'après les dispositions du présent Règlement.

Mesures concernant les esclaves libérés par le Gouvernement égyptien.

Art. 26. — Les Gouvernorats des villes et les inspecteurs généraux des provinces pourvoiront aux moyens de subsistance des esclaves nègres ou abyssins libérés par le Gouvernement égyptien. Si les esclaves affranchis demandent l'autorisation d'aller où il leur plaira, et qu'il soit bien

constaté qu'ils pourront suffire eux-mêmes d'une façon quelconque à leurs besoins là où ils se trouveront, l'autorité les laissera entièrement libres; mais si elle reconnaît que ces esclaves ne pourront se suffire à eux-mêmes, elle emploiera ceux du sexe masculin à leur choix, et suivant leurs habitudes, au service domestique, agricole ou militaire. Quant aux femmes, elles seront employées, après leur affranchissement, au service domestique ou autre, suivant l'état et les aptitudes de chacune d'elles, dans les établissements relevant du Gouvernement ou dans des maisons honnêtes.

Art. 27. — Les enfants mâles nègres ou abyssins saisis par le Gouvernement seront, après avoir été libérés, sur-le-champ placés dans les écoles ou les ateliers du Gouvernement égyptien, et les filles envoyées aux écoles destinées à leur sexe. Les enfants du sexe masculin qui ne sont pas jugés aptes à entrer aux écoles seront employés dans les compagnies d'ouvriers militaires ou dans tout autre service propre à assurer leur subsistance.

Art. 28. — Les esclaves qui, après leur affranchissement, seront employés suivant ce qui est dit aux articlest 26 et 27 ci-dessus, seront inscrits dans des registres spéciaux tenus à cet effet auprès des Gouvernorats et des inspections générales, afin que, pour celui d'entre eux qui aura pris service dans une maison privée, l'autorité puisse obtenir du propriétaire de cette maison une déclaration constatant la position de l'individu et consigner le fait dans les registres.

Si l'individu quitte un maître pour aller chez un autre, ou pour être employé dans un des services civils ou militaires du Gouvernement ou autre, le fait sera également consigné dans les registres; s'il vient à décéder, le médecin de la localité sera tenu d'en donner avis au bureau d'enregistrement qui inscrira le décès.

Art. 29. — Les gouverneurs du Caire et d'Alexandrie seront chargés de veiller à l'éducation des enfants; à cet effet, ils devront s'entendre avec le Ministère de l'Instruction publique ou avec les autres autorités compétentes, en vue des mesures les plus convenables à adopter pour leur éducation et leur subsistance. En cas de decès de l'un d'eux, le médecin qui délivrera le billet d'enterrement donnera avis du décès à l'autorité chargée de pourvoir à l'inscription dans les registres.

Art. 30. — Tout enfant mâle, parmi les esclaves nègres ou abyssins, qui serait saisi dans les villages ou conduit à l'une des agences de la police, sera, après affranchissement, envoyé et consigné par les bureaux des villes principales au Ministère des Finances, avec lequel ces bureaux s'entendront à cet effet. Quant aux enfants du sexe féminin, ils seront envoyés au Gouvernorat du Caire pour y être traités d'après les dispositions de l'article 27 du présent Règlement.

Art. 31. — Tout esclave affranchi, nègre ou abyssin, se trouvant en Nubie, sera employé, suivant son choix, dans les services agricoles, civils ou militaires, ou bien dans tout autre service qui sera jugé le plus convenable à son état, pour qu'il puisse pourvoir à ses moyens de subsistance.

Procédure à suivre par les tribunaux compétents à l'égard de ceux qui se livrent au trafic des esclaves nègres ou abyssins, ou à la mutilation des enfants nègres ou abyssins du sexe masculin.

Art. 32. — Tout individu sujet égyptien qui serait trouvé, soit en Égypte, soit dans ses dépendances en Afrique, exerçant directement ou indirectement le commerce des esclaves nègres ou abyssins, sera considéré, ainsi que ses complices, comme coupable de vol avec meurtre et traduit par-devant un conseil de guerre pour y être jugé.

Art. 33. — Sera également poursuivi devant un conseil de guerre, et comme assassin, tout individu qui serait trouvé se livrant à la mutilation der enfants nègres ou abyssins du sexe masculin.

Art. 34. — Tout individu exerçant le trafic des esclaves nègres ou abyssins sera, s'il se trouve au Caire, traduit par-devant le conseil du Ministère de la Guerre pour y être jugé et, à Alexandrie, par-devant un conseil de guerre convoqué par un des généraux résidant en cette ville; mais celui qui se trouvera dans les provinces de la haute et de la basse Égypte sera jugé par le conseil de guerre au Caire.

Art. 35. — Le trafic des esclaves blancs ou blanches sera absolument prohibé; cette prohibition sera mise en pleine exécution dans sept ans, à partir de la date de la conventiou du 4 août 1877, comme il résulte de l'article 3 du décret de S. A. Khédive, portant la même date.

Art. 36. — Tout marchand d'esclaves qui, après l'expiration du délai fixé par l'article 35 du présent Règlement, se permettrait de continuer le trafic d'esclaves blancs, sera condamné à la peine des travaux forcés, dont la durée pourra varier d'un minimum de cinq mois à un maximum de cinq années, suivant la décision du conseil de guerre et par analogie avec les dispositions de l'article 2 du décret du Khédive susrappelé.

Décret du Khédive interdisant le transport et le trafic des esclaves, du 1 janvier 1878.

Nous, Khédive d'Égypte, vu la convention signée à Alexandrie le 4 août 1877, entre le Gouvernement de S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et mon Gouvernement, relative à l'extinction du trafic des esclaves; vu les annexes de cette convention, avons décrété et décrétons;

Article Premier. — Est interdit le transport d'esclaves sur tout bâtiment, que ces esclaves soient matelots vu passagers, qu'ils soient destinés à être vendus ou à être échangés.

Art. 2. — Tout bâtiment pour le transport des esclaves ayant, par exemple, un étage ou un pont affecté à ce genre de transport, des fers, des barriques en plus grande quantité qu'il n'est nécessaire aux besoins de l'équipage et des voyageurs, sera considéré comme destiné au trafic des esclaves.

Art. 3. — Le transit des esclaves sur le territoire égyptien, par terre ou par eau, dans le but de les vendre ou de les échanger, tout dépôt d'esclaves sur un point quelconque du territoire, sont également interdits.

Art. 4. — Les juges que nous nommerons à l'effet d'appliquer les dispositions de la présente loi, exerceront leur mission sur quelque point que ce soit de notre territoire où ils pourront se trouver. Ces juges auront la faculté de désigner telle personne de leur choix pour les assister comme greffier.

Art. 5. — Quiconque aura qualité pour saisir un bâtiment, un dépôt ou un convoi d'esclaves devra, aprés saisie, remettre entre les mains du juge un procès-verbal de son opération, lequel sera affirmé par serment Le saisissant, s'il n'est pas au service du Gouvernement égytien, devra viser dans son procès-verbal l'article de la convention du 4 août 1877 en vertu duquel il aura procédé. Le procès-verbal contiendra: les noms des témoins, la description du bâtiment, la nature de la cargaison, l'effectif de l'équipage, le nombre des esclaves ou des passagers, s'il y en a.

Art. 6. Le juge citera devant lui, pour le jour et l'heure qu'il aura fixés, le saisissant, le saisi, les témoins et toute personne pouvant lui fournir des éclaircissements sur les faits de la cause. Les délais de cette citation seront de vingt-quatre heures au moins et de sept jours au plus, à partir de la date de l'affirmation du procès-verbal par serment.

Art. 7. — L'instruction de l'affaire pourra être faite oralement.

Art. 8. — La sentence ou juge sera définitive. Elle sera envoyée par les soins du juge à notre Ministre de la Justice.

Art. 9. — Le juge prononcera les peines ci-après, suivant la gravité des cas:

1° Confiscation du bâtiment, de la cargaison et des esclaves;

2° Amende de cinq cents francs au plus;

3° Emprisonnement de trois mois au plus;

4° Condamnation aux frais du procès, lesquels seront liquidés par le juge.

Art. 10. — Le juge aura la faculté de renvoyer les accusés devant un conseil de guerre.

Art. 11. — En cas de saisie arbitraire ou non justifiée, le saisissant pourra être condamné à payer à la partie lésée 50 centimes par jour et par tonneau et une indemnité de 3 % sur la valeur de la cargaison estimée par le juge.

Fait au Caire, le 1er janvier 1878. (Signé) *Ismaïl.*

Par le Khédive, le Ministre de la Justice. (Signé) *Chérif.*

Une convention conclue le 7 septembre 1877 entre les Gouvernements britannique et égyptien, relativement à la reconnaissance par l'Angleterre de la juridiction du Khédive, sous la suzeraineté de la Sublime-Porte, sur la côte des Somalis jusqu'à Ras-Hafoun, porte, en son article IV:

»En ce qui touche la traite des esclaves et la police maritime, le Gouvernement de S. A. le Khédive s'engage à prohiber toute exportation d'esclaves, à supprimer ce trafic (comme dans le reste de ses États) et à maintenir l'ordre public jusqu'à Berbera. Entre Berbera et Ras-Hafoun, le Gouvernement de S. A. le Khédive ne peut, quant à présent et jusqu'à l'époque où son autorité sera régulièrement établie le long de la côte,

que s'engager à user de tous les moyens en son pouvoir pour supprimer la traite des esclaves et maintenir l'ordre.«

(Voir plus haut les dispositions de ce traité relatives à la répression de la traite sur mer).

Abyssinie.

Le traité conclu le 3 juin 1884 entre l'Angleterre et le Négus (Martens, N. R. G., 2e série, tome X, p. 189), contient les dispositions suivantes:

»1° Le Négus s'engage à prohiber et à èmpêcher autant que possible l'achat et la vente des esclaves dans ses possessions;

»2° Il s'engage à prohiber et à empêcher autant que possible, dans ses possessions, l'importation et l'exportation des esclaves;

»3° Il s'engage à protéger, autant que possible, les esclaves libérés, et à punir sévèrement toute tentative de les molester ou de les réduire de nouveau en servitude;

»4° Sa Majesté Britannique ayant conclu des traités avec plusieurs États étrangers, traités qui permettent à ses officiers de saisir les navires étrangers employés au transport des esclaves par mer, elle s'engage à libérer tous les Abyssins détenus comme esclaves sur les navires capturés, et à les renvoyer dans les États du Négus.«

Madagascar.

Par le traité conclu le 27 juin 1865 avec le Gouvernement britannique, la Reine de Madagascar s'engage à employer tous ses efforts pour supprimer le commeree des esclaves, à empêcher que ce trafic ne soit fait par ses sujets, et à interdire à toute personne résidant dans son territoire, ou qui serait sous sa dépendance, d'encourager ce trafic ou d'y prendre part. Aucun individu venant d'au delà de la mer ne pourra être débarqué, acheté ou vendu comme esclave dans aucune partie du territoire de Madagascar.

Le 2 octobre 1874 (Royal Commission of fugitive slaves. — Report of the commissioners, 1876, p. 89), la Reine de Madagascar fit publier une proclamation portant ce qui suit:

»1° Tout individu importé de Mozambique à Madagascar depuis le 27 juin 1865 (date du traité avec l'Angleterre), ne sera pas plus longtemps esclave, mais sera compté parmi les sujets libres de la Reine;

»2° Il sera maître de retourner dans son pays ou de demeurer, comme sujet libre, à Madagascar;

»3° Tout individu qui détiendrait secrètement comme esclaves ces natifs de Mozambique ou qui refuserait de les rendre à la liberte, sera mis dans les chaînes pour dix ans.«

Mohilla et Anjouan.

L'Angleterre a conclu avec le Sultan de Mohilla (24 octobre 1882) et avec le Sultan d'Anjouan (10 octobre 1882) des conventions identiques, pour la suppression de l'esclavage et du trafic des esclaves.

»Art. Ier. — Le Sultan s'engage à interdire l'introduction ou l'importation

des esclaves dans son territoire, et à exécuter cette prohibition avec la vigilance la plus rigoureuse au moyen d'une loi. Toute personne venant dans ses possessions, ou qui y serait introduite, est et sera désormais absolument libre.

»Art. II. — Se réfère à la répression de la traite sur mer. (Voir plus haut).

»Art. III. — Le Sultan s'engage à interdire dorénavant la vente, l'achat et le transfert des esclaves dans ses possessions (le transfert des esclaves des personnes décédées à leurs héritiers bona fide est seul excepté).

»Art. IV. — Le Sultan s'engage à nommer un employé qui tiendra un registre de tous les esclaves de ses possessions, avec les noms de leurs maîtres et l'indication des transferts qui auront lieu en vertu de l'article III de la convention. Tous les esclaves non enregistrés dans les six mois, à partir de la date de cette convention, auront droit à la liberté.

»Art. V. — Le Sultan s'engage à désigner certains jours pour entendre les plaintes que les esclaves désireraient porter devant lui, et à permettre à tout esclave qui subirait une injustice ou de mauvais traitements de la part de son maître ou avec la complicité de celui-ci, d'en appeler à lui; dans le cas où l'injustice est flagrante, où les mauvais traitements seraient prouvés, l'esclave sera mis en liberté.

»Art. VI. — Le Sultan accorde au consul britannique ou à tout officier consulaire qui serait autorisé par lui à visiter ses possessions le droit de visiter tous les endroits du pays et d'y inspecter toutes les plantations; comme aussi d'avoir libre accès au registre des esclaves, d'entendre les plaintes des esclaves, d'appeler devant lui les plaignants et tout autre esclave qu'il désirerait interroger, avec leurs maîtres et les témoins nécessaires. Le Sultan enverra une personne désintéressée et compétente, avec la mission d'assister le consul dans ses enquêtes, et dans le cas où le consul ou l'officier consulaire trouverait que l'esclave a droit à son affranchissement en vertu de la convention, il pourra le libérer immédiatement.«

L'article dernier a trait à la suppression de l'esclavage:

»Art. VII. — Le Sultan s'engage, en outre, après un temps déterminé, c'est-à-dire à partir du 4 août 1889, à abolir complètement l'esclavage dans ses possessions. Il s'engage à promulguer une loi, dont le texte sera annexé au traité, ordonnant que l'institution de l'esclavage cessera d'exister dans ses possessions au dit jour du 4 août 1889, à partir de laquelle date tout individu dans le pays sera absolument libre.«

Se trouvent annexées au traité une ordonnance mettant en vigueur les prescriptions relatives à la suppression du trafic des esclaves, et une ordonnance déclarant qu'à partir du 4 août 1889, l'esclavage cessera d'exister dans les possessions du sultan, et que toutes personnes, jeunes ou vieilles, de tout âge, condition et nationalité, y seront absolument libres.

Zanzibar.

Le traité intervenu entre l'Angleterre et le Sultan de Zanzibar, le 5 juin 1873, dispose:

1° A partir de la date de la signature du traité, est interdite toute exportation des esclaves de la côte du continent d'Afrique, qu'ils soient destinés à être transportés d'un endroit des possessions du Sultan dans un autre ou dans un port étranger; tous les navires engagés dans le transport des esclaves à partir de cette date, seront soumis à la saisie et à la condammation par des officiers de la marine ou autres agents de Sa Majesté, et par toute cour que S. M. britannique autoriserait à cet effet;

2° Tous les marchés publics pour la vente des esclaves importés dans les possessions du Sultan seront absolument supprimés;

3° Les esclaves libérés seront protégés, et toute tentative de les réduire de nouveau en esclavage sera punie;

4° Il sera interdit aux individus originaires des États indiens sous la protection britannique, de posséder des esclaves et d'en acquérir de nouveaux à partir de la date de la signature du traité.

Proclamation.

»Au nom de Dieu clément et compatissant, Barjash Bin Saced, Sultan. A tous ceux de nos amis que cela peut concerner sur le continent africain ou ailleurs:

»Attendu que des esclaves sont amenés des territoires de Nyassa, du Yao et d'autres endroits à la côte et qu'ils y sont vendus à des marchands qui les transportent à Pemba, ce qui est contraire à nos ordres et aux stipulations des traités avec la Grande-Bretagne;

»Qu'il soit connu que nous défendos l'arrivée de caravanes d'esclaves de l'intérieur des terres et l'équipement de ces caravanes par nos sujets, que nous avons donné des ordres en conséquence à nos gouverneurs, et que tous les esclaves arrivant à la côte seront confisqués.

»Publié le 22 de Rabea el Awal 1295 (18 avril 1876).«

Proclamation.

»Au nom de Dieu clément et compatissant, Barjash Bin Saced, sultan. A tous ceux de nos amis que cela peut concerner sur le continent africain, l'île de Pemba et ailleurs;

»Attendu qu'en contravention à nos ordres et en violation des termes de nos traités avec la Grande-Bretagne des esclaves sont constamment amenés par terre de Kilwa dans le but d'être transportés dans l'île de Pemba;

»Qu'il soit connu que nous avons résolu d'arrêter et que nous défendons, par le présent ordre, tous transports d'esclaves sur terre et dans n'importe quelles conditions; et que nous avons chargé nos gouverneurs sur la côte de saisir et d'emprisonner les contrevenants à cet ordre ainsi que de confisquer leurs esclaves.

»Publié le 22 de Rabea el Awal 1293 (18 avril 1876).«

Il résulte de renseignements récents que le Sultan de Zanzibar vient de prendre les décisions suivantes:

1° Concession du droit perpétuel de visite sur les bâtiments de ses sujets;

2° Toute personne entrant sur son territoire, après le 1er novembre 1889, est déclarée libre;

3° Tout enfant né dans les possessions du Sultan, à partir du 1er janvier 1890, sera libre.

Mascate.

A la date du 14 avril 1873, le Sultan de Mascate a conclu avec le Gouvernement britannique un traité formulé en termes identiques à ceux du traitè signé avec Zanzibar, le 5 juin de la même année.

D'après un article de ce traité, le Sultan de Mascate déclare que tout individu entrant dans ses possessions et leurs dépendances, à partir de la date de la convention, sera libre.

Tunis.

Le traité conclu entre l'Angleterre et le Bey de Tunis, le 19 juillet 1857, stipule dans son article XXXVII:

». . . . . S. H. le Bey s'engage à faire observer et respecter le décret du 23 janvier 1846 abolissant pour toujours l'esclavage dans la régence, à employer tous les efforts pour découvrir et punir toutes les personnes qui agiraient contrairement à ce décret.«

Le décret du 23 janvier 1846 porte que le Bey a aboli l'esclavage dans toutes ses possessions, et qu'en conséquence il considère comme libres tous les esclaves qui se trouvent dans son territoire et ne reconnaît pas la légalité du fait de les retenir comme une chose appropriée. Tous les esclaves touchant le sol de son territoire en venant de terre ou de mer sont donc désormais libres.

Dahomey.

Le traité du 12 mai 1877, conclu entre l'Angleterre et le roi de Dahomey (P. P. Africa, n° I, 1878), contient un article relatif à la traite des nègres:

»Art. IV. — L'exportation des esclaves dans des pays étrangers est abolie pour toujours dans les territoires du roi de Dahomey, et la loi faite et proclamée conformément à un traité antérieur entre S. M. la Reine d'Angleterre et le Roi Gezo de Dahomey, sous la date du 13 juin 1852, continuera à être en vigueur.«

Traités conclus par l'Angleterre avec les chefs de la côte occidentale d'Afrique.

Un mémorandum de M. Wylde, surintendant du Département de la traite des esclaves et de la division consulaire au Foreign Office, adressé le 19 mars 1876 à la Commission royale pour les esclaves fugitifs, donne les renseignements suivants sur les traités conclus par l'Angleterre, à différentes époques, avec les rois et chefs de la côte occidentale d'Afrique:

L'Angleterre a conclu des traités avec presque tous les rois ou chefs indépendants de la côte occidentale d'Afrique, à peu près depuis le 12e degré de latitude nord jusqu'au 8e degré de latitude sud, ce qui est la limite

septentrionale des possessions portugaises sur la côte occidentale d'Afrique, reconnue par le Gouvernement de la Reine (1876).

Le plus grand nombre de ces traités sont rédigés sur un modèle uniforme, et en lisant deux ou trois d'entre eux, on a le type de tous les autres.

Ils tendent presque tous à l'abolition du trafic des esclaves seulement, qui à cette époque était pratiqué à un degré extrême sur cette côte.

Les rois dont il s'agit n'étaient souvent que de petits chefs, possédant une ville ou un village avec un territoire environnant de peu d'étendue, mais on a jugé nécessaire d'entrer en arrangement avec tous, dans le but de combattre efficacement le trafic des nègres. Quelques-uns de ces traités contiennent des clauses pour l'abolition des sacrifices humains et d'autres coutumes barbares, mais aucun d'eux ne touche à l'esclavage domestique.

Une liste alphabétique de ces traités, au nombre de 97 jusqu'en 1864, se trouve dans le volume intitulé: Instructions pour la suppression de la traite des esclaves, 1865. Un petit nombre de conventions est venu s'y ajouter depuis cette époque.

VI

Renseignements sur la législation intérieure de l'Empire ottoman en matière de trafic des nègres et d'esclavage.

Empire ottoman.

Lois et mesures administratives prises relativement à la vente, à l'exportation, l'importation et la mutilation des esclaves.

La législation en vigueur a pour base le firman impérial de janvier 1857 (Djemazi ul akhir 1275), adressé par le sultan Abdul Medjid au vice-roi d'Égypte.

Firman impérial promulgué le mois de Djemazi-ul-akhir de l'année de l'hégire 1273, an D[i] 1857, au sujet de la prohibition de la traite des nègres et des peines édictées contre les personnes qui exercent ce commerce et celles qui contreviennent à cette prohibition.

A mon illuste Vezir, Mehmed Saïd Pacha, Vali d'Égypte, porteur du titre élevé de Grand Vizir, décoré des insignes impériales de la 1re classe du Medjidié et du Nichan Imtiaz, ordonnons qu'il soit agi en conformité de nos ordres impériaux.

Le conseil des Ministres de mon Gouvernement impérial, après mûre délibération, a soumis à ma haute approbation la décision suivante:

»Les mesures édictées par mon Gouvernement impérial au sujet de la prohibition du commerce des esclaves noirs sont restées sans effet pratique sur certains points de mon empire, où ce trafic continue encore à être exercé.

Les souffrances et les tourments qu'endurent ces malheureux dans le désert depuis les endroits où ils sont pris jusqu'à leur arrivée au littoral font qu'un grand nombre succombent, tandis que les autres contractent, par suite de leur transfert subit de pays chauds dans des climats plus

froids, des maladies de poitrine et autres qui en enlèvent la plupart à la fleur de l'âge. Cet état de choses ayant atteint un degré incompatible avec les sentiments d'humanité, il est indispensable d'y mettre un terme en prohibant d'une façon absolue le trafic dont il s'agit. C'est pourquoi dorénavant, à partir de la réception du présent firman impérial, la sortie d'esclaves noirs du vilayet de Tripoli de Barbarie, qui sert de débouché à ce commerce vers la Méditerranée, dans n'importe quelle direction, sera rigoureusement interdite. La présente défense sera portée aussitôt à la connaissance des marchands d'esclaves du vilayet et de ceux qui sont dispersés dans l'interieur de l'Afrique. Toutefois, un délai de huit semaines sera accordé à ceux qui se trouvent dans des contrées aussi éloignées, après lequel la vente des esclaves qui seraient encore amenés ne sera plus permise dans le vilayet, et les marchands qui les apporteraient seront forcée aussitôt de les affranchir. Et comme le renvoi de ces esclaves libérés dans leur pays remettrait leur vie en danger, il y aura lieu de les installer sur place dans des habitations convenables et de leur fournir des moyens d'existence.

Si le fait d'enlever des esclaves des mains de leurs propriétaires constitue déjà une sorte de punition, il est cependant nécessaire d'aggraver cette punition en cas de récidive. Ainsi, pour la premiére fois, les délinquants de ce genre seront punis d'une année de prison, et si la même personne retombait dans la même faute, sa condamnation serait, à chaque récidive, majorée d'une année.

Ces mesures devront être également observées dans les villes et sur le littoral de la Méditerranée.

En conséquence, dès la réception de mes ordres impériaux, les esclaves noirs qui arriveraient dans n'importe quelle localité ne devront pas recevoir de libre passage vers un autre endroit, et les marchands seront contraints de les affranchir et de les installer dans des locaux convenables et de leur procurer des moyens d'existence.

Considérant qu'un délai de six semaines est suffisant pour la publication de la présente défense dans la Méditerranée, les navires de commerce ottomans qui, à l'expiration de ce délai, arriveraient dans les ports et échelles de la susdite mer, seront confisqués au profit de l'État, les capitaines seront emprisonnés et le fait sera référé à Constantinople. En outre, on forcera les commerçants à affranchir les esclaves arrivés et l'on avisera à leur procurer également une installation convenable et des moyens d'existence.

En même temps, les commandants des vaisseaux de ma flotte impériale qui naviguent dans la Méditerranée devront surveiller très attentivement cette question, et ils recevront des ordres sévères pour qu'à l'expiration du délai susindiqué, ils saisissent les navires chargés d'esclaves qu'ils recontreraient et les envoient à Constantinople.

En ce qui concerne la question de l'affranchissement des esclaves, elle ne se rapporte partout qu'aux esclaves que les trafiquants amèneront dans l'avenir; quant à ceux qui font depuis un certain temps partie de la propriété individuelle de chacun, il est naturel qu'ils resteront dans leur état

primitif autant que leurs propriétaires le désireront. Néanmoins ces derniers ne pourront plus acheter et vendre des esclaves par voie d'enchères, mais ils devront agir d'après une façon convenable, c'est-à-dire d'après une manière qui ne soit pas contraire aux lois de la commisération. Il y aura lieu d'expliquer ce point d'une façon claire et détaillée aux interessés.

La prohibition qui précède sera également exécutoire dans l'Arabie; un délai de trois mois ayant été fixé pour le golfe Persique, des navires de ma marine impériale, choisis parmi ceux qui se trouvent dans l'arsenal de Bassorah, en surveilleront l'exécution et saisiront pour compte de l'État les bâtiments avec cargaisons d'esclaves noirs qu'ils rencontreront après le délai susdit et en informeront mon Gouvernement.

Des ordres dans le sens qui précède seront communiqués aux valis de Bagdad et de Tripoli d'Afrique et des instructions identiques seront adressées aux autorités des îles et des ports de la Méditerranée.

Quoique la présente prohibition soit déjà en vigueur en Afrique, la défense actuelle ayant un caractère absolu, mes ordres impériaux devront y être confirmés à nouveau pour que les mesures arrêtées soient rigoureusement exécutées dans ces parages, tant envers les esclaves qui y seraient apportés qu'envers les trafiquants.

Les propositions qui précèdent du conseil des Ministres ayant reçu Ma Haute sanction impériale et des ordres en conséquence ayant été donnés aux autorités susnommées, toi aussi, qui es mon illustre vezir, donne à la réception du présent firman, et conformément à son contenu, des instructions en conséquence et fais empêcher, à partir de la date de la publication, la libre sortie des esclaves noirs des contrées qui se trouvent placées sous ton autorité éclairée vers n'importe quelle direction, et veille avec tout ton zèle et toute ton activité à l'exécution complète de la présente prohibition dans tout le territoire égyptien.«

Le firman fut adressé également aux gouverneurs généraux de Tripoli et de Bagdad.

A la même époque, des lettres viziriellles conçues dans des termes presque identiques ont été envoyées aux gouverneurs de tous les ports ottomans de la Méditerranée, de l'Adriatique, de l'Archipel et du golfe Persique.

La province de l'Hedjaz fut exceptée de cette prohibition.

Une lettre vizirielle adressée au pacha de Jeddah, le 27 décembre 1857, l'informe que le commerce des esclaves noirs a été aboli dans toutes les parties de l'empire du Sultan, et lui donne des instructions pour obliger le Kaima Kan de Massowa à cesser ce commerce.

Une lettre vizirielle du 21 juin 1859, au gouverneur de Jeddah, interdit strictement l'importation et l'exportation des esclaves venant de Massowa. (En mai 1865, Massowa fut placée sous l'administration du Khédive d'Égypte.)

Emir Namé relatif au commerce des esclaves, 24 août 1869 (1285)

»V. E. nous informe que les esclaves employés dans les maisons de

quelques habitants de Smyrne sont enlevés à leurs maîtres, et que leur affranchissement est réclamé.

Le commerce des esclaves étant en effet prohibé, il est nécessaire de faire des perquisitions chez ceux qui se livrent à ce trafic. Mais ceux qui ont des esclaves dont la possession remonte à une époque antérieure à cette prohibition, ou bien qui en achètent uniquement pour leur service particulier, et dont l'achat n'a soulevé aucune contestation, ne sont pas atteints par cette prohibition. Conséquemment, si les esclaves dont on réclame l'affranchissement ne sont pas de la catégorie de ceux qui servent à un trafic et ne doivent pas être vendus, il n'est pas nécessaire de les reprendre à leurs maîtres et de les affranchir. V. E. est priée de répondre dans ce sens aux réclamations. — (Signé) Aaly.«

Circulaire adressée aux gouverneurs généraux de l'empire, Rebiul-evel 1287 (1871), concernant la nomination d'une commission destinée à arrêter les navires égyptiens soupçonnés de faire la traite des esclaves.

»D'après certaines informations, les bateaux de la Compagnie égyptienne Azizié, servant parfois au transport des esclaves, une commission mixte, composée d'officiers de marine, a été instituée à l'effet d'inspecter les bateaux égyptiens qui quittent les ports de l'Égypte et de leur délivrer un certificat constatant qu'ils n'ont point embarqué d'esclaves. S. A. le Khédive, en donnant, par écrit, communication de la mesure qui vient d'être prise, demande en même temps à être informé si l'on découvre, à l'arrivée des bateaux égyptiens dans les autres ports de l'empire ottoman, que les officiers et employés des susdits bateaux ont osé transporter des esclaves.

Cette mesure ayant été prise en vue d'assurer les moyens de faire observer la prohibition officielle du commerce des esclaves, elle doit être l'objet de la plus grande attention. Les ordres nécessaires ont été donnés aux vilayets du littoral. V. E. est aussi priée d'exercer la plus rigoureuse surveillance, et dans le cas où l'on découvrirait des esclaves à bord d'un des bateaux de la susdite Compagnie, de le faire savoir à la Sublime Porte, avec le nom du bateau, ainsi que les nom et prénoms du capitaine — (Signé) Aaly.«

Circulaire adressée aux gouverneurs généraux des vilayets de l'empire, Djemazi-ul-evel 1288 (1872), concernant la fermeture des marchés d'esclaves.

»Il est à la connaissance de Votre Excellence que, par décret impérial, le marché des esclaves a été précédemment fermé, et la corporation des marchands abolie. Cependant cette corporation, se constituant petit à petit, est parvenue actuellement à former de nouveau des marchés.

Ceci occasionne une foule d'abus. L'expérience des faits prouve qu'on ne pourra pas faire respecter la prohibition du commerce des esclaves tant qu'il n'y aura pas de peines édictées contre ceux qui organisent des marchés. Il est vrai que ces actes des marchands d'esclaves, constituant une infrac-

tion aux ordres de l'autorité, il existe dans le Code pénal des dispositions qui pourraient être appliquées aux coupables; mais dans ce cas, les peines auxquelles on pourrait les condamner ne seraient pas suffisantes, d'autant plus que les mesures comminatoires prescrites formellement dans l'ordonnance impériale contre les trafiquants d'esclaves ne sauraient être efficaces sans une juste punition des coupables.

Le Conseil d'État, saisi de cette affaire, a décidé la fermeture des marchés d'esclaves à Constantinople et dans les provinces. De plus, ceux qui organiseront de nouveau des marchés d'esclaves et se livreront à ce commerce prohibé seront passibles, pour une première fois, d'un emprisonnement d'un an. Cette peine sera doublée en cas de récidive.

Cette décision ayant été communiquée à tous les vilayets, Votre Excellence est priée de s'y conformer, et d'agir en conséquence. — (Signé) Aaly.«

Tripoli.

En octobre 1859, des lettres vizirielles furent envoyées au gouverneur général de Tripoli et au pacha de Salonique, lesquelles constatent l'usage qui s'est établi de transporter et d'importer des esclaves nègres sous le prétexte qu'ils sont des passagers libres, et ordonnent qu'une enquête soit faite dans tous les cas où des nègres, quel que soit leur sexe, quittent Tripoli ouest, dans le but de s'assurer s'ils sont réellement libres ou non. Il est enjoint au pacha de Salonique de libérer tous les nègres arrivant dans sa province, s'il est découvert que ce sont des esclaves.

Une lettre vizirielle du 3 juin 1869 enjoint de nouveau au gouverneur de Tripoli de réprimer le trafic des nègres esclaves.

Vers le mois de mai 1889, des instructions lui ont été données pour interdire aux caravanes d'esclaves l'entrée du territoire tripolitain et l'envoi d'esclaves de Tripoli à Constantinople.

En exécution de ces ordres, le gouverneur général envoya une circulaire aux autorités de la Tripolitaine.

Circulaire concernant l'interdiction absolue de la traite des esclaves, adressée par le gouverneur général de la Tripolitaine à tous les chefs d'administration dans toutes les dépendances du vilayet, le 21 mai 1889.

»Des lettres spéciales, concernant la prohibition sévère de la traite des esclaves nègres, ont été publiées à plusieurs reprises.

Le Gouvernement considère cette question comme très urgente; la susdite interdiction doit donc être absolument observée par l'exécution des règlements spéciaux, décrétés par le firman impérial, et conformément aux ordonnances vizirielles édictées à cet effet.

Il est du devoir de tout employé du Gouvernement de déployer son zèle, sa fidélité et sa sollicitude en veillant expressément et avec une active attention à l'exécution des ordonnances, afin qu'il n'y ait pas dans l'intérieur du vilayet un seul esclave qui soit acheté ou vendu, et qu'il n'en soit importé ou exporté de n'importe quelle manière, en quelque endroit ou vers quelque endroit que ce soit.

Si la vente, l'achat, l'importation ou l'exportation d'esclaves ont eu lieu en secret, on devra rechercher et arrêter l'individu qui retient l'esclave, ou le maître qui le possède, quel qu'il soit. Le Gouvernement, après avoir émancipé les esclaves, devra les envoyer tous à la résidence du vilayet, après en avoir dûment informé les autorités supérieures.

Conformément aux divers firmans décrétés à plusieurs reprises par S. M. le Sultan, les contrevenants, aussi bien ceux qui amèneront des esclaves que ceux qui exerceront la profession de marchand d'esclaves, encourront, pour la première fois, la peine de l'emprisonnement pour le terme d'un an; si dans la suite un seul ou plusieurs associés en commun se rendaient de nouveau coupables dudit trafic, pour chaque récidive il leur sera ajouté une année d'emprisonnement.

L'exécution dudit décret impérial devra être faite ponctuellement et sans aucun retard.

Les noms et profession des coupables, ainsi que la date de leur emprisonnement, devront être notifiés à la résidence du vilayet.

Le commerce illicite des esclaves nègres, défendu et désapprouvé par la loi religieuse, et entièrement prohibé par le Gouvernement, ne devant plus exister, tout employé a le devoir de prendre les mesures opportunes afin que ce commerce illicite ne puisse plus s'opérer en aucune manière.

En conséquence, le public en ayant été informé par de nouvelles annonces et par des circulaires, tout employé supérieur ou subalterne qui, par inattention ou insouciance, se trouverait avoir enfreint les ordres et la volonté du Souverain en cette matière, sera puni.

Si dans la résidence ou dans les dépendances de ce vilayet les employés, cheiks, indigènes ou tout autre habitant, après avoir été secrètement informés d'une importation d'esclaves, quel que soit leur nombre, ou d'une exportation faite pour Constantinople ou pour d'autres pays, n'arrêtaient point les coupables à leur passage pour les faire punir et emprisonner, ils seront, pour le seul fait d'avoir toléré ce trafic, punis conformément à l'article 122 de la loi correctionnelle, sans qu'aucune excuse ou aucun prétexte puisse être admis.

Cet article est ainsi conçu:

»Les employés subalternes qui, par négligence et sans aucune raison valable, se trouvent en défaut d'exécuter les avertissements et les ordres qui leur auraient été donnés par leurs chefs, concernant les devoirs de leur charge, seront passibles d'une retenue d'un mois de leurs appointements, et si c'est par désobéissance qu'ils n'ont pas exécuté les ordres de leurs supérieurs, ils seront renvoyés de leur poste et subiront une punition. Si, à cause de retard dans l'accomplissement des ordres reçus ou de refus de les exécuter, il résultait un préjudice pour le pays ou pour le Gouvernement, ceux qui auraient été la cause de pareil préjudice seront, outre leur punition, passibles des peines auxquelles la loi les condamne.«

Ceci afin que vous sachiez que tout employé coupable de la moindre négligence ou insouciance à ce sujet sera certainement condamné, en conformité de l'article que nous avons ici mentionné. Il est donc à remar-

quer que, dans cette question, la moindre négligence ou la moindre omission entraînera des conséquences funestes.

C'est pourquoi il est d'une urgence absolue de prêter une vigilance et une attention spéciales à ce que, dans vos circonscriptions, l'importation aussi bien que le commerce des esclaves soient sévèrement et absolument interdits, et que toutes les mesures nécessaires soient prises dans le but de prévenir entièrement et minutieusement ledit trafic, afin de le supprimer complètement.

Vous me tiendrez donc au courant de tout ce qui aura été fait dans votre district, ainsi que de tout ce qui pourrait arriver à ce sujet, et ce au fur et à mesure qu'un fait surviendra, vous gardant bien d'enfreindre ces ordres, la responsabilité étant des plus graves.

Nous vous en avertissons cette fois d'une manière spéciale, en confirmant et réitérant ces ordres, afin que vous agissiez en conséquence.«

Le gouverneur du Fezzan répondit par le rapport suivant, adressé au gouverneur général de Tripoli, le 4—16 juin 1889:

»Au reçu de la communication de V. E. en date du 21 Ramazan 1306, n^{0} 22, concernant la défense du commerce et de l'importation d'esclaves, et m'enjoignant de prendre les mesures nécessaires à ce sujet pour confisquer les esclaves importés, en leur rendant la liberté, et pour édicter des mesures pénales à cet égard en même temps qu'elle m'ordonnait d'envoyer ceux qui seraient pris en flagrant délit du commerce d'esclaves aux chefs-lieux du vilayet, j'ai réuni chez moi les négociants et autres notables, et leur ai donné lecture de la dite communication.

»J'ai également envoyé des copies de ce document aux districts se trouvant sous ma juridiction, en ordonnant que lecture en soit faite dans les bourgades de Gatte, et que l'on se fasse délivrer par les commerçants et notables du pays une déclaration établissant qu'ils ont pris connaissance de l'arrêt dont il s'agit.

»En outre, j'ai donné ordre aux gérants du Kaymaramat de Gatte de me faire savoir l'arrivée à Ayra de la caravane du Soudan, afin d'y déléguer un fonctionnaire accompagné de la force nécessaire pour opérer les recherches.

»Copies de la même ordonnance de V. E. ont été transmises au chef du pays d'Ayr, Belho, ainsi qu'au chef du pays de Bender.

»J'ai également donné ordre à tous les négociants de communiquer par écrit cette décision du Gouvernement ottoman à leurs correspondants du Soudan.

»Une autre copie de la susdite ordonnance de V. E. a été envoyée, avec les recommandations nécessaires, à Mina Adam, chef du pays de Vakavar, de même qu'aux commerçants tripolitains et autres, dans la partie nommée Bournou du Soudan.«

Note sur la législation pénale ottomane en matière de trafic d'esclaves.

Le Code ottoman ne contient aucun texte de loi spécial relatif à la vente, au transfert, à l'exportation, l'importation, la mutilation des esclaves.

Le firman impérial de janvier 1857 punit la vente des esclaves d'une année de prison; en cas de récidive, la peine sera chaque fois majorée d'une année.

La force obligatoire de cette disposition est contestée à Constantinople, parce que firman étant un rescrit adressé à un gouverneur de province, il ne peut avoir aux yeux de la justice force de loi. C'est le Code pénal, dit-on, qui doit former la base des sentences des tribunaux. Il ne contient pas de dispositions formelles à cet égard, et l'on ne peut appliquer que l'article 254 (livre III) concernant les contraventions aux mesures de police, et ainsi conçu:

»Sont punis d'une amende d'un quart jusqu'à cinq quarts de medjidié d'argent (. . . . les contrevenants aux règlements concernant l'éclairage, la voirie, les égouts, le balayage, etc.), ceux qui ne se seront pas conformés aux règlements municipaux et administratifs.«

Le maximum de l'amende imposée de ce chef est donc de 6 francs environ.

Dans les provinces, les tribunaux appliquent parfois les pénalités édictées par le firman de 1857, mais il n'en a jamais été ainsi dans la capitale de l'Empire.

Toutefois le tribunal de Tripoli ayant condamné récemment un trafiquant d'esclaves à un an de prison, conformément au firman, la Cour d'appel de Constantinople par-devant laquelle l'affaire a été portée a confirmé le premier jugement.

Quant à la mutilation des esclaves, elle n'est prévue par aucun article du Code. Le seul texte de loi qui pourrait être appliqué, le cas échéant, est l'article 177. Voici le texte de cet article:

»Art. 177. — Quiconque aura fait des blessures ou porté des coups, de manière à occasionner l'amputation ou la perte de l'usage d'un membre, sera condamné à payer les frais de traitement ainsi que le prix du sang fixé par le jugement; il sera en même temps puni des travaux forcés pendant trois ans; lorsqu'il y a eu préméditation dûment constatée, la durée de la peine sera élevée jusqu'à dix ans.«

3.

ALLEMAGNE, ARGENTINE, AUTRICHE-HONGRIE, BELGIQUE, BOLIVIE, BRÉSIL, CHILI, COLOMBIE, COSTA-RICA, DANEMARK, ESPAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, GRÈCE, GUATÉMALA, HONDURAS, ITALIE, MEXIQUE, PAYS-BAS, PORTUGAL, ROUMANIE, RUSSIE, SALVADOR, SERBIE, SUÈDE ET NORVÈGE, SUISSE, URUGUAY, VÉNÉZUÉLA.

Négociations diplomatiques du Gouvernement Italien pour la convocation d'une Conférence internationale afin de rediger un projet de règlement conventionnel de quelques points du droit international privé, du 16 septembre 1881 au 28 juin 1885.

Documenti Diplomatici presentati alla Camera dal Ministro degli Affari esteri (Mancini) 1885. Roma 1885.

1.

Il Ministro degli affari esteri ai Rappresentanti di S. M. in Aja, Atene, Berlino, Berna, Bruxelles, Buenos Aires, Copenaghen, Lima, Lisbona, Londra, Madrid, Parigi, Pietroburgo, Rio Janeiro, Santiago, Stoccolma e Vienna.

Roma, 16 settembre 1881.

Signor . . . . . ,

Nel 1867 ebbi dal rimpianto Rattazzi l'onorevole incarico di intraprendre, presso alcui governi, negoziati confidenziali con lo scopo di fissare, in quella misura che le circonstanze avessero potuto consentire, alcune norme comuni, circa la condizione civile degli stranieri, la estensione e la garantia dei loro diritti, e la più facile loro partecipazione ai beneficii delle rispettive legislazioni.

Quale fosse precisamente il concetto fondamentale di quel primo nostro tentativo, apparisce dalla qui acclusa Memoria, che riproduco dalle carte di quel tempo.

Un complesso di condizioni non propizie impedì che le trattative, aperte per mio mezzo a Parigi, a Bruxelles e a Berlino, procedessero oltre uno stadio affatto iniziale, benchè la proposta in massima trovasse favorevole accoglimento; nè dipoi la questione fece notevoli progressi. Più tardi, nel 1875, il governo olandese ripigliava, per conto suo, l'iniziativa, ristretta però alla determinazione di regole comuni sulla competenza ratione personae, per agevolare la esecuzione deigiudicati stranieri. Anche nel 1877 un illustre uomo politico e giureconsulto italiano, appositamente inviato, affermava, per incarico del regio governo, presso alcuni

gabinetti il costante proposito nostro di conseguire la soluzione dell'importante problema.

Avrei ora in animo di riassumere la trattazione; e penserei che l'intento possa più facilmente raggiungersi qualora, senza aspirare ad un troppo seducente ideale, quale sarebbe un generale accordo includente tutte o quasi tutte le nazioni straniere, si procedesse modestamente, per accordi particolari, secondo che il convincimento nostro, circa la utilità della vagheggiata opera, si trasfonda in altri governi aventi con noi maggior affinità di leggi e di tradizioni. E neppure sarebbe, a nostro avviso, da volersi, ad ogni patto, un accordo che abbracci tutte le materie sulle quali possa sembrare desiderabile la determinazione di regole convenzionali; imperocchè anche in questa, come in ogni altra cosa umana, importa che non si rinunci a quanto fin d'ora è attuabile, per vaghezza di più ampio beneficio. Anzi noi portiamo opinione che, quando l'accordo si stringa sopra alcuni punti l'evidenza pratica del vantaggio che reciprocamente se ne ricaverà non mancherebbe di facilitare, con efficacia maggiore d'ogni ragionamento, la stipulazione di accordi anche sugli altri punti; ed altresì che l'esempio dei primi Stati contraenti eserciterà favorevole influsso sugli altri, di guisa che, come già avvenne pei telegrafi, per le poste e per simili altre materie commerciali, anche nel campo della legislazione verrà man mano allargandosi la cerchia di quella che potrebbe con ragione appellarsi confederazione di civiltà e di progresso.

Non ho mestieri di additarle la speciale importanza dell'argomento; nè d'altra parte me ne dissimulo le difficoltà non lievi. Però sono agli occhi miei pegno di riuscita la evidenza dello scopo altamente civile cui si mira, e l'elevato senno degli uomini che costì reggono la pubblica cosa.

Il còmpito, che per ora Le si commette, è quello di scandagliare le disposizioni di codesto governo circa i concetti espressi in questa circolare e nell'acchiusa Memoria. Qualora quei concetti trovassero evidente favore, ed Ella me ne porgesse la ben gradita assicurazione, io mi affretterei ad impartirle più precise e minute istruzioni, segnatamente su quei punti pei quali l'accordo Le sembrasse costì più agevole e più desiderato.

Raccomandandole in ispecial modo il presente soggetto, colgo l'occasione per rinnovarle, ecc.

Firmato: ***Mancini.***

(Annesso)

Memorandum.

Les jurisconsultes et les hommes d'Etat ont dû constater avec regret l'état incontestable d'imperfection des rapports internationaux, pour ce qui regarde la condition civile des étrangers, l'étendue et la garantie de leurs droits, et leur participation aux bienfaits des législations respectives.

Un pareil état de choses est malheureusement inévitable tant que fera défaut un système de règles fondamentales acceptées en commun et consenties par les puissances. Ce moyen seulement pourrait faire cesser les

incertitudes et les oscillations inhérentes à la jurisprudence de chaque pays, sous l'influence des différentes législations.

Il suffit de rappeler quelques exemples pour qu'on puisse apprécier, à leur juste valeur, les inconvénients dont il est question.

Dans plusieurs pays de l'Europe la loi qui règle l'état et la capacité de la personne, — en d'autres termes, le statut personnel, — consiste dans la lex domicilii, c'est-à-dire, la loi du lieu où l'individu fixe ou transporte son domicile ou son établissement principal, sans aucun égard à sa nationalité.

C'est au Code Napoléon, par contre, que revient le merite d'avoir été le premier à faire dépendre le statut personnel dès Français de leur loi nationale, en les couvrant de sa protection dans tous les pays étrangers où ils se transportent. Cette substitution rationnelle du principe de la nationalité au principe entièrement accidentel et empirique du domicile, nécessairement variable, a été également introduite dans d'autres législations modernes et dans le nouveau Code civil italien.

Mais ces règles différentes amènent souvent un conflit insoluble entre les législations de deux pays, dont l'une fait dépendre l'état civil et la capacité d'un individu des dispositions législatives en vigueur dans l'Etat où il a son domicile, tandis que l'autre les règle d'après la nationalité d'origine.

La même contestation a lieu au sujet d'un Français ou d'un Italien qui naît en Angleterre ou dans l'Amérique du Sud; car celui-ci, devant la législation de son pays, est considéré comme national et suit la condition de son père, tandis qu'au contraire la législation anglaise, brésilienne, etc., considère le même individu, comme Anglais ou Brésilien par le simple fait de sa naissance sur le territoire de ces pays.

Une femme française ou italienne, qui se mariait avec un Anglais, perdait l'état personnel d'origine en vertu des lois de son pays; elle ne pouvait, cependant, acquérir en même temps l'état personnel du mari, car la législation anglaise, jusqu'aux dernières années, n'accordait point la nationalité anglaise à la femme étrangère qui épousait un Anglais.

La perte de la nationalité française ou italiene pour une des causes prévues dans les codes respectifs, ou bien la naturalisation française accordée à un Italien, ou enfin la naturalisation italienne accordée à un Français, produisent des effets simplement individuels, d'après l'esprit de la législation et la jurisprudence de la France, c'est-à-dire des effets qui ne s'étendent pas à la femme et aux enfants mineurs de cet individu, qui ne subissent pas le moindre changement dans cette espèce de droits, qualifiés à juste titre de très-personnels; et pourtant, d'après le Code civil italien, ce changement d'état s'applique en même temps à la femme et aux enfants mineurs de cet individu, qui acquièrent, eux aussi, la nationalité nouvelle du père. On aurait ainsi un conflit inextricable entre la France et l'Italie, chacune des deux magistratures devant attribuer aux mêmes individus une nationalité différente.

Si nous passons au régime des biens, des actes et des successions, l est facile de multiplier les exemples de semblables contradictions. Il

suffira d'indiquer qu'au sujet des biens meubles la règle professée par les jurisconsultes, d'après laquelle mobilia sequuntur personam, reçoit dans les différents pays un sens et une application différents: ainsi quelques-uns de ces pays appliquent à la fortune mobilière la même loi du statut personnel, c'est-à-dire de la nationalité du propriétaire, tandis que d'autres appliquent la loi du lieu de son domicile actuel, où par une ancienne fiction juridique ils sont censés exister.

Pour ce qui concerne les actes, si la règle »locus regit actum« est généralement acceptée quant à leur forme extérieure (sauf quelques exceptions et le caractère purement facultatif de cette règle), on trouve cependant une grande incertitude dans la loi qui doit régir le fond ou la substance de l'acte.

Enfin, relativement aux successions immobilières, on se trouve en présence de deux systèmes: déférer la succession d'après la loi en vigueur dans le pays où les immeubles sont situés, en vertu d'une autre fiction juridique »tot haereditates quot territoria«; ou bien considérer le droit de succession comme l'émanation du droit de propriété combiné avec le droit de famille, et soumettre en conséquence, sans distinction, l'universum jus de la succession mobilière et immobilière à une loi unique, la loi nationale du défunt, sauf les exceptions et les prohibitions qui peuvent exister dans les lois d'ordre public du territoire où les immeubles sont situés, comme dans le cas où ces lois défendent la création des fideicommis, la main-morte, etc.

Le nouveau Code civil italien, dans ses dispositions préliminaires, a voulu, il est vrai, substituer aux traditions plus ou moins arbitraires et élastiques de la jurisprudence des règles fixes, qui ont été rédigées en autant d'articles de loi par moi-même, en ma qualité de rapporteur de la sous-commission chargée de ce travail.

Mais, ces règles n'étant obligatoires que pour la magistrature italienne, il est clair qu'on ne pourra faire cesser, ou du moins atténuer les inconvénients et le danger d'un état de choses si anormal, qu'en arrivant à stipuler entre les différents pays une ou plusieurs conventions, destinées à régler spécialement cette matière, et à déterminer, par des accords plus ou moins uniformes, quelques articles précis qui rendent obligatoire l'application aux personnes, aux choses et aux actes étrangers de l'une ou de l'autre des législations en conflit.

Il existe, à la vérité, de ces règles qu'on peut puiser dans les livres et les recueils de jurisprudence; quelques-unes, en nombre fort restreint, sont insérées dans des conventions spéciales, quant à l'abolition des droits d'aubaine, à la forme des actes et des testaments, aux hypothèques, et à l'exécution des jugements étrangers.

Mais les avantages produits par ces accords, là où ils existent, bien qu'ils ne constituent pas un système rationnel et complet, laissent néanmoins entrevoir combien serait profitable la conclusion de conventions qui embrasseraient un règlement général et systematique des rapports juridiques, protégeant les intérêts privés dans la société internationale; bien entendu, dans le cas où ils seraient établis sur des principes de justice,

et dans le but de donner à tous les citoyens des Etats contractants la plus grande jouissance de ces bienfaits, et non d'après des considérations plus ou moins relatives et accidentelles.

Mancii.

2.

Il R. Ministro in Bruxelles al Ministro degli affari esteri.

Bruxelles, 22 settembre 1881.
Ric. il 25.

Signor ministro,

Ho l'onore di segnare ricevuta del pregiato dispaccio delli 16 corrente (1), col quale V. E. mi commetteva di scandagliare l'animo del governo belga circa l'intenzione che Elle avrebbe di rinnovare, presso alcuni gabinetti, le trattative confidenziali già iniziate nel 1867 con lo scopo di fissare talune norme comuni circa la condizione civile degli stranieri.

Compreso dall'importanza di questo nobile concetto di V. E., ed animato dal desiderio di coadiuvarlo per quanto sta in me, non ho voluto perdere un solo istante ad andarne intrattenere il signor Frère-Orban.

Il presidente del consiglio di S. M. il Re Leopoldo prestò la massima attenzione alle cose che gli dissi nel rimettergli il memorandum inviatomi col precitato dispaccio del 16 corrente. Il signor Frère-Orban mi espresse senza ambagi il suo alto apprezzamento della grande idea di cui V. E. vorrebbe farsi iniziatore; ma mi osservò che, non ostante i suoi personali sentimenti, non poteva pronunciarsi senza un maturo esame della grave questione sottoposta al suo giudizio, nè prendere una determinazione senza consultare il suo collega guardasigilli, l'eminente signor Bara, ora assente dalla capitale.

Non trascurerò alcun mezzo per indurre questo governo a fare la miglior accoglienza alla proposta della quale sono stato incaricato, e la cui attuazione assicurerebbe un nuovo titolo di gloria al nome già tanto illustre di Vostra Eccellenza.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Maffei.*

3.

Il R. Incaricato d'affari in Berlino al Ministro degli affari esteri.

Berlino, 29 settembre 1881.
Ric. il 2 ottobre.

Signor ministro,

Conformemente agli ordini imparitimi dall'E. V. col dispaccio del 16 corrente (2), mi son fatto premura di intrattenere questo sotto-segretario

1) V. il doc. n. 1.
2) V. il doc. n. 1.

di Stato dei concetti da Lei svolti nel precitato dispaccio e nel memorandum ivi annesso, intorno alla proposta di fissare, mercè accordi particolari con le potenze, alcune norme comuni circa la condizione civile degli stranieri. No ho mancato di ricordare come siffatta proposta avesse trovato favorevole accoglimento anche presso il gabinetto di Berlino sin dal 1867; ed ho in pari tempo espresso la speranza che oggi pure essa fosse per incontrare qui uguale favore. Affin di rendere più facile il compimento dell'opera, laddove non fosse possibile per ora di conseguire un accordo su tutte le materie che formano l'oggetto della nostra proposta, noi ci saremmo contentati di aprire trattative soltanto sovra alcuni punti di essa. La stipulazione di accordi ulteriori sugli altri punti potrebbe, a parer nostro, aver luogo quando con l'andar del tempo, e mercè i portati dell' esperienza, si sarà fatta maggiormente palese l'utilità pratica dell'opera. E per fornire al sotto-segretario di Stato lo schema dei concetti additati dall'E. V., gli ho rilasciato copia del memorandum, che era unito al dispaccio ministeriale.

Il signor Busch mi ha ringraziato della comunicazione fattagli, ed ha altresì apprezzato il pensiero altamente civile che informa la proposta della E. V. Mi ha però soggiunto che per ora non era in grado di manifestare in proposito il giudizio del suo governo. Prima di far ciò, era necessario d'interrogare il ministro della giustizia per vedere se lo stato della legislazione di questo paese consente che si proceda all'accordo da noi proposto. Non mi ha frattanto nascosto che, per emettere un qualsiasi parere, questo governo aveva bisogno di sottoporre ad un ponderato esame l'argomento in discorso; ciò che avrebbe richiesto del tempo.

Sarà mia cura di sollecitare all'occorrenza la cosa e di farne rapporto all'E. V.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Tugini.*

4.

Il R. Ministro in Bruxelles al Ministro degli affari esteri.

Bruxelles, 30 settembre 1881.
Ric. il 5 ottobre.

Signor ministro,

Ho l'onore di informare Vostra Eccellenza, che, essendo alla vigilia della mia partenza per profittare del congedo ch'Ella si compicque accordarmi, mi sono recato al ministero degli esteri affine di avere qualche ulteriore informazione circa la comunicazione, da me fatta, del memorandum relativo alla condizione civile degli stranieri; di che mi ero affrettato, col rapporto del 22 corrente (1), a ragguagliare V. E. Il signor Frère è di nuovo assente da Bruxelles; il direttore politico signor Orban mi disse

1) V. il doc. n. 2.

che quel memorandum era stato subito dal signor Frère consegnato personalmente al ministro di grazia e giustizia, signor Bara, il quale accoglieva assai favorevolmente il pensiero di un accordo conforme ai desideri di V. E., che aveva avuto l'onore di conoscere, e che apprezzava come una illustrazione europea del giure internazionale.

Gradisca, ecc.

Firmato: ***Maffei.***

5.

Il R. Incaricato d'affari in Berna al Ministro degli affari esteri.

Berna, 3 ottobre 1881.
Ric. il 6.

Signor ministro,

Rispondendo al dispaccio di Vostra Eccellenza del 16 settembre (1), ho l'onore di far noto che il signor Welti, capo del dipartimento federale di giustizia e polizia, ebbe stamani a dichiararmi verbalmente, dopo sommario esame della questione, essere egli disposto, nella detta sua qualità, a far buona accoglienza alle proposte che il regio governo avesse a presentargli allo scopo di addivenire ad un accordo fra l'Italia e la Svizzera, il più esteso possibile, sulle varie materie che costituiscono il diritto internazionale privato. Egli mi informava, in questa circonstanza, che il Consiglio federale sta discutendo, ora appunto, col governo di Germania un trattato sopra alcuni punti relativi a quell'argomento, e fra gli altri a quello del foro per il divorzio e quindi della esecuzione da darsi, nei due Stati, alle sentenze di tal natura pronunziate rispettivamente, in confronto dei cittadini dell'uno e dell'altro, dai tribunali dello Stato dove questi risiedono, ma al quale non appartengono.

Posso aggiungere che il signor Welti applaudì al concetto formulato dal regio governo, e ne considerò l'effettuazione come un progresso di gran momento nel campo della legislazione internazionale.

Aspetterò gli ulteriori ordini che all'E. V. piacerà di impartirmi su questo oggetto.

Gradisca, ecc.

Firmato: ***Riva.***

6.

Il R. Incaricato d'affari in Madrid al Ministro degli affari esteri.

Madrid, 30 settembre 1881.
Ric. il 6 ottobre.

Signor ministro,

Con dispaccio ministeriale del 16 settembre corrente (1), l'Eccellenza Vostra davami istruzione di scandagliare le disposizioni di questo governo

---

1) V. il doc. n. 1.

per giungere ad accordi che stabiliscano norme comuni circa la condizione civile degli stranieri, la guarentigia dei loro diritti e la più facile loro partecipazione ai benefici delle legislazioni rispettive.

Ebbi oggi occasione propizia per discorrere a lungo sull'argomento col ministro di grazia e giustizia, che gode fama in Ispagna d'insigne giureconsulto, e di svolgergli i concetti espressi d'all'Eccellenza Vostra. Il mio interlocutore rispose di accettare, in massima, con viva compiacenza la proposto fattagli, e di essere lieto d'adoperarsi per tentare di raggiungere uno scopo nobilisimo, che sarebbe dovuto all'iniziativa d'insigne giureconsulto che altamente onora e stima. Soggiunse che il momento attuale è assai propizio per gli accordi desiderati, riforme rilevanti essendo imminenti nella legislazione spagnuola, segnatamente colla pubblicazione d'un nuovo Codice civile, pel quale si stanno attualmente facendo gli studi; i principali codici vigenti in Europa servono di guida, segnatamente il Codice italiano e l'austriaco, eziandio redatto in gran parte da scienziati italiani. Mi pregò di lasciargli copia del memorandum annesso al dispaccio, desiderio al quale potei corrispondere immediatamente, avendolo previsto. Finì il suo dire assicurandomi che sottoporrebbe la proposta italiana a serio esame nella commissione legislativa, ora riunita, e della quale egli è presidente, e che a suo tempo m'inviterebbe ad una conferenza nella quale m'esporrebbe i suoi concetti sui punti principali da discutersi, per pormi così in grado di chiedere, occorrendo, all'Eccellenza Vostra ulteriori istruzioni e schiarimenti.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Terzaghi.*

7.

Il R. Incaricato d'affari in Londra al Ministro degli affari esteri.

Londra, 6 ottobre 1881.
Ric. il 9.

Signor ministro,

Profittando dell'udienza che ebbi ieri l'altro da lord Granville, gli esposi, col maggior impegno, i concetti espressi nella circolare di Vostra Eccellenza in data del 16 settembre ultimo[1]), nella quale Ella dichiarava d'avere in animo di riassumere negoziati allo scopo di fissare, almeno sopra qualche punto, con accordi internazionali particolari, alcune norme comuni circa la condizione civile degli stranieri, la estensione e la garantia dei loro diritti, e la più facile loro partecipazione ai benefici delle rispettive legislazioni.

Dopo averne tenuto diffusamente discorso col primo segretario di Stato della Regina per gli affari esteri, io ricordai i tentativi già altre volte fatti dall'Eccellenza Vostra a quello scopo, e gli rimisi pure una apposita nota verbale ed una copia del memorandum che accompagnava

---

1) V. il doc. n. 1.

la circolare suddetta, pregandolo di farmi conoscere, in via preliminare, se il governo britannico fosse disposto ad accogliere con favore e ad esaminare qualche proposta concreta in quell'ordine d'idee.

Il conte Granville, che mi aveva ascoltato attentamente, e che lesse pure la nota verbale, mi disse »che una domanda simile, venuta da così autorevole fonte qual era il signor Mancini, meritava la più seria attenzione; ch'egli non voleva perciò rispondermi alla leggiera, ma mi avrebbe, dopo maturo esame, fatto conoscere il parere del governo della Regina sulla opportunità e sulla possibilità di addivenire a qualche pratica stipulazione«.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Ressman.*

8.

Il R. Incaricato d'affari in Parigi al Ministro degli affari esteri.

Parigi, 10 ottobre 1881.
Ric. il 13.

Signor ministro,

Ho raccomandato al direttore politico del ministero degli affari esteri l'esame dei concetti espressi nella circolare del 16 settembre ultimo[1]) relativa alla condizione civile degli stranieri.

Il barone di Courcel mi pregò di lasciargli copia della memoria che andava acchiusa al predetto dispaccio. Dopo aver reso un giusto omaggio all'autorevole competenza dell'Eccellenza Vostra in simili materie d'alto ordine giuridico, si mostrò dispostissimo a favorire, per conto di questo ministero degli affari esteri, lo studio dell'interessante questione.

Dal linguaggio del direttore politico, m'è lecito inferire che il governo francese, dal canto suo, presentirà in proposito le disposizioni di altri governi.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Marochetti.*

9.

Il R. Incaricato d'affari in Vienna al Ministro degli affari esteri.

Vienna, 13 ottobre 1881.
Ric. il 16.

Signor ministro,

Col dispaccio in data 16 settembre scorso[2]), V. E., dopo avermi ricordato le trattative iniziate nel 1867 del regio governo con alcuni gabinetti, allo scopo di regolare, con norme comuni, la condizione civile degli

1) V. il doc. n. 1.
2) V. il doc. n. 1.

stranieri, mi manifestava il desiderio di riprendere ora il filo di quei negoziati, ed a tale scopo m'impartiva l'ordine di scandagliare le dispozioni del governo austro-ungarico circa i concetti espressi da V. E. in detto dispaccio.

Essendomi recato, giorni sono, al ministero degli affri esteri, colsi l'occasione per intrattenere della cosa il signor Kallay. Questi sembrò apprezzare moltissimo la proposta di Vostra Eccelenza e la giudicò tale de meritare un attento esame. Egli mi pregò di rilasciargli la memoria che trovavasi annessa al dispaccio dell'Eccelenza Vostra e della quale, affinchè il signor Kallay si potesse formare più chiara idea della proposta di Vostra Eccellenza, io gli aveva dato lettura. Sebbene le istruzioni ricevute non mi dessero esplicati autorizzazione di lasciare quel documento nelle mani del ministro degli affari esteri, pur tuttavia credetti oppurtuno di aderire al desiderio del signor Kallay. Sua Eccellenza mi disse che si sarebbe affrettato a comunicare la proposta ai due ministeri della giustizia, l'austriaco e l'ungherese, invitandoli ad esprimere il loro avviso sulla questione in massima, e soggiunse che a suo tempo mi farebbe conoscere il giudizio da essi emesso sulla possibilità, o no, d'iniziara delle trattative in vista del proposto accordo.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Galvagna.*

10.

Il R. Ambasciatore in Londra al Ministro degli affari esteri.

Londra, 12 ottobre 1881.
Ric. il 16.

Signor ministro,

Il consigliere della regia ambasciata avendomi informato della promessa fattagli, durante la mia assenza, dal conte Granville[1]) di sottomettere all'esame dei suoi colleghi la proposta dell'Eccellenza Vostra d'intavolare negoziati col governo britannico allo scopo di stabilire alcune norme comuni circa la condizione civile degli stranieri, io mi giovai dell'occasione che ieri mi porse il mio colloquio col principale segretario di Stato della Regina per gli affari esteri, onde chiedergli se egli potesse mettermi in grado di darle qualche risposta.

Lord Granville disse anche a me ch'egli aveva preso nella più seria considerazione le idee che gli erano state esposte in nome dell'Eccellenca Vostra. Egli aveve sottomesso la questione all'esame dei giureconsulti competenti, e mi dichiarò che sperava potermi dare una risposta in tempo non lontano.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Menabrea.*

---

1) V. il doc. n. 7.

11.

Il R. Incaricato d'affari in Pietroburgo al Ministro degli affari esteri.

Pietroburgo, 27 ottobre 1881.
Ric. il 10 novembre.

Signor ministro,

Mi pervenne il dispaccio del 16 settembre scorso [1]), col quale l'Eccelenza Vostra ordinò d'indagare le disposizioni del governo russo circa il progetto di determinare alcune norme comuni di diritto internazionale privato, che uniformino e migliorino in ogni paese la condizione civile degli stranieri. L'Eccelenza Vostra aggiunse sembrargli che sarebbe pratico di procedere in questa via, anzichè con un accordo generale difficile a combinarsi, col mezzo di patti speciali da stabilirsi per primo coi governi aventi con noi maggiori affinità di leggi e di tradizioni. Indi, come avvenne per le poste e per i telegrafi, l'esempio sarebbe vantaggioso; poco alla volta l'accordo estenderebbesi e si farebbe col tempo completo ed universale.

Mi diedi premura d'intrattenere il signor de Giers di così nobile intendimento, e di esporgli le idee chiarite nel dispaccio suddetto e nella memoria annessa. Sua Eccellenza mostrò immediatemente di apprezzare l'utilità di questo progetto ed i molti vantaggi che ne possono derivare. Tributò omaggio all'autorità somma dell'Eccelenza Vostra. Si dichiarò pronto ad esaminare, di concerto col ministro imperiale di giustizia, qualunque proposta che gli verrà da questa ambasciata diretta nel senso sovra indicato.

Due domande però, com'è noto all'Eccellenza Vostra, risguardanti questioni di diritto internazionale, sono appunto in questo momento sottoposte per parte nostra all'esame del governo russo. Sua Eccellenza il signor cavalier Nigra, per ordine di codesto ministero, ha qui chiesto l'abolizione della cauzione judicatum solvi e l'ammissione degli italiani indigenti al beneficio del patrocinio gratuito. Profittai intanto di questa circostanza per insistere presso il signor de Giers per una risposta a tali comunicazioni, ed egli mi promise di sollecitarla dal ministero di giustizia, da cui dipende la decisione. L'Eccelenza Vostra giudicherà se, come mi sembra, non convenga meglio per ora di aspettare di conoscere quale accoglimento sarà fatto a queste proposte, prima di presentarne ufficialmente una terza in materia affine.

Il signor de Giers aggiunse che gli studi del ministero da lui dipendenti non erano in questo momento particolarmente rivolti su nessuna questione speciale di diritto internazionale; all'infuori pero, ben inteso, di quella, già nota, concernente l'estradizione degli assassini politici.

La quale questione osservo che convien pur riconoscere essere in oggi entrata addirittura nella discussione della scienza. Dopo il rapporto della commissione reale inglese di estradizione del 30 maggio 1878, presieduta da sir Alexander Cackburn, che al paragrafo III la definì, checchè gli si opponga, con molta precisione, essa ricevette nuovi svolgimenti nelle ultime riunioni scientifiche di Oxford, Colonia, Berna, non che nei pareri emessi dai governi e dagli studiosi di questa materia. Per mutar di tempi, i

1) V. il doc. n. 1.

giureconsulti dei paesi più liberali d'Europa e d'America, i quali, allorchè gli esuli erano illustri, ascrivevano a prima delle glorie nazionali il diritto d'asilo, ora ripudiano il patrocinio dei volgari regicidi, dei disertori militari e di quanti altri pretendono prevalersi del colore politico per legittimare l'immoralità degli atti loro.

Tenuto conto di tutte le suddette circostanze, m'è sembrato d'interpretare esattamente le direzioni datemi nell'ossequiato dispaccio del 16 settembre, limitandomi per ora a qui scandagliare ed a riferire a codesto ministero le disposizioni del governo imperiale, ed in genere lo stato della questione in Russia. Quest'ambasciata rimarrà poi in attesa degli ordini ulteriori che, a tenore del penultimo alinea della circolare a cui ho l'onore di rispondere, Ella stimerà, signor ministro, utile d'impatirle in modo più minuto e preciso.

Nè per ben conoscere le suddette disposizioni mi sono confinato al colloquio ufficiale qui surriferito. Ho attinto ad altre fonti indizi e pareri. I quali mi hanno indotto nella persuasione che se, attesa la disparità delle leggi civili e politiche tra l'Italia e Russia, questo non può essere appunto lo Stato che per primo ci aiuterà a gittar le basi dall'accordo desiderato dall'Eccelenza Vostra, pure, ove si trovi modo di stabilire tra i principali Stati europei una unione legale, ad immagine della lega postale od altra simile, la Russia ci seguirebbe per quella via. La sua legislazione, per quanto diversa palla nostra, non vi se oppone direttamente. Ho consultato le persone in Pietroburgo più autorevoli a questo riguardo, e mi avvaloro della loro esperienza. Sorge, è vero, una difficoltà non lieve per le questioni matrimoniali; ma inclino nella opinione che anche questa potrebbe col tempo e collo studio venir sormontata.

La legislacione civile della Russia è meno perfetta e completa di quella delle principali nazioni europee. La scienza latina, meno in Polonia, vi ha deboli radici. Io credo che al suo governo non piacerebbe rafforzare questa separazione e ch'esso si darebbe invece premura di entrare in quella che l'Eccellenza Vostra intitola confederazione di civiltà e di progresso. In quistioni internazionali ed umanitarie il governo russo non fu alieno dall'assumere talvolta anche generose iniziative. Inoltre mi è avviso che il potere autocratico che qui governa ha più che altrove le mani libere per sottoscrivere ad una legislazione convenzionale con l'estero, ancorchè questa non sia pienamente conforme a quella interna.

Vi ha di più. Non v'ha dubbio, secondo me, che se lo accordo in discorso sarebbe utile cogli altri paesi, tanto più lo diverrebbe con la Russia. Nella quale, lungi dall'esservi, come da noi in fronte al nostro codice civile, alcuni articoli che chiaramente enunciano i principii vigenti di diritto internazionale privato, invece rendesi per la molteplicità e la insufficienza delle leggi, più che in altri Stati, dubbia la situazione giuridica dello straniero.

Infatti l'impero russo, da cento e cinquant'anni in qua conquistati ed annessi paesi abitati da varie razze, non possiede, nonostante gli sforzi praticati in questo senso dai due ultimi Imperatori, unità di legislazione. Havvi, è vero, una legge generale sull'ordinamento giudiziario ed un co-

dice uniforme di procedura civile e criminale, pubblicati nel 1864, ed un codice penale del 1866; ma per le leggi civili sussiste la varietà. Nella Russia più propriamente detta vige il codice generale dell'impero o Svod zakonov che, al volume X, contiene le leggi civili. Il regno di Polonia è retto, dal 1808 in poi, salvo poche mutazioni, dal codice civile francese. Nelle provincie baltiche esiscono, non ostante la loro picciolezza, un diritto privato generale e vari diritti particolari, che sommano fino a nove, e che variano secondo le provincie e le categorie delle persone, e questa voluminosa legislazione vi è codificata. Il granducato di Finlandia ha conservato per base la legislazione svedese. I governi di Tchernigof e di Poltava, i paesi transcaucasiani, la Bessarabia, i popoli nomadi, hanno conservato usi locali più o meno codificati.

Ne segue che la condizione, in sè, dei forestieri in Russia varia secondo le provincie. A tenore dell'atticolo 63 del tomo I dello Svod che, come ho detto, s'intende essere, salvo tutte le summenzionate eccezioni, la legge generale dell'impero, una legge promulgata secondo le forme volute è obbligatoria per gli stranieri come per i nazionali. Però, per gli stranieri, la legge russa è, in certi casi, subordinata alle regole proprie del loro statuto personale. Così un matrimonio civile contratto in Francia da un francese è valido in Russia e vi produce i suoi effetti, quattunque per i Russi la legge non riconosca altro matrimonio regolare che il matrimonio della loro religione. Il principio in vigore nelle parti dell'impero sottoposte allo Svod è dunque che lo straniero, in ciò che concerne il suo statuto personale, può prevalersi della sua legge nazionale; per tutto il resto è sottoposte alle leggi russe.

Nella Polonia, che ha il codice francese, vige lo stesso principio.

Nelle provincie baltiche al contrario prevale tuttora il principio della territorialità. Ivi alle leggi generali e locali sottostanno tanto gli indigeni delle dette provincie, quanto gli altri russi e i forestieri, nonchè tutti gli immobili situati nella provincia stessa, qualunque sia il diritto personale del proprietario. Il giudice vi applica la propria legge anche sui forestieri, se questi a cagione del loro domicilio o del loro stato sono sottomessi alla sua giurisdizione. Se invece la causa contiene persone domiciliate fuori della sua provincia, sia nel resto della Russia, sia all'estero, od immobili fuori della sua giurisdizione, il giudice deve aver riguardo al diritto proprio di queste persone o di questi immobili.

In Finlandia la legislazione è meno definita. I principii generalmente ammessi possono riassumersi così: la capacità personale dei forestieri, specialmente dal punto di vista della maggiore o minore età e della validità del matrimonio, è determinata dalle leggi del loro paese d'origine; in ciò che concerne gli statuti reali, le leggli d'ordine pubblico ed i contratti, dalla legge finlandese. In materia di successsione vi si trovava, non ha guari ancora, qualche vestigio del diritto d'albinato.

Siffatta disparità giuridica, potendo dare campo ad incertezze ed a liti, rende per i forestieri vieppiù necessarie le convenzioni diplomatiche ugualmente obbligatorie per tutte le parti dell'impero. E tanto è ciò vero che per i Russi stessi il legislatore ha qui dovuto pensare a regolare con

ordinanze speciali i rapporti all'interno dell'impero tra provincia e provincia. Così un'ordinanza del 6 novembre 1843 regola la materia delle successioni tra la Finlandia ed il resto della Russia. Si distingue se un individuo è definitivamente stabilito, o no, in una delle provincie non sottoposte allo Svod, ossia al diritto comune, per determinare qual'è la legge da osservare, se quella dello Svod, o quella della sua provincia. Per la Polonia e la Finlandia, principalmente, sonovi norme particolari. Conviene naturalmente di definire chiaramente la situazione giuridica degli individui originari di una provincia sottomessa al diritto comune e morti in una delle provincie che ha un diritto speciale, e viceversa.

Differenze di ogni genere trovansi, e soprattuto riscontravansi prima d'ora, anche in altri punti della legislazione. Per esempio, secondo le antiche leggi lituanesi, in caso di naufragio, la metà delle cose ripescate apparteneva sempre al proprietario. Il principio slavo della proprietà collettiva nei membri della stessa famiglia, o nelle famiglie dello stesso comunè, ha pure il suo riflesso nel giure nazionale. Ma in questi particolari sarebbe fuori di luogo di estendermi. Siffatte osservazioni bastano a dimostrare la maggiore utilità che il progetto dell'Eccelenza Vostra avrebbe specialmente per i paesi, come questo, non sottomessi ad un diritto uniforme.

Accennerò brevemente alle norme vigenti in Russia rispetto agli Italiani.

Il modo come i forestieri possono acquistare la sudditanza russa è regolato in tutto l'impero dalla legge del 10 febbraio 1864. I sudditi russi non possedendo diritti elettorali politici, non esiste che una sola specie di naturalità. Viene concessa dal ministro dell'interno dietro la presentazione dei documenti opportuni e comprovanti l'esistenza delle condizioni richieste dalla legge. Anche la nazionalità dei figli degli stranieri a cui è concessa la naturalità russa è determinata dalla legge suddetta del 1864 (articolo 6).

Le successioni degli italiani in Russia, e viceversa, sono regolate dal trattato fra i due paesi del 1875. S'informa al principio che i mobili sequuntur personam, e gli immobili legem rei sitae. S'intende di per sè che questa convenzione è obbligatoria per tutte le parti dell'impero, qualunque sia la legge locale.

Nei matrimoni è riconosciuto il principio generale che la donna acquista la cittadinanza del marito, e perde la sua. La suddita russa che sposa un forestiero è considerata come forestiera, ma, se diventa vedova, è in sua facoltà di riacquistare la sudditanza russa. Però nascone dubbi ed eccezioni non abbastanza chiaramente delucidati, nè dalla legge, nè dalla giurisprudenza. Un russo che si faccia cattolico, il che costituisce qui un delitto punito dalla legge, e sposi poi una forestiera cattolica secondo le leggi vigenti nel paese estero ove vengono celebrate le nozze, può vedere sconosciuto il vincolo matrimoniale in Russia; nè oserei affermare che non si trovasse a dover ricorrere al sovrano perchè i figli siano pure in Russia dichiarati legittimi e succedano nei suoi beni.

Altro caso.

Un forestiero di religione così detta ortodossa, ossia nazionale russa, sposa una russa protestante, civilmente, in Russia, al proprio consolato,

oppure all'estero, ma senza andare alle propria chiesa; in questa fattispecie pure possono sorgere difficoltà sulla regolarità del matrimonio. Infine, non ostante il principio locus regit actum, è generale l'opinione non doversi qui riconoscere il matrimonio di qualsiasi russo ortodosso che tolga moglie all'estero, nei paesi cioè ove esiste il matrimonio civile, con la sola forma civile. Mi permetto dunque d'indicare all'E. V. questa materia come una di quelle che nei rapporti internazionali colla Russia maggiormente abbisognerebbe di soggiacere a norme fisse e generali, ma in cui s'inconterebbero altresì, come accennai, maggiori ostacoli da definire.

La questione delle tutele pure, non ostante tutti i passi fatti negli ultimi tempi dalla regia ambasciata, non è determinata con sicurezza in molte delle sue parti. L'incertezza, a questo riguardo, è pure aumentata dalle condizioni e dagli usi diversi delle varie provincie dell'impero e dai poteri accordati ai consoli esteri, più per consuetudine o necessità che per legge o trattato. Nè tale materia potrebbe in questo paese considerarsi con lo stesso criterio che applicasi negli stati simili al nostro per leggi, garanzie ed autorità pupillari.

In quanto ai contratti mi limiterò ad osservare che anche qui, in genere, vige il principio locus regit actum.

Mi è parso che questo rapido cenno sullo stato in Russia della quistione presa in mano dall'E. V. col dispaccio circolare del 16 settembre scorso può non riescire affatto inutile a codesto ministero.

Nessuno in Europa possiede titoli ed autorità pari a quelli dell'E. V. per dirigere l'andamento delle pratiche ad essa relative presso i vari governi. Non mi sembra di errare supponendo che il congresso dell'istituto di diritto internazionale che deve riunirsi in Italia l'anno venturo sarebbe al caso pure di contribuire a definire i principii da adottarsi e facilitarne l'accetazione. Mi consenta, signor ministro, di esprimere il voto che la Sua nobile iniziativa trovi nomini, circostanze e tempi ad essa favorevoli per farla fruttificare in un prossimo avvenire e diventare una gloria patria.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Zannini.*

12.

Il Ministro degli affari esteri al R. Incaricato d'affari in Pietroburgo.

Roma, 22 novembre 1881.

Signor incaricato d'affari,

Le son grato dell'interessante rapporto del 27 ottobre scorso [1]), relativo alla condizione civile degli stranieri in Russia; rapporto che merita speciale encomio per la diligenza e l'ampiezza con cui è trattato l'argomento.

Ella mi chiede se, prima di presentare ufficialmente al governo russo la proposta di determinare alcune norme comuni di diritto internazionale privato, non convenga conoscere l'accoglienza che il governo imperiale intende fare alle altre due proposte, in materia affine, presentate dal signor

1) V. il doc. n. 11.

cavalier Nigra, relative, l'una all'abolizione della cauzione judicatum solvi, l'altra all'ammissione degli Italiani indigenti al beneficio del patrocinio gratuito.

Sebbene queste due proposte siano comprese nel progetto di convenzione di cui si tratta, parmi che V. S. debba opportunamente insistere per una decisione circa le medesime. Sarà un primo ed utile passo che agevolerà la discussione d'una riforma più generale.

Gradisca, ecc.

Firmato : *Mancini.*

18.

Il R. Incaricato d'affari in Copenaghen al Ministro degli affari esteri.

Copenaghen, 21 novembre 1881.
Ric. il 26.

Signor ministro,

L'Eccelenza Vostra, col pregiato dispaccio in data 16 settembre scorso [1]), ordinava alla regia legazione di presentire se questo governo fosse disposto, in massima, a stabilire col governo del Re uno scambio d'idee circa la possibilità di fissare, per mezzo d'un accordo, alcuni articoli che renderebbero obligatoria, in certi casi, l'applicazione della legislazione dell'uno o dell'altro Stato alle persone, alle cose ed agli atti dei rispettivi sudditi. E ciò, allo scopo di por riparo alle incertezze ed alle contestazioni che nascono ogni qualvolta le legislazioni dei due paesi trovansi in conflitto sul terreno del gius che deve regolare lo statuto personale degli stranieri.

Appena mi fu concesso di vedere il barone Rosenörn-Lehn, non mancai di fargli parola di sì importante quesito, consegnandogli, in pari tempo, un pro memoria, nel quale, prendendo a guida le considerazioni svolte, con tanta dottrina e chiarezza, nel dispaccio dell'Eccelenza Vostra e nel documento annesso, mi sono sforzato di porre in rilievo, come meglio ho potuto, i vantaggi incontestabili che risulterebbero, per le due nazioni, dalla attuazione del disegno accarezzato dal regio governo.

Tanto il barone Rosenörn-Lehn, quanto questo direttore generale degli affari, col quale ebbi pure una lunga conversazione sull'argomento, fecero plauso all'iniziativa del nostro governo, e s'impegnarono a comunicare il mio pro-memoria a questo ministro della giustizia, distinto giureconsulto, il quale—asserì il barone Rosenörn, — non tralascerà per certo di studiare attentamente i concetti e le vedute dell'Eccelenza Vostra e d'interessarsi vivamente ad un problema la cui soluzione sarebbe di sì alta importanza e di una utilità così generale.

Sì il ministro che il signor Vedel non si dissimulano però, al pari della Eccelenza Vostra, le gravi difficoltà che ostano all'attuazione del desiderabile accordo tra l'Italia e la Danimarca, essendochè le legislazioni dei due paesi non solo contengono differenze sostanziali, ma s'informano benanche a principii diversi. La prima difficoltà, e di non lieve momento,

1) V. il doc. n. 1.

dissemi il signor Vedel, s'incontrerebbe nella determinazione della nazionalità nei casi nei quali le due legislazioni si trovano in conflitto a tal riguardo. Non facile cosa sarebbe, a mo' d'esempio, il determinare la legislazione da applicarsi nel caso, già verificatosi, in cui una Danese, maritata ad un Italiano avesse, in seguito, ottenuto il divorzio nel suo paese natìo. La donna danese non perdendo mai il diritto d'indigenato, i cui effetti rimangono soltano in sospeso durante il suo matrimonio con uno straniero, pel fatto del divorzio ottenuto in Danimarca ritornerebbe nel pieno possesso dell'indigenato danese, mentre che, secondo le leggi italiane, che non ammettono il divorzio, essa continuerebbe ad essere suddita del Re.

Il signor Vedel, infine, pose termine al nostro colloquio col dire che, pur considerando come degna di serio studio una proposta informata ad alti sensi di progresso e di civiltà, egli temeva che alla pratica attuazione della medesima s'opponessero, per ora, le forme antiquate della legislazione danese, la quale, confessò lo stesso signor Vedel, abbisogna di considerevoli riforme.

Comunque sia, mi farò un dovere di prestar ogni mia cura ad un tema dall'Eccelenza Vostra specialmente racomandato all'attenzione di questa legazione, nella speranza di essere presto in grado di farle conoscere il parere di questo governo circa l'opportunità ed utilità d'intavolare uno scambio d'idee in proposito.

Gradisca, ecc.

Firmato: *E. di Beccaria.*

14.

Il Ministro degli affari esteri ai Rappresentanti di S. M. in Aja, Atene, Berlino, Berna, Bruxelles, Buenos Ayres, Copenaghen, Lima, Lisbona, Londra, Madrid, Montevideo, Parigi, Pietroburgo, Rio Janeiro, Santiago, Stocolma e Vienna.

Roma, 28 novembre 1881.

Signor . . .,

Con dispaccio circolare del 16 settembre scorso [1]), io Le manifestava il desiderio di riassumere i negoziati iniziati sin dal 1867 presso alcuni governi allo scopo di stabilire opportuni accordi per l'unificazione di alcuni punti del diritto comune.

L'accoglienza che, secondo i rapporti pervenuti al regio ministero, fu fatta alla nostra proposta, deve essere per noi argomento di legittima soddisfazione; poichè fu da parecchi governi convenientemente apprezzata l'importanza dell'argomento, e si promise di farne oggetto di attento esame.

Mi premerebbe però che l'iniziativa presa dall'Italia potesse tosto condurre ad un pratico risultato, epperò Le sarò grato di indagare se codesto governo sia ora disposto a dar principio alle trattative, e quali siano i punti pei quali un accordo sarebbe più agevole e desiderato.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

---

1) V. il doc. n. 1.

15.

Il R. Incaricato d'affari in Parigi al Ministro degli affari esteri.

Parigi, 13 dicembre 1881.
Ric. il 16.

Signor ministro,

Col mio rapporto del 10 scorso ottobre [1]), ebbi l'onoro di comunicare a V. E. il soddisfacente risultato di un mio primo colloquio col direttore politico di questo ministero degli affari esteri, nel quale gli avevo raccomandato l'esame dei concetti giuridici espressi, intorno alla condizione civile degli stranieri, nel dispaccio circolare del 16 settembre [2]), lasciandogli copia in pari tempo della memoria che vi era annessa.

In una successiva conversazione, il barone de Courcel, confermandomi che il gabinetto francese avrebbe preso in accurato studio tale importante questione, mi disse essere stata impartita istruzione all'incaricato d'affari della Repubblica a Roma di rendere note all'E. V. le buone disposizioni del suo governo; ed aggiunse che » stava in attesa di ulteriori miei offici sulla questione. «

Ho quindi creduto opportuno, in seguito al dispaccio del 28 novembre scorso [3]), di indirizzare a questo ministro degli affari esteri la lettera della quale ho l'onore di trasmetterle copia.

Gradisca, ecc.

Firmato: ***Marochetti.***

(Annesso.)

Il R. Incaricato d'affari in Parigi al Ministro francese degli affari esteri.

Paris, 13 décembre 1881.

Monsieur le ministre,

Le 26 septembre dernier, d'après les ordres de mon gouvernement, j'eus l'honneur de remettre au prédécesseur de V. E. un mémorandum relatif à l'application de règles communes touchant la condition civile des étrangers, l'étendue et la garantie de leurs droits, etc.; et, en soumettant ce document au bienveillant examen du gouvernement de la République, je me fis l'interprète du désir exprimé par Son Exc. le ministre royal des affaires étrangères de reprendre les négociations déjà engagées en 1867, auprès de différents gouvernements, pour établir l'unification de plusieurs points de droit privé. D'après les renseignements parvenus au ministère des affaires étrangères de Sa Majesté, la proposition de M. Mancini ayant rencontré un accueil généralement satisfaisant, il prie Votre Exc. de vouloir bien lui faire connaître si le gouvernement de la République est disposé à engager des négociations à ce sujet, et, en cas affirmatif, il attacherait

---

1) V. il doc. n. 8.
2) V. il doc. n. 1.
3) V. il doc. n. 14.

beaucoup de prix à être informé des points sur lesquels, d'après l'avis de Votre Excellence, l'accord serait le plus facile et le plus désirable.

En vous remerciant de la réponse qu'il vous plaira de me faire parvenir, je saisis, etc.

Signé : *Marochetti.*

16.

Il R. Ministro in Stoccolma al Ministro degli affari esteri.

Stoccolma, 10 dicembre 1881.
Ric. il 18.

Signor ministro,

Ho l'onore di segnar ricevuta del dispaccio del 28 novembre scorso [1]). Fin d'ora posso dire che questo signor ministro per gli affari esteri si è dimostrato disposto ad intavolare negoziati, e per la Svezia, e per la Norvegia, in ordine all'importante argomento dell'unificazione di alcuni punti del diritto privato. Mancandomi qualche dato essenziale sulla legislazione norvegiana e sulle disposizioni del gabinetto di Cristiania relativamente alla proposta dell'Excellenza Vostra, non m'è stato possibile di rispondere finora al dispaccio del 16 settembre scorso [2]). Da questo signor ministro per gli affari esteri venni assicurato che la risposta da Cristiania non si farà aspettare più a lungo. Sarà mio dovere di fornire all'Eccelenza Vostra, senza indugio, maggiori informazioni.

Gradisca, ecc.

Firmato: *F. Spinola.*

17.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro in Stoccolma.

Roma, 20 dicembre 1881.

Signor ministro,

Oltremodo gradite mi tornarono le notizie datemi da Vossignoria, col pregiato rapporto del 10 corrente mese [3]), in ordine alla favorevole accoglienza che codesto ministro degli affari esteri fece alla nostra proposta per la definizione di alcuni punti del diritto privato.

Prego la S. V. di voler coltivare queste buone disposizioni. Rimango intanto in attesa della risposta che dal governo di Cristiania sarà data alla fattagli comunicazione.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

---

1) V. il doc. n. 14.
2) V. il doc. n. 1.
3) V. il doc. n. 16.

18.

Il R. Incaricato d'affari in Pietroburgo al Ministro degli affari esteri.

Pietroburgo, 15 dicembre 1881.
Ric. il 20.

Signor ministro,

Mi reco a premura di ringraziarla per il dispaccio del 22 novembre scorso [1]), relativo ad accordi per la determinazione di alcune norme generali di diritto internazionale privato. In seguito alle direzioni ivi contenute, e affine anche di springere innanzi quelle speciali pratiche col governo imperiale russo, le quali, come l'Eccellenza Vostra osserva, si riferiscono a questioni che sarebbero pure comprese nel suddeto progetto di convenzione, ho stimato opportuno, conferendo di nuovo col signor de Giers su tale argomento, di consegnargli una copia del memorandum che andava annesso all'altro dispaccio del 16 settembre scorso [2]). Sua Eccellenza mi disse che avrebbe fatto esaminare siffato documento dal consultore, per le questioni internazionali, del ministero imperiale degli affari esteri.

Gradisca, ecc.

Firmato: ***Zannini.***

19.

Il R. Incaricato d'affari in Berlino al Ministro degli affari esteri.

Berlino, 17 dicembre 1881.
Ric. il. 20.

Signor ministro,

In conformità del dispaccio ministeriale del 28 novembre scorso [3]), mi feci premura di richiamare alla memoria del segretario di Stato presso questo dipartimento degli affari esteri il desiderio manifestato dall'Eccellenza Vostra di riassumere le trattative iniziate sin dal 1867 allo scopo di stabilire opportuni accordi per l'unificazione di alcuni punti del diritto privato. I governi avevano apprezzato convenientemente l'importanza della proposta caldeggiata dalla Eccellenza Vostra. E fra essi, il gabinetto di Berlino, come nel 1867, aveva mostrato, sin dalle nostre prime pratiche fatte nel settembre scorso, che esso nutriva interesse per tale proposta ed era disposto a farne oggetto die attento esame, Nell'intento di vederla presto tradotta in atto, il governo del Re desiderava di conoscere se il gabinetto die Berlino fosse ora disposto a dar principio alle trattative, e se fosse in grado di indicare i punti sui quali un accordo gli sembrasse più agevole.

Mi rispose il segretario di Stato che il gabinetto di Berlino aveva già posto allo studio il contenuto della nostra proposta. I ministeri competenti

---

1) V. il doc. n. 12.
2) V. il doc. n. 1.
3) V. il doc. n. 14.

erano stati invitati ad esaminare attentamente se la proposta fosse tale da comportare un'attuazione, sia intera, sia parziale, e se lo stato delle varie legislazioni tedesche non vi si opponesse. Per ora codesto studio era ben lungi dall'essere giunto al suo termine; l'indole medesima della proposta era tale da richiedere un profondo e particolareggiato esame, poichè essa si connette ad un complesso di questioni giuridiche, che interessano tanto la scienza quanto la pratica. Per la qual cosa non si poteva sin da ora prevedere quando codesto lavoro sarebbe compiuto.

Il conte di Hatzfeld mi assicurò da ultimo che il gabinetto di Berlino, tosto che sarà posto in grado di pronunziarsi circa l'esito degli intrapresi studi, non mancherà di significare al governo del Re le sue intenzioni circa la proposta dell'Eccellenza Vostra.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Tugini.*

20.

Il R. Incaricato d'affari in Bruxelles al Ministro degli affari esteri.

Bruxelles, 17 dicembre 1881.
Ric. il 20.

Signor ministro,

Appena in possesso del dispaccio del 28 novembre scorso [1]), domandai al presidente del Consiglio di volermi fissare un giorno nel quale potessi intrattenerlo dei negoziati che l'E. V. desiderava iniziare per stabilire opportuni accordi col governo belga sopra alcuni punti di diritto privato. Ieri l'altro ebbe luogo il convegno col signor Frère-Orban; ho l'onore di qui appresso fedelmente ripetere a V. E., riassumendola, la conversazione che io ebbi col capo del gabinetto, il quale mi fece le seguenti dichiarazioni:

» In seguito alla comunicazione, fattami dal marchese Maffei, del memorandum dell'onorevole ministro Mancini, mi riservai di fargli conoscere, dopo esame almeno sommario della questione, quale fosse l'opinione del mio collega Bara, sull'argomento.

» Espressi al marchese Maffei il desiderio del governo belga di accondiscendere alle proposte già da lui iniziate fin dal 1867, vista l'importanza dell'argomento, semprechè potessero condurre ad un risultato pratico.

» Egli è per questi riflessi che, animato dalle migliori intenzioni, presi in attento esame il memorandum di S. E. Mancini; ma, malgrado il vivo desiderio del governo di compiacere il ministro italiano per gli esteri, giureconsulto di fama europea, pure il gabinetto da me presieduto non vede come sia agevole un trattato tra il Belgio e l'Italia sulla materia delicata che si vorrebbe unificare.

» Infatti (continuò il signor Frère-Orban) non può trattarsi evidentemente che della condizioni degli stranieri dal punto di vista del diritto civile, e non dal punto di vista del diritto penale, nè del diritto politico.

1) V. il doc. n. 14.

» Orbene in materia civile, il governo belga è disposto, e lo ha provato con le sue leggi, a non fare alcuna distinzione tra i Belgi e gli stranieri; nella imminente revisione del codice civile s'adotteranno i principii più larghi e liberali sulla materia, e ciò senza reciprocità.

» E così, per esempio, che ultimamente, in materia di successioni, fu soppressa la condizione della reciprocità. La legge belga consacra la regola dello statuto personale, per lo stato delle persone. Per riguardo ai beni mobili posseduti dagli stranieri, essa osserva l'assioma: locus regit actum.

» Il governo è pronto e deciso, inoltre, nella revisione del codice civile, ad accogliere, per ciò che concerne gli stranieri, i principii che ai medesimi sono più favarevoli, e che il diritto filosofico raccomanda.

» Tutto ciò si fa e si farà senza richiedere la reciprocità, per mezzo della legge generale del paese.

» Sorge quindi, così stando le cose, la domanda: quale trattato potrebbe mai conchiudere il Belgio che desse agli stranieri maggiori guarentigie di quelle assicurate nella sua attuale legislazione ed in quella di cui si preparano i progetti?

» Tuttavia (così conchiuse il suo dire il signor Frère), se il signor Mancini volesse precisare qualche punto del diritto civile che a lui sembrasse, per quanto concerne gli stranieri, sollevare delle obbiezioni, il governo belga si darà premura di farne un esame e studio dei più benevoli. «

Io stimai, dopo queste aperte e recise dichiarazioni, di non dovere obbiettare nulla, riservandomi di riferire, come ho l'onore di farlo, questa conversazione a V. E., e rimanere in attesa delle istruzioni che Le piacerà impartirmi in proposito.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Gerbaix de Sonnaz.*

21.

Il R. Ministro in Berna al Ministro degli affari esteri.

Berna, 19 dicembre 1881.
Ric. il 23.

Signor ministro,

Col dispaccio del 28 novembre [1]) l' E. V. commettevami d'indagare se il governo della Confederazione sia disposto a dar principio alle trattative necessarie per addivenire ad un accordo circa l'unificazione di alcuni punti di diritto privato internazionale, cercando di conoscere, in pari tempo, quali sarebbero precisamente i punti di detta materia intorno a cui siffato accordo riescirebbe più agevole e desiderato.

Ho conferito su questo oggeto col consigliere federale signor Welti, capo del dipartimento di giustizia e polizia, ed aspettai a farlo finchè non seppi della sua rielezione. Il signor Welti riconfermommi le dichiarazioni già emesse sull'argomento e delle quali ebbe a riferire all'E. V. il cavaliere

1) V. il doc. n. 14.

Riva con un suo rapporto.[1]) Aggiunse che, essendo partita la proposta da un sì noto maestro in tale materia, non azzardavasi ad esporre le proprie idee in proposito, e preferiva lasciarne l'iniziativa a V. E; chè, per quanto dipendeva da lui, non avrebbe mancato di chiedere al Consiglio federale, quando ne fosse il momento, la facoltà di intavolare quei negoziati sulle proposte che gli verranno presentate. Egli era, d'altronde, disposto ad estendere le trattative a tutti quei punti che all'E. V. piacesse di comprendere nelle dette proposte.

Gradisca, ecc. Firmato: *Fè.*

22.

Il R. Ambasciatore in Londra al Ministro degli affari esteri.

Londra, 17 dicembre 1881.
Ric. il 23.

Signor ministro,

Non appena mi pervenne il dispaccio dell'E. V. del 28 novembre [2]), nel fare conoscere al conte Granville la favorevole accoglienza fatta dai governi esteri alle proposte dell'E. V. onde si stabiliscano opportuni accordi per la definizione di alcuni punti del diritto privato, insistetti presso Sua Signoria pregandolo di farmi sapere se il governo della Regina era disposto a dar principio alle trattative su quell'argomento, e su quali punti un accordo sarebbe più agevole e desiderato.

In risposta alle mie pratiche, il nobile Lord mi ha diretta la lettera che ho l'onore di trasmetterle qui acclusa in traduzione. Sono ivi segnati i limiti nei quali il governo inglese avrebbe facoltà di entrare in negoziati col governo italiano. La lettera conclude lodando il modo con cui quelle importanti materie di diritto privato sono state esposte nel memorandum dell'E. V. trasmesso da quest'ambasciata al Foreign office.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Menabrea.*

(Annesso.)

Il Ministro britannico degli affari esteri al R. Ambasciatore in Londra.

(Traduzione)

Foreign office, 15 dicembre 1881.

Signor ambasciatore,

Il 5 dello scorso mese ebbi l'onore di ricevere dall'incaricato d'affari d'Italia un memorandum in data del 3 ottobre, relativo a certi negoziati iniziati dal governo italiano nel 1867, ed alle pratiche del governo dei Paesi Bassi nell'anno 1875, lo scopo dei quali era di stipulare un accordo

1) V. il doc. n 14.
2) V. il doc. n. 5.

internazionale con varie potenze, per definire la condizione civile degli stranieri e la misura della loro partecipazione ai benefizi delle legislazioni locali.

I negoziati surriferiti non avendo condotto ad alcun risultato pratico, il memorandum esprime il desiderio del governo italiano di ricominciarli, mirando specialmente alle questioni

di nazionalità,
matrimonii misti,
domicilio,
successione,
albinaggio,
ed esecuzione di sentenze di tribunali esteri.

In riguardo a quanto precede, io ho l'onore di fare le seguenti osservazioni:

Sulla nazionalità e sulla condizione delle donne sposate a stranieri, la legge sulla naturalità del 1870 fa ampii provvedimenti per quanto concerne l'Inghilterra.

Per il domicilio e la successione fu firmata e scambiata una dichiarazione fra il governo della Regina ed il cantone di Vaud il 27 agosto 1872. Questa dichiarazione è relativa alla successione ed all'imposta sull'eredità di beni dei sudditi britannnici; in oltre si venne con essa ad un accordo sulla questione del domicilio.

Per il diritto d'albinaggio e per usi analoghi fondati sul » diritto di attrazione «, varii articoli sono stati inseriti, di quando in quando, nei trattati fra l'Inghilterra e le potenze estere; e speciali dichiarazioni sono state scambiate con talune di esse, fra le quali una colla Baviera in data del 4 novembre 1862.

L'E. V. troverà qui uniti: una copia della dichiarazione del 27 agosto 1872 e della dichiarazione 4 novembre 1862, surriferite, sull'argomento del domicilio, della successione e del diritto di detrazione. Se i principii in esse stabiliti fossero considerati soddisfacenti dal governo italiano, il governo della Regina potrebbe non essere sfavorevole alla proposta di scambiare analoghe dichiarazicni col governo italiano.

L'esecuzione delle sentenze dei tribunali esteri non è governata nei tribunali britannici da alcun atto legislativo, ma i principii che sono applicati sono analoghi a quelli sui quali sono fondati i provvedimenti del Codice civile italiano sullo stesso argomento. Il governo della Regina non ha però alcun potere di fare convenzioni in proposito.

Ho l'onore di trasmetterle copia degli atti parlamentari descritti qui appresso, dai quali il governo italiano scorgerà fino a qual misura il governo della Regina ha facoltà di stipulare con potenze estere trattati i quali si riferiscano alla maggior parte degli argomenti accennate nella comunicazione del signor Ressman.

Questi atti sono:

1° la legge sulla naturalizzazione del 1870;

2° la legge 24 Vitt., cap. 11, del 1861 » per apprestare agevolezza al

» migliore accertamento delle leggi dei paesi esteri, allorquando sono citate » nei tribunali entro i dominii britannici «;

3° la legge 24 e 25 Vitt., cap. 114, 1861 « per emendare la legge « in riguardo ai testamenti di beni personali fatti da sudditi britannici nel « regno o all'estero ». (La quistione del domicilio è menzionata in questa legge);

4° legge 24 e 25 Vitt., cap. 121, 1861 « per emendare la legge che « concerne i testamenti ed il domicilio di sudditi britannici che muoiono « mentre dimorano all'estero, o di sudditi stranieri che muoiono mentre « risiedono nei dominii della Regina ».

In conclusione, io ho l'onore di osservare che, quantunque gli atti sopra menzionati conferiscano al governo britannico la facoltà di stipulare convenzioni con le potenze estere in materia di testamenti, domicilio e legislazione straniera, praticamente nessuna convenzione sopra alcuno di tali argomenti è stata finora stipulata con alcuna potenza; per quel che riguarda le leggi straniere, V. E. rammenterà che allorquando, nell corso dell'anno 1861, il governo italiano fu invitato a stipulare una convenzione su tale argomento, le trattative furono troncate in conseguenza delle defficoltà che il suddeto governo temeva d'incontrare.

Ho inoltre l'onore d'accusar ricevuta della lettera di Vostra Eccellenza del dì 8 corrente, colla quale Ella m'informa che le proposte fatte dal governo italiano alle potenze estere, sull'argomento di cui si tratta, sono state accolte favorevolmente, e mi chiede quali siano i punti principali che, nell'opinione del governo della Regina, potrebbero formare argomento d' una convenziene.

Spero, signor ambasciatore, che le informazioni fornite in questa lettera risponderanno sufficientemente alle domande di Lei. Sarò lieto di esaminare qualunque progetto di convenzione che possa essere proposto fra il governo italiano ed il governo di qualunque altra potenza, allo scopo di considerare fino a qual segno il governo della Regina possa essere in grado di addivenire ad un accordo analogo sopra l'importante argomento, trattato così abilmente nel memorandum di S. E. il cav. Mancini, che era accluso nella comunicazione di codesta ambasciata del 8 ottobre scorso.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Granville.*

28.

Il R. Incaricato d'affari all'Aja al Ministro degli affari esteri.

La Aja, 20 dicembre 1881.
Ric. il 28.

Signor ministro,

Avendo, conformemente a quanto mi veniva ordinato col dispaccio del 28 novembre scorso [1]), espresso al signor di Rochüssen il desiderio

1) V. il doc. n. 14.

del regio governo di essere ragguagliato sull'accoglienza che aveva presso di lui incontrato il progetto di Vostra Eccellenza di riassumere le trattative iniziate antecedentemente al fine di stabilire opportuni accordi circa la condizione civile degli stranieri, il ministro degli affari esteri, dopo aver reso omaggio ai nobili concetti che si compendiavano nel dispaccio del 16 settembre scorso [1]), di cui io ebbi a suo tempo l'onere di lasciargli il sunto con apposita nota verbale, mi disse che il governo neerlandese ne aveva preso cognizione col massimo interesse, aggiungendo come egli, personalmente, si compiacesse nel vedere la sollecitudine che l'Eccellenza Vostra, maestro insigne in questa materia, manifestava per questo importante argomento.

Mi annunziò, poscia, che ne aveva affidato l'esame a chi era già stato incaricato di quello del risultato della conferenza tenutasi a Torino nel 1880 su questa vasta, complicata ed altissima questione. Quantunque animato da vivo desiderio di contribuire alla sua soluzione, non saprebbe ancora esprimere avviso esplicito sulla opportunità di addivenire ad accordi particolari, fino che la possibilità di un accordo, se non generale, almeno più esteso, non emerga assolutamente esclusa, ed attende, per potersi definitivamente pronunziare in proposito, il rapporto che sarà per rivolgergli la commissione giuridica che è stata all'uopo interrogata.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Vigoni.*

24.

Il R. Ministro in Lisbona al Ministro degli affari esteri.

Lisbona, 31 dicembre 1881.
Ric. l'8 gennaio 1882.

Signor ministro,

Vostra Eccellenza ricorderà averle io chiesto il permesso di protrarre la comunicazione al governo porthogese circa gli « accordi per unificazione di alcuni punti del diritto civile» ed altre di non immadiata urgenza, finchè non vi fosse un ministero stabile ed un ministro titolare degli affari esteri. In questioni internazionali, che involgono modificazioni legislative, un ministro interinale difficilmente ne assumerebbe il patrocinio e la responsabilità.

Appena qui giunto da Parigi il ministro degli affari esteri del nuovo gabinetto Fontes, ebbi l'onore di intrattenerlo dell'importante trattazione iniziata da Vostra Eccellenza, rimettendogli il dispaccio del 16 settembre [2]), unitamente ad un mio promemoria di cui copia è qui unita, onde constatare utilmente a Sua Eccellenza la buona accoglienza già fatta in massima dai governi europei, come si desume dai documenti diplomatici, alla nostra proposta.

---

1) V. il doc. n. 1.
1) V. il doc. n. 1.

Il signor di Serpa Pimentel l'accolse pure personalmente in egual modo, e l'indomani fu lieto affermarmi aver egli subito sottoposto memorandum e promemoria al consiglio dei ministri, il quale aveva dato concorde adesione affinchè il nostro progetto fosse preso in favorevole considerazione e trasmesso senza indugio all'attento esame del ministero competente di grazia e giustizia.

Il signor di Serpa soggiunse che un buon risultato, qualora sia possibile ottenerlo, per un concerto internazionale onde migliorare la « condizione civile degli stranieri », onorerà per certo il ministro italiano che ne ha preso l'iniziativa.

Gradisca, ecc.

Firmato : *F. Oldoini.*

(Annesso).

Aide-Mémoire.

Dès l'année 1867, le commandeur Mancini fut chargé par M. Rattazzi, alors ministre des affaires étrangères, d'ouvrir auprès de quelques gouvernements, des négociations confidentielles à l'effet d'établir, dans la mesure du possible, quelques règles communes sur la condition civile des étrangers, l'extension et les garanties de leurs droits, et leur participation aux bénéfices des législations respectives.

L'idée fondamentale de ces propositions est contenue dans le memorandum ci-joint.

Par le concours de circonstances peu favorables qui se produisirent à l'époque, ces négociations n'eurent pas de suite, et la question n'a pas fait de progrès notable, bien que le gouvernement des Pays-Bas en eût repris pour son compte l'initiative en 1875, tout en la renfermant dans les limites de la détermination de règles communes sur la compétence ratione personae pour faciliter l'exécution des jugements prononcés par des tribunaux étrangers.

Le commandeur Mancini, actuellement ministre des affaires étrangères, a le projet de reprendre les négociations susmentionnées, en procédant, selon que les propositions seront progressivement appréciées dans leur portée et leur utilité, par des accords particuliers avec les gouvernements qui ont avec l'Italie une plus grande affinité de législation et de traditions, et avec l'espoir que l'exemple des premiers Etats contractans exercera une influence favorable sur les autres, ainsi qu'il en a été pour les télégraphes, les postes et pour d'autres sujets similaires.

Il n'est pas nécessaire de faire remarquer l'importance de ce projet, et il serait inutile de chercher à en dissimuler les difficultés. Néanmoins, aux yeux de S. Exc. M. Mancini, il y a un gage de réussite dans l'évidence du but éminemment civilisateur auquel il tend, et une garantie de succès dans la haute intelligence des hommes d'Etat auxquels est confiée en Portugal l'administration de la chose publique.

Les ministres des affaires étrangères des différents pays d'Europe, auxquels ont été faites, par les représentants du Roi, des communications

analogues à celle le qui precède, ont tous, même en Angleterre, où la tradition est si puissante, accueilli avec la plus sérieuse attention les considérations présentées par le gouvernement de Sa Majesté, et ont déclaré qu'ils s'empresseraient d'en soumettre la teneur aux départements de la justice des pays respectifs, afin de rechercher, dans un bref délai, un résultat pratique, au point de vue des modifications à apporter dans la législation.

Plusieurs ministres des affaires étrangères ont aussi déclaré aux représentants de l'Italie qu'une proposition émanée de la part d'un personnage aussi hautement compétent que M. le commandeur Mancini, méritait tout spécialement d'être prise en considération et étudiée pour la rendre internationalement applicable.

Il serait très désirable que le gouvernement portugais soit du même avis, et son obligeant et prompt concours à cet utile projet international est d'autant plus à espérer, grâce aux liens étroits qui unissent les deux pays et à l'analogie de leurs institutions.

25.

Il R. Incaricato d'affari in Copenaghen al Ministro degli affari esteri.

Copenaghen, 25 gennaio 1882.
Ric. il 31.

Signor ministro,

Per far seguito al mio rapporto del 21 novembre scorso, ed in risposta al pregiato dispaccio del 28 stesso mese [1]), relativi ai negoziati da intavolarsi colla Danimarca per stabilire, se possibile, mediante opportuni accordi la definizione di alcuni punti del diritto privato, mi reo ad onore di trasmettere, qui unita, all'Eccelenza Vostra copia di una nota di questo ministro degli affari esteri, nonchè di una memoria, annessa alla medesima, in cui il ministro della giustizia, signor Nelleman, espone le sue vedute sulla questione.

In attesa delle istruzioni che l'Eccelenza Vostra vorrà ulteriormente favorirmi, colgo questa occasione, ecc.

Firmato: *E. di Beccaria.*

(Annesso.)

Il Ministro danese degli affari esteri al R. Incaricato d'affari in Copenaghen.

Copenhague, 23 janvier 1882.

Monsieur le chargé d'affaires,

Par la note que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 16 novembre dernier, vous avez appelé mon attention sur les avantages qui résulteraient de la conclusion d'accords particuliers d'Etat à Etat, ayant pour but de rendre uniforme, autant que possible, la législation des différents pays sur la condition civile des étrangers, et vous proposez que le

---

1) V. il doc. n. 13 e 14.

gouvernement du Roi indique à votre gouvernement les points sur lesquels, en cette matière, un accord entre le Danemark et l'Italie lui paraîtrait désirable et possible à obtenir.

En réponse à cette note, dont je n'ai pas manqué de communiquer le contenu à mon collègue le ministre de la justice, en lui trasmettant le memorandum qui l'accompagnait, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, traduit en français, un mémoire que M. le ministre de la justice vient de me faire parvenir, et par lequel votre gouvernement verra que la proposition qu'il vous avait chargé de faire au gouvernement du Roi a été examinée ici avec la sérieuse attention qu'elle mérite [1]).

Agréez, etc.

Signé: ***Rosenörn-Lehn.***

26.

Il Ministro degli affari esteri al R. Incaricato d'affari in Copenaghen.

Roma, 2 febbraio 1882.

Signor incaricato d'affari,

Segno ricevuta del pregiato rapporto del 25 gennaio ultimo [2]). Ho letto col massimo interesse le considerazioni svolte nella memoria di codesto ministro della giustizia, ammirando il senso pratico e la profonda cognizione della materia che in essa traspare.

Sono lieto che il gabinetto di Copenaghen siasi mostrato in massima favorevole ad un accordo internazionale per la definizione di alcuni punti del diritto privato, e mi propongo di presentare in breve, come agli altri governi così anche al governo danese, un primo schema di convenzione. Nutro fiducia che questo progetto potrà, meglio di qualsiasi ragionamento astratto, dimostrare la possibilità e la pratica utilità di un accordo, quando anche questo dovesse per ora restringersi a pochi punti, ed ottenere l'adesione di pochi Stati soltano.

Gradisca, ecc.

Firmato: ***Mancini.***

27.

Il R. Ministro in Buenos Aires al Ministro degli affari esteri.

Buenos Aires, 3 gennaio 1882.
Ric. il 3 febbraio.

Signor ministro,

Mi feci premura di rimettere a questo ministro degli affari esteri il memorandum che andava unito al dispaccio ministeriale del 16 settembre ultimo scorso [3]), relativo alla condizione civile dei forestieri.

---

1) La memoria del ministro danese di giustizia figura nell'Appendice, in fine della presente raccolta.

2) V. il doc. n. 25.

3) V. il doc. n. 1.

Il nome dell'E. V., che sta ai piedi della predetta memoria, è argomento per sè solo dell'importanza e della competenza di siffatta scrittura.

Così che il signor ministro delle relazioni estere mi fece tosto conoscere, con sua apposita comunicazione, che egli sarebbe stato compiaciutissimo di dare a tale assunto la sua particolare attenzione.

In attesa di una riposta, non mancherò di tenere debitamente presenti le intenzieni dell'E. V., manifestatemi col dispaccio del 28 novembre [1]), che le entrature fatte dal governo italiano, sul proposito, presso gli esteri governi possano presto approdare ad un pratico risultamento.

Gradisca, ecc.

Firmato: *E. Ceva.*

28.

Il R. Ministro in Rio Janeiro al Ministro degli affari esteri.

Petropolis, 8 gennaio 1882.
Ric. il 7 febbraio.

Signor ministro,

Ho l'onore di accusare ricevuta alla Eccelenza Vostra del dispaccio-circolare del 28 novembre ultimo [2]).

Le preoccupazioni delle elezioni e l'incertezza della posizione che poteva venire fatta al ministero davanti alle Camere furono causa che sinora la proposta contenuto nel pregiato dispaccio del 16 settembre scorso [3]), di stabilire accordi per l'unificazione di alcuni punti del diritto privato non potè essere competentemente studiata. Spero ciononostante che non tarderò ad essere informato delle opinioni del governo brasiliano su questo importante argomento, così ch'io possa rispondere all'E. V., sia sulla questione in sè stessa relativamente a quanto Ella mi prescrive col citato dispaccio del 28 novembre.

Gradisca, ecc.

Firmato: *De la Tour.*

29.

Il R. Incaricato d'affari in Santiago al Ministro degli affari esteri.

Santiago, 21 gennaio 1882.
Ric. il 9 marzo.

Signor ministro,

Col dispaccio del 16 settembre u. p. [4]), l'Eccelenza Vostra mi fece l'onore di commettermi l'incarico di indagare quale accoglienza sarebbe per fare questo governo a proposte d'accordi internazionali aventi per oggetto di fissare delle norme comuni circa la condizione civile degli stranieri, la

---

1) V. il doc. n. 14.
2) V. il doc. n. 14.
3) V. il doc. n. 1.
4) V. il doc. n. 1.

estensione e la garanzia dei loro diritti, e la più facile loro partecipazione ai benefici delle rispettive legislazioni.

In pari tempo piacque all'Eccelenza Vostra d'avvertimi che, ove io mi fossi trovato in grado d'assicurarla che i concetti esposti nello stesso dispaccio e nell'annesso memorandum incontrerebbero evidente favore, Ella si sarebbe affrettata ed impartirmi più precise e minute istruzioni, segnatamenta su quei punti pei quali l'accordo mi fosse sembrato più agevole e più desiderato.

Appena ricevuto quel dispaccio, cioè il 9 novembre, con tutto il vivo impegno, naturalmente destato nell'animo mio dalla somma importanza del l'argomento, mi recai a premura di compiere l'affidatomi incarico, tenendene tosto parola col signor Balmaceda.

Esposi al signor ministro delle relazioni esteriori della Repubblica gli alti concetti che informavano l'iniziativa presa dall'Eccelenza Vostra su tal materia; gli feci notare come i vagheggiati accordi avrebbero presentato una speciale interesse per un paese che, come questo, contava fra la sua popolazione un gran numero di stranieri d'ogni nazionalità; nè omisi di accennare come, a mio avviso, sarebbe stato un titolo d'onore per il Chili l'associarsi premurosamente ad idee la cui effettuazione avrebbe senza dubbio segnato un rilevantissimo progresso nel campo della legislazione internazionale.

Il signor Balmaceda, dopo avermi ascoltato con attenzione, e dopo avermi chiesto una copia del memorandum, che io tosto gli consegnai, già avendola preventivamente preparata appunto per fargliene la remissione, mi disse che avrebbe studiato la questione di concerto col suo collega il signor ministro di giustizia, e che quanto prima mi avrebbe comunicato le viste del governo cileno al riguardo.

Due mesi essendo trascorsi senza aver ricevuto l'attesa comunicazione, mi recai al dipartimento delle relazioni esteriori per avere una risposta; in assenza del ministro ebbi in proposito una conversazione col signore ufficiale maggiore.

Questi mi disse che il memorandum era stato tradotto in lingua spagnuola, e che ignorava se il signor Balmaceda avesse avuto agio di studiar l'argomento; però riteneva che il governo avrebbe in massima fatto buon viso alla nostra iniziativa. Mi promise una sollecita e precisa risposta.

Gradisca, ecc.

Firmato: *R. Magliano.*

30.

Il R. Ministro in Bruxelles al Ministro degli affari esteri.

Bruxelles, 7 aprile 1882.
Ric. il 12.

Signor ministro,

Al momento del mio ritorno a Bruxelles, nel passato gennaio, mi ero lusingato di riuscere a ottenere, tanto dal signor Frère-Orban, quanto dal suo onorevole collega signor Bara, un più favorevole ascolto alle istanze

già da me in origine inoltrate per raggiungere qualche pratico risultato circa le proposte fatte da Vostra Eccelenza, lo spirato anno, allo scopo di fissare, in quella misura che le circostanze avessero potuto consentire, alcune norme comuni circa la condizione civile degli stranieri. Pur troppo ogni mio sforzo fu vano, e le cose sono ancora oggi al punto in cui erano nello scorso dicembre, quando, con rapporto del 17 dicembre scorso[1]), l'egregio signor conte De Sonnaz rendeva conto della quasi impossibilità di indurre questo governo a entrare nella via degli accordi desiderati da Vostra Eccelenza. A dare maggior forza ai miei uffici, non ho tralasciato di citare il testo della legge del 25 marzo 1876, la quale autorizzava questo governo a prendere gli opportuni concerti per rendere esecutorie nel Belgio le sentenze emanate in materia civile e criminale dai tribunali esteri; ciò che costituiva, senza dubbio, un primo passo verso le riforme utilissime saggiamente contemplate da Vostra Eccelenza. Ma, anche sopra questo speciale argomento, non ho potuto approdare a nulla, e mi venne risposto che l'essere siffatta legge rimasta, sino adesso, lettera morta, ben doveva provarmi come l'attuale governo scorgesse ostacoli grandissimi a sanzionarne l'applicazione. Infatti, nel corso della recente votazione del bilancio di questo ministero degli esteri, venne sollevato un incidente che motivò un'esplicita dichiarazione del presidente del Consiglio, la quale non fa che confermare quanto ho avuto l'onore di esprimere in atto a V. E. — Ecco il fatto.

L'onorevole signor Demeur, deputate influente di Bruxelles, della frazione più avanzata del partito liberale, domandò per qual ragione non si prendessero in considerazione le raccomandazione fatte dalla Commissione parlamentare, precisamente per ciò che concerne l'esecuzione nel Belgio delle sentenze straniere, materia che già fu qui soggetto di lungo esame, e che pareva, or fan dieci anni, essere già vicina ad una soluzione. L'oratore analizzò i vari stadii attraversati da tale questione, terminando col dichiarare di associarsi pienamente alle conclusioni della Commissione parlamentare. Ma il signor Frère-Orban si manifestò assolutamente contrario, e ne addusse le cause, fondandosi principalmente sui gravi inconvenienti che nascerebbero dallo stabilire, in massima, simile principio con un governo estero, senza contrarre, per così dire, l'obbligo morale di accordare lo stesso privilegio anche a quegli Stati la cui giurisdizione non offrirebbe tutte le guarentigie di sicurezza che il Belgio potrebbe bramare.

Mi sono immediatamente procurato un abbocamento col signor Frère-Orban per scandagliare viemmeglio l'animo suo dopo il dibattimento cui alludo; ma S. E., sebbene coi modi più cortesi, mi diè chiaramente a intendere che, per ora almeno, non v'ha probabilità di addivenire qui ad un accordo qualsiasi nel senso che Vostra Eccelenza vorebbe.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Maffei.*

---

1) V. il doc. n. 20.

31.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro in Bruxelles.

Roma, 12 aprile 1882.

Signor ministro,

Il rapporto del cav. de Sonnaz in data del 17 dicembre scorso, e quello di Lei in data del 7 aprile [1]), mi fanno dubitare che non sia stato costì rettamente inteso ed apprezzato il concetto da cui moveva la mia proposta per la ricerca di tali norme convenzionali che valgano a definire almeno i principali tra i punti che sogliono essere controversi nel diritto internazionale privato.

Il signor Frère-Orban, nella sua conversazione col cav. de Sonnaz, che questi mi riferiva col rapporto del 17 dicembre, osservava che oramai nel Belgio vige, per gli stranieri, una legislazione così liberale in ogni materia, anche senza l'obbligo della reciprocità, da non lasciare adito a desiderio di maggiori agevolezze o franchigie. E nella conversazione più recente, di cui la S. V. mi espone le conclusioni nel suo rapporto del 7 aprile, la preoccupazione dell'onorevole ministro pareva essere sopratutto rivolta alle difficoltà che già costì si incontrano rispetto alla pratica applizione della legge relativa alla esecuzione dei giudicati stranieri.

Ora è manifesto che e l'una e l'altra obiezione verrebbero a cadere se il pensiero del regio governo apparisse, a codesto signor ministro degli affari esteri, altrettanto chiaro quanto lo è nella mente mia. La larghezza della legislazione belgica dovrebbe infatti indurre codesto governo a desiderare che, mercè opportuni accordi, sia assicurato ai nazionali suoi all'estero, se non il beneficio della larghezza stessa, quanto meno il vantaggio di norme fisse e conosciute, così che siano evitati i conflitti di legislazione ora cotanto frequenti. E le difficoltà a cui accenna il signor Frère-Orban, circa la esecuzione dei giudicati stranieri, dovrebbero essere stimolo a studiare maturamente questo, come ogni altro tra i principali temi di diritto internazionale privato.

Ad ogni modo, è mia intenzione di tradurre in forma d'uno schema concreto i concetti nostri, la nozione dei quali riuscirà così più agevole e sicura. Non appena questo studio abbia potuto compiersi, Le ne darò comunicazione, acciò Ella se ne valga opportunamente presso codesti ministri.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

32.

Il R. Ministro in Atene al Ministro degli affari esteri.

Atene, 4 maggio 1882.
Ric. il 9.

Signor ministro,

Durante l'amministrazione del signor Comoundouros, non mi riescì di ottenere che il governo ellenico prendesse in esame i concetti sì ampia-

1) V. il doc. nn. 20 e 30.

mente sviluppati dalla E. V. nel dispaccio 16 settembre 1881 [1]), e nel memorandum annessovi, in ordine alla opportunità di stabilire alcune norme comuni circa la condizione civile degli stranieri.

Ora che il signor Tricoupis, presso del quale sapevo di trovare un favorevole accoglimento della proposta surriferita, ha ripreso il potere, non ho indugiato ad indirizzargli analoghe entrature, siccome risulta dalla nota che ho l'onore di trasmettere in copia (annesso I). E sono oggi sommamente lieto di essere in possesso di una riposta (annesso II), che, comunque in termini generali, non lascia alcun dubbio sulla assoluta ed indeterminata accettazione delle viste enunciate dall'E. V.

Premerebbe ora che la presentazione a questo governo di un progetto concreto seguisse senza ritardo, acciò, profittando delle sue attuali disposizioni, si possa addivenire ad un accordo positivo, sia pure destinato, come Ella saggiamente osserva, ad abbracciare, almeno pel momento, alcune materie essenziali del vasto programma.

In attesa degli ordini che piacerà all'E. V. d'impartirmi su questo importante argomento, ho l'onore, ecc.

Firmato: *F. Curtopassi.*

(Annesso I).

Il R. Ministro in Atene al Ministro ellenico degli affari esteri.

Athènes, 15|27 avril 1881.

Monsieur le Président du Conseil,

Le gouvernement de S. M. le Roi d'Italie, en vue de l'imperfection actuelle des rapports internationaux pour ce qui concerne la condition civile des étrangers, serait très heureux de voir s'établir, à ce sujet, un système de règles fondamentales, acceptées d'un commun accord entre les différents Etats.

Je ne saurais mieux répondre au désir exprimé par Son Exc. M. Mancini, que l'on peut considérer comme l'âme et la cause première de toute initiative en matière juridique en Italie, qu'en transmettant ci-joint un memorandum renfermant dans toute son intégrité la pensée de l'éminent jurisconsulte.

Je prie donc V. Exc. de vouloir bien examiner attentivement cet exposé et de me faire savoir en son temps quelle est l'opinion du gouvernement hellénique sur la matière dont j'ai l'honneur de l'entretenir.

Qu'il me soit pourtant permis de faire observer que l'impossibilité ou la difficulté d'accepter, pour le moment, dans son ensemble, le système proposé par mon gouvernement, ne devrait point arrêter les bonnes intentions du cabinet hellénique. Si toute chose humaine est plus ou moins imparfaite, surtout à son origine, il ne faut en déduire l'abandon de certaines parties qui pourraient amener tôt ou tard l'accomplissement total du but que l'on poursuit. J'estime au contraire qu'il faut commencer par établir une communauté d'idées, voire un accord, sur quelques points, dans l'espoir d'obtenir par la force de la pratique ce qui paraît au début

1) V. il doc. n. 1.

impraticable et d'assurer par là des stipulations générales, qui pourraient servir de jalons pour l'œuvre tout entière.

L'exemple de quelques Etats qui tomberaient d'accord entre eux sur certains points du statut personel, ne manquerait pas d'encourager les autres gouvernements par une expérience avantageuse de tous les jours, et l'on verrait, à l'instar de ce qui s'est passé à l'égard des télégraphes, des postes, etc., etc., s'élargir toujours ce qui, en matière de législation, pourrait s'appeler une confédération de civilisation et de progrès.

L'utilité qui résulterait d'un pareil système ne saurait échapper à l'esprit éclairé de V. Exc. C'est pourquoi je nourris le meilleur espoir de voir ces ouvertures accueillies favorablement par le gouvernement de S. M. le Roi des Hellènes.

Agréez, etc.

Signé: *F. Curtopassi.*

(Annesso II).

Il Ministro ellenico degli affari esteri al R. Ministro in Atene.

Athènes, 20 avril (2 mai) 1882.

Monsieur le chevalier,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la note que vous avez bien voulu m'adresser hier, pour me communiquer le désir du gouvernement italien d'établir, par un accord international, un système de règles fondamentales, régissant la condition civile des étrangers.

Le memorandum de Son Excellence M. Mancini, annexé à votre note, a attiré toute mon attention. Plein de vues aussi justes qu'élevées, ce document est une nouvelle preuve de l'esprit éclairé et éminemment humanitaire qui a toujours présidé à toutes les initiatives scientifiques si heureusement prises par le grand jurisconsulte et homme d'Etat italien.

S'associant volontiers à la tâche si noblement entreprise par Son Excellence le ministre des affaires étrangères d'Italie, le gouvernement hellénique s'empresse d'accepter la proposition qui lui est faite. Désireux de son côté de voir cesser par une entente internationale l'état de choses tout-à-fait anormal qui existe aujourd'hui dans les pays civilisés en ce qui concerne la condition civile des étrangers, il sera un des premiers à prendre en sérieuse considération toute proposition ultérieure qui lui sera faite dans ce but, et à donner son adhésion à tout arrangement qui sera de nature à l'atteindre.

Veuillez agréer, etc.

Signé: *Ch. Tricoupis.*

33.

Il R. Ministro in Lisbona al Ministro degli affari esteri.

Lisbona, 6 giugno 1882.
Ric. il 13.

Signor ministro,

Nonho mancato di sollecitare più volte questo ministro degli affari esteri onde ottenere risposta più concreta circa gli accordi internazionali sulla posizione degli stranieri all'estero, a cui già alludeva il mio rapporto del 31 dicembre scorso [1]), ed il signor di Serpa Pimentel mi ha sempre fatto sperare risposta, appena la procura della Corona avesse dato il suo parere in propsitio.

Ultimamente, permettendomi di ricordare al ministro che erano già trascorsi alcuni mesi senza che fosse data evasione a questa importante pratica, mentre, prima di recarmi a Cintra, io desiderava non lasciar affari in ritardo, Sua Eccellenza mi rispose che la causa del ritardo proveniva dal consigliere Martens Terraô, capo della procura stessa, il quale, più competente di chiunque in Portogallo in tale materia, non aveva avuto il tempo di dare un pratico parere, attesochè, essendo in pari tempo vicepresidente della Camera dei pari (il presidente vitalizio è il signor Fontes de Mello, al presente presidente del Consiglio e ministro delle finanze), ha dovuto continuamente presiedere tal Camera, nella lunga sessione legislativa. Terminata queta, egli si occuperà della questione, ed il ministro degli esteri spera esser poscia in grado di dar al governo italiano ed all'illustre iniziatore di tale accordo internazionale più favorevole e concreta risposta.

A conferma di quanto precede, il ministro degli affari esteri, sapendo la mia partenza per la campagna, si è compiaciuto scrivermi ieri apposita lettera particolare.

Gradisca, ecc.

Firmato: *F. Oldoini.*

34.

Il Ministro degli affari erteri ai RR. Rappresentanti in Aja, Atene, Berlino, Berna, Bruxelles, Buenos-Aires, Copenaghen, Lima, Lisbona, Londra, Madrid, Montevideo, Parigi, Pietroburgo, Rio Janeiro Santiago, Stoccolma e Vienna.

Roma, 19 settembre 1882.

Signor . . . ,

Un anno è scorso dacchè ebbi a dirigerle il dispaccio-circolare del 16 settembre 1881 [2]), affidandole l'incararico di predisporre cedesto governo alla conclusione di un accordo avente per oggetto di definire convenzionalmente alcuni punti di diritto internazionale privato. Altra circolare dira-

---

1) V. il doc. n. 24.
2) V. il doc. n. 1.

mai sullo stesso argomento il 28 novembre successivo[1]), e parecchi dispacci diressi indi ad alcune legazioni, secondochè si scorge dal fascicolo che Ella possiede. Benchè gli offici di Lei non abbiano potuto conseguire ancora un risultato concreto, e neppure siasi ottenuta una pratica conclusione dai colleghi suoi accreditati presso gli altri governi, non ho ragione di trarre dall'indugio, non soverchio del resto in materia così importante e complessa, argomento di sconforto o di menomata fede nella bontà dell'intrapresa a cui mi sono accinto. Il primo scambio di idee ha posto in luce le propizie disposizioni di parecchi governi, mostrando agevole con essi l'accordo tostochè il negoziato possa aggirarsi intorno a formola ben precisa e definita; mentre, d'altra parte, molti dubbi ed equivoci hanno potuto eliminarsi che ingombravano, in certa guisa, il terreno, e creavano, per una reciproca intelligenza, un impedimento non difficile a rimuoversi.

In questi ultimi giorni, poi, un nuovo impulso sembra poter esercitare benefica influenza sul procedimento ulteriore delle trattative. L'Istituto di diritto internazionale, associazione scientifica che io stesso contribuii a fondare, e di cui fanno parte illustri cultori delle giuridiche discipline, tenne questa volta la sua annuale sessione in Italia. Avuta notizia, dalle mie dichiarazioni parlamentari relative al presente argomento, ricordate dall'egregio segretario signor Rivier, dell'iniziativa presa dal governo italiano, la dotta assemblea votava una deliberazione con la quale si fa plauso agli sforzi del regio governo, e si formano voti acciò questi trovino definitivo accoglimento presso gli altri governi.

Incoraggiato dal suffragio di così competente consesso, stimo opportuno il momento per continuare attivamente il negoziato. Nella memoria, di cui qui acchiudo capia[2]), ho riassunto lo stato attuale delle trattative, adoperandomi in pari tempo a ben chiarire, in termini minutamente tassativi, il vero ed unico scopo a cui miriamo. Ci sarebbe grato di ricevere da codesto governo la dichiarazione, o la conferma, che esso è disposto a prendere in considerazione un progetto concreto di accordo il quale, in base alle indicazioni contenute nell'unita memoria, gli sarebbe da noi presentato. Tale progetto di convenzione, come dalla memoria stessa apparisce, non intenderebbe punto a conseguire una modificazione qualsiasi della legislazione di ogni singolo paese, nè si preoccuperebbe della maggiore o minore larghezza che ivi prevalga nel trattamento verso gli stranieri. Si proporrebbe soltanto di determinare quale, tra due o più legislazioni in conflitto, sia da applicarsi ad ogni fatto, o ad ogni rapporto giuridico concernente le persone, il beni o gli atti degli stranieri, designando le materie che debbano essere rispettivamente rette dalle leggi della nazione, da quelle del domicilio dello straniero, ovvero da quelle del luogo ove sono situati i beni, o in cui si formò l'atto in questione.

Confido che codesto governo, in conformità delle favorevoli disposizioni già manifestate, vorrà rispondere affermativamente a questa nostra offerta

1) V. il doc. n. 14.
2) V. questa memoria, nell'Appendice, in fine della presente raccolta.

di comunicargli un progetto concreto, e faccio assegnamento sullo zelo ed abilità di Lei per il sollecito conseguimento dello scopo cui mira il presente incarico.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

35.

Il R. Incaricato d'affari in Berlino al Ministro degli affari esteri.

Berlino, 26 settembre 1882.
Ric. il 30.

Signor ministro,

Mi pregio di segnar ricevuta del dispaccio che l'E. V. mi ha fatto l'onore di dirigermi in data del 19 corrente[1]), nonchè dei tre esemplari della memoria ivi annessi.

Conformemente alle istruzioni impartitemi dall'E. V., mi sono recato oggi da questo sotto-segretario di Stato e gli ho richiamato alla mente le trattative da noi iniziate l'anno scorso ed intese a pervenire alla conclusione di un accordo avente per iscopo di definire convenzionalmente alcuni punti di diritto internazionale privato. E gli ho soggiunto che, stimando ora opportuno di continuare alacremente codesto negoziato, l'E. V. aveva riassunto in un'apposita memoria lo stato attuale delle trattative intavolate all'uopo coi vari governi, ed aveva in pari tempo chiarito in modo concreto e positivo il vero ed unico scopo che il governo del Re ha in mira. E nel porgere al sotto-segretario di Stato un esemplare della memoria precitata, gli ho manifestato il desiderio nostro di ricevere dal governo imperiale di Germania la dichiarazione che esso sia disposto a prendere in considerazione un progetto concreto di accordo, il quale, in base alle indicazioni contenute in quella memoria, gli sarebbe da noi quanto prima presentato.

Come l'anno scorso, anche questa volta il sotto-segretario di Stato ha encomiato il pensiero altamente civile, caldeggiato con tanto zelo dall'E. V., non senza far voti ch'esso venga tradotto in atto. Mi ha frattanto dichiarato che egli non era in grado di pronunciarsi per ora circa il desiderio da noi manifestato, prima di udire in proposito il competente parere del ministro imperiale della giustizia, a cui sin dal principio delle nostre trattative era stata affidata la trattazione di cosifatta materia. Egli si è riservato quindi di trasmettere al precitato ministro imperiale la memoria elaborata d'all'E. V., non senza raccomandargli caldamente di sottoporla ad un attento esame e di emettere indi il suo parere circa l'offerta da noi fatta di comunicare a questo governo un progetto concreto di convenzione su tale argomento.

Tosto che il ministero imperiale della giustizia avrà compiuto l'ufficio suo, il sotto-segretario di Stato non mancherà di farmi conoscere senza

1) V. il doc. n. 34.

indugio la decisione che il governo imperiale di Germania avrà preso in proposito.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Tugini.*

36.

Il R. Incaricato d'affari in Copenaghen al Ministro degli affari esteri.

Copenaghen, 29 settembre 1882.
Ric. il 4 ottobre.

Signor ministro,

In risposta al pregiato dispaccio in data 19 corrente settembre [1]), mi reco a premura d'informare l'Eccellenza Vostra che questo governo è pronto a prendere in considerazione il progetto concreto d'accordo che Ella ha in animo di presentargli per la possibile definizione dei punti di diritto internazionale privato circa i quali le due legislazioni possono trovarsi in conflitto.

Tale assicurazione mi venne data, non solo dal direttore generale degli affari esteri, ma puranche dal ministro della giustizia che ho potuto vedere oggi stesso. Il signor Nelleman m'incaricò inoltre di ringraziare Vostra Eccellenza del lusinghiero giudizio portato sul memorandum danese [2]), e dissemi che sarrebbe lieto di cooperare, nella misura delle sue forze, alla riuscita di un'opera di tanta importanza come quella di cui il regio governo ha preso l'iniziativa e che riflette quistioni a cui egli, signor Nellemann, altamente s'interessa.

Il governo del Re Cristiano non si dissimula però la difficoltà di conciliare le legislazioni danese ed italiana, stante la diversità dei principii ai quali esse s'informano.

Gradisca, ecc.

Firmato: *E. di Beccaria.*

37.

Il R. Ministro all'Aja al Ministro degli affari esteri.

L'Aja, 3 ottobre 1882.
Ric. il 7.

Signor ministro,

Dopo aver ricevuto il dispaccio di V. E. in data del 19 ora scorso settembre [3]), ho diretto, il 30 dello stesso mese, a questo ministro degli affari esteri la nota di cui qui unisco copia. Ho pur creduto di poter comunicare al ministro medesimo una copia del memoriale stampato.

Ieri avendo avuto occasione di vedere il signor di Rochussen, il discorso cadde naturalmente sul contenuto della mia nota. Riserbandosi di

---

1) V. il doc. n. 34.
2) V. il doc. n. 25.
3) V. il doc. dipl. n. 34.

farmi più tardi una risposta per iscritto, il ministro dell'estero mi confermava intanto, bon espressioni generiche, che il governo neerlandese desiderava quant'altri mai che un accordo potesse aver luogo fra le varie potenze.

Gradisca, ecc.

Firmato: *E. della Croce.*

(Annesso.)

Il R. Ministro all'Aja al Ministro neerlandese degli affari esteri.

La Haye, 30 septembre 1882.

Monsieur le ministre,

Le 5 décembre de l'année dernière, la légation royale d'Italie à La Haye avait l'honneur d'adresser à Votre Excellence un mémorandum relatif à un projet de convention entre l'Italie et les Pays-Bas, qui avait pour but le règlement de quelques points de droit interational privé.

Par sa note du 17 du même mois, le gouvernement néerlandais, tout en appréciant les idées du gouvernement italien et se montrant animé d'un vif désir de contribuer pour sa part à la solution de questions dont l'importance ne pouvait échapper à personne, déclarait ne pouvoir encore se prononcer sur l'opportunité de procéder à des conventions séparément entre deux puissances tant que la possibilité d'un accord, sinon général, du moins plus étendu ne paraissait pas exclue. Il ajoutait que pour se former une opinion définitive il lui fallait d'ailleurs attendre le rapport de son conseiller juridique, auquel le mémoire de la légation italienne avait été soumis.

Les démarches que les représentants italiens faisaient contemporainement auprès des différentes puissances, sans atteindre un résultat immédiat ou plus pratique, recontraient cependant partout un accueil favorable.

La plupart de ces puissances se montraient, dès le premier échange d'idées, très-bien disposées à l'égard de la proposition du gouvernement italien, reconnaissaient l'importance de la matière, promettaient d'en faire l'objet de sérieuses études et applaudissaient aux efforts que l'Italie faisait pour arriver à une entente qui mettrait fin à des couflits très-regrettables et à des questions jusqu'à présent insolubles. Quelques-unes, comme l'Angleterre, allant plus loin, énuméraient déjà les points sur lesquels elles seraient prêtes à traiter.

Loin donc d'être découragé par des retards et des temporisations qui sont et doivent être toujours inévitables lorsqu'il s'agit de questions si graves, le gouvernement du Roi puise dans les déclarations susnommées des différents Etats un nouvel argument pour persévérer dans la tâche qu'il s'est proposée.

D'autre part l'Institut international qui, cette, année s'est réuni à Turin ayant connaissance des déclarations faites dans le temps au parlement italien et de l'initiative qui venait d'être prise par le ministre qui est à la tête du département des affaires étrangères, votait une délibération

par laquelle, rendant hommage à ses efforts, il hâtait de ses voeux le succès de la généreuse entreprise.

Le moment paraîtrait par conséquent arrivé de donner suite aux pourparlers qui ont déjà eu lieu et le gouvernement italien serait aujourd'hui disposé à présenter à celui des Pays-Bas un projet de convention.

Restreignant le plus possible son programme, dans le but de rendre toujours moins difficile l'issue de la négociation, et se bornant à un seul point, mon gouvernement croit qu'on pourrait réduire pour le moment toute la question à déterminer laquelle entre les différentes législations en conflit est applicable à chaque fait ou rapport de droit concernant les personnes, les biens ou les actes des étrangers; désigner les matières respectivement régies par la loi nationale, par celle du domicile ou par celle du lieu où l'acte est passé. Telle, à son avis, devrait être la formule qui servirait de base à la convention. On respecterait ainsi l'indépendance de l'action législative de chaque pays; on laisserait à chaque législateur le soin d'accorder aux étrangers le traitement qu'il juge équitable et on se mettrait d'accord seulement pour la solution uniforme d'une question qui, étant d'un caractère éminemment international, dépasse la compétence de chaque Etat spécial, mais appartient au contraire à la compétence collective des différents pays qui désireraient assurer réciproquement aux droits de leurs sujets une garantie et une protection légale.

Les avantages qu'on pourrait en tirer, si l'on arrivait à fixer ce seul point sont tels qu'ils méritent d'appeler l'attention de tous les gouvernements. J'ose espérer que le gouvernement des Pays-Bas qui, prenant lui-même en 1875 l'initiative d'une négociation pour le réglement international de la compétence des tribunaux vis-à-vis des étrangers ratione personae, témoignait, par ce fait, de la conviction que les nouvelles conditions de la société exigent impérieusement que les différents états s'occupent sérieusement du droit international privé, le gouvernement des Pays-Bas, dis-je, ne voudra pas faire un mauvais accueil au projet de convention que je pourrais avoir l'honneur de lui soumettre éventuellement et dont plus haut j'ai énoncé les bases.

C'est la confirmation de cet espoir que je suis chargé de demander aujourd'hui à Votre Excellence, tandis que je Vous prie d'agréer, ecc.

Signé: *E. Della Croce.*

38.

Il R. Incaricato d'affari in Parigi al Ministro degli affari esteri.

Parigi, 5 ottobre 1882.
Ric. l'8.

Signor ministro,

Ieri, all'udienza settimanale del signor ministro degli affari esteri, rimisi nelle sue mani la memoria da Lei inviatami col dispaccio del 19 set-

tembre[1]), relativa allo stato attuale delle trattative iniziate dalla Eccellenza Vostra coi principali governi esteri allo scopo di addivenire ad una codificazione convenzionale del diritto internazionale privato.

Esposi al signor Duclerc le ragioni che inducevano l'Eccellenza Vostra a continuare ora attivamente il negoziato che Ella intavolò lo scorso anno, e gli consegnai pure una lettera ufficiale in cui io aveva riassunte le indicazioni da Lei svolte nel dispaccio suddetto, pregandolo di esaminare la proposta, cui già erasi mostrato favorevole il suo predecessore, e di farmi poscia conoscere se il governo della Repubblica sia disposto a prendere in considerazione un progetto concreto di accordo che gli sarebbe da noi presentato.

Il signor Duclerc mi dichiarò ch'egli non potrebbe se non essere molto favorevole all'idea che spinse l'Eccellenza Vostra a prendere questa iniziativa dal momento che non si trattava di discutere sui diritti politici degli stranieri, e promise di rispondere dopo di avere esaminata la questione con quel sentimento che gli ispirava l'alta e speciale competenza dell'Eccellenza Vostra.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Ressman.*

39.

Il R. Ministro in Bruxelles al Ministro degli affari esteri.

Bruxelles, 14 ottobre 1882.
Ric. il 18.

Signor ministro,

Ho l'onore di segnarle ricevimento del suo pregiato dispaccio in data 19 settembre[2]) relativo alla proposta di Vostra Eccellenza per una codificazione convenzionale del diritto internazionale privato. Ho preso attenta conoscenza degli argomenti addotti da Vostra Eccellenza per la opportunità di riprendere attivamente le trattative già lo scorso anno iniziate, e non mancherò, per la parte che mi concerne, di spiegare il maggior impegno per farle approdare ad un pratico risultato. Senonchè, essendo ora assente l'onorevole Frère-Orban, ministro per gli affari esteri, dovrò, mio malgrado, aspettare il suo ritorno per eseguire gli ordini di Vostra Eccellenza.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Maffei.*

---

1) V. il doc. dipl. n. 34.
2) V. il doc. n. 34.

40.

Il R. Incaricato d'affari in Parigi al Ministro degli affari esteri.

Parigi, 16 ottobre 1882.
Ric. il 19.

Signor ministro,

Facendo seguito al mio rapporto in data del 5 corrente [1]), ho l'onore di qui inviare all'Eccellenza Vostra la copia d'una lettera colla quale Sua Eccellenza il signor Duclerc rispose alla nota da me lasciatagli, nell'udienza del 4 corrente, circa la proposta di negoziare per addivenire ad un accordo intorno a qualche punto del diritto internazionale privato.

Il signor ministro degli affari esteri della Repubblica si dichiara pronto ad esaminare con cura il progetto che Vostra Eccelenza intende presentargli; egli pregò, dal suo lato, il ministro della giustizia di esaminare in quale misura le leggi francesi possano permettere un accordo convenzionale con noi.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Ressman.*

(Annesso.)

Il Ministro francese degli affari esteri al R. Incaricato d'affari in Parigi.

Paris, le 14 octobre 1882.

Monsieur,

En vous référant aux ouvertures précédemment faites à mes prédécesseurs par M. le baron Marochetti, vous avez bien voulu me transmettre, à la date du 3 de ce mois, un intéressant Mémoire, destiné à faire connaître l'état des pourparlers entamés par le gouvernement italien pour régler, par voie d'accords diplomatiques, la situation juridique des étrangers dans les différents pays. Vous exprimez l'espoir que ce document, en précisant les vues des ministres du Roi, pourra servir de base à une utile négociation.

Le gouvernement de la République examinera avec d'autant plus de soin ces nouvelles propositions, dues à l'initiative libérale de M. Mancini, qu'il partage entièrement ses vues sur l'intérêt qu'il y aurait à prévenir, s'il est possible, les conflits de législation que soulève encore la condition des étrangers. Je me suis empressé de communiquer à mon collègue, M. le ministre de la justice, les documents que vous avez transmis, en le priant de rechercher dans quelle mesure nos lois se prêtent à des arrangements de ce genre.

Aussitôt qu'il m'aura fait connaître son avis, je ne manquerai pas de vous en faire part.

Recevez, etc.

Signé: *E. Duclerc.*

---

1) V. il doc. n. 38.

41.

Il R. Ministro in Lisbona al Ministro degli affari esteri.

Cintra, 13 ottobre 1882.
Ric. il 21.

Signor ministro,

Poco dopo ricevuto il dispaccio di Vostra Eccellenza del 19 settembre scorso [1]), ebbi propizia occasione di leggerne il contenuto a questo ministro degli affari esteri, ricordando a S. E. la favorevole accoglienza già fatta dal governo portoghese alle prime proposte del governo di Sua Maestà circa l'iniziativa italiana per un accordo convenzionale relativo al diritto internazionale privato.

Il consigliere di Serpa Pimentel si compiacque di confermarmi verbalmente le buone disposizioni di questo governo e le sue personali. In seguito ad una nota scritta che ebbi l'onore di indirizzare susseguentemente a S. E., il ministro di S. M. Fedelissima mi risponde ora colla nota del 9 corrente, della quale mi pregio di unir qui copia tradotta.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Oldoini.*

(Annesso.)

Il Ministro portoghese degli affari esteri al R. Ministro in Lisbona.

(Traduzione.)

Lisbona, 9 ottobre 1882.

Signor ministro,

In risposta alla nota che V. E. si compiacque rivolgermi, addì 2 corrente, accompagnata della traduzione d'un officio del ministro degli affari esteri e di un pro-memoria sullo stato in cui attualmente trovansi le negoziazioni iniziate dal governo italiano allo scopo di rendere possibile una codificazione convenzionale del diritto internazionale privato, ho l'onore di partecipare che il governo di Sua Maestà accetta con vivo piacere l'offerta fattagli per la stessa nota, di ricevere comunicazione di un progetto concreto sulla materia, progetto che farà tosto studiare colla sollecitudine di cui è meritevole non solo l'importanza dell'assunto, ma altresì la nota competenza dell'illustre giureconsulto e pubblicista che dirige al presente gli affari esteri del regno d'Italia.

Gradisca, ecc.

Firmato: *A. de Serpa.*

---

1) V. il doc. n. 34.

42.

Il R. Incaricato d'affari in Madrid al Ministro degli affari esteri.

Madrid, 17 ottobre 1882.
Ric. il 21.

Signor ministro,

Conformemente alle istruzioni contenute nel dispaccio ministeriale in data del 19 settembre[1]), fu mia cura di rivolgermi senza indugio, con una nota in data del 27 settembre, al ministero di Stato perchè fosse presa in considerazione l'offerta di un progetto concreto avente per oggetto di definire convenzionalmente alcuni punti di diritto internazionale privato.

Il ministro di grazia e giustizia giunse da pochi giorni in Madrid dalla residenza reale di Sant'Ildefonso. M'affrettai a recarmi personalmente da lui, e a ricordargli le promesse fattemi sull'argomento nel settembre 1881. Gli trasmisi un esemplare della memoria e un breve scritto nel quale svolsi gli argomenti contenuti nel dispaccio ministeriale. Il ministro mi rispose che studierebbe attentamente la memoria, di grande rilevanza giuridica, e che poscia mi farebbe conoscere i suoi intendimenti. Sarà mia cura di darne contezza immediata all'E. V.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Terzaghi.*

43.

Il R. Incaricato d'affari in Berlino al Ministro degli affari esteri.

Berlino, 25 ottobre 1882.
Ric. il 3 novembre.

Signor ministro,

Col mio rapporto del 26 settembre scorso[2]), riferii all'E. V. la rispota che questo sotto-segretario di Stato mi aveva fatto circa l'offerta nostra di comunicare al governo imperiale un progetto concreto di convenzione inteso a definire alcuni punti di diritto internazionale privato.

Nella visita che gli ho fatto oggi, questo sotto-segretario di Stato mi ha significato che, in seguito al parere enunciato dal ministero imperiale della giustizia, questo governo si dichiara disposto a prendere in considerazione il progetto di convenzione che l'E. V. si propone di comunicargli su tale argomento. Ma non ha frattanto tralasciato di avvertire che il governo imperiale non sarà in grado di manifestare il suo giudizio sul contenuto del predetto schema di convenzione, se non dopo che saranno terminati i lavori di redazione del nuovo codice civile tedesco, il quale dovrà adottarsi uniformemente per tutto l'impero. Soltanto dopo che tale

1) V. il doc. n. 34.
2) V. il doc. n. 35.

opera sarà compiuta, il ministero imperiale della giustizia potrà accingersi all'esame del progetto sovrindicato e formulare all'uopo il suo parere.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Tugini.*

44.

Il R. Ministro in Stoccolma al Ministro degli affari esteri.

Stoccolma, 30 ottobre 1882.
Ric. il 5 novembre.

Signor ministro,

Non ho mancato di rimettere a questo signor ministro per gli affari esteri i tre esemplari della memoria unita al dispaccio che l'E. V. mi fece l'onore d'indirizzarmi con la data del 19 settembre [1]). Avendo avuto occasione di parlarne col barone Hochschild, lo pregai di sollecitare, per quanto fosse possibile, l'esame dell'importante documento per parte dei suoi colleghi della giustizia, tanto qui che in Cristiania. Mi ha promesso che l'avrebbe fatto e mi fece sperare che tra breve sarebbe in grado di farmi conoscere le disposizioni dei governi di Svezia e di Norvegi relativamente alla presentazione di un progetto concreto di accordo foggiato sulle indicazioni contenute nella memoria più sopra indicata.

Gradisca, ecc.

Firmato: *F. Spinola.*

45.

Il R. Incaricato d'affari in Santiago al Ministro degli affari esteri.

Santiago, 23 settembre 1882.
Ric. il 7 novembre.

Signor ministro,

Il 6 marzo ultimo passato io indirizzava al signor ministro delle relazioni esteriori del Chilì apposita nota (annesso I) nel senso indicatomi dal pregiato dispaccio del 28 novembre 1881 [2]), col quale l'Eccellenza Vostra, confermando il contenuto del precedente dispaccio del 16 settembre [3]), mi invitava ad indagare se questo governo fosse disposto a dar principio alle desiderate trattative per la definizione di alcuni punti di diritto internazionale privato, e quali fossero i punti su cui un accordo sarebbe stato più agevole.

Ad avvalorare quel passo, ripetutamente tenni poi parola dell'argomento col signor Giuseppe Eugenio Vergara, ministro della giustizia, onde interessarlo allo studio della complessa questione.

1) V. il doc. n. 34.
2) V. il doc. n. 14.
3) V. il doc. n. 1.

Qual risultato delle fatte pratiche ho ora l'onore di qui compiegare due esemplari di una nota colla quale il signor Vergara ha risposto al memorandum dell'E. V.[1]).

Tale nota mi venne testè ufficialmente rimessa dal signor Aldunate, il quale, nel farmi siffatta comunicazione, ha aggiunto che lo scritto del signor ministro della giustizia racchiudeva il pensiero del governo su questa materia (annesso II).

Secondo le indicazioni dell'Eccellenza Vostra, i tentativi d'accordo dovrebbero essenzialmente raggirarsi sui seguenti punti:

1° Quale influenza può esercitare sulla nazionalità di una persona il luogo di nascita diverso da quello dei propri genitori?

2° Quale effetto può il matrimonio produrre rispetto alla nazionalità della moglie?

3° La perdita o l'acquisto di una delle nazionalità del marito o del padre di famiglia può, o no, influire sulla nazionalità della moglie e dei figli?

4° Qual legge ha da regolare la capacità civile delle persone: la legge nazionale o la legge della residenza?

5° A qual legge avranno da essere sottomessi i beni mobili ed immobili? Tanto l'una quanto l'altra classe avranno da dipendere dalla stessa legge, o da una legge distinta? Avrà da prevalere la legge del luogo ove i beni sono situati, oppure la legge nazionale o del domicilio dei proprietari?

6° Quale esser deve il vero significato e la forza della massima locus regit actum? Tale massima sarà dessa applicabile solo alla forma dell'atto, od avrà pure da estendersi alla sostanza?

7° Da qual legge avranno da essere regolate le successioni? Avrà al riguardo da prevalere la massima tot haereditates quot regiones, o si dovrà invece considerare l'eredità come un solo ente, simultanea combinazione del diritto di proprietà e del diritto di famiglia, che deve essere regolata da una unica legge, quella nazionale del defunto?

Il governo del Chilì rispetto ai primi tre punti esclude, per parte sua, la possibilità d'ogni discussione; poichè, trattandosi di principii fondamentali della costituzione politica della repubblica, non potrebbesi farne materia di negoziati diplomatici. Per quanto concerne gli altri punti, sarebbe disposto ad entrare in trattative, però unicamente colla mira che gli eventuali accordi internazionali abbiano ad avere per oggetto, non già di far modificare la legislazione cilena, ma bensì d'ottenere che a questa abbiano da conformarsi le legislazioni degli altri paesi.

Quali siano le disposizioni della costituzione cilena sui menzionati tre primi punti, è ben noto. Le disposizioni legislative riferentisi agli altri quattro punti trovansi indicate e spiegate nella presente nota del signor Vergara.

---

1) Questo documento, che costituisce nella materia di cui trattasi una speciale monografia, è stato collocato nell'Appendice, in fine della presente raccolta, a pag. 183.

In base a queste communicazioni l'E. V. potrà, credo, trovarsi sufficientemente in grado di farsi un concetto chiaro e preciso dei veri termini in cui si presenta, rispetto al Chilì, l'interessantissima questione della vagheggiata definizione dei principali punti del diritto internazionale privato.

Il gabinetto della Moneda, nel manifestare le proprie vedute ed intenzioni in merito al programma dell'E. V., formulato nel sopraccitato memorandum, dando una maggior estensione al programma medesimo, ha pur segnalato due altri punti, circa ai quali, a suo avviso, sarebbero in ispecial modo desiderabili degli accordi internazionali, cioè: »l'autorità delle sentenze dei tribunali stranieri, e l'effetto estraterritoriale del fallimento.«

In ordine al fallimento, secondo l'opinione del signor Vergara, per giungere possibilmente ad una uniformità di norme legislative, le principali questioni che avrebbero da esaminarsi e da risolversi sarebbero le seguenti:

1⁰ Quale deve essere il giudice competente per dichiarare un debitore in istato di fallimento?

2⁰ La dichiarazione di fallimento fatta dal tribunale d'un paese, quale effeto deve avere dinanzi ai tribunali di un altro paese?

3⁰ Se un solo tribunale deve avere giurisdizione rispetto ad un fallimento, secondo qual legge avrà da compiersi il giudizio di graduazione dei vari debiti?

4⁰ L'unità di giurisdizione sopra un fallimento deve limitarsi ai debiti personali, oppure anche estendersi ai debiti ipotecari?

5⁰ Per determinare gli effetti più o meno ampi, che il fallimento deve produrre dinanzi i tribunali d'un altro paese, è il caso di ammettere la distinzione tra cessione volontaria e cessione forzata di beni, fatta da un debitore ai suoi creditori?

Relativamente a questi due punti, il governo cileno s'associerebbe premuroso alla nostra iniziativa, professandosi disposto a prendere in deferente considerazione le proposte che il governo del Re fosse per fargli, soprattutto se, circa alle proposte medesime, si trovassero con noi d'accordo i governi dei paesi coi quali il Chilì mantiene strette relazioni commerciali.

Gradisca, ecc.

Firmato: *R. Magliano.*

(Annesso I).

Il R. Incaricato d'affari in Santiago al Ministro cileno degli affari esteri.

Santiago, 6 marzo 1882.

Signor ministro,

Il giorno 9 novembre ultimo passato ebbi l'onore d'intrattenere l'E. V. circa il desiderio manifestato dal mio governo di promuovere degli accordi internazionali aventi per oggetto di regolare in modo uniforme la condizione civile degli stranieri mediante l'unificazione di alcuni punti del diritto privato e nell'intento di procurare i più larghi benefizi ai cittadini

degli Stati contraenti; ed in quella circostanza Le rimettevo copia di un memorandum su tal argomento compilato da S. E. il signor Mancini.

L'E. V. compiacquesi allora di dichiararmi che avrebbe esaminato la questione, e che poscia si sarebbe recato a premura di comunicarmi al rguardo le vedute e gli intendimenti del supremo governo della repubblica.

Il signor ministro degli affari esteri di S. M., dacchè la maggior parte dei governi fecero buon viso alla sua iniziativa, bramerebbe ora di non tardare ad ottenere possibilmente un qualche pratico risultato, epperc ò gradirebbe assai di conoscere, se anche l'illuminato governo del Chilì sia disposto ad intavolare speciali negoziati in proposito, ed in caso affermativo quali sarebbero i punti intorne ai quali un accordo sembrerebbe all'E. V. meno difficile e più desiderabile.

Nella lusinga, signor ministro, che la squisita cortesia dell'E. V. voglia pormi in grado di fare quanto prima al mio governo l'attesa comunicazione su questo argomento, pregiomi di anticiparle pel favore i miei più distinti ringraziamenti, mentre pur profitto della presente opportunità per rinnovare, ecc.

Firmato: *R. Magliano.*

(Annesso II).

Il Ministro cileno degli affari esteri al R. Incaricato d'affari in Santiago.

(Traduzione.)

Santiago, 21 settembre 1882.

Signor incaricato d'affari,

Cor riferimento alla cortese comunicazione della S. V. del 6 marzo dell'anno in corso, destinata ad informarmi delle pratiche del governo di S. M. il Re d'Italia tendenti a procurare un accordo internazionale che garantisse uno ed uniforme il godimento dei diritti civili dello stranieno nel paese di sua residenza, e della quale diedi debitamente notizia al mio onorevole collega il signor ministro di giustizia, culto ed istruzione publica, domandandogli che mi desse a conoscere la sua opinione sovra i diversi punti a cui essa si riferiva, ho l'onore di rimettere a V. S., alligata in copia, la risposta che mi è stata diretta dal detto signor ministro.[1])

Prego V. S. di volere considerare questa risposta come la espressione fedele del pensiero del mio governo in ordine ai diversi punti che comprende la citata nota di V. S. della quale si tratta.

Approfitto di questa occasione, ecc.

Firmato: *L. Aldunate.*

---

1) V. nota 4) a pag. 49.

46.

Il Ministro degli affari esteri al R. Incaricato d'affari in Santiago.

Roma, 10 novembre 1882.

Signor incaricato d'affari,

Ho ricevuto il pregiato rapporto che V. S. indirizzavami in data del 13 settembre ultimo scorso [1]), per intrattenermi degli uffici da Lei fatti per indagare se il governo chileno fosse disposto a dar principio alle trattative per la definizione di alcuni punti di diritto internazionale privato. A tale rapporto andava unita una nota con cui il ministro della giustizia risponde al nostro memorandum. Questa nota rappresenta, secondo la comunicazione fatta alla S. V. dal signor Aldunate, il pensiere del gabinetto di Santiago.

Mentre ringrazio la S. V. delle notizie a me trasmesse in proposito, mi fo sollecito di informarla che le argomentazioni svolte dal signor Vergara saranno, per parte mia, oggetto di accurato studio, e che non mancherò di esaminare le proposte del governo cileno.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

47.

Il R. Ministro in Atene al Ministro degli affari esteri.

Atene, 16 novembre 1882.
Ric. il 22.

Signor ministro,

Per non apparire da meno di vari tra i miei colleghi nell'adempimento degli ordini contenuti nel dispaccio ministeriale relativo alla definizione di alcuni punti di diritto internazionale privato, ho l'onore di trasmettere, qui unita, all'Eccellenza Vostra la copia di una nota che io indirizzai al signor Tricoupis, in data del 10 ottobre ultimo scorso, insieme ad uno degli esemplari del memoriale stampato, annessi al surriferito dispaccio.

Siccome Ella rileverà nel mio scritto, dopo d'aver indicato le ragioni che hanno indotto l'Eccellenza Vostra a ripigliare attivamente il negoziato, ho rammentato le esplicite promesse del gabinetto di Atene, racchiuse nella nota a me rivolta il 20 aprile (2 maggio) 1882 [2]). Ho fatto, quindi, osservare quale sia il vero ed unico scopo che si ha da noi in mira presentando un progetto di convenzione, ed ho espresso la fiducia di vedere, ben presto, il governo ellenico annuente a prenderlo in considerazione.

---

1) Vedi il doc. n. 45.
2) V. l'annesso II al doc. n. 32.

Dapprima l'imminente apertura della Camera ed ora le perplessità inerenti ad una situazione parlamentare non ben definita hanno impedito il signor Tricoupis ed il suo collega della giustizia di formolare una risposta alla mia comunicazione; non mi stanco, pertanto, d'insistere, ed ho buona speranza di vedere, senza soverchio indugio, appagato il desiderio dell'Eccellenza Vostra.

Gradisca, ecc.

Firmato : *Curtopassi.*

(Annesso).

Il R. Ministro in Atene al Ministro ellenico degli affari esteri.

Atene, 16 novembre 1882.

Monsieur le Président du Conseil,

Les pourparlers engagés par le gouvernement de S. M. le Roi d'Italie avec plusieurs Etats, parmi lesquels figure la Grèce, pour tâcher d'arrêter des règles communes au sujet de la condition juridique des étrangers, viennent de recevoir une nouvelle impulsion, qui semble pouvoir aider considérablement au progrès des négociations.

En effet l'Institut de droit international, association scientifique que Son Exc. M. Mancini a contribué à fonder et qui s'est réunie cette fois-ci à Turin, après avoir eu connaissance, par les déclarations parlementaires de l'illustre jurisconsulte italien, ainsi que par un exposé de M. Rivier, de l'initiative prise par le gouvernement du Roi, votait une délibération par laquelle on applaudissait à nos efforts et l'on exprimait le voeu de les voir couronnés d'un plein succès auprès des différents Etats.

Encouragé par cette manifestation spontanée et unanime et, jugeant le moment favorable pour reprendre les pourparlers, S. Exc. M. Mancini s'est employé à résumer dans un mémoire, dont j'ai l'honneur de transmettre ci-joint un exemplaire, l'état actuel des négociations et à éclaircir, dans les termes les plus précis, le véritable et unique but que l'on poursuit.

Bien que Votre Excellence se soit empressée de répondre par l'accueil le plus favorable au désir du cabinet de Rome en déclarant, par la note qu'Elle m'a fait l'honneur de m'adresser sous la date du 20 avril (2 mai) 1882, que le gouvernement hellénique s'associerait volontiers à la tâche entreprise par Son Exc. M. Mancini pour améliorer la condition civile des étrangers, je serai fort reconnaissant de savoir si, tout en confirmant Son adhésion, Elle se trouve disposée à prendre en considération un projet d'arrangement qui serait présenté sur la base des indications contenues dans le mémoire ci-annexé.

Ce projet de convention ne viserait nullement, ainsi qu'il résulte du dit mémoire, à une modification quelconque de la législation des différents pays, ni ne s'arrêterait trop longtemps à examiner le traitement plus ou moins favorable accordé aux étrangers; il se proposerait seulement de déterminer, en cas de conflit entre deux ou plusieurs législations, laquelle de ces législations devrait être appliquée à chaque cas, à chaque rapport

juridique concernant les personnes, les biens ou les actes des étrangers; il désignerait en outre les matières qui devraient être régies par les lois respectives, par celles du domicile de l'étranger ou, enfin, par celles où sont sis les biens et où les actes ont été passés.

J'ai la meilleure confiance de retrouver auprès du gouvernement hellénique les mêmes dispositions dont il était déjà animé pour la conclusion d'un arrangement qui, tout en faisant honneur aux deux pays, marquera incontestablement une ère de progrès dans les rapports internationaux, et je saisis, etc.

Signé: *F. Curtopassi.*

48.

Il R. Incaricato d'affari in Bruxelles al Ministro degli affari esteri.

Bruxelles, 24 novembre 1882.
Ric. il 3 dicembre.

Signor ministro,

A norma di quanto aveva fatto conoscere a V. E. il marchese Maffei, nel suo rapporto del 14 ottobre [1]), dopo il ritorno dalla Spagna di S. E. il signor Frère-Orban mi sono fatto un dovere di tosto inviargli la memoria circa un accordo avente per oggetto di definire convenzionalmente alcuni punti di diritto internazionale privato.

Nella mia comunicazione non mancai di svolgere, con la massima cura, i vari e convincenti argomenti di cui l'E. V. si era servito nel dispaccio del 19 settembre scorso [2]).

Se non ho subito portato a conoscimento di V. E. questo passo da me fatto, si è perchè desideravo dapprima conferire coi vari ministri interessati: le LL. EE. Frère-Orban, Bara e Rolin-Jacquemis. Questi signori mi osservarono, nei vari colloquii che ho avuto con loro, che soltanto in gennaio o febbraio prossimo sarebbero in grado di trasmettere un riscontro scritto alla legazione, in risposta alla mia nota.

Essi vorrebbero di gran cuore aderire alle proposte italiane, sia perchè le considerano come racchiudenti in sè concetti di vero progresso ed avvenire, sia pure anche per essere favorevoli ad idee particolarmente care alla E. V., per la quale professano tutti un'alta stima ed una devota e provata amicizia. Però essi si urtano contro difficoltà pratiche di attuazione, le quali, ho timore, costringeranno il gabinetto belga a dare, suo malgrado, una risposta non molto diversa da quella svolta nel mio rapporto del 17 dicembre 1881 [3]).

Ecco tuttavolta tre punti di cui mi hanno fatto parola questi uomini di Stato e sui quali mi pare opportuno di riferire a. V. E. i loro apprezzamenti.

---

1) V. il doc. n. 39.
2) V. il doc. n. 34.
3) V. il doc. n. 20.

1º In materia di giure civile il governo belga, avendo presentato al Parlamento certi progetti di legge destinati a togliere ognora più qualunque differenza tra Belgi e stranieri, e ciò senza richiedere la reciprocità dagli Stati esteri, seguendo così la legislazione italiana, non può entrare, almeno in questo momento, in trattative qualsiasi su questo argomento coi gabinetti esteri.

2º Per riguardo alla cauzione del judicatum solvi il gabinetto belga crede impossibile di abolirla per gli stranieri che adiscono i tribunali belgi, gravissimi presentandosi gli inconvenienti di un consimile provvedimento, annullato però in Italia.

3º Benchè il nuovo codice di procedura del 25 marzo 1876 dia, cogli articoli 10 e 54, piena facoltà al governo belga di conchiudere trattati colle potenze estere circa la validità ed esecutorietà nel Belgio delle sentenze emanate dai tribunali esteri, pure il gabinetto di Bruxelles in questa momento non vuole entrare in trattative nè intavolare negoziati su questa materia. A questo riguardo il guardasigilli Bara mi soggiungeva: »Salvo l'Italia, mi risulta che non v'è altra nazione che voglia accordarci »reciprocità su tale oggetto, rendendo esecutorie nel rispettivo territorio »le sentenze dei tribunali belgi. Di più, se accordiamo la validità agli »atti dei tribunali italiani, dobbiamo accordarla ai giudicati della magi»stratura di tutte le altre nazioni, fra le quali alcune ci inspirano mediocre fiducia«.

Tuttavia io credo che non sia il caso di perdersi d'animo su tale questione, ponendo mente a ciò che il signor Frère-Orban, nella risposta del 17 dicembre 1881, diceva terminando, che cioè, »se per altro vi fosse, »nel nostro diritto civile relativo agli stranieri, qualche punto che appa»risse a. S. E. il signor Mancini suscettibile di obbiezione, voglia indicar»celo; noi l'esamineremo con premura e con le più benevole disposizioni«.

In presenza di così categoriche dichiarazioni, gioverebbe forse che V. E. proponesse un progetto ben definito da sottoporre all'esame del governo belga, in base al quale si potrebbe venire, circa alcuni punti del diritto internazionale privato, ad accordi i quali sarebbero come un primo passo sulla via di progresso scientifico e umanitario, che l'E. V. volle intraprendere intavolando questo primo scambio di idee coi vari governi.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Gerbaix de Sonnaz.*

49.

Il R. Incaricato d'affari in Pietroburgo al Ministro degli affari esteri.

Pietroburgo, 23 novembre 1882.
Ric. il 3 dicembre.

Signor ministro,

Mi pervenne regolarmente il dispaccio in data del 19 settembre

scorso [1]), col quale l'Eccellenza Vostra mi ordinò di chiedere di nuovo al governo imperiale russo se sia disposto a prendere in considerazione un progetto di accordo su alcuni punti di diritto internazionale privato, basato sulle istruzioni svolte nella memoria che andava annessa a quel dispaccio; progetto che l'Eccellenza Vostra si riserbava di presentare in seguito.

S. E. il signor de Giers rispose alla mia comunicazione verbale che, per giungere ad una risultanza concreta, e a chiarire apertamente fin d'ora tale questione, era meglio che gl' indirizzassi una lettera ufficiale, ch' egli avrebbe poi comunicato al ministero imperiale della giustizia, richiedendolo del suo parere.

Mi diedi premura d'uniformarmi al metodo indicatomi da Sua Eccelenza; e d'allora in poi ho attentamente praticato la ingiunzione datami coll'ultimo alinea del suddetto dispaccio dell'Eccellenza Vostra, ponendo ogni mia cura ad ottenere una risposta sollecita ed affermativa.

Ho oggi, signor ministro, la soddisfazione di riferirle che il signor de Giers, prima della sua partenza da Pietroburgo per l'Italia, mi ha verbalmente informato che la risposta del ministero della giustizia sarà interamente favorevole — informazione, del resto, che mi era già d'altra parte pure indirettamente pervenuta, — e che siffatta risposta ufficiale sarebbe probabilmente comunicata a questa regia ambasciata durante la sua assenza. Sua Eccelenza aggiunse che tanto egli, quanto il signor Nabocoff, ministro della giustizia, esaminata la proposta, si chiamano onorati di contribuire, per quanto possono, ad un'opera così civile ed utile, che corrisponde ai loro desiderii, e che acquista forza dal nome dell'Eccelenza Vostra, fattosene iniziatore.

Mi riservo d'inviare all'Eccelenza Vostra copia della risposta che riceverò dal ministero imperiale degli affari esteri. Ed auguro ch'essa sia, anche nell'assenza del signor de Giers, così soddisfacente come accennano le suddette informazioni.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Zannini.*

50.

Il R. Ambasciatore in Vienna al Ministro degli affari esteri.

Vienna, 3 dicembre 1882.
Ric. il. 7.

Signor ministro,

Il barone Galvagna, in conformità alle istruzioni impartitegli col dispaccio del 19 settembre scorso [1]), s'era fatto premura di comunicare a questo ministro I e R. degli affari esteri la memoria che vi era annessa e che riassume lo stato attuale delle trattative iniziate da Vostra Eccellenza presso

---

1) V. il doc. n. 34.
2) V. il doc. n. 34.

i varii governi per la conclusione di un accordo su alcuni punti di diritto internazionale privato. In pari tempo, il barone Galvagna aveva espresso il desiderio di conoscere se il governo austro-ungarico sarebbe disposto a prendere in considerazione un progetto concreto di accordo che gli sarebbe presentata ulteriormente.

Il ministro I. e R. risponde ora colla nota di cui mi pregio di trasmettere copia qui unita; nella quale, accettando la nostra offerta, dichiara che il governo d'Austria-Ungheria è pronto ad esaminare il progetto che gli sarà comunicato e ad iniziare su di esso le relative discussioni.

Gradisca, ecc.

Firmato: *C. Robilant.*

(Annesso).

Il Ministo austro-ungarico degli affari esteri al R. Ambasciatore in Vienna.

Vienne, 1er décembre 1882.

Monsieur l'ambassadeur,

Par une note datée du 25 septembre dernier, M. le baron Galvagna a bien voulu transmettre au ministre I. et R. des affaires étrangères un mémoire concernant les négociations diplomatiques du gouvernement italien pour une codification conventionelle du droit international privé. En même temps, M. le chargé d'affaires d'Italie a, au nom de son gouvernement, exprimé le désir d'être informé si le gouvernement austro-hongrois serait disposé à prendre en considération un projet de convention qui, traitant de la matière susindiquée, lui serait présenté plus tard.

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que, déjà en février 1882, M. le compte Wimpffen, alors ambassadeur de Sa Majesté I. et R. Apostolique auprès de Sa Majesté le Roi d'Italie, a été chargé de communiquer à S. Excellence M. Mancini, en réponse à sa circulaire du 16 septembre 1881, que l'impulsion donnée par le gouvernement italien trouvait de notre part un accueil sympathique et que nous prendrions avec un vif intérêt connaissance des propositions détaillées annoncées à la fin de la circulaire.

Je ne puis donc que répéter à V. Excellence que le gouvernement I. et R. est tout prêt à examiner le projet qui lui sera présenté par l'ambassade royale et à entamer les discussions qui doivent s'ensuivre.

Je saisis, etc.

Signé: *Kalnocky.*

51.

Il R. Incaricato d'affari in Montevideo al Ministro degli affari esteri.

Montevideo, 7 novembre 1882.
Ric. il 9 dicembre.

Signor ministro,

Appena mi giunse il dispaccio del 19 settembre scorso[1]), mi feci premura di recarmi dal signor Hordenana e rimettergli uno degli originali trasmessimi dall'E. V. circa i negoziati intavolati dal governo italiano per addivenire alla formazione quasi di un codice convenzionale per il diritto internazionale privato. Egli mi disse che, trovandosi in Roma in missione straordinaria presso Sua Santità, già aveva avuto occasione di scambiare al riguardo coll'E. V. le sue idee; che egli approvava in massima l'iniziativa presa dal nostro governo, che ne vedeva tutti i vantaggi, ma che, sebbene in complesso potesse quasi accertarmi che la repubblica dell'Uraguay vi aderirebbe, desiderava di sottoporre la memoria a. S. E. il signor presidente della Repubblica e farla esaminare da competenti giureconsulti, riservandosi di parteciparmi quanto prima il risultato delle loro decisioni.

Raccomandai pure la pratica particolarmente al comm. Castro ministro dell'interno, il quale mi promise che ne avrebbe parlato favorevolmente al presidente. L'E. V. può contare sopra una prossima accettazione, ed io mi farò premura di comunicarla, appena ne riceva la notizia ufficiale.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Corte.*

52.

Il R. Ambasciatore in Pietroburgo al Ministro degli affari esteri.

Pietroburgo, 18 dicembre 1882.
Ric. il 22.

Signor ministro,

Facendo seguito al rapporto inviato a codesto ministero dal conte Zanini in data del 23 novembre scorso[2]), relativo alla proposta definizione di alcuni punti di diritto internazionale privato, mi do premura di qui unire copia della lettera diretta su tale argomento da quest'ambasciata al ministero degli affari esteri di Russia in data del 21 settembre scorso (annesso I) e della risposta del suddetto dicastero imperiale in data del 17 novembre p. p. (annesso II).

L'E. V. vedrà che sifatta risposta non si limita ad una semplice adesione generica, ma esprime il desiderio del ministero imperiale della

---

1) V. il doc. n. 34.
2) V. il doc. n. 49.

giustizia di ricevere prontamente e di esaminare i termini di un progetto preciso e concreto.

Per parte mia, mi limiterò a qui aggiungere, in via interamente confidenziale, all'E. V. due osservazioni.

Come è avvertito nella lettera suddetta del signor di Vlangaly, qui annessa in copia, siede adesso in Pietroburgo una commissione incaricata della revisione del codice civile. Sarebbe molto opportuno, per il migliore andamento di questa pratica, che il testo del progetto italiano giunga prima che la detta commissione abbia inoltrato i suoi lavori, e stabilito massime di diritto internazionale che per avventura non fossero in pieno accordo con quelle che l'E. V. ha l'intenzione di proporre. Il che potrebbe poi essere di ostacolo all'adozione di queste ultime.

L'altra osservazione si è che, giacchè chi oggi presiede ai due dicasteri imperiali russi degli affari esteri e della giustizia si dichiara così propenso alle nostre proposte, sarebbe senza dubbio prudente consiglio il profittare delle attuali buone disposizioni, anzichè aspettare lontane ed incerte contingenze.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Nigra.*

(Annesso I).

Il R. Incaricato d'affari in Pietroburgo al Ministro russo degli affari esteri.

St.-Pétersbourg, 28 septembre (3 octobre) 1882.

Monsieur le ministre,

J'ai eu l'honneur, au mois d'octobre de l'an dernier, de faire part verbalement à V. Exc. de la décision prise par le gouvernement du Roi d'appeler l'attention des différents gouvernements sur l'utilité qu'il y aurait à rédiger un accord ayant pour objet certains points de droit international privé. Et je remis à cette occasion entre les mains de V. Exc. un mémorandum explicatif de la question.

V. Exc. voulut bien me charger alors, dans l'entretien qu'elle me fit l'honneur de m'accorder, de référer à mon gouvernement qu'elle appréciait toute la valeur et l'utilité de l'initiative que S. Exc. M. Mancini venait de prendre, et que, si le gouvernement italien avait jugé à propos de formuler lui-même une proposition à ce sujet, elle était disposée à l'examiner de concert avec le ministre impérial de la justice.

S. Exc. le ministre royal des affaires étrangères, ayant à présent reçu aussi des autres Etats auxquels il s'est adressé une réponse favorable, en principe, à ces idées, a décidé de présenter un projet de convention internationale et a rédigé le mémoire ci-joint, qui résume l'histoire des négociations et détermine le but qu'on se propose d'obtenir. L'accord en question ne devrait point viser à changer la législation intérieure des Etats, ni se préoccuper du traitement plus ou moins libéral accordé par ceux-ci aux étrangers. Son but serait de déterminer laquelle, entre plu-

sieurs législations en conflit, est applicable à chaque fait ou rapport de droit concernant les personnes, les biens ou les actes des étrangers; désigner les matières respectivement régies par la loi nationale, par celle du domicile, par celle où les biens sont situés, ou par celle du lieu où l'acte est passé.

Je suis chargé de présenter ci-joint à V. Exc. le dit mémoire, en Lui exprimant le désir du gouvernement royal de recevoir de nouveau du gouvernement impérial l'assurance qu'il est disposé à prendre en considération un projet de convention élaboré sur les bases qui y sont indiquées; projet que le gouvernement italien se réserve de lui soumettre plus tard. Je serai très-reconnaissant à V. Exc. de vouloir bien me mettre à même de donner, aussitôt que faire se pourra, à S. Exc. le ministre royal des affaires étrangères, qui s'intéresse vivement du résultat de ces négociotions, une réponse satisfaisante.

Veuillez agréer, etc.

Signé: *Zannini.*

(Annesso II).

Il Reggente il Ministero russo degli affari esteri al R. Incaricato d'affari in Pietroburgo.

St-Pétersbourg, 17/29 novembre 1882.

Monsieur le chargé d'affaires,

Dès la réception de votre note du 21 septembre (4 octobre) dernier, je n'ai pas manqué de faire part à monsieur le ministre de la justice des ouvertures que le gouvernement royal a bien voulu nous faire concernant un arrangement à conclure entre les cabinets dans le but de régler d'un commun accord certaines questions de droit international privé, en établissant des règles fixes applicables aux rapports de droit d'intérêt privé dans les cas où il surgirait un conflit entre plusieurs législations.

En même temps, je lui ai transmis le mémoire de M. Mancini où se trouvent indiquées les bases des conventions à échanger à ce sujet.

Monsieur le ministre m'informe aujourd'hui qu'il n'hésite point à reconnaître toute la valeur d'un règlement exact et uniforme des questions relatives aux droits personnels des étrangers et qu'il ne peut que partager les sympathies avec lesquelles les cabinets ont accueilli les propositions du gouvernement italien, ainsi que le témoigne le résumé des négociations fait dans le mémoire de M. Mancini.

Tout en se rendant compte des graves difficultés inséparables d'une entreprise d'une si haute portée, le ministre exprime un ferme espoir que, loin d'entraver les investigations à faire dans le but de réaliser le projet dont il s'agit, elles ne feraient que nous exhorter à de nouveaux efforts pour arriver à une fin satisfaisante.

Les propositions du gouvernement du Roi coïncidant, par une heureuse éventualité, avec la révision de notre code civil et de nos lois pé-

nales, le ministre serait placé dans les conditions les plus favorables à un échange d'idées concernant les questions qui font l'objet de ces propositions, et se trouverait très satisfait d'être mis le plus tôt possible en possession du projet de convention que M. Mancini s'était réservé de nous communiquer.

J'ai l'honneur etc.

Signé: *Vlangaly.*

58.

Il R. Incaricato d'affari in Parigi al Ministro degli affari esteri.

Parigi, 20 dicembre 1885.
Ric. il 25.

Signor ministro,

Giusta la promessa che S. E. il signor Duclerc mi fece verbalmente, e che ripetè nella lettera di cui ebbi l'onore di inviare all'Eccellenza Vostra una copia col mio rapporto del 16 ottobre ultimo [1]), egli m'informò con altra, in data di ieri, dell'avviso che fu espresso dal suo collega il guardasigilli intorno al modo pratico di addivenire a qualche stipulazione intesa ad uniformare la legislazione nei nostri due paesi sopra alcuni essenziali punti del diritto internazionale privato.

Il signor Devès indicò la situazione legale delle società commerciali di un paese nell'altro, l'esecuzione delle sentenze, la trasmissione, sia degli atti giudiziari e delle commissioni rogatorie, sia degli atti dello stato civile, come questioni che potrebbero essere successivamente trattate. Ma egli esprima il desiderio che l'Eccellenza Vostra, la quale prese l'iniziativa delle proposte, formoli le soluzioni che dovrebbero essere ulteriormente discusse.

Mi pregio di rassegnarle qui unita una copia della lettera del signor Duclerc, e La prego, ecc.

Firmato: *Ressman.*

(Annesso.)

Il Ministro francese degli affari esteri al R. Incaricato d'affari in Parigi.

Paris, 19 décembre 1882.

Monsieur,

Vous m'avez communiqué, le 3 octobre dernier, un mémoire destiné à faire connaître l'état des pourparlers entamés par le gouvernement italien pour régler, par voie d'accords diplomatiques la situation juridique des étrangers dans les différents pays. Vous exprimiez, en même temps, l'espoir que ce document, en précisant les vues de M. Mancini, pourrait servir de base à une utile négociation.

1) V. il doc. n. 40.

Ainsi que je vous l'ai fait savoir par ma lettre du 14 octobre, je me suis empressé d'appeler sur cette question l'attention de M. le garde des sceaux, qui vient de me faire connaître sa réponse.

M. Devès ne se montre pas moins désireux que M. Mancini de prévenir, s'il est possible, les conflits de légalislation que soulève la condition des étrangers. Le meilleur moyen lui paraît être de se mettre préalablement d'accord sur les points qu'il conviendrait de débattre en premier lieu. Il appartiendrait sans doute au gouvernement du Roi, qui a pris l'initiative de la proposition, de déterminer ces points, et lorsqu'il jugerait l'occasion favorable, de formuler les solutions qui seraient ultérieurement discutées.

Parmi les questions à étudier, mon collègue indique, notamment, la situation légale des sociétés commerciales d'une contrée dans une autre; l'exécution des jugements, la transmission, soit des actes judiciaires et des commissions rogatoires, soit des actes de l'état civil. Mais il pense que chacun de ces points devrait faire l'objet de discussion successives et distinctes.

Ce sont là d'ailleurs de simples indications que je m'empresse de Vous transmettre, en Vous priant de vouloir bien en faire part au gouvernement du Roi, qui nous trouvera toujours disposés à examiner avec le plus grand soin les suggestions qu'il voudra bien nous faire en vue de trancher ces délicates questions de droit international.

Agréez, etc.

Signé: *E. Duclerc.*

54.

Il R. Ministro in Lima al Ministro degli affari esteri.

Lima, 15 novembre 1882.
Ric. il 26 dicembre.

Signor ministro,

Ho l'onore di accusare ricevimento del dispaccio del 19 settembre [1]), pervenutomi il 12 corrente, col quale V. E. ebbe la degnazione di trasmettermi tre esemplari della memoria di Lei, concernente la codificazione convenzionale del diritto internazionale privato, nella quale si riassume lo stato attuale dei negoziati in corso con le potenze estere.

Quando il Perù avrà un governo vero e proprio, ed il paese sarà tornato a condizioni normali, l'esecuzione della grande opera, intrapresa da V. E., potrà essere qui agevolata dai precedenti posti dal congresso di »giuristi americani«, tenutosi in questa capitale, i lavori del quale furono miseramente interrotti dalla guerra.

---

1) V. il doc. n. 34.

Come ebbi a suo tempo l'onore di riferire, il governo del Perù invitava, l'11 settembre 1875, gli Stati dell'America a raccogliersi in congresso a Lima per vedere modo di unificare, mediante l'opera di appositi delegati, le loro legislazioni.

Il congresso si aprì il 9 dicembre 1877. Benchè tutti gli Stati, invitati a concorrervi, ne approvassero il concetto, le sole repubbliche di Cili, Argentina, Bolivia, Equatore, Venezuela, Costarica ed Honduras vi si facevano rappresentare. Ridotto così a delegati di solo otto Stati, esso prese il nome di congresso dei »giuristi americani« ed elesse a suo presidente il plenipotenziario del Perù, signor dott. Antonio Arenas, che è il più valente fra i giureconsulti di questo paese.

Il 9 novembre 1878, compiuti i suoi lavori in materia di diritto internazionale privato, il congresso diede la forma di trattato ad una dichiarazione di principii, cui aderirono quindi anco l'Uruguay ed il Guatemala.

Con l'adesione promessa degli Stati non rappresentati, verrebbero a porsi, nell'America meridionale, norme uniformi di diritto internazionale privato, le quali eserciterebbero certo un'influenza diretta sulle sue relazioni coll'Europa.

Il trattato, fatto di pubblica ragione il 5 dicembre 1878, concerne lo stato e la capacità giuridica delle persone, i beni mobili ed immobili, gli atti e contratti, i matrimoni, le successioni, i limiti della competenza dei tribunali, gli effetti delle sentenze ed altre materie di minore importanza.

Il trattato è preceduto da una relazione del signor Arenas al ministro degli affari esteri del Perù, nella quale si rende regione dei principii formulati in altrettanti articoli.

L'opera del congresso non sarà compiuta se non quando esso avrà fatto, in ordine al diritto penale ed al commerciale, ciò che già fece rispetto al diritto internazionale privato.

Ma intanto quella parte dell'opera, cha è ridotta a termine, è di tanto momento da dovere fermare l'attenzione di tutti gli Stati che hanno in America interessi da tutelare e da promuovere. Ed è appunto per questo che io ho l'onore di annettere, anche al presente rapporto, un esemplare del trattato al quale mi riferisco, non che della relazione del dott. Arenas.

Giova avvertire che il congresso dei giuristi americani ebbe sempre innanzi agli occhi il codice civile italiano ed a guida alcuni fra i nostri maggiori trattatisti, fra i quali mi basterà nominare il Mazzoni ed il Fiore. Senza fare interamente sua la nostra legislazione civile, il congresso ne adottò alcuni dei principii fondamentali. È questo certamente un progresso notabile, il quale potrà spianare la via alla stipulazione di accordi internazionali in materie che hanno strette attinenze con quelle regolate dal trattato.

Gradisca, ecc.

Firmato: *G. B. Viviani.*

55.

Il R. Incaricato d'affari in Stoccolma al Ministro degli affari esteri.

Stoccolma, 23 dicembre 1882.
Ric. il 29.

Signor ministro,

Con rapporto in data del 30 ottobre scorso[1]), il marchese Spinola manifestava la speranza di poter presto far conoscere all'Eccellenza Vostra se i governi di Svezia e di Norvegia fossero disposti a prendere in considerazione un progetto concreto d'accordo avente per iscopo di definire convenzionalmente alcuni punti di diritto internazionale privato; progetto che il Regio governo avea in animo di presenter loro in base alla memoria di cui andavano uniti tre esemplari al pregiato dispaccio del 19 settembre scorso[2]). Ieri sera, avendo avuto propizia occasione d'intrattener questo ministro degli affari esteri sull'argomento e di sollecitarne una risposta, fui dal barone Hochschild autorizzato a partecipare all'Eccellenza Vostra che i governi di Svezia e di Norvegia ben volentieri prenderanno in esame il nostro progetto.

Gradisca, ecc.

Firmato: *E. di Beccaria.*

56.

Il R. Ministro all'Aja al Ministro degli affari esteri.

L'Aja, 28 dicembre 1882.
Ric. il 1° gennaio 1883.

Signor ministro,

Ho ricevuto la memoria che riassume le risposte dei vari Stati alle proposizioni di V. E., relative ad accordi sul diritto internazionale privato.

Memore di quanto V. E. mi aveva fatto verbalmente conoscere in sul finire dell'ottobre scorso, ho creduto di comunicare tosto quel documento al ministro degli affari esteri. Sono stato mosso a tale risoluzione dal desiderio di affrettare una risoluzione e di soddisfare al più presto al desiderio del signor di Rochussen. Questi se ne mostrò infatti soddisfattissimo e mi pregò ripetutamente di porgerne a. V. E. i suoi ringraziamenti.

Gradisca, ecc.

Firmato: *E. della Croce.*

1) V. il doc. n. 44.
2) V. il doc. n. 34.

57.

Il R. Incaricato d'affari in Bruxelles al Ministro degli affari esteri.

Bruxelles, 29 dicembre 1882.
Ric. il 3 gennaio 1883.

Signor ministro,

Avendo avuto occasione di vedere il ministro della giustizia, ho lasciato cadere il discorso sulle proposte di accordi su certi punti del diritto internazionale privato, argomento del mio rapporto del 24 novembre[1]). S. E. il signor Bara mi disse che si procedeva ad un attento esame, nel suo dicastero, della questione, e che sperava, fra alcune settimane, di poter far pervenire una conveniente risposta alla regia legazione.

Tuttavia giova non farsi illusioni; parlando col presidente del Consiglio, S. E. il signor Frère-Orban, ho creduto scorgere in lui non poca esitazione ad entrare in una via che »presenterebbe pel Belgio«, così esso mi disse, »poca utilità pratica e forse alcuni inconvenienti«.

Ho creduto dover mio di fare conoscere, con tutta schiettezza, a V. E. queste osservazioni, le quali mi fanno temere una risposta non troppo favorevole del gabinetto di Bruxelles.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Gerbaix de Sonnaz.*

58.

Il R. Ministro in Rio Janeiro al Ministro degli affari esteri.

Rio Janeiro, 9 dicembre 1882.
Ric. il 4 gennaio 1883.

Signor ministro,

Come ebbi l'onore di ricevere il dispaccio del 19 settembre ultimo[2]), mi affrettai ad abboccarmi con il ministro imperiale degli esteri e ad esporgli i concetti ed i desiderii dell'E. V. in esso contenutivi circa la definizione convenzionale di alcuni punti di diritto internazionale. Gli trasmisi poscia, per nota ufficiale, la memoria che riassume lo stato attuale delle trattative sull'argomento, ed espressi a S. E. il signor L. C. de Albuquerque la proposta di un progetto di convenzione da sottoporsi al governo brasiliano.

In risposta ricevetti, in data del 6 corrente, la seguente dichiarazione, che mi reco a premura di comunicare all'E. V.

»Essendo l'argomento di molta importanza e di difficile risoluzione, il governo imperiale desidera esaminarlo; e tosto che io mi troverò in grado di farlo, mi affretterò a soddisfare al desiderio del signor ministro.«

Gradisca, ecc.

Firmato: *De la Tour.*

---

1) V. il doc. n. 48.
2) V. il doc. n. 34.

59.

Il R. Ministro in Buenos Aires al Ministro degli affari esteri.

Buenos Aires, 27 novembre 1882.
Ric. l'8 gennaio 1883.

Signor ministro,

Questo signor ministro degli affari esteri, con sua nota in data del 23 cadente mese, in risposta ad una comunicazione da me fattagli in base al contenuto del dispaccio ministeriale del 19 settembre scorso [1]), si compiacque richiedermi di ringraziare l'E. V. della trasmissione fatta, per mio mezzo, al governo argentino della memoria riassuntiva dei passi fatti dal governo del Re per una codificazione del diritto internazionale privato.

S. E. il signor dottore don Vittorino de la Plaza m'aggiunse che l'argomento dello scritto dell'E. V. essendo di somma rilevanza, il governo della Repubblica ne faceva oggetto di meditata attenzione, allo scopo e colla riserva di parteciparmi, poi, i suoi intendimenti.

Gradisca, ecc.

Firmato: *E. Cova.*

60.

Il R. Ministro in Bruxelles al Ministro degli affari esteri.

Bruxelles, 5 febbraio 1883.
Ric. il 9.

Signor ministro,

Ho l'onore di trasmettere copia della nota che ho testè ricevuta da questo governo circa la proposta di V. E. per addivenire ad un accordo su certi punti di diritto internazionale privato.

Nelle mie conversazione con questi ministri non ho mancato di esprimermi sempre nel senso di spingerli ad adottare il programma messo avanti da V. E., citando anche le incorraggianti risposte già da Lei ottenute da molti altri governi. Sapendo però che l'E. V. ha appunto in animo di fare proposte più concrete ai varii gabinetti, mi sono astenuto d'entrare in qualsiasi discussione di particolari con il signor Frère-Orban, non scorgendo la utilità di farlo nel presente stadio dei negoziati.

Starò pertanto attendendo gli ulteriori ordini di V. E. su questa importante materia.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Maffei.*

(Annesso).

Il Ministro belga degli affari esteri al R. Ministro in Bruxelles.

Bruxelles, 26 janvier 1883.

Monsieur le ministre,

Je n'ai pas manqué de communiquer à mon collègue, monsieur le ministre de la justice, le mémoire que M. le comte de Sonnaz a bien

---

5) V. il doc. n. 34.

voulu me transmettre par sa lettre du 11 novembre 1882. Dans la pensée de M. Bara ce mémoire qui a surtout pour but d'établir l'état des pourparlers échangés entre l'Italie et les diverses puissances, ne fait pas suffisamment connaître sur quels points devrait porter la convention projetée par Son Excellence M. Mancini. Il semble toutefois en résulter qu'un traité serait inutile pour le cas où l'étranger jouirait en Belgique, sous la condition de réciprocité, des mêmes droits que les Belges. Quoiqu'il en soit, nous recevrons avec intérêt les propositions de M. Mancini: elles nous fixeront sur la portée de la convention et feront, tant de ma part que de celle de M. Bara, l'object de l'examen le plus attentif et le plus favorable aux idées généreuses de l'honorable ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi d'Italie.

Agréez, etc.

Signé: *Frère-Orban.*

61.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro in Bruxelles.

Roma, 11 febbraio 1883.

Signor ministro,

Col pregiato rapparto in data del 5 corrente[1]), V. S. mi comunica una nota a Lei diretta dal ministro belga degli affari esteri circa la proposta da noi fatta ai vari governi per giungere ad un accordo su certi punti del diritto internazionale privato.

Veggo come la S. V. abbia già colto più di una occasione per incoraggiare il governo belga ad adottare il nostra programma circa siffatto argomento. Approvo ch'Ella abbia citato, in appoggio alle Sue parole, le incoraggianti risposte avute in proposito da molti altri governi.

Dalla lettura della nota del signor Frère-Orban risulta come, neppure questa volta, sia stato giustamente inteso il mio concetto.

Converrà quindi oramai attendere che si possa presentare uno schema concreto di accordo; lo che faciliterà il modo di giungere a risultati pratici ed efficaci.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

62.

Il R. Incaricato d'affari in Rio Janeiro al Ministro degli affari esteri.

Petropolis, 24 gennaio 1883.
Ric. il 18 febbraio.

Signor ministro,

Facendo seguito al rapporto del 9 dicembre scorso[2]), ho l'onore di trasmettere all'Eccellenza Vostra, qui unita, la risposta data dal ministero

---

1) V. il doc. n. 60.
2) V. il doc. n. 58.

brasiliano di giustizia alla proposta di un accordo per la definizione convenzionale di alcuni punti di diritto internazionale privato.

Come non sfuggirà all'Eccellenza Vostra, tale risposta è piuttosto evasiva, rimandandosi al Parlamento ed a una commissione pel codice civile lo stabilire previe regole sulla materia, e lo studiare l'argomento. Il che equivale a rinviare ad un'epoca assai remota il momento dei negoziati; poichè il Parlamento brasiliano, che solo siede quattro mesi all'anno, e che probabilmente sarà disciolto nella sessione prossima, per molto tempo non troverà agio di occuparsi di fissare regole di diritto internazionale privato; e la commissione pel codice civile è assai lungi dall' attendere alacremente al suo compito.

Non vale celarlo: in questo paese le preoccupazioni del commercio, della trasformazione del lavoro serville, e della prosperità materiale da raggiungersi, primeggiano sopra ogni altro ordine d'idee. Le arti, come gli studii di diritto, vi hanno pochi cultori, sebbene si apprezzino i grandi maestri italiani. Le riforme della legislazione interna vanno a rilento: in materia civile, p. e., ancora sussistono le antiche ordinanze portoghesi; in materia penale, l'azione pubblica si limita a pochi casi; nel diritto formale, il processo civile è soltanto scritto; per l'organizzazione giudiziaria, quasi niun conto è tenuto del pubblico ministero, ed i giudici ricevono dai privati tasse percentuali o fisse su atti compiuti, e così via discorrendo.

Per ora credo si possa fare poco assegnamento sulla cooperazione del governo brasiliano per l'attuazione dell'idea che l'Eccellenza Vostra con tanta autorità si è accinta a mandare ad effetto.

Gradisca, ecc.

Firmato: *A. de Foresta.*

(Annesso).

Il Ministro brasiliano della giustizia al R. Incaricato d'affari in Rio Janeiro.

Rio Janeiro, 30 dicembre 1882.

Illmo signore,

Ho l'onore di accusare ricevuta dell'avviso che Vostra Eccellenza si compiacque dirigermi il 15 del corrente, colla copia della nota in cui la legazione d'Italia, sollecitando l'esame della memoria presentata dal signor Mancini relativamente ai negoziati diplomatici intavolati dal suo governo per la codificazione del diritto internazionale privato, manifesta al medesimo tempo il desiderio di sapere se il governo imperiale è disposto a prendere in considerazione un progetto organizzato in conformità alle basi di istruzioni contenute in detta memoria.

Secondo riconobbero le potenze consultate, l'assunto è grave, offre difficoltà pratiche e esige accurato studio.

Dal momento che alcuna convenzione avesse ad eccedere i limiti tracciati dalla legislazione che regge la materia in cadauno dei paesi, sarebbe indispensabile che il potere legislativo formasse previamente regole uniformi e stabili; e per questo fine converrebbe che l'esame e discussione avesse per base une proposta o progetto formale del paese, che iniziò l'idea.

Essendo certo, frattanto, che l'argomento in quistione si connette all' organizzazione del codice civile, il governo invierà alla commissione incaricata di questo lavoro la memoria presentata dalla legazione italiana, con cui si affretterà l'esame della materia.

Rinnovo, ecc.

Firmato: *Joaò Ferreira de Monra.*

63.

Il R. Ministro all'Aja al Ministro degli affari esteri.

L'Aja, 1° marzo 1883.
Ric. il 4.

Signor ministro,

In seguito alle sollecitazioni che in ogni propizia occasione io non ometteva di fare presso questo ministro degli affari esteri, ho finalmente, ieri l'altro, ricevuto la risposta che, colla data del 23 ora scorso febbraio, veniva fatta alla mia nota del 3 ottobre, relativa alla codificazione internazionale del diritto internazionale privato.

Come V. E. potrà vedere dal testo di questo documento, il governo neerlandese, evitando di dare una risposta concreta alla proposizione dell' E. V., persevera nell'opinione emessa già nella sua nota del 17 dicembre 1881 [1]).

Crede il gabinetto dell'Aja che, le convenzioni particolari fra governi non potendo contenere disposizioni identiche, invece di favorire, nuocerebbero piuttosto ad un futuro accordo generale.

I vantaggi reali di un atto internazionale, come V. E. lo proponeva, il quale fornisse senz'altro una soluzione immediata e pratica ai conflitti fra due legislazioni, non pare basti a distogliere questo governo dal vagheggiare esclusivamente un ideale certo più perfetto, ma d'assai più problematica riuscita.

Rinnovando però le sue dichiarazioni, ed estendendo il programma già da lui formolato nel 1873, il governo olandese, come V. E. vedrà dal testo della nota che Le trasmetto, enumera già fin d' ora i punti sui quali sarebbe pronto a trattare, se ai negaziati prendesse parte almeno un certo numero di Stati.

Gradisca, ecc.

Firmato: *E. della Croce.*

(Annesso).

Il Ministro neerlandese degli affari esteri al R. Ministro all'Aja.

Monsieur le comte,

Ainsi que j'ai eu l'honneur d'en informer, parma note du 17 décembre 1881, M. le chargé d'affaires intérinaire d'Italie, le gouvernement néerlandais a pris connaissance avec le plus vif intérêt du contenu de la circulaire adressée, en date du 16 septembre de la même année, par le

---

1) V. il doc. n. 23.

gouvernement italien à ses représentants à l'étranger, ainsi que du mémoire de S. Exc. le ministre des affaires étrangères d'Italie, du mois de septembre 1882, au sujet d'un accord à établir spécialement entre les deux pays afin de régler diverses questions de juridiction internationale.

C'est avec d'autant plus de sympathie, monsieur le comte, que le gouvernement du Roi a accueilli les propositions du gouvernement italien, qu'elles sont en complète harmonie avec celles qu'il a faites lui-même, il y a une dizaine d'année, et qu'il a tâché de réaliser à cette époque, au moyen d'une conférence internationale, ainsi que Vous voudrez bien le relever du Promemoria dont je me permets de joindre un exemplaire sous ce pli.

Bien qu'un certain nombre de gouvernements, parmi lesquels celui d'Italie, se fussent ralliés à cette proposition, il n'y fut pas donné suite faute du concours de quelques autres puissances. Aussi le gouvernement du Roi verrait-il avec une vive satisfaction que les démarches faites par le cabinet de Rome, en vue de parvenir à une entente, fussent couronnées de succès, et il se déclare, dès maintenant, disposé à y prêter son concours.

Toutefois, ainsi que le faisait déjà pressentir ma note du 17 décembre 1881, le gouvernement du Roi ne croit pas opportun de procéder en cette matière à des conventions séparées entre deux puissances, et ce n'est, à son avis, qu'un moyen d'un accord, sinon général, du moins plus étendu, que le but proposé pourra être atteint.

Permettez-moi, monsieur le comte, de Vous exposer aussi brièvement que possible les motifs sur lesquels cette opinion est fondée.

Les dispositions de droit positif qui forment en grande partie les bases du droit international privé, émanant du pouvoir judiciaire de chacun des pays respectifs, sont nécessairement circonscrites dans les limites du pays où elles ont force de loi, et ne sauraient obliger en aucune manière les pouvoirs judiciaires étrangers. Il en résulte que le même fait juridique peut être considéré comme étant régi tantôt par telle législation tantôt par telle autre, selon la nationalité du juge qui a à se prononcer sur le conflit.

L'unique moyen de mettre un terme à une situation aussi anormale serait que les divers pays s'entendissent au sujet des principes d'après lesquels les conflits doivent être résolus, tout en respectant, comme de raison, l'indépendance absolue de chaque législation nationale.

Loin d'être un remède aussi efficace, les conventions qui n'interviendraient qu'entre deux Etats séparés ne pourraient, de l'avis du gouvernement du Roi, que compromettre les chances d'arriver à un accord général. En effet l'Etat qui se serait obligé, moyennant une pareille convention, à adopter tel ou tel principe de droit international privé, se verrait, lors même que son entente avec d'autres États en dépendrait, dans l'impossibilité de modifier ou d'abandonner de son autorité privée ce principe consacré par un engagement bilatéral.

Les considérations qui précèdent semblent surtout applicables à une des questions sur lesquelles le gouvernement du Roi a cru devoir appeler

en premier lieu l'attention dans son Pro-memoria de 1873, c'est-à-dire l'adoption de règles uniformes concernant la compétence ratione personae et territorii comme base de l'exécution internationale des jugements. Il est généralement admis qu'une des conditions indispensables pour reconnaître comme obligatoire un jugement rendu par un tribunal étranger, consiste en ce que ce jugement ait été prononcé par un juge considéré compétent par la loi du pays où l'exécution est demandée. Or l'existence simultanée de différents systèmes de compétence judiciaire dans le même pays ne peut manquer d'offrir de sérieux inconvénients auxquels il importe de parer, non par des conventions qui ne lieraient que deux Etats séparés, mais par un accord général entre un aussi grand nombre de puissances que possible.

En résumé, monsieur le comte, le gouvernement du Roi est tout disposé à coopérer conformément aux vues exposées par S. E. M. Mancini à un accord international ayant pour but de régler les points suivants:

a) les principes généraux d'après lesquels doivent être résolus les conflits de législation en matière de droit privé et qui sont réglés, quant aux Pays-Bas, par les articles 6, 7, 9, 10 de la loi contenant des dispositions générales pour la législation du royaume, dont Vous trouverez une copie sous ce pli, et, quant à l'Italie, par les articles 6 à 10 des Disposizione sulla pubblicazione, interpretazione ed applicazione delle leggi in generale, faisant partie du code civil italien de 1865;

b) la compétence judiciaire ratione personae et territorii;

c) l'exécution des jugements étrangers, les commissions rogatoires, le bénéfice du Pro Deo et autres matières du ressort du droit de procédure qu'il serait facile de régler du moment que la force obligatoire des jugements étrangers aurait été consacrée par un arrangement collectif.

Pour arriver à cet accord le gouvernement du Roi désirerait voir s'établir, sur une base identique, une entente entre un certain nombre de puissances.

Veuillez agréer, etc.

Signé: *Rochussen.*

(Annexe).

Art. 6. Les lois concernant les droits, l'état et la capacité des personnes régissent les Néerlandais, même résidant en pays étrangers.

Art. 7. Les immeubles sont régis par la loi du pays ou du lieu, où tels immeubles se trouvent.

Art. 9. La loi ne stipulant pas le contraire, le droit civil du royaume est le même pour les étrangers que pour les Néerlandais.

Art. 10. La forme de tous les actes est jugée selon les lois du pays ou du lieu, où ces actes se sont accomplis.

64.

Il R. Incaricato d'affari in Pietroburgo al Ministro degli affari esteri.

Pietroburgo, 23 marzo 1883.
Ric. il 4 aprile.

Signor ministro,

Il ministro imperiale degli affari esteri mi chiede altri due esemplari della memoria sullo stato dei negoziati per una codificazione convenzionale del diritto internazionale privato, che andava annessa al riverito dispaccio dell'Eccellenza Vostra in data 19 settembre 1882 [1]). Sarò grato all'Eccellenza Vostra se vorrà mettermi in grado di soddisfare a questa domanda.

Mi valgo, signor ministro, di siffatta occasione per richiamare rispettosamente la sua attenzione sulle osservazione contenute nel rapporto di quest'ambasciata in data 18 dicembre 1882 [2]). Ora è stato chiamato ad altre funzioni l'aggiunto (segretario generale) del ministro della giustizia che già aveva studiate le proposte dell'Eccellenza Vostra e si era chiarito favorevole ai principii scientifici sui quali poggiano. I lavori della commissione per la formazione dei nuovi codici progrediscono, ed ai suoi componenti tornerebbe utilissimo il conoscere fin d'ora la formola precisa del progetto che verrà presentato dal regio governo.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Zannini.*

65.

Il Ministro degli affari esteri al R. Incaricato d'affari in Pietroburgo.

Roma, 6 aprile 1883.

Signor incaricato d'affari,

In risposta al rapporto del 23 marzo [3]), mi pregio di assicurarla che mi adoprerò a che quanto prima possa esserla trasmesso lo schema di trattato per la definizione di alcuni punti del diritto privato.

Frattanto Le spedisco in separato piego tre esemplari della nostra memoria su questo argomento, secondo la richiesta che me ne vien fatta da Lei.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

66.

Il R. Incaricato d'affari in Montevideo al Ministro degli affari esteri.

Montevideo, 30 aprile 1883.
Ric. il 4 giugno.

Signor ministro,

Nel mio rapporto del 7 novembre 1882 [4]), ebbi l'onore di riferire all'E. V. che questo governo avrebbe, secondo tutte le probabilità, accettato

---

1) V. il doc. n. 34.
2) V. il doc. n. 52.
3) V. il doc. n. 64.
4) V. il doc. n. 51.

le proposte dell'E. V. circa la codificazione del diritto internazionale privato. Nè mal mi opposi nei miei apprezzamenti; giacchè, colla nota del 28 aprile, che debitamente tradotta mi pregio trasmetterle, il dottor Herrera y Obes ministro degli esteri, scusandosi pel frapposto ritardo, mi partecipa che accetta in principio il progetto proposto dal governo italiano, riservandosi di rispondere partitamente, ove occorra, sui vari punti che abbraccia.

Gradisca, ecc.

Firmato: *P. Corte.*

(Annesso).

Il Ministro uruguayano degli affari esteri al R. Incaricato d'affari in Montevideo.

(Traduzione).

Montevideo, 28 aprile 1863.

Signor incaricato d'affari,

Le molte occupazioni alle quali ho dovuto attendere mi hanno impedito di studiare maturamente, quanto lo avrei voluto e lo esige la complessa questione del codificare convenzionalmente il diritto internazionale privato. Comprende questo problema una moltitudine di piccole questioni, la cui adozione richiederebbe una riforma, più o meno profonda, nella legislazione di ogni paese e che produrrebbe alterazioni, per l'intima connessione che esiste tra i principii del diritto in generale, persino nelle questioni più estranee al diritto internazionale privato. Merita, pertanto, ognuno di questi punti un lungo ed attento esame. Ciò non ostante, il governo orientale riconosce i grandi benefici che produrrebbe la realizzazione di un così elevato progetto, e si compiace nel dichiarare che contribuirà in quanto gli sia possibile ad appianare le difficoltà che si oppongano alla consacrazione di quelle regole.

Per altra parte, nel nostro paese, la condicione degli stranieri, senza sperarsi la reciprocità, vi è tanto favorita quanto quella dei nazionali negli Stati più civili. Le nostre leggi non fanno distinzione alcuna tra quelli ed i cittadini. Il Codice civile, copiato sui più avanzati del mondo, concede ed impone uguali diritti ed obblighi agli uni ed agli altri; altrettanto succede colla legislazione penale; alcuni dei principii ammessi dagli autori di diritto internazionale privato hanno ricevuto la loro sanzione tra di noi. Di maniera che, se qualcosa si facesse al rispetto, sarebbe corrispondere equamente alla condotta che la Repubblica disinterressatamente ha osservato ed osserverà in avvenire.

In conseguenza mi è grato manifestare a V. S. che questo governo accetta in principio il progetto proposto dal governo italiano, che tanto onore gli fa, riservandosi di dare opportunamente una risposta precisa sopra ognuno dei punti che esso abbraccia.

Gradisca, ecc.

Firmato: *E. Herrera y Obes.*

67.

Il R. Incaricato d'affari in Londra al Ministro degli affari esteri.

Londra, 30 giugno 1883.
Ric. il 5 lugiio.

Signor ministro,

Ho ricevuto la qui unita riposta di lord Granville alla lettera di quest'ambasciata del 26 settembre scorso, concernente la proposta dell' Eccellenza Vostra di una codificazione convenzionale del diritto internazionale privato. Lord Granville dichiara che è disposto ad accettare, in principio, quella proposta, comecchè esprima dei dubbi sull'attuazione di essa. Sua Signoria porta opinione che il metodo più acconcio per giungere ad un risultato sia quello suggerito dalla Danimarca, che è riferito nella memoria compilata da codesto regio ministero [1]).

» Fra le materie di massima importanza pratica, soggiunge Sua Signoria alludendo alle proposte dell' E. V., sono quelle che concernono il matrimonio, il divorzio, i giudicati stranieri, ecc. E se il governo italiano fosse disposto a presentare all' esame delle varie potenze delle regole intorno a queste e ad altre materie, il governo della Regina le esaminerebbe colla maggiore attenzione e farebbe tutto ciò che è in suo potere per favorire lo scopo di cui si tratta ».

Le proposte dell' E. V. sono state in Inghilterra argomento di studio dei più valenti nella scienza del diritto; fra gli altri di sir R. Phillimore, di sir Travers Twiss e del conte Cairns, lord cancelliere d' Inghilterra, ai quali furono comunicate da lord Granville. Ho udito da taluno di essi che il disegno dell' E. V., conforme al genio dei tempi, onora il governo che ne fu iniziatore.

Gradisca, ecc.

Firmato: ***T. Catalani.***

(Annesso.)

Il Ministro britannico degli affari esteri al R. Incaricato d'affari in Londra.

(Traduzione.)

Foreign office, 30 giugno 1883.

Signor incaricato d'affari,

Il 15 dicembre 1881, in risposta alla comunicazione del signor Ressman del 3 ottobre dello stesso anno, ebbi l'onore di informare S. E. il generale Menabrea che il governo della Regina era disposto ad esaminare qualunque progetto di convenzione fra il governo italiano ed altri governi, che avesse per iscopo di stabilire talune norme comuni intorno alla condizione civile degli stranieri, di giungere in fatto alla graduale codificazione del diritto privato internazionale.

In seguito a ciò, il governo della Regina ha ricevuto ed ha esaminato la memoria che era unita alla nota del generale Menabrea del 26 settembre scorso, contenente i resultati delle negoziazioni italiane su quell'argomento.

---

1) V. questa Memoria, più volte citate, in Appendice alla presente raccolta, a pag. 167.

Ho ora l'onore di pregarla d'informare S. E. il cav. Mancini che il governo della Regina è disposto ad accettare in principio la proposta del governo italiano; ma, avendo considerato con cura le molte difficoltà che la circondano, non ha molta speranza che quella proposta possa condurre ad utili risultamenti.

Sembra al governo inglese che il modo di procedere più opportuno che si possa adottare sia quello proposto dal governo danese nel documento annesso alla memoria italiana surriferita, e che sembra essere stato accolto favorevolmente dal governo del Re d'Italia. In conformità di esso, le potenze dovrebbero essere invitate, in primo luogo, ad esaminare un certo numero di regole » per la soluzione die talune questioni di diritto internazionale «, ed a mettersi d'accordo intoroo ad esse. Quando queste regole saranno accettate, esse potranno divenire argomento di una convenzione internazionale, sottoposta, per quanto concerne l'Inghilterra, alla sanzione legislativa.

Tra le materie di massima importanza pratica, sono quelle che concernono il matrimonio, il divorzio, i giudizi stranieri, ecc. E se il governo italiano fosse disposto a proporre regole intorno a queste e ad altre materie, all'esame delle varie potenze, il governo della Regina vi apporterebbe la sua migliore attenzione, e farebbe tutto ciò che è in suo potere per favorire lo scopo di cui si tratta.

Gardisca, ecc.

Firmato: *Granville.*

68.

Il Ministro degli affari al R. Ambasciatore in Londra.

Roma, 7 luglio 1879.

Signor ambasciatore,

Segno ricevuta del rapporto del 30 giugno scorso [1]). Prego l'Eccellenza Vostra di voler ringraziare lord Granville della buona accoglienza fatta alla nostra proposta di una codificazione convenzionale del diritto internazionale privato. Intorno a questo argomento noi speriamo di poter comunicare fra non molto ai gabinetti uno schema concreto, e siamo certi che la lettura di esso gioverà, meglio di ogni dimostrazione, a rimuovere i dubbi ed a chiarire i precisi nostri concetti. Il metodo suggerito dal nobile Lord, come preferibile per la sua pratica efficacia, non solamente non incontra da mia parte veruna ripugnanza, ma Ella vorrà richiamare alla memoria di Sua Signoria che esso fu già da me accennato, fin dalla prima iniziativa da me assunta, come un espediente a cui eravamo disposti ad affidare la graduale attuazione di una riforma feconda, a nostro avviso, di grandi benefizi per la convivenza internazionale.

Gardisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

---

1) V. il doc. n. 67.

69.

Il R. Ministro in Buenos Aires al Ministro degli affari esteri.

Buenos Aires, 17 novembre 1883.
Ric. il 20 dicembre.

Signor ministro,

In relazione ai dispacci dell' Eccellenza Vostra 16 settembre 1881, 28 novembre stesso anno e 19 settembre 1882, nonchè ai rapporti che io ebbi l'onore di indirizzarle il 3 gennaio e 27 novembre stesso anno[1]), relativi alla questione della codificazione del diritto internazionale privato, posso assicurare l' E. V. che non vengono meno, per mia parte, gli offici e le sol lecitazioni presso questo governo, affine di ottenere un concludente riscontro alle relative comunicazioni da me, a suo tempo, dirette ad esso.

I giornali locali, e quelli in ispecie che qui si stampano in italiano, e che giungono in Italia, pubblicarono, non è guari tempo, il parere favorevole del procuratore della repubblica ed una nota del ministro della giustizia a quello delle relazioni estere, nel senso stesso, sull' argomento.

Il signor dottore Plaza, da me tosto in allora interpellato al riguardo, mi disse che siffatta delicata questione era oggetto di ulteriore studio per parte del ministro della giustizia e della pubblica istruzione, lasciandomi così intendere che le pubblicazioni a cui io alludeva fossero premature.

Il signor dottore F. Ortiz, attuale ministro degli affari esteri, che io non mancai d' intrattenere anche di questo negozio come tosto entrò ultimamente in carica, mi assicurò che, appena assumerebbe l'attivo servizio delle sue funzioni, cioè dopo il presente suo congedo di più settimane, si occuperebbe di mettersi a giorno di siffatta pendenza, con tutta l'attenzione che reclamano, e la rilevanza della questione, e la deferenza verso lo iniziatore, più che altri mai competente.

Gradisca, ecc.

Firmato: *E. Cova.*

70.

Il R. Ministro in Buenos Aires al Ministro degli affari esteri.

Buenos Aires, 23 dicembre 1883.
Ric. il 23 genaio 1884.

Signor ministro,

Mi è grato di trasmettere qui unita in copia all' E. V. una nota direttami, il 19 del presente mese, da questo signor ministro degli affari esteri, in cui S. E., d'incarico del signor presidente della Repubblica, mi partecipa che il governo argentino, dopo attento esame della materia, accetta con conpiacimento la proposta dell' E. V. di trasmettere a questo governo stesso un progetto concreto di accordo che stabilisca alcune regole generali per l'applicazione del diritto internationale privato.

Gradisca, ecc.

Firmato: *E. Cova.*

---

1) V. il doc. n. 1, 14, 27, 34 e 59.

(Annesso).

Il Ministro argentino degli affari esteri al R. Ministro in Buenos Aires.

(Traduzione).

Buenos Aires, 19 dicembre 1883.

Signor ministro,

Riferendomi alla nota di V. E. del 30 ottobre 1883, nella quale mi fa sapere che sarebbe grato al governo d'Italia di ricevere da quello di questa Repubblica la dichiarazione di essere disposto a prendere in considerazione un progetto di convenzione internazionale che stabilisca alcune regole generali per l'applicazione del diritto internazionale privato, ho l'onore di comunicare a V. E., per incarico del signor presidente, che, esaminati i punti diversi dei quali si occupa la memoria annessa alla sopra accennata nota, accetta con compiacimento la proposta di cui mi occupo.

Essendo la nostra legislazione assai liberale per lo straniero, poca o veruna franchigia potrebbe essere posta a suo favore, che non sia concessa anteriormente, nessuna concessione potrà essere richiesta alla Republica che già non sia stata fatta, e questo governo non potrebbe a meno di felicitarsene se i cittadini argentini trovassero uguale trattamento liberale all'estero.

Rimanendo così riscontrato alla comunicazione di V. E., mi è grato, ecc.

Firmato: *Francisco J. Ortiz.*

71.

Il R. Ministro in Stoccolma al Ministro degli affari esteri.

Stoccolma, 8 marzo 1884.
Ric. il 14.

Signor ministro,

In correlazione a quanto ho avuto l'onore di riferire all'Eccellenza Vostra col mio rapporto del 30 ottobre 1882 [1]), mi fo premura di trasmettere, qui compiegata, la copia di una nota, che porta la data d'oggi stesso, e che mi venne indirizzata dal consigliere di Stato, signor Lorén, incaricato di dirigere il ministero degli affari esteri, durante la breve assenza del barone Hochschild, chiamato a Cristiania da S. M. il Re.

Gradisca, ecc.

Firmato: *F. Spinola.*

(Annesso).

Il Reggente il Ministero svedese degli affari esteri al R. Ministro in Stoccolma.

Stockholm, le 8 mars 1884.

Monsieur le marquis,

Vous avez bien voulu, dans le temps, vous adresser au ministère des affaires étrangères afin de connaître les vues du gouvernement du Roi sur le projet d'une codification conventionnelle du droit international privé mis en avant par le gouvernement italien.

1) V. il doc. n. 44.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le gouvernement du Roi, se rangeant à l'avis émis par le gouvernement danois dans un mémoire que vouz avez bien voulu me communiquer, regarde une conférence internationale comme le meilleur moyen d'obtenir une solution satisfaisante de cette importante question, mais qu'il ne croit pas que des traités passés séparément entres deux puissances, et surtout entre des pays aussi peu en contact l'un avec l'autre, que les Royaumes-Unis et l'Italie serviront d'une manière efficace à unifier la législation internationale privée.

J'ai l'honneur, etc.

Signé: ***Henric Lovén.***

72.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro in Stoccolma.

Roma, 15 marzo 1884.

Signor ministro,

Dopo avermi informato, con rapporto del 20 ottobre 1882[1]), d'avere rimesso a cotesto ministero degli affari esteri una memoria sul nostro progetto di codificazione al diritto internazionale privato, Vostra Signoria mi trasmette ora, con rapporto dell'8 corrente[2]) la risposta del reggente il ministero suddetto, dalla quale apparisce considerare cotesto governo una conferenza internazionale, invece di trattati seperati, come il miglior mezzo di ottenere una soddisfacente soluzione di questa importante questione.

Ringrazio V. S. dei due citati rapporti, e prendo atto delle buone disposizioni del governo di Svezia e Norvegia significatemi col secondo di essi.

Gradisca, ecc.

Firmato: ***Mancini.***

73.

Il Presidente della Conferenza di Milano dell'Associazione per la riforma e codificazione del diritto delle genti al Ministro degli affari esteri.

Londra, 13 marzo 1884.
Ric. il 17.

Signor ministro,

Con la presente ho l'honore, qual presidente della Conferenza di Milano (1883) dell'Associazione per la riforma e codificazione del diritto delle genti, di trasmettere alla Eccellenza Vostra, secondo il voto unanime di detta Conferenza, una serie di risoluzioni, ivi adottate, sul tema dei giudizi stranieri.

Il consiglio esecutivo dell'Associazione, salutando nella Eccellenza Vostra un cultore eminentissimo della scienza del diritto, ne richiede l'appoggio presso il governo di S. M. il Re d'Italia, per questo tema importante,

1) V. il doc. n. 44.
2) V. il doc. n. 71.

affinchè sia inaugurata, sotto la bandiera di Roma caput mundi, una concordanza dei governi del concerto europeo.

A nome del consiglio esecutivo
Il Presidente della Conferenza di Milano
Travers Twiss D. C. L.

(Annesso).

Association pour la réforme et codifcation du droit des gens.

Conférence de Milan — Séance du 14 septembre 1883.

Résolutions sur les jugements étrangers.

Il importe qu'un accord international s'établisse sur l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale.

Il est donc très à désirer qu'une Conférence officielle internationale se réunisse à cet effet, comme cela a été proposé par le gouvernement néerlandais en 1874.

La Conférence propose les bases suivantes:

I. Le jugement doit être rendu par un juge compétent.

Des règles de compétence uniformes doivent être déterminées par la convention qui établira l'entente internationale ci-dessus mentionnée.

II. Les parties doivent avoir été dûment assignées.

III. S'il s'agit d'un jugement par défaut, la partie, contre laquelle il a été rendu, doit avoir eu connaissance du litige et de la possibilité de s'y défendre.

IV. Le jugement ne doit rien contenir qui soit contraire ni à la moralité, ni à l'ordre, ni au droit public de l'Etat, où il doit être exécuté.

V. Le jugement doit être exécutoire dans le pays où il a été rendu.

VI. Le juge requis pour l'exécution ne doit pas examiner au fond le débat, mais seulement s'enquérir de l'existence des conditions légales susmentionnées.

VII. Un jugement étranger, qui remplit ces conditions, doit produire les mêmes effets qu'un jugement national, soit qu'on en requière l'exécution, soit qu'on s'en serve comme de chose jugée.

VIII. Les formes et les moyens de l'exécution doivent être réglés par la loi du pays, où l'exécution est demandée.

Pour les Etats qui n'entreront pas dans cet accord, la Conférence exprime le vœu que l'application de ces bases s'obtienne de fait, par voie d'uniformité, dans leurs législations respectives.

Travers Twiss D. C. L. Président.
Charles Stubbs, LL. D., Hon Sec.

La Conférence prie son président, sir Travers Twiss, de vouloir bien communiquer ses résolutions sur l'exécution des jugements étrangers à Son Excellence de ministre des affaires étrangères d'Italie, en priant le gouver-

nement italien d'entamer, quand bon lui semblera, les démarches nécessaires auprès des autres gouvernements en faveur de leur prise en considération.

T. T.
S. C.

74.

Il Ministro degli affari esteri ai RR. Rappresentanti in Aja, Atene, Belgrado, Berlino, Berna, Bruxelles, Bucarest, Copenaghen, Lisbona, Londra, Madrid, Parigi, Pietroburgo, Stoccolma, Vienna, Bogotà, Buenos Aires, Caracas, Guatemala. Lima, Messico, Montevideo, Rio Janeiro, Santiago e Washington.

Roma, 19 marzo 1884.

Signor . . . . ,

Ho il pregio di trasmetterle, qui unita, copia di una lettera e di un annesso dirittimi dal presidente della conferenza internazionale di Milano [1]), a nome del Consiglio esecutivo dell'Associazione per la riforma e codificazione del diritto delle genti.

Avendo quella conferenza preso alcune risoluzioni sul tema dei giudicati stranieri, ha richiesto l'appoggio del governo di Sua Maestà affinchè, per quanto concerne tali giudicati, sia inaugurato un accordo tra i governi formante il concerto europeo.

Prima di dare all'Associazione una risposta definitiva, sarebbe mio desiderio di conoscere quali siano, a questo riguardo, le intenzioni dei vari governi. La prego quindi di voler all'uopo opportunamente esplorare il pensiero di codesto gabinetto, e farmi consapevole se esso sia disposto ad accettare le massime proclamate dalla conferenza, e ad assumere in proposito un vincolo convenzionale, o almeno a consentire che uno studio preparatorio, per le basi di un accordo su codesta materia, sia affidato ad una conferenza di delegati officiali de' vari governi, da riunirsi in Roma.

Quando per avventura codesto governo si mostrasse contrario Le sarei molto grato se potesse comunicarmi le obbiezioni che venissero fatte e gli emendamenti desiderati.

Gradisca, ecc.

Firmato: ***Mancini.***

75.

Il R. Ambasciatore in Londra al Ministro degli affari esteri.

Londra, 23 marzo 1884.
Ric. il 26.

Signor ministro,

Mi do premura di segnar ricevuta della lettera circolare del 19 marzo corrente [2]), colla quale l'Eccellenza Vostra, trasmettendomi copia della comunicazione fattale dal presidente della Conferenza di Milano dell'Associazione per la riforma e codificazione del diritto delle genti, m' incarica di

---

1) V. il doc. n. 73.
2) V. il doc. n. 74.

farle conoscere le intenzioni del governo britannico sulle risoluzioni prese dall'associazione predetta nella seduta del 14 settembre 1883, intorno ai giudicati esteri in materia civile e commerciale.

Avrò cura d'interrogare in proposito il conte Granville. Si tratta però di materia intorno alla quale il governo inglese non suole mai pronunziarsi senza aver chiesto l'avviso dei consiglieri legali della Corona.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Nigra.*

76.

Il Ministro degli affari esteri ai R.R. Rappresentanti in Aja, Atene, Belgrado, Berlino, Berna, Bruxelles, Bucarest, Copenaghen, Lisbona, Londra, Madrid, Parigi, Pietroburgo, Stoccolma e Vienna.

* Roma, 30 marzo 1884.

Signor . . . . ,

Dovendosi giovedì prossimo riaprire la Camera con una discussione di Politica estera, gradirei di essere posto in grado di annunziare il risultato dell'iniziativa presa colla mia circolare del 19 corrente[1]) per la convocazione, in Roma, di una conferenza avente lo scopo dell'adozione di regole uniformi per l'esecuzione dei giudicati stranieri.

La pregai pertanto, con telegramma d'oggi, di far in modo d'ottenere, a questo riguardo, almeno l'adesione in principio del governo presso il quale Ella è accreditata, colla riserva, ben inteso, pei delegati, di una piena libertà d'opinione e di discussione sopra la sostanza dei punti da risolversi.

La progettata conferenza potrebbe anche offrire occasione ad utili discussioni sulla questione più generale circa l'introduzione di regole uniformi di diritto internazionale privato, a seconda delle mie circolari del 16 settembre 1881 e 19 settembre 1882 (2).

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

77.

Il R. Ministro in Berna al Ministro degli affari esteri.

Berna, 28 marzo 1884.
Ric. il 30.

Signor ministro,

Col dispaccio del 19 corrente[3]) l'Eccellenza Vostra mi commetteva di esplorare il pensiero del governo della confederazione circa l'accettazione, da parte sua, delle massime proclamate dalla conferenza internazionale di Milano, a nome del consiglio esecutivo della riforma dell'associazione per la riforma e codificazione del diritto delle genti, sul tema dei giudicati stranieri.

---

1) V. il doc. n. 74.
2) V. il doc. nn. 1 e 34.
3) V. il doc. n. 74.

Ho conferito, a questo proposito, col consigliere federale signor Ruchonnet, capo del dipartimento di giustizia e polizia, e quale spetterebbe, per ragione di competenza, il presentare, occorrendo, una proposta concreta sull'argomento al consiglio federale per la sua approvazione. Egli non esitò a dichiararmi che, per suo conto, era disposto a proporre e patrocinare, quando ne fosse venuto il momento, l'accettazione delle dette massime per parte del governo della confederazione, come pure ad ammettere che uno studio preparatorio sulla materia abbia luogo nel senso indicato dal dispaccio di Vostra Eccellenza. Il signor Ruchonnet sogiunse essere sua opinione che il consiglio federale ratificherebbe certamente con piacere siffatte sue proposte, allorchè gli venissero da lui presentate.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Fè.*

78.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro in Berna.

Roma, 1° aprile 1884.

Signor ministro,

Son lieto di apprendere dal Suo rapporto del 28 marzo scorso [1]) che il governo della Confederazione è disposto ad accogliere favorevolmente le massime proclamate dalla conferenza di Milano sul tema dei giudicati stranieri. Prego la Signoria Vostra di voler esprimere al signor Ruchonnet i nostri ringraziamenti per l'adesione sua al concetto da noi enunciato.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

79.

Il R. Ambasciatore in Londra al Ministro degli affari esteri.

Londra, 1° aprile 1884.
Ric. il 5.

Signor ministro,

In conformità delle istruzioni impartitemi dalla Eccellenza Vostra col dispaccio del 19 marzo scorso [2]), ho diretto a Sua Eccellenza il conte Granville la lettera che mi pregio di qui acchiudere in copia, pregandolo particolarmente di favorirmi una risposta il più presto possibile.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Nigra.*

(Annesso).

Il R. Ambasciatore in Londra al Segretario di Stato britannico per gli affari esteri.

Londra, 1° aprile 1884.

Milord,

L'Associazione per la riforma e la codificazione del diritto delle genti, riunita in Milano, prese, nella seduta del 14 settembre dell'anno scorso,

1) V. il doc. n. 77.
2) V. il doc. n. 74.

relativamente all'esecuzione dei giudicati stranieri in materia civile e commerciale, alcune risoluzioni delle quali mi pregio di trasmettere qui unite tre copie all'Eccellenza Vostra.

L'Associazione richiese il governo del Re di promuovere la riunione in Roma d'una conferenza di delegati ufficiali dei vari governi, col mandato di procurare un accordo internazionale sulla materia.

Ho l'istruzione di pregare l'E. V. di farmi consapevole se il governo della Regina aderisce in principio alle risoluzioni prese dall'Associazione predetta, e se è disposto ad assumere in proposito un vincolo convenzionale, od almeno a consentire che uno studio preparatorio sulle basi sopra indicate sia affidato a una conferenza di delegati ufficiali dei vari governi in Roma, com'è detto di sopra.

Nel caso in cui il governo di S. M. britannica fosse contrario a questa proposta, il governo del Re sarebbe molto grato all'Eccellenza Vostra se volesse comunicargli le obbiezioni, ed all'uopo i desiderati emendamenti.

Gradisca, ecc.

Firmato : *Nigra.*

80.

Il R. Ambasciatore in Berlino al Ministro degli affari esteri.

Berlin, 1er avril 1884.
Ric. il 6.

Monsieur le ministre,

Je m'étais empressé d'adresser à la chancellerie impériale une note dans le sens de la dépêche de Votre excellence du 19 mars échu[1]) et de son annexe.

En suite de Votre télégramme d'hier au soir, et dont j'ai donné lecture aujourd'hui au sous-secrétaire d'Etat, j'ai vivement appuyé votre initiative pour la convocation à Rome d'une conférence ayant pour but l'adoption de règles uniformes concernant l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale. Le département impérial de la justice a été saisi de la question et il se livre à une étude approfondie qui exige du temps. Il n'est par conséquent pas encore à même de donner une réponse. Mais d'après ce que vient de me dire M. Busch, les jurisconsultes les plus compétents de ce pays se montrent fort peu favorables. Ils ne croient pas, vu l'état actuel de la législation dans les différents Etats de l'Allemagne et ailleurs en Europe, qu'on puisse en venir de si tôt à un accord international. Dans ces conditions, il est même fort incertain que l'Allemagne consente à se faire représenter dans la conférence projetée.

J'ai vainement insisté en demandant au moins une adhésion en principe sous la réserve que les délégués auraient pleine et entière liberté d'opinion et de discussion sur le fond des points à résoudre à la conférence.

Le sous-secrétaire d'Etat me laissait entendre qu'il ne pouvait s'expliquer autrement, et il énonçait des objections analogues en ce qui concernait qu'il se référait là-dessus à ses entretiens avec M. le chevalier

1) V. il doc. n. 74.

Tugini, lorsque celui-ci, en sa qualité de chargé d'affaires, lui faisait des ouvertures dans le sens des circulaires de Votre Excellence du 16 septembre 1881, et 19 septembre 1882 [1]), (rapports de cette ambassade en date du 29 septembre et 7 décembre 1881 et du 26 septembre et 25 octobre 1882) [2]).

Je saisis, etc.

Firmato: *Launay.*

81.

Il R. Ambasciatore in Vienna al Ministro degli affari esteri.

Vienna, 3 aprile 1884.
Ric. il 6.

Signor ministro,

Riferendomi al pregiato dispaccio in data del 19 marzo p. p. [3]) relativo alle risoluzioni prese dalla conferenza internazionale per la riforma e codificazione del diritto delle genti ed a conferma del mio telegramma in data d'oggi ho l'onore di communicare testualmente all'Eccellenza Vostra la risposta datami dal capo sezione barone Pasetti cui fu specialmente affidato il trattamento di quell'affare.

Il barone Pasetti in lettera confidenziale in data del 2 aprile si esprime come segue:

» Je viens de voir la note du 24 mars dont Votre Excellence a bien voulu me parler hier, et après en avoir référé au ministre, je m'empresse de l'assurer que le comte Kalnoky n'hésite pas à accuillir favorablement les principes qui ont été adoptés par la conférence de l'Association pour la réforme et la codification du droit des gens, et à consentir à prendre part à la conférence à Rome lorsque les autres puissances y auront également adhéré.

» Je prie Votre Excellence de considérer cette notice comme tout-à-fait confidentielle et préalable, puisque, avant de pouvoir donner une réponse officielle, nous devons consulter encore l'avis des départements compétents à Vienne et à Budapest.

» En outre quelques — unes des questions qui ont été traitées dans la conférence de l'Association semblent exiger une étude plus approfondie, que nous devons nous réserver encore.

» Veuillez, etc. «

Gradisca, ecc.

Firmato: *C. Robilant.*

82.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ambasciatore in Vienna.

Roma, 7 avrile 1884.

Signor ambasciatore,

Ho ricevuto il rapporto del 3 aprile [4]) e mi affretto a porgere a Vo-

---

1) V. il doc. nn. 1 e 34.
2) V. il doc. nn. 3, 19, 35 e 43.
3) V. il doc. n. 74.
4) V. il doc. n. 81.

stra Eccellenza i miei ringraziamenti per avermi data comunicazione, in quel documento, della risposta del barone Pasetti, a nome del conte Kalnoky, relativamente alla proposta di una conferenza da tenersi a Roma, allo scopo di risolvere alcune questioni pendenti di diritto internazionale privato.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

83.

Il R. Ministro in Atene al Ministro degli affari esteri.

Atene, 3 aprile 1884.
Ric. l'8.

Signor ministro,

Piuttosto che esplorare il pensiero di questo gabinetto in ordine alla accettazione, o meno, delle massime proclamate della conferenza internazionale di Milano sul tema dei giudicati stranieri, ed alla eventuale partecipazione ad una conferenza europea da riunirsi per tale oggetto in Roma, stimai più opportuno di rivolgermi per iscritto al signor Constotavlos.

Nella mia nota ebbi cura di ripetere i punti indicati nel di Lei dispaccio, unendo eziandio copia delle risoluzioni prese dalla conferenza di Milano nella seduta del 14 settembre 1883, ed espressi il voto di veder presto la Grecia aderire all'iniziativa dell'Eccellenza Nostra.

Ricevuto, poi, ieri l'altro il telegramma del 31 [2]), col quale Ella mi prescriveva di far nuove pratiche per conseguire l'adesione del governo ellenico, almeno in massima, mi recai immediatamente dal signor Contostavlos, al quale feci le più vive premure acciò fosse soddisfatto il desiderio dell'Eccellenza Vostra, palesandogli ad un tempo in quale pregio sarebbe tenuto da Lei il pronto consenso del gabinetto di Atene.

Il signor ministro mi espresse i più caldi voti per la riuscita del progetto, pur rimpiangendo di non potermi accontentare senza aver prima interpellato i suoi colleghi; al che obiettai che avrei ascritto a sommo favore se più tardi, dovendo vederli nel Parlamento, si fosse compiaciuto d'interrogarli. E così fece non solo, ma verso sera mi rivolse la lettera che trasmetto qui annessa, e che non indugiai a comunicarle telegraficamente.

Mi sono affrettato ieri di porgere, a nome dell'Eccellenza Vostra, i miei più vivi ringraziamenti al signor Contostavlos, non che al presidente del Consiglio, il quale, come poi ho risaputo, ha contribuito in sommo grado all'accettazione immediata dell'invito formolato nella mia nota.

La nomina dei delegati ellenici sarà fatta non appena la convocazione della conferenza venga indetta.

Gradisca, ecc.

Firmato: *F. Curtopassi.*

---

1) V. il doc. n. 76.

(Annesso).

Il Ministro ellenico degli affari esteri al R. Ministro in Atene.

Athènes, 1[er] avril (20 mars) 1884.

Mon cher ministre,

Ayant pris l'avis de mes collègues sur l'affaire dont vous m'avez entretenu, j'ai la satisfaction de vous annoncer son acceptation pleine et entière.

Agréez, etc.

Signé: *Contostavlos.*

84.

Il R. Ministro in Stoccolma al Ministro degli affari esteri.

Stoccolma, 2 aprile 1884.
Ric. il 9.

Signor ministro,

In obbedienza alle istruzioni contenute nel dispaccio del 19 marzo passato [1]), non ho mancato di esplorare quale sarebbe l'intenzione di questo governo relativamente alla proposta d'una conferenza internationale, da tenersi a Roma, per addivenire ad un accordo circa l'esecuzione delle sentenze.

In seguito al telegramma dell'Eccellenza Vostra pervenutomi ieri mattina, ho sollecitato da questo signor ministro per gli affari esteri una risposta, che mi venne favorita poco fa.

Senza por tempo in mezzo ho fatto conoscere all'Eccellenza Vostra il pensiero di questo governo per mezza del telegrafo e spedisco ora, qui compiegata, una copia della nota responsiva del barone Hochschild.

Gradisca, ecc.

Firmato: *F. Spinola.*

(Annesso).

Il Ministro degli affari esteri di Svezia e Norvegia al R. Ministro in Stoccolma.

Stockholm, 2 avril 1884.

Monsieur le ministre,

Ayant fait part à M. le chef du département de la justice, du mémoire que vous avez bien voulu me communiquer, en même temps que de la note que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser hier, je puis dès à présent vous assurer que, si toutes les autres puissances européennes prennent part à une conférence ayant pour objet d'établir un accord international par rapport à l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale, le gouvernement suédois ne manquerait pas de s'y faire représenter. Je ne doute guère que le gouvernement norvégien sera

1) V. il doc. n. 74.

également disposé à contribuer, pour sa part et dans les susdites circonstances, à une oeuvre qui marquerait un progrès incontestable.

Je joins ici la pièce que vous avez bien voulu me confier, et vous prie, etc.

Signé: *Hochschild.*

85.

Il R. Ministro in Copenaghen al Ministro degli affari esteri.

Copenaghen, 2 aprile 1884.
Ric. il 9.

Signor ministro,

Appena ricevuto il telegramma circolare, che l'Eccellenza Vostra si compiaceva indirizzarmi nella notte del 1° aprile [1]), scrissi direttamente a questo ministro di giustizia per essere ragguagliato senza indugio sulla accoglienza ieri fatta alla iniziativa presa da V. E. con la circolare del 19 marzo [2]), per la convocazione a Roma di una conferenza avente per iscopo l'adozione di norme generali concernenti l'esecuzione dei giudicati esteri.

Confermando il mio telegramma del 1° aprile, mi è grato di trasmettere all'Eccellenza Vostra l'unita copia della favorevole risposta del signor Nellemann alla mia comunicazione. Mi riservo di farle tenere, a suo tempo, l'ufficiale conferma di sì buone disposizioni, quando l'avrò ricevuta da questo ministro degli affari esteri.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Marochetti.*

(Annesso).

Il Ministro danese di giustizia al R. Ministro in Copenaghen.

Copenhague, 1er avril 1884.

Monsieur le ministre,

En réponse à votre lettre en date d'aujourd'hui, je m'empresse de vous communiquer que le gouvernement danois consentira à prendre part, par l'envoi d'un ou plusieurs délégués, à une conférence qui se réunirait à Rome dans le but de faire une étude préparatoire sur les bases d'un accord international au sujet des jugements étrangers, si les autres Etats européens ou une partie considérable de ces Etats accèdent à la proposition émanée à cette fin de Votre gouvernement.

Agréez, etc.

Signé: *J. Nellemann.*

---

1) V. il doc. n. 76.
2) V. il doc. n. 74.

86.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro in Stoccolma.

Roma, 10 aprile 1884.

Signor ministro,

Con rapporto del 2 corrente[1]) la Signoria Vostra mi partecipava come il governo svedese fosse disposto ad aderire alla conferenza europea da riunirsi in Roma allo scopo di stabilire accordi internazionali circa l'esecuzione dei giudicati stranieri, se tutte le altre potenze vi prendessero parte. Nella nota di codesto ministro degli affari esteri, compiegata nel suaccennato rapporto, questi esprimeva l'opinione che il governo norvegiano avrebbe pure dato, colla stessa condizione, la propria adesione alla conferenza.

Ringrazio la Signoria Vostra per tale comunicazione, e La prego di gradire, ecc.

Firmato: *Mancini.*

87.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro in Copenaghen.

Roma, 10 aprile 1884.

Signor ministro,

Ho il pregio di segnare ricevuta alla Signoria Vostra del rapporto del 2 aprile[2]).

Nel ringraziarla, signor barone, per avermi comunicata la risposta di cotesto governo, relativa alla nostra proposta di riuniere a Roma una conferenza per adottare una norma generale, al riguardo della esecuzione dei giudicati stranieri, Le rinnovo, ecc.

Firmato: *Mancini.*

88.

Il R. Ambasciatore in Londra al Ministro degli affari esteri.

Londra, 9 aprile 1884.
Ric. il 12.

Signor ministro,

Munito delle istruzioni che l'Eccellenza Vostra si compiacque impartirmi con dispaccio circolare del 19 marzo scorso[3]), ho chiesto a Lord Granville, con lettera del 1° aprile corrente, come ebbi l'onore d'informarla con rapporto della stessa data[4]), se il governo della Regina fosse disposto a partecipare ad una conferenza da tenersi in Roma, per mezzo di delegati ufficiali propri, i quali, unitamente ai delegati di altre potenze, avrebbero per mandato d'esaminare le risoluzioni votate dall'Associazione per la riforma e la codificazione del diritto dellegenti relativamente all'ese-

1) V. il doc. n. 84.
2) V. il doc. n. 85.
3) V. il doc. n. 74.
4) V. il doc. n. 79.

guimente dei giudicati di tribunali esteri in materia civile e commerciale, e di preparare all'uopo le basi d'un accordo internazionale su quell'oggetto.

Il principale segretario di Stato per gli affari esteri mi risponde colla lettera, in data del 7 corrente, che mi pregio di trasmettere in traduzione. Sua Signoria mi annunzia che il governo della Regina è pronto ad accedere alla proposta, limitata però ad uno studio preliminare, sulle basi indicate dall'Associazione predetta, da affidarsi ad una conferenza di delegati ufficiali dei vari governi, da tenersi in Roma.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Nigra.*

(Annesso).

Il Segretario di Stato britannico per gli affari esteri
al R. Ambasciatore in Londra.

(Traduzione).

Foreign office, 7 aprile 1884.

Signor ambasciatore,

Ho l'onore di segnare ricevimento della lettera dell'Eccellenza Vostra del 1° corrente, con cui Ella mi trasmetta copia di talune risoluzioni relative all'esecuzione di sentenze estere in casi civili e commerciali, che furono approvate a Milano nello scorso settembre dall'Associazione per la riforma e per la codificazione del diritto internationale.

Ho l'onore d'informarla, in risposta, che il governo della Regina è disposto ad acconsentire alla seconda proposta fatta dal signor Mancini, cioè che uno studio preliminare sulle basi indicate sia affidato ad una conferenza di delegati ufficiali dei vari governi in Roma.

Ho l'onore, acc.

Firmato: *Granville.*

89.

Il R. Ministro in Madrid al Ministro degli affari esteri.

* Madrid, 6 aprile 1884.
Ric. il 13.

Signor ministro,

In risposta al dispaccio del 19 marzo u. s. [1]), ho l'onore di significare a Vostra Eccellenza che il governo spagnuolo ha dichiarato di aderire, in principio, alla riunione d'una conferenza a Roma per fissare regole uniformi riguardo all'esecuzione dei giudicati stranieri.

Mentre confermo, in proposito, il telegramma che ebbi cura di dirigerle nella giornata di ieri, mi valgo, ecc.

Firmato: *A. Blanc.*

---

1) V. il doc. n. 74.

90.

Il R. Ministro in Bruxelles al Ministro degli affari esteri.

Bruxelles, 8 aprile 1884.
Ric. il 13.

Signor ministro,

Non sì tosto pervenivami il dispaccio del 19 marzo u. s.[1]), che Vostra Eccellenza mi trasmetteva con una communicazione direttale dal presidente della conferenza internazionale di Milano circa la convenienza di stabilire un accordo internazionale sul tema dei giudicati stranieri, io ne faceva oggetto di nota a questo signor ministro degli affari esteri. Mi diedi poscia cura di personalmente rimmetterla io stesso nelle mani di lui, per chiamare la speciale sua attenzione sull'argomento importante, intorno al quale il presidente della citate conferenza desidererebbe che il gabinetto italiano prendesse l'iniziativa presso i governi esteri.

Dissi all'onorevole Frère-Orban che prima di dare una risposta definitiva, era intendimento di Vostra Eccellenza di fare esplorare le intenzioni dei gabinetti, e posi in rilievo i vantaggi che vi serebbero a consentire che uno studio preparatorio sulle basi di un accordo in ordine a cotesta materia venisse affidato ad una conferenza di delegati ufficiali dei vari Stati da tenersi in Roma.

Giuntomi poscia, il 1^{0} corrente, il telegramma col quale l'Eccellenza Vostra mi faceva conoscere il suo desiderio di sapere subito se questo governo accettasse in massima la riunione d'una conferenza, in Roma, al sovraccennato scopo, sollecitai una risposta dall'onorevole Frère-Orban, il quale mi significò la sua adesione con una nota di cui mi pregio unir copia.

Di questo avevo l'onore di render Vostra Eccellenza consapevole col mio telegramma del 2 corrente.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Maffei.*

(Annesso).

Il Ministro belga degli affari esteri al R. Ministro in Bruxelles.

Bruxelles, 2 avril 1884.

Monsieur le ministre,

En réponse à la communication que Votre Excellence a bien voulu m'adresser sous la date du 28 mars dernier, j'ai l'honneur de Lui faire connaître que le gouvernement du Roi est disposé à participer à une conférence des puissances européennes réunie dans le but d'examiner s'il serait possible d'arriver à un accord international sur l'exécution des jugements en matière civile et commerciale.

Je saisis, etc.

Signé: *Frère-Orban.*

---

1) V. il doc. n. 74.

91.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro in Madrid.

Roma, 14 aprile 1884.

Signor ministro,

Ho ricevuto il suo rapporto del 6 di questo mese [1]), relativo all'adesione in massima, del governo spagnuolo alla riunione in Roma di una conferenza internazionale, che avrebbe per iscopo di fissare regole uniformi riguardo alla esecuzione dei giudicati stranieri. Prego la Signoria Vostra di voler esprimere a codesto ministro degli affari esteri i miei particolari ringraziamenti per la favorevole accoglienza fatta alla nostra proposta.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

92.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro in Bruxelles.

Roma, 14 aprile 1884.

Signor ministro,

Ho ricevuto il suo rapporto dell'8 di questo mese [2]) relativo all'adesione di codesto governo alla riunione in Roma di una conferenza internazionale, che avrebbe per iscopo di fissare regole uniformi riguardo all'esecuzione dei giudicati stranieri, e prego la Signoria Vostra di voler esprimere al signor Frère-Orban i miei particolari ringraziamenti per la favorevole accoglienza fatta alla nostra proposta.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

93.

Il Ministro degli affari esteri ai RR. Ministri in Belgrado e Bucarest.

Roma, 19 aprile 1884.

Signor ministro,

Prego la Signoria Vostra di voler sollecitare da codesto governo una risposta alla nostra circolare del 19 marzo ultimo [3]), relativa alla convocazione, in Roma, di una conferenza internazionale con lo scopo di fissare regole uniformi riguardo all'esecuzione dei giudicati stranieri.

Le sarei, poi, particolarmente grato se volesse adoperarsi ad ottenere da codesto gabinetto un'adesione, almeno in massima, alla nostra proposta, informandomi per telegrafo del risultato delle sue pratiche.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

---

1) V. il doc. n. 89.
2) V. il doc. n. 90.
3) V. il doc. n. 74.

94.

Il R. Ministro in Belgrado al Ministro degli affari esteri.

* Belgrado, 26 aprile 1884.
Ric. il 30.

Signor ministro,

Il signor Garaschanine era partito per Vienna al momento in cui giunse la circolare colla quale Vostra Eccellenza mi mandava copia della domanda fattale dal presidente della conferenza di Milano dell'Associazione per la riforma e la codificazione del diritto delle genti.

Ritornata Sua Eccellenza, oggi soltanto potei vederla. Il ministro mi disse che riconosceva in massima l'utilità della proposta che l'Eccellenza Vostra m'incaricava di fargli. Però, trattandosi di questione affatto nuova per lui, egli si riserbava di studiarla accuratamente, facendosi premura di dare risposta sì tosto possibile.

Con telegramma di questa mane ebbi l'onore di trasmettere questa risposta all'Eccellenza Vostra.

Per facilitare lo studio, mi chiese il signor Garaschanine di avere comunicazione dei documenti anteriori sulla materia. Sarei grato all'Eccellenza Vostra se volesse pormi in grado di soddisfare l'espresso desiderio.

Gradisca, ecc.

Firmato: ***De la Tour.***

95.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro in Belgrado.

Roma, 2 maggio 1884.

Signor ministro,

Con rapporto del 26 aprile [1]), Vostra Signoria si compiaceva d'informarmi che il signor Garaschanine, pure accogliendo con favore la proposta d'una conferenza per la esecuzione dei giudicati stranieri, si riservava di darle, dopo più maturo esame, una risposta definitiva, e Le chiedeva a tale scopo communicazione dei documenti anteriori relativi a questa questione.

Per compiacere il desiderio del signor Garaschanine qui accludo un secondo esemplare dei documenti che, intorno a questo affare, già Le furono trasmessi, a cominciare dall'appello rivolto al regio governo dal presidente della conferenza di Milano acciò volesse prendere l'iniziativa del suggerito accordo diplomatico circa l'esecuzione degli esteri giudicati. Basterà che Ella comunichi al signor Garaschanine i principali tra quei documenti.

Per quanto concerne poi la prima fase del negoziato, la quale, come Le è noto, si referiva a materia assai più ampia, la ricerca cioè di regole uniformi rispetto alla pratica applicazione dei principii del diritto

---

1) V. il doc. n. 94.

internazionale privato, credo che il desiderio di codesto signor ministro degli affari esteri potrà essere soddisfatto con la comunicazione della memoria riassuntiva, di cui qui acchiudo una copia [1]).

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

96.

Il R. Ministro in Bucarest al Ministro degli affari esteri.

Bucarest, 25 aprile 1884.
Ric. il 2 maggio.

Signor ministro,

Il 25 dello scorso mese ricevetti la circolare relativa alla convocazione in Roma di una conferenza internazionale nello scopo di fissare regole uniformi riguardo alla esecuzione dei giudicati stranieri in materia civile [2]).

Mi pareva più conforme alle istruzioni di Vostra Eccellenza il far precedere, all'invito di cui parla la circolare anzidetta, un verbale scambio di idee, tendente ad assicurare l'adesione di questo governo alle regole che si vorrebbero introdurre. Ma, or per l'una ragione, or per l'altra, questo signor ministro degli affari esteri ha, negli ultimi tempi, rimandato sempre gli ebdomadari suoi ricevimenti, sicchè mi dovetti risolvere a presentargli una domanda scritta, alla quale egli non mi ha per anco risposto.

Nella lettera che ho diretto al signor Stourdza, dopo di aver testualmente riprodotte le otto risoluzioni adottate dalla conferenza di Milano, e le domande espresse nella circolare di Vostra Eccellenza, ho conchiuso che, la massima parte delle proposizioni votate l'anno passato a Milano trovandosi già applicate nell'articolo 11 della convenzione del 5/17 agosto 1880 fra l'Italia e la Rumania, era ferma in me la speranza che le preliminari pratiche, delle quali Vostra Eccellenza mi aveva incaricato, troverebbero favorevole accoglienza presso il governo rumeno.

Gradisca, ecc.

Firmato: *G. Tornelli.*

97.

Il R. Ministro in Madrid al Ministro degli affari esteri.

Madrid, 26 aprile 1884.
Ric. il 2 maggio.

Signor ministro,

Con telegramma del 5 aprile corrente ebbi l'onore di significare a Vostra Eccellenza che il ministro di Stato, dopo avere consultato il suo collega per la giustizia, mi aveva dichiarato ufficiosamente di aderire in principio alla riunione d'una conferenza in Roma per fissare regole uniformi circa l'esecuzione dei giudicati esteri.

---

1) V. questo documento, in Appendice alla presente raccolta, a pag. 167.
2) Vedi il n. 74.

Ora il signor Eduayen, confermando ufficialmente con una nota siffatta adesione del gabinetto di Madrid, m'esprime il desiderio di conoscere la data della convocazione per designare opportunamente la persona che dovrà rappresentare il governo spagnuolo nella conferenza di cui si tratta.

Gradisca, ecc.

Firmato: *A. Blanc.*

98.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro in Bucarest.

Roma, 3 maggio 1884.

Signor ministro,

Mi pregio di segnarle ricevuta del rapporto del 25 del mese passato[1]), col quale la Signoria Vostra mi fa consapevole della lettera da Lei diretta al signor Stourdza per ottenere l'adesione della Rumenia alla nostra proposta di convocare in Roma una conferenza internazionale allo scopo di fissare regole uniformi riguardo all'esecuzione dei giudicati stranieri.

Hanno sinora aderito a partecipare alla conferenza questi governi: il francese, l'inglese, l'austro-ungarico, l'olandese, il greco, lo svizzero, il belga, il danese, lo spagnuolo, il portoghese e lo svedese. La Russia ha promesso di darci fra poco una risposta definitiva; abbiamo ragione di credere che essa sarà affermativa.

Speriamo, quindi, che il gabinetto di Bucarest vorrà associarsi senza altro indugio, dando novella prova della sua amicizia verso il governo italiano, alla proposta della conferenza oramai accettata da quasi tutte le potenze d'Europa.

Nel confermare così alla Signoria Vostra il mio telegramma del 30 del mese passato, Le rinnovo, ecc.

Firmato: *Mancini.*

99.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro in Madrid.

Roma, 4 maggio 1884.

Signor ministro,

Rispondendo al rapporto del 26 aprile ultimo[2]), col quale la Signoria Vostra mi fa consapevole del desiderio espresso dal governo spagnuolo di conoscere la data della convocazione della conferenza in Roma per fissare regole uniformi circa l'esecuzione dei giudicati stranieri, acciò possa designare la persona che deve rappresentarlo, ho il pregio d'informarla che l'epoca precisa non è ancora determinata; essa sarà concertata secondo le comuni convenienze dei governi che aderirono alla nostra proposta.

Sarebbe, però, nostro desiderio che la riunione non fosse fissata più tardi del prossimo mese di ottobre o novembre.

---

1) V. il doc. n. 96.
2) V. il doc. n. 97.

Pregando la Signoria Vostra di portare quanto precede a conoscenza di codesto governo, Le rinnovo, ecc.

Firmato: *Mancini.*

100.

Il R. Ministro in Bucarest al Ministro degli affari esteri.

Bucarest, 28 aprile 1884.
Ric. il 4 maggio.

Signor ministro,

Sebbene la visita delle LL. AA. II. e RR. l'arciduca Rodolfo e l'arciduchessa Stefania alla Corte rumena avesse aumentate le occupazioni di questo signor ministro degli affari esteri, in procinto egli stesso di partire per l'estero, rinnovai tuttavia, presso il medesimo, con tanta insistenza la domanda di una risposta alla proposizione relativa alla riunione di una conferenza internazionale per statuire circa l'esecuzione dei giudicati stranieri, che egli, prima di allontanarsi da Bucarest, mi ha diretto la nota della quale unisco qui la copia.

Il signor Stourdza mi parve sopratutto desideroso di seguire l'esempio di ciò che faranno le maggiori potenze.

Egli rimane assente una diecina di giorni; nessuna risoluzione definitiva qui potrebbe essere presa prima del suo ritorno.

Gradisca, ecc.

Firmato: *G. Tornielli.*

(Annesso).

Il Ministro rumeno degli affari esteri al R. Ministro in Bucarest.

Bucharest, 15/27 avril 1884.

Monsieur le comte,

Votre Excellence, en date du 3/15 avril, a bien voulu s'enquérir des vues du gouvernement royal au sujet des propositions votées à l'unanimité par la conférence de Milan pour la réforme et la codification du droit international, relativement à l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale.

Le gouvernement royal estime qu'il serait en effet de l'intérêt général de voir donner aux résolutions émanées par la conférence la consécration et la sanction d'engagements internationaux.

Il s'empresse donc d'adhérer en principe à la proposition qu'une étude préparatoire pour un accord sur cette matière soit confiée à une conférence de délégués officiels des divers gouvernements, qui devrait se réunir à Rome.

Toutefois, avant de désigner un délégué, dont les pouvoirs auraient pour objet cette étude préparatoire et seraient délivrés ad referendum, il vous serait reconnaissant, monsieur le comte, de lui indiquer nommément les puissances qui auraient également acquiescé à la réunion de la conférence dont le gouvernement royal d'Italie a pris l'initiative.

Dans l'espoir que Votre Excellence voudra bien m'honorer d'une obligeante réponse à cet égard, et me communiquer la date approximative de la réunion à Rome, je saisis, etc.

Signé: *D. Stourdza.*

101.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro in Bucarest.

Roma, 5 maggio 1884.

Signor ministro,

Ringrazio la Signoria Vostra della comunicazione fattami col rapporto delli 28 del mese passato [1]) circa l'adesione in massima della Rumania alla nostra proposta di riunire in Roma una conferenza internazionale per stabilire regole uniformi sull'esecuzione dei giudicati stranieri.

La Signoria Vostra sarà stata già in grado, avendo, come suppongo, ricevuto il mio dispaccio delli 3 di questo mese [2]), di soddisfare al desiderio espresso dal governo rumeno di conoscere quali potenze hanno aderito alla conferenza.

Per quanto concerne poi la data della riunione, nulla ancora è stabilito. Essa sarà concertata d'accordo con i governi che hanno accettato di parteciparvi; speriamo non sarà per essere protratta al di là del mese di ottobre o novembre.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

102.

Il R. Ministro in Washington al Ministro degli affari esteri.

Washington, 17 aprile 1884.
Ric. il 5 maggio.

Signor ministro,

Il segretario di Stato, cui partecipai il contenuto del dispaccio in data del 19 marzo u. s. [3]), ha preso in debita considerazione le risoluzioni emesse dalla conferenza internazionale di Milano in ordine ai giudicati stranieri. Si è riservato di farmi pervenire una risposta definitiva al riguardo, dopo aver consultato l'Attorney general, e possibilmente anche il Congresso.

Gradisca, ecc. Firmato: *Fava.*

103.

Il R. Ministro in Bucarest al Ministro degli affari esteri.

Bucarest, 2 maggio 1884.
Ric. l'8.

Signor ministro,

Conformemente al telegramma direttomi ieri sera da Vostra Eccellenza, ho comunicato, con mia lettera d'oggi, a questo signor ministro per gli

1) V. il doc. n. 100.
2) V. il doc. n. 98.
3) V. il doc. n. 74.

affari esteri, l'adesione alla conferenza per l'esecuzione dei giudicati stranieri, data dall'Austria-Ungheria, dalla Baviera, dal Belgio, dalla Danimarca, dalla Spagna, dalla Francia, dall'Inghilterra, dalla Grecia, dai Paesi Bassi, dal Portogallo, dalla Svezia e dalla Confederazione elvetica. Ho espresso, in quella mia lettera, la fiducia che questa notizia basterà al governo rumeno per prendere una risoluzione definitiva. Nel sollecitare da esso una risposta, per essere in grado di trasmetterla a Vostra Eccellenza, mi riservai di fargli conoscere l'epoca della riunione della conferenza tosto che ne sarò io stesso informato.

Gradisca, ecc. Firmato: *G. Tornielli.*

104.

Il R. Ministro in Parigi al Ministro degli affari esteri.

Parigi, 6 maggio 1884.
Ric. il 9.

Signor ministro,

Col telegramma in data del 2 aprile ultimo, Sua Eccellenza il generale Menabrea informò l'Eccellenza Vostra che il ministro degli affari esteri della Repubblica, interrogato, in conformità del dispaccio ministeriale del 19 marzo[1]), se fosse disposto ad accettare le massime proclamate dalla conferenza internazionale di Milano per la riforma e codificazione del diritto delle genti, od almeno a consentire ad uno studio preparatorio su tale materia, ed i ispecie sull'esecuzione dei giudicati esteri, inviando un delegato ad una conferenza da riunirsi in Roma, non volle pronunciarsi sul fondo stesso della questione, ma dichiarò di non aver difficoltà a far partecipare un rappresentante del governo francese alla conferenza progettata. Il regio ambasciatore lasciò, in quella occasione, nelle mani del signor Ferry una nota verbale sullo stesso argomento, per desiderio di ottenere anche una risposta scritta.

Ho poc'anzi ricevuto tale risposta, che conferma quella già data verbalmente da Sua Eccellenza al generale Menabrea. Mi affretto a trasmetterla qui unita in copia all'Eccellenza Vostra.

Gradisca, ecc. Firmato: *Ressman.*

(Annesso).

Note-verbale.

Par une note du 26 mars, Son Excellence le général Menabrea avait exprimé le désir de savoir si le gouvernement français avait l'intention de se faire représenter à une conférence internationale, qui se réunirait à Rome, en vue d'amener un accord pour l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale.

Le gouvernement de la République est tout disposé à envoyer un délégué à la conférence projetée; le président du Conseil, ministre des affaires étrangères se réserve de faire incessamment connaître à M. Ressman le nom de ce délégué.

Paris, le 5 mai 1884.

---

1) V. il doc. n. 74.

105.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro in Parigi.

Roma, 10 maggio 1884.

Signor ministro,

Ho ricevuto il rapporto del 6 corrente [1]), col quale la Signoria Vostra mi trasmetteva la risposta scritta del signor Ferry, in conferma di quella già data verbalmente a Sua Eccellenza il generale Menabrea, per esprimere l'adesione del governo francese alla nostra proposta di riunire in Roma una conferenza internazionale con lo scopo di fissare regole uniformi sull'esecuzione dei giudicati stranieri in materia civile e commerciale, e per dichiarare che la Francia è disposta a mandare un suo delegato alla conferenza stessa.

Prego la Signoria Vostra di voler far gradire al signor Ferry i nostri ringraziamenti per la favorevole accoglienza fatta al concetto, di cui abbiamo preso l'iniziativa, e di informarlo che, quanto alla data della riunione, nostra intenzione sarebbe die stabilirla verso la fine di ottobre o il principio di novembre prossimo, nella lusinga di ricevere nel frattempo tutte le adesioni, incluse quelle dei paesi più lontani. Ci riserbiamo quindi di diramare a suo tempo, e con qualche intervallo prima dell'epoca in cui i delegati dovrebbero trovarsi radunati in Roma, un definitivo e formale invito ai governi che aderirono alla cenferenza.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

106.

Il R. Ambasciatore in Pietroburgo al Ministro degli affari esteri.

* Pietroburgo, 7 maggio 1884.
Ric. il 18.

Signor ministro,

Segno ricevimento all'Eccellenza Vostra del dispaccio in data 19 marzo scorso [2]), relativo al progetto di una conferenza da adunarsi in Roma allo scopo di determinare, per accordo internazionale, il tema della esecuzione dei giudicati stranieri. Non ho mancato di esporre a questo ministro degli affari esteri gl'intendimenti dell'Eccellenza Vostra su questo soggetto. Ne ricevo in questo momento una nota verbale, che ho l'onore di qui unire in copia. Come l'Eccellenza Vostra potrà desumere da questo documento, il governo imperiale, sebbene non creda di potersi pronunziare pel momento in merito sulla questione, non mancherà di farsi rappresentare da un suo delegato alla conferenza.

Confermo così il telegramma di ieri l'altro, in cui diedi già contezza delle favorevoli disposizioni del governo russo al progetto di conferenza patrocinato dall'Eccellenza Vostra.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Greppi.*

---

1) V. il doc. n. 104.
2) V. il doc. n. 74.

(Annesso).

Note-verbale.

St-Pétersbourg, 24 avril (6 mai) 1884.

C'est avec le plus vif intérêt que le gouvernement impérial a pris connaissance du mémoire, qui se trouvait joint à la note de l'ambassade royale d'Italie du 15/27 mars dernier concernant la conférence internationale qui va se réunir à Rome pour délibérer au sujet de l'exécution réciproque des jugements des tribunaux étrangers.

Le gouvernement impérial ne se trouvant pas pour le moment en mesure de se prononcer catégoriquement sur cette question, se fera toutefois représenter par un délégué à la dite conférence.

Signé: *Giers.*

107.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ambasciatore in Pietroburgo.

Roma, 14 maggio 1884.

Signor ambasciatore,

Mi pregio di segnare ricevuta del rapporto del 7 corrente [1]), col quale l'E. V. si è compiaciuta di trasmettermi la note verbale direttale dal governo russo per dichiarare che aderisce a farsi rappresentare da un delegato alla conferenza da convocarsi in Roma allo scopo di giungere ad un accordo internazionale rispetto alla esecuzione dei giudicati stranieri.

Voglia ringraziare il signor de Giers della favorevole accoglienza fatta alla nostra proposta, ed informarlo che, nella lusinga di ricevere le adesioni degli Stati più lontani, ci è sembrato utile di ritardare la riunione della conferenza di qualche mese, fissando come epoca approssimativa la fine di ottobre o il principio di novembre venturo. Sarà però nostra cura di portare a conoscenza di quei gabinetti che ci hanno comunicato la loro adesione la data precisa della convocazione, non appena avremo potuto fissarla, e di dirigere ai medesimi un invito formale e definitivo.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

108.

Il R. Ministro in Berna al Ministro degli affari esteri.

Berna, 15 maggio 1884.
Ric. il 17.

Signor ministro,

In aggiunta all'adesione verbale del consigliere Ruchonnet per prender parte ad una conferenza internazionale da tenersi a Roma, per discutere sul tema dei giudicati stranieri, come ebbi l'onore d'informare V. E. col mio rapporto in data 28 marzo [2]), trasmetto ora una regolare ed esplicita

---

1) V. il doc. n. 106.
2) V. il doc. n. 77.

accettazione del Consiglio federale, contenuta nella copia della nota verbale qui allegata.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Fè.*

(Annesso).

Note-verbale.

Le Conseil fédéral a pris connaissance avec le plus vif intérêt de la note par laquelle Son Excellence le ministre d'Italie auprès de la Confédération suisse lui a communiqué le désir du gouvernement italien de savoir si la Suisse serait disposée à prendre part à des négociations pour un traité international destiné à assurer l'exécution réciproque des jugements civils et commerciaux.

Bien que le Conseil fédéral ne se dissimule pas les difficultés que la diversité des législations des divers Etats opposera à cette entreprise, il se déclare prêt à prendre part aux négociations que le gouvernement italien se propose de provoquer, et il déclare d'ailleurs qu'il considère les résolutions arrêtées dans la conférence de Milan du 14 septembre 1883 comme pouvant fournir une base utile à ces négociations.

Berne, 2 mai 1884.

109.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro in Berna.

Roma, 17 maggio 1884.

Signor ministro,

Col rapporto del 15 corrente [1]), la Signoria Vostra si è compiaciuto di trasmettermi una nota verbale con cui il governo federale dichiarasi pronto a partecipare alla conferenza da riunirsi in Roma allo scopo di stabilire un accordo internazionale riguardo all'esecuzione dei giudicati stranieri in materia civile e commerciale.

La prego di ringraziare, a nome nostro, codesto governo della sollecitudine con cui ha aderito alla nostra proposta, informandolo, in pari tempo, che, nella lusinga di ricevere le adesioni delle più lontane potenze, crediamo opportuno di fissare, come termine approssimativo della riunione, la fine di ottobre prossimo o il principio di novembre. Ci riserbiamo, però, di comunicare, a suo tempo, a tutti gli Stati che hanno accettato di farsi rappresentare alla conferenza, la data precisa della sua convocazione, dirigendo loro definitivo e formale invito.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

---

1) V. il doc. n. 108.

110.

L'Ambasciatore di Francia in Roma al Ministro degli affari esteri.

Rome, 16 mai 1884.
Ric. il 17.

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur d'annoncer à Votre Excellence que le gouvernement de la République est tout disposé à se faire représenter à la conférence internationale qui doit être réunie à Rome en vue d'amener un accord pour l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale. Le délégué français sera incessamment désigné et, conformément au désir que vous avez bien voulu m'exprimer, je m'empresserai de vous faire connaître le choix de mon gouvernement.

Agréez, etc.

Firmato: *A. Decrais.*

111.

Il Ministro degli affari esteri all'Ambasciatore di Francia in Roma.

Rome, 17 mai 1884.

Monsieur l'ambassadeur,

Je m'empresse de remercier Votre Excellence de la communication qu'Elle a bien voulu me faire par Sa note du 16 de ce mois [1]), relativement à la prochaine nomination du délégué français à la conférence internationale qui doit être réuni à Rome en vue d'amener un accord pour l'exécution des jugements étrangers.

J'aurai soin de Vous faire connaître, quelque temps avant, la date exacte de la convocation; elle sera probablement fixée pour la fin d'octobre ou pour le commencement de novembre prochain.

Veuillez agréer, etc.

Firmato: *Mancini.*

112.

Il R. Ambasciatore in Parigi al Ministro degli affari esteri.

Parigi, 15 maggio 1884.
Ric. il 18.

Signor ministro,

In conformità del dispaccio di codesto ministero in data del 10 corrente [2]), partecipai ieri verbalmente al signor Ferry i ringraziamenti di Vostra Eccellenza per l'adesione da esso data alla di Lei proposta di riunire in Roma una conferenza internazionale allo scopo di fissare regole uniformi sull'esecuzione dei giudicati stranieri in materia civile e commerciale. Dissi al signor Ferry che l'Eccellenza vostra lo avrebbe informato

1) V. il doc. n. 110.
2) V. il doc. n. 105.

ufficialmente dell'epoca precisa della riunione della conferenza, che si avrebbe intenzione di stabilire sul finire di ottobre od al principio di novembre p. v., nella lusinga di ricevere nel frattempo tutte le adesioni, comprese quelle dei paesi più lontani. Il signor Ferry mi rispose che avrebbe designato il delegato della Francia incaricato di prender parte alla conferenza, tostochè l'avviso della sua riunione sarebbe ufficialmente partecipato da codesto ministero.

Ho oggi indirizzato al signor Ferry, a conferma della mia partecipazione verbale, anche un'apposita lettera.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Menabrea.*

113.

Il R. Ministro in Belgrado al Ministro degli affari esteri.

Belgrado, 16 maggio 1884.
Ric. il 21.

Signor ministro,

Tosto ricevuto il dispaccio che l'Eccellenza Vostra si compiacque di dirigermi il 2 corrente [1]), consegnai al signor Garaschanine l'annessavi Memoria riassuntiva del negoziato per la ricerca di regole uniformi rispetto alla pratica applicazione del diritto internazionale privato, nonchè secondo le di Lei istruzioni, alcuni fra i documenti che parimenti Ella mi mandava.

Il signor Garaschanine mi promise di studiare la questione e di tosto farmi risposta, aggiungendo, però, che già credeva potermi dire che essa sarebbe affermativa. A parer suo, in simili questioni, i paesi minori, come è la Serbia, meglio non potevano fare che uniformarsi alle disposizioni delle grandi potenze.

Il ministro è partito questa mane per Nisch, ove rimarrà durante la sessione legislativa. Ritengo però che la decisione del governo serbo non tarderà ad essermi comunicata dal signor Rakich, direttore politico del ministero degli affari esteri, al quale, nell'assenza del ministro, venne data la reggenza.

Gradisca, ecc.

Firmato: *De la Tour.*

114.

Il R. Ministro in Copenaghen al Ministro degli affari esteri.

Copenaghen, 20 maggio 1884.
Ric. il 25.

Signor ministro,

Facendo seguito al mio rapporto del 2 aprile scorso [2]), ho l'onore di trasmettere alla Eccellenza Vostra copia della nota che mi indirizzò ieri

---

1) V. il doc. n. 95.
2) V. il doc. n. 85.

questo ministro degli affari esteri in riscontro a quella che gli diressi conformemente alle istruzioni della circolare del 19 marzo [1]), per sapere se questo governo sarebbe disposto ad accettare le massime relative ai giudicati esteri proclamate dalla conferenza internazionale di Milano, e ad assumere in proposito un vincolo convenzionale, o almeno a consentire che uno studio preparatorio sulle basi di un accordo su cotesta materia sia affidato ad una conferenza di delegati ufficiali dei vari governi da riunirsi in Roma.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Marochetti.*

(Annesso).

Il Ministro danese degli affari esteri al R. Ministro in Copenaghen.

Copenhague, 19 mai 1884.

Monsieur le baron,

En réponse à votre note du 2 du mois passé, par laquelle, relativement aux résolutions prises par la conférence internationale de Milan, Vous me demandez si le gouvernement du Roi serait disposé à accepter les principes proclamés par la dite conférence, j'ai l'honneur de vous faire part que, d'après l'avis de mon collègne, le ministre de la justice, le gouvernement du Roi, mon Auguste Souverain, ne saurait s'engager à accéder à une convention internationale basée sur les délibérations de la conférence de Milan, mais qu'il se fera avec bien du plaisir représenter par un ou plusieurs délégués à la conférence projetée, supposé, toutefois, que le projet émanant du gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie et se référant à la conclusion d'une pareille convention, soit adopté par la plupart des puissances européennes.

Je profite de l'occasion pour vous réiterer, etc.

Signé: *Rosenörn Lehn.*

115.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro in Copenaghen.

Roma, 26 maggio 1884.

Signor ministro,

Mi pregio di segnare ricevuta del rapporto delli 20 di questo mese [2]), col quale la Signoria Vostra mi ha trasmesso copia della nota direttale da codesto ministro degli affari esteri per dichiarare che il governo danese è disposto a farsi rappresentare da uno o più delegati alla conferenza da riunirsi in Roma allo scopo di stabilire un accordo internazionale circa l'esecuzione dei giudicati stranieri.

La prego di presentare, a nome nostro, al signor Rosenörn Lehn, particolari ringraziamenti per la favorevole accoglienza fatta alla nostra proposta, e d'informarlo che, nella lusinga di ricevere nel frattempo le

1) V. il doc. n. 74.
2) V. il doc. n. 114.

adesioni delle potenze più lontane, sarebbe nostra intenzione di convocare la conferenza verso la fine di ottobre prossimo o il principio di novembre. Avremo, però, cura di comunicare, in tempo utile, la data precisa della riunione a tutti i governi che vi hanno aderito, dirigendo loro un definitivo e formale invito.

Gradisca, ecc. Firmato: *Mancini.*

116.

Il R. Ministro in Lisbona al Ministro degli affari esteri.

Lisbona, 24 maggio 1884.
Ric. il 29.

Signor ministro,

Colsi ieri la propizia occasione di un colloquio particolare con questo signor ministro degli affari esteri, per ricordare a Sua Eccellenza l'invito fatto in addietro al governo di Sua Maestà Fedelissima di partecipare ad una conferenza, in Roma, sul tema dei giudicati stranieri, messa innanzi al congresso di diritto internazionale di Milano. Richiamai pure alla memoria di Sua Eccellenza averle io, non è molto, rimesso personalmente una lista, estratta dai documenti diplomatici, dei molti paesi che aveano già fatto adesione alla proposta italiana.

Il signor du Bocage rispose che avea subito trasmesso tal lista, come pur l'invito diramato per iniziativa del governo del Re, al suo collega di grazia e giustizia, ed anzi si proponeva di prevenirlo che sottoporebbe egli, signor du Bocage, al consiglio dei ministri, la decisione della partecipazione del Portagallo alla conferenza.

Il signor du Bocage mi ha ripetuto, in questa occasione, che, malgrado il miglior volere del governo portoghese, di secondare l'iniziativa italiana, motivi de legislazione locale rendevano difficile di tradurlo in atto, tanto più difficile sapendosi qui che anche il Brasile, col quale il Portogallo ha legami speciali, non sembrava disposto a prender parte alla conferenza.

Risposi al signor ministro che attenderò una sua comunicazione officiale, e che la speravo pronta, per essere presto in grado di comunicare più autorevolmente a Vostra Eccellenza le decisioni del governo portoghese.

Gradisca, ecc.

Firmato: *F. Oldoini.*

117.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro in Lisbona.

Roma, 30 maggio 1884.

Signor ministro,

Ho ricevuto il rapporto della Signoria Vostra in data del 24 corrente [1]), col quale Ella mi riferisce un colloquio avuto col signor de Bocage riguardo

1) V. il doc. n. 116.

alla partecipazione del Portogallo alla conferenza da riunirsi in Roma per stabilire un accordo internazionale sull'esecuzione dei giudicati stranieri.

Ringrazio la Signoria Vostra di questa comunicazione, e La prego di ripetere al ministro degli affari esteri che noi annettiamo pregio grandissimo all'adesione del governo portoghese alla nostra proposta; alla conferenza il suo delegato può prender parte con piena libertà, e con riserva degli apprezzamenti ulteriori del suo governo.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

118.

Il R. Ministro in Messico al Ministro degli affari esteri.

Messico, 10 maggio 1884.
Ric. il 10 giugno.

Signor ministro,

Col dispaccio del 19 marzo [1]) Ella mi commetteva di dare comunicazione al governo di questa repubblica della lettera a Vostra Eccellenza diretta dal presidente della conferenza tenuta in Milano sul tema dei giudicati stranieri.

Adempita la commissione, mi reco oggi a premura di trasmettere qui acclusa copia della risposta fattami al riguardo da questo sotto-segretario di Stato per gli affari esteri.

In essa il signor Fernandez ringrazia il regio governo per la direttagli cortese partecipazione, ed al tempo stesso aggiunge che i principii stabiliti nella costituzione di questa repubblica già ammettone quelli designati dalla conferenza di Milano, e però il Presidente non crede conveniente obbligare per patto internazionale la libera azione dei legislatori del paese.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Martuscelli.*

(Annesso).

Il Sotto-segretario di Stato messicano per gli affari esteri
al R. Ministro in Messico.

(Traduzione).

Messico, 6 maggio 1884.

Signor ministro,

Mi è stato molto gradito ricevere la cortese nota di Vossignoria in data del 23 di aprile p. p., con la quale Ella si fa ad invitare il governo degli Stati Uniti messicani ad adottare certi principii uniformi per la esecuzione delle sentenze pronunziate in paesi esteri, principii che sono stati proposti della conferenza internazionale di Milano.

Il mio governo vede con piacere che, come apparisce dall'esemplare della nota che vossignoria mi rimette, diretta li 18 di marzo ultimo dal

1) V. il doc. n. 74.

signor presidente di detta conferenza sulla riforma e codificazione del diritto delle genti all'eccellentissimo signor ministro degli affari esteri in Italia, quasi tutti quei principii siano già stabiliti, come garanzie e diritti dell'uomo, nella nostra costituzione politica. Però stimando al pieno suo valore il cortese invito del suo governo, mi duole farle conoscere, che il signor presidente della Repubblica crede non essere conveniente di limitare, per mezzo di un patto internazionale di quel genere, la libera azione dei legislatori del paese, nel caso, sebbene non sia probabile, in cui credessero necessario o conveniente riformare in qualunque circostanza, la parte dei nostri codici che ha connessione con i principii surriferiti.

Nel restituire a Vostra Signoria l'esemplare citato dalla nota del signor presidente del congresso di Milano, secondo che Ella ne ha richiesto, compio al grato dovere, ecc.

Firmato: *José Fernandez.*

119.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro in Messico.

Roma, 11 giugno 1884.

Signor ministro,

Col rapporto del 10 maggio passato [1]) la Signoria Vostra mi comunica la risposta data da codesto governo al nostro invito di partecipare alla conferenza da riunirsi in Roma per fissare regole uniformi sull'esecuzione dei giudicati stranieri. Il signor Fernandez osserva che i principii stabiliti nella costituzione della repubblica messicana già ammettono quelli sanciti dalla conferenza di Milano, ma che il presidente non crede conveniente di obbligare per patto internazionale la libera azione dei legislatori del paese.

La prego di far presente al ministro degli affari esteri che analoga a quella del Messico è la situazione di parecchi Stati, fra cui è pure l'Italia. Però un atto internazionale, mentre giova ad incoraggiare altri ad imitare il liberale esempio, serve anche a conferire allo stato delle cose un carattere di stabilita di cui si negherebbe invano il comune vantaggio.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

120.

Il R. Ambasciatore in Parigi al Ministro degli affari esteri.

Parigi, 10 giugno 1884.
Ric. il. 14.

Signor ministro,

Ho l'onore di annunziare all'Eccellenza Vostra, dietro comunicazione testè pervenutami da questo signor ministro per gli affari esteri, che il signor Gonse, direttore degli affari civili al ministero della giustizia, fu

1) V. il doc. n. 118.

designato quale delegato del governo francese a prendere parte alla conferenza che deve aver luogo a Roma, allo scopo di fissare regole uniformi per la esecuzione dei giudicati stranieri in materia civile e commerciale.

Il signor Decrais, ambasciatore della repubblica presso Sua Maestà il Re, fu già incaricato d'informarme codesto ministero.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Menabrea.*

121.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ambasciatore in Parigi.

Roma, 15 giugno 1884.

Signor ambasciatore,

Segnandole ricevuta del rapporto del 10 di questo mese [1]), prego l'Eccellenza Vostra di voler offrire al signor Ferry i nostri particolari ringraziamenti per la premura con cui ha voluto designare il signor Gonse quale delegato del governo francese alla conferenza che si dovrà riunire in Roma allo scopo di fissare regole uniformi circa l'esecuzione dei giudicati stranieri.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

122.

L'Ambasciatore di Francia in Roma al Ministro degli affari esteri.

Rome, 16 juin 1884.
Ric. il 17.

Monsieur le ministre,

Pour faire suite à ma communication du 16 mai dernier [2]), j'ai l'honneur de vous annoncer que M. Gonse, directeur des affaires civiles au ministère de la justice, sera désigné comme délégué du gouvernement de la République française à la conférence qui doit être convoquée à Rome pour examiner, au point de vue international, la question de l'exécution des jugements.

M. Gonse, qui suit depuis plusieurs années le règlement des difficultés auxquelles donne lieu l'exécution des jugements étrangers, se trouvera, je n'en doute pas, en mesure d'apporter un concours utile à l'oeuvre internationale poursuivie par Votre Excellence.

Recevez, etc.

Firmato: *A. Decrais.*

---

1) V. il doc. n. 120.
2) V. il doc. n. 110.

123.

Il Ministro degli affari esteri all'Ambasciatore di Francia in Roma.

Rome, 18 juin 1884.

Monsieur l'ambassadeur,

J'ai l'honneur de Vous accuser réception de la note du 16 courant[1]), par laquelle Vous avez bien voulu m'annoncer que M. Gonse, directeur des affaires civiles au ministère de la justice à Paris, est désigné comme délégué de la République française à la conférence qui doit être convoquée à Rome pour établir des règles uniformes au sujet de l'exécution des jugements étrangers.

En offrant à Votre Excellence mes remercîments les plus empressés pour cette obligeante communication, je tiens à Lui exprimer toute ma satisfaction pour le choix que le gouvernement de la République vient de faire, en la personne de M. Gonse, d'un représentant aussi compétent et aussi versé dans les matières qui feront l'objet des études de la conférence.

Je ne manquerai pas de Vous faire savoir la date exacte de la convocation, qui ne sera probablement pas avant le mois de novembre prochain.

Agréez, etc.

Firmato: ***Mancini.***

124.

Il R. Ministro in Lisbona al Ministro degli affari esteri.

Lisbona, 11 giugno 1884.
Ric. il 18.

Signor ministro,

Ho l'onore di trasmettere all'Eccellenza Vostra la traduzione di una nota testè giuntami da questo signor ministro degli affari esteri, con la quale Sua Eccellenza mi partecipa che il governo di Sua Maestà Fedelissima si farà rappresentare alla conferenza internazionale da riunirsi in Roma per l'adozione di regole communi per l'esecuzione dei giudicati stranieri.

Gradisca, ecc.

Firmato: ***Oldoini.***

(Annesso).

Il Ministro portoghese degli affari esteri al R. Ministro in Lisbona.

(Traduzione).

Lisbona, 9 giugno 1884.

Signor ministro,

A riscontro della nota che Vostra Eccellenza mi fece l'onore di rivolgermi in data delli 26 marzo scorso, ed in relazione coi colloqui avuti insieme, m'incombe comunicarle che il governo di Sua Maestà ravvisa

1) V. il doc. n. 122.

essere di alta convenienza che vengano adottate regole comuni per la esecuzione dei giudicati esteri, e che si farà all'uopo rappresentare dal ministro di Portogallo presso Sua Maestà il Re d'Italia alla conferenza che deve riunirsi in Roma.

Il governo di Sua Maestà riservasi però completa libertà di risoluzione e di apprezzamento rispetto alle conclusioni che fossero adottate dalla conferenza medesima.

Ho l'onore, ecc.

Firmato: *I. V. Barboza du Bocage.*

125.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro in Lisbona.

Roma, 19 giugno 1884.

Signor ministro,

Col rapporto dell'11 di questo mese [1]), la Signoria Vostra si è compiaciuta di trasmettermi la traduzione della nota direttale dal ministro portoghese degli affari esteri per parteciparle che il governo di Sua Maestà Fedelissima si farà rappresentare alla conferenza che dovrà riunirsi in Roma allo scopo di fissare regole uniformi circa l'esecuzione dei giudicati stranieri.

Prego Vostra Signoria di voler offrire al signor du Bocage i nostri ringraziamenti per la buona accoglienza fatta alla nostra proposta, e di fargli conoscere che, nella lusinga di vedere nel frattempo aderire alla conferenza anche le potenze più lontane, ci sembra opportuno di stabilirne approssimativamente la riunione al mese di novembre venturo.

Avremo cura, ad ogni modo, d'informare, a suo tempo, i governi consenzienti della data precisa della convocazione, dirigendo loro un formale e definitivo invito.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

126.

Il R. Incaricato d'affari in Lima al Ministro degli affari esteri.

Lima, 22 maggio 1884.
Ric. il 29 giugno.

Signor ministro,

Avendo tenuto proposito con questo signor ministro delle relazioni esteriori dell'argomento del dispaccio del 19 marzo [2]), ho ricevuto ora la risposta che, tradotta, ho l'onore di qui accludere, e dalla quale l'Eccellenza Vostra rileverà come, in massima, questo governo aderisca ad inviare a Roma un delegato per far parte della conferenza cui sarà affidato lo

---

1) V. il doc. n. 124.
2) V. il doc. n. 74.

studio preparatorio d'un accordo intorno alle risoluzioni adottate nella conferenza di Milano riguardo ai giudicati stranieri.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Pappalepore.*

(Annesso.)

Il Ministro peruviano degli affari esteri al R. Incaricato d'affari in Lima.

(Traduzione).

Lima, 19 maggio 1884.

Signor incaricato d'affari,

Ho avuto l'onore di ricevere lo stimato dispaccio di Vostra Signoria, col quale si compiace comunicarmi, che la conferenza internazionale tenutasi recentemente in Milano, all'oggetto di riformare e codificare il diritto delle genti, e che ha adottato già alcune risoluzioni circa gli effetti dei giudicati stranieri, ha richiesto, per mezzo del suo presidente, signor Travers Twiss, l'appoggio di Sua Eccellenza il signor comm. Mancini perchè abbia luogo, sotto la divisa Roma caput mundi, una concordanza delle idee dei governi europei intorno a siffatti giudicati.

Aggiunge Vostra Signoria che, prima di dare una risposta definitiva, Sua Eccellenza il ministro degli affari esteri di S. M. il Re d'Italia desidererebbe conoscere i propositi dei diversi governi sull'argomento.

Con tale intento Vostra Signoria termina partecipandomi di aver ricevuto incarico di esplorare il mio, affine di sapere se è disposto ad accettare le massime proclamate dalla conferenza, che Ella si è compiaciuto di allegare testualmente in copia, e ad assumere in proposito un compromesso di adesione, o almeno a consentire che uno studio preliminare sulle basi d'un accordo sopra questa materia, venga confidato a delegati ufficiali di vari governi da riunirsi in Roma.

Il mio governo apprezza debitamente la elevata importanza dell'assunto che fa oggetto del nominato dispaccio di Vostra Signoria, e sono autorizzato a dichiararle, in risposta, che esso non ha inconveniente ad accettare le massima proclamate nella conferenza di Milano nella sua sessione del 14 settembre 1883, massime accettate come principii tutelari della nostra legislazione interna e considerate le cinque prime tra i requisiti che deve riunire una sentenza straniera per essere eseguita in Perù, e le tre ultime tra gli effetti che vi debbono produrre.

L'impegno del mio governo d'uniformare, per quanto è stato possibile, i principii del diritto internazionale privato, si è manifestato già nel riunire in Lima un congresso di giureconsulti sud-americani, nel quale si sono stabiliti principii altamente civilizzatori, essendosi esso occupato altresì dell'interessante materia della esecuzione delle sentenze, e di altri atti di giurisdizione emanati in paesi esteri, ai quali appunto si riferisce il dispaccio di Vostra Signoria.

Perchè dal di lei illustrato governo si abbia conoscenza del testo del trattato, che in breve avrà forza legale fra i cinque governi contraenti, Le ne ho fatto tenere due esemplari, che riveleranno al sapiente governo

di Vostra Signoria l'interesse che con tanta preferenza si è accordato nel mio paese a sì rilevante materia, e quello non meno vivo che oggi nutre acciocchè il più completo esito coroni i divisamenti della conferenza internazionale di Milano, chiamati a produrre i più ferondi risultati.

Conformemente alla legislazione del Perù, il governo ha facoltà di celebrare trattati e di aderirvi; però è necessario, perchè abbiano vigore, della sanzione legislativa. Per cui stimo opportuno manifestare a Vostra Signoria che il mio governo ha l'onore di accettare il cortese invito che gli vien fatto da quello a capo di cui si trova Sua Maestà il Re d'Italia »consentendo che uno studio preparatorio sulle basi di un accordo intorno a tanto importante materia venga affidato ad una conferenza dei delegati dei governi da inviarsi a Roma.«

Questa risoluzione per essere obligatoria e cominciare ad avere tutti i suoi effetti ha bisogno d'essere confermata dal Congresso del mio paese, alla cui deliberazione avrò l'onore di sottoporla.

Ho l'onore, ecc.

Firmato: *Baltasar Garcia Urrutia.*

127.

Il Ministro degli affari esteri al R. Incaricato d'affari in Lima.

Roma, 30 giugno 1884.

Signor cavaliere,

Col rapporto del 22 del mese passato [1]) la Signoria Vostra mi ha comunicato l'adesione del governo peruviano alla conferenza che si dovrà riunire in Roma per fissare regole uniformi circa l'esecuzione dei giudicati stranieri.

Sono lieto che il gabinetto di Lima, riconoscendo ed apprezzando l'importanza ed il comune vantaggio di un accordo internazionale su questo soggetto, abbia tosto fatta favorevole accoglienza alla nostra proposta. La prego di volerne offrire al signor Garcia Urrutia i particolari ringraziamenti del governo di Sua Maestà.

Quasi tutti gli Stati di Europa si faranno rappresentare alla divisata conferenza; nella lusinga di ricevere nel frattempo le adesioni delle potenze più lontane, ci proponiamo di stabilire la convocazione di essa verso i principii del prossimo mese di novembre. Avrò cura di far conoscere, in tempo utile, agli Stati consenzienti la data precisa della riunione, dirigendo loro un definitivo e formale invito.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

---

1) V. il doc. n. 126.

128.

Il R. Ministro in Stoccolma al Ministro degli affari esteri.

Stoccolma, 1° luglio 1884.
Ric. il 7.

Signor ministro,

Con rapporto del 2 aprile scorso [1]) ho avuto l'onore di trasmettere all'Eccellenza Vostra la copia di una nota di questo signor ministro per gli affari esteri, con la quale mi faceva conoscere che, qualora le altre potenze europee vi prendessero parte, il governo svedese non mancherebbe di farsi rappresentare ad una conferenza che avesse luogo in Roma allo scopo di fissare regole uniformi sulla esecuzione dei giudicati stranieri in materia civile e commerciale. Avendo rilevato dal carteggio della presente serie che il governo francese già aveva designato il suo delegato [2]), ho creduto bene di chiedere al segretario generale di questo ministero per gli affari esteri se già s'era pensato qui alla nomina di un rappresentante dei Regni uniti. Il signor Lagerheim mi rispose che si aspettava, prima di procedere a questa nomina, di conoscere se le altre potenze avessero accettata la proposta del regio governo, e di ricevere un invito formale. Secondo ogni probabilità, il signor Lindstrand verrebbe incaricato di rappresentare i due Regni uniti alla conferenza.

Gradisca, ecc.

Firmato: *F. Spinola.*

129.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro in Stoccolma.

Roma, 9 luglio 1884.

Signor ministro,

Ringrazio la Signoria Vostra della communicazione fattami, col rapporto del 1° di questo messe [3]), circa la partecipazione di codesto governo alla conferenza che ha da riunirsi in Roma per stabilire un accordo internazionale riguardo all'esecuzione dei giudicati stranieri.

Avendo quasi tutti gli Stati di Europa aderito alla nostra proposta, noi potremmo fissare fin d'ora la data della convocazione, se non ci stesse a cuore di ricevere, nel comune interesse, le adesioni anche delle potenze più lontane. Ci riserbiamo, pertanto, di far conoscere, in tempo utile, l'epoca esatta della riunione ai governi consenzienti, dirigendo loro un definitivo e formale invito. Essa, però, secondo le nostre previsioni, non dovrebbe essere fissata prima del novembre venturo.

Voglia, presentandosi l'occasione, comunicare quanto precede al signor Lagerheim.

Gradisca, ecc. Firmato: *Mancini.*

---

1) V. il doc. n. 84.
2) V. il doc. n. 122.
3) V. il doc. n. 128.

130.

Il R. Incaricato d'affari in Bogotà al Ministro degli affari esteri.

Bogotà, 10 giugno 1884.
Ric. il 27 luglio.

Signor ministro,

Mi pervenne verso la metà dello scorso maggio il dispaccio del 19 marzo [1]), e mi affrettai ad indagare se il governo colombiano fosse disposto ad accettare le massime proclamate dalla conferenza internazionale di Milano sul tema dei giudicati stranieri.

Il segretario delle relazioni estere non volle esternare alcuna opinione prima d'aver esplorato il pensiero del procuratore generale della Repubblica; solamente ieri mi venne dato di ottenere risposta categorica, secondo la quale il gabinetto di Bogotà non sarebbe alieno, sia dall'assumere un vincolo convenzionale, sia dal consentire che sia affidato ad una conferenza da riunirsi in Roma uno studio preparatorio sulle basi d'un accordo.

Gradisca, ecc.

Firmato: *D. Segre.*

131.

Il R. Incaricato d'affari in Caracas al Ministro degli affari esteri.

Caracas, 23 giugno 1884.
Ric. il 27 luglio.

Signor ministro,

In conformità del dispaccio di Vostra Eccellenza del 19 marzo [2]), non ho mancato, fino dal 14 aprile ultimo scorso, cioè fino dal giorno che ebbi l'onore di ricevere detto dispaccio, di rivolgermi in via officiosa a questo ministro delle relazioni esteriori all'oggetto di esplorare le idee del gabinetto venezuelano circa la progettata conferenza chiamata a dare efficacia pratica ai voti della Associazione per la riforma e codificazione del diritto delle genti. Finora non mi fu possibile conseguire alcuna comunicazione di positivo valore; essendo per dimettersi dall'ufficio il dottor Seijas pe la prossima trasmissione dei poteri presidenziali, egli, fra altre cose, dissemi che avrei fatto cosa più utile attendendo la nomina del suo successore. Rilevando da ciò come sarebbe stato vano l'insistere maggiormente, mi attenni al partito di fare pratiche officiose col suo successore. Il 10 maggio ultimo scorso, appena fu conveniente intavolare relazioni di servizio con esso, gli rivolsi una mia nota, la quale, accompagnata dalla copia delle risoluzioni proposte dalla conferenza di Milano, esprimeva tutto quanto aveva tratto alla questione; lo pregai di volermi prestare il suo appoggio e di farmi sapere quali erano le intenzioni del suo governo.

---

1) V. il doc. n. 74.
2) V. il doc. n. 74.

Il 14 giugno corrente, il generale Amengual mi rispondeva con una sua nota che testualmente riproduco dallo spagnuolo: » Riferendomi alla nota di Vostra Signoria del 10 maggio ultimo sopra la conferenza internazionale di Milano per la riforma e codificazione del diritto delle genti, l'ho sottomessa alla considerazione del governo; fra breve avrò la soddisfazione di annunziarne a Vostra Signoria il risultato «.

Mi risolsi, ieri l'altro, di andare a rivedere il ministro e di ricordargli l'assunto. Trovatolo ben disposto, lo interpellai sull' esito che pensavasi dare alla domanda mia; n'ebbi in risposta che la quistione stavasi dibattendo in gabinetto e non tarderò ad esserne informato.

A questo punto stanno le cose. Era mio debito d'informare l'Eccellenza Vostra di quello che aveva fatto; quantunque non fossero concludenti le mie pratiche, ho creduto dirigerle il presente rapporto acciò non le ignori.

Gradisca, ecc.

Firmato: *G. Bensamoni.*

132.

Il Ministro degli affari esteri al R. Incaricato d'affari in Bogotà.

Roma, 28 luglio 1884.

Signor incaricato d'affari,

Con rapporto del 10 giugno u. s. [1]), V. S. mi partecipava che il gabinetto di Bogotà non è alieno, sia dall'assumere un vincolo convenzionale, sia dal consentire che sia affidato ad una conferenza da riunirsi in Roma uno studio preparatorio per un accordo circa la questione dei giudicati stranieri. Mi compiaccio vivamente dell'adesione data dal governo colombiano alla nostra proposta.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

133.

Il R. Ministro in Lisbona al Ministro degli affari esteri.

Cintra, 25 luglio 1884.
Ric. il 31.

Signor ministro,

Mi pregio informare Vostra Eccellenza che ebbi l'onore di comunicare a questo signor ministro degli affari esteri, per sua opportuna norma, il contenuto del dispaccio ministeriale del 19 giugno scorso [2]), relativo alla conferenza da riunirsi approssimativamente nel prossimo novembre in Roma per fissare regole uniformi circa l'esecuzione dei giudicati stranieri.

Gradisca, ecc.

Firmato: *F. Oldoini.*

---

1) V. il doc. n. 130.
2) V. il doc. n. 125.

184.

Il R. Ministro in Buenos Aires al Ministro degli affari esteri.

Buenos Aires, 14 luglio 1884.
Ric. il 13 agosto.

Signor ministro,

In seguito ai passi da me fatti, conformemente al dispaccio ministeriale del 19 marzo ultimo scorso [1]), questo signor ministro degli affari esteri mi ha diretto una comunicazione, in data del 12 corrente, in cui è detto quanto segue:

» L'avviso del procuratore generale della nazione, opportunamente consultato, è conforme intieramente al progetto della illustre Associazione per la codificazione del diritto delle genti. La liberale legislazione argentina civile e commerciale non potrebbe osteggiare gli elevati propositi e le dichiarazioni fatte nella conferenza di Milano sull'esecuzione dei giudicati esteri.

» Conseguentemente il governo argentino non avrà difficoltà ad accettare siffatte dichiarazioni, sia per mezzo di una convenzione particolare col regno d'Italia, sia per mezzo di una semplice manifestazione di adesione, se si preferisce che questa abbia un carattere universale «.

Il signor dottor Ortiz si è compiaciuto poi di aggiungermi verbalmente che impartirebbe istruzioni al signor dottor Del Viso a Roma, per autorizzarlo a prendere parte, come delegato del governo argentino, alla conferenza sul proposito, come tosto essa venga riunita in Roma.

Gradisca, ecc.

Firmato: *E. Cova.*

135.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro in Buenos Aires.

Roma, 14 agosto 1884.

Signor ministro,

Pregiomi di accusare ricevuta alla Signoria Vostra del suo rapporto in data del 14 luglio ultimo scorso [2]), col quale Ella mi partecipava l'adesione del governo argentino alla nostra proposta, relativa alla conferenza che dovrà riunirsi in Roma allo scopo di fissare regole uniformi circa l'esecuzione dei giudicati stranieri.

La prego di ringraziare codesto ministro degli affari esteri per la comunicazione direttale sopra tale argomento, indicandogli il prossimo mese di novembre come epoca probabile della riunione della conferenza.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

---

1) V. il doc. n. 74.
2) V. il doc. n. 184.

136.

Il R. Ministro in Montevideo al Ministro degli affari esteri.

Montevideo, 5 luglio 1884.
Ric. il 14 agosto.

Signor ministro,

Il governo orientale aderisce in massima all'idea di una conferenza da riunirsi in Roma per fissare regole uniformi circa l'esecuzione dei giudicati stranieri.

Ho l'onore di parteciparlo all'Eccellenza Vostra, in risposta al pregiato dispaccio circolare del 19 dello scorso marzo [1]), trasmettendole traduzione di una nota direttami in proposito da Sua Eccellenza il signor ministro Herrera y Obes.

Il signor ministro, che in questa stessa nota esprimer la speranza di essere informato dell'epoca in cui la progettata conferenza dovrà aver luogo, mi si è specialmente raccomandato per saperlo con qualche anticipazione, e mi ha poi confidenzialmente informato che S. E. il presidente della Repubblica ha intenzione di delegare il dottor Perez Gomar.

Questo signore, che ha qui riputazione di uomo assai versato in materie giuridiche internazionali, parte tra pochi giorni per Berlino col carattere di inviato straordinario e ministro plenipotenziario, col quale era da diversi anni accreditato presso il governo della Repubblica argentina.

Gradisca, ecc.

Firmato: *G. Anfora.*

(Annesso.)

Il Ministro uruguayano degli affari esteri al R. Ministro in Montevideo.

(Traduzione.)

Signor ministro,

Ho avuto l'onore di ricevere la nota di Vostra Eccellenza del 20 di questo mese, con la quale, per ordine di Sua Eccellenza il signor ministro Mancini, si fa a trasmettermi uno stampato, che contiene la communicazione direttagli dal presidente della conferenza internazionale di Milano per la riforma e codificazione del diritto delle genti, ed un annesso relativo a varie risoluzioni adottate da quella conferenza. Nell' inviarmi quei documenti Vostra Eccellenza si compiace manifestarmi che S. E. il ministro degli affari esteri d'Italia desidererebbe conoscere quali sieno, rispetto a quest' importante argomento, le intenzioni del governo della Repubblica. Avendo portato a conoscenza di S. E. il presidente della Repubblica la nota dell'Eccellenza Vostra, e le copie che vi erano unite, ho avuto incarico di significare a Vostra Eccellenza, in risposta, che il governo orientale accetta l'idea di sottomettere ad uno studio preparatorio le basi di un

---

1) V. il doc. n. 74.

accordo internazionale circa le materie designate dalla conferenza di Milano, e che aspetta all'uopo conoscere l'epoca della riunione per inviare a Roma il plenipotenziario che deve rappresentare la repubblica nella conferenza in progetto. Dando così per riscontrata la cortese nota di Vostra Eccellenza, mi è grato, ecc.

Montevideo, 30 giugno 1884.

Firmato: *M. Herrera y Obes.*

137.

Il Minisero degli affari esteri al R. Ministro in Montevideo.

Roma, 15 agosto 1884.

Signor ministro,

Ringrazio la Signoria Vostra per la sua communicazione in data del 5 luglio scorso [1]), a cui mi affretto a dare risposta.

Noi pensiamo che la conferenza che avrà per còmpito di fissare regole uniformi circa la esecuzione dei giudicati stranieri potrà riunirsi a Roma nel prossimo novembre, e siamo lieti che S. E. il presidente della Repubblica orientale abbia già designato a rappresentare codesto governo nella accennata riunione il signor dottor Perez Gomar, inviato straordinario e ministro plenipotenziario dell'Uruguay a Berlino.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

138.

Il Reggente il R. Consolato in Guatemala al Ministro degli affari esteri.

Guatemala, 10 luglio 1884.
Ric. il 15 agosto.

Signor ministro,

Con molto ritardo mi è pervenuto il riverito dispaccio dell'Eccellenza Vostra, in data 19 marzo scorso [2]), relativo alla convocazione in Roma di una conferenza internazionale nello scopo di fissare regole uniformi circa la esecuzione dei giudicati stranieri in materia civile e commerciale.

Secondando i desideri manifestati dall'Eccellenza Vostra, mi sono immediatamente diretto per iscritto ai cinque governi dell'America Centrale; finora non ho avuto risposta che dai gabinetti di Guatemala e del Salvador. Come Vostra Eccellenza rileverà dalle due note che Le unisco in copia (annessi I e II), il governo di Guatemala è disposto ad accettare i principii proclamati dalla conferenza internazionale di Milano, ed in conseguenza, quando vi sia invitato, consente che all'uopo si riunisca in Roma una conferenza di delegati ufficiali dei vari governi. Il governo del Salvador invece si riserva di dare la sua adesione quando abbia l'opinione

1) V. il doc. n. 137.
2) V. il doc. n. 74.

della suprema corte di giustizia, che ha previamente consultato su così importante materia.

Mi riserbo di comunicare a suo tempo all'Eccellenza Vostra la risposta che promette di darmi il signor Gallegos, nonchè quelle che sullo stesso argomento riceverò dai gabinetti d' Honduras, Nicaragua e Costarica, ai quali mi sono diretto contemporaneamente fin dal 10 dello scorso mese.

Gradisca, ecc.

Firmato: *A. Muttini.*

P.S. 12 luglio. Al momento di spedire la presente ricevo la risposta del signor ministro degli affari esteri del Salvador, ove partecipa che il suo governo accetta le decisioni adottate dalla conferenza di Milano circa l'esecuzione dei giudicati stranieri. Qui unita mi affretto a trasmettere copia della nota che in proposito mi ha diretto il signor Gallegos (annesso III).

Muttini.

(Annesso I).

Il Ministro degli affari esteri del Guatemala al Reggente il Consolato d'Italie in Guatemala.

(Traduzione).

Guatemala, 14 giugno 1884.

Signore,

Unitamente alla Sua pregiata nota del 10 corrente, ricevo la copia della communicazione e del rispettivo annesso che il presidente della conferenza internazionale di Milano dell'Associazione per la riforma e la compilazione del diritto internazionale diresse a Sua Eccellenza il signor ministro delle relazioni esteriori d'Italia.

Ossequioso ai desideri che il governo di S. M. il Re ha voluto esprimere per l'onorevole mezzo di Vostra Signoria, ho il piacere di farle manifesto che il mio governo è disposto ad accettare i principi proposti per la menzionata conferenza, circa l'esecuzione delle sentenze pronunziate all'estero in materia civile e commerciale. In conseguenza, non ha alcun inconveniente dalla sua parte ad accedere, quando si stimi opportuno di fargli formale invito, che una conferenza di delegati officiali si riunisca a Roma per studiare e stabilire le basi di una convenzione su quella materia.

Ho l'onore, etc. Firmato: *Fernando Cruz.*

(Annesso II).

Il Ministro degli affari esteri del Salvador al Reggente il Consolato d'Italia in Guatemala.

(Traduzione.)

San Salvador, 26 giugno 1884.

Signore,

Ho ricevuto a suo tempo il pregiato officio di Vostra Signoria in data 10 del mese corrente, unitamente alle copie di una lettera ed un pacco di carte dirette a S. E. il signor ministro degli affari esteri d'Italia

dal presidente della conferenza internazionale di Milano relativamente ad alcuni provvedimenti adottatti sui giudicati stranieri, dei quali la Signoria Vostra si compiacque dar communicazione a questo governo, allo scopo di averne il parere, onde, in caso di accordo, sottomettere tali provvedimente ad una conferenza di delegati ufficiali; ed in caso contrario poter apprezzare le obiezioni fatte.

Desiderando il supremo governo procedere colla maggior prudenza in una materia per sè stessa così importante, qual'è quella che forma oggetto dei menzionati provvedimenti, ha deciso di consultare innanzi tutto la corte superiore di giustizia di questa Repubblica; così che ho diretto oggi stesso a quel tribunale le copie dalla Signoria Vostra ricevute, pregandola di farmi conoscere il suo parere nel più breve tempo possibile.

A suo tempo Le communicherò l'avviso avutone, e ringraziandola intanto, in nome del supremo governo della partecipazione che Le piacque darmi sull'oggetto, mi è grato rinnovarle, ecc.

Firmato: *Salvador Gallegos.*

(Annesso III).

Il Ministro degli affari esteri del Salvador al Reggente il Consolato d'Italie in Guatemala.

(Traduzione).

San Salvador, 10 luglio 1884.

Signore,

Riferendomi all'officio di Vostra Signoria in data 10 scorso giugno, ho l'onore d'informarla che questo governo, dopo aver preso il parere della suprema corte di giustizia non vede inconveniente nell'accettare le risoluzioni adottate dalla conferenza di Milano per la riforma e per la formazione di un Codice di diritto internazionale, quali sono espresse nella copia che Le piacque mandarmi.

Nel darne communicazione alla Signoria Vostra, mi è grato rinnovarle, ecc.

Firmato: *Salvador Gallegos.*

189.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro in Washington.

Roma, 21 agosto 1884.

Signor ministro,

Ella m'annunziava, con rapporto del 17 aprile scorso[1]), che cotesto segretario di Stato aveva preso in considerazione il nostro invito di partecipare ad una conferenza da riunirsi a Roma per stabilire un accordo internazionale riguardo all'esecuzione dei giudicati esteri; però si riservava di farle pervenire una risposta definitiva dopo aver consultato l'Attorney general e possibilmente anche il Congresso. Quasi tutti gli Stati d'Europa

---

1) V, il doc. n. 102.

e d'America avendo aderito al nostro invito, debbo pregarla di voler sollecitare dal governo federale una decisione definitiva, che ci auguriamo favorevole. Noi saremmo lieti d'annoverare il governo degli Stati Uniti fra quelli che si mostrano disposti a contribuire ad un'opera di civile progresso. Com'era detto nella mia circolare del 19 marzo, noi saremo paghi del consenso che uno studio preparatorio, sulle basi d'un accordo in questa materia, sia affidato ad una conferenza di delegati ufficiali dei vari governi, da riunirsi a Roma.

Non abbiamo finora fissata la data della convocazione, premendoci di ricevere, nel comune interesse, le adesioni anche delle potenze più lontane; ma ci riserviamo di farla conoscere in tempo utile ai governi consenzienti, dirigendo loro un definitivo e formale invito. Però, secondo le nostre previsioni, la riunione non dovrebbe esser fissata oltre il novembre prossimo.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

140.

Il R. Ministro in Santiago al Ministro degli affari esteri.

Santiago, 11 luglio 1884.
Ric. il 28 agosto.

Signor ministro,

Al ricevere dell'onorato foglio di Vostra Eccellenza del 19 marzo ultimo [1]), non ho mancato di rimettere al signor Vergara Albano, ministro delle relazioni esteriori, una nota verbale, per sapere quali sarebbero le intenzioni del governo di questa Repubblica circa le risoluzioni che sul tema dei giudicati stranieri, sono state prese dalla conferenza internazionale di Milano.

Il signor ministro delle relazioni esteriori con recente sua nota m'informa, conscio dell'importanza delle proposte fatte dall'Associazione per la riforma e codificazione del diritto delle genti, che esse formeranno oggetto di attento e serio studio per parte dei ministeri di giustizia e delle relazioni esteriori, e che, tosto presa una risoluzione al riguardo, me ne sarà data comunicazione.

Temo assai che la promessa definitiva risposta si farà alquanto desiderare e che in ultimo sarà meno favorevole, all'accettazione di quelle proposte.

Sembrami infatti comprendere che il governo di questa Repubblica non è desideroso di entrare in concerti europei, neppure quando, come nel caso presente, hanno per oggetto di sanzionare i progressi della scienza e la garentia dei diritti individuali, temendo esso forse di perdere la piena sua indipendenza e non volendo esso modificare o diminuire ciò che chiama legislazione americana.

---

1) V. il doc. n. 74.

In tutti i modi chercherò di sollecitare la riposta definitiva e non man cherò di farla conoscere a Vostra Eccellenza.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Carcano.*

141.

Il R. Incaricato d'affari in Caracas al Ministro degli affari esteri.

Caracas, 3 agosto 1884.
Ric. il 28.

Signor ministro,

A complemento di quanto io esponeva col mio rapporto in data 23 giugno decorso [1]), ho l'onore d'informare l'Eccellenza Vostra che questo governo accetta il principio della conferenza internazionale sui giudicati esteri ed offre il suo concorso nella stessa forma come gli altri governi d'Europa e di America.

Credo opportuno di trasmettere all'Eccellenza Vostra copia tradotta dalla nota pervenutami.

Non mi rimane ora che a pregarla di volermi significare l'epoca della nuova conferenza, affinchè, se n'è il caso, io possa notificarla a questo ministero.

Gradisca, ecc.

Firmato: *G. Bensamoni.*

(Annesso).

Il Ministro degli affari esteri del Venezuela al R. Incaricato d'affari in Caracas.

(Traduzione).

Caracas, 30 luglio 1884.

Signore,

Ho sottomesso alla considerazione del governo la nota di Vostra Signoria riferentesi alla conferenza internazionale, tenutasi in Milano l'anno ora trascorso, per la riforma e la codificazione del diritto delle genti; e considerato il voto che si realizzi una conferenza ufficiale, come è stato proposto dal governo neerlandese, e l'invito che si fa in proposito, pel vostro degno organo, al Venezuela, il signor presidente della Repubblica mi ha ordinato di manifestare a Vostra Signoria che, in vista del lodevole ed importante proposito, il cui conseguimento farebbe procedere di un gran passo i popoli civili nel cammino dell'armonia e della concordia, Venezuela lo accetta in principio ed offre il suo concorso nella medesima forma in cui lo facciano i governi amici di Europa e di America.

Il governo non ha tralasciato di considerare i molteplici inconvenienti che vi saranno da vincere nella realizzazione di così gigantescopensiero.

---

1) V. il doc. n. 131.

Nato il diritto delle genti 1244 anni prima dell'era cristiana, ha attraversato già trenta secoli senza conseguire una vera uniformita tra le nazioni ed i loro governi, essendo lamentevole a notarsi che non la permettono i loro diversi interessi, poichè pare che il progresso materiale ed intellettuale non sia giunto alla perfezione richiesta da un tale stato di equilibrio sociale.

Ciò non ostante la repubblica del Venezuela prende parte al concorso nella forma che ho avuto l'onore di esprimere a Vostra Signoria.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Vicente Amengeval.*

142.

Il R. Ministro all'Aja al Ministro degli affari esteri.

L'Aja, 27 agosto 1884.
Ric. il 31.

Signor ministro,

Questo governo, al quale ho fatto conoscere che il congresso penitenziario che doveva riunirsi in quest'anno a Roma è stato per le presenti condizioni sanitarie differito al mese di ottobre dell'anno prossimo, mi prega oggi di fargli sapere se per gli stessi motivi sarà pure differita la conferenza incaricata di stabilire le basi d'un accordo per la reciproca esecuzione dei giudicati pronunziati nei diversi Stati. Nella sua nota, poi, il signor di Villebois mi conferma quanto ebbi l'onore di comunicare a Vostra Eccellenza nei miei due telegrammi del 1° aprile scorso, e mi trasmette un pro-memoria sulla questione; pro-memoria che io mando in originale all'Eccellenza Vostra, dopo averne fatto una copia per gli archivi della legazione.

Gradisca, ecc.

Firmato: *E. Della Croce.*

(Annesso).

Aide-Mémoire.

Le gouvernement de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas a vu avec satisfaction l'initiative que prend celui de Sa Majesté le Roi d'Italie pour une conférence internationale, qui aurait pour mission de fixer la base d'un accord entre les différents Etats, concernant l'exécution des jugements, d'autant plus qu'elle tend à la réalisation d'un vœu exprimé, il y a bientôt onze ans, par le gouvernement néerlandais, réalisation empêchée dans le temps par des circonstances de différente nature.

Une entente internationale concernant la matière dont il s'agit, est en effet de plus en plus urgente.

Quant au système à adopter, il est à remarquer que les résolutions votées par la conférence internationale de Milan en 1883 ne s'écartent pas sensiblement des principes développés par le gouvernement des Pays-Bas dans son pro-memoria de 1874.

L'adoption de règles uniformes pour la compétence des juges ratione personæ ou territorii, est toujours considérée par ce gouvernement comme la conditio sine qua non de l'entente désirée.

Le gouvernement des Pays-Bas se plait à constater que, d'après le pro-memoria du 28 mars 1884, la conférence de Rome aura pour mandat de fixer la base d'un accord sur la matière.

Il croit devoir comprendre cette proposition en ce sens, que la conférence préparerait un projet de traité, type à suivre par les différents Etats quand ils régleront la matière. Il ne s'agirait pas, dans ce cas, de formuler dès-à-présent une convention destinée à être signée par tous les Etats, et qui dorénavant serait la base unique de l'entente internationale pour tous les Etats participant à la conférence.

La grande diversité entre les lois et les institutions judiciaires de plusieurs de ces Etats pourrait en effet sembler un obstacle à la réalisation d'un tel projet, et, en le proposant, on courrait le risque de faire naître des scrupules qui pourraient faire manquer le but de la conférence.

D'un autre côté, il est à désirer que les règles uniformes soient adoptées par un aussi grand nombre d'Etats que possible. Ce but sera atteint si les gouvernements qui sont disposés à s'accorder mutuellement l'exécution des jugements, peuvent prendre pour modèle des conventions à intervenir entre eux le projet rédigé par la conférence internationale, où ils auront été tous représentés, tout en introduisant dans ces conventions les dispositions spéciales qui leurs sembleront nécessitées par leurs législations respectives.

En appliquant cette méthode, on a plus de chance d'atteindre le but et même d'obtenir à la fin une uniformité complète, qu'en tâchant de faire adopter dès-à-présent une seule et même convention qui lierait tous les Etats.

La Haye, 26 août 1884.

143.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro all'Aja.

Roma, 3 settembre 1884.

Signor ministro,

Ho ricevuto il rapporto del 27 agosto scorso [1]) ed insieme con esso una momoria di cotesto signor ministro degli affari esteri intorno alla conferenza internazionale da riunirsi a Roma per l'esecuzione dei giudicati esteri.

Le idee enunciate in codesto documento, circa il metodo dei lavori della conferenza, mi sembrano degne di speciale considerazione; certamente la conferenza, stessa non mancherà di farne argomento di esame e di discussione. Ella potrà esprimersi in tal senso con codesto regio ministro degli affari esteri e ringraziarlo in mio nome.

1) V. il doc. n. 142.

Il signor Villebois Le chiede se, per gli stessi motivi pei quali è stato rimandato il congresso penitenziario che doveva riunirsi in quest'anno a Roma, sarà pure differita la conferenza pei giudicati esteri.

La prego di far sapere al prefato signor ministro che per la suddetta conferenza non è stata ancora stabilita la data di convocazione. Se le condizioni sanitarie, come si spera, saranno ridivenute normali, l'invito si vorrebbe fare per il prossimo mese di novembre o dicembre. Se ne darà avviso in tempo opportuno ai governi che hanno accettato l'invito.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

144.

Il R. Incaricato d'affari in Lima al Ministro degli affari esteri.

Lima, 12 agosto 1884.
Ric. il 14 settembre.

Signor ministro,

Tostochè ebbi l'onore di ricevere il dispaccio di Vostra Eccellenza del 30 giugno [1]), mi sono fatto grata premura di esprimere al signor Garcia Urrutia i ringraziamenti del governo di Sua Maestà per l'adesione data da questo gabinetto alla conferenza che dovrà tenersi in Roma per fissare regole uniformi circa l'esecuzione dei giudicati stranieri, facendolo in pari tempo partecipe di tutte le altre notizie che Vostra Eccellenza mi comunica intorno all'epoca presunta della sua riunione, ed al formale invito che sarà, in tempo utile, diretto a ciascuno Stato consenziente.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Pappalepore.*

145.

L'Incaricato d'affari di Russia in Roma al Ministro degli affari esteri.

Rome, 13 septembre 1884.
Ric. il 14.

Monsieur le ministre,

L'ambassade de Sa Majesté le Roi d'Italie à St. Pétersbourg a communiqué, au mois de mai dernier, au ministère impérial qu'une conférence internationale serait appelée à se réunir à Rome vers la fin du mois d'octobre ou au commencement du mois de novembre de l'année courante, pour l'exécution des sentences judiciaires. Toutefois, en présence du développement de l'épidémie cholérique, le ministère impérial me charge de m'enquérir de l'état actuel de ce projet et de l'informer des décisions prises à cet égard.

J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de vouloir bien me mettre

---

1) V. il doc. n. 127.

à même de porter à la connaissance de M. de Giers le changement que les circonstances actuelles pourraient produire dans l'époque de cette réunion.

Agréez, etc.

Firmato: *Schevitsch.*

146.

Il Ministro degli affari esteri all'Incaricato d'affari di Russia in Roma.

Rome, 15 septembre 1884.

Monsieur le chargé d'affaires,

Vous avez bien voulu me faire connaître, par une note en date du 13 de ce mois [1]), que vous êtes chargé par le gouvernement impérial de vous enquérir si les conditions sanitaires où se trouve actuellement l'Italie pourraient changer l'époque de la réunion de la conférence de Rome pour l'exécution des jugements étrangers, qui devraient avoir lieu au commencement du mois de novembre prochain.

Je suis reconnaissant au gouvernement impérial de l'interêt qu'il témoigne pour cette oeuvre de progrès dont nous avons pris l'initiative. L'époque de la convocation de la conférence ne pourra être fixée que lorsque l'état de la santé publique sera redevenu normal.

Veuillez agréer, etc.

Firmato: *Mancini.*

147.

Il Reggente il R. Consolato in Guatemala al Ministro degli affari esteri.

Guatemala, 12 settembre 1884.
Ric. il 19 ottobre.

Signor ministro,

A continuazione del mio rapporto in data del 10 luglio scorso [2]), mi reco a premura di qui trasmettere a Vostra Eccellenza copia di una nota direttami dal signor ministro degli affari esteri di Costarica (annesso I), nella quale il suo governo applaude ai principii proclamati dalla conferenza internazionale di Milano riguardo l'esecuzione dei giudicati straordinari, ed approva ed accetta che all'uopo si riunisca in Roma un congresso di delegati ufficiali dei vari governi.

Il governo di Nicaragua, come Vostra Eccellenza rileverà dalla nota che parimenti trasmetto in copia (annesso II), si riserba di dare il suo parere quando abbia consultato l'alto tribunale di giustizia; quello di Honduras ancora non ha risposto.

Gradisca, ecc.

Firmato: *A. Muttini.*

---

1) V. il doc. n. 144.
2) V. il doc. n. 138.

(Annesso I).

Il Ministro degli affari esteri di Costarica al Reggente il R. Consolato in Guatemala.

(Traduzione).

San José, 25 agosto 1884.

Signore,

Ebbi l'onore di ricevere debitamente la sua importante nota del 10 giugno ultimo, e l'unitavi copia di una lettera con un annesso, diretta dal presidente della conferenza internazionale di Milano dell'Associazione per la riforma e codificazione del diritto delle genti a Sua Eccellenza il signor ministro degli affari esteri d'Italia.

Aderendo al desiderio espresso dal governo di Sua Maestà colla citata nota di Vostra Signoria ho il piacere d'informarla che il governo di Costarica accetta e applaude all'idea che si inauguri sotto la bandiera di Roma caput mundi l'unione dei vari governi d'Europa e d'America per l'esecuzione dei giudicati stranieri in materia civile e commerciale, e a tal uopo crede conveniente che si sottopongano alla deliberazione di una conferenza internazionale, con incarico di stipulare ad referendum una convenzione, la quale tenga conto delle proposte della conferenza di Milano per l'accordo dei differenti governi relativamente alla esecuzione delle sentenze che tribunali competenti di un paese straniero abbiano emanate, come si disse, in materia civile e commerciale.

Gradisca, ecc.

Firmato: *José M[a] Castro.*

148.

Il Reggente il R. Consolato in Guatemala al Ministro degli affari esteri.

Guatemala, 26 settembre 1884.
Ric. il 27 ottobre.

Signor ministro,

Mi onoro di trasmettere qui unita alla Eccellenza Vostra copia di una nota che mi ha diretto il signor ministro degli affari esteri di Honduras, in data dell' 11 corrente mese, in risposta alla comunicazione fattagli delle risoluzioni prese dalla Associazione internazionale per la riforma e codificazione del diritto delle genti circa l'esecuzione dei giudicati stranieri in materia civile e commerciale.

Il signor Zelaya dichiara che il suo governo accetta le massime proclamate dalla suddetta Associazione, e quindi consente che si riunisca una conferenza di rappresentanti dei vari governi allo scopo di fare uno studio preparatorio circa le basi di un accordo su così importante materia; nella convenzione dovranno determinarsi, a suo avviso, le regole per la competenza dei giudici, competenza indispensabilmente vincolata colla sovranità degli Stati.

Gradisca, ecc. Firmato: *A. Muttini.*

(Annesso).

Il Ministro degli affari esteri dell' Honduras al Regente il R. Consolato in Guatemala.

(Traduzione).

Tegucigalpa, 11 settembre 1884.

Signor reggente,

Nei mesi scorsi questa segreteria ricevette il suo stimabile ufficio del 10 giugno prossimo passato, a cui si compiacque di unire copia di una lettera con un allegato, diretta dal presidente della conferenza internazionale di Milano al signor ministro delle relazioni esteriori del regno d'Italie.

Coi menzionati documenti Vostra Signoria si compiace portare a conoscenza del mio governo che in quella conferenza si è discusso molto sopra la riforma e codificazione del diritto delle genti, opera che sarebbe della maggiore utilità pel progresso delle nazioni, al quale scopo si vorrebbe concludere un accordo sull'interessante soggetto dei giudicati stranieri in materia civile e commerciale, fra i vari governi civili d'Europa e d'America.

Nella sua citata pregevole nota Vostra Signoria ha la gentilezza di proporre al mio governo, a nome del governo di Sua Maestà il Re d'Italia, o l'accettazione definitiva delle massime riferitemi, ovvero di consentire che una conferenza ufficiale, da riunirsi nella città di Roma, sia incaricata di fare uno studio preparatorio intorno al detto argomento dei giudicati stranieri.

Conformandomi a speciali istruzioni del signor presidente ho il piacere di manifestarle, affinchè voglia informarne il signor ministro degli affari esteri d'Italia, che il mio governo giudica molto buone, opportune e basate sulle dottrine giuridiche, le massime proclamate dall'Associazione, nella conferenza di Milano, intorno al corso che devono seguire i giudizi di tribunali stranieri, tanto in ciò che è relativo alla competenza dei giudici, essendo questo un principio di diritto comune, quanto in ciò che si riferisce alla citazione delle parti ed alla previa conoscenza che queste debbono avere della causa per potersi difendere, anche quando qualcuno per assenza o in modo involontario non compare nel giudizio, il quale non si potrebbe conseguire in sua contumacia.

Il mio governo, appoggiato ai principi riconosciuti dal diritto naturale, ammette che il giudicato non debba contenere nulla di contrario alla moralità, nulla che si opponga ai buoni costumi od alle prescrizioni di diritto pubblico del paese in cui abbia da aver esecuzione, poichè in caso contrario, ed attesa la differenza di istituzioni dei diversi paesi, potrebbe avvenire che un giudicato attentasse, in tutti o in alcuni dei suoi particolari, alla legge, ai diritti dei terzi, od alle libertà pubbliche.

Che il giudice richiesto della esecuzione di un giudicato non debba esaminarne o discuterne la sostanza è chiaro; e se il contrario si stabilisse sarebbe rendere intrigato e più lungo il corso di un litigio, ma ei deve limitarsi alle formalità esteriori e legali di cui debbono esser rivestite le provvidenze che trattasi di eseguire.

In virtù della dottrina riconosciuta dalla detta conferenza, una volta adempiute le condizioni legali sovraespresse, i giudicati stranieri han da produrre i medesimi effetti di quelli nazionali, tanto per riguardo alla esecuzione quanto pel riguardo di attribuire ad essi la forza di cosa giudicata; ma anche in questi casi le forme e i modi di esecuzione debbono regolarsi colla legge del paese dove viene domandata, in virtù del principio universalmente ammesso nel diritto internazionale privato che il locus regit actum per quanto ne concerne la forma esterna.

In conseguenza ho il piacere di manifestare a Vostra Signoria che il mio governo aderisce alle dette massime di Milano, e quanto al luogo in cui debbono riunirsi i delegati ufficiali, crede bene che si scelga la capitale d'Europa che riunisce le migliori condizioni sotto ogni rispetto; riunione preliminare che il governo ritiene indispensabile, non solo perchè in tal guisa si otterrebbe un maturo studio preparatorio, come è stato pensato, quanto perchè nella stessa convenzione hanno da determinarsi, come Vostra Signoria mi indica, le norme di competenza dei giudici, materia sì necessaria e sì collegata alla sovranità degli Stati.

Gradisca, ecc. Firmato: — *J. Zelaya.*

149.

Il Ministro degli affari esteri al Reggente il R. Consolato in Guatemala.

Roma, 28 ottobre 1884.

Signor reggente,

Pregiomi di ringraziare la Signoria Vostra pei Suoi rapporti, in data del 12 e del 24 settembre scorso[1]), coi quali Ella mi trasmetteva copia delle note a Lei diretta dai ministri degli affari esteri di Costarica e di Honduras in risposta alla comunicazione fatta ad essi delle risoluzioni prese dalla Associa-internazionale per la riforma e codificazione del diritto delle genti circa l'esecuzione dei giudicati stranieri.

Il signor Castro e il signor Zelaya accettano in sostanza le massime proclamate dalla suddetta Associazione ed aderiscono alla riunione di una conferenza preliminare di delegati ufficiali dei varii governi per lo studio preparatorio di un accordo riflettente tale materia. Del che desideriamo sia ad essi manifestato il nostro compiacimento.

Gradisca, ecc. Firmato: *Mancini.*

150.

Il R. Ministro in Buenos Aires al Ministro degli affari esteri.

Buenos Aires, 20 settembre 1884.
Ric. il 29 ottobre.

Signor ministro,

Non ho mancato di significare a questo signor ministro degli affari esteri i ringraziamenti dell'Eccellenza Vostra, e l'indicazione contenuta nel

1) V. il doc. n. 147 e 148.

dispaccio ministeriale delli 14 agosto u. s.[1]) circa l'epoca probabile della riunione, a Roma, della conferenza sull'esecuzione dei giudicati stranieri.

Sua Eccellenza il signor dottore Ortiz si compiacque di informarmi, con sua nota di ieri, che alla data stessa era stato debitamente designato il signor don Antonio Del Viso, ministro della Repubblica in Roma, perchè, come delegato del governo argentino, assista alla conferenza.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Cova.*

151.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro in Buenos Aires.

Roma, 31 ottobre 1884.

Signor ministro,

Mi pregio di segnare ricevuta del rapporto in data del 20 settembre ultimo[2]), col quale la Signoria Vostra m'informa averle codesto governo partecipato la nomina del signor don Antonio Del Viso a delegato della Repubblica argentina per la conferenza sull'esecuzione dei giudicati stranieri.

La prego di ringraziare il governo della Repubblica, informandolo, nel tempo stesso, che essendo in questo frattempo sopravvenuta la convocazione di altra conferenza a Roma pel prossimo novembre, è sembrato più opportuno di ritardare al mese di febbraio o marzo dell'anno venturo la riunione di quella per l'esecuzione dei giudicati stranieri.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

152.

Il R. Ministro in Belgrado al Ministro degli affari esteri.

Belgrado, 31 ottobre 1884.
Ric. il 3 novembre.

Signor ministro,

Non ho mancato d'insistere più volte presso il signor Garashanine, pregandolo di farmi conoscere quale decisione il governo serbo intendeva adottare intorno la proposta fattagli, secondo gli ordini dell'Eccellenza Vostra, di una conferenza per l'esecuzione dei giudicati stranieri.

Come ebbi a notarlo in precedenti rapporti, i giureconsulti cui spettava il giudizio presero tempo ad esaminare la questione. Oggi, poi, ricevo una nota, di cui unisco copia, e colla quale Sua Eccellenza il ministro mi domanda di ringraziare l'Eccellenza Vostra per la cortese attenzione, ed annunzia che il governo serbo è disposto a prendere in seria considera-

---

1) V. il doc. n. 135.
2) V. il doc. n. 150.

zione ogni proposta che sarebbe ulteriormente fatta sulla materia e ad unirsi a quanto le altre potenze accetterebbero.

Con telegramma di oggi comunico tale risposta all'Eccellenza Vostra. Gradisca ecc.

Firmato: *De la Tour.*

(Annesso.)

Il Ministro degli affari esteri di Serbia al R. Ministro in Belgrado.

Belgrade, le 9/21 octobre 1884.

Monsieur le ministre,

J'ai eu l'honneur de recevoir la note de Votre Excellence, du 26 avril dernier, par laquelle Vous avez bien voulu me faire part des maximes arrêtées par la conférence internationale de l'Association pour la réforme et la codification du droit des gens en matière de jugements étrangers, et, d'avis de M. le ministre de justice, je m'empresse de vous communiquer que le gouvernement royal apprécie la haute valeur du travail auquel S. Exc. M. le ministre des affaires étrangères d'Italie a donné l'initiative, d'autant plus qu'un grand nombre de ces mêmes maximes ont été déjà arrêtées dans des conventions spéciales conclues entre la Serbie et les puissances étrangères.

La Serbie serait heureuse de voir s'établir en pareille matière des bases qui seraient acceptées par toutes les puissances européennes ou bien par le plus grand nombre d'entre elles. En conséquence, j'ai l'honneur de vous assurer, monsieur le ministre, que nous sommes prêts à prendre en sérieuse considération toute proposition qui nous serait faite ultérieurement en cette matière, et à accéder à tout ce que les autres puissances accepteraient, et que notre corps législatif sera plus tard appelé à sanctionner.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir porter ce que précède à la connaissance de M. Mancini, en lui exprimant en même temps les remerciements du gouvernement royal pour sa bienveillante attention, et je saisis l'occasion, etc.

Signé: *Garaschanine.*

153.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro in Belgrado.

Roma, 4 novembre 1884.

Signor ministro,

La Signoria Vostra mi comunicava, con suo rapporto in data 31 ottobre scorso [1]), una nota di codesto ministro degli affari esteri, nella quale il governo serbo dichiarasi disposto a prendere in seria considerazione ogni proposta che gli venisse fatta relativamente ad un accordo internazionale per la esecuzione dei giudicati stranieri e ad unirsi a quanto le altre potenze avrebbero accettato.

---

1) V. il doc. n. 152.

La prego di voler ringraziare il signor Garashanine per la risposta a Lei diretta, che noi interpretiamo come adesione della Serbia alla proposta nostra di farsi rappresentare alla conferenza che dovrà regolare questa materia. Tale conferenza, secondo il nostro pensiero, potrebbe riunirsi nei primi mesi del venturo anno.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

154.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ambasciatore in Berlino.

Roma, 15 novembre 1884.

Signor ambasciatore,

Avevo pregato Sua Eccellenza il signor di Keudell, quando verso la metà dello scorso ottobre recavasi in congedo a Berlino, di cogliere la opportunità di alcun suo colloquio col principe di Bismarck; per fargli conoscere il delicato sentimento di riguardo che c'imponiamo per la ripugnanza della Germania alla divisata conferenza per i giudicati stranieri, e per cercare nel tempo stesso se si possa, con qualche acconcio temperamento, condurre il Cancelliere imperiale a diverso pensiero.

L'ambasciatore germanico, tornato che fu negli scorsi giorni a Roma, mi ha confermato la ritrosia del principe di Bismarck; nel tempo stesso, però, mi ha confidato che tale ritrosia muove essenzialmente dalla sua ferma risoluzione di non ammettere che possano avere efficacia e forza esecutiva in Germanica, e a danno di sudditi germanici, giudicati di taluni tribunali stranieri, nella imparzialità e competenza dei quali egli ha mediocre fiducia. E poichè le regole da stabilirsi per la esecuzione dei giudicati stranieri, quali che essi siano, e quando pure esse siano più restrittive assai in confronto di quelle proclamate nella conferenza di Milano, non saranno mai tali che consentano al tribunale del paese la indagine e giudizio circa il merito intrinseco della causa (il che equivarrebbe a negare addirittura l'autorità del giudicato straniero), così il principe di Bismarck non vede altra guarentigia sicura all'infuori dell'astensione da ogni impegno internazionale in simile materia.

Così spiegato l'atteggiamento del gabinetto di Berlino, io penso che non sia impossibile di immaginare tale un espediente per cui il nostro proposito di condurre a termine la opera in cui ci troviamo impegnati si concilii col desiderio di nulla fare che possa, rispetto ai rapporti tra la Germania e l'Italia, dare appiglio a spiacevoli e molesti commenti.

L'Eccelenza Vostra, a cui sono regolarmente comunicati i documenti diplomatici relativi a questa trattazione, ne conosce tutti i particolari. Ripigliando le mosse dalla mia iniziativa del 1867, quando, incaricato di apposita missione, venni anche a Berlino, e costì trovai allora per i miei concetti la migliore accoglienza, sia presso il signor Delbruck, sia presso o stesso conte di Bismarck, volli con circolare del 16 settembre 1881 [1])

1) V. il doc. n. 1.

fare invito ai vari governi di studiare insieme con l'Italia, in quel modo che paresse più opportuno, la conclusione di accordi che, pur rispettando la autonomia e le mutue discrepanze delle rispettive legislazioni, avessero per iscopo di stabilire regole uniformi appunto per dirimere i conflitti nei casi di disformi prescrizioni legislative sulle persone, sui beni e sugli atti stranieri. Il mio pensiero forse non riuscì abbastanza chiaro a parecchi governi, essendosi erroneamente supposto, ora che da noi si vagheggiasse l'utopia d'una vera e propria unificazione legislativa, ed ora che si mirasse solo alla equiparazione, in ogni singolo Stato, fra stranieri e nazionali in materia di legislazione. Nondimeno, anche mercè gli chiarimenti successívamente forniti, si raccolsero numerose adesioni, le quali, per la formola stessa della nostra proposta, erano e dovevano essere esclusivamente di massima. Furono assenzienti, in Europa, la Francia, l'Inghilterra, la Russia, l'Austria-Ungheria, la Spagna, la Grecia, la Svezia-Norvegia, la Danimarca; ed in America, l'Argentina, l'Uruguay, il Cili ed il Brasile.

Dopo le ottenute adesioni mi era sembrato acconcio, sopratutto per rimuovere ogni malinteso o dubbiezza, di preparare addirittura uno schema di accordo internazionale nel quale il progetto nostro si trovasse consegnato, salvo a discuterne indi i particolari coi vari governi. Stava appunto per accingermi a questo lavoro, del quale non mi dissimulavo, come non mi dissimulo anche ora, le difficoltà non lievi, quando una deliberazione presa, nella sessione di Milano del settembre 1883, dalla Associazione per il programma e la codificazione del diritto internazionale privato, venne a fornirmi la opportunità di avviare a più agevole soluzione l'amplissimo problema a cui si riferiva la mia circolare del 16 settembre 1881 [1]), mediante un più modesto tentativo entro cerchia più ristretta. L'Associazione aveva deliberato certe regole da sancirsi nelle varie legislazioni, come condizione e titolo di efficacia ad esecutorietà di giudicati stranieri, ed il presidente suo, l'on. Travers-Twiss, si rivolgeva a me, nel marzo di questo anno, acciò il regio governo, come quello che aveva, in occasione dell'ultimo convegno, ospitato l'Associazione, prendesse presso gli altri governi l'iniziativa di un accordo diplomatico inteso a rendere convenzionalmente obbligatorie quelle regole e norme. Non esitai ad accogliere la domanda dell'Associazione, facendone il tema della mia circolare del 19 marzo 1884 [2]). Standomi però a cuore di far ben comprendere che la nuova iniziativa nostra, concernente un più preciso obbiettivo, non escludeva pero che da noi si persistesse a ritenere opportuna la prima generale iniziativa nostra del 1881, ebbi cura di enunciare espressamente questo mio concetto nel telegramma del 31 marzo [3]). A nostro avviso, dunque, la conferenza che, annuendo al desiderio dell'Associazione, proponevamo di convocare a Roma per tradurne in atto diplomatico le deliberazioni, avrebbe avuto un duplico scopo:

a) agevolare l'accordo circa la esecuzione dei giudicati stranieri;

b) istituire possibilmente ed eventualmente nella riunione stessa, se

---

1) V. il doc. n. 34.
2) V. il doc. n. 74.
3) V. il doc. n. 76.

gli altri governi fossero stati consenzienti, uno studio preliminare e preparatorio di norme regolatrici per altri casi di possibili conflitti tra le varie legislazioni nelle materie di diritto internazionale privato, come sarebbero le quistioni di nazionalità, matrimonii, divorzii, testamenti e successioni, rogatorie, assistenza giudiziaria, istruttorie penali, ecc.

Alla mia circolare del 19 marzo hanno oramai risposto quasi tutti i governi. In Europa aderirono: l'Austria-Ungherica, l'Inghilterra, la Francia, la Russia, la Spagna, il Portogallo, il Belgio, l'Olanda, la Svizzera, la Danimarca, la Svezia e la Norvegia, la Grecia, la Rumania, la Serbia. In America: il Perù, l'Argentina, l'Uruguay, il Venezuela, la Colombia, il San Salvador, il Guatemala, l'Honduras, il Costarica. Altre adesioni si aspettano da parecchi Stati americani. Il Cili e il Brasile non risposero alla seconda circolare; però il loro assenso non può essere dubbio, avendo quei due governi accettato il primo e più ampio invito del 1881. È anzi a ritenersi che essi sarebbero propensi a vedere allargato il programma della conferenza, da noi proposta ora per il solo studio relativo ai giudicati stranieri.

Il governo germanico, adunque, è, in Europa, il solo trattenuto da taluni scrupoli che lo fanno restio ad impegnarsi con tutti gli altri governi per assoggettare i sudditi tedeschi alla esecuzione di qualsivoglia giudicato straniero.

Posta la quistione in tali termini, non possiamo disconoscere che l'esitazione muove da una preconcezione la quale può essere fondata, e da un sentimento rispettabile di precauzione a pro degli interessi affidati alla tutela del governo imperiale. D'altra parte, però, il regio governo prima di fissare l'epoca per la convocazione della conferenza e diramare gli inviti, non può non sentirsi ripugnante a rassegnarsi alla contingenza che sia assente il delegato della sola Germania, tra i grandi Stati, da una conferenza in cui tutti gli altri paesi si troveranno rappresentati.

Volendo ricercare alcun espediente acconcio a risparmiare questo inconveniente, senza che il gabinetto di Berlino abbia a rivocare la sua determinazione ed a modificare il suo modo di vedere, opinerei essere suscettibile di pratica attuazione o l'uno o l'altro di questi due metodi, che verrò qui brevemente accennando:

a) Che fosse anticipatamente convenuto ed accettato, nell'atto di diramare la circolare d'invito, che, quali che siano le conclusioni concordate nella conferenza circa le condizioni per la esecuzione dei giudicati stranieri, ciascuno dei governi rappresentati nella conferenza, ed assenzienti a tali norme, rimanga poi libero, sia di farne oggetto di convenzioni speciali con quei soli Stati verso i quali gli piacesse di devenire a simili stipulazioni, sia di essere addirittura parte contraente in un accorde generale tra molti Stati consenzienti nell'accettazione delle norme stabilite;

b) Ovvero che alla nostra preliminare domanda il gabinetto di Berlino rispondesse riserbandosi d'indicare a tempo opportuno i motivi per cui non crede di potere accettare l'invito di prendere parte ad una conferenza avente per ogetto speciale l'esecuzione dei giudicati stranieri, soggiungendo, però, che seguirà con interesse gli studi della conferenza, e ne esaminerà,

a suo tempo, le conclusioni e le proposte; e che, laddove nella conferenza altre materie e quistioni di diritto internazionale privato venissero discusse e formassero oggetto di deliberazione, il governo germanico non avrebbe difficoltà di farsi, in tale ipotesi, rappresentare anch'esso da un suo delegato, unicamente in rapporto a questi altri oggetti di studio e di discussione.

Vorrei che l'Eccellenza Vostra facesse, nel senso che qui Le indicai, nuovi offici presso codesto gabinetto. Ciò che a noi anche importa, si è che il governo germanico non sia per considerare sfavorevolmente il fatto di una conferenza, in Roma, senza la partecipazione di un suo delegato; mentre, dal canto nostro, dopo la presa iniziativa e le successive adesioni ricevute, non potremmo oramai rinunciare al disegno nostro, dell'utilità del quale siamo tuttora convinti. I due metodi accennati in questo mio dispaccio porgerebbero alla Germania la possibilità di conciliare le opposte considerazioni che la fanno esitante, mentre noi avremmo, in ogni ipotesi, dato una nuova prova di buon volere e di amichevole deferenza verso il governo germanico.

Mi sarà grata di ricevere una risposta possibilmente sollecita circa questo tema, che in particolar modo raccomando allo zelo ed alla abilità di Vostra Eccellenza.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

155.

Il R. Ministro in Montevideo al Ministro degli affari esteri.

Montevideo, 10 ottobre 1884.
Ric. il 10 dicembre.

Signor ministro,

Non appena mi giunse il pregiato dispaccio del 15 dello scorso agosto [1]), col quale mi si manifestava l'intenzione del regio governo di riunire in Roma nel prossimo novembre la conferenza che deve avere per cómpito di fissare regole uniformi per la esecuzione dei giudicati stranieri, mi detti premura di informarne questo signor ministro degli affari esteri, il quale mi ha manifestato in riscontro, in nome e per ordine di S. E. il signor presidente della Repubblica, che è stato definitivamente designato per rappresentare il governo orientale alla conferenza il dottor D. Gregorio Perez Gomar, inviato straordinario e ministro plenipotenziario dell'Uruguay a Berlino.

E nel pregarmi di informarne l'Eccellenza Vostra, S. E. il signor Herrera y Obes mi ha in pari tempo incaricato di ringraziare di nuovo il governo del Re, da parte del governo orientale, pel deferente invito.

Gradisca, ecc.

Firmato: *G. Anfora.*

---

1) V. il doc. n. 137.

156.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro in Montevideo.

Roma, 12 dicembre 1884.

Signor ministro,

Mi è giunta gradita la notizia, da Lei favoritami con rapporto del 10 ottobre scorso [1], che è stato nominato rappresentante di codesto governo nella conferenza indetta a Roma per l'esecuzione dei giudicati esteri il dottor Gregorio Perez Gomar, ministro plenipotenziario dell'Uruguay a Berlino.

Voglia far pervenire i nostri ringraziamenti a codesto governo per questa nomina. Mi riservo di farle conoscere, appena stabilita, l'epoca della convocazione della conferenza, che si dovette protrarre per le condizioni sanitarie della penisola.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

157.

Il R. Ambasciatore in Berlino al Ministro degli affari esteri.

Berlin, 15 décembre 1884.
Ric. il 22.

Monsieur le ministre,

Comme j'ai eu l'honneur de le télégraphier à Votre Excellence le 11 courant, j'ai vivement insisté auprès du secrétaire et du sous-secrétaire d'Etat dans le sens de la dernière dépêche de Votre Excellence sur l'exécution des jugements étrangers, afin qu'ils agissent pour obtenir du chancelier une réponse conforme à l'une ou à l'autre des combinaisons indiquées dans cette dépêche.

Je devais recourir à cette entremise, car le prince de Bismarck depuis près d'un mois est devenu invisible aux chefs de mission, tellement il est absorbé par les travaux parlementaires, et par l'impulsion à donner aux délibérations sur la conférence africaine.

Mais, après avoir entendu le comte de Hatzfeldt et M. Busch, il résulte qu'il n'y a aucune chance de faire revenir le prince de Bismarck de la résolution adoptée par lui, que l'Allemagne ne doit en aucune manière, ni directe ni indirecte, prendre part à une conférence restreinte à l'exécution des jugements étrangers, ou pouvant comprendre d'autres questions de droit international privé. Son aversion part du point de vue de ses principes absolument contraires à des règlements, et même à une simple étude de questions semblables. Il s'en est déjà très nettement expliqué avec l'Autriche et la Suisse, quand elles ont fait des ouvertures pour une entente sur ce sujet. Il répondrait de la même manière, le cas échéant, à la Russie et à toute autre puissance. Il ne s'agit pas là, au reste,

1) V. il doc. n. 155.

d'une question politique, sur laquelle on puisse mesurer les bons rapports de cabinet à cabinet, comme ils existent entre l'Allemagne et l'Italie.

Le cabinet de Berlin reconnaît que par nos démarches nous avons donné une nouvelle preuve de bon vouloir à son égard; tout en déclinant de se faire représenter à la conférence, il n'envisagera aucunement d'une manière défavorable le fait d'une conférence convoquée sans la participation d'un délégué de l'Allemagne, puisque c'est le cabinet de Berlin qui volontairement tient à ne point prendre part à cette assemblée. Votre Excellence peut donc sans aucune sorte de préoccupation donner cours à son intention.

M. Travers Twiss, qui se trouve ici comme délégué à la conférence africaine, me promettait sur ma demande de s'intéresser au succès de nos démarches. Mais je savais d'avance qu'il ne recevrait que la même réponse qui m'a été faite. En effet il me résulte aujourd'hui que les pourparlers qui ont eu lieu à ce sujet entre M. Travers Twiss et le sous-secrétaire d'Etat n'ont pas abouti.

Je saisis, etc.

Firmato: *Launay.*

158.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ambasciatore in Berlino.

Roma, 23 dicembre 1884.

Signor ministro,

Ho ricevuto il rapporto del 15 dicembre[1]), col quale Vostra Eccellenza, confermandomi il suo telegramma delli 11, mi fa nota l'invincibile ripugnanzo del principe di Bismarck di far partecipare la Germania alla conferenza per l'esecuzione dei giudicati stranieri. Dalle conversazioni che su quest'argomento Ella ebbe col conte di Hatzfeldt e col signor Busch risulta che il rifiuto della Germania non deve punto essere considerato come atto meno amichevole a nostro riguardo; ma siccome la sua astensione, quando la conferenza si radunasse, potrebbe dar luogo ad erronee interpretazioni, così prego Vostra Eccellenza di ottenere da codesto gabinetto una risposta ufficiale, nella quale il rifiuto dell'invito sia accompagnato dalle considerazioni che in confidenziali colloquii. Le furono esposte dal segretario e dal sottosegretario di Stato, cioè: avere la Germania respinto in addietro le pratiche che in tal senso erano state fatte dall'Austria e dalla Svizzera; non essere, questa, questione politica che possa influire sui buoni rapporti esistenti fra i due governi; infine il gabinetto di Berlino, pur astenendosi dal partecipare alla conferenza, non vedere con sfavore i delegati delle altre potenze riuniti per lo studio di questo problema.

Prego pure Vostra Eccellenza di volermi dare una risposta ai seguenti quesiti:

I. Ha la Prussia alcuna convenzione particolare con qualche Stato per l'esecuzione dei giudicati stranieri?

1) V. il doc. n. 157.

II. Alcuna simile convenzione venne mai stipulata dalla Confederazione germanica del nord?

III. Nell'interno della Confederazione attuale esistono, sia nella costituzione o nelle leggi organiche dell'impero, sia in leggi speciali, norme per regolare l'esecuzione dei giudicati proferiti dai tribunali di uno Stato confederato nel territorio di un altro?

IV. In difetto, quale è il sistema che nella pratica viene seguito nei diversi Stati confederati? Sono norme identiche ed uniformi, o variano da Stato a Stato della confederazioni? Donde risultano? Dai codici di ciascun Stato, o da regolamenti giudiziarii?

V. Esiste qualche trattato di procedura giudiziaria, nel quale sia esposto lo stato attuale della legislazione e la pratica seguìta nei diversi Stati della Confederazione circa questo particolare?

Infine prego Vostra Eccellenza di volermi indicare il testo delle convenzioni, leggi e regolamenti, ed i trattati scientifice relativi ai quesiti che ho sopra formolati.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

159.

Il R. Ambasciatore in Berlino al Ministro degli affari esteri.

Berlino, 22 dicembre 1884.
Ric. il 25.

Signor ministro,

In questi ultimi giorni ho avuto occasione di conversare ancora una volta col chiarissimo signor Travers Twiss, che, com'è noto, trovasi qui in qualità di delegato speciale britannico per la conferenza. In questa conversazione egli mi ha ripetuto ciò che riferii nell'ultima parte del mio rapporto del 15 corrente mese[1]).

Il signor Travers Twiss mi confermò che i suoi sforzi, intesi ad ottenere la partecipazione del governo imperiale di Germania alla prossima conferenza internazionale di Roma per l'esecuzionei dei giudicati stranieri rimasero infruttuosi. Malgrado il calore con cui egli cercò qui in varie occasioni di dimostrare l'utilità dell'opera a cui si accingerebbe la conferenza, e la convenienza che vi sarebbe per la Germania di prender parte ai lavori di quel consesso, la ripugnanza del principe di Bismarck è tale e tanta da far perdere ogni speranza nella riuscita di consimili ulteriori tentativi presso il cancelliere dell'impero. Il signor Travers Twiss ne traeva quindi la convinzione che oramai non era più lecito di fare assegnamento su di una eventuale cooperazione della Germania in questa faccenda.

Quanto precede e incide perfettamente con le notizie che ebbi cura di riferire all'Eccellenza Vostra col precitato rapporto, nonchè con l'im-

---

1) V. il doc. n. 157.

pressione che mi lasciarono nell'animo le risposte fattemi su quest'argomento dal segretario di Stato e dal signor Busch.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Launay.*

160.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ambasciatore in Berlino.

Roma, 26 dicembre 1884.

Signor ambasciatore,

Con rapporto del 22 dicembre [1]) Vostra Eccellenza si è compiaciuta d'informarmi delle pratiche fatte dal signor Travers Twiss affine di ottenere la partecipazione della Germania alla conferenza promossa dal regio governo per l'esecuzione dei giudicati stranieri.

La prego, signor conte, di voler ringraziare in mio nome l'illustre pubblicista per l'appoggio prestatoci in queste circostanza.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

161.

Il R. Ambasciatore in Berlino al Ministro degli affari esteri.

Berlino, 29 dicembre 1884.
Ric. il 3 gennaio 1885.

Signor ministro,

Conformandomi al tenore del dispaccio di Vostra Eccellenza del 23 corrente [2]), mi sono fatto sollecito di formulare in un pro-memoria diretto a questo segretario di Stato il desiderio manifestatomi dall'Eccellenza Vostra nella prima parte del precitato dispaccio, allo scopo di ottenere una risposta ufficiale esplicativa delle considerazioni che trattengono il governo tedesco dal prender parte ad una conferenza internazionale per l'esecuzione dei giudicati stranieri.

Sarà mia cura di trasmetterle senza ritardo la communicazione che intorno a ciò mi perverrà da questo dipartimento degli affari esteri.

Quanto alla seconde parte del dispaccio sumentovato mi pregio di trasmetterle le seguenti notizie:

1° quesito. — Ha la Prussia alcuna convenzione particolare con qualche Stato per l'esecuzione dei giudicati stranieri?

Risposta. — Anteriormente all'istituzione della Confederazione del nord, la Prussia aveva stipulato cogli Stati tedeschi parecchie convenzioni giudiziarie (Jurisdiction-Verträge), intese a regolare l'esecuzione dei giudicati. Tali convenzioni inserite nalla raccolta delle leggi (Gesetzsammlung) non hanno oggi più se non un interesse storico.

---

1) V. il doc. n. 159.
2) V. il doc. n. 158.

2° quesito. — Alcuna simile convenzione venne mai stipulata dalla Confederazione germanica del nord?

Risposta. — Secondo la legge del 21 giugno 1869 della Confederazione del nord (Reichsgesetzblatt, pag. 313), i tribunali debbono prestarsi assistenza reciproca. I giudicati emanati dai tribunali d'uno Stato confederato sono eseguiti dapertutto sul territorio della Confederazione. Questa legge è stata estesa, mercè convenzioni speciali, ai granducati di Assia e di Baden. In virtù delle convenzioni conchiuse nel 1870 a Versailles, essa fu accettata dagli Stati della Germania del sud (Protocoilo del 15 novembre 1870 Legge del 22 aprile 1871).

3° quesito. — Nell'interno della Confederazione attuale esistono sia nella costituzione o nelle leggi organiche dell'impero, sia in leggi speciali, norme per regolare l'esecuzione dei giudicati proferiti dai tribunali d'uno Stato confederato nel territorio di un altro?

Risposta. — Dopo la fondazione dell'impero i giudicati dei tribunali tedeschi erano esecutorii dapertutto in Germania, come si deduce dalla risposta data al precedente quesito.

La nuova legislazione del 1877 semplifica ancora più la materia.

La leggo sull'organizzazione giudiziaria (Gerichtsverfassungsgesetz) del 27 gennai 1877, regola l'assistenza che i tribunali debbono prestarsi reciprocamente, come appare dai §§ 157—169 di cui si unisce qui il testo (annesso I). I tribunali essendo considerati come appartenenti ad un solo Stato ed il territorio di vari Stati tedeschi, come un solo territorio, i loro giudicati sono esecutori dapertutto in Germania.

4° quesito. — In difetto. quale è il sistema che nelle pratica viene seguìto nei diversi Stati confederati? Sono norme identiche ed uniformi, o variano da Stato a Stato della confederazione? Donde risultano? Dai codici di ciuscuno Stato o da regolamenti giudiziari?

5° quesito. — Esiste qualche trattato di procedura giudiziaria nel quale sia esposto lo stato attuale della legislazione e la pratica seguìta nei diversi Stati della confederazione circa questo particolare?

Risposta. — Quanto ai giudicati proferiti dai tribunali stranieri, si osserva la disposizione della legge. sulla procedura civile del 30 gennaio 1877, §§ 660, 661, di cui si unisce qui il testo (annesso II). Bisogna che l'attore ottenga un giudicato del tribunale tedesco, col quale si dichiari esecutoria la sentenze proferito all'estero. Simile giudicato è reso senza esame della legalità del giudicato straniero. Esso è negato nei seguenti casi:

1° se il giudizio straniero non ha ancora assunta la forza di cosa giudicata:

2° se lo scopo dell'esecuzione è illecito;

3° se il tribuuale estero non è competente secondo la legge estera;

4° se il debitore tedesco è stato condannato in contumacia;

5° se la reciprocità non è assicurata.

Risulta da quanto precede che gli Stati tedeschi, sia fra loro, sia per rispetto all'estero, osservano le medesime norme che si trovano tutte comprese nelle due leggi precitate.

Per ciò che concerne l'esecuzione dei giudicati stranieri, la Eccellenza Vostra ben sa che havvi in proposito un'intera letteratura da consultare. Sarebbe inutile di citare qui: Bar, Internationales Privatrecht, et Foelix, Droit international privé; opera che ad un insigne maestro del giure internazionale, come Lei, debbono essere nota da un pezzo.

Un riassunto della stato attuale della quistione nei diversi Stati dell'Europa si trova nella Revue du droit international, I, pag. 86; IX, pag. 415.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Launay.*

(Annesso).

(Traduzione).

Legge sull'ordinamento giudiziario del 27 gennaio 1877.

Titolo 13.mo — Aiuto legale.

§ 157. I tribunali hanno a prestarsi aiuto legale in cause civili e penali.

§ 158. La richiesta di aiuto legale deve indirizzarsi al tribunale nel di cui circondario deve svolgersi l'azione legale.

§ 159. La richiesta non dovrà respingersi. La richiesta di un tribunale che nel corso d'istanza non è superiore, si deve però respingere se al tribunale richiesto manca la competenza di luogo o se l'azione da farsi è inibita secondo il diritto del tribunale da cui la si richiede.

§ 160. Se la richiesta è respinta o se contrariamente al precetto del § 159, alinea 2, è dato seguito alla richiesta, decide la corte d'appello al di cui circondario spetta il tribunale richiesto. Questa decisione non si può impugnare se non nel caso che essa dichiari inammissibile l'aiuto legale e se i tribunali richiedente e richiesto spettano a circondarii di corti d'appello diverse. Sulla lagnanza decide la corte dell'impero.

Le decisioni si prendono su proposta delle parti interessate o del tribunale richiedente senza previa discussione orale.

§ 161. L'attuazione delle azioni legali necessarie per le esecuzioni, citazioni, consignazioni, si fa secondo i precetti di procedura senza riguardo se le azioni devono farsi nello Stato federale cui spetta il tribunale ovvero in altro Stato federale.

§ 162. Tribunali, ministero pubblico e cancellieri possono, per emanazione di un mandato per mezzo di un usciere, richiedere la cooperazione del cancelliere del tribunale, nel cui circondario il mandato si deve eseguire. L'usciere incaricato dal cancelliere si presume come immediatamente incaricato.

§ 163. Un arresto, la cui durata non passa sei settimane, si deve eseguire in quello Stato federale dove si trova il condannato.

§ 164. Se un arresto deve eseguirsi nel circondario di un altro tribunale o se un condannato dimorante nel circondario di un altro tribunale si deve arrestare e consegnare per subire la pena, l'esecuzione si deve richiedere dal ministero pubblico presso il tribunale del circondario.

§ 165. Nel caso di aiuto legale tra le autorità di Stati federali differenti, l'autorità richiedente deve all'autorità richiesta rimborsare le spese fatte in contanti causate per l'estradizione o l'esecuzione. In altri casi l'autorità richiedente non ha da rimborsare le spese dell'aiuto legale.

Quando vi è una parte obbligata al pagamento, le spese si percepiscono da essa per l'autorità richiedente e la somma percepita si manda all'autorità richiesta.

Le tasse da bollo e registro o altri dazii pubblici, cui sono soggetti gli atti (documenti, verbali) secondo il diritto dell'autorità richiesta e mandati all'autorità richiedente, non si rimborsano.

§ 166. La quota d'indennità dovuta ai testimoni citati e ai periti è determinata dalle disposizioni valevoli presso il tribunale dove essi sono citati.

Se l'importo dell'indennità secondo il diritto vigente nel luogo della dimora delle persone citate è maggiore, si possono chiedere le tasse maggiori.

Se le persone citate dimorano in un luogo più distante, e se lo richiedono, si può accordar loro un'anticipazione a conto della indennità.

§ 167. Un tribunale può procedere ad azione d'ufficio fuori del suo circondario senza consenso del tribunale del luogo soltanto nel caso di pericolo in mora. In questo caso si deve dare avviso al tribunale del luogo.

§ 168. Gli impiegati di pubblica sicurezza di uno Stato federale sono autorizzati a proseguire la persecuzione di un fuggiasco sul territorio di un altro Stato federale e di arrestarvi il fuggiasco. L'arrestato devesi consegnare immediatamente al prossimo tribunale od al prossimo ufficio di sicurezza pubblica dello Stato federale dove fu raggiunto.

§ 169. Le disposizioni esistenti in uno Stato federale sulla communicazione di atti di una autorità pubblica ad un tribunale dello stesso Stato federale, sono applicati anco se il tribunale richiedente appartiene ad un altro Stato federale.

(Annesso II),

(Traduzione).

Codice di procedura civile del 30 gennaio 1877.

Libro VIII. — Esecuzione.

§ 660. In virtù della sentenza di un tribunale forestiero l'esecuzione ha luogo soltanio nel caso in cui la sua ammissibilità sia dichiarata per una sentenza esecutoria.

Per la richiesta di emanazione di una sentenza esecutoria è competente la pretura o il tribunali ordinario del debitore, o se un tale non esiste, la pretura od il tribunale presso di cui in conformità del § 24 si può sporgere querela contro il debitore.

§ 661. La sentenza esecutoria è emanata senza esame della legalità della decisione.

Essa non si deve emanare:

1° se la sentenza del tribunale forestiero non ha ancora acquistato la forza legale secondo il diritto valevole per questo tribunale;

P 2

2° se per l'esecuzione si sforzerebbe una azione, la quale secondo il diritto del giudice tedesco, giudicante sull'ammissibilità dell'esecuzione, non si deve sforzare;

3° se secondo il diritto del giudice tedesco, giudicante sull'ammissibilità dell'esecuzione, i tribunali di quello Stato, cui appartiene il tribunale forestiero, non erano competenti;

4° se il debitore condannato è un tedesco e non è entrato in causa in quanto la citazione, con cui fu informato il processo, non gli è stata consegnata nè nello Stato del tribunale in persona, nè per concessione dell'aiuto legale nell'impero germanico;

5° se la reciprocità non è garantita.

162.

Il R. Ambasciatore in Berlino al Ministro degli affari esteri.

Berlin, 30 décembre 1884.
Ric. il 3 gennaio 1885.

Monsieur le ministre,

Ainsi qu'il résulte de mon rapport du 29 courant[1]), j'avais remis en personne au sous-secrétaire d'Etat un pro-memoria dans le sens de la première partie de la dépêche de V. Exc. du 23 du même mois[2]).

J'ai revu aujourd'hui le conseiller intime de légation M. Busch. Il m'a dit que nous pouvions considérer comme réponse officielle à notre demande, ce qu'il avait précédemment énoncé et sur quoi le secret ne nous avait pas été recommandé, à savoir:

1° L'Allemagne avait déjà décliné des ouvertures faites par le cabinet de Vienne et par le Conseil fédéral helvétique, au sujet de l'exécution des jugements étrangers;

2° Si le cabinet impérial s'abstient de se faire représenter à une conférence à Rome ayant pour objet de s'occuper de la même matière, ce n'est pas là une question politique pouvant influer sur les bons rapports existants entre les deux gouvernements.

V. Exc. désirait qu'il fût aussi déclaré que, tout en déclinant de prendre part à la conférence, le cabinet de Berlin ne voyait pas d'une manière défavorable que les délégués des autres puissances se réunissent pour l'étude de ce problème. Le sous-secrétaire d'Etat me laissait entendre qu'un certain sentiment de modestie ne permettrait pas à son gouvernement de s'exprimer de la sorte. Mais rien n'empêcherait de tirer nous-mêmes une semblable conséquence, si nous le jugions à propos.

Je saisis, etc.

Firmato: *Launay.*

---

1) V. il doc. n. 161.
2) V. il doc. n. 158.

163.

Il R. Ministro in Washington al Ministro degli affari esteri.

Washington, 28 dicembre 1884.
Ric. il 12 gennaio 1885.

Signor ministro,

Come mi giunse il dispaccio dell'Eccellenza Vostra in data del 21 agosto ultimo [1], col quale Ella mi esortava a sollecitare dal governo federale una decisione definitiva relativamente all'invito fattogli di partecipare ad una conferenza per stabilire un accordo internazionale riguardo all'esecuzione dei giudicati stranieri, mi affrettai a rinnovare le mie pratiche presso questo dipartimento di Stato, nel senso da Vostra Eccellenza espressomi.

Soltanto ieri ricevetti la risposta del signor Frelinghuysen, il quale mi comunica il parere dell'Attorney general sull'argomento. Di questi documenti (Annessi I, II) ho l'onore di qui acchiudere una traduzione.

L'accoglienza, mi duole il dirlo, alla nostra proposta non è stato favorevole, sebbene il motivo addotto non infirmi, anzi confermi, con la giurisprudenza qui in vigore, l'estrema opportunità e giustizia dell'accordo. Lasciando all'alta competenza dell'Eccellenza Vostra di valutare le considerazioni del signor Brewster circa le risoluzioni proposte, mi permetto di esporre il dubbio che la giurisprudenza invalsa circa l'esecutorietà di sentenze passate in altri Stati dell'Unione, applicabile ai giudicati stranieri, equivalga in pratica alle obbligazioni derivanti da disposizioni di un trattato internazionale.

La risposta, però, del capo del dicastero della giustizia federale non mi arreca meraviglia, conoscendo come la legislazione e l'amministrazione della giustizia siano in ogni Stato dell'Unione varie e distinte, e non possa il governo federale assumere obbligazioni internazionali, che sarebbero considerate come un attentato all'indipendenza dei singoli Stati.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Fava.*

(Annesso I.)

Il Segretario di Stato degli Stati Uniti al R. Ministro in Washington.

(Traduzione).

Washington, 18 dicembre 1884.

Signor ministro,

In relazione alla nota della Signoria Vostra in data del 10 aprile ultimo, in cui Ella unì una copia di una lettera diretta dal presidente della conferenza internazionale di Milano, a nome del consiglio esecutivo dell'Associazione per la riforma e codificazione del diritto delle genti, a Sua Eccellenza il ministro italiano degli affari esteri, ed in cui Ella os-

1) V. il doc. n. 139.

serva: »Avendo preso sul tema dei giudicati stranieri in materia civile e commerciale le risoluzioni contenute nel documento annesso alla lettera suddetta, la conferenza sovra menzionata ha richiesto l'appoggio del comm. Mancini presso il governo del Re, allo scopo di fare inaugurare rispetto ai giudicati in discorso un accordo internazionale, ecc., ecc.«; e in relazione pure alle note del 3 luglio ed 11 settembre ultimi, sullo stesso argomento, ho l'onore di acchiudere copia di una comunicazione dell'Attorney general, che ha attentamente considerato la materia. Dalle considerazioni contenute risulta che il governo degli Stati Uniti non avrebbe motivo (would hardly be justified) di aderire a tale accordo internazionale.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Fred. F. Frelinghuysen.*

(Annesso II).

»L'Attorney general« al Segretario di Stati uniti.

Washington, 12 dicembre 1884.

Signore,

Ho esaminato le carte che accompagnavano la lettera della Signoria Vostra in data del 25 ultimo, relativamente ad un accordo proposto allo scopo di rendere esecutivi i giudicati stranieri in materia civile e commerciale. Fra queste carte vi è una risoluzione adottata nella conferenza di Milano del 1883 dall'Associazione per la riforma e codificazione del diritto delle genti, che propone come base di un tale accordo quanto segue:

» I. La decisione deve essere stata presa da un giudice competente, ecc.;

» II. Le parti devono essere state debitamente citate;

» III. Nel caso di un giudizio in contumacia, la parte contro cui è stato reso deve aver avuto notizia del processo e possibilità di difendersi;

» IV. Il giudicato non deve contener nulla che sia contrario alla morale, all'ordine, al diritto pubblico dello Stato in cui deve essere eseguito;

» V. [1]) Il giudice richiesto dell'esecuzione non deve esaminare il merito, ma solo appurare se le condizioni legali suddette sono state compiute;

» VI. Un giudicato straniero, che compie queste condizioni, deve produrre lo stesso effetto che un giudicato nazionale, sia che se ne richieda la esecuzione, sia che sia invocato come una res judicata.

» VII. Le forme ed i metodi di esecuzione devono essere regolati dalla legge del paese in cui l'esecuzione è richiesta «.

In adempimento alla domanda della Signoria Vostra, ho ora l'onore di esporre il mio parere sulle proposte suddette. Le prime tre proposte sovra citate si riferiscono unicamente all'argomento della competenza o giurisdizione del tribunale estero. Io non veggo che la loro adozione, per parte di questo governo, effettuerebbe alcun combiamento materiale, o condurrebbe ad alcun miglioramento nello stato attuale delle nostre leggi relativamente all'esecuzione di giudicati stranieri.

---

1) In realtà la VI^a, avendo il signor Brewster, per omissione, trascurato di considerare la V^a (nota del R. Ministro, barone Fava).

Secondo la giurisprudenza americana, il giudicato di un tribunale straniero avente giurisdizione sulle parti e sul soggetto che è materia della controversia, ed in cui non sia apparsa frode alcuna, è riconosciuto dalle Corti di questo paese come atto a creare una obbligazione sulla quale un'azione può essere mantenuta; ed allorchè un'azione è intentata per rendere esecutoria l'obbligazione così creata, tale giudicato è ritenuto conchiudente circa al merito. Fra i varii Stati di questa Unione la stessa dottrina si applica a giudicati pronunciati dalle corti degli altri Stati; così che questi giudizi in realtà non stanno in posizione più privilegiata o differente di quella delle corti straniere. La dottrina in vigore ora accennata, sia rispetto ai giudicati degli Stati, sia rispetto a quelli dei paesi stranieri, è ritenuta essere altrettanto liberale quanto gli interessi della giustizia possano comportarlo.

In un'azione intentata qui contro un giudicato straniero il convenuto quò mostrare che la corte straniera non aveva giurisdizione sul soggetto-materia del processo, o che non era mai stato citato per rispondere, e che non aveva avuto opportunità di fare la sua difesa. Questi sono fatti che si riferiscono alla questione della competenza o giurisdizione della corte straniera, e, qualora siano stabiliti, fanno perdere l'azione. Il risultato sarebbe lo stesso con le norme stabilite nelle tre proposte surriferite.

La IV proposta non esprime altro che quanto è già implicitamente determinato dalle nostre leggi come una condizione necessaria pel mantenimento di un'azione circa ad un giudicato estero. È un buon divieto per una tale azione il fatto che il giudicato è stato ottenuto per la frode di una delle parti che cerca di renderlo esecutorio; ed inoltre nessuna corte vorrebbe dare il suo appoggio all'esecuzione di un giudicato che fosse contrario alla morale od al diritto pubblico dello Stato.

La V proposta in sostanza rende il giudicato straniero esecutorio circa al merito, allorchè le condizioni delle proposte precedenti siano adempiute, ed io ho già esposto la dottrina americana in vigore al riguardo.

Le proposte rimanenti si riferiscono al modo di esecuzione ed agli effetti del giudicato straniero.

Secondo le nostre leggi, il modo di eseguire un giudicato straniero (e la stessa procedura esiste fra i diversi Stati dell'Unione rispetto ai giudicati degli altri Stati) consiste nell'istituzione di un processo in proposito; ed una sentenza ottenuta nella causa così istituita ha lo stesso vigore ed effetto che gli altri giudicati del paese ed è eseguita nel medesimo modo.

Il giudicato straniero non ha altro effetto in se stesso che quello di creare un'obbligazione sulla quale un'azione può essere istituita, o costituire una exceptio rei judicatae da farsi valere dalla parta convenuta.

Non veggo che le proposte testè riferite, se adottate, arrecherebbero alcuna modificazione alle nostre leggi relativamente agli effetti ed alla esecuzione di sentenze straniere.

Le carte ricevute con la lettera della Signoria Vostra sono, qui unite, restituite.

Sono, ecc. Firmato: *Benjamin Harris Brewster.*

164.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro in Washington.

Roma, 14 gennaio 1885.

Signor ministro,

Con rapporto del 28 dicembre scorso[1]), Ella mi ha inviato copia della risposta data da cotesto segretario di Stato alle nuove pratiche da Lei fatte per sollecitare una decisione definitiva riguardo all'invito di partecipare ad una conferenza per l'esecuzione dei giudicati esteri. Fondandosi sul parere emesso in proposito dall'Attorney general, di cui era pure acclusa una copia, il signor Frelinghuysen conclude, nella sua risposta, che il governo degli Stati uniti non avrebbe motivo d'aderire al progettato accordo internazionale su tale materia.

Non posso dispensarmi d'all'osservare che l'obbiezione dell'Attorney general contro la nostra proposta non può considerarsi come fondata. Essa anzi, ben ponderata, costituisce appunto una evidente dimostrazione che il governo degli Stati Uniti ha il più grande e diretto interesse, senza menomo sacrifizio o pericolo di mutamento nella propria legislazione e giurisprudenza, a promuovere una conferenza il cui effetto dovrebbe essere di confermare, mercè un accordo internazionale, le regole prescritte da tale legislazione e giurisprudenza, rendendole obbligatorie anche per gli altri Stati che nella conferenza stessa saranno rappresentati. Senza di ciò, mentre nel territorio degli Stati Uniti i giudicati dei tribunali stranieri troveranno rispetto ed esecuzione secondo le regole anzidette, per l'opposto i giudicati emenati dai tribunali dell'Unione americana in pro dei cittadini americani, e contro stranieri, se avessero bisogno d'essere invocati ed eseguiti in altri paesi, troverebbero in parrechi tra essi ben diversa sorte ed accoglienza, perchè le leggi imperanti in parecchi Stati considerano una sentenza di tribunale straniero come sfornita del valore di cosa giudicata, e permettono un novello riesame ex integro del merito della intera controversia, laddove se ne domandi la esecuzione. È chiaro pertanto che, se il governo degli Stati Uniti parteciperà alla conferenza e vi si farà rappresentare da un suo delegato, l'accordo internazionale ché potrà esservi formulato, e che in seguito fosse per stipularsi, non potrebbe essere utile che ai cittadini dell'Unione americana, e circondare di maggior valore ed efficacia le sentenze dei tribunali americani, assicurando all medesime spedita esecuzione in tutti gli altri paesi, cioè la reciprocanza di quelle stesse facilità di cui le sentenze straniere godono nel territorio dell'Unione americana.

La prego di richiamare l'attenzione di codesto signor ministro degli affari esteri sulle precedenti considerazioni, le quali non contraddicono punto alla sostanza dell'avviso espresso dall'Attorney general, ma soltanto alle conclusioni che se ne vorrebbero trarre, alla inesistenza cioè di verun giustificato motivo o interesse, pel governo degli Stati Uniti, di addivenire

---

1) V. il doc. n. 163.

al progettato accordo. Ella vorrà adoperare tutta la sua influenza per ottenere che codesto governo, meglio esaminate le cose, consenta all'invio di un suo rappresentante alla conferenza, che probabilmente sarà tenuta in Roma nel corrente anno.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

165.

Il R. Ministro in Washington al Ministro degli affari esteri.

Washington, 12 marzo 1885.
Ric. il 27.

Signor ministro,

Il pregiato dispaccio che Vostra Eccellenza mi fece l'onore d'indirizzarmi il 14 gennaio ultimo [1]) non mi giunse prima del 9 febbraio, cioè quasi alla vigilia del cambiamento di amministrazione, che ebbe poi luogo il 4 volgente.

Ciò nondimeno, nel doppio intento, sia di far note fin d'allora le considerazioni suggerite a Vostra Eccellenza dalle obbiezioni mosse dall'Attorney general a partecipare ad una conferenza per l'esecuzione dei giudicati stranieri, sia di valermi a suo tempo di codeste considerazioni con la nuova amministrazione, parvemi che il miglior modo per attirare l'attenzione della cancelleria di Washington sopra di esse fosse quello di comunicare testualmente al signor Frelinghuysen il tenore del dispaccio cui rispondo. E così feci, accompagnando questo documento con la mia nota, della quale unisco copia (annesso I).

Essendo poi in questi giorni entrato in relazione col signor Bayard, successore del signor Frelinghuysen, ho indirizzato ieri al nuovo segretario di Stato l'altra nota che parimenti unisco (annesso II) riservandomi di andare ad intrattenere quest'ultimo e l'Attorney general, or ora insediato, della questione che ci occupa.

Vostra Eccellenza vedrà che nella seconda nota ho perfino creduto di dover rilevare come la conferenza da noi proposta non ha in sostanza che un carattere puramente giudiziario, e non comporta perciò nessun impegno politico. Le note ritrosie degli Americani a prender parte a qualsiasi convegno internazionale ed europeo, nel cui seno la loro azione potesse eventualmente essere vincolata, mi hanno suggerito codesta osservazione, che mi adopererò del resto a far prevalere anche nei colloquî di cui darò la dovuta contezza all'Eccellenza Vostra, e che mi procurerò, sia col nuovo segretario di Stato, sia col suo collega della giustizia.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Fava.*

---

1) V. il doc. n. 164.

(Annesso I)

Il R. Ministro in Washington al Segretario di Stato degli Stati Uniti.

Washington, 10 février 1885.

Monsieur le secrétaire d'Etat,

J'ai reçu en son temps la note que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 18 décembre dernier au sujet d'un accord international concernant l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale. Les conclusions de cette note étaient basées sur une lettre, dont Votre Excellence a bien voulu me remettre la copie, de l'honorable M. Brewster, Attorney general des Etats-Unis.

Le jurisconsulte éminent qui dirige le Ministère des affaires étrangères d'Italie, auquel je n'ai pas manqué de soumettre ces deux documents, m'a fait maintenant parvenir la dépêche dont je joins une copie textuelle. Se réjouissant de savoir confirmés par la jurisprudence des Etats-Unis les principes de droit, desquels il sollicite l'application par un accord international, M. Mancini ne saurait cependant déduire de la pratique américaine les mêmes conclusions auxquelles semble arriver l'honorable monsieur Brewster au sujet de l'inutilité d'une participation du gouvernement de Washington à un congrès international sur la matière. Son Excellence ne voit, au contraire, dans cette participation, que des avantages réels et aucun inconvénient pour les citoyens des Etats-Unis; car les sentences des tribunaux américains recevraient, par un accord international, une sanction efficace à l'étranger sans rien changer à la législation de l'Union.

Ces considérations, dont il serait difficile de méconnaître la haute valeur et sur lesquelles je prends la liberté d'appeler l'attention de Votre Excellence et de l'Attorney general, me semblent de nature à conseiller au gouvernement fédéral de revenir sur sa première décision, et à nommer, ainsi que j'ai l'honneur de le proposer de nouveau à Votre Excellence au nom du gouvernement royal, un délégué à la conférence qui se réunira probablement à Rome dans le courant de cette année.

Je serais tout particulièrement hereux, monsieur le secrétaire d'Etat, d'être mis à même d'en transmettre au plus tôt possible la nouvelle à M. Mancini, et en attendant je vous offre dès à présent tous mes remercîments des bons offices que, j'aime à le croire, vous voudrez bien employer dans le but de provoquer un examen ultérieur et une solution favorable de l'affaire qui forme l'objet de la présente note.

Je saisis, etc. Signé: *Fava.*

(Annesso II).

Il R. Ministro in Washington al Segretario di Stato degli Stati Uniti.

Washington, 11 mars 1885.

Monsieur le secrétaire d'Etat,

Dès le 10 avril de l'année dernière j'ai eu l'honneur de proposer au gouvernement fédéral de vouloir bien prendre part à une conférence internationale ayant pour but de fixer un engagement conventionel sur l'exécution des jugements étrangers.

Ayant depuis, à plusieurs reprises, sollicité une réponse, j'ai eu l'honneur de recevoir le 18 décembre dernier une note de votre honorable prédécesseur qui me communiquait l'avis de M. Brewster sur l'inutilité. pour les Etats-Unis, de procéder à un accord international à ce sujet.

Les objections de l'Attorney general, soumises par moi à M. Mancini, ont au contraire convaincu ce dernier de l'utilité de sa proposition, sur laquelle il m'invitait à insister, attendu que par l'accord déjà existant entre la pratique américaine et les principes dont on invoque l'application dans tout le monde civilisé, la jurisprudence sur l'exécution des jugements ne comporterait aucune modification essentielle aux Etats Unis, et recevrait au contraire une sanction internationale très avantageuse pour les citoyens américains à l'étranger.

C'est dans ce sens que le 10 février dernier j'ai eu l'honneur de répondre à la note de M. Frelinghuysen, et c'est dans le même but que je viens aujourd'hui appeler l'attention de Votre Excellence sur mes précédentes communications. Les considérations légales suggérées par M. Mancini, jurisconsulte et publiciste émiment dont les profondes connaissances juridiques et internationales sont notoirement proclamées en Europe, amèneront peut-être le cabinet que Vous dirigez si dignement à une appréciation plus favorables de l'état des choses, en le persuadant de l'opportunité qu'il y a pour tout le monde, et pour les Etats Unis en particulier, de prendre part à une conférence d'une nature purement judiciaire et qui n'implique aucun engagement politique.

Je me flatte de l'espoir que, grâce à l'étude approfondue qu'Elle voudra bien faire de cette question, Votre Excellence daignera appuyer ma demande par ses bons offices, pour lesquelles j'ai, en attendant, l'honneur de Lui offrir d'avance tous mes remercîments.

Veuillez agréer, etc.

Signé: *Fava.*

166.

Il Ministro degli affari esteri al R. Ministro in Washington.

Roma, 28 marzo 1885.

Signor ministro,

Mi pervenne regolarmente il rapporto del 12 corrente [1]), col quale la Signoria Vostra volle trasmettermi copia di due note da Lei dirette al segretario di Stato sotto la passata amministrazione, nonchè a quello di recente entrato in funzioni, relativamente alla partecipazione del governo degli Stati Uniti ad una conferenza internazionale intesa a stabilire un accordo pell'esecuzione dei giudicati stranieri.

Nel ringraziare la Signoria Vostra per questa comunicazione, approvo pienamente le considerazioni svolte in quelle note, ed attenderò di conoscere la risposta.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

---

1) V. il doc. n. 165.

167.

Il Ministro degli affari esteri ai RR. Rappresentanti in Aja, Atene, Belgrado, Berlino, Berna, Bruxelles, Bucarest, Copenaghen, Lisbona, Londra, Madrid, Parigi, Pietroburgo, Stoccolma, Vienna, Bogotà, Buenos-Aires, Caracas, Guatemala, Lima, Messico, Montevideo, Rio Janeiro, Santiago e Washington.

Roma, 28 giugno 1885.

Signor . . . . ,

Con un dispaccio circolare del 16 settembre 1881 [1]) mi rivolsi, non senza ricordare negoziati ed offici di data ancor più antica, ai vari governi, proponendo uno scambio d'idee avente per ogetto la ricerca di tali norme che valgano, tradotte in forma convenzionale, ad eliminare e dirimere i conflitti che sorgono così frequenti tra Stato e Stato, per effetto delle varie legislazioni, nella materia del diritto internazionale privato. I miei carteggi posteriori chiarirono viemmeglio il concetto da cui moveva quella mia proposta: non essere punto animo nostro che si dovesse negoziare per una riforma o per un ravvicinamento delle legislazioni rispettive dei singoli paesi; doversi anzi rispettare la piena autonomia che a tale riguardo appartiene e deve appartenere ad ogni singolo Stato; doversi, soltanto, provvedere alla divergenza tra l'una e l'altra legge con lo stabilire e concordare, mercè patti internazionali, una serie di regole obbligatorie ed uniformi, le quali in ciascun caso prescrivano quale delle leggi in conflitto debba applicarsi, e con quali modalità o forme. Con questi chiarimenti rispondevo altresì implicitamente alla obiezione di coloro che dalla analogia o somiglianza già esistente tra alcune legislazioni vorrebbero trarre argomento per sentenziare inutile e superfluo il proposto accordo; imperocchè più facile sarà in tali casi determinare le regole dirimenti il conflitto, la cui contingenza non è, d'altronde, assolutamente esclusa che nel caso solo, che non potrà mai verificarsi, d'una perfetta identità delle varie legislazioni. Infine io mi ero studiato di dimostrare vantaggioso e pratico l'accordo anche nella ipotesi che cominciasse dal conchiudersi fra pochi Stati e si restringesse ad alcune parti soltanto dello rispettive legislazioni.

Quando, nell'autunno del 1882, l'Istituto di diritto internazionale tenne a Torino la periodica sua riunione, il suffragio suo incoraggiò l'intrapresa a cui mi ero accinto. La dotta assemblea, informata della mia iniziativa e degli offici già fatti, formalmente deliberava di far plauso agli sforzi del regio governo, e formava voti accio questi, mercè la costante opera sua, avessero a trovare favorevole accoglimento presso gli altri governi. Dal canto mio, dalla approvazione dell'Istituto presi occasione a rinnovare, con circolare del 19 settembre 1882 [2]), le istruzioni ai rappresentanti di Sua Maestà all'estero, e l'invito ai governi presso i quali questi sono accreditati.

Codesta (fin dal primo momento tale fu il mio pensiero) non è materia che sia suscettibile di immediata e quasi improvvisa conclusione. Conviene invece che pacatamente si maturi mercè l'opera lenta ed infallibile di quella persuasione che a poco a poco si trasfonde, e vince ogni

1) V. il doc. n. 1.
2) V. il doc. n. 74.

obiezione o difficoltà. Ond'è che, tenendomi pago di scorgere come l'opera nostra venisse ogni dì più procacciandosi adesione e favore, proseguii nella mia corrispondenza senza troppo insistere par una pronta decisione da parte di quei governi che ancora persistevano a mostrarsi esitanti e dubbiosi. Così si venne ai primi mesi dell'anno 1884, quando l'Associazione per la riforma e la codificazione del diritto delle genti, dopo avere, in occasione della sessione tenuta a Milano nel settembre 1883, deliberato doversi promuovere, sopra basi da essa stessa additate, un accordo per l'esecuzione dei giudicati stranieri in materia civile e commerciale, ebbe a deliberare di rivolgere formale preghiera al governo italiano, come quello che aveva da ultimo ospitato l'Associazione, acciò prendesse l'iniziativa di radunare una Conferenza avente per oggetto lo studio di siffatto accordo. Ed io gradii l'invito, dirigendo apposita circolare ai rappresentanti di S. M. sotto la data del 19 marzo 1884 [1]). Come apparisce dai carteggi che ne seguirono, noi non intendevamo punto, col promuovere la riunione in Roma di una Conferenza avente per particolare ogetto la ricerca di accordi relativi alla esecuzione dei giudicati stranieri, di abbandonare il nostro più ampio programma, avente per iscopo la determinazione di regole uniformi per la risoluzione dei conflitti tra le leggi dei vari Stati; sibbene noi accettavamo il progetto più ristretto, esprimendo la speranza che questa sarebbe stata propizia oppertunità, mercè la simultanea presenza in Roma di persone versate nelle discipline giuridiche e di delegati de' rispettivi governi, per scambiare idee preliminari e più precise spiegazioni circa l'altro tema più generale, essendo ognor più manifesto che la deficienza di nozioni esatte circa i nostri concetti a tale riguardo costituiva il maggior impedimento al progresso della intrapresa da noi patrocinata.

L'invito diramato per tal guisa dal governo italiano, — invito preliminare che, a tempo debito, si sarebbe poi mutato in invito definitivo a data fissa, — ebbe favorevole accoglienza presso quasi tutti i governi. Significarono espressamente la propria accettazione, o in termini di puro e semplice assenso, od enunciando suggerimenti per il metodo da seguirsi, questi Stati che qui mi piace di enumerare:

Argentina, Austeria-Ungheria, Belgio, Colombia, Costa-Rica, Danimarca, Francia, Gran Brettagna, Grecia, Guatemala, Honduras, Paesi Bassi, Perù, Portogallo, Rumania, Russia, Salvador, Serbia, Spagna, Svezia e Norvegia, Svizzera, Venezuela.

Qualche altro governo, segnatamente ove la legislazione trae qualità e modo da una reciproca autonomia tra gli Stati componenti una confederazione unica, non parve disposto ad una diretta partecipazione alla divisata conferenza, ma lasciò comprendere che non avrebbe avuto difficoltà a prendere poi in benevola considerazione le conclusioni eventuali della conferenza stessa.

Giunte le cose a questo punto, si sarebbe potuto procedere alla convocazione formale della conferenza, tanto più che parecchi governi già avevano designato i propri delegati. Però il governo del Re, mentre si

1) V. il doc. n. 34.

professava (come anche oggi si professa) riconoscente verso gli Stati assenzienti, fu d'avviso che convenisse differire la riunione dei delegati, parendogli di dover dare, per la qualità e l'urgenza dell'oggetto, la precedenza ad altra conferenza, quella già indetta, anche in Roma, per la trattazione della materia sanitaria.

La conferenza sanitaria ha ora interotto i suoi lavori e li ripiglierà in novembre. Giova sperare che saranno condotti rapidamente a termine. Quello sarà, a nostro avviso, il momento propizio per convocare la conferenza per la esecuzione dei giudicati stranieri. Mi sta nondimeno a cuore di dichiarare fin d'ora, poichè l'indugio potrebbe suscitare erronei giudizi, che il governo del Re è sempre fermo nel suo proposito. Di che desideriamo che i governi assenzienti alla proposta nostra abbiano notizia, acciò sappiano, con la cagione del ritardo, l'epoca probabile della convocazione, e ricevano altresì la espressione del mio grato animo per la favorevole accoglienza accordata alla nostra iniziativa.

Tale è lo scopo di questo mio dispaccio, del quale Ella vorrà porgere comunicazione, in quella forma che Le sembri più conveniente, al governo presso il quale Ella è accreditata.

Gradisca, ecc.

Firmato: *Mancini.*

APPENDICE.

A. — Mémoire: Négociations diplomatiques du gouvernement italien pour un essai de codification conventionelle du Droit international privé (Septembre 1882).

B. — Mémoire de Son Exc. M. Nelleman, ministre de la justice de Danemark: Projet de règlement conventionnel de quelques points du Droit international privé (Janvier 1882).

C. — Memoria di Sua Ecc. il signor Vergara, ministro cileno di giustizia, circa le proposte del Governo italiano per la definizione convenzionale di alcuni punti del Diritto internazionale privato (Agosto 1882).

D. — Trattato per stabilire in America regole uniformi di Diritto internazionale privato, preceduto da uno Relazione del plenipotenziario peruviano, dottor Arenas (Novembre 1878).

A.

Memoire [1]).

Négociations diplomatiques du gouvernement italien pour un essai de codification conventionnelle du droit international privé.
(Septembre 1882).

I.

La condition juridique de l'étranger, en ce qui concerne sa personne, ses biens et ses actes, n'a cessé, depuis les temps les plus reculés, d'impliquer une série de questions pour la science et de difficultés souvent inextricables pour la législation. Le conflit entre la loi nationale et la loi étrangère a été successivement l'objet de bien des solutions différentes. Chez les peuples les plus anciens, la méthode était radicale: la loi nationale dominait seule, soumettant à son empire tous les habitants du territoire, sans distinction. A Rome nous voyons, au contraire, un magistrat spécial administrer, d'après les lois de chacun, la justice en faveur des étrangers, ceux-ci n'étant pas admis à bénéficier de la loi romaine. Plus tard, aussitôt après la période orageuse des incursions barbares, une doctrine attribuant à la loi un caractère personnel laissait, dans une sphère à la vérité bien restreinte, les législations étrangères coexister à côté de la législation du pays.

Je n'ai pas besoin de m'étendre sur ce sujet, qui a formé, dans plusieurs sessions précédentes de l'Institut, l'objet de ses études et de ses délibérations. Il me suffit de réaffirmer ici un principe que je considère comme ayant heureusement résolu, tout au moins en droit, le conflit: le principe de l'extraterritorialité de la loi; un principe en vertu duquel la loi étrangère est censée ne pas être moins efficace, au point de vue juridique, que la loi du pays, pour les faits et les rapports de droit qui en comportent par leur anture l'application.

II.

Ce principe ne se heurte cependant pas seulement à l'obstacle des préjugés surannés et des dernières résistances de l'ancienne école. Bien des problèmes essentiellement pratiques restent encore à résoudre avant que l'application n'en devienne facile et normale. Le principal de ces problèmes consiste à établir les limites et les règles d'application alors que la législation d'un pays doit avoir son effet sur le territoire de l'autre. Il est évident que la difficulté n'existerait point si la loi était identique dans les deux pays; mais c'est là un idéal que l'on n'atteindra probablement jamais. Sans vouloir admettre tout ce qu'il y a peut être d'exagéré dans l'influence nécessaire et fatale qu'on veut bien attribuer, en ma-

1) Questa Memoria andava annessa al dispaccio-circolare del ministro Mancini, in data 19 settembre 1882 (V. nella presente raccolta il doc. n. 34).

tière de législation, aux moeurs nationales et à l'esprit de chaque peuple, il est cependant impossible de ne pas reconnaître que les conditions locales de chaque pays dictent, en quelque sorte, une partie fort considérable de ses codes, et qu'il s'agit là d'une action strictement légitime et correcte. Notre effort, dès que le principe de l'extraterritorialité de la loi est adopté, et que nous nous préoccupons d'en réaliser les conséquences, doit donc non pas viser à un nivellement général, qui ne serait qu'une stérile utopie, mais se traduire par le recherche des arrangements aptes à écarter en fait tout conflit entres des législations disparates.

III.

La nécessité de chercher et de trouver, pour ce problème, une solution satisfaisante s'impose, non pas séulement comme le corollaire d'une règle admise, mais encore comme la condition d'un engagement à remplir, à tous les Etats qui ont proclamé dans leurs lois, ou inséré dans leurs conventions internationales, le système de l'exécution des sentences rendues par des tribunaux étrangers. On exige, à cet effet, entre autres, la condition que la sentence ait été rendue par le tribunal compétent. Les règles de la compétence n'étant pas partout les mêmes, le conflit entre plusieurs sentences, toutes émanées de tribunaux compétents dans les pays respectifs, est une éventualité toujours possible et qui est de nature à créer les complications les plus fâcheuses. Nous avons fait, de ce point de vue, l'objet d'une mention spéciale, parce que c'est ce qui a motivé, il y a quelques années, de la part d'un gouvernement éclairé, le gouvernement des Pays-Bas, une initiative qui n'a malheureusement pas eu partout l'accueil empressé qu'elle méritait. Le programme du cabinet de La Haye, programme aussi modeste que pratique, consistait à étudier des règles communes tout au moins pour la compétence ratione personae. Les négociations n'ont guère avancé au dela d'une phase purement préliminaire.

IV.

Dans un rapport que j'ai eu l'honneur de présenter en 1874, à l'Institut de droit international réuni a Genève [1]) j'ai succinctement résumé, en ce qui concerne l'Italie, les précédents historiques de la question. Notre Chambre des députés s'est, dès le 30 mars 1863, approprié par un ordre de jour l'affirmation de la science. Elle la renouvelait plus tard à deux resprises: en 1866, à l'occasion de l'approbation du traité de paix avec l'Autriche-Hongrie; le 24 septembre 1873, à l'occasion d'une motion en faveur des arbitrages internationaux. Simple député, je devais justement être heureux de voir les représentants de mon pays admettre sans hési-

---

1) Rapport préliminaire sur l'utilité de rendre obligatoire pour tous les Etats, sous la forme d'un ou de plusieurs Traités internationaux, un certain nombre de régles générales du Droit international privé, pour assurer la décision uniforme des conflits entre les différentes législations civiles et criminelles, par M. Mancini, président de l'Institut — Genève 1874.

tation un principe qui formait pour moi, depuis bien des années de méditation et de propagande, l'objet d'une conviction profonde et inébranlable.

Plus tard, en 1867, M Rattazzi étant président du Conseil des ministres j'ai accepté de me charger d'une négociation officieuse et confidentielle auprès de plusieurs gouvernements, en vue d'arrêter, dans la mèsure que les circonstances pouvaient comporter, des règles communes au sujet de la condition juridique des étrangers, de l'extension et de la garantie de leurs droits, ainsi que de leur participation plus facile aux effets utiles de la législation du pays. Il devait, en un mot, s'agir de la recherche des termes à convenir pour un premier essai d'accord diplomatique en matiére de droit international privé. L'initiative prise, à ce sujet, par le gouvernement du Roi, précédait de quelques années celle du gouvernement néerlandais dont il a été question plus haut. La proposition italienne eut à Paris, comme à Berlin et à Bruxelles, un accueil favorable, mais les événements politiques empêchèrene la continuation des pourparlers. M. Crispi, en 1877 (j'étais alors ministre de la justice), entreprit de les renouer; mais il dut, cette fois encore, les interrompre sans avoir obtenu des résultats appréciables.

L'Institut de droit international avait, dans l'intervalle, ajouté à l'efficacité du mouvement, soit en accordant la sanction de son autorité aux idées que j'avais émises, en collaboration avec plusieurs de mes illustres confrères, dans le rapport ci-dessus mentionné, soit en approuvant, à cette occasion, pour l'énonciation pratique de ces idées, la formule de quelques articles qu'il faut cependant encore compléter.

V.

Devenu ministre des affaires étrangères, je me suis considéré en quelque sorte engagé à reprendre les négociations de 1867 et 1877. C'est ce que je fis par une circulaire adressée, le 16 septembre 1881, aux représentants du Roi d'Italie à l'étranger. Cette circulaire, dont le texte est ci-joint en appendice [1]) avec celui du memorandum y annexé, indique avec précision le but que je me proposais en renouvelant mes démarches auprès des différents gouvernements. Le cabinet de Rome est très-net dans ses vues. Il ne se laisse pas séduire par un idéal irréalisable, tel qu'un accord général entre toutes les principales nations, et embrassant tous les points pour lesquels on pourrait souhaiter l'établissement de règles fixes et conventionolles. Il se contente de débuter par des arrangements spéciaux sur les points où l'accord est facile, et avec les pays qui ont avec nous une plus grande affinité de législation. Le reste viendra plus tard, par l'effet naturel que toute action utile est appelée à exercer. C'est ainsi qu'on a procédé pour les postes, pour les télégraphes, etc. Pourquoi ne devrait-il pas en être de même pour des rapports qui répondent, au point de vue social, à des-besoins d'intimité et de facilités réciproques tout aussi pressants et impérieux?

La portée de notre initiative me paraît désormais clairement établie.

1) Vedi il doc. n. 1 della presente raccolta.

Tout en respectant l'indépendance de l'action législative de chaque pays, dans le présent et pour l'avenir, et en laissant à chaque législateur le soin d'accorder aux étrangers le traitement qu'il juge équitable, il s'agit uniquement de se mettre accord pour la solution uniforme d'une question qui dépasse le ressort des différentes législations nationales. Cette question, d'un caractère éminemment international, n'est de la compétence d'aucun Etat en particulier; elle appartient nécessairement à la compétence collective des différents Etats qui désireraient assurer réciproquement aux droits de leurs sujets respectifs une garantie et protection légale. La formule nous paraît devoir être la suivante: » Déterminer laquelle, entre plusieurs législations en conflit, est applicable à chaque fait ou rapport de droit concernant les personnes, les biens, ou les actes des étrangers; désigner les matières respectivement régies par la loi nationale, par celle du domicile, par celle où les biens sont situés, ou par celle du lieu où l'acte est passé «.

On voit bien que le contenu spécial de chacune de ces législations devient indifférent: inutile de rechercher ce qu'il y a de bon ou d'imparfait dans ses dispositions, car le but de l'accord conventionnel entre plusieurs Etats n'est que d'imposer aux gouvernements contractants, et à leurs tribunaux, le respect de la loi de l'un ou de l'autre Etat, à laquelle chaque rapport de droit est reconnu devoir être soumis.

On voit également qu'un législateur ne peut se poser cette question dans toute sa compréhension systématique, ni la trancher avec une efficacité absolue, par les seules dispositions de son code. Ceci serait sans doute déjà quelque chose, et nous sommes hereux de voir le législateur belge se proposer maintenant de suivre l'exemple que le Code italien de 1865 a été le premier à donner. Mais, chaque législateur pouvant résoudre la question avec pleine indépendance, d'une manière différente, et gardant toujours la liberté d'abroger ou de modifier sa propre décision, il en resulte une coexistence inévitable de règles souvent contradictoires et mutuellement incompatibles, l'impuissance de l'autorité judiciaire, l'arbitraire et la mobilité dans la jurisprudence, et comme dernière conséquence le vague et le manque de sécurité pour les droits les plus précieux des étrangers. C'est un état d'anarchie internationale existant aujourd'hui encore, dans le droit privé, au milieu des nations civilisées.

Des conventions internationales, négociées et stipulées entre différents Etats, peuvent seules faire cesser ce désordre, dont la civilisation, dans un siècle de communications et de vie cosmopolites, ne sauraient ne pas se préoccuper; car il est impossible de tolérer qu'au delà de la frontière de chaque pays les droits de l'homme deviennent en quelque sorte lettre morte, faute d'une protection certaine et assurée.

VI.

La circulaire du 16 septembre 1881 n'a pas abouti jusqu'ici à des conclusions définitives.

Nous allons résumer la substance des réponses obtenues.

France. — Le gouvernement français ne s'est pas prononcé d'une manière formelle. Un rapport du chargé d'affaires du Roi, M. le baron Maro-

chetti, en date du 10 octobre 1881, assurait qu'on était, au quai d'Orsay, tout disposé à entreprendre d'un commun accord l'étude de cette intéressante question. Les précédents de la négociation de 1867 ne laissaient, d'ailleurs, pas douter que la France ne fût toute prête à se rendre à nos ouvertures. Le chargé d'affaires de France à Rome a été chargeé de déclarer, en décembre 1881, que le gouvernement de la République n'attendait, pour se mettre à l'œuvre, que nos propositions ultérieures. A quoi il a été immédiatement répondu (note du baron Marochetti, en date du 10 décembre 1881) qu'il nous paraissait plus pratique de voir tout d'abord indiqués par le gouvernement français lui-même les points sur lesquels l'accord serait, à son avis, le plus facile et le plus désirable. Aucune communication ne nous est ensuite parvenue de Paris.

Angleterre. — Le chargé d'affaires d'Italie, M. Ressman, a rendu d'abord compte (rapport du 6 octobre 1881) d'un premier entretien qu'il avait eu, le 5 octobre, avec lord Granville sur cette question. Lord Granville lui avait répondu, après lecture attentive du memorandum italien, que notre proposition méritait l'attention la plus sérieuse; qu'il ne voulait, par conséquent, pas se prononcer à la légère, et qu'il se réservait, après mûr examen, de faire connaître l'avis du cabinet de St-James sur la possibilité et l'opportunité de procéder, sur ce sujet, à des stipulations formelles. Plus tard, l'ambassadeur du Roi, M. le général comte Menabrea, apprit par lord Granville (rapport du 12 novembre) que la question avait été soumise à l'examen de jurisconsultes compétents. Sa Seigneurie espérait être bientôt en mesure de faire part de leurs conclusions.

L'ambassade du Roi n'a pas, en effet, tardé à recevoir, par une note de lord Granville en date du 15 décembre 1881, l'indication des points qui pourraient, d'après l'avis du Foreign office, former, au cas échéant, l'objet de l'accord projeté.

Lord Granville énumère, dans sa note, les questions suivantes: nationalité, mariages mixtes, domicile, successions et droit d'aubaine, exécution des sentences émanées de tribunaux étrangers. Il fait cependant la remarque que le gouvernement de la Reine n'est, à létat actuel de la législation du pays, nanti de pouvoirs pour traiter et stipuler en pareilles matières, avec les autres Etats, que dans les limites tracées respectivement:

a) en matière de naturalisation et nationalité, par les lois du 12 mai et du 10 août 1870 (An act to amend the law relating to the legal condition of aliens and British subjects — An act to amend the law relating to taking of oaths of allegiance on naturalization);

b) en matière de domicile et testaments, par les deux lois du 6 août 1861 (ann. XXIV et XXV, Vict. reg., cap. CXIV et CXXI), intitulées respectivement: An act to amend the law with respect to wills of personal estate made by British subjects; — An act to amend the law in relation to the wills and domicile of British subjects dying whilst resident abroad and of foreign subjects dying whilst resident within Her Majesty's dominions;

c) en matière d'application des lois étrangères, par la loi du 17 mai 1861 (ann. XXIV, Vict. reg., cap. XI — An act to afford facilities for

the better ascertainment of the law of foreign countries when pleaded in Courts within Her Majesty's dominions).

Lord Granville ajoute, dans sa note, qu'aucun acte législatif ne règle, auprès des Cours en Angleterre, l'exécution des sentences rendues par les tribunaux étrangers, mais les principes que les Cours appliquent en pareil cas sont identiques à ceux arrêtés par le Code italien de procédure civile. A défaut d'une loi qui lui en accorderait l'autorisation, le gouvernement de la Reine n'est pas en mesure de contracter en cette matière un engagement international.

Lord Granville fait également la remarque que le gouvernement de la Reine n'a jamais, en réalité, fait usage des pouvoirs qui lui sont attribués par les lois en vigueur en vue de conventions à négocier avec les autres Etats en matière de testaments, domicile et application de lois étrangères. Il n'existe jusqu'ici qu'une série de stipulations insérées dans les différents traités de l'Angleterre avec les puissances étrangères pour la suppression des droits d'aubaine, détraction, etc., ainsi qu'une déclaration stipulée le 27 avril 1872 avec le Canton de Vaud pour régler les successions des nationaux respectifs et les questions concernant leur domicile.

Par le résumé qui précède de la réponse faite par lord Granville à la proposition italienne, on voit que celle-ci serait loin de rencontrer, si elle se tient dans un cadre limité, les obstacles absolus que le caractère spécial de la législation britannique aurait pu laisser appréhender.

Autriche-Hongrie. — Le gérant du ministère des affaires étrangères à Vienne promit, dès le mois d'octobre 1881, au chargé d'affaires du Roi, M. le baron Galvagna, qu'il s'empresserait de soumettre la question aux départements de la justice en Autriche et en Hongrie, les engageant à émettre leur avis là-dessus, et se réservant de se prononcer, d'après cet avis, sur la possibilité, ou non, d'ouvrir en cette matière une négociation spéciale.

Allemagne. — Le cabinet de Berlin fit immédiatement entrevoir, dès nos premières ouvertures, l'impossibilité, pour lui, de se prononcer avant un mûr examen qui exigerait du temps (rapport de M. Tugini, chargé d'affaires d'Italie, en date du 29 septembre 1881). La réponse du secrétaire d'Etat fut en effet (rapport du 17 décembre 1881) que le gouvernement allemand avais mis aussitôt notre proposition à létude; que les departements compétents avaient été invités à examiner attentivement si elle était de nature à comporter, en vue de l'état actuel des différentes législations en vigueur dans l'empire, une réalisation, soit intégrale, soit seulement partielle; que l'étude entreprise était loin d'être arrivée à sa conclusion, car notre proposition exigeait évidemment des investigations minutieuses et détaillées, se rattachant à un ensemble de questions juridiques qui sont du domaine de la science tout aussi bien que de la pratique.

Russie. — S. Exc. M. de Giers fit un accueil empressé aux ouvertures du gouvernement italien (rapport de M. le comte Zannini, chargé d'affaires du Roi, en date du 27 octobre 1881). Il déclara apprécier toute l'importance du projet et des conséquences utiles qui en découleraient, ajoutant qu'il s'empresserait d'examiner, de concert avec son collègue, le

ministre de la justice, toute proposition d'engagement qui lui serait présentée par le gouvernement du Roi.

Le chargé d'affaires Roi dut, cependant, ne pas nous cacher les difficultés qui, malgré la bonne volonté des hommes éclaireés qui président aux affaires extérieures en Russie, devraient être surmontées pour arriver à une conclusion pratique. Il nous a, entre autres, signalé la coexistence, dans l'empire, de plusieurs législations différant essentiellement entre elles, surtout à l'égard de la condition juridique des étrangers. Nul doute cependant qu'une négociation internationale pourrait aider, à cet égard, à la solution du problème intérieur, et que la Russie, s'engageant sur quelques points fondamentaux envers les autres Etats, pourrait se procurer, en pareille matière, une règle unique qui lui manque maintenant.

Belgique. — J'emprunte à un rapport du chargé d'affaires du Roi à Bruxelles, M. le comte Gerbaix de Sonnaz, en date du 17 décembre 1881, le compte-rendu textuel de la réponse faite par M. Frère-Orban aux ouvertures italiennes. » J'ai pris, a-t-il dit, en examen attentif le memorandum de M. Mancini. Mais, malgré mon désir de faire chose agréable au ministre des affaires étrangères d'Italie, je ne vois pas la possibilité d'une négociation entre nos deux pays sur la matière délicate qu'il s'agirait d'unifier. Il ne saurait, en effet, s'agir évidemment que de la condition des étrangers au point de vue de droit civil, et non pas de leur condition au point de vue du droit pénal, ni du droit politique. Or, en matière de droit civil, le gouvernement belge est résolu, ainsi que ses lois le prouvent, à ne faire aucune distinction entre Belges et étrangers; les principes les plus larges en la matière vont être adoptés, et ceci sans réciprocité, à l'occasion de la révision imminente du Code civil. La règle de la réciprocité vient d'être supprimée pour la succession des étrangers; le principe du statut personnel est admis sans restriction pour l'état individuel; l'axiome locus regit actum a une application absolue pour les biens mobiliers des étrangers. Tout ceci se fait, et ce fera, sans exiger la réciprocité et en vertu d'une loi générale du pays. A quoi bon, cela étant, entreprendre une négociation diplomatique? Celle-ci ne pourrait donner aux étrangers plus de garanties qu'ils n'en ont déjà par les lois actuelles, ou qu'ils n'en auront par les lois projetées. Si cependant il y avait, dans notre droit civil concernant les étrangers, quelque point qui paraîtrait à M. Mancini susceptible d'objections, qu'il veuille bien nous le signaler; nous l'examinerons avec empressement et avec les dispositions les plus bienveillantes «.

La réponse de l'homme éminent qui dirige le gouvernement en Belgique me fait craindre de ne pas avoir rendu avec assez de clarté l'esprit et la portée de la proposition italienne. Ce n'est pas une critique de la législation belge, ni d'une autre législation quelconque, qu'il s'agirait d'entreprendre; la législation belge doit, d'ailleurs, nous sembler, à nous-mêmes, d'autant plus parfaite qu'elle se rapproche de la nôtre, dans les points notamment que M. Frère-Orban mentionne. Nous ne cherchons pas, non plus, à perfectionner, à amender ce que chaque législation pourrait contenir de défectueux. Ce que nous nous proposons, c'est de fixer par des

engagements internationaux les points où les différrentes législations coïncident déjà, ainsi que d'atténuer, par des arrangements particuliers, la portée pratique des écarts et des conflits, là où ceux-ci ne pourraient pas être éliminés. L'œuvre projetée par nous est donc loin d'être stérile et les pays les plus libéraux en matière de traitement envers les étrangers devraient se sentir les plus intéressés à voir aboutir une négociation qui ne vise pas seulement à faire prévaloir un principe abstrait de réciprocité, mais aussi et surtout à fournir une règle pour des rapports envers lesquels la législation intérieure n'est pas une garantie suffisante.

Pays-Bas. — Le gouvernement néerlandais a déclaré (rapport de M. Vigoni, chargé d'affaires, en date 20 décembre 1881) que, tout en appréciant les idées du gouvernement italien et étant animé d'un vif désir de contribuer pour sa part à la solution de la question, il ne pouvait encore se prononcer sur l'opportunité de procéder à des conventions séparément entre deux puissances, tant que la possibilité d'un accord, si non général, du moins plus étendu ne paraîtrait pas exclue. Il attendait, pour se former une opinion définitive, le rapport de son Conseiller légal, à qui le mémoire italien avait été soumis.

Suisse. — Le Conseil fédéral témoigna aussitôt de ses meilleurs disposition vis-à-vis de la proposition italienne. Saisissant le côté pratique de la question, M. Welti, chef du département de la justice, fit fort judicieusement la remarque (rapport de M. Riva, chargé d'affaires, en date du 3 octobre 1881) qu'il ne s'agirait, au fond, d'après la proposition italienne, que de généraliser certaines négociations déjà en cours, celle entre autres qua le Suisse poursuit depuis quelque temps avec l'Allemagne, pour régler plusieurs points de droit civil et notamment le forum et l'exécution des jugements concernant le divorce. M. Welti applaudissait donc à la conception du ministre italien, considérant sa réalisation comme un immense progrès de la législation internationale. Revenant plus tard sur ce même sujet (rapport du ministre de S. M., M. le comte Fé, en date du 19 décembre), M. Welti confirmait ses précédentes déclarations. Seulement il préférait voir indiqués par le gouvernement italien lui-même, qui avait pris l'initiative, les points sur lesquels la négociation devrait maintenant porter, se déclarant, d'ailleurs, prêt à se faire donner, par le Conseil fédéral, tous les pouvoir nécessaires.

Espagne. — Le cabinet de Madrid s'est prononcé, au sujet de la proposition italienne, par l'organe du ministre de la justice (rapport de M. Terzaghi, chargé d'affaires, en date du 30 septembre). Cet illustre jurisconsulte déclara qu'il acceptait avec le plus vif plaisir l'ouverture qui venait de lui être faite. Le moment actuel lui paraissait d'autant plus propice pour la négociation projetée, que des réformes importautes sont imminentes dans la législation du pays, notamment en vue de la formation d'un nouveau code civil, maintenant à l'étude. Le ministre espagnol annonçait, par conséquent, son intention de soumettre notre proposition à l'examen de la commission législative, se réservant de se faire indiquer plus tard par la légation italienne les points par lesquels les pourparlers diplomatiques devraient commencer.

Portugal. — M. de Serpa Pimentel, ministre des affaires étrangères, déclara aussitôt au ministre du Roi, M. le marquis Oldoini, qu'il avait soumis le memorandum italien au Conseil des ministres, que le Conseil l'avait aussitôt pris en considération, et que le département de la justice serait immédiatement chargé d'en faire l'objet d'un examen approfondi (rapport du 31 décembre 1881). Aucune réponse ne nous est, cependant, parvenue jusqu'ici.

Dans une lettre en date du 5 juin 1882, M. le ministre des affaires étrangères explique ce retard prolongé par la circonstance que le travail d'examen de la proposition italienne a été confié au Conseil des procureurs de la Couronne, dont le président, M. Martens Ferraô, s'est trouvé complètement absorbé, pendant la session législative, par ses obligations de viceprésident chargé de présider la Chambre des pairs, le président de cette assemblée, S. Exc. M. Fontes de Mello, se trouvant maintenant investi des fonctions de président du Conseil et ministre des finances.

Danemark. — Le Danemark s'est très-nettement prononcé par une note du ministre de la justice. C'est une pièce fort intéressante, et que nous croyons par conséquent devoir annexer in extensum au présent mémoire[1]). Le ministre danois admet l'idée fondamentale de la proposition italienne, mais il croit qu'elle ne saurait se réaliser qu'au moyen d'une conférence qui adopterait des règles communes pour les points principaux du droit civil concernant les étrangers.

Suède et Norvège. — Le ministre des affaires étrangères se déclara très-favorable à la proposition italienne. Les études préliminares exigeraient cependant du temps, surtout en Norvége (rapport du ministre d'Italie, M. le marquis Spinola, en date du 10 décembre 1881).

Grèce. — La réponse du cabinet d'Athènes est contenue dans une note officielle de M. Tricoupis, en date du 20 avril (2 mai) 1882. En voici la conclusion:

» S'associant volontiers à la tâche si noblement entreprise par S. Exc. M. le ministre des affaires étrangères d'Italie, le gouvernement hellénique s'empresse d'accepter la proposition qui lui est faite. Désireux, de son côté, de voir cesser dar une entente internationale l'état de choses tout-à-fait anormal qui existe aujourd'hui dans les pays civilisés, en ce qui concerne la condition civile des étrangers, il sera un des premiers à prendre en sérieuse considération toute proposition ulterieure qui lui serait faite dans ce but, et à donner son adhésion à tout arrangement qui serait de nature à l'atteindre «.

Brésil, Argentine, Chili. — La circulaire du 16 septembre 1881 avait été également adressée aux légations du Roi en Amérique. Les réponses reçues de Rio Janeiro, de Buenos Aires et de Santiago, la dernière surtout, laisseraient espérer, le cas échéant, un accueil favorable aux propositions qui seraient faites par le gouvernement italien.

VII.

Tel est aujourd'hui l'état de la question. Le gouvernement italien

1) Questo documento figura, in questa stessa Appendice, a pag. 248.

est loin de devoir se sentir découragé par l'absence, jusqu'ici, d'une conclusion officielle. L'idée qu'il patronne, sortie maintenant du domaine de la science pure, vient d'être diplomatiquement posée. Elle ne saurait faire son chemin dans le domaine de la pratique que par un travail lent, assidu et patient. Le jour viendra où l'on sera peut-être étonné des obstacles qui lui ont barré la voie. Ces obstacles sont cependant aujourd'hui réels et difficiles à surmonter. Ce n'est, à mes yeux, qu'une raison de plus pour persévérer dans l'œuvre entreprise. Parmi les difficultés contre lesquelles nous devons lutter, il en est une qu'il dépend, d'ailleurs, de nous d'écarter, ou tout au moins d'atténuer. C'est la connaissance imparfaite de notre programme et du résultat que nous voulons atteindre. A ce point de vue, le présent Mémoire, résumant les considérations dont notre œuvre s'inspire, et indiquant avec précision le but de nos efforts, devrait faciliter la tâche que le gouvernement du Roi a entreprise et à laquelle il est bien résolu de continuer à consacrer son action persévérante.

Rome, septembre 1882. *Mancini.*

B.

Mémoire

de Son Exc. M. Nelleman, ministre de la justice de Danemark[1]).
(Janvier 1882).

(Traduction).

Projet de règlement conventionnel de quelques points du Droit international privé.

Il est incontestable qu'un traité par lequel on adopterait certains principes communs pour résoudre les principales questions du droit privé international, serait un puissant moyen d'écarter les inconvénients résultant du désaccord qui règne actuellement dans la législation et la pratique des différents Etats, à la condition pourtant qu'un pareil traité comprendrait un certain nombre d'Etats, et surtout les grandes puissances. En effet, les règles sur lesquelles on tomberait ainsi d'accord seraient sans doute successivement adoptées par les Etats qui, à l'origine, n'auraient pas adhéré à ce traité; de même qu'il est à supposer que les divers Etats contractants introduiraient dans leur législation les principes qui auraient reçu une sanction si générale. On ne saurait, il est vrai, s'attendre à ce que beaucoup d'Etats, étant donné leurs législations si différentes, puissent se mettre d'accord sur toutes les nombreuses questions que soulève le droit privé international: questions dont un grand nombre n'a encore reçu nulle part de solution certaine et incontestée; mais, en se maintenant dans des limites convenables, on peut cependant espérer que

---

1) Vedi, nella presente Raccolta, il doc. n. 25.

quelques principes importants pourraient par ce moyen obtenir une adhésion plus générale, et servir de base à des travaux ultérieurs en vue d'une nouvelle entente. Le ministère n'ignore pas qu'on a déjà essayé d'organiser une conférence de délégués des différents Etats pour examiner des questions appartenant au domaine dont il s'agit, notamment celle de l'exécution des jugements rendus à l'étranger, mais que ces tentatives n'ont pas réussi jusqu'à présent. Toutefois, il est permis de croire que l'on reconnaîtra de plus en plus le besoin de mettre d'accord la législation et la pratique des divers Etats en ce qui concerne les questions du droit privé international, et que les raisons particulières qui jusqu'ici ont empêché quelques grandes puissances d'adhérer à ce projet de conférence n'existeront pas toujours. Si, comme il y a lieu de l'espérer, une invitation à procéder en commun, sous une forme ou sous une autre, à la confection d'un traité destiné à établir un accord de ce genre rencontrait un bon accueil chez un certain nombre d'Etats, le gouvernement danois ne resterait assurément pas en arrière, mais il prendrait part avec joie à une conférence éventuelle, et contribuerait suivant ses moyens à la solution de la question.

Mais, pour ce qui regarde les traités passés entre des Etats isolés pour résoudre des questions de droit privé international, le ministère — tout en reconnaissant leur utilité pour des Etats entre lesquels surgissent souvent des questions qui, ainsi que l'expérience l'a montré, ont suscité des difficultés dans leurs rapports réciproques — ne croit cependant pas qu'on obtienne par ce moyen quelque résultat essentiel relativement à une uniformité plus grande dans les principes du droit privé international. En effet, ces traités, qui se font en ayant sous les yeux les faits concrets qui les ont motivés, et qui n'ont pour objet que de s'accomoder aux législations des deux Etats contractants, offriraient certainement un ensemble très bigarré, et en tout cas, c'est le hasard qui déciderait si de cette multitude de traités, conclus l'un avec un Etat, l'autre avec un autre, l'on pourrait extraire des principes de droit privé international plus uniformes, et plus généralement reconnus, que des différentes législations elle mêmes. Dans l'opinion du ministère, il n'y a aucune raison de l'espérer, à moins qu'on ne suppose que tous les Etats s'appliqueront à introduire dans leurs traités particuliers certains principes communs; mais on ne saurait partir d'une telle hypothèse aussi longtemps que, dans une conférence où plusieurs Etats seront représentés, ou d'une autre manière quelconque, l'on n'aura pas adopté un certain nombre de règles pour résoudre des questions de droit privé international, et établir ainsi une autorité assez forte pour contrebalancer la tendance, qu'a naturellement chaque Etat, à considérer les idées consacrées par sa législation et sa pratique comme étant les seules qui s'accordent avec la justice et l'équité.

Tandis que le ministère, en se référant à ce qui précède, est d'avis que le Danemark doit joindre ses efforts à ceux qui pourront être faits pour arriver à conclure entre un certain nombre d'Etats, ou des groupes d'Etats, un traité concernant un nombre plus ou moins grand de principes du droit privé international, il croit au contraire que des traités entre des

Etats isolés ne conduiraient pas au but qu'on se propose, à savoir une plus grande uniformité dans les principes dont il s'agit, et que, par conséquent, ces traités isolés ne doivent être conclus que dans le cas où il y a des questions qui demandent une solution imminente entre les deux Etats contractants.

Maintenant, en ce qui concerne spécialment les rapports entre le Danemark et le royaume d'Italie, le ministère croit que, relativement à plusieurs points, il n'est pas besoin de traité, à cause de la ressemblance que présentent à cet égard les deux législations: tandis que sur d'autres il y a, entre les principes de ces législations, une différence tellement grande, que l'on ne voit pas comment il serait possible de la faire disparaître par des traités, sans grand inconvénient pour les deux Etats.

I. Pour ce qui regarde la condition juridique des étrangers, le principe de la législation danoise, comme celui de la législation italienne (code civil, article 3), est que les étrangers, au point de vue du droit civil, jouissent entièrement des mêmes droits que les indigènes. C'est ainsi qu'on ne demande aux étrangers, qui se présentent comme demandeurs devant les tribunaux danois, aucune caution comme garantie qu'ils acquitteront, soit la somme qu'ils pourront être condamnés à payer, soit les dépens mis à leur charge par l'arrêt du tribunal. On leur vient encore en aide en les déchargeant des frais de procès, absolument suivant les mêmes règles d'après lesquelles ce bénéfice est accordé aux indigènes (beneficium processus gratuiti). Il semble donc, quant à ces points, n'y avoir aucune nécessité de recourir à un traité. Car il n'est pas admissible qu'aucun des deux Etats veuille faire un pas en arrière après que leur législation a une fois reconnu les principes libéraux susmentionnés, qui règlent la condition juridique des étrangers, et qui sont en harmonie avec l'esprit des temps modernes. On ne saurait invoquer aucune nécessité pratique pour conclure un traité en vue seulement d'une pareille éventualité.

II. Les dispositions de la législation danoise relative à la nationalité diffèrent en principe de celles de la législation italienne. Tandis que, d'apres cette dernière, elle dépend principalement de l'origine, la naissance sur le territoire n'est qu'un élément secondaire qui entre en considération seulement dans quelques cas spéciaux; d'après la législation danoise, au contraire, la naissance sur le territoire est l'élément principal, les enfants nés de parents danois, après que ceux-ci se sont établis à l'étranger, n'étant pas comptés comme danois, tandis que, d'un autre côté, les enfants nés sur le territoire danois de parents étrangers sont considérés comme danois s'ils restent en Danemark jusqu'à ce que leur éducation soit terminée. La législation danoise diffère également de la législation italienne en ceci, qu'une femme danoise ne perd pas sa nationalité en se mariant avec un étranger, et que, inversement, une femme étrangère ne devient pas danoise en épousant un danois. Le ministère ne pense pas qu'il soit possible, dans ce domaine, d'arriver par un traité à une entente, puisqu'il est à supposer que le royaume d'Italie est aussi peu disposé que le Danemark à s'écarter, vis-à-vis d'un état isolé, des principes consacrés par sa législation. Pour ce qui regarde certaines conséquences de la qualité de sujet,

il serait bien possible de conclure des traités, par exemple pour remédier aux inconvénients de la double qualité de sujet; mais le ministère doit rappeler que, relativement à un des points principaux sous ce rapport, à savoir l'obligation du service militaire, il existe un traité avec le royaume d'Italie (conf. la Déclaration danoise du 29 octobre 1868).

III. Relativement à la manière de juger l'état et la capacité d'une personne, il y a, entre les législations des deux Etats, cette différence de principe, que, d'après le droit danois, dans les cas où le statut personnel vient à être appliqué, l'on ne regarde qu'à la lex domicilii, et l'on ne se préoccupe pas de la nationalité; sur ce point, où sa législation est conforme à celle de l'Angleterre et à beaucoup d'autres, le Danemark ne pourrait guère s'engager à appliquer aux Italiens d'autres principes qu'à d'autres étrangers, d'autant plus qu'on ne saurait reconnaître que la règle adoptée en Italie, et dans plusieurs autres Etats, mérite, sous un point de vue scientifique, d'être préférée à celle du droit danois. Ce qui pourrait recommander d'avoir égard à la nationalité de la personne plutôt qu'à son domicile, semble être principalement cette considération pratique, que la nationalité d'une personne change plus rarement et plus difficilement que son domicile, et que, par suite, on obtient une plus grand sûreté dans toutes les questions de statut personnel en s'en tenant à la nationalité, qu'en regardant au domicile. Mais cette considération pratique fût-elle décisive, il est évident qu'il n'y a, pour le Danemark, aucune raison de modifier son principe, aussi longtemps que la règle adoptée dans la législation italienne n'est pas suivie généralement, et, en particulier, par les Etats avec lesquels le Danemark entretient les relations les plus fréquentes. Or ce n'est nullement le cas.

IV. En ce qui concerne les successions, les principes en vigueur en Danemark s'accordent avec les règles établies dans le code italien, à l'art. 8, naturellement avec la différence qui résulte de ce qui précède, à savoir: qu'on ne regarde pas à la nationalité du défunt, mais à son domicile au moment de sa mort. Que les fiefs et les majorats se transmettent d'après les règles spéciales, établies pour ces successions, — que ces règles soient fixées dans la lettre d'érection ou qu'elles soient tirées de la législation danoise ordinaire, et que l'on ne regarde, sous ce rapport, ni à la nationalité, ni au domicile du dernier possesseur, c'est une chose qui n'a besoin d'aucune explication. Il va également de soi que les lois relatives au partage de la succession, qui sont valables au domicile du défunt, ne peuvent être appliquées si elles sont en opposition avec les dispositions prescriptives de la législation danoise, par exemple en ce qui concerne la défense de morcellement des propriétés, etc.; mais, autant qu'on peut en juger, cela s'accorde aussi avec l'art. 12 du code civil italien. Il semble donc que, pour cette question des successions, il n'y a aucune nécessité de conclure des traités.

V. Quant aux formes extérieures des dispositions inter vivos, la législation danoise est, en général, d'accord avec le code civil italien, article 9, 1er alinéa. Relativement aux formes des dispositions mortis causa, on considère bien aussi comme règle que la lex loci actus est décisive, mais

avec cette exception, que la jurisprudence n'est pas fixée sur la question de savoir si la lex loci sera appliquée par les tribunaux danois dans le cas où un étranger a été domicilié dans le pays assez longtemps, avant sa mort, pour qu'il ait eu tout le temps de refaire son testament d'après les règles de la législation danoise. Mais, pour arriver à une entente sur ce point isolé, il ne semble pas qu'il y ait lieu de conclure des traités.

VI. Pour ce qui regarde les questions qui font l'objet de l'article 7 et de l'article 9, 2me alinéa, du code civil italien, elles n'ont donné lieu en Danemark à aucune disposition législative. La solution de ces questions, dans les cas qui se présentent, doit donc être abandonnée aux tribunaux, qui sont toujours libres de suivre les principes reconnus en tout temps par la science. Ceux-ci ne pouvant, dans leurs traits principaux, s'écarter beaucoup des règles établies dans le code civil italien, le ministère ne pense pas que, relativement à ces questions compliquées, et sous beaucoup de rapports contestées, il puisse y avoir quelque nécessité de conclure des traités.

C.

Memoria

di S. E. il signor Vergara, ministro cileno di giustizia, circa le proposte del governo italiano per la definizione convenzionale di alcuni punti del Diritto internazionale privato[1]).

(Traduzione).

Santiago, 20 agosto 1882.

Giunse debitamente nelle mie mani la trascrizione che la S. V. si degnò di farmi della nota che le fu diretta in data del 6 marzo ultimo dall'onorevole signor incaricato d'affari di S. M. il Re d'Italia, nella quale, per incarico del suo governo, invita il nostro a concorrere con esso e coi governi degli altri Stati alla formazione di accordi o patti internazionali che garantiscano ed uniformino il godimento dei diritti civili dello straniero nel paese di sua residenza, affine di prevenire, fino dove sia possibile, i conflitti più o meno gravi e frequenti a cui dà campo la diversità dei principii che hanno vigore, a questo rispetto, nella legislazione di ciascun paese.

Nel memorandum annesso a quella nota, redatto da S. E. il signor Mancini ministro degli affari esteri di S. M. il Re d'Italia, si riassumono ed indicano come punti principali su cui converrebbe che versassero essi accordi i seguenti:

1º Quale è la influenza che può esercitare sulla nazionalità di una persona la sua nascita in paese diverso da quello della nazionalità dei suoi genitori?

---

1) Vedi, nella presente Raccolta, il doc. n. 45.

2º Quale la influenza che il matrimonio può o no avere sulla nazionalità della donna?

3º La perdita o il mutamento di nazionalità del marito e padre di famiglia devesi considerare come un fatto personale e isolato senza influenza alcuna per la nazionalità della donna o dei figli, o sarà capace di influire sulla nazionalità di quella o questi?

4º Da quale legge dovrà essere regolata la capacità civile delle persone? Sarà dalla legge nazionale o da quella della residenza?

5º A qualo legge dovranno essere soggetti i beni mobili ed immobili? Converrà che questa legge sia uniforme per queste due classi di beni o distinta per ciascuna di esse? Prevarrà la legge della loro ubicazione attuale, locus rei sitae, su quella del domicilio o della nazionalità del proprietario, o viceversa?

6º Quale è il genuino significato e la legittima portata della massima locus regit actum? Opera solo sulla forma esterna dell'atto o impera anche sul suo fondo o sostanza?

7º Da quale legge dovrà essere regolata la successione ereditaria? Prevarrà la massima di dividerla in parti, tot haereditates quot regiones, o dovrà essere considerata come une sol tutto, universum jus, frutto della combinazione simultanea del diritto di proprietà e del diritto di famiglia, regolato, in conseguenza, da una sola legge, quella della nazionalità del defunto?

Avendo portato quella nota a conoscenza di S. E. il presidente della repubblica, egli mi ha incaricato di esprimere a V. S. e, per suo mezzo, all'onorevole rappresentante di S. M. il Re d'Italia presso il nostro governo, quali sono le idee che S. E. professa in ordini ai lodevoli fini a cui sono diretti i nobili sforzi del governo di S. M. e quale il grado di cooperazione che, per parte del nostro, potrebbe prestarsi per concorrere a raggiungerli.

Da qualche tempo, i giureconsulti più eminenti vengono facendo voti perchè si adottino certi principii generali di diritto internazionale privato che tolgano dal campo della giurisprudenza le fluttuazioni, i dubbi e le contraddizioni, che regnano circa il godimento dei diritti civili degli stranieri nel paese di loro residenza e che, alle volte, rendono precaria la loro situazione e perfino incerto il diritto di proprietà sui beni che posseggono. Il governo del Chilì interessato a incitare la immigrazione nel proprio territorio si associerà di buon grado ad ogni impresa che tenda a fare più certa e sicura la condizione dello straniero, a facilitargli i mezzi di prepararsi un promettente avvenire per sè e per la sua famiglia nel seno della nostra secietà, e a garantirgli, fin dove sia possibile, i frutti di un lavoro onorato sotto la protezione delle nostre istituzioni e delle nostre leggi, inspirate a principii sinceramente liberali e della più ampia e generosa ospitalità.

Sua Eccellenza il presidente della repubblica vede poi con vera compiacenza la iniziativa presa dall'illustre governo di Sua Maestà il Re d'Italia, intesa a cercare di stringere i vincoli che lo incivilimento ed il commercio stabiliscono tutti i giorni tra i popoli; e consultando gl'interessi generali

della umanità e specialmente quelli del Chilì, si recherà a dovere di concorrere coi suoi sforzi a secondare i generosi propositi di quel governo fino a dove la costituzione e le legittime esigenze di questi interessi lo permettano.

Certamente, per lodevoli che siano questi propositi, è mestieri non dissimularsi le difficoltà che possono contrariarli.

La costituzione politica di ciascun paese, le sue credenze religiose, le abitudini inveterate degli abitanti, che formano la base del carattere nazionale di un popolo, le loro tendenze espansive od egoistiche che conducono rispettivamente al cosmopolitismo o all'isolamento, la diversa elevazione del livello intelletuale, morale o sociale, che si osserva tra i diversi agglomeramenti umani, il minore o maggiore sviluppo del commercio internazionale, ecc., sono altrettante cause, che imprimono ad ogni nazione una fisonomia speciale, un modo di essere proprio; ed in essa è permesso di vedere l'origine primordiale dei contratti, che si riflettono nei principii regolatori dei loro codici respettivi. È da sperare che a misura che il commercio abbatterà poco a poco le barriere che creano interessi contrari tra i popoli, queste difficoltà andranno scomparendo gradatamente. Fatalmente questo avvenire lusinghiero si scorge un poco lontano dalla nostra epoca.

Però questo non potrà essere motivo sufficiente per trattenerci dallo adoperare ogni sforzo che acceleri il suo avvenimento. Ciò che le convenzioni di estradizione hanno fatto per rinvigorire il sentimento morale tra i popoli e garantirsi reciprocamente contro l'azione malefica dei delinquenti, e ciò che le convenzioni telegrafiche e postali hanno fatto per facilitare le comunicazioni internazionali perchè non avrebbe da poter farsi parimente in ossequio alle relazioni che più interessano l'uomo in società, alle relazioni che lo assediano ad ogni momento, e che lo seguono dalla culla al sepolcro? Se subito non è possibile che gli sforzi combinati di tutti i governi civili si colleghino per uniformare i principii del diritto internazionale privato è da sperare, per lo meno, che tale uniformità si ottenga in modo parziale; e perseverando in questa via con incessante fermezza, i buoni risultati, che se ne ottengano, faciliteranno il cammino per arrivare alla conquista di altri più estesi e fruttiferi per l'umanità.

Esposte queste idee generali sul modo, in cui S. E. il presidente della repubblica apprezza l'invito, che ha diretto al nostro governo quello di S. M. il Re d'Italia, vengo ora a manifestare quali sono i punti sui quali, a giudizio di S. E, potrebbe essere accettato codesto invito.

I tre primi soggetti del programma redatto da S. E. il signor Mancini non potrebbero essere materia di patti internazionali tra il nostro governo e quello di S. M. il Re d'Italia. I modi come si acquista o si perde la cittadinanza cilena sono tassativamente enumerati negli articoli 6, 7 e 11 della nostra costituzione politica, e non essendo possibile modificarli con leggi ordinarie non sarebbe tampoco possibile di sottometterli al risultato di negoziati diplomatici. Conviene, nonostante, osservare che per la nostra costituzione il matrimonio non influisce punto sulla nazionalità di un cileno. La donna cilena, maritata ad uno straniero, continua ad

essere cilena; e questa qualità la abilita a trasmettere ai suoi figli la cittadinanza cilena, sebbene nascano in territorio straniero, pel solo fatto che vengano più tardi a stabilirsi nel Chilì. Essendo, poi, la nazionalità un attributo inerente alla persona, è logico dedurre da ciò che la perdita della nazionalità deve essere considerata come un fatto isolato, che tocca solo l'individuo, che la soffre e senza relazione alcuna con la nazionalità della propria moglie e dei figli. Solamente gli altri quattro punti del programma già citato potrebbero essere ammessi dal governo come materia di discussione e di patti internazionali; e anche in questo, codesti patti dovrebbero essere diretti, parlando in generale, più che a modificare la nostra legislazione interna, a procurare che quella degli altri paesi si conformi ad essa.

Passo ad esporre brevemente i principii, che la nostra legislazione consacra circa gli ultimi quattro punti, che comprende il programma di S. E. il signor Mancini. Il primo di essi, che corrisponde a quello che ho enunciato sotto il n. 4, contiene la domanda » quale dovrà essere la » legge che determini la capacità civile di una persona, che opera e con» tratta in paese straniero: sarà la legge della nazionalità o della residenza » attuale di essa persona? «

Qui è posta nettamente la tanto dibattuta questione dello statuto personale, intorno alla quale si professano le idee più varie. Secondo alcuni giureconsulti lo stato civile delle persone è essenzialmente distinto dalle qualità giuridiche, che da esso derivano, ossia dalla capacità che tale stato produce per potere o no eseguire validamente certi atti. In questo sistema lo stato civile è regolato dalla legge della nazionalità dell'individuo e le qualità giuridiche dalla legge della residenza. A giudizio di altri questa distinzione è arbitraria ed ideale; poichè nella pratica non importa conoscere quale sia lo stato di una persona se non se per sapere solamente quale sia la sua capacità civile; ed essendo questa una conseguenza di quello, non è logico di sottometterli all'impero di leggi differenti. Questa mancanza di logica nel sistema che adotta tale distinzione, lo condanna come assurdo. L'unica distinzione possibile riguarda la capacità generale di una persona ad eseguire ogni sorta di atti e la sua incapacità speciale ad eseguire certi atti, dovendo regolarsi la prima colla legge della nazione, a cui la persona appartiene, e la seconda con quella del luogo ove risieda attualmente.

Un terzo sistema, più assoluto dei due primi, li condanna e ripudia egualmente. Nel concetto di coloro che lo professano, sia che si tratti dello stato in sè stesso, o delle sue funzioni giuridiche, sia che si tratti della capacità generica o specifica delle persone, l'unica legge, cui dovrà attendersi è quella della nazionalità dell' autorità o autore dell'atto; a meno che il riconoscimento di quello stato o di quella capacità urti contro qualche legge morale o rigorosamente obbligatoria del paese dove attualmente risiede lo straniero, come avverrebbe, se si trattasse di fare che fosse riconosciuta la poligamia in un paese, le cui leggi condannano come immorale la unione simultanea di un uomo con molte donne, o la schiavitù dove non è ammesso che l'essere umano possa essere oggetto di commercio. Contro questo sistema non è lecito muover accusa, come contro i

precedenti, di mancanza di logica; puossi, però, opporre contro di esso la considerazione dell'ingrandimento eccessivo, che si dà all'impero della legge, e gl'imbarazzi che presenta la sua applicazione pratica. L'impero della legge, come quello della alta sovranità di uno stato è essenzialmente territoriale; ed il prescrivere, come regola, che i tribunali di un paese riconoscano, per esempio, come maggiore di età quegli che, secondo le sue leggi, deve essere ritenuto come minore, è una pretesa contraria alla sovranità del paese, a qui que'tribunali appartengono, giacchè non ha autorità alcuna per essi la legge dettata da una nazione straniera. In conseguenza manca di ogni base legale, ed è un attentato alla indipendenza e sovranità di uno stato il sistema che attribuisce forza estraterritoriale alle leggi concernenti lo stato delle persone, o che regolano la capacità od incapacità che da esse risultano. Aggiungasi a ciò, che sarà sempre imbarazzante per i contraenti e per i tribunali di un paese il conoscere le leggi dell'altro affine di apprezzare e determinare, secondo quelle, se l'atto che si tratta di compiere o circa il quale è sorta contesa, può o ha potuto compiersi o no validamente in conformità alle leggi straniere che, nella maggior parte dei casi, saranno loro incognite.

Il nostro codice civile abbraccia tutti quei sistemi, e tutelando la sovranità del paese, rispettando insieme le altrui, stabilisce dei principi generali: l'uno relativo alla condizione dello stranieri nel Chilì, e l'altro a quella del cileno in paese straniero, compatibili ambedue colla indipendenza di ciascuno stato. Il primo di questi principi stabilisce l'impero esclusivo ed assoluto della nostra legislazione sullo straniero, mentre risiede nel Chilì. Esso è formulato nei seguenti termini:

»Art. 14. La legge è obligatoria per tutti gli abitanti della repubblica, inclusi gli stranieri.«

Perciò la capacità civile dello straniero, che eseguisce alcun atto, o celebra qualche contratto nel Chilì, sarà giudicata a seconda della legge cilena, sempre che detto atto o contratto abbia a produrre l'effetto nel Chilì, o sia reclamato l'intervento dei tribunali cileni per mantenere o proteggere i diritti od obbligazioni che da esso risultino. Cosí, quantunque il francese, austriaco o prussiano, residente nel Chilì, possa essere ritenuto come meggiore di età ai 21, 22 o 24, anni, secondo la legge del suo rispettivo paese, lavorando e contrattendo nel Chilì, dovra essere riputato, senza dubbio, come minore, quando non abbia 25 anni compiuti.

Il secondo principio concernente la condizione del cittadino cileno in paese estero è concepito in questi termini:

»Art. 15. Alle leggi patrie, che regolano le obbligazioni e i diritti civili rimarranno soggetti i cileni, nonostante la loro residenza o domicilio in paese straniero:

»1° in ciò che riguardo lo stato delle persone e la loro capacità, per eseguire certi atti che debbono avere effetto nel Chilì;

»2° nelle obbligazioni e diritti che nascono dalle relazioni di famiglia, però solamente rispetto al conjuge e parenti cileni.«

La sottomissione del cileno alle leggi patrie, mentre ha la residenza o domicilio in paese estero non è quindi assoluta, ma bensì limitata ai

due soli casi prescritti in quell'articolo; e, salvo questa eccezione, in tutto il resto si trova sottomesso all'impero delle leggi del paese di sua residenza.

La prima di queste eccezioni si riferisce allo stato delle persone e alla capacità civile, che da esso risulta. Però essa impera solo nel caso che gli atti che si eseguiscano in forza delle facoltà o della capacità che questo stato conferisce, abbiano ad avere effetto nel Chilì. Se non lo avessero, la capacità civile del cileno rimane regolata dalla legge del paese dove risiede attualmente. Per tal modo la legge limita saggiamente l'impero delle sue disposizioni a quello che può essere efficacemente da lei regolato; quel che, per la natura delle cose, si toglie alla sua autorità, lo abbandona: è res inter alios acta. Una conseguenza del principio stabilito in questa eccezione è che: »se un cileno o cilena, contravvenendo in qualche modo alle leggi, contraessero matrimonio in paese estero, la contravvenzione produrrà nel Chilì i medesimi effetti che se fosse stata commessa nel Chilì« (alinea 2° dell'art. 19 del codice civile). Così, se un cileno che professa la regione cattolica si ammoglia civilmente in Francia, senza aver falto benedire il suo matrimonio dal competente parroco cattolico, mentre risiede in Francia o in qualsiasi altra parte del globo, il suo matrimonio sarà ritenuto come legitimmo; pero, se si trasferisce nel Chilì, le nostre leggi non riconosceranno come valida questa unione, nè come legittimi i figli, che nascano da quella.

La seconda eccezione stabilita nel precitato articolo 15 concerne i diritti ed obbligazioni, che risultano dalle relazioni di famiglia, però solo rispetto ai coniugi o parenti cileni. Il carattere di tale eccezione è più generale di quello della prima, e qui la legge tende ad esercitare una azione estraterritoriale. Per esempio, la moglie o figli cileni, il cui marito o padre si fosse stabilito in Francia od in Italia, rimangono autorizzati a domandare a costui, dinanzi ai tribunali del paese di sua residenza, la prestazione degli aiimenti o altre obbligazioni, che risultino dalle sue relazioni di famiglia, senza che l'abitare in paese estero sia una circostanza, che liberi od esima il marito o il padre dall'adempiere queste obbligazioni.

Però, a rigore di diritto, questa eccezione non è tale. In essa si tratta di dar vigore ad una obbligazione legale, togliendo valore alla eccezione di caducità per trasferimento di residenza o del domicilio dell'obbligato. La legge non fa altro che applicare in questo caso alle obbligazioni legali il medesimo principio, che si applica alle convenzionali. Quando queste ultime non hanno un domicilio speciale per la loro soddisfazione, l'obbligato può essere costretto in qualunque luogo egli risieda a soddisfarle. In questo caso più che la legge, l'obbligazione in sè stessa è quella che ha efficacia e valore estraterritoriale; e quest'effetto delle obbligazioni, finchè non trovisi in collisione col diritto pùbblico o colle disposizioni morali e rigororsamente obbligatorie dello Stato dove il debitore è richiesto dell'adempimento, è riguardato e protetto dalle leggi di tutte le nazioni civili. Questo riguardo e protezione, che si concedono in un paese alle obbligazioni validamente contratte in un altro, non è attentato alla sovranità e indipendenza delle nazioni. Questa protezione, si dà all'uomo nella

sua qualità di membro della umanità, e non in quella di cittadino di uno Stato determinato.

Bene esaminate le due eecezioni, rispetto al principio della azione esclusivamente territoriale della legge, che contiene l'articolo 15 del nostro codice civile, si vedr che, in realtà, non sono tali; poichè la prima, se ben è certo che suboroina la capacità civile del cileno all'impero della legge patria per eseguire certi atti in territorio straniero, non è meno certo che questa sottomissione ha solamente luogo, quando tali atti abbiano da produrre effetto nel Chilì. E in quanto alla seconda, più che la legge, è la obbligazione medesima, risultante dagli atti legali che la producono, quella che ha effetto in territorio straniero; ed il proclamare la sottomissione a quell'obbligazione di colui che la contrasse, qualunque sia la nazione ove egli risieda, non implica attentato contro la sovranità di alcuno Stato, ma bensì sèmplice protezione all'uomo nella sua qualità di membro della umanità.

Il nostro codice, allontanandosi così dalla via seguita dalle legislazioni di altri paesi ha prevenuto e evitato il pericolo di conflitti con quelle, e ha dato, con tale mezzo, maggiore facilità e certezza agli atti giuridici. In questa materia ha seguito una via analoga a quella che le legislazioni di alcuni paesi hanno adottato per quanto riguarda la lettera di cambio.

Questo potente fattore della circolazione monetaria dell'universo è la istituzione giuridica più cosmopolita che si conosca; destinata a passare di mano in mano e per diversi paesi bene si comprende di quanto imbarazzo sarebbe apprezzare la capacità civile di tutti quelli che intervengono in essa come traenti, accettanti, giranti, trattari, ecc., se, per accertarla, fosse necessario consultare la legge della nazionalità di ciascuna di queste persone. La necessità ha fatto sì che non si tenga conto che della legge vigente là dove alcuno di questi si eseguisce, per apprezzare la capacità civile dell'autore di quell'atto, fatta astrazione completa da ciò che, intorno a questa medesima capacità, disponesse la legge della propria nazionalità.

Tale è l'origine del principio esistente nel nostro codice; la sua adozione conferma la osservazione, fatta già da alcuni giureconsulti, circa la tendenza sempre più prevalente di far aleggiare lo spirito del diritto commerciale nella sfera del diritto civile; fenomeno che si spiega facilmente e che è degno di sfera del diritto civile; fenomeno che si spiege facilmente e che è degno di essere difeso e svolto, se si considera che i progressi della civiltà spingono i popoli a moltiplicare e cementare le loro relazioni, e che il commercio è il mezzo più efficace e potente per aiutare questo movimento di unificazione.

A giudizio di S. E. il presidente, non deriverebbe vantaggio alcuno al paese dal modificare in questa parte la nostra legislazione interna, nè essa da luogo ai dubbi che suscitano le disposizioni degli altri codici, non si riconosce quindi la necessità di chiarirla per mezzo di patti o accordi internazionali.

L'altro punto indicato dal memorandum, come oggetto di una convenzione od accordo internazionale, si riferisce alla legge che debba imperare sui beni siano mobili o immobili.

Il nostro codice ha evitato in modo tanto semplice come felice, le difficoltà che potrebbero sorgere su questo punto, professando in modo assoluto la regola locus rei sitae, senza distinzione alcuna tra beni mobili e immobili. Esso dispone nell'articolo 16: »I beni situati nel Chilì sono soggetti alle leggi chilene, sebbene i loro padroni siano stranieri e non risiedano nel Chilì.«

Non ha credito tra noi la finzione adottata da altre legislazioni, di riputare i beni mobili come aderenti alla persona a cui appartengono, mobilia ossibus inhaerent, per inferire da ciò che quelli si trovano nel domicilio del proprietario e sottomessi in conseguenza al diritto locale di esso e non al diritto locale della ubicazione di tali beni.

V'ha, tra le altre, una considerazione molto ovvia, che giustifica la equità di questa regola. Una cosa mobile può appartenere in comune a varie persone, ciascuna delle quali può avere una nazionalità o un domicilio diverso.

Se, per decidere quale è la legge a cui questa cosa deve essere sottomessa, dovesse aversi riguardo alla nazionalità od al domicilio del padrone, nella ipotesi indicata, non saprebbesi quale legge si dovrebbe seguire di preferenza; poi ogni comproprietario potrebbe pretendere che prevalesse quella della sua nazionalità o del suo domicilio e tutti avrebbero uguale diritto pér appoggiare la propria pretesa. Però ogni incertezza o conflitto scompare adottando la regola assoluta del locus rei sitae, senza fare distinzione tra beni mobili e immobili, come dispone il nostro codice.

Possono esserci casi, senza dubbio, in cui l'applicazione di questa regola offra difficoltà serie. Tale sarebbe, per esempio, quello del trasporto di mercanzie spedite per mare o per terra a differenti paesi del globo, dovendo traversare nel loro corso diversi territori o mari soggetti all'impero di leggi anche diverse. Se, mentre la mercanzia è in viaggio interessasse conoscere quale sia la legge a cui si trova soggetta in un dato momento sarebbe assai imbarazzante determinarla. Però il dubbio non nasce qui dalla regola stessa, ma bensì dal significato, che si dà alla parola ubicazione, quando si tratti di applicarla.

Una cosa mentre si trasporta non sta fissa in parte alcuna, nè ha per conseguenza ubicazione. L'acquisterà solo, quando arrivi al punto, a cui è stata diretta, a meno che accidenti verificatisi durante il viaggio impediscano il suo trasporto a quel punto. Nel primo caso il diritto locale applicabile alla cosa sarà quello del punto di destinazione, e nel secondo quello del luogo, dove il viaggio s'interrompe ed è quindi necessario che la mercanzia si fermi.

La contemplazione di questi casi eccezionali ha attirato di preferenza l'attenzione di alcuni giureconsulti, come Story, inclinati a preferire la massima mobila ossibus inhaerent a quella del locus rei sitae, benchè il medesimo Story faccia presente che i tribunali della Luigiana applicano costantemente la seconda di quelle massime, e non la prima.

S. E. il presidente crede che non siavi interesse scientifico nè convenienza a modificare la regola che, su questo punto, stabilisce la nostra legislazione.

Un altro dei temi designati, come materia di accordo, tra il nostro governo e quello di S. M. il Re d'Italia è quello enunciato sotto il n° 6, cioè: »Definire il genuino significato e la legittima estensione della massima locus regit actum.«

Questo punto non si presta a dubbio alcuno nella nostra legislazione. Essa, mentre ammette la massima locus regis actum, ha cura di indicare la sfera entro cui deve contenersi la sua applicazione. In fatti l'articolo 17 del nostro codice dice: »La forma degli istrumenti pubblici è determinata dalla legge del paese, in cui sono stati rogati. La loro autenticità si proverà, secondo le regole stabilite nel codice di procedura.«

»La forma si riferisce alle solennità esterne, e l'autenticità al fatto di essere stati realmente rogati e autorizzati dalle persone e nel modo che in tali istrumenti si indicano.«

Il detto articolo si occupa solo della forma degli istrumenti pubblici e nulla dice degli istrumenti privati. La causa di questa omissione è ovvia. Gli istrumenti privati non hanno forma alcuna determinata dalla legge; era pertanto inutile che il legislatore si preoccupasse di prescrivere qualche cosa che ne riguardasse l'osservanza, quando tali istrumenti sono esenti dall'obbligo di modellarsi a veruna forma.

Si avverte che per forma di un atto si intendono le solennità: esterne di cui esso deve essere rivestito.

Quanto ai documenti privati, quale si sia la loro forma, la legge li accoglie sempre, a meno che versino sopra atti, che abbiano da produrre effetti nel Chilì e per la cui stipulazione si richiegga pubblico istrumento, secondo le legge cilene. Così il testamento olografo, ammesso come valido in certi paesi, però col carattere di istrumento privato, non potrebbe essere ammesso nel Chilì come testamento, atto a disporre di beni situati nel territorio della repubblica, poichè, secondo il nostro codice civile, il testamento deve essere ordinariamente un atto solenne, ammettendosi, solo per eccezione, il testamento privilegiato o meno solenne che è il verbale in presenza di tre testimoni, ed in casi di estrema urgenza, il militare ed il marittimo.

La regola precedente si trova consacrata nell'articolo 18 del nostro codice nei seguenti termini: »Nei casi in cui le leggi cilene esigessero istrumenti pubblici per prove che hanno da essere presentate e produrre effetto nel Chilì non varranno le scritture private, qualunque siasi la forza di queste nel paese in cui fossero state rogate.«

Il fondo o sostanza degli atti giuridici è retto da altri principii.

Per giudicare del loro valore intrinseco è mestieri prendere in conto elementi complessi retti da norme differenti.

1° Capacità civile dell'autore o degli autori dell'atto giuridico. Questo punto è generalmente retto dalla legge del paese dove l'atto si eseguisce colle limitazioni già esposte anteriormente.

2° Luogo dove trovasi la cosa, su cui versa l'atto. La legge di ubicazione è una circostanza, che, per necessità, domina la validità dell'atto che alla detta cosa si riferisce. Così la donazione tra coniugi, valida secondo la legislazione di alcuni paesi, sarebbe revocabile, per quel che con-

cerne i beni situati nel Chilì, se non rimanesse perfetta e confermata per la morte del donante prima di quella del donatario (articoli 1138, inciso 3°, e 1139 codice civile).

3° Domicilio indicato nella convenzione per l'adempimento della obbligazione. La designazione di un luogo in cui la obbligazione deve compiersi, implica la sottomissione volontaria dei contraenti alla legge di quel luogo. In armonia con questa considerazione l'inciso 3° dell'articolo 16 del nostro codice civile dispone: »Però gli effetti dei contratti rogati in paese straniero, quando debbano essere adempiuti nel Chilì, saranno regolati secondo le leggi cilene.« In conseguenza, se si vende in Francia un bene mobile, che deve essere consegnato nel Chilì, il dominio sul medesimo non comincierà ad esistere nel compratore, senonchè dopo la tradizione; perchè questa è richiesta dalle leggi cilene come modo legale di acquisto, senza che basti per quello, come avviene in Francia, il solo consenso del venditore e compratore. Così pure la mora e le indennità, a cui potrebbe dar luogo il ritardo, la mancanza di adempimento della obbligazione saranno relogate dalla legge cilena, prescindendo assolutamente da quello che, a questo rispetto, potessero disporre le leggi del paesi dove si fosse conchiuso il contratto.

La massima locus regit actum si trova dunque perfattamente definita e fissata in ciascuno dei due elementi a cui potrebbe estendersi la sua applicazione, senza che, per nostra parte, si riconosca la necessità di chiarirla.

L'ultimo punto del memorandum si riferisce al dubbio: quale dovrà essere la legge, che regola la materia delle successioni ereditarie?

Questo dubbio, se può esistere in altre legislazioni, per fortuna non può essere nella nostra e il modo come essa lo risolve è il più generalmente accettato e raccomandato dai giureconsulti.

Il nostro codice civile, sebbene ammetta il principio che si può morire parte testato e parte intestato, in contraddizione col diritto romano, si conforma tuttavia a questo in quanto reputa la massa dei beni, che compongono la successione di un defunto, come un universum jus. Questa universalità del patrimonio ereditario implica l'idea di unità della legge e di giurisdizione per regolarlo e distribuirlo tra gli eredi e legatari del defunto.

Ecco i principii fondamentali, che il nostro codice ammette in questa materia:

»Art. 955. La successione nei beni di una persona si apre al momento della sua morte nel suo ultimo domicilio, salvo i casi espressamente eccettuati.

»La successione si regola colla legge del domicilio, in cui si apre; salve le eccezioni legali.«

È eccezione a questa regola quella stabilita a favore del coniuge superstite, dei figli e parenti cileni che, per le nostre leggi, abbiano diritto rispettivamente a porzione del patrimonio del conjuge premorto, a legittima od alimenti nella successione di uno straniero, sebbene quella si apra fuori del territorio della Repubblica. Se, conformemente alle leggi del luogo del suo ultimo domicilio, la sua vedova e i figli non avessero diritto al-

cuno alla sua eredità, lo avranno, ciò non ostante, in conformità alle leggi cilene sui beni, che il defunto avesse lasciato nel Chilì. Questa eccezione si trova stabilita nei seguenti termini:

»Art. 998. Nella successione ab intestato di uno straniero, che muoia dentro o fuori del territorio della repubblica, avranno i cileni, a titolo di eredità di porzione della sostanza del conjnge premorto, o di alimenti, i medesimi diritti che, secondo le leggi cilene, spetterebbero loro sulla successione intesta di un cileno.

»I cileni interessati potranno domandare che loro si aggiudichi dei beni dello straniero, esistente nel Chilì, tutto quello che loro spetti nella successione dello straniero.«

Se lo straniero muore con testamento e non lascia a sua moglie ed ai suoi figli la porzione coniugale o la legittima che loro debba conformemente alle leggi cilene, gli articoli 1217 e 1221 del Codice civile li autorizzano a far valere i loro rispettivi diritti, per mezzo dell'azione di riforma del testamento. In questo caso per reintegrare i reclamanti nei diritti di cui si cercò privarli, si procederà contro i beni, che il testatore avesse lasciato nel Chilì nella medesima maniera che nel caso di successione intestata.

Questa eccezione è conforme al principio generale, stabilito nell'articolo 16 del nostro codice, secondo il quale »i beni situati nel Chilì sono soggetti alle leggi cilene, sebbene i loro padroni siano stranieri e non risiedano nel Chilì.«

Non sarà inutile avvertire che, come conseguenza della disposizione generale contenuta nell'articolo 57 del nostro codice, che dice: »La legge non conosce differenza tra il cileno e lo straniero in quanto all'acquisto e godimento dei diritti civili, regolati da questo Codice«, si stabilisce nell'articolo 997 quanto segue: »Gli stranieri sono chiamati alle successioni aperte nel Chilì nello stesso modo e secondo le stesse regole che i cileni.«

Questa equiparazione tra il cileno e lo straniero in quanto all'acquisto e godimento dei diritti civili il nostro codice la stabilisce in una maniera assoluta senza esigere la condizione di reciprocità che le legislazioni degli altri paesi richieggono, perchè lo straniero goda degli stessi diritti che il nazionale o regnicolo.

Da questa succinta esposizione vedrà il governo di S. M. il Re d'Italia quali sono i principii che imperano nella nostra legislazione circa i punti che esso desidera vengano regolati o definiti per mezzo di convenzioni internazionali, e quanto poco fruttifero sarebbe, per il Chilì, il lavoro proposto dal Governo italiano a meno che esso si diriga a far concordare colla nostra la legislazione di altri paesi. In tal senso e con tale oggetto, il mio governo sarebbe dispostissimo a coadiuvare quello di S. M. nella realizzazione dei propositi, che lo animano.

Due punti vi sono, circa i quali il mio governo vedrebbe con soddisfazione che si iniziassero accordi internazionali, quello relativo alla autorità delle sentenze dei tribunali di un paese innanzi ai tribunali di un altro, e l'effetto estraterritoriale del fallimento civile o commerciale, sia volontario o forzato.

La diversità di giurisprudenza circa questi due punti reca grave danno alle relazioni tra paesi, che sono legati più o meno strettamente dai vincoli delle relazioni intellettuali e del commercio. Sarebbe poi assai utile all'incremento di queste relazioni il togliere le cause che si oppongono al loro svolgimento.

Pochi punti vi sono nel diritto internazionale privato che diano luogo a maggiori difficoltà che la insolvenza o il fallimento di una persona, quando questa ha stabilimenti commerciali o beni in diversi paesi e creditori in ciascuno di questi. Le principali questioni che ne risultano possono ridursi alle seguenti:

1° Quale è il giudice competente per dichiarare un debitore in istato di insolvenza o fallimento? È quello del luogo della sua nazionalità, quello del suo domicilio, o quello dov' è posta una parte qualsiasi dei suoi beni? Ed in caso che vari giudici abbiano uguale competenza, come può avvenire, per esempio, se il debitore avesse stabilimenti commerciali o industriali in diversi paesi, la iniziativa presa da uno di essi nel procedimento dichiaratorio del fallimento priva o no gli altri della giurisdizione per dichiarare, essi pure, il fallimento?

2° Dichiarata la insolvenza od il fallimento dai tribunali di un paese, quale effetto produce questa dichiarazione avanti i tribunali di un altro? Deve o no riconoscersi da questi ultimi nel territorio della propria giurisdizione, come insolvente o fallito, colui che fosse stato dichiarato tale dai primi?

3° Se un solo tribunale deve giudicare del fallimento, secondo quale legge classificherà la priorità di grado dei creditori dei diversi paesi, dato che non vi sia uniformità tra la legge, che regola gli atti di questo tribunale e quella del luogo dove fu contratta o dovette adempiersi l'obbligazione? Prevarrà il principio della lex fori su quella della lex loci contractus, o viceversa?

4° L'unità di giurisdizione sulla insolvenza o fallimento è esclusiva per i creditori personali, che esistono contro la massa fallita, o si estende anche ai creditori garantiti con pegno o ipoteca?

5° È ammissibile la distinzione tra la cessione volontaria e la cessione forzata di beni, che faccia un debitore ai suoi creditori, per determinare, secondo quella, gli effetti più o meno ampii, che la sua insolvenza o fallimento debba produrre innanzi ai tribunali di altro paese?

Vi sono tribunali, come quelli di Francia, che, previo il pareatis rispettivo, accordano l'esecuzione sui beni situati nel loro territorio agli atti dichiarativi di fallimento, fatti da tribunale straniero, senza distinzione tra la cessione volontaria di beni e la forzata. Ve ne hanno altri, come quelli degli Stati Uniti dell'America del nord, che ammettono questa distinzione. Alla prima forma di dichiarazione di insolvenza o fallimento, applicano in tutta la sua estensione il principio del jus disponendi et legitimi dominii, rispettando nel debitore la facoltà di trasmettere i suoi beni ai suoi creditori, colla stessa libertà, colla quale potrebbe alienarli a chiunque nelle circostanze ordinarie. In questo caso, accettata la cessione volontaria di beni in favore dei creditori avanti un tribunale estero, essa è riconosciuta

come efficace dai tribunali degli Stati Uniti dell'America del nord anche riguardo ai beni che nel loro territorio possegga il fallito: questi beni si consegnano, senza resistenza alcuna al sindaco o sindaci dell fallimento. Però, se l'abbandono di beni fatto dal fallito non è un atto volontario dalla sua parte, ma bensì forzato, in quanto che una sentenza dichiarativa di fallimento lo sottomette a interdizione e gli vieta di continuare a possederli ed amministrarli, in questo caso, i tribunali americani applicano la legge locus rei rei sitae, e non riconoscono competenza nè autorità alcuna nel tribunale del paese, che avesse dichiarato il fallimento, rigettando in conseguenza gli effetti estraterritoriali di ogni legge e decisione giudiziale straniera, che possa recare pregiudizio ai diritti e interessi dei cittadini americani. Se il debitore fa onore a'suoi impegni nel territorio degli Stati Uniti, non lo si inquieta; però, se non li soddisfa, lo si sottomette a concorso, e coi beni, che ivi possegga, si pagano i suoi creditori.

V'ha un altro sistema che, senza accettare distinzioni tra la cessione volontaria o forzata dei beni, non ammette nè la unità di giurisdizione nè quella della legge in quanto al fallimento; senonchè nella protezione degli interessi degli abitanti del paese professa la regola: tot decoctiones quot regiones. Per questo sistema, ogni gruppo di creditori, secondo il paese di sua residenza, ha diritto a chiedere che si formi in esso un concorso al fallito, perchè coi beni che là possiede ciascun creditore possa essere soddisfatto secondo l'ordine di prelazione che a lui spetti in conformità alla legge del paese.

Questa breve esposizione del come varii la giurisprudenza in materia di fallimento, basterà per persuadere della convenienza e necessità di uniformarla.

Attesa la natura della insolvenza o fallimento essa non è altro che la presuccessione dei creditori nei beni del loro debitore fallito. Ciò che la morte naturale di una persona è per i suoi eredi, la insolvenza o fallimento di un debitore vivo lo è per i suoi creditori, cioè: causa legale di trasmissione dei beni, se non in proprietà, per lo meno in amministrazione dalle mani del debitore a quella dei creditori, con facoltà che questi li vendano per applicare il loro prodotto al pagamento dei loro crediti fino a concorrenza del loro valore.

Questa analogia fondamentale tra l'eredità ed il fallimento potrebbe suggerire di sottomettere quest'ultima all'impero delle medesime regole della prima, cioè: unità di legge e di giurisdizione per regolare e distribuire la massa fallita. Però questa analogia non giunge a costituire identità. La trasmissione dei beni, per cagione di morte, costituisce un modo di acquistare a titolo gratuito; mentre la trasmissiono dei beni, per causa d'insolvenza o fallimento, non è più che una dazione di pagamento a conto di crediti che debbonsi a titolo oneroso.

Per conseguenza, la unità di legge, per quel che riguarda la distribuzione della massa fallita tra i creditori di essa, potrebbe importare, in molti casi, una violazione del diritto di preferenza inerente a ciascun credito. La donna maritata, pei beni da essa portati nel matrimonio, il figlio di famiglia per il peculio avventizio che amministra il padre, il pupillo pel

patrimonio affidato al tutore, possono avere certi privilegi o preferenze sui beni del marito, padre o tutore, secondo la legge del paese che impera sopra quei crediti; e quei medesimi privilegi o preferenze possono non essere riconosciuti dalla legge del paese dove si apre il fallimento. La lex fori, regolatrice della distribuzione della massa fallita, sarebbe allora in opposizione colla lex loci contractus regolatrice della preferenza del credito; e, a prima vista, ripugna che, per mezzo del procedimento a cui si ricorre per eseguire il pagamento di un credito, si alterino le qualità di questo, spogliandolo delle garanzie o privilegi inerenti alla sua natura originaria. La considerazione di questo assurdo e la necessità di evitarlo è ciò che ha indotto alcuni giureconsulti a respingere come assoluta la massima della lex fori adottando di preferenza quella del lex loci contractus, la quale trae seco come corollario, se non forzato, per lo meno naturale, la professione della regola tot decoctiones quot regiones.

La nostra legislazione non segue regola alcuna a questo riguardo. Essa determina solo il modo di procedere nei casi di insolvenza o fallimento che avvengano dentro il paese; non si occupa di quelle che si aprano o dichiarino fuori di esso. Ammette, relativamente ai primi, il principio dell'unità di giurisdizione e universalità del giudizio del fallimento, donde risulta, come conseguenza necessaria, l'esistenza di un solo concorso di creditori. Però questa regola ha la seguente eccezione stabilita nell'articolo 2477 del codice civile:

»La terza classe di crediti comprende gli ipotecari.

»A ciascun immobile, gravato con ipoteca, potrà aprirsi, a domanda dei rispettivi creditori o di alcuno di essi, un concorso particolare (tot decoctiones quot hypotecae) perchè si paghino essi immediatamente con quello secondo l'ordine dello date delle loro ipoteche.

»Le ipoteche di una stessa data che gravano uno stesso immobile si preferiranno le une alle altre nell'ordine della loro iscrizione.

»In questo concorso si pagheranno primieramente le spese giudiziale causate in esso.

L'unica disposizione di diritto internazionale, che su questa materia contiene il nostro codice civile è quella dell'articolo 2484, che dice:

»I matrimoni celebrati in paese straniero e che, secondo l'articolo 118, debbano produrre effetti civili nel Chilì, daranno ai crediti della moglie sui beni del marito esistenti in territorio cileno il medesimo diritto di preferenza che i matrimoni celebrati nel Chilì.«

È dubbio se questo procedimento, autorizzato dalla nostra legislazione per i concorsi che si aprono nel paese, possa o no essere esteso, almeno per analogia, a quelli che si aprono in territorio straniero. Il mio governo prenderebbe di buon grado in considerazione le indicazioni, che volesse dargli il governo di S. M. il Re d'Italia siccome atti a prevenire ogni sorta d'imbarazzi in questa materia, sopratutto se queste indicazioni fossero accompagnate dalla cooperazione dei governi di altri paesi, coi quali la repubblica mantiene strette relazioni di commercio.

Si degni la Signoria Vostra trasmettere questa nota all'onorevole signor incaricato d'affari del Re d'Italia, in risposta a quella che diresse a

Vostra Signoria in data del 6 marzo ultimo, pregandolo a voler scusare il mio indugio nel dargli questa risposta, attese le necessità urgenti del servizio interno che, mio malgrado, me lo hanno impedito.

Dio la conservi.

Giuseppe Eugenio Vergara.

D.

Trattato

per istabilire in America regole uniformi di diritto internazionale privato, preceduto da una Relazione del plenipotenziario peruviano[1]).

(Traduzione).

Lima, 12 novembre 1878.

I. — Relazione del signor Arenas.

Signor ministro,

Il congresso di giureconsulti, come lo aveva annunciato nel suo programma, dedicò i suoi primi lavori ad uniformare la giurisprudenza dell'America in ciò che si riferisce al diritto internazionale privato, che attualmente ha molta importanza per la facilità delle comunicazioni e l'incremento degli affari mercantili. Con frequenza si presentano questioni in cui è necessario risolvere se debba applicarsi la legge nazionale di uno straniero, o quella del suo domicilio o quella del luogo in cui esistono i suoi beni. La certezza delle regole da adottarsi in tali casi sarà profittevole tanto per gli stranieri quanto per lo Stato che loro offre ospitalità.

Nell'America detta spagnuola è anche più indispensabile definire con esattezza la condizione degli individui di altre nazioni. Le nove repubbliche hanno nel loro territorio grandi germi di ricchezza, mantengono con molti popoli relazioni commerciali e sono chiamate, in un'epoca non molto lontana a moltiplicare quelle relazioni per acquistare tutto il vigore e tutto la prosperità di cui possono essere suscettibili. È poi molto importante che gli stranieri veggano con chiarezza le regole a cui saranno soggetti quando vengono in America, e se queste regole loro accordino la protezione compatibile cogli interessi americani.

Brocher, le idee del quale sono raccomandate dal sig. Pradier Fodéré, decano della nostra facoltà di scienze politiche ed amministrative[2]), riassume i fondamenti del diritto internazionale privato nelle seguenti propo-

---

1) Questa Relazione fu diretta dal Plenipotenziario del Perù nel Congresso americano di giureconsulti al ministro peruviano degli affari esteri (Vedi, il doc. n. 54).

2) Vedi il proemio che precede la traduzione in francese del Diritto internazionale privato del prof. Fiore.

sizioni: »1ª Ciascuno deve essere sicuro di ottenere il godimento dei suoi diritti civili non solo nella sua patria, ma bensì in altro paese; 2ª Deve sapere con sicurezza, secondo quali leggi saranno giudicati i diritti che si riferiscono alla propria persona, ai propri beni ed ai propri atti; 3ª Questa competenza legislativa deve stabilirsi in modo ragionevole e conforme alla natura delle cose, collo scopo di conservare i diritti acquisiti e produrne la sicurezza.«

Queste poche parole, che manifestano studi seri e fini molto elevati, non sono state disconosciute nel corso delle nostre discussioni.

I.

La prima questione che è stata dibattuta nel congresso è stata quella di sapere, quale è la legge che regolerà lo stato o la capicità giuridica delle persone. Su questa materia, come anche sopra di altre che sono pure importanti, non vi ha uniformità nei codici europei, nè nelle dottrine dei più accreditati giureconsulti. Pothier e Story sostengono che la condizione giuridica delle persone deve assoggettarsi alla legge del loro domicilio, benchè si riferiscano al domicilio di origine, che si confonde colla nazionalità; però Demangeat ed altri chiaramente danno la preferenza alla legge del domicilio attuale. Nel concetto di questi autori non è compatibile cogli interessi morali e politici di uno Stato concedere agli stranieri il diritto di fissaro in esso il proprio domicilio e la sede principale dei propri affari, senza esigere da essi che in tutto quello che concerne le loro persone ed i loro beni restino sottomessi alle leggi del paese. Non conviene certamente, dicono, che lo stato e la capacità delle persone siano retti dalla legge del luogo dove queste dimorano temporaneamente, perchè così diverrebbe incerto lo stato civile, e si darebbe occasione all'abuso per cui alcune persone sarebbero maggiori di età in un paese e minori nell'altro; però, quando lo straniero è domiciliato, intendendosi per domicilio la residenza permanente e con animo di non variarla, pare che abbia acconsentito, se non di separarsi interamente dalla propria patria, per lo meno di rendersi soggetto alle leggi del suo domicilio, le quali regoleranno tutte le sue civili relazioni.

Per tal modo ragionando, si confondono gli effetti del domicilio con quelli che produce la naturalizzazione: senza dubbio vi ha tra le due cose una gran differenza. Il semplice fatto che una persona stabilisca il proprio domicilio in un paese non significa che ha perduto il suo carattere di straniero. Perchè lo perda, è necessaria la naturalizzazione, mediante la quale un individuo giunge a godere di tutti i diritti concessi ai nazionali, restando nello stesso tempo soggetto a tutti i pesi che impone la nazionalità. I requisiti indispensabili per naturalizzarsi sono diversi, e dipendono dalle leggi politiche di ciascun paese. Dove regna un sistema liberale, e si richiede che gli stranieri contribuiscano ai progressi del paese col proprio ingegno, coi loro lumi e la loro esperienza, sono maggiori le facilità per acquistare la naturalizzazione; però in ogni Stato la legge designa le condizioni alle quali accorda i vantaggi della nazionalità a quelli che non sono nati nel paese, e se lo straniero non consente di naturaliz-

zarsi adempiendo le dette condizioni, egli non può considerarsi come suddito dello Stato nel quale ha il suo domicilio. Professando queste idee, si concilia il benessere dei popoli colle regole della giustizia; si aprono le porte della giustizia; si aprono le porte della patria agli stranieri utili; e nel medesimo tempo, si rispetta la loro libertà individuale, non imponendo loro una soggezioni forzata e contraria alle loro aspirazione legittime, come succedeva nell'epoca del feudalismo. I vincoli che un uomo ha colla sua nazione sono molto stretti, e non possono sciogliersi se non per un fatto manifesto, in virtù del quale egli rinunci alla propria nazionalità primitiva ed adotti una nuova patria.

Il domicilio d'altra parte è variabile; e la stessa ragione che v'ha per respingere la legge della semplice residenza, è pur valida contro la legge del domicile, che farebbe del pari incerta la condizione giuridica delle persone. Da ultimo, come dice il Fiore, le qualità distintive di una persona sono conseguenza della razza, degli usi, delle tradizioni che esistono nel luogo della sua nascita, in una parola, dell'insieme di tutti gli elementi che costituiscono il carattere ed il genio di ogni popolo. Non è possibile, per conseguenza, ammettere che quelle qualità cambino col domicilio, producendo negli affari più impartanti della vita civile una instabilità funesta.

Per tutti questi motivi, il congresso di giureconsulti, dopo esaminate le differenti opinioni, ha adottato il principio che si stabilisce nella legislazione civile di Francia, in quella del Belgio, in quella di Berna ed in quella del regno d'Italia; cioè, che la legge nazionale della persona è regolatrice del suo stato e della sua capacità.

Si è creduto che, accettando quel principio, non si possa esso convertire in una legge positiva, senza dargli una forma compatibile coi limiti a cui deve essere ristretta la giurisdizione nazionale. Le repubbliche americane non possono imporre precetti agli Stati che non hanno avuto rappresentanza nel congresso di giureconsulti; non possono disporre che le loro regole abbiano osservanza in altri paesi, le legislazioni dei quali adottino sistemi diversi ed anche contrari. In Prussia lo stato e le qualità personali sono regolate dalla legge del domicilio reale delle persone; con l'avvertenza però che se il contratto si celebra da uno straniero nel territorio prussiano e sopra oggetti che si trovino in esso, sia preferita tra la legge del domicilio e la prussiana quella che meglio favorisca la validità della convenzione. Negli altri Stati si segue il sistema del Fiore, però con alcune modificazioni.

Certo le repubbliche contraenti non potranno evitare che i loro cittadini, quando risiedono in altro paese, rimangano sottomessi alle leggi dello Stato ove risiedono; ma applicheranno i principii che avessero accettato, sempre quando questioni sui diritti delle persone si ventilassero avanti i loro tribunali.

II.

Quando gli stranieri hanno acquistato una sostanza nel territorio dova risiedono o sono domiciliati, può avvenire che le leggi della loro patria

sul modo di regolare i diritti reali differiscano da quelle che sono in vigore nel luogo della loro residenza o domicilio. È stato pertanto inevitabile definire le norme convenienti per risolvere tali conflitti.

Tutti i codici moderni stabiliscono che i beni immobili debbono essere regolati dalla legge del luogo ove sono situati. Portalis fonda questa regola sul principio della sovranità territoriale. Nel suo discorso pronunciato avanti al consiglio di Stato sul titolo preliminare del codice Napoleone, dice: » La sovranità è indivisibile. Essa cesserebbe di essere tale, se le proporzioni di un medesimo territorio potessero essere regolate da leggi che non emanassero dalla sua sovranità. E poi nella stessa essenza delle cose che gl'immobili, l'insieme dei quali forma il territorio pubblico di un popolo, siano regolati dalle leggi di quel popolo, sebbene una parte di quegli immobili sia posseduta da stranieri. «

La sovranità di uno Stato, effettivamente, include il diritto di regolare il regime della proprietà nella forma e nel modo più convenienti ai propri interessi politici ed economici. Supponiamo che gli stranieri non siano soggetti alle leggi del paese per ciò che ha rapporto coi loro beni; si introdurrà una grande scossa negli affari civili. Gli austriaci saranno soggetti alla legge austriaca; i francesi alla francese; gli italiana all'italiana, ecc., ed in tal caso diveranno illusori i fini che il legislatore nazionale si propose col regolare l'acquisto, il godimento e la trasmissione dei beni immobili. La dottrina di Portalis è anche quella di Merlin, Foelix, Marcadè e di quasi tutti i giureconsulti. Marcadè, dice: » Permettere che un territorio sia frazionato giuridicamente perchè le sue diverse parti siano regolate da tante legislazioni quante sono le diverse classi di stranieri che risiedono nel paese, sarebbe scuotere l'ordine nazionale e rompere la unità della sovranità «.

A tutti questi inconvenienti è necessario aggiungere le angustie che avrebbe l'amministrazione della giustizia, stabilita la necessità che i giudici applicassero le legislazioni estere ad ogni momento nelle questioni che riguardassero la proprietà. È anche necessario considerare gli inganni che si tenderebbero alla buona fede, ignara dei requisiti che si esigono dalle leggi estere per la validità di molti atti giuridici.

La legge territoriale è poi quella che deve decidere quali cose sono mobili e quali immobili, come pure il modo di acquistare queste ultime, i pesi di cui sono suscettibili, i diritti dei loro proprietari o possessori e le cause per le quali si può perdere il loro possesso o dominio. Gli stranieri, senza dubbio, sono liberi in tutto quello che non tocca le basi sulle quali riposa la legislazione civile della repubblica. Questa è la dottrina razionale, e quella che si concilia non solo cogli interessi speciali di ogni Stato, ma anche con le attribuzioni annesse alla sua sovranità.

Quanto ai beni mobili, le opinioni sono più divise. I codici dei paesi più civilizzatti non sono concordi in questo particolare, e la discussione dura tuttora tra tutti i giureconsulti. Alcuni sostengono, come regola generale che i mobili debbono essere soggetti alla legge del domicilio; altri proclamano l'impero della legge nazionale dei proprietari o possessori; altri pretendono che i mobili, nello stesso modo che gli immobili, siano regolati

dalla legge del luogo in cui sono situati. V'ha poi una scuola che accetta, per dire così, un termine medio, e secondo la quale debbono essere regolati dalla legge del paese solamente i mobili che hanno in esso una situazione permanente, assoggettando alla legge del domicilio o a quella nazionale quelli che lo straniero porta sempre con sè e sone di uso personale, come anche quelli che egli ha con sè per trasportarli ad altro luogo straniero o venderli in esso. Il codice Argentino ha addottato questa soluzione, appoggiandosi alla autorità di Story.

Nel mezzo di questa varietà di opinioni è stato necessario analizzare la questione, esaminare i differenti casi, e decidere in favore di quella regola che possa farsi prevalere con minori inconvenienti.

Il Savigny, che si è proposto di approfondire questa materia, comincia per domandare se nella natura stessa delle cose mobili ed immobili vi sia un motivo per sottometterle a leggi locali differenti. Esso crede che questo motivo non esista, e che la causa della diversità dei pareri consista in ciò, che è stata proposta la questione in termini molto astratti, senza badare a tutte le situazioni che si presentano nella vita reale delle persone; per il che propone di esaminare queste differenti situazioni, e crede facile scoprire così l'elemento di verità che v'ha nella opinione di quelli che invocano per le cose mobili l'osservanza della legge del domicilio.

Secondo quest'autore, quando si considera il luogo occupato dalle cose mobili nello spazio, si presentano due casi intieramente opposti, e sui quali non si può disporre con una stessa legge.

Il luogo occupato dalla cosa mobile può essere tanto indeterminato e variabile che sia molto difficile avere un'idea fissa del punto in cui essa si trova, il che esclude la soggezione volontaria alla legge locale di esso territorio. Un viaggiatore, condotto in una diligenza o in una ferrovia col suo equipaggio, può in un solo giorno traversare diversi paesi, senza curarsi di sapere quale sia quello in cui si trova momentaneamente. Succede lo stesso quando il commerciante porta un carico di mercanzie ad un paese lontano toccando differenti porti durante il suo viaggio. In tutte queste circostanze, continua lo stesso autore, importa creare col pensiero un luogo che rappresenti la situazione della cosa mobile per un tempo più o meno lungo. Alle volte questo luogo è indicato in modo certo dalla volontà del proprietario; il più delle volte coincide col suo domicilio. Savigny pensa che per avere considerato solo questi ultimi casi si pretese applicare generalmente alle cose mobili la legge del domicilio.

L'altro caso interamente opposto è quello in cui i mobili sono destinati a rimanere in un luogo, come gli strumenti necessari per la coltivazione di un fondo rustico, i mobili di una casa e i libri di una biblioteca. Niuna ragione v'ha perchè questi beni cessino di essere soggetti alla legge della loro situazione reale. È vero che, nonostante l'uso a cui essi sono destinati, possono trasportarsi ad altro luogo per qualche imprevisto accidente; però queste traslazioni accidentali non bastano per stabilire la regola.

Savigny dice che tra i due casi estremi, di cui si è parlato, ve ne hanno molti altri intemedi, come quello di un viaggiatore che, per un caso inaspettato, si trattiene in un luogo per maggiore o minor tempo; e ag-

giunge che, in tale situazione, è necessario studiare le circostanze particolari per determinare la legge che deve reggere i mobili.

Ben si comprende che la opinione del Savigny, per quel che concerne le due situazione che egli chiama estreme, può ammettersi senza contrariare i principii più elevati della scienza. La finzione giuridica che egli accetta per i mobili che sono di passaggio in un paese, o non esistono in quello che in un modo precario, si fonda sopra una necessità imperiosa; come anche la soggezione della legge territoriale pei mobili, considerati nel caso interamente opposto, non si può impugnare con argomenti vittoriosi.

Il motivo pel quale molti giureconsulti sostengono che la legge del paese non deve regolare i beni mobili degli stranieri, sta in ciò che l'azione egale sui beni di quella specie può essere facilmente elusa; quindi che, soggetti oggi alla legge spagnuola per esempio, domani possono esserlo alla in glese, secondo la volontà del proprietario. Non esiste, dicono i partigiani di questa dottrina, una relazione stretta e permanente tra i beni mobili e la legge del luogo dove sono situati; però quando si tratta di quelli che hanno una situazione stabile nel territorio dello stato, tutte queste considerazioni, abbiano o no un grande valore giuridico, scompariscono completamente.

È perfettamente applicabile ai beni mobili, che non hanno nel paese un'esistenza transitoria, ciò che scrive il Laurent su questa materia: » Se si può fare astrazione, dice, dalle tradizioni, è necessario respingere la distinzione dei mobili ed immobili. Essa non ha fondamento razionale. La considerazione del valore non è un motivo giuridico; e qualora lo si invocasse, la bilancia sarebbe per lo meno uguale tra la ricchezza mobile e la immobile. Si dice che i mobili servono per uso della persona. Questo è vero rispetto ad alcune cose; però non è tale rispetto alle azioni ad obbligazioni create dal commercio e dall'industria. Esse servono alla persona nel medesimo modo che gl'immobili, cioè come strumento di svolgimento intellettuale e morale «.

In quanto alle differenti gradazioni che esistono tra le due situazioni estreme, in cui può trovarsi la ricchezza mobile, è ancora necessario accettare qualche regola, e non lasciare le cose in una fluttuazione che cagionerebbe questione molto imbarazzanti e frequenti.

Quale è dunque la legge che deve servire di norma? Si accetterà la legge del luogo? Ciò sarebbe esporsi a perturbazioni funeste. Le cose mobili, che non hanno sede fissa in un territorio, sono sempre esposte a variare di luogo attesa la moltitudine e celerità dei mezzi di comunicazione, che renderebbero difficile, in molti casi, la determinazione della legge che deve essere applicata. Se si possono presentare quasi tutti i giorni questi ostacoli, se conviene dare ogni possibile sicurezza alle relazioni civili, e se tale fine può ottenersi adottando una finzione giuridica, quale Savigny ed altri autori la propongono per i beni che si trasportano, la ragione e gl'interessi del commercio indicano anch'essi questo partito come un modo di risolvere la questione che tanto divide i pareri. Questo è il sistema, che si è seguito nel codice Argentino, le disposizioni del quale ha accettato

il congresso di giureconsulti, sostituendo però alla legge del domicilio quella nazionale del proprietario o possessore dei beni.

Questa sostituzione è sembrata più conforme all'ordine logico, e più sicura ad appianare tutte le difficoltà, perchè se la ricchezza mobile non aderente al paese deve essere considerata come un accessorio della persona per darle una legge certa e stabile, conviene senza dubbio preferire la legge nazionale, che ha una relazione più stretta col proprietario di tale ricchezza e può essere più facilmente comprovata. Ciò è anche conforme alle dottrine accettate nella giurisprudenza moderna.

III.

Passerò ora ad esporre i fondamenti delle disposizioni approvate riguardo ai contratti stipulati fuori delle repubbliche firmatarie. Qui il terreno non è tanto scabroso nè oscuro. In tale argomento tutti i giureconsulti e tutte le legislazioni accettano le medesime regole; in ogni luogo si riconosce la necessità di osservarle con rigorosa esattezza. Colore che pretendono derivare il diritto internazionale privato dalla convenienza degli Stati; coloro che vogliono dedurlo dal rispetto a certi diritti inviolabili degli stranieri; coloro che ammettono la divisione delle leggi in statuti reali e personali, e coloro che la respingono apertamente, tutti convengono che la forma e la sostanza dei contratti fatti fuori del paese debbono essere retti dalle leggi vigente nel luogo dove sono stati celebrati.

Parlando della forma dei contratti, dice Merlin [1]: »Non per un motivo di convenienza si è preferita, per la forma degli atti, la legge del luogo in cui essi sono stati fatti; i veri principii hanno dèterminato questa scelta. Effettivamente gli atti ricevono il loro essere nel luogo in cui sono avvenuti; la legge di questo luogo è quella che dà loro la vita, e conseguentemente è essa che deve regolare e modificare la loro forma.«

Quanto alla sostanza dei contratti, Fiore e Foelix fondano la seconda regola sulla sottomissione volontaria delle parti alla legge del luogo dove si compì l'atto giuridico. Secondo il primo di questi autori, in tutto ciò che dipende dal libero arbitrio dei contraenti si deve presumere che essi si siano riferiti alla legge del luogo dove è nata la obbligazione; dal che risulta, che le condizioni necessarie per la validità dell'atto e perchè questo produca i suoi effetti giuridici, devono essere determinate da quella medesima legge. Senza dubbio Wheaton ed altri autori accettano la medesima conclusione, appoggiandosi solo ai diritti inerenti alla sovranità degli Stati. Tutti gli atti giuridici, che si compiono in un paese sono soggetti, secondo questa opinione, alla legge locale, che dà forza alla obbligazione, arma le parti dei mezzi indispensabili per esigere l'adempimento della stipulazione, e perciò deve fissare le condizioni alle quali interpone la sua autorità, dichiarando validi alcuni atti e proibendone altri per conservare nel suo territorio l'impero della giustizia. Ma se tali dottrine manifestano qualche diversità nelle premesse, convengono nelle medesime conclusioni, che sono quelle accettate negli articoli 4 e 5.

1) Repertorio, V. prove, sez. II, art. 1, n. 3.

Pare qui opportuno fare alcune avvertenze sui motivi delle restrizioni contenute nel primo di questi articoli.

Pretendono alcuni che quando un contratto si esegue in un paese diverso da quello dove è stato celebrato, lo si deve assogettare in tutto alle leggi del luogo della esecuzione. Il Fiore raccomanda molto la differenza tra quello che chiamasi il vinculum juris e l'onus conventionis. Il vinculum juris, secondo lui, è la obbligazione derivata dal mutuo consenso dei contraenti: l'onus conventionis comprende ciò che riguarda il modo di adempiere quanto fu stipulato. Il vincolo giuridico deve essere regolato in qualsiasi caso dalla legge del paese in cui il contratto fu celebrato, però la maniera di adempiere l'obbligazione sarà retta dalla legge del luogo in cui ha da essere eseguita[1]. Foelix è presso a poco dello stesso parere. Secondo lui, quando per la natura del contratto o la volontà delle parti l'atto giuriuridico deve realizzarsi in un luogo diverso da quello in cui ha' ricevuto la sua perfezione, la legge di quest'ultimo luogo determinerà la formalità della consegna o del pagamento, la misura delle terre o dei mobili alienati, la moneta in cui deve pagarsi il prezzo, il che costituisce la mora e la responsabilità che essa produce relativamente ai danni e pregiudizi[2]. Nel congresso dei giureconsulti si è considerato, che possono presentarsi due casi, pei quali non sarebbe giusto nè conveniente stabilire una stessa regola. E si è risoluto, che se il contratto si esegue accidentalmente in un paese diverso da quello in cui fu celebrato, la validità e gli effetti giuridici delle sue stipulazioni si sottopongano alle leggi del luogo della celebrazione; che al contrario dipendano dalle leggi del paese in cui è seguito, se il contratto ha da compiersi necessariamente in esso, sia perchè lo esiga la sua natura, sia perchè lo esiga una disposizione esplicita delle parti. Questa è l'opinione di Savigny e Story, ed anche la più conforme al principio che per l'adempimento di un contratto deve rispettarsi la volontà espressa o tacita dei contraenti in ciò che non si opponga alle leggi proibitive del luogo della esecuzione.

IV.

Dopo avere stabilite tutte le regole precedenti, si è dedicato un titolo ai matrimoni contratti dagli stranieri dentro o fuori della repubblica. Grandi discussioni sono state promosse e si promuovono tuttora sul modo di regolare gli effetti civili di tale vincolo. Se il matrimonio potesse considerarsi come semplice contratto, tutti gli ostacoli scomparirebbero, tutte le opinioni rimarrebbero uniformi, ed i principii già esposti basterebbero per facilitare in tutti i casi una soluzione soddisfacente; ma il matrimonio, sebbene, considerato sotto un certo aspetto partecipi alla natura dei contratti, è ad un tempo una venerabile istituzione che dà origine alla famiglia, produce tra i suoi membri le più sacre relazioni, ed esercita una grande influenza sulla sorte dei popoli. La unione coniugale non può restare, inoltre, soggetta interamente alla volontà delle parti. La legge ha da ac-

1) Diritto internazionale privato, lib. 2°, n. 242.
2) Trattato del diritto internazionale privato, lib. 2°, n. 98.

cordarle la sua protezione, fissarne le condizioni, e guarantire l'adempimento di queste, acciò il matrimonio raggiunga i suoi alti fini e non scuota i fondamenti dell'ordine sociale.

Che la capacità per contrarre matrimonio debba essere regolata dalla legge nazionale dei contraenti, e la forma del matrimonio dalla legge del luogo della sua celebrazione, è ormai generalmente riconosciuto. La determinazione della legge che deve reggere i diritti e i doveri tra i coniugi e tra questi e i loro figli, è la causa di tutte le controversie. Due scuole si disputano il trionfo col più grande ardore. Una di esse pretende che si applichi la legge del domicilio coniugale; l'altra dà la preferenza alla legge nazionale del marito, che è il capo della famiglia.

Nel codice civile di Francia è stata sanzionata la prima di tali dottrine, sebbene non sia stata accettata chiaramente in tutta la sua estensione ed in tutte le sue conseguenze. Si proclama il principio, però mutilandolo. Si parla dei francesi, però non si dice nulla circa i cittadini di altre nazioni. L'articolo 170 del citato codice prescrive che il matrimonio contratto in paese straniero tra francesi o tra un francese ed una straniera, sarà valido, se si saranno osservate le formalità prescritte nel paese stesso, purchè non siasi contravvenuto alle disposizioni del capitolo che determina la capacità degli sposi e gl'impedimenti dirimenti o impedienti. Portalis, commentando quell'articolo, pare inclinato a dargli un significato più ampio, sebbene limitandosi sempre ai francesi. » La forma del contratto, dice, è regolata dalla legge del luogo in cui è celebrato. Ma tutto quel che riguarda la sostanza medesima del contratto, le qualità e condizioni che determinano la capacità dei contraenti, continua ed essere regolato dalle leggi francesi «.

Il Foelix dice » che non facendosi menzione nell'articolo 170 del codice francese dei matrimoni celebrati in Francia da stranieri, la questione sulla validità di tali matrimoni è rimasta soggetta ai principii generali del diritto «. Ed in altra parte della sua opera già citata sostiene in un modo molto esplicito « che la legge nazionale del marito è quella competente per regolare le relazioni di famiglia « [1]). L'opinione che Foelix emette in questo passo non è isolata: ha attualmente l'appoggio di autorità rispettabili. La professano anche il Fiore, il Brocher, il Laurent, il nostro decano di scienze politiche, Mazzoni ed alcuni altri giureconsulti riputati d'Italia, dove il codice civile ha sanzionato quella dottrina con alcune limitazioni [2]). I giureconsulti moderni, e specialmente il Fiore, non vogliono mezzi empirici per risolvere i conflitti delle legislazioni: non si contentano di esporre ciò che esiste, nè tampoco accettano alcune tradizioni che loro sembrano viziose. Loro proposito è guardare le cose da un punto più elevato: affermare i veri principii ed applicarli in termini convenienti per non alterare negli Stati le basi essenziali della loro organizzazione ci-

---

1) Foelix, Diritto internazionale privato, lib. 1°, tit. 1°, n. 33.

2) Art. 6 delle disposizioni generali del codice italiano: » Lo stato e la capacità delle persone e i rapporti di famiglia sono regolati dalla legge della nazione a cui esse appartengono «.

vile e le loro istituzioni politiche. Per essi, le legittime regole del diritto internazionale privato sono molto lontane dall'essere arbitrarie: sono al contrario decisioni della ragione illuminata e perciò debbono avere un fondamento scientifico. Secondo questa teoria, ogni Stato, sebbene sia sovrano e indipendente, non può vivere in un isolamento assoluto; perchè qualunque siano il grado dei suoi lumi e le sue forze produttive, gli è indispensabile mantenere comunicazioni con altre nazioni per scambiare i suoi prodotti e soddisfare molte delle sue necessità, dal che risulta che la divisione del lavoro e l'interesse dell'associazione uniscono più o meno i popoli civilizzati, promovendo il commercio internazionale, che contribuisce tanto potentemente al progresso del genere umano.

In mezzo a queste vaste relazioni la scienza non può stare in silenzio: deve stabilire i suoi precetti per porre in armonia tutti gl'interessi legittimi. Nel diritto internazionale privato, il principio regolatore è simile a quello che restringe l'azione della legge positiva nel seno delle società civili. Epperò come il legislatore deve arrestarsi dinanzi all'esercizio inoffensivo della libertà umana, di quella libertà che non danneggia nè i diritti individuali, nè quelli dello Stato, così ogni nazione, sebbene sia certamente sovrana ed eserciti una giurisdizione piena dentro i limiti del suo territorio, non deve disturbare il diritto degli stranieri, nè contraddire le loro affezioni nazionali, quando da ciò niun danno le risulti. Questo principio non ha che una sanzione puramente morale; può essere violato impunemente o per un errore della intelligenza o per un abuso di potere; ma non perciò cesserà di essere un principio luminoso che servirà di guida ai popoli nella via della civiltà.

Trattandosi di matrimoni celebrati tra stranieri, è necessario stabilire una distinzione tra le relazioni che si riferiscono agli interessi privati dei coniugi, e quelle che hanno per oggetto di conservare la moralità e dirigere l'esercizio della potestà domestica nelle famiglie. Gli stranieri, che abitano nel territorio di un paese, sono obbligati a rispettare la sua sovranità, e non possono invocare diritti contrari alle leggi che nel luogo della loro residenza o domicilio sono destinate a conservare l'ordine pubblico ed i buoni costumi; ma in tutto cio che appartenga ai loro diritti meramente privati, possono rimanere sottoposti alle loro leggi nazionali.

Che i coniugi sieno obbligati ad una reciproca fedeltà; che il marito sia il capo della famiglia; che debba vivere colla moglie e procurarle la sussistenza in proporzione delle sue facoltà; che il marito e la mogli abbiano l'obbligo di alimentare ed educare i propri figli; queste ed altre disposizioni di eguale natura, che sono riputate indispensabili per salvare alti interessi dello Stato, obbligano tutti gli abitanti, siano nazionali o stranieri, abbiano essi contratto matrimonio nel paese o fuori di esso. Tale è la teoria che si è presentata nel terreno della discussione promossa dagli uomini dedicati a studi tanto gravi e di tanta importanza.

La mia primitiva opinione è stata che, colle precauzioni convenienti, sia seguito il movimento riformatore di tali dottrine; perchè esse mi sono sembrate più conformi alla scienza e più atte a favorire una immigrazione profittevole, di cui hanno sì gran bisogno i popoli americani. È certo che,

nel concedere effetti estraterritoriali a certe leggi straniere sui matrimoni, è necessario operare con molta cautela. E anche certo che conviene dissipare le oscurità, e dare ai tribunali un criterio sicuro perchè, nelle questioni sottoposte al loro giudizio comprendano con facilità quali sono le leggi appartenenti al diritto pubblico del paese e senza la fedele osservanza delle quali si perturberebbe l'ordine della nazione. Ciò non potrebbe ottenersi con una formula sintetica: non basterebbe la enunciazione di un principio, come succede in altre materie: sarebbe necessario designare i casi in cui le leggi patrie hanno a prevelare sulle straniere, come si è fatto già nel codice civile d'Italia. Tali schiarimenti allontanerebbero per lo meno le maggiori difficoltà, eviterebbero molti reclami, e semplificherebbero le controversie giudiziali che potessero sorgere.

Ciò non ostante alcuni signori plenipotenziari hanno creduto che v'abbiano altre ragioni d'un ordine elevato per non accettare questo sistema, sebbene si presenti rivestito di un apparato scientifico. Nel pensiero di detti signori, essendo l'America spagnuola chiamata per la fertilità del suo territorio e per le sue istituzioni generose a ricevere una immigrazione abbondante da tutte le parti del mondo, sarebbe a considerarsi come un inconveniente per la sua quiete ed i suoi progressi il permettere che vigessero nei suoi Stati le leggi matrimoniali di altri paesi. Se gli stranieri, quando contraggono nella repubblica matrimonio o vengono in essa dopo di averlo già contratto, avessero da assoggettarsi, non alle leggi del proprio domicilio, ma bensì a quelle della loro patria in tutto ciò che riguarda i loro diritti e doveri di famiglia, giungerebbero a formare col tempo colonie più o meno numerose che avrebbero relazioni complicate col resto della popolazione, cagionando conflitti frequenti, imbarazzando il cammino regolare e tranquillo della società in cui esercitassero le loro industrie e le loro professioni. Si è detto: ciò non conviene agli interessi americani, ma sibbene al contrario conviene tendere alla assimilazione dell' elemento straniero. Sta bene concedere agli originari di altre nazioni i medesimi diritti civili di cui godono i cittadini: sta bene ancora offerire loro le garanzie necessarie, perchè possano dedicarsi ad un lavoro onorato e farsi una sostanza sotto il regime del sistema repubblicano; però, è anche necessario evitare che le famiglie formate da essi costituiscano gruppi in cui regnino legislazioni diverse ed anche opposte tra loro: è necessario procurare che esse famiglie si avvicinino, per quanto sia possibile, al nostro regime civile, perchè giungano alfine a riguardare l'America come la loro patria adottiva.

A conseguire tale scopo tendono alcune leggi fondamentali dei popoli americani. Secondo la costituzione del Perù sono peruviani tutti i nati nella repubblica. Lo stesso principio è stato sanzionato nella Repubblica Argentina, nel Cilì, nella Bolivia, nell'Equatore, negli Stati Uniti di Venezuela, e in quei di Colombia. Gli articoli che contengono tale disposizione sono generali; comprendono i figli degli stranieri, siano questi domiciliati o no, ed in un precetto di tale natura hanno veduto alcuni dei plenipotenziari un ostacolo insuperabile per ammettere l'impero di leggi straniere sulle relazioni procedenti dal matrimonio. Se i nati nella repub-

blica, è stato detto, sono nazionali, non possono avere doveri nè diritti stabiliti dalle leggi di altri Stati, perchè ciò li collocherebbe in una condizione anomala, presenterebbe molte difficoltà e diminuirebbe le attribuzioni annesse alla sovranità territoriale.

Per altra parte, le leggi che dichiarano la nazionalità dei nati nella repubblica, non possono essere derogate nè alterate se non per motivi potenti, quando ciò esiga la pubblica opinione e previe le pratiche designate per qualsiasi riforma costituzionale; è inoltre degno d'attenzione il fatto che queste leggi hanno già gettato radici profonde col trascorrere degli anni Malgrado le agitazioni che hanno sofferto alcuni popoli dell'America per organizzarsi in una maniera definitiva, in mezzo alle lotte che i loro uomini pubblici hanno sostenute per il trionfo delle proprie idee politiche, le regole che determinano la nazionalità si sono conservate inalterate e sono state reputate come una salvaguadia della pace interna ed esterna.

Tali motivi, addotti nel corso dei dibattimenti, sono sembrati sufficienti alla maggioranza del Congresso dei giureconsulti per seguire risolutamente le dottrine di Story adottate nel Codice argentino ed in quello dello Stato di Luigiana. Story pretende che la legge del domicilio coniugale regoli i diritti e i doveri che emanano dal matrimonio; che le convenzioni matrimoniali regolino i beni, ed in mancanza di esse, imperi la stessa legge del domicilio coniugale.

Però se questa teoria si ammette senza alcuna modificazione, se si intende che la legge del domicilio del marito al tempo della celebrazione del matrimonio, è quella che determina i diritti e i doveri di famiglia, la regola che si vuole stabilire rimarrà soggetta alle medesime obbiezioni che la dottrina contraria. Le famiglie che vengono a stabilirsi nel paese dovranno essere soggette in tutte quelle relazioni alla legge del luogo dove erano domiciliati i coniugi al tempo in cui fu contratto il matrimonio; e sarebbe in tal caso preferibile accettare la legge nazionale, alla quale essendo più legati i nuovi immigranti per l'amore naturale che gli uomini professano alla loro patria, ne sarebbe facilitata la venuta di famiglie straniere. Per evitare tale inconveniente, che è ciò a cui aspirano Story e gli altri giureconsulti americani, è divenuto inevitabile ammettere la instabilità della legge regolatrice, proclamando che ove i coniugi abbandonino il loro primitivo domicilio coniugale e si stabiliscano presso altra nazione, resteranno sottomessi alla legge del loro nuovo domicilio. Non v'ha altro rimedio al male che tanto si teme; non v'ha altro modo di impedire che le leggi matrimoniali degli altri paesi producano effetti estraterritoriali.

La maggioranza del congresso dei giureconsulti ha accettato anche queste conseguenze. Non appena gli stranieri abitino nel territorio di ciascuna repubblica, rimarranno solo per questo fatto sotto l'azione delle leggi del paese, sì per ciò che riguarda i loro diritti e doveri personali, sì in tutto quello che è relativo ai loro beni, salvi i capitoli matrimoniali, che produrranno i loro effetti colle restrizioni imposte agli altri contratti.

V.

Un'altra delle questioni che è stata esaminata è quella che si riferisce

al modo di regolare la successione testamentaria in ciò che riguarda i beni degli stranieri.

Niuna difficoltà si è presentata per accettare che la forma del testamento sia sottoposta alla legge del luogo in cui sia stato fatto. Ciò che è stato discusso in alcune conferenze, prima di giungere ad un accordo definitivo, è lo stabilire all'impero di quale legge debbano sottoporsi le disposizioni testamentarie e le successioni intestate.

Uno straniero può morire testato od intestato nella repubblica ed avere in questa tutti o parte dei suoi beni; può anche avvenire che, possedendo beni nella repubblica, faccia testamento o muoia in altro paese; può avere coniuge o figli nati nella repubblica; ed in tutti questi casi è necessario determinare come si regolerà la trasmissione dell'eredità.

La filosofia del diritto considera la successione testamentaria come una emanazione diretta del diritto di proprietà, in virtù del quale l'uomo dispone liberamente dei suoi beni, secondo convenga alle sue necessità, interessi ed inclinazioni. Se non si ricorre a questo diritto, è molto difficile spiegare perchè si riconosca nel testatore la facoltà di ordinare la distribuzione ed amministrazione del suo patrimonio dopo la sua morte. La successione intestata ha il medesimo fondamento; dappertutto è ritenuta come la volontà presunta del testatore. La legge positiva, è vero, regola ed anche restringe queste manifestazioni del diritto di proprietà; riserva una parte della successione a vantaggio di alcune persone, fissa la quota disponibile, stabilisce la quantità della legittima, e regola il diritto di rappresentazione, a seconda del modo in cui il legislatore ha studiato e compreso certi fatti sociali; però, se non sonovi eredi necessari, il testatore può disporre dei suoi beni, come gli piaccia, salve quelle proibizioni dettate dallo scopo di proteggere gli interessi generali. Ciò che importa conoscere si è a quale legge spetti prescrivere tutte queste limitazioni.

La dottrina che prima era seguìta quasi senza contraddizioni e che tuttora esiste in molti Stati, fa una distinzione dei beni ed ammette due principii: ai beni immobili applica la legge del luogo; ai mobili la legge personale del defunto.

I signori plenipotenziari avrebbero accettato questo sistema se non avessero creduto che le osservazioni fatte contro di esso in questi ultimi tempi da alcuni autori di riputazione, sono lungi dall'essere un insieme di vane sottilità o teorie abbaglianti, ma impraticabili.

La natura della successione testamentaria, dicono gli oppugnatori della dottrina antica, non giustifica la divisione dei beni in immobili e mobili allo effetto che sui primi imperi la legge del territorio, e sui secondi la legge che determina lo stato delle persone. I beni immobili sono realmente soggetti alla legge del luogo; però nel senso che si è di sopra indicato. Le formalità e condizioni indispensabili per l'alienazione, gli effetti giuridici del possesso e del dominio, le incapacità speciali di acquistare stabilite per un motivo d'ordine pubblico, il modo di costituire le ipoteche ed i loro effetti, dipendono certamente dalla legislazione territoriale. Quando la legge del paese, per esempio, esiga la tradizione per trasferire il dominio, esso non si considererà trasferito senza adempiere questa formalità,

sebbene secondo la legge nazionale del proprietario tale condizione non sia indispensabile. Le clausole testamentarie che fondino un fidecommesso o lascino una eredità alla manomorta, non avranno valore dove tali disposizioni siano proibite; rimarrà solo in piedi ciò che appartenga esclusivamente alle relazioni private del testatore.

Se gli statuti della sovranità territoriale domandassero in modo assoluto che le sue leggi regolassero la successione degli stranieri, non vi sarebbe ragione alcuna per escludere i mobili che hanno nel paese una situazione stabile e che in molti casi, per l'incremento degli affari mercantili e delle istituzioni di credito, formano tutta la fortuna di un individuo, od almeno la sua maggior parte.

Savigny espone »che il patrimonio di un defunto, considerato come una unità, è un oggetto ideale di un contenute indeterminato, che può comporsi di proprietà, di diritti sopra certi beni e di debiti, avendo questi un'esistenza invisibile.« Da questa riflessione deduce il dotto giureconsulto, che non si può applicare alla successione ereditaria la massima Lex loci rei sitae. »Considerare, dice egli, come sede di questo patrimonio il luogo in cui è situata la maggior parte dei beni, sarebbe un espediente molto arbitrario; perchè tale idea non ha nulla di preciso, e perchè la minore parte dei beni merita di essere presa in considerazione tanto quanto la maggiore. Se si abbandona questo espediente, non rimane che considerare la successione là dove si trova ciascuno dei beni che la compongono. Ma quando questi beni siano disseminati in tanti luoghi distinti, ciò ci porterebbe ad ammettere molt e successioni, indipendenti le une dalle altre, e sottoposte a leggi diverse, senza osservare che ciò sarebbe applicabile unicamente a una parte della successione, e nulla si deciderebbe per l'altra parte. Si vede poi che questo sistema non riposa sopra nulla di reale e di vero, ma bensì sopra una semplice apparenza [1]).«

Quando si tratta della successione intestata, si presenta un'altra grave difficoltà contro la teoria di quelli che subordinano il diritto ereditario alla legge del luogo. Secondo il Fiore, nel caso che un individuo muoia intestato, il modo di succedergli è regolato dalla legge, le disposizioni della quale si considerano come un testamento presunto, adottando ogni diritto positivo la presunzione che gli sembra più appropriata alla natura delle relazioni di famiglia e alle tendenze naturali del defunto. Ma essendo questa presunzione diversa, secondo lo spirito delle leggi di ogni paese, non può concepirsi che il defunto abbia tante volontà quanti sono i luoghi in cui sono situati i beni, istituendo per suo erede per i beni di un luogo quella medesima persona che ha esclusa per i beni esistenti in un luogo distinto.

Tutte queste ragioni si adducono acciocchè si riconosca la necessità di ammettere una sola legge, o la nazionale del defunto, o quella dell'ultimo domicilio. Bertauld, Laurent, Fiore, Mazzoni ed altri sono aperti fautori della prima di tali leggi, per essere quella che più influisce sulle

---

1) Trattato sul diritto romane, tradotto da Leroux, lib. VIII, pag. 375.

persone, quella che merita specialmente le nostre affezioni, ed anche quella che somministra una regola certa e costante, mentre la legge del domicilio fa dipendere la disposizione della eredità e i diritti di famigliada un fatto variabile ed accidentale.

I signori plenipotenziari, senza tenere in non cale interamente tutte queste idee emesse in una questione di tanta entità, non hanno convenuto nell'applicazione della legge nazionale, a meno che non si verifichino due condizioni che loro sono sembrate necessarie. Mazzoni, dando un'interpretazione estensiva a quanto è disposto in fine dell'articolo 9 del Codice italiano, opina che il testatore straniero sia libero di testare secondo la sua legge nazionale o secondo quella del domicilio; e che lo spirito di tale disposizione sia quello di facilitargli il mezzo di fare il testamento secondo la legge italiana, se è domiciliato nel regno [1]). Sia o no fondata la interpretazione del Mazzoni, niuna difficoltà si è incontrata per concedere agli stranieri questa libertà di cui egli parla; però dichiarandolo in modo esplicito nelle disposizioni legislative per evitare litigi nel tempo della distribuzione dell'eredità, ed anche perchè il testatore, disponendo dei propri beni, possa scegliere con tutta sicurezza la legge che più gli convenga. Si è inoltre dimostrato che, nella successione di uno straniero, avranno i nazionali, a titolo di eredità, di pensione coniugale o di alimenti, gli stessi diritti che loro spetterebbero nella successione dei loro compatriotti.

Tale restrizione, dettata collo scopo di proteggere gli interessi dei nazionali, è in realtà un'eccezione al principio che domina le altre disposizioni contenute in questo titolo; però si è considerato che, nel caso in cui uno straniero acquisti dei beni nella repubblica all'ombra delle nostre istituzioni liberali, e non ostante ricusi di naturalizzarsi, nulla vi sarà di odioso, e neppure di strano che la sua vedova, i suoi genitori e i suoi figli, se sono nazionali, meritino la protezione delle leggi del loro paese inei termini testè esposti.

VI.

Il titolo 4° tratta delle obbligazioni contratte in paese estero, dei casi in cui gli stranieri non domiciliati nella repubblica possono essere convenuti dinanzi alle autorità locali, e per ultimo, del modo di procedere in tutti questi litigi. In questa parte, la Commissione incaricata di presentare la base delle discussioni accettò le regole stabilite nel codice peruviano, regole che sono state approvate con pochissime alterazioni.

L'ammissione delle domande relative ad obbligazioni contratte fuori delle repubbliche non è una novità pericolosa; è al contrario un mezzo di favorire la realizzazione della giustizia, imitando la condotta di altre nazioni illustri.

»Tutti i popoli, dice il Fiore, governati da leggi civili, convengono n ciò che l'obbligazione derivante da un contratto abbia un valore estra-

---

1) Istituzioni di diritto italiano, n. 169, nota 1ª.

territoriale. I romani stessi, tanto rigorosi verso gli stranieri, consideravano la maggior parte dei contratti come appartenenti al diritto delle genti.« In altro luogo osserva, »che l'obbligazione non può essere pienamente efficace se non quando il debitore può essere costretto ad una prestazione per mezzo dell'azione esercitata nella via giudiziale.« Il Wheaton fa notare che, secondo la giurisprudenza dell'Inghilterra e dell'Unione dell' America del Nord, »tutte le azioni personali ex-delicto o ex-contractu possono essere sperimentate avanti le autorità del territorio, qualunque siano le parti ed il luogo in cui esse azioni hanno avuto origine.«

Malgrado l'importanza di tali esempi, non si è creduto conveniente accettare una disposizione così assoluta. Chi implora la protezione delle autorità per assicurare o ricuperare ciò che è suo, merita di essere ascoltato, se dal far ciò non risulta una perturbazione dell'ordine pubblico. Questo è il principio che proclamano i menzionati autori; però, nell'applicarlo importa molto non andare più in là dei suoi veri limiti, acciò la protezione accordata alla domanda non degeneri in una specie di violenza. È necessario conciliare il diritto del creditore con quello che compete al debitore di non poter essere convenuto se non dinanzi al proprio giudice competente. L'articolo 1° non ammette, poi, le azioni per contratti celebrati fuori del territorio nazionale in tutti i casi; le ammette soltanto quando sono dirette verso i regnicoli o gli stranieri ivi domiciliati, perchè s'intende che gli uni e gli altri siano sotto la giurisdizione delle autorità locali. Ciò non ostante vi hanno circostanze in cui si può prescindere dallo statuto personale della parte convenuta, considerandole come eccezioni alla regola generale. Se l'atto da cui nasce l'obbligazione giuridica è sufficiente per far presumere l'intenzione di sottomettersi ai tribunali del paese, non v'ha difficoltà perchè questi accolgano la domanda, e tale è la considerazione che spiega le disposizioni contenute negli articoli successivi.

Concesso agli stranieri il diritto di comparire in giudizio contro i cittadini delle repubbliche, per domandare anche l'adempimento dei contratti celebrati in altro paese, si presentò naturalmente l'opportunità di discutere, se la parte convenuta poteva opporsi al corso di tali domande, quando non le si prestasse una cauzione capace di rispondere delle conseguenze del litigio. Alcuni signori plenipotenziari dubitarono se non fosse miglior consiglio non decidere cosa alcuna, lasciando sussistere ciò che stabiliscono al riguardo le diverse legislazioni civili. Ma si avvertì che secondo il programma approvato era indispensabile discutere la questione proposta; esaminare se era possibile darle una soluzione uniforme, senza contrariare le necessità speciali di ogni repubblica, e lasciare così ben definita la condizione degli stranieri.

Nel codice del Perù si dispone in un modo generale, che »lo straniero di passaggio, o che non ha beni conosciuti, sia obbligato a prestare cauzione nel giudizio in cui fosse attore.« Questa cauzione non è, come alcuni scrittori hanno detto, la cauzione judicatum solvi, che secondo l'antico diritto romano si esigeva in talune cause dalla persona convenuta: è piuttosto una cauzione pro expensis. Ma la disposizione del codice peruviano, sebbene non manifesti la durezza dell'antica giurisprudenza di Roma,

e tenda solamente a correggere la facilità di promuovere giudizi temerari, non cessa di essere in qualche opposizione colle regole della giustizia ed anche coi veri interessi dell'America, necessitando per questi motivi alcune modificazioni.

Demangeat, commentando l'articolo 16 del Codice civile di Francia, dice: »Fino al giorno d'oggi si è spiegato quest'articolo col desiderio di evitare che uno straniero possa muovere dinanzi ai nostri tribunali una domanda priva di ogni fondamento, trovando nella sua stessa qualità di straniero il modo di sottrarsi al rimborso delle spese e del rifacimento dei danni che un processo temerario ha cagionato al suo avversario [1]).«

Sul terreno delle dottrine corrette, la cauzione di cui trattati non può fondarsi in alcun modo sul desiderio di avversare gli stranieri, nè su quello di collocarli in una posizione inferiore a quella dei nazionali: è una semplice garantia che si concede alla parte convenuta, acciò non la si pregiudichi con una domanda temeraria.

In realtà, se l'attore non è legato al paese nè per l'amore patrio, nè pei vincoli della famiglia, nè per quelli della sua convenienza: se può trasferirsi ad altro luogo e liberarsi facilmente da ogni responsabilità che la sua domanda gl'imponga; si presenterà il pericolo che s'iniziino giudizi avventati collo scopo di ritrarre qualche vantaggio illegittimo o con altra mira riprovevole. Ma tale pericolo non esiste, quando lo straniero, abbia egli o no una residenza fissa, possiede nella repubblica beni sufficienti per rispondere dell'esito dell'azione giudiziale. In tal caso v'ha il mezzo di rendere effettive le responsabilità che gli si impongono a causa della sua domanda: il suo avversario è pienamente assicurato, e cessa così la necessità di una cauzione preventiva. Se lo straniero è domiciliato, considerazioni di altra specie esigono pure che non gli si opponga questo ostacolo per ricorrere ai tribunali. Il domicilio non si acquista con una residenza passeggera: si richiede per acquistarlo avere nel paese il focolare domestico e la sede principale dei propri affari, o esercitarvi alcuna industria o professione: e tutte queste circostanze suppongono vincoli più o meno stretti tra la persona domiciliata ed il luogo del suo domicilio. Affinchè adunque non si stabiliscano disuguaglianze odiose senza un patente motivo, contraddicendo così ai priucipii tutelari del sistema repubblicano, il gravame della cauzione non è stato imposto che allo straniero di passaggio e senza beni conosciuti. È sembrato anche conveniente sopprimerla in alcuni casi speciali che escludono la presunzione di mala fede.

Il disposto degli articoli 6° e 7° del titolo 4° non può essere oggetto di discussione nè di esitanza: quanto in esso si prescrive appartiene alla giurisprudenza quasi universale. Le formalità del giudizio, quando s'intenta un'azione per l'adepimento di contratti celebrati fuori della repubblica, restano subordinate alle leggi nazionali; poichè, se così non fosse, le autorità del paese dipenderebbero dalle leggi straniere che loro tracce-

1) 1ª nota del Demangeat sul. n. 132, libro 2°, Diritto internazionale privato di Foelix.

rebbero le regole della loro condotta, disconoscendo la sovranità dello Stato Secondo Mazzoni, » l'azione considerata come un mezzo col quale si sollecita l'aiuto dell'autorità giudiziaria contro una persona per obbligarla a rispettare il nostro diritto o riparare il danno che essa ci ha cagionato, è necessariamente regolata della legge del luogo in cui segue il giudizio «, perchè in verità l'ordine giudiziario è parte essenziale della costituzione dello Stato[1]). Ecco come il Massè fonda la medesima dottrina: » La regola, dice, in questa materia, è che il modo di procedere, come anche la competenza, si regolino colla legge del luogo in cui la domanda è stata introdotta; perchè il giudice non è competente se non a condizione di osservare le forme secondo le quali gli è permesso di giudicare: e perchè inoltre, essendo il diritto di amministrare la giustizia uno degli attributi della sovranità, il modo di amministrarla dipende necessariamente dalle legge stabilite dal sovrano o dalla autorità pubblica. I giudici che procedessero secondo le forme stabilite da leggi straniere, perderebbero tutta l'autorità che loro comunicano le leggi della nazione, le quali li hanno costituiti per giudicare con certe forme e sotto certe condizioni « [2]).

Per fissare la legge a cui devono uniformarsi le decisioni, quello che si richiede è l'attendere all'oggetto della controversia, ad esaminare accuratamente il diritto di cui trattasi. Nelle questioni riguardanti alla sostanza del contratto, la sua interpretazione ed i suoi effetti immediati, si rispetterà la legge sotto l'impero della quale ha avuto origine l'obbligazione; però la sentenza applicherà la legge nazionale, se la contesa versasse sopra azzioni od eccezioni che non hanno la loro radice nel contratto stesso, ma in fatti posteriori ed accidentali occorsi nel luogo del giudizio; come p. e. l'abbandono dell'istanza, la ratifica di un contratto vizioso, la modificazione delle obbligazioni primitive ed altri diritti di uguale natura. Tutte queste disposizioni si deducono dai principii accettati nel titolo primo, e sono in armonia colle dottrine professate dal Merlin, dal Massè, dal Foelix, e da tutti gli autori che hanno scritto sopra queste materie.

Dove non v'ha uniformità, si è nel modo di determinare le differenti specie di prescrizione. Quasi tutti convengono in ciò che la prescrizione degli immobili si determini secondo la legge del luogo dove questi sono situati, perchè generalmente si riconosce che, seguendo un altro sistema, si comprometterebbe il regime della proprietà fondato dalla legislazione territoriale: ma in quanto ai beni mobili, alcuni accettano la legge del domicilio del proprietario, ed altri quella del luogo del giudizio. Sulla prescrizione delle azioni sonovi ancora diversi pareri che si risentono delle teorie professate in altra epoca. Pothier, che senza alcun dubbio occupa un luogo molto distinto tra i giureconsulti di Francia, e l'opinione del quale vien citata dal Fiore, crede che le azioni, come tutte le cose che non hanno un luogo fisso, siano soggette alla legge personale del creditore, intendendo per legge personale quella del domicilio; altri pretendono che

---

1) Istituzione di diritto italiano, tomo 1° n. 176.

2) Diritto commerciale in relazione col diritto delle genti e civile, tit. 2°, n. 131.

la prescrizione delle azioni si regoli colla legge del domicilio, non del creditore, ma del debitore a beneficio del quale si considera adottato questo modo di estinguere le obbligazioni civili; e finalmente v'hanno autori, che non vedendo nella prescrizione estintiva ed acquisitiva se non istituzioni di sola procedura, chiedono che l'una e l'altra dipendano dalla legge del paese dove si esercita l'azione.

Il congresso de'giureconsulti ha seguito le dottrine odierne più accreditate, che sono quelle di Savigny, Demangeat, Pradier-Fodéré e Philimore. Nelle repubbliche contraenti, la prescrizione dei diritti reali dipenderà dalla legge del luogo dove sono situati i beni; e la prescrizione delle azioni, dalla medesima legge che regola l'obbigazione. Gli altri sistemi sulla prescrizione delle azioni non conciliano la facilità della esecuzione colle esigenze dell'ordine civile e coi principii della scienza.

L'efficacia di una obbligazione consiste nell'avere il creditore diritto di adire i tribunali acciò il suo debitore sia costretto all'adempilmente della convenzione. Ma tale diritto non è eterno: ha una durata fissa; e se non è esercitato nel termine stabilito, si estingue insieme colla relativa obbligazione. Allora si presume che il creditore abbia rinunciato al suo diritto; o, parlando un linguaggio più scientifico, che più non esiga la prestazione obbligatoria. Così il termine stabilito, perchè possa promuoversi l'azione stabilisce il tempo durante il quale il debitore rimane obbligato all'adempimento del credito, o per dire così, è la durata del vincolo giuridico che risulta dal contratto; e la legge a cui spetta fissare tale durata, non è la legge del domicilio dei contraenti,' ma quella del luogo dove l'obbligazione ha avuto origine.

La teoria che si è esposta regge contro qualsiasi seria confutazione, dissipa tutte le oscurità, ed offre inoltre un altro vantaggio quale è quello di fissare in modo certo la legge che deve risolvere queste questioni, invece di farla dipendere dal domicilio o dal luogo del giudizio, e lasciar così all'arbitrio di uno degli interessati l'estendere od il restringere la durata del termine della prescrizione.

Inoltre coloro che considerano come una questione di procedura il modo di prescrivere le azioni, incorrono in una specie di anomalia, supponendo che la lex fori possa opporre una barriera al diritto del creditore sebbene secondo la legge del contratto la obbligazione non abbia cessato di esistere.

VII.

Il congresso dei giureconsulti ha creduto che le repubbliche firmatarie debbano uniformare anche le loro legislazioni riguardo ai casi in cui la giurisdizione delle autorità locali può estendersi ai reati commessi in un paese estero.

Il diritto di punire, dicono alcuni autori, è uno degli attributi più importanti del potere sociale; però suo unico scopo è il guerentire gli elementi che costituiscono l'ordine dello Stato. Se la società credesi minacciata, è missione dell'autorità difenderla: se alcuni individui mossi da passioni malefiche offendono il diritto dei privati, essa deve venire immedia-

tamente in aiuto di tale diritto; se, malgrado la sua vigilanza il male è consumato, deve riparare il disordine per mezzo della punizione. Nulla ha che fare certamente per i reati commessi in altro territorio, qualunque sia la gravità dei medesimi, e siano gli autori nazionali o stranieri.

Di fronte a questa dottrina se ne presenta un'altra, che si fonda in un principio contrario, e dà alla giustizia criminale una immensa estensione. Secondo tale teoria, se si compie un'azione criminosa, l'autore ed il complice meritano un castigo. Questo è un principio assoluto: è il voto della coscienza universale, e perchè esso non sia illusorio, l'autorità di ogni Stato, se arresta il delinquente nel suo territorio, ha il diritto di giudicarlo e castigarlo.

Nella giurisprudenza dell'Inghilterra ed in quella dell'Unione americana del nord si segue la prima di queste dottrine radicali.

In Francia i crimini che attentano alla sicurezza dello Stato, la falsificazione di sigilli, monete o documenti nazionali, e dei biglietti di banca autorizzati dalla legge, possono giudicarsi dalle autorità francesi se i delinquenti, siano essi nazionali o stranieri, vengono arrestati nel territorio francese, o se si ottiene la loro estradizione; i francesi che in paese estero hanno commesso qualche delitto, possono pure essere giudicati dalle stesse autorità [1]).

Nel Belgio, secondo la legge del 30 dicembre 1836, i belgi sono giudicati e puniti dalle autorità della loro patria, se commettono delitto in altro paese contro un altro belga, ed anche quando commettano contro qualsiasi straniero alcuno dei crimini o deletti indicati nella legge di estradizione, purchè siavi in tal caso querela della parte lesa o domanda ufficiale delle autorità del luogo in cui il fatto punibile si è compiuto.

In Baviera, Norvegia, Hannover e presso altri popoli germanici sono giudicati i regnicoli per qualsiasi delitto, ancorchè commesso in estero territorio; e gli stranieri, unicamente pei delitti che commettano contro lo Stato o i suoi sudditi.

Secondo Foelix, l'articolo 9 della istruzione criminale dei Paesi Bassi, che andò in vigore il 1° ottobre del 1838, dà competenza alle autorità locali di giudicare gli stranieri che, in altro paese hanno commesso contro i sudditi del regno reati di assassinio, incendio, furto mediante rottura, ferimento con armi od altre circostanze aggravanti [2]).

In quanto alla penalità, tutte le nazioni non seguono lo stesso sistema. In Austria, nel Belgio ed in Baviera si giudica il reo secondo la legge dello Stato. Nel codice generale di Prussia si dispone che gli stranieri, processati per crimini o delitti comessi fuori del regno, siano giudicati secondo la legge del luogo della perpetrazione; ma che si applichi loro la pena stabilita dalla legge prussiana, se quella stabilita dalla legge estera è più grave. Quest'ultima disposizione, che emana unicamente da considerazioni di equità, e che tende a temperare l'eccessivo rigore di alcune leggi penali, apparisce anche sanzionata in altri codici europei.

---

1) Vedasi la legge del 27 giugno 1866.
2) Foelix, opera citata, lib. 2, n. 557.

Il congresso americano ha procurato di stabilire ciò che nel suo concetto meglio rispondeva alla sicurezza ed all'ordini pubblico, senza piegarsi a veruna teoria estrema. Non si è seguita l'opinione di quelli che pretendono restringere la giurisdizione criminale di uno Stato a' soli atti eseguiti nel suo territorio; nè tampoco la massima di coloro che, riguardando la giustizia pubblica come una delegazione della giustizia del cielo, vogliono che essa punisca tutt'i fatti immorali, sebbene non lo esiga imperiosamente l'interesse della società: sono state accettate, in quanto non vi si oppongano le leggi fondamentali dell'America, le dottrine di quelli che hanno scritto con qualche profondità su questo ramo del diritto internazionale privato:

In primo luogo si è stabilita la competenza delle autorità della repubblica per giudicare i falsificatori di monete, di biglietti o documenti nazionali, o di biglietti di banca autorizzati dalla legge; il che è generalmente ammesso in altri paesi, e si fonda sul diritto che hanno le nazioni di punire coloro che, per mezzo di un crimine, recano danno alla pubblica ricchezza.

Sebbene alcuni codici si limittino a prescrivere che i propri sudditi rimangano soggetti alla giurisdizione delle autorità dello Stato, qualora dopo aver commesso un delitto contro uno dei loro compatriotti facciano ritorno nella loro patria, si è creduto che una legge di tale specie non si presenta come un vero omaggio prestato alla giustizia internazionale, ma bensì come un mezzo di proteggere i nazionali. I rappresentanti delle repubbliche firmatarie, invece di adottare una disposizione somigliante, hanno preso per norma in questa parte l'istruzione criminale citata dal Foelix, e di cui si è fatta menzione.

Nella regola approvata si comprendono solo quei fatti immorali che occupano il primo luogo nella serie dei crimini; ma non si stabilisce un'eccezione in pregiudizio degli stranieri contro i quali fosse commesso il fatto criminoso. Così i nazionali che in un paese straniero commettano il reato di furto, incendio, assassinio o qualsiasi altro di quei reati per i quali è ammessa l'estradizione, rimarranno soggetti alle autorità della repubblica, qualora facciano ritorno in essa, e siavi querela della parte lesa o domanda del governo nel cui territorio avvenne il crimine.

Si è creduto tanto più indispensabile dare alla legge quella liberale ampiezza, in quanto che, secondo la pratica generalmente osservata, i nazionali non sono soggetti all'estradizione. Non concedere ai governi stranieri il diritto di esigere l'estradizione dei nostri connazionali, e nel medesimo tempo non permettere che essi vengano giudicati nel territorio della repubblica, sebbene siano colpevoli di un grave delitto, sarebbe accordare loro una impunità scandalosa, tanto opposta alle leggi dell'ordine morale, quanto all'interesse pubblico.

Se gli autori o complici del fatto punibile sono stranieri, rimarranno anch'essi soggetti alle disposizioni menzionate nel caso che il delitto siasi commesso contro i cittadini della repubblica; e si è creduto di prescindere dal comprendere il caso contrario, perchè quando il fatto criminoso si commettesse contro un altro Stato o i suoi sudditi, si provvederà all'estradi-

zione del delinquente, ed anche alla sua espulsione, se le leggi del paese non lo proibiscono.

La competenza delle autorità della repubblica per giudicare gli stranieri che delinquono contro i nazionali, non è in opposizione colla vera teoria della legislazione penale. Nel furto, nell'assassinio ed in altri delitti di tale natura v'ha una immoralità tanto evidente che non può essere posta in dubbio. In tutte le epoche e sotto l'impero di tutte le legislazioni, l'anatema del genere umano ha colpito questi crimini che scuotono i fondamenti della pubblica sicurezza. Si è predicato contro l'eccessivo rigore di alcune leggi repressive, si è levato un grido di riprovazione contro quelle pene che appariscono come una crudeltà tanto raffinata quanto inutile per il bene della società, si è anche giunti a sostenere che il patibolo non deve esistere neppure per gli assassini, ma sempre si è riconosciuto che il furto, l'assassinio ed altri atti di grande perversità meritano una punizione severa.

Se il colpevole, per liberarsi dalla persecuzione della giustizia, riesce a sottrarsi al luogo della perpetrazione, se viene a rifugiarsi nella patria dello stesso individuo che è stato vittima del crimine, l'autorità di questo paese non può rimanere impassibile; essa ha il dovere di proteggere i suoi nazionali, ed anche quello di impedire che si turbi la pubblica quiete con la presenza e l'impunità del delinquente. Ecco ciò che dice l'Ortolan: » Ogni governo deve dare una protezione pubblica ai suoi nazionali anche fuori del proprio territorio. Se alcuno di essi è stato vittima di un crimine in paese estero, è dovere del governo e dei suoi agenti diplomatici e consolari darsi movimento, intervenire presso le autorità locali, reclamare, se è neccessario, ed ottenere la punizione del colpevole. Come sarà possibile poi che, se quel colpevole viene nel suo proprio territorio, portandovi colla sua presenza il pericolo e l'allarme, sia la facoltà del governo limitata a ricondurlo fuori della frontiera, od a consegnarlo ad un potere che lo lascerà fors'anche impunito? Che ogni Stato si limiti a questo provvedimento quando si tratta di crimini commessi in altro paese da uno straniero contro uno straniero, nulla di più conveniente, poichè allora l'interesse sociale non esige di più.

» Ma quando si tratti di crimini gravi, commessi contro i propri nazionali, lo Stato deve avere un potere più efficace; e tale potere è il diritto di punire il reo straniero, se lo arresta nel suo territorio. Così, affinchè esista il diritto di punire gli stranieri per fatti estraterritoriali, si richiede: 1° una notevole gravità dei fatti; 2° che questi fatti siano stati commessi contro un nazionale, perchè in altre circostanze il diritto di espellere lo straniero, o di sottometterlo all'estradizione, sono sufficienti per la sicurezza sociale «.

Ortolan colla sua autorevole parola appoggia poi la decisione dei plenipotenziari americani. Nel caso contemplato da questa decisione, sono riunite effettivamente le due condizioni indispensabili perchè la pubblica autorità giudichi e punisca l'autore del delitto; si tratta di atti che violano le leggi più sacre dell'umanità; ed inoltre v'ha un grande interesse sociale a reprimerli. Il delinquente non può dire che è giudicato con violenza

che vien condannato senza pietà, e che deve essere punito secondo la legge del luogo della perpetrazione, perchè è stato determinato che, se la pena è differente nei due territori, gli si applichi la meno severa. Inoltre, il reo troverà sempre nelle forme legali, nella serenità e rettitudine dei giudici, ed anche nel voto pubblico, la protezione necessaria per difendersi da qualsiasi accusa calunniosa.

VIII.

Nel risolvere le questioni relative alle sentenze pronunciate in paese straniero, del che tratta l'ultima parte del programma, si è esaminato ciò che viene disposto nella maggior parte degli Stati, accettando i principii più convenienti al sistema repubblicano e di più facile applicazione.

Non eseguire quelle sentenze se non dopo una revisione che abbia per oggetto tanto la forma del procedimento quanto il merito della controversia, sarebbe togliere ad esse molto del loro valore, ed imporre alla parte vittoriosa il gravame di iniziare un nuovo e plenario giudizio per ottenere l'esecuzione della sentenza.

In quel sistema il principio esagerato della sovranità territoriale domina esclusivamente tutte le altre considerazioni. La presunzione che esiste in favore delle decisioni pronunciate dai magistrati conoscitori delle leggi, le relazioni che nascono dal commercio dei popoli, le esigenze della moralità pubblica, tutto si sacrifica al timore che venga diminuita l'indipendenza nazionale. Se un debitore ottiene di partire dal luogo del giudizio, otterrà i vantaggi più illegittimi; rimarrà distrutta la efficacia della decisione proferita contro di lui; potrà egli anche disarmare il suo creditore, privandolo delle prove che esistevano nel processo; ed in tal modo si darà incoraggiamento alla frode ed alla mala fede.

Nel concedere alle sentenze straniere altra importanza che quella di servire di fondamento all'eccezione di regiudicata, sarebbe rinchiudere i suoi effetti giuridici in un circolo molto angusto. Se si inoltra una domanda riaprendo un procedimento già ultimato fuori del paese, la persona convenuta uscirà dal suo stato passivo, farà uso della eccezione litis finitae, e così troverà un rimedio per difendersi da colui che viene a turbare il suo riposo; ma quella situazione non può presentarsi se non quando la domanda è stata respinta od almeno corretta nel giudizio. Che se la sentenza straniera ha altro significato, se essa ha ordinato il pagamento di un debito, e il creditore viene in cerca del suo debitore fuggitivo, egli troverà pieno di ostacoli il cammino della giustizia. Così si vede chiaramente che il dar forza ad un giudicato straniero solo quando venga presentato sotto la forma di un'eccezione, è adottare un sistema che non presenta una soluzione completa, che non prende in considerazione tutti gli interessi, nè concilia nei casi più gravi i diritti inviduali colla sovranità del paese dove si pretende che si rispetti la sentenza.

In Francia le sentenze giudiziarie proferite in altro paese non possono eseguirsi senza la revisione di un tribunale francese, ma quanto alla natura della revisione sono divise le opinioni dei più eminenti giureconsulti. Sostengono alcuni, che se la parte soccombente nella lite fu uno straniero,

l'esame del tribunale si limiterà a sapere se v'ha nella sentenza qualche disposizione contraria alla sovranità della Francia, ai suoi interessi o al suo diritto pubblico; ma se il giudizio è seguito contro un francese, la revisione si estenderà molto più oltre, ed avrà per oggetto non solo la forma ma anche la sentenza della lite. Allora tutto quello che sarà stato fatto fuori di Francia rimarrà senza valore; la parte citata per l'esecuzione potrà opporvisi con tutti i mezzi legali, adducendo nuovamente tutte le sue eccezioni; e la sentenza non avrà autorità se non dopo che il tribunale l'avrà confermata, previa una nuova discussione.

Massè crede che tali dottrine, e la varietà che si nota nelle decisioni dei tribunali francesi, risultano dagli articoli 2123 e 2128 del codice civile, come pure dell'articolo 546 del codice di procedura giudiziaria, i quali non sono stati interpretati con esattezza [1]). Secondo il suo parere, il vero senso di tali disposizioni legali è di abolire le antiche pratiche, e di ordinare che il tribunale francese riveda le sentenze pronunciate in altro paese, solo collo scopo di verificare se esse rivestano le forme indispensabili e costitutive di ogni giudicato perfetto, se emanino dall'autorità competente, e se non si oppongano alle leggi d'ordine pubblico.

Checchè ne sia, le opinioni di Massè, alle quali il congresso dei giureconsulti ha aderito, sono quelle che dominano attualmente nella giurisprudenza di molte nazioni, e quelle che sono più in armonia con i progressi della civiltà e coi principii fondamentali della giustizia.

Certamente nessuno Stato può consentire che nel suo territorio esercitino atti di sovranità le autorità di altro paese, perchè ciò comprometterebbe la sua indipendenza e sconvolgerebbe l'ordine interno. La facoltà che spetta ai tribunali di una nazione di eseguire le sue sentenze, e che nel linguaggio giuridico si chiama impero, non si estende più in là delle sue frontiere. Tali sentenze, in qualsiasi luogo, saranno riguardate come atti di legittima giurisdizione, come risoluzioni definitive di un procedimento contenzioso; però se si pretende che abbiano un valore estraterritoriale, è necessario che le autorità del luogo dove sono presentate ne ordinino la esecuzione; e quelle autorità non debbono farlo, se non ponendo in salvo i diritti ed interessi della loro patria. Adempiuta questa condizione, non vi saranno ostacoli per eseguire la sentenza, osservandosi le leggi del paese in tutto quello che concerne il modo di procedere.

Secondo il Mazzoni, »le sentenze giudiziarie, parlando rigorosamente, non dovrebbero avere effetto fuori dei limiti del territorio della nazione

1) L'articolo 2123 del Codice civile dice: »L'ipoteca non può risultare dalle sentenze proferite in paese straniero se non in quanto siano state dichiarate esecutive da un tribunale francese, senza pregiudizio delle disposizioni contrarie che possono esistere nelle leggi politiche e nei trattati«. Art. 2128: »I contratti stipulati in paese estero non possono produrre ipoteca sui beni situati in Francia, se non vi sono disposizioni contrarie a questo principio nelle leggi politiche o nei trattati«. Art. 546 del codice di procedura: »Le sentenze proferite dai tribunali e gli atti autorizzati dagli ufficiali stranieri non sono suscettibili di esecuzione in Francia, se non nel modo e nei casi previsti dagli articoli 2123 e 2128 del codice civile«.

a cui appartiene l'autorità che le ha pronunciate. Ma ciò che fu risoluto dall'autorità giudiziaria, ritenendosi come una espressione della giustizia, almeno in una nazione civilizzata dove tale autorità goda indipendenza, e meritando la giustizia in ogni luogo omaggio ed obbedienza, si concede nel regno l'esecuzione della sentenza pronunciata in un paese estero. Ma perchè non succeda che la forza data a questo nello Stati si adoperi a consumare un'ingistizia od a turbare l'ordine pubblico, essa dove esser dichiarata esecutiva nella forma stabilita dal codice di procedura civile, mediante un giudizio sommario in cui la corte di appello esamioi: 1° se tale sentenza sia stata pronunciata dall'autorità giudiziaria competente; 2° se è stata citata regolarmente la parte; 3° se è stata legalmente rapepresentata; 4° se la sentenza contiene disposizioni contrarie all'ordine pubblico interno [1]).«

» Secondo il mio parere, dice il giureconsulto belge Vorgeux, la sentenza proferita in un paese estero, o che secondo la legge di quel paese ha acquistato forza di regiudicata, per regola generale deve essere esecutiva nel Belgio con un semplice pareatis senza nuovo dibattimento, sia che il giudizio sia seguìto contro un cittadino belga o in suo favore, o fra stranieri. Questa regola non ha per me che un'eccezione: quando il belga sia stato obbligato ad accettare la giurisdizione estèra non ostante che i tribunali belgi fossero i soli competenti «. Un poco più innanzi aggiunge: » Così, per manifestare più chiaramente il mio pensiero, il còmpito dei tribunali belgi sarà sommamente facile. Essi non avranno che a verificare se il giudizio definitivo sia suscettibile di esecuzione; in tal caso accorderanno il pareatis, ed il condonnato non potrà aprire una nuova discussione. L'unica eccezione sarà di sostenere che la decisione non è esecutiva nel paese in cui è stata presa, oppure che ha già avuto adempimento. Che cosa avverà se il tribunale ordina l'arresto personale, non consentendo la legge belga questo mezzo rigoroso di esecuzione? La risposta è semplice: non si autorizzerà l'arresto « [2]).

Queste dottrine, con pochissima differenza, servono di base al regime stabilito dal congresso perchè si eseguano nelle repubbliche i giudicati pronunziati in paese estero. L'esecuzione si ordinerà senza alcuna difficoltà, se fu citata legalmente la parte soccombente, se il giudizio è stato validamente compiuto, e se ciò che fu risoluto in esso non è incompatibile colla costituzione politica del paese, nè con alcun'altra delle leggi di ordine pubblico. Avverto, per incidente, che sono state preferite queste due ultime parole a quelle di diritto pubblico interno, che io avevo proposte seguendo la dottrina del Laurent, perchè la maggior parte dei plenipotenziari hanno preferito la redazione adottata in altri codici, e hanno creduto che anche così si comprendo lo spirito della disposizione legislativa. Tutte le leggi civili di uno Stato tendono in realtà a mantenere l'ordini, però alcune sono specialmente dirette a proteggere a gl'interessi generali della società, ed altre a concedere la stessa protezione agl'interessi particolari

1) Istituzioni del diritto civile italiano, tom. 1° n. 180.
2) Rivista di diritto internazionale. II, 161.

degli associati. Quelle che proibiscono le sostituzioni, quelle che condannano la schiavitù, quelle che dichiarano l'incapacità dei religiosi a succedere, ed altre di uguale natura, appartengono alla prima specie; non possono trasgredirsi per verun motivo, e si reputano assolutamente indispensabili per la conversazione dell'ordine interno.

Questo giudizio di revisione delle sentenze proferite da un'autorità straniera è pure molto diverso da quello che ha luogo pei diritti controversi tra le parti; la missione conferita ai giudici o tribunali di esecuzione non ha altro oggetto che di custodire le prerogative della sovranità territoriale. Io aveva desiderato, non ostante, che tale revisione si facesse dall'Eccellentissima Corte Suprema o dal Tribunale più elevato di ogni repubblica, udito prima il pubblico ministero, sia perchè mio proposito era di non convertirla in una questione contenziosa, sia perchè la più alta autorità nell'ordine giudiziario ha maggiori mezzi di conseguire l'intento; però alcuni signori plenipotenziari hanno creduto che nel sistema politico dei loro Stati possono trovarsi difficoltà per adottare questo modo di procedere, ed è stato pertanto indispensabile, per evitare un disaccordo, convenire che la revisione si effettui dall'autorità giudiziaria incaricata di eseguire la sentenza, aggiungendo che, contro le risoluzioni di tale autorità, possano gl'interessati ricorrere nei modi legali stabiliti nel paese ove è chiesta l'esecuzione.

IX.

In quanto alle legalizzazioni, ha predominato il desiderio di diminuirne le spese e le perdite di tempo, prescrivendosi solo certe norme senza le quali sarebbe impossibile autenticare gli atti giuridici avvenuti fuori della repubblica.

Per determinare, come dicono i giureconsulti, se l'atto fatto in un paese sia o no autentico, conviene sapere se, secondo la legge di quel paese, è rivestito delle formalità necessarie per produrre l'autenticità; e sopra questo punto è irrecusabile la testimonianza dell'autorità o dell'impiegato a cui la legge del luogo dà facoltà di legalizzarlo e renderlo degno della fede pubblica. È poi necessario che la firma di quell'autorità sia legalizzata da altro ufficiale pubblico, che per la natura delle sue funzioni meriti intero credito nel paese della esecuzione. Ciò è tutto l'essenziale che non potrebbe in alcun modo tralasciarsi, e che appare nel metodo stabilito dal congresso de' giureconsulti; essendo stata rimossa ogni difficoltà rispetto a quelli Stati, i gabinetti dei quali ricusano rimettere ad altri governi le rogatorie o documenti emanati in affari privati.

X.

Risolute tutte le questioni enumerate nel programma di diritto internazionale privato, rimaneva di stabilire i limiti entro i quali le leggi stabilite e gli atti celebrati in un territorio straniero potevano aver vigore nella repubblica.

Le restrizioni approvate a tal fine sono quelle indispensabili per lasciare incolumi i principii fondamentali degli Stati americani, e quelle che

possono essere stabilite senza fare odiosa la situazione degli stranieri. Eccettuato l'articolo che proibisce di applicare le leggi straniere senza che la parte interessata lo domandi e provi la esistenza delle medesime, tutto il di più che il titolo ultimo contiene è, poco più poco meno, ciò che è sancito nel codice civile italiano nell'articolo 10; articolo che ha meritato plausi per la forma tantò semplice della sua redazione, e più per la assennatezza del dispositivo.

Il congresso della mia patria, a cui V. E. invierà questa memoria insieme al rispettivo trattato, si degnerà di portare la sua attenzione sulle ragioni anteriormente esposte per conoscere i motivi di tutte le regole accettate dai plenipotenziari delle repubbliche.

Come si noterà a prima vista, si è cercato di non discendere a molti particolari: si sono stabiliti unicamente i principii secondo i quali debbonsi regolare le decisioni, ed è rimasto a carico di ogni repubblica svolgerne le conseguenze nel modo che lo esiga la sua situazione.

Per ottenere tutti questi accordi è stato necessario vincere alcune difficoltà nel corso delle discussioni. Il diritto internazionale privato è tanto scabroso, v'hanno dettami tanto opposti su punti della massima gravità, che alcuni autori, dopo aver presentato il pro ed il contro di queste tesi tanto disputabili, raccomandano i trattati come l'unico mezzo di porre fine alle dispute; però, come dice l'Ortolan, i trattati non offrono un rimedio radicale, non stabiliscono regole generali e permanenti, offrono le questioni invece di risolverle. Non era tale la missione dell'assemblea che ho avuto l'onore di presiedere: la sua missione era molto seria e di più estesi risultati: era quella di regolare in modo definitivo le relazioni civili degli stranieri.

I signori plenipotenziari, che compongono il congresso dei giureconsulti, desiderano vivamente che, se questi lavori meritano l'approvazione degli Stati che essi rappresentano, siano considerati come una testimonianza delle savie intenzioni che guidano l'America nella sua politica internazionale.

Le repubbliche firmatarie, dopo avere offerto agli stranieri il go limento dei diritti civili, hanno cercato dar loro maggiori garantie di sicurezza, fissando regole inalterabili ed eque pei casi in cui vi abbia opposizione tra le leggi straniere e quelle dei nostri Stati. Questo è il significato dei primi lavori del Congresso americano.

Per conseguire un fine così importante, si sono prese dalla illustre Europa tutte quelle idee che possono introdursi nella giurisprudenza di queste nuove società senza turbare la loro vita repubblicana. Nei diversi titoli che contengono gli accordi presi, non v'hanno scopi egoisti, nè disposizioni di cui le altre nazioni possano offendersi; tutto cospira a facilitare il commercio dei popoli; tutto porta seco il suggello di una politica liberale e disinteressata.

Se i principali Stati di Europa, sebbene abbino tenuto alcuni congressi internazionali per questioni di grande importanza, non hanno uniformato ancora la loro giurisprudenza sopra alcuni punti capitali di diritto internazionale privato, ciò non è un motivo perchè sia tacciata di molto

arrogante questa gran parte dell'America per essere entrata risolutamente in un sentiero che ancora non hanno traversato altri popoli più antichi e potenti.

La organizzazione politica delle repubbliche americane, che prima furono colonie spagnuole, differisce molto da quella che hanno gli Stati di Europa. In questa parte dell'America non si hanno odiose rivalità, nè pretensioni di supremazia territoriale, nè il timore che la preponderanza dei governi vicini ponga in pericolo l'indipendenza nazionale. La lingua e le idee dominanti sono eguali, il regime interno riposa sui medesimi principii, in tutte le classi elevate della società v'ha una sete ardente d'illustrazione e miglioramenti, ed in tutti i popoli esiste la tendenza a stringersi con un vincolo fraterno. Non è perciò sorprendente che, in virtù di tanta affinità morale e politica, l'America latina trovi minori ostacoli degli altri popoli per uniformare la sua giurisprudenza circa la condizione giuridica degli stranieri ed in altri rami della sua legislazione.

Le disposizioni adottate potranno migliorarsi ed ampliarsi più tardi, se alcuna necessità lo richiegga; però, in ogni modo, già si sono fatti i primi passi nella via che conduce al termine desiderato dagli eroi della nostra indipendenza. Ciò che prima pareva un'illusione, comincia a realizzarsi. Le repubbliche contraenti hanno innalzato una bandiera di alleanza pacifica, procedono unite e con animo sereno al possesso della loro prosperità, e v'ha a sperare che le repubbliche sorelle le accompagneranno in una impresa così lodevole.

Questa unione, col progredir del tempo, darà grandi risultati, accrescerà il nostro credito all'estero, faciliterà lo svolgimento di tutti gli elementi riparatori che v'hanno nel nostro suolo, perfezionerà ad un tempo le nostre istituzioni, finchè giungerà il giorno in cui, come hanno vaticinato alcuni dei nostri uomini politici, l'America tranquilla e felice sarà la patria comune di tutti gli americani.

Dio la guardi.

Antonio Arenas.

II. — Trattato per istabilire regole uniformi in materia di diritto internazionale privato.

Le repubbliche del Perù, Argentina, del Cilì, di Bolivia, dell'Equatore, degli Stati Uniti di Venezuela e di Costarica, riconoscendo la necessità di uniformare in quanto sia possibile la legislazione degli Stati americani, hanno deciso, per iniziativa del governo del Perù, di riunire in Lima un congresso di plenipotenziari giurisconsulti; e nominarono come tali:

la repubblica del Perù, il signor dottore don Antonio Arenas;

la repubblica Argentina, il signor dottore don José E. Uriburu, suo inviato straordinario e ministro plenipotenziario;

la repubblica del Cilì, il signor dottore don Joaquin Godoy, suo inviato straordinario e ministro plenipotenziario;

la repubblica di Bolivia, il signor dottore don Zoilo Flores, suo inviato straordinario e ministro plenipotenziario;

la repubblica dell'Equatore, il signor dottore don Miguel Riofrio, suo inviato straordinario e ministro plenipotenziario;

la repubblica degli Stati Uniti di Venezuela, il signor dottore don Pedro Naranjo; e

la repubblica di Costarica, il signor dottore don Antonio Arenas:

i quali, previa presentazione dei loro rispettivi pieni poteri, che furono trovati in debita forma, hanno discusso in una serie di conferenze la prima parte del programma convenuto, relativa al diritto internazionale privato; ed hanno stabilito che le nazioni da essi rappresentate adotteranno come legge le disposizioni contenute nei titoli seguenti:

Titolo I.

Della legge che regola lo stato e la capacità giuridica delle persone, i beni situati nella repubblica ed i contratti celebrati in paese straniero.

Art. 1. Gli stranieri godono nella repubblica i medesimi diritti civili che i nazionali.

Art. 2. Lo stato e la capacità giuridica delle persone saranno regolati dalla loro legge nazionale, ancorchè si tratti di atti eseguiti o di beni esistenti in altro paese.

Art. 3. I beni immobili esistenti nella repubblica ed i mobili che abbiano in essa una situazione permanente, saranno soggetti alle leggi nazionali, sebbene i loro proprietari siano stranieri o non risiedano nello Stato; salvo ciò che è disposto nel titolo delle successioni.

Art. 4. I contratti celebrati fuori della repubblica saranno regolati, in quanto alla loro validità intrinseca e agli effetti giuridici delle loro stipulazioni, dalla legge del luogo della loro celebrazione; però se questi contratti per loro natura o per convenzione delle parti dovessero eseguirsi propriamente nella repubblica, saranno soggetti alle leggi di questa.

Art. 5. Le forme o le solennità estrinseche dei contratti o di qualsiasi altro atto giuridico saranno determinate dalla legge del luogo in cui sono stati fatti.

Art. 6. La prova dell'autenticità degl'istrumenti rogati in altro paese sarà soggetta alle leggi della repubblica.

Titolo II.

Dei matrimoni celebrati in paese estero, e di quelli celebrati dagli stranieri nella repubblica.

Art. 7. La validità del matrimonio per gli effetti civili si giudicherà colla legge del luogo in cui esso fu celebrato.

Art. 8. Si riputerà anche valido per gli stessi effetti il matrimonio contratto da un nazionale all'estero innanzi all'agente diplomatico o consolare della repubblica, secondo le sue leggi.

Art. 9. Il matrimonio celebrato secondo i canoni della chiesa cattolica produrrà effetti civili nella repubblica, sebbene non li produca nel luogo in cui fu contratto.

Art. 10. La capacità giuridica per contrarre matrimonio sarà regolata dalla legge nazionale dei contraenti.

Art. 11. Gli stranieri, che desiderino contrarre matrimonio nella repubblica, saranno obbligati a provare la loro capacità giuridica innanzi all'autorità che sarà determinata dalla legge locale.

Art. 12. Essi saranno pure soggetti alle leggi della repubblica per quanto concerne gl'impedimenti dirimenti.

Art. 13. I diritti e i doveri personali, che il matrimonio produce tra i coniugi e tra essi e i loro figli, saranno regolati dalla legge del domicilio matrimoniale; però, se questo variasse, saranno regolati dalla legge del nuovo domicilio.

Art. 14. Le convenzioni matrimoniali stipulate fuori della repubblica saranno soggette alle medesime disposizioni che regolano i contratti.

Art. 15. Non esistendo convenzioni matrimoniali, la legge del domicilio coniugale regolerà i beni mobili dei coniugi, qualunque sia il luogo dove essi si trovino o siano stati acquistati.

Art. 16. I beni immobili ed i mobili di situazione permanente saranno soggetti in ogni caso alla legge del luogo in cui sono situati in conformità dell'articolo 3.

Art. 17. Il matrimonio sciolto in un altra paese secondo le leggi ivi in vigore, ma che non avesse potuto sciogliersi nella repubblicca, non abiliterà i coniugi a contrarre nuove nozze.

Titolo III.

Della successione.

Art. 18. La capacità per testare sarà regolata dalla legge nazionale del testatore.

Art. 19. Gli stranieri potranno testare nella repubblica secondo le leggi del paese della loro nascita o naturalizzazione, o secondo quelle del loro domicilio.

Art. 20. La capacità per succedere e la successione saranno regolate dalla legge, a cui siasi assoggettato il testatore, colle seguenti restrizioni:

1ª Non avranno effetto le disposizioni testamentarie sui beni esistenti nella repubblica, se si oppongono a ciò che si stabilisce nell'articolo 54;

2ª Sulla successione di uno straniero avranno i nazionali, a titolo di eredità, di porzione coniugale, o di alimenti, i medesimi diritti che secondo le leggi dello Stato loro spetterebbero sulla successione di altro nazionale; e li conseguiranno sui beni esistenti nel paese.

Art. 21. I testamenti rogati fuori della repubblica, e che debbano avere effetto in essa, saranno soggetti alle limitazioni stabilite nell'articolo precedente.

Art. 22. Le solennità estrinseche del testamento saranno regolate dalla legge del luoge dove è stato rogato.

Art. 23. Le donazioni inter vivos andranno soggette alle disposizioni contenute negli articoli precedenti.

Art. 24. La successione intestata sarà regolata dalla legge nazionale del defunto, colle limitazioni contenute nell'articolo 20. In mancanza di parenti con diritto all'eredità, i beni esistenti nella repubblica andranno soggetti alle leggi di questa.

Titolo IV.

Della competenza dei tribunali nazionali sugli atti giuridici avvenuti fuori della repubblica, e su quelli celebrati da stranieri che non risiedono in essa.

Art. 25. Coloro che abbiano stabilito il domicilio nella repubblica, siano nazionali o stranieri, e siano presenti od assenti, possono essere convenuti avanti i tribunali territoriali per l'adempimento dei contratti celebrati in altro paese.

Art. 26. Possono anche essere convenuti come sopra gli stranieri che si trovino nel paese, sebbene non vi siano domiciliati, qualora questi contratti siano stati celebrati con nazionali, o con stranieri domiciliati nella repubblica.

Art. 27. Gli stranieri, sebbene assenti, possono essere convenuti davanti ai tribunali nazionali:

1° acciò adempiano le obbligazioni contratte o che debbeno eseguirsi nella repubblica;

2° quando s'intenti contro di essi un'azione reale concernente beni che essi posseggano nella repubblica;

3° quando si fosse stipulato che il potere giudiziario della repubblica deciderà le controversie relative alle obbligazioni contratte in altro paese.

Art. 28. Gli stranieri non domiciliati nella repubblica, che istituiscano un giudizio contro i naturali o contro gli stranieri naturalizzati o domiciliati, daranno cauzione per l'esito del giudizio, se ciò esigesse il convenuto.

Art. 29. Non si esigerà in alcun caso tale cauzione nei seguenti casi:

1° se lo straniero appoggiasse la sua domanda ad un documento che faccia fede;

2° se possedesse nella repubblica beni sufficienti;

3° se la parte liquida e riconosciuta del credito, del quale si chiede il pagamento, fosse sufficiente per rispondere dell'esito della sua azione;

4° se l'azione versasse sopra atti commerciali;

5° se lo straniero fosse stato costretto giudizialmente ad intentare l'azione.

Art. 30. Nei giudizi, che si promuovono per l'adempimento di obbligazioni contratte in paese estero, le forme di procedimento saranno regolate dalle leggi della repubblica.

Art. 31. Saranno pure giudicate secondo le stesse leggi le eccezioni provenienti da fatti che siano avvenuti nella repubblica, come anche le azioni rescissorie, risolutorie, e revocatorie che si fondino sui fatti medesimi: quando però si tratti di provare l'esistenza di un atto giuridico

avvenuto fuori del paese, la prova sarà regolata dalla legge del luogo dove questo atto si è compiuto.

Art. 32. La prescrizione, considerata come modo di acquisto dei beni, sarà regolata dalla legge del luogo dove questi sono situati.

Art. 33. La prescrizione, considerata come mezzo di estinguere le obbligazioni, sarà regolata dalla legge del luogo in cui queste abbiano avuto origine.

Titolo V.

Della giurisdizione nazionale sui reati commessi in paese estero, e su quelli di falso a pregiudizio di altri Stati.

Art. 34. Coloro che commettessero reato fuori del paese, falsificando la moneta nazionale, biglietti di banca aventi circolazione legale, titoli di effetti pubblici od altri documenti nazionali, saranno giudicati dai tribunali della repubblica secondo le sue leggi, quando siano arrestati nel suo territorio, o se ne ottenga l'estradizione. I tribunali nazionali sono anche competenti a giudicare:

1° i cittadini della repubblica, che avessero commesso in paese straniero il reato d'incendio, assassinio, furto o qualsiaci altro che sia soggetto all'estradizione, semprechè siavi querela di parte, o domanda del governo del paese in cui il reato fu commesso;

2° gli stranieri che, avendo commesso gli stessi reati contro cittadini della repubblica, vengano a risiedere in questa, semprechè preceda la querela della parte lesa;

3° i pirati.

Art. 35. Il procedimento in questi giudizi sarà soggetto alle leggi del paese.

Art. 36. Quando nel luogo della perpetrazione ed in quello del giudizio sia differente la pena che corrisponde al reato, si applicherà la meno severa.

Art. 37. Le disposizioni che precedono non avranno effetto:

1° se il delinquente è stato giudicato e punito nel luogo della perpetrazione del reato;

2° se è stato giudicato ed assolto, od ha ottenuto la remissione della pena;

3° se il reato o la pena fossero prescritti secondo la legge del paese in cui il reato fu commesso.

Art. 38. La responsabilità civile proveniente da delitti o quasi delitti sarà regolata dalla legge del luogo in cui siansi verificati i fatti che li costituiscono.

Art. 39. Saranno puniti nella repubblica, secondo le sue leggi, i delitti consistenti nel falsificare per la circolazione:

1° monete che abbiano corso legale in qualsiasi paese;

2° obbligazioni o cuponi del debito pubblico o biglietti di banca di qualsiasi nazione, purchè la loro emissione sia autorizzata da una legge della medesima;

3⁰ obbligazioni o altri titoli emessi in qualsiasi paese dai municipi o stabilimenti pubblici di ogni specie, o cuponi di interessi o di dividendi corrispondenti a tali titoli;

4⁰ azioni di società anomine legalmente costituite in altri paesi.

Titolo VI.

Della esecuzione delle sentenze e di altri atti giurisdizionali.

Art. 40. Le sentenze e tutte le altre decisioni giudiziarie in materia civile, spedite nelle repubbliche firmatarie, saranno eseguite dalle autorità nazionali secondo ciò che è disposto in questo titolo.

Art. 41. L'esecuzione di dette sentenze o decisioni sarà chiesta al giudice o al tribunale di prima istanza del luogo dove debbono eseguirsi, al qual fine gli si dirigerà un'istanza colla produzione di tutti i documenti necessari.

Art. 42. Il giudice richiesto darà esecuzione all'atto, secondo il disposto dell'articolo 54:

1⁰ se esso non è in opposizione colla giurisdizione nazionale;

2⁰ se la parte è stata legalmente citata;

3⁰ se la sentenza o decisione è eseguibile secondo la legge del paese in cui fu spedita.

Art. 43. La parte che si consideri pregiudicata dall'atto del giudice richiesto, può interporre i ricorsi che la legge permette nel paese dell'esecuzione; però sarà proibita ogni controversia che non si riferisca ad alcuno dei casi indicati nell'articolo precedente.

Art. 44. Le richieste che si spediscono nelle repubbliche firmatarie per l'esecuzione delle sentenze arbitrali si eseguiranno anch'esse secondo le disposizioni precedenti, se le sentenze somo omologate.

Art. 45. Le sentenze arbitrali, che non siano omologate, saranno assoggettate alla stessa regola dei contratti.

Art. 46. Gli atti di giurisdizione volontaria sortiranno i loro effetti sotto le medesime condizioni stabilite nell'articolo 42.

Art. 47. Le richieste che abbiano per oggetto o una semplice notificazione, o ricevere dichiarazioni, o qualsiasi altro atto di simil natura, saranno eseguite, semprechè siano debitamente legalizzate.

Art. 48. Il disposto negli articoli 41, 42, 43 e 44 si osserverà anche a riguardo delle sentenze ed altri atti giudiziari, come pure delle sentenze arbitrali spedite in paesi estranei alle repubbliche firmatarie:

1⁰ se favoriscono i diritti dei citadini delle dette repubbliche;

2⁰ se, benchè siano spedite a favore di altre persone, si verifichi che nello Stato, dove ebbe luogo il giudizio o l'arbitrato, si osservi la reciprocità.

Art. 49. Non si esigerà la reciprocità per eseguire le richieste relative agli atti di giurisdizione volontaria o a semplici atti giudiziari.

Art. 50. I mezzi di esecuzione per l'adempimento delle richieste a cui si riferiscono gli articoli anteriori, saranno quelli stabiliti nella repubblica.

Titolo VII.

Delle legalizzazioni.

Art. 51. Perchè le rogatorie ed altri pubblici istrumenti procedenti

da un paese estero producano effetti legali nella repubblica, la loro autenticità sarà provata a norma delle regole seguenti:

Le rogatorie in cui si sollecita la esecuzione di sentenze giudiziarie od arbitrali saranno legalizzate nello stato da cui procedono, secondo la legge o le consuetudini in esso stabilite:

Se l'ultima firma di questa legalizzazione fosse quella dell'agente diplomatico o consolare del paese della esecuzione, sarà autenticata dal ministro degli affari esteri del medesimo:

Se l'ultima firma fosse quella dell'agente diplomatico o consolare di una nazione amica, il rappresentante o agente di questa nel paese della esecuzione la autenticherà, e trasmetterà la richiesta al ministro degli affari esteri per gli effetti indicati nell'inciso anteriore:

Se lo Stato da cui procede la rogatoria, avesse agente diplomatico o consolare nel paese in cui deve seguire l'esecuzione, potrà il ministro degli affari esteri di quello Stato rimettergli la richiesta acciò, previa l'autenticazione della sua firma, lo trasmetta al ministro degli affari esteri dello Stato dove l'atto deve eseguirsi per dargli il corso voluto.

Art. 52. Gli altri documenti avranno effetto se saranno legalizzati dall'agente diplomatico o consolare della repubblica, o in modo che la prova possa fornirsi dal ministro degli affari esteri del paese dell'esecuzione.

Titolo VIII.
Disposizioni comuni ai Titoli precedenti.

Art. 53. Le disposizioni dei titoli anteriori non alterano quelle stabilite nei Trattati vigenti con altre nazioni.

Art. 54. Le leggi, sentenze, contratti ed altri atti giuridici che abbiano avuto origine in paese estero, si osserveranno nella repubblica, solo in quanto non siano incompatibili colla loro costituzione politica, colle legge di ordine pubblico e coi buoni costumi.

Art. 55. Spetta a colui, che invoca una legge straniera e chiede la sua applicazione a seconda dei titoli precedenti, di provare la esistenza di detta legge.

Art. 56· Dopo che il presente trattato sarà approvato dai congressi, e ratificato dai governi delle repubbliche firmatarie, avrà luogo lo scambio delle ratifiche in Lima nel più breve tempo possibile.

Art. 57. Affinchè il presente trattato entri in vigore, non è necessaria l'approvazione di tutte e di ciascuna delle sue stipulazioni per parte di tutte le nazioni firmatarie. Quella che lo approvi in tutto o in parte, ne darà comunicazione al governo del Perù, perchè lo partecipi alle altre nazioni contraenti. Questo procedimento terrà luogo di scambio.

Art. 58. Seguìto lo scambio nella forma indicata nell'articolo precedente, il trattato resterà in vigore da quel momento, e per tempo indefinito, tra le nazioni che lo avessero effettuato.

Art. 59. Se, col trascorrere del tempo, alcuna delle nazioni contraenti credesse necessario d'introdurre modificazioni in questo trattato, notificherà alle altre la sua volontà di far cessare gli effetti di esso nella parte relativa; però non rimarrà sciolta dall'obbligo della sua osservanza se non

dopo trascorsi tre anni da tale notificazione, entro il qual termine si procurerà di giungere ad un nuovo accordo per la via e nella forma che si giudicheranno più convenienti.

Art. 60. L'articolo 57 si applica pure alle repubbliche che, non avendo preso parte a questo congresso, volessero aderire al presente Trattato.

In fede di che i plenipotenziari delle repubbliche menzionate lo hanno firmato e suggellato in numero di sette esemplari in Lima ai 9 di novembre 1878.

Firmati: *Antonio Arenas — José E. Uriburu — Joaquin Godoy — Zoilo Flores — Miguel Riofrio — Pedro Naranjo — Antonio Arenas.*

Per copia conforme all'originale,

Miguel Antonio de La Lama
Segretario del congresso.

Protocollo.

In Lima 5 dicembre 1878: radunati in una sala delle sedute i membri del congresso americano di giureconsulti, signori dottori Antonio Arenas plenipotenziario per il Perù e Costarica, José E. Uriburu per la repubblica Argentina, Joaquin Godoy per il Cilì, Zoilo Flores per la Bolivia, Miguel Riofrio per l'Equatore, Pedro Naranjo per gli Stati Uniti di Venezuela, Tomas Lama per Guatemala e Francisco de P. Bravo per la repubblica orientale dell'Uruguay; dopo avere scambiato i loro rispettivi pieni poteri, che trovarono nella dovuta forma, i signori Lama e Bravo dissero che, avendo preso cognizione delle conclusioni adottate dal congresso americano di giureconsulti, contenute nei 60 articoli del Trattato del 9 novembre ultimo, sul diritto internazionale privato, aderiscono in ogni parte alle dette conclusioni; convenendo per conseguenza che negli esemplari di questo protocollo corrispondenti ai ricordati rappresentanti di Guatemala ed Uruguay, sia inserto il testo intero di detto trattato.

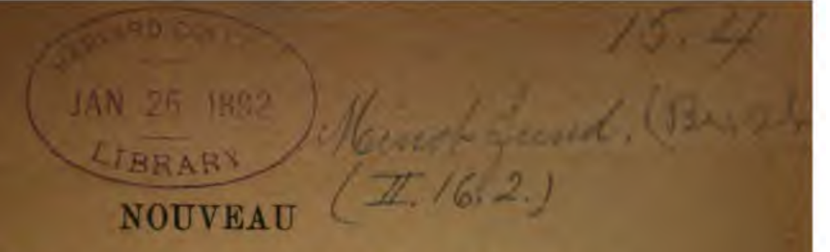
In fede di che, firmarono il presente protocollo in numero di nove esemplari.

(L. S.) Firmato: *Antonio Arenas.*
(L. S.) » *José E. Uriburu.*
(L. S.) » *Joaquin Godoy.*
(L. S.) » *Zoilo Flores.*
(L. S.) » *Miguel Riofrio.*
(L. S.) » *Pedro Naranjo.*
(L. S.) » *Antonio Abenas.*
(L. S.) » *Tomas Lama.*
(L. S.) » *Francisco de P. Bravo.*

Nota. — Dai principii già stabiliti s'era pensato di dedurre alcune norme relative alle lettere di cambio, alle società collettive, alle società anonime, ed ai fallimenti; ma poi si rimase d'accordo di esaminare queste materie più tardi, quando sarà presentato il progetto sopra i punti, rispetto ai quali si possano uniformare le diverse legislazioni commerciali.

A GOETTINGUE.
Imprimé chez GUILLAUME FRÉDÉRIC KAESTNER.





NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS
DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk
Professeur de droit public à l'Université de Greifswald.
Associé de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XVI.

DEUXIÈME LIVRAISON.

GŒTTINGUE,
LIBRAIRIE DIETERICH.
1891.

Tables des matières.

II. Traités, Conventions, Arrangements spéciaux.

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk
Professeur de droit public à l'Université de Greifswald.
Associé de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XVI.

DEUXIÈME LIVRAISON.

GŒTTINGUE,
LIBRAIRIE DIETERICH.
1891.

4.

ALLEMAGNE, ÉTATS-UNIS, GRANDE-BRETAGNE.

Procès-verbaux de la Conférence, réunie à Berlin, pour régler d'un commun accord les affaires des îles de Samoa du 29 avril 1889 au 14 juin 1889.

Parliamentary Papers 1890. C.—5907.

Première Séance. — Lundi, le 29 Avril, 1889.

Les Gouvernements de l'Allemagne, des États-Unis d'Amérique, et de la Grande-Bretagne, étant convenus de délibérer en commun, dans une même pensée d'intérêt général, sur les affaires des Iles de Samoa, les Plénipotentiaires de ces Gouvernements se sont réunis en Conférence à Berlin le lundi, 29 avril, à 2 heures et demie.

Étaient présents:

Pour l'Allemagne —

Son Excellence M. le Comte de Bismarck, Ministre d'Etat, Secrétaire d'État du Département des Affaires Étrangères;

M. le Baron de Holstein, Conseiller Intime Actuel de Légation;

M. le Docteur Krauel, Conseiller Intime de Légation.

Pour les Étais-Unis —

Mr. John A. Kasson, de Iowa;

Mr. William Walter Phelps, de New-Jersey;

Mr. George H. Bates, de Delaware.

Pour la Grande-Bretagne —

Son Excellence Sir Edward Baldwin Malet, G. C. B., G. C. M. G., Ambassadeur de la Grande-Bretagne à Berlin;

Mr. Charles Stewart Scott, C. B., Ministre de la Grande-Bretagne près la Confédération Suisse;

Mr. Joseph Archer Crowe, C. B.

Son Excellence le Comte de Bismarck en souhaitant la bienvenue à MM. les Plénipotentiaires dit qu'il considère l'accord qui s'est manifesté entre les trois Gouvernements amis, relativement à la réunion de cette Conférence, comme étant de bon augure pour la réussite de leurs travaux et il propose de constituer la Conférence.

Mr. Kasson se fait l'interprète des sentiments des membres de la réunion en exprimant leurs remercîments au sujet des paroles sympathiques que vient de leur adresser le Comte de Bismarck. Il propose en conséquence que la présidence de la Conférence soit confiée à son Excellence. Cette proposition est accueillie et le Comte de Bismarck, après avoir remercié de l'honneur à lui fait, prend la présidence en présentant, avec l'assentiment de MM. les Plénipotentiaires, comme Secrétaires, M. le

Docteur Arendt, Consul-Général d'Allemagne en Belgique, et Mr. Beauclerk, Secrétaire à l'Ambassade de Sa Majesté Britannique à Berlin.

Sur la demande du Président, MM. les Plénipotantiaires remettent les pleins pouvoirs dont ils sont munis au bureau de la Conférence. Ensuite, le Comte de Bismarck reprend: —

»Afin de faciliter nos travaux, je crois utile que nous tombions d'accord que les propositions et documents destinés à figurer au Protocole soient rédigés d'avance par écrit et lus au commencement de chaque séance;« ce qui est adopté.

En outre, M. le Président exprime le désir que les membres de la réunion veuillent bien prendre l'engagement entre eux, conformément aux usages observés en pareils cas, de garder le secret de leurs delibérations. Cette proposition est adoptée.

Son Excellence demande alors la permission, avant d'entrer en délibération, de donner lecture d'une déclaration ainsi conçue: —

»Les événements dont les Iles de Samoa sont le théâtre, ont pris, pendant ces derniers mois, un aspect qui impose aux Puissances Contractantes le devoir de prendre en considération des mesures aptes à protéger la vie et la propriété des blancs établis en ce pays.

»Guidés par cette conviction, les Gouvernements d'Allemagne, d'Angleterre, et des États-Unis sont convenus de réunir une Conférence à Berlin, afin de se concerter sur les moyens propres à aplanir les difficultés de la situation actuelle et à donner des garanties suffisantes pour l'avenir. Comme devant servir de base aux négociations, le Gouvernement Allemand considère le maintien des Traités existants, la parité de droits des trois Puissances Contractantes, l'indépendance et la neutralité de l'État de Samoa.

»Dans l'opinion du Gouvernement Impérial il ne s'agira point, en cette Conférence, de trouver un Gouvernement convenable pour les indigènes de Samoa, mais d'établir sur une base solide la protection de la vie, de la propriété, et du commerce, dans ce pays, des nationaux des trois Puissances Contractantes, et de procéder vers ce but par une action commune de ces Puissances.

»Les délibérations de la Conférence n'auraient pas besoin de s'étendre à l'arrangement des affaires intérieures de Samoa, qu'en autant que cela paraîtrait nécessaire pour sauvegarder la sécurité de la vie, de la propriété, et du commerce des sujets des trois Puissances.

»Le Gouvernement Impérial croit devoir se borner pour le moment aux indications générales qui précèdent, car avant d'entrer dans le détail des questions qui doivent trouver leur solution, il lui paraît important de connaître d'abord les vues des autres Gouvernements quant à la tâche que la Conférence aurait à remplir et au but vers lequel tendraient ses travaux.«

Sir Edward Malet lit alors la déclaration suivante: —

»Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique voit avec une légitime satisfaction se rouvrir la Conférence sur les affaires de Samoa, qui, faute d'entente, avait dû se séparer sans aboutir à Washington.

»Il ose espérer que le succès couronnera la reprise à Berlin des travaux de la Conférence.

»Dans l'intervalle qui vient de s'écouler les Gouvernements intéressés ont pu étudier les points de divergence qui se sont présentés, et de cette manière il a été possible de s'arrêter à certains principes généraux, de sorte que les détails seuls resteraient à résoudre.

»Nous acceptons cordialement les bases de négociation mises en avant par son Excellence M. le comte de Bismarck et, comme lui, nous voulons: —

»Le maintien des Traités existants;

»L'égalité des droits des trois Puissances Contractantes;

»L'indépendance et la neutralité des îles de Samoa.

»Sur ces bases les Plénipotentiaires de Sa Majesté Britannique feront tout en leur pouvoir pour arriver à une solution satisfaisante et créer, avec l'aide de leurs collègues, un système d'administration aux îles de Samoa qui pourra leur assurer la paix et les bienfaits d'une traquillité prospère.«

Mr. Kasson, en demandant l'autorisation de développer en langue Anglaise les points de vue adoptés par son Gouvernement dans la question qui fait l'objet de la Conférence, donne lecture de la pièce suivante: —

»The Government of the United States received with pleasure the proposition of the German Government to meet the Representatives of Germany and England at Berlin for the resumption of the nogotiations begun in the Conference at Washington, which adjourned in July 1887.

»Upon the occasion of this renewal of the Conference, the President has instructed us to give the most earnest assurance of his desire for a speedy and amicable solution of the questions relating to Samoa upon the principles accepted at its earlier meeting.

»The American Government accepts and reciprocates the assurances communicated by His Highness Prince Bismarck, through the German Minister at Washington in February last, of satisfaction with the neutrality of the islands, and of the absence of any intention to put in question the independence of Samoa, or the equal rights of the Treaty Powers.

»The President also shares the common desire of the Powers to apply these principles to protect the islands against a repetition of bloody wars, and to secure all the just interests of foreigners engaged there in lawful business.

»These views being entertained in common by the Powers interested, we may confidently hope for an early and satisfactory result of the deliberations of the Conference.

»So far as the status quo existing before the violent disturbances which have occurred since the adjournment of the Conference at Washington can be restored, the Government of the United States earnestly desires it, as the initiation of permanent peace and order among the natives.

»To the consideration of the preceding questions, and of all others presented, the American Representatives are instructed, and sincerely desire, to contribute their best efforts in the spirit of amity and concord.«

Count Bismarck having understood that Mr. Kasson had suggested that the business of the Conference should be conducted in the English language agreed that the subsequent discussions be held in English, reser-

ving the right to resume the French language if circumstances should render it necessary for the German Plenipotentiaries to do so.

Mr. Kasson thanked Count Bismarck, and moved that the Protocols should be drawn up in English, as a language well understood by all the Plenipotentiaries, although he was aware that it was customary to hold the discussions of Conferences in French.

Count Bismarck accepted Mr. Kasson's suggestion, and said that as the French language was customary in international negotiations, Consul-General Arendt had been selected as Secretary to the Conference on account of his thorough acquaintance with the French tongue.

He would, however, substitute Legationsrath W. Steinrich as Secretary in the place of Dr. Arendt as long as the English language should be used in the Conference.

His Excellency then read the following statement: —

»We have recently received an official Report from the Commander of the man-of-war »Olga« to the effect that Malietoa, the former Samoan King, has expressed his regret and the earnest wish to be reconciled with the German Government. His Majesty the Emperor, after having taken cognizance of this Report, has ordered his release. Consequently, Malietoa is at liberty to go wherever he pleases.«

Mr. Kasson expressed the great satisfaction with which e hand his colleages had listened to the statement of the President, and expressed the pleasure with which their Government would receive this announcement of his Excellency, as well as their conviction that the action of His Imperial Majesty the Emperor of Germany in this regard would tend towards the restoration of good feeling and the promotion and maintenance of peace.

Sir Edward Malet expressed equal pleasure and satisfaction on heating of the gracious act of His Majesty the Emperor.

The President proposed that no general debate should take place at the present meeting of the Conference; but that a Sub-Committee of three Representatives — one for each Power — should be nominated to draw up a programme of deliberations, and to study the details of matters to be considered by the plenary Conferenee.

Mr. Kasson and Sir E. Malet considered the plan suggested by the President as very desirable, especially as the members of the Conference appeared to be unanimous with regard to all the principles submitted to them.

Count Bismarck proposed that the Land question should be the first to be submitted to the Sub-Committee, as being perhaps the most important of all the questions to be dealt with by the Conference.

The proprosal of the President was accepted unanimously.

The Sub-Committee was elected, consisting of Dr. Krauel, Mr. Bates, and Mr. Scott; and it was agreed that all other members of the Conference should be at liberty to attend their discussions.

The meeting was adjourned at 4 p. m., and it was agreed that the President would issue invitations to the Plenipotentiaries for the next meeting of the plenary Conference.

Second Session. — Saturday, May 4, 1889, 3·45 p.m.

Present:

For Germany —
Count von Bismarck.
Baron von Holstein.
Dr. Krauel.
For the United States of America —
Mr. John A. Kasson.
Mr. William Walter Phelps.
Mr. George H. Bates.
For Great Britain —
Sir Edward Baldwin Malet.
Mr. Charles Stewart Scott.
Mr. Joseph Archer Crowe.

The Protocol of the first meeting, held on Monday, the 29th April, 1889, was approved and signed by all the Plenipotentiaries.

Count Bismarck presented the Rapport on the Land question, drawn up by the Sub-Committee, and invited discussion thereupon.

It was agreed that the recommendations, submitted by the Sub-Committee to the Plenipotentiaries, should be taken by them ad referendum for the approval of their respective Governments.

Count Bismarck supposed that it would be requisite to propose a Supplementary Treaty or Convention with the Samoan Government, invalidating all previous Acts contrary to the provisions contained in such new Treaty or Convention.

Mr. Kasson agreed that the consent of the Samoan Government to a new Convention would be necessary, and suggested that the discussion as to the form of the proposal in question should be reserved for a later meeting of the Conference.

The proposal of Mr. Kasson was unanimously accepted.

Count Bismarck requested Mr. Bates to read seriatim the conclusions arrived at by the Sub-Committee in their above-mentioned Report, and that gentleman proceeded to do so as follows: —

» 1. A suggestion as to the necessity of a strict prohibition in the future of all sales of land by natives to foreigners similar to that already in force in Tonga and Hawaii, and—with certain limitations—also in Fiji and other Polynesian Islands. The Committee were all strongly inclined to recommend prohibition of the absolute alienation of land to foreigners either by sale or mortgage, but that the land might be leased by the natives with the approval of the Executive Department of the Samoan Government and the Land Court. «

Mr. Scott explained, at the request of Mr. Bates, his hesitation upon this point in the Sub-Committee. He had with Mr. Bates doubted whether a Resolution by the Conference to enforce such a prohibition were in strict conformity with one of the bases laid down by the President, namely, the recognition of the independence of the Samoan Government, and also whether

an unconditional prohibition to sell lands to foreigners might not interfere with legitimate enterprises to develop Samoan resources.

Mr. Scott added that, on its being explained to him that the prohibition would be enforced by the Samoan Government as party to the contemplated Treaty, and that the power of leasing left to the natives would give every necessary facility to foreign enterprise, he had finally concurred in recommending the foregoing suggestion to the consideration of the Conference.

A discussion took place concerning the question of sales or leases, in which it was pointed out that leases for very long periods of time were almost identical in effect with actual sales.

Mr. Kasson suggested that the period of leases might be limited to a term of years not exceeding the lifetime of one generation; and that the words » for   years « should be inserted in the Resolution after the words » land might be leased. «

The Resolution was adopted in principle, and it was agreed, upon the suggestion of the President, that the details of the question should be considered later.

Dr. Krauel remarked that he considered the same principles to be necessary in Samoa as obtained in Tonga and Fiji, namely, to protect the natives from bartering away their land; and that the only means of doing so was by absolute prohibition.

Mr. Bates observed that if a great Company were to lease a large tract of land they would require the protection of a long lease, which they might obtain with the approval of the Land Court. He was of opinion that no such Company would risk the expenditure of considerables sums of money on a short lease without the guarantee of a renewal of their lease, or of compensation for improvements in case of its termination.

Mr. Phelps said that the renewal of leases constituted a very unsatisfactory title. It was desirable that improvements should be encouraged in Samoa, and he would suggest that » no sale to foreigners should be permitted except with the approval of the Land Court and of the Samoan Government. «

Baron Holstein considered that leases for a limited period were the best protection for the natives against themselves.

Sir E. Malet asked whether the Land Court itself would not afford sufficient guarantees for the purposes required.

Mr. Bates remarked that the revision, even after a long term of years, had always a distinct value.

Count Bismarck suggested that the period of ninety-nine years would be a fair and equitable term for leases, neither too much nor too little.

Mr. Kasson said that, as speculators were to be found in all countries, there was a danger lest unprincipled persons should take, if authorized, large tracts of land in Samoa, and dispose of them at a profit, leaving the property to take care of itself. In this manner much of the valuable fruit-growing land might be taken from the control of the natives, who would thus be deprived of their very means of subsistence. He was of opinion that it would never do to grant leases of indefinite duration,

and he considered that some rules must be framed for the guidance of the Judge in this particular.

Sir E. Malet did not think that a Company would be satisfied with a lease of so short a period as forty-five years without further guarantees.

Dr. Krauel concurred in recommending absolute prohibition of sales of land to foreigners.

Mr. Phelps remarked that if such sales were to be absolutely prohibited, a Company or a merchant might be debarred from the possibility of buying a site suitable as a dock, wharf, or warehouse, merely because it happened to be the property of a native.

Mr. Kasson suggested that some limitation of vicinity to the commercial port might be arranged to meet the difficulty set forth by the previous speaker.

Count Bismarck pointed out that the question of the duration of leases was not very important at the present moment. The whole arrangements for the Samoan Islands which this Conference should endeavour to draw up would, as he understood, from the confidential exchange of views between the Delegates, be limited to a period of three or five years, in order to put them to the test. After the end of this period, the Treaty Powers would have to consider the said arrangements. The Land Commission and the Land Court would have work before them for several years, and he did not think that large enterprises of Companies would be started before the important Land question was settled.

Mr. Bates agreed with the remarks of his Excellency the President, since, when the islands had regained tranquillity, a stable Constitution would be framed, and such matters would naturally be arranged on a proper footing.

Mr. Kasson proposed that the Conference should accept the principle that it is necessary to restrain the disposal of land to foreigners in Samoa.

This proposal was unanimously accepted.

Mr. Bates then read the second suggestion of the Sub-Committee: —

» 2. That a Commission consisting of three members be appointed, and paid a uniform compensation by the three Treaty Powers respectively, to investigate and report for the decision of the Land Court all claims to land in Samoa between foreigners, and also between foreigners and natives, and that this Commission should be empowered to receive and obtain evidence as to all the circumstances under which the alleged titles had in each case been acquired. Among the points to be investigated shall be—

» a). Whether the sale was made by the rightful owner or native entitled to make it.

» b). Whether it was upon a sufficient consideration.

» c). The identification of the land sold.

» It should be one of the duties of the Commission to endeavour to effect just and equitable compromises between litigants, and to make recommendations to the Land Court about granting or refusing the recognition and registration of titles. «

This suggestion was adopted unanimously.

Mr. Bates then read

» 3. While desiring a representation of the native interests, the Committee did not deem it practicable to have a native Representative in the Commission, but decided to recommend the appointment, by the Samoan Government, with the approval of the Land Commission, of an assistant native Commissioner or natives'advocate. «

Dr. Krauel gave precedents for the course proposed from the arrangements made in Fiji, and suggested that perhaps a suitable » natives' « advocate could be found in the person of a foreign resident missionary.

Mr. Bates seconded Dr. Krauel's suggestion, and gave it as his experience that the missionaries were very suitable persons for such an office.

» 4. It is unanimously considered proper that the expenses of this Land Commission should be paid equally by the three Governments. «

The proposal was adopted.

» That a Land Court be established, to consist of one Judge learned in the law, to be appointed by the Samoan Government upon the nomination of the three Treaty Powers, his decision to be final in all land cases. That the Judge should be empowered at his own discretion, and obliged, on application of either party to a suit, to appoint for each party an assessor of the nationality of each party to aid the Judge, but to have no vote in the decision.

» That all disputed claims should be reported by the Commission to the Court for final decision, and that undisputed claims, or such as were determined by the unanimous vote of the Commission, should be confirmed by the Court without re-examination. «

At this point the President proposed that the Conference should elect a Committee to arrange all suggestions laid before them, with a view to drawing up in due order and form the final Resolutions agreed upon in principle by the plenary Conference; this Committee to be called the » Committee of Revision. «

This proposal was accepted and Baron von Holstein, Mr. Kasson and Sir E. Malet were named to serve as the membrers of the said Committee.

The above Resolution (No. 5) was accepted, to be referred with all others to the newly-formed Committee of Revision.

Count Bismarck initiated a discussion as to the payment of the abovementioned Judge, which his Excellency suggested ought to fall upon the Samoan Government.

Mr. Kasson suggested that the Judge might, at the outset of his appointment, be paid by the three Powers, or that his salary might at least be guaranteed by them.

Sir E. Malet remarked that the question of whether the Judge should be removable ought to be considered, or whether he could be removed from office only with the consent of the three Powers.

It was agreed that the questions of the salary and tenure of office of the Judge should be reserved for further consideration.

The following suggestions were next read by Mr. Bates, and referred to the Committee of Revision, as amended: —

» 6. All deeds and other muniments of title, mortgages, or claims,

of liens, or interests in lands claimed by foreigners, must be produced before the Land Commission within a specified time not exceeding six months, during which all foreigners being in possession of, or claiming any estate or interest in lands, must send in an application to the Commission in form as prescribed by them, with a view to the recognition and equitable adjustment of such claims, and the registration of such titles. Due advertisement shall be made in the English, German, and Samoan languages, as directed by the Commission.

» 7. All lands acquired before the 28th August, 1879 (the date of the Anglo-Samoan Treaty), must be held as validly acquired, if purchased from Samoans in a customary and regular manner, without prejudice to claims or rights of third persons, and any dispute as to the fact or regularity of such purchase shall be determined by the Commission, subject to the power of confirmation hereinbefore vested in the Land Court. In such cases a deed valid on its face shall be held primâ facie evidence of the title.

» 8. The undisputed possession and continuous cultivation of lands for ten years or upwards shall constitute a valid title by prescription thereto, and an order for the registration of the same may be made.

» 9. Where lands have been improved or cultivated upon a title which proves to be faulty, the title may be confirmed upon the payment by the occupant to such person or persons as the Commission may find entitled to the same of an additional sum to be determined upon principles of equity and justice. «

Mr. Kasson suggested that this Resolution should terminate with the words » by the Commission.«

» 10. Recognition and registration shall be refused in the following cases: —

» a). Claims based upon mere promises to sell (or options).

» b). When the deed or mortgage contains no description of the land purporting to be sold or mortgaged sufficiently accurate to enable the Commission to define the boundaries thereof.

» c). If no consideration is expressed in the deed or mortgage, or if being named, the consideration has not been paid in full to the seller.

» d). Conveyances or mortgages of land made since the 1st January, 1880, upon an actual consideration of the sale of fire-arms or munitions of war, or of intoxicating liquors, in violation of the Samoan Law of the 25th October, 1880, or of the Municipal Regulations of the 1st January, 1880.

» 11. The Commission may, at any time, at its discretion, through the Local Government of the district in which the disputed land lies, institute a native Commission to determine the seller's right of ownership, and to lay the result of such investigation, together with the surrounding circumstances, before the Land Commission. «

Mr. Kasson was of opinion that it would be the duty of the Land Commission to lay this Report also before the Judge.

Mr. Bates understood that the Commission would be expected to send the whole record to the Land Court, and that the registry of the Land Court would constitute a registry of land titles.

Count Bismarck then laid before the Conference the following propositions, which were referred to the first Sub-Committee: —

» *Proposition* 1.

» We propose that the Conference may devise means by which the interests of the foreign residents in the Samoan Islands can be protected.

» *Proposition* 2.

» The Treaty Powers agree to take steps to prevent the importation and sale of arms and munitions of war, as well as the sale and gift of intoxicating liquors to natives of Samoa. «

Sir E. Malet expressed the wish that, when Sub-Committees should be appointed dealing with commercial and financial matters, the services of Mr. Crowe should be made use of by the Conference.

Mr. Kasson supposed that the existing Consular jurisdiction over foreigners, as provided by Treaty, would be continued at least in what concerns alone the co-nationalists of the Consul, and he called attention to the fact that any provisions which the three Powers should now agree upon affecting the rights of proper Samoan jurisdiction would require the consent of the Samoan Government.

The Conference adjourned at 5·15 p.m.

Third Session. — May 11, 1889, 2.30 p.m.

Present:

For Germany —
Count von Bismarck.
Baron von Holstein.
Dr. Krauel.
For the United States of America —
Mr. John A. Kasson.
Mr. William Walter Phelps.
Mr. George H. Bates.
For Great Britain —
Sir Edward Baldwin Malet.
Mr. Charles Stewart Scott.
Mr. Joseph Archer Crowe.

The Protocol of the second meeting, held on the 4th May, 1889, was approved and signed by all the Plenipotentiaries.

Count Bismarck presented three Reports brought up from the Sub-Committee, and suggested that they should be read, in order to ascertain whether they met with the approval of the plenary Conference.

Mr. Crowe accordingly proceeded to read as follows: —

»*Report on the Importation and Sale of Arms, Munitions of War, and Intoxicating Liquors.*

»The Sub-Committee, comprising Dr. Krauel, Mr. Bates, and Mr. Scott, which, on this occasion, was also attended, as provided by the full Conference, by Mr. Phelps and Mr. Crowe, took into its consideration the

prohibition of the importation and sale of arms and ammunition in Samoa, and also the prohibition of the sale to Samoans and other Pacific islanders of spirituous liquors.

»As regards the first of these points, certain alternatives were discussed.

»The Samoan Government might be invited to pass a Law preventing the importation and sale of arms and ammunition; or the same purpose might be attained by Treaty. Importation for the use of Europeans and sportsmen might be regulated by special arrangements, and infringements might be punished by the lex loci or under Consular jurisdiction.

»The Sub-Committee agreed that it was desirable under all circumstances to exclude all arms and ammunition from Samoa, and that the prohibition should be rigidly upheld except in the case of arms and ammunition imported for sporting purposes or for national defence under special licence or other proper restrictions«.

Count Bismarck considered that the expression »for national defence«, as an exception to the absolute prohibition of the importation of arms into Samoa, was too elastic, as it might convey the impression that the Samoans wouhld possibly require to defend themselves against an attack on the part of foreigners. Such an emergency his Excellency considered to be out of the question, since the three Treaty Powers had virtually already pledged themselves by Agreement to protect the future of Samoa, and it was most unlikely that any other Power would menace the independence of the natives whilst they remained under the aegis of such protection.

Mr. Crowe explained that the Sub-Committee had rather had in view the contingency of civil disturbances in the framing of this passage.

Sir E. Malet was of opinion that it was equally undesirable that facilities should be reserved for the natives to obtain weapons for use on such occasions.

Mr. Phelps stated that the object of the Sub-Committee had been to suggest that the Conference should endeavour to leave to the Samoans all the attributes of independence not inconsistent with the safety of foreigners. The right of defending the national existence was a very important attribute. The Samoan Government would need, possibly, to defend itself against disorderly persons, or against an insurrection on a small scale. It must have the right of suppressing such outbreaks, and this could only be done by the use of fire-arms.

Any abuse of the privilege in question would be guarded against by the provision that the arms could only be procured by special permission of the General Government — yet to be created, and in which it is assumed that the Treaty Powers will have a controlling representation.

It was agreed that the words, »for purposes of the Government«, should be substituted for the words, »for national defence«; and that the Committee of Revision should be charged with the ultimate wording of the text in this matter.

Mr. Crowe read the remainder of the Report, viz.: —

»The Sub-Committee acknowledged the absolute necessity of prohibiting the sale of intoxicating liquors to Samoans or other Pacific islanders.

Under Municipal Regulations which had already been applied, the retailing of such liquors was already forbidden to unlicensed persons in Apia; and the breach of this Regulation was punishable by fines. A new municipal organization would have to keep this prohibition in force. The Sub-Committee recommends that it should be left to the Samoan Government, when such a Government has been provided, to establish Regulations for controlling the sale of intoxicating liquors; and the Treaty Powers might agree or arrange by Treaty to take the necessary steps to secure this object either under the Consular jurisdictions, or by such means as may be considered binding on the subjects of the several States concerned«.

Count Bismarck suggested that the above should be referred to the Committee of Revision.

This proposal of the President was adopted.

Mr. Kasson asked which of the two alternative proposals contained in the concluding paragraph was to be taken into consideration by the Committee.

Mr. Bates said that the Sub-Committee had considered that the point could not well be more definitely stated whilst it was yet unknown what form of civilized Government would be established in Samoa.

It was agreed that the Committee of Revision should make their choice as to the proposal to be submitted to the plenary Conference in harmony with the other provisions contained in the above Report.

Mr. Crowe then read: —

»*Report on Revenue and Taxation.*

»As regards Revenue the Sub-Committee, in conjunction with Mr. Crowe and Mr. Phelps, thought that it was desirable, before anything else was done, to settle the question of the income available for the purposes of government, and for this purpose they drafted an estimate of the dues and taxes which might be levied in Samoa, as hereafter follows.

»To a remark made at the outset that the IIIrd Article of the Treaty of the 17th January, 1878, between the United States and Samoa, barred the levying of import or export dues in the ports of the islands, it was stated that the United States' Government were so desirous to aid the Samoan Government to raise a sufficient revenue that it might be assumed that it would offer no opposition to waiving these rights.

»This much being premised, the following is a Schedule of Duties and Taxes as finally drafted by the Sub-Committee:

»1. Import Duties. — One port of entry, which shall be Apia, to be allowed for the islands, except that additional ports of entry for general use shall be established, one for each of the three Treaty Powers, upon the request of, and at the point named by, each Power«.

Sir E. Malet inquired on what consideration the last suggestion was based.

Mr. Phelps explained that the Representatives of the United States desired to have their coal-ships entered at their own harbour of Pago Pago; and, as this right was asked for their Government, they

wished Germany and England to have the same opportunity to choose each a port.

Count Bismarck observed that, by the Treaty of 1879 with Samoa, Germany had selected the port of Saluafata as a naval station for her own use; whilst England, though having the same right, had, up to the present moment, not yet made a choice as to a port of her own.

Mr. Kasson considered that coal and naval stores imported for use of naval vessels on the high seas ought to be exempt from taxation.

Mr. Bates stated that this point had been considered in Committee, and as the duty was so small it was not deemed necessary to provide for a special exemption for the Treaty Powers.

Sir E. Malet remarked that it was only proposed to levy a duty of 1 per cent. on coal, and this should be regarded merely as a statistical and not as an import duty.

Mr. Phelps remarked that as the income on the proposed Budget would be very small, it was not worth while to make exceptions.

Mr. Crowe stated that the statistical duties in question had been placed at as low a figure as possible in order to afford no advantage to smugglers, and for this same reason the suggestion of a sole port of entry had originally been made.

Mr. Kasson said that Pago Pago was the only place in Samoa used by the United States, so far as he was aware, as a coaling station. If coal were to be taxed it would be necesary to have a Customs officer there, and this expenditure would equal the revenue derived from the duty on coal. Pago Pago was distant from Apia, and it would be very annoying to take it from the former to the latter port and back again for the purpose of Customs entry.

Dr. Krauel suggested that it would be sufficient for the agent of the United States at Pago Pago to furnish the authorities at Apia with the necessary details concerning the amount of importation.

Mr. Kasson doubted whether any general Administration would accept such declarations as sufficient. Besides, it was a Treaty right of the United States to have this particular harbour for a depôt of coal and naval supplies, and it was unnecessary, and might be inexpedient, to report the quantity and value to the Local Government.

Sir E. Malet supposed that the Samoan Government would make the necessary regulations upon this subject at a later period.

Mr. Kasson proposed to insert that: —

»No duties shall be levied on coal and naval stores imported for the use of either of the Treaty Governments«.

It was agreed that this suggestion should be noted for the consideration of the Committee of Revision, and that the paragraph under discussion should run as follows: —

»One port of entry, which shall be Apia, to be allowed for the islands«.

Mr. Crowe then read the following Tariffs: —

»I. — Duties.

		Dol. c.
»1.	On ale and porter and beer, per dozen quarts. . . .	0 50
2.	On spirits, per gallon.	2 50
3.	On wine, except sparkling, per gallon	0 75
4.	On sparkling wines, per gallon.	1 00
5.	On tobacco, per lb.	0 50
6.	On cigars, per lb.	1 00
7.	On arms, a-piece	2 00
8.	On gunpowder, per lb.	0 25
9.	Statistical duty on all merchandize and goods imported, excepting the foregoing, ad valorem.	1 per cent.«

Mr. Kasson inquired whether the proposed duties on intoxicating liquors and fire-arms were sufficiently high.

Mr. Bates said that with regard to the duty on ale, porter, and beer, the question of revenue had been duly considered; that these liquors were imported in very considerable quantities, and formed an important item of revenue.

It was agreed, on the suggestion of Mr. Kasson, seconded by Mr. Crowe, that the duty on arms (No. 7) should be raised from 2 dollars to 4 dollars.

Mr. Phelps stated, with respect to No. 9, that he would ask, as he had done in the Sub-Committee, that the general statistical duty should be at the rate of 5 per cent., instead of 1 per cent. He regarded the latter as a meremethod of keeping accounts, and rather as a system of book-keeping than as a means of obtaining revenue.

Since in the United States 45 per cent. was obout the average rate of import duties, he was of opinion that 5 per cent. could not be deemed excessive in this instance.

Mr. Crowe observed that as imports into Samoa were only to be allowed at the single port of Apia, it would be difficult to prevent smuggling at other places if the statistical duty was raised to a high figure. The United States' Government had themselves enunciated the desire that there should be neither import nor export duties in Samoa. Large taxation had been imposed under other heads than those of Customs, and it would be a hardship to increase the amount of the proposed import duties.

Mr. Kasson agreed with Mr. Phelps that an import duty was the best method of obtaining revenue; it was far preferable to the taxing of useful artizans. Smuggling would not be encouraged so long as it was better to pay a moderate duty than to run the risks of confiscation of goods. He would prefer to raise the duty to 3 per cent. to any taxation of artizans.

Mr. Phelps desired that it should be recorded that the majority of the Sub-Committee was not averse to a duty of $2^1/_2$ or 3 per cent., and he trusted that this point would be borne in mind in all subsequent consideration of the matter.

Mr. Bates advocated a duty of $2^1/_2$ per cent. as an appreciable item

of revenue, yet not sufficient to encourage smuggling. He was opposed to import duties upon general economic principles, and favoured freedom of trade. Here, however, any duties imposed would be for revenue, and not protective. In view of the necessity for revenue and the meagre resources of the islands, he was willing to make the so-called statistical duty at least 2 1/2 per cent.

The question was referred to the Committee of Revision.

Mr. Crowe read: —

»II. — Export Duties.

»On copra, ad valorem	. . . . .	2 1/2 per cent.
On cotton, »	. . . .	1 1/2 »
On coffee, »	. . . .	2 »

»III. — Taxes.

»1. Capitation tax on Samoans and other Pacific islanders not included under No. 2, per head per annum . .	1 dollar.
2. Capitation tax on coloured plantation labourers, other than Samoans, per labourer	2 dollars.
3. On boats (trading and others), excluding native canoes, each	4 »
4. On fire-arms, each.	2 »
5. On houses and on land used for commercial purposes, ad valorem	1 per cent.
6. For registry of deeds of sale, in proportion to selling price	1/2 »
7. For stamp tax on transfers of property, in proportion to selling price	1 »
8. Trader tax —	
Class I —	Per annum.
Stores of which the monthly sales are above 2,000 dollars, each store	100 dollars.
Class II —	
Below 2,000 dollars and above 1,000 dollars. .	48 »
Class III —	
Below 1,000 dollars and above 500 dollars . .	36 »
Class IV —	
Below 500 dollars and above 250 dollars. . .	25 »
Class V —	
Below 250 dollars.	12 »
9. Training ships	10 » «

Mr. Phelps said that, lest it might be supposed that a capitation tax was collected only from Samoan and other Pacific islanders, he called attention to the fact that, under licence or other provision, each white resident paid a larger tax, viz., even white labourers and domestics, factory hands, and independent workmen.

Mr. Scott hoped the natives would be able to pay this tax without resorting to the objectionable practice of raising cash for its payment by

mortgaging their communal lands and produce. He thought this expedient ought to be very strongly condemned, and, if possible, provided against in the future.

Mr. Bates earnestly seconded Mr. Scott's desire that means should be devised to prevent the natives from mortgaging or pledging the produce of their lands.

Dr. Krauel stated that an attempt had been made to collect this tax under the Government of Tamasese with very satisfactory results. It had then been found that some districts were so eager to pay this tax, that they had been known to contribute more than was legally due from them on that account.

Count Bismarck remarked that the capitation tax in Tonga amounted to 3 dollars per head, and was paid in cash.

Sir E. Malet considered that it would be most improper if the produce of the land should be mortgaged in order to pay the tax in question.

It was agreed that the Conference desired to record its strong opinion of the justice of this observation, with a view to the guidance of the future Samoan Government.

In reply to Mr. Kasson, it was stated that the capitation tax included all members of the native population, viz., men, women, and children.

With regard to No. 3 of this Tariff of Taxes (No. III) a discussion was initiated by Mr. Kasson, who expressed the opinion that native boats other than canoes should be exempted from taxation, provided that they were of small size and used for the purpose of retail and domestic trading.

Mr. Bates explained that the intention of the Committee was to exclude from taxation all boats ordinarily used by the natives, their capitation tax being intended to be in lieu of all other taxation. He had found on inquiry that the word »canoes« did not include all such native boats, and thought an amendment required to make the intention more clear.

Various amendments were suggested as to the wording of the Article, and the question was referred to the Committee of Revision, it being understood that some provision was desirable which should exclude from taxation »small boats employed by the natives for purely domestic purposes.«

Mr. Kasson asked, with reference to section 5, whether all houses were intended to be included in this category, or only buildings devoted to purposes of commerce.

After discussion of this subject, it was unanimously stated as the desire of the Conference that the huts belonging to Samoan natives should not be subjected to taxation.

Mr. Phelps said there was a tax (No. 5) on land and houses used for commercial purposes; ought there to be no tax on agricultural lands?

Mr. Crowe throught it would be unfair to lay additional charges on agricultural property or plantations, burdened as these would be with other dues and taxes on traders and export produce.

Mr. Kasson desired to know whether the stamp tax (No. 7) inclu-

ded both real and personal property, and was to apply to ordinary sales of merchandize.

Mr. Bates explained that it was not intended that the stamp tax should have such an application, and suggested that as a stamp tax only properly applied to written documents it had not been considered necessary to express it, but there could be no objection to amending it to apply only to writings.

It was accordingly agreed that the Article should run, »for stamp tax on written transfers of property, &c.«

Mr. Crowe then read the remainder of this Report:

»IV. — Licences.

	Dollars.	
»Tavern	10 to 12	a-month.
Attorney, barrister, solicitor	60	a-year.
Doctor of medicine or dentistry	30	»
Auctioneer or commission agent	24	»
Baker	12	»
Banks or companies for banking	60	»
Barber	6	»
Blacksmiths	5	»
Boat-builders	6	»
Butcher	12	»
Cargo-boat or lighter	6	»
Carpenter	6	»
Photographers or artists unemployed	12	»
Engineers	12	»
» assistants	6	»
» apprentices	3	»
Hawkers	1	»
Pilots	24	»
Printing press	12	»
Sailmaker (not employed)	6	»
Ship-builder	6	»
Shoemaker	6	»
Land surveyor	6	»
Tailor	6	»
Waterman (not employed)	6	»
Salesmen, bookkeepers, clerks, paid not less than 75 dollars a-month	3	»
Salesmen, bookkeepers, clerks, paid over 75 dollars a-month	6	»
Unlicensed butchers in Apia	1 per cent, on sales.	
White labourers and domestics, per head	5	a-year.
Factory hands and independent workmen	5	»

»V. — Pilot Dues.

»Per foot draft	1	»

»VI. — Quarantine Dues.

	Dol. c.
»On vessels of 50 tons	0 50
» 50 to 100 tons	1 00
» over 100 tons	1 00

And for every further 100 tons or fraction thereof, 1 dollar extra.

»VII. — Judicial Fees.

»VIII. — Fines.

IX. — Postal Receipts.

»It was pointed out in reference to these duties and taxes that they are much lower than any charged in Fiji; and, on all articles except ale and porter, much lower than those levied under the Tariff of Hawaii, the general duty on goods imported into the latter islands being at the rate of 15 per cent. ad valorem.

»It was urged, indeed, that the general statistical charge of 1 per cent. could scarcely be called a duty at all, because it was to be used for purposes of account rather than for purposes of revenue. But stress was laid, on the other hand, upon the fact that Samoa had hitherto been entirely free from import dues of any kind; and it might be feared that if they were raised to a high figure smuggling would be dangerously encouraged.

»As regards export dues, it was pointed out that, though undesirable, they would be found necessary under the peculiar circumstances in which the islands were placed, and the rates at which they had been drafted might be considered not too burdensome.

»The capitation tax of 1 dollar a-head on Samoans requires to be contrasted with the far higher tax imposed in the Tonga group, in which 20,000 souls yield an income under that head of 60,000 dollars a-year.

It will be seen that the duty on ships calling at Apia for trading purposes has been kept at the rate of 10 dollars habitually levied up to the present time. It was not thought desirable to raise additional income by an increase to this duty.

»On the whole, it would appear that the revenue from all sources, which has been estimated in the draft Budget submitted by the German Government to the Conference at Washington, may well reach the amount of 90,000 dollars.

»There is unfortunately no means of ascertaining exactly the yield of all the taxes or duties included in the estimate now presented.«

The entire Report was referred to the Committee of Revision for their further consideration; and

Mr. Crowe read the

»Report on the special Administration of the Town and District of Apia.

»1. The Sub-Committee, after having considered the question what revenue could be raised for the Government of Samoa by taxation, proceeded naturally to the subject of the Government itself. The question

of the creation of some distinct Municipal Government for the town and district of Apia having been made a special order for Wednesday, the 8th May, was on that and the following days taken up for consideration.

»Dr. Krauel gave a brief history of the Municipal Government of Apia under the Convention of the 2nd September, 1879, between Great Britain, Germany, the United States, and the King and Government of Samoa. This Convention had never been ratified by the United States. Mr. Bates assented to this, and added that that Power had accepted it and the Consuls had entered de facto into the Municipal Council under it, and united in executing it, as a convenient arrangement for conducting a local administration for the benefit of citizens of all the Treaty Powers. Attention was called to the provision of Article II, permitting a Consul who might be sent by any other Power to reside at Apia to have a seat in the Municipal Board. This, it was agreed by all, was an undesirable stipulation. The Committee also noted the limitation contained in the Convention requiring its revision at the end of four years, and directing that if the internal state of Samoa should admit of it, the powers conferred upon the Municipality should pass to the Samoan Government. The Convention was renewed indefinitely by agreement of the Consuls on the 3rd September, 1883, and under that extension it continued until the Municipal Government was terminated in October 1887.

»Dr. Krauel thought that this Municipality did not work satisfactorily, and expressed his opinion that it was found undesirable to have the foreign Consuls on the Board.

»In this opinion Mr. Scott concurred, as did also Mr. Bates, though the latter expressed the opinion that the Municipal Board had given Apia a reasonably good local administration. He thought its authority had been weakened by the interference of Consuls with the Municipal Magistrates, in withdrawing persons held for trial to the Consular Court, and also by the power of Representatives of any one Power to prevent meetings. Mr. Bates also thought that the declarations by all the Treaty Powers in the Conference would set at rest the expectation of residents of Apia that the islands would finally be annexed by some one of the Powers. This had been a prime cause of local international dissensions and schemes for gaining advantages, each for his own nationality.

»After a general discussion of the whole subject it was finally concluded: —

»1) That there should be a special local administration provided for the territory containing most of the foreign residents, being the town and district of Apia, without impairing the territorial rights of the Samoan Government.

»2) That upon the Municipality so to be created there should be conferred clearly defined powers over all residents and persons for the time being within its territory.

»3) That the territorial limits of the district to be included in the Municipality should be what was known as the Municipality of Apia as described in Article I of the Convention of the 2nd September, 1879, and

such limits may hereafter be changed with the consent of the Samoan Government and with that of the three Consuls.

»4) That among the Treaty stipulations to be made between the three Powers and Samoa, as the result of the Conference, should be included such provisions as would effectuate the creation and due execution of this local municipal administration.

»This is required because the Consular jurisdiction conferred by existing Treaties includes the police jurisdiction over citizens and subjects of the respective Treaty Powers.

»The question of the form of the Municipal Government, and the persons or body to administer it, having been fully discussed, and various plans suggested, it was finally agreed to recommend —

»5) That there shall be created a Municipal Council composed of ratepayers, paying not less than 5 dollars per annum. Their term of office shall be two years.

»a) It shall be composed of six members, three to be appointed by the Consular Representatives of the three Treaty Powers, one by each, and three to be elected by the ratepayers residing within the Municipality paying not less than 5 dollars per annum.

»b) The Chairman of the Council shall be an officer of the Samoan Government, to be hereafter designated, who shall have a vote, or in the absence of such officer the Council may elect its own Chairman.

c) The powers of the Council shall be limited to local municipal administration, including the making and enforcement of Regulations and Bye-laws not in conflict with the Samoan Laws or the Treaty stipulations.

»The control of the harbour and its lights, of pilotage and of quarantine, were under the control of the old Municipality, but the Committee was of the opinion that all these subjects, as well as the collection of Customs to be now provided for, should be under the control of officers of the Samoan Government.

»d) So many of the Regulations of the former Municipality as are applicable to the limited powers now conferred shall be deemed to be in force until repealed or amended.

»e) The Board shall also appoint policemen and such minor officers as are required, and fix their compensation, terms of office, &c.

» 6). There shall be a Municipal Magistrate oppointed by the Samoan Government, with the approval of the chief judicial officer thereof. His term of office and compensation and his powers shall be defined hereafter. There shall also be an appeal to the chief judicial officer of the Samoan Government, in cases to be specified, under such conditions as may be prescribed by that officer.

» In submitting these conclusions, the Sub-Committee expresses its conviction —

» 1. That no adequate measures can be devised for the protection of the lives, commerce, and property of the foreign residents in Samoa unless they include the security of a Samoan Government sufficiently stable to restore and preserve tranquillity in those islands.

» 2. That under present circumstances, no native Government can be expected to fulfil this necessary condition without foreign assistance.

» The Sub-Committee therefore thinks that the Conference should proceed first to consider in what form that assistance shall be rendered. «

Count Bismarck thought that it should be the next task of the Conference to consider the summary of this long and interesting Report, and to begin by examining its two final paragraphs.

Mr. Bates said that the paragraphs alluded to by the President were not a summary of the Report, but suggestions relating to another subject. The Report was a scheme of limited local administration in the Municipality, but the concluding paragraphs concerned the general government of the islands. While it seemed manifest that the real scope of the general proposition I referred to at the last meeting of the Conference included the establishment of stable government for the group, the Committee did not feel sure that the reference was intended to cover that entire subject. They therefore reported these general suggestions, in order to bring the subject of the Government before the Conference.

The subject of the proposed Municipality was then taken up for consideration by the Conference.

Mr. Kasson observed that the composition of the municipal Council (Nr. 5 a) was a matter of no small importance.

Mr. Scott understood that the Sub-Committee had not submitted its suggestions for the composition of the Municipal Board as a complete and thoroughly satisfactory scheme. He thought that he might without indiscretion reveal the fact that it was practically the result of a compromise between two conflicting opinions which had been advocated in the Sub-Committee. One opinion was, that the Consuls should be in some form represented on the Board. The other, which he had himself shared, was that they should be kept entirely aloof from it, so as to avoid the danger of imparting an international colour to possible disputes on purely municipal and local questions, which ought to be decided solely in accordance with local requirements and interests.

He threw out a suggestion that the Municipality might be divided into two or three wards, or districts, and care taken that each of these should be properly represented on the Board so that their wants might receive equal attention, and no one part of the town be unfairly favoured to the prejudice of the others.

Sir E. Malet expressed a doubt as to the wisdom of placing the nomination of three members of the Municipal Council in the hands of three Consuls.

Mr. Bates was glad that this question of the composition of the Board had been raised; it had given rise to much discussion in the Sub-Committee. He desired to separate the Consuls from the purely local administration as much as possible, but thought there were good reasons for giving them the right to appoint one member each. The police powers conferred upon the Municipality include a portion of the jurisdiction heretofore exercised as part of the extra-territorial jurisdiction of the Powers. There was, perhaps, too much of a tendency now to criticize the

Consuls as a class, but whatever else they had done, this one function of appointing members of the Municipal Board had been exercised wisely by them all. There was therefore no objection to having each of the Powers, whose subjects were to be governed by the Council, represented by one member selected by the Consuls.

The election of three members was a concession to the desire of the residents to have a voice in the selection of the Council, and it was sufficient for the present.

Mr. Scott's suggestion for a distribution of the members elected could be easily effected by requiring one to be chosen from each of the three national divisions of the town, Matafele, Apia, and Matautu, or the town could be fairly divided into two districts by the Mulivai River.

Mr. Bates was strongly opposed to the suggestion of vesting the appointment in the Judge if it could be avoided, as it was, in his judgment, not in accordance with a correct distribution of the powers of Government, and would, he feared, impair the moral influence of the Judge. The designation of an officer of the Samoan Government as Chairman provided an Arbiter in case of a tie, and made a connecting link between the Government and the Municipality.

Count Bismarck remarked that if it were proposed that the Judge should nominate three of the Municipal Council, he was of opinion that a preponderating amount of local influence would be thus thrown into the hands of that official — sufficient, indeed, as possibly to affect his impartiality.

Mr. Phelps, alluding to Mr. Scott's remarks, was willing to admit that the arrangement proposed was by way of a » compromise, « for which he was himself responsible.

The reason for which he had urged that the Consuls should each name one member of the Municipal Council was because that Board was intended to exercise Consular rights over foreign subjects. If such rights were to be delegated to other authorities, the British, German, and American Governments ought to nominate these new officials; and the Consuls were the best agents for the Governments to employ in selecting the members of the Council, as they were in a position to nominate the fittest persons.

The clause under discussion was agreed to in principle, and was referred to the Committee of Revision.

Dr. Krauel considered that the ratepayers themselves would be well able to take care of their own interests in such elections. He had seen a similar system working without difficulty in Shanghae.

Sir E. Malet alluded to the fact that the meetings of the former Municipality in Samoa had been liable to be rendered null and void on account of the absence of a single member of the Board, and he suggested that decisions in the proposed new Corporation should be taken by a quorum.

Count Bismarck thought that decision by majority would be advisable, which would exclude the necessity of a quorum.

To this the Conference agreed.

Mr. Bates remarked that it would be needful to consider by what means the machinery for the proposed new administration should be set in motion. The Committee had not overlooked this point, but simply left it for future consideration.

Mr. Phelps proposed the nomination of a » second Sub-Committee, « to consider the form of the future Samoan Government and its connection with municipal affairs.

The said second Sub-Committee was appointed, consisting of Dr. Krauel, Mr. Phelps, and Mr. Scott, and it was arranged that they should meet on Monday, the 13th May, at 2·30 p. m., and that the Committee of Revision should assemble on Tuesday, the 14th May, at 10 a. m.

Count Bismarck undertook to convoke the next session of the plenary Conference as soon as sufficient materials for further debate should be prepared.

The Conference adjourned at 4·50 p. m.

(Signed) *John A. Kasson.*
Wm. Walter Phelps.
Geo. E. Bates.
Edward B. Malet.
Charles S. Scott.
J. A. Crowe.
H. Bismarck.
Holstein.
R. Krauel.

Fourth Session. — May 17, 1889, 2·30 p. m.

Present:

For Germany —
Count von Bismarck.
Baron von Holstein.
Dr. Krauel.
For the United States of America —
Mr. John A. Kasson.
Mr. William Walter Phelps.
Mr. George H. Bates.
For Great Britain —
Sir Edward Baldwin Malet.
Mr. Charles Stewart Scott.
Mr. Joseph Archer Crowe.

The Protocol of the third meeting, held on Saturday, the 11th May, 1889, was approved and signed by all the Plenipotentiaries.

Count Bismarck stated that since the last meeting of the Conference the second Sub-Committee and also the Committee of Revision had been at work, and his Excellency requested Sir E. Malet to make a statement as to the conclusions arrived at by the latter.

Sir E. Malet said that the Committee of Revision had met three times, and had finished as much of their work as was possible with the matter which had hitherto been referred to them by the Conference, but that to formulate definitively all the conclusions already come to by the Conference must still depend in some measure upon its future decisions.

The only point of importance which he now desired to mention was a suggestion which had been adopted by the Committee for reference to the Conference, that the Chief Justice of Samoa should be nominated by the Lord Chief Justice of England. Her Majesty's Government were anxious to do all in their power to meet the wishes of the Governments of Germany and the United States, but they were disinclined to be in any way responsible for the actions of the Chief Justice of Samoa. It was felt that if the nomination were made by the Government some such responsibility might be held to attach. By placing the nomination in the hands of the Lord Chief Justice of England, who was not a member of the Government, the odour of Government selection and consequent responsibility would be entirely removed.

Count Bismarck fully agreed to this proposal, and considered that an analogous system might well be adopted in the appointment of the Executive Representative.

The German Government would not willingly assume the responsibility of nominating this officer, and, in his opinion, it would be advisable to select a subject of some neutral Power, as, for instance, a Dutchman or a Scandinavian, for the appointment in question.

His Excellency observed that it might be useful to suggest to the Sub-Committee that they should proceed in accordance with the above considerations as regards the nomination of the Executive Officer.

Mr. Kasson concurred with the proposal made as to the nomination of the Judicial Officer, which was acceptable to him in view of the non-political character of the appointment, and because the qualities required in such an official appeared to be guaranteed by the proposed manner of his nomination, viz., that he would be thoroughly acquainted with the English language, a person of sound and complete legal education, and one who could be relied upon to discharge his duties with perfect impartiality.

The proposal set forth by Sir E. Malet was accepted.

Count Bismarck repeated his suggestion that a similar method might with advantage be followed in the selection of the Executive Officer, with regard to whose appointment the same arguments prevailed, and that all political considerations ought to be eliminated from his nomination in order to establish a guarantee for his impartiality.

Sir E. Malet stated that Count Bismarck's proposal would be acceptable to the British Plenipotentiaries.

Mr. Kasson said that he had not as yet studied this proposal minutely; but he was in favour of its being considered by the Sub-Committee with a view to obtaining further details as to the nationality and method of appointment of the said Executive Officer.

The proposal of Count Bismarck was referred to the Sub-Committee, and, at the request of his Excellency, Mr. Scott read their

»*Report on the Form of the future Samoan Government.*

»The Committee to whom was referred the task of »considering the form of the future Samoan Government and its connection with municipal affairs« having considered the subject, in conjunction with Messrs. Crowe and Bates, beg leave to report —

»The Committee were at one in concluding —

»1. That an independent and stable native Government is a necessary condition to the security of foreign interests.

»2. That the forms of authority now existing on these islands could not be considered as fulfilling these conditions, or even be recognized as Governments at all.«

Count Bismarck thought that it might be preferable to use the word »Government« instead of »Governments« in the last line of No. 2.

Mr. Phelps said that the purpose of using the plural number with reference to the actual authorities in Samoa had been in order to avoid indicating either the control of Tamasese or Mataafa, in such a way as to exclude neither and to include both.

Count Bismarck feared lest the word, standing as it did in the Report, might give rise to misunderstanding, since the object of the Conference was to provide a new Government for Samoa, and expressed a wish that the Committee of Revision should give its attention to this question.

Mr. Scott read: —

»3. And that, to secure both the independence and the stability of the native Government to be established, it is necessary that the Samoans should choose and construct their own form of Government, after their own native fashion, and administer it themselves, receiving from the Treaty Powers only such counsel and aid as they might ask and need.«

Count Bismarck suggested the insertion of the word »conjointly« after the words »from the Treaty Powers.«

This wording would avoid a possible misinterpretation of the clause; since, as the Judge would act under the combined influence of the three Treaty Powers, it would be well to demonstrate that they were proceeding in concert in this particular.

Mr. Phelps gladly accepted Count Bismarck's suggestion, as giving clearer expression to the views of the Sub-Committee, viz., to offer no counsel and no aid except such as should be furnished by all of the three Powers acting together.

Mr. Scott read: —

»With these general views the Committee were willing to suggest, by way of counsel and aid, the following

»*Form of Government.*

»1. The natives might elect a King.

»2. The natives might also elect a Vice-King, if they wished to do so.

»On this point the Committee divided — some thinking the existence of a Vice-King harmful, because it perpetuated a jealousy between two native sections: others that it recognized and appeased this jealousy.

»Whether there should be any restriction as to candidates was left to the General Conference.«

Mr. Kasson proposed, in view of the uncertainty of opinion existing as to the proposals in this respect, that the two above clauses should form the subject of further discussion at the next meeting of the Conference.

This proposal was adopted.

Mr. Scott read: —

»3. That any disputes as to this or other elections might be decided, and the results declared by the Land Judge, whom, for convenience, we may call the Judicial Representative of the three Powers«.

Sir E. Malet remarked that the title given by the Committee of Revision to the Land Judge was »Chief Justice of Samoa«.

Count Bismarck suggested that the Committee of Revision might determine the appellation of the offical in question.

Mr. Kasson observed that the term was merely descriptive of the office to be created, and that the exact title would be settled without difficulty.

Mr. Scott read: —

»All were agreed here that the election must be decided by some one, and the plan proposed was deemed worthy of suggestion by all. The Judge was certainly better, as an Umpire, than the Consuls or a man-of-war, as provided in the Agreement of the 15th December 1879.

»While considering this use of the Judge, it was deemed wise to suggest that his functions should be defined, so as to include: —

»a) Duties in Land Court;

»b) Duties in elections;

»c) Duties in appeals from the Municipal Magistrate;

»d) Duties as Appellate Judge and final Umpire in any misunderstanding between the Samoan Government and the Representatives of any of the Treaty Powers.

»4. That the Samoans might reconstitute their old Taimua and Faipule, or adopt such other legislative machinery as they might prefer.

»5. The Committee suggest that the foreign Powers have an Executive Representative, who shall be the Adviser of the Samoan Government in all matters that concern foreign interests«.

The above was accepted in principle, and referred to the Committee of Revision.

Mr. Bates desired that if proposals were sent back to the Sub-Committee, it should be clearly understood whether or no the said Committee were at liberty to consider any alternative propositions submitted in the course of their deliberations.

Sir E. Malet observed that the Sub-Committee should only be empowered to examine proposals which were sent back to it by the Conference for reconsideration; otherwise the proceedings of the Conference would come to a dead-lock.

Count Bismarck considered that the only questions to be reconsidered by the Sub-Committee were those of the nationality and mode of appointment of the Executive Representative. If the discussion of questions that had already been dealt with by Sub-Committees, and about which the Commissioners had arrived at an agreement, should be reopened, the Conference and the Committees would be in danger of undoing their own work, after the fashion of Penelope's web.

Mr. Phelps remarked that this portion of the Report would in due course be put into more perfect shape by the Committee of Revision.

Mr. Bates understood that all proposals of the Sub-Committee were subject to the result of the consultations of the Plenipotentiaries with each other and with their respective Governments, and were accepted by the plenary Conference simply ad referendum. This had been distinctly understood at the outset with reference to Reports of Sub-Committees.

Baron Holstein thought it well to recur to the plan which the Conference had adopted at the beginning. The admission underlying all the work of the Committee was that all the conclusions of the Conference, in principle and detail, were adopted subject to the final approval of their Governments, in short, ad referendum. To facilitate work, the Conference had given the preparation of its business to three Committees — there was the Commmittee on Revenue, Land, &c., — this Committee had reported. Its work was approved by the Conference, and was already gone to the Committee of Revision. The duty of this Committee was to revise the work of separate Committees, so as to make it appear as a consistent whole. The third Committee was to report the form of future government for Samoa. Mr. Phelps had reported for it. The Conference had accepted most of the recommendations, but had referred some back to that same Committee for further consideration.

Mr. Bates said that there appeared to be some misapprehension as to the functions of the Committee of Revision. He understood that their function was to revise or edit the conclusions of the Conference, and not to substitute new proposals; for instance, he considered that if this Report be accepted without qualification, it would not be in their power to propose any other plan than that of a single Executive Representative. He wanted the opportunity of consulting his Government upon such points, if necessary.

Mr. Phelps thought that was a correct statement. The Committee of Revision was mainly one of editing, but it would be necessary, as its task was to unite all separate Reports, as Baron Holstein said, into one consistent whole, to make such changes in details, as well as in words, as would accomplish this object.

Sir E. Malet agreed in this view.

Count Bismarck also agreed therewith, and said that it was understood that the final conclusions of the Conference were to be taken ad referendum to the respective Governments. Meanwhile, it was hardly possible to refer to the Governments for instructions on every point of detail; each group of Plenipotentiaries had instructions to which they might

refer, and they could easily discover how far the decisions to which they adhered tallied with their instructions. His Excellency proposed that the Sub-Committee should simply reconsider the two points referred back to them.

This proposal was adopted.

Mr. Scott then read the remainder of the Report as follows: —

»The Executive Representative shall be appointed by the Samoan Government upon the nomination of the three Powers, and shall advise the Samoan Government in all matters where he can be useful, but especially shall he perform the following duties:

»a) He shall be the President of the Municipal Board of Apia.

»b) He shall control the income and expenditure of all customs duties and of the revenue collected otherwise in the district of Apia, a certain sum being set aside annually by him for the requirements of the Municipality of Apia, which can be altered by the Judicial Representative upon appeal.

»c) He shall superintend the Harbour and Quarantine Regulations and other measures connected with foreign trade and shipping.

»6. The question of salaries coming up, it was agreed that the salary of the Judicial and Executive Representatives ought to be paid, or at least guaranteed, by the Powers: that the salary of the Judicial should be larger than that of the Executive Representative. Opinion as to the amount of these salaries varied. Some preferred 7,500 dollars for the Judge. Others thought 5,000 dollars sufficient. For the salary of the Executive Representative 4,000 dollars was mentioned.«

Mr. Kasson stated that the Committee of Revision had concluded in favour of a salary of 6,000 dollars for the Judge or Chief Justice, which amount appeared to be a just medium of the suggested remuneration for the services of that officer.

Count Bismarck agreed, inasmuch as the Judge ought not to receive a smaller salary than a foreign Consul in Samoa. The German Consul had a salary of 6,000 dollars; as the Conference was agreed that it was very important to procure the best possible person for the office of Judge, the pay of the latter should at least be equal to that of the best paid Consul on the spot.

The Conference agreed to the foregoing conclusion, and to the proposal that the Executive Representative should receive a somewhat smaller salary than the Judge.

Sir E. Malet inquired whether the question of paying or guaranteeing the salary of the Judge by the Powers had been well considered. He asked whether it would be needful to do so beyond the period of one year, and he doubted whether his Government would be disposed to go beyond a limited period for this purpose.

Mr. Phelps suggested that the words »as long as it may be necessary« might be inserted in this clause.

Count Bismarck thought that the Samoans would be able to pay at the outset at least one-half of the necessary amount out of the taxes, and that, if the Treaty Powers should agree to guarantee the salaries of both the Judicial and Executive Officer, they would hardly risk having to

pay more than a few thousand dollars between them during the first period of perhaps a couple of years.

Sir E. Malet asked whether the salaries of the Judicial and Executive Officers might not be made a first charge upon the revenues of Samoa.

Mr. Kasson remarked that these officers were not to be appointed for the benefit of the Samoans themselves, but rather in the interests of the subjects of the three Treaty Powers and of other foreigners: as it was not contemplated to force any particular form of Government upon the Samoans, it was but reasonable that the Powers, in whose interest these officers were to be appointed, should at first bear the expense of their maintenance.

Mr. Bates suggested that the recommendation as to the actuel payment of these officers might be omitted, whilst the guarantee for their salaries for a fixed or indefinite period might remain.

Mr. Phelps agreed entirely with the views expressed by Mr. Kasson upon this point.

Mr. Bates gave it as his opinion that it was good and expedient to nominate officials to act in the interests of foreigners, but every person with a local and practical knowledge of the affairs of Samoa would understand that these officers would virtually constitute the Samoan Government. Their success would depend on the services actually rendered by themselves; they would be the collectors and comptrollers of the revenue, which ought to furnish all the requisite outlay.

It would promote the efficiency of the said officers to make them dependent upon their own efforts.

Sir E. Malet observed that the native Government would not have the power of removing these officials.

Count Bismarck remarked that the two officers would have the important task of maintaining order in the municipal district of Apia. It would also be their duty to watch over the interests of foreigners. In principle, no doubt, they should be paid by the Samoan Government; but if this were found to be impracticable for the first few years, he opined that the three Treaty Powers might undertake conjointly this small expenditure in their own interests.

Mr. Phelps was willing, if such were the desire of the Conference, that the Powers should agree to gurantee and not to pay these salaries; but he must remark that the opinion of the Sub-Committee had been in favour of payment, because the said officers would be the actual Judicial and Executive Representatives of the three Powers. It was therefore right that they should be paid by the Powers and not by the Samoans, who would, indeed, at first be unable to do so from lack of means.

Again, the required officials would need to be assured of their salaries on accepting such distant and important employments.

He felt sure that the United States' Government would be willing to pay one-third of the expense, and so to assist in the formation of a system of government for Somoa, at least for a time.

Moreover, as the two officers would have the disposal of all revenues

collected, they would naturally provide their own emoluments out of the said funds so soon as the income of the country allowed of their doing so.

Count Bismarck presumed that if the estimated revenue of 90,000 dollars were forthcoming, there would be no difficulty in creating a first charge thereupon for the salaries in question.

Mr. Kasson desired to know who would be charged with the assessment, custody, and disbursement of the revenue collected. It would surely be necessary to appoint a Treasurer.

Count Bismarck thought that the Executive Official might undertake this duty.

Mr. Kasson considered that an officer acting as Auditor would still be required; he suggested that the Sub-Committee should consider this matter.

Mr. Phelps understood, from the tenour of the Report under consideration, that it would be the function of the Judge to decide this, like all other differences, on appeal.

Mr. Kasson trusted that the Committee of Revision would harmonize this detail in conformity with the other conclusions of the Conference.

M. Bates urged that the Sub-Committee had as yet prepared no complete scheme of a form of Government for Samoa. He desired to know what Committee or sub-division of the Conference had the task of framing such proposals, and how it was intended that the future system of government in Samoa should be set in motion.

Count Bismarck had no doubt that when the Samoan Government was once fairly constituted, it would find no difficulty in setting its own machinery in motion.

Mr. Bates asked in what manner the first election of the proposed Municipal Council was to be managed.

Sir E. Malet understood that this would be under control of the Judge according to the provisions of the Report now under the consideration of the Conference.

Baron Holstein proposed that the Committee of Revision should consider these particular points.

This proposal was adopted.

The President proposed that the remaining subjects of discussion should be dealt with by the Sub-Committees, and that the Committee of Revision should work upon all matters submitted to it from day to day.

Count Bismarck's proposal was unanimously accepted.

The Conference adjourned at 3·50 p. m.

(Signed) *John A. Kasson.*
Wm. Walter Phelps.
Geo. H. Bates.
Edware B. Malet.
Charles S. Scott.
J. A. Crowe.
H. Bismarck.
Holstein.
R. Krauel.

Fifth Session. — Wednesday, May 22, 1889, 3 p.m.

Present:

For Germany —
Count von Bismarck.
Baron von Holstein.
Dr. Krauel.
For the United States of America —
Mr. John A. Kasson.
Mr. William Walter Phelps.
Mr. George H. Bates.
For Great Britain —
Sir Edward Baldwin Malet.
Mr. Charles Stewart Scott.
Mr. Joseph Archer Crowe.

The Protocol of the fourth meeting, held on Friday, the 17th May, 1889, was approved and signed by all the Plenipotentiaries.

Count Bismarck inquired of Sir E. Malet what progress had been made by the Committee of Revision with their important labours.

Sir E. Malet said that the Committee of Revision had worked assiduously, and had virtually completed their Report as far as regarded the materials already placed in their hands. The result of their deliberations would shortly be placed before a plenary Conference in the form of a complete act.

Count Bismarck proposed that the plenary Conference should discuss the conclusions of the Committee of Revision as soon as the Plenipotentiaries had received the same in print, and had time to consider them.

Mr. Kasson was convinced that the Report of the Committee of Revision would lead to no protracted discussion, since they had not felt at liberty to alter any principle involved in proposals which were accepted by the Conference. They had chiefly occupied themselves with adjusting necessary details, supplying omissions, and putting the different proposals into a harmonious scheme. He gave the outline of the arrangement which they proposed to report.

Count Bismarck expressed his assurance that the careful work of the Committee of Revision would certainly achieve the objects which the Conference had in view, and would formulate the decisions taken in the best possible manner.

It was agreed that the Report of the Committee of Revision should be laid before the next meeting of the plenary Conference.

Count Bismarck observed that, during the last meeting, when the Report on the form of the future Samoan Government had been discussed, the following points had been reserved for future consideration, viz., that —

»1. The natives might elect a King.

»2. The natives might also elect a Vice-King, if they wished to do so.«

His Excellency understood that the Plenipotentiaries of the United

States had been made acquainted with the views of their Government in this respect.

The Conference had already agreed that it was desirable to interfere as little as possible with the internal affairs of Samoa, and the German Government had no objection to recognizing any form of Government which the natives might choose for themselves. The principle of the election of a King was therefore acceptable, but he was bound to make one exception, in the person of Mataafa, on account of the outrages committed by his people, and under his authority, upon dead and wounded German sailors lying on the field of action.

Sir E. Malet considered the exception made by Count Bismarck as fair and reasonable. His Government would have probably entertained a similar objection had the like outrages been committed on British sailors. His Excellency then read the following statement: —

»With reference to the question of the election of a King, which is now before us, we are anxious to make a proposal which, we trust, may recommend itself to you. We are advised by those who have a local knowledge of the country that if the Powers disclaim all intention of intervention, and devolve upon the Samoans themselves the duty of freely electing their King, the result will be that they will have given the signal for civil war, as the practice of the islands only confers Kingship upon the Chief who is able to vindicate his supremacy by arms. A peaceful election, such as is the design of the Powers, is, we are assured on good authority, not possible. Now, civil war would be a lamentable beginning to our efforts towards the peace and good government of the islands. We have, therefore, turned for guidance to the principles which were announced on behalf of the three Governments at the opening of the Conference; and we find in the words pronounced by the First American Plenipotentiary a practical suggestion. He expressed the earnest desire of his Government for the restoration of the status quo. On the same occasion the President of the Conference announced that Malietoa, the former Samoan King, had been released by His Majesty the Emperor of Germany.

»We have reason to suppose that, if such a peaceful election as we believe to be impossible could take place, Malietoa would be returned by a large majority.

»We therefore propose that, in the interests of the peace and prosperity of the islands, it should be intimated to the Samoan people that if they will take Malietoa as King, such act on the part of the Samoans shall receive the sanction of the Treaty Powers.«

Count Bismarck was of opinion that Sir E. Malet's proposal was much to the point, since all were agreed that the main if not the sole object of the Conference was to secure peace and order in Samoa. He therefore considered the motives of the suggestion to be sensible and acceptable. He referred to what he had stated before with respect to Samoan autonomy, and repeated that, in case Malietoa should carry the votes of his countrymen, there would be no reason to raise an objection.

Mr. Kasson said that he and his colleagues had foreseen a great

practical difficulty if such an election had taken place whilst Samoa was still held by two rival Chiefs at war with one another. He recognized the amicable character of Sir E. Malet's proposal to the principle involved in which he had no objection, and he suggested that it should be referred to the Committee of Revision.

Sir E. Malet expressed his satisfaction at the kind reception accorded to his proposal by the Plenipotentiaries of the other two Powers.

The proposal was accordingly referred to the Committee of Revision.

Count Bismarck proposed now to consider the question which had been referred back to the Sub-Committee at the last meeting, namely, the nationality and mode of appointment of the Executive Representative to act as Adviser to the Samoan Government.

Dr. Krauel stated that the Sub-Committee had reconsidered this subject, but had not been able to come to any decision, as they understood that some further proposal was likely to be made to the plenary Conference upon the point in question.

Mr. Phelps said that he had felt it his duty to call the attention of the Sub-Committee to the fact that he had learned that the United States' Government, while recognizing some of the advantages of a singler Adviser, would much prefer two Advisers, The Sub-Committee, as Dr. Krauel had said, thougt the consideration of this proposal to be beyond their powers, and it was therefore now brought before the Conference.

The two Advisers would be selected by the three Powers, and would be of different nationalities from each other and from the Judge. When the two agreed, their decision would be final; where they disagreed, the decision would be left to the Judge. Neither Adviser could be President of the Municipal Board of Apia, and the Board would meet to elect its own President. As their agreement would give the Advisers absolute control within their own sphere, the tendency of the plan was to induce them to harmonize their views, and thus to avoid yielding control to the Judge.

They would soon learn that it was preferable not to quarrel.

Baron Holstein inquired which of the two systems proposed would be the less expensive.

Mr. Phelps admitted that the system of one Excecutive Officer would certainly be cheaper; but he thought that if there were two such officers, they might receive smaller salaries, say, 2,000 or 3,000 Dollars.

Count Bismarck did not think that it would be feasible to find trustworthy officials for such posts in those distant parts of the globe at so low a salary as 3,000 dollars.

Sir E. Malet said that he had heard with regret this new proposal of the United States' Plenipotentiaries, which appeared calculated to alter an entire scheme which the Conference had been on the point of completing. He thought that the present view of the United States' Government might be founded on an incomplete knowledge, as the whole scheme elaborated by the Conference had not been before them. He trusted that the Government would reconsider the scheme as a whole, in which event

Z 2

he felt confident that they would recognize in it a happy expedient for the avoidance of disputes between the Representatives of the three Powers. It might be that the wish of the United States' Government was consequent on the assignment of the nomination of the Chief Justice of Samoa to the Lord Chief Justice of England, that they, therefore, were of opinion that a German and an American should also hold positions of influence in the Samoan Government. If that were so, he must repeat that that arrangement was agreed to by Her Majesty's Government as a concession in order to solve difficulties, and that, in agreeing, they repudiated all responsibility for the acts of the Chief Justice, and all representation on his part of the British Government.

He inquired whether in the event of a disagreement between the Adviser nominated by the German Government and the one nominated by the United States, if it were proposed that they were to refer to the Chief Justice for his decision, the latter would not be compelled to side with one or other of the Advisers, viz., with an American or with a German Adviser. Such a measure would reintroduce the system of decision by majorities.

This system, as he was instructed, could not be admitted by his Government; it was one which would revive all the former difficulties and jealousies in Samoa, and would perpetuate the troubles which it was the principal object of the Conference to ally. He would therefore propose that the Committee of Revision should complete the drawing up of the General Act on the lines previously agreed to as a preliminary to the consideration of the alternative scheme.

Mr. Phelps admitted the justice of Sir E. Malet's observations, in as far as, if there were two Advisers, whilst the Judge would in all probability be an Englishman, he thought that the three Powers in choosing two Advisers would be apt to select an American and a German.

Count Bismarck fully agreed with the remarks of Sir E. Malet, and he trusted that when the Final Act came before the United States' Government they would find the whole scheme to be acceptable. Meanwhile, if it were so desired, the new proposal might be laid before the United States' Government as an alternative suggestion, and the final form to be adopted might be reserved until they had expressed their opinion thereupon. He considered it advisable to provide the Samoans with as few officials as possible, owing to the difficulty of providing salaries for them. The natives might be unable or unwilling to pay two Executive Officers, and if the three Governments had to pay them, as well as their own Consuls, a large item of expenditure would be created.

In his opinion, the question of Sir E. Malet was most reasonable; and if the United States' Government were not willing to accept the proposal, the matter might be arranged later between the three Powers.

Mr. Phelps admitted that in view of the disfavour with which his proposal had been received it would be unwise on his part to press it further upon the Conference. He would therefore accept Sir E. Malet's proposal, and leave the matter for final decision at a later period. He

only desired to add that if the system of two Advisers were accepted, it was the opinion of his Government that they would be efficient in protecting the interests of foreigners, and that the United States' Government would therefore be willing to pay one-third of all official expenditure thus incurred.

He suggested that the Conference might proceed to consider the method of appointment of the Executive Officer, in case only one should be chosen; and he suggested, in the interests of all and as very satisfactory to his own Government, that the appointment might best be conferred upon a Dutch or Swiss subject, on the nomination of some neutral Power — for example, the nomination may be made by the President of the Swiss Republic.

Mr. Scott was of opinion that the Swiss Government were not sufficiently acquainted with the interests of distant Colonies to enable them to make such nominations.

Count Bismarck agreed with Mr. Scott: he was glad that Mr. Phelps had been able to meet more than half-way the views expressed by other Plenipotentiaries, and he proposed that the point at issue should be referred to the Committee of Revision for examination by them in its present form.

This proposal was adopted.

Mr. Scott said that he did not desire to ask the Conference to undo any of the work which it had already completed, but there was one recommendation of the Sub-Committee, of which he had been a member, which had been sent to the Committee of Revision in an admittedly incomplete form. He alluded to that concerning the composition of the Municipal Council. In the third sitting of the Conference he had explained the origin of this recommendation, and the suggestion which he had made on that occasion for some provision to secure an equal representation of the natural divisions of the municipal district had, he thought, met with a certain measure of general approval on the part of the Conference; but he understood that the Committee of Revision had not as yet been able to give effect to it.

He believed that the German Plenipotentiaries found themselves unable to support the proposal for a division of the Municipality into two or three wards unless all the members of the proposed Council were elected, and the proposal for three Consular nominees were abandoned.

He therefore desired to suggest the following alternative scheme for the composition of the Municipal Council, which he hoped would meet the views both of the German and American Plenipotentiaries: —

1. To amend the original proposal of the Sub-Committee by the suppression of the three Consular nominee members of the Municipal Council, and by providing instead that all six members shall be elected: three of them by ratepayers resident in the district lying to the west of the Mulivai River, and three by ratepayers resident in that part which is situated to the east of the said river.

2. To add to the original proposal in its amended form the following words: —

»All Regulations passed by this Council under Article of this Act, before becoming law, shall be referred to the Consular Representatives of the three Treaty Powers, sitting conjointly as a Consular Board, who shall either approve and return such Regulations, or suggest such amendments as may be unanimously deemed necessary by them. Should the Consular Board not be unanimous in approving the Regulations referred to them, or should the amendments unanimously suggested by them not be accepted by a majority of the full Municipal Council, then the Regulations in question shall be referred for final decision to the Chief Judicial Officer of the Samoan Government«.

He added that, in his opinion, such a scheme, in addition to securing an equal attention to all the local wants and interests of the municipal district, would also have the advantage of minimizing the danger of rivalry and jealousies which would be likely to arise in the Municipal Council itself if half the members held their seats by appointment and half by election.

The desire of the United States' Plenipotentiaries to give the Consuls some influence in the Municipal Government would be better satisfied by allowing them to exert it whilst sitting apart in a clearer and more independent atmosphere than that of the Councilroom.

Mr. Kasson believed it to be the opinion of the Committee of Revision that it was not advisable to create too elaborate a machinery for simple working purposes. It would be better to define and limit the powers of the Municipal Council, and then trust to its discretion, subject to the revision and sanction of the Chief Justice. In this manner it might be expected that the Ordinances and Regulations drawn up by the Council would be found to be just and reasonable, whilst the superintendence of the Chief Justice would prevent any extravagant action on the part of the Municipal Board.

He was well aware that topographical distribution must te taken into account in the formation of a Municipal Council; this was everywhere the case, and he approved the suggestion. Therefore, if the lines of demarcation had been well ascertained by the experts, he agreed that the members of the proposed body should belong to different districts.

Count Bismarck observed that it might be left for consideration in a Committee to examine what electoral system would suit best the local wants.

Mr. Phelps proposed that the subject should be referred to the Committee of Revision.

Sir E. Malet suggested that it should rather be referred back to the Sub-Committee, giving them power to come to a decision, and to submit the same to the Committee of Revision.

This proposal was accepted.

Mr. Phelps asked permission to revert to certain views expressed by Count Bismarck at the beginning of the session, that he might state that the silence of the American Plenipotentiaries was not to be construed as assenting to those views, except as they expressed an indig-

nation at the atrocities mentioned, with which the United States heartily sympathised.

Happily, the assent of the Conference to Sir E. Malet's proposition made the question of who among the natives was responsible for these atrocities a mere academic question, and the subject need not therefore be further pursued.

The Conference adjourned at 4·10 p. m.

(Signed) *John A. Kasson.*
Wm. Walter Phelps.
Geo. H. Bates.
Edward B. Malet.
Charles S. Scott.
J. A. Crowe.
H. Bismarck.
Holstein.
R. Krauel.

Certified to be a true copy of the original Protocol:
(Signed) *W. N. Beauclerk.*
Steinrich.

Sixth Session. — May 27, 1889, 3 p. m.

Present:

For Germany —
Count von Bismarck.
Baron von Holstein.
Dr. Krauel.
For the United States of America —
Mr. John A. Kasson.
Mr. William Walter Phelps.
Mr. George H. Bates.
For Great Britain —
Sir Edward Baldwin Malet.
Mr. Charles Stewart Scott.
Mr. Joseph Archer Crowe.

The Protocol of the fifth meeting, held on Wednesday, the 22nd May, 1889, was approved and signed by all the Plenipotentiaries.

Count Bismarck said that the Conference would see with satisfaction that the project of the General Act had been completed and laid before the Plenipotentiaries by the Committee of Revision.

His Excellency proposed at once to consider the said project with a view to the discussion of its various sections, and proceeded to read as follows: —

»*Project of the General Act of the Samoan Conference.*

»His Majesty the Emperor of Germany, King of Prussia, the Presi-

dent of the United States of America, Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India;

»Wishing to provide for the security of the life, property, and trade of the citizens and subjects of their respective Governments residing in, or having commercial relations with, the islands of Samoa; and desirous at the same time to avoid all occasions of dissension between their respective Governments and the Government and people of Samoa, while promoting as far as possible the peaceful and orderly civilization of the people of these islands, have resolved, in accordance with the invitation of the Imperial Government of Germany, to resume in Berlin the Conference of their Plenipotentiaries which was begun in Washington on the 25th June, 1887; and have named for their present Plenipotentiaries the following:

»His Majesty the Emperor of Germany, King of Prussia:
»Count Bismarck, Minister of State, Secretary of State for Foreign Affairs,
»Baron Holstein, Actual Privy Councillor of Legation,
»Dr. Krauel, Privy Councillor of Legation;

»The President of the United States of America:
»Mr. John A. Kasson,
»Mr. William Walter Phelps,
»Mr. George H. Bates;

»Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India:
»Sir Edward Baldwin Malet, Her Majesty's Ambassador to the Emperor of Germany, King of Prussia,
»Charles Stewart Scott, Esq., Her Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Confederation,
»Joseph Archer Crowe, Esq., Her Majesty's Commercial Attaché for Europe;

»Who, furnished with full powers which have been found in good and due form, have successively considered and adopted: —

»I. A Declaration respecting the independence and neutrality of the islands of Samoa, and assuring to their respective citizens and subjects equality of rights in said islands, and providing for the immediate restoration of peace and order therein.

»II. A Declaration respecting the modification of existing Treaties, and the assent of the Samoan Government to this Act.

»III. A Declaration respecting the establishment of a Supreme Court of Justice for Samoa, and defining its jurisdiction.

»IV. A Declaration respecting titles to land in Samoa, restraining the disposition thereof by natives, and providing for the investigation of claims thereto, and for the registration of valid titles.

»V. A Declaration respecting the municipal district of Apia, and providing a local Administration therefor.

»VI. A Declaration respecting taxation and revenue in Samoa.

»VII. A Declaration respecting arms and ammunition and intoxicating liquors, restraining their sale and use.

»VIII. General dispositions.

»Article I. — *A Declaration of the Independence and Neutrality of the Islands of Samoa, and assuring to their respective Citizens and Subjects equality of Rights in said Islands; and providing for the immediate Restoration of Peace and Order therein.*

»It is declared that the islands of Samoa are neutral territory, in which the citizens and subjects of the three Signatory Powers have equal rights of residence, trade and personal protection. The three Powers recognize the independence of the Samoan Government and the free right of the natives to elect their Chief or King, and choose their form of Government according to their own laws and customs. Neither of the Powers shall exercise any separate control over the islands or the Government thereof.

»It is further declared, with a view to the prompt restoration of peace and good order in the said islands, and in view of the difficulties which would surround an election in the present disordered condition of their Government, that Malietoa Laupepa, who was formerly made and appointed King on the 12th day of July, 1881, and was so recognized by the three Powers, shall again be so recognized hereafter in the exercise of such authority, unless the three Powers shall by common accord otherwise declare; and his successor shall be duly elected according to the laws and customs of Samoa.«

With respect to the wording of the preamble of Article I, Dr. Krauel suggested a verbal alteration, which was supported by Mr. Bates, and upon explanations furnished by Mr. Kasson, it was agreed that the said preamble should be worded: —

»Article I. A Declaration of the independence and neutrality of the islands of Samoa, and assuring to the respective citizens and subjects of the Signatory Powers equality of rights in said islands, and providing for the immediate restoration of peace and order therein.«

Count Bismarck proceeded to read: —

»Article II. — *A Declaration respecting the Modifications of existing Treaties, and the Assent of the Samoan Government to this Act.*

»Considering that the following provisions of this General Act cannot be fully effective without a modification of certain provisions of the Treaties heretofore existing between the three Powers respectively and the Government of Samoa, it is mutually declared that in every case where the provisions of this Act shall be inconsistent with any provision of such Treaty or Treaties, the provisions of this Act shall prevail.

»Considering further that the consent of the Samoan Government is requisite to the validity of the stipulations hereinafter contained, the three Powers mutually agree to request the assent of the Samoan Government to the same, which, when given, shall be certified in writing to each of

the three Governments through the medium of their respective Consuls in Samoa.

»Article III. — *A Declaration respecting the establishment of a Supreme Court of Justice for Samoa, and defining its Jurisdiction.*

»Section I. A Supreme Court shall be established in Samoa, to consist of one Judge, who shall be styled Chief Justice of Samoa, and who shall appoint a Clerk and a Marshal of the Court; and record shall be kept of all orders and decisions made by the Court or by the Chief Justice in the discharge of any duties imposed on him under this Act. The Clerk and Marshal shall be allowed reasonable fees, to be regulated by order of the Court.

»Sec. 2. With a view to secure judicial independence and the equal consideration of the rights of all parties, irrespective of nationality, it is agreed that the Chief Justice may be named by the Lord Chief Justice of England, and shall be of English professional experience. He shall be learned in law and equity, of mature years, and of good repute for his sense of honour, impartiality, and justice.

»His decision upon questions within his jurisdiction shall be final. He shall be appointed by the Samoan Government upon the certificate of his nomination as herein provided. He shall receive an annual salary of 6,000 dollars in gold, or its equivalent, to be paid the first year in equal proportions by the three Treaty Powers, and afterward out of the revenues of Samoa apportioned to the use of the Samoan Government, upon which his compensation shall be the first charge. Any deficiency therein shall be made good by the three Powers in equal shares.

»Sec. 3. In case either of the four Governments shall at any time have cause of complaint against the Chief Justice for any misconduct in office, such complaint shall be presented to the authority which nominated him, and if, in the judgment of such authority, there is sufficient cause for his removal, he shall be removed. If the majority of the three Treaty Powers so request, he shall be removed. In either case of removal, or in case the office shall become otherwise vacant, his successor shall be appointed as hereinbefore provided.

»Sec. 4. The Supreme Court shall have jurisdiction of all questions arising under the provisions of this General Act; and the decision or order of the Court thereon shall be conclusive upon all residents of Samoa. The Court shall also have appellate jurisdiction over all Municipal Magistrates and officers.

»Sec. 5. The Chief Justice is authorized at his own discretion, and required upon written request of either party litigant, to appoint Assessors, one of the nationality of each litigant, to assist the Court, but without voice in the decision.

»Sec. 6. In case any question shall hereafter arise in Samoa respecting the rightful election of King, or other native authority, or respecting the validity of the powers which they may claim in the exercise of their office, such question shall not lead to war, but shall be present-

ed for decision to the Chief Justice of Samoa, who shall decide it in writing, conformably to the provisions of this Act and to the laws and customs of Samoa not in conflict herewith; and the Signatory Governments will accept and abide by such decision.

»Sec. 7. In case any difference shall arise between either of the three Treaty Powers and Samoa which they shall fail to adjust by mutual accord such difference shall not be held cause for war, but shall be referred for adjustment on the principles of justice and equity to the Chief of Samoa, who shall make his decision thereon in writing.

»Sec. 8. The Chief Justice may recommend to the Government of Samoa the passage of any law which he shall consider just and expedient for the prevention and punishment of crime, and for the promotion of good order in Samoa outside the municipal district; and for the collection of taxes without the district.

»Sec. 9. After the organization of the Supreme Court, civil litigation arising in Samoa outside the municipal district, in which a Samoan native shall be of one party and a foreigner of the other party, shall be transferred from the Consuls, and shall come within the jurisdiction of the Supreme Court. Crimes and offences occurring outside the municipal district, committed by natives against foreigners, or by foreigners against natives, shall also come within the jurisdiction of the Supreme Court, and shall be punished in accordance with the practice of civilized nations.

»Sec. 10. The jurisdiction over civil matters arising and crimes and offences committed within the municipal district of Apia which has heresofore been exercised by the Consuls of the respective Treaty Powers shall, after the civil organization of the Municipality as hereinafter provided shall be completed, be transferred to and assumed by the Judicial Tribunals within the said district.«

Article II was adopted.

With regard to Article III, Mr. Bates inquired, with reference to section 3, what would be considered sufficient cause for the removal af the Chief Justice, and whether he could be removed at the request of a majority of the three Treaty Powers — with or without sufficient cause.

Sir E. Malet supposed that there would be no proposal for the removal of the Chief Justice without sufficient cause.

Mr. Bates objected to the provision permitting the removal of the Judge upon the simple request of a majority of the three Treaty Powers. He thought the provision unwise, since no such man as it is hoped by all may be selected for this dignified position would be likely to accept any office from which he might be removed without cause at the will of two of the Powers. He would not object to a removal by the joint action of the three Powers, and that ought to be readily secured in any case which would warrant such summary action.

Mr. Kasson thought it better that the clause should remain as it stood. Special occasions might arise in which the delay for the trial of the question in England would be very injurious. It could hardly be supposed that any two of the Powers would unite in so serious a step

without the most unquestioned cause for such action. The Government of the nationality of the Judge might hesitate where the other two Powers would be satisfied. It was thought best to have this authority, although not likely to be exercised, as a sort of security against possible partiality.

Sir E. Malet suggested that it would be advisable to make provision for supplying the place of the Chief Justice in case of his death, or inability to continue the exercise of his functions.

Mr. Scott understood that in all British possessions care was taken that the course of justice should never be suspended, and he considered a similar precaution most necessary when establishing a Court of Justice to which, according to sections 9 and 10 of the Article under consideration, it was proposed to transfer an important part of the jurisdiction now vested in the Consuls of the three Powers.

Mr. Crowe agreed with the observation made by Mr. Scott.

Count Bismarck thought that in case of necessity the minor functions of the Chief Justice might be delegated to the Consuls during the interval which must elapse before the arrival of his successor, subject to revision by the incoming Chief Justice. It was, however, hardly requisite to provide beforehand for all such emergencies.

Mr. Scott indicated certain cases in which a serious defect of justice might occur if no provision were made for a temporary substitute to carry on the business of the Court in case of the Judge's death.

Count Bismarck suggested that the Executive Officer might be charged with these functions during a limited period of vacancy in the office of Chief Justice — say for three months. Or the three Powers might agree to exchange views with the purpose of nominating a substitute until a successor should be appointed.

Mr. Scott was of opinion that the Chief Justice might appoint his substitute during his own lifetime.

This suggestion was adopted.

Count Bismarck referred to section 6 of Article III, the provisions of which he considered should be revised, especially as regarded the words, »such question shall not lead to war.«

Mr. Kasson explained that the Committee of Revision had desired to lay down the rule that the local Chieftains should no longer resort to fighting for the purpose of settling local rivalries, as, for instance, between the Heads of tribes, and about conflicting claims among themselves.

Sir E. Malet proposed that the words »civil war« should be used.

Baron Holstein agreed with the suggestion of Sir E. Malet.

Mr. Bates objected to the words, »other native authority,« The object of the section — the prevention of civil war — was secured by referring to an impartial Tribunal the election of the King, or Chief Executive Officer, by whatever name called. The project as originally drawn placed the election of »King, Vice-King, or Chief« under the jurisdiction of the Chief Justice. The change had not disposed of the objection to that language. To permit foreign interference with the selection of a

Chief other than the Supreme Ruler would violate the principle laid down at the outset, and would foment rather than compose civil disorder.

Civil war in Samoa had heretofore arisen only from differences about their chief Rulers. There was no need of foreign interferenee about other Chiefs. When any differences arose about the selection or authority of their minor Chiefs, they had a summary — and to them satisfactory — method of settling such disturbances.

It was agreed that section 6 should run as follows: —

»Sec. 6. In case any question shall hereafter arise in Samoa respecting the rightful election of King, or other Supreme Chief, or respecting the validity of the authority which he or any Chief may claim in the exercise of his office, such question shall be presented for decision to the Chief Justice of Samoa, who shall decide it in writing, conformably to the provisions of this Act, and to the laws and costums of Samoa not in conflict therewith; and the Signatory Governments will accept and abide by such decision.«

Mr. Bates called attention to the fact that, although in section 7 there was a provision for arbitrating differences between any one of the Treaty Powers and Samoa, there was no agreement on the part of the Signatory Powers that they would respectively accept and abide by the result of such arbitration. Whatever is meant should be expressed, and no room left for future misunderstandings.

Sir E. Malet, Mr. Kasson, Count Bismarck, and Mr. Phelps were of opinion that the clause admitted of no ambiguity, and they would prefer to let it remain as it stood in the text.

Mr. Kasson referred to sections 9 and 10 of Article III, which he understood to be a logical sequence to a complete system of justice in Samoa. The three Governments would perhaps like to retain a fuller Consular jurisdiction; but the system proposed was considered as a natural and proper complement of the system of civilized Tribunals now established for Samoa. Consular judicial functions should pass over to the Courts of civilization, as they do in civilized countries.

Causes would be tried as in other civilized Courts.

The sections in question were intended merely to be taken as suggestions for the sanction of the respective Governments.

Count Bismarck inquired, if crimes were committed by foreigners against other foreigners under no Consular jurisdiction, to what Tribunal would they at the present time be amenable?

Mr. Kasson stated that there was no Court to try such cases.

Count Bismarck suggested that power might be given to the Chief Justice to decide such cases.

Sir E. Malet considered it an important matter to put a stop to the present unsatisfactory state of things in this respect, since it appeared from what had been said that some foreigners under no Consular jurisdiction were not amenable to any Court of Justice.

Count Bismarck fully agreed with Sir E. Malet, that it was an important matter to settle this question.

Mr. Kasson said that any civilized Tribunal, if duly established and recognized by the Treaty Powers, would, in his opinion, be sufficient to meet such emergencies.

Mr. Scott doubted whether his Government would be prepared, at least for the present, to transfer to the proposed Chief Justice or to the Municipal Tribunal the full extent of jurisdiction over British subjects contemplated by sections 9 and 10.

Dr. Krauel made the suggestion that some similar system might be adopted as that in force for the Mixed Tribunals in Egypt. It was very valuable to further local jurisdiction, and all possible extension should be given thereto. He was in favour of extending the jurisdiction of the Supreme Court to criminal cases in which natives or foreigners under no Consular jurisdiction were the offenders. The Supreme Court should also be competent in all civil causes relating to real property; otherwise the provisions relating to the Land question would be incomplete.

It would be, however, essential that the Consuls should retain jurisdiction between people of their own nationality.

Count Bismarck proposed to alter section 9 as follows: —

»Sec. 9. After the organization of the Supreme Court, civil litigation arising in Samoa outside the municipal district, in which a Samoan native shall be of one party and a foreigner of the other party, shall be transferred from the Consuls, and shall come within the jurisdiction of the Supreme Court. Crimes and offences occurring outside the municipal district committed by natives against foreigners, or by foreigners not exempt from local jurisdiction, shall also come within the jurisdiction of the Supreme Court, and shall be punished in accordance with the practice of civilized nations, or according to Samoan custom as far as natives are concerned.«

His Excellency further suggested that all cases should be referred to the Consuls where their own countrymen were concerned, excepting in land disputes, which should be decided by the Chief Justice.

This question was unanimously agreed to in principle, and sections 9 and 10 were referred to a Sub-Committee, consisting of Mr. Phelps, Mr. Scott, and Dr. Krauel, for further consideration.

Count Bismarck read: —

»Article IV. — *A Declaration respecting Titles to Land in Samoa, and restraining the disposition thereof by Natives; and providing for the investigation of Claims thereto, and for the registration of valid Titles.*

»Section 1. In order that the native Samoans may keep their lands for cultivation by themselves and by their children after them, it is declared that all future alienation of lands in the islands of Samoa to the citizens or subjects of any foreign country, whether by sale, mortgage, or otherwise, shall be prohibited, subject to the following exceptions: —

»a) Town lots and lands within the limits of the municipal district as defined in this Act may be sold or leased by the owner for a just consideration when approved in writing by the Chief Justice of Samoa.«

Mr. Kasson suggested a short addition to No. 1 (a), in order to prevent the mortgaging by natives of the produce of their lands, viz., »and all mortgages of produce of land prior to its removal shall be prohibited.«

Mr. Scott proposed that all mortgages should be registered.

Count Bismarck believed that it was the unanimous desire of the Conference to recommend to the Samoan Government and to the Chief Justice that every possible precaution should be taken to prevent the natives from mortgaging the produce of their lands: he agreed with Mr. Scott's remark, and thought it would meet the views of the Conference, and that it is as well as Mr. Kasson's suggestion would appear in the Protocol.

The Resolution proposed by the President was adopted by all the Plenipotentiaries; and his Excellency continued to read:

«b) Agricultural lands in the islands may be leased for a just consideration and with carefully defined boundaries for a term not exceeding forty years, when such lease is approved in writing by the Chief Executive Authority of Samoa and by the Chief Justice.

»But care shall be taken that the agricultural lands and natural fruit lands of Samoans shall not be unduly diminished.

»Sec. 2. In order to adjust and settle all claims by aliens of titles to land or any interest therein in the islands of Samoa, it is declared that a Commission shall be appointed, to consist of three impartial and competent persons, one to be named by each of the three Treaty Powers; to be assisted by an officer to be styled Natives' Advocate, who shall be appointed by the Chief Executive of Samoa with the approval of the Chief Justice of Samoa.

»Each Commissioner shall receive during his necessary term of service a compensation at the rate of 300 dollars per month, and his reasonable fare to and from Samoa. The reasonable and necessary expenses of the Commission for taking evidence and making surveys (such expenses to be approved by the Chief Justice) shall also be paid, one-third by each of the Treaty Powers.

»The compensation of the Natives' Advocate shall be fixed and paid by the Samoan Government.

»Each Commissioner shall be governed by the provisions of this Act; and shall make and subscribe an oath before the Chief Justice that he will faithfully and impartially perform his duty as such Commissioner«.

»Mr. Bates thought the compensation of the Natives' Advocate should be paid by the Powers, and not put upon Samoa. He was a part of the machinery for settling land titles which had been made necessary by the disputes of foreigners concerning land purchases. For this reason, it had been deemed proper that the expense of the Commission should not be imposed upon the Samoan Government. The Natives' Advocate was considered a necessary adjunct of the Commission, because a native representation upon the Commission was deemed impracticable. He therefore should be paid in the same manner as the Commissioners.

Baron Holstein considered that the Natives' Advocate should be paid by tho natives themselves.

Count Bismarck thought it would be better to leave the wording as it stood, for he felt sure that the German Government would not be inclined, on principle, to pay the salary of the Natives' Advocate.

His Excellency then read —

»Sec. 3. It shall be the duty of this Commission, immediately upon their organization, to give public notice that all claims on the part of any foreigner to any title or interest in lands in Samoa must be presented to them, with due description of such claim, and all written evidence thereof, within four months from such notice, for the purpose of examination and registration, and that all claims not so presented will be held invalid and for ever barred; but the Chief Justice may allow a reasonable extension of time for the production of such evidence when satisfied that the claimant has, after due diligence, been unable to produce the same within the period aforesaid. This notice shall be published in Samoa in the German, English, and Samoan languages, as directed by the Commission.

»The labours of the Commission shall be closed in two years, and sooner if practicable.

Sec. 4. It shall be the duty of the Commission to investigate all claims of foreigners to land in Samoa, whether acquired from natives or from aliens, and to report to the Court in every case the character and description of the claim, the consideration paid, the kind of title alleged to be conveyed, and all the circumstances affecting its validity.

»They shall especially report —

»a) Whether the sale or disposition was made by the rightful owner or native entitled to make it.

»b) Whether it was for a sufficient consideration.

»c) The identification of the property affected by such sale or disposition.

»Sec. 5. The Commission, whenever the case requires it, shall endeavour to effect a just and equitable compromise between litigants. They shall also report to the Court whether the alleged title should be recognized and registered or rejected, in whole or in part, as the case may require.

»Sec. 6. All disputed claims to land in Samoa shall be reported by the Commission to the Court, together with all the evidence affecting their validity; and the Court shall make final decision thereon in writing, which shall be entered on its record.

»Undisputed claims, and such as shall be decided valid by the unanimous voice of the Commission, shall be confirmed by the Court in proper form in writing, and be entered of record.

»Sec. 7. The Court shall make provision for a complete registry of all valid titles to land in the islands of Samoa which are or may be owned by foreigners.

»Sec. 8. All lands acquired before the 28th day of August, 1879, being the date of the Anglo-Samoan Treaty, shall be held as validly acquired, but without prejudice to rights of third parties, if purchased from Samoans in good faith, for a valuable consideration, in a regular and

customary manner. Any dispute as to the fact or regularity of such sale shall be examined and determined by the Commission, subject to the revision and confirmation of the Conrt«.

Count Bismarck asked whether the words »for a valuable consideration« were not too elastic in their meaning, and wished that, in order to facilitate the task of the Judge, they should be modified in order to make it clear that the word »customary« in the next line meant that the land had been purchased at rates customary at the time of acquisition.

It was agreed that »rates customary at the time of acquisition« should be considered as the meaning of the words »for a valuable consideration«, and that this should be inserted in the Protocol.

Count Bismarck read: —

»Sec. 9. The undisputed possession and continuous cultivation of lands by aliens for ten years or more shall constitute a valid title by prescription to the lands so cultivated, and an order for the registration of the title thereto may be made.

»Sec. 10. In cases where land acquired in good faith has been improved or cultivated upon a title which is found to be defective, the title may be confirmed in whole or in part upon the payment by the occupant to the person or persons entitled thereto of an additional sum to be ascertained by the Commission and approved by the Court as equitable and just.

»Sec. 11. All claims to land, or to any interest therein, shall be rejected and held invalid in the following cases: —

»a) Claims based upon mere promises to sell, or options to buy.

»b) Where the deed, mortgage, or other conveyance contained at the time it was signed no description of the land conveyed sufficiently accurate to enable the Commission to define the boundaries thereof.

»c) Where no consideration is expressed in the conveyance, or if expressed has not been paid in full to the grantor, or if the consideration at the time of the conveyance was manifestly inadequate and unreasonable.

»d) Where to conveyance, whether sale, mortgage, or lease, was made upon the consideration of a sale of fire-arms or munitions of war, or upon the consideration of intoxicating liquors, contrary to the Samoan Law of the 25th October, 1880, or contrary to the Municipal Regulations of the 1st January, 1880.

»Sec. 12. The Land Commission may at its discretion through the Local Government of the district in which the disputed land is situated appoint a native Commission to determine the native grantor's right of ownership and sale; and the result of that investigation, together with all other facts pertinent to the question of validity of title, shall be laid before the Commission to be by them reported to the Court.

»Article V. — *A Declaration respecting the Municipal District of Apia, and providing a Local Administration therefor.*

»Section 1. The municipal district of Apia is defined as follows: Beginning at Vailoa, the boundary passes thence westward along the

coast to the mouth of the River Fuluasa; thence following the course of the river upwards to the point at which the Alafuala Road crosses said river; thence following the line of said road to the point where it reaches the River Vaisinago; and thence in a straight line to the point beginning at Vailoa, embracing also the waters of the harbour of Apia.

»Sec. 2. Within the aforesaid district shall be established a Municipal Council, consisting of six members and a President of the Council, who shall also have a vote.

»Each member of the Council shall be a resident of the said district and owner of real estate or conductor of a profession or business in said district, which is subject to a rate or tax not less in amount than 5 dollars per annum.

»For the purpose of the election of members of the Council, the said district shall be divided into two or three electoral districts, from each of which an equal number of Councillors shall be elected by the taxpayers thereof qualified as aforesaid, and the members elected from each electoral district shall have resided therein forat least six months prior to their election.

»It shall be the duty of the Consular Representatives of the three Treaty Powers to make the said division into etectoral districts as soon as practicable after the signing of this Act. In case they fail to agree thereon, the Chief Justice shall define the electoral districts. Subsequent changes in the number of Councillors, or the number and location of electoral districts, may be provided for by Municipal Ordinance.

»The Councillors shall hold their appointment for a term of two years, and until their successors shall be elected and qualified.

»In the absence of the President, the Council may elect a Chairman pro tempore.

»Consular officers shall not be eligible as Councillors, nor shall Councillors exercise any Consular functions during their therm of office.

»Sec. 3. The Municipal Council shall have jurisdiction over the municipal district of Apia so far as necessary to enforce therein the provisions of this Act which are applicable to the said district, including the appointment of the necessary subordinate officers of justice and of administration therein; and to provide for the security in said district of person and property, for the assessment and collection of the revenues therein as herein authorized; and to provide proper fines and penalties for the violation of the Laws and Ordinances which shall be in force in said district and not in conflict with this Act, including Sanitary and Police Regulations. They shall establish pilot charges, port dues, quarantine and other Regulations of the port of Apia, and may establish a postal system. They shall also establish the fees and charges allowed to Magistrates and other civil officers of the district excepting Clerk and Marshal of the Supreme Court.

»All Ordinances, Resolutions, and Regulations passed by this Council, before becoming law, shall be referred to the Consular Representatives of the three Treaty Powers sitting conjointly as a Consular Board, who shall either approve and return such Regulations, or suggest such amendments as may be unanimously deemed necessary by them.

»Should the Consular Board not be unanimous in approving the Regulations referred to them, or should the amendments unanimously suggested by the Consular Board not be accepted by a majority of the Municipal Council, then the Regulations in question shall be referred for modification and final approval to the Chief Justice of Samoa.«

With regard to the establishment of a postal system various suggestions were made, and it was agreed to insert the word »local« before »postal system.«

Count Bismarck read: —

»Sec. 4. The President of the Municipal Council shall be a man of mature years, and of good reputation for honour, justice, and impartiality. He shall be agreed upon by the three Powers, or, failing such agreement, he shall be selected from the nationality of Sweden, the Netherlands, Switzerland, Mexico, or Brazil, and nominated by

and appointed by the Samoan Government upon certificate of such nomination.

»He may act under the joint instruction of the three Powers, but shall receive no separate instruction from either. He shall be guided by the spirit and provisions of this General Act, and shall apply himself to the promotion of the peace, good order, and civilization of Samoa. He may advise the Samoan Government when occasion requires, and shall give such advice when requested by the King, but always in accordance with the provisions of this Act, and not to the prejudice of the rights of either of the Treaty Powers.

»He shall receive an annual compensation of 5,000 dollars, to be paid the first year in equal shares by the three Treaty Powers, and afterwards out of that portion of Samoan revenues assigned to the use of the Municipality, upon which his salary shall be the first charge.

»He shall be the receiver and custodian of the revenues accruing under the provisions of this Act, and shall render quarterly Reports of his receipts and disbursements to the King and to the Municipal Council.

»He shall superintend the Harbour and Quarantine Regulations, and shall, as the Chief Executive officer, be in charge of the administration of the Laws and Ordinances applicable to the municipal district of Apia.«

Mr. Kasson asked that this Article might be passed for future consideration, as the American Plenipotentiaries were not prepared to act finally upon it without further instructions from their Government.

The Conference, in deference to Mr. Kasson's wish, agreed to pass over section 4 at present, and to reserve it to future consideration.

Count Bismarck read: —

»Sec. 5. The Chief Justice shall, immediately after assuming the duties of his office in Samoa, make the proper order or orders for the election and inauguration of the Local Government of the municipal district, under the provisions of this Act. Each member of the Municipal Council, including the President, shall, before entering upon his functions, make and subscribe before the Chief Justice an oath or affirmation that he will well and faithfully perform the duties of his office.

»Article VI. — *A Declaration respecting Taxation and Revenue in Samoa.*

»Section 1. The port of Apia shall be the port of entry for all dutiable goods arriving in the Samoan Islands; and all foreign goods, wares, and merchandize landed on the islands shall be there entered for examination; but coal and naval stores which either Government has by Treaty reserved the right to land at any harbour stipulated for that purpose are not dutiable when imported as authorized by such Treaty, and may be there landed as stipulated without such entry or examination«.

Count Bismarck, whilst agreeing with the purport of this section, feared lest its wording might lead to misunderstanding, and suggested that it should be precisely stated that it referred only to coals and naval stores for Government purposes.

Mr. Kasson only desired to preserve intact the rights secured to his Government by its Treaty.

Mr. Bates asked if he had correctly understood the President's suggestion for alteration to be to change the last clause of the section so as to read: »but coal and naval stores imported by any of the Governments under Treaty stipulations in the harbour reserved by Treaty for its use may be landed free of duty without entry or examination.«

Count Bismarck said that the addition, »for Government purposes,« would correctly state his view, and suggested that it be substituted.

Mr. Kasson observed that his instructions did not permit him to consent to any provision which should impair or modify the plain rights of the United States in the harbour of Pago Pago. The clause as found in the Project was carefully drawn by him to preserve those rights intact as they existed by virtue of the Treaty.

If any of these articles so imported should afterwards pass from Government's control into private ownership, and then be removed for consumption or sale in Samoa, he had no objection to the application of the statistical import duty to such goods.

Count Bismarck thought that a limitation to the clause should be added, and while considering that the last proposal was much to the point, it appeared from Mr. Kasson's first remark that a misunderstanding had arisen as to the observation made with respect to private importation which was not intended in any way to affect the rights acquired by Treaty by the three Powers.

Mr. Kasson still thought it unwise to make any change in the present section, for the reasons already mentioned. But the qualification about such importations when removed for consumption in the islands as private property might be inserted elsewhere.

Count Bismarck pointed out that the clause read by Mr. Bates would appear in the Protocol, and summed up the unanimous opinion in the following words:

»If any articles so imported should afterwards pass from Government control into private ownership, and be introduced for sale or consumption into other parts of the islands, they shall be subject to the statistical import duty as in the case of private merchandize imported.«

Count Bismarck read: —

»Sec. 2. To enable the Samoan Government to obtain the necessary revenue for the maintenance of government and good order in the islands, the following duties, taxes, and charges may be levied and collected, without prejudice to the right of the native Government to levy and collect other taxes in its discretion upon the natives of the islands and their property, and upon all property outside the municipal district, provided such tax shall bear uniformly upon the same class of property, whether owned by natives or foreigners: —

»(A.) — Import Duties.

	Dol. c.
»1. On ale and porter and beer, per dozen quarts	0 50
2. On spirits, per gallon	2 50
3. On wine, except sparkling, per gallon	1 00
4. On sparkling wines, per gallon	1 50
5. On tobacco, per lb.	0 50
6. On cigars, per lb.	1 00
7. On sporting arms, each	4 00
8. On gunpowder, per lb.	0 25
9. Statistical duty on all merchandize and goods imported, except as aforesaid, ad valorem	2 per cent.«

»(B.) — Export Duties.

»On copra, ad valorem	$2^1/_2$	per cent.
On cotton, »	$1^1/_2$	»
On coffee, »	2	»

»(C.) — Taxes to be annually levied.

	Dol. c.
»1. Capitation tax on Samoans and other Pacific islanders not included under Nr. 2, per head	1 00
2. Capitation tax on coloured plantation labourers, other than Samoans, per head	2 00
3. On boats, trading and others (excluding native canoes and native boats carrying only the owner's property), each	4 00
4. On fire-arms, each	2 00
5. On dwelling-houses (not including the dwelling-houses of Samoan natives) and on land and houses used for commercial purposes, ad valorem	1 per cent.
6. Special taxes on traders as fallows:	
Class I —	
On stores of which the monthly sales are 2,000 dollars or more, each store	100 00
Class II —	
Below 2,000 dollars and not less than 1,000 dollars	48 00

	Dol. c.
Class III —	
Below 1,000 dollars and not less than 500 dollars	36 00
Class IV —	
Below 500 dollars and not less than 250 dollars	24 00
Class V —	
Below 250 dollars	12 00

»(D.) — Occasional Taxes.

»1. On trading vessels exceeding 100 tons burden, calling at Apia, at each call	10 00
2. Upon deeds of real estate, to be paid before registration thereof can be made, and without payment of which title shall not be held valid, upon the value of the consideration paid	1/2 per cent.
3. Upon other written transfers of property, upon the selling price	1 »
Evidence of the payment of the last two taxes may be shown by lawful stamps affixed to the title paper, or otherwise by the written receipt of the proper tax collector.	
4. Unlicensed butchers in Apia shall pay upon their sales	1 »

»(E.) — Licence Taxes.

»No person shall engage as proprietor or manager in any of the following professions or occupations except after having obtained a licence therefor, and for such licence the following tax shall be paid in advance: —.

	Dol. c.	
Tavern keeper	10 00	per month.
Attorney, barrister, or solicitor	60 00	per annum.
Doctor of medecine or dentistry	30 00	»
Auctioneer or commission agent	40 00	»
Baker	12 00	»
Banks or companies for banking	60 00	»
Barber	6 00	»
Blacksmith	5 00	»
Boat-builder.	6 00	»
Butcher	12 00	»
Cargo-boat or lighter	6 00	»
Carpenter	6 00	»
Photographer or artist	12 00	»
Engineer	12 00	»
» assistants	6 00	»
» apprentices	3 00	»
Hawker	1 00	»
Pilot	24 00	»
Printing press	12 00	»

	Dol. c.	
Sailmaker	6 00	per annum.
Ship-builder	6 00	»
Shoemaker	6 00	»
Land surveyor	6 00	»
Tailor	6 00	»
Waterman	6 00	»
Salesmen, bookkeepers, clerks, paid not less than 75 dollars a-month	3 00	»
Same, when paid over 75 dollars a-month .	6 00	»
White labourers and domestics, per head . .	5 00	»
Factory hands and independent workmen . .	5 00	»

»Sec. 3. Of the revenues paid into the Treasury the proceeds of the Samoan capitation tax, of the licence taxes paid by native Samoans, and of all other taxes which may be collected without the municipal district, shall be for the use and paid out upon the order of the Samoan Government. The proceeds of the other taxes, which are collected in the municipal district exclusively, shall be held for the use and paid out upon the order of the Municipal Council to meet the expenses of the municipal administration as provided by this Act.

»Sec. 4. It is understood that 'dollars' and 'cents,' terms of money used in this Act, describe the standard money of the United States of America, or its equivalent in other currencies.

»Article VII. — *A Declaration respecting Arms and Ammunition and Intoxicating Liquors, restraining their Sale and Use.*

»Section I. — *Arms and Ammunition.*

»The importation into the islands of Samoa of arms and ammunition by the natives of Samoa, or by the citizens or subjects of any foreign country, shall be prohibited except in the following cases: —

»a) Guns and ammunition for sporting purposes, for which written licence shall have been previously obtained from the President of the Municipal Council.

»b) Small arms and ammunition carried by travellers as personal appanage.

»The sale of arms and ammunition by any foreigner to any native Samoan subject or other Pacific islander resident in Samoa is also prohibited.

»Any arms or ammunition imported or sold in violation of these provisions shall be forfeited to the Government of Samoa. The Samoan Government retains the right to import suitable arms and ammunition to protect itself and maintain order.

«Section 2. — *Intoxicating Liquors.*

»No spirituous, vinous, or fermented liquors, or intoxicating drinks whatever, shall be sold, given, or offered to any native Samoan, or South Sea islander resident in Samoa, to be taken as a beverage.

»Adequate penalties, including imprisonment, for the violation of the provisions of this Article, shall be established by the Municipal Council for application within its jurisdiction; and by the Samoan Government for all the islands.«

It was suggested by Count Bismarck to add at the end of section 1 the words, »under proper restrictions or control.«

Mr. Bates said that there could be no right to deprive the Samoan Government of the use of arms for its defence unless they were guaranteed against war. It would not do to take away their means of self-protection unless at the same time they were effectually secured from foreign aggression. Count Bismarck having interposed the remark, that he did not see the possibility of any foreign agression after the three Treaty Powers had agreed to act in concert with reference to the affairs of the Samoan Islands and to recognize their neutrality, Mr. Bates said that was just what he had called attention to in connection with Article III. The Conference declared against war, but did not make its declaration effectual. The Powers have no moral right to interfere with the natural right of the Samoan Government to have arms unless they are willing effectually to prevent any use of force against Samoa or Samoans.

Mr. Kasson pointed out that it would be difficult to define the restrictions which had been suggested, as no one could deny to the Samoans the right of self-government and self-defence. It would be difficult to allow foreigners to import arms, and at the same time to deny this privilege to the Samoan Government.

Count Bismarck suggested the words, »under restrictions to be hereafter agreed upon by the three Powers.«

It was suggested by Mr. Phelps that all importation of arms for the use of the Samoan Government should be reported through the Consular Board.

Count Bismarck considered it necessary to place a certain limit upon this importation of arms, as it seemed to him to constitute a dangerous element for the natives.

Mr. Kasson remarked that the question could hardly as yet be fully considered. It was perhaps as dangerous to allow arms to foreigners as to give them to natives.

He would add the following at the end of section 1: —

»But all such arms and ammunition shall be entered at the Customs (without payment of duty), and reported by the President of the Municipal Council to the Consuls of the three Treaty Powers.

»The three Governments reserve to themselves the future consideration of the further restrictions which it may be necessary to impose upon the importation and use of fire-arms in Samoa«.

This proposal was accepted.

Count Bismarck read: —

»Article VIII. — *General Dispositions.*

»Section 1. The provisions of this Act shall continue in force until

changed by consent of the three Powers. Upon the request of either Power after three years from the signature hereof, the Powers shall consider by common accord what ameliorations, if any, may be introduced into the provisions of this General Act. In the meantime, any special amendment may be adopted by the consent of the three Powers, with the adhereuce of Samoa.

»Sec. 2. The present General Act shall be ratified without unnecessary delay, and within the term of months from the date of its signature.

»In the meantime, the Signatory Powers respectively engage themselves to adopt no measure which may be contrary to the dispositions of the said Act.

»Each Power further engages itself to give effect in the meantime to all provisions of this Act which may be within its authority prior to the final ratification.

Ratifications shall be exchanged by the usual diplomatic channels of communication.

»The assent of Samoa to this General Act shall be attested by a certificate thereof signed by the King and executed in triplicate, of which one copy shall be delivered to the Consul of each of the Signatory Powers at Apia for immediate transmission to his Government.«

His Excellency proposed to make the term for the ratification of the General Act ten months, and expressed a hope that it would be ratified as soon as possible within that term.

This proposal was accepted, and the Conference adjourned at 6 p. m.

Seventh Session. — May 29, 1889, 3 p.m.

Present:

For Germany —
Count von Bismarck.
Baron von Holstein.
Dr. Krauel.
For the United States of America —
Mr. John A. Kasson.
Mr. William Walter Phelps.
Mr. George H. Bates.
For Great Britain —
Sir Edward Baldwin Malet.
Mr. Charles Stewart Scott.
Mr. Joseph Archer Crowe.

The Protocol of the sixth meeting, held on Monday, the 27th May, 1889, was approved and signed by all the Plenipotentiaries.

Count Bismarck declared the session to be opened.

Baron Holstein proposed that Mr. Kasson should make known to the Conference what had been decided by the Committee of Revision with regard to the definite form of the General Act.

Mr. Kasson accordingly read the emendations and additions proposed by the Committee of Revision, which were agreed to by all the Plenipotentiaries, and the General Act ordered to be printed with the amendments (vide Appendix to this present Protocol). The Conference being advised that the American Plenipotentiaries had not yet received final instructions touching section 5 of Article V, it was agreed that this section should be reserved for consideration at the next session.

With reference to section 3 of Article V, Mr. Kasson asked whether the Conference at its last session decided that the appointment of the Municipal Magistrate should be confirmed by the Chief Justice.

Mr. Phelps considered that the authority of the Chief Justice finally operated on the appointment. It was made by the Municipal Council; it was approved by the Consular Board; it was reviewed by the Chief Justice on appeal and confirmed.

Mr. Kasson was of opinion that the provisions of the said section referred to Resolutions, Ordinances, and Regulations made by the Municipal Council rather than to the appointment by them of the Municipal Magistrate.

Mr. Scott explained that it was the intention of the Sub-Committee that the Magistrate should be appointed by the Council in some form which would require the approval of the Consular Board.

Sir E. Malet observed that such appointment would come under the head of a Resolution passed by the Council, which would necessarily be referred for final approval, to the Chief Justice.

It was agreed to state in the Protocol that section 3 of Article V intended that the appointment of the Municipal Magistrate should be made by Resolution of the Council, and thus be subject to approval, as in the case of other Resolutions.

Sir E. Malet mentioned that the question of a substitute for the Chief Justice in case his office should become vacant had not been settled.

Mr. Kasson proposed that either the suggestion made by Mr. Scott during the late meeting of the Conference might be adopted, viz., that the Chief Justice might appoint his substitute during his own lifetime, or that the Powers of the Chief Justice might be exercised by the President of the Municipial Council, in case of a vacancy from any cause, until a successor should be duly appointed and qualified.

This latter proposal was adopted, and it was agreed to insert the provision at the end of section 2 of Article III.

Dr. Krauel alluded to the original section 9 of Article III found in the Project of the General Act, as reported in the Protocol of the sixth session. He thought that some provision should be made for the guidance of the Chief Justice of Samoa as to what laws he should enforce in judging cases to be tried by him. He suggested that, until some fresh agreement were made upon this point by the Treaty Powers, the Supreme Judge might be instructed to follow the procedure and Rules employed by the British High Commissioner for the Western Pacific; a Code which was known to be very well adapted for the purposes for which it had been created.

Mr. Kasson said that he valued greatly the suggestion of Dr. Krauel, but there might be an objection on the part of the Conference to the adoption of a system of laws with which they were not fully acquainted. The object in view was to find a system for the control of the local Courts, and particularly to devise Rules for the punishment of offences. It would be unwise to adopt any laws which might subsequently be found to be in conflict with the provisions of this Act.

Count Bismarck remarked that if the Chief Justice were not be bound to administer the laws of any civilized country it might lead to serious difficulties, because he would be at a loss to decide what special system of laws out of the many in existence he should adopt in giving his judgments.

Mr. Kasson considered that the Chief Justice would have the right to adopt such Rules of Procedure as he considered best, whilst the Municipality would regulate procedure within its own jurisdiction.

After further discussion, the Conference decided to provide the rule as found in section 10 of Article III (vide Appendix), and in lieu of sections 9 and 10 of the Project as originally reported the Conference adopted sections 9 and 10, Article III, as found in the Appendix to this Protocol.

Dr. Krauel asked whether a clause should not be inserted exempting the Consuls from the jurisdiction of the Supreme Court.

It was agreed that such a clause was not necessary, as it was the manifest intention of the Conference that the Consuls and their families should be exempt from such jurisdiction.

Count Bismarck observed that the Conference had now adopted all the Articles except section 5 of Article IV in the amended Project (vide Appendix), which awaited the receipt of further instructions on the part of the American Plenipotentiaries from their Government. His Excellency suggested that the Conference should adjourn until all the members were prepared to sign the complete General Act with the approval of their Governments.

It was agreed to adjourn accordingly.

Sir E. Malet wished to say that if any proposal for the establishment of telegraphic communication with Samoa should be submitted to the Conference it would receive the careful consideration of Her Majesty's Government, who were of opinion that the want of such communication had greatly contributed to the recent troubles, and that its establishment would be greatly conducive to the prevention of future disturbances.

Mr. Kasson was convinced that the United States' Government had an equally ardent desire to see telegraphic communication established with Samoa; but the American Plenipotentiaries had no authority to designate the method of its accomplishment.

The Conference expressed the unanimous opinion that the establishment of telegraphic communication was most desirable.

Count Bismarck, in closing the session, desired to express his warmest thanks for the amicable manner in which each and all of the Plenipoten-

tiaries had facilitated the labours over the Conference over which he had the honour to preside; and, in the name of the plenary Conference, he also wished to thank the gentlemen who had done so much towards the furtherance of the work performed, by their attendance on the various Sub-Committees which had been appointed. His Excellency trusted that the final results of the Conference would be to the advantage of the Samoans themselves, and for the benefit of all the inhabitants of that part of the world.

The Conference adjourned at 4·30 p. m., subject to the summons of the President.

Eighth Session. — June 13, 1889, 4 p. m.

Present:

For Germany —
Count von Bismarck.
Baron von Holstein.
Dr. Krauel.
For the United States of America —
Mr. John A. Kasson.
Mr. William Walter Phelps.
Mr. George H. Bates.
For Great Britain —
Sir Edward Baldwin Malet.
Mr. Charles Stewart Scott.
Mr. Joseph Archer Crowe.

The Protocol of the seventh session, held on Wednesday, the 29th May, 1889, was approved and signed by all the Plenipotentiaries.

Count Bismarck stated that the Plenipotentiaries of the three Powers having meanwhile received instructions with respect to the Agreement drawn up at this table, he should venture to ask what modifications had been proposed in the General Act in order that they might be discussed and referred to the proper quarter. His Excellency added that His Imperial Majesty the Emperor had approved of the General Act in its present form, and that the German Plenipotentiaries were prepared to sign it as it stood.

Sir E. Malet stated that the General Act in its present form might be acceptable to Her Majesty's Government, but that the British Plenipotentiaries had no authority to accept any alterations herein without the previous consent of their Government.

Mr. Kasson said that the distance of communiation had necessarily caused delay in the decision of the United States' Government with regard to the General Act as a whole; but that the American Plenipotentiaries were now authorized to sign the same with only two modifications: the first of these was the proposal of an additional section, to be numbered section 11, to Article III, in the following terms: —

»Nothing in this Article shall be so construed as to affect existing

Consular jurisdiction over all questions arising between masters and seamen of their respective national vessels; nor shall the Court take any ex post facto or retroactive jurisdiction over crimes or offences committed prior to the organization of the Court«.

Count Bismarck considered that, inasmuch as the proposed amendment did not affect any matter of principle, and as the Conference were already fully agreed concerning Consular jurisdiction, he did not think that the German Government would raise any objection to the addition of the proposed new section.

Sir E. Malet did not anticipate any difficulty on the part of Her Majesty's Government with regard to the insertion of the addition suggested.

The proposal was adopted.

Mr. Kasson stated that the United States' Government had had some hesitation in accepting all the terms of Article III respecting the jurisdiction of the Chief Justice of Samoa, whose powers they had found to be much larger than they had expected. They were also disinclined to give to one of the three Signatory Powers an appointment entailing so much political importance. It was proposed to strike out the words »may be named by the Lord Chief Justice of England, and shall be of English professional experience« in this section, and to substitute the words »shall be named by the three Signatory Powers in common accord; or, failing their agreement, he may be named by the King of Sweden and Norway from the subjects of that kingdom or of other neutral Power«. Mr. Kasson further suggested that it might be desirable to add the words, »and shall be fully acquainted with the English language«.

Count Bismarck thought that it would be sufficient that the latter suggestion should be recorded in the Protocol; which proposal was adopted.

The opinion was unanimously expressed by the Conference that the person selected for that office should be fully acquainted with the English language.

Sir E. Malet suggested that the new wording of the section should terminate at the word »Norway«, in order to avoid restricting in any way the choice of the King of Sweden and Norway.

Count Bismarck would concur with the suggestion of Sir E. Malet, in case the German Government should agree to the proposed alterations.

Mr. Kasson said that he would immediately refer this point to his Government as his actual instructions were insufficient to enable him and his colleagues to go further than had been already stated. He had no doubt that the suggestion just made would be fully appreciated by the United States' Government.

He added that he assumed that, should the nomination ultimately fall to the King of Sweden and Norway, he would, according to the usages of international courtesy, give previous informal notice to the three Powers of the person he proposed, in order to learn whether there was any reasonable objection to his appointment.

Count Bismarck proposed that the amendment suggested should be at once referred by telegraph to the respective Governments.

This proposal was adopted. His Excellency then remarked that the sole point remaining for settlement was the filling up of the lacuna left in section 5, Article V of the General Act, concerning the nomination of the President of the Municipal Council of Apia.

It was agreed to do so with the words, »the Chief Executive of the nation from which he is selected«.

Mr. Bates observed, with reference to section 4 of Article VI, that the levying of the capitation tax especially would press heavily upon the Samoans if it were exacted in the equivalent of the American currency, the rate of which was nearly 40 per cent. higher than the value of the dollar current in the Samoan Islands. He would like to see the Samoans exempted from the operation of this clause.

Mr. Crowe remarked that the Bolivian dollar had already been excluded from circulation in Samoa, and it was equally desirable to exclude the Chilean dollar and the like.

It was agreed to leave this section in its present form.

The Conference adjourned at 5·20 p. m.

(Signed) *John A. Kasson.*
Wm. Walter Phelps.
Geo. H. Bates.
Edward B. Malet.
Charles S. Scott.
J. A. Crowe.
H. Bismarck.
Holstein.
R. Krauel.

Certified to be a true copy of the original Protocol:
(Signed) *W. N. Beauclerk.*

Inclosure 3 in No. 51.

Ninth Session. — June 14, 1889, 2 p.m.

Present:

For Germany —
Count von Bismarck.
Baron von Holstein.
Dr. Krauel.
For the United States of America —
Mr. John A. Kasson.
Mr. William Walter Phelps.
Mr. George H. Bates.
For Great Britain —
Sir Edward Baldwin Malet.
Mr. Charles Stewart Scott.
Mr. Joseph Archer Crowe.

The Protocol of the eighth meeting, held on Thursday, the 13th June, 1889, was approved and signed by all the Plenipotentiaries.

Count Bismarck stated that all the Plenipotentiaries had received instructions to sign the General Act as agreed to at the previous meeting.

Mr. Kasson expressed the desire of his Government that secrecy should be observed as to the contents of the General Act until it should be ratified by the respective Governments.

Count Bismarck observed that such course would be entirely in accordance with established precedents. His Excellency suggested that it would be very desirable if the three Powers would agree to send identic instructions to their Consuls in Samoa in order to communicate to the Samoans such provisions of the General Act as could be properly made known to them previous to ratification.

It had been understood to be the general desire of the Conference that such provisions as those concerning the government of Samoa should be carried into effect with the least possible delay; and it was advisable that the Samoans should profit as soon as possible by the results of the Conference.

Mr. Kasson believed that this desirable object, so far as could be done before ratification, would be attained without difficulty by means of an exchange of correspondence between the three Governments.

Sir E. Malet considered that the proposal would be acceptable to Her Majesty's Government.

It was expressed as the unanimous opinion of the Conference, that it was desirable that the three Governments should decide what provisions of the General Act could be made known at once to the Samoans through their Consuls, and what should be reserved until after ratification.

Mr. Kasson, referring to the impending departure, on leave, of the President of the Conference in search of the rest and recreation demanded by his health, after a long period of labour, continued as follows: —

»I should neglect a duty, which is both an obligation and a pleasure, if I failed to express on the part of the American Plenipotentiaries our appreciation of the important service which his Excellency Count Bismarck has rendered by his fairness and impartiality as our presiding officer. The conciliatory attitude which he has maintained, and the friendly spirit in which he has conducted the business of the Conference, have exercised the most beneficial influence on the deliberations which now touch their end, and demand our frank recognition.

»I believe that I interpret the sentiments of all the Plenipotentiaries when I beg his Excellency to convey with him the assurance not only of our high appreciation of the official qualities which he has so usefully displayed throughout our proceedings, but also of the personal traits associated with them, which have added a charm to official functions«.

Sir E. Malet said: —

»On behalf of the British Plenipotentiaries, I am anxious to say that we most cordially associate ourselves to the expressions which have fallen from Mr. Kasson, and that we desire that his words should be considered as coming equally from us«.

Count Bismarck was anxious to express his warmest gratitude for

the very flattering words addressed to him by Mr. Kasson and Sir E. Malet. He appreciated and valued very highly the complimentary expressions uttered by them; but he considered that, if the Conference had been able to perform work which would prove satisfactory to the Governments represented and useful to the several nations concerned, it was mainly due to the loyal and conciliatory attitude of each and all of the Plenipotentiaries, and to the large amount of good work which they had done. Thanks were also due to the Secretaries for the diligence with which they had faciliated the progress of the labours of the Conference.

He repeated what he had said at the close of the seventh session, and reiterated the hope that the results arrived at would be of immediate and permanent benefit to the natives of Samoa, as well as to all foreigners residing in that quarter of the globe.

The General Act was then signed by all the Plenipotentiaries as hereto appended, and the Conference finally closed its deliberations.

(Signed) *John A. Kasson.*
Wm. Walter Phelps.
Geo. H. Bates.
Edward B. Malet.
Charles S. Scott.
J. A. Crowe.
H. Bismarck.
Holstein.
R. Krauel.

Certified to be a true copy of the original Protocol:
(Signed) *W. N. Beauclerk.*

Appendix to Protocol of the Ninth Session.

Final Act of the Conference on Samoan Affairs[1]).

1) V. N. R. G. 2. S. XV. 571.

5.

ALLEMAGNE, AUTRICHE-HONGRIE, BELGIQUE, CHILI, CHINE, DANEMARK, ESPAGNE, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, ITALIE, JAPON, MÉXIQUE, SUÈDE ET NORVEGE, PAYS-BAS, SIAM, VÉNÉZUÉLA.

Abrégé des Protocols et Acte final de la Conférence internationale réunie à Washington du 17 octobre au 31 décembre 1889 pour la révision de divers Règlements maritimes internationaux.

Parliamentary Papers 1890. [*C.—6050.*]

The British Delegates to International Marine Conference to the Marquis of Salisbury. — (Received January 13, 1890.)

(Extract.) Washington, Decembre 31, 1889.

We have the honour to inform your Lordship, that the Conference terminated its labours to-day.

We beg to inclose herewith a Summary of the Protocols of the Conference, which we have prepared for convenience of reference.

We have also the honour to inclose copies of the Resolutions passed by the Conference, based on the recommendations of these Committees.

We have, &c.

(Signed) *Charles Hall.*
N. Bowden-Smith.
Henry Wyatt.
G. S. Nares.
James Wimshurst.

Inclosure 1.

Summary of Proceedings.

October 17, 1889.

It was resolved that the Articles of the Revised Regulations for Preventing Collisions at Sea, and known as the international Rules, be considered Article by Article in numerical order.

The Rules were accordingly read, and various amendments were proposed which were printed for consideration.

The Rules are appended.

Regulations for Preventing Collisions at Sea.

Article 1. In the following Rules every steam-ship which is under sail and not under steam is to be considered a sailing-ship; and every steam-ship which is under steam, whether under sail or not, is to be considered a ship under steam.

Rules concerning Lights.

Art. 2. The lights mentioned in the following Articles, numbered 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, and 11, and no others, shall be carried in all weathers, from sunset to sunrise.

Art. 3. A sea-going steam-ship when under way shall carry —

a) On or in front of the foremast, at a height above the hull of not less than 20 feet, and if the breadth of the ship exceeds 20 feet, then at a height above the hull not less than such breadth, a bright white light, so constructed as to show an uniform and unbroken light over an arc of the horizon of 20 points of the compass, so fixed as to throw the light 10 points on each side of the ship, viz., from right ahead to two points abaft the beam on either side, and of such a character as to be visible on a dark night, with a clear atmosphere, at a distance of at least 5 miles.

b) On the starboard side, a green light, so constructed as to show an uniform and unbroken light over an arc of the horizon of 10 points of the compass, so fixed as to throw the light from right ahead to 2 points abaft the beam on the starboard side, and of such a character as to be visible on a dark night, with a clear atmosphere, at a distance of at least 2 miles.

c) On the port side, a red light, so constructed as to show an uniform and unbroken light over an arc of the horizon of 10 points of the compass, so fixed as to throw the light from right ahead to 2 points abaft the beam on the port side, and of such a character as to be visible on a dark night, with a clear atmosphere, at a distance of at least 2 miles.

d) The said green and red side lights shall be fitted with inboard screens projecting at least 3 feet forward from the light, so as to prevent these lights from being seen across the bow.

Art. 4. A steam-ship, when towing another ship, shall, in addition to her side lights, carry two bright white lights in a vertical line one over the other, not less than 3 feet apart, so as to distinguish her from other steam-ships. Each of these lights shall be of the same construction and character, and shall be carried in the same position, as the white light which other steam-ships are required to carry.

Art. 5. a) A ship, whether a steam-ship or a sailing-ship, which from any accident is not under command, shall at night carry, in the same position as the white light which steam-ships are required to carry, and, if a steam-ship, in place of that light, three red lights in globular lanterns, each not less than 10 inches in diameter, in a vertical line one over the other, not less than 3 feet apart, and of such a character as to be visible on a dark night with a clear atmosphere at a distance of at least 2 miles; and shall by day carry in a vertical line one over the other, not less than 3 feet apart, in front of but not lower than her foremast head, three black balls or shapes, each 2 feet in diameter.

b) A ship, whether a steam-ship or a sailing-ship, employed in laying or in picking up a telegraph cable, shall at night carry, in the same position as the white light which steam-ships are required to carry, and, if

a steam-ship, in place of that light, three lights in globular lanterns each not less than 10 inches in diameter, in a vertical line over one another, not less than 6 feet apart; the highest and lowest of these lights shall be red, and the middle light shall be white, and they shall be of such a character that the red lights shall be visible at the same distance as the white light. By day she shall carry in a vertical line one over the other not less than 6 feet apart, in front of but not lower than her foremast head, three shapes not less than 2 feet in diameter, of which the top and bottom shall be globular in shape and red in colour, and the middle one diamond in shape and white.

c) The ship referred to in this Article, when not making any way through the water, shall not carry the side lights, but when making way shall carry them.

d) The lights and shapes required to be shown by this Article are to be taken by other ships as signals that the ship showing them is not under command, and cannot therefore get out of the way. The signals to be made by ships in distress and requiring assistance are contained in Article 27.

Art. 6. A sailing-ship under way, or being towed, shall carry the same lights as are provided by Article 3 for a steam-ship under way, with the exception of the white light, which she shall never carry.

Art. 7. Whenever, as in the case of small vessels during bad weather, the green and red side lights cannot be fixed, these lights shall be kept on deck, on their respective sides of the vessel, ready for use; and shall, on the approach of or to other vessels, be exhibited on their respective sides in sufficient time to prevent collision, in such manner as to make them most visible, and so that the green light shall not be seen on the port side nor the red light on the starboard side.

To make the use of these portable lights more certain and easy, the lanterns containing them shall each be painted outside with the colour of the light they respectively contain, and shall be provided with proper screens.

Art. 8. A ship, whether a steam-ship or a sailing-ship, when at anchor, shall carry, where it can best be seen, but at a heigt not exceeding 20 feet above the hull, a white light, in a globular lantern of not less than 8 inches in diameter, and so constructed as to show a clear uniform and unbroken light visible all round the horizon, at a distance of at least 1 mile.

Art. 9. A pilot-vessel, when engaged on her station on pilotage duty, shall not carry the lights required for other vessels, but shall carry a white light at the masthead, visible all round the horizon, and shall also exhibit a flare-up light or flare-up lights at short intervals, which shall never exceed fifteen minutes.

A pilot-vessel, when not engaged on her station on pilotage duty, shall carry lights similar to those of other ships.

Art. 10. Open boats and fishing-vessels of less than 20 tons net registered tonnage, when under way and when not having their nets, trawls, dredges, or lines in the water, shall not be obliged to carry the

coloured side lights; but every such boat and vessel shall in lieu thereof have ready at hand a lantern with a green glass on the one side and a red glass on the other side, and on approaching to or being approached by another vessel such lantern shall be exhibited in sufficient time to prevent collision, so that the green light shall not be seen on the port side nor the red light on the starboard side.

The following portion of this Article applies only to fishing-vessels and boats when in the sea off the coast of Europe lying north of Cape Finisterre: —

a) All fishing-vessels and fishing-boats of 20 tons net registered tonnage, or upwards, when under way and when not required by the following Regulations in this Article to carry and show the lights therein named, shall carry and show the same lights as other vessels under way.

b) All vessels when engaged in fishing with drift-nets shall exhibit two white lights from any part of the vessel where they can be best seen. Such lights shall be placed so that the vertical distance between them shall be not less than 6 feet and not more than 10 feet; and so that the horizontal distance between them measured in a line with the keel of the vessel shall be not less than 5 feet and not more than 10 feet. The lower of these two lights shall be the more forward, and both of them shall be of such a character, and contained in lanterns of such construction, as to show all round the horizon, on a dark night with a clear atmosphere, for a distance of not less than 3 miles.

c) A vessel employed in line-fishing with her lines out shall carry the same lights as a vessel when engaged in fishing with drift-nets.

d) If a vessel when fishing becomes stationary in consequence of her gear getting fast to a rock or other obstruction, she shall show the light and make the fog-signal for a vessel at anchor.

e) Fishing-vessels and open boats may at any time use a flare-up in addition to the lights which they are by this Article required to carry and show. All flare-up lights exhibited by a vessel when trawling, dredging, or fishing with any kind of drag-net shall be shown at the after part of the vessel, excepting that, if the vessel is hanging by the stern to her trawl, dredge, or drag-net, they shall be exhibited from the bow.

f) Every fishing-vessel and every open boat when at anchor between sunset and sunrise shall exhibit a white light visible all round the horizon at a distance of a least 1 mile.

g) In fog, mist, or falling snow, a drift-net vessel attached to her nets, and a vessel when trawling, dredging, or fishing with any kind of drag-net, and a vessel employed in line-fishing with their lines out, shall at intervals of not more than two minutes make a blast with her fog-horn and ring her bell alternately.

Art. 11. A ship which is being overtaken by another shall show from her stern to such last-mentioned ship a white light or a flare-up light.

Sound Signals for Fog, &c.

Art. 12. A steam-ship shall be provided with a steam-whistle or

other efficient steamsound signal, so placed that the sound may not be intercepted by any obstructions, and with an efficient fog-horn to be sounded by a bellows or other mechanical means, and also with an efficient bell[1]. A sailing ship shall be provided with a similar fog-horn and bell.

In fog, mist, or falling snow, whether by day or night, the signals described in this Article shall de used as follows; that is to say: —

a) A steam-ship under way shall make with her steam-whistle, or other steam-sound signal, at intervals of not more than two minutes, a prolonged blast.

b) A sailing-ship under way shall make with her fog-horn, at intervals of not more than two minutes, when on the starboard tack one blast, when on the port tack two blasts in succession, and when with the wind abaft the beam three blasts in succession.

c) A steam-ship and a sailing-ship, when not under way, shall at intervals of not more than two minutes ring the bell.

Speed of Ships to be moderate in Fog, &c.

Art. 13. Every ship, whether a sailing-ship or a steam-ship, shall, in a fog, mist, or falling snow, go at a moderate speed.

Steering and Sailing Rules.

Art. 14. When two sailing-ships are approaching one another, so as to involve risk of collision, one of them shall keep out of the way of the other, as fallows, viz.: —

a) A ship which is running free shall keep out of the way of a ship whieh is close-hauled.

b) A ship which is close-hauled on the port tack shall keep out of the way of a ship which is close-hauled on the starboard tack.

c) When both are running free with the wind on different sides, the ship which has the wind on the port side shall keep out of the way of the other.

d) When both are running free with the wind on the same side, the ship which is to windward shall keep out of the way of the ship which is to leeward.

e) A ship which has the wind aft shall keep out of the way of the other ship.

Art. 15. If two ships under steam are meeting end on, or nearly end on, so as to involve risk of collision, each shall alter her course to starboard, so that each may pass on the port side of the other.

This Article only applies to cases where ships are meeting end on, or nearly end on, in such a manner as to involve risk of collision, and does not apply to two ships which must, if both keep on their respective courses, pass clear of each other.

The only cases to which it does apply are, when each of the two

---

1) In all cases where the Regulations require a bell to be used a drum will be substituted on board Turkish vessels.

ships is end on, or nearly end on, to the other; in other words, to cases in which, by day, each ship sees the masts of the other in a line, or nearly in a line, with her own; and by night, to cases in which each ship is in such a position as to see both the side lights of the other.

It does not apply, by day, to cases in which a ship sees another ahead, crossing her own course; or by night, to cases where the red light of onc ship is opposed to the red light of the other, or where the green light of one ship is opposed to the green ligt of the other, or where a red light without a green light, or a green light without a red light, is seen ahead, or where both green and red lights are seen anywhere but ahead.

Art. 16. If two ships under steam are crossing, so as to involve risk of collision, the ship which has the other on her own starboard side shall keep out of the way of the other.

Art. 17. If two ships, one of which is a sailing-ship, and the other a steam-ship, are proceeding in such dirictions as to involve risk of collision, the steam-ship shall keep out of the way of the. sailing-ship.

Art. 18. Every steam-ship when approaching another ship so as to involve risk of collision shall slacken her speed, or stop and reverse, if necessary.

Art. 19. In taking any course authorized or required by these Regulations, a steam-ship under way may indicate that course to any other ship which she has in sight by the following signals on her steam-whistle, viz.: —

One short blast to mean »I am directing my course to starboard.«

Two short blasts to mean »I am directing my course to port.«

Three short blasts to mean »I am going full speed astern.«

The use of these signals is optional, but if they are used the course of the ship must be in accordance with the signal made.

Art. 20. Notwithstanding anything contained in any preceeding Article, every ship, whether a sailing-ship or a steam-ship, overtaking any other, shall keep out of the way of the overtaken ship.

Art. 21. In narrow channels every steam-ship shall, when it is safe and practicable, keep to that side of the fairway or mid-channel which lies on the starboard side of such ship.

Art. 22. Where by the above Rules one of two ships is to keep out of the way, the other shall keep her course.

Art. 23. In obeying and construing these Rules, due regard shall be had to all dangers of navigation, and to any special circumstances which may render a departure from the above Rules necessary in order to avoid immediate danger.

No Ship, under any circumstances, to neglect proper Precautions.

Art. 24. Nothing in these Rules shall exonerate any ship, or the owner, or master, or crew thereof, from the consequences of any neglect to carry lights or signals, or of any neglect to keep a proper look-out, or of the neglect of any precaution which may be required by the ordinary practice of seamen, or by the special circumstances of the case.

Reservation of Rules for Harbours and Inland Navigation.

Art. 25. Nothing in these Rules shall interfere with the operation of a special Rule, duly made by local authority, relative to the navigation of any harbour, river, or inland navigation.

Special Lights for Squadrons and Convoys.

Art. 26. Nothing in these Rules shall interfere with the operation of any special Rules made by the Government of any nation with respect to additional station and signal lights for two or more ships of war or for ships sailing under convoy.

Art. 27. When a ship is in distress and requires assistance from other ships or from the shore, the following shall be the signals to be used or displayed by her, either together or separately; that is to say —

In the daytime —

1. A gun fired at intervals of about a minute;
2. The International Code signal of distress indicated by N C;
3. The distant signal, consisting of a square flag, having either above or below it a ball or anything resembling a ball.

At night —

1. A gun fired at intervals of about a minute;
2. Flames on the ship (as from a burning tar barrel, oil barrel, &c.);
3. Rockets or shells, throwing stars of any colour or description, fired one at a time, at short intervals.

October 21 and 22.

Further amendments ware proposed and printed for consideration.

October 28.

Article 1. — Mr. Goodrich (United States) proposed to substitute the word »vessel« for ship«; the word »vessel« being a generic term.

Mr. Hall (Great Britain) proposed that a steam-vessel being towed should be treated as a sailing-vessel.

The first amendment was adopted, the second postponed.

Mr. Hall (Great Britain) proposed to add to Article 1 the words, »Steam-vessels shall include all vessels propelled by machinery,« so as to include modern vessels propelled by a motive power other than steam.

A discussion arose on the wording, and it was decided to put the amendment in principle, leaving the actual wording to a later stage. In this form it was carried.

Article 2. — Captain Mensing (Germany) proposed that Article 2 be amended by the addition of the words, »and no others which might be mistaken for such lights,« in order to avoid the danger of misleading lights, while recognizing the fact that other lights may be carried on board ship.

This amendment was accepted by the British Delegates, who preferred it to a somewhat similar amendment proposed by Captain Salvesen (Norway) as involving less change in the wording, and carried unanimously.

Mr. Hall (Great Britain) proposed in addition to the Rule to the effect that in cases where the breadth of the ship is over 40 feet the light need not be carried at a greater height above the water than 40 feet.

Some discussion arose owing to a Delegate of the United States stating that the Rule would change the system existing in the harbour and waters of New York. It was, however, pointed out that he was under a misapprehension, and the amendment was carried as proposed.

Article 3. — Mr. Goodrich (United States) proposed that the first line be amended as follows, »Every steam-vessel when under way,« omitting the word »sea-going« in order that the Rules might be made to apply to all waters alike, the several nations to make their own exceptions as to their own waters.

Mr. Hall (Great Britain) said that, so far as he was aware, the word had no reference to jurisdiction, but that its object was to classify vessels in a general way, sea-going vessels being presumably large enough to carry the lights provided for vessels which navigated the sea.

A clause would have to be inserted excluding vessels too small to carry such lights.

It was pointed out that the word was omitted in the Rules of Austria, Denmark, Germany, Italy, Mexico, Norway, and Sweden.

Dr. Sieveking (Germany) said that the word was omitted in the German Rules because there were no local Rules on the German rivers.

The motion was carried.

November 1.

Extra amendments were proposed.

November 4.

Article 3. — Captain Mensing (Germany) proposed: »That a certain candle power be substituted as the standard for the visibility of lights mentioned in these Rules in lieu of the standard now in force.«

After discussion, the following amendment was proposed: »That a certain candle power be adopted as a standard for the visibility of light mentioned in these Rules, the candle power to be hereafter determined.«

It was agreed that this should be recorded in the shape of a note to the Rules, and it was accepted upon these terms by the Delegates of Great Britain, and carried by the Conference.

M. Verney (Siam) proposed that the word »uniform« before »unbroken light« be struck out, on the grounds that the light could not be made uniform.

The amendment was accepted by Mr. Hall (Great Britain), and carried.

Article 4. — Amendment proposed by Mr. Hall (Great Britain), that the distance between the lights be 6 feet instead of 3 feet.

The United States' Delegates proposed that the distance be 4 feet.

The former amendment was carried.

Captain Shackford (United States) proposed an amendment to the

effect that a vessel towing shall carry a small bright light abaft the funnel for the vessel being towed to steer by.

Mr. Hall suggested that the Rule should be made permissive.

It was put in the following form: —

»A small bright light abaft the funnel or after mast may be carried for the vessel being towed to steer by, such light to be only visible from right astern to four points on each quarter.«

It was opposed by Captain Richard (France), and put to the vote.

The Delegates of France, Norway, Sweden, and the Netherlands voted against it; and it was carried by 15 to 4.

November 5.

Mr. Shackford proposed a change in his amendment as to lights on vessels towing, viz., »not to be visible before the beam,« instead of »to be visible from right astern to four points abaft the beam.«

Mr. Hall (Great Britain) supported the change on the ground of simplicity; and it was carried.

Captain Malmberg (Sweden) proposed that a sailing-vessel towing another vessel should carry the same lights as a vessel not under command.

After some discussion, during which Mr. Hall (Great Britain) stated that he had no objection to giving such a ship a distinctive light, provided such a light could be found, the amendment was carried in a modified form as follows: —

»A sailing-vessel towing a disabled vessel shall carry some distinctive light, provided such light can be determined upon by the Conference.«

Mr. Hall (Great Britain) proposed an amendment to Article 5 to add the words, »These signals are not signals of ships in distress and requiring assistance. Such signals are contained in Article 27;« a change of verbiage in order to make the Article plainer.

The amendment was carried.

Article 5. — M. van Steyn (Netherlands) proposed an amendment: —

»A ship, whether a steam-ship or a sailing-ship, which from any accident is not under command, shall at night carry in the same position as the white lights which steam-ships are required to carry, and if a steam-ship, in place of that light, three red lights in globular lanterns not less than 6 feet apart, and of such a character as to be visible on a dark night, in a clear atmosphere, at a distance of at least 2 miles, and shall by day,« &c.

Mr. Hall (Great Britain) stated that he intended to propose two lights and two balls instead of three, but that it would not affect the principle of the amendment.

The amendment was carried.

M. van Steyn (Netherlands) proposed an amendment: —

»b) A ship, whether a steam-ship or a sailing-ship, employed in laying or in picking up a telegraph cable, shall at night carry, in the same position, as the white light which steam-ships are required to carry, and if a steam-ship, in place of that light, three lights in globular lanterns in a vertical line over one another, not less than 6 feet apart. The

highest and lowest of these lights shall be red, and the middle light shall be white, and they shall be of such a character as to be visible on a dark night, with a clear atmosphere, at a distance of at least 2 miles. By day she shall carry, in a vertical line, one over the other, not less than 6 feet apart, where they can best be seen, three shapes not lest than 2 feet in diameter, of which the top and bottom shall be globular in shape and red in colour, and the middle one diamond in shape and white.«

Captain Mensing (Germany) proposed an amendment to strike out the words »in globular lanterns,« and add, after the words, »at a distance of at least 2 miles,« the following: »but if she be a steam-ship, then at a distance of not less than 5 miles.

Captain Mensing's amendment was lost.

Mr. Hall (Great Britain) pointed out the difficulty of getting a coloured light to show more than 2 miles, and Captain Malmberg (Sweden) stated that ordinary ships were used in Sweden to lay telegraph cables, which could not carry very powerful lights.

The original amendment was carried.

Captain van Steyn (Netherlands) proposed to add, as a recommendation to the Conference, that a special signal should be found for steamers in the daytime which werc proceeding under sail only, but which were manageable.

Mr. Hall (Great Britain) said that he had no objection in principle to the proposal, the object of which was to show at once that a vessel which was apparently a steamer was not one, but a sailing-vessel.

The principle was adopted, and referred to the Collocation Committee.

Mr. Hall (Great Britain) proposed: —

»Art. 5. a) A ship, whether a steam-ship or a sailing-ship, which from any accident is not under command, shall at night carry, in the same position as the white light which steam-ships are required to carry, and if a steam-ship, in place of that light, two red lights in globular lanterns, each not less than 10 inches in diameter, in a vertical line, one over the other, not less than 6 feet apart, and of such a character as to be visible on a dark night, with a clear atmosphere, at a distance of at least 2 miles, and shall by day carry, in a vertical line, one over the other, not less than 6 feet apart, in front of but not lower than her foremast-head, two black balls or shapes, each 2 feet in diameter;« on the grounds that two red lights were sufficient.

The amendment was carried.

Dr. Sieveking (Germany) proposed that a vessel aground in a fairway should carry the lights for vessels not under command.

Mr. Hall (Great Britain) stated that it had been argued in the English Courts that vessels aground in a fairway should carry such lights, and not those for a vessel at anchor.

Mr. Goodrich (United States) and Captain Richard (France) opposed the amendment, which was negatived by 15 to 5, Great Britain, Germany, Denmark, Russia, Sweden, and Siam voting for it.

[Note. — This was subsequently carried. See November 11, infra.]

November 7.

Article 6. — Mr. Hall (Great Britain) proposed an amendment: —

Art. 6. A sailing-ship under way or being towed shall carry the same lights as are provided by Article 3 for a steam-ship under way, with the exception of the white light, which she shall never carry ;« which was carried.

M. Richard (France) proposed an amendment to the effect that sailing-vessels should carry the same lights as steam-vessels, with a white mast-head light in addition.

He explained, however, that out of deference to his colleagues on the Committee of Lights, who had decided against his proposal, he would now withdraw it.

Mr. Hall (Great Britain) proposed: —

»Art. 8. A ship under 100 feet in length, whether a steam-ship or a sailing-ship, when at anchor, shall carry forward, where it can best be seen, but at a height not exceeding 20 feet above the hull, a white light, in a globular lantern of not less than 8 inches in diameter, and so constructed as to show a clear, uniform, and unbroken light visible all round the horizon, at a distance of at least 1 mile.

»All ships of 100 feet or upwards in length, when at anchor, shall carry two such lights as follows, that is to say: —

In the forward part of the ship, and at a height of not less than 20 and not exceeding 40 feet above the hull, one such light; and at or near the stern of the ship, and at such a height that it shall be not less than 15 feet lower than the forward light, the other of such lights.

»The length of a ship shall be deemed to be the length appearing in her certificate of registry.«

Mr. Hall explained that in his amendment he had inserted the word »forward« after »carry« in the second line, in adoption of an amendment of the German Delegates.

Dr. Sieveking (Germany) proposed to put the limit at 150 feet instead of 100 feet, which he thought was too low.

Mr. Hall accepted the alteration.

Captain Shackford (United States) proposed as an amendment that a distinctive second riding light, consisting of a red and a white light 30 inches apart, should be carried at the stern. This Resolution was put to the Conference and lost; and the original amendment as proposed by Mr. Hall was carried, with the change of 100 to 150 feet.«

Article 11. — An amendment to Article 11 was moved by the Delegates from the Netherlands to the effect that every vessel exceeding 20 tons registered should carry on her stern an irregularly occulting white light.

Mr. Hall (Great Britain) moved that before this amendment was put to the vote the proposal made by the British Delegates should be considered, viz.: —

»Art. 11. A ship which is being overtaken by another shall show

from her stern to such last-mentioned ship a white light or a flare-up light.

»The white light required to be shown by this Article may be fixed, and carried in a lantern, but in such case the lantern shall be constructed, fitted, and screened that it shall throw an uniform and unbroken light over an arc of 12 points, that is to say, for 6 points from right aft on each side of the ship.

»Such lights shall be carried as nearly as practicable on the same level as the side lights.«

Mr. Goodrich (United States) proposed that the words »or occulting« should be added after the word »fixed.»

Mr. Hall pointed out that the Conference was thus asked to sanction the use of a light as to which they had no data and no precise information, and upon which no public experiments had been made.

Mr. Goodrich's amendment was put and lost; and the British proposal was adopted with two alterations, viz.: 1) the words »uniform and« were struck out in conformity with a previous vote of the Conference. (See supra, November 4.)

2) The words, »and so as to be visible on a dark night, in a clear atmosphere, at a distance of 1 mile,« were added after the word »ship.« Both alterations were accepted by the British Delegates; the limit of 1 mile being adopted with a view to induce small vessels to adopt the light.

The British Delegates then moved an Additional Article, as follows: —

»Lights and Signals to Attract Attention.

»Art. . — Every ship may at any time, in addition to the lights which she is by these Regulations required to carry, show a flare-up light or use detonating signal to attract attention.«

Some discussion arose upon this. It was pointed out that confusion with distress signals might be entailed; and Mr. Hall, acknowledging that the criticisms were worthy of consideration, asked that the Conference should vote on the principle, leaving it to subsequent discussion as to what kind of signals should be used.

At the suggestion of M. Flood (Norway), the words »when necessary« were substituted for »at any time.«

The question upon the principle was carried.

[Note. — The signals suggested above were adopted, see December 5, infra.]

November 8.

Article 12. — Mr. Hall (Great Britain) proposed: —

»In fog, mist, or falling snow, whether by day or night, the signals described in this Article shall be used as follows, that is to say: —

»a) A steam-ship under way shall make with her steam whistle, or other steam sound-signal, at intervals of not more than two minutes, a long blast of about four seconds duration.

»b) A steam-ship not at anchor, but stopped and having no way upon her, shall sound, at intervals of not more than two minutes, two[1]) long blasts with an interval of about one second between them.

»c) A sailing-ship under way shall make with her fog-horn, at intervals of not more than two minutes[2]), when on the starboard tack one blast, when on the port tack two blasts in succession, and when with the wind abaft the beam three blasts in succession.

»d) A steam-ship and a sailing-ship, when at anchor, or moored[3]), shall, at intervals of not more than two minutes[2]), ring the bell[4])«.

On the amendment to section a) a discussion arose.

Captain Shackford (United States) said that the experience of seamen was in favour of a blast of at least six seconds duration, an assertion which was controverted by Captain Mensing (Germany).

Captain Wyatt (Great Britain) stated that he had several times had his hearing seriously affected by the continuous sound of the whistle.

The amendment to section a) was carried.

Mr. Hall (Great Britain) then moved his amendment to section b), inserting the word »such« between »two« and »blasts«. It was carried.

In subsection c) Mr. Goodrich (United States) moved an amendment changing the words »two minutes« to »one minute«, which was carried.

In subsection d) the words »or moored« were omitted by general consent, as, by a ruling of the Conference on the 7th November, there was no doubt about the meaning of the words »at anchor«.

On the proposal of Mr. Goodrich (United States), to which the British Delegates assented, the latter part of the paragraph was amended to read, »shall at intervals of not more than one minute ring the bell rapidly for about five seconds«.

Captain Mensing (Germany) proposed that the words, »to be sounded by a bellows or other mechanical means«, in the first paragraph, should be omitted. This was opposed by Mr. Hall (Great Britain), and the amendment was lost.

Captain Malmberg (Sweden) moved that a vessel towing should sound a distinctive signal.

At Mr. Hall's suggestion, the amendment was carried in principle, and referred to the Committee on Sound Signals, who should also report whether or no it was desirable to have a distinctive signal for a sailing-ship-towing.

A discussion arose as to the meaning of the words »at anchor«, which Mr. Goodrich (United States) desired should be defined by the Collocation Committee, but his proposal was lost.

M. Verbrugghe (Belgium) raised the question as to a standard for fog-signals.

At the instance of Mr. Hall (Great Britain), it was moved that it was desirable that there should be a common standard as to the minimum

---

1) »Such« inserted here. 2) One minute. 3) Omitted.
4) Added: »rapidly for about five seconds.«

distance at which such signals should be heard in ordinary weather, in order to call the attention of the Powers to the subject, and invite experiments.

The motion was carried.

November 11.

Article 6. — Mr. Hall (Great Britain) proposed an amendment to Article 1, to the effect that steamers being towed were to be considered sailing-vessels, but he withdrew it in favour of an amendment to Article 6 moved by Mr. Goodrich (United States), which was passed.

Article 6, as amended, is as follows: —

»A sailing-ship under way and any vessel being towed shall carry the same lights as are provided by Article 3 for a steam-ship under way, with the exception of the white light mentioned in Article 3 a), which she shall never carry«.

Article 5. — A discussion then took place on a motion from Mr. Goodrich (United States) in favour of a system of auxiliary side lights, which was unanimously rejected, the United States' Delegates voting against his proposal; and on the proposal of Captain Shackford (United States) for a white range light to be carried by steamers on the after mast, visible all round the horizon.

It was supported by Mr. Hall (Great Britain), in a permissive form, as an experiment which it was advisable to make, and which he understood had been successfully made in the inland waters of the United States; and was carried in the following form: —

»Art. 3 e). All steamers when under way at night may carry on one of the after masts a white light visible all around the horizon; said light must be at a height of not less than 20 feet above the forward bright light«.

Article 12. — Captain van Steyn (Netherlands) proposed an amendment to Article 12: —

»A steam-ship shall be provided with a whistle or siren sounded by steam, or other efficient substitute for steam«, &c.; to provide for the cases of vessels propelled by electricity.

This amendment was carried.

Mr. Hall (Great Britain) suggested that provision should be made for the use of the gong in Chinese waters, which suggestion was adopted.

Article 8 b). — Captain Salvesen (Norway) proposed an amendment as to the lights to be carried by vessels aground in a fairway, which was supported by Mr. Hall on the ground that a ship in such a position ought to have a distinctive light.

It was carried in the following form: —

»Art. 8 b). A vessel aground in or near a fairway shall carry, where they can best be seen, two red lights in globular lanterns, one over the other, not less than 6 feet apart, in addition to the above-mentioned anchor light or lights«.

Captain Shackford (United States) proposed that Atlantic steamers

should use distinctive sound signals to indicate their courses east or west — which proposal he withdrew after some discussion.

Admiral Kaznakoff (Russia) offered some amendments on behalf of the Committee on Lights.

November 12.

Article 13. — The whole question of moderate speed in fog was discussed under an amendment to strike out Article 13.

Dr. Sieveking (Germany) urged that a definition should be given to the term »moderate« for the guidance of Judges and sailors; and proposed the wording, »so far moderate her speed as is consistent with her own safety, and under the circumstances of the case necessary to prevent risk of collision«.

Mr. Hall (Great Britain) opposed any change in the Rule on the ground of the impossibility of embracing all possible cases; and that any attempt at precising it might afford an excuse for evading it.

Mr. Goodrich (United States) said that the strength of the law was in its flexibility, and deprecated modification.

The proposal to omit Article 13 was put and lost.

Mr. Goodrich (United States) moved an addition to Article 13, which was supported by Mr. Hall (Great Britain) with certain modifications, on the ground that it met the wishes of several of the Delegates as expressed in amendments, and complied with the recommendations of the Sound Signal Committee, besides making law that which practical seamen act upon.

The addition was passed in the following form: —

»A steam-vessel hearing, apparently before her beam, the fog-signal of a vessel the position of which is not ascertained, shall, so far as the circumstances of the case admit, stop her engines, and then proceed with caution until all danger of collision is over.«

November 14.

Article 3. — M. Flood (Norway) proposed an amendment to the following effect: —

»Art. 2 e). The side lights to be placed in steam-vessels not forward of the mast-head light, and in sailing-vessels as near abreast the foremast as practicable«.

He urged this on the ground that it was advisable to define the place where the lights should be placed.

Mr. Hall (Great Britain) opposed the amendment, pointing out that it was practically impossible to assign to the side lights any fixed position with regard to the foremast lights, which would necessitate the alteration, and possibly even reconstruction, of many vessels.

Captain Mensing (Germany) supported the amendment. He said it was in conformity with the Report of the Committee on Lights and it proposed no hard-and-fast rule, leaving the position of the side lights undefined so long as they were abaft the mast-head light.

The amendment was carried.

The Yeas and Nays were called for, and were as follows: —

Yeas. — Brazil, China, Chile, Denmark, Germany, Norway, Portugal, Russia, Spain, Sweden, the Netherlands, Uruguay.

Nays. — United States, Austria, Belgium, France, Great Britain, Hawaii, Italy, Japan, Mexico.

Note. — See Protocol of the 9th December. The vote was reconsidered and reversed.

Articles 12 and 13. — M. Flood (Norway) proposed that the words »heavy rainstorms« should be added, on the ground that there was as much difficulty in seeing during such storms as in falling snow.

The amendment was accepted by Mr. Hall (Great Britain), and carried.

The Conference then proceeded to the discussion of the principle of speed.

Dr. Sieveking (Germany) proposed that the wording of the Rule should be, »shall so far moderate her speed as under the circumstances of the case is necessary to prevent a collision.«

This, he said, was a necessary definition, as the words of the Article as they stood at present would only imply that the speed must be reduced whether the circumstances required it or not.

Mr. Hall (Great Britain) said that the true meaning of the Rule was perfectly well known to every sailor, and that it was not necessary to modify it.

Mr. Carter (Hawaii) suggested that the addition of the words, »having careful regard to the conditions and circumstances«, might reconcile the difference between the two views.

This was accepted by the Delegates from Germany and Great Britain and carried.

A long discussion took place upon an amendment proposed by the Delegates for Germany to the Rule: —

»And when it is safe and practicable and necessary to prevent risk of collision, ships in a fog, mist, or failling snow must lie-to or anchor.«

The amendment was put and negatived.

The Conference decided against an amendment to fix the maximinum speed to be allowed to ships in fog.

Article 13 was then disposed of.

Steering and Sailing Rules. — Mr. Hall (Great Britain) suggested an instruction to sailors in the following words: —

»Risk of collision may, when time permits, be ascertained by carefully watching the compass bearings of an approaching vessel. If the bearings do not appreciably change such risk should be deemed to exist.«

This was carried.

November 15.

Article 18. — Mr. Hall (Great Britain) proposed that Article 18 be amended so that the holding-on vessel shall keep her course and speed.

The object of the amendment was, he explained, to enable the vessel

which has to give way to know what the other ship is going to do, so as to be able to go under her stern if necessary.

Dr. Sieveking (Germany) said that the advantage of the amendment was clear. On the other hand, it increased the difficulties of the position of the holding-on vessel; especially in case the other vessel should be obliged to cross her bow. He wanted to know the opinion of mariners.

Mr. Goodrich (United States) advocated the change as putting an end to the uncertainty which existed in the law at present.

Admiral Molyneux (Great Britain) said that the amendment would remove doubt as to what the action of a ship would be; the holding-on ship is obliged to keep her speed, and the master knows the other ship is not to cross his bow.

Captain Mensing (Germany) said that if it was not an accepted rule that the holding-on ship should keep her speed, the amendment was a necessary one. But he failed to see that there was any necessity for altering the Rule; and argued that there were cases in which the amendment would only lead to embarrassment.

Captain Saldanha de Gama (Brazil), Commodore Monasterio (Mexico), Lieutenant Beaugency (Chile), and Captain Richard (France) spoke in favour of the amendment.

The amendment was put to the Conference and carried.

Mr. Hall (Great Britain) then moved the first part of his amendment to Article 18, which was consequential on the amendment just passed.

The Conference agreed to it in the following form: —

»Every steam-ship which is directed by these Regulations to keep out of the way of another ship shall, on approaching her, if necessary, slaken her speed, or stop or reverse.«

Mr. Hall (Great Britain) moved a new Rule, which was carried without discussion, and was as follows: —

»A ship which is required by these Rules to keep out of the way of another ship shall, if the circumstances of the case admit, avoid crossing ahead of the other.«

The Conference then considered the proposed Article 22 as drawn up in the London Committee.

Mr. Hall (Great Britain) asked leave to withdraw his proposal, and substitute for it an amendment in the present Article 23, in order to provide for special circumstances where the action of both ships is necessary to avert collision.

Mr. Hall (Great Britain) then moved the new Article 23 of the London Committee, to prevent single ships interfering with squadrons. Consideration was postponed.

November 18.

Article 5. — Mr. Hall (Great Britain) moved that the definition of »steam-ship« should be referred to the Collocation Committee, and the question as to the warning signal to be given by any vessel to a vessel approaching, to the Committee on Sound Signals.

Mr. Hall (Great Britain) moved Article 23 of the Rules drawn up by the London Committee as to single ships keeping out of the way of squadrons.

In order to avoid making any provision which it would be difficult for sailing-vessels to comply with (as for instance when hove-to or in a calm), the proposal was amended as follows: —

»In clear weather no vessel shall cross the bows of the leaders of any squadron of ships of war in regular formation, nor pass through the lines of such squadrons; but nothing in this Article shall excuse the ship of war from doing her best to avoid collision.«

Consideration was postponed, and the Conference proceeded to the discussion of an amendment to Article 5, already agreed on in principle, which at Mr. Hall's suggestion was modified and carried in the following form: —

»A steam-vessel proceeding under sail and not using her engines shall carry in daytime, in any place of the foretop where it can best be seen, a ball or shape 2 feet in diameter.«

Mr. Hall (Great Britain) explained that the object was to provide in daytime against her being mistaken for a ship under steam, owing to the steam escaping from her funnel.

Captain Malmberg (Sweden) proposed a distinctive light for a disabled vessel being towed by a sailing-vessel, but on the difficulty of finding such a light being pointed out to him, he withdrew his amendment.

Article 19. — Mr. Goodrich (United States) proposed an amendment to Article 19 (signals for steamers in sight of one another), making them mandatory.

Mr. Hall (Great Britain) spoke in support, on the ground that there was practically a unanimous censensus of opinion among sailors on this point.

Dr. Sieveking (Germany) pointed out the danger likely to arise from mistaking the signals. Moreover, the course to be taken is rigidly laid down by the Rules; the holding-on vessel keeps her course and speed, and it is of no importance to her to know what the other vessel is doing. The advantage of knowing is a moral one merely, and not to be compared to the disadvantage arising from misunderstanding the signals. He also pointed out the legal difficulty caused by the imposition of a new duty on the vessel which is to keep out of the way.

Mr. Goodrich (United States) said it had worked very well in the inland waters of the United States.

Mr. Hall (Great Britain) said the signals were already in constant use at sea. It is a great advantage to the holding-on vessel to know the other vessel sees her. The burden of blowing the whistle is not a very great one.

The amendment was carried.

M. van Steyn (Netherlands) proposed (as already settled in Article 12) to omit the word »steam« in »steam whistle.«

The amendment was carried.

Mr. Hall (Great Britain) proposed a definition of the term »short blasts« as a blast of about one second's duration, in order that it should not be confounded with the long blasts prescribed in the Rules.

The amendment was carried.

Article 20. — Mr. Hall (Great Britain) proposed the amendment agreed on in the London Committee in order to obviate any doubt as to what »overtaking ship« means.

The amendment was carried.

Article 21. — M. Flood (Norway) proposed an amendment to the effect that vessels should reduce their speed in narrow channels.

Mr. Hall (Great Britain) pointed out that it was one of the ordinary precautions seamen were bound to take, and the amendment was withdrawn.

Article 25. — M. Garde (Denmark) proposed an addition to the Rule to the effect that the local lights should be additional to the lights used on the high seas, and not be inconsistent with them.

Mr. Hall (Great Britain) and Dr. Sieveking (Germany) pointed out that the Sovereign Powers could not be bound as was proposed.

The amendment was withdrawn.

Article 26. — Captain van Steyn (Netherlands) proposed an amendment, which at Mr. Hall's suggestion was passed in a modified form as follows: to add to Article 26 the words, »or the exhibition of recognition signals adopted by ship-owners, which have been authorized by their respective Governments, duly registered and published to all foreign Governments [provided that the said signals are not so arranged as to cause confusion and mistake].«

Note. — The words in brackets were subsequently struck out in Collocation Committee.

Article 27. — M. Flood (Norway) proposed to change the minute gun to a gun fired at short intervals.

The amendment was lost.

Captain van Steyn (Netherlands) proposed an amendment as follows: »a gun or any explosive signal,» &c.; which was carried on the understanding that it should be referred to the Committee on Sound Signals.

He also proposed other sound signals which were referred to the same Committee for report.

Preamble. — Dr. Sieveking (Germany) proposed a preamble to be inserted before the Rules to the effect that they were applicable to all vessels on the high seas and all navigable waters.

This was referred to the Collocation Committee.

New Article. (Steamers towing.) — Dr. Sieveking (Germany) proposed a new Article as follows: —

»When a steam-vessel is approaching another vessel which is towing one or more vessels, so as to involve risk of collision, she is to keep out of the way of the vessel towing.

This was opposed by Mr. Goodrich (United States), and Mr. Hall

(Great Britain); and supported by Captain Biske (China), and Captain Malmberg (Sweden).

The amendment was lost.

November 19.

Mr. Shackford (United States) proposed an amendment with reference to the distance at which sound signals should be heard, which was referred to the Collocation Committee with power to prepare a note to be appended to the Regulations.

M. Verbrugghe (Belgium) proposed an amendment for communication lights, which was referred to the Committee on General Division VIII.

Mr. Hall (Great Britain) brought forward his amendment in regard to ships of war in regular formation (Article 23 of the Rules drawn up in London, as amended), which he said was in the interest of sailing-vessels to prevent their running into danger.

It was opposed by Captain Richard (France), as conferring a privilege on war-vessels, and as lacking in precision; and also as likely to give rise to general discontent in cases of collision between vessels of different nationality.

Mr. Goodrich (United States) also opposed it on the ground that the mercantile marine were subordinated to war-vessels.

Captain Sampson (United States), M. Flood (Norway), and Dr. Sieveking (Germany) supported it; the latter suggesting certain modifications.

The amendment was voted on in the following form: —

»In clear weather, at sea, no vessel shall attempt to cross the bow of the leaders of any squadron of three or more ships of war in regular formation, nor unnecessarily to pass through the line of such squadron.«

The words »at sea« were inserted to prevent any doubts in regard to inland waters. The word »unnecessarily«. was inserted in deference to the Delegate from Norway. The latter part of the proposed Article was omitted as surplusage.

A division was taken, France, Spain, Sweden, the Netherlands, and the United States voting against, the remainder for.

It was therefore carried.

[Note. — This Rule was taken out of the Regulations and submitted as a recommendation to the Powers. See Protocol of December 30.]

Article 4. (Towing Vessels). — Captain Norcross (United States) proposed, and Mr. Hall (Great Britain) accepted an amendment inserting in Rule 4, after the words »6 feet apart« the words, »and when towing more than one vessel, shall carry an additional bright white light, 6 feet above or below such light.«

The amendment was carried.

Article 23. (Dangers of Navigation). — Mr. Hall (Great Britain) proposed to insert the words »collision or other« before »danger« (which he said was in lieu of his former proposal: Article 22 of the London Committee). The object of the amendment was to impress on the minds

of sailors that they must not hold on too long to the Rule prescribing that the holding-on ship must keep her speed as well as her course.

He said that after consideration the British Delegates had thought it more desirable to give this warning by explaining the general Rule than by having any special Rule.

The amendment was adopted.

Articles 7, 9, and 10. — The Conference proceeded to discuss the Report of the Committee on Lights for Small Craft.

Mr. Goodrich (United States) moved that the amendments proposed by the Committee should be adopted.

Article 7 was then read as amended by the Report: —

»Art. 7. Whenever, as in the case of small vessels under way during bad weather, the green and red side-lights cannot be fixed, these lights shall be kept at hand, ready for use; and shall, on the approach of or to other vessels, be exhibited on their respective sides in sufficient time to prevent collision, in such a manner as to make them most visible and so that the green light shall not be seen on the port side nor the red light on the starboard side, nor if practicable more than two points abaft the beam on their respective sides.

»To make the use of these portable lights more certain and easy, the lanterns containing them shall each be painted outside with the colour of the light they respectively contain, and shall be provided with proper screens.«

The Article was adopted without discussion.

Article 9 a) was then proposed: —

»Art. 9 a). A pilot-vessel, whether under sail or steam, when engaged on her station on pilotage duty, shall not carry the lights required for other vessels, but shall carry a white light at the mast-head, visible all round the horizon, and shall also exhibit a flare-up light or flare-up lights at short intervals, which shall never exceed fifteen minutes.

»When approaching a vessel to put a pilot on board, or when there is risk of collision with another vessel, such pilot-vessel shall have at hand two lights, one red and one green, so constructed that they can be flashed instantaneously, which shall be kept either in their places, screened, or on deck on their respective sides of the vessel, always ready for use, and shall flash one of them (in order to show the direction in which she is heading) in sufficient time to prevent collision, so that the red light shall only be shown on the port side, and the green light only on the starboard side.«

M. Flood (Norway) proposed to strike out the words »on her station.«

Mr. Goodrich (United States) made some observations suggested by the New Jersey and New York pilots, to the effect that the mast-head light should be carried screened, and only unscreened at certain times, instead of side lights as proposed by the Committee.

Sir G. Nares, on the part of the Committee on Lights for Small Craft, said that as long as the pilot-vessel was stationary or hovering about she should be given the white light; when moving as an ordinary vessel she should carry the side lights.

Mr. Goodrich (United States) proposed an amendment embodying his views, to the effect that the mast-head light and coloured side lights should be carried screened, and unscreened under certain circumstances.

But the original paragraph a) as proposed by the Committee was carried.

Paragraph b) was then proposed.

»b) A pilot-vessel of such a class as to be obliged to go alongside of a vessel to put a pilot on board may show a white light instead of carrying a white light at the mast-head.

»Such vessels shall also not be obliged to carry the side lights proposed for larger pilot-vessels, but in this case they shall have ready at hand a lantern with a green glass on the one side and a red glass on the other side, and on approaching a vessel to put a pilot on board, or on approaching to or being approached by a vessel, such lantern shall be exhibited in sufficient time to prevent collision, so that the green light shall not be seen on the port side, nor the red light on the starboard side.«

Sir G. Nares (Great Britain) explained that it was proposed to meet the special case of pilot-vessels which had no boats.

Paragraph b) was adopted.

»c) A pilot-vessel, whether under sail or steam, when not engaged on her station on pilotage duty, shall carry lights similar to those of other vessels«.

Paragraph c) was adopted.

»Art. 10. Paragraph a) of this Article applies only to boats and vessels propelled by sails or oars, of less than 20 tons gross tonnage, and only to such boats and vessels when they are under way. It therefore applies also to fishing-vessels of less than 20 tons gross tonnage when they are not actually engaged in fishing, but are under way.

»a) Boats and vessels of less than 20 tons gross tonnage shall not be obliged to carry the coloured side lights; but every such boat and vessel shall, if she do not carry such coloured side lights, have ready at hand a lantern with a green glass on the one side, and a red glass on the other side, and on approaching to or being approached by another vessel such lantern shall be exhibited in sufficient time to provent collision, so that the green light shall not be seen on the port side nor the red light on the starboard side«.

The proposed Rule was adopted without discussion.

Article 10. — »Note. Paragraph b) of this Article applies only to vessels under steam of less than 40 tons gross tonnage, and only to such vessels when they are under way. It therefore applies also to fishing-vessels under steam of less than 40 tons gross tonnage when they are not actually engaged in fishing, but are under way.

»b) A vessel of less than 40 tons gross tonnage when under steam shall not be obliged to carry the lights prescribed for other vessels under steam, but if she does not carry such lights she shall carry on or in front of her foremast, or on or in front of her funnel, or somewhere in the fore part of the vessel where it can best be seen, and at a height above

the gunwale of not less than 9 feet, a bright white light visible for at least 2 miles, so constructed as to show over an arc of the horizon of twenty points of the compass, so fixed as to throw the light ten points on each side of the vessel, namely, from right ahead to two points abaft the beam on either side; and such vessel shall further carry either (1) side lights visible for at least 1 mile, or (2) a lantern with a green glass on the one side, and a red glass the other, so constructed that it will show an unbroken green light over an arc of the horizon of ten points of the compass from right ahead to two points abaft the beam on the starboard side, and an unbroken red light over an arc of the horizon of ten points of the compass from right ahead to two points abaft the beam on the port side. This lantern shall be carried at not less than 3 feet below the white light before mentioned«.

The proposal was adopted without discussion.

»Art. . — a) All fishing-vessels and fishing-boats of 20 tons gross tonnage, or upwards, when under way and when not required by the following Regulations in this Article to carry and show the lights therein named, shall carry and show the same lights as other vessels under way.

»b) All vessels and boats when engaged in fishing with drift-nets shall exhibit two white lights from any part of the vessel where they can be best seen. Such lights shall be placed so that the vertical distance between them shall be not less than 6 feet and not more than 10 feet, and so that the horizontal distance between them measured in a line with the keel of the vessel shall be not less than 5 feet and not more than 10 feet. The lower of these two lights shall be the more forward, and both of them shall be of such a character and contained in lanterns of such construction as to show all round the horizon, on a dark night, with a clear atmosphere, for a distance of not less than 3 miles.«

Was approved without discussion.

Captain Hubert (Netherlands) proposed an amendment to be put at the end of this paragraph as follows: —

»It is finally understood and agreed that nothing contained in this Article concerning the lights to be carried and shown by fishing-vessels and boats when actually engaged in fishing shall prevent the Government of any maritime country from making Regulations as to the lights to be carried and shown, and the signals to be made by fishing-vessels and boats actually engaged in fishing in the territorial waters of any such State, nor shall it prevent two or more Maritime States, bordering any seas or waters in which boats and vessels of these States fish in common, from mutually agreeing to express Regulations as to the lights to be carried or shown, and the signals to be made by such boats and vessels when engaged in fishing in such waters.«

This was carried without discussion.

Article . — «c) Note. The following subsections c), and d) and e) of this Article only apply to vessels engaged in trawl-fishing, by which is meant the dragging of an apparatus along the bottom of the sea attached to any vessel in motion.

»c) All vessels under steam when engaged in trawling, having their trawls in the water and not being stationary, in consequence of their gear getting fast to a rock or other obstruction, shall carry on or in front of the foremast, and in the same position as the white light which other steam-ships are required to carry, a lantern showing a white light ahead, a green light on the starboard side, and a red light on the port side, such lantern to be so constructed, fitted, and arranged as to show an unbroken white light over an arc of the horizon of four points of the compass, an unbroken green light over an arc of the horizon of ten points of the compass, and an unbroken red light over an arc of the horizon of ten points of the compass, and it shall be so fixed as to show the white light from right ahead to two points on the bow on each side of the vessel, the green light from two points on the starboard bow to four points abaft the beam on the starboard side, and the red light from two points on the port bow to four points abaft the beam on the port side. Such vessels shall also carry a white light in a lantern, so constructed as to show a clear and unbroken light all round the horizon, the lantern containing such white light to be carried lower than the lantern showing the green, white, and red lights, as aforesaid, so, however, that the actual distance between them shall not be less than 6 feet nor more than 12 feet.«

The proposal was adopted without discussion.

»d) All sailing-vessels of 5 tons gross tonnage, and upwards, engaged in trawling, having their trawl in the water, and not being stationary in consequence of their gear getting fast to a rock or other obstruction, shall carry a white light in a globular lantern, so constructed as to show a clear and unbroken light all round the horizon, and also provide a sufficient supply of red pyrotechnic lights, which shall each burn for at a least thirty seconds, and shall, when so burning, be visible for the same distance under the same conditions as the white light. The white light and one of the pyrotechnic lights shall be shown on approaching to or being approached by another vessel, in sufficient time to prevent collision.«

Captain Richard (France) asked what was the object of the provisions as to vessels of 40 and 5 tons. Formerly vessels of 20 tons and over were distinguished.

Captain Donner (Germany) explained that it was thought necessary to arrange special lights for small craft which are not generally sea-going vessels, and for small steamers, as well as for a class of small trawlers on the Baltic which could not carry the fixed mast-head light.

Article . — »All lights mentioned above shall be visible at a distance of 2 miles.

»e) Sailing vessels of less than 5 tons gross tonnage engaged in trowling, having their trawl in the water, and not being stationary in consequence of their gear getting fast to a rock or other obstruction, shall not be obliged to carry the white light mentioned in section d) of this Article, but, if they do not carry such light, they shall have at hand a

lantern showing a bright white light, and shall, on approaching to or being approached by another vessel, exhibit it where it can best be seen in sufficient time to prevent collision; and instead of showing a red pyrotechnic light they may show a flare-up light.

»f) All vessels and boats when employed in line fishing with their lines out and attached to their lines, and when not at anchor or stationary, shall carry the same lights as vessels when engaged in fishing with drift-nets.

»g) If a vessel or boat when fishing becomes stationary in consequence of her gear getting fast to a rock or other obstruction, she shall show the light and make the fogsignal for a vessel at anchor.

»h) Fishing-vessels and boats may at any time use a flare-up in addition to the lights which they are by this Article required to carry and show. All flare-up lights exhibited by a vessel when trawling or fishing with any kind of drag-net shall be shown at the after part of the vessel, excepting that, if the vessel is hanging by the stern to her fishing gear, the flare-up lights shall be exhibited from the bow.

»i) Every fishing-vessel and every boat when at anchor between sunset ad sunrise shall èxhibit a white light visible all round the horizon at a distance of at least 1 mile.«

The remainder of the proposals of the Committee were carried without discussion.

It being understood by the Conference that Mr. Thomas Gray was obliged to return to England in consequence of illness.

Dr. Sieveking (Germany) proposed, and Mr. Goodrich (United States) seconded, a Resolution »that the thanks of the Conference be voted to Mr. Thomas Gray for the very valuable services which he has rendered to the Conference by the assistance which he has given.«

The Resolution was carried unanimously.

November 20.

Dr. Sieveking (Germany) proposed an amendment (as paragraph (k) to Article), giving vessels fishing with drift-nets and lines the right of way over trawlers.

Mr. Verbrugghe (Belgium) opposed it.

After some discussion the decision was post.

Captain Richard (France) moved the reconsideration of Articles 7, 9, and 10, on the ground that the Conference had decided on them too hastily.

The motion was put and carried.

November 25.

Article 7. — The Report of the Committee on Lights for Small Craft was reconsidered.

Article 7 was carried without discussion.

Article 8. — In Article 8 no alteration was proposed.

Article 9 a. — Mr. Goodrich (United States) suggested certain verbal alterations.

Captain Richard (France) pointed out that in many countries there was no distinction made between the lights for fishing boats and pilot-boats. Was it important to make such a distinction?

Captain Donner (Germany) explained that section b was introduced at the request of the Delegate for Norway, to meet the requirements of his own pilot-boats.

Mr. Hall (Great Britain) suggested that some form of words should be introduced by the Collocation Committee to clear up any possibility of doubt that a vessel can use her ordinary side lights instead of other special lights; the white light to be shown first.

This was agreed to.

Article 9 a) with this provision, was carried.

Article 9 b) — M. Flood (Norway) proposed to omit it on the ground of the inconvenience and uselessness of the coloured light.

Dr. Sieveking (Germany) said that he hoped the Conference would decide on the question of principle as to whether these small boats should have the right of way or not.

Mr. Hall (Great Britain) said that the question of the sole use of the white light on small boats had been carefully considered by the Committee. If the small boats were absolved from the duty of carrying the coloured lights, difficulties would at once be encountered in regard to the Steering and Sailing Rules.

Captain Donner (Germany), who had voted in the minority in the Committee, said, that he and his colleagues were now ready to support the proposed Rule in consideration of the difficulty which would arise in the Sailing Rules if the Rule were not passed.

Mr. Hall (Great Britain) moved an amendment upon M. Flood's amendment to the effect that »it is not desirable to alter subsection b.«

This was carried.

Article 9 c) was carried without discussion.

Article 10 a) was carried without discussion.

Article 10 b) — Captain Richard (France) objected to fixing the limit of 40 tons. He preferred 20.

Captain Donner (Germany) on behalf of the Committee explained the reasons which had led them to agree on the Rule.

Paragraph b) was adopted.

Article a) was adopted without discussion.

Article b) was also adopted without discussion.

Article c) — Captain Richard (France) objected to the use of the lantern showing the three lights, and to the division of trawling vessels into two categories. He moved to refer the Article back to the Committee.

M. Verbrugghe (Belgium) said sailing trawlers and steam trawlers were under different conditions.

Captain Donner (Germany) agreed.

Mr. Hall (Great Britain) said the light mentioned had been used since 1884.

Sir G. Nares (Great Britain) said it was of very great importance

to know by the light that a vessel had a net attached to her. It was difficult to choose any other light.

Captain Richard's motion was lost, and the Rule carried.

November 26.

Article . — The paragraph excepting all territorial waters, if so desired by any Power, from the operation of the Rules for lights on fishing-vessels, and allowing two or more States to make their own arrangements for bordering seas, was then discussed.

Captain Hubert (Netherlands) said the Convention to be held at the Hague had been postponed till after the Conference.

Mr. Goodrich (United States) opposed the insertion of the paragraph as conferring the same powers as Article 25.

Dr. Sieveking (Germany) said any Government had the right of altering the Rules, which did not come into force by Treaty. There was nothing in the way of several Powers agreeing to adopt certain Rules in certain seas. The proviso was already well understood.

Mr. Hall (Great Britain) agreed that the amendment was superfluous.

Captain Richard (France) hoped the amendment would be withdrawn.

Captain Hubert withdrew it.

Article d) — Captain Settembrini (Italy) moved an amendment for omitting the red pyrotechnic lights on sailing-trawlers of 5 tons or upwards.

He said the burden of providing these lights was too great for the fishermen of the Mediterranean.

Mr. Hall (Great Britain) suggested that the exception might be made by local Rules.

Captain Richard (France) supported Captain Settembrini.

The amendment was carried by a vote of 25 to 8. In the minority voted: Belgium, Germany, Great Britain, Guatemala, Russia, Sweden, the Netherlands, United States.

Mr. Hall (Great Britain) pointed out that the result of the vote was that a sailing-trawler up to 50 tons was not bound to carry anything but a white light.

Mr. Goodrich (United States) proposed the reconsideration of the question.

The motion was carried, and

Mr. Carter (Hawaii) moved to substitute »7« tons for »5« tons. This was carried, and the amended paragraph d) was substituted for Captain Settembrini's amendment, leaving thus the pyrotechnic lights unaltered, but changing the limit from 5 to 7 tons.

Paragraph e), as amended in consequence of the previous amendment (5 to 7 tons), was then passed.

Paragraphs f), g), and h) were carried without discussion.

Article i) — Mr. Hall (Great Britain) explained that this paragraph was inserted because the fishermen have an idea that the other Rules did not apply to them.

Article 10 and Article . — Captain Hubert (Netherlands) moved to except from these Articles regions where their enforcement would prove too difficult in consequence of local conditions.

Dr. Sieveking (Germany) said that this might be left to the Governments. Foreign Governments could be informed of any changes made in the Rules. A note could be appended to the Rules to that effect.

Captain Hubert withdrew his amendment on that understanding.

Article . — Dr. Sieveking (Germany) moved an amendment that sailing-vessels should keep out of the way of sailing-vessels engaged in fishing. He said that he had abandoned his former amendment as to trawlers and fishing-vessels, which question, he said, should be left to the Hague Convention.

After some suggestions from Mr. Hall (Great Britain) and Captain Richard (France), it was carried in the following form: —

»Sailing-vessels under way shall keep out of the way of sailing-vessels or boats engaged in fishing with their nets, lines, or trawls. In daytime such vessels or boats, when under way, shall indicate their occupation by displaying a basket or other efficient signal where it can best be seen. But this Rule shall not give any vessel or boat engaged in fishing the right of obstructing a fairway used by vessels other than fishing-vessels or boats.«

The Conference considered Resolutions proposed on behalf of the Lights Committee to the effect: —

1. That the power of lights should be expressed by referring them to one standord.

2. That the minium power only should be fixed.

3. Incandescent and not arc lights to be used.

4. That the minimum power of light must be found at every point where the light is visible.

5. Whether the ship is heeled over or not.

These Resolutions were adopted by the Conference on the understanding that they were to be appended as a note to the Report.

The 6th Resolution was adopted after considerable discussion as follows: —

»That the colouring of the glasses by which the colour of the light is to be produced shall be so chosen that, if possible, the red light shall have no admixture of green, nor the green light of red rays, and that both colours can be readily and unmistakably distinguished.«

7. That no detailed description of lamps should be internationally adopted.

8. The Regulations should be better enforced.

On Mr. Hall's (Great Britain) proposal, the following Resolution was also carried: —

»The above Resolutions of the Committee on Lights, appointed by this Conference, are recommended to the attention of the Powers represented in this Conference.«

December 2.

Article 3. — Captain Shackford (United States) proposed the optional use of range lights.

Mr. Hall (Great Britain) supported the proposal in regard to the evidence which had been given of the great use of the range lights in inland American waters.

It was carried as follows: —

»All steamers under way may carry an additional white light, similar to the light mentioned in Article 3 a). These lights must be so placed in line with the keel that one must be at least 15 feet higher than the other, and should be in such a position with reference to each other that the lower light shall be forward of the upper one. The vertical distance between these lights must be less than the horizontal distance.«

The Conference refused to adopt an amendment moved by the Spanish Delegates, that all vessels under way should keep out of the way of coupled steamers trawling.

The Additional Report of the Committee on Sound Signals was then considered.

On the reading of the recommendation with regard to pilot signals.

Mr. Hall (Great Britain) moved that the question be referred to the Code Signal Committee, and not embodied in the Rules.

After some discussion on the nature of the signal, the Resolution was passed.

Article 10 a) — The proposed Article 10 a) was read and carried: —

»In fog, mist, falling snow, or heavy rain-storms, a drift-net vessel attached to her nets, and a vessel when trawling, dredging, or fishing with any kind of drag-net, and a vessel employed in line-fishing with her lines out, shall at intervals of not more than one minute make a blast with her fog-horn, followed by ringing her bell.«

Article 12 (paragraph 1). — The new Article leaves out »a bellows or other« before »mechanical means,« and restricts the use of the gong to Chinese waters, as the gong is frequently used on board light-ships in European waters.

Captain Mensing (Germany) wished the gong to be permissive on all vessels.

The wording finally passed was as follows: —

»Art. 12. — A steam-ship shall be provided with a whistle or siren, sounded by steam or other efficient substitute for steam, so placed that the sound may not be intercepted by any obstructions, with an efficient fog-horn to be sounded by mechanical means, and also with an efficient bell. A sailing-vessel of 20 tons gross tonnage and upwards shall be provided with a similar fog-horn and bell.

»Note. — In all cases where the Regulations require a bell to be used, a drum may be substituted on board Turkish vessels, and a gong where such articles are commonly used on board small sea-going vessels.«

Article 12 (paragraph 2). — The second paragraph of Article 12 was carried as proposed by the Committee: —

»Sailing-vessels and boats of less than 20 tons gross tonnage shall not be obliged to be provided with a mechanical fog-horn; but if not so provided, they shall make with any other instrument an efficient sound signal at intervals of not less than one minute.«

Article 12 a) and b) — After some discussion, in which the importance of avoiding any confusion with the short blast helm-signals was pointed out, the proposals of the Committee were carried in the following modified form: —

»Art. 12 a) A steam-vessel under way shall make with her whistle or siren, at intervals of not more than two minutes, a prolonged blast of from four to six seconds' duration.

»b) A steam-vessel not at anchor, but stopped and having no way upon her, shall sound, at intervals of not more than two minutes, two such prolonged blasts with an interval of about one second between them.

No change was proposed in section c).

Captain Shackford (United States) said that one second was too short a time for a blast on a fog-horn.

Sir G. Nares (Great Britain), on the part of the Sound Signal Committee, pointed out that the word »short« was not inserted in this section.

Section e) was proposed as follows: —

»A steam-vessel, when her engines are going full speed astern, shall sound on her whistle three short blasts.«

Captain Richard (France) objected to this Rule in cases where the vessels were not in sight of one another; and Captain Mensing (Germany) supported him.

The question was voted on, and the amendment was negatived by 15 to 5; Austria, Denmark, Italy, the Netherlands, and the United States voting in the minority.

A long discussion took place over paragraph f), giving a special signal to vessels at anchor at sea in a fairway. It was decided by 12 to 8 that the principle should be adopted, and referred to the Collocation Committee.

France, Germany, Belgium, China, Chile, Russia, Spain, and Sweden voted in the minority.

December 3.

Article 4. — Captain Salvesen (Norway) moved that Article 4 be reconsidered so as to allow for the length of the tow.

Mr. Hall (Great Britain) supported the proposal, as according to the present wording a tug would be obliged to hoist a third light if she took even a second barge in tow.

After a long discussion as to the wording of the amendment, the Conference agreed to the following addition to the Rule: —

To add after the words »such lights« the following: »Provided that

the length of the tow, measuring from the stern of the towing vessel to the stern of the last vessel towed, exceeds 600 feet.«

The amendment of M. Seoane (Spain), proposing that all vessels under way should get out of the way of coupled steamers trawling, was discussed.

It was opposed by Mr. Hall (Great Britain) on the ground that in adopting the amendment the Conference would be running counter to the general principle of the Rules of the Road at Sea, and that the case was not sufficiently strong to justify such an exception.

The amendment was voted on, and lost by 14 to 9, Belgium, Chile, France, Italy, Mexico, Portugal, Spain, Siam, and Venezuela voting in the minority.

Article 12 a). (Sound Signals for Tows.) — On the amendment of the Committee on Sound Signals as to sound signals for tows, considerable differences of opinion arose.

It was resolved, finally, to reconsider the question whether a sound signal was to be adopted for a sailing-vessel towing.

Mr. Hall (Great Britain) stated that he would vote against any special signal, in regard to the facts that the occasions are rare when such signals are wanted, and to the difficulty of finding such a signal at all.

The Conference decided in that sense.

Captain Mensing (Germany) moved that an optional signal should be introduced for use on sailing-vessels.

Seven voted in the affirmative, and 12 in the negative. Belgium, Denmark, Germany, Hawaii, Italy, Japan, and Holland voted in the minority.

Captain Richard (France), with the view to separate the question of a steam-vessel towing from a sailing-vessel towing, proposed the following: —

»A steam-vessel when towing shall at intervals of not more than two minutes sound upon her whistle, siren, or fog-horn three blasts in succession, viz., one prolonged blast followed by two short ones.«

This was adopted.

He also moved to reconsider the question of giving sailing-vessels towing a signal.

This was opposed by Captain Mensing (Germany), and the discussion was adjourned. (See 4th December.)

December 4.

The discussion on Captain Richard's amendment (to restore the words »a sailing-vessel«) was proceeded with.

Sir G. Nares explained the position of the Committee, and stated his reasons for supporting the amendment.

Captain Donner (Germany) stated that a sailing-ship often took another in tow in the North Sea.

Mr. Hall (Great Britain) said that such exceptional cases might be dealt with by local Rules. He adhered to his objection formerly expressed.

Mr. Carter (Hawaii) said the Rule would be important in the Pacific, where steam-tugs were rare.

Captain Malmberg (Sweden) asked if the signal proposed would override the signals relating to the wind under Article 14, or be additional to them.

It was explained that the signal should override the signals provided for in Article 14.

A vote was taken: —

Eighteen were in the affirmative, 5 in the negative. Belgium, Germany, Great Britain, Mexico, and Russia composed the minority.

Article 12 g) — Mr. Hall (Great Britain) proposed to add at the end of the clause the following: —

»When more than one vessel is being towed, each vessel towed shall sound this signal on hearing the sound signal of an approaching vessel.«

Captain Richard (France) opposed the addition.

Sir G. Nares (Great Britain), on behalf of the Committee, moved an amendment: —

»A vessel towing shall at intervals of not more than two minutes, and the vessel towed, may sound three blasts in succession, viz., one prolonged blast followed by two short blasts.«

The object was, he explained, when several vessels were being towed, to enable each one, if necessary, to give a signal showing that there was yet another vessel behind. It was not proposed that each vessel should repeat the signal the whole time the fog lasted.

A vote was taken, and the paragraph was passed with one dissentient vote (France).

Captain Norcross (United States) moved that the form of signal should be changed.

The motion was lost.

Sir G. Nares (Great Britain), on behalf of the Sound Signal Committee, moved that the signals used by towing-vessels should be in lieu of those provided for in sections a), b), and c), so that the steamer towing shall not be obliged to make her one blast, and the vessel towed shall not be obliged to make her sailing-vessel's signal.

This was carried.

Mr. Hall (Great Britain) pointed out that the vessel towed was in the category of a sailing-vessel, and therefore the signal must be given on the fog-horn.

The suggestion was adopted.

The whole paragraph g) was then carried as follows: —

»A steam-vessel and a sailing-vessel, when towing, shall, instead of the signals provided under sections a) and c) of this Article, at intervals of not more than two minutes sound on the whistle, siren, or fog-horn three blasts in succession, viz., one prolonged blast followed by two short blasts.

A vessel towed may also give this signal on her fog-horn, but not on her whistle or siren.

Article 12 h). — Sir G. Nares (Great Britain) then proposed a signal to indicate. »The way is off my ship, you may feel your way past me.«

Captain Malmberg (Sweden) opposed it, as likely to entice steamers to draw too near each other.

Captain Mensing (Germany) also opposed it.

Captain Richard (France) thought the Rule would be better in the Signal Code. Only strictly indispensable sound signals should be inserted in the Rules.

Mr. Hall (Great Britain) said he would vote for the signal, which he thought a good one, if optional. A strong representation had been made by the Board of Trade, and a strong desire for it expressed by sailors. It would be carried in the International Code Signal Book.

The question was put, and carried by 15 to 4 in favour of the signal.

France, Germany, Spain, and Sweden voted in the minority.

Paragraph h) was then carried as follows: —

»A steam-vessel wishing to indicate to another »The way is off my ship, you may feel your way past me,« may sound on her whistle or siren three blasts, viz., short, long, short, with intervals of about one second between them.«

Article 12 i). — Captain Mensing, (Germany) proposed a special signal for vessels not under command and vessels laying telegraph cables.

Sir G. Nares (Great Britain), on behalf of the Sound Signal Committee, opposed any increase in the number of signals.

Mr. Hall (Great Britain) said he would vote for a signal, but in the hope that one of the existing signals could be utilized.

Captain Richard (France) said the signal was as necessary, and more so, than the last voted on.

The Conference decided by 15 to 4 that a signal should be given. Austria-Hungary, China, Hawaii, and Italy voted in the minority.

The duty of selecting the signal was referred to the Sound Signal Committee.

December 5.

Sir G. Nares (Great Britain), on behalf of the Sound Signal Committee, presented a scheme for the two fog signals for a vessel not under command and a vessel laying or picking up a telegraph cable.

The first proposal made was as follows: —

»A ship under way which is unable to get out of the way of an approaching vessel, through being not under command, or unable to manoeuvre as required by these Regulations, shall, on hearing the fog signal of an approaching vessel, sound on her whistle, siren, or fog-horn four short blasts.«

It was carried, with the addition of the words »in answer« after »sound,« in order to indicate that the signal is to be an answer to each signal sounded by an approaching vessel.

The second proposal was as follows: —

»A ship employed in laying or picking up a telegraph cable shall,

on hearing the fog-signal of an approaching vessel, sound in answer on her whistle, siren, or fog-horn three prolonged blasts in succession.«

The proposal was carried.

The question of pilot signals was passed over in accordance with a previous Resolution, deciding that the Conference should not discuss them under the Rules of the Road, but should relegate the subject to Committee No. 2, dealing with General Division VIII.

Article 19. — Sir G. Nares (Great Britain), on the part of the Sound Signal Committee, proposed to substitute, »My engines are going full speed astern,« for the former wording, »I am going full speed astern.«

The question was carried.

Article . — On behalf of the Fog Signal Committee, Sir G. Nares (Great Britain) moved an amendment on an Article already carried.

After some discussion as to the duration of a flare-up light and other questions the Article was carried as follows: —

»Art. . — Every ship may, if necessary, in order to attract attention to the lights which she is by these Regulations required to carry, show a flare-up light, or use any detonating signal that cannot be mistaken for a distress signal.

Mr. Goodrich (United States) moved to insert, after the word »attention,« the words, »to prevent risk of collision,« but the amendment was lost.

Article 27. — Sir G. Nares (Great Britain) moved an amendment to the distress signals during day: to add —

»4. Rockets or shells bursting in the air with a loud report, and throwing stears of any colour or description, fired one at a time, at short intervals.

»5. A continuous sounding with any fog signal apparatus.«

These signals were adopted by the Sound Signal Committee, as referred to them by the Conference.

The Conference passed the additions proposed.

Sir G. Nares (Great Britain) then moved an additional distress signal for the night: —

»4. A continuous sounding with any fog signal apparatus,« which was also carried.

The question was then discussed as to whether a pilot-vessel wishing to offer her pilotage services should be given a special fog signal for that purpose.

Sir G. Nares (Great Britain), on behalf of the Fog Signal Committee, advocated such a special signal.

A division was taken: 11 voted for and 9 against. France, Germany, Great Britain, Hawaii, Mexico, Portugal, Russia, Sweden, and the Netherlands voted in the minority.

The Conference also decided that a signal should be found for a vessel wanting a pilot.

Mr. Hall then moved that Committee No. 2 be requested to report

as to the nature of the signals for pilots; such signals having no connection with the Rules of the Road.

The motion was carried.

December 9.

On the motion of Mr. Goodrich (United States), the Conference decided unanimously against the adoption of course-indicating sound signals in foggy or thick weather.

An intercalatory Report from the Collocation Committee was read recommending the reconsideration of M. Flood's (Norway) amendment to Article 3, passed November 14, as to the position of the side lights.

The Conference determined to reconsider the question, and referred it to the Committee on Lights.

The Report of the Committee upon the subject of a uniform load mark was read.

Mr. Hall (Great Britain) stated that though most anxious that the matter should become a subject for international agreement, yet, having regard to the fact that the Committee reported it as not ripe for consideration by the Conference, he would bow to the decision of the Committee.

The Report of the Committee was adopted unanimously.

The Report of the Committee upon Division XIII (the establishment of a permanent International Marine Commission) was then read.

The minority Report of M. August Schneider (Denmark) was also read.

M. Schneider hoped that the question would be left open, so that any Government, when the time was ripe, could launch the plan again.

M. Flood (Norway) supported this proposal.

Dr. Sieveking (Germany) opposed it. He pointed out the impracticable nature of the scheme for a Maritime Commission, and thought that the wording of the Report was sufficient.

M. Garde (Denmark) said that he had no instructions from his Government, but thought that much good would result from the establishment of a Bureau which should lay before every Marine Conference particular proposals submitted by private persons.

Mr. Hall (Great Britain, Chairman of the Committee) pointed out that such a Bureau did not come under the consideration of the Committee.

The Report of the Committee was adopted.

December 12.

M. Flood (Norway) proposed his Resolution recommending to the Powers the advisability of a Bureau of Maritime Information.

M. Garde (Denmark) explained that what was wanted in his country was not a permanent Commission, but a link or medium between the different countries where proposals could be sent from any country which does not have a regular Board of Trade. He instanced the Telegraphic Convention of 1885, by which a Central Institution was established.

Mr. Hall (Great-Britain, Chairman of the Committee on Division XIII) opposed the proposal, which amounted, he said, to a demand on the part

of the Powers which had no Board of Trade for an international one, of which Great Britain should pay 65 per cent. of the expenses. The Powers could consider the question, if they chose, without any recommendation from the Conference. The Scandinavian Powers, if they desired it, could form a Bureau of their own.

Dr. Sieveking (Germany) said the German Government was opposed to the scheme. He saw no real difference between the Bureau and the Commission against which the Committee had reported. Most Governments had their Boards of Trade, and discussed matters of common interest internationally. The Bureau would only result in loss of time.

Captain Sampson (United States) saw a great difference between a Commission and a Bureau. He instanced the International Bureau of Weights and Measures. The Committee on Buoyage could testify to the expense caused by the want of a uniform system. A Bureau might put an end to such diversity.

The Resolution was put in the following words: —

»That the Conference recommend that the advisability of a Bureau of Maritime Information should be considered by the Governments of the maritime nations«.

Seven voted in the affirmative and 12 in the negative. Denmark, Hawaii, Japan, Norway, Siam, the Netherlands, and the United States voted in the minority.

December 16.

Article 3. — M. Flood's (Norway) amendment as to the position of the side lights was reconsidered.

A Report of the Committee on Lights was read, recommending that the Rule should stand as it was, except as regards sailing-vessels, provided it was adopted universally.

Mr. Hall (Great Britain) pointed out that great expense would be incurred by existing steam-vessels, some of which would have to be reconstructed. As regards sailing-vessels, the Report of the Committee was conclusively against the proposal.

M. Flood reiterated his arguments.

Dr. Sieveking said that, in view of the objections of Great Britain, he would not vote for the insertion of the Rule into the Regulations. A recommendation might be made in a similar sense and appended to the Rules.

M. Flood's amendment was lost.

Dr. Sieveking (Germany) moved a Resolution —

»That it is approved by the Conference, and recommended to the attention of the Powers represented thereat, that green and red side lights should be placed in steam-vessels not forward of the masthead light, and that this Resolution be inserted in Appendix 3 to the Report of the Committee on Collocation of the Rules«.

The Resolution was adopted.

The Report of the Committee on Life-saving Systems and Devices was read.

The several Resolutions proposed in the Report were put to the Conference.

Resolution 1. (See Protocol, 20th December).

Resolutions 2 and 3 were carried.

Resolution No. 4 was amended, on Mr. Hall's (Great Britain) proposal, by the substitution of the word »uniform« for »a set of«, so as to read, »prepare uniform instructions«, and carried in that form.

In the fourth paragraph of the Resolution the word »pyrotechnic« was inserted on Captain Mensing's (Germany) proposal, so as to read »blue pyrotechnic light«.

The fifth Resolution was carried without change, and the Report adopted in its entirety by the Conference.

The Report of the Committee on General Divisions II, IV, and VI was read and considered.

The Report on General Division II was adopted.

In the Report on General Division IV, Captain Richard (France) moved that the smallest letters of the name of a ship should not be less that 8 inches high.

The proposal was lost by 9 votes to 10. Belgium, China, Chile, France, Russia, Spain, Sweden, Siam, and the Netherlands voted in the minority.

The conference adopted the first proposition in the Report of the Committee on Division IV.

After some discussion as to the character to be used in the designation of the draught, the second proposition was carried.

The Report of the Committee in General Division VI was read.

Captain Richard (France) objected to the imposition of tests for colour-blindness.

Captain Sampson (United States) pointed out that the Committee had only recommended that each Government should provide a place where men and boys who propose to go to sea could have their eyesight tested. It was a voluntary matter.

Mr. Hall (Great Britain) agreed that it would be impossible to make the recommendation into a Rule.

Captain Richard (France) said he only desired guarantees of this sort for master mariners.

Captain Sampson (United States) agreed, and quoted instances showing the danger of not having such tests.

Mr. Hall (Great Britain) said that if such examinations were instituted it would prevent men from going to sea who could never rise to the grade of an officer.

Captain Richard (France) moved to strike out the last three lines of paragraph No. 1 (»and no man or boy should be permitted to servve on board any vessel in the capacity of seaman, or where he will have to stand look-out, whose visual power is below one-half normal, or who is red or green colour-blind«).

The motion was lost. France, Germany, Mexico, Russia, and Siam voting in the minority.

Paragraph 2 was adopted, Captain Richard (France) suggesting the addition of the words, »or as a pilot«.

The third paragraph was adopted without alteration.

The Report as amended was adopted.

The Report of Committee No. 2, Division VII (Ocean Laws), was then read.

After some discussion as to the precautions to be taken by fishermen on the Banks, the Report was adopted.

The Report of Committee No. 2 on Division VIII (Night Signals for communicating Information at Sea) was read and adopted.

December 18.

The Report of the Collocation Committee was read.

An amendment put by Captain Shackford (United States) to strike out »two« and substitute »three« before miles in the last line of Article 2 b) and c) was lost.

Dr. Sieveking (Germany) moved an amendment in Article 2 d) to insert the words, »more than half a point«, after the word »seen«.

Mr. Hall (Great Britain) moved, in lieu of this amendment, to insert as a note to Appendix B the following: —

»Side lights should be so screened as to prevent the most convergent rays of the lights being seen more than half a point across the bows«.

Captain Salvesen (Norway) moved that the Conference adopt the Rules of the Board of Trade as to the screening of side lights.

Mr. Hall's amendment was carried, after a long discussion, by 16 to 3. Austria, Russia, and the United States voted in the minority.

Dr. Sieveking (Germany) moved in Article 4 a), instead of the words, »in the same position«, to insert the words, »at the same height«, and after the words, »Article 2 a)«, insert the words »where they can best be seen«.

Mr. Hall (Great Britain) supported the amendment on the grounds that it might be difficult for a vessel out of command to hoist a light in front of the foremast, or it might be desirable to hoist it aft.

It was carried by 10 votes to 9. Brazil, Belgium, China, Chile, France, Mexico, Sweden, Siam, and the Netherlands voted in the minority.

Captain Mensing (Germany) proposed in Article 4 a) to strike out the words, »inglobular lanterns« and insert, after »visible«, the words, »all around the horizon«.

Mr. Hall (Great Britain) supported the change, on the ground that the best lanterns were fat at top and bottom.

The amendment was carried.

The same change was made in Article 4 b).

Dr. Sieveking (Germany) moved an amendment in Article 7, 1 b), as to the position of the lanterns, which was lost.

December 19.

Mr. Goodrich (United States) moved an amendment, which was originally proposed by the British Delegates, to Article 22: —

»When, in consequence of thick weather or other causes, two ships find themselves so close to each other as to make it doubtful whether by the action of one ship alone a collision can be avoided, the ship which by the above Article is directed to keep her course and speed shall also take such actions as will best avoid collision«.

He said he was acting by the advice of a distinguished New York Judge. He thought it was necessary to place this provision so as to catch the mariner's eye immediately after the Rule which provides that the holding-on ship should keep her course and speed.

Mr. Hall (Great Britain) pointed out that the proposed amendment had been withdrawn in deference to the wishes of the Conference, and other words introduced into the general Rule to make it apply to cases of collision.

Dr. Sieveking (Germany) strongly opposed the amendment, on the ground that it made the application of the new Rule as to keeping speed doubtful. He said that if the amendment were accepted it would entail the reconsideration of all the Rules.

Mr. Hall (Great Britain) said that he would bow to the former decision of the Conference, and vote against reconsideration. The whole matter had been most carefully discussed.

On the vote for reconsideration being taken, the United States were in a minority of one.

Mr. Hall (Great Britain) moved an amendment to Article 7 c) as follows: —

»Small steam-boats, such as are carried by sea-going vessels, may carry the white light at a less height than 9 feet above the gunwale, but it must be carried above the combined lantern mentioned in b)«.

This was to meet the case of boats which could not conveniently have masts.

It was carried.

Dr. Sieveking (Germany) moved to add to Articles 7 and 9 the words, »The vessels referred to in this Article shall also not be obliged to carry the light prescribed by Article 4 a) and Article 11, last paragraph«.

This was to correct an oversight, as it was not intended that small craft should carry the out-of-command lights and lights for vessels aground.

It was carried.

Captain Malmberg (Sweden) proposed an amendment, which was carried in the following modified form: —

Article 8. At the beginning insert the word »near« before »approach«.

Dr. Sieveking (Germany) proposed an amendment which, at Mr. Hall's suggestion, was modified and carried in the following form: —

Article 8, paragraph 2. Instead of the words »have at hand temporarily«, insert the words, »shall have their side lights lighted ready for use, and shall flash or show them at short intervals«.

Paragraph 3 to be struck out.

It was carried.

Dr. Sieveking (Germany) proposed in Article 9, b) 1, to read, instead of »four« points abaft the beam, »two« points, in order that the light should show in the same way as the side lights.

The amendment was caried.

Captain Settembrini (Italy) moved an amendment, which he modified at Mr. Hall's suggestion, and which was passed in the following form:—

»In the Mediterranean Sea, all vessels referred to in subsection b) 2 may show the flare-up light instead of the pyrotechnic light«.

Dr. Sieveking (Germany) moved to insert in Article 2, instead of the words, »in a globular lantern so constructed«, the words, »of such a character«.

This was adopted.

December 20.

Dr. Sieveking (Germany) proposed in Article 21, instead of the words »and speed«, to insert the words, »and where one of two crossing vessels is to keep out of the way the other shall keep her course and speed«.

He said that the Rule as it stood was applicable to overtaken vessels, and that he desired to except them from the Rule.

Mr. Hall (Great Britain) opposed the change. What was wanted was a general rule which would clear up the doubt as to the meaning of the phrase »keep your course«. He was against exceptions.

Mr. Goodrich (United States) pointed out that the addition of the words »and collision« in Rule 28 covered exceptional cases in which strict adherence to Rule 21 would be dangerous.

A vote was taken, and resulted in 2 votes for and 16 against; Germany and Siam voting in the minority.

Captain Richard (France) moved an amendment to eliminate Article 27 from the Regulations, and to add it to Appendix B) of the Report as a Resolution recommended to the consideration of the Powers.

He said that the rule as to ships of war in line might lead to international difficulties.

Mr. Hall acceded to the proposal, which was adopted.

Captain Sampson (United States) proposed to omit the words, »and collision«, after »navigation«, in Article 28.

Mr. Hall pointed out that the words had been inserted in order to point out to the sailor that the holding-on vessel was bound to do what she could to prevent collision.

Ten voted in the affirmative, and 10 in the negative, so the amendment was not carried. Brazil, Chile, Denmark, France, Germany, Russia, Spain, Siam, and the Netherlands voted with the United States.

Various verbal corrections were proposed and considered, and the discussion on the Rules was brought to an end.

Mr. Goodrich (United States) proposed to insert in the Rules a pro-

vision as to the duty of masters to afford assistance in case of collision, taken from the English Act.

Captain Richard (France) objected to its insertion in the Rules, as it required legislative sanction.

Mr. Goodrich moved that the Resolution should be annexed to the Rules in the Appendix.

It was passed in the following form: —

»In every case of collision between two vessels it shall be the duty of the master or person in charge of each vessel, if and so far as he can do so without serious danger to his own vessel, crew, and passengers (if any), to stay by the other vessel until he has ascertained that she has no need of further assistance, and to render to the other vessel, her master, crew, and passengers, (if any), such assistance as may be practicable and as may be necessary in order to save them from any danger caused by the collision, and also to give to the master or person in charge of the other vessel the name of his own vessel and her port of registry, or the port or place to which she belongs, and also the name of the ports and places from which, or to which, she is bound«.

December 30.

Captain Richard (France) proposed that a Final Act be prepared, to be signed by the President, showing the Resolutions adopted by the Conference.

The proposal was carried.

The Report of General Division IX was adopted.

The Report of General Division XII was also adopted after some discussion as to the rules as to buoyage in American waters.

Mr. Goodrich (United States) proposed that the Final Report of the Collocation Committee be adopted.

Mr. Verney (Siam) desired further considerstion of the Rules as drawn up, on the ground that they needed more careful editing.

Mr. Goodrich's motion was, however, adopted, and the Rules, as amended, carried.

December 31.

The Reports on General Divisions X and XI were read and adopted.

Mr. Hall proposed, and Admiral Kaznakoff (Russia) seconded, a vote of thanks to the President, Rear-Admiral Franklin, which was carried.

Dr. Sieveking (Germany) proposed, and Captain Richard (France) seconded, a vote of thanks to the Secretaries.

The Conference was then declared at an end.

Appended is a copy of the Rules of the Road as finally adopted, and of the Resolutions connected therewith.

The Resolutions based upon the Reports will be found under Inclosure 16.

Appendix A).

Regulations for Preventing Collisions at Sea.

Preliminary.

These Rules shall be followed by all vessels upon the high seas and in all waters connected therewith, navigable by sea-going vessels.

In the following Rules every steam-vessel which is under sail and not under steam is to be considered a sailing-vessel, and every vessel wether under steam, under sail or not, is to be considered a steam-vessel.

The word »steam-vessel« shall include any vessel propelled by machinery.

A vessel is »under way« within the meaning of these Rules, when she is not at anchor, or made fast to the shore, or aground.

Rules concerning Lights, &c.

The word »visible« in these Rules when applied to lights shall mean visible on a dark night, with a clear atmosphere.

Article 1. The Rules concerning lights shall be complied with in all weathers from sunset to sunrise, and during such time no other lights which may be mistaken for the prescribed lights shall be exhibited.

Art. 2. A steam-vessel when under way shall carry —

a) On or in front of the foremast, or if a vessel without a foremast, then in the fore part of the vessel, at a height above the hull of not less than 20 feet, and if the breadth of the vessel exceeds 20 feet, then at a height above the hull not less than such breadth, so, however, that the light need not be carried at a greater height above the hull than 40 feet, a bright white light, so constructed as to show an unbroken light over an arc of the horizon of 20 points of the compass, so fixed as to throw the light 10 points on each side of the vessel, viz., from right ahead to 2 points abaft the beam on either side, and of such a character as to be visible at a distance of at least 5 miles.

b) On the starboard side a green light so constructed as to show an unbroken light over an arc of the horizon of 10 points of the compass, so fixed, as to throw the light from right ahead to 2 points abaft the beam on the starboard side, and of such a character as to be visible at a distance of at least 2 miles.

c) On the port side a red light so constructed as to show an unbroken light over an arc of the horizon of 10 points of the compass, so fixed as to throw the light from right ahead to 2 points abaft the beam on the port side, and of such a character as to be visible at a distance of at least 2 miles.

d) The said green and red side-lights shall be fitted with inboard screens projecting at least 3 feet forward from the light, so as to prevent these lights from being seen across the bow.

e) A steam-vessel when under way may carry an additional white light similar in construction to the light mentioned in subdivision a).

These two lights shall be so placed in line with the keel that one shall be at least 15 feet higher than the other, and in such a position with reference to each other that the lower light shall be forward of the upper one. The vertical distance between these lights shall be less than the horizontal distance.

Art. 3. A steam-vessel when towing another vessel shall, in addition to her side-lights, carry two bright white lights in a vertical line one over the other, not less than 6 feet apart, and when towing more than one vessel shall carry an additional bright white light 6 feet above or below such lights, if the length of the tow measuring from the stern of the towing-vessel to the stern of the last vessel towed exceeds 600 feet. Each of these lights shall be of the same construction and character, and shall be carried in the same position, as the white light mentioned in Article 2 a), excepting the additional light, which may be carried at a height of not less than 14 feet above the hull.

Such steam-vessel may carry a small white light abaft the funnel or aftermast for the vessel towed to steer by, but such light shall not be visible forward of the beam.

Art. 4. a) A vessel which from any accident is not under command shall carry at the same height as the white light mentioned in Article 2 a), where they can best be seen, and if a steam-vessel, in lieu of that light, two red lights, in a vertical line one over the other, not less than 6 feet apart, and of such a character as to be visible all round the horizon at a distance of at least 2 miles; and shall by day carry in a vertical line one over the other, not less than 6 feet apart, where they can best be seen two black balls or shapes, each 2 feet in diameter.

b) A vessel employed in laying or in picking up a telegraph cable shall carry in the same position as the white light mentioned in Article 2 a), and if a steam-vessel, in lieu of that light, three lights in a vertical line one over the other, not less than 6 feet apart. The highest and lowest of these lights shall be red, and the middle light shall be white, and they shall be of such a character as to be visible all round the horizon, at a distance of at least 2 miles. By day she shall carry in a vertical line one over the other, not less than 6 feet apart, where they can best be seen, three shapes not less than 2 feet in diameter, of which the highest and lowest shall be globular in shape and red in colour, and the middle one diamond in shape and white.

c) The vessels referred to in this Article, when not making way through the water, shall not carry the side-lights, but when making way shall carry them.

d) The lights and shapes required to be shown by this Article are to be taken by other vessels as signals that the vessel showing them is not under command, and cannot therefore get out of the way.

These signals are not signals of vessels in distress and requiring assistance. Such signals are contained in Article 31.

Art. 5. A sailing-vessel under way, and any vessel being towed,

shall carry the same lights as are prescribed by Article 2 for a steam-vessel under way, with the exception of the white lights mentioned therein, which they shall never carry.

Art. 6. Whenever, as in the case of small vessels under way during bad wheather, the green and red side-lights cannot be fixed, these lights shall be kept at hand, lighted and ready for use; and shall, on the approach of or to other vessels, be exhibited on their respective sides in sufficient time to prevent collision, in such manner as to make them most visible, and so that the green light shall not be seen on the port side nor the red light on the starboard side, nor if practicable more than 2 points abaft the beam on their respective sides.

To make the use of these portable lights more certain and easy, the lanterns containing them shall each be painted outside with the colour of the light they respectively contain, and shall be provided with proper screens.

Art. 7. Steam-vessels of less than 40, and vessels undes oars or, sails, of less than 20 tons, gross tonnage, respectively, when under way, shall not be obliged to carry the lights mentioned in Article 2 a), b), and c), but if they do not carry them they shall be provided with the following lights: —

1. Steam-vessels of less than 40 tons shall carry:

a) In the fore part of the vessel, or on or in front of the funnel, where it can best be seen, and at a height above the gunwale of not less than 9 feet, a bright white light constructed and fixed as prescribed in Article 2 a), and of such a character as to be visible at a distance of at least 2 miles.

b) Green and red side-lights constructed and fixed as prescribed in Article 2 b) and c), and of such a character as to be visible at a distance of at least 1 mile, or a combined lantern showing a green light and a red light from right ahead to 2 points abaft the beam on their respective sides. Such lantern shall be carried not less than 3 feet below the white light.

2. Small steam-boats, such as are carried by sea-going vessels, may carry the white light at a less height than 9 feet above the gunwale, but it shall be carried above the combined lantern mentioned in subdivision 1 b).

3. Vessels under oars or sails, of less than 20 tons, shall have ready at hand a lantern with a green glass on one side and a red glass on the other, which, on the approach of or to other vessels, shall be exhibited in sufficient time to prevent collision, so that the green light shall not be seen on the port side nor the red light on the starboard side.

The vessels referred to in this Article shall not be obliged to carry the lights prescribed by Article 4 a) and Article 11, last paragraph.

Art. 8. Pilot-vessels, when engaged on their station on pilotage duty, shall not show the lights required for other vessels, but shall carry a white light at the mast-head, visible all round the horizon, and shall also exhibit a flare-up light or flare-up lights at short intervals, which shall never exceed 15 minutes.

On the near approach of or to other vessels they shall have their

side-lights lighted, ready for use, and shall flash or show them at short intervals, to indicate the direction in which they are heading, but the green light shall not be shown on the port side, nor the red light on the starboard side.

A pilot-vessel of such a class as to be obliged to go alongside of a vessel to put a pilot on board may show the white light instead of carrying it at the masthead, and may, instead of the coloured lights above mentioned, have at hand ready for use a lantern with a green glass on the one side and a red glass on the other, to be used as prescribed above.

Pilot-vessels, when not engaged on their station on pilotage duty, shall carry lights similar to those of other vessels of their tonnage.

Art. 9. Fishing-vessels and fishing-boats, when under way and when not required by this Article to carry or show the lights therein named, shall carry or show the lights prescribed for vessels of their tonnage under way.

a) Vessels and boats when fishing with drift-nets shall exhibit two white lights from any part of the vessel where they can best be seen. Such lights shall be placed so that the vertical distance between them shall be not less than 6 feet and not more than 10 feet, and so that the horizontal distance between them, measured in a line with the keel, shall be not less than 5 feet and not more than 10 feet. The lower of these two lights shall be the more forward, and both of them shall be of such a character as to show all round the horizon, and to be visible at a distance of not less than 3 miles.

b) Vessels when engaged in trawling, by which is meant the dragging of an apparatus along the bottom of the sea —

1. If steam-vessels, shall carry in the same position as the white light mentioned in Article 2 a) a tricoloured lantern so constructed and fixed as to show a white light from right ahead to 2 points on each bow, and a green light and a red light over an arc of the horizon from 2 points on either bow to 2 points abaft the beam on the starboard and port side respectively; and not less than 6 nor more than 12 feet below the tricoloured lantern, a white light in a lantern, so constructed as to show a clear, uniform, and unbroken light all round the horizon.

2. If sailing-vessels of 7 tons gross tonnage and upwards shall carry a white light in a lantern so constructed as to show a clear, uniform, and unbroken light all round the horizon, and shall also be provided with a sufficient supply of red pyrotechnic lights, which shall each burn for at least thirty seconds, and shall be shown on the approach of or to other vessels in sufficient time to prevent collision.

In the Mediterranean Sea the vessels referred to in subdivision b) 2 may use a flare-up light in lieu of a pyrotechnic light.

All lights mentioned in subdivision b) 1 and 2 shall be visible at a distance of at least 2 miles.

3. If sailing-vessels of less than 7 tons gross tonnage, shall not be obliged to carry the white light mentioned in subdivision b) 2 of this Article, but if they do not carry such light they shall have at hand,

ready for use, a lantern showing a bright white light, which shall, on the approach of or to other vessels, be exhibited where it can best be seen, in sufficient time to prevent collision; and they shall also show a red pyrotechnic light, as prescribed in subdivision b) 2, or in lieu thereof a flare-up light.

c) Vessels and boats, when line-fishing with their lines out and attached to their lines, and when not at anchor or stationary, shall carry the same lights as vessels fishing with drift-nets.

d) Fishing-vessels and fishing-boats may at any time use a flare-up light in addition to the lights which they are by this Article required to carry and show. All flare-up lights exhibited by a vessel when trawling or fishing with any kind of drag-net shall be shown at the after-part of the vessel, excepting that, if the vessel is hanging by the stern to her fishing-gear, they shall be exhibited from the bow.

e) Every fishing-vessel and every boat when at an anchor shall exhibit a white light visible all round the horizon at a distance of at least 1 mile.

f) If a vessel or boat when fishing becomes stationary in consequence of her gear getting fast to a rock or other obstruction, she shall show the light and make the fog signal prescribed for a vessel at anchor respectively. (See Article 15 d), e), and last paragraph.)

g) In fog, mist, falling snow, or heavy rain-storms, drift-net vessels attached to their nets, and vessels when trawling, dredging, or fishing with any kind of drag-net, and vessels line-fishing with their lines out, shall, if of 20 tons gross tonnage or upwards, respectively, at intervals of not more than 1 minute, make a blast; if steam-vessels, with the whistle or siren, and if sailing-vessels, with the fog-horn, each blast to be followed by ringing the bell.

h) Sailing-vessels or boats fishing with nets or lines, or trawls, when under way, shall in daytime indicate their occupation to an approaching vessel by displaying a basket, or other efficient signal, where it can best be seen.

The vessels referred to in this Article shall not be obliged to carry the lights prescribed by Article 4 a) and Article 11, last paragraph.

Art. 10. A vessel which is being overtaken by another shall show from her stern to such lastmentioned vessel a white light or a flare-up light.

The white light required to be shown by this Article may be fixed and carried in a lantern, but in such case the lantern shall be so constructed, fitted, and screened that it shall throw an unbroken light over an arc of the horizon of 12 points of the compass, viz., for 6 points from right aft on each side of the vessel, so as to be visible at a distance of at least 1 mile. Such light shall be carried as nearly as practicable on the same level as the side-lights.

Art. 11. A vessel under 150 feet in length, when at anchor, shall carry forward, where it can best be seen, but at a height not exceeding 20 feet above the hull, a white light, in a lantern so constructed as to

show a clear, uniform, and unbroken light, visible all round the horizon at a distance of at least 1 mile.

A vessel of 150 feet or upwards in length, when at anchor, shall carry, in the forward part of the vessel, at a height of not less than 20 and not exceeding 40 feet above the hull, one such light, and at or near the stern of the vessel, and at such a height that it shall be not less than 15 feet lower than the forward light, another such light.

The length of a vessel shall be deemed to be the length appearing in her certificate of registry.

A vessel aground in or near a fairway shall carry the above light or lights and the two red lights prescribed by Article 4 a).

Art. 12. Every vessel may, if necessary, in order to attract attention, in addition to the lights which she is by these Rules required to carry, show a flare-up light, or use any detonating signal that cannot be mistaken for a distress signal.

Art. 13. Nothing in these Rules shall interfere with the operation of any special Rules made by the Government of any nation with respect to additional station- and signal-lights for two or more ships of war, or for vessels sailing under convoy, or with the exhibition of recognition signals adopted by ship-owners, which have been authorized by their respective Governments and duly registered and published.

Art. 14. A steam-vessel proceeding under sail only, but having her funnel up, shall carry in daytime, forward, where it can best be seen one black ball or shape 2 feet in diameter.

Sound-Signals for Fog, &c.

Art. 15. All signals prescribed by this Article for vessels under way shall be given:

1. By »steam-vessels«, on the whistle or siren.
2. By »sailing-vessels and vessels towed,« on the fog-horn.

The words »prolonged blast« used in this Article shall mean a blast of from four to six seconds' duration.

A steam-vessel shall be provided with an efficient whistle or siren, sounded by steam, or some substitute for steam, so placed that the sound may not be intercepted by any obstruction, and with an efficient fog-horn, to be sounded by mechanical means, and also with an efficient bell [1]). A sailing-vessel of 20 tons gross tonnage or upwards shall be provided with a similar fog-horn and bell.

In fog, mist, falling snow, or heavy rain-storms, whether by day or night, the signals described in this Article shall be used as follows, viz.: —

a) A steam-vessel having way upon her shall sound, at intervals of not more than two minutes, a prolonged blast.

b) A steam-vessel under way, but stopped and having no way upon

---

1) In all cases where the Rules require bell to be used a drum may be substituted on board Turkish vessels, or a gong where such articles are used on board small sea-going vessels.

her, shall sound, at intervals of not more than two minutes, two prolonged blasts, with an interval of about one second between them.

c) A sailing-vessel under way shall sound, at intervals of not more than one minute, when on the starboard tack, one blast, when on the port tack, two blasts in succession, and when with the wind abaft the beam, three blasts in succession.

d) A vessel when at anchor shall, at intervals of not more than one minute, ring the bell rapidly for about five seconds.

e) A vessel at anchor at sea, when not in ordinary anchorage ground, and when in such a position as to be an obstruction to vessels under way, shall sound, if a steam-vessel, at intervals of not more than two minutes, two prolonged blasts with her whistle or siren, followed by ringing her bell; or, if a sailing-vessel, at intervals of not more than one minute, two blasts with her fog-horn, followed by ringing her bell.

f) A vessel when towing shall, instead of the signals prescribed in subdivisions a) and c) of this Article, at intervals of not more than two minutes, sound three blasts in succession, viz., one prolonged blast followed by two short blasts. A vessel towed may give this signal, and she shall not give any other.

g) A steam-vessel wishing to indicate to another, »The way is off my vessel, you may feel your way past me,« may sound three blasts in succession, viz., short, long, short, with intervals of about one second between them.

h) A vessel employed in laying or in picking up a telegraph cable shall, on hearing the fog-signal of an approaching vessel, sound in answer three prolonged blasts in succession.

i) A vessel under way which is unable to get out of the way of an approaching vessel through being not under command, or unable to manoeuvre as required by these Rules, shall, on hearing the fog-signal of an approaching vessel, sound in answer four short blasts in succession.

Sailing-vessels and boats of less than 20 gross tonnage shall not be obliged to give the above-mentioned signals, but if they do not, they shall make some other efficient sound-signal at intervals of not more than one minute.

Speed of Ships to be Moderate in Fog, &c.

Art. 16. Every vessel shall, in a fog, mist, falling snow, or heavy rain-storms, go at a moderate speed, having careful regard to the existing circumstances and conditions.

A steam-vessel hearing, apparently forward of her beam, the fog-signal of a vessel the position of which is not ascertained, shall, so far as the circumstances of the case admit, stop her engines, and then navigate with caution until danger of collision is over.

Steering and Sailing Rules.

Preliminary. — Risk of Collision.

Risk of collision can, when circumstances permit, be ascertained by

carefully watching the compass-bearing of an approaching vessel. If the bearing does not appreciably change, such risk should be deemed to exist.

Art. 17. When two sailing-vessels are approaching one another so as to involve risk of collision, one of them shall keep out of the way of the other as follows, viz.: —

a) A vessel which is running free shall keep out of the way of a vessel which is close hauled.

b) A vessel which is close-hauled on the port tack shall keep out of the way of a vessel which is close-haulet on the starboard tack.

c) When both are running free, with the wind on different sides, the vessel which has the wind on the port side shall keep out of the way of the other.

d) When both are running free, with the wind on the same side, the vessel which is to wind ward shall keep out of the way of the vessel which is to leeward.

e) A vessel which has the wind aft shall keep out of the way of the other vessel.

Art. 18. When two steam-vessels are meeting end on, or nearly end on, so as to involve risk of collision, each shall alter her course to starboard, so that each may pass on the port side of the other.

This Article only applies to cases where vessels are meeting end on, or nearly end on, in such a manner as to involve risk of collision, and does not apply to two vessels which must, if both keep on their respective courses, pass clear of each other.

The only cases to which it does apply are when each of the two vessels is end on, or nearly end on, to the other; in other words, to cases in which, by day, each vessel sees the masts of the other in a line, or nearly in a line, with her own; and by night, to cases in which each vessel is in such a position as to see both the side-lights of the other.

It does not apply, by day, to cases in which a vessel sees another ahead crossing her own course; or by night, to cases where the red light of one vessel is opposed to the red light of the other, or where the green light of one vessel is opposed to the green light of the other, or where a red light without a green light, or a green light without a red light, is seen ahead, or where both green and red lights are seen anywhere but ahead.

Art. 19. When two steam-vessels are crossing, so as to involve risk of collision, the vessel which has the other on her own starboard side shall keep out of the way of the other.

Art. 20. When a steam-vessel and a sailing-vessel are proceeding in such directions as to involve risk of collision, the steam-vessel shall keep out of the way of the sailing-vessel.

Art. 21. Where by any of these Rules one of two vessels is to keep out of the way, the other shall keep her course and speed.

Art. 22. Every vessel which is directed by these Rules to keep out of the way of another vessel, shall, if the circumstances of the case admit, avoid crossing ahead of the other.

Art. 23. Every steam-vessel which is directed by these Rules to keep out of the way of another vessel shall, on approaching her, if necessary, slacken her speed or stop or reverse.

Art. 24. Notwithstanding anything contained in these Rules, every vessel overtaking any other shall keep out of the way of the overtaken vessel.

Every vessel coming up with another vessel from any direction more than two points abaft her beam, i. e., in such a position, with reference to the vessel which she is overtaking that at night she would be unable to see either of that vessel's side-lights, shall be deemed to be an overtaking vessel; and no subsequent alteration of the bearing between the two vessels shall make the overtaking vessel a crossing vessel within the meaning of these Rules, or relieve her of the duty of keeping clear of the overtaken vessel until she is finally past and clear.

As by day the overtaking vessel cannot always know with certainty whether she is forward of or abaft this direction from the other vessel, she should, if in doubt, assume that she is an overtaking vessel and keep out of the way.

Art. 25. In narrow channels every steam-vessel shall, when it is safe and practicable, keep to that side of the fairway or mid-channel which lies on the starboard side of such vessel.

Art. 26. Sailing-vessels under way shall keep out of the way of sailing-vessels or boats fishing with nets, or lines, or trawls. This Rule shall not give to any vessel or boat engaged in fishing the right of obstructing a fairway used by vessels other than fishing-vessels or boats.

Art. 27. In obeying and construing these Rules due regard shall be had to all dangers of navigation and collision, and to any special circumstances which may render a departure from the above Rules necessary n order to avoid immediate danger.

Sound-Signals for Vessels in Sight of one another.

Art. 28. The words »short blast« used in this Article shall mean a blast of about one second's duration.

When vessels are in sight of one another, a steam-vessel under way, in taking any course authorized or required by these Rules, shall indicate that course by the following signals on her whistle or siren, viz.: —

One shorst blast to mean, »I am directing my course to starboard«.

Two shorst blasts to mean, »I am directing my course to port«.

Three shorst blasts to mean, »My engines are going full speed astern«.

No Vessel, under any circumstances, to neglect proper Precautions.

Art. 29. Nothing in these Rules shall exonerate any vessel, or the owner, or master, or crew thereof, from the consequences of any neglect to carry lights or signals, or of any neglect to keep a proper look-out, or of the neglect of any precaution which may be required by the ordinary practice of seamen, or by the special circumstances of the case.

Reservation of Rules for Harbours and Inland Navigation.

Art. 30. Nothing in these Rules shall interfere with the operation of a special Rule, duly made by local authority, relative to the navigation of any harbour, river, or inland waters.

Distress Signals.

Art. 31. When a vessel is in distress and requires assistance from other vessels or from the shore, the following shall be the signals to be used or displayed by her, either together or separately, viz.: —

In the daytime —

1. A gun fired at intervals of about a minute;
2. The International Code signal of distress indicated by N C;
3. The distand signal, consisting of a square flag, having either above or below it a ball or anything resembling a ball;
4. Rockets or shells as prescribed below for use at night;
5. A continuous sounding with any fog-signal apparatus.

At night —

1. A gun fired at intervals of about a minute;
2. Flames on the vessel (as from a burning tar-barrel, oil-barrel, &c.);
3. Rockets or shells, bursting in the air with a loud report and throwing stars of any colour or description, fired one at a time at shorst intervals;
4. A continuous sounding with any fog-signal apparatus.

Appendix B).

The following Resolutions have been approved of by the Conference, and are recommended to the attention of the Powers represented thereat: —

1. The power of all lights should be expressed by referring them all to one standard, by which the light issuing from the lantern should be measured.
2. The minimum power only of each light should be definitely fixed, leaving it to the judgment of the parties responsible for fitting out the vessels with proper lanterns to employ lamps of this or greater power.
3. The use of incandescent lamps should be permitted; the use of arc lights at present should be excluded for all purposes other than signalling and searching.
4. Each lantern should be so constructed that the minimum power of light can be found at every point where the light is to be visible, after the lamp has been fitted with proper screens.
5. The lanterns should be so constructed as so insure the light having at least the required minimum power in the ideal line connectlng the lantern with the horizon, even though the vessel be heeled one way or the other 10 degrees.
6. The colour of the glasses by which the colouring of the light is to be produced should be so chosen that, if possible, the red light shall have no admixture of green, nor the green light of red rays, and that both colours can be readily and unmistakably distinguished.

7. No detailed description should be internationally adopted for the construction of the lamp or lantern, so that a fair chance may be given to inventors to produce serviceable articles.

8. The side-lights should be so screened as to prevent the most convergent rays of the lights being seen across the bows more than half a point.

9. The side-lights should be placed in steam-vessels not forward of the mast-head light.

10. To meet the number of complaints as to the absence of proper lights on sailing-vessels, the attention of the Powers is called to the better enforcement of the Regulations in that behalf.

11. All steam-whistles, sirens, fog-horns, and bells should be thoroughly tested as to their efficiency, and should be capable of being heard at a stated minimum distance, and should be so regulated that the tones of whistles and sirens should be as distinct as possible from the sound of fog-horns.

12. Steam-vessels should be provided, if possible, with means of blowing off surplus steam when the engines are stopped, in such a manner as to occasion as little noise as possible.

13. In clear weather at sea no vessel should attempt to cross the bows of the leaders of any squadron of three or more ships of war in regular formation, nor unnecessarily to pass through the lines of such squadron.

14. In every case of collision between two vessels it should be the duty of the master or person in charge of each vessel, if and so far as he can do so without serious danger to his own vessel, crew, and passengers (if any), to stay by the other vessel until he has ascertained that she has no need of further assistance, and to render to the other vessel, her master, crew, and passengers (if any), such assistance as may be practicable and as may be necessary in order to save them from any danger caused by the collision, and also to give to the master or person in charge of the other vessel the name of his own vessel and her port of registry, or the port or place to which she belongs, and also the name of the ports and places from which, and to which, she is bound.

Inclosure 2.

Department of State, International Marine Conference,
Washington, December 31, 1889.

Sir, I Have the honour to inform you that the Conference, at a session held on the 30th December, 1889, upon motion of the First Delegate for France, passed the following Resolution: —

Resolved, — That a Final Act be printed showing for each division of the programme, and in the order of the divisions, the Resolutions adopted by the Conference.

This Act to be signed in the name of the Conference by the President and the Secretary.

In compliance with this Resolution I have the honour to transmit said Final Act.

Final Act.

The President of the United States of America, in pursuance of a special provision of Congress, having extended to the Governments of all maritime nations in diplomatic relations with his own an invitation to send Delegates to a Maritime Conference to meet in the city of Washington on the 16th October, 1889, to discuss, revise, and amend the Rules, Regulations, and practice concerning vessels at sea and navigation generally, this International Marine Conference assembled at the time and place designated, and, after careful and patient discussion and consideration of the entire programme, passes the following Resolutions upon the subjects contained under the various General Divisions: —

General Division I.

Marine Signals or other means of plainly indicating the Direction in which Vessels are moving in Fog, Mist, Falling Snow, and Thick Weather, and at Night.

Rules for the prevention of Collisions, and Rules of the Road.

1. Visibility, number, and position of lights to be carried by vessels.
 a) Steamers under way.
 b) Steamers towing.
 c) Vessels under way, but not under command, including steamers laying cable.
 d) Sailing-vessels under way.
 e) Sailing-vessels towing.
 f) Vessels at anchor.
 g) Pilot-Vessels.
 h) Fishing-Vessels.

2. Sound-signals; their character, number, range, and positions of instruments.
 a) For use in fog, mist, falling snow, and thick weather, as position signals.
  For steamers under way.
  For steamers towing.
  For sailing-vessels under way.
  For sailing-vessels towing.
  (These signals to show the approximate course steered if possible).
  For vessels at anchor.
  For vessels under way, but not under command, including steamers laying cable.
 b) For use in all weathers as helm-signals only.
  For steamers meeting or crossing.
  For steamers overtaking.
  For steamers backing.
 c) Wether helm-signal shall be made compulsory or remain optional.

3. Steering and sailing rules.

a) Sailing-vessels meeting, crossing, overtaking, or being overtaken by each other.

b) Steamers meeting, crossing, overtaking, or being overtaken by each other.

c) Sailing-vessels meeting, crossing, overtaking, or being overtaken by steamers.

d) Steamers meeting, crossing, overtaking, or being overtaken by sailing-vessels.

e) Special Rules for channels and tide-ways, where no local Rules exist.

f) Conflict of international and local Rules.

g) Uniform system of commands to the helm.

h) Speed of vessels in thick weather.

Resolved, — That in the opinion of the Conference it is inexpedient to adopt course indicating sound-signals in foggy or thick weather; inasmuch as among the other strong reasons presented by the Sound-Signal Committee, if such signals were used in crowded waters, danger would result from the uncertainty and confusion produced by a multiplicity of signals, and from the false security that would be created in the minds of mariners, and if vessels were navigated in dependence on such signals, when neither could see the other, there would be danger that the officer in Charge might read the signal incorrectly, or, if he read it corretly, would interpret it wrongly.

Regulations for preventing Collisions at Sea.

Preliminary.

These Rules shall be followed by all vessels upon the high seas and in all waters connected therewith, navigable by sea-going vessels.

In the following Rules every steam-vessel which is under sail and not under steam is to be considered a sailing-vessel, and every vessel under steam, whether under sail or not, is to be sonsidered a steam-vessel.

The word »steam-vessel« shall include any vessel propelled by machinery.

A vessel is »under way«, within the meaning of these Rules, when she is not at anchor, or made fast to the shore, or aground.

Rules concerning Lights, &c.

The word »visible« in these Rules when applied to lights shall mean visible on a dark night with a clear atmosphere.

Article I. The Rules concerning lights shall be complied with in all weathers from sunset to sunrise, and during such time no other lights which may be mistaken for the prescribed lights shall be exhibited.

Art. 2. A steam-vessel when under way shall carry —

a) On or in front of the foremast, or if a vessel without a foremast, then in the fore part of the vessel, at a height above the hull of not less than 20 feet, and if the breadth of the vessel exceeds 20 feet, then at a

height above the hull not less than such breadth, so, however, that the light need not be carried at a greater height above the hull than 40 feet, a bright white light, so constructed as to show an unbroken light over an arc of the horizon of 20 points of the compass, so fixed as to throw the light 10 points on each side of the vessel, viz., from right ahead to 2 points abaft the beam on either side, and of such a character as to be visible at a distance of at least 5 miles.

b) On the starboard side a green light so constructed as to show an unbroken light over an arc of the horizon of 10 points of the compass, so fixed as to throw the light from right ahead to 2 points abaft the beam on the starboard side, and of such a character as to be visible at a distance of at least 2 miles.

c) On the port side a red light so constructed as to show an unbroken light over an arc of the horizon of 10 points of the compass, so fixed as to throw the light from right ahead to 2 points abaft the beam on the port side, and of such a character as to be visible at a distance of at least 2 miles.

d) The said green and red side-lights shall be fitted with inboard screens projecting at least 3 feet forward from the light, so as to prevent these lights from being seen across the bow.

e) A steam-vessel when under way may carry an additional white light similar in construction to the light mentioned in subdivision (a). These two lights shall be so placed in line with the keel that one shall be at least 15 feet higher than the other, and in such a position with reference to each other that the lower light shall be forward of the upper one. The vertical distance between these lights shall be less than the horizontal distance.

Art. 3. A steam-vessel when towing another vessel shall, in addition to her side-lights, carry two bright white lights in a vertical line one over the other, not less than 6 feet apart, and when towing more than one vessel shall carry an additional bright white light 6 feet above or below such lights, if the length of the tow, measuring from the stern of the towing-vessel to the stern of the last vessel towed, exceeds 600 feet. Each of these lights shall be of the same construction and character, and shall be carried in the same position as the white light mentioned in Article 2 a), excepting the additional light, which may be carried at a height of not less than 14 feet above the hull.

Such steam-vessel may carry a small white light abaft the funnel or aftermast for the vessel towed to steer by, but such light shall not be visible forward of the beam.

Art. 4. — a) A vessel which from any accident is not under command shall carry at the same height as the white light mentioned in Article 2 a), where they can best be seen, and if a steam-vessel in lieu of that light, two red lights, in a vertical line one over the other, not less than 6 feet apart, and of such a character as to be visible all round the horizon at a distance of at least 2 miles; and shall by day carry in a

vertical line one over the other, not less than 6 feet apart, where they can best be seen, two black balls or shapes, each 2 feet in diameter.

b) A vessel employed in laying or in picking up a telegraph cable shall carry in the same position as the white light mentioned in Article 2 a), and if a steam-vessel in lieu of that light, three lights in a vertical line one over the other, not less than 6 feet apart. The highest and lowest of these lights shall be red, and the middle light shall be white, and they shall be of such a character as to be visible all round the horizon, at a distance of at least 2 miles. By day she shall carry in a vertical line one over the other, not less than 6 feet apart, where they can best be seen, three shapes not less than 2 feet in diameter, of which the highest and lowest shall be globular in shape and red in colour, and the middle one diamond in shape and white.

c) The vessels referred to in this Article, when not making way through the water, shall not carry the side-lights, but when making way shall carry them.

d) The lights and shapes required to be shown by this Article are to be taken by other vessels as signals that the vessel showing them is not under command, and cannot therefore get out of the way.

These signals are not signals of vessels in distress and requiring assistance. Such signals are contained in Article 31.

Art. 5. A sailing-vessel under way, and any vessel being towed, shall carry the same lights as are prescribed by Article 2 for a steam-vessel under way, with the exception of the white lights mentioned therein, which they shall never carry.

Art. 6. Whenever, as in the case of small vessels under way during bad weather, the green and red side-lights cannot be fixed, these lights shall be kept at hand, lighted and ready for use; and shall, on the approach of or to other vessels, be exhibited on their respective sides in sufficient time to prevent collision, in such manner as to make them most visible, and so that the green light shall not be seen on the port side nor the red light on the starboard side, nor if practicable more than 2 points abaft the beam on their respective sides.

To make the use of these portable lights more certain and easy, the lanterns containing them shall each be painted outside with the colour of the light they respectively contain, and shall be provided with proper screens.

Art. 7. Steam-vessels of less than 40, and vessels under oars or sails of less than 20 tons, gross tonnage, respectively, when under way, shall not be obliged to carry the lights mentioned in Article 2 a), b), and c), but if they do not carry them they shall be provided with the following lights: —

1. Steam-vessels of less than 40 tons shall carry —

a) In the fore part of the vessel, or on or in front of the funnel, where it can best be seen, and at a height above the gunwale of not less than 9 feet, a bright white light constructed and fixed as prescribed in Article 2 a), and of such a character as to be visible at a distance of at least 2 miles.

b) Green and red side-lights constructed and fixed as prescribed in Article 2 b) and c), and of such a character as to be visible at a distance of at least 1 mile, or a combined lantern showing a green light and a red light from right ahead to 2 points abaft the beam on their respective sides. Such lantern shall be carried not less than 3 feet below the white light.

2. Small steam-boats, such as are carried by sea-going vessels, may carry the white light at a less height than 9 feet above the gunwale, but it shall be carried above the combined lantern mentioned in subdivision 1 b).

3. Vessels under oars or sails, of less than 20 tons, shall have ready at hand a lantern with a green glass on one side and a red glass on the other, which, on the approach of or to other vessels, shall be exhibited in sufficient time to prevent collision, so that the green light shall not be seen on the port side, nor the red light on the starboard side.

The vessels referred to in this Article shall not be obliged to carry the lights prescribed by Article 4 a), and Article 11, last paragraph.

Art. 8. Pilot-vessels when engaged on their station on pilotage duty shall not show the lights required for other vessels, but shall carry a white light at the masthead, visible all round the horizon, and shall also exhibit a flare-up light or flare-up lights at short intervals, which shall never exceed fifteen minutes.

On the near approach of or to other vessels they shall have their side-lights lighted, ready for use, and shall flash or show them at short intervals, to indicate the direction in which they are heading, but the green light shall not be shown on the port side, nor the red light on the starboard side.

A pilot-vessel of such a class as to be obliged to go alongside of a vessel to put a pilot on board may show the white light instead of carrying it at the masthead, and may, instead of the coloured lights above mentioned, have at hand ready for use a lantern with a green glass on the one side and a red glass on the other, to be used as prescribed above.

Pilot-vessels when not engaged on their station on pilotage duty shall carry lights similar to those of other vessels of their tonnage.

Art. 9. Fishing-vessels and fishing-boats when under way, and when not required by this Article to carry or show the lights therein named, shall carry or show the lights prescribed for vessels of their tonnage under way.

a) Vessels and boats when fishing with drift-nets shall exhibit two white lights from any part of the vessel where they can best be seen. Such lights shall be placed so that the vertical distance between them shall be not less than 6 feet and not more than 10 feet, and so that the horizontal distance between them, measured in a line with the keel, shall be not less than 5 feet and not more than 10 feet. The lower of these two lights shall be the more forward, and both of them shall be of such a character as to show all round the horizon, and to be visible at a distance of not less than 3 miles.

b) Vessels when engaged in trawling, by which is meant the dragging of an apparatus along the bottom of the sea —

1. If steam-vessels, shall carry in the same position as the white light mentioned in Article 2 a) a tricoloured lantern so constructed and fixed as to show a white light from right ahead to 2 points on each bow, and a green light and a red light over an arc of the horizon from 2 points on either bow to 2 points abaft the beam on the starboard and port side respectively; and not less than 6 nor more than 12 feet below the tricoloured lantern, a white light in a lantern, so constructed as to show a clear, uniform, and unbroken light all round the horizon.

2. If sailing-vessels of 7 tons gross tonnage and upwards, shall carry a white light in a lantern, so constructed as to show a clear, uniform, and unbroken light all round the horizon, and shall also be provided with a sufficient supply of red pyrotechnic lights, which shall each burn for at least thirty seconds, and shall be shown on the approach of or to other vessels in sufficient time to prevent collision.

In the Mediterranean Sea, the vessels referred to in subdivision b) 2 may use a flare-up light in lieu of a pyrotechnic light.

All lights mentioned in subdivision b 1) and 2) shall be visible at a distance of at least 2 miles.

3. If sailing-vessels of less than 7 tons gross tonnage, shall not be obliged to carry the white light mentioned in subdivision b 2) of this Article, but if they do not carry such light, they shall have at hand, ready for use, a lantern showing a bright white light, which shall, on the approach of or to other vessels, be exhibited where it can best be seen, in sufficient time to prevent collision; and they shall also show a red pyrotechnic light, as prescribed in subdivision b 2), or in lieu thereof a flare-up light.

c) Vessels and boats when line-fishing with their lines out and attached to their lines, and when not at anchor or stationary, shall carry the same lights as vessels fishing with drift-nets.

d) Fishing-vessels and fishing-boats may at any time use a flare-up light in addition to the lights which they are by this Article required to carry and show. All flare-up lights exhibited by a vessel when trawling or fishing with any kind of drag-net shall be shown as the after part of the vessel, excepting that, if the vessel is hanging by the stern to her fishing gear, they shall be exhibited from the bow.

e) Every fishing-vessel and every boat when at anchor shall exhibit a white light visible all round the horizon at a distance of at least 1 mile.

f) If a vessel or boat when fishing becomes stationary in consequence of her gear getting fast to a rock or other obstruction, she shall show the light and make the fog-signal prescribed for a vessel at anchor, respectively. (See Article 15 d), e), and last paragraph.)

g) In fog, mist, falling snow, or heavy rain-storms, drift-net vessels attached to their nets, and vessels when trawling, dredging, or fishing with any kind of drag-net, and vessels line-fishing with their lines out, shall, if of 20 tons gross tonnage or upwards, respectively, at intervals

of not more than one minute, make a blast; if steam-vessels with the whistle or siren, and if sailing-vessels with the fog-horn, each blast to be followed by ringing the bell.

h) Sailing-vessels or boats fishing with nets or lines or trawls, when under way, shall in daytime indicate their occupation to an approaching vessel by displaying a basket or other efficient signal, where it can best be seen.

The vessels referred to in this Article shall not be obliged to carry the lights prescribed by Article 4 a), and Article 11, last paragraph.

Art. 10. A vessel which is being overtaken by another shall show from her stern to such last-mentioned vessel a white light or a flare-up light.

The white light required to be shown by this Article may be fixed and carried in a lantern, but in such case the lantern shall be so constructed, fitted, and screened that it shall throw an unbroken light over an arc of the horizon of 12 points of the compass, viz., for 6 points from right aft on each side of the vessel, so as to be visible at a distance of at least 1 mile. Such light shall be carried as nearly as practicable on the same level as the side-lights.

Art. 11. A vessel under 150 feet in length, when at anchor, shall carry forward, where it can best be seen, but at a height not exceeding 20 feet above the hull, a white light in a lantern, so constructed as to show a clear, uniform, and unbroken light visible all round the horizon at a distance of at least 1 mile.

A vessel of 150 feet or upwards in length, when at anchor, shall carry in the forward part of the vessel, at a height of not less than 20 and not exceeding 40 feet above the hull, one such light, and at or near the stern of the vessel, and at such a height that it shall be not less than 15 feet lower than the forward light, another such light.

The length of a vessel shall be deemed to be the length appearing in her certificate of registry.

A vessel aground in or near a fairway shall carry the above light or lights and the two red lights prescribed by Article 4 a).

Art. 12. Every vessel may, if necessary in order to attract attention, in addition to the lights which she is by these Rules required to carry, show a flare-up light or use any detonating signal that cannot be mistaken for a distress signal.

Art. 13. Nothing in these Rules shall interfere with the operation of any special Rules, made by the Government of any nation, with respect to additional station and signal-lights for two or more ships of war or for vessels sailing under convoy, or with the exhibition of recognition signals adopted by ship-owners, which have been authorized by their respective Governments and duly registered and published.

Art. 14. A steam-vessel proceeding under sail only, but having her funnel up, shall carry in daytime, forward, where it can best be seen, one black ball or shape 2 feet in diameter.

Sound - Signals for Fog, &c.

Art. 15. All signals prescribed by this Article for vessels under way shall be given —

1. By »steam-vessels« on the whistle or siren.

2. By »sailing-vessels and vessels towed« on the fog-horn.

The words »prolonged blast« used in this Article shall mean a blast of from four to six seconds' duration.

A steam-vessel shall be provided with an efficient whistle or siren, sounded by steam or some substitute for steam, so placed that the sound may not be intercepted by any obstruction, and with an efficient fog-horn, to be sounded by mechanical means, and also with an efficient bell [1]). A sailing-vessel of 20 tons gross tonnage or upwards shall be provided with a similar fog-horn and bell.

In fog, mist, falling snow, or heavy rain-storms, whether by day or night, the signals described in this Article shall be used as follows, viz.: —

a) A steam-vessel having way upon her shall sound, at intervals of not more than two minutes, a prolonged blast.

b) A steam-vessel under way, but stopped and having no way upon her, shall sound at intervals of not more than two minutes, two prolonged blasts, with an interval of about one second between them.

c) A sailing-vessel under way shall sound, at intervals of not more than one minute, when on the starboard tack one blast, when on the port tack two blasts in succesion, and when with the wind abaft the beam three blasts in succession.

d) A vessel when at anchor shall, at intervals of not more than one minute, ring the bell rapidly for about five seconds.

e) A vessel, at anchor at sea, when not in ordinary anchorage ground and when in such a position as to be an obstruction to vessels under way, shall sound, if a steam-vessel, at intervals of not more than two minutes, two prolonged blasts with her whistle or siren, followed by ringing her bell; or, if a sailing-vessel, at intervals of not more than one minute, two blasts with her fog-horn, followed by ringing her bell.

f) A vessel, when towing, shall, instead of the signals prescribed in subdivisions a) and c) of this Article at intervals of not more than two minutes, sound three blasts in succession, viz., one prolonged blast followed by two short blasts. A vessel towed may give this signal, and she shall not give any other.

g) A steam-vessel wishing to indicate to another »The way is off my vessel, you may feel your way past me,« may sound three blasts in succession, viz., short, long, short, with intervals of about one second between them.

h) A vessel employed in laying or in picking up a telegraph cable

1) Note. — In all cases where the Rules require a bell to be used a drum may be substituted on board Turkish vessels, or a gong where such articles are used on board small sea-going vessels.

shall, on hearing the fog-signal of an approaching vessel, sound in answer three prolonged blasts in succession.

i) A vessel under way, which is unable to get out of the way of an approaching vessel through being not under command, or unable to manoeuvre as required by these Rules, shall, on hearing the fog-signal of an approaching vessel, sound in answer four short blasts in succession.

Sailing-vessels and boats of less than 20 tons gross tonnage shall not be obliged to give the above-mentioned signals, but if they do not, they shall make some other efficient sound-signal at intervals of not more than one minute.

Speed of Ships to be Moderate in Fog, &c.

Art. 16. Every vessel shall, in a fog, mist, falling snow, or heavy rain-storms, go at a moderate speed, having careful regard to the existing circumstances and conditions.

A steam-vessel hearing, apparently forward of her beam, the fog-signal of a vessel the position of which is not ascertained, shall, so far as the circumstances of the case admit, stop her engines, and then navigate with caution until danger of collision is over.

Steering and Sailing Rules.

Preliminary. — Risk of Collision.

Risk of collision can, when circumstances permit, be ascertained by carefully watching the compass bearing of an approaching vessel. If the bearing does not appreciably change, such risk should be deemed to exist.

Art. 17. When two sailing-vessels are approaching one another, so as to involve risk of collision, one of them shall keep out of the way of the other, as follows, viz.: —

a) A vessel which is running free shall keep out of the way of a vessel which is close-hauled.

b) A vessel which is close-hauled on the port tack shall keep out of the way of a vessel which is close-hauled on the starboard tack.

c) When both are running free, with the wind on different sides, the vessel which has the wind on the port side shall keep out of the way of the other.

d) When both are running free, with the wind on the same side, the vessel which is to windward shall keep out of the way of the vessel which is to leeward.

e) A vessel which has the wind aft shall keep out of the way of the other vessel.

Art. 18. When two steam-vessels are meeting end on, or nearly end on, so as to involve risk of collision, each shall alter her course to starboard, so that each may pass on the port side of the other.

This Article only applies to cases where vessels are meeting end on, or nearly end on, in such a manner as to involve risk of collision, and

does not apply to two vessels which must, if both keep on their respective courses, pass clear of each other.

The only cases to which it does apply are when each of the two vessels is end on, or nearly end on, to the other; in other words, to cases in which, by day, each vessel sees the masts of the other in a line, or nearly in a line, with her own; and by night, to cases in which each vessel is in such a position as to see both the side-lights of the other.

It does not apply, by day, to cases in which a vessel sees another ahead crossing her own course; or by night, to cases where the red light of one vessel is opposed to the red light of the other, or where the green light of one vessel is opposed to the green light of the other, or where a red light without a green light, or a green light without a red light, is seen ahead, or where both green and red lights are seen anywhere but ahead.

Art. 19. When two steam-vessels are crossing, so as to involve risk of collision, the vessel which has the other on her own starboard side shall keep out of the way of the other.

Art. 20. When a steam-vessel and a sailing-vessel are proceeding in such directions as to involve risk of collision, the steam-vessel shall keep out of the way of the sailing-vessel.

Art. 21. Where by any of these Rules one of two vessels is to keep out of the way, the other shall keep her course and speed.

Art. 22. Every vessel which is directed by these Rules to keep out of the way of another vessel shall, if the circumstances of the case admit, avoid crossing ahead of the other.

Art. 23. Every steam-vessel which is directed by these Rules to keep out of the way of another vessel shall, on approaching her, if necessary, slacken her speed or stop or reverse.

Art. 24. Notwithstanding anything contained in these Rules, every vessel overtacking any other shall keep out of the way of the overtaken vessel.

Every vessel coming up with another vessel from any direction more than 2 points abaft her beam, i.e., in such a position, with reference to the vessel which she is overtaking that at night she would be unable to see either of that vessel's side-lights, shall be deemed to be an overtaking vessel; and no subsequent alteration of the bearing between the two vessels shall make the overtaking vessel a crossing vessel within the meaning of these Rules, or relieve her of the duty of keeping clear of the overtaken vessel until she is finally past and clear.

As by day the overtaking vessel cannot always know with certainty whether she is forward of or abaft this direction from the other vessel she should, if in doubt, assume that she is an overtaking vessel and keep out of the way.

Art. 25. In narrow channels every steam-vessel shall, when it is safe and practicable, keep to that side of the fairway or mid-channel which lies on the starboard side of such vessel.

Art. 26. Sailing-vessels under way shall keep out of the way of

sailing-vessels or boats fishing with nets, or lines, or trawls. This Rule shall not give to any vessel or boat engaged in fishing the right of obstructing a fairway used by vessels other than fishing-vessels or boats.

Art. 27. In obeying and construing these Rules due regard shall be had to all dangers of navigation and collision, and to any special circumstances which may render a departure from the above Rules necessary in order to avoid immediate danger.

Sound-Signals for Vessels in sight of one another.

Art. 28. The words »shorst blast« used in this Article shall mean a blast of about one second's duration.

When vessels are in sight of one another, a steam-vessel under way, in taking any course authorized or required by these Rules, shall indicate that course by the following signals on her whistle or siren, viz.: —

One shorst blast to mean, »I am directing my course to starboard«.

Two shorst blasts to mean, »I am directing my course to port«.

Three shorst blasts to mean, »My engines are going full speed astern«.

No Vessel, under any circumstances, to neglect proper Precautions.

Art. 29. Nothing in these Rules shall exonerate any vessel, or the owner, or master, or crew thereof, from the consequences of any neglect to carry lights or signals, or of any neglect to keep a proper look-out, or of the neglect of any precaution which may be required by the ordinary practice of seamen, or by the special circumstances of the case.

Reservation of Rules for Harbours and Inland Navigation.

Art. 30. Nothing in these Rules shall interfere with the operation of a special Rule, duly made by local authority, relative to the navigation of any harbour, river, or inland waters.

Distress Signals.

Art. 31. When a vessel is in distress and requires assistance from other vessels or from the shore, the following shall be the signals to be used or displayed by her, either together or separately, viz.: —

In the daytime —

1. A gun fired at intervals of about a minute;
2. The international Code signal of distress indicated by NC;
3. The distant signal, consisting of a square flag, having either above or below it a ball or anything a resembling a ball;
4. Rockets or shells as prescribed below for use at night;
5. A continuous sounding with any fog-signal apparatus.

At night —

1. A gun fired at intervals of about a minute;
2. Flames on the vessel (as from a burning tar-barrel, oil-barrel, &c.);
3. Rockets or shells, bursting in the air with a loud report and throwing stars of any colour or description, fired one at a time at short intervals;

4. A continuous sounding with any fog-signal apparatus.

The following Resolutions have been approved of by the Conference, and are recommended to the attention of the Powers represented thereat in an Appendix to Rules of the Road: —

1. The power of all lights should be expressed by referring them all to one standard, by which the light issuing from the lantern should be measured.

2. The minimum power only of each light should be definitely fixed, leaving it to the judgment of the parties responsible for fitting out the vessels with proper lanterns to employ lamps of this or greater power.

3. The use of incandescent lamps should be permitted; the use of arc lights, at present, should be excluded for all purposes other than signalling and searching.

4. Each lantern should be so constructed that the minimum power of light can be found at every point where the light is to be visible after the lamp has been fitted with proper screens.

5. The lanterns should be so constructed as to insure the light having, at least, the required minimum power in the ideal line connecting the lantern with the horizon, even though the vessel be heeled one way or the other 10 degrees.

6. The colour of the glasses by which the colouring of the light is to be produced should be so chosen that, it possible, the red light shall have no admixture of green, nor the green light of red rays, and that both colours can be readily and unmistakably distinguished.

7. No detailed description should be internationally adopted for the construction of the lamp or lantern, so that a fair chance may be given to inventors to produce serviceable articles.

8. The side-lights should be so screened as to prevent the most convergent rays of the light being seen across the bows more than half a point.

9. The side-lights should be placed, in steam vessels, not forward of the masthead-light.

10. To meet the number of complaints as to the absence of proper lights on sailing-vessels, the attention of the Powers is called to the better enforcement of the Regulations in that behalf.

11. All steam-whistles, sirens, fog-horns, and bells should be thoroughly tested as to their efficiency, and should be capable of being heard at a stated minimum distance, and should be so regulated that the tones of whistles and sirens should be as distinct as possible from the sound of fog-horns.

12. Steam-vessels should be provided, if possible, with means of blowing off surplus steam when the engines are stopped, in such a manner as to occasion as little noise as possible.

13. In clear weather at sea no vessel should attempt to cross the bows of the leaders of any squadron of three or more ships of war in regular formation, nor unnecessarily to pass through the lines of such squadron.

14. In every case of collision between two vessels it should be the duty of the master or person in charge of each vessel, if and so far as

he can do so without serious danger to his own vessel, crew, and passengers (if any), to stay by the other vessel until he has ascertained that she has no need of further assistance, and to render to the other vessel, her master, crew, and passengers (if any), such assistance as may be practicable and as may be necessary in order to save them from any danger caused by the collision, and also to give to the master or person in charge of the other vessel the name of his own vessel, and her port of registry, or the port or place to which she belongs, and also the name of the ports and places from which and to which she is bound.

General Division II.

Regulations to determine the Seaworthiness of Vessels.

a) Construction of vessels.
b) Equipment of vessels.
c) Discipline of crew.
d) Sufficiency of crew.
e) Inspection of vessels.
f) Uniform certificates of inspection.

1. It is the opinion of the Conference that, upon the subjects contained in the sections of this Division no International Rule could be made which would secure beneficial results. It is thought that the Conference would be limited in each case to a recommendation fixing a minimum for the objects which it is desired to secure under each of these sections. If such a minimum were made the legal requirement it would have an injurious effect upon the present standard of efficiency in many countries.

2. In other countries where such efficiency does not exist, it is thought that it will be best secured by the same means which have secured it elsewhere, leaving each nation to modify such means in ways which will best adapt them to the particular methods of the respective Governments.

3. Again, it is found that the present Rules existing in different countries upon several of the questions are different in many respects, though probably equally efficient. It would, therefore, become necessary, in forming an International Rule in such cases, to recommend changes in the existing Rules of several countries, which to some of them might be impracticable. This is thought to be undesirable. However, the Conference earnestly recommend that —

4. All vessels, whether propelled by steam or sail, should possess a margin of strength over and above that which is required to enable them to perform the work for which they were designed and built. A chain, a bridge, or any other structure, the failure of which would entail the loss of human life, invariably has a considerable reserve of strength provided; in other words, the admitted working load is always much less than the computed strength, or the strength ascertained by actual test;

certainly, it is no less important that the hull of a vessel should contain a similar reserve.

5. To attempt to formulate Rules for the construction of vessels of all sizes and for all trades would far exceed the province of this Conference; and, besides, any arbitrary Rules would probably much hamper the advance in design and the method of construction.

6. Therefore, to obtain as much as seems to be practicable in this direction, it is desirable to rely upon efficient and oft-repeated inspection, when, upon the least indication of distress or of rupture showing, very substantial additions should be made before the vessel is allowed again to proceed to sea.

7. Ocean-going steam-vessel which carry passengers should be additionally protected by having efficient bulkheads, so spaced that when any two compartments be filled with water, the vessels will still remain in a seaworthy condition, and two, at least, of the amidships bulkheads should be tested by water-pressure to the height of the deck next above the water-line.

General Division III.

Draft to which Vessels should be restricted when loaded.

»Uniform maximum load-mark«.

The Conference are led to believe that notwithstanding the advantages which would be connected with the introduction of a uniform system of load-marks, this matter is not ripe for consideration by this Conference, and that it ought to be left to the negotiations to be carried on between the Governments of the maritime nations.

General Division IV.

Uniform Regulations regarding the Designating and Marking of Vessels.

a) Position of name on vessel.
b) Position of name of port of registry on vessel.
c) Size of lettering.
d) Uniform system of draught-marks.

1. The name of every registered merchant-vessel shall be marked upon each bow and upon the stern, and the port of registry of every such vessel shall be marked upon the stern.

These names shall be marked in Roman letters in a light colour on a dark ground, or in a dark colour on a light ground, and to be destinctly visible.

The smallest letters used shall not be less than 4 inches high.

2. The draught of every registered vessel shall be marked upon the stern and stern-post in English feet or decimeters, in either Arabic or Roman numerals. The bottom of each numeral shall indicate the draft to that line.

General Division V.

Saving Life and Property from Shipwreck.

1. Saving of life and property from shipwreck at sea.

a) Duties of vessels after collision.

b) Apparatus for life saving to be carried on board ship. (Life-boats, life-preservers, life-rafts, pumps, and fire-extinguishing apparatus).

c) The use of oil and the necessary apparatus for its use.

d) Uniform inspections as to (b) and (c).

2. Saving of live and property from shipwreck by operations from shore.

a) Organization of, and methods employed by, life-saving institutions.

b) The employment of drilled and disciplined crews at life-saving stations.

c) The maintenance of a patrol upon dangerous coasts by night, and during thick weather by day, for warning off vessels standing into danger, and for the early discovery of wrecks.

d) Uniform means of transmitting information between stranded vessels and the shore.

e) Life-boats, life-saving apparatus and appliances.

3. Official inquiries into causes and circumstances of shipwrecks and other casualties.

1) Resolved, — In every case of collision between two vessels, it shall be the duty of the master or person in charge of each vessel, if and so far as he can do so without danger to his own vessel, crew, and passengers (if any), to stay by the other vessel until he has ascertained that she has no need of further assistance, and to render to the other vessel, her master, crew, and passengers (if any), such assistance as may be practicable, and as may be necessary in order to save them from any danger caused by the collision; and also to give to the master or person in charge of the other vessel the name of his own vessel, and of her port of registry, or of the port or place to which she belongs, and also the names of the ports and places from which and to which she is bound.

2) Revolved, — That the Conference approve of the principle of the Rules made by the Board of Trade of Great Britain under »The Merchant Shipping (Life-Saving Appliances) Act, 1888,« relating to boats and appliances to be carried on board ship for saving life; and recommend that the several Governments adopt measures to secure compliance with this principle in regard to such boats and appliances for vessels of 150 tons and upwards gross tonnage.

It is also recommended that the principle of these Rules be extended to all smaller craft, as far as practicable; and that each vessel of this class should carry at least one life-buoy of approved pattern and material, and for every person on board an efficient life-belt or jacket.

3) Resolved, — That the Conference recommend that the several Governments require all their sea-going vessels to carry a sufficient quantity

of animal or vegetable oil, for the purpose of calming the sea in rough weather, together with suitable means for applying it.

4) Resolved, — That the Conference recommend that all institutions for saving life from wrecked vessels prepare uniform instructions to mariners with reference to their co-operation with those attempting their rescue from the shore, and that said instructions include the following signals: —

Upon the discovery of a wreck by night the life-saving force will burn a red pyrotechnic light or a red rocket to signify »You are seen; assistence will be given as soon as possible.«

A red flag waved on shore by day, or a red light, red rocket, or red Roman candle displayed by night will signify »Haul away.«

A white flag waved on shore by day, or a white light slowly swung back and forth, or a white rocket or white Roman candle fired by night, will signify »Slack away.«

Two flags, a white and a red, waved at the same time on shore by day, or two lights, a white and a red, slowly swung at the same time, or a blue pyrotechnic light burned by night, will signify »Do not attempt to land in your own boats. It is impossible.«

A man on shore beckoning, by day, or two torches burning near together, by night, will signify »This is the best place to land.«

Any of these signals may be answered from the vessel as follows: In the daytime by waving a flag, a handkerchief, a hat, or even the hand; at night by firing a rocket, a blue light or a gun, or by showing a light over the ship's gunwale for a short time and then concealing it.

And it is recommended that the several Governments take measures to keep all their sea-going vessels supplied with copies of such instructions.

6. Resolved, — That the Conference recommend that the several nations provide by legislative enactments for official inquiry into the causes and circumstances of all ship-wrecks and other serious casualties happening to their vessels.

General Division VI.

Necessary Qualifications for Officers and Seamen, including Tests for Sight and Colour Blindness.

a) A uniform system of examination for the different grades.

b) Uniform tests for visual power and colour-blindness.

c) General knowledge of methods employed at life-saving stations.

d) Uniform certificates of qualification.

1. Every man or boy going to sea as a seamen, or with the intention of becoming a seaman, should be examined for visual power and colour-blindness; and no man or boy should be permitted to serve on board any vessel in the capacity of seaman, or where he will have to stand look-out, whose visual power is below one-half normal, or who is red and green colour-blind.

2. Every man who shall qualify as an officer or as a pilot of a registered vessel after the adoption of these Rules, except engineer officers, shall be required to have a certificate that he has the necessary visual power, and that he is not red and green blind. He shall also have a certificate that he is familiar with the Regulations for preventing collisions at sea, and with the duties required of him in co-operating with a life-saving station in case his vessel is stranded.

3. It is recommended that each country provide means which will enable any boy or man intending to go to sea to have his eyes examined for visual power and colour-blindness, and to obtain a certificate of the result, also to enable the master of any vessel to have the eyes of any of his crew tested for the same purpose.

It is the opinion of the Conference that defective visual power and colour-blindness are sources of danger at sea. The first both by day and night, because of the inability of the short-sighted to see objects at a sufficient distance. Colour-blindness is a source of danger, more especially at night, because of the inability of a colour-blind person to distinguish between the red and green side-lights. The inability on the part of an officer look-out to distinguish the colour of buoys may be a cause of accident in broad daylight.

It is the opinion of the Conference, however, that tests for these defects need not be enforced in the cases of masters and mates who already occupy such positions.

The Conference purposely avoid making any recommendation as to the methods to be used in making such tests for visual power and colour-blindness, or in conducting the necessary examinations for officers. It is thought that the desired objects will be best secured by leaving each country to employ the methods which may seem most suitable.

General Division VII.

Lanes for Steamers on frequented Routes.

a) With regard to the avoidance of steamer collisions.
b) With regard to the safety of fishermen.

After consideration of various routes the Conference concluded to report only upon the North Atlantic route between ports of North America and ports of Northern Europe as the route upon which there was apparently the greater demand for such lanes, if such could be advantageously laid down on any ocean or sea.

It appears that the adherence of fast steam passenger-vessels to certain southerly routes would tend to the avoidance of fog and ice, and the Conference adopted a Resolution to the effect that it was desirable during the spring and summer months that such vessels should follow a southern route which would clear the Banks of Newfoundland, and be likely to the clear of fog and ice, but when it came to proposing any plan to make such ocean lanes compulsory, the Conference found the sub-

ject one of such difficulty that they do not recommend a proposition of that nature.

The difficulty of enforcing the present Rule providing for moderate speed in thick weather suggests what greater difficulties would be met with in enforcing lane routes if made compulsory, and it was not thought desirable to lay down routes by international agreement unless they were to be made compulsory for swift steamers.

Routes that might be proposed would be in danger of invasion by ice during the spring and summer months, and at all times would be crossed by sailing-vessels and steamers going north and south. If laid down on parallels of latitude which seemed to favour one seaport at the expense of another, or the ports of one country at the expense of the ports of another country, they would arouse opposition that would probably prevent their adoption.

It is possible that even in the near future vessels may be employed of such power and speed that all such considerations may have to give way to the paramount consideration of safety, but, so far as shown to the Conference, present conditions do not seem to justify an international agreement to that effect. It was not shown to the Conference that collisions in mid-ocean between fast ocean steamers had taken place, or that the danger was great enough to justify enforced adherence to certain lanes. Collisions between fast steam-ships, so far, have occurred nearer the coasts where all tracks must converge.

The Conference believe, however, that the voluntary establishment of, and adherence to, particular routes by the different Steam-ship Companies, for different seasons of the year, is very desirable. In fact, the Conference are of the opinion that such action by the Steam-ship Companies, with the experience to be gained thereby, would be quite essential before any concerted action by the Maritime Powers could be profitably taken.

The Conference therefore strongly recommend that the Companies interested should, by mutual agreement, after consultation together, establish routes for the different lines, and make them public, in order that the Hydrographic Offices of the various Governments may publish them for the information of navigators.

The Conference have considered the opinions of several persons in the printed matter that has been laid before them. With the exception of one or two definite propositions, the literature before the Conference does not show how such lane routes could be laid down. Even those containing such propositions arrive at the conclusion that such routes could not be made compulsory.

With regard to the safety of fishermen upon the North Atlantic Ocean, the Conference are of opinion that their safety would be best promoted by unceasing vigilance on the part of the fishermen, and by careful compliance by all with the present Rules for the prevention of collisions, especially as to the efficiency of lights and sound-signals. If lanes were established which carried the fast steamers clear of the Banks frequented by the fishermen it might promote such a sense of security on their part

as would tend to carelessness with reference to the Rules as at present laid down, and lead to danger from the slower vessels which would still frequent the Banks.

During the months when the fishing-vessels most frequent the Banks the fear of encountering fog and ice leads many of the steamers to go south of them.

Quick passages are what the steam-vessels aim at in response to the public demand for swift passenger and mail service, and if they were compelled to obey existing Rules regarding moderate speed in fogs at all times and in all places they would avoid the Banks still more in order to go clear of fogs; and thus it seems that the solution of the problem before the Conference, namely, of how to induce steam-ships of great speed to take safer routes to avoid fogs, ice, and danger of collision with fishermen and other vessels, is in compelling obedience to the present Rules regarding moderate speed in thick weather. The enforcement of these Rules would make it for the interest of such vessels to take routes comparatively clear of fogs and ice, and thus attain the end which compulsory legislation might fail do to.

From the correspondence placed before the Conference regarding the dangers of fishermen upon the Banks, it will be observed that vigilance regarding lights and sound-signals have been found efficient safeguards in most instances.

General Division VIII.

Night Signals for communicating Information at Sea.

a) A Code to be used in connection with the International Code Signal Book.

b) Or a Supplementary Code of limited scope to convey information of special importance to passing vessels.

c) Distress signals.

With regard to subsections a) and b) of General Division VIII, the Conference have considered systems of night-signals with ordinary coloured lights, but the objection exists that they cannot be seen so far as a white light. It is the opinion of the Conference that night-signalling at sea can better be carried on by a system of long and short flashes from a white light than by any system in which coloured lights are used.

The Conference have concluded that the systems of signalling by pyrotechnic lights which have been brought to their notice are too expensive for general use.

The Conference have had before them »a Supplementary Code of limited scope to convey information of special importance to passing vessels,« which has been prepared by a Committee of the British Board of Trade, and has been presented by the British Government to the various Powers for their consideration.

The Conference, after careful consideration, recommend the adoption, for optional use, of that Supplementary Code, with the following change:

To strike out signal PG, »Beware of derelict dangerous to navigation,« and substitute in its place NP, »I want assistance. Remain by me.«

The Conference decided upon the following fog-signals, to be allotted to pilots and to vessels seeking pilots: —

For vessels requiring pilots — a prolonged blast followed by a short blast ——— —.

For pilots wishing to offer their services — short blast followed by a long blast — ———.

And the Conference recommend that they be inserted in the International Code Book under the Pilot-Signals.

The Conference suggest that the complete alphabet of the Morse Code be inserted in the International Code Book for optional use.

General Division IX.

Warnings of approaching Storms.

a) The transmission of warnings.

b) The uniformity of signals employed.

The preparation of weather forecasts and the transmission of warnings regarding expected storms must, by the very nature of the subject, be dealt with locally; and it is in the opinion of the Conference very questionable whether any useful purpose would be gained by the adoption of uniformity of methods, except so far as the general progress of scientific knowledge indicates the direction of possible improvement; and this, it is hardly necessary to say, is more likely to be secured by work carried on independently rather than under any uniform system.

The Conference invite the maritime countries interested to take into consideration the establishment of a uniform system of indicating storm warnings by day and by night, and that such a system should, as far as possible, include signals indicating whether the storm is approaching or has passed the station.

General Division X.

Reporting, marking, and removing Dangerous Wrecks or Obstructions to Navigation.

a) A uniform method of reporting and marking dangerous wrecks and derelicts.

b) The division of the labour, cost, and responsibility among the several maritime nations, either by geographical apportionment or otherwise: —

Of the removal of dangerous derelicts;

And of searching for doubtful dangers with a view of removing them from the charts.

Resolutions submitted for the consideration of the Powers.

1. That it is advisable to make it the duty of any of the officers or of the crew of a wreck or derelict to report, as soon as possible after

landing, to the nearest harbour authority, if necessary through their Consul, as follows: —

a) Name of the vessel abandoned.

b) Her distinguishing number.

c) Name of her home port, port from which she sailed, and place of destination.

d) General description of vessel and her rig.

e) Place where abandoned (latitude and longitude as near as possible).

f) Weather and current experienced before leaving the vessel, and in case she was a derelict, the direction in which she would most likely drift.

g) Whether or not it is intended to take any steps toward her recovery.

2. That a similar report should be made to the same authorities by the master of any vessel sighting a wreck or derelict, and a suitable entry made in the ship's log.

3. That such reports should be published in »Notices to Mariners«, the daily press, and, if necessary, by giving telegraphic information to the ports which it most concerns.

4. That it is advisable to make it the duty of every commander or master of a vessel to report the fact that an iceberg or dangerous field ice has been sighted, or a shoal, reef, or other obstruction has been discovered, to the harbour authorities or the Hydrographic Office of that country to which the port next reached belongs, giving a full description of the obstruction, and all facts that may lead to the determination of its position; for instance, the time elapsed since the last reliable astronomical observation, and the rate of the chronometer. If the obstruction be a shoal or reef, the depth of water actually obtained by sounding on it should be given. Also, when land is in sight, the position of any off-lying shoal or reef should be determined by compass bearings of fixed objects in view; the error of the compass being stated, with information as to how and when that error was observed. Angles should also be taken between such objects, and a drawing of the coast and the position of the observer be added.

5. That whenever practicable it shall be the duty of the crew before abandoning a vessel a) to hoist some distinctive signal, as: BCF, »Abandoned by the crew«, or CRTG, »Derelict«, or a ball, shape, or other similar mark, where it can best be seen, and where it should not be mistaken for any other authorized signal; b) to let go the sheets and halliards of such sails as are not furled.

6. That the different Maritime Powers interested in the navigation of that portion of the North Atlantic Ocean bordering the American coast, and situated westward of a line drawn from the Bermuda Islands to Cape Race, Newfoundland, be invited to come to an agreement respecting the removal of derelicts in these waters under due official supervision.

7. That in countries which, by Treaty, have acknowledged the exterritoriality of subjects of other Powers and their property, the Consul or Consuls concerned shall be instructed not to withhold his or their con-

sent to the destruction of a wreck or parts thereof, if it is shown that the wreck constitutes a danger to passing vessels, and if there is no apparent possibility that it will be removed within a reasonable time by the owners or the Insurance Companies interested.

General Division XI.

Notice of Dangers to Navigation.

Notice of Changes in Lights, Buoys, and other Day and Night Marks.

a) A uniform method of taking bearings, of designating them (whether true or magnetic), and of reporting them.

b) A uniform method of reporting, indicating, and exchanging information by the several maritime nations, to include the form of »Notices to Mariners«.

c) A uniform method of distributing this information.

The Conference invite the several Maritime Powers to consider the following Resolutions, with a view to establishing uniformity in the subjects treated in »Notices to Mariners« and »Light Lists«: —

1. That all bearings should be given from seaward.

2. That the bearings of cuts of different coloured sectors of lights or bearings of lights defining a narrow channel should be expressed in degrees where practicable.

3. That all bearings expressed in degrees should count from north and south, from 0^0 to 90^0, towards east and west.

4. That in designating bearings the letter E shall designate east and the letter W shall designate west.

5. That whenever bearings are given the variation of the compass at the place should be stated.

6. That distances should be expressed in nautical miles and fractions thereof. The word »cable« should mean the tenth part of a nautical mile.

7. That whenever the longitude of a position is given, it should be stated which prime meridian is adopted, and if other than that of Greenwich or Paris, the difference of longitude should also be stated.

8. That in defining the visibility of a light it should be stated whether the distance is for »clear« or »mean« state of the weather.

9. That where the geographical range of a light is given it should be calculated as seen at high water from an observer 15 feet, or 5 metres, above the sea.

10. That a uniform classification of lights, based on luminous intensity and on the character as seen by the mariner, should be adopted.

11. That the Central Offices that issue »Notices to Mariners« or »Light Lists« should be permitted to correspond direct on such subjects.

12. That from countries where »Notices to Mariners« are published only in newspapers, copies of such papers should be sent to the various Hydrographic Offices.

General Division XII.

A uniform System of Buoys and Beacons.

a) Uniformity in colour of buoys.

b) Uniformity in numbering of buoys.

On the principle of using four colours to mark the four sides of a shoal, the Conference put forward the following scheme, based on the least change that would be necessary in altering the present systems to a uniform plan, and they bring it to the notice of the countries interested as an example showing that uniformity is attainable if they will agree to consider the subject.

All shoals marked on the compass system to be marked —

On the North side by a single Black or White colour.

South side by Red.

East side by half Red and half White combined.

West side by half White and half Black combined.

On Rocks in Fairway, with channels on either hand, to be marked Black or Red, with horizontal bands.

If such colours were adopted, then the following changes of colour would be necessary: —

The marks on the North side of a shoal would remain coloured Black or White as they now are in all countries using the compass system.

The marks on the South side of a shoal would in —

Norway, have to be changed from White to Red.

The marks on the East side of a shoal would in —

Norway,	have to be changed from	Black	to half Red and half White.
Sweden,	do.	Black and White	do.
Denmark,	do.	Red	do.

The marks on the West side of a shoal would in —

Norway, Denmark,	have to be changed from	White	to half White and half Black.
Sweden,	do.	Red	do.
Finland,	do.	White and Red.	do.

The marks on a rock in Fairway, with channel on either side, if a white horizontal band is generally adopted, would in Russia have to be changed from Black to Black or Red with White horizontal bands, in agreement with the other countries.

The Conference invite the various Powers interested to consider the following general principles, which they put forward as a basis on which to build up a uniform international buoyage system for districts other than those where the compass system is in use.

The term »starboard-hand« shall denote that side of a navigable channel which is on the right hand of the mariner entering from seaward; the term »port-hand« shall denote that side which is on the left hand under the same circumstances.

Colour. — Buoys defining the starboard-hand shall be painted a single red colour.

Buoys defining the port-hand shall be painted a single black colour, or a parti-colour.

Buoys defining middle grounds shall be painted with horizontal bands.

Form. — Wherever form is used as a distinctive character —

Buoys defining the starboard-hand shall be conical, and those defining the port-hand shall be can or spar.

Top Marks. — Countries where form is not used as a distinctive character for buoys may adopt as another distinctive feature for the buoys on either side of a channel, topmarks resembling a cone to be used on the starboard side, or a cylinder on the port side of a channel.

Numbers and Letters. — Numbers, letters, and names may be painted on the buoys, but they must never be so large as to interfere with their distinctive colouring.

Wherever numbers and letters are used they shall be in consecutive order, commencing from seaward.

Buoying and marking of Wrecks. — a) All buoys and the top-sides of vessels used for the marking of wrecks, shall be painted green with a suitable white inscription.

b) Where it is practicable, by day one ball shall be exhibited on the side of the vessel nearest the wreck, and two placed vertically on the other side; three fixed white lights similarly arranged, but not the ordinary riding light, shall be shown from sunset to sunrise.

General Division XIII.

The Establishment of a Permanent International Maritime Commission.

a) The composition of the Commission.

b) Its powers and authority.

Resolved, — That for the present the establishment of a Permanent International Maritime Commission is not considered expedient.

On the 31st December, the programme having been completed, the following Resolutions were adopted: —

On motion of Mr. Hall (Great Britain):

Resolved, — That a cordial vote of thanks be tendered by the Conference to its President, Rear-Admiral Samuel R. Franklin, for his corteous, impartial, and able conduct in the chair.

On motion of Dr. Sieveking (Germany):

Resolved, — That the thanks of the Conference be expressed to the Secretaries of the Conference and to the officers detailed by the United States' Government, for their assiduous services and the valuable assistance given by them to the works of the Conference.

On motion of Captain Richard (France):

That the names of the various Secretaries, given herewith, be added to the Resolution of Dr. Sieveking: —

Lieutenant Vincendon L. Cottman, Mr. Cecil A. Spring Rice, M. Walter Blaess, M. Charles Ribière, Permanent Secretaries;

Lieutenant Frank E. Beatty, Lieutenant Edward D. Bostick, Lieutenant

Ridgely Hunt, Lieutenant John F. Newton, Ensign William L. Howard, Secretaries to Committees.

The Conference recommend that a copy of this Final Act be transmitted to the various Powers represented.

In the name of the International Marine Conference,

I am, &c.

(Signed) *S. R. Franklin,*
Rear-Admiral, United States' Navy, President.
(Signed) *V. L. Cottman,*
Lieutenant, United States' Navy, Secretary.

Hon. James G. Blaine,
Secretary of State, Department of State.

6.

ALLEMAGNE, SUISSE.

Traité d'établissement; signé à Berne le 31 mai 1890 [1]).

Reichs-Gesetzblatt 1890, S. 131.

Seine Majestät der Deutsche Kaiser und die Schweizerische Eidgenossenschaft, von dem Wunsche beseelt, die zwischen dem Deutschen Reich und der Schweiz bestehenden freundschaftlichen Beziehungen zu erhalten und zu befestigen, und von der Absicht geleitet, die Bedingungen für die Niederlassung der Angehörigen des Deutschen Reichs in der Schweiz und der Angehörigen der Schweiz im Deutschen Reich, sowie die wechselseitige Unterstützung Hülfsbedürftiger neu zu regeln, sind übereingekommen, zu diesem Ende einen Vertrag abzuschliessen, und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Seine Majestät der Deutsche Kaiser:

Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei der Schweizerischen Eidgenossenschaft, Wirklichen Geheimen Legationsrath und Kammerherrn Herrn Otto von Bülow,

und

der Schweizerische Bundesrath:

den Herrn Bundesrath Numa Droz, Chef des schweizerischen Departements des Auswärtigen,

welche, nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen

---

1) Les ratifications ont été échangées à Berne le 3 juillet 1890.

Vollmachten, sich, vorbehaltlich der beiderseitigen Ratifikation, über folgende Artikel geeinigt haben.

Artikel 1.

Die Deutschen sind in jedem Kanton der Eidgenossenschaft in Bezug auf Person und Eigenthum auf dem nämlichen Fusse und auf die nämliche Weise aufzunehmen und zu behandeln, wie es die Angehörigen der anderen Kantone sind oder noch werden sollten. Sie können insbesondere in der Schweiz ab- und zugehen und sich daselbst dauernd oder zeitweilig aufhalten, wenn sie den Gesetzen und Polizeiverordnungen nachleben.

Jede Art von Gewerbe und Handel, welche den Angehörigen der verschiedenen Kantone erlaubt ist, wird es auf gleiche Weise auch den Deutschen sein, und zwar ohne dass ihnen eine pekuniäre oder sonstige Mehrleistung auferlegt werden darf.

Artikel 2.

Um die in dem Artikel 1 bezeichneten Rechte beanspruchen können, müssen die Deutschen mit einem Zeugniss ihrer Gesandtschaft versehen sein, durch welches bescheinigt wird, dass der Inhaber die deutsche Reichsangehörigkeit besitzt und einen unbescholtenen Leumund geniesst.

Artikel 3.

Die Schweizer werden in Deutschland unter der im Artikel 2 des gegenwärtigen Vertrages enthaltenen Voraussetzung die nämlichen Rechte und Vortheile geniessen, wie sie der Artikel 1 des gegenwärtigen Vertrages den Deutschen in der Schweiz zusichert.

Artikel 4.

Durch die Bestimmungen der vorstehenden Artikel wird das Recht eines jeden der vertragenden Theile, Angehörigen des anderen Theiles, entweder in Folge gerichtlichen Urtheils oder aus Gründen der inneren und äusseren Sicherheit des Staates, oder auch aus Gründen der Armen- und Sittenpolizei den Aufenthalt zu versagen, nicht berührt.

Artikel 5.

Die Angehörigen des einen der beiden Länder, welche in dem anderen wohnhaft sind, bleiben den Gesetzen ihres Vaterlandes über die Militärpflicht oder die an deren Stelle tretende Ersatzleistung unterworfen und können deshalb in dem Lande, in welchem sie sich aufhalten, weder zu persönlichem Militärdienste irgend einer Art, noch zu einer Ersatzleistung angehalten werden.

Artikel 6.

Im Falle eines Krieges oder einer Enteignung zum öffentlichen Nutzen sollen die Bürger des einen Landes, die in dem anderen wohnen oder niedergelassen sind, den Bürgern des Landes bezüglich des Schadenersatzes für die erlittenen Beschädigungen gleichgehalten werden.

Artikel 7.

Jeder Vortheil in Bezug auf Niederlassung und Gewerbeausübung, den der eine der vertragenden Theile irgend einer dritten Macht, auf welche Weise es immer sei, gewährt haben möchte oder in Zukunft noch gewähren sollte, wird in gleicher Weise und zu gleicher Zeit gegenüber dem anderen vertragenden Theile zur Anwendung kommen, ohne dass hierfür der Abschluss einer besonderen Uebereinkunft nöthig wird.

Artikel 8.

Die Angehörigen des einen Theiles, welche sich auf dem Gebiete des anderen Theiles befinden, aufhalten oder niedergelassen haben und in die Lage kommen sollten, auf Grund der Bestimmungen des Artikels 4 weggewiesen zu werden, sollen sammt Familie auf Verlangen des ausweisenden Theiles jederzeit von dem anderen Theile wieder übernommen werden.

Unter gleichen Voraussetzungen verpflichtet sich jeder Theil, seine vormaligen Angehörigen, auch wenn sie das Staatsbürgerrecht nach der inländischen Gesetzgebung bereits verloren haben, solange sie nicht dem anderen oder einem dritten Staate angehörig geworden sind, auf Verlangen des anderen Theiles wieder zu übernehmen.

Eine polizeiliche Zuweisung soll jedoch, sofern nicht das Heimathrecht des Zuzuweisenden durch eine noch gültige unverdächtige Heimathurkunde dargethan ist, gegenseitig nicht stattfinden, bevor die Frage der Uebernahmepflicht erledigt und die letztere von dem pflichtigen Theile ausdrücklich anerkannt ist.

Die Transportkosten bis zur Grenze zwischen Deutschland und der Schweiz werden von dem zuweisenden Theile getragen.

Artikel 9.

Beide Theile behalten sich in Bezug auf solche Personen, welche vor Erfüllung ihrer Militärpflicht die Staatsangehörigkeit gewechselt haben, das Recht vor, ihnen die Befugniss zum bleibenden Aufenthalte oder die Niederlassung in ihrem früheren Heimathlande zu untersagen.

Artikel 10.

Die deutschen Eigenthümer oder Bebauer von Grundstücken in der Schweiz und umgekehrt die schweizerischen Eigenthümer oder Bebauer von Grundstücken im Gebiete des Deutschen Reichs geniessen in Bezug auf die Bewirthschaftung ihrer Güter die nämlichen Vortheile, wie die am gleichen Orte wohnenden Inländer, unter der Bedingung, dass sie sich allen für die Landesangehörigen geltenden Verwaltungs- und Polizeiverordnungen unterwerfen.

Artikel 11.

Jeder der vertragenden Theile verpflichtet sich, dafür zu sorgen, dass in seinem Gebiete denjenigen hülfsbedürftigen Angehörigen des anderen Theiles, welche der Kur und Verpflegung benöthigt sind, diese nach den am Aufenthaltsorte für die Verpflegung der eigenen Angehörigen bestehen-

den Grundsätzen bis dahin zu Theil werde, wo ihre Rückkehr in die Heimath ohne Nachtheil für ihre und Anderer Gesundheit geschehen kann.

Ein Ersatz der hierdurch oder durch die Beerdigung Verstorbener erwachsenden Kosten kann gegen die Staats-, Gemeinde- oder andere öffentliche Kassen desjenigen der vertragenden Theile, welchem der Hülfsbedürftige angehört, nicht beansprucht werden. Für den Fall, dass der Hülfsbedürftige selbst, oder dass andere privatrechtlich Verpflichtete zum Ersatz der Kosten im Stande sind, bleiben die Ansprüche an diese vorbehalten.

Die vertragenden Theile sichern sich auch wechselseitig zu, auf Antrag der zuständigen Behörde die nach der Landesgesetzgebung zulässige Hülfe zu leisten, damit denjenigen, welche die Kosten bestritten haben, diese nach billigen Ansätzen erstattet werden.

Artikel 12.

Der gegenwärtige Vertrag soll am 20. Juli 1890 in Wirksamkeit treten und bis zum 31. Dezember 1900 in Kraft verbleiben.

Im Falle keiner der vertragenden Theile zwölf Monate vor dem Ablaufe des gedachten Zeitraumes seine Absicht, die Wirkungen des Vertrages aufhören zu lassen, kundgegeben haben sollte, bleibt derselbe in Geltung bis zum Ablaufe eines Jahres von dem Tage an, an welchem der eine oder der andere der vertragenden Theile ihn gekündigt hat.

Gegenwärtiger Vertrag soll baldmöglichst ratifizirt und die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden spätestens bis zum 10. Juli dieses Jahres in Bern bewirkt werden.

Dessen zur Urkunde

haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den vorstehenden Vertrag unterzeichnet, unter Beidrückung ihrer Siegel.

So geschehen in Bern, den 31. Mai 1890.

(L. S.) *Otto von Bülow.*
(L. S.) *Droz.*

Schlussprotokoll.

Vor Unterzeichnung des vorliegenden Niederlassungsvertrages haben die unterzeichneten Bevollmächtigten kraft Ermächtigung ihrer beiderseitigen Regierungen eine Verständigung über folgende Punkte getroffen:

1. Bezüglich der bayerischen Staatsangehörigen ist der Königlich bayerische Gesandte bei der Eidgenossenschaft zur Ausstellung des im Artikel 2 erwähnten Zeugnisses zuständig.

2. Solange die Schweiz vermöge ihrer Gesetzgebung nicht eine Bestimmung darüber trifft, dass für ihre Angehörigen, um die Rechte dieses Vertrages im Deutschen Reich zu beanspruchen, das im Artikel 2 erwähnte Zeugniss ausschliesslich von ihrer Gesandtschaft und ihren Konsulaten in Deutschland ausgestellt werden muss, werden die deutschen Behörden einem von der betreffenden schweizerischen Gemeindebehörde ausgestellten Heimathschein und einem von dieser ertheilten Leumundszeugniss, sofern diese Ur-

kunden von der zuständigen Behörde des Heimathkantons beglaubigt sind, dieselbe Bedeutung wie dem im Artikel 2 erwähnten gesandtschaftlichen Zeugnis beilegen.

3. Die Angehörigen des einen Vertragsstaates, welche kraft des Vertrages vom 27. April 1876 im Gebiete des anderen in gesetzmässiger Weise die Niederlassung erhalten haben, werden derselben ohne weitere Förmlichkeit nach den Bestimmungen des heutigen Vertrages theilhaftig bleiben.

4. In Bezug auf die Heimbeförderung der unter Artikel 8 des heutigen Vertrages erwähnten Personen werden die mittelst Zusatzprotokolls vom 21. Dezember 1881 zu dem Niederlassungsvertrage vom 27. April 1876 festgesetzten Bestimmungen solange in Wirksamkeit bleiben, als nicht das genannte Protokoll durch ein neues Uebereinkommen zwischen beiden Regierungen ersetzt sein wird.

5. Die beiden kontrahierenden Staaten geben sich die gegenseitige Zusicherung, dass in allen Fällen, wo der Artikel 9 in Anwendung kommen wird, der Ausweisung vorausgehend, die Verhältnisse genau untersucht und erwogen werden sollen, und insofern die Umstände ergeben, dass der Nationalitätswechsel bona fide und nicht zum Zweck der Umgehung der Militärpflicht erfolgt ist, die Ausweisung unterbleiben soll.

Gegenwärtiges Protokoll soll die gleiche Kraft haben, wie wenn es wörtlich in dem Vertrage vom heutigen Tage stünde. Es ist von den beiden Vertragsparteien zu ratifiziren, und die Ratifikationen sind in Bern am gleichen Tage und zu gleicher Zeit wie diejenigen des Hauptvertrages auszuwechseln.

Dessen zur Urkunde

haben die Unterzeichneten das gegenwärtige Protokoll in doppeltem Original unterzeichnet und ihre Wappensiegel beigedrückt zu Bern am 31. Mai 1889.

(L. S.) ***Otto von Bülow.***
(L. S.) ***Droz.***

Der vorstehende Vertrag nebst Schlussprotokoll ist ratifizirt worden und die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden hat am 8. Juli 1890 in Bern stattgefunden.

7.

ARGENTINE, AUTRICHE-HONGRIE, BELGIQUE, CHILI, CONGO, COSTA-RICA, DANEMARK, ESPAGNE, ÉTATS-UNIS, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, GRÈCE, GUATÉMALA, HAITI, ILES HAWAIENNES, ITALIE, MEXIQUE, NICARAGUA, PARAGUAY, PAYS-BAS, PÉROU PORTUGAL, ROUMANIE, RUSSIE, SALVADOR, SERBIE, SIAM, SUISSE, TURQUIE, URUGUAY, VÉNÉZUELA.

Conférence internationale réunie à Bruxelles, pour établir une Union internationale pour la publication des tarifs douaniers, du 14 au 21 avril 1888.

Archives Diplomatiques 1890.

I.

Avant-Projet de Convention pour la création d'un Bureau international des Tarifs douaniers.

Première Formule.

Sa Majesté le Roi des Belges, etc., etc. . . . .

Et . . . .

Egalement animés du désir de faciliter et de développer le commerce international en assurant la publication rapide et aussi exacte que possible des Tarifs douaniers, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé, etc., etc., etc.

. . . .

. . . .

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article premier. — Il est formé entre les Gouvernements de . . .

. . . .

et tous les Gouvernements qui, dans la suite, adhéreront à la présente

Seconde Formule.

Convention concernant la création d'une union internationale pour la publication des tarifs douaniers entre la Belgique, etc. (noms de tous les Etats et colonies). . . . . .

. . . .

Les soussignés, dûment autorisés, ont d'un commun accord et sous réserve d'approbation arrêté la convention suivante:

Article premier. — Il est formé entre la Belgique, ...

. . . .

et tous les pays qui, dans la suite, adhéreront à la présente conven-

Texte Primitif.	Amendements.
convention, une association sous le titre de »Union internationale pour la publication des tarifs douaniers«.	tion, une association sous le titre de »Union internationale pour la publication des tarifs douaniers«.
Art. 2. — Le but de l'Union est de publier, à frais communs, et de faire connaître, aussi promptement et aussi exactement que possible, les tarifs douaniers des divers Etats du globe et les modifications que ces tarifs subiront dans la suite.	
Art. 3. — A cette fin, il sera créé à Bruxelles un Bureau international chargé de la traduction et de la publication de ces tarifs ainsi que des dispositions législatives ou administratives qui y apporteront des modifications.	
Art. 4. — Cette publication se fera dans un recueil intitulé: »Bulletin international des douanes (Organe de l'Union internationale pour la publication des tarifs douaniers)«. On adoptera à cet effet les langues commerciales les plus usitées.	
Art. 5. — Le personnel du Bureau international sera nommé par les soins du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique, qui fera les avances de fonds nécessaires et veillera à la marche régulière de l'Institution.	
Art. 6. — La correspondance adressée par le Bureau international aux Gouvernements adhérents se fera en français.	
Art. 7. — Un rapport sur les travaux et la gestion financière du Bureau international sera adressé chaque année aux Gouvernements adhérents.	
Art. 8. — A l'effet de mettre l'Institution à même de rédiger le Bulletin international des douanes aussi exactement que possible, les Parties contractantes lui enverront,	

Texte Primitif.

directement et sans retard, deux exemplaires:

a) De leur loi douanière et de leur tarif douanier, mis soigneusement à jour;

b) De toutes les dispositions qui y apporteront dans la suite des modifications;

c) Des circulaires et instructions que lesdits Gouvernements adresseront à leurs bureaux-frontières;

d) de leurs traités de commerce, conventions internationales et lois intérieurs impliquant des mesures douanières.

Art. 9. — Un règlement d'exécution déterminera le mode de publication du Bulletin de l'Union et tout ce qui est relatif au Bureau international, à la répartition des frais entre les Gouvernements adhérents et à l'organisation intérieure du service.

Art. 10. — La présente convention restera en vigueur pendant dix ans, à partir de l'échange des ratifications.

Les Gouvernements pourront toutefois introduire, de commun accord et en tout temps, les améliorations qui seraient jugées utiles ou nécessaires.

Si, douze mois avant l'expiration

Amendements.

Art. 10. — Les Etats et colonies qui n'ont point pris part à la présente convention ou qui, y ayant pris part, ne l'auront pas approuvée avant le 1[er] novembre 1888 seront admis à y accéder ultérieurement.

L'approbation ou l'accession sera notifiée par écrit au Gouvernement belge qui la fera connaître à tous les autres Gouvernements contractants. L'accession emportera de plein droit adhésion à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés dans la présente convention.

Art. 11. — La présente convention sera mise à exécution le 1[er] décembre 1888 et elle restera en vigueur pendant dix ans.

Si, douze mois avant l'expiration des dix premières années, la présente convention n'a pas été dénoncée, l'Union subsistera pendant un nouveau terme de dix années et ainsi de suite, de dix en dix ans.

Texte Primitif.	Amendements.
des dix premières années, la présente convention n'a pas été dénoncée par les Gouvernements adhérents, l'Union subsistera pendant dix autres années et ainsi de suite, de dix en dix ans.	La dénonciation sera adressée au Gouvernement belge. Elle n'aura d'effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la convention restant exécutoire pour les autres pays de l'Union.
Fait à Bruxelles, le	En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.
	Fait à Bruxelles, le . . . . .

II.

Avant-Projet de Règlement d'exécution de la Convention instituant un Bureau international pour la publication des Tarifs douaniers (article 9 de la Convention).

Texte Primitif.	Amendements.
§ 1er. **Bulletin international des douanes.**	
Article premier. — Le Bulletin international des douanes sera publié en quatre langues, savoir: en Allemand, en Anglais, en Espagnol et en Français.	
Art. 2. — Le format du Bulletin (justification) sera de 21 centimètres en hauteur sur 12 ½ centimètres en largeur. Les caractères à employer seront la gillarde ou corps neuf, pour le texte courant, et le petit ou corps huit pour les tableaux.	
Art. 3. — Le chiffre du tirage en chaque langue sera fixé au moment de la mise sous presse des premiers documents.	
Art. 4. — Chaque Gouvernement fera connaître en quelle langue, parmi celles adoptées par le Bureau international, il désire recevoir les exemplaires du Bulletin qui représenteront sa part d'intervention dans les frais de l'Institution.	

Texte primitif.	Amendements.
Un Gouvernement pourra prendre un certain nombre d'exemplaires en une langue et le restant en d'autres langues.	
Art. 5. — Le prix de l'abonnement est fixé provisoirement à quinze francs pour les pays adhérents et à vingt francs pour les pays non adhérents.	
§ 2. **Budget. — Recettes et dépenses du Bureau international.**	
Art. 6. — Le budget du Bureau international est estimé approximativement et provisoirement à une centaine de mille francs.	Art. 6. — Le budget annuel des dépenses du Bureau international est fixé au chiffre maximum de 125,000 francs. En outre, un capital de 100,000 francs sera mis, la première année, à la disposition du Ministre des Affaires Etrangères de Belgique pour être employé comme il est dit aux articles 13 et 15 du présent règlement.
Art. 7. — Ce budget sera alimenté au moyen d'une contribution proportionnelle des Etats adhérents et des ressources à provenir des abonnements au Bulletin de l'Union en dehors de la cotisation des divers Etats.	
Art. 8. — Le montant de la contribution proportionnelle de chaque Etat lui est rendu en abonnements au Bulletin de l'Union.	
Art. 9. — Les dépenses sont calculées approximativement comme suit: a) Traitement des fonctionnaires et employés du Bureau international. fr. . . . . 70.000 b) Frais d'impression et d'envoi du Bulletin de l'Union 30.000 Total . . fr. 100.000	Art. 9. — Les dépenses sont calculées approximativement comme suit: a) Traitement des fonctionnaires et employés du Bureau international. fr. . . . . 70.000 b) Frais d'impression et d'envoi du Bulletin de l'Union 30.000 c) Location et entretien du local affecté au Bureau international, chauffage, éclairage, fournitures, frais de bureau, etc. . . . . 25.000 Total . . fr. 125.000

Texte Primitif.	Amendements.
	Sur l'excédent disponible de ces trois postes combinés sera perçu le supplément de traitement de 15 p. % affecté par l'article 14 à l'assurance des fonctionnaires et employés du Bureau international.
§ 3. **Répartition des frais du Bureau international.**	
Art. 10. — En vue de déterminer équitablement la part contributive des Etats contractants ou adhérents, ceux-ci sont divisés, à raison de l'importance de leur commerce respectif, en six classes contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir:	Art. 10. — En vue de déterminer équitablement la part contributive des Etats contractants, ceux-ci sont répartis, à raison de l'importance de leur commerce respectif, en sept classes intervenant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir:
1re classe. Pays dont le commerce se monte à plus de 4 milliards de francs : 30 unités.	1re classe. Pays dont le commerce se monte à plus de 4 milliards de francs : 35 unités.
2e classe. Pays dont le commerce se monte de 1 à 4 milliards: 25 unités.	2e classe. Pays dont le commerce se monte de 1 à 4 milliards de francs : 30 unités.
3e classe. Pays dont le commerce se monte de 500 millions à 1 milliard: 20 unités.	3e classe. Pays dont le commerce se monte de 500 millions à 1 milliard: 25 unités.
4e classe. Pays dont le commerce se monte de 100 à 500 millions: 15 unités.	4e classe. Pays dont le commerce se monte de 100 à 500 millions: 20 unités.
5e classe. Pays dont le commerce se monte de 25 à 100 millions: 10 unités.	5e classe. Pays dont le commerce se monte de 25 à 100 millions: 15 unités.
6e classe. Pays dont le commerce est inférieur à 25 millions: 5 unités.	6e classe. Pays dont le commerce se monte de 15 à 25 millions: 10 unités.
	7e classe. Pays dont le commerce est inférieur à 15 millions: 5 unités.
Art. 11. — Pour les pays dont la langue nationale ne sera pas usitée par le Bureau international, les chiffres ci-dessus seront respectivement diminués des deux cinquièmes. Ils seront donc réduits:	Art. 11. — Pour les pays dont la langue ne sera pas usitée par le Bureau international, les chiffres ci-dessus seront respectivement diminués des deux cinquièmes. Ils seront donc réduits:

Texte Primitif.

Pour la	1re classe,	à	18	unités.
—	2e	—	15	—
—	3e	—	12	—
—	4e	—	9	—
—	5e	—	6	—
—	6e	—	3	—

Les coefficients seront multipliés par le nombre des pays de chaque classe et la somme des produits ainsi obtenus fournira le nombre d'unités par lequel la dépense totale devra être divisée. Le quotient indiquera le montant de l'unité de dépense, laquelle multipliée par les chiffres ci-dessus donnera le montant de la contribution de chaque Etat dans les frais du Bureau international.

Amendements.

Pour la	1re classe,	à	21	unités.
—	2e	—	18	—
—	3e	—	15	—
—	4e	—	12	—
—	5e	—	9	—
—	6e	—	6	—
—	7e	—	3	—

Le total de la dépense annuelle (soit 125,000 francs) divisé par la somme des unités attribuées aux différents Etats contractants, en exécution des dispositions qui précèdent, donnera l'unité de dépense. Il suffira de multiplier celle-ci par le nombre d'unités assigné à chacun de ces Etats pour connaître le montant de sa contribution dans les frais du Bureau international.

§ 4.

Organisation intérieure du service.

Art. 12. — Le Bureau international sera établi dans un bâtiment qui comprendra, outre les cabinets de travail pour les fonctionnaires et employés, une bibliothèque, une salle d'archives et des logements pour le personnel de garde de service.

Art. 13. — Le Ministre des Affaires Etrangères de Belgique est chargé de la location et de l'appropriation de ce bâtiment ainsi que de l'installation des services auxquels il est destiné.

Une somme de 50,000 francs sera, la première année, affectée à l'achat du mobilier; elle sera prélevée sur le capital de 100,000 francs mis à la disposition du Ministre des Affaires Etrangères de Belgique par l'article 6 du présent règlement.

Art. 14. — Le personnel du Bureau international comprend:

Texte Primitif.	Amendements.

Un directeur fr.		15.000	
Un secrétaire . .	7.000	8.000	9.000
Un attaché au secrétariat . .	4.000	4.500	5.000
Un expéditionnaire	1.800	2.400	3.000
Quatre traducteurs de 1re classe .	5.500	6.000	6.500
Deux traducteurs de 2e classe .	4.000	4.500	5.000
Deux traducteurs de 3e classe .	2.500	3.000	3.500
Un huissier. . .	1.200	1.500	1.800
Un messager . .	1.000	1.250	1.500
Un concierge . .		500	

Lesdits fonctionnaires et employés recevront une augmentation de 15 p. °/o de leurs traitements, dont le montant intégral sera affecté, sous la surveillance du Ministre des Affaires Etrangères de Belgique, au payement de primes d'assurances sur la vie contractées au profit de leur famille.

Il pourra être pris des arrangements spéciaux avec les fonctionnaires et employés qui, antérieurement à leur admission parmi le personnel du Bureau international, auraient déjà acquis des droits vis-à-vis d'une caisse de pensions ou d'une Société d'assurance; mais, en aucun cas, le supplément de traitement qui leur serait alloué ne pourra dépasser les 15 p. °/o réglementaires.

Art. 15. — Par analogie avec ce qui a été décidé, le 28 mai 1878, par le Congrès postal international réuni à Paris et, le 18 juillet 1879, par la Conférence télégraphique générale de Londres, la moitié du capital de 100,000 francs visée à l'article 6 du présent règlement sera affectée à la constitution d'une caisse de prévoyance, laquelle, accrue des intérêts

Texte Primitif.	Amendements.
	de ladite somme de 50,000 fr., servira à allouer des secours ou à accorder des indemnités aux fonctionnaires et employés du Bureau international des tarifs, dans le cas où par suite de leur âge avancé, d'accidents ou de maladie, ils seraient incapables de continuer à remplir leurs fonctions.
	Art. 16. — Le Ministre des Affaires Etrangères de Belgique sur la proposition du Directeur du Bureau international, arrêtera un règlement d'ordre intérieur concernant les travaux et le personnel du Bureau, ainsi que la procédure à suivre en matière de comptabilité.
	Ce règlement déterminera en outre tout ce qui est relatif au dépôt, à la gestion et à l'emploi du fonds de retraite et de secours dont il est question à l'article précédent, en tenant compte dans la mesure du possible des précédents visés à l'article 15.
	Art. 17. — Le Directeur du Bureau international ainsi que le Secrétaire sont nommés par le Ministre des Affaires Etrangères de Belgique. Toutefois, la nomination du premier Directeur et du premier Secrétaire sera soumise à l'agréation de la Conférence internationale convoquée à Bruxelles pour le 15 mars 1888.
	Art. 18. — Le Directeur est chargé de l'exécution des règlements et de la direction du personnel.
	Il correspond directement avec le Ministre des Affaires Etrangères de Belgique et, par l'intermédiaire de celui-ci, avec les Gouvernements qui ont adhéré à l'Union.
	Il rédige chaque année le rapport prévu à l'article 7 de la convention internationale. Il y expose la situa-

Texte Primitif.	Amendements.
	tion du Bureau, tant au point de vue de la marche des affaires qu'au point de vue budgétaire. Il y consigne son appréciation quant aux réformes qui paraîtraient utiles.
	Art. 19. — La réunion d'une nouvelle Conférence internationale ne serait justifiée que par des raisons majeures.
	Les questions qui seraient à résoudre directement par les Etats contractants, c'est-à-dire celles concernant des modifications à apporter à la convention internationale et au règlement d'exécution qui y est joint, seront réglées par correspondance et à la majorité des voix émises. On considérera comme s'abstenant les pays qui n'auront point fait parvenir leur réponse dans le délai maximum de six mois à compter de la date de la circulaire.
	Art. 20. — Le Directeur dresse annuellement, sous l'approbation du Ministre des Affaires Etrangères, le budget des recettes et dépenses, dans les limites fixées par les articles 6 et 9 du présent règlement, mais sans être lié par les classements approximatifs donnés à titre de renseignements audit article 9.
	Il est autorisé à reporter sur l'exercice en cours les sommes non employées de l'exercice écoulé. Ces sommes serviront, le cas échéant, à constituer un fonds de réserve destiné à parer aux dépenses imprévues. Ladite réserve ne pourra, en aucun cas, dépasser 25,000 francs. Le surplus permettrait éventuellement d'abaisser le prix de l'abonnement au Bulletin, sans accroissement du nombre d'exemplaires garantis par les Etats contractants.
	Art. 21. — Aucun document ne

Texte Primitif.	Amendements.
	sera livré à l'impression, s'il n'est revêtu du fiat insertio du Directeur, ou à défaut de celui-ci, du Secrétaire.
	Art. 22. — Le Secrétaire du Bureau international reçoit du Directeur les instructions nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Il le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.
	Il veille spécialement à la répartition du travail entre les différents traducteurs et revise les traductions.
	Il soumet au Directeur les observations et propositions concernant le service du Bureau, le personnel et le budget.
	Il remplit, en outre, les fonctions de caissier dans les limites qui seront déterminées par le règlement spécial sur la comptabilité.
	Art. 23. — Les employés et les traducteurs sont nommés par le Ministre des Affaires Etrangères de Belgique, sur la proposition du Directeur.
	Le règlement d'ordres intérieur précisera les cas dans lesquels des mesures disciplinaires pouvant aller jusqu'à la révocation seront prononcées par le Ministre des Affaires Etrangères de Belgique à l'égard desdits traducteurs et employés: il déterminera également les incompatibilités d'autres fonctions avec les emplois au Bureau international, le mode de calcul des indemnités pour frais de voyage dans l'intérêt du service, les congés du personnel, les allocations éventuelles aux aides provisoires, etc.
	Art. 24. — L'attaché au Secrétariat s'occupe, sous le contrôle immédiat du Secrétaire, du service des Archives et de la Bibliothèque. Il

Texte Primitif.	Amendements.
	tient la comptabilité relative aux abonnements au Bulletin et s'acquitte des correspondances et rédactions que lui confie le Secrétaire. Art. 25. — Un expéditionnaire est chargé de la copie des lettres minutées par le Directeur et le Secrétariat. Il s'occupe en outre de l'envoi aux abonnés des fascicules du Bulletin, avec l'aide d'un des gens de service spécialement désigné à cette fin.

Première annexe.

Avant-Projet de classement des États d'après l'importance de leur commerce respectif.

Texte primitif.

Nota. — On a pris pour base les chiffres fournis par l'Almanach de Gotha pour l'année 1887.

Pays.	Langue parlée.	Unités.
Première classe. — *Pays dont le commerce est de plus de 4 milliards de francs.*		
Allemagne	Allemand.	30
*Angleterre [1])	Anglais.	30
*Belgique	Français-Flamand.	30
*États-Unis	Anglais.	30
France	Français.	30
*Pays-Bas	Néerlandais.	18
*Russie	Russe.	18
Deuxième classe. — *Pays dont le commerce est de* 1 *à* 4 *milliards de francs.*		
Autriche-Hongrie	Allemand.	25
Canada (possession anglaise)	Anglais.—Français	25
Chine	Chinois.	15
*Espagne	Espagnol.	25
*Inde anglaise	Anglais.	25
*Italie	Italien.	15
Nouvelle-Galles du Sud (possession angl.)	Anglais.	25
*Suisse	Français-Allemand.	25

1) Les pays dont l'adhésion est connue sont marqués d'un astérisque.

Pays.	Langue parlée.	Unités.
Troisième classe. — ***Pays dont le commerce est de 500 millions à 1 milliard de francs.***		
*Brésil	Portugais.	12
*Chili.	Espagnol.	20
*Danemark	Danois.	12
*Égypte	Turc.	12
Établissements du Détroit (possess. angl.)	Anglais.	20
*Indes orientales néerlandaises.	Néerlandais.	12
*Malte (possession anglaise)	Anglais.	20
*République Argentine	Espagnol.	20
*Suède	Suédois.	12
*Turquie.	Turc.	12
*Victoria (possession anglaise).	Anglais.	20
Quatrième classe. — ***Pays dont le commerce est de 400 à 500 millions de francs.***		
Algérie (possession française)	Français.	15
*Australie du Sud (possession anglaise).	Anglais.	15
*Cap de Bonne-Espérance (id.).	Id.	15
*Ceylon (id.).	Id.	15
Colombie	Espagnol.	15
*Cuba (possession espagnole)	Id.	15
*Grèce	Grec.	9
*Guyane anglaise	Anglais.	15
*Ile Maurice (possession anglaise).	Id.	15
*Iles Philippines (possession espagnole).	Espagnol.	15
Indo-Chine française { Annam Cambodge Cochinchine Tonkin	Français.	15
*Japon	Japonais.	9
*Mexique	Espagnol.	15
*Norvège.	Norvégien.	9
*Nouvelle-Zélande (possession anglaise).	Anglais.	15
Perse	Persan.	9
*Porto-Rico (possession espagnole)	Espagnol.	15
*Portugal	Portugais.	9
*Queensland (possession anglaise).	Anglais.	15
*Roumanie	Roumain.	9
*Trinité [Ile de la] (possession anglaise)	Anglais.	15
*Uruguay	Espagnol.	15
*Venezuela	Id.	15

Pays.	Langue parlée.	Unités.
Cinquième classe. — *Pays dont le commerce est de* 25 *à* 100 *millions de francs.*		
Barbade [Ile] (possession anglaise)	Anglais.	10
Bolivie	Espagnol.	10
Bulgarie	Bulgare.	6
*Costa-Rica	Espagnol.	10
Équateur	Id.	10
Etablissements français dans l'Inde	Français.	10
Guadeloupe et dépendances (poss. franç.)	Id.	10
Guatemala	Espagnol.	10
Haïti	Français.	10
*Iles hawaïennes	Anglais.	10
*Iles sous le vent (Leeward islands), possessions anglaises. Iles : Antigua, Dominica, Montserrat, Névis, St-Christophe (St-Kitts), Vierges	Id.	10
*Jamaïque [La] (possession anglaise)	Id.	10
*Lagos (possession anglaise)	Id.	10
Madagascar (protectorat français)	Français.	10
Maroc	Marocain.	6
Martinique [La] (possession française)	Français.	10
*Natal (possession anglaise)	Anglais.	10
Nicaragua	Espagnol.	10
*Pérou	Id.	10
*République Sud-africaine	Néerlandais.	6
Réunion [Ile de la] (possession française)	Français.	10
Saint-Pierre et Miquelon [Iles] (id.)	Id.	10
*Salvador	Espagnol.	10
Sénégal (possession française)	Français.	10
*Serbie	Serbe.	6
*Siam	Siamois.	6
*Tasmanie (possession anglaise)	Anglais.	10
Terre-Neuve [Ile de] (id.)	Id.	10
Tunisie (protectorat français)	Français.	10
Zanzibar	Arabe.	6
Sixième classe. — *Pays dont le commerce est inférieur à* 25 *millions de francs.*		
*Australie de l'Ouest (possession anglaise)	Anglais.	5
*Chypre [Ile de] (id.)	Id.	5

Pays.		Langue parlée.	Unités.
Colonies allemandes	Côte orientale d'Afrique . . Cameroon . . . . Angra pequena . . . . . . Togo (côte des esclaves) . . Iles Marshall, Brown et Providence Partie de la Nouvelle-Guinée.	Allemand.	5
*Colonies danoises	Iles Féroé . . . . Islande . . . . Groënland. . . . . Sainte-Croix (Ile) . . . . Saint-Thomas (Ile) . . . . Saint-Jean (Ile)	Danois.	3
*Colonies espagnoles non spécialement dénommées	Canaries (Iles) . . . . . . Fernando Poo (Ile). . . . Ceuta, Melilla (Ports de).. . Alhucemas, Penon (id.) . . Chaffarines (Iles). . . . . Carolines (Iles)	Espagnol.	5
*Colonies portugaises non spécialement dénommées	Loanda, Benguela et Mossamedès Cap vert (Iles du) . . . . Guinée portugaise . . . . Inde portugaise . . . . . San-Thomé et du Prince (Iles) Timor (Ile)	Portugais.	3
*Côte-d'Or (possession anglaise)		Anglais.	5
Etat libre d'Orange.		Néerlandais.	3
*État indépendant du Congo		Français.	5
Gabon (possession française)		Id.	5
*Gambie (possession anglaise)		Anglais.	5
*Gibraltar (id.)		Id.	5
Guyane française		Français.	5
*Honduras Britannique		Anglais.	5
Honduras (République).		Espagnol.	5
*Iles Bahama (possession anglaise)		Anglais.	5
Iles Falkland (id.)		Id.	5
*Iles Fidji (id.)		Id.	5
*Iles du vent. . . (Windward islands), possessions anglaises	Iles: Grenade et Grenadine. Sainte-Lucie . . . . Saint-Vincent . . . Tabago	Id.	5
*Iles turques		Id.	5
*Indes occidentales néerlandaises. .	Bonnaire . . . . . . Curaçao . . . . . . Guyane néerlandaise . .	Néerlandais.	3

Pays.	Langue parlée.	Unités.
Labuan [Ile] (possession anglaise)	Anglais.	5
Libéria	Id.	5
Mayotte [Ile] (possession française) . . .	Français.	5
Montenegro	Turc.	3
*Mozambique (possession portugaise) . . .	Portugais.	3
Nossi-Bé [Ile] (possession française) . . .	Français.	5
Nouvelle-Calédonie (id.) . . .	Id.	5
*Paraguay	Espagnol.	5
*République Dominicaine	Id.	5
*Sierra Leone (possession anglaise)	Anglais.	5
Sainte-Hélène [Ile] (id.)	Id.	5
Tahiti [Ile] (possession française)	Français.	5

Deuxième annexe.

Avant-Projet de classement des États d'après l'importance de leur commerce respectif.

Projet amendé

conformément aux dispositions des articles 10 et 11 nouveaux du règlement d'exécution.

Nota. — On a pris pour base les chiffres fournis par l'Almanach de Gotha pour l'année 1887 et l'on ne mentionne que les pays ayant adhéré à la date du 1er mars 1888.

Pays.	Langue parlée.	Unités.
Première classe. — *Pays dont le commerce se monte à plus de 4 milliards de francs.*		
Angleterre	Anglais.	35
Belgique	Français.-Flamand	35
États-Unis	Anglais.	35
Pays-Bas	Néerlandais.	21
Russie	Russe.	21
Deuxième classe. — *Pays dont le commerce se monte de 1 à 4 milliards de francs.*		
Canada (possession anglaise)	Anglais.—Français	30
Espagne	Espagnol.	30
Inde anglaise	Anglais.	30
Italie	Italien.	18
Suisse	Français.-Allemand	30

Pays.	Langue parlée.	Unités.
Troisième classe. — *Pays dont le commerce se monte de* 500 *millions à* 1 *milliard de francs.*		
Brésil	Portugais.	15
Chili	Espagnol.	25
Danemark	Danois.	15
Egypte	Turc.	15
Indes orientales néerlandaises	Néerlandais.	15
Malte (possession anglaise)	Anglais.	25
République Argentine	Espagnol.	25
Suède	Suédois.	15
Turquie	Turc.	15
Victoria (possession anglaise)	Anglais.	25
Quatrième classe. — *Pays dont le commerce se monte de* 100 *à* 500 *millions de fr.*		
Australie du Sud (possession anglaise)	Anglais.	20
Cap de Bonne-Espérance (id.)	Id.	20
Ceylan (id.)	Id.	20
Cuba (possession espagnole)	Espagnol.	20
Grèce	Grec.	12
Guyane anglaise	Anglais.	20
Japon	Japonais.	12
Maurice [Ile] (possession anglaise)	Anglais.	20
Mexique	Espagnol.	20
Norvège	Norvégien.	12
Nouvelle-Zélande (possession anglaise)	Anglais.	20
Philippines [Iles] (possession espagnole)	Espagnol.	20
Porto-Rico (id.)	Id.	20
Portugal	Portugais.	12
Qneensland (possession anglaise)	Anglais.	20
Roumanie	Roumain.	12
Trinité [Ile de la] (possession anglaise)	Anglais.	20
Uruguay	Espagnol.	20
Venezuela	Id.	20
Cinquième classe. — *Pays dont le commerce se monte de* 25 *à* 100 *millions de fr.*		
Costa-Rica	Espagnol.	15
Haïti	Français.	15
Hawaïennes [Iles]	Anglais.	15
Iles sous le vent (Leeward islands), possessions anglaises — Iles : Antigua, Dominica, Montserrat, Névis, St-Christophe (St-Kitts), Vierges	Id.	15

Pays.		Langue parlée.	Unités.
Jamaïque [La] (possession anglaise)		Anglais.	15
Lagos (id.)		Id.	15
Natal (id.)		Id.	15
Pérou		Espagnol.	15
République Sud-africaine		Néerlandais.	9
Salvador		Espagnol.	15
Serbie		Serbe.	9
Siam		Siamois.	9
Tasmanie (possession anglaise)		Anglais.	15
Sixième classe. — *Pays dont le commerce se monte de* 15 *à* 25 *millions de francs.*			
Australie de l'Ouest (possession anglaise)		Anglais.	10
Côte-d'Or (id.)		Id.	10
Fidji [Iles] (id.)		Id.	10
Gibraltar (id.)		Id.	10
Honduras Britannique		Id.	10
	Iles :		
Iles du vent (Windward islands possessions anglaises	Grenade et Grenadine	Id.	10
	Sainte-Lucie		
	Saint-Vincent		
	Tabago		
Paraguay		Espagnol.	10
République Dominicaine		Id.	10
Sierra Leone (possession anglaise)		Anglais.	10
Septième classe. — *Pays dont le commerce est inférieur à* 15 *millions de francs.*			
Bahama [Iles] (possession anglaise)		Anglais.	5
Chypre [Ile de] (id.)		Id.	5
Colonies danoises	Iles Féroé	Danois.	3
	Islande		
	Groënland		
	Sainte-Croix (Ile)		
	Saint-Thomas (Ile)		
	Saint-Jean (Ile)		
Colonies espagnoles non spécialement dénommées	Canaries (Iles)	Espagnol.	
	Fernando Poo (Ile)		
	Ceuta, Melilla (Ports de)		
	Alhucemas, Penon (Id.)		
	Chaffarines (Iles)		
	Carolines (Iles)		5
Colonies portugaises non spécialement dénommées	Loanda, Bengnela et Mossamedès	Portugais.	
	Cap vert (Iles du)		
	Guinée portugaise		
	Inde portugaise		3
	San-Thomé et du Prince (Iles)		
	Timor (Ile)		

Pays.	Langue parlée.	Unités.
État indépendant du Congo	Congolais.	3
Gambie (possession anglaise)	Anglais.	5
Helgoland (id.)	Id.	5
Indes occidentales néerlandaises { Bonaire, Curaçao, Guyane néerlandaise }	Néerlandais.	3
Mozambique (possession portugaise)	Portugais.	3
Turques [Iles] (possession anglaise)	Anglais.	5

Troisième annexe.

Avant-Projet de classement des États d'après l'importance de leur commerce respectif.

Projet amendé

conformement aux dispositions des articles 10 et 11 nouveaux du règlement d'exécution.

Nota. — On a indiqué dans les deux dernières colonnes, à titre de renseignement, le montant des cotisations, calculé d'après le nombre des adhésions au 14 mars 1888.

Pays.	Langue parlée.	Unités	Cotisations.	
			Somme à payer.	Contre-valeur en abonnements.
Première classe. — *Pays dont le commerce se monte à plus de 4 milliards de francs.*				
Angleterre	Anglais.	35	3.885	259
Belgique	Français.-Flamand.	35	3.885	259
États-Unis	Anglais.	35	3.885	259
Pays-Bas	Néerlandais.	21	2.325	155
Russie	Russe.	21	2.325	155
Deuxième classe. — *Pays dont le commerce se monte de 1 à 4 milliards de francs.*				
Canada (possession anglaise)	Anglais.-Français.	30	3.330	222
Espagne	Espagnol.	30	3.330	222
Inde anglaise	Anglais.	30	3.330	222
Italie	Italien.	18	1.995	133
Suisse	Français.-Allemand	30	3.330	222

Pays.	Langue parlée.	Unités	Cotisations.	
			Somme à payer.	Contre-valeur en abonnements.
Troisième classe. — *Pays dont le commerce se monte de* 500 *millions à* 1 *milliard de francs.*				
Brésil	Portugais.	15	1.665	111
Chili	Espagnol.	25	2.775	185
Danemark	Danois.	15	1.665	111
Égypte	Turc.	15	1.665	111
Indes orientales néerlandais	Néerlandais.	15	1.665	111
Malte (possession anglaise)	Anglais.	25	2.775	185
République Argentine	Espagnol.	25	2.775	185
Suède	Suédois.	15	1.665	111
Turquie	Turc.	15	1.665	111
Victoria	Anglais.	25	2.775	185
Quatrième classe. — *Pays dont le commerce se monte de* 100 *à* 500 *millions de francs.*				
Australie du Sud (possession anglaise)	Anglais.	20	2.220	148
Cap de Bonne-Espérance (id.)	Id.	20	2.220	148
Ceylan (id.)	Id.	20	2.220	148
Cuba (possession espagnole)	Espagnol.	20	2.220	148
Grèce	Grec.	12	1.335	89
Guyane anglaise	Anglais.	20	2.220	148
Japon	Japonais.	12	1.335	89
Maurice [Ile] (possession anglaise)	Anglais.	20	2.220	148
Philippines [Iles] (possession espagn.)	Espagnol.	20	2.220	148
Mexique	Id.	20	2.220	148
Norvège	Norvégien.	12	1.335	89
Nouvelle-Zélande (possession anglaise)	Anglais.	20	2.220	148
Porto-Rico (id.)	Espagnol.	20	2.220	148
Portugal	Portugais.	12	1.335	89
Queensland (possession anglaise)	Anglais.	20	2.220	148
Roumanie	Roumain.	12	1.335	89
Trinité [Ile de la] (possession anglaise)	Anglais.	20	2.220	148
Uruguay	Espagnol.	20	2.220	148
Venezuela	Id.	20	2.220	148
Cinquième classe. — *Pays dont le commerce se monte de* 25 *à* 100 *millions de francs.*				
Costa-Rica	Espagnol.	15	1.665	111
Haïti	Français.	15	1.665	111
Hawaïennes	Anglais.	15	1.665	111

Pays.	Langue parlée.	Unités	Cotisations. Somme à payer.	Contre-valeur en abonnements.
Iles sous le vent (Leeward islands) possessions anglaises — Iles: Antigua, Dominica, Montserrat, Névis, Saint-Christophe (St-Kitts), Vierges	Anglais.	15	1.665	111
Jamaïque [La] (possession anglaise)	Id.	15	1.665	111
Lagos (id.)	Id.	15	1.665	111
Natal (id.)	Id.	15	1.665	111
Pérou	Espagnol.	15	1.665	111
République Sud-africaine	Néerlandais.	9	1.005	67
Salvador	Espagnol.	15	1.665	111
Serbie	Serbe.	9	1.005	67
Siam	Siamois.	9	1.005	67
Tasmanie	Anglais.	15	1.665	111
Sixième classe. — *Pays dont le commerce se monte de* 15 *à* 25 *millions de francs.*				
Australie de l'Ouest (possession angl.)	Anglais.	10	1.110	74
Côte-d'Or (id.)	Id.	10	1.110	74
Fidji [Iles] (id.)	Id.	10	1.110	74
Gibraltar (id.)	Id.	10	1.110	74
Honduras Britannique (id.)	Id.	10	1.110	74
Iles du vent . . (Windward islands), possessions anglaises — Iles: Grenade et Grenadine, Sainte-Lucie., Saint-Vincent, Tabago	Id.	10	1.110	74
Paraguay	Espagnol.	10	1.110	74
République Dominicaine	Id.	10	1.110	74
Sierra Leone (possession anglaise) .	Anglais.	10	1.110	74
Septième classe. — *Pays dont le commerce est inférieur à* 15 *millions de francs.*				
Bahama [Iles] (possession anglaise)	Anglais.	5	555	37
Chypre [Ile de] (id.)	Id.	5	555	37
Colonies danoises — Iles Féroé, Islande, Groënlande, Sainte-Croix (Ile), Saint-Thomas (Ile), Saint-Jean (Ile)	Danois.	3	330	22

Pays.		Langue parlée.	Unités	Cotisations.	
				Somme à payer.	Contre-valeur en abonnements.
Colonies espagnoles non spécialement dénommées	Canaries (Iles). . . Fernando Poo (Ile) . Ceuta, Melilla (Ports de) . Albucemas, Penon (Id.) . Chaffarines (Iles) . . Carolines (Iles) . .	Espagnol.	5	555	37
Colonies portugaises non spécialement dénommées	Loanda, Benguela et Massamedès Cap vert (Iles du) . Guinée portugaise. . Inde portugaise . . San-Thomé et du Prince (Iles) Timor (Ile). . . .	Portugais.	3	330	22
Congo (État indépendant du) . .		Congolais.	3	330	22
Gambie (possession anglaise). . .		Anglais.	5	555	37
Helgoland (id.). . .		Id.	5	555	37
Indes occidentales néerlandaises	Bonaire . . . . Curaçao . . . . Guyane néerlandaise	Néerlandais.	3	330	22
Mozambique (possession portugaise)		Portugais.	3	330	22
Turques [Iles] (possession anglaise)		Anglais.	5	555	37
		Total . . .	1.127	125.100	8.340

III.

Bureau international des Tarifs douaniers à Bruxelles.

Note.

Les droits de douane constituant un facteur important du trafic international, les commerçants et les industriels, qui se livrent au commerce d'importation et d'exportation, ont besoin de connaître le régime douanier des pays avec lesquels ils sont en rapports d'affaires.

Autrefois, il existait dans plusieurs pays des publications privées, donnant les tarifs des principales contrées du globe; mais ces documents étaient souvent inexacts et, en tout cas, n'étaient pas tenus à jour; de sorte qu'ils pouvaient offrir de graves inconvénients pour ceux qui avaient intérêt à les consulter. Il a été constaté qu'en cette matière l'initiative privée est impuissante à satisfaire aux légitimes exigences du commerce international. C'est dans ces conditions et pour éviter des mécomptes à leurs nationaux que plusieurs Gouvernements, notamment ceux d'Allemagne, d'Angleterre, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, de France, d'Espagne, d'Italie,

de Suisse et des États-Unis d'Amérique ont entrepris eux-mêmes la publication des tarifs douaniers étrangers.

Ces publications officielles l'emportent incontestablement sur celles qui étaient faites jadis par des particuliers; mais peut-on dire qu'elles réalisent le desideratum dont le commerce et l'industrie, — obligés aujourd'hui de chercher des débouchés dans les pays les plus lointains, — réclament la réalisation?

Le Gouvernement belge ne le pense pas.

En effet, il résulte d'un examen comparatif qui se fait depuis plusieurs années au Ministère des Affaires étrangères de Belgique, que souvent les reproductions d'un même tarif, livrées à la publicité dans différents pays, diffèrent notablement entre elles; si bien qu'on se demande laquelle de ces reproductions est l'exacte expression de la législation douanière en cause. De plus, la plupart des collections sont incomplètes en ce sens qu'elles ne contiennent pas les tarifs douaniers de tous les pays. La publicité donnée aux modifications apportées aux tarifs douaniers n'est pas moins défectueuse: ces modifications paraissent dans certains recueils, elles sont omises dans certains autres; dans le premier cas, elles figurent généralement dans le corps de la publication, où elles passent inaperçues. Enfin, et c'est une observation qui s'applique à tous les recueils de l'espèce, les tarifs et leurs suppléments paraissent en général avec des retards qui rendent leur utilité contestable au point de vue pratique.

Les commerçants et les industriels souffrent et se plaignent de cette situation et c'est pour y porter remède que le Gouvernement du Roi a conçu l'idée de créer à Bruxelles, avec la coopération de tous les Gouvernements intéressés, un Bureau international qui serait chargé de traduire et de publier, au fur et à mesure de leur apparition et dans les langues commerciales les plus usitées, tous les tarifs douaniers du monde et les modifications qu'ils subissent.

Le Gouvernement belge estime que la publication des tarifs et de leurs suppléments en allemand, en anglais, en espagnol et en français serait suffisante; toutefois, il ne verrait pas d'inconvénients à faire le travail en d'autres langues, si les Gouvernements intéressés en exprimaient le désir. Il a la conviction que la centralisation de ces travaux dans une institution internationale et la création d'un organe recevant directement et promptement ses informations des Gouvernements intéressés, offriraient au commerce et à l'industrie de tous les pays des garanties et des avantages qu'ils cherchent vainement aujourd'hui dans les documents existants.

Les Gouvernements qui ont déjà un service local de l'espèce auront-ils intérêt à conserver cette organisation après l'établissement du service international?

C'est ce que le Gouvernement du Roi n'est pas à même d'apprécier; il est toutefois convaincu que la reproduction des tarifs douaniers et de leurs modifications dans les quatre langues énumérées ci-dessus, pourrait suffire à tous les besoins.

Il est à noter que l'Angleterre, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, l'Italie et la Suisse, qui ont un service national organisé, ont cru pouvoir

donner leur adhésion au projet du Gouvernement belge. En admettant que ces pays aient l'intention de conserver leurs services locaux respectifs, il est certain que ces services trouveront un précieux auxiliaire dans le Bureau international projeté.

Un avant-projet complet d'organisation du Bureau international a été soumis aux Etats intéressés. Les pays ou colonies qui adhèrent en principe à l'Union sont aujoud'hui au nombre de 72 savoir:

L'Angleterre, l'Australie de l'Ouest, l'Australie du Sud, la Belgique, le Brésil, le Canada, le Cap de Bonne-Espérance, Ceylan, le Chili, Chypre (l'île de), les Colonies danoises, espagnoles, portugaises non spécialement dénommées, Costa-Rica, la Côte-d'Or, Cuba, le Danemark, l'Egypte, l'Espagne, l'Etat indépendant du Congo, les Etats-Unis d'Amérique, la Gambie, Gibraltar, la Grèce, la Guyane anglaise, Haïti, Helgoland, le Honduras britannique, l'Ile Maurice, les Iles Bahama, les Iles du Vent, les Iles Fidji, les Iles Hawaïennes, les Iles Philippines, les Iles Sous-le-Vent, les Iles Turques, l'Inde Anglaise, les Indes Occidentales Néerlandaises, les Indes Orientales Néerlandaises, l'Italie, la Jamaïque, le Japon, Lagos, Malte, le Mexique, Mozambique, Natal, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, Porto-Rico, le Portugal, Queensland, la République Argentine, la République Dominicaine, la République Sud-Africaine, la Roumanie, la Russie, le Salvador, la Serbie, Siam, Sierra Leone, la Suède, la Suisse, la Tasmanie, Trinité (l'île de la), la Turquie, l'Uruguay, le Venezuela et Victoria. (Situation au 1er mars 1888.)

I.

Liste des Pays représentés à la Conférence et de leurs Délégués.

Argentine (République). — M. Calvo y Capdevila, Ministre de la République Argentine, à Bruxelles.

Belgique. — M. le Baron Lambermont, Ministre d'Etat, etc., à Bruxelles; M. Léon Biebuyck, Directeur général du commerce et des consulats au Ministère des Affaires étrangères, à Bruxelles; M. J. Kebers, Directeur du service de la douane, à Bruxelles.

Chili. — M. Nicolas Pena Vicuna, ancien Ministre de la Guerre et de la Marine, Député au Congrès national.

Congo (Etat indépendant du). — M. Edm. Van Eetvelde, Administrateur général du Département des Affaires étrangères, à Bruxelles.

Costa-Rica. — M. L. Somzée, Consul général de Costa-Rica, à Bruxelles.

Danemark. — M. F. Schack de Brockdorff, Consul général du Danemark, à Anvers.

Espagne. — M. José Ma de Tavira, Chargé d'affaires d'Espagne, à Bruxelles.

Etats-Unis. — M. Lambert Tree, Ministre des Etats-Unis, à Bruxelles.

Grande-Bretagne. — M. Gosselin, Secrétaire de la Légation de Sa Majesté Britannique, à Bruxelles; M. A.-E. Bateman, Directeur au Board of trade, à Londres.

Grèce. — M. Prosper Mulle, Consul général de Grèce, à Bruxelles.

Haïti. — M. J. Simmonds, Consul général d'Haïti, à Paris.

Hawaiennes (Iles). — M. Victor Forge, Consul général des Iles Hawaiennes, à Anvers.

Italie. — Son Excellence M. le Comte Della Croce di Dojola, Ministre d'Italie, à Bruxelles.

Mexique. — M. A. Nunez Ortega, Ministre du Mexique, à Bruxelles.

Nouvelle Zélande. — Sir F. Dillon-Bell, Agent général de la Colonie, à Londres.

Portugal. — Son Excellence M. le Comte de Rilvas, Ministre du Portugal, à Bruxelles.

Queensland. — Sir J.-F. Garrick, Agent général de la Colonie, à Londres.

Roumanie. — Son Excellence M. Mitilineo, Ministre de Roumanie, à Bruxelles.

Russie. — M. Gabriel Kamensky, Conseiller d'Etat actuel, Agent financier de la Russie, à Londres.

Salvador. — M. Emile Eloy, Consul du Salvador, à Bruxelles.

Serbie. — M. Garachanine, Secrétaire de la Légation de Serbie, à Paris.

Suisse. — M. Emile Paccaud, Directeur fédéral des péages suisses, à Lausanne.

Turquie. — Son Excellence Etienne Carathéodori Efendi, Ministre de Turquie, à Bruxelles.

Uruguay. — M. F. Susviela Guarch, Ministre de l'Uruguay, à Berlin.

Victoria. — Sir Graham Berry, Agent général de la Colonie, à Londres.

Secrétariat.

Secrétaire: M. L. Capelle, Conseiller de la Légation, Chef de Division à la Direction du Commerce et des Consulats.

Secrétaire-adjoint: M. J.-B. Lanckman, Chef du Bureau des Tarifs, à la même Direction.

Attachés au Secrétariat: M. E. Pollet, licencié en sciences commerciales, premier commis à la Direction précitée; M. J. Renard, Secrétaire de légation.

Procès-verbaux des Séances de la Conférence internationale pour la publication des Tarifs douaniers.

Procès-Verbal No. 1.

Séance du 15 *mars* 1888.

Messieurs les Délégués se sont réunis aujourd'hui, 15 mars, à deux heures, à l'hôtel du Ministère des Affaires étrangères.

Sont présents: MM. le baron Lambermont, président; Calvo y Capdevila, Biebuyck, Kebers, Pena Vicuna, Van Eetvelde, Somzée, Schack de Brockdorff, de Tavira, Lambert Tree, Gosselin, Bateman, Simmonds, Forge,

le Comte Della Croce di Dojola, Nunez Ortega, Sir F. Dillon-Bell, le comte de Rilvas, Sir J.-F. Garrick, Mitilineo, Kamensky, Eloy, Garachanine, Paccaud, Sir Graham Berry.

Le prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères, à reçu Messieurs les Délégués et a prononcé le discours suivant:

Messieurs,

Je me félicite d'avoir, au nom du Gouvernement belge, à vous souhaiter la bienvenue.

Je le fais cordialement. Je remercie les Gouvernements que vous représentez d'avoir fait choix de personnes aussi distinguées pour prendre part aux travaux de cette Conférence. Je vous remercie vous-mêmes, Messieurs, de l'empressement avec lequel vous répondez à notre appel.

La Belgique est l'amie de toutes les nations; et quand il lui est donné de faire l'expérience d'une innovation heureuse, sa première pensée est de convier les autres pleuples à y participer pour en partager les avantages.

C'est en vertu de cette pensée que vous êtes réunis dans le but de rendre internationale l'organisation du bureau de traduction des tarifs douaniers qui fonctionne en Belgique, depuis plusieurs années, de la façon la plus utile et la plus appréciée par notre commerce.

Je n'ai pas à entrer dans l'examen des moyens les plus propres à réaliser ce nouveau progrès. C'est à vous, Messieurs, que revient cette tâche. Elle ne pouvait être remise en meilleures mains.

Votre compétence, votre sollicitude, vos dispositions me sont de sûrs garants du succès qui, j'en ai la confinance, couronnera vos délibérations et que j'appelle de tous mes vœux.

M. le Ministre des Affaires étrangères se retire après avoir installé la Conférence.

Son Excellence M. le comte de Rilval, délégué du Portugal, comme doyen des membres présents du Corps diplomatique et après entente avec ses collègues, propose de décerner la présidence à M. le laron Lambermont, Ministre d'Etat, premier délégué de Belgique.

Les Délégués ayant adhéré à cette proposition, M. le baron Lambermont prend possession du fauteuil de la présidence et s'exprime en ces termes:

»Messieurs, si je ne considérais que ma personne, je devrais décliner le mandat que vous voulez bien m'offrir; mais j'en reporte tout l'honneur à mon pays et à ce titre je l'accepte volontiers. Recevez donc, je vous pric, mes remereiements les plus sincères. Je ferai, ai-je besoin de le dire tout ce qui sera en mon pouvoir pour répondre à votre confiance et vous pouvez compter sans réserve sur un dévounement qui vous est complètement acquis«.

M. le baron Lambermont consulte ensuite l'assemblée sur le maintien en fonctions des membres du secrétariat du Comité belge d'organisation.

La Conférence ayant approuvé cette combinaison, le secrétariat se trouve définitivement constitué de la manière suivante:

Secrétaire: M. L. Capelle, conseiller de légation, chef de division à la Direction du commerce et des consulats.

Secrétaire adjoint: M. J.-B. Lanckman, chef du Bureau des Tarifs, à la même Direction.

Attachés au Secrétariat: MM. E. Pollet, licencié en sciences commerciales, premier commis à la Direction précitée, et J. Renard, secrétaire de légation.

Ces Messieurs sont introduits.

M. le baron Lambermont communique à l'assemblée une lettre de M. le Ministre de l'Uruguay à Berlin, qui a été délégué par son Gouvernement pour assister à la Conférence et se trouve retenu provisoirement à son poste à cause des funérailles de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne.

Il donne ensuite lecture d'une lettre du consul de Siam à Bruxelles. Le Gouvernement siamois ayant adhéré au projet de Convention concernant le Bureau international des Tarifs, M. Hoeylaerts demande si, comme seul agent officiel de Siam en Belgique, il n'a pas qualité pour assister aux réunions de la Conférence, bien qu'il n'ait pas reçu de délégation de son Gouvernement.

M. le baron Lambermont soumet la question à la Conférence, laquelle est d'avis que la présence de M. le consul de Siam ne se justifierait pas dans les conditions indiquées. Il sera répondu dans ce sens à M. Hoeylaerts.

M. le Président prononce ensuite un discours dont voici le résumé:

»L'idée qui va faire l'objet de nos délibérations n'est pas née d'aujourd'hui; elle a donné lieu, sur l'initiative de M. le Président du Conseil, à des communications échangées entre le Gouvernement du Roi et les Gouvernements étrangers; elle a même pris la forme d'un avant-projet de Convention, accompagné lui-même d'une note explicative. Ces derniers documents sont entre vos mains. Enfin, M. le Ministre des Affaires étrangères, il y a peu d'instants, signalait l'intérêt et l'actualité de notre programme.

»Je puis donc me borner à jeter avec vous un rapide coup d'œil sur la raison d'être et le plan de nos travaux.

»Il n'y a peut-être pas de fait plus frappant que l'accroissement considérable du mouvement des échanges dans ces dernières années. La lutte ne s'exerce plus seulemant entre pays voisins; elle s'étend jusqu'aux confins du monde; sur ce terrain aussi on peut dire qu'il n'y a plus de fautes à commettre, comme il n'y a plus d'économies à négliger.

»L'industriel, le commerçant qui a une affaire à conclure en pays étranger, calcule de très près le prix de revient de sa marchandise et s'assure les moyens de transport les plus rapides et les plus économiques. Mais cela ne suffit pas; il doit encore tenir compte de cet autre facteur qu'on appelle les droits de douane. Or, il n'est pas facile de se procurer à cet égard des données toujours exactes et actuelles. Il n'y a guère de pays qui aient un système commercial absolument permanent; le plus grand nombre apportent de fréquentes modifications à leurs tarifs et quand ce ne sont pas les tarifs proprement dits qui changent, ce sont les traités de commerce qui viennent en troubler le régime.

»On a cherché à remédier aux inconvénients de cette situation. Des

entrepreneurs de publicité ont cherché à munir le commerce des renseignements douaniers qui lui sont indispensables, mais leurs publications n'offraient pas toujours les garanties nécessaires.

»Des Gouvernements ont pris la même initiative. Je suis loin de vouloir déprécier les travaux qui paraissent sous leurs auspices ou leur direction; je leur rends, au contraire, très volontiers justice. Mais il est permis de croire que le but serait plus sûrement atteint si les renseignements étaient fournis par les Gouvernements eux-mêmes. C'est un des motifs qui ont inspiré notre projet.

»Une autre conditions de succès, c'est que les variations douanières parviennent à la connaissance du commerce avec rapidité, on pourrait dire instantanément. Une affaire peut être manquée uniquement parce que cette condition n'aurait pas été réalisée.

»De plus, une certaine économie de temps et d'argent pourrait résulter de l'association de plusieurs pays en vue d'organiser un service commun d'informations.

»Enfin, la question peut s'envisager d'un point de vue peut-être plus élevé. C'est un des progrès de notre temps d'avoir soumis certains services d'intérêt général à des régles communes à toutes les nations. Ce qu'on a fait pour les postes et les télégraphes, pour les poids et mesures, pour la propriété industrielle, pour la propriété artistique et littéraire, et pour les transports internationaux, pourquoi ne le ferait-on pas pour les tarifs de douane? Un accord qui aurait pour effet d'assurer la rapide concentration, dans un office international, de tous les renseignements douaniers du monde et la publication immédiate de ces renseignements dans les langues commerciales les plus répandues répondrait, semble-t-il, aux nécessités de cette époque où les relations d'échange prennent chaque jour un plus grand développement entre les peuples.

»Ce sont ces considérations, que je ne fais qu'effleurer, qui ont déterminé le Gouvernement du Roi à soumettre un avant-projet de Convention aux Etats étrangers et à leurs Colonies.

»Il vous intéressera peut-être, Messieurs, de connaître l'accueil qui a été fait à ces ouvertures.

»Quelques Etats qui publient des traductions en leur langue des tarifs étrangers ont jugé que ce service répond aux besoins de leur commerce. Telle a été la réponse de l'Allemagne et de la France.

»L'Autriche, tout en manifestant de la sympathie pour notre œuvre, s'est prononcée dans le même sens.

»La Chine et la Perse ont décliné notre proposition parce que, d'après leur jugement, leur tarif serait invariable; l'Etat libre d'Orange, parce qu'il n'en possède pas. Ces Etats semblent n'avoir considéré que l'importation étrangère et avoir perdu de vue l'exportation de leurs propres produits. Peut-être reviendront-ils sur leur décision.

»L'Equateur et la République de Liberia sont au nombre des pays non adhérents, mais nous espérons que leur détermination n'est pas définitive. La Colombie, la Bolivie et le Guatemala n'ont pas encore fait

parvenir leur réponse: ce que l'éloignement peut expliquer, ainsi que des circonstances locales.

»Enfin, vous avez sous les yeux la longue liste des Etats et des Colonies qui ont adhéré en principe à notre projet et je crois superflu, en conséquence, de la reproduire ici.

»Parmi ces Etats, quelques-uns n'ont pu envoyer à temps leurs délégués à cette réunion; d'autres ont préféré attendre: c'est le cas des Pays-Bas, de la Suède et de la Norwège.

»Quant aux pays qui ont envoyé des délégués, je n'ai pas besoin de les nommer; vous les personnifiez«.

Après cet exposé sommaire, M. le baron Lambermont analyse les principales dispositions de l'avant-projet de Convention.

»Depuis l'envoi de sa première communication aux Gouvernements étrangers, dit-il, le Gouvernement du Roi a modifié quelques-unes de ses propositions; c'est ainsi qu'on a donné une forme moins solennelle au début du projet. On a aussi substitué la simple approbation des Gouvernements à la ratification qui occasionne parfois de longs retards.

»Jusqu'à présent, on avait supposé que les Etats adhérents ou la plupart d'entre eux seraient représentés à la Conférence et que leurs délégués seraient en mesure de signer un acte international. On constate aujourd'hui que la situation n'est pas telle. En effet, plusieurs Etats adhérents ne sont pas représentés et quelques-uns des délégués sont sans instructions. Dans ces conditions, il serait peut-être prématuré de chercher à conclure une Convention en règle et définitive. Mieux vaudrait peut-être d'examiner ensemble le projet, d'en discuter les clauses et d'amener une entente sur un projet que chaque délégué aurait ensuite à soumettre à son Gouvernement. Les délégués, en procédant ainsi, n'engageraient pas leurs Gouvernements, dont la décision resterait réservée et on fixerait un délai — de trois mois, de six mois, selon que l'assemblée le préférera — au terme duquel la Conférence se réunirait de nouveau et procéderait, le cas échéant, à la signature définitive.

»Il y a d'ailleurs une autre raison d'agir de la sorte. La répartition des frais est basée sur l'adhésion d'un nombre déterminé d'Etats. Or, il est évident que si tous les Etats ne maintiennent par leur adhésion, la combinaison financière serait dans une certain mesure à remanier.

»C'est dans le projet de règlement que réside l'intérêt principal de l'arrangement.

»Comme vous pourrez le remarquer, Messieurs, ce document a été sensiblement modifié. Bien que dans la nouvelle édition les amendements proposés aient été mis en regard du texte primitif, je crois néanmoins devoir signaler spécialement à votre attention les changements apportés à l'article 6, relatif au budget annuel des dépenses du Bureau international et les dispositions des articles 10 et 11, en vertu desquelles une septième classe a été créée en vue de la répartition des frais entre les Etats adhérents.

»En outre, un chapitre a été ajouté concernant l'organisation intérieure du service. On a voulu par là que tout l'organisme fût réglé avec votre approbation.

»Je crois, Messieurs, pouvoir arrêter ici l'examen des dispositions qui vous sont soumises. Vous trouverez au nombre des documents qui vous sont remis, un tableau indiquant la part afférente à chaque Etat dans la contribution totale.

»Messieurs, encore un mot et je termine. Dans les documents qui vous sont soumis, la Belgique est indiquée comme le siège futur du Bureau international des tarifs. J'espère que cette proposition ne va pas à l'encontre de vos vues. La Belgique ne porte et ne peut porter ombrage à personne. Elle aussi, s'il m'est permis d'emprunter une expression appliquée hier à un autre peuple, elle aussi est un foyer de paix. La neutralité caractérise sa position dans l'ordre politique et elle y a toujours été fidèle. Elle ne se désintéresse assurément pas des luttes pacifiques de l'intelligence; mais autant que d'une autre nation, on peut dire d'elle qu'elle vit de commerce et d'industrie. C'est ainsi qu'elle a été amenée à offrir l'hospitalité à l'institution qu'il s'agit de créer au profit du commerce général.

»Si vous jugez que sa témérité n'a point été excessive, je suis certain, de mon côté, d'être son organe en vous assurant qu'elle saura apprécier la préférence que vous aurez bien voulu lui accorder.«

Son Excellence M. le comte Della Croce demande à présenter une simple observation. Il a reçu, le 9 de ce mois, l'avis d'avoir à assister à la Conférence; il a aussitôt sollicité les instructions de son Gouvernement. Si la prochaine réunion pouvait être différée de quelques jours, il aurait le temps d'insister de nouveau pour recevoir ces instructions sans retard.

M. le baron Lambermont fait remarquer que tous les membres de la Conférence ne résident pas à Bruxelles; plusieurs sont venus du dehors et il leur serait sans doute agréable de voir les réunions se terminer dans un délai assez court. Il ne semble pas impossible, toutefois, de concilier la bonne marche de nos travaux avec la situation particulière de M. le délégué d'Italie. Il resterait convenu, si la Conférence veut bien agréer cette suggestion, que M. le comte Della Croce, lorsqu'il aura reçu ses instructions, pourra, à tout instant, dans la suite de nos réunions, revenir sur les questions au sujet desquelles il aurait des observations à présenter.

M. Lambert Tree appuie la proposition de M. le baron Lambermont; il devra s'absenter prochainement et serait heureux qu'on pût hâter les discussions.

Sir F. Dillon-Bell insiste dans le même sens.

M. le comte Della Croce déclare se rallier à l'avis de M. le Président.

M. le baron Lambermont propose de fixer la prochaine réunion à demain après midi.

M. Mitilineo demande que la réunion ait lieu à deux heures.

Cette motion est adoptée.

La séance est levée à quatre heures.

Le Secrétaire,	Le Président,
L. Capelle.	*Baron Lambermont.*

Procès-Verbal No. 2.

Séance du 16 *mars* 1888.

Le procès-verbal de la séance du 15 mars est lu et approuvé.

M. Lambert Tree croit devoir faire connaître que, conformément aux instructions de son Gouvernement, il assiste à la Conférence comme délégué ad referendum. Il doit être entendu que sa présence ne peut être interprétée comme impliquant de la part du Gouvernement des Etats-Unis l'engagement de souscrire aux décisions à intervenir. En se faisant représenter, le Gouvernement des Etats-Unis désire non seulement manifester l'intérêt sympathique qu'il porte à l'objet de la Conférence, mais il veut aussi encourager les efforts si intelligents de ceux qui ont pris l'initiative d'une oeuvre des plus utiles et d'une importance incontestable. M. le Ministre des Etats-Unis exprime, en terminant, le désir que la déclaration qu'il vient de faire soit actée au procès-verbal de la séance.

M. le baron Lambermont fait remarquer que la question s'est beaucoup simplifiée depuis hier. Il ne s'agirait plus actuellement de signer immédiatement une Convention, mais d'examiner ensemble les bases d'un accord ultérieur. Il croit en conséquence que l'on est parfaitement à l'aise pour accepter les réserves formulées par M. le délégué des Etats-Unis.

M. le baron Lambermont émet l'opinion qu'il n'y a pas lieu, dans l'état actuel des choses, de réclamer la production de pleins pouvoirs en règle de la part des délégués. Il suffit, semble-t-il, de constater que chacun des membres est muni d'autorisations suffisantes pour assister aux séances. Les pouvoirs en règle ne devraient être exigés que s'il s'agissait de signer un arrangement.

La Conférence partageant cette manière de voir, il est entendu que le procès-verbal rapportera les déclarations qui précèdent.

M. le Président annonce que la Turquie a bien voulu se joindre aux Etats qui adhèrent à l'Union et que le Sultan a désigné Son Excellence Carathéodory Efendi, son Ministre à Bruxelles, pour assister aux travaux de la Conférence.

M. Mulle, délégué de la Grèce, a fait savoir qu'il est empêché provisoirement, par suite d'indisposition, de se rendre aux séances.

M. le délégué de la Turquie tient à faire observer que, n'ayant pas reçu d'instructions de son Gouvernement, il assistera aux réunions dans les conditions déjà indiquées par M. Lambert Tree.

M. le baron Lambermont propose à la Conférence d'examiner article par article les projets de Convention et de Règlement qui ont été distribués aux membres. Cette proposition est acceptée.

Il est entendu qu'il ne s'agit de discuter qu'un projet de Convention. Le préambule sera modifié en conséquence.

Son Excellence M. Mitilineo est d'avis qu'à l'article premier on substitue aux mots: Union internationale pour la publication des Tarifs douaniers les mots: Union internationale pour la traduction et la publication des Tarifs douaniers.

M. Van Eetvelde demande s'il ne conviendrait pas de prévoir la pub-

lication de tarifs autres que de douane, par exemple, des tarifs de navigation, ou tout au moins d'employer une expression plus large, telle que tarifs officiels, qui permettrait d'étendre par la suite les attributions du service.

M. le baron Lambermont, tout en constatant l'utilité que peut présenter pour le commerce la connaissance des tarifs concernant les taxes de navigation, les droits de port, les transports par chemins de fer, croit cependant qu'on ne doit pas compliquer outre mesure la tâche du service à créer. L'idée suggérée par M. le délégué de l'Etat du Congo pourra être examinée lorsque le Bureau international aura atteint le but qui lui est actuellement assigné. Il remercie M. Van Eetvelde d'avoir signalé la question à l'attention de la Conférence.

Personne ne demandant plus la parole sur l'article premier, il est adopté avec la modification proposée par M. le délégué de la Roumanie.

Cet article sera donc rédigé de la manière suivante:

»Article premier. — Il est formé entre la Belgique . . . . . . et tous les pays qui, dans la suite, adhéreront à la présente Convention, une association sous le titre de: Union internationale pour la traduction et la publication des Tarifs douaniers«.

L'article 2 est conçu comme suit:

»Art. 2. — Le but de l'Union est de publier, à frais communs, et de faire connaître, aussi promptement et aussi exactement que possible, les Tarifs douaniers des divers Etats du globe et les modifications que ces tarifs subiront dans la suite«.

Tenant compte de l'observation de M. Mitilineo, on décide de modifier ainsi le texte:

»Le but de l'Union est de traduire, de publier, etc«.

M. Somzée reconnait que le projet qui est soumis aus délibérations de la Conférence est excellemment conçu, mais il pense qu'il serait très utilement complété par une mesure qui en rendrait l'application plus pratique encore.

La mesure consisterait à ramener tous les tarifs à un type de comparaison invariable pour les monnaies, le volume, le poids. Il estime que la guinée ou le franc, le litre, le kilogramme seraient des types de comparaison bien choisis.

Un tableau de coefficients ou de facteurs déduits de valeurs comparatives serait dressé; de la sorte, il suffirait d'une simple multiplication pour obtenir pour chacun des pays l'évaluation cherchée.

Seul pour les monnaies le coefficient serait variable par la raison qu'il comprend deux facteurs: la valeur nominale de la monnaie, taux fixe, et son cours qui est un élément variable.

Mais ce premier facteur étant indiqué, il serait facile de compléter le coefficient en tenant compte du cours coté au moment de l'évaluation.

M. le baron Lambermont croit que la Conférence appréciera la justesse de l'observation présentée par M. le délégué de Costa-Rica; mais, comme il s'agit d'une mesure d'exécution, il estime qu'il suffira d'insérer la motion dans le procès-verbal et de confier au Bureau international le soin d'examiner dans quelle mesure il sera possible d'en tenir compte.

Sir F. Dillon-Bel est d'avis que l'adoption éventuelle de la mesure ne devrait pas avoir pour conséquence d'accroître les frais du Bureau.

M. le baron Lambermont partage cette manière de voir.

L'article 3 porte:

»A cette fin, il sera créé à Bruxelles un Bureau international chargé de la traduction et de la publication de ces Tarifs, ainsi que des dispositions législatives ou administratives qui y apporteront des modifications«.

Il est adopté sans discussion.

L'article 4 est conçu comme suit:

»Cette publication se fera dans un recueil intitulé: Bulletin international des Douanes (Organe de l'Union internationale pour la publication des Tarifs douaniers).

»On adoptera à cet effet les langues commerciales les plus usitées«.

La Conférence décide que l'on examinera plus loin, en discutant l'article premier du projet de règlement, la question de savoir en quelles langues se feront les publications du Bureau international.

A cette occasion. M. le délégué de l'Italie demande si les dispositions du règlement seront considérées comme faisant partie intégrante de la Convention.

M. le baron Lambermont fait remarquer qu'en principe les dispositions du règlement doivent avoir la même force obligatoire que la Convention elle-même.

Toutefois, s'il y avait dans le règlement des clauses de nature à pouvoir être utilement modifiées à un moment donné, rien n'empêcherait que le règlement lui-même en constatât le caractère facultatif.

M. le délégué de l'Italie se déclare satisfait de ces explications.

On adopte sans discussions l'article 5 ainsi conçu:

»Le personnel du Bureau international sera nommé par les soins du Ministère des Affaires étrangères de Belgique, qui fera les avances de fonds nécessaires et veillera à la marche régulière de l'Institution«.

L'article 6 porte:

»La correspondance adressée par le Bureau international aux Gouvernements adhérents se fera en français«.

M. le délégué de l'Espagne demande en quelles langues devront être rédigées les communications que les Gouvernements adhérents adresseront au Bureau international.

M. le baron Lambermont répond que cette question a déjà été traduite en fait en ce qui concerne les Bureaux internationaux de Berne. L'article 6 est muet à cet égard; strictement donc on n'est pas lié et il semble qu'il est préférable de s'en rapporter aux précédents et de ne rien stipuler.

C'est également l'avis de la Conférence.

L'article 6 est adopté avec une légère modification proposée par M. le délégué du Mexique; la nouvelle rédaction est la suivante:

»Dans la correspondance adressée par le Bureau international aux Gouvernements adhérents, on fera usage de la langue française«.

On aborde ensuite la discussion de l'article 7, qui porte:

»Un rapport sur les travaux et la gestion financière du bureau international sera adressé chaque année aus gouvernements adhérents«.

M. le premier délégué de la Grande-Bretagne demande qu'au lieu de reléguer la question financière au règlement d'exécution, on ajoute dans le texte de la Convention elle-même un paragraphe fixant le maximum de la dépense du bureau international qui, dans l'opinion de son gouvernement, ne devrait pas dépasser 100,000 francs, chiffre qui fut approximativement cité dans le texte primitif du règlement.

M. Biebuyck, délégué de la Belgique, croit que la Conférence ne verra pas d'inconvénient à faire figurer cette mention dans la Convention plutôt que dans le règlement d'exécution. Quant au chiffre même de la dépense, il fait remarquer qu'il est porté dans le projet amendé (article 9 nouveau de l'arrangement) à 125,000 francs. Ce chiffre se décompose de la manière suivante:

a. Traitement des fonctionnaires et employés du Bureau international . . . . fr.	70.000
b. Frais d'impression et d'envoi du Bulletin de l'Union .	30.000
c. Location et entretien du local affecté au Bureau international, chauffage, éclairage, fournitures, frais de bureau, etc . .	25.000
Total . . . . . fr.	125.000

Sur les deux premiers postes, M. Biebuyck estime qu'on est plutôt resté au-dessous de la dépense réelle.

Si le troisième poste laissait un excédent, celui-ci serait employé comme il est dit à la fin du dit article 9 du règlement, ou il en serait provisoirement disposé conformément à l'article 20 du même règlement. On pourra peut-être réserver pour la discussion de ces articles la question de savoir si des réductions de dépenses sont possibles. Le nombre des langues qui seront adoptées pour la publication des tarifs influera nécessairement sur le quantum de la dépense.

Sir F. Dillon-Bell déclare qui si ses collègues et lui désirent voir fixer un maximum de dépenses, c'est surtout pour éviter des malentendus qui pourraient se soulever. D'après M. le délégué de la Nouvelle-Zélande, on peut craindre que les frais n'augmentent, mais on ne peut guère espérer qu'ils diminuent.

M. le baron Lambermont est d'avis que cette dernière hypothèse n'est pas impossible. Si le chiffre du tirage augmentait dans une notable proportion, le prix de revient de chaque exemplaire pourrait être diminué sans qu'il en résultât un accroissement du nombre d'exemplaires garanti par les Etats contractants.

M. le Président indique incidemment que la Conférence pourra, lorsqu'on abordera les articles relatifs au budget des recettes et des dépenses, examiner s'il ne serait pas possible, suivant ce qui a été fait pour d'autres publications officielles, de tirer parti des couvertures du Bulletin pour y insérer des annonces commerciales qui seraient payées par les intéressés.

Sir F. Dillon-Bell croit devoir faire remarquer que s'il insiste sur la

question de fixer le maximum des frais, c'est que la Grande-Bretagne et ses colonies auraient, suivant l'avant-projet de répartition, à supporter presque la moitié de la dépense totale.

Sir Graham-Berry, délégué de Victoria, déclare qu'il désire vivement le succès de l'œuvre entreprise par la Belgique. La question du quantum de la dépense serait résolue d'une façon satisfaisante s'il était permis au bureau international de servir des abonnements directs aux intéressés.

M. le baron Lambermont dit que cette question avait été précédemment envisagée par le gouvernement belge, mais qu'on avait cru préférable d'écarter provisoirement l'idée des abonnements fournis directement aux particuliers par le bureau international. Il demande à pouvoir examiner à nouveau la question avec ses collègues et à répondre dans une prochaine séance à la proposition de M. le délégué de Victoria. Il fait toutefois observer dès maintenant qu'entre le système de l'avant-projet, c'est-à-dire l'envoi des exemplaires aux divers gouvernements, qui les distribuent comme ils l'entendent, et le système des abonnements directs préconisé par sir Graham-Berry, il y aurait place pour une combinaison intermédiaire. Elle consisterait à envoyer aux gouvernements adhérents le nombre minimum des exemplaires garanti par eux et à faire adresser directement par le bureau international de Bruxelles les exemplaires supplémentaires que réclamerait le commerce des pays étrangers.

Il est entendu que la question sera résolue dans une séance ultérieure.

On passe à l'examen de l'article 8, ainsi conçu:

»Art. 8. — A l'effet de mettre l'Institution à même de rédiger le Bulletin international des douanes aussi exactement que possible, les parties contractantes lui enverront, directement et sans retard, deux exemplaires:

a. De leur loi douanière et de leur tarif douanier, mis soigneusement à jour;

b. De toutes les dispositions qui y apporteront dans la suite des modifications;

c. Des circulaires et instructions que les dits Gouvernements adresseront à leurs bureaux-frontières;

d. De leurs traités de commerce, conventions internationales et lois intérieures impliquant des mesures douanières«.

Son Excellence Carathéodory Efendi propose de remplacer dans le premier paragraphe de l'article 8, les mots: »directement et sans retard« par »directement et aussitôt après leur publication« ou bien par »directement et aussitôt que possible«.

Après des observations échangées auxquelles se rallie M. le délégué de la Turquie, la rédaction du § 1er de l'article est maintenue.

A la suite de considérations présentées par MM. les délégués du Danemark et des Etats-Unis et appuyées par M. le Président, le littéra c de l'article 8 est modifié comme suit:

»c. Des circulaires et instructions que les dits gouvernements adresseront à leurs bureaux de douanes concernant l'application du tarif ou la classification des marchandises et qui peuvent être rendues publiques.«

Il est entendu qu'on laissera à l'appréciation des gouvernements le soin de décider quelles sont les circulaires qui pourront être publiées sans inconvenient.

Sur la proposition de M. Gosselin, le littéra d est modifié comme suit:

»De leurs traités de commerce, conventions internationales et lois intérieures qui ont un rapport direct avec les tarifs douaniers en vigueur.«

Après un échange de vues entre différents membres, il est entendu que le bureau international pourra utilement renseigner les drawbacks, droits de transit, surtaxes, droits de statistique, etc., taxes qui influent sensiblement sur la situntion douanière faite aux produits étrangers.

M. le délégué de la Russie fait observer que le gouvernement russe publie périodiquement un compte-rendu des importations et des exportations de l'Empire. Il demande, d'après les instructions de son gouvernement, si ces documents et les documents similaires publiés par d'autres gouvernements étrangers ne pourraient pas trouver place dans les publications du bureau international.

Les renseignements statistiques complètent utilement les renseignements douaniers. M. Kamensky fait remarquer à titre d'exemple que la Russie cherche à augmenter son exportation d'alcool et qu'il serait intéressant pour les exportateurs de connaître quels sont les marchés qui leur sont ouverts.

M. le baron Lambermont reconnaît l'incontestable utilité que présenterait la pubblication des statistiques commerciales auxquelles fait allusion M. Kamensky, mais il se demande si l'adoption .de la mesure préconisée par M. le délégué de la Russie n'entraînerait pas le bureau international des tarifs dans des frais trop considérables. Il faudrait prévoir, en effet, les cas où tout les gouvernements adhérents réclameraient l'insertion de leur propre statistique dans le bulletin international.

Quelques observations sont encore présentées au sujet de questions accessoires de rédaction. Mais le text de l'article 8 ne subit définitivement aucune modification autre que celles indiquées ci-dessus.

M. le Président donne lecture de l'article 9 qui est adopté sans changement; il est ainsi conçu:

»Un règlement d'exécution déterminera le mode de publication du Bulletin de l'Union et de tout ce qui est relatif au budget du bureau international, à la répartition des frais entre les gouvernements adhérents et à l'organisation intérieure du service.«

M. le délégué du Danemark fait la réserve formelle »que les fonds actuellement nécessaires devant être accordés par le pouvoir législatif, il va de soi que l'engagement de payer une contribution annuelle sera pris sous réserve d'approbation par le pouvoir législatif.«

M. le délégué du Danemark ajoute que sa réserve veut évidemment que la dépense une fois votée l'est pour la durée de la Convention.

M. le Président lui donne acte de cette déclaration et dit que les choses se passent ainsi dans tous les Etats parlementaires.

MM. de Tavira et Gosselin demandent si chaque gouvernement aura

le droit de reproduire en tout ou en partie les publications du bureau international.

M. Lambermont est d'avis que le bureau international doit être considéré comme une personne civile. Il a la propriété de ses publications. Les gouvernements non adhérents et leurs sujets ne pourraient, sans porter atteinte à ce droit, reproduire les dites publications. Les Etats adhérents isolément n'ont pas non plus le droit de reproduction. Le bureau international seul, au nom de tous les Etats, peut disposer de la propriété commune. Il en résulte, semble-t-il, que pour pouvoir répondre affirmativement à la question posée par MM. les délégués de l'Espagne et de la Grande-Bretagne, il faudrait qu'il y eût dans la Convention une clause reconnaissant à chaque Etat adhérent le droit de reproduire les publications du bureau international. Or, il est à remarquer que cette solution présenterait des inconvénients au point de vue financier, car elle aurait pour effet de susciter une concurrence au bureau international.

Au surplus, je proposerai à la Conférence de vouloir bien réserver la question pour une discussion ultérieure.

L'article 10 porte:

»Les Etats et Colonies qui n'ont point pris part à la présente Convention ou qui, y ayant pris part, ne l'auront pas approuvée avant le 1er novembre 1888, seront admis à y accéder ultérieurement.

»L'approbation ou l'accession sera notifiée par écrit au gouvernement belge qui la fera connaître à tous les autres gouvernements contractants.

»L'accession emportera de plein droit adhésion à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés dans la présente Convention.«

En présence des décisions antérieurement prises par la Conférence, ce texte doit être amendé ainsi qu'il suit:

»Les Etats et Colonies qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y accéder ultérieurement.

L'accession sera notifiée par écrit au gouvernement belge qui la fera connaître à tous les autres gouvernements contractants. L'accession emportera de plein droit adhésion à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés dans la présente Convention.«

L'article 11 est ainsi conçu:

»La présente Convention sera mise à exécution le 1er décembre 1888 et elle restera en vigueur pendant dix ans.

»Si, douze mois avant l'expiration des dix premières années, la présente Convention n'a pas été dénoncée, l'Union subsistera pendant un nouveau terme de dix années et ainsi de suite, de dix en dix ans.

»La dénonciation sera adressée au gouvernement belge. Elle n'aura d'effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la Convention restant exécutoire pour les autres pays de l'Union.

»En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.«

»Fait à Bruxelles, le . . . . .«

Une discussion s'engage sur la durée à assigner à la Convention.

MM. Gosselin, Kamensky et Nunez Ortega y prennent part. D'après

les instructions reçues par les délégués anglais, M. Gosselin demande à la Conférence de vouloir bien agréer un terme plus court pour la durée de l'engagement international. Il propose un terme de cinq ou de sept ans.

M. Biebuyck expose les raisons qui ont amené le gouvernement belge à proposer le terme de 10 ans. Le but principal a été d'assurer, dans une certaine mesure, le sort du personnel, qui doit se composer d'excellents éléments. Si l'on ne garantissait à l'entreprise qu'une durée de cinq ans, il serait à craindre que l'on ne pût trouver les hommes d'expérience que réclame le service. Ceux-ci, en effet, se décideraient difficilement dans de telles conditions à se déplacer si on les prend à l'étranger ou à abandonner une carrière lucrative qu'ils auraient embrassée en Belgique.

M. Nunez Ortega appuie les observations présentées par M. Biebuyck.
M. Mitilineo en reconnaît aussi la justesse et fait valoir que le système de l'avant-projet présente cet avantage de faire porter la dépense de premier établissement sur un plus grand nombre d'années.

M. Lambert Tree fait remarquer que le nouveau bureau aura à traverser une période d'organisation et une période d'expérience. Cinq ans, c'est peut-être trop peu pour juger de sa vitalité et de son utilité; dix ans, c'est trop. A titre transactionnel, il propose le terme de sept ou huit ans.

M. le délégué de la Turquie est d'avis que si le term proposé de dix ans était maintenu, il ne porterait pas un grand préjudice aux Etats contractants; il se déclare d'ailleurs prêt à se rallier à toute autre décision quant à la durée à fixer à l'engagement international.

M. le délégué du Mexique appuie le terme de dix ans.

Sir F. Dillon-Bell déclare, après s'être concerté avec ses collègues de la Grande-Bretagne et des Colonies anglaises. qu'ils accepteront la durée de sept ans. Tout en appréciant les observations présentées par le délégué de la Belgique, ils pensent qu'on attirera plus facilement des adhérents à l'Union en n'assignant pas à l'engagement une durée obligatoire trop longue. Ils sont d'avis que si l'oeuvre droit réussir, comme ils le pensent et comme ils l'espèrent, le succès sera assuré avant sept ans. Si, au contraire, elle ne réussissait pas, il serait bien d'en terminer l'existence à la fin de ce terme.

M. le baron Lambermont fait connaître que la proposition de fixer à cinq ans le terme de l'engagement international était parvenue au gouvernement belge avant l'ouverture de la Conférence. La Suède et la Norwège ont désiré observer une position expectante principalement à raison de la durée, d'après eux trop longue, assignée à la Convention.

M. le délégué de la Russie déclare que son gouvernement partage à cet égard la manière de voir de la Suède et de la Norwège.

M. le baron Lambermont dit que la vérité est qu'il faut une période d'essai. Toutefois, il convient de ne pas chercher à l'aventure le personnel du nouveau service, mais de faire appel à des hommes qui ont fait leurs preuves. Aussi, bien que le terme de sept ans ne soit pas celui qui a été adopté dans les circonstances analogues, il croit pouvoir se rallier à ce terme et sauf avis contraire, il le mettra aux voix.

La proposition est adoptée.

L'article 11 est définitivement amendé comme suit:

»La présente Convention sera mise à exécution le . . . . . et elle restera en vigueur pendant sept ans.

»Si, douze mois avant l'expiration des sept premières années, la présente Convention n'a pas été dénoncée, l'Union subsistera pendant un nouveau terme de sept années et ainsi de suite, de sept en sept ans.

»La dénonciation sera adressée au gouvernement belge. Elle n'aura d'effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la Convention restant exécutoire pour les autres pays de l'Union.

»En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente Convention et y ont apposé leur cachet.

»Fait à Bruxelles, le . . . . .«

La séance est levée à 5 heures.

Le Secrétaire, *L. Capelle.* — Le Président, *Baron Lambermont.*

Procès-Verbal No. 3.

Séance du 17 *mars* 1888.

Le procès-verbal de la séance du 16 mars est lu et approuvé.

M. le délégué de la Russie exprime le désir de savoir si les tarifs des pays non adhérents et les autres documents concernant ces pays et énumérés à l'article 8 de la Convention seront publiés dans le Bulletin international; il estime que, dans la négative, ce recueil présenterait une grande lacune.

M. le Président réserve l'examen de la question pour une séance ultérieure.

MM. les délégués de la Turquie et de la Suisse croient devoir présenter une observation au sujet d'un changement qui a été apporté dans la séance d'hier au texte primitif de la Convention. Sur la proposition d'un membre, il avait été entendu que l'on spécifierait dans le préambule, ainsi qu'aux articles 1 et 2, que le but de l'Union internationale est non seulement de publier, mais aussi de traduire les tarifs douaniers. Ces Messieurs sont d'avis qu'il suffit que cette indication figure à l'article 3, qui a pour object spécial de définir la mission du bureau international; ils proposent en conséquence de maintenir la rédaction primitive du préambule et des articles 1 et 2.

Cette motion est adoptée.

Le projet de Convention sera revisé en conséquence.

Son Excellence Carthéodory Efendi pose la question de savoir si les Etats adhérents auront le droit de faire parvenir, rédigés dans leur langue nationale, les documents destinés au bureau des tarifs.

M. le baron Lambermont rappelle qu'une question analogue a été soulevée hier à propos de la correspondance. Il paraît évident que les divers Etats ont le droit d'envoyer les documents rédigés en leur langue nationale; il est même désirable que le texte original et officiel des dis-

positions douanières soit toujours mis à la disposition du bureau international. Toutefois, on peut espérer que les Etats adhérents chercheront à simplifier, autant que faire se peut, la tâche de ce bureau. Il n'est pas douteux que, dans le début principalement, la traduction de tous les tarifs en plusieurs langues ne soulève de réelles difficultés. Le nombre des traducteurs est limité à huit; il serait à souhaiter que quelques-uns de ces fonctionnaires pussent être fournis par l'étranger. En tout état de cause, il sera nécessaire que l'on puisse compter sur toute la bienveillance des gouvernements intéressés et que ceux-ci prêtent leurs bons offices en vue d'assurer, dans la mesure du possible, l'exactitude des traductions.

M. le délégué de la Turquie prend acte des déclarations de M. le Président.

M. le baron Lambermont rappelle qu'il avait été proposé hier par les délégués anglais de faire suivre l'article 7 de la Convention d'une disposition conçue dans le sens de l'article 6 amendé du projet de règlement d'exécution. La transposition même ne soulève aucune objection, mais il convient de se mettre d'accord sur la rédaction de l'article. Il s'agit, on le sait, des frais occasionnés par l'institution du bureau international.

L'article 9 amendé du projet de règlement fixe à 125,000 francs la dépense totale et détermine quelle serait, dans l'opinion des auteurs du project, la répartition de cette somme. Le chiffre indiqué dans l'article 9 ancien n'était que d'une centaine de mille francs. Messieurs les délégués de la Grande-Bretagne et des Colonies anglaises ayant exprimé le désir de voir ce dernier chiffre maintenu. M. le baron Lambermont a recherché avec ses collègues de Belgique les moyens de se rapprocher de ce chiffre. Il leur a paru qu'il serait possible de diminuer le nombre des fonctionnaires supérieurs du bureau. Au lieu d'un directeur et d'un secrétaire touchant respectivement un traitement de 15 et de 7 mille francs, ainsi qu'il est dit à l'article 14 du règlement, on ne maintiendrait à la tête du bureau qu'un agent jouissant d'un traitement annuel de 7.000 francs et, pour les premières années, le Département des Affaires Etrangères chargerait un de ses hauts fonctionnaires d'exercer, par délégation du Ministre, la mission de contrôle primitivement attribuée au directeur. Il suffirait de réserver à cet effet une somme de 3,000 francs.

M. le délégué du Mexique croit qu'il est de l'intérêt de tous les Etats adhérents d'assurer le fonctionnement régulier du nouveau service. Il est d'avis que le chiffre de 125,000 francs n'est pas exagéré et que, s'il était mis aux voix, il serait accepté par le plus grand nombre de ses collègues. Il reconnaît que la Grande-Bretagne et les Colonies anglaises doivent supporter une part considérable dans les dépenses du bureau, mais cela est dû à l'importance de leur commerce.

M. Nunez Ortega demande ensuite s'il ne conviendrait pas d'adjoindre un archiviste au bureau international.

M. le baron Lambermont fait remarquer que l'article 24 du règlement charge l'attaché au secrétariat du service des archives et de la bibliothèque.

Quant à la question principale, il déclare que, s'il a cherché une combinaison qui permette de diminuer les dépenses du bureau, c'est par

égard pour le gouvernement britannique, qui est assez intéressé dans la question pour avoir le droit d'être écouté. Il estime d'ailleurs qu'en confiant à un fonctionnaire capable et bien préparé du Département des Affaires Etrangères la haute surveillance du bureau, on pourra compenser la suppression du poste de directeur.

M. Biebuyck, traduisant en chiffre les réductions proposées par M. le baron Lambermont, croit que l'article 9 pourrait être modifié comme suit:

a. Traitement des fonctionnaires et employés, y compris le supplément de traitement de 15 % affecté par l'article 14 à l'assurance desdits fonctionnaires et employés . . . . fr. 65.000 »

b. Frais d'impression et d'envoi du Bulletin de l'Union. 30.000 »

c. Location, entretien du local, etc. . . . . 15.000 »

Total . . . fr. 110.000 »

M. Biebuyck expose que le chiffre de 65.000 francs, prévu pour le traitement des fonctionnaires, a été calculé de manière à permettre d'augmenter légèrement la rémunération des troisièmes traducteurs, mesure qui, vraisemblablement, s'imposera.

M. Gosselin remercie MM. les délégués belges de l'accueil qu'ils ont bien voulu réserver à ses propositions et des efforts qu'ils ont faits pour y donner satisfaction.

Il fait remarquer qu'à l'invitation qui a été adressée aux Colonies britanniques d'adhérer à l'Union, se trouvait joint un tableau, indiquant le montant approximatif de la cotisation annuelle à payer par chacun des pays. Les délégués des Colonies autonomes représentées à cette Conférence exprimeront sans doute leur opinion à ce sujet. Quant à l'Empire Indien, le dominion de Canada, les Colonies autonomes du Cap de Bonne-Espérance, de Tasmanie, de Terre-Neuve et de toutes les Colonies non autonomes, M. Gosselin déclare que les délégués anglais sont expressément limités par leurs instructions à n'accepter que le montant des cotisations basé sur le projet primitif. Il croit donc utile que son collègue M. Bateman présente un exposé détaillé de la situation, indiquant les augmentations variant de 50 à environ 200 %, comparées aux premiers calculs basés sur le projet primitif.

M. Bateman donne lecture du travail suivant comparant la cotisation qu'auraient eue à supporter la Grande-Bretagne et ses Colonies non autonomes, ainsi que l'Australie du Sud, si l'on s'en était tenu au tableau primitif de répartition et celle qui leur incombe si l'on applique le tableau amendé.

Pays.		Cotisations calculées sur le projet primitif.	Cotisations calculées sur le projet amendé.
Angleterre		2.400	3.885
Canada	(possession anglaise)	2.000	3.330
Inde anglaise	—	2.000	3.330
Malte	—	1.660	2.775

Victoria	(possession anglaise)	1.600	2.275
Australie du Sud [1])	—	1.200	2.220
Cap de Bonne-Espérance	—	»	»
Ceylan	—	»	»
Guyane anglaise	—	»	»
Maurice (Ile)	—	»	»
Nouvelle-Zélande	—	»	»
Queensland	—	»	»
Trinité (Ile de la)	—	»	»
Iles sous le vent	—	800	1.665
Jamaïque	—	»	»
Lagos	—	»	»
Natal	—	»	»
Tasmanie	—	»	»
Terre-Neuve [2])	—	»	»
Australie de l'Ouest	—	400	1.110
Côte-d'Or	—	»	»
Gibraltar	—	»	»
Honduras Britannique	—	»	»
Fidji (Iles)	—	»	»
Iles du vent	—	»	»
Sierra Leone	—	»	»
Chypre (Ile de)		400	555
Falkland (Iles) [2])	(possession anglaise) .	»	»
Gambie	— .	»	»
Helgoland [1])	— .	»	»
Bahama (Iles)	— .	»	»
Turques (Iles)	— .	»	»

De l'adoption du tableau amendé résulterait pour ces pays une aggravation notable des charges. M. Bateman fait connaître, à cette occasion, l'adhésion à l'Union des îles de Terre-Neuve et de Falkland; par contre, il annonce que l'Australie du Sud et Helgoland déclinent l'invitation qui leur est adressée; celle-ci à raison du peu d'importance de son commerce.

Sir F. Dillon-Bell fait remarquer qu'au point de vue où s'est placé M. Bateman, il y a lieu de distinguer les Colonies »non autonomes« de celles jouissant du système parlementaire.

M. le Président prend acte de la notification faite par M. Bateman. Il prie ensuite M. le délégué de la Grande-Bretagne de vouloir bien lui faire connaître sur quelle base avaient été faits les premiers calculs attribuant les cotisations moindres.

M. Bateman déclare que la somme de dépense, qui était alors fixée à 100,000 francs, a été répartie entre tous les Etats renseignés dans le tableau annexé au premier projet de Convention.

M. le Président fait remarquer que ce tableau était accompagné d'une

1) N'accepte pas le projet primitif.
2) Adhère au projet primitif.

note indiquant que l'on ne devait considérer comme adhérents que les pays marqués d'un astérisque. Cette note aura vraisemblablement échappé à l'attention du gouvernement britannique.

Quoi qu'il en Soit, si MM. les délégués de la Grande-Bretagne admettent le chiffre maximum de 100,000 francs, l'écart entre leur proposition et les nouvelles propositions belges concluant au chiffre de 110,000 francs devient bien peu important, la différence devant se répartir entre tous les Etats intéressés.

M. Bateman réplique que la difficulté réside surtout dans le fait qu'il faudrait écrire de nouveau à toutes les Colonies pour obtenir leur adhésion à l'accroissement de frais qui leur incomberait.

M. le baron Lambermont croit que le gouvernement britannique aura le temps de provoquer cette nouvelle consultation avant l'époque qui sera fixée pour la signature de la Convention. Toutefois, il serait désirable que la Conférence sût dès maintenant si l'on peut compter provisoirement et, sauf avis ultérieur contraire, sur l'adhésion des Colonies.

M. Gosselin en référera à son gouvernement.

M. le baron Lambermont sera reconnaissant à M. le délégué de la Grande-Bretagne s'il veut bien exposer la situation à son gouvernement et chercher à obtenir une réponse pour le commencement de la semaine prochaine.

M. le délégué de Costa-Rica croit comprendre que le gouvernement britannique désire bien plus faire fixer ne varietur le maximum de la dépense que faire prévaloir le chiffre de 100,000 francs. Du moment donc où il est nécessaire de consulter à nouveau les Colonies, autant et mieux vaudrait faire porter la consultation sur l'adhésion au chiffre de 125,000 francs, reconnu d'abord nécessaire, que sur le chiffre de 110,000 francs, qui sera peut-être insuffisant.

Sir F. Dillon-Bell fait remarquer que, lorsque les Colonies australiennes ont fait connaître leur adhésion à l'idée de constituer un bureau international pour la publication des tarifs douaniers, elles ne connaissaient pas la quote-part qui pourrait, d'après la nouvelle répartition, leur incomber dans les frais de l'institution. Si aujourd'hui ses deux collègues et lui sont amenés à appuyer les propositions qui auraient pour but de fixer le maximum de la contribution imposée aux Colonies britanniques, ce n'est pas en vue de l'économie d'argent. Ils seraient au surplus disposés à reconnaître qu'il serait difficile de restreindre les frais de bureau à ce maximum, si le projet, comme ils l'espèrent, venait à réussir.

Mais, ce qui, selon lui, est à prendre en sérieuse considération, c'est l'effet que peut produire dans les Colonies anglaises un mode de répartition des dépenses qui met à la charge de celles-ci seules une contribution de plus de 50,000 francs sur une somme totale de 125,000 francs. La combinaison pourrait paraître peu équitable, et être cause que plusieurs gouvernements coloniaux refuseraient leur adhésion à l'institution. M. le délégué de la Nouvelle-Zélande croit à peine nécessaire d'ajouter que ses observations sont inspirées par le désir de voir assurer le succès d'une œuvre à laquelle lui et ses collègues s'intéressent vivement. Il leur semble que la classification proposée dans l'avant-projet est un peu arbitraire, et

qu'il y aurait lieu d'examiner à nouveau le nombre des classes. Sir F. Dillon-Bell pose, en terminant, la question de savoir si l'on ne pourrait créer une nouvelle classe comprenant les pays qui ont le commerce le plus étendu, et dans laquelle les cotisations seraient majorées.

M. Em. Eloy, délégué du Salvador, est d'avis qu'il serait préférable de ne pas statuer sur le chiffre total de la dépense avant d'avoir discuté les bases de la répartition.

M. le Président se rallie à l'avis de M. Eloy; la proposition est adoptée.

M. le baron Lambermont croit que le moment est venu de reprendre la question du système à employer pour le service des abonnements aux publications du bureau international. Il consulte la Conférence sur le point de savoir si elle entend adopter le système mixte dont il s'est agi dans la séance d'hier et qui comporte à la fois les abonnements directs et les abonnements par l'intermédiaire des gouvernements adhérents.

M. Paccaud, délégué de la Suisse, estime qu'il faut faire en sorte de réserver sous le rapport des abonnements un avantage aux pays contractants, sinon on ne verrait pas l'utilité qu'il y a à entrer dans l'Union. Il admet en conséquence le traitement différentiel consacré par l'article 5 du règlement en ce qui concerne le prix des abonnements; il serait disposé à accentuer encore l'écart entre les deux prix. Il ne verrait même pas d'inconvénient à ce qu'il soit décidé que seuls les pays adhérents pourront recevoir les publications du bureau international.

M. Eloy demande si, avant d'aborder la discussion de l'article 5 du règlement, il ne conviendrait pas de statuer définitivement sur le chiffre à inscrire à l'article 7 ou plutôt 8 nouveau de la Convention, concernant le budget des dépenses du bureau international.

M. le baron Lambermont répond que, sur la proposition de M. Eloy, on a admis que l'on statuerait sur les bases de la répartition de la dépense totale avant d'en fixer définitivement le montant.

M. le Président ajoute que, s'il a proposé de reprendre en ce moment l'examen de la question des abonnements sans attendre la discussion de l'article 5 du règlement, c'est parce qu'elle avait été entamée hier.

M. le baron Lambermont répond à M. Paccaud que s'il paraît équitable de réserver aux pays adhérents les avantages de l'institution, il est d'autre part bien difficile de trouver le mode d'application des mesures différentielles qui seraient prises à l'égard des pays non contractants.

M. Paccaud pense que les Etats adhérents étant intéressés à ne pas faire bénéficier gratuitement les pays non adhérents des avantages que les pays de l'Union sont obligés de payer, ils devraient faire ce qui depend d'eux pour empêcher que les publications du Bureau international ne fussent jetées inconsciemment sur le marché. S'ils s'engageaient à agir ainsi, on pourrait supprimer les abonnements directs et il deviendrait bien difficile pour les Etats non adhérents de se procurer les publications du Bureau international.

M. le baron Lambermont fait remarquer que l'article 5 (texte primitif de l'Arrangement) autorisait les abonnements pour les pays non adhé-

rents; toutefois, le Gouvernement belge ne verrait pas d'inconvénient à supprimer cet article et à le remplacer par une disposition portant: »Le Bureau international ne peut fournir d'abonnements qu'aux Gouvernements des pays faisant partie de l'Union.« Le prix unique de l'abonnement serait dans ce cas indiqué à l'article 8, comme il sera dit plus loin.

En ce qui concerne les abonnements directs, M. le baron Lambermont croit que la nécessité n'en est pas démontrée. Il demande à MM. les délégués des Colonies australasiennes, qui ont suggéré l'idée d'autoriser de semblables abonnements, s'ils insistent sur leur proposition. Il semble que le retard qui résulterait de l'obligation imposée aux particuliers de prendre leurs abonnements par l'intermédiaire de leurs Governments serait dans tous les cas peu appréciable.

Sir F. Dillon-Bell ne désire pas insister sur la proposition qu'il avait émise à cet égard en son nom et au nom de ses deux collègues. Mais ils tiennent à faire observer qu'à leur avis la proposition dont il s'agit assurerait au bureau international un revenu considérable. Leur but, cependant, serait atteint par le système, proposé par M. le Président, de l'abonnement par l'intermédiaire des Gouvernements adhérents.

M. le baron Lambermont consulte la Conférence sur le point de savoir: 1° si les Etats non adhérents et leurs sujets ne pourront pas souscrire aux publications du Bureau, et 2° s'il sera interdit au bureau international de servir des abonnements directs aux particuliers.

Sir F. Dillon-Bell pense qu'avant de statuer sur ces deux points il serait désirable de déclarer que les tarifs des pays non adhérents seront publiés au même titre que les tarifs des pays adhérents.

M. Van Eetvelde fait remarquer que cette question est résolue affirmativement par l'article 2.

M. le baron Lambermont constate qu'il en est ainsi.

Cela admis, la Conférence décide que le Bulletin de l'Union internationale sera réservé exclusivement aux pays adhérents et que les abonnements directs par le Bureau international seront interdits.

M. le Président propose de reprendre la question qui avait été également soulevée à la séance d'hier, concernant la faculté pour les Etats adhérents de reproduire dans leurs publications propres les informations insérées au Bulletin de l'Union. En ce qui le concerne, il croit que, dans l'intérêt du succès de l'oeuvre qu'il s'agit de créer, il serait désirable que les Etats contractants s'abstinssent de reproduire lesdites informations. Il fait remarquer que, lorsque le Moniteur belge a commencé à publier la collection des tarifs douaniers, le nombre de ses abonnés s'est accru dans une notable proportion. On peut espérer, semble-t-il, qu'une faveur analogue à celle qui a été réservée par le commerce belge à la publication des tarifs sera assurée à l'étranger aux publications du Bureau international: mais il serait regrettable que ce succès fût contrarié par la concurrence qui résulterait de la reproduction de ces publications. Les Gouvernements contractants ne pourraient-ils, au lieu de rééditer les tarifs, commander des abonnements supplémentaires au Bureau international?

M. Gosselin fait remarquer que, dans son opinion, il ne s'agirait pas

de la réédition complète du Bulletin international, mais seulement de la reproduction d'extraits ou de parties de ce recueil.

M. Biebuyck constate que l'on est d'accord sur le principe; il suffirait de spécifier dans quelles conditions la reproduction constituerait un acte de concurrence et dans quels cas elle ne présenterait pas ce caractère.

M. Gosselin, tout en appréciant les raisons invoquées par M. le baron Lambermont, désirerait que la question de droit fût réglée.

M. le baron Lambermont dit que la question a été placée hier sur ce terrain. Il répète qu'à son avis, pour que les Etats adhérents puissent isolément réclamer le droit de reproduire les publications du Bureau international, il faudrait insérer un article formel dans la Convention.

M. le délégué de la Roumanie pense qu'il ne peut y avoir de doute au sujet du droit qu'ont les Etats contractants dont la langue nationale ne serait pas usitée pour les publications du Bureau des tarifs, de traduire dans leur propre langue les publications dudit Bureau.

M. le baron Lambermont est d'avis qu'il est équitable que la Convention reconnaisse formellement ce droit aux pays adhérents. Il s'engnge à rechercher avec ses collègues de Belgique une rédaction pour cette question et pour celle qu'a soulevée M. Gosselin au sujet du droit de reproduction par extraits.

La Conférencc passe ensuite à l'examen des dispositions du Règlement d'exécution.

L'article premier est ainsi conçu:

»Le Bulletin international des douanes sera publié en quatre langues, savoir: en allemand, en anglais, en espagnol et en français.«

M. le délégué de l'Italie déclare que, dès le jour où il a eu connaissance du projet du Gouvernement belge, son Gouvernement a manifesté le désir de voir ajouter l'italien aux langues à employer pour la publication des tarifs douaniers. M. le comte Della Croce croit inutile d'insister sur l'importance que présente la langue italienne au point de vue du commerce international; il lui suffira de rappeler que l'Italie compte 30 millions d'habitants; la langue italienne est celle qui s'emploie le plus généralement pour les affaires traitées dans les Echelles du Levant; c'est aussi la langue de centaines de mille de commerçants établis dans la République Argentine. M. le délégué de l'Italie demande, en conséquence, qu'il soit entendu que les tarifs seront publiés en italien.

M. le baron Lambermont croit devoir faire remarquer, sans entrer pour le moment dans la discussion de la question même, que l'adjonction d'une cinquième langue aux quatre langues prévues dans le projet, aurait pour conséquence nécessaire d'augmenter les frais du Bureau d'une somme que l'on pourrait à première vue fixer approximativement à 25,000 francs.

Un membre ayant fait observer que l'on pourrait peut-être, pour éviter cet accroissement de dépense, substituer la langue italienne à la langue allemande qui n'est la langue nationale d'aucun les Etats représentés à la Conférence, M. le baron Lambermont répond que c'est à l'assemblée à décider s'il y a lieu d'autoriser cette substitution.

M. le délégué de la Russie est d'avis que la langue allemande doit

être maintenue, car il y a dans tous les pays, notamment en Russie et en Angleterre, un nombre considérable de négociants appartenant à la nationalité allemande.

M. le délégué de la République Argentine n'élève pas d'objections contre l'adoption de la langue italienne; il doit constater toutefois que les centaines de mille Italiens qui habitent la République Argentine et dont a parlé M. le délégué de l'Italie comprennent et parlent l'espagnol.

M. le délégué de la Turquie croit que c'est au Bureau qu'il appartient d'indiquer quelles sont, en tenant compte de l'intérêt général, les langues qui présentent la plus grande utilité. S'il juge qu'à ce point de vue il est désirable de maintenir la langue allemande, on ne peut que se rallier à cette manière de voir; sauf à adopter également, s'il y a lieu, l'italien ou toute autre langue réellement utile. M. le délégué de la Turquie estime, en conséquence, que l'on doit attendre les propositions du Bureau.

M. le Président ne peut partager cet avis. En tant que Belge, il connaît bien les intérêts du commerce belge, mais pas aussi bien les nécessités du commerce étranger. Il est personnellement disposé à se montrer large dans la question que l'on discute en ce moment, mais il croit devoir rappeler que les fonds reconnus nécessaires devront être votés par les divers Parlements. Il estime donc que le choix des langues est de la compétence non du Bureau, mais de la Conférence elle-même, tous les Gouvernements y étant intéressés. Au surplus, il est convaincu que la langue allemande avait toute qualité pour être, dès le début, rangée parmi les langues proposées.

M. le délégué d'Haïti pense que c'est le Bureau international qui pourra le mieux juger quelles sont les langues qu'il sera désirable de maintenir, à raison de la faveur qu'elles rencontreront auprès des abonnés à ses publications.

M. le Président constate qu'il faudra néanmoins faire un choix, dès le début, c'est-à-dire avant de connaître le sentiment des abonnés.

M. le délégué du Portugal demande si l'on a calculé l'excédent de dépenses qui pourrait résulter pour son Gouvernement de l'adjonction du portugais aux langues proposées. Cette éventualité mérite examen, vu l'importance de cette langue dans toutes les transactions commerciales du Portugal, de ses nombreuses Colonies et même de l'immense territoire de l'empire du Brésil, qui ne se trouve pas encore, il est vrai, au nombre des adhérents à cette Conférence.

M. le baron Lambermont se rallierait volontiers aux propositions tendant à l'augmentation du nombre des langues adoptées; mais on est limité par le crédit ouvert au Bureau international. Si l'entreprise réussit, il y aura moyen de donner par la suite satisfaction aux demandes qui se produiront.

M. le délégué du Portugal pose la question de savoir si l'on ne pourrait ajouter à l'article premier, en ce moment en discussion, un paragraphe portant que les pays qui désireraient voir employer leur langue nationale pour la publication des tarifs paieraient une somme que l'on déterminerait dès maintenant.

M. le baron Lambermont croit que cette solution paraîtrait peu équitable pour les pays en question puisqu'elle imposerait une surtaxe aux Etats qui réclameraient le bénéfice de la disposition, tandis que les pays dont la langue serait adoptée dès le début auraient obtenu presque gratuitement un avantage équivalent.

Il a toutefois été tenu compte, à l'article 11 du Règlement, de l'idée dont s'inspire la proposition de M. le délégué du Portugal, car cet article stipule que, pour les pays dont la langue ne sera pas usitée par le Bureau international, les chiffres des unités servant de base à la répartition des frais seront respectivement diminués de deux cinquièmes.

M. le délégué de la Turquie demande si l'on ne pourrait pas stipuler que les tarifs seront publiés en quatre ou cinq langues et laisser, comme il l'a suggéré, au Bureau le soin de décider quelles seront ces langues.

MM. les délégués du Mexique et de l'Espagne déclarent ne pouvoir se rallier à cette proposition. M. de Tavira n'est autorisé à assister à la Conférence que dans les conditions qui ont été indiquées à son Gouvernement.

M. le délégué des Etats-Unis croit que le but que l'on a en vue est de donner au monde commercial les renseignements qui lui sont le plus utiles. Il lui paraît que la question des langues n'est, dans le cas actuel, qu'une question de fait que l'on devrait examiner en dehors de toute préoccupation personnelle.

Si l'étendue des pays où l'on parle une langue déterminée était seule à considérer, la langue chinoise aurait grande chance d'être adoptée. M. Lambert Tree est, en outre, d'avis que la qualité d'adhérent à l'Union ne doit pas, par elle-même, constituer au profit de l'Etat qui peut l'invoquer un titre suffisant pour l'admission de sa langue nationale. Il estime que l'allemand et le français sont des langues commerciales importantes. Quant à l'espagnol, que l'on parle non seulement en Espagne et dans ses Colonies, mais aussi au Mexique, dans toute l'Amérique Centrale et dans la plus grande partie de l'Amérique du Sud, c'est une langue essentiellement commerciale. La Conférence décidera s'il en est de même de l'anglais.

M. le délégué de l'Italie insiste sur sa motion concernant l'adoption de la langue italienne. Il doit déclarer que son Gouvernement fait de l'approbation de cette proposition une condition sine qua non de son adhésion à l'Union.

M. le baron Lambermont croit que la Conférence n'est pas en mesure de trancher immédiatement la question; il propose d'en reprendre l'examen dans la prochaine séance.

La Conférence adopte cet avis.

M. le Président donne ensuite lecture de l'article 2 du Règlement, ainsi conçu:

»Le format du Bulletin (justification) sera de 21 centimètres en hauteur sur 15 centimètres en largeur. Les caractères à employer seront la gaillarde ou corps neuf, pour le texte courant, et le petit texte ou corps huit pour les tableaux«.

M. le délégué des Etats-Unis demande qu'en tête de la première page

du Bulletin international des douanes, figure imprimé en caractères gras l'avis suivant:

»Bien que le Bureau international s'engage à apporter les plus grands soins dans la traduction des lois de douane et des publications officielles interprétatives de ces lois, il doit être entendu que les Gouvernements intéressés n'assument pas de responsabilité quant à l'exactitude de ces traductions et qu'en cas de contestation le texte original sera leur seul guide«.

M. Lambert Tree estime que l'amendment dont il vient de donner lecture se justie par cette considération que, quelque soin qu'on apporte dans la traduction d'un texte de loi, il est toujours à craindre que la traduction ne reproduise pas tout à fait le sens exact et la portée complète de la loi. Il est d'avis que la meilleure traduction ne pouvant représenter que l'appréciation du traducteur, quant au sens à donner aux mots et aux phrases qu'il doit reproduire dans une autre langue, il serait dangereux de ne pas prémunir les personnes qui feraient des transactions sur la foi de ces traductions, contre les mécomptes qui en pourraient résulter en cas de contestation.

M. le délégué des Etats-Unis conclut qu'il est indispensable d'avertir les intéressés par un avis publié d'une manière spécialement apparente, que dans le cas de contestations, les Gouvernements respectifs entendent s'en rapporter au texte original seulement, sans avoir égard à la traduction.

M. le baron Lambermont dit que cette question devait nécessairement se présenter. Bien qu'elle ne se rattache pas directement à l'article actuellement en discussion, qui ne s'occupe que de la partie matérielle du Bulletin, M. le Président ne voit cependant pas d'inconvénient à déclarer dès maintenant qu'il est tout disposé à chercher une formule qui s'inspire des considérations émises par M. le délégué des Etats-Unis. Il ne parait pas douteux que ni les tribunaux ni les douanes ne pourront en cas de contestation que s'en rapporter aux documents originaux; néanmoins le commerce aura un intérêt évident à s'abonner aux publications du Bureau international pour l'étude des affaires à entreprendre, attendu que ces publications présenteront d'ailleurs de grandes garanties d'exactitude.

M. le délégué de la Nouvelle-Zélande, revenant à l'examen du texte de l'article 2, propose de ne pas lier le Bureau international par l'insertion dans le Règlement de dispositions qui, comme celles inscrites à cet article, ne présentent qu'un intérêt très relatif pour les pays adhérents. Sur sa proposition, il est entendu que l'article 2 sera rédigé comme suit:

»Le format du Bulletin sera déterminé par le Bureau international«.

La Conférence adopte cette rédaction.

L'article 3 est mis ensuite en discussion; il porte:

»Le chiffre du tirage en chaque langue sera fixé au moment de la mise sous presse des premiers documents«.

Il est admis, sur la proposition de Sir F. Dillon-Bell et pour les raisons déjà invoquées à l'occasion de la discussion de l'article précédent, que l'article 3 sera supprimé et que toute latitude sera laissée au Bureau international quant aux dispositions qui en faisaient l'objet.

L'article 4 (article 3 nouveau) est voté sans modification; il est formulé comme suit:

»Chaque Gouvernement fait connaître en quelle langue, parmi celles adoptées par le Bureau international, il désire recevoir les exemplaires du Bulletin, qui représenteront sa part d'intervention dans les frais de l'institution. Un Gouvernement pourra prendre un certain nombre d'exemplaires en une langue et le restant en d'autres langues«.

M. le président fait remarquer que, par suite de la décision prise précédemment concernant le service des abonnements, l'article 5 (article 4 nouveau), qui fixait le prix de l'abonnement pour les pays adhérents et les pays non adhérents, a été définitivement rédigé comme suit:

»Le Bureau international ne peut fournir d'abonnements qu'aux Gouvernements des pays faisant partie de l'Union«.

Le prix unique de l'abonnement sera indiqué à l'article 8.

M. le baron Lambermont rappelle que l'on a proposé d'insérer dans la Convention même le chiffre du Budget annuel des dépenses du Bureau international et que le débat, quant à ce chiffre, n'est pas encore terminé.

Dans ces conditions, ii croit répondre aux vœux de la Conférence en réservant pour une prochaine séance l'examen de l'article 6 (article 5 nouveau), qui s'occupait de la même question.

La séance est levée à 5 heures $^1/_2$.

Le Secrétaire	Le Président
I. Capelle.	*Baron Lambermont.*

Procès-Verbal No. 4.

Séance du 19 *mars* 1888.

Le procès-verbal de la séance du 17 mars est lu et approuvé.

Au début de la séance, M. le délégué de la Turquie présente des observations au sujet de l'avant-projet de classement des Etats, qui range l'île de Chypre, possession de Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, parmi les possessions anglaises et indique l'Anglais comme la langue parlée dans l'île.

M. Gosselin reconnaît que l'île de Chypre se trouve sous la souveraineté de Sa Majesté Impériale de Sultan, mais est occupée et administrée par des fonctionnaires anglais. Il ne fait, au surplus, aucune objection à ce que le tableau soit rectifié.

M. de Tavira fait observer au sujet du même classement que les îles Canaries sont considérées comme une province faisant partie de l'Espagne même et non comme une colonie.

M. le baron Lambermont déclare que les observations qui précèdent seront, ainsi que le demandent MM. les délégués de la Turquie et de l'Espagne, insérées au procès-verbal.

M. Bateman demande que l'on veuille l'autoriser à faire une rectification concernant le dernier procès-verbal. Il s'agirait de rayer les mots »non autonomes ainsi que l'Australie du Sud« insérés à la page 93, dernier alinéa du troisième procès-verbal (séance du 17 mars); et, en même temps, de constater que l'Australie du Sud et Helgoland n'acceptent pas

le projet primitif, tandis que les Iles de Terre-Neuve et de Falkland y adhèrent. Une erreur à cet égard s'est glissée dans le tableau qui figure à la page 94.

M. le Président présente M. F. Susviela Guarch, Ministre de l'Uruguay à Berlin, qui a été délégué par son Gouvernement pour prendre part aux travaux de la Conférence et qui n'a pu jusqu'à ce jour assister aux réunions.

M. le baron Lambermont rappelle que, dans la dernière séance, deux ou trois questions ont donné lieu à des échanges d'explications et de vues, mais sont restées sans solution. Il s'agit d'abord du budget annuel des dépenses du Bureau international. Le désir du Gouvernement britannique serait que le chiffre n'en fût pas supérieur à une centaine de mille francs. D'autre part, par suite de calculs différemment faits à Londres et à Bruxelles, les Gouvernements coloniaux, au moment d'adhérer au projet d'union, ont eu sous les yeux des chiffres inférieure à ceux qui représentent aujourd'hui leur contribution respective; il pourrait y avoir intérêt à ne pas remettre en question des adhésions déjà notifiées. Enfin, un autre point non résolu et qui a une connexité nécessaire avec le calcul des frais, c'est la question des langues à employer pour les publications du Bureau international.

M. le délégué de l'Italie a proposé d'ajouter l'Italien aux quatre langues énumérées à l'article 1[er] du Règlement d'exécution et il a été amené à déclarer, dans le cours de la discussion, que son Gouvernement fait de l'adoption de cette proposition une condition sine qua non de son adhésion à l'Union même.

La Conférence a tenu en suspens ces différentes questions afin de permettre, dans l'intervalle, de rechercher des combinaisons sur lesquelles l'accord fût possible. M. le Président, après avoir examiné toute la situation et consulté les Ministres du Roi, croit être arrivé à des conclusions qui pourront peut-être faciliter une entente.

Il a déjà fait part à la Conférence des réductions qui paraissaient pouvoir être apportées au budget annuel des dépenses du Bureau international; la somme de 125,000 francs se trouvait ainsi abaissée à 110,000 francs.

Il a en outre recherché, avec le Gouvernement du Roi, si le crédit supplémentaire de 25,000 francs, indiqué à première vue comme nécessaire en cas d'adoption d'une cinquième langue, ne pourrait à son tour subir quelque réduction. A la suite de cet examen et attendu que les frais généraux ne seraient pas accrus dans la proportion d'un cinquième, il a été reconnu que le supplément de dépense pourrait être fixé à 15,000 francs.

Dans ces conditions, il semble au Gouvernement du Roi que la langue allemande ayant été considérée dès le début comme une des langues commerciales que le Bureau avait intérêt à adopter, il y aurait lieu de la maintenir dans le Règlement, M. le Président croit d'ailleurs bien interpréter l'opinion de ses collègues en pensant que la grande majorité, sinon l'unanimité des membres de la Conférence, partage cette manière de voir. D'autre part, tous sont désireux de donner à l'Italie la satisfaction qu'elle

réclame; il serait du reste bien regrettable de débuter, je ne dirai pas par une rupture, mais par une séparation qu'il est possible d'éviter.

Si au chiffre réduit de 110,000 francs, on ajoutait les 15,000 francs que semble nécessiter l'adoption de la langue italienne, on atteindrait simplement la somme de 125,000 francs que le projet amendé prévoyait pour la traduction en quatre langues seulement.

M. le baron Lambermont pense que ses collègues et notamment MM. les délégués de la Grande-Bretagne voudront bien accorder toute leur attention à la combinaison proposée et l'envisager sous les divers points de vue qu'elle peut présenter et qui sont de plus d'une sorte. De leur côté, MM. les délégués australasiens ne seront peut-être pas insensibles au développement qu'il s'agirait de donner à une entreprise qui rencontre leur intérêt particulier; à ne considérer, d'ailleurs, que le point de vue matériel, l'adjonction d'une cinquième langue accroîtrait incontestablement la valeur du Bulletin et corrigerait peut-être, dans une certaine mesure, aux yeux des Gouvernements qu'ils représentent, la différence qui se remarquerait entre leur contingent primitif et la nouvelle répartition.

M. le Président ne demande pas un vote. Il ne s'agit, comme dans les cas antérieurs, que d'une proposition à soumettre aux Gouvernements adhérents, sans engagement aucun de la part des délégués. M. le baron Lambermont a la confiance que cette manière de procéder s'accordera avec les vues de ses collègues.

M. le délégué de l'Italie demande qu'il lui soit permis de remercier M. le Président des paroles qu'il vient de prononcer, ainsi que de la proposition tendant à inscrire l'italien parmi les langues à employer pour les publications du Bureau international. En ce qui le concerne personnellement, il ne peut s'empêcher d'exprimer la satisfaction qu'il éprouvera de voir le Gouvernement italien contribuer à une institution d'une utilité incontestable pour le commerce international.

M. le délégué de la Roumanie déclare que son Gouvernement s'estimerait heureux de pouvoir contribuer, en ce qui le concerne, à la création du Bureau international qui fait l'objet des délibérations de la Conférence. Cette institution étant destinée, à son avis, à produire, sans conteste, les meilleurs résultats pour les intérêts généraux du commerce international, M. Mitilineo se croit autorisé à se rallier aux propositions que l'honorable Président vient de faire, dans le but d'assurer la réussite de l'œuvre entreprise.

M. Gosselin remercie M. le baron Lambermont du nouvel examen qu'il a bien voulu provoquer en vue de donner satisfaction aux observations qu'il a présentées relativement au budget des dépenses du Bureau international. Il ne peut que voir avec plaisir la satisfation donnée au Gouvernement italien et il n'hésite pas à reconnaître que plus il y aura de langues adoptées, plus utile sera l'œuvre. Seulement, comme l'a dit clairement M. le Président, l'admission d'une cinquième langue ramènera la dépense annuelle à 125,000 francs, chiffre d'où on est descendu si difficilement dans la dernière séance. Son collègue et lui doivent donc faire les réserves les plus formelles et les plus absolues jusqu'à ce qu'ils aient

reçu les instructions de leur Gouvernement. M. le premier délégué de la Grande-Bretagne demande que ces réserves soient actées au procès-verbal.

M. le baron Lambermont fera d'autant plus facilement droit au désir de M. Gosselin que, vu le terrain sur lequel la question est posée, aucun délégué n'a d'engagement à prendre.

M. le délégué de la Turquie prend acte des dernières paroles de M. le Président. Les Gouvernements adhérents n'ayant eu sous les yeux que le premier projet de Convention, il ne serait pas possible que les délégués prissent d'engagement quant aux chiffres inscrits dans le nouveau projet.

M. Nunez Ortega, en sa qualité de délégué du Mexique, doit faire observer que si l'appellation »Honduras britannique« qui figure dans la liste de classement des Etats, porte sur une partie du territoire mexicain, il tient à constater que cette appellation n'a pas été reconnue par son Gouvernement.

M. le Président donne acte de cette déclaration à M. le délégué du Mexique.

Sir F. Dillon-Bell croit devoir faire connaître sur la question des langues, le sentiment des délégués australasiens auxquels M. le Président s'est adressé dans son discours. De même que M. Gosselin, ils voient avec satisfaction l'Italien inscrit parmi les langues à employer par le Bureau international. Ils reconnaissent que, bien que l'italien ne soit pas aussi répandu que l'allemand, il tend cependent à s'implanter de plus en plus dans certaines régions, notamment sur les côtes de la Méditerrannée et dans plusieurs parties de l'Amérique du Sud. Sir F. Dillon-Bell tient à faire ces déclarations afin qu'il ne puisse y avoir aucun doute sur la manière de voir des délégués australasiens. Quant à la dépense supplémentaire qui résulterait de l'adoption d'une cinquième langue, elle ne soulèvera pas d'objection de leur part si les délégués de la Grande-Bretagne, après en avoir référé à leur Gouvernement, croient pouvoir y adhérer.

M. le baron Lambermont dit que la Conférence ne peut recevoir cette communication qu'avec le plus grand intérêt. Il estime qu'elle est de nature à exercer une heureuse influence sur le sort futur de la commune entreprise.

M. le Président aborde ensuite la question de la répartition des dépenses entre les Etats adhérents. Il a été dit dans une des dernières séances qu'il serait peut-être possible de trouver une base de répartition plus rigoureusement équitable que celle qui a été proposée. Il est donc désirable que, sans porter atteinte au chiffre total de dépense, toute faculté soit donnée aux membres de produire les combinaisons qu'ils croiraient pouvoir préconiser à cet effet.

M. le délégué du Salvador soumet à la Conférence un projet qui, par suite du remaniement des chiffres des unités servant de base à la répartition, diminuerait dans une notable proportion les charges incombant aux pays compris dans les classes inférieures, en augmentant proportionnellement la contribution des pays rangés dans les premières classes.

M. le Président remercie M. Eloy de cette communication; l'amendement de M. le délégué du Salvador sera imprimé et distribué aux membres de la Conférence.

M. le délégué de la Suisse demande à soumettre également des propositions à la Conférence concernant le même objet. Selon lui, l'avant-projet du Gouvernement belge aurait dû ne tenir compte pour la classification des pays adhérents que du chiffre des exportations et non du chiffre des importations, car c'est l'importance des exportations seules qui détermine le degré d'utilité qu'ont les différents pays à connaître les dispositions douanières des autres nations. En second lieu, il semble à M. Paccaud que l'établissement de sept classes pour la répartition des frais du Bureau ne suffit pas: plus les classes seront nombreuses, plus l'équité sera respectée. M. le délégué de la Suisse proposerait donc l'institution de dix classes.

Enfin, il constate que dans l'avant-projet annexé au Règlement, la part contributive des Etats adhérents, comparée au chiffre de leur commerce, est dans une proportion qui décroit au fur et à mesure de l'élévation des classes; il en résulte que la contribution est en raison inverse de la matière imposable: M. Paccaud serait plus disposé à admettre que, pour être tout à fait équitable, la taxe devait être proportionnelle.

M. le baron Lambermont prie M. le délégué suisse de vouloir bien faire parvenir sa proposition au secrétariat afin qu'elle soit soumise à la Conférence en même temps que le projet de M. Eloy. Il estime qu'il serait intéressant d'y joindre un tableau traduisant en chiffres la cotisation pécuniaire qui serait exigée de chaque Etat adhérent, dans le cas où la combinaison de M. Paccaud serait admise.

M. le délégué suisse se mettra en rapport avec le secrétariat pour obtenir les indications de fait qui lui permettront de dresser ce tableau.

M. le Président, sans aborder la discussion de la proposition de M. Paccaud, croit utile cependant de faire remarquer que c'est après mûr examen que le Gouvernement belge a adopté comme base de la répartition les chiffres du commerce général. Il croit qu'il convient de tenir compte, non seulement du commerce d'importation, mais encore du commerce d'exportation; il n'est pas de pays qui ne soit qu'exportateur. La formule de notre projet a tenu compte même du transit. On sait généralement que le commerce de la Belgique est, dans une notable proportion, un commerce de transit. Ce n'est donc que dans une idée d'équité qui ne se concilie qu'imparfaitement avec son intérêt personnel que la Belgique a proposé les bases actuelles. M. le Président ajoute que les chiffres du commerce général qui figurent dans le tableau ont été puisés tous à une source unique: l'Almanach de Gotha, qui reçoit des Gouvernements intéressés les renseignements qu'il publie.

On a demandé que, puisque le chiffre de la dépense totale sera inscrit dans la Convention, on y transporte également les articles anciens relatifs à la répartition; la Conférence ne verra sans doute aucun inconvénient à ce qu'il en soit ainsi. Au surplus, différents systèmes de répartition ayant été proposés, la discussion des articles 10 et 11 anciens doit être réservée. Il suffira de faire remarquer dès à présent que l'article 11 est destiné à compenser jusqu'à un certain point la décision de ne pas admettre toutes les langues pour les traductions des tarifs. M. le Président

présume que la Conférence sera disposée à maintenir ce dégrèvement en faveur des pays adhérents dont la langue ne sera pas employée par le Bureau international.

Il ajoute que, si l'on a été heureux d'adjoindre l'italien aux quatre langues précédemment admises, on ne doit pas regarder comme impossible d'assurer, par la suite, si l'entreprise prospère, un avantage analogue aux autres pays adhérents.

Sir F. Dillon-Bell croit que le paragraphe 2 de l'article 11 (ancien) devrait faire l'objet d'un article spécial.

Cette proposition ne soulève pas d'objection.

MM. les délégués de Victoria et du Queensland tiennent à déclarer que, dans leur opinion, la réalisation du projet soumis à la Conférence constituera un grand avantage pour les pays commerçants. Ils désirent, en ce qui concerne ces Colonies, contribuer autant que possible au succès de l'entreprise. Ils reconnaissent qu'en ajoutant la langue italienne aux langues admises par le Bureau, on devra nécessairement augmenter les dépenses du service. Toutefois, comme ils estiment que la langue italienne est essentielle au succès que l'on a en vue, ils déclarent considérer comme très acceptable le chiffre de 125,000 francs. Sir Graham Berry et Sir James Garrick devront prendre l'avis de leurs Gouvernements sur l'amendement; mais ils n'hésiteront pas à exposer en détail les causes qui ont rendu nécessaire l'augmentation de dépense et ils auront soin d'appuyer la proposition dans leur dépêches.

M. le baron Lambermont ne peut s'empêcher de dire combien il a été heureux d'entendre le langage de Sir Graham Berry et de Sir James Garrick. La Conférence apprécie à toute sa valeur le concours que les Colonies australasiennes viennent lui apporter dans son entreprise. Il prie MM. les délégués des Colonies de croire que le souvenir reconnaissant n'en sera point perdu dans notre pays, qui rend du reste justice au bon vouloir de tous les membres de la Conférence.

M. le baron Lambermont rappelle que deux motions ont été produites dans la séance précédente, l'une concernant le droit de publier des extraits du Bulletin international; l'autre concernant le droit pour les Etats adhérents de traduire dans leur langue les publications du Bulletin.

En ce qui concerne la première motion, il y a eu d'abord malentendu. M. le baron Lambermont avait cru qu'il s'agissait de reproduire intégralement ces publications; il résulte des explications données par les délégués anglais que ceux-ci n'ont eu en vue que la reproduction d'extraits. Dans ces conditions, rien n'empêchait qu'une formule fût cherchée.

M. Biebuyck fait remarquer que c'est à l'article premier du Règlement que devraient être rattachées les clauses destinées à donner satisfaction aux demandes formulées, la première, par MM. les délégués de l'Angleterre; la seconde, par M. le délégué de la Roumanie.

Cet article pourrait être rédigé comme suit:

»Article premier. — Le Bulletin international des douanes sera publié en cinq langues, savoir: en allemand, en anglais, en espagnol, en français et en italien.

»Chaque Etat faisant partie de l'Union, dont la langue n'est pas au nombre de celles adoptées pour les traductions, a la faculté de faire traduire et de publier, à ses frais, dans sa langue nationale, tout ou partie du Bulletin.

»Chacun de ces Etats aura de même le droit de faire reproduire de simples extraits du Bulletin, soit dans un organe officiel local, soit dans ses documents parlementaires.«

M. le délégué de l'Espagne fait observer que la rédaction proposée pour le troisième paragraphe pourrait être interprétée de manière à faire réserver le droit de publier des extraits du Bulletin aux seuls Etats dont il est question au paragraphe second, c'est-à-dire aux Etats dont la langue n'est pas comprise parmi les langues de traduction. Les mots »chacun de ces Etats« devraient être remplacés par les mots: »chacun des Etats de l'Union.«

M. Simmonds, délégué d'Haïti, demande s'il est bien entendu qu'il s'agit de la reproduction de simples extraits.

M. le baron Lambermont répond que s'il en était autrement, il y aurait une véritable atteinte aux droits de l'Union. Celle-ci est propriétaire des traductions qu'elle publie; la Conférence peut admettre que des emprunts lui soient faits sous la forme d'extraits de ses publications, mais c'est en vertu d'une dérogation consentie par elle à son droit de propriété. — En ce qui concerne la faculté de reproduire les publications du Bulletin dans une langue autre que celles adoptées, c'est une satisfaction qu'il paraît impossible de refuser aux Etats adhérents dont la langue n'a pu être admise.

M. Gosselin, premier délégué de l'Angleterre, demande si l'on peut considérer un tarif entier comme un extrait.

Une discussion s'engage sur le sens qu'il faut donner au mot »extrait«.

M. le baron Lambermont fait remarquer que la reproduction intégrale d'un tarif peut ne pas donner lieu à objection dans un document parlementaire; mais qu'il pourrait n'en pas être de même dans une publication plus spécialement destinée à la vente.

M. Kebers, délégué de la Belgique, rapelle que les délégués anglais ont en vue le journal du Board of Trade, qui se vend au numéro. Dans ces conditions, il est à craindre qu'il n'y ait un préjudice pour le Bulletin international. Sir F. Dillon-Bell répond que les documents parlementaires anglais aussi sont mis en vente, et que c'est surtout quand ils contiennent des informations d'intérêt commercial qu'ils ont un large débit.

M. Bateman reconnaît l'exactitude de cette assertion.

M. Biebuyck demande si les délégués anglais ne pourraient pas préciser dans quels cas ils désirent publier des tarifs reproduits du Bulletin international.

M. de Tavira doute que l'on puisse connaître s'il y a eu copie; dès lors la défense serait dépourvue de sanction.

M. le baron Lambermont ne partage pas cette opinion; une traduction a son cachet propre et porte la marque de l'auteur, même s'il s'agit d'une oeuvre qui n'est pas du domaine de l'imagination, comme un

tarif de douane. Il avait pensé qu'on pourrait éviter de concéder la faculté de reproduction, puisque, en somme, chaque Gouvernement adhérant peut demander autant d'exemplaires qu'il veut du Bulletin. Toutefois, dans des limites qui excluent tout esprit de concurrence commerciale, on peut chercher une formule.

M. Biebuyck propose de dire:

»Chacun des Etats de l'Union aura de même le droit de faire reproduire exceptionnellement des parties du Bulletin, etc.«

M. Gosselin demande que cette rédaction soit combinée avec celle proposée en premier lieu; l'article porterait:

»Chacun des Etats de l'Union aura de même le droit de faire reproduire de simples extraits de tarifs ou exceptionnellement des parties du Bulletin, etc.«

M. Somzée croit qu'il faut envisager la question à un point de vue large. C'est dans l'intérêt général du commerce que les nations représentées à la Conférence consacreront en quelque sorte un subside permanent aux services qu'elles attendent de la publication des tarifs douaniers. Elles ont intérêt à la diffusion de ces tarifs. Dès lors, il semble qu'il soit indispensable d'admettre la plus grande liberté pour la reproduction des documents émanant du Bureau international.

Au surplus, en dehors de certains cas marqués pas des nécessités spéciales, il ne croit pas qu'il y ait lieu de redouter des abus de nature à créer une concurrence commerciale au Bulletin. Les intéressés n'ont-ils pas plus de garanties en se renseignant d'après les textes originaux du Bureau qu'en se référant à des reproductions faites avec plus ou moins de soins? Enfin, M. de Somzée ne voit guère comment il sera possible au Bureau d'interdire les reproductions; dès lors ne vaut-il pas mieux tolérer ce qu'on ne peut empêcher?

M. Calvoy Capdevila, délégué de la République argentine, appuie les observations de M. le délégué de Costa Rica. Il est d'autant plus partisan de la liberté qu'il ne sait pas quelle sanction aurait la prohibition.

M. le baron Lambermont fait remarquer que la question a plusieurs faces. Lui aussi est partisan de la liberté commerciale et il l'a été toute sa vie; mais ici l'intérêt général est d'assurer la prospérité et la vitalité de l'entreprise. A ce point de vue, il ne nous est pas permis de négliger le côté financier. Si l'entreprise est, à son début, limitée dans son développement; si elle voit se fermer les débouchés sur lesquels elle doit pouvoir compter, elle périclitera. D'ailleurs, il ne faut pas oublier que tous les pays n'adhèrent pas à l'Union. Supprimer tout réserve quant au droit de reproduction, c'est écarter tout espoir de ramener les dissidents. M. le Président considère que la dernière rédaction proposée ferait une part suffisante à la liberté de la publicité. Elle consacre une transaction entre les deux opinions qui voudraient, l'une, toute la liberté; l'autre, toute la prohibition.

Quant à la sanction, on pourrait se demander quelle est la situation juridique du Bureau? Celui-ci est le mandataire de la collectivité; une loi belge doit approuver la Convention, et cette loi par là même recon-

naîtra l'existence du Bureau. En Belgique, tout au moins, celui-ci sera dans une situation qui lui facilitera la poursuite de son droit.

M. le baron Lambermont rappelle que le Gouvernement belge a une publication — le Recueil consulaire — où sont insérés les travaux des agents du service extérieur. Or, il y est fait quotidiennement, par beaucoup d'organes de publicité, des emprunts importants contre lesquels le Gouvernement n'a jamais songé à protester. Dans la circonstance présente, le délégué de la Belgique ne vise que les débuts de l'oeuvre internationale; l'intérêt de celle-ci se confond avec l'intérêt général.

La rédaction du paragraphe est adoptée avec l'addition demandée par M. Gosselin.

M. le Président arrive à une question qui avait été réservée dans l'examen du Règlement. Il s'agit du fonds de premier établissement prévu par l'article 6, § 2 du projet de Règlement.

Ce capital se subdivise en deux parts égales, ayant chacune leur destination. La première somme de 50,000 francs serait destinée à subvenir aux frais, d'achat du mobilier du Bureau international. Cette somme a été arrêtée, dans le projet, d'après les indications données par un agent spécialement commis au matériel et à l'ameublement du Ministère. Les appréciations premières, il est vrai, peuvent se trouver modifiées par les dispositions nouvelles auxquelles la Conférence a donné son assentiment. D'une part, il n'y aura pas à meubler le Bureau d'un directeur; d'autre part, il y aura à pourvoir à l'installation des traducteurs supplémentaires que nécessitera l'adjonction d'une cinquième langue de traduction. Y a-t-il compensation dans la dépense? Quoi qu'il en soit, si la Conférence était d'avis qu'une économie de quelques milliers de francs est possible sur ce poste, les délégués belges s'engageraient volontiers à faire revoir les calculs dans le but d'arriver à une certaine réduction de la somme prévue.

L'autre somme de 50,000 francs est destinée, dans la pensée des auteurs du projet, à la création d'un fonds de secours pour les employés du Bureau auxquels une maladie ou un accident créerait des besoins imprévus, ou qui par suite de l'âge devraient cesser de travailler et se trouveraient dans une position nécessiteuse. Le projet ne prévoit pas de pension de retraite; on a donc pensé qu'il serait bon de créer tout au moins un fonds qui s'accroîterait des intérêts non employés et formerait la caisse de prévoyance de l'Union.

M. Paccaud demande de quelle manière les Etats qui adhéreraient dans la suite interviendraient dans l'obligation prévue au § 2 de l'article 6.

M. le baron Lambermont répond que cela n'est pas prévu explicitement et qu'il y a encore une autre lacune dans le projet de Règlement. Il faut qu'il soit dit que les Etats qui se retireront de l'Union seront déchus de leur droit de copropriétaire dans le fonds commun. Par contre, ceux qui entreront dans l'Union après la constitution de celle-ci seront appelés à contribuer au fonds prévu à l'article en discussion, dans la même proportion qui, d'après l'article 10, réglera leur contribution générale à l'œuvre. Une formule sera cherchée.

M. Gosselin rappelle que sur la question de la constitution du fonds de 100,000 francs, il attend les instructions de la Reine.

Sir F. Dillon-Bell ne voudrait pas que l'opinion qu'il va exprimer tant en son nom qu'au nom de ses collègues des Colonies d'Australasie, fût envisagée comme inspirée par un sentiment non entièrement sympathique aux agents qui se dévoueront à l'œuvre. Mais ils sont obligés de refuser leur adhésion à l'idée de la création d'un fonds de prévoyance, et cela pour deux motifs. Le premier, c'est que l'opinion est contraire, dans les Colonies australasiennes, à ce genre d'institution et qu'on y a supprimé les pensions officielles et les caisses de prévoyance pour maladies, sans toutefois porter atteinte aux droits acquis. Une proposition quelconque relative à une création de ce genre serait mal vue dans leur pays et serait vraisemblablement repoussée. Le second motif, c'est que la mesure paraît prématurée. La Convention sera conclue pour une durée de sept ans; si au bout de ce terme, tous les états contractants la dénonçaient, le fonds de prévoyance aurait été sans raison d'être. Il semble que la mesure pourrait, en tout cas, être ajournée jusqu'à l'expiration du premier terme. Sir F. Dillon-Bell désire donc ne pas devoir présenter à son Gouvernement la disposition dont il s'agit. Sur l'interpellation de M. le Président, il déclare que les objections qu'il a formulées ne portent pas sur l'affectation concernant le mobilier.

M. le baron Lambermont constate que l'article 5 ne tient pas au fond du projet. Il invite la Conférence à se prononcer: 1° Sur le point de savoir si, conformément à l'idée suggérée par M. le délégué de la Nouvelle-Zélande, la formation d'un fonds de prévoyance sera ajournée jusqu'à l'expiration du premier terme; 2° Sur le point de savoir si, dans le projet qui sera soumis à l'appréciation des différents Gouvernements, la clause relative à l'affectation d'une somme de 50,000 francs à l'ameublement du local du Bureau sera maintenue.

Ces deux questions seront résolues affirmativement.

La séance est levée à 5 heures est demie; la séance prochaine est fixée au lendemain 20 mars, à 2 heures.

Le Secrétaire
L. Capelle.

Le Président
Baron Lambermont.

1[re] annexe au procès-verbal de la séance du 19 mars 1888.

Projet de classement des États d'après l'importance de leur commerce respectif.

Projet amendé

par M. le Délégué de la République du Salvador, calculé sur un budget annuel de 125,000 francs.

Amendement à l'article 10 du Règlement.

Le principe de l'importance commerciale qui a servi de base à la répartition des frais afférents à chaque pays contractant me paraît absolument indiscutable. Toutefois, en pratique, il n'en a pas été tenu un compte suffisant dans l'attribution des unités.

Je me bornerai à citer un exemple: les pays rangés dans la première classe ont une importance commerciale de plus de 4 milliards. Pour quelques-uns d'entre eux, elle est de beaucoup supérieure à ce chiffre minimum. En me basant sur un budget de 125,000 francs, les pays de la première classe payeront une cotisation annuelle de 3,885 francs.

Les pays de la cinquième classe, par exemple, représentent une importance commerciale de 25 à 100 millions. Prenons un chiffre moyen d'environ 50 millions que je crois être à peu près exact. Soit un mouvement commercial 80 fois moindre que le minimum de la première classe. Ils payeront néanmoins 1,665 francs ou à peu de chose près la moitié.

Il est à remarquer qu'à partir de la quatrième classe des pays dont le mouvement commercial est inférieur à 500 millions sont de beaucoup les plus nombreux; il me paraît d'intérêt général de faciliter leur adhésion en grand nombre. J'ai l'espoir que l'amendement que j'ai l'honneur de proposer provoquera ces adhésions et qu'il en résultera bientôt un avantage économique pour tous les pays contractants.

Les possessions anglaises en profiteront dans une large mesure; ce qui leur permettra, je pense, d'accepter un budget annuel de 125,000 francs, qui me paraît être un minimum.

Pays.	Langue parlée.	Projet Belge.		Projet de M. Eloy	
		Unités.	Taxes.	Unités.	Taxes.
Première classe. — *Pays dont le commerce se monte à plus de 4 milliards de francs.*					
Angleterre	Anglais.	35	3.885	35	4.725
Belgique	Français-Flamand.	35	3.885	35	4.725
États-Unis	Anglais.	35	3.885	35	4.725
Pays-Bas	Néerlandais.	21	2.325	21	2.835
Russie	Russe.	21	2.325	21	2.835

Pays.	Langue parlée.	Projet Belge.		Projet de M. Eloy	
		Unités.	Taxes.	Unités.	Taxes.
Deuxième classe. — *Pays dont le commerce se monte de* 1 *à* 4 *milliards de francs.*					
Canada (possession anglaise) . . .	Anglais-Français.	30	3.330	30	4.050
Espagne	Espagnol.	30	3.330	30	4.050
Inde anglaise	Anglais.	30	3.330	30	4.050
Italie	Italien.	18	1.995	18	2.430
Suisse	Français-Allemand.	30	3.330	30	4.050
Troisième classe. — *Pays dont le commerce se monte de* 500 *millions à* 1 *milliard de francs.*					
Brésil	Portugais.	15	1.665	15	2.025
Chili	Espagnol.	25	2.775	25	3.375
Danemark	Danois.	15	1.665	15	2.025
Égypte	Turc.	15	1.665	15	2.025
Indes orientales néerlandais . . .	Néerlandais.	15	1.665	15	2.025
Malte (possession anglaise) . . .	Anglais.	25	2.775	25	3.375
République Argentine	Espagnol.	25	2.775	25	3.375
Suède	Suédois.	15	1.665	15	2.025
Turquie	Turc.	15	1.665	15	2.025
Victoria (possession anglaise). . .	Anglais.	25	2.775	25	3.375
Quatrième classe. — *Pays dont le commerce se monte de* 100 *à* 500 *millions de francs.*					
Cap de Bonne-Espérance (possession anglaise)	Anglais.	20	2.220	15	2.025
Ceylan (possession anglaise) . . .	—	20	2.220	15	2.025
Cuba (possession espagnole) . . .	Espagnol.	20	2.220	15	2.025
Grèce	Grec.	12	1.335	9	1.215
Guyane anglaise	Anglais.	20	2.250	15	2.025
Japon	Japonais.	12	1.335	9	1.215
Maurice [Ile] (possession anglaise) .	Anglais.	20	2.220	15	2.025
Philippines [Iles] (possession espagn.)	Espagnol.	20	2.220	15	2.025
Mexique	—	20	2.220	15	2.025
Norvège	Norvégien.	12	1.335	9	1.215
Nouvelle-Zélande (possession anglaise)	Anglais.	20	2.220	15	2.025
Porto-Rico (possession espagnole) .	Espagnol.	20	2.220	15	2.025
Portugal	Portugais.	12	1.335	9	1.215
Queensland (possession anglaise). .	Anglais.	20	2.220	15	2.025
Roumanie	Roumain.	12	1.335	9	1.215
Trinité [Ile de la] (possession anglaise)	Anglais.	20	2.220	15	2.025
Uruguay	Espagnol.	20	2.220	15	2.025
Venezuela	—	20	2.220	15	2.025

Pays.	Langue parlée.	Projet Belge. Unités.	Projet Belge. Taxes.	Projet de M. Eloy Unités.	Projet de M. Eloy Taxes.
Cinquième classe. — *Pays dont le commerce se monte de* 25 *à* 100 *millions de francs.*					
Costa-Rica	Espagnol.	15	1.665	10	1.350
Haïti	Français.	15	1.665	10	1.350
Hawaïennes (Iles)	Anglais.	15	1.665	10	1.350
Iles sous le vent (Leeward islands) possessions anglaises — Iles : Antigua, Dominica, Montserrat, Névis, Saint-Christophe (St-Kitts), Vierges	—	15	1.665	10	1.350
Jamaïque [La] (possession anglaise)	—	15	1.665	10	1.350
Lagos —	—	15	1.665	10	1.350
Natal —	—	15	1.665	10	1.350
Pérou	Espagnol.	15	1.665	10	1.350
République Sud-africaine	Néerlandais.	9	1.005	6	810
Salvador	Espagnol.	15	1.665	10	1.350
Serbie	Serbe.	9	1.005	6	810
Siam	Siamois.	9	1.005	6	810
Tasmanie (possession anglaise)	Anglais.	15	1.665	10	1.350
Terre-Neuve [Ile] —	—	15	1.665	10	1.350
Sixième classe. — *Pays dont le commerce se monte de* 15 *à* 25 *millions de francs.*					
Australie de l'Ouest (possession angl.)	Anglais.	10	1.110	5	675
Côte-d'Or —	—	10	1.110	5	675
Fidji [Iles] —	—	10	1.110	5	675
Gibraltar —	—	10	1.110	5	675
Honduras Britannique —	—	10	1.110	5	675
Iles du vent (Windward islands), possessions anglaises — Iles : Grenade et Grenadine, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, Tabago	—	10	1.110	5	675
Paraguay	Espagnol.	10	1.110	5	675
République Dominicaine	—	10	1.110	5	675
Sierra Leone (possession anglaise)	Anglais.	10	1.110	5	675

Pays.	Langue parlée.	Projet Belge.		Projet de M. Eloy	
		Unités	Taxes.	Unités.	Taxes.
Septième classe. — *Pays dont le commerce est inférieur à* 15 *millions de francs.*					
Bahama [Iles] (possession anglaise)	Anglais.	5	555	3	405
Chypre [Ile de]	—	5	555	3	405
Colonies danoises: Iles Féroé Islande Groënlande Sainte-Croix (Ile) Saint-Thomas (Ile) Saint-Jean (Ile)	Danois.	5	330	1.8	243
Colonies espagnoles non spécialement dénommées: Fernando Poo (Ile) Ceuta, Melilla (Ports de) Chaffarines (Iles) Carolines (Iles)	Espagnol.	5	555	3	405
Colonies portugaises non spécialement dénommées: Loanda, Benguela et Mossamedès Cap vert (Iles du) Guinée portugaise Inde portugaise San-Thomé et du Prince (Iles) Timor (Ile)	Portugais.	3	330	1.8	243
Congo (État indépendant du)	Congolais.	3	330	1.8	243
Falkland (Iles)	Anglais.	5	555	3	405
Gambie (possession anglaise)	—	5	555	3	405
Indes occidentales néerlandaises: Bonaire Curaçao Guyane néerlandaise	Néerlandais.	3	330	1.8	243
Mozambique (possession portugaise)	Portugais.	3	330	1.8	243
Turques [Iles]	Anglais.	5	555	3	405
	Total . . .	1.127	124.545	915	123.515

2e annexe au procès-verbal de la séance du 19 mars 1888.

Projet de classement des États d'après l'importance de leur commerce respectif.

Projet amendé

par M. le Délégué de la Suisse, calculé sur un budget annuel de 125,000 francs.

Amendement à l'article 10 du règlement.

I. Pour le cas où l'Assemblée trouverait à propos de baser la classification des adhérents d'après l'importance de leur commerce inter-

national, exportation et importation comprises, cette classification serait la suivante:

Ire classe.	Pays dont	le commerce	se monte à plus de 4½	milliards	10	unités	contributiv.
IIe	—	—	—	de 4 à 4½	—	9	—	—
IIIe	—	—	—	de 3½ à 4	—	8	—	—
IVe	—	—	—	de 3 à 3½	—	7	—	—
Ve	—	—	—	de 2½ à 3	—	6	—	—
VIe	—	—	—	de 2 à 2½	—	5	—	—
VIIe	—	—	—	de 1½ à 2	—	4	—	—
VIIIe	—	—	—	de 1 à 1½	—	3	—	—
IXe	—	—	—	de ½ à 1½	—	2	—	—
Xe	—	—	—	de 1 fr. à ½	—	1	—	—

Ia. Si on tient à conserver le nombre 5 pour base des unités contributives et raison de la progression, il n'y aurait qu'à substituer aux nombres ci-dessus ceux de 50, 45, 40, 35, 30, 25, 20, 15, 10 et 5.

Ib. Dans le cas où l'Assemblée jugerait utile de baser la classification des adhérents d'après l'importance de leur commerce d'exportation seulement, il y aurait lieu de diminuer l'unité d'affaires correspondante à l'unité contributive.

II. Subsidiairement et pour le cas où aucune de ces alternatives ne serait admise, M. le Délégué de la Suisse demande, en vertu des instructions qu'il a reçues de son Gouvernement, que l'on divise au moins les deux premières classes pour en faire deux nouvelles.

N. B. — Pour article 11 on aurait: 6,0; — 4,8; — 4,2; — 3,6; — 2,4; — 1,2; — 0,6.

Pays.	Langue parlée.	Projet Belge.		Projet de M. Paccaud.	
		Unités.	Taxes.	Unités.	Taxes.
Première classe. — *Pays dont le commerce se monte à plus de 4 milliards de francs.*					
Angleterre	Anglais.	35	3.885	10.0	10.000
Belgique	Français.-Flamand.	35	3.885	10.0	10.000
États-Unis	Anglais.	35	3.885	10.0	10.000
Pays-Bas	Néerlandais.	21	2.325	5.4	4.400
Russie	Russe.	21	2.325	6.0	5.400
Deuxième classe. — *Pays dont le commerce se monte de 1 à 4 milliards de francs.*					
Canada (possession anglaise)	Anglais. - Français.	30	3.330	3.0	3.000
Espagne	Espagnol.	30	3.330	3.0	3.000
Inde anglaise	Anglais.	30	3.330	8.0	8.000
Italie	Italien.	18	1.995	6.0	6.000
Suisse	Français-Allemand.	30	3.330	3.0	3.000

Pays.	Langue parlée.	Projet Belge. Unités.	Projet Belge. Taxes.	Projet de M. Paccaud. Unités.	Projet de M. Paccaud. Taxes.
Troisième classe. — *Pays dont le commerce se monte de* 500 *millions à* 1 *milliard de francs.*					
Brésil	Portugais.	15	1.665	1.2	1.200
Chili.	Espagnol.	25	2.775	2.0	2.000
Danemark	Danois.	15	1.665	1.2	1.200
Egypte	Turc.	15	1.665	1.2	1.200
Indes orientales néerlandaises	Néerlandais.	15	1.665	1.2	1.200
Malte (possession anglaise)	Anglais.	25	2.775	2.0	2.000
République Argentine	Espagnol.	25	2.775	2.0	2.000
Suède	Suédois.	15	1.665	1.2	1.200
Turquie.	Turc.	15	1.665	1.2	1.200
Victoria (possession anglaise).	Anglais.	25	1.775	2.0	2.000
Quatrième classe. — *Pays dont le commerce se monte de* 100 *à* 500 *millions de francs.*					
Cap de Bonne-Espérance (possession anglaise)	Anglais.	20	2.220	1.0	1.000
Ceylan (possession anglaise)	—	20	2.220	1.0	1.000
Cuba (possession espagnole)	Espagnol.	20	2.220	1.0	1.000
Grèce	Grec.	12	1.535	0.6	600
Guyane anglaise	Anglais.	20	2.220	1.0	1.000
Japon	Japonais.	12	1.835	0.6	600
Maurice [Ile] (possession anglaise).	Anglais.	20	2.220	1.0	1.000
Philippines [Iles] (possession espagn.)	Espagnol.	20	2.220	1.0	1.000
Mexique	—	20	2.220	1.0	1.000
Norvège	Norvégien.	12	1.335	0.6	600
Nouvelle-Zélande (possession anglaise)	Anglais.	20	2.220	1.0	1.000
Porto-Rico (possession espagnole)	Espagnol.	20	2.220	1.0	1.000
Portugal	Portugais.	12	1.335	0.6	600
Queensland (possession anglaise).	Anglais.	20	2.220	1.0	1.000
Roumanie	Roumain.	12	1.335	0.6	600
Trinité [Ile de la] (possession anglaise)	Anglais.	20	2.220	1.0	1.000
Uruguay	Espagnol.	20	2.220	1.0	1.000
Venezuela	—	20	2.220	1.0	1.000
Cinquième classe. — *Pays dont le commerce se monte de* 25 *à* 100 *millions de francs.*					
Costa-Rica	Espagnol.	15	1.665	1.0	1.000
Haïti	Français.	15	1.665	1.0	1.000
Hawaïennes (Iles)	Anglais.	15	1.655	1.0	1.000

Pays.	Langue parlée.	Projet Belge. Uni-tés.	Projet Belge. Taxes.	Projet de M. Paccaud. Uni-tés.	Projet de M. Paccaud. Taxes.
Iles :					
Iles sous le vent (Leeward islands) possessions anglaises: Antigua, Dominica, Montserrat, Névis, St-Christophe (St-Kitts), Vierges	Anglais.	15	1.665	1.0	1.000
Jamaïque [La] (possession anglaise)	—	15	1.665	1.0	1.000
Lagos —	—	15	1.665	1.0	1.000
Natal —	—	15	1.665	1.0	1.000
Pérou	Espagnol.	15	1.665	1.0	1.000
République Sud-africaine	Néerlandais.	9	1.005	0.6	600
Salvador	Espagnol.	15	1.665	1.0	1.000
Serbie	Serbe.	9	1.005	0.6	600
Siam	Siamois.	9	1.005	0.6	600
Tasmanie (possession anglaise) . .	Anglais.	15	1.665	1.0	1.000
Terre-Neuve [Ile de] (id.) . .	—	15	1.665	1.0	1.000

Sixième classe. — *Pays dont le commerce se monte de* 15 *à* 25 *millions de francs.*

Pays.	Langue parlée.	Projet Belge. Uni-tés.	Projet Belge. Taxes.	Projet de M. Paccaud. Uni-tés.	Projet de M. Paccaud. Taxes.
Australie de l'Ouest (possession angl.)	Anglais.	10	1.110	1.0	1.000
Côte-d'Or —	—	10	1.110	1.0	1.000
Fidji [Iles] —	—	10	1.110	1.0	1.000
Gibraltar —	—	10	1.110	1.0	1.000
Honduras Britannique —	—	10	1.110	1.0	1.000
Iles :					
Iles du vent . . (Windward islands) possessions anglaises: Grenade et Grenadine, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, Tabago	—	10	1.110	1.0	1.000
Paraguay	Espagnol.	10	1.110	1.0	1.000
République Dominicaine	—	10	1.110	1.0	1.000
Sierra Leone (possession anglaise) .	Anglais.	10	1.110	1.0	1.000

Septième classe. — *Pays dont le commerce est inférieur à* 15 *millions de francs.*

Pays.	Langue parlée.	Projet Belge. Uni-tés.	Projet Belge. Taxes.	Projet de M. Paccaud. Uni-tés.	Projet de M. Paccaud. Taxes.
Bahama [Iles] (possession anglaise).	Anglais.	5	555	1.0	1.000
Chypre [Ile de] (id.).	—	5	555	1.0	1.000
Colonies danoises: Iles Féroé, Islandes, Groënland, Sainte-Croix (Ile), St-Vincent (Ile), Saint-Jean (Ile)	Danois.	3	330	0.6	600

Pays.		Langue parlée.	Projet Belge.		Projet de M. Paccard.	
			Unités.	Taxes.	Unités.	Taxes.
Colonies espagnoles non spécialement dénommées	Fernando Poo (Ile) . Ceuta, Melilla (Ports de) . Chaffarines (Iles) . . Carolines (Iles) . .	Espagnol.	5	555	1.0	1.000
Colonies portugaises non spécialement dénommées	Loanda, Benguela et Mossamedés Cap vert (Iles du) . Guinée portugaise . . Inde portugaise . . San-Thomé et du Prince (Iles) Timor (Ile)	Portugais.	3	330	0.6	600
Congo (État indépendant du) . .		Congolais.	3	330	1.0	1.000
Falkland (Iles)		Anglais.	5	555	1.0	1.000
Gambie (possession anglaise) . . .		—	5	555	1.0	1.000
Indes occidentales néerlandaises	Bonaire . . . . Curaçao . . . . Guyane néerlandaise	Néerlandais.	3	330	0.6	600
Mozambique (possession portugaise).		Portugais.	3	330	0.6	600
Turques [Iles]		Anglais.	5	555	1.0	1.000
		Total . . .	1.127	124.545	1.268	127.000

Procès-Verbal Nr. 5.

Séance du 20 *mars* 1888.

Le procès-verbal de la séance du 19 mars est lu et approuvé.

M. le Président annonce à la Conférence qu'il a reçu de MM. les délégués du Salvador et de la Suisse les projets dont il a été question dans la séance d'hier et qui concernent le mode de répartition des frais entre les Etats adhérents. Ces documents ont été envoyés à l'impression et seront distribués à MM. les délégués avant la séance de demain.

Sur l'invitation de M. le baron de Lambermont, M. le délégué de Costa Rica donne lecture d'une note explicative au sujet de la motion qu'il a présentée dans la séance du 16 mars. Cette note, relative à la réduction de divers tarifs douaniers à des termes de comparaison fixes, sera reproduite comme annexe aux documents qui seront transmis aux gouvernements étrangers.

M. le comte Della Croce rappelle que c'est à la dernière heure qu'il a reçu sa délégation pour représenter le gouvernement italien à la Conférence. Se trouvant à ce moment sans instructions, il s'est cru permis de demander que l'ouverture des délibérations fût quelque peu différé. M. le président n'a point pu prendre cette demande en complète considération; il a dû ouvrir les débats au jour fixé, dans le but très louable d'accélérer

les travaux et de ne pas obliger certains délégués, rappelés par d'autres devoirs, à prolonger plus longtemps qu'ils ne s'y attendaient leur séjour à Bruxelles. M. le baron Lambermont avait d'ailleurs tenu compte de la proposition dans la mesure où il était possible de le faire sans arrêter la marche des délibérations de la Conférence: il a été entendu, en effet, que chacun prendrait part à celles-ci sans engager ni son gouvernement, ni soi-même, et sous la réserve qu'on pourrait revenir sur une solution même acquise.

C'est de cette faculté que M. délégué de l'Italie entend se prévaloir aujourd'hui en obéissant à des ordres qu'il a reçus ce matin même.

Dès le principe, le gouvernement italien a donné à entendre qu'en dehors de la question des langues — question qui a été résolue par l'admission de l'Italien au nombre des langues de traduction, avec une unanimité pour laquelle M. le baron Della Croce ne saurait trop exprimer sa reconnaissance — il y avait une autre question à laquelle il attachait une haute importance: celle du concours de la plupart des Etats commerçants et principalement des grands Etats tels que l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la France. L'adhésion de ces puissances serait une condition à laquelle l'Italie subordonnerait définitivement sa propre adhésion. C'est cette déclaration que M. délégué de l'Italie doit renouveler aujourd'hui.

M. le comte Della Croce comptait encore faire une autre déclaration au nom de son gouvernement; mais M. le délégué des Etats-Unis l'a devancé, en disant qu'il entendait réserver pour son gouvernement une pleine et entière liberté quant aux décisions définitives à prendre. C'est donc un point qui a déjà été établi.

M. le délégué de l'Italie termine en exprimant encore au nom de son gouvernement l'espoir de voir tous les pays accorder leur concours à l'œuvre si utile de l'Union.

M. le baron Lambermont constate qu'à plusieurs reprises il a été dit que les travaux de la Conférence n'avaient aucun caractère définitif. Ces travaux, une fois terminés, seront soumis à l'appréciation des gouvernements et chacun d'eux sera libre d'entrer dans l'Union ou de s'abstenir. Il n'est pas douteux que l'Union aurait un très sérieux intérêt à compter l'Italie au nombre des associés. C'est le sentiment unanime de la Conférence et M. le baron Lambermont ne croit rien exagérer en disant que l'assemblée en a donné hier un éclatant témoignage. Il ne veut pas entrer dans d'autres considération; il ne peut toutefois s'empêcher de penser que la déclaration de M. le ministre d'Italie, actée aux procès-verbaux, entrera comme un élément assurément important dans l'appréciation des divers gouvernements. Aussi serait-il éminemment désirable que le gouvernement italien, tenant compte de l'accueil fait à sa première demande, se décidât à soumettre la question à un nouvel et bienveillant examen. L'abstention de l'Italie ne ferait qu'aggraver celle des trois pays cités par M. le comte Della Croce. Le délégué de la Belgique parle au nom de toute la Conférence quand il exprime le désir et l'espoir de la voir revenir à l'idée d'adhérer à l'œuvre internationale des tarifs.

M. le baron Lambermont est amené à expliquer comment on pourra procéder pour la suite des travaux. Lorsque la Conférence aura parcouru le cercle complet des avant-projets et des propositions auxquelles ceux-ci ont donné lieu, elle n'aura fait qu'un travail préparatoire. Son œuvre alors sera soumise aux différents pays. Dans la pratique, quand une Conférence arrive au terme de ses séances et qu'elle n'aboutit pas à la signature d'un acte définitif, un protocole est rédigé pour constater que les délégués ont examiné et préparé telles et telles questions qu'ils recommandent à l'étude de leurs gouvernements; ce protocole seul est signé par tous les membres. En d'autres cas on néglige même de signer un tel protocole; chacun transmet à son gouvernement les procès-verbaux et autres documents indiquant les résultats des travaux de la réunion. Les délégués à la Conférence de Bruxelles auront à choisir entre les deux modes; M. le baron Lambermont estime toutefois qu'il est peut-être plus correct d'adopter le premier.

Cela fait, il faut tenir compte des distances, du temps nécessaire pour l'étude des documents parvenus aux gouvernements, du délai qu'exigera le retour des réponses. Combien de temps peut-il s'écouler depuis le jour de l'envoi jusqu'à celui où les réponses de tous les pays pourront être connues? Il semble qu'il n'est pas trop de six mois, vu l'extrême éloignement de certains Etats ou Colonies représentés à la Conférence. Cet intervalle ne servira pas seulement à leur permettre de s'éclairer complètement et de faire connaître leur décision, mais dans l'entre-temps le gouvernement belge de son côté fera des communications nouvelles aux pays qui ont notifié leur adhésion, mais qui ne sont pas représentés ici. Enfin, il y a les gouvernements qui n'ont pas adhéré ou qui ont réservé leur décision; des démarches seront faites auprès d'eux et ils pourront prendre une résolution en pleine connaissance de cause. Dans six mois donc la situation permettra la préparation d'un travail définitif de répartition. Ce travail, en effet, ne sera possible que quand le Cabinet belge sera nanti de toutes les réponses. Si, contrairement aux vœux et, M. le baron Lambermont ose l'ajouter, aux prévisions de la Conférence, le nombre des adhésions était trop minime pour assurer l'existence de l'Union dans des conditions favorables de vitalité, il faudrait bien retarder encore la réalisation de l'idée; mais ils est à espérer que cette éventualité ne se présentera pas. Quoi qu'il en soit, avant que les Etats puissent s'être prononcés sur le vu d'un travail de répartition, il faut admettre qu'il s'écoulera un nouveau laps de trois ou quatre mois; nous sommes donc séparés de la date de la signature par un intervalle de dix mois environ. M. le président entendrait avec plaisir les observations que des délégués auraient à présenter sur cette manière d'espacer nos travaux.

M. le délégué de la Turquie est d'avis que les considérations exposées par M. le baron Lambermont sont absolument justistifiées. Elles ne pourraient d'ailleurs émaner d'une source plus autorisée, puisqu'elles sont formulées par le délégué du gouvernement qui a pris l'initiative de l'œuvre, qui a provoqué la réunion d'où l'entente doit sortir et qui concentrera dans ses mains les réponses de tous les autres Etats. S. E. Carathéodry Efendi pense que l'on pourrait donc dès à présent fixer l'époque de la nouvelle

réunion aux dates indiquées par M. le Président, pour l'adhésion de principe et la répartition de la dépense entre les Etats adhérents.

M. le délégué de la République Argentine fait remarquer que la fixation du premier délai de six mois ne soulève aucune difficulté; mais qu'il pourrait n'en pas être de même de la fixation de la date d'une nouvelle réunion, les Chambres législatives, dont l'intervention sera nécessaire pour l'approbation de la Convention, ne se réunissant point partout aux mêmes époques.

M. le baron Lambermont craint de ne pas s'être expliqué assez clairement. Après le premier délai de six mois il ne s'agira pas encore de signer; à ce moment l'on connaîtra seulement si les pays sont disposés à entrer dans l'Union, quels sont ces pays et quel est leur nombre; ce n'est que lorsque ces informations seront réunies qu'il sera possible d'élaborer un travail de répartition lequel, à son tour, devra être soumis aux gouvernements; et c'est après que ceux-ci auront notifié leur résolution définitive qu'il pourra être procédé à la signature. Puis viendra l'approbation par les législatures respectives.

M. Gosselin, le délégué de l'Angleterre, constate que l'on va soumettre immédiatement à tous les pays la question du quantum de la dépense et il demande s'il est bien besoin d'un délai de six mois pour qu'on soit fixé sur leur appréciation à cet égard.

M. le baron Lambermont répond qu'il y a des Etats — les Pays-Bas, la Suède-Norvège, par exemple — qui, tout en se montrant très favorables à l'œuvre, ont désiré attendre le résultat des études entreprises. Il croit qu'il est sage et prudent de laisser à tous le temps et la liberté nécessaires pour se prononcer en pleine connaissance de cause. Les six mois écoulés, le tableau des répartitions sera dressé sur des faits, non sur des hypothèses, et il sera bientôt facile de savoir si l'on peut aboutir, ou non, à la signature.

Le Cabinet de Bruxelles veillera à ce que toutes les démarches soient faites en temps utile. Mais le délégué de la Belgique croit qu'il ne faut rien précipiter si l'on veut réussir. Mieux vaut bien commencer; somme toute, on signerait dans un an au plus tard. En terminant, M. le baron Lambermont exprime encore l'espoir de voir l'Italie s'unir à l'Association ou plutôt y rester définitivement attachée.

M. le comte Della Croce tient encore à exprimer sa gratitude pour la résolution prise dans la séance d'hier en ce qui concerne l'admission de l'italien au nombre des langues de traduction; il s'associe à l'espoir qui vient d'être exprimé que l'Italie puisse rester définitivement adhérente à l'Union internationale; il interposera certainement dans ce but ses bons offices, et il le fera avec le plus grand zèle et dans la conviction sincère que l'œuvre projetée par le gouvernement du Roi est hautement utile et digne d'intérêt.

Sir F. Dillon-Bell déclare que lorsqu'il a été entendu au début de la Conférence qu'aucune décision définitive ne serait prise, mais que les propositions seraient admises ad referendum, ses collègues australasiens et lui se berçaient de l'espoir que les pays européens se rallieraient, par la suite,

à l'institution projetée. Les publications du Bureau international semblaient en effet présenter pour ces pays une utilité plus grande que pour les Colonies.

Les gouvernements australasiens, en répondant à l'appel qui leur a été adressé d'assister à la Conférence, ont donné une preuve de leur désir sincère de contribuer à une œuvre internationale qui, dans leur opinion, pouvait prendre par la suite de plus grands développements. Ils avaient entrevu cependant, dès le commencement, que le classement proposé pour la répartition des frais aurait pour résultat de faire supporter une moitié environ de la dépense par les Colonies anglaises tant autonomes que ne jouissant pas du régime parlementaire.

Sir F. Dillon-Bell et ses collègues ne pouvaient que regretter l'abstention de la majorité des grandes puissances européennes, si directement intéressées au succès de l'entreprise. Toutefois, ils conservaient l'espoir que si l'Italie donnait son assentiment complet à l'œuvre de la Conférence, ce fait entraînerait peut-être le concours de la France et de l'Allemagne. C'est dans ces conditions qu'ils ont accueilli avec empressement la proposition de M. le délégué de l'Italie d'inscrire la langue italienne parmi les langues usitées par le Bureau international. A ce momemt, ils étaient intimement convaincus que l'adoption de la langue italienne était la condition sine qua non de l'adhésion du gouvernement italien à l'Union. Peut-être ont-ils mal compris, mais en appuyant la motion de M. le délégué de l'Italie, ils croyaient assurer l'adhésion du gouvernement italien au projet en discussion, et ils espéraient même que Son Exc. le comte Della Croce serait en mesure de notifier cette adhésion. Ce n'est pas sans regret qu'ils viennent d'entendre une déclaration qui les place devant une situation nouvelle. Ils ont hâte de dire qu'ils n'ont ni le désir, ni la pensée de revenir sur leurs déclarations antérieures; s'ils s'expriment comme ils le font en ce moment, c'est qu'il leur a paru que la communication inattendu de M. le délégué de l'Italie ne pouvait passer sans quelques observations qui précisent la situation. Ils ont rappelé dans quelles conditions ils avaient été amenés à se rallier à une combinaison qui devait avoir pour effet de reporter le Budget des dépenses au chiffre de 125,000 francs. Il est possible que le fait nouveau qui vient de se produire n'influe pas sur la détermination de leurs gouvernements, mais personnellement ils avouent leur désappointement.

Sir F. Dillon-Bell prie M. le Président de vouloir bien lui donner acte de ses déclarations, car il est impossible qu'aux yeux des délégués australasiens et dans l'opinion de leurs Gouvernements, la situation paraisse aujourd'hui ce qu'elle était lorsqu'il a motivé son adhésion et celle de ses collègues au rehaussement du Budget des dépenses.

M. de délégué de la Nouvelle-Zélande constate en terminant que les représentants des Colonies australasiennes ont réservé un accueil enthousiaste à l'idée de voir l'Italie entrer définitivement dans l'Union. Si, contre leur espoir, elle jugeait à propos de se retirer, ils n'auraient plus les mêmes raisons d'envisager comme ils l'ont fait l'accroissement certain de la dépense. Toutefois, les excellentes dispositions personnelles de M. le

délégué de l'Italie les autorisent à croire qu'il attirera l'attention de son Gouvernement sur cette considération, que la non-adhésion de l'Italie, rapprochée de l'abstention d'autres grandes Puissances, pourrait avoir pour conséquence d'imposer aux pays qui seraient disposés à adhérer un surcroît de dépense qui compromettrait le succès de l'entreprise. La Conférence comprendra que les réserves qui précèdent sont imposées aux délégués des Colonies australasiennes par une situation nouvelle qu'ils n'avaient pas envisagée.

M. le Président déclare que les paroles prononcées par Sir F. Dillon-Bell seront reproduites au procès-verbal de la séance et pourront ainsi parvenir à la connaissance du Gouvernement italien.

M. le baron Lambermont revient ensuite à la question des délais à assigner pour recueillir les adhésions et dresser le tableau définitif de la répartition des frais. Il estime que les observations présentés au nom de MM. les délégués australasiens ne font que justifier sa proposition de ne pas procéder d'une manière précipitée. Il consulte la Conférence sur le premier délai de six mois qu'il s'agirait de laisser aux Gouvernements pour leur permettre de se prononcer sur leur adhésion à l'Union et au chiffre global de la dépense.

M. le délégué de l'Espagne demande s'il ne suffirait pas de fixer dès maintenant le premier délai de six mois sans rien décider quant au second terme.

M. le baron Lambermont estime qu'il serait préférable de régler les deux points, attendu que tous les Gouvernements intéressés, et ils sont nombreux, seront ainsi avertis du temps dont ils pourront disposer.

Sur sa proposition, la Conférence décide que le premier délai pour l'adhésion de principe sera fixé à six mois; quatre mois seront laisssés ensuite aux Gouvernements pour se prononcer sur le projet de répartition de la dépense entre les adhérents.

M. le délégué des Etats-Unis désire qu'il soit bien entendu que l'on n'accepte ces délais que pour autant qu'ils soient suffisants pour permettre de recourir à l'approbation législative dans les pays où cette approbation est nécessaire.

M. le Président croit que cette réserve est de style et s'imposerait quand même elle n'aurait pas été expressément formulée.

M. le baron Lambermont propose à la Conférence de reprendre la discussion des dispositions du Règlement au point où elle a été arrêtée dans la séance d'hier.

Il donne lecture des articles 12, 13 et 14, relatifs à l'organisation intérieure du Bureau international.

Après une discussion à laquelle prennent part MM. les délégués de la Nouvelle-Zélande, de l'Italie, de la Turquie et de la Suisse, il est entendu que le Ministre des Affaires Etrangères de Belgique sera chargé de prendre les mesures nécessaires pour l'organisation et le fonctionnement du service.

L'article 15, relatif à la constitution d'une caisse de prévoyance, n'a plus de raison d'être en présence du vote émis sur la matière dans une précédente séance; il ne sera pas reproduit.

A cette occasion, M. le délégué de la Turquie lit la proposition suivante en son nom et au nom de MM. les délégués de l'Uruguay et de la Suisse:

Les soussignés:

Attendu que quelques-uns de MM. les délégués se sont trouvés dans l'impossibilité de donner leur acquiescement à la constitution de la Caisse de secours prévue en conformité de la décision prise par le Congrès postal international réuni à Paris en 1878 et la Conférence télégraphique générale de Londres de 1879 (2me alinéa de l'article 6 amendé et article 15 de l'avant-projet du Règlement d'exécution);

Dans le désir de venir en aide aux fonctionnaires et employés du Bureau international des tarifs dans le cas où, par suite de leur âge avancé, d'accidents ou de maladie, ils seraient incapables de continuer à remplir leur fonctions,

Ont l'honneur de proposer que la Conférence émette le vœu que les Gouvernements adhérents veuillent bien, après la signature de la Convention, aviser à telles mesures qui leur paraîtraient les plus efficaces pour constituer un fonds de réserve à cet effet.

(Signé): *Et. Caratheodory.*
Susviela Guarch.
E. Paccaud.

M. le Président déclare que la motion de M. le délégué de la Turquie sera actée au procès-verbal. Il est entendu toutefois qu'il ne s'agit que d'un simple vœu émis en leur nom personnel par les signataires.

M. le délégué de la Turquie constate que c'est bien ainsi seulement que les signataires de la motion l'entendent. Ils ne peuvent, bien entendu, que réserver, tant à leurs propres Gouvernements qu'à tous les autres, toute liberté d'appréciation tant pour l'admission en principe de ce vœu, que pour les moyens d'exécution qui seraient de nature à obtenir, éventuellement, l'assentiment de tous les contractants.

M. le délégué de la Suisse demande ce qu'il advient des dispositions de l'article 14 réglant les traitements du personnel.

M. le baron Lambermont répond que l'article devait en tout cas être remanié, par suite des propositions qui ont été faites concernant la situation du haut personnel, le rehaussement éventuel des traitements des troisièmes traducteurs et l'adjonction de traducteurs italiens. Toutefois, il est entendu que ces remaniements n'auront aucune influence sur le montant total de la dépense qui ne pourra dépasser 125,000 francs.

M. Paccaud demande si on laissera au Gouvernement belge le soin de prendre, concernant la position du personnel, telle mesure qu'il croira convenir, ou si la Conférence examinera en détail les propositions qui font l'objet du § 4 de l'avant-projet du Règlement. En ce dernier cas, M. le délégué de la Suisse aurait à proposer d'étendre les attributions de l'attaché au secrétariat et d'améliorer son traitement dans une proportion correspondante.

M. le Président est d'avis qu'il faut laisser à cet égard une certaine

latitude au Gouvernement belge. Il peut y avoir des traitements provisoirement disponibles. En une semblable éventualité, ces sommes devraient pouvoir être affectées aux mesures les plus propres à assurer la marche normale du service.

Sir F. Dillon-Bell partage absolument cette manière de voir.

M. le délégué de la Roumanie appuie une proposition dans ce sens.

M. le baron Lambermont admet au nom de son Gouvernement cette délégation.

Sur interpellation de S. Exc. M. Mitilineo, M. le Président annonce qu'il présentera dans la séance de demain une formule de rédaction.

M. le baron Lambermont ajoute que, conformément au désir exprimé par M. le délégué des Etats-Unis, une disposition formelle sera inscrite dans le projet de Règlement revisé concernant la valeur légale des renseignements douaniers publiés par le Bulletin de l'Union. Ces réserves pourront être rappelées en tête des documents à des intervalles à déterminer.

Cette motion est approuvée.

M. le Président propose d'ajouter à l'article 8 du projet de Convention amendé de nouvelles dispositions concernant les droits et obligations des Etats respectifs en cas d'adhésion, de retrait ou en cas de liquidation du fonds commun.

La rédaction serait la suivante:

»Les Etats et Colonies qui useraient ultérieurement de la faculté d'adhésion prévue à l'article 14 auront à payer leur quote-part de cette somme de 50,000 francs, sur la base de répartition fixée à l'article 9.

»Les Etats et Colonies qui se retireraient de l'Union à l'expiration du premier terme de sept années perdront leur droit de copropriété dans le fonds commun.

»En cas de liquidation, le fonds commun sera partagé entre les Etats et Colonies de l'Union, d'après la base de répartition fixée à l'article 9.«

Adopté.

M. le baron Lambermont annonce la réimpression pour la séance de demain des projets amendés de Convention et de Règlement mis à jour. Il préparera également le projet de Protocole final.

M. le délégué des Etats-Unis demande si l'on peut apprécier la quantité des documents que publiera annuellement le Bureau international.

M. le baron Lambermont ne croit pas ce calcul possible. On ne pourra toujours fournir la même quantité de traductions dans le même temps; il faut tenir compte des difficultés plus ou moins grandes que présente la traduction des documents écrits en des langues si diverses.

M. le Président ajoute que l'on ne doit conserver aucun doute sur les soins que le Gouvernement belge apportera, en ce qui le concerne, à faire vivre et prospérer l'institution qui serait confiée à sa sollicitude.

La séance est levée à 5 heures.

Demain, séance à 2 heures.

Le Secrétaire, *L. Capelle.*

Le Président, *Bon Lambermont.*

Première annexe au procès-verbal de la séance du 20 mars 1888.

Note explicative présentée par M. le délégué de Costa-Rica concernant la réduction des divers tarifs douaniers à des termes de comparaison fixes.

Puisque la proposition que j'ai eu l'honneur de faire, à la séance du 16 mars, revient à l'examen, je me permettrai d'y ajouter quelques mots.

Le projet sur lequel j'ai cru devoir appeler l'attention des membres de la Conférence a pour objet la réduction des divers tarifs douaniers à des termes de comparaison fixes pour les unités (poids et volume) qui servent de bases aux taxes douanières et pour l'expression de celles-ci en monnaies.

Mais la réflexion m'a indiqué que la désignation d'une monnaie, dont la valeur soit assez invariable, est entourée de grandes difficultés.

Je crois donc qu'on pourrait se borner à faire porter la réduction sur le poids et la capavité pour lesquels le système métrique présente les conditions voulues de fixité et de généralité.

L'utilité de la mesure me paraît clairement établie pour les avantages considérables que procurerait au commerce la publication des tarifs sous la forme de tableaux indiquant les renseignements dont je viens de parler.

Cette disposition permettrait en effet d'obtenir facilement pour un pays donné l'évaluation d'un droit d'entrée ou d'une mesure par une simple multiplication des chiffres pris dans les colonnes respectives du tableau.

Je reconnais que l'application dont j'ai l'honneur de vous entretenir peut se présenter à l'esprit comme une question secondaire si elle est considérée comme une simple mesure d'exécution.

Mais elle acquiert une importance plus grande si l'on se représente que, pour assurer la viabilité de l'institution dont nous discutons les bases, il est indispensable de donner à la publication des tarifs la forme la plus pratique possible.

C'est la seule condition qui mettra cette publication à l'abri de la concurrence privée.

Afin de rendre mon idée plus sensible, j'ai esquissé deux types de tableaux.

Le premier présente un tarif spécial pour chaque pays, avec la classification des divers produits imposés.

Le second est classé suivant les produits et les catégories de produits imposés et porte dans la première colonne les noms des divers pays.

Ce dernier type me paraît plus pratique parce que cette disposition permet de faire mieux concorder les renseignements des divers tarifs.

J'ai l'honneur de déposer ces deux tableaux B et C sur le bureau, pour me conformer au désir de M. le Président de la Conférence; le tableau A, faisant intervenir l'unité monétaire, je l'ai annexé aux deux tableaux B et C pour mémoire seulement.

Procès-Verbal No. 6.

Séance du 21 *mars* 1888.

Le procès-verbal de la séance du 20 mars est lu et approuvé.

M. le délégué de la Russie demande à revenir un instant sur la question du budget des dépenses. Celui-ci a été porté à 125,000 francs à raison de l'adjonction de la langue italienne aux langues primitivement désignées pour la publication des tarifs douaniers. L'Italie retirant son adhésion, M. Kamensky propose de revenir au chiffre de 110,000 francs et de rétablir l'ancien texte de l'article 1er du règlement, prévoyant la traduction en quatre langues seulement. Dans ces conditions il y aurait moins de divergences entre les textes du premier avant-projet et du projet modifié, ce qui assurerait mieux le consentement des gouvernements adhérents et le succès de l'entreprise.

M. le Président rappelle que, dans une des séances antérieures, on a discuté la question de savoir si le choix des langues se déciderait d'après l'adhésion ou la non-adhésion des pays parlant les langues proposées. Il a été entendu que l'on consulterait l'intérêt commercial, abstraction faite de la question d'adhésion. M. le baron Lambermont pense que la Conférence ferait bien de ne pas revenir sur la décision qu'elle a prise à cet égard.

Toutefois, chacun des délégués sait que lorsqu'on a relevé le chiffre de la dépense totale pour pouvoir faire place à la langue italienne, on s'est laissé guider non seulement par une pensée d'intérêt commercial, mais aussi par un sentiment bienveillant vis-à-vis de l'Italie. En outre après que M. le comte Della Croce eut fait part d'une seconde condition à laquelle son gouvernement subordonnerait son adhésion à l'Union, on a encore conservé l'espoir que l'attidude de la Conférence amènerait le gouvernement italien à soumettre sa décision à un nouvel examen. Il semble en effet qu'en présence des témoignages non équivoques de bon vouloir avec lesquels la première proposition italienne a été accueillie, il est permis d'espérer que le débat n'est pas définitivement clos.

M. le délégué de la Russie demande ce qui serait à décider si l'Italie refusait définitivement de s'associer à l'Union.

M. le baron Lambermont fait remarquer qu'il y a d'autres pays que l'Italie qui n'ont pas donné leur adhésion ou dont les dispositions ne sont pas définitivement connues. Ce n'est que dans six mois que l'on pourra savoir à quoi s'en tenir.

A supposer que l'Italie n'ait pas adhéré à ce moment, il s'écoulera encore quatre mois avant qu'il s'agisse de signer une Convention. C'est à l'expiration de ce second terme que les pays qui partageraient l'opinion émise par M. le délégué de la Russie auraient à apprécier utilement la situation en tenant compte de tous les points de vue.

M. Kamensky déclare que, du point de vue purement commercial, le néerlandais, le portugais et le grec doivent être considérés comme des langues aussi importantes et peut-être même plus importantes que l'italien.

M. le baron Lambermont répond que si, comme on peut l'espérer, l'en-

treprise aboutit à un résultat favorable, il est permis et même raisonnable de penser que les voies et moyens seront assurés et que les questions de finance deviendront secondaires. MM. les délégués voudront bien remarquer qu'un article du règlement prévoit la réduction possible des frais par suite d'un excédent de revenus, ce qui amènerait une diminution correspondante de la quote-part de chaque associé. Ce même accroissement des recettes permettrait en outre d'augmenter le nombre des langues à employer pour la publication des tarifs. Lorsqu'il s'agira de prendre une décision à cet égard, la comparaison des langues sous le rapport de leur importance commerciale pourra être faite avec opportunité.

M. le délégué de la Russie remercie M. le Président des explications qu'il a bien voulu fournir et s'en déclare satisfait.

M. le délégué de l'Espagne croit devoir signaler que dans les projets de répartition des frais présentés par MM. Paccaud et Eloy, Porto-Rico est indiqué par erreur comme une possession anglaise au lieu d'être renseigné comme une possession espagnole.

M. le Président déclare que des mesures ont été prises pour que cette mention erronée soit rectifiée.

M. le ministre des Etats-Unis avait présenté un amendement tendant à réserver la responsabilité des Gouvernements quant à l'exactitude des traductions de documents officiels faites par le Bureau international. M. Lambert Tree constate avec satisfaction que l'article 3 nouveau du projet de Règlement contient une disposition formelle à cet égard. Toutefois, il désirerait qu'il fût entendu qu'un avertissement en ce sens sera imprimé en tête de chacune des publications du Bureau.

Un débat s'engage sur le point de savoir à quelle place du Bulletin l'indication devra figurer.

M. le délégué de la Turquie estime que, pour ne pas interrompre la suite des matières, on pourrait, au lieu de reproduire l'avertissement dans le texte même, le faire imprimer sur la couverture de chaque tarif.

M. le délégué du Mexique préfèrerait le voir inscrire à la première page de chaque livraison.

M. le Président propose, pour tenir compte dans la mesure du possible des diverses observations présentées, de décider que l'avis serait imprimé en note, au bas de la première page de chaque livraison. On ajouterait en conséquence à l'article 3 un second paragraphe conçu comme suit:

»Un avertissement dans ce sens sera imprimé en note et en caractères gras au bas de la qremière page de chaque livraison.«

Cette rédaction est définitivement acceptée.

M. le baron Lambermont rappelle à la Conférence que l'on a réservé la question du mode de répartition des frais entre les Etats adhérents.

Le Gouvernement belge avait indiqué un système; MM. les délégués du Salvador et de la Suisse en ont présenté d'autres. Les résultats de ces différentes combinaisons ne sont naturellement pas les mêmes. Il semble bien difficile de statuer dès maintenant sur ces propositions. M. le Président est loin de vouloir faire la part trop lourde aux petits pays; mais il se demande s'il serait bien équitable de provoquer un vote à la majo-

rité des voix, sur une question dans laquelle les intérêts respectifs sont nécessairement inégaux. Au surplus, le but utile ne serait pas atteint. La part contributive qui serait assignée aujourd'hui à tel Etat déterminé ne sera peut-être plus celle qui lui écherra dans six mois, quand on dressera la liste des Etats alors adhérents. Le mieux serait donc, semble-t-il, de considérer les propositions faites comme des éléments pouvant servir à l'élaboration définitive d'un système de répartition. Le Gouvernement belge est tout disposé à en tenir compte dans la mesure du possible et il exprime sa gratitude à leurs auteurs. Ces projets feront partie des archives de la Conférence; mais, si tel est également l'avis de MM. les délégués, ils seront considérés comme des annexes au procès-verbaux. Une discussion immédiate serait prématurée et provoquerait peut-être certaines difficultés.

M. Bateman déclare que son collègue et lui n'ont pas encore eu le temps d'étudier les amendements que MM. Eloy et Paccaud ont exprimé le désir de voir introduire dans la classification des cotisations des Etats, mais ils se permettent de présenter quelques observations sur le classement général, relativement surtout à ce dont on s'est entretenu dans la séance de lundi. M. le délégué de la Suisse avait attiré l'attention de la Conférence sur l'inégalité du classement proposé par le Gouvernement belge, qui viserait et l'importation et l'exportation, alors que la connaissance des tarifs des pays étrangers intéresserait seulement le commerce d'exportation. L'importance de ce commerce devrait donc, d'après lui, être la mesure de l'échelle à établir. M. Paccaud avait aussi exprimé le désir de voir augmenter le nombre des classes, afin que des pays comme la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne — s'ils adhéraient à la Convention — eussent à payer plus qu'ils ne payeraient d'après le classement actuel.

A ces obcervations les délégués britanniques répondent qu'un classement parfait devrait contenir non seulement dix classes, mais autant de classes qu'il y a d'Etats, et que les chiffres de la cotisation devraient être revisés chaque année d'après le montant du commerce de l'année précédente.

Un tel système, cependant, présenterait de très grands inconvenients et ne serait même pas possible, parce que le relevé du commerce de plusieurs pays, par exemple du Brésil, du Pérou, etc., ne saurait être obtenu même pour une année quelconque et encore moins pour une année récente.

Quant à la proposition d'après laquelle la classification devrait être basée sur les chiffres seuls de l'exportation, M. le Président a dit quelques mots très sensés avant-hier sur l'ancienne théorie de la balance du commerce et sur la thèse que l'exportation est la seule et vraie source du bien-être d'une nation.

Au surplus, MM. les délégués de l'Angleterre adopteraient volontiers, en ce qui concerne leur pays, cette base de contribution puisque les importations anglaises valent annuellement, en moyenne, 2 milliards de francs de plus que les exportations et que l'Angleterre s'appauvrit par conséquent de 2 milliards chaque année par suite de ses opérations commerciales: il en résulterait donc un dégrèvement de sa part contributive.

M. Bateman tient à faire observer que, même à ne considérer que les exportations, on doit reconnaître qu'il y a une grande différence dans les profits qui reviennent aux pays exportateurs, selon que les articles exportés ont reçu beaucoup ou peu de »main-d'oeuvre« sur le territoire national.

Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, les cotonnades qui n'ont été que blanchies ou teintes, — le coton brut ayant été importé et l'opération de la filature et du tissage s'étant faite à l'étranger, — présentent nécessairement une valeur moindre au point de vue du profit du pays d'exportation que dans le cas, par exemple, des Etats-Unis, où la matière brute et la main-d'oeuvre sont toutes deux fournies par le pays d'exportation.

M. Bateman ajoute qu'il cite ce fait pour démontrer que les statistiques commerciales ne peuvent donner qu'une échelle de cotisation des plus imparfaites.

Il y a, cependant, un autre criterium de la valeur que présente le nouveau Bulletin pour chaque Etat signataire de la Convention projetée. M. le délégué britannique le formule ainsi: Quels seront les avantages nouveaux que chaque pays pourra tirer de l'institution?

Information prise, il paraît que la plupart des pays dont le commerce a actuellement une grande extension et que M. le délégué de la Suisse propose de ranger dans des classes et catégories spéciales, ont déjà à leur disposition une grande partie des informations qui sont insérées dans le Bulletin international.

Ainsi, en ce qui concerne l'Angleterre, s'il est vrai que le Board of Trade Journal, dont on a déjà fait mention dans les réunions précédentes, n'existe que depuis peu de temps, il faut remarquer, d'autre part, que depuis bien des années on publie périodiquement à Londres deux statistiques indiquant les droits d'entrée sur les articles principaux du commerce du Royaume-Uni: la première se rapporte à toutes les Colonies de l'empire, la seconde aux pays d'Europe et aux Etats-Unis.

Les droits concernant un même article sont rapprochés les uns des autres, et les commerçants anglais n'ont qu'à lire quelques pages consécutives pour connaître les droits d'entrée sur les produits qui les intéressent.

Le Board of Trade Journal ajoute à cette information les tarifs des pays les plus éloignés, les décisions des douanes et les changements les plus récents; dans ces conditions, on peut dire que le commerce anglais possède déjà les neuf dixièmes des informations dont il peut avoir besoin au point de vue de l'exportation.

Il ne saurait donc convenir au Gouvernement de la Reine de contribuer aux frais dans une mesure plus considérable que celle inscrite dans le projet qui a été soumis par le Gouvernement belge, d'autant plus que ce n'est pas sans certaines réserves que l'on a reconnu hier le droit pour les Etats adhérents de reproduire les informations du Bulletin international.

M. Bateman croit que la situation est à peu près la même pour les autres pays de grand commerce et il estime que la France, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie seront encore moins disposées à adhérer à l'Union,

si le chiffre de leur cotisation éventuelle est sensiblement augmenté; et je dois en même temps ajouter que le Gouvernement de la Reine attache la plus grande importance à l'adhésion de ces trois Puissances. Les délégués britanniques sont décidés, en outre, à combattre tout système de classement qui augmenterait le nombre actuel des classes, lequel, soit dit en passant, est déjà supérieur d'une unité à celui adopté dans la plupart des Conventions internationales de Berne.

Les objections qu'ils ont à faire au projet de répartition déposé par M. le délégué du Salvador sont considérablement moins graves, puisque 1° il n'implique pas la création de classes additionelles et que 2° les Etats dont le commerce a pris un grand développement ont à se soumettre seulement à une augmentation relativement minime des cotisations annuelles, tandis qu'il y aurait une diminution sensible des quotes-parts des contributions des Colonies secondaires anglaises.

Si M. Bateman a bien saisi la portée du projet de M. Eloy, le montant des cotisations de l'empire britannique ne serait que 40 % des dépenses totales au lieu de 48 % indiqué dans le projet belge amendé.

Cependant cette contribution de 40 % est encore très considérable; aussi son collègue et lui-même ne peuvent que réitérer les réserves les plus formelles sur les projets tant de la Convention que du Règlement, dont le succès leur paraît dépendre de l'adhésion éventuelle des autres grandes Puissances.

Un mot seulement sur le classement actuel:

Malte se trouve dans la troisième classe. La valeur des chargements des navires dans le port de la Valette a été prise pour base. Ces chargements ne constituent ni de l'importation, ni de l'exportation, ni du transit, ni du transbordement; le vrai chiffre du commerce de Malte est peut-être de 100 millions au plus. Les délégués britanniques demandent en conséquence que l'on range Malte dans la quatrième classe.

M. le Président déclare que les observations présentées par M. Bateman et que la Conférence a écoutées avec grande attention seront reproduites au procès-verbal.

M. le délégué de la Roumanie fait remarquer que l'article 2 du projet de Convention porte — et cela a été précisé dans la séance du 17 mars — que le Bureau international publiera les tarifs douaniers des divers Etats du globe; l'article 12 indique la manière dont on se procurera les tarifs des Etats contractants; mais il n'est dit, ni à cet article ni ailleurs et les discussions n'ont rien appris à cet égard, comment le Bureau obtiendra les tarifs authentiques des pays non adhérents. M. Mitilineo attire l'attention de la Conférence sur ce point et prie M. le Président de vouloir bien indiquer les mesures qui seront prises en vue d'assurer la publication exacte et rapide des documents concernant le régime douanier des pays non adhérents. S'il lui est permis de faire une proposition, il demandera que le soin de recueillir ces documents soit confié aux agents diplomatiques et consulaires de la Belgique, dont l'activité et le mérite sont généralement reconnus.

M. le baron Lambermont commence par remercier M. le délégué de

la Roumanie des paroles flatteuses qu'il a prononcées au sujet de la considération dont jouissent les agents diplomatiques et consulaires belges à l'étranger. Il reconnaît qu'il y a une explication à fournir relativement à la question qui fait l'objet de l'interpellation de M. le délégué de la Roumanie. A son avis, la communication directe de documents, prevue à l'article 12 du projet de Convention, ne peut et ne doit être demandé qu'aux Etats adhérents. Sans cela on placerait sur la même ligne les Etats associés et ceux qui resteraient en dehors de l'Union. Mais M. le baron Lambermont se rallie volontiers à la proposition de M. le délégué de la Roumanie, qui est de confier aux agents diplomatiques et consulaires belges le soin de prêter leurs offices en vue de procurer au bureau international les documents nécessaires.

M. le Président estime qu'il n'y a pas lieu d'inscrire une stipulation à cet égard dans le projet de Convention et qu'une mention au procès-verbal sera suffisante.

M. le délégué du Danemark vient de recevoir de son Gouvernement une depêche qui aurait dû lui parvenir au début des séances, mais qui est arrivée avec un retard de plusieurs jours, par suite de l'interruption des communications.

Le Gouvernement danois charge M. Schack de Broskdorff de soumettre à l'appréciation de la Conférence »s'il n'y aurait pas lieu de joindre à la publication des tarifs douaniers la reproduction des principales instructions législatives et administratives, ou un extrait de celle-ci, concernant les formalités de douane à l'entrée et à la sortie du trafic par mer, tant en ce qui concerne les navires que les marchandises.«

Les navigateurs et les commerçants auraient ainsi à leur disposition les renseignements nécessaires relativement aux formalités à remplir, aux papiers, certificats ou autres documents à produire, soit pour le navire, soit pour la cargaison, etc., etc. Peut-être aussi pourrait-on indiquer quelles sont pour chaque pays les pénalités ou amendes auxquelles les contrevenants s'exposeraient.

Une publication semblable serait très utile. Aujourd'hui, bien souvent, l'ignorance des dispositions de cette nature entraîne non seulement des désagréments, mais des pertes de temps et d'argent qui pourraient être évitées.

Le Gouvernement danois reconnaît qu'un travail semblable présente des difficultés dans la pratique, que l'on s'expose à des réclamations peut-être fréquentes de la part de ceux qui auront à leurs dépens constaté des inexactitudes dans des informations qu'ils auront cru pouvoir suivre à la lettre. Mais, d'autre part, des services incontestables pourraient être rendus immédiatement à la navigation et au commerce, et plus tard, peut-être il en résultera indirectement qu'on aura ouvert la voie à l'établissement d'une plus grande uniformité dans les formalités de douane des différents pays.

M. le délégué du Danemark se permet d'ajouter que les frais supplémentaires qui seront occasionnés par le surcroît de travail, seront, sans aucun doute, compensés par la vente d'un plus grand nombre d'exemplaires du Bulletin, la dépense à faire serait donc une dépense utile. Au

surplus, la publication des documents dont il s'agit pourrait se faire en plusieurs fois.

Subsidiairement, le Gouvernement danois demanderait que la mesure fût réservée pour plus tard s'il paraissait impossible de la réaliser immédiatement.

M. le baron Lambermont rappelle que des propositions analogues à celle qui est produite par M. le délégué du Danemerk ont été faites précédemment en ce qui concerne différents genres de taxes ou de formalités.

Le budget des dépenses étant strictement limité, on a dû décider d'ajourner tout engagement concernant la publication des documents qui ne se rattachent pas d'une manière directe à la situation douanière des différents pays. On a toutefois reconnu qu'il y aurait grand intérêt à pouvoir par la suite faire insérer dans le Bulletin les renseignements concernant les taxes de navigation et les droits de port. M. le Président croit que la proposition émise par M. le délégué du Danemark ne soulèvera pas non plus d'objections de principe. Il en sera tenu bonne note pour le moment où il sera possible de la réaliser; mais il paraît préférable de ne pas faire dès maintenant au Bureau international une obligation absolue de la publication des documents auxquels a fait allusion M. Schack de Brockdorff. M. le baron Lambermont ne méconnaît pas d'ailleurs que l'insertion de semblables informations dans le Bulletin de l'Union serait de nature à valoir à celui-ci les abonnements d'un public spécial et conséquemment à accroître dans une certaine mesure les recettes.

M. le délégué de la Roumanie demande s'il est entendu que l'on s'en tient provisoirement au projet de répartition élaboré par le Gouvernement belge.

M. le Président fait observer que ce n'est que dans six mois qu'on aura à envisager la question.

Sir F. Dillon-Bell en son nom et au nom de ses collègues australasiens déclare qu'il serait peut-être plus pratique de décider que la confection du projet de répartition sera laissée aux soins du Gouvernement belge et que celui-ci soumettra ses conclusions aux divers Gouvernements, dès qu'il sera en mesure de le faire.

M. le baron Lambermont remercie M. le délégué de la Nouvelle-Zélande de la motion qu'il vient de faire. Le Gouvernement du Roi pourra s'occuper du travail de revision dont il s'agit lorsqu'il connaîtra l'ensemble des adhésions; si ce travail état entrepris actuellement, on s'exposerait à des mécomptes.

M. le délégué de la Suisse tient à faire observer que M. Bateman lui a attribué des idées économiques au sujet desquelles il n'a pas eu à se prononcer. Il n'est pas entré dans ses intentions de discuter si un pays se ruine ou non quand il exporte plus qu'il n'importe. Ce qu'il a voulu établir, c'est que la publication des tarifs étrangers est plus utile au point de vue d'un pays pris isolément, que la publication de son propre tarif, et consequemment, que c'est le commerce d'exportation qui est appelé à bénéficer surtout de l'institution à créer. Dès lors, il semblait assez naturel que le chiffre des exportations fût pris principalement, si non

exclusivement, en considération pour la fixation des quotes-parts contributives de chaque Etat.

M. Bateman exprime le regret de s'être mépris ainsi que ses collègues anglais sur la portée des observations précédentes de M. Paccaud.

Sir F. Dillon-Bell prend acte également des explications de M. le délégué de la Suisse.

M. le Président propose à la Conférence de faire une nouvelle lecture du texte amendé des projets de Convention et de Règlement; cette proposition est acceptée.

Il est d'abord donné lecture du projet de Convention.

A l'article 8, § 2. de la Convention, lequel prévoit la constitution d'un capital de 50,000 francs pour frais d'installation du Bureau, Sir F. Dillon-Bell demande comment on procédera pour faire participer aux frais dont il s'agit les pays qui adhéreront après que la dépense aura été faite.

M. le baron Lambermont dit que la base la plus équitable sera de taxer le nouvel adhérent, quant à sa contribution aux frais du premier établissement, comme l'auront été à l'origine les Etats de la classe correspondante. L'emploi à faire de la somme ainsi obtenue est réglé à l'article 10 du pro'et de Règlement.

Il est procédé ensuite à la lecture des articles du projet de Règlement.

M. le délégué de la Suisse fait remarquer que le procès-verbal de la présente séance, qui est la dernière, ne pourra être lu en Conférence; il demande si ce document sera adressé aux membres étrangers en épreuve ou en bonne feuille.

M. le Président fait connaître que ce document sera communiqué en épreuve aux délégués résidant à Bruxelles, et que des épreuves seront aussi envoyées aux autres délégués qui en exprimeront le désir.

M. le délégué de la Roumanie propose, de concert avec les délégués des pays dont la langue n'a pas été adoptée pour les publications du Bureau international, d'ajouter une mention à l'article 1er du projet de Règlement. Cet article porte: »le Bulletin international des douanes sera »publié en cinq langues, savoir: en allemand, en anglais, en espagnol, en »français et en italien«; on ajouterait à ce texte: »et en d'autres langues à désigner ultérieurement, quand les ressources du Bureau le permettront.«

M. le délégué de l'Etat indépendant du Congo demande par qui cette désignation sera faite?

M. le Président répond que le Gouvernement belge ne pourrait pas assumer la responsabilité du choix d'une nouvelle langue, attendu qu'il s'agit là non d'une simple mesure d'exécution, mais d'une des bases de l'arrangement. Toutefois, il ne serait pas nécessaire de provoquer à cet effet la réunion d'une Conférence; la question pourrait être réglée par correspondance.

M. le délégué de la Turquie demande si, pour réaliser la mesure, il suffirait de l'avis favorable de la majorité des Etats adhérents.

M. le baron Lambermont estime que, comme il s'agirait de modifier l'une des bases mêmes de l'arrangement, le consentement unanime serait nécessaire.

S. E. Carathéodory Efendi appuie la motion que M. le délégué de Roumanie vient de faire en son nom et au nom de quelques-uns de ses collègues.

Après un échange d'observations entre M. le délégué de la Turquie et M. Biebuyck, la rédaction de l'article 1er est provisoirement modifiée comme suit:

»Le Bulletin international des douanes sera publié en allemand, en anglais, en espagnol, en français et en italien. Il pourra l'être en d'autres langues à désigner ultérieurement quand les ressources du Bureau le permettront.«

M. le délégué de la Nouvelle-Zélande, sans s'opposer formellement à l'addition de texte proposée, tient à faire remarquer que la perspective des nouveaux frais à résulter de l'accroissement possible des langues pourrait, aux yeux de plusieurs Gouvernements, diminuer l'aspect favorable du projet auquel on les invite à se rallier. On se rappelle les difficultés que l'on a eues à se mettre provisoirement d'accord sur le Budget de dépenses de 125,000 francs. Or, en prévoyant l'adoption par le Bureau international de langues qui ne sont peut-être pas très usitées dans le commerce, ne s'expose-t-on pas à accréditer cette idée qu'un nouvel accroissement de dépense a été reconnu par la Conférence?

Sir F. Dillon-Bell incline à penser que la somme prévue de 30,000 francs suffira à peine pour couvrir les frais d'impression et d'expédition des tarifs traduits en cinq langues; l'admission d'un plus grand nombre de langues rendrait certainement ce crédit insuffisant.

M. le délégué de la Russie croit que personne ne songe à demander l'accroissement du budget des dépenses; ce n'est qu'en cas de profit qu'il pourrait être question d'adopter de nouvelles langues.

M. le délégué de la Turquie propose, en vue de prévenir tout malentendu, de substituer, dans la rédaction nouvelle de l'article 1er du Règlement, les mots: »si les ressources le permettent« aux mots: »quand les ressources le permettront«. On ne fera ainsi qu'envisager une éventualité qui a été entrevue précédemment par M. le Président lui-même.

M. le délégué de la Roumanie déclare qu'il est bien entendu que le maximum de dépense resterait définitivement fixé à 125,000 francs. Toutefois, comme les Etats adhérents ne songent pas à faire de l'entreprise une exploitation commerciale, s'il y a par la suite un excédent de recettes, on l'affectera à l'augmentation du nombre des langues usitées par le Bureau international.

M. le baron Lambermont fait remarquer que l'article 10 du Règlement prévoit le cas où il se produirait un excédent de recettes et indique l'emploi qu'il y aurait lieu d'en faire. D'abord les sommes disponibles serviraient, jusqu'à concurrence de 25,000 francs à constituer un fonds de réserve; le surplus permettrait d'abaisser le prix de l'abonnement au Bulletin sans accroissement du nombre d'exemplaires garanti par les Etats contractants. M. le Président estime que c'est à cet article 10 que la clause actuellement en discussion trouverait le plus naturellement sa place. On ajouterait à la suite du texte actuel les dispositions suivantes: »Cet

excédent pourra servir aussi à couvrir les frais qu'occasionnerait l'adjonction d'une nouvelle langue de traduction à celles énumérés à l'article 1er. Cette dernière mesure ne pourra se réaliser qu'avec l'assentiment unanime des Etats et Colonies faisant partie de l'Union.«

Sir F. Dillon-Bell n'a, dans ces conditions, aucune objection à présenter.

La Conférence se rallie à la rédaction proposée pour l'article 10 et décide le maintien du texte actuel de l'article 1er.

M. le délégué de l'Italie fait observer qu'il a été décidé que les Gouvernements auraient six mois pour notifier leur adhésion au principe de l'Union et à la dépense totale de 125,000 francs, et, ensuite, quatre mois pour adhérer au projet de répartition des frais. Cette décision ne résulte que des procès-verbaux.

M. le délégué de l'Italie demande si cela est suffisant.

M. le Président est d'avis que cela suffit.

Les procès-verbaux exposent clairement ce qu'on pourrait appeler l'espacement des travaux. Au surplus, le Gouvernement belge entrera directement en rapport avec les Gouvernements étrangers pour leur transmettre les documents utiles et leur fournir tous les renseignements désirables.

M. Gosselin désire présenter une observation par rapport à la déclaration faite par M. le délégué du Mexique dans une séance précédente au sujet du Honduras britannique. M. Bateman et lui tiennent à constater que cette appellation »Honduras britannique« ne porte nullement sur une partie du territoire de la République mexicaine, mais qu'elle est la dénomination correcte d'une colonie appartenant à la Grande-Bretagne, laquelle colonie a prié le Gouvernement de la Reine de signifier son adhésion en principe à l'Union internationale des tarifs douaniers.

M. le délégué du Mexique déclare que la Conférence actuelle ayant été convoquée dans un but autre que la discussion des droits de souveraineté territoriale des Etats, il se borne à réitérer ce qu'il a eu l'honneur d'exprimer dans la séance du 19 mars.

Cette double déclaration sera reproduite au procès-verbal.

M. le Président a fait l'observation dans la séance précédente que quand une Conférence arrive au terme de ses séances sans conclure de Convention, il est généralement d'usage que ses membres signent tout au moins un Protocole constatant qu'ils ont examiné telles questions ou formulé telles propositions qu'ils recommandent à l'attention de leurs Gouvernements. M. le baron Lambermont a en conséquence préparé un projet de Protocole qui a chance, croit-il, de rencontrer l'approbation des délégués, car il se borne à constater des faits au sujet desquels il ne subsiste aucun dissentiment.

Ce Protocole serait ainsi conçu:

»La Conférence réunie à Bruxelles pour délibérer sur le projet d'établir une Union internationale en vue de la traduction et de la publication à frais communs des tarifs douaniers de tous les Etats du globe a examiné l'avant-projet préparé dans ce but par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges.

»Les délégués soussignés ont reconnu que la publication de tous les

tarifs de douane dans les langues les plus usitées et dans les conditions nécessaires d'exactitude, de célérité et d'économie rendrait au commerce universel d'incontestables services.

»Ils se sont également trouvés d'accord pour soumettre à l'attention de leurs gouvernements respectifs les projets de Convention et de règlement ci-annexés, sous la réserve expresse qu'ils n'engagent par là ni eux-mêmes, ni leurs gouvernements.«

M. le Président a la confiance que sa proposition sera agréée et que les noms de tous les délégués présents resteront attachés à une étude d'une utilité incontestable au point de vue des relations internationales.

La Conférence décide qu'il sera procédé immédiatement à la signature d'un nombre d'exemplaires du protocole égal à celui des pays représentés.

Lorsque cette opération est terminée, M. le baron Lambermont s'adresse en ces termes à la Conférence:

»M. le Ministre des Affaires Etrangères a témoigné, ici même, combien le gouvernement du Roi vous a su gré d'avoir bien voulu vous rendre à son appel. Depuis, nos obligations envers vous se sont notablement accrues: j'ai été témoin de vos travaux; j'ai été frappé du concours sympathique que vous avez prêté à l'œuvre commune et des lumières que vous avez apportées dans nos débats. Aux remerciements de la première heure j'ai donc à joindre des remerciements de plus en plus justifiés. Ce n'est pas tout. Il paraîtra peut-être surprenant qu'au moment où l'on reconnaît ses dettes, on se montre résolu à les augmenter encore. C'est cependant ce que je désire faire. Une œuvre telle que celle à laquelle vous avez voué vos soins, on l'abandonne pas à mi-chemin. La Conférence voudra, j'en ai le ferme espoir, la conduire à bonne fin. C'est pourquoi, Messieurs, je ne vous fais pas d'adieux, préférant de beaucoup vous revoir.«

Son Excellence Carathéodory Efendi, délégué de la Turquie, prononce le discours suivant:

»Nous voici, Messieurs, arrivés à la fin de nos travaux. Mais, avant de nous séparer et en attendant que nous nous réunissions de nouveau, plus nombreux encore, je l'espère, pour donner, dûment autorisés par nos gouvernements, une sanction définitive à ce que nous avons fait, l'accomplissement d'un impérieux devoir nous est imposé. Ce devoir très agréable, je suis heureux d'être appelé à l'honneur de le remplir aujourd'hui au nom de tous nos collègues.

»Nos vœux de bonheur s'adressent avant tout au noble pays qui nous a offert une si large et si courtoise hospitalité, à ce pays grand par son passé, grand par les idées généreuses dont il est le porte-drapeau dans le monde, et à Son Auguste-Souverain, qui en personnifie les nobles aspirations de civilisation et de progrès et qui préside si glorieusement à ses brillantes destinées.

»Nos vœux s'adressent également au gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, à l'invitation duquel nos pays représentés à cette Conférence, et disséminés aux quatre coins du globe, ont répondu avec autant d'empressement que de sympathie: en particulier à M. le Président du Conseil qui a pris l'initiative des communications échangées, et tout spé-

cialement à M. le prince de Chimay, Ministre des Affaires Etrangères du Roi, qui a bien voulu inaugurer lui-même les travaux de cette Conférence, et mettre si gracieusement à notre disposition les beaux locaux de sa résidence officielle.

»La plus grande part de notre gratitude personnelle revient toutefois de droit à l'éminent homme d'Etat que nous avons été heureux de saluer comme notre Président. (Applaudissements.)

»La chaine d'or de la série déjà considérable des réformes qui abaissent journellement les barrières entre les peuples et qui en assurent la fraternité par le moyen de ces conventions internationales qui portent la dénomination si jolie et si caractéristique d' »Unions«, en matières postale, télégraphique, littéraire, monétaire, industrielle et autres, s'étend de plus en plus. Nous nous sommes efforcés d'y ajouter un anneau qui, pour être plus modeste, n'en sera ni moins efficace ni moins utile pour le développement progressif des échanges internationaux.

»Les débats que nos clôturons aujourd'hui prouvent surabondamment l'intérêt capital qu'offrirait pour le commerce du monde entier la réforme due à l'initiative du gouvernement royal de Belgique si elle prenait corps et si elle donnait, comme nous l'espérons, tous les fruits qu'on est en droit d'en attendre.

»Je suis certainement l'interprète des sentiments qui animent tous les collègues au nom desquels j'ai l'honneur de parler, en disant que c'est grâce surtout à la science consommée, à la haute intelligence, à l'esprit de conciliation de l'éminent Ministre d'Etat qui préside à nos délibérations, que nous avons pu arriver à fixer, d'une manière aussi utile que pratique, la rédaction de l'avant-projet qui sera soumis à l'examen et à l'appréciation de nos gouvernements respectifs. Surtout pour ceux d'entre nous, Messieurs, qui ont l'honneur d'être en relations journalières d'affaires avec notre honorable Président et qui connaissent de longue date les qualités éminentes qui le distinguent, la réussite de nos travaux, sous une pareille direction, était assurée d'avance. Et comment pouvait-il en être autrement?

»Le nom de M. le baron Lambermont est indissolublement lié, d'une manière que je ne voulais pas qualifier plus particulièrement afin de ne pas blesser sa modestie bien connue, à tout ce qui s'est fait en Belgique, en matière politique, économique, commerciale ou industrielle, pendant une période qui dépasse de beaucoup celle de la moitié de l'existence du royaume.

»Dans ces débats, en grande partie compliqués et ardus, notre honorable Président a donné une nouvelle preuve de ses idées larges et vivifiantes de liberté, de son amour du progrès savamment compris, utilement organisé.

»Que M. le baron Lambermont veuille bien recevoir, par ma bouche, l'expression de nos remerciements les plus chaleureux et les plus sincères.

»Nous ne saurions manquer d'associer à nos remerciements MM. les délégués du gouvernement belge, qui ont si efficacement secondé notre honorable Président. Tous nos collègues voteront également, nous n'en doutons pas, des remerciements bien mérités à MM. le secrétaire de la

Conférence, le secrétaire adjoint et les attachés au secrétariat pour le zèle constant, l'intelligence et la promptitude avec lesquels ils se sont acquittés de la mission si difficile qui leur a été confiée.«

M. le baron Lambermont répond en ces termes à M. le délégué de la Turquie:

»Messieurs, dans les paroles si gracieuses que vous venez d'entendre il y a deux parts à faire.

»La plus importante passe au-dessus de moi et s'adresse à la Belgique, à son Souverain, à son Gouvernement. Je ferai en sorte que le langage tenu au nom de la Conférence soit connu du Roi et du pays, certain que je suis du haut intérêt avec lequel il sera accueilli.

»Quant à ce qui m'est personnel dans le discours de l'honorable organe de la Conférence, une indulgence poussée à l'extrême a pu seule le dicter. J'en suis profondément touché, mais le peu que j'ai pu faire pour vous seconder a été compensé et par delà par les relations si franches et j'ose dire si affectueuses qui se sont établies entre nous. Ces relations, j'aurai toujours à cœur de les cultiver et de les développer.

»Permettez-moi, Messieurs, d'associer dans l'expression de notre gratitude les délégués belges, mes collègues, et les fonctionnaires du secrétariat, dont vous avez apprécié en termes si bienveillants le dévouement et les connaissances spéciales.«

M. le Président déclare la session close, et la séance est levée à 5 heures.

Le Secrétaire, Le Président,
L. Capelle. Baron *Lambermont.*

Protocole.

La Conférence réunie à Bruxelles pour délibérer sur le projet d'établir une Union internationale en vue de la traduction et de la publication à frais communs des tarifs douaniers de tous les Etats du globe, a examiné l'avant-projet préparé dans ce but par le gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges.

Les délégués soussignés ont reconnu que la publication de tous les tarifs de douane dans les langues les plus usitées et dans les conditions nécessaires d'exactitude, de célérité et d'économie rendrait au commerce universel d'incontestables services.

Ils se sont également trouvés d'accord pour soumettre à l'attention de leurs gouvernements respectifs les projets de Convention et de règlement ci-annexés, sous la réserve expresse qu'ils n'engagent par là ni eux-mêmes, ni leurs gouvernements.

Fait à Bruxelles, le 21 mars 1888.

Baron *Lambermont, Léon Biebugck, Kebers, Carlos Calvo y N. Pena Vicuna,* Edm. *Van Eetvelde, Léon Somzée,* Fréd. *Schack de Brockdorff. José Ma de Tavira,* Lambert *Tree,* Martin *Gosselin. A.-E. Bateman, F.-D. Bell, Graham Berry,* James-F. *Garrick, J. Simonds, Victor Forge, E. Della Croce, A. Nunez Ortega, Rilvas, M. Mitilineo, G. Kamensky,* Emile *Eloy M. Garaschanine, E. Paccaud, Et. Carathéodory, Susviela Guarch.*

7a.

ARGENTINE, AUTRICHE-HONGRIE, BELGIQUE, CHILI, CONGO, COSTA-RICA, DANEMARK, ESPAGNE, ÉTATS-UNIS, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, GRÈCE, GUATÉMALA, HAITI, ILES HAWAIENNES, ITALIE, MEXIQUE, NICARAGUA, PARAGUAY, PAYS-BAS, PÉRU, PORTUGAL, ROUMANIE, RUSSIE, SALVADOR, SERBIE, SIAM, SUISSE, TURQUIE, URUGUAY, VÉNÉZUELA.

Convention, règlement d'exécution et procès-verbal de signature concernant la création d'une Union internationale pour la publication des tarifs douaniers, signés à Bruxelles, le 5 juillet 1890.

Moniteur Belge du 14 février 1891.

Les soussignés, dûment autorisés, ont, sous réserve d'approbation, arrêté la convention suivante:

Art. 1er. Il est formé entre les pays ci-dessus énumérés et tous les pays qui, dans la suite, adhéreront à la présente convention, une Association sous le titre de: Union internationale pour la publication des tarifs douaniers.

Art. 2. Le but de l'Union est de publier, à frais communs, et de faire connaître, aussi promptement et aussi exactement que possible, les tarifs douaniers des divers Etats du globe et les modifications que ces tarifs subiront dans la suite.

Art. 3. A cette fin, il sera créé à Bruxelles un bureau international chargé de la traduction et de la publication de ces tarifs ainsi que des dispositions législatives ou administratives qui y apporteront des modifications.

Art. 4. Cette publication se fera dans un recueil intitulé: Bulletin international des douanes (organe de l'Union internationale pour la publication des tarifs douaniers.)

On adoptera à cet effet les langues commerciales les plus usitées.

Art. 5. Le personnel du bureau international sera nommé par les soins du ministère des affaires étrangères de Belgique, qui fera les avances de fonds nécessaires et veillera à la marche régulière de l'institution.

Art. 6. Dans la correspondance adressée par le bureau international aux gouvernements adhérents on fera usage de la langue française.

Art. 7. Un rapport sur les travaux et la gestion financière du bureau international sera adressé chaque année aux gouvernements adhérents.

Art. 8. Le budget annuel des dépenses du bureau international est fixé au chiffre maximum de 125,000 francs.

En outre, un capital de 50,000 francs sera mis, la première année, à la disposition du ministre des affaires étrangères de Belgique pour les frais d'installation du bureau.

Les Etats et colonies qui useraient ultérieurement de la faculté d'adhésion prévue à l'article 14 auront à payer leur quote-part de cette somme de 50,000 francs, sur la base de répartition fixée par l'article 9.

Les Etats et colonies qui se retireraient de l'Union à l'expiration du premier terme de sept années perdront leur droit de copropriété dans le fonds commun.

En cas de liquidation, le fonds commun sera partagé entre les Etats et colonies de l'Union, d'après la base de répartition fixée par l'article 9.

Art. 9. En vue de déterminer équitablement la part contributive des Etats contractants, ceux-ci sont répartis, à raison de l'importance de leur commerce respectif, en six classes intervenant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir:

1re classe. — Pays dont le commerce se monte régulièrement à plus de 4 milliards de francs: 55 unités.

2e classe. — Pays dont le commerce se monte régulièrement de 2 à 4 milliards de francs: 40 unités.

3e classe. — Pays dont le commerce se monte régulièrement de 500 millions à 2 milliards de francs: 25 unités.

4e classe. — Pays dont le commerce se monte régulièrement de 100 à 500 millions de francs: 20 unités.

5e classe. — Pays dont le commerce se monte régulièrement de 50 à 100 millions de francs: 15 unités.

6e classe. — Pays dont le commerce est régulièrement inférieur à 50 millions de francs: 5 unités.

Art. 10. Pour les pays dont la langue ne sera pas employée par le bureau international, les chiffres ci-dessus seront respectivement diminués des deux cinquièmes. Ils seront donc réduits:

Pour la	1re	classe	à 33	unités.
—	2e	—	à 24	—
—	3e	—	à 15	—
—	4e	—	à 12	—
—	5e	—	à 9	—
—	6e	—	à 3	—

Art. 11. Le total de la dépense annuelle, divisé par la somme des unités attribuées aux différents Etats contractants, en exécution des dispositions qui précèdent, donnera l'unité de dépense. Il suffira de multiplier celle-ci par le nombre d'unités assigné à chacun de ces Etats pour connaître le montant de sa contribution dans les frais du bureau international.

Art. 12. A l'effet de mettre l'institution à même de rédiger le Bulletin international des douanes aussi exactement que possible, les parties contractantes lui enverront, directement et sans retard, deux exemplaires:

A. De leur loi douanière et de leur tarif douanier, mis soigneusement à jour;

B. De toutes les dispositions qui y apporteront dans la suite des modifications ;

C. Des circulaires et instructions que les dits gouvernements adresseront à leurs bureaux de douane concernant l'application du tarif ou la classification des marchandises, et qui peuvent être rendues publiques;

D. De leurs traités de commerce, conventions internationales et lois intérieures qui ont un rapport direct avec les tarifs douaniers en vigueur.

Art. 13. Un règlement d'exécution ayant la même force obligatoire que la présente convention déterminera le mode de publication du Bulletin de l'Union et tout ce qui est relatif au budget du bureau international et à l'organisation intérieure du service.

Art. 14. Les Etats et colonies qui n'ont point pris part à la présente convention seront admis à y accéder ultérieurement.

L'accession sera notifiée par écrit au gouvernement belge qui la fera connaître à tous les autres gouvernements contractants. L'accessiom emportera de plein droit adhésion à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés dans la présente convention.

Art. 15. La présente convention sera mise à exécution le 1er avril 1891 et elle restera en vigueur pendant sept ans.

Si, douze mois avant l'expiration des sept premières années, la présente convention n'a pas été dénoncée, l'Union subsistera pendant un nouveau terme de sept années et ainsi de suite, de sept en sept ans.

La dénonciation sera adressée au gouvernement belge. Elle n'aura d'effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la convention restant exécutoire pour les autres pays de l'Union.

Les gouvernements pourront introduire dans la présente convention, de commun accord et en tout temps, les améliorations qui seraient jugées utiles ou nécessaires.

En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles, le 5 juillet mil huit cent quatre-vingt-dix.

Pour la République Argentine,
Carlos Calvo y Capdevila.

Pour l'Autriche-Hongrie,
Eperjesy.

Pour la Belgique,
Lambermont.
Léon Biebuyck.
Kebers.

Pour la Bolivie,
Joaquin Caso.

Pour le Chili,
N. Peña Vicuña.

Pour l'Etat Indépendant du Congo,
Edm. Van Eetvelde.

Pour la République de Costa-Rica,
Manuel M. de Peralta.

Pour le Danemark et ses colonies,
Schack de Brockdorff.

Pour l'Espagne et ses colonies,
J.-G. de Aguëra.

Pour les Etats-Unis d'Amérique,
Edwin H. Terrell.

Pour la France et ses colonies,
A. Bourée.

Pour la Grande-Bretagne et diverses colonies anglaises,
Martin Gosselin.
A. E. Bateman.

Pour l'Inde Britannique,
Martin Gosselin.
A.-E. Bateman.
Pour le Dominion du Canada,
Charles Tupper.
Pour l'Australie de l'Ouest,
. . . .
Pour le Cap de Bonne-Espérance,
Martin Gosselin.
A.-E. Bateman.
Pour Natal,
Martin Gosselin.
A.-E. Bateman.
Pour la Nouvelle-Galles du Sud,
Saul Samuel.
Pour la Nouvelle-Zélande,
Francis Dillon Bell.
Pour le Queensland,
. . . .
Pour la Tasmanie,
Martin Gosselin.
A.-E. Bateman.
Pour Terre-Neuve,
Martin Gosselin.
A.-E. Bateman.
Pour Victoria,
Graham Berry.
Pour la Grèce,
P. Mulle.
Pour le Guatémala,
Alexis Capouillet.
Pour la République de Haïti,
G. de Deken.

Pour l'Italie et ses colonies,
J. de Renzis.
Pour le Mexique,
Edm. Van den Wyngaert.
Pour le Nicaragua,
. . . .
Pour le Paraguay,
Henri Oostendorp.
Pour les Pays-Bas et leurs colonies,
H. Testa.
L.-E. Uytterhooven.
Pour le Pérou,
Joaquin Lemoine.
Pour le Portugal et ses colonies,
Henrique de Macédo Pereira Continho.
Augusto Cesar Ferreira de Mesquita.
Pour la Roumanie,
J. Vacaresco.
Pour la Russie,
G. Kamensky.
Pour le Salvador,
Emile Eloy.
Pour le Royaume de Siam,
Frederick Verney.
Pour la Suisse,
E. Paccaud.
Pour la Turquie,
Et. Carathéodory.
Pour l'Uruguay,
F. Susviela Guarch.
Pour le Venezuela,
Luis Lopez Mendez.

Règlement d'exécution de la convention instituant un bureau internationa pour la publication des tarifs douaniers.

(Article 15 de la convention.)

Art. 1er. Le Bulletin international des douanes sera publié en cinq langues, savoir: en allemand, en anglais, en espagnol, en français et en italien.

Art. 2. Chaque Etat faisant partie de l'Union a la faculté de faire traduire et de publier à ses frais tout ou partie du Bulletin dans telle langue qu'il trouve utile, pourvu que ce ne soit pas l'une des langues adoptées par le bureau international.

Chacun des Etats de l'Union aura de même le droit de faire reproduire de simples extraits de tarifs ou, exceptionnellement, des parties du

Bulletin, soit dans un organe officiel local, soit dans ses documents parlementaires.

Il est entendu d'ailleurs que chaque Etat reste libre comme par le passé de publier, dans la langue originale ou en traduction, tous les tarifs douaniers, pourvu que le texte publié ne soit pas l'oeuvre même du bureau international.

Art. 3. Le bureau international s'engage à apporter les plus grands soins dans la traduction des lois de douane et des publications officielles interprétatives de ces lois, mais il est entendu que les gouvernements intéressés n'assument pas de responsabilité quant à l'exactitude de ces traductions et qu'en cas de contestation le texte original sera leur seul guide.

Un avertissement dans ce sens sera imprimé en note et en caractères gras au bas de la première page de chaque livraison.

Art. 4. Le format du Bulletin sera déterminé par le bureau.

Art. 5. Chaque gouvernement fera connaître en quelle langue, parmi celles adoptées par le bureau intérnational, il désire recevoir les exemplaires du Bulletin, qui représenteront sa part d'intervention dans les frais de l'institution.

Un gouvernement pourra prendre un certain nombre d'exemplaires en une langue et le restant en d'autres langues.

Art. 6. Le bureau international ne peut fournir d'abonnements qu'aux gouvernements des pays faisant partie de l'Union.

Art. 7. Le montant de la contribution proportionnelle de chaque Etat lui est rendu en abonnements au Bulletin de l'Union, calculés au prix de 15 francs chacun.

Art. 8. Les dépenses sont calculées approximativement comme suit:

A. Traitements des fonctionnaires et employés du bureau international, y compris un supplément de traitement de 15 p.c. fr.	75,000
B. Frais d'impression et d'envoi du Bulletin de l'Union .	30,000
C. Location et entretien du local affecté au bureau international, chauffage, éclairage, fournitures, frais de bureau, etc.	20,000
Total. . . fr.	125,000

Art. 9. Le ministre des affaires étrangères de Belgique est chargé de prendre les mesures nécessaires pour l'organisation et le fonctionnement du bureau international, en restant dans les limites tracées par la convention et par le présent règlement.

Art. 10. Le chef du bureau international est autorisé, sous l'approbation du Ministre des affaires étrangères de Belgique, à reporter sur l'exercice en cours les sommes non employées de l'exercice écoulé. Ces sommes serviront, le cas échéant, à constituer un fonds de réserve destiné à parer aux dépenses imprévues. La dite réserve ne pourra, en aucun cas, dépasser 25,000 francs. Le surplus permettra éventuellement d'abaisser le prix de l'abonnement au Bulletin, sans accroissement du nombre d'exemplaires garanti par les Etats contractants; cet excédent pourra servir aussi à couvrir les frais qu'occasionnerait l'adjonction d'une nouvelle langue de traduction à celles énumérées à l'article 1er.

Cette dernière mesure ne pourra se réaliser qu'avec l'assentiment unanime des Etats et colonies faisant partie de l'Union.

Fait à Bruxelles, le 5 juillet mil huit cent quatre-vingt-dix, pour être annexé à la convention en date de ce jour.

Pour la République Argentine,
Carlos Calvo y Capdevila.
Pour l'Autriche-Hongrie,
Eperjesy.
Pour la Belgique,
Lambermont.
Léon Biebuyck.
Kebers.
Pour la Bolivie,
Joaquin Caso.
Pour le Chili,
N. Peña Vicuña.
Pour l'Etat Indépendant du Congo,
Em. Van Eetvelde.
Pour la République de Costa-Rica,
Manuel M. de Peralta.
Pour le Danemark et ses colonies,
Schack de Brockdorff.
Pour l'Espagne et ses colonies,
J.-G. de Aguëra.
Pour les Etats-Unis d'Amérique,
Edwin H. Terrell.
Pout la France et ses colonies,
A. Bourée.
Pour la Grande-Bretagne et diverses colonies anglaises,
Martin Gosselin.
A.-E. Bateman.
Pour l'Inde Britannique,
Martin Gosselin.
A.-E. Bateman.
Pour le Dominion du Canada,
Charles Tupper.
Pour l'Australie de l'Ouest,
. . . .
Pour le Cap de Bonne-Espérance,
Martin Gosselin.
A.-E. Bateman.
Pour Natal,
Martin Gosselin.
A.-E. Bateman.
Pour la Nouvelle-Galles du Sud,
Saul Samuel.
Pour la Nouvelle-Zélande,
Francis Dillon Bell.
Pour le Queensland,
. . . .
Pour la Tasmanie,
Martin Gosselin.
A.-E. Bateman.
Pour Terre-Neuve,
Martin Gosselin.
A.-E. Båteman.
Pour Victoria.
Graham Berry.
Pour la Grèce,
P. Mulle.
Pour le Guatémala,
Alexis Capouillet.
Pour la République de Haïti,
G. de Deken.
Pour l'Italie et ses colonies,
J. de Renzis.
Pour le Mexique,
Edm. Van Den Wyngaert.
Pour le Nicaragua,
. . . .
Pour le Paraguay,
Henri Oostendorp.
Pour les Pays-Bas et leurs colonies,
Henri Testa.
L.-E. Uyttenhooven
Pour le Pérou,
Joaquin Lemoine.
Pour le Portugal et ses colonies,
Henrique de Macedo Pereira Continho.
Augusto Cesar Ferreira de Mesquita.
Pour la Roumanie,
J. Vaeàresco.
Pour la Russie,
G. Kamensky.
Pour le Salvador,
Emile Floy.
Pour le Royaume de Siam,
Frederick Verney.

Pour la Suisse,
E. Paccaud.
Pour la Turquie,
Et. Carathéodory.

Pour l'Uruguay,
F. Susviela Guarch.
Pour le Venezuela,
Luis Lopez Mendez.

Procès-verbal de signature.

Les délégués soussignés, réunis ce jour à l'effet de procéder à la signer de la convention et du règlement concernant l'institution d'une Union internationale pour la publication des tarifs douaniers, ont échangé les déclarations suivantes:

1° En ce qui concerne la classification des pays de l'Union au point de vue de leur part contributive aux frais du bureau international (articles 9, 10 et 11 de la convention):

Les délégués déclarent que, pour toute la durée de la convention, les pays adhérents seront rangés dans les classes suivantes et auront à intervenir respectivement dans la proportion du nombre d'unités indiqué ci-après.

	Unités.
Première classe.	
Angleterre et ses colonies non spécialement dénommées ci-après	55
Belgique	55
Etats-Unis d'Amérique	55
France et ses colonies	55
Pays-Bas et leurs colonies	33
Russie	33
Deuxième classe.	
Autriche-Hongrie	24
Espagne et ses colonies	40
Inde Britannique	40
Italie et ses colonies	40
Troisième classe.	
Argentine (République)	25
Brésil	15
Canada	25
Danemark et ses colonies	15
Nouvelle-Galles du Sud	25
Portugal et ses colonies	15
Suisse	25
Turquie	15
Victoria	25
Quatrième classe.	
Cap de Bonne-Espérance	20
Chili	20
Colombie	20
Egypte	12
Equateur	20
Grèce	12
Japon	12
Mexique	20
Nouvelle-Zélande	20
Perse	12
Queensland	20
Roumanie	12
Uruguay	20
Venezuela	20
Cinquième classe.	
Bolivie	15
Costa-Rica	15
Guatémala	15
Haïti	15
Natal	15
Pérou	15
Serbie	9
Siam	9
Sud-Africaine (République)	9
Sixième classe.	
Australie de l'Ouest	5
Dominicaine (République)	5
Etat indépendant du Congo	3

	Unités.		Unités.
Honduras (République) . . .	5	Salvador	5
Nicaragua	5	Tasmanie	5
Paraguay	5	Terre-Neuve	5

Quant aux chiffres des cotisations qui ont figuré dans le tableau de répartition des frais, arrêté le 26 février 1890, ils sont reproduits ci-après à titre de renseignement, la contribution de chaque Etat ne pouvant être déterminée d'une façon absolument précise que lorsque toutes les adhésions seront devenues définitives. Il est entendu, qu'en aucun cas ces chiffres ne pourront subir de majoration pendant la durée de la convention.

	Somme à payer.	Contre-valeur en abonnements.
Première classe.		
Angleterre et ses colonies non spécialement dénommées ci-après fr.	6,883	456
Belgique	6,883	456
Etats-Unis d'Amérique	6,833	456
France et ses colonies	6,883	456
Pays-Bas et leurs colonies	4,100	274
Russie	4,100	274
Deuxième classe.		
Autriche-Hongrie . fr.	2,982	199
Espagne et ses colonies	4,970	332
Inde Britannique . .	4,970	322
Italie et ses colonies .	4,970	332
Troisième classe.		
Argentine (République) fr.	3,106	207
Brésil	1,863	124
Canada	3,106	207
Danemark et ses colonies	1,863	124
Nouvelle-Gales du Sud	3,106	207
Portugal et ses colonies	1,863	124
Suisse	3,106	207
Turquie	1,863	124
Victoria	3,106	207
Quatrième classe.		
Cap de Bonne-Espérance . . . . fr.	2,485	166
Chili	2,485	166
Colombie	2,475	166
Egypte	1,491	100
Equateur	2,485	166
Grèce	1,491	100
Japon	1,491	100
Mexique	2,485	166
Nouvelle-Zélande . .	2,485	166
Perse	1,491	100
Queensland	2,485	166
Roumanie	1,491	100
Uruguay	2,485	166
Vénézuela	2,485	166
Cinquième classe.		
Bolivie . . . . fr.	1,863	124
Costa-Rica	1,863	124
Guatemala	1,863	124
Haïti	1,863	124
Natal	1,863	124
Pérou	1,863	124
Serbie	1,118	75
Siam	1,118	75
Sud-Africaine (République)	1,118	75
Sixième classe.		
Australie de l'Ouest fr.	621	42
Dominicaine (République)	621	42
Etat indépendant du Congo	372	25
Honduras (République)	621	42
Nicaragua	621	42
Paraguay	621	42
Salvador	621	42
Tasmanie	621	42
Terre-Neuve	621	42

2° En ce qui concerne le payement des cotisations échéant aux parties contractantes:

Les délégués déclarent qu'il s'effectuera à Bruxelles dans le courant du premier trimestre de chaque exercice et en monnaies ayant cours légal en Belgique.

3° En ce qui concerne la mise à exécution de la convention, fixée au 1er avril 1891:

Les délégués déclarent qu'elle sera précédée, si possible, d'une notification d'adhésion définitive de la part des gouvernements intéressés; que, néanmoins, cette formalité n'est pas indispensable et que l'on maintiendra sur la liste des adhérents les pays signataires de la présente convention qui, à la date du 1er avril 1891, n'auraient pas exprimé formellement l'intention de se retirer.

En foi de quoi, les délégués respectifs ont signé le présent procès-verbal.

Fait à Bruxelles, le 5 juillet mil huit cent quatre-vingt-dix.

Pour la République Argentine,
Carlos Calvo y Capdevila.
Pour l'Autriche-Hongrie,
Eperjesy.
Pour la Belgique,
Lambermont.
Léon Biebuyck.
Kebers.
Pour la Bolivie,
Joaquin Caso.
Pour le Chili.
N. Peña Vicuña.
Pour l'Etat Indépendant du Congo,
Edm. Van Eetvelde.
Pour la République de Costa-Rica,
Manuel M. de Peralta.
Pour le Danemark et ses colonies,
Schack de Brockdorff.
Pour l'Espagne et ses colonies,
J.-G. de Aguëra.
Pour les Etats-Unis d'Amérique,
Edwin H. Terrell.
Pour la France et ses colonies,
A. Bourée.
Pour la Grande-Bretagne et diverses colonies anglaises,
Martin Gosselin.
A.-E. Bateman.
Pour l'Inde Britannique,
Martin Gosselin.
A.-E. Bateman.

Pour le Dominion du Canada,
Charles Tupper.
Pour l'Australie de l'Ouest,
. . . .
Pour le Cap de Bonne-Espérance,
Martin Gosselin.
A.-E. Bateman.
Pour Natal,
Martin Gosselin.
A.-E. Bateman.
Pour la Nouvelle-Galles du Sud,
Saul Samuel.
Pour la Nouvelle-Zélande,
Francis Dillon Bell.
Pour le Queensland,
. . . .
Pour le Tasmanie,
Martin Gosselin.
A.-E. Bateman.
Pour Terre-Neuve,
Martin Gosselin.
A.-E. Bateman.
Pour Victoria,
Graham Berry.
Pour la Grèce,
P. Mulle.
Pour le Guatémala,
Alexis Capouillet.
Pour la République de Haïti,
G. de Deken.
Pour l'Italie et ses colonies,

J. de Renzis.
Pour le Mexique,
Edm. Van Den Wyngaert.
Pour le Nicaragua,
. . . .
Pour le Paraguay,
Henri Oostendorp.
Pour les Pays-Bas et leurs colonies,
H. Testa.
L.-E. Uyttenhooven.
Pour le Pérou,
Joaquin Lemoime.
Pour le Portugal et ses colonies,
Henrique de Macedo Pereira Continho.
Augusto Cesar Ferreira de Mesquita.
Pour la Roumanie,
J. Vacaresco.
Pour la Russie,
G. Kamensky.
Pour le Salvador,
Emile Eloy.
Pour le Royaume de Siam,
Frederick Verney.
Pour la Suisse,
E. Paccaud.
Pour la Turquie,
Et. Carathéodory.
Pour l'Uruguay,
F. Susviela Guarch.
Pour le Venezuela,
Luis Lopez Mendez.

Certifié par le secrétaire général du ministère des affaires étrangères,
Bon Lambermont.

8.

BELGIQUE.

Lois pour assurer l'application de la Convention internationale du 14 mars 1884 pour la protection des câbles sous-marins [1]) du 18 avril 1888.

Moniteur Belge, 21 avril 1881.

Leopold II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit:

Art. 1. Sont compétents pour rechercher les infractions aux dispositions de la Convention du 14 mars 1884, relative à la protection des câbles sous-marins, outre les officiers de police judiciaire, institués pour les délits de droit commun, les commissaires maritimes, les employés de la douane, les officiers commandants mentionnés à l'article 10 de cette convention. Toutefois, l'action des officiers commandants étranger est limitée aux eaux non territoriales, et leurs procès-verbaux ne vaudront en justice que comme renseignements.

Art. 2. Sera puni d'une amende de 300 à 1,000 francs et d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans quiconque, volontairement et hors le cas excepté par l'article 2 § 2 de la convention, aura rompu un

1) V. N. R. G. 2e Série XV, 71.

câble sous-marin ou lui aura causé une détérioration pouvant avoir pour résultat d'interrompre ou d'entraver, en tout ou en partie, les communications télégraphiques.

Les coupables pourront être condamnés, en outre, à l'interdiction, conformément à l'article 33 du Code pénal, et être placés sous la surveillance spéciale de la police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

La tentative de ce délit sera punie d'une amende de 150 à 500 francs et d'un emprisonnement d'un mois à trois ans.

Art. 3. Sera puni d'une amende de 26 à 300 francs et d'un emprisonnement de huit jours à deux mois, ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura, par négligence coupable, rompu un câble sous-marin ou lui aura causé une détérioration pouvant avoir pour résultat d'interrompre ou d'entraver, en tout ou en partie, les communications télégraphiques.

Art. 4. Sera puni de la manière indiquée en l'article précédent quiconque aura fabriqué, vendu, mis en vente, embarqué ou fait embarquer des instruments ou engins servant exclusivement à couper ou à détruire des câbles sous-marins.

Les instruments et engins seront confisqués.

Art. 5. Sera puni d'une amende de 26 à 300 francs et d'un emprisonnement de huit jours à un mois, ou d'une de ces peines seulement, quiconque se sera refusé à exhiber les pièces nécessaires pour rédiger les procès-verbaux.

Art. 6. Toute attaque, toute résistance avec violences ou menaces envers les officiers commandants étrangers, agissant en la qualité énoncée en l'article 1, sera assimilée à la rébellion et punie comme telle, conformément au Code pénal.

Art. 7. Sera puni d'une amende de 26 à 300 francs:

Le capitaine d'un bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin, qui n'observera pas les règles sur les signaux adoptés en vue de prévenir les abordages;

Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui, apercevant ou étant en mesure d'apercevoir ces signaux, aura négligé de se retirer ou de se tenir éloigné d'un mille nautique au moins du bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin;

Le patron de tout bateau de pêche qui, dans les mêmes conditions et sous la réserve stipulée en l'article 5 de la convention, aura négligé de tenir à la même distance ses engins ou filets de pêche;

Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui, voyant ou étant en mesure de voir les bouées destinées à indiquer la position des câbles (en cas de pose, de dérangement ou de rupture), ne se tiendra pas éloigné de ces bouées à un quart de mille nautique au moins;

Le patron de tout bateau de pêche qui, dans ces conditions, ne tiendra pas ses engins et filets à la même distance.

Art. 8. Les articles 2, 3, 4, 5 et 7 de la présente loi seront applicables, que l'infraction ait été commise dans les eaux territoriales ou dans les eaux non territoriales.

Art. 9. Le livre I du Code pénal, sans exception du chapitre VII,

des §§ 2 et 3 de l'article 72, du § 2 de l'article 76 et de l'article 85, sera appliqué aux délits prévus par la présente loi.

Art. 10. Le tribunal compétent pour statuer sur les infractions commises dans les eaux non territoriales est celui de la situation du port d'attache auquel appartient le bâtiment du délinquant.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par la voie du Moniteur.

Donné à Laeken, le 18 avril 1885.

Léopold.

Par le Roi:
Le Ministre de la justice,
J. Devolder.
Le Ministre des affaires étrangères,
Pce de Caraman.
Le Ministre des chemins de fer,
postes et télégraphes,
J. Vandenpeereboom.

Vu et scellé du sceau de l'Etat:
Le Ministre de la justice,
Jules le Jeune.

9.

PAYS-BAS.

Loi pour assurer l'application de la Convention internationale du 14 mars 1884 pour la protection des câbles sous-marins du 4 juillet 1887.

Bulletin des lois 1887, No. 9.

Art. 1. Les dispositions de la présente loi s'appliquent, en dehors des eaux territoriales, à tous les câbles sous-marins légalement établis et qui atterrissent sur les territoires de l'un ou de plusieurs des Etats qui ont adhéré ou qui adhéreront à la Convention internationale du 14 mars 1884, approuvée par la loi du 18 Avril 1885 (Bulletin des Lois No. 89), ou bien atterrissant sur les colonies ou possessions de ces Etats, dans le cas où la Convention susdite aura été déclarée applicable à ces colonies et possessions.

Art. 2. Sera puni d'un emprisonnement de trois ans au plus celui qui, avec intention et illégalement (opzettelyk en wederrechtelyk), aura détruit ou rendu impropre à l'usage un des câbles mentionnés à l'article 1er ou lui aura causé un endommagement, qui pourrait avoir pour résultat d'interrompre ou d'entraver la communication télégraphique.

Sera puni d'une détention d'un mois au plus ou d'une amende de 300 florins

au plus, celui à la faute (schuld) duquel tels destructions, mise hors d'usage ou endommagement doit être imputée.

Les peines susmentionnées ne seront pas applicables dans les cas prévus tant par le second alinéa de l'article 2 de la convention internationale du 14 mars 1884, approuvée par la loi du 18 avril 1885 (Bulletin des Lois No. 89), que par le premier alinéa de la déclaration internationale du 21 mai 1886, approuvée par la loi du 31 mai 1887 (Bulletin des Lois No. 90).

Art. 3. Sera puni d'une amende de 300 florins au plus:

1°. Le capitaine, ou celui qui le remplace, qui ne se sera pas retiré avec son bâtiment ou qui ne le tiendra pas éloigné d'au moins un mille nautique (de 60 par degré) d'un navire occupé à la pose ou à la réparation des câbles mentionnés à l'article 1er et portant les signaux prescrits pour ces navires, de telle façon que ces signaux soient visibles pour l'autre bâtiment;

2°. Celui qui ne tiendra pas ses engins ou filets de pêche à la distance énoncée au paragraphe précédent.

Toutefois les bateaux de pêche qui aperçoivent ou sont en mesure d'apercevoir un navire télégraphique portant les dits signaux auront, pour se conformer à l'avertissement ainsi donné, un délai de vingt-quatre heures au plus, pendant lequel au cun obstacle ne devra être apporté à leurs manoeuvres.

3°. Le capitaine, ou celui qui le remplace, qui n'aura pas tenu son navire éloigné d'au moins un quart de mille nautique (de 60 par degré) des bouées, à lui visibles, destinées à indiquer la position des câbles, en cas de pose, de dérangement ou de rupture;

4°. Celui qui n'aura pas tenu ses engins ou filets de pêche à la distance mentionnée au paragraphe 3.

Art. 4. Sera puni d'un emprisonnement de trois mois au plus ou d'une amende de 600 florins au plus celui qui aura négligé avec intention (opzettelyk) d'observer les ordres qui lui auront été donnés, en vertu de la convention susmentionnée, par les officiers commandant des bâtiments de guerre d'un des Etats, qui ont adhéré à la convention, ou des bâtiments spécialement chargés de veiller à l'exécution de la convention.

Art. 5. Les faits énoncés par les articles 2 et 4 sont considérés comme des délits (misdryven) et ceux qu'énonce l'article 3 comme des contraventions (overtredingen).

Art. 6. La présente loi entrera en vigueur simultanément avec la convention internationale susdite.

10.

BELGIQUE, FRANCE.

Déclaration étendant à la Tunisie la Convention d'extradition conclue le 15 août 1874 entre la Belgique et la France du 26 juin 1888 [1]).

Moniteur belge du 29 juin 1888.

En vue d'assurer autant que possible l'arrestation et la remise à la juridiction compétente des malfaiteurs qui cherchent à se soustraire, par la fuite, à l'action de la justice, il a été convenu ce qui suit entre le Gouvernement belge, d'une part, et le Gouvernement français, agissant au nom du Gouvernement de S. A. le Bey de Tunis, de l'autre:

Les dispositions de la Convention franco-Belge, du 15 août 1874 sont étendues à la Tunisie, sauf que de délai de quinze jours, stipulé par l'article 7 de ladite Convention, est porté à deux mois.

En foi de quoi, la présente déclaration a été signée par le Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté le Roi des Belges et échangée contre une pareille déclaration émanée du Ministre des Affaires Étrangères de la République française, et il a été entendu que cette déclaration aurait la même durée que la Convention d'extradition à laquelle elle se rapporte.

Fait à Bruxelles, le 20 juin 1888.

Le Prince *de Chimay.*

— Une déclaration identique a été signée à Paris, le même jour, par M. René Goblet, Ministre des Affaires Etrangères de la République française.

11.

BELGIQUE, FRANCE.

Arrangement relatif au mariage des indigents du 12 décembre 1888.

Archives Diplomatiques 1889.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de S. M. le roi des Belges, désirant établir un régime de réprocité au profit des indigents de l'un des deux pays qui veulent contracter mariage sur le territoire de l'autre pays, sont convenus de ce qui suit:

Les dispositions édictées par la loi française du 10 décembre 1850 en vue de faciliter le mariage des indigents seront applicables aux mariages

---

1) V. N. R. G. 2e Série I. 140.

contractés en France entre Belges, tant que les Français continueront à jouir en Belgique des mêmes avantages.

Les deux gouvernements se réservent la faculté de dénoncer cet arrangement six mois à l'avance.

En foi de quoi, les soussignés, ministre des affaires étrangères de la République française, et envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le roi des Belges à Paris, dûment autorisés à cet effet, ont arrêté le présent arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 12 décembre 1888.

Signé: *René Goblet.*
Signé: *Beyens.*

12.

BELGIQUE, PAYS-BAS.

Convention d'extradition; signée à Bruxelles le 31 mai 1889.

Moniteur belge du 21 juillet 1889.

Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, ayant résolu, d'un commun accord, de conclure une nouvelle convention pour l'extradition des malfaiteurs, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges, le Prince de Chimay, Officier de l'Ordre de Léopold, Grand-Croix de l'Ordre de la Branche Ernestine de Saxe, etc., etc., Son Ministre des Affaires étrangères,

Et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, M. le Baron Gericke de Herwynen, Grand-Croix des Ordres du Lion Néerlandais et de la Couronne de Chêne du Luxembourg, Chevalier de première classe de l'Ordre du Lion d'Or de la Maison de Nassau, Grand-Croix de l'Ordre de Léopold de Belgique, etc., etc., etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article premier. — Le gouvernement Belge et le gouvernement des Pays-Bas s'engagent à se livrer réciproquement, suivant les règles déterminées par les articles suivants, à l'exception de leurs nationaux, les individus condamnés ou prévenus à raison d'un des faits ci-après énumérés, commis sur le territoire de l'Etat requérant:

1° a) Attentat contre la vie du Roi, de la Reine régnante ou du régent;

b) Attentat contre la vie de la Reine non régnante, de l'héritier pré-

somptif du trône ou d'un membre de la famille souveraine, et attentat contre la vie d'un chef d'un Etat ami;

2° Meurtre ou assassinat, meurtre ou assassinat commis sur un enfant;

3° Menaces, faites par écrit et sous une condition déterminée, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef;

4° Avortement, procuré par la femme enceinte ou par d'autres;

5° Sévices, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef.

6° Le fait de forcer une femme par violence ou par menaces de violence à avoir en dehors du mariage un commerce charnel avec le coupable; le fait d'avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec une femme, lorsque le coupable sait qu'elle est évanouie ou sans connaissance; attentat à la pudeur (avec violence ou menaces); actes d'immoralité avec une personne de moins de 14 ans;

7° Excitation de mineurs à la débauche et tout acte ayant pour objet de favoriser la débauche de mineurs, punissable d'après les lois des deux pays;

8° Bigamie;

9° Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'un enfant;

10° Enlèvement de mineurs;

11° Contrefaçon ou altération de monnaies ou de papier monnaie, entreprise dans le dessein d'émettre ou de faire émettre ces monnaies ou ce papier monnaie comme non contrefaits et non altérés, ou mise en circulation de monnaies ou de papier monnaie contrefaits ou altérés, lorsqu'elle a lieu à dessein;

12° Contrefaçon ou falsification de timbres et de marques de l'Etat ou de marques d'ouvrier exigées par la loi, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef;

13° Faux en écriture et usage fait à dessein de l'écriture fausse ou falsifiée, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef; l'introduction de l'étranger de billets d'une banque de circulation fondée en vertu de dispositions légales, dans le dessein de les mettre en circulation comme n'étant ni faux ni falsifiés, lorsque l'auteur savait, au moment où il les a reçus, qu'ils étaient faux ou falsifiés et qu'il a agi de concert avec l'auteur du faux ou ses complices:

14° Faux témoignage, subornation de témoins, faux serment;

15° Corruption de fonctionnaires publics, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef; concussion, détournement commis par des fonctionnaires ou par ceux qui sont considérés comme tels;

16° Incendie allumé à dessein, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui; incendie allumé dans le dessein de se procurer ou de procurer à un tiers un profit illégal au détriment de l'assurer ou du porteur légal d'un contrat à la grosse;

17° Destruction illégale, commise à dessein, d'un édifice appartenant, en tout ou en partie, à un autre;

18° Actes de violence commis en public, à forces réunies, contre des biens, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef;

19° Le fait illégal commis à dessein de faire couler à fond, de faire échouer, de détruire, de rendre impropre à l'usage ou de détériorer un navire, lorsqu'il peut en résulter un danger pour autrui;

20° Emeute et insubordination des passagers, à bord d'un navire, contre le capitaine, et des gens de l'équipage contre leurs supérieurs, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef;

21° Le fait commis à dessein d'avoir mis en péril un convoi sur un chemin de fer, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef;

22° Vol;

23° Escroqueries;

24° Abus d'un blanc-seing;

25° Détournement, abus de confiance;

26° Banqueroute frauduleuse.

Sont comprises dans les qualifications précédentes, la tentative et la complicité, lorsqu'elles sont punissables d'après la législation du pays auquel l'extradition est demandée.

Lorsque le fait donnant lieu à la demande d'extradition aura été commis sur le territoire d'un pays tiers, il pourra être donné suite à cette demande si la législation de l'Etat requis autorise la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

Art. 2. — L'extradition n'aura pas lieu:

1° Lorsque le fait a été commis dans un pays tiers et que le gouvernement de ce pays requiert l'extradition;

2° Lorsque la demande en sera motivée par le même fait pour lequel l'individu réclamé a été jugé dans le pays auquel l'extradition est demandée et du chef duquel il a été condamné, absous ou acquitté;

3° Si, d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée, la prescription de l'action ou de la peine est acquise au moment où la remise pourrait avoir lieu.

Art. 3. — L'extradition n'aura pas lieu aussi longtemps que l'individu réclamé est poursuivi pour le même fait, dans le pays auquel l'extradition est demandée.

Art. 4. — Si l'individu réclamé est poursuivi ou subit une peine pour une autre infraction que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition ne sera accordée qu'après la fin de la poursuite dans le pays auquel l'extradition est démandée, et, en cas de condamnation, qu'après qu'il aura subi sa peine ou qu'il aura été gracié.

Art. 5. — L'individu extradé ne pourra être poursuivi ni puni dans le pays auquel l'extradition a été accordée ni extradé à un pays tiers pour un crime ou un délit quelconque non prévu par la présente convention et antérieur à l'extradition, à moins qu'il n'ait eu, dans l'un et l'autre

cas, la liberté de quitter de nouveau le pays susdit pendant un moins après avoir été jugé, et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été gracié.

Il ne pourra pas non plus être poursuivi ni puni du chef d'un crime ou d'un délit prévu par la convention, antérieur à l'extradition, mais autre que celui qui a motivé l'extradition sans le consentement du gouvernement qui a livré l'extradé et qui pourra, s'il le juge convenable, exiger la production de l'un des documents mentionnés dans l'article 7 de la présente convention. Le consentement de ce gouvernement sera de même requis pour permettre l'extradition de l'inculpé à un pays tiers. Toutefois, ce consentement ne sera pas nécessaire lorsque l'inculpé aura demandé spontanément à être jugé ou à subir sa peine ou qu'il n'aura pas quitté, dans le délai fixé plus haut, le territoire du pays auquel il a été livré.

Quant aux individus, prévenus ou condamnés à raison de faits auxquels, d'après la législation de l'Etat requérant, est applicable la peine de mort, l'Etat requis aura la liberté de refuser l'extradition.

Art. 6. — Les dispositions du présent traité ne sont point applicables aux délits politiques. La personne qui a été extradée à raison de l'un des faits de droit commun mentionnés à l'article 1er, ne peut, par conséquent, en aucun cas, être poursuivie et punie dans l'Etat auquel l'extradition a été accordée, à raison d'un délit politique commis par elle avant l'extradition, ni à raison d'un fait connexe à un semblable délit politique, à moins qu'elle n'ait eu la liberté de quitter de nouveau le pays pendant un mois après avoir été jugée et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été graciée.

Art. 7. — L'extradition sera demandée par la voie diplomatique et ne sera accordée que sur la production de l'original ou d'une expédition authentique, soit d'un jugement de condamnation, soit d'une ordonnance de mise en accusation ou de renvoi devant la justice répressive avec mandat d'arrêt, soit d'un mandat d'arrêt délivré dans les formes prescrites par la législation de l'Etat qui fait la demande, et indiquant suffisamment le fait dont il s'agit, pour mettre l'Etat requis à même de juger s'il constitue, d'après sa législation, un cas prévu par la présente convention, ainsi que la disposition pénale qui lui est applicable.

Art. 8. — Les objets saisis en la possession de l'individu réclamé seront livrés à l'Etat requérant, si l'autorité compétente de l'Etat requis en a ordonné la remise.

Art. 9. — En attendant la demande d'extradition par la voie diplomatique, l'arrestation provisoire de l'individu, dont l'extradition peut être requise aux termes de la présente convention, pourra être demandée.

Du côté de la Belgique, par tout procureur du Roi ou tout juge d'instruction;

Du côté des Pays-Bas, par tout officier de justice ou tout juge d'instruction (juge commissaire).

L'arrestation provisoire est soumise aux formes et aux règles prescrites par la législation du pays auquel la demande est faite.

Art. 10. — L'étranger arrêté provisoirement, aux termes de l'article

précédent, sera, à moins que son arrestation ne doive être maintenue pour un autre motif, mis en liberté en Belgique, si, dans le délai de quinze jours après son arrestation provisoire, il ne reçoit communication de l'un des documents mentionnés dans l'article 7, dans les Pays-Bas, si dans ce même délai après la date du mandat d'arrestation provisoire, la demande d'extradition par la voie diplomatique, avec remise des documents prescrits par la présente convention, n'a pas été faite.

Art. 11. — Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, un des gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins se trouvant dans l'autre Etat, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite, en observant les lois du pays où les témoins seront invités à comparaître. En cas d'urgence, toutefois une commission rogatoire pourra être directement adressée par l'autorité judiciaire dans l'un des Etats à l'autorité judiciaire dans l'autre Etat.

Art. 12. — Si dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin dans l'autre pays est nécessaire ou désirée, son gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et en cas de consentement, il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu, sauf le cas où le gouvernement requérant estimera devoir allouer aux témoins une plus forte indemnité.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaîtra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits objets du procès où il figurera comme témoin.

Art. 13. — Lorsque dans une cause pénale non politique la communication de pièces de conviction ou de documents qui se trouveraient entre les mains des autorités de l'autre pays, sera jugée utile ou nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite à moins de considérations spéciales qui s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les pièces.

Art. 14. — Le transit, à travers le territoire de l'un des Etats contractants, d'un individu livré par une tierce puissance à l'autre partie et n'appartenant pas au pays du transit, sera accordé sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés à l'article 7, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles 2 et 6, et que le transport ait lieu, quant à l'escorte, avec le concours de fonctionnaires du pays qui aura autorisé le transit sur son territoire.

Les frais du transit seront à la charge de l'Etat requérant.

Art. 15. — Les gouvernements respectifs renoncent, de part et d'autre, à toute réclamation pour la restitution des frais d'entretien, de transport et autres qui pourraient résulter, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que

de ceux résultant de l'exécution des commissions rogatoires, à moins qu'il ne s'agisse d'expertises criminelles, commerciales ou médico-légales, exigeant plusieurs vacations, et de l'envoi ou de la restitution des pièces de conviction ou des documents.

Art. 16. — La présente convention ne sera exécutoire qu'à dater du vingtième jour après publication dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

A partir de sa mise à exécution, la convention du 16 janvier 1877 cessera d'être en vigueur et sera remplacée par la présente convention, laquelle continuera à sortir ses effets jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'un des deux gouvernements.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai d'un mois ou plus tôt, si faire se peut [1]).

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition, à Bruxelles, le 31 mai 1889.

Le Prince *de Chimay.*
L. Gericke.

13.

BELGIQUE, SUISSE.

Traité de commerce; signé à Berne le 3 juillet 1889 [2]).

Eidgenössische amtliche Sammlung. Neue Folge. II. Serie. I. Band.

Le Conseil fédéral
de la Confédération suisse,
et
Sa Majesté
le Roi des Belges,
animés du désir d'étendre et de développer les relations commerciales entre les deux pays, ont résolu de conclure un nouveau traité et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

le Conseil fédéral de la Confédération suisse:
Monsieur le conseiller fédéral Numa

Der Bundesrath der
schweiz. Eidgenossenschaft,
und
Seine Majestät
der König der Belgier,
von dem Wunsche beseelt, die Handelsbeziehungen zwischen den beiden Ländern auszudehnen und zu entwickeln, haben beschlossen, einen neuen Vertrag abzuschliessen, und haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Der Bundesrath der
schweiz. Eidgenossenschaft:
Herrn Bundesrath Numa Droz, Vor-

1) L'échange des ratifications a été opéré à Bruxelles le 22 juin 1889.
2) Les ratifications ont été échangées le 14 décembre 1889.

Droz, chef du département fédéral des affaires étrangères;

Sa Majesté
le Roi des Belges:

Son Excellence Monsier Joseph Jooris, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Confédération suisse, commandeur de l'ordre de Léopold, grand-cordon des ordres d'Isabelle la Catholique, de la couronne de Roumanie, de St-Grégoire le Grand, etc., etc., etc.;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants.

Article 1er.

Il y aura liberté réciproque de commerce entre les états et possessions des deux hautes parties contractantes; les Suisses en Belgique et les Belges en Suisse jouiront des mêmes droits, priviléges, libertés, faveurs, immunités et exemptions, en matière de commerce et de navigation, dont jouissent ou jouiront les nationaux.

Article 2.

Les hautes parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les compagnies et autre associations commerciales, industrielles ou financières, constituées et autorisées suivant les lois particulières de l'un des deux pays, la faculté d'exercer tous leurs droits et d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre, dans toute l'étendue des états et possessions de l'autre puissance, sans autre condition que de se conformer aux lois desdits états et possessions.

steher des schweizerischen Departements des Auswärtigen;

Seine Majestät
der König der Belgier,

Seine Exzellenz Herrn Joseph Jooris, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei der schweizerischen Eidgenossenschaft, Kommandeur des Leopoldsordens, Grosskordon der Orden Isabellas der Katholischen, der Krone von Rumänien, des heiligen Gregor des Grossen, etc., etc., etc.,

welche, nach gegenseitiger Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, sich über folgende Artikel geeinigt haben.

Artikel 1.

Zwischen den Staaten und Besitzungen der beiden hohen Vertrags-Parteien gilt gegenseitige Handelsfreiheit. Es sollen die Schweizer in Belgien und die Belgier in der Schweiz in Bezug auf Handel und Schifffahrt der gleichen Rechte, Privilegien, Freiheiten, Vergünstigungen, Immunitäten und Befreiungen theilhaftig sein, welche den eigenen Staatsangehörigen eingeräumt sind oder noch werden.

Artikel 2.

Die hohen Vertrags-Parteien erklären, dass sie gegenseitig allen Gesellschaften und andern Vereinigungen kommerzieller, industrieller oder finanzieller Natur, welche nach den besondern Gesetzen des einen oder andern der beiden Staaten konstituirt und konzessionirt sind, die Befugniss einräumen, alle ihre Rechte auszuüben und vor Gericht, sei es als Kläger, sei es als Beklagte, aufzutreten, und zwar im ganzen Umfang der Staaten und Besitzungen der andern Macht, ohne weitere Bedingung, als dass sie die Gesetze dieser Staaten und Besitzungen zu beobachten haben.

Il est entendu que les dispositions qui précèdent s'appliquent aussi bien aux compagnies et associations constituées et autorisés antérieurement à la signature du présent traité qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

Dabei ist verstanden, dass die vorstehenden Bestimmungen sowohl für die vor der Unterzeichnung des gegenwärtigen Vertrages, als für die in der Folgezeit konstituirten und konzessionirten Gesellschaften und Genossenschaften gelten.

Article 3.

Les marchandises de toute nature, originaires de l'un des deux pays et importées dans l'autre, ne pourront être assujetties à des droits d'accise ou de consommation supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale.

Toutefois, les droits à l'importation pourront être augmentés des sommes qui représenteraient les frais occasionnés aux producteurs nationaux par le système de l'accise.

Artikel 3.

Die aus einem der beiden Länder herstammenden und in das andere eingeführten Waaren jeder Art dürfen keinen höhern Abgaben oder Verbrauchssteuern unterworfen werden, als solchen, wie sie jetzt oder später von gleichartigen Waaren einheimischer Produktion erhoben werden.

Es sollen jedoch die Eingangsgebühren um den Betrag erhöht werden dürfen, welcher die durch das Verbrauchssteuersystem den einheimischen Produzenten verursachten Kosten repräsentirt.

Article 4.

Le gouvernement fédéral garantit que, dans aucun cas, les produits belges ne seront assujettis par les administrations cantonales ou communales à des droits de consommation ou d'octroi autres ou plus élevés que ceux auxquels seront assujettis les produits du pays.

Artikel 4.

Die schweizerische Regierung garantirt dafür, dass die belgischen Erzeugnisse von den kantonalen oder Gemeinde-Behörden keinesfalls andern oder höhern Verbrauchs- oder Oktroigebühren unterworfen werden, als den für die Landesprodukte geltenden.

Article 5.

Les voyageurs de commerce voyageant en Suisse pour le compte d'une maison établie en Belgique seront traités, quant à la patente, comme les commis-voyageurs nationaux.

Il en sera de même pour les voyageurs de commerce voyageant en Belgique pour le compte d'une maison établie en Suisse. Toutefois, ces voyageurs pourront opter pour une patente fixe de vingt francs, centimes additionnels compris.

Artikel 5.

Die Handelsreisenden, welche in der Schweiz für Rechnung eines in Belgien etablirten Handlungshauses reisen, sind in Bezug auf das Patent wie die einheimischen Handelsreisenden zu behandeln.

Das Gleiche gilt für die Handelsreisenden, welche für Rechnung eines in der Schweiz etablirten Hauses in Belgien reisen. Doch können diese Reisenden sich für eine fixe Patentabgabe von zwanzig Franken, Zuschlagstaxen inbegriffen, entscheiden.

Article 6.

Les objets passibles d'un droit d'entrée, qui servent d'échantillons et qui sont importés en Suisse par des commis-voyageurs de maisons belges, ou en Belgique par des commis-voyageurs de maisons suisses, seront de part et d'autre admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt; ces formalités seront les même en Suisse et en Belgique et elles seront réglées d'un commun accord entre les deux gouvernements.

Article 7.

Aucune des deux parties contractantes ne pourra exiger, pour l'importation, l'entrepôt ou l'exportation des produits du sol ou des manufactures de l'autre, des droits plus élevés que ceux qui sont ou qui pourront être imposés sur les produits similaires de tout autre pays étranger.

Les deux parties contractantes jouiront, de plein droit et réciproquement, de toute faveur, en matière d'établissement, d'impôt, de commerce ou de douane, accordée ou à accorder par l'une d'elles à une troisième puissance.

Article 8.

Les marchandises de toute nature traversant l'un des deux états seront réciproquement exemptes de tout droit de transit.

Le transit de la poudre à tirer, des armes et des munitions de guerre pourra être interdit ou soumis à des autorisations spéciales.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pays, pour tout ce qui concerne le transit.

Artikel 6.

Eingangszollpflichtige Gegenstände, welche als Muster dienen und von Reisenden belgischer Handlungshäuser in die Schweiz oder von Reisenden schweizerischer Handlungshäuser in Belgien eingeführt werden, sind beiderseits, unter den zur Sicherung ihrer Wiederausfuhr oder Zurücklieferung in ein Niederlagshaus erforderlichen Zollformalitäten, vorübergehend zollfrei zuzulassen. Diese Formalitäten sollen in der Schweiz und in Belgien die gleichen sein und von den beiden Regierungen einverständlich geregelt werden.

Artikel 7.

Keine der beiden Vertrags-Parteien kann von der Einfuhr, Niederlage oder Ausfuhr von Boden- oder Fabrik-Erzeugnissen des andern Theils höhere Gebühren erheben, als solche, wie sie von gleichartigen Erzeugnissen jedes andern fremden Landes jetzt oder später erhoben werden.

Die beiden Vertrags-Parteien treten gegenseitig ohne Weiteres in den Genuss jeder Vergünstigung in Bezug auf Niederlassung, Besteuerung, Handel oder Zollwesen, welche von einer jener Parteien einer dritten Macht bereits eingeräumt ist oder noch eingeräumt wird.

Artikel 8.

Waaren aller Art, welche durch einen der beiden Staaten transitiren, sollen gegenseitig von jeder Durchfuhrabgabe befreit sein.

Die Durchfuhr von Schiesspulver, Waffen und Kriegsmunition kann verboten oder an die Einholung besonderer Erlaubniss geknüpft werden.

Jedem der beiden Staaten wird in Allem, was die Durchfuhr betrifft, Gleichstellung mit der meistbegünstigten Nation zugesichert.

Article 9.

Aucune des deux parties contractantes ne soumettra l'autre à une prohibition d'importation, d'exportation ou de transit qui ne serait pas appliquée en même temps à toutes les autres nations, sauf les prohibitions ou restrictions temporaires qu'elles jugeraient nécessaire d'établir pour des motifs sanitaires, pour empêcher la propagation d'épizooties ou la destruction des récoltes, ou bien en vue d'évènements de guerre.

Artikel 9.

Keine der beiden Vertrags-Parteien wird gegenüber der andern ein Einfuhr-, Ausfuhr- oder Durchfuhrverbot zur Anwendung bringen, welches nicht gleichzeitig für alle andern Nationen gilt; mit Vorbehalt zeitweiliger Verbote oder Beschränkungen, welche man aus gesundheitspolizeilichen Rücksichten, zur Verhinderung der Ausbreitung von Viehseuchen oder der Zerstörung von Ernten, oder aber im Hinblick auf Kriegsereignisse aufzustellen für nöthig erachten würde.

Article 10.

Les déclarations en douane doivent contenir toutes les indications nécessaires pour l'application des droits; ainsi, outre la nature, l'espèce, la qualité, la provenance et la destination de la marchandise, elles doivent énoncer le poids, le nombre, la mesure ou la valeur, suivant le cas.

Si, par suite de circonstances exceptionnelles, le déclarant se trouve dans l'impossibilité d'énoncer la quantité à soumettre aux droits, la douane pourra lui permettre de vérifier lui-même, à ses frais, dans un local désigné ou agréé par elle, le poids, la mesure ou le nombre; après quoi l'importateur sera tenu de faire la déclaration détaillée de la marchandise dans les délais voulus par la législation de chaque pays.

Artikel 10.

Die Zolldeklarationen sollen alle zur Anwendung der Zölle nothwendigen Angaben enthalten. So sind, ausser der Gattung, Art, Qualität, Herkunft und Bestimmung der Waare, je nach der Natur des Falles, auch Gewicht, Zahl, Mass oder Werth anzugeben.

Wenn es dem Deklaranten infolge aussergewöhnlicher Umstände nicht möglich ist, die zu verzollende Waarenmenge anzugeben, so kann die Zollbehörde ihm gestatten, auf seine Kosten in einem von ihr bezeichneten oder gutgeheissenen Lokal Gewicht, Mass oder Anzahl selbst zu ermitteln; worauf der Importeur innerhalb der von der Gesetzgebung des betreffenden Landes vorgeschriebenen Frist die genaue Deklaration der Waare abzugeben hat.

Article 11.

A l'égard des marchandises qui acquittent les droits sur le poids net, si le déclarant entend que la perception ait lieu d'après le net réel, il devra énoncer ce poids dans sa déclaration. A défaut, la liquidation des droits sera établie sur

Artikel 11.

In Bezug auf die nach dem Nettogewicht zu verzollenden Waaren hat der Deklarant, wenn er das wirkliche Nettogewicht zu Grunde gelegt wissen will, dieses Gewicht in seiner Deklaration anzugeben. Sonst findet die Verzollung nach dem Bruttogewicht,

le poids brut, sauf défalcation de la tare légale.

Article 12.

L'importateur de machines et mécaniques entières ou en pièces détachées et de toutes autres marchandises est affranchi de l'obligation de produire à la douane de l'un et de l'autre pays tout modèle ou dessin de l'objet importé.

Artikel 13.

Les stipulations du présent traité seront exécutoires dans les deux états dès le quinzième jour après l'échange des ratifications. Le traité restera en vigueur jusqu'au 1er février 1892. Dans le cas où aucune des deux hautes parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant cette date, son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes l'aura dénoncé.

Les hautes parties contractantes se réservent la faculté d'introduire d'un commun accord, dans ce traité, toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Article 14.

Le présent traité sera soumis à l'assentiment des chambres législatives de la Suisse et de la Belgique, et les ratifications en seront échangées à Berne dans les six mois à dater de la signature, ou plus tôt, si faire se peut.

unter Abzug der gesetzlichen Tara, statt.

Artikel 12.

Wer Maschinen oder mechanische Triebwerke in ihrer Zusammensetzung oder aber in ihre einzelnen Theile zerlegt, oder wer Waaren überhaupt einführt, ist von der Verpflichtung befreit, der Zollbehörde des betreffenden Landes ein Modell oder eine Zeichnung des einzuführenden Gegenstandes vorzuweisen.

Artikel 13.

Die Vollziehbarkeit der Bestimmungen gegenwärtigen Vertrages tritt in den beiden Staaten vierzehn Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden ein. Der Vertrag soll bis zum 1. Februar 1892 in Kraft bleiben. Falls keine der hohen Vertrags-Parteien ein Jahr vor Ablauf des gedachten Zeitraums die Absicht kundgibt, vom Vertrage zurückzutreten, bleibt derselbe in Kraft bis zum Ablaufe eines Jahres vom Tage einer etwaigen Kündigung an.

Die hohen Vertrags-Parteien behalten sich das Recht vor, in beidseitigem Einverständnisse an diesem Vertrage Aenderungen vorzunehmen, soweit solche dem Geiste und den Grundsätzen desselben nicht zuwiderlaufen, und soweit die Erfahrung dieselben als wünschbar erscheinen lässt.

Artikel 14.

Gegenwärtiger Vertrag ist den gesetzgebenden Kammern der Schweiz und Belgiens zur Genehmigung zu unterbreiten, und es sollen die Ratifikationsurkunden innerhalb sechs Monaten von der Unterzeichnung an gerechnet oder, wenn thunlich, früher in Bern ausgewechselt werden.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le traité et y ont apposé leurs sceaux.

Ainsi fait par duplicata à Berne, le 3 juillet 1889.

(Sig.) *Droz.*
(Sig.) *J. Jooris.*

Zur Urkunde dessen haben die Bevollmächtigten den Vertrag unterzeichnet und demselben ihre Siegel beigedrückt.

So gefertigt in zwei Doppeln, in Bern, den 3. Juli 1889.

(Gez.) *Droz.*
(Gez.) *J. Jooris.*

14.

BELGIQUE, SUISSE.

Convention sur l'assistance judiciaire devant les tribunaux (bénéfice du pauvre); signée à Berne le 9 septembre 1889.

Archives Diplomatiques 1889.

Article 1er. — Les Suisses jouiront en Belgique, et les ressortissants belges jouiront en Suisse de l'assistance judiciaire (bénéfice du pauvre) dans tous les cas où cette assistance serait accordée aux nationaux eux-mêmes, en se conformant aux lois qui sont ou seront en vigueur dans le pays où l'assistance sera réclamée.

Art. 2. — Dans tous les cas, le certificat d'indigence devra être délivré à l'étranger qui demande l'assistance judiciaire (bénéfice du pauvre) par les autorités de sa résidence habituelle.

Si l'étranger ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat d'indigence sera légalisé gratuitement par un agent diplomatique du pays où le certificat doit être produit.

Par contre, lorsque l'étranger réside dans le pays où la demande est formée, des renseignements pourront être pris auprès des autorités de la nation à laquelle il appartient.

Art. 3. — Les Suisses admis en Belgique ainsi que les ressortissants belges admis en Suisse à l'assistance judiciaire (bénéfice du pauvre), y seront dispensés de plein droit de tout cautionnement ou dépôt qui, sous quelque dénomination que ce soit, peut, en vertu de la législation en vigueur dans le pays où l'action sera introduite, être exigé des étrangers plaidant contre les nationaux.

Art. 4. — La présente convention restera en vigueur pendant cinq années.

Dans le cas où aucune des hautes parties contractantes n'aurait notifié, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera à demeurer en force jusqu'à l'expiration d'une année, à compter du jour où l'une des parties l'aura dénoncée.

Art. 5. — La présente convention sera soumise à la ratification des autorités compétentes, aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le jour où les ratifications en seront échangées.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Berne, le 9 septembre 1886.

(Sig.) *L. Ruchonnet.*
(Sig.) *Maurice Delfosse.*

15.

BELGIQUE, FRANCE.

Déclaration relative à l'extradition du 14 novembre 1889.

Journal officiel de la République française du 1er février 1889.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de S. M. le roi des Belges,

Considérant qu'une loi du 28 juin 1889 a autorisé le gouvernement royal à porter à trois semaines pour tous les pays d'Europe le délai fixé par l'art. 5 de la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions;

Considérant que les deux gouvernements sont d'accord sur l'intérêt qu'il y aurait à étendre en effet de quinze jours à trois semaines la durée de la détention provisoire en cas de demande d'extradition par l'un des Etats contractants,

Conviennent de substituer à l'art. 7 de la convention d'extradition du 15 août 1874 la disposition suivante:

»L'étranger arrêté provisoirement, aux termes de l'article précédent, sera mis en liberté si, dans le délai de trois semaines après son arrestation, il ne reçoit pas notification de l'un des documents mentionnés dans l'article 5 de la présente convention«.

En foi de quoi, les soussignés, agissant au nom de leurs gouvernements respectifs, ont dressé la présente déclaration et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 14 novembre 1889.

(L. S.) Signé: *E. Spuller.*
(L. S.) — *Beyens.*

16.

BRÉSIL.

Décrets et manifestes du Gouvernement provisoire; du 15 novembre au 21 décembre 1889.

Archives Diplomatiques 1890.

Le Gouvernement provisoire, des Etats-Unis du Brésil, décrète:

Article premier. — Est proclamée, provisoirement, et décrétée, comme forme de gouvernement de la nation brésilienne, la République fédérative.

Art. 2. — Les provinces du Brésil, réunies par le lien de la fédération, sont constituées en Etats-Unis du Brésil.

Art. 3. — Chacun de ces Etats, en exercice de sa légitime souveraineté, décrétera, opportunément, la constitution définitive de ses corps délibérants et de son gouvernement local.

Art. 4. — En attendant que, par les moyens réguliers, on procède à l'élection du Congrès constituant du Brésil, ainsi qu'à l'élection des législatures de chacun des Etats, la Nation brésilienne sera régie par le gouvernement provisoire de la Républiqne, et les nouveaux Etats par les Gouvernements qu'ils auront proclamés et, à défaut de ceux-ci, par les gouverneurs, délégués par le Gouvernement provisoire.

Art. 5. — Les gouvernements des Etats fédérés adopteront, de suite, toutes les mesures nécesssaires pour maintenir l'ordre et la sécurité publics et garantir les droits des citoyens, soit nationaux, soit étrangers.

Art. 6. — Si, dans un Etat quelconque, l'ordre public était troublé, et que le Gouvernement local n'eût pas le moyen de réprimer les désordres et d'assurer la paix et la tranquillité publiques, le Gouvernement provisoire interviendra pour, avec l'appui de la force publique, assurer le libre exercice des droits des citoyens et la libre action des autorités constituées.

Art. 7. — La République fédérative brésilienne étant la forme de gouvernement proclamée, le Gouvernement provisoire ne reconnaît ni ne saurait reconnaître aucun gouvernement local contraire à la forme républicaine, en attendant, comme il est de son devoir, le vœu de la Nation, librement exprimé par le suffrage populaire.

Art. 8. — La force régulière, représentée par les trois armes de l'armée et par la marine nationale, en garnison dans les diverses provinces continuera à être subordonnée et sous la dépendance exclusive du Gouvernement provisoire de la République; mais les Gouvernements locaux pourront décréter la formation d'une garde civique destinée à faire la police dans le territoire de chacun des nouveaux Etats.

Art. 9. — Tous les Départements de l'administration civile et militaire, jusqu'ici subordonnés au Gouvernement central de la Nation brésilienne, demeurent également subordonnés au Gouvernement provisoire de la République.

Art. 10. — Le territoire du municipe neutre demeure provisoirement

sous l'administration immédiate du Gouvernement provisoire de la République, et la ville de Rio-de-Janeiro reste aussi, provisoirement, le siège du pouvoir fédéral.

Art. 11. — Demeurent chargés de l'exécution du présent décret, en ce qui leur imcombe respectivement, les secrétaires d'Etat des divers départements ou ministères de l'actuel Gouvernement provisoire.

Rio-de-Janeiro, 15 novembre 1889.

Maréchal ***Manuel Deodoro da Fonseca***, chef du Gouvernement provisoire; ***Silveira Lobo***, ***Ruy Barboza***, ***Quintino Bocayuva***, ***Benjamin Constant***, ***Wandenkolk***.

Message adressé, à S. M. Dom Pedro II, par le chef du Gouvernement provisoire.

Les sentiments démocratiques de la Nation, préparés depuis longtemps, mais éveillés aujourd'hui par la plus noble des réactions du caractère national contre le système de violence, de corruption, de renversement de toutes les lois, exercé d'une façon incomparable (textuel) par le ministère du 7 juin, la politique systématique d'attentats, commis par le Gouvernement impérial, dans ces derniers temps, contre l'armée et la marine, une politique odieuse à la Nation, et hautement repoussée par elle, le mépris des droits de ces deux corps de la Nation qui, à toute époque, ont été, entre nous, la défense de l'ordre, de la Constitution, de la liberté et de l'honneur de la Patrie, l'intention, manifestée par les actes de vos ministres et avouée par leur presse, de les dissoudre et de les annihiler en leur substituant des éléments de pression officielle, qui ont toujours été, parmi nous, un objet d'horreur pour la démocratie libérale, — ont causé les évènements d'hier, dont vous connaissez les détails et dont vous pouvez facilement constater le caractère définitif.

En présence de cette situation, nous avons le regret de vous dire, et nous ne le faisons que pour accomplir le plus pénible des devoirs, que la présence de la famille impériale dans la situation qu'a créée la situation irrévocable du 15 de ce mois serait absurde (sic), impossible et provoquerait des incidents fâcheux que le salut public nous impose la nécessité d'éviter.

Obéissant donc aux exigences pressantes du vote national, avec tout le respect dû à la dignité des fonctions publiques que vous venez d'exercer, nous sommes forcé de vous notifier que le Gouvernement provisoire attend, de votre patriotisme, que vous abandonniez le territoire brésilien avec votre famille, dans le plus court délai possible.

A cet effet, il vous est accordé un délai de vingt-quatre heures, et nous comptons que vous ne tenterez pas de le prolonger.

Votre transport et celui des vôtres, pour un port européen, seront effectués aux frais de l'Etat: le Gouvernement provisoire mettra, à cet

effet, un navire à vos ordres, avec la garnison militaire suffisante; votre embarquement se fera avec la plus grande sécurité, pour votre personne et celle de toute votre famille, dont la commodité et la sûreté seront l'objet des plus grands soins, durant la traversée; la liste civile, que vous assure la loi, vous sera payée jusqu'à ce que la prochaine Assemblée constituante se prononce sur ce point.

Tous les ordres seront donnés pour que cette décision soit exécutée.

Le Pays compte que vous saurez imiter, dans votre soumission à ses désirs, l'exemple donné par le premier empereur, le 7 avril 1831.

Manuel Deodoro da Fonseca.

Bannissement de l'Empereur et de sa famille.

Décret du 21 *décembre.*

Voici le texte du décret par lequel le gouvernement provisoire brésilien prononce le bannissement de l'empereur Dom Pedro et de sa famille, avec exclusion de tout droit à être propriétaire au Brésil ou à toucher une liste civile:

Le maréchal Deodoro Manoel da Fonseca, chef du gouvernement provisoire, constitué par l'armée et par la marine, au nom de la nation,

Considérant:

Que D. Pedro d'Alcantara, après avoir accepté ici le subside de 5,000 contons de reis, pour dépenses de son établissement en Europe, et exprimé ses remerciements en recevant des mains du général qui le lui a présenté, le décret où est consignée cette mesure, change maintenant de résolution et déclare refuser une telle libéralité;

Que, tout en repoussant cet acte du gouvernement républicain, D. Pedro d'Alcantara prétend en même temps continuer à percevoir sa dotation annuelle et celle de sa famille, en vertu du droit qu'il présume que lui donne la loi;

Que cette distinction entraîne la négation évidente de la légitimité du mouvement national et renferme des revendications aujourd'hui incompatibles avec la volonté du pays, exprimée dans toutes ses anciennes provinces, actuellement Etats, et avec les intérêts du peuple brésilien, désormais liés indissolublement à la stabilité du régime républicain;

Que la cessation du droit de l'ancienne famille impériale à la liste civile est la conséquence immédiate de la révolution nationale qui l'a déposée, en abolissant la monarchie:

Que le procédé du gouvernement provisoire maintenant, malgré cela, ces avantages au prince déchu, était simplement une mesure de bénignité républicaine, destinée à attester les intentions pacifiques et conciliatrices du nouveau régime, en même temps qu'un hommage rétrospectif à la dignité que l'ex-empereur avait occupée comme chef de l'Etat;

Que l'attitude assumée présentement par D. Pedro d'Alcantara à ce sujet, présupposant la survivance de droits éteints par la révolution, contient la pensée de l'offenser et excite des velléités incompatibles avec la situation républicaine;

Que, par conséquent, ont cessé les raisons d'ordre politique desquelles s'était inspiré le gouvernement provisoire, en fournissant à D. Pedro d'Alcantara le subside de 5,000 contos de reis, et en respectant temporairement sa dotation;

Décrète:

Article premier. — Dom Pedro d'Alcantara et sa famille sont bannis du territoire brésilien.

Art. 2. — Il leur est défendu de posséder des biens immeubles au Brésil, et ils devront liquider, dans le délai de deux ans, les biens de cette espèce qu'ils y possèdent.

Art. 3. — Est révoqué le décret du 16 novembre 1889, qui accorde à dom Pedro d'Alcantara la somme de 5,000 contos de reis, pour dépenses de son établissement à l'étranger.

Art. 4. — Sont considérées comme éteintes, à partir du même mois, les dotations de dom Pedro d'Alcantara et de sa famille.

Art. 5. — Sont révoquées les dispositions contraires.

Institution de Commissions militaires.

Le gouvernement provisoire a institué des commissions militaires pour juger les délits politiques. Voici le texte du décret, rendu à ce sujet le 23 décembre:

Le maréchal Deodoro da Fonseca, chef du gouvernement provisoire constitué par l'armée et la marine, au nom de la nation, considérant:

Que la nation entière, par tous ses organes et dans toutes les couches sociales, a adhéré franchement à l'œuvre de la révolution du 15 novembre; que le ralliement de toutes les opinions à la forme républicaine a institué le gouvernement provisoire gardien de la situation actuelle et l'a chargé de la défendre avec la plus grande énergie jusqu'à ce qu'il puisse remettre le pouvoir à l'Assemblée constituante chargée de voter la future Constitution des Etats-Unis du Brésil, que la réunion très prochaine de cette Constituante a été fixée pour une époque très prochaine (15 novembre 1890); que presque toutes les réformes libérales dont l'ajournement a provoqué la révolution, ont été dejà décrétées par le gouvernement provisoire qui prépare encore d'autres réformes et qui a donné toutes les preuves possibles de fidélité à la patrie et reçoit chaque jour des manifestations de la plus grande confiance; que, dans ces circonstances, le plus grand des devoirs imposés au gouvernement est une fermeté absolue et une sévérité inexorable pour la maintien de l'ordre; que toutes les possibilités d'une restauration se trouvant anéanties, toute tentative contraire au gouvernement provisoire ne serait autre chose qu'un acte de désordre; que le gouvernement ne saurait permettre, sans commettre une trahison et une lâcheté, que le crédit de la République pût être à la merci des sentiments ignobles d'individus sortis de la lie de la société et qui voudraient semer la discorde et corrompre le soldat brésilien, qui s'est toujours montré généreux, désintéressé, discipliné et libéral; que la perversité de ces menées peut occasionner les plus horribles malheurs,

Arrête:

Article premier. — Les individus coupables de conspiration contre la république et son gouvernement, ceux qui provoqueront par des paroles, des écrits ou des actes la révolte civile ou l'indiscipline militaire; ceux qui répandront parmi les soldats des notions fausses, capables de les indisposer contre la république, seront jugés militairement par une commission nommée par le ministre de la guerre et condamnés aux peines décrétées pour la sédition militaire (à être fusillés).

Art. 2 — Toutes les lois contraires sont révoquées.

Naturalisation des Étrangers résident au Brésil.

Décret du 15 *décembre.*

Article premier. — Sont considérés comme citoyens brésiliens tous les étrangers qui résidaient déjà au Brésil à la date du 15 novembre 1889, sauf déclaration contraire faite par eux devant la municipalité respective dans le délai de six mois à partir de la publication du présent décret.

Art. 2. — Tous les étrangers qui auront résidé dans le pays pendant deux années, à partir de la date du présent décret, seront considérés citoyens brésiliens, sauf ceux qui s'excluеront de ce droit moyennant la déclaration mentionnée à l'article premier.

Art. 3. — Les étrangers naturalisés en vertu de ce décret jouissent de tous les droits civils et politiques des citoyens nés au Brésil, et pourront exercer toutes les charges publiques, excepté celle de chef de l'Etat.

Art. 4. — La déclaration mentionnée dans les articles 1 et 2 sera reçue par le secrétaire de la municipalité ou de la corporation qui le remplacera provisoirement, sur un registre spécialement destiné à cette fin et sera signé par le déclarant et par le secrétaire ci-dessus désigné.

Art. 5. — Toutes les dispositions contraires sont abrogées.

On peut comparer le texte d'un Projet de loi préparé par le Gouvernement précédent et qui devait être soumis au Parlement:

Article premier. — Est considéré comme citoyen brésilien, pour tous les effets légaux et comme s'il était natif, tout étranger résidant dans l'empire pendant deux années consécutives et qui, six mois après ce temps et la promulgation de la présente loi, n'aurait pas déclaré qu'il veut conserver sa nationalité.

Art. 2. — La déclaration dont parle l'article précédent sera faite devant le juge de paix du district où réside le déclarant, en audience publique ordinaire; le greffier en prendra acte sur un livre spécial; cet acte sera signé par le juge, le déclarant et deux témoins résidant dans le même district.

Art. 3. — La preuve de la résidence ou non-résidence dans le territoire de l'empire pendant une durée de deux ans sera exhibée quand elle sera requise par quelque autorité, ou quand l'intéressé aurait lieu d'y recourir. Fera preuve légale l'attestation du curé de la paroisse, du sous-délégué de police ou du juge de paix de la paroisse ou du district où résidera le citoyen.

Art. 4. — Pour l'étranger âgé de moins de dix-huit ans, la déclaration dont parle l'article 2 sera faite seulement dans un délai de six mois après qu'il aura atteint cet âge.

17.

BULGARIE, SERBIE.

Convention pour le raccordement de lignes de chemin de fer; signée à Sofia le 14 septembre 1887.

Archives Diplomatiques 1889.

Le Gouvernement du Royaume de Serbie et le Gouvernement de la Principauté de Bulgarie, désirant régler, par une Convention spéciale, les conditions dans lesquelles devront se raccorder des lignes des chemins de fer Serbes et Bulgares entre Pirot et Tzaribrod, et fonctionner les stations frontières, ont nommé pour leurs délégués, à cet effet, savoir:

Le Gouvernement royal de Serbie:

M. Demètre Stoyanovitch, directeur de la division des chemins de fer au Ministère des travaux publics; et M. Milan Milachinovitch, ingénieur au Ministère des travaux publics;

Le Gouvernement de la Principauté bulgare:

M. Petko Popoff, directeur des travaux publics, et M. Demètre Ivanof, chef de section au Ministère des finances,

Lesquels après avoir échangé leur pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Exploitation.

Article premier. — La station de Tzaribrod sera la station de jonction pour le service d'exploitation des deux pays.

Par conséquent, la remise et réception des trains ainsi que toutes les opérations de frontières relatives au service d'exploitation des deux pays seront faites à cette station de Tzaribrod.

Art. 2. — Le service d'exploitation dans la station de Tzaribrod sera fait aux frais et par le personnel de l'administration bulgare qui en aura la direction et toute la responsabilité.

Art. 3. — L'administration des chemins de fer serbes sera représentée à la station de Tzaribrod par un employé et son adjoint.

Ce représentant n'aura le droit de donner aucun ordre direct concernant le service proprement dit de la station, mais il aura à communiquer ses avis et observations au chef de station qui relève de l'administration bulgare.

Toutefois, aucune expédition de trains vers Pirot ne pourra être effectuée sans l'avis et l'autorisation préalable du représentant serbe.

En outre, la composition des trains à destination de Pirot sera faite sur la demande et avec l'assistance du même représentant.

Les départs des trains de Pirot ainsi que les retards seront portés, chaque fois et à temps, à la connaissance du chef de station par le représentant serbe.

Art. 4. — Les horaires pour la correspondance des trains seront fixés, d'un commun accord, par les deux administrations sans déroger aux stipulations de la convention à quatre, du 9 mai 1883 [1]).

En cas de retard des trains, les deux parties contractantes sont, dès à présent tombées d'accord de s'accorder mutuellement un temps d'attente de 20 minutes pour les trains directs de voyageurs et de 30 minutes pour les autres trains de voyageurs au cas où une correspondance aura lieu pour ces derniers.

Les modifications aux horaires et itenéraires des antres trains du service local ainsi qu'aux tarifs ne pourront être mises en vigueur par l'une des deux administrations de chemins de fer, qu'après avoir été dûment portées, quinze jours à l'avance, à la connaissance de l'autre administration et du public.

Art. 5. — Pour assurer la correspondance des trains, il est fixé, dès à présent, que la différence de l'heure, sauf les modifications ultérieures à intervenir, sera, entre Sofia et Belgrado, de 35 minutes, et entre Sofia et Budapest, de 41 minutes.

Art. 6. — Les tarifs à employer sur le tronçon de jonction entre Pirot et Tzaribrod seront ceux éventuellement en vigueur sur les lignes principales du chemin de fer de l'Etat serbe.

Les deux administrations participeront aux recettes de cette ligne de jonction suivant le nombre des kilomètres situés sur leur territoire.

Art. 7. — Les stipulations de la convention à quatre garantissent aux parties contractantes le droit de fixer à leur gré leurs tarifs locaux; mais, prenant en considération l'obligation prise par les parties contractantes d'adopter les mêmes tarifs dans le trafic international, le Gouvernement bulgare consent, dès à présent, à adopter pour son trafic la même division des tarifs qui est en vigueur en Serbie.

Il est bien entendu que le Gouvernement bulgare conserve toute sa liberté de fixer les prix de transport pour son trafic local de même que la classification des marchandises.

Art. 8. — La traction sur le tronçon de chemin de fer situé entre la frontière serbe-bulgare et la station de Tzaribrod, sera faite gratuitement par l'administration des chemins de fer de l'Etat serbe.

Art. 9. — L'administration des chemins de fer de l'Etat serbe restera seule responsable des avaries et dégâts au matériel roulant, aux personnes et marchandises, occasionnés par les accidents de l'exploitation sur le tronçon entre la frontière et la station de Tzaribrod, à l'exclusion de cette dernière station.

Seront exceptées les avaries provenant de force majeure ainsi que celles résultant des défauts d'entretien dûment constatés, qui seront à la charge du Gouvernement bulgare.

---

1) V. N. R. G. 2e Série IX. 720.

L'administration serbe sera également responsable des avaries résultant des fautes commises par son personnel dans la station de Tzaribrod et dûment constatées.

Au cas où la responsabilité serait partagée entre les deux administrations, soit à cause de la participation de leur personnel respectif, soit à cause de la défectuosité du matériel leur appartenant respectivement, les frais qui en résulteraient seront répartis entre elles par moitié.

Art. 10. — Le Gouvernement bulgare mettra à la disposition de l'administration des chemins de fer de l'Etat serbe, un local devant servir de bureau au représentant serbe et à son adjoint, et dans lequel seront installés les appareils de télégraphe de l'administration serbe; en outre, un logement pour le représentant, composé de deux chambres, cuisine, antichambre et une petite cave, sans réclamer de ce titre aucun dédommagement, location ou indemnité du Gouvernement serbe.

Ledit appareil de télègraphe sera affecté exclusivement à l'expédition des dépêches concernant le service d'exploitation.

Art. 11. — Le Gouvernement bulgare prend l'engagement de donner à la station de jonction de Tzaribrod toute l'extension nécessaire pour pouvoir suffire aux exigences de l'exploitation.

Art. 12. — Le signalement, sur le tronçon de la ligne, compris entre la frontière serbo-bulgare et la station de Tzaribrod, sera identique au système adopté par l'administration des chemins de fer de l'Etat serbe.

Le Gouvernement serbe en tenant compte des engagements pris par l'article 8, alinéa 3, de la convention à quatre, a adopté les signaux en usage en Autriche-Hongrie avec une légère modification pour l'emploi de la couleur rouge, et le Gouvernement bulgare consent à adopter la même modification.

Art. 13. — L'administration des chemins de fer bulgares fera à ses frais l'entretien du tronçon de la ligne entre la frontière et la station de Tzaribrod.

L'administration des chemins de fer serbes, qui fera la traction sur ledit tronçon et étant en même temps responsable des avaries et des dégâts prévus par l'article 9 de la présente Convention, se réserve le droit de prendre connaissance de l'état de la voie par l'intermédiaire d'un de ses agents délégué à cet effet et notifié à l'administration bulgare, et dont les visites seront annoncées d'avance à ladite Administration.

Art. 14. — La remise et la réception des marchandises en wagons pleins et colis dans la station de Tzaribrod, ainsi que le procédé pour les réclamations se feront d'après des règlements à établir d'un commun accord par les deux administrations dans un délai de six mois à partir de la date de la signature de la présente Convention.

Art. 15. — Pour assurer le transport direct des marchandises et l'échange du matériel, les deux administrations de chemin de fer devront établir un règlement pour l'usage et la circulation sur l'un des deux territoires, du matériel venant de l'autre, dans le même délai prévu dans l'article 14.

Ce règlement déterminera la façon dont le matériel sera livré ou

rendu, le temps pendant lequel il pourra séjourner sur l'autre territoire, le prix de location et les indemnités pour dégâts et amendes pour retard, etc.

Art. 16. — Pour assurer l'uniformité du service de transport des voyageurs et des marchandises, et dans le but de faciliter le trafic entre les deux pays, le Gouvernement bulgare promet d'adapter son règlement d'exploitation, autant que possible, à celui en vigueur en Serbie.

Art. 17. — Les décomptes d'exploitation entre les deux administrations, seront réglés chaque mois, et d'après le mode qui sera fixé ultérieurement, par elles.

Art. 18. — Toutes les communications verbales ou par écrit, concernant le service d'exploitation, seront faites, entre les deux Administrations, en langue française.

Douane.

Art 19. — La manipulation douanière se fera de la part de la Serbie, à Pirot, et de la part de la Bulgarie, à Tzaribrod; ceci n'exclut pas toutefois que les organes douaniers d'une des parties contractantes procèdent sur le territoire de l'autre et dans la proximité du bureau douanier de la frontière, à des actes émanant de leurs fonctions afin de faciliter le trafic et de sauvegarder les intérêts des deux fiscs. Il sera cependant pris à cet égard, selon les besoins, un arrangement particulier.

En outre, les deux Gouvernements se réservent le droit de faire escorter les trains, entre Pirot et Tzaribrod, par des employés de douane, qui y seront transportés gratuitement dans les trains.

Art. 20. — Les employés des douanes des deux pays feront mutuellement et conjointement leurs efforts pour prévenir ou découvrir toute tentative de fraude ou de contrebande et se communiqueront réciproquement tous les renseignements propres à intéresser le service.

Art. 21. — Les bureaux de douane, établis dans les stations respectives des deux pays, communiqueront, sans déplacement des pièces, en tout temps et sur première demande, aux employés supérieurs des douanes de l'autre pays, les registres d'entrée et de sortie avec les pièces à l'appui.

Art. 22. — Les employés d'un pays, résidant en vertu de la présente Convention sur le territoire de l'autre, seront exempts de toute contribution directe et personnelle ainsi que du service de toute espèce de milice.

Le matériel nécessaire au service de l'Administration serbe et la station de Tzaribrod, aussi bien que les objets destinés à l'ameublement des employés et de leurs familles obligés d'y résider, seront exempts de taxe de douane.

La formalité du passe-port ne sera pas imposée à ces employés; il suffira qu'ils justifient de leur qualité.

Art. 23. — Ni dans les locomotives ou tenders, ni dans les wagons à marchandises destinés à passer la frontière ne doivent se trouver des compartiments secrets ou difficiles à découvrir, propres à recevoir des marchandises.

Les wagons à voyageurs ne doivent contenir aucun compartiment pro-

pre à recevoir des marchandises ou des effets, sans autorisation spéciale des autorités douanières.

Art. 24. — Les marchandises placées à leur point de départ dans des wagons plombés, et destinées au transit ou à une douane intérieure du pays où elles entrent, seront dispensées de la visite par les douanes frontières et pourront, s'il y a lieu, être transbordées dans de nouveaux wagons à plomber. Ces transbordements se feront dans le délai de 24 heures.

Les marchandises ne pourront franchir la frontière, dans les deux directions, que dans des wagons fermés à coulisses; l'emploi des wagons découverts n'étant admis que dans le cas où la nature de la marchandise exclurait le transport dans des wagons à coulisses.

Exceptionnellement, dans le cas où les colis ne pourraient remplir un wagon, on pourrait faire usage de caisses ou paniers agréés par la douane du pays d'entrée et propres à être plombés.

Art. 25. — En général, la révision et l'expédition douanière des bagages des voyageurs et des colis à grande vitesse transportés par des trains de voyageurs, seront faites dans les deux douanes frontières.

Art. 26. — Toutes les fois que la demande en sera faite, soit par les administrations des deux chemins de fer, soit par les voyageurs, les visites douanières à la station frontière des bagages enregistrés des voyageurs pourront être réservées à des douanes intérieures autorisées à cet effet.

La demande ci-dessus sera accompagnée de la remise à la douane d'entrée d'une feuille de route pour les bagages des voyageurs et d'une liste de chargement et des lettres de charge pour les colis à grande vitesse.

Art. 27. — Les marchandises à grande vitesse arrivant par les trains de voyageurs et destinées au transit ou à une douane intérieure du pays d'entrée, seront expédiées comme les bagages de voyageurs.

Art. 28. — Tous les autres colis, transportés par les trains de voyageurs, restent soumis aux conditions pour les convois de marchandises.

Art. 29. — Les administrations de douane des deux pays prendront les mesures nécessaires pour que le nombre des employés des douanes respectives ainsi que les heures de travail soient mis, autant que possible, en rapport avec les besoins sainement appréciés du service des chemins de fer et de manière à assurer, tant de nuit que de jour et aussi bien les dimanches et jours fériés, que les autres jours:

1° L'expédition des bagages des voyageurs et des marchandises à grande vitesse par les trains directs et correspondants, lorsqu'il devra s'écouler entre l'arrivée et le départ un délai minimum de vingt minutes pour les trains à grande vitesse et de trente minutes pour les autres trains de voyageurs.

2° La décharge des acquits à caution et la vérification des marchandises pendant la durée du service effectif de la station frontière, de telle sorte que les transbordements nécessaires puissent dans tous les cas être effectués dans un délai de 24 heures.

Art. 30. — Pour les colis postaux, le contrôle douanier se fera si-

multanément avec la remise de ces colis d'une administration postale à l'autre, selon les règlements et lois en vigueur dans chaque pays.

Art. 31. — Il est bien entendu que par la présente convention, il n'est dérogé en rien aux lois des deux pays en ce qui concerne les pénalités encourues en cas de fraude et de contravention, pas plus qu'à celles qui ont prononcé des prohibitions ou des restrictions en matière d'importation, d'exportation ou de transit et que l'administration des douanes de chaque pays reste libre de faire procéder à la vérification des marchandises et à d'autres formalités au bureau frontière en cas de soupçon de fraude.

Police.

Art. 32. — La station de Tzaribrod n'étant qu'une station de jonction sous le rapport du service de l'exploitation, la Bulgarie y exercera, ainsi que sur le tronçon situé entre cette station et la frontière serbo-bulgare, la pleine souveraineté territoriale y compris le droit de justice et de police.

Art. 33. — Les deux parties contractantes se promettent réciproquement de n'accorder sciemment aucun emploi dans les postes créés en vertu de la présente convention, sur le territoire de l'autre partie, à des individus qui auraient été condamnés pour crimes ordinaires ou délits, pour contrebande ou contravention grave aux lois de finances.

Elles s'engagent à imposer les mêmes obligations aussi aux concessionnaires respectifs.

Art. 34. — Dans le cas où l'employé d'un pays, admis par son service à fonctionner ou à résider sur le territoire de l'autre pays, serait reconnu coupable d'un crime ou délit, soit civil, soit politique, ou de simple contravention, les deux Gouvernements s'engagent réciproquement à le remplacer sans retard.

En cas de simple contravention, le remplacement aura lieu sur la demande de l'autre partie.

Art. 35. — En ce qui concerne le service et la discipline, les fonctionnaires et employés de l'un des Etats contractants, stationnant en vertu de cette Convention sur le territoire de l'autre, dépendent et relèvent exclusivement du Gouvernement qui les a nommés.

Quant à ce personnel, le propre Gouvernement se réserve la faculté de faire des enquêtes contre ceux de ses propres sujets qui seraient employés dans le propre service, pour tout crime ou délit dont ils se seraient rendus coupables dans cet Etat; de connaître de toutes les affaires civiles de tutelle et de curatelle notamment de régler la succession et de déclarer en état de faillite la fortune desdits fonctionnaires ou employés et de procéder à la liquidation éventuelle.

Les Gouvernements contractants fourniront, réciproquement, dans tous es cas, l'assistance nécessaire et légale aux autorités respectives.

Télégraphes.

Art. 36. — La ligne télégraphique du chemin de fer serbe sera re-

liée à la ligne télégraphique du chemin de fer bulgare au point de raccordement des chemins de fer, à la frontière même.

Art. 37. — La voie télégraphique des chemins de fer, serbe et bulgare, créée en vertu des dispositions de l'article 36 ci-dessus, sera ouverte au service de l'exploitation des chemins de fer, et les avis échangés par cette voie seront exempts de taxe.

Les deux Gouvernements se réservent le droit de contrôler les avis de service échangés entre les deux administrations de chemin de fer, de manière cependant qu'ils ne subissent, autant que possible, aucun retard dans leur transmission.

Art. 38. — Les bureaux télégraphiques des deux pays seront établis dans leurs stations frontières, à Pirot et Tzaribrod.

Postes.

Art. 39. — La remise et la réception de la poste et des colis postaux, entre officiers postaux des deux parties contractantes, se feront à Tzaribrod.

Le nombre des expéditions et les heures convenables pour le service de la poste seront adaptés à l'itinéraire pour le service des chemins de fer et des postes et sans qu'ils puissent donner lieu à des retards dans le service régulier des chemins de fer.

Les deux Administrations postales auront à s'entendre pour déterminer les trains qui serviront pour le transport de la poste et des colis postaux. Il est cependant convenu dès à présent que les courriers seront au moins journaliers.

Art. 40. — Dans aucun cas les malles closes ou envois cachetés ne pourront être ouverts par les agents des deux Administrations.

Dans le cas de soupçon de fraude ou autre, les envois en question seront vérifiés par les agents des deux administrations qui dresseront un procès-verbal de part et d'autre.

Art. 41. -- La remise des malles closes et des colis postaux, entre les agents des deux administrations, sera accompagnée des relevés et formulaires nécessaires qui seront dûment signés de part et d'autre. Il en sera de même des envois d'argent ou autres, qui seront ultérieurement établis.

Art. 42. — Les malles postales ou autres envois échangés devront être dûment cachetés au plomb ou à la cire à cacheter.

Aux cachets des bureaux d'origine, les agents de poste respectifs ajouteront, à la station de Tzaribrod, leurs propres chachets.

Art. 43. — Les plis de service, relatifs à l'exploitation du chemin de fer sur le parcours de la voie ferrée des pays contractants, seront exempts de taxe pourvu que ces plis soient conditionnés de manière à pouvoir être reconnus comme tels.

Art. 44. — Toutes les clauses de la convention postale et du règlement de détail de Paris, du 1er juin 1878, modifié par l'acte additionnel de Lisbonne, du 21 mars 1885, de l'arrangement et du règlement de détail concernant l'échange des lettres avec valeur déclarée, conclu à Paris, le 1er juin 1878, modifié par l'acte additionnel de Lisbonne, du 21 mars 1885 et de la convention et du règlement de détail de Paris, du 3 no-

vembre 1880, concernant l'échange des colis postaux sans déclaration de valeur modifié par l'acte additionnel de Lisbonne, du 21 mars 1885, seront appliquées aux échanges entre la Serbie et la Bulgarie, auxquels ces pays servent d'intermédiaires [1]).

Art. 45. — Les arrangements existant entre la Serbie et la Bulgarie pour les échanges des correspondances et autres seront conservés et adaptés à la nouvelle voie postale.

Les modifications nécessaires pourront faire l'objet d'un règlement de détail entre les administrations intéressées.

Art. 46. — Les administrations ou compagnies de chemins de fer, serbe et bulgare, seront invitées par les deux Gouvernements à se conformer strictement aux stipulations de la présente Convention et seront tenues de la faire observer par tous les agents, en ce qui peut les concerner.

Art. 47. — Les employés des deux parties contractantes ainsi que des deux administrations de chemins de fer, qui, en vertu des stipulations de la présente Convention, pour l'accomplissement de leurs fonctions, auraient à se rendre du territoire d'un pays sur celui de l'autre, auront droit de voyager dans la deuxième classe, à titre gratuit, sur la ligne de jonction entre Pirot et Tzaribrod.

Art. 48. — La correspondance et en général toutes pièces qui seront échangées entre les stations et les administrations des deux pays, seront écrites en français, ou seront accompagnées d'une traduction en cette langue.

Art. 49. — Les parties contractantes se réservent la faculté d'introduire en tout temps, et d'un commun accord, dans la présente convention toute modification ou addition dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 50. — La présente convention, rédigée en langue française, entrera en vigueur après les ratifications qui seront échangées à Sofia après l'accomplissement des formalités prescrites par les lois constitutionnelles des deux pays contractants et au plus tard le 25 novembre 1887 (v. s.)

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs y ont apposé leurs signatures et le sceau de leurs armes.

Fait en double, à Sofia, le quatorzième jour du mois de septembre de l'an mil huit cent quatre-vingt-sept.

Les Délégués Serbes:
D. Stojanovich.
M. Milasinovich.

Les Délégués Bulgares:
P. Popoff.
D. Ivanoff.

---

1) Pour les divers actes internationaux cités, v. N. R. G. 2e S. XI. 1. et suiv.

18.

SERBIE, TURQUIE.

Convention pour le raccordement de lignes de chemins de fer, signée à Constantinople le 4 juin 1887.

Archives Diplomatiques 1889.

Le Gouvernement royal de Serbie et le Gouvernement impérial ottoman, désirant régler par une Convention spéciale les conditions dans lesquelles devront se raccorder les lignes des chemins de fer ottoman et serbe entre Uskub et Vranja et fonctionner leur stations-frontières sur ces lignes, ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir:

Sa Majesté le roi de Serbie, le sieur Stoyan Novakovitch, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Constantinople, grand'croix de Takovo, commandeur de l'ordre de l'Aigle-Blanc, grand'croix de St. Sava, etc., etc., etc.

Et Sa Majesté l'empereur des Ottomans, Mehemmed Saïd Pacha, son ministre des affaires étrangères, décoré du grand cordon de l'Osmanié en brillants et du grand cordon du Medjidié, etc., etc.

Lesquels après avoir échangé leur pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article premier. — Il sera établi sur le point de jonction des lignes serbo-turques déterminé dans le troisième procès-verbal en date du 25 décembre 1884 (6 janvier 1885) de la Commission ad hoc, réunie à Vranja, deux stations distinctes dont la distance comptée entre leurs aiguilles extrêmes sera de 300 mètres au maximum et où seront installés les services respectifs de l'exploitation, de la douane, de la police, des télégraphes et des postes des deux pays, suivant les dispositions générales du plan ci-annexé.

Exploitation.

Article 2. — Le service de l'exploitation de chacune des deux stations-frontières sera fait respectivement par le personnel de chaque administration de chemins de fer.

Article 3. — Les deux voies principales entre les stations-frontières devront se réunir normalement à l'axe au point de jonction déterminé dans le troisième procès-verbal en date du 25 décembre 1884 (6 janvier 1885) de la Commission ad hoc réunie à Vranja.

La construction et l'entretien des jonctions des rails sur cette ligne normale seront à la charge de chacune des deux administrations de chemins de fer, en ce qui regarde la voie d'entrée de l'autre.

Article 4. — Les deux voies principales sont fermées par des portes qui ne seront ouvertes qu'au passage des trains, sur les ordres des chefs de gare ou de leurs représentants.

La construction, l'entretien et la surveillance de ces portes seront à la charge de chacune des deux administrations de chemins de fer, en ce qui regarde la voie d'entrée de l'autre.

Article 5. — Pour faciliter les divers services d'exploitation, de douane, de police et de poste, les trains de chemin de fer venant de Turquie seront admis à passer dans la station-frontière serbe et les trains de chemins de fer venant de Serbie seront admis à passer dans la station-frontière ottomane, sous les conditions stipulées dans la présente Convention.

Article 6. — L'usage par l'une des deux parties des voies et accessoires dans la station-frontière de l'autre ne donnera lieu à aucun dédommagement location ou indemnité.

Les frais de chargement, de déchargement, de transbordement et de petites réparations du matériel roulant seront réglés d'après une entente ultérieure entre les deux administrations de chemins de fer.

Article 7. — Les deux administrations de chemins de fer devront faire un règlement pour l'usage et la circulation sur l'un des deux territoires du matériel venant de l'autre. Ce règlement déterminera la façon dont le matériel sera livré ou rendu, le temps pendant lequel il pourra séjourner sur l'autre territoire, le prix de location et les indemnités pour dégâts et amendes, pour retard, etc.

Un règlement sera également fait pour le trafic direct des marchandises. Ces deux règlements devront être soumis à l'approbation des Gouvernements respectifs avant la mise en exploitation des deux lignes.

Article 8. — Les employés chargés de la révision du matériel roulant d'une station-frontière dans l'autre, seront réciproquement autorisés à surveiller dans cette station le maniement réglementaire du matériel roulant, chargement, déchargement et transbordement, pour prévenir toute avarie du matériel venant du territoire auquel ils appartiennent. Ils assisteront aux opérations de revision faites par l'autre partie et reconnaîtront les défauts constatés.

Article 9. — De part et d'autre, il ne sera admis à circuler que des wagons satisfaisant aux conditions arrêtées par lesdits réglements.

Le matériel que l'employé technique chargé de la révision dans la station-frontière d'entrée n'admettrait pas à la circulation, sera ou déchargé ou renvoyé à la station-frontière de sortie.

Article 10. — Les administrations des chemins de fer ottoman et serbe donneront à l'organisation de leur service dans les deux stations-frontières toute extension que pourra exiger le trafic, et accorderont au public dans les dites stations toutes les facilités qui seront nécessaires.

Les administrations se conformeront pour les délais de transport des marchandises aux règlements qui seront établis ultérieurement entre elles, réglements qui seront soumis à l'approbation préalable des deux Gouvernements respectifs.

Article 11. — Les employés de l'une des deux administrations de chemins de fer en service dans la station-frontière de l'autre se conformeront aux règlements à arrêter entre les dites administrations, règlements qui devront être soumis à l'approbation préalable des Gouvernements respectifs.

Ils seront également soumis aux lois du pays où ils se trouvent et

seront exempts de la formalité du passeport pourvu qu'ils justifient de leur qualité.

Article 12. — Les avaries et dégâts résultant des fautes commises par le personnel de l'une des deux administrations de chemins de fer dans la station-frontière de l'autre ou résultant du mauvais état du matériel, seront supportés par l'administration dont relève ce personnel ou à laquelle appartient ce matériel.

Au cas où la responsabilité serait partagée par les deux administrations, soit à cause de la participation de leur personnel, soit à cause de la défectuosité du matériel leur appartenant, les frais qui en résulseraient seront répartis entre elles par moitié.

L'enquête nécessaire à ce sujet sera immédiatement faite par l'administration du chemin de fer du pays où l'accident aura eu lieu, en présence d'un délégué de l'autre administration dûment prévenue, qui doit s'y faire assister sans que pour cela l'enquête puisse être retardée.

Les actes dressés à ce propos seront communiqués à cette administration sur sa demande.

Si les deux administrations de chemin de fer n'arrivent pas à s'entendre, le différend sera réglé par voie administrative entre les deux Gouvernements, le recours judiciaire expressément réservé pour les particuliers.

Article 13. — Les deux administrations de chemins de fer se communiqueront réciproquement leurs instructions et règlements spéciaux concernant le service actif dans les deux stations-frontières, la composition des trains, les signaux, etc. etc.

Article 14. — Les modifications aux horaires, itinéraires et tarifs ne pourront être mises en vigueur par l'une des deux administrations de chemins de fer qu'après avoir été dûment portées à la connaissance de l'autre administration et du public.

Article 15. — Les deux administrations de chemins de fer devront se garantir mutuellement sous leur responsabilité, la concordance parfaite entre les indications des lettres de voiture et des autres papiers et le contenu des wagons ou colis.

Les règlements y relatifs sont réservés à un accord ultérieur entre ces deux administrations et seront soumis à l'approbation préalable des Gouvernements respectifs.

Article 16. — Les recettes provenant du transport de voyageurs, bétail, marchandises, etc., entre les deux stations-frontières appartiendront à l'Administration du chemin de fer du pays d'où seront sortis les trains qui auront effectué ce transport.

Article 17. — Toutes les fois que les administrations de chemins de fer de l'un ou de l'autre pays ne parviendront pas à s'entendre, soit sur les différents points prévus dans cette Convention, soit sur les moyens d'assurer la continuité de service, les deux Gouvernements contractants interviendront pour prescrire les mesures nécessaires.

Douane.

Article 18. — Les administrations des deux chemins de fer mettront

gratuitement à la disposition des employés de la salle de révision des bagages, les locaux nécessaires d'une superficie égale dans les deux stations-frontières.

Ces locaux pourront être désignés par l'apposition des armes de leur pays.

Article 19. — La fermeture, l'emploi et la surveillance de ces locaux seront réglés et órdonnés exclusivement par les autorités du pays à l'usage desquelles ils seront affectés.

Article 20. — Les agents de la douane de l'une des parties contractantes en fonction dans la station-frontière de l'autre auront le droit de porter leur uniforme et leurs armes.

Article 21. — Les employés de la douane de l'une des parties contractantes fonctionnant dans la station-frontière de l'autre seront, pendant toute la durée de leur séjour sur le territoire étranger, soumis aux lois de ce pays, mais exemptés de toute contribution directe et personnelle, ainsi que du service de toute espèce de milice.

Le matériel nécessaire au service des administrations de l'autre, aussi bien que les objets destinés à l'ameublement des employés et de leurs familles, obligés d'y résider, seront exempts des taxes de douane.

La formalité du passeport ne sera pas imposée aux employés de douane fonctionnant dans la station frontière de l'autre, non plus qu'aux agents supérieurs de contrôle des administrations ottomane et serbe.

Il suffira qu'ils justifient de leur qualité.

Ces employés jouiront pendant l'exercice de leurs fonctions sur le territoire de l'autre pays de tous les droits et privilèges que les lois nationales accordent à leurs propres agents officiels.

Article 22. — Les employés des douanes des deux pays feront mutuellement et conjointement leurs efforts pour prévenir ou découvrir toute tentative de fraude ou de contrebande dans l'enceinte de la gare et se communiqueront réciproquement tous les renseignements de nature à interesser le service.

Article 23. — Les bureaux de douane établis dans chacune des stations-frontières des deux pays communiqueront sans déplacement des pièces, en tout temps et sur première demande aux employés supérieurs des douanes de l'autre pays, les registres d'entrée et de sortie avec les pièces à l'appui.

Article 24. — Les deux administrations douanières détermineront les opérations que leurs douanes à la gare-frontière seront respectivement autorisées à faire pour les marchandises.

Dans les douanes susdites, les marchandises seront vérifiées premièrement par les employés du pays d'où elles sortent, et ensuite par les employés du pays dans lequel elles doivent entrer. S'il est possible, les visites seront faites simultanément par les employés des deux douanes.

Article 25. — Les contraventions douanières commises au préjudice de la douane ottomane dans la station-frontière serbe seront réglées d'après les lois et par les autorités ottomanes et réciproquement les contraventions douanières commises au préjudice de la douane serbe dans la station-frontière ottomane seront réglées d'après les lois et par les autorités serbes.

En général, en matière de contravention aux lois et règlements de douane, les autorités compétentes des deux pays seront tenues réciproquement de prêter, à la requête des autorités ottomanes ou serbes, leur concours pour faire entendre des témoins, pour procéder à des recherches ou informations, ainsi qu'aux poursuites et enquêtes judiciaires.

Article 26. — Dans le cas où un employé ottoman ou serbe admis par son service à fonctionner ou à résider sur le territoire de l'autre pays serait reconnu coupable de crime ou délit soit civil, soit politique ou de simple contravention, les deux Gouvernements s'engagent réciproquement à le remplacer sans retard.

En cas de simple contravention, le remplacement aura lieu sur la demande de l'autre partie.

Article 27. — Les voyageurs ainsi que toutes marchandises venant de Serbie à destination de Turquie ou de Turquie à destination de Serbie, pourront être transportés sur les voies ferrées reliant les deux stations-frontières tant de nuit que de jour, les vendredis, les dimanches et jours fériés comme tout autre jour.

Les deux administrations de chemins de fer communiqueront d'avance les itinéraires des trains aux administrations-frontières des douanes et postes de l'autre pays. De même, elles donneront avis en temps utile à ces administrations des trains non règlementaires et des retards considérables auxquels les trains seraient exposés.

Les transports se feront sous les réserves et aux conditions stipulées dans les articles suivants.

Article 28. — Chaque convoi de marchandises sera accompagné d'une feuille de route unique pour le convoi tout entier et d'un modèle uniforme pour les deux Etats. Cette feuille de route préparée par les soins de l'administration de la station-frontière du chemin de fer du pays de sortie, qui en sera responsable, sera soumise au visa des employés de la douane de sortie et servira de base à toutes les opérations ultérieures.

Cette feuille de route ne sera pas exigée à la station de sortie pour les bagages et les marchandises à grande vitesse transportés par les trains de voyageurs.

Article 29. — Les deux administrations douanières se réservent de faire régler dans la station-frontière du pays où ils entrent, les formalités douanières concernant les wagons ou colis expédiés pour l'exportation, sous fermetures douanières, par une douane de leur pays.

Tout convoi pourra être escorté par les employés douaniers d'une station-frontière à l'autre. A cet effet, les employés douaniers des deux pays seront réciproquement admis dans la station-frontière de l'autre.

Article 30. — Les employés escortant des convois doivent être transportés gratuitement dans une place libre et dans un wagon à leur choix.

Les employés douaniers retournant d'une escorte à la douane de départ, seront également transportés gratuitement et auront droit à la seconde classe.

Article 31. — Les trains de voyageurs passeront sans révision douanière par la voie serbe à la station-frontière ottomane et s'arrêteront en

face de la salle de révision de la douane dans laquelle se fera la visite des bagages et des autres effets des voyageurs, si l'expédition en transit ou à une douane intérieure n'est pas demandée. Il en sera de même pour les convois allant de Turquie à la station-frontière serbe.

Article 32. — Ni dans les locomotives ou tenders, ni dans les wagons à marchandises destinés à passer la frontière ne doivent se trouver des compartiments secrets ou difficiles à découvrir, propres à recevoir des marchandises.

Les wagons à voyageurs ne doivent contenir aucun compartiment propre à recevoir des marchandises ou des effets sans autorisation spéciale des autorités douanières.

Article 33. — Les marchandises placées à leur point de départ dans les wagons plombés, et destinées au transit ou à une douane intérieure du pays où elles entrent, seront dispensées de la visite par les deux douanes-frontières et pourront, s'il y a lieu, être transbordées dans de nouveaux wagons à plomber. Ces transbordements se feront dans le délai de 24 heures.

Les marchandises ne pourront franchir dans les deux directions la frontière que dans des wagons fermés à coulisses, l'emploi de wagons découverts n'étant admis que dans le cas où la nature de la marchandise excluerait le transport dans les wagons à coulisses.

Exeptionnellement, dans le cas où les colis ne pourraient remplir un wagon, on pourrait faire usage de caisses ou paniers agréés par la douane du pays d'entrée et propres à être plombés ou cadenassés.

Article 34. — Les marchandises à grande vitesse arrivant par les trains de voyageurs et destinées au transit ou à une douane intérieure du pays d'entrée seront expédiées comme les bagages des voyageurs.

Article 35. — Toutes les fois que la demande en sera faite, soit par les administrations des deux chemins de fer, soit par les voyageurs, les visites douanières à la station-frontière des bagages enregistrés des voyageurs pourront être réservées à des douanes intérieures autorisées à cet effet.

La demande ci-dessus sera accompagnée de la remise à la douane d'entrée d'une feuille de route pour les bagages des voyageurs et d'une liste de chargement et des lettres de charge pour les colis à grande vitesse.

Article 36. — La révision et l'expédition douanière les bagages des voyageurs et des colis à grande vitesse transportés par des trains de voyageurs restent soumis aux conditions établies pour les convois de marchandises.

Article 38. — Les administrations de douane des deux pays se communiqueront réciproquement les instructions et circulaires adressées à leurs agents concernant l'exécution des présentes dispositions et prendront de concert les mesures nécessaires pour que le nombre des employés des douanes respectives ainsi que les heures de travail soient mis autant que possible en rapport avec les besoins sainement appréciés du service des chemins de fer et de manière à assurer tant de nuit que de jour et aussi bien les vendredis, les dimanches et jours fériés que les autres jours:

1. L'expédition des voyageurs, des bagages et des marchandises à

grande vitesse par les trains directs et correspóndants, lorsqu'il devra s'écouler entre l'arrivée et le départ un délai minimum de trente minutes pour les trains à grande vitesse et d'une heure pour les autres trains de voyageurs.

2. La décharge des acquits à caution et la vérification des marchandises pendant la durée du service effectif des stations-frontières, de telle sorte que les transbordements nécessaires puissent dans tous les cas être effectués dans le délai de 24 heures.

Article 39. — Pour les colis postaux, le contrôle douanier se fera simultanément avec la remise de ces colis d'une administration postale à l'autre.

Article 40. — Il est bien entendu que par la présente convention, il n'est dérogé en rien aux lois des deux pays en ce qui concerne les pénalités encourues en cas de fraude et de contravention, pas plus qu'à celles qui ont prononcé des prohibitions ou des restrictions en matière d'importation, d'exportation ou de transit et que l'administration des douanes de chaque pays reste libre de faire procéder à la vérification des marchandises et à d'autres formalités au bureau frontière, en cas de soupçon de fraude.

Police.

Article 41. — La police intérieure de chacune des stations-frontières sera assurée par un poste d'agents du pays sur lequel se trouve la station et exercée en nombre suffisant et suivant les exigences du service.

Article 42. — Un local convenable sera affecté pour les employés de la police ottomane dans la station-frontière serbe près des locaux réservés à la douane ottomane et sous les mêmes conditions, et réciproquement, un local sera affecté dans la station-frontière ottomane pour les employés de la police serbe, près des locaux réservés à la douane serbe.

Ces locaux pourront être désignés par l'apposition des armes des autorités auxquelles ils sont affectés.

Article 43. — La révision des passeports des voyageurs franchissant la frontière ottomane et entrant dans la station-frontière serbe se fera sans interruption, d'abord par les agents de la police ottomane, ensuite par ceux de la police serbe, et réciproquement, la révision des passeports des voyageurs franchissant la frontière serbe en entrant dans la station-frontière ottomane, se fera d'abord par les agents de la police serbe ensuite par ceux de la police ottomane.

Article 44. — Les agents de police d'un pays dans la station-frontière de l'autre auront recours pour l'exercice de leurs fonctions, aux agents de police de ce pays chaque fois qu'il s'agira d'arrêter un individu venant de l'autre pays, et les agents du pays sur lequel la station-frontière se trouve, sont tenus de prêter leur concours sans opposition ou objection quelconque sur la simple demande qui leur est faite à cet égard pour l'autre partie.

Art. 45. — En cas de nécessité urgente, telle qu'incendie, attaque, etc., sur la réquisition du chef de la police de l'une des stations-frontières,

le poste de police de l'autre station-frontière sera obligé de lui prêter secours en se plaçant sous ses ordres, sans toutefois sortir de l'enceinte des stations.

Article 46. — Les agents de police auront le passage gratuit sur tous les trains entre les deux stations-frontières. En outre, ils pourront, en suivant les voies, passer à pied d'une station-frontière à l'autre, en prévenant le poste de garde-frontière.

Article 47. — Les dispositions prescrites dans les articles 20, 21 et 26 de la présente Convention, seront également appliquées aux agents de police de l'une des parties lorsqu'ils se trouvent dans la station-frontière de l'autre.

Article 48. — En attendant l'entente à intervenir entre elles, les parties contractantes se réservent le droit le prendre les mesures ou d'établir les règlements nécessaires dans leurs stations-frontières respectives, pour se garantir contre toutes épidémies, épizooties et maladies quelconques pouvant frapper les récoltes.

Les administrations des chemins de fer ottoman et serbe seront particulièrement tenues de se conformer à ces règlements ou mesures et seront responsables des infractions qui seraient commises à cet égard de leur propre fait.

Télégraphes.

Article 49. — La ligne télégraphique du chemin de fer ottoman de jonction sera reliée à la ligne télégraphique du chemin de fer serbe de jonction au point de raccordement des chemins de fer.

Article 50. — Le réseau de l'administration télégraphique ottomane sera également relié au réseau de l'administration télégraphique serbe au point de raccordement des chemins de fer.

Article 51. — La voie télégraphique des chemins de fer ottoman et serbe créée en vertu des dispositions de l'article 49 ci-dessus, sera ouverte au service de l'exploitation des chemins de fer, et les avis échangés par cette voie seront exempts de taxe.

La section de cette voie reliant les deux stations-frontières turque et serbe ne pourra être employée à la transmission d'autres télégrammes que ceux qui concernent exclusivement le service de l'exploitation du chemin de fer.

Les avis de service échangés entre les deux administrations de chemins de fer en franchissant la frontière seront respectivement soumis au contrôle des administrations télégraphiques des deux Etats, de manière, cependant, à ce qu'ils ne subissent, autant que possible, aucun retard dans leur transmission.

Article 52. — La voie télégraphique turco-serbe créée en vertu de l'article 50 ci-dessus, sera ouverte à toutes les correspondances télégraphiques en général.

Article 53. — Les correspondances à échanger par la voie télégraphique turco-serbe créée en vertu des dispositions de l'article 50 ci-dessus, seront transmises par une ligne à un ou plusieurs fils, suivant la nécessité

du service et conformément à un accord entre les administrations télégraphiques ottomane et serbe.

Article 54. — Les bureaux télégraphiques des deux pays seront établis dans leurs stations-frontières respectives.

Article 55. — Les correspondances de la télégraphie internationale échangées par la voie turco-serbe seront soumises aux mêmes dispositions réglementaires et aux mêmes tarifs que ceux en vigueur sur les autres voies turco-serbes ouvertes au service télégraphique international.

Article 56. — Des registres de contrôle servant de base au dressement des comptes relatifs aux télégrammes échangés par la susdite voie seront tenus par chacun des deux bureaux sus-indiqués.

Postes.

Article 57. — Les administrations des deux Etats contractants, ainsi que celles des chemins de fer, n'admettront sur le réseau du chemin de fer le transport d'aucune valise postale et d'aucun colis postal autre que les valises et colis échangés entre les administrations des deux Etats contractants ou en transit par leurs territoires respectifs à destination ou provenance des pays de l'Union, le tout en conformité de l'article 59 ci-après.

Le nombre des expéditions et les heures convenables pour le service de la poste seront adaptés à l'itineraire, qui sera arrêté par les deux Gouvernements contractants pour le service des chemins de fer et des postes et sans qu'ils puissent donner lieu à des retards dans le service régulier des chemins de fer.

Les deux administrations postales auront à s'entendre pour déterminer les trains qui serviront pour le transport de la poste et des colis postaux. Il est cependant convenu, dès à présent, que les courriers seront au moins journaliers.

Article 58. — Les opérations postales à effectuer dans les bureaux-frontières devront être limitées uniquement à l'échange pur et simple des envois entre les administrations représentées aux bureaux-frontières par les officiers des postes respectives.

Ces bureaux correspondront aussi entre eux en malles closes pour toutes les correspondances et autres envois déposés à leurs guichets ou provenant d'autres localités relevant de leurs administrations respectives.

Les malles postales et les colis postaux à échanger dans les bureaux-frontières seront seulement ceux que les agents des postes serbes remettront aux agents ottomans, soit originaires de la Serbie, soit originaires des pays de l'Union en transit par la Serbie à destination de la Turquie ou des pays de l'Union en transit par la Serbie à destination de la Turquie ou des pays auxquels celle-ci sert d'intermédiaire, ainsi que seulement ceux que les agents ottomans remettront aux agents serbes, soit originaires de la Turquie, soit des pays auxquels elle sert d'intermédiaire et destinés à la Serbie ou aux autres pays de l'Union. Tout autre transport postal sera interdit.

Article 60. — Dans aucun cas, les malles closes ou envois cachetés ne pourront être ouverts par les agents des bureaux-frontières.

Dans le cas de soupçon de fraude ou autre, les envois en question devront être portés au bureau-frontière relevant de l'administration à laquelle le paquet est destiné.

Là, les agents des deux administrations procéderont à la vérification et dresseront procès-verbal qui sera signé de part et d'autre.

Article 61. — La remise des malles closes et des colis postaux entre les agents des bureaux-frontières sera accompagnée des relevés et formulaires nécessaires qui seront dûment signés de part et d'autre.

Il en sera de même des envois d'argent ou autres qui seront ultérieurement établis.

Article 62. — Les malles postales ou autres envois échangés devront être dûment cachetés au plomb ou à la cire à cacheter.

Aux cachets des bureaux d'origine, les agents de postes respectifs des bureaux-frontières ajouteront leurs propres cachets.

Article 63. — Les plis de service relatifs à l'exploitation du chemin de fer sur le porcours de la voie ferrée des pays contractants seront exempts de taxe, pourvu que ces plis soient conditionnés de manière à pouvoir être reconnus comme tels.

Article 64. — Les dispositions prescrites dans les articles 20, 21, 26 et 30 de la présente Convention seront également applicables aux agents de poste de l'une des parties, toutes les fois qu'ils se trouveraient dans la station-frontière de l'autre.

Article 65. — Toutes les clauses de la Convention postale et du règlement de détail de Paris, du 1er juin 1878, modifié par l'acte additionnel de Lisbonne du 21 mars 1885, de l'arrangement et du règlement de détail concernant l'échange des lettres avec valeurs déclarées, conclu à Paris le 1er juin 1878, modifié par l'acte additionnel de Lisbonne du 21 mars 1885, et de la Convention et du Règlement de détail de Paris du 3 novembre 1880, concernant l'échange des colis postaux sans déclaration de valeur, modifié par l'acte additionnel de Lisbonne du 21 mars 1885, seront appliquées aux échanges entre la Turquie et la Serbie auxquels ces pays servent d'intermédiaire [1]).

Article 66. — Les arrangements existant entre la Turquie et la Serbie pour les échanges des correspondances et autres, seront conservés et adaptés à la nouvelle loi postale.

Les modifications nécessaires pourront faire l'objet d'un règlement de détail entre les administrations intéressées.

Article 67. — Les Administrations ou Compagnies des chemins de fer ottoman et serbe seront invitées par les deux Gouvernements à se conformer strictement aux stipulations de la présente Convention, et seront tenues de la faire observer par tous les agents en ce qui peut les concerner.

---

1) Pour les divers actes internationaux cités, v. N. R. G. 2e S. XI. 1. et suiv.

Article 68. — La correspondance et en général toutes pièces qui seront échangées entre les stations et les Administrations des deux pays seront écrites en français ou accompagnées d'une traduction en cette langue.

Article 69. — La présente Convention demeurera en vigueur pendant cinq années, à partir du jour de l'échange des ratifications. Au-delà de cette periode, elle continuera à être obligatoire tant que l'une des Hautes Parties contractantes n'aura pas annoncé, six mois à l'avance, l'intention d'en faire cesser les effets.

Toutefois, les parties contractantes se réservent la faculté d'introduire en tout temps et d'un commun accord dans la présente Convention toute modification dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Article 70. — La présente Convention sera ratifiée et mise en vigueur aussitôt après l'échange des ratifications qui aura lieu à Constantinople au plus tard le 4 juillet 1887.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs y ont apposé leurs signatures et le sceau de leurs armes.

Fait en double à Constantinople le quatrième jour du mois de juin de l'an mil huit cent quatre-vingt-sept.

St. Novakowich.
M. Said.

19.

CONGO.

Correspondance concernant les droit de préemption des possessions de l'Association en faveur de la France du 23 avril 1884 au 29 avril 1887.

Documents Diplomatiques du Ministère des Affaires Étrangères de la France 1890.

No. 1.

M. Strauch, Président de l'Association internationale du Congo, à Bruxelles,

à M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à Paris.

Bruxelles, le 23 avril 1884.

Monsieur le Ministre, l'Association internationale du Congo, au nom des stations et territoires libres qu'elle a fondés au Congo et dans la vallée du Niadi Quillou, déclare formellement qu'elle ne les cédera à aucune Puissance, sous réserve des conventions particulières qui pourraient intervenir entre la France et l'Association, pour fixer les limites et les conditions de leur action respective. Toutefois, l'Association, désirant donner une nouvelle preuve de ses sentiments amicaux pour la France, s'engage à lui donner le droit de préférence, si, par des circonstances imprévues, l'Association était amenée un jour à réaliser ses possessions.

Strauch.

No. 2.

M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à M. Strauch, Président de l'Association internationale du Congo, à Bruxelles.

Paris, le 24 avril 1884.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre, en date du 23 courant, par laquelle, en votre qualité de Président de l'Association internationale du Congo, vous me transmettez des assurances et des garanties destinées à consolider nos rapports de cordialité et de bon voisinage dans la région du Congo.

Je prends acte avec grande satisfaction de ces déclarations et, en retour, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement français prend l'engagement de respecter les stations et territoires libres de l'Association et de ne pas mettre obstacle à l'exercice de ses droits.

Jules Ferry.

No. 3.

M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, aux Ambassadeurs de la République Française, à Berlin, Londres, Vienne, Saint-Pétersbourg, Madrid, Constantinople, Berne et Rome; aux Ministres de la République Française, à Copenhague, Stockholm, Belgrade, Bucarest, Athènes, Washington, Tanger, Tokio, Téhéran; aux Chargés d'Affaires de la République Française, à Munich, la Haye et Pékin.

Paris, le 31 mai 1884.

Le Président de l'Association internationale du Congo m'a adressé, le 23 avril dernier, une lettre, dont j'ai l'honneur de vous envoyer, ci-joint, copie; vous trouverez également, ci-annexé, copie de la réponse que j'ai faite à sa communication.

Cette correspondance constate l'accord conclu avec nous par l'Association internationale, et aux termes duquel cette société s'engage à ne céder à aucune Puissance autre que la France les territoires et stations fondées par elle au Congo et dans la vallée du Niadi-Quillou. Nous promettons, en retour, de respecter les stations et territoires de l'Association, et de ne pas mettre obstacle à l'exercice de ses droits.

L'entente, ainsi intervenue, aura donc pour effet immédiat de faciliter les opérations du commissaire du Gouvernement français dans l'Ouest Africain. Elle garantit, pour l'avenir, l'œuvre poursuivie dans ces régions par le Gouvernement de la République contre l'intervention d'une puissance tierce qui se substituerait à l'Association; à ce double point de vue, je n'ai pas hésité à y donner mon assentiment. J'ai tenu à vous fixer sur la nature et sur l'objet de ces arrangements; rien ne s'oppose, d'ailleurs, à ce que dans vos entretiens vous fassiez usage des indications qui précèdent.

Jules Ferry.

Dans les premiers mois de l'année 1887, des pourparlers s'engagèrent entre le roi Léopold et le Gouvernement de la République sur diverses questions concernant le Congo.

Ces pourparlers aboutirent à la délimitation des territoires de la vallée de l'Oubandgi et, en ce qui touche la clause de préemption en faveur de la France, à l'échange des documents insérés ci-dessous:

No. 4.

M. Van Eetevelde, Administrateur général des Affaires étrangères de l'État indépendant du Congo.

à M. Bourée, Ministre de France à Bruxelles.

Bruxelles, le 22 avril 1887.

L'Association internationale africaine, lorsqu'elle a fait avec le Gouvernement de la République l'arrangement de 1884, confirmé par la lettre du 5 février 1885, n'a pas entendu et n'a pas pu entendre qu'en cas de réalisation de ses possessions le droit de préférence reconnu à la France envers toutes les autres Puissances pût être opposé à la Belgique, dont le Roi Léopold était souverain; mais il va de soi que l'État du Congo ne pourrait céder ces mêmes possessions à la Belgique sans lui imposer l'obligation de reconnaître le droit de préférence de la France pour le cas où elle-même viendrait ultérieurement à les réaliser.

Cette explication n'enlève et n'ajoute rien aux actes rappelés ci-dessus; loin de leur être contraire, elle ne fait qu'en constater le sens; je suis autorisé à ajouter que c'est celui qu'y a attaché l'Auguste Fondateur de l'Association internationale africaine en les autorisant.

Van Eetevelde.

No. 5.

M. Bourée, Ministre de France à Bruxelles

à M. Van Eetevelde, Atministrateur Général des Affaires Étrangères de l'État Indépendant du Congo.

Bruxelles, le 29 avril 1887.

Vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, à la date du 22 avril, une lettre qui a pour objet d'établir que l'Association internationale africaine, lorsqu'elle a contracté avec le Gouvernement de la République l'arrangement de 1884, confirmé par la lettre du 5 février 1885, n'avait pas entendu qu'en cas de réalisation de ses possessions, le droit, de préférence reconnu à la France envers toutes les autres Puissances pût être opposé à la Belgique, dont le Roi Léopold était souverain. Vous ajoutiez qu'il allait de soi, toutefois, que l'État du Congo ne pourrait céder ces mêmes possessions à la Belgique sans lui imposer l'obligation de reconnaître le droit de préférence de la France, pour le cas où elle voudrait, elle-même, les réaliser.

Vous faites remarquer, d'autre part, que cette explication n'enlève ni n'ajoute rien aux actes rappelés ci-dessus; que, loin de leur être contraire,

elle ne fait qu'en constater le sens, et que tel est bien celui qu'y a attaché l'Auguste Fondateur de l'Association internationale africaine en les autorisant.

En vous accusant réception de cette communication, je suis autorisé à vous dire que je prends acte, au nom du Gouvernement de la République, de l'interprétation qu'elle renferme et que vous présentez comme ayant toujours été celle que vous avez attachée à la Convention de 1884, en tant que cette interprétation n'est pas contraire aux actes internationaux préexistants.

Bourée.

20.

ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO.

Déclaration de neutralité du 1er août 1885.

Bulletin officiel de l'Etat du Congo, septembre 1888.

Le soussigné, Administrateur Général du Département des Affaires Etrangères de l'Etat Indépendant du Congo, est chargé par le Roi-Souverain de cet Etat de porter à la connaissance de Son Excellence . . . . ., Ministre des Affaires Etrangères de . . . . . ., qu'en conformité de l'article 10 de l'Acte général de la Conférence de Berlin, l'Etat Indépendant du Congo se déclare, par les présentes, perpétuellement neutre, et qu'il réclame les avantages garantis par le chapitre III du même Acte, en même temps qu'il assume les devoirs que la neutralité comporte. Le régime de la neutralité s'appliquera au territoire de l'Etat Indépendant du Congo renfermé dans les limites qui résultent des traités successivement conclus par l'Association Internationale avec l'Allemagne, la France et le Portugal, traités notifiés à la Conférence de Berlin et annexés à ses protocoles, et qui sont ainsi déterminées, savoir:

Au Nord:

Une ligne droite partant de l'Océan Atlantique et joignant l'embouchure de la rivière qui se jette dans la mer au Sud de la baie de Cabinda, près de Ponta-Vermelha, à Cabo-Lombo;

Le parallèle de ce dernier point prolongé jusqu'à son intersection avec le méridien du confluent du Culacalla avec le Luculla;

Le méridien ainsi déterminé jusqu'à sa rencontre avec la rivière Luculla;

Le cours du Luculla jusqu'à son confluent avec le Chiloango, (Luango-Luce);

La rivière Chiloango depuis l'embouchure du Luculla jusqu'à sa source la plus septentrionale;

La crête de partage des eaux du Niadi-Kuilou et du Congo jusqu'au delà du méridien de Manyanga;

Une ligne à déterminer et qui, suivant autant que possible une divi-

sion naturelle du terrain, aboutisse entre la station de Manyanga et la cataracte de Ntombo-Mataka, en un point situé sur la partie navigable du fleuve;

Le Congo jusqu'au Stanley-Pool;

La ligné médiane du Stanley-Pool;

Le Congo jusqu'à un point à déterminer en amont de la rivière Licona-Nkundja;

Une ligne à déterminer depuis ce point jusqu'au 17e degré de longitude Est de Greenwich, en suivant autant que possible la ligne de partage des eaux du bassin de la Licona-Nkundja;

Le 17e degré de longitude Est de Greenwich jusqu'à sa jonction avec le 4e parallèle de latitude Nord;

Le 4e parallèle de latitude Nord jusqu'à sa jonction avec le 30e degré de longitude Est de Greenwich.

A l'Est;

Le 30e degré de longitude Est de Greenwich jusqu'à la hauteur de 1^0 20′ de latitude Sud;

Une ligne droite menée de l'intersection du 30e degré de longitude Est avec le parallèle de 1^0 20′ de latitude Sud jusqu'à l'extrémité septentrionale du lac Tanganyka:

La ligne droite menée du lac Tanganyka au lac Moero par 8^0 30′ de latitude Sud;

La ligne médiane du lac Moero;

Le cours d'eau qui unit le lac Moero au lac Bangweolo;

La rive occidentale du lac Bangweolo.

Au Sud:

Une ligne menée de l'extrémité méridionale du lac Bangweolo jusqu'à la rencontre du 24e degré de longitude Est de Greenwich et suivant la crête de partage entre les eaux du Congo et celles du Zambèse;

La crête de partage des eaux qui appartiennent au bassin du Kassaï entre le 12e et le 6e parallèle de latitude Sud;

Le 6e parallèle de latitude Sud jusqu'au point d'intersection du Quango;

Le cours du Quango jusqu'à la rencontre du parallèle de Nokki;

Le parallèle de Nokki jusqu'à la rencontre du méridien qui passe par l'embouchure de la rivière Wango-Wango;

Le cours du Congo depuis le confluent de la rivière Wango-Wango jusqu'à la mer.

A l'Ouest:

L'Océan Atlantique, entre l'embouchure du Congo et la rivière qui débouche au Sud de la baie de Cabinda, près de Ponta-Vermelha.

Bruxelles, le 1er août 1885.

Eem. Van Eetvelde.

21.

ÉTAT DU CONGO, FRANCE.

Protocole délimitant les frontières entre l'État Indépendant du Congo et les Possessions françaises dans la région de Manyanga; signé à Manyanga le 22 novembre 1885.

Archives Diplomatiques 1889.

Le Gouvernement de la République Française et l'Etat du Congo se conformant aux dispositions de la Convention signée à Paris, le 5 février 1885, ont délégué pour procéder à la délimitation des frontières entre les possessions du Gouvernement de la République et celles dudit Etat: le Gouvernement de la République Française, M. Rouvier, Charles, lieutenant de vaisseau, officier d'ordonnance du Ministre de la Marine et des Colonies, Chevalier de la Légion d'honneur, et l'Etat du Congo, M. Juhlin-Dannfelt, Max, lieutenant d'infanterie de l'armée suédoise, chef de la division de Manyanga, lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs, sont convenus des stipulations suivantes:

La limite entre les Possessions françaises et les Possessions de l'Etat Indépendant du Congo du côté de Manyanga, sera fixée conformément à la carte ci-annexée, et ainsi qu'il suit:

Le fond du ravin dont la communication avec le Congo est située à environ 440 mètres et au Sud 43°. Est par rapport au mât de pavillon du poste de l'Etat Indépendant du Congo à Manyanga;

Le prolongement de ce ravin jusqu'à sa rencontre avec le chemin allant du poste de Manyanga au village de Nsonso;

Ce chemin jusqu'à sa rencontre avec la Loufou;

La Loufou, en descendant le courant sur un parcours d'environ 400 mètres;

Une ligne se dirigeant vers le Nord, laissant à l'Ouest les villages de Nsonso et allant rejoindre le chemin de Manyanga;

Ce chemin jusqu'à sa rencontre avec le premier ruisseau affluent de la rivière Ntimbo;

Ce ruisseau jusqu'à son confluent avec la dite rivière Ntimbo.

Cette rivière jusqu'à sa source la plus occidentale;

Une ligne sinueuse remontant vers le Nord jusqu'au bord du plateau de Kouyanga, et suivant ensuite une ligne de partage des eaux jusqu'à sa rencontre avec le bassin de la Louaïa, au Nord et à l'Ouest du village de Koumbi;

Une ligne se dirigeant sur le conde de la Louaïa près du village de Kiloumbou;

La rivière Louaïa jusqu'au village de Kaonga.

La ligne ainsi déterminée laisse à l'Ouest, c'est-à-dire sur le terri-

toire de l'Etat Indépendant du Congo, les villages de Nsonso, Massangui, Nsanga, Kinkendo et Kintombo, et à l'Est, c'est-à-dire sur le territoire de la France, le groupe de Ntombo, le village de Nsomé, le marché de Manyanga, les villages de Kinsonia, Bondo, Kouyanga, le marché de Kouso, les villages de Mbango, Banza-Baka, Kiloumbou et Kaanga.

La difficulté d'obtenir des renseignements au delà de la ligne ainsi déterminée n'a pas permis de prolonger davantage le tracé de la frontière.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention.

Fait à Manyanga, le vingt-deux novembre mil huit cent quatre-vingt-cinq.

M. Juhlin-Dannfelt.
Ch. Rouvier.

22.

ÉTAT DU CONGO, FRANCE.

Protocole délimitant les frontières entre l'État Indépendant du Congo et les Possessions françaises au côté de l'Oubangie; signé à Bruxelles le 29 avril 1887.

Archives Diplomatiques 1889.

Le Gouvernement de l'Etat Indépendant du Congo et le Gouvernement de la République Française, après s'être fait rendre compte des travaux des commissaires qu'ils avaient chargés d'exécuter sur le terrain, autant qu'il serait possible, le tracé des frontières entre leurs possessions, se sont trouvés d'accord pour admettre les dispositions suivantes comme réglant définitivement l'exécution des derniers paragraphes de l'article 2 de la Convention du 5 février 1885:

Depuis son confluent avec le Congo, le thalweg de l'Oubangi formera la frontière jusqu'à son intersection avec le 4e parallèle Nord.

L'Etat indépendant du Congo s'engage vis-à-vis du Gouvernement de la République Française à n'exercer aucune action politique sur la rive droite de l'Oubangi, au Nord du 4e parallèle. Le Gouvernement de la République Française s'engage, de son côté, à n'exercer aucune action politique sur la rive gauche de l'Oubangi, au Nord du même parallèle, le thalweg formant dans les deux cas la séparation.

En aucun cas, la frontière septentrionale de l'Etat du Congo ne descendra au-dessous du 4e parallèle Nord, limite qui lui est déjà reconnue par l'article 5 de la Convention du 5 février 1885.

Les deux Gouvernements sont convenus de consigner ces dispositions dans le présent Protocole.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés, l'ont revêtu de leur signature et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles, le 29 avril 1887.

L'Administrateur Général des Affaires Etrangères
de l'Etat Indépendant du Congo,
Edm. Van Eetvelde.

L'Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire
de la République Française à Bruxelles,
A. Bourée.

23.

ÉTAT DU CONGO.

Décret interdisant le trafic des armes à feu du 11 octobre 1888.

Archives Diplomatiques 1889.

Léopold II, roi des Belges, souverain de l'Etat indépendant du Congo, à tous présents et à venir, salut:

Considérant qu'il importe — dans l'intérêt de la tranquillité publique, du maintien de l'ordre et de la sécurité du commerce régulier — d'interdire provisoirement le transport et le trafic des armes, munitions, poudres et matières explosibles quelconques dans les régions intérieures de l'Etat, afin de prévenir les luttes et conflits entre les indigènes et les trafiquants établis dans ces contrées;

Considérant qu'il y a un danger public à permettre dans l'Etat l'introduction et le trafic des armes perfectionnées et de leurs munitions;

Sur la proposition de Notre Conseil des administrateurs généraux,

Nous avons décrété et décrétons:

Article premier. — L'introduction et le trafic des armes à feu perfectionnées désignées par le Gouverneur général, et de leurs munitions sont provisoirement interdits dans tout le territoire de l'Etat.

Art. 2. — Le transport ou le trafic des armes à feu de toute nature, des munitions, poudres et matières explosibles généralement quelconques sont temporairement interdits dans les parties suivantes du territoire de l'Etat:

a) Sur le Haut-Congo et ses affluents, en amont du confluent de l'Oubandgi;

b) Dans le bassin du Kassaï.

Art. 3. — En cas de contravention constatée, les articles prohibés sont saisis et tenus à la disposition de l'autorité judiciaire,

Art. 4. — Le Gouverneur général peut accorder, dans des cas exceptionnels, l'autorisation de transporter et de vendre dans l'Etat et les contrées ci-dessus désignées les armes et munitions dont l'introduction, le

transport et le trafic sont prohibés; cette autorisation doit être donnée par écrit dans chaque cas spécial.

Art. 5. — Quiconque commettra ou laissera commettre par ses subordonnés des infractions au présent décret ainsi qu'aux arrêtés d'exécution sera puni de 100 à 1,000 francs d'amende et de servitude pénale n'excédant pas trois mois, ou de l'une de ces peines seulement. La confiscation des marchandises saisies sera ordonnée conformément à l'article 79 du Code pénal.

Art. 6. — L'ordonnance de l'administrateur général au Congo, en date du 1er juillet 1885, est rapportée.

Art. 7. — Nos administrateurs généraux des départements de l'intérieur et des affaires étrangères, ayant la justice dans ses attributions, sont chargés de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur le 1er janvier 1889.

Donné à Bruxelles, le 11 octobre 1888.

Léopold.

24.

ÉTAT DU CONGO.

Décret sur le louage ou contrat de service entre noirs et non-indigènes du 8 novembre 1888.

Archives Diplomatiques 1889.

Léopold II, roi des Belges, souverain de l'Etat indépendant du Congo, à tous présents et à venir, salut:

Considérant qu'il est nécessaire d'accorder une protection spéciale aux noirs;

Vu l'article 429 du Code civil stipulant que des règles spéciales seront applicables au louage ou contrat de service entre non indigènes et noirs;

Sur la proposition de Notre Conseil des Administrateurs Généraux;

Nous avons décrété et décrétons:

Article premier. — Le Directeur de la Justice exerce, par lui-même ou par les fonctionnaires délégués à ces fins par le Gouverneur Général, une protection spéciale sur les noirs, indigènes et immigrès, et sur les travailleurs engagés.

Il prend toutes les mesures légales pour assurer le respect de leurs droits et sauvegarder leurs intérêts.

Les officiers du ministère public saisis par le Directeur de la Justice, pourront agir au civil par voie d'action principale, au nom et dans l'intérêt des noirs qui auraient été lésés (Ordonnance du 14 mai 1886, article 8).

Art. 2. — Le Directeur de la Justice et les fonctionnaires délégués par le Gouverneur Général surveillent spécialement l'exécution des contrats de service des noirs et veillent, s'il y a lieu, à leur rapatriement ou à leur retour.

Art. 3. — Aucun contrat de louage de service entre noirs et non indigènes ne pourra être passé pour une durée de plus de sept ans. Tout contrat qui stipulerait une durée plus longue sera de droit réduit à ce terme.

Les contrats pourront être renouvelés à l'expiration du terme de service. Toutefois, ils ne pourront l'être qu'à l'intervention des autorités désignées à l'article premier, paragraphe premier, si le nouveau terme joint au temps de service antérieur doit entraîner un engagement continu de plus de sept années.

Art. 4. — Sur la demande des autorités susdites, il devra être justifié en tout temps, par les maîtres ou patrons, que les noirs à leur service fournissent leur travail volontairement ou à des conditions par eux acceptées.

Art. 5. — Sera passible d'une amende de 100 à 1,000 francs, le maître ou patron qui contreviendrait au paragraphe 2 de l'article 3, ou qui ne fournirait pas les justifications prescrites par l'article 4.

Art. 6. — Les gages et salaires devront être stipulés et seront exigibles en monnaie ou en marchandises clairement déterminées.

Le payement en nature pourra remplacer en tout ou en partie le payement en numéraire, si le maître y est autorisé par le contrat ou s'il y a accord entre les parties sur l'espèce, la valeur, la qualité et la quantité des produits à payer en échange. En cas de contestation, la preuve de l'accord incombe au maître ou au patron.

Art. 7. — Sauf convention expresse contraire est toujours présumé, aux frais du maître ou patron, le rapatriement ou le retour des engagés dans les localités où ils ont été recrutés.

Art. 8. — Les maîtres et les patrons seront présumés en faute, sauf preuve contraire, et responsables de ce chef, au cas où le rapatriement ou le retour d'un ou plusieurs engagés ne serait pas effectué dans les conditions de temps et autres déterminées par le contrat ou la coutume.

En cas de négligence grave ou de manœuvres déloyales, ils seront passibles d'une amende qui n'excèdera pas 1,000 francs.

Art. 9. — Tous les points qui ne seraient pas stipulés dans les contrats sont réglés par les coutumes locales, en tant qu'elles n'ont rien de contraire à l'ordre public, aux principes de liberté consacrés par l'Acte Général de la Conférence de Berlin, ni aux dispositions du présent décret.

Art. 10. — Si le terme de service n'est pas fixé, le travailleur sera tenu d'avertir le maître de son intention de mettre fin à ses services, au temps d'avance déterminé par les usages locaux, sans toutefois que ce délai soit supérieur à trois mois.

Le maître devra respecter les mêmes délais en signifiant leur congé à ses travailleurs.

Art. 11. — Sera puni d'une amende de 25 à 500 francs et d'une servitude pénale de huit jours à six mois, ou d'une de ces peines seulement, sans préjudice de tous dommages-intérêts, le maître ou l'engagé, qui volontairement et de mauvaise foi, refuserait d'exécuter les clauses légales d'un contrat de service librement consenti, ou contreviendrait aux usages légalement obligatoires en vertu du présent décret, à moins que l'autre partie n'ait elle-même violé ses engagements.

Les engagés pourront être remis aux maîtres ou patrons par les autorités compétentes. Mais les maîtres ou patrons ne pourront, sous les peines édictées par le Code pénal, détenir ni maintenir par la force les engagés à leur service, le refus d'exécuter les engagements contractés ne pouvant être réprimé que par l'application des pénalités édictées par la loi.

Art. 12. — Tout travailleur noir qui serait l'objet de mauvais traitements de la part du maître pourra demander aux tribunaux la résiliation de son contrat et être provisoirement autorisé par l'autorité à cesser ses services jusqu'au jugement, le tout sans préjudice des poursuites pénales à exercer, s'il y a lieu, contre le maître ou patron.

Art. 13. — Tout contrat de louage de service devra, par les soins du maître ou patron, être dressé par écrit et présenté au visa des autorités compétentes dans le mois de sa date, ou, pour les travailleurs recrutés à l'étranger, dans le mois de leur arrivée sur le territoire de l'Etat.

Le visa ne sera apposé que pour autant qu'il soit certain que le travailleur a eu connaissance parfaite de son engagement, et sous toutes réserves de la valeur légale des clauses du contrat.

Les engagements des noirs, indigènes du Congo et recrutés dans les localités désignées par le Gouverneur Général, destinés à être emmenés à une distance à déterminer par lui du lieu de leur résidence, devront être constatés par un écrit dressé à l'intervention de l'autorité du lieu d'origine désignée par le Gouverneur Général.

Les maîtres et patrons ne pourront se prévaloir des contrats qui n'auraient pas été dressés en conformité des clauses précédentes; mais le défaut d'acte écrit ou de visa ne pourra être opposé aux travailleurs noirs, dont les engagements séront réglés, à leur choix, ou par le contrat, ou par les coutumes locales, dans les limites fixées par l'article 9.

Art. 14. — Les maîtres ou patrons sont tenus, à la demande des autorités désignées en l'article premier, paragraphe premier, de faire connaître, pendant toute la durée des contrats, la résidence de leurs travailleurs. Les décès ou désertions seront notifiés sans retard par les maîtres ou patrons à ces mêmes autorités.

Art. 15. — Dans les limites du présent décret, le Gouverneur Général peut prendre des règlements qui déterminent les conditions auxquelles s'opéreront les engagements, et les agents chargés d'y intervenir. Il fixe le droit dû pour visa des contrats de service.

Il pourra désigner les localités et régions où il sera interdit d'opérer des recrutements.

Art. 16. — Notre Administrateur du Département des Affaires Etrangères, ayant la Justice dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur ce jour.

Donné à Bruxelles, le 8 novembre 1888.

Léopold.

Par le Roi-Souverain:
L'Administrateur Général du
Département des Affaires Étrangères,
Edm. Van Eetvelde.

25.

ÉTAT DU CONGO.

Règlement sur le traitement des noirs engagés au service de l'État du 17 novembre 1888.

Archives Diplomatiques 1889.

Article premier. — Les noirs ne sont admis au service de l'État indépendant du Congo que si leur engagement a été consenti par eux volontairement, à un salaire arrrêté d'avance, et en pleine connaissance des obligations qu'ils contractent envers l'Etat par le fait de leur entrée à son service, conformément au décret du 8 novembre 1888; à cet effet, lecture du présent règlement sera donnée aux engagés avant la signature du contrat.

Art. 2. — Les enrôlés ont droit à l'exécution stricte de toutes les clauses de leur contrat d'engagement.

Art. 3. — Pendant le temps qu'ils passent au service de l'Etat, les enrôlés reçoivant gratuitement les soins médicaux, des vêtements décents et une nourriture saine et suffisante qui leur est distribuée en nature ou dont ils reçoivent la contre-valeur en monnaie on en marchandises d'échange.

Art. 4. — Les engagés sont payés soit en numéraire, soit en marchandises d'échange, aux époques stipulées dans leur acte d'engagement et conformément aux stipulations de l'article 6 du décret du 8 novembre 1888.

Art. 5. — Lorsqu'il a été convenu dans leur contrat, que leur salaire sera payé à l'expiration de tout ou partie de leur terme de service, ils peuvent recevoir des avances mensuelles en numéraire ou en marchandises d'échange.

A cet effet, il est tenu une comptabilité régulière conforme au règlement d'administration, et chaque homme est pourvu d'un livret de comptes qu'il vérifie le dernier jour de chaque trimestre et dans lequel il appose sa marque en présence de son chef d'escouade, qui paraphe ou met sa marque pour témoignage. Un fonctionnaire de l'Etat, délégué dans ce but, signe en dessous.

Art. 6. — L'enrôlé ne peut être puni que conformément aux règlements disciplinaires, qui stipulent les conditions dans lesquelles il peut exercer un droit de réclamation.

Art. 7. — Des théories sont faites périodiquement aux noirs sur leurs droits et leurs devoirs et sur les décrets, ordonnances et règlements qui les concernent.

Art. 8. — L'autorité des fonctionnaires de l'Etat sur les noirs est exercée à la fois avec la fermeté nécessaire au maintien de la discipline et de l'ordre et avec un intérêt bienveillant.

Les fonctionnaires de l'Etat sont responsables de la sécurité des hommes confiés à leurs soins; ils veillent à l'observation des principes de l'hygiène, en réglant notamment les travaux et les exercices avec mesure; ils s'attachent à étudier la langue et l'esprit des mœurs des hommes sous leurs ordres; ils s'efforcent d'élever le niveau moral et intellectuel de leurs employés noirs tout en évitant de froisser leurs sentiments et leurs préjugés; ils cherchent à stimuler leur zèle en applipuant sagement les peines et les récompenses.

Bruxelles, le 17 novembre 1888.

Cam. *Janssen.*

26.

CONGO, PORTUGAL.

Convention d'extradition; signée à Bruxelles le 27 août 1888[1]).

Bulletin officiel de l'Etat indépendant du Congo, février 1889.

Sa Majesté le Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo, et Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, ayant résolu d'un commun accord de conclure une Convention d'extradition pour assurer la répression des crimes et délits commis sur les territoires respectifs de l'Etat indépendant du Congo, d'une part, et d'autre part, du Portugal, des îles adjacentes et des possessions d'outre-mer, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, à cet effet, savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo, M. Edmond Van Eetvelde, chevalier de Son Ordre de Léopold, Son Administrateur Général du Département des Affaires Etrangères;

Et Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algaves, M. le Comte de Bilvas, Son Envoyé Etraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

---

1) Les ratifications ont été échangées à Bruxelles, le 15 janvier 1889.

Article premier. — Les Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, sur la demande que l'un des deux Gouvernements adressera à l'autre, à la seule exception de leurs nationaux de naissance ou par nationalisation antérieure à la perpétration de l'infraction donnant lieu à l'extradition, les individus réfugiés de l'Etat Indépendant du Congo sur le territoire du Portugal, des îles adjacentes et des possessions d'outre-mer, ou du Portugal, des îles adjacentes et des possessions d'outre-mer dans l'Etat Indépendant du Congo, et poursuivis, mis en prévention ou en accusation, ou condamnés comme auteurs ou complices pour les crimes et délits énumérés dans l'article ci-après, commis hors du territoire de la partie à laquelle l'extradition est demandée.

Art. 2. — Les faits pour lesquels l'extradition aura lieu sont les suivants:

1° Meurtre, homicide volontaire, infanticide, parricide, empoisonnement;

2° Coups portés ou blessures faites volontairement, avec préméditation ou ayant occasionné une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, une mutilation ou amputation grave, la privation de l'usage d'un organe ou la mort sans l'intention de la donner;

3° Vol et extorsion;

4° Emploi de la violence ou des menaces pour contraindre les indigènes, sur les voies de communication intérieure ou sur les marchés, à céder leurs marchandises à un prix ou à des personnes déterminées (cambolaçao);

5° Abus de confiance ou détournements frauduleux;

6° Escroquerie et tromperie;

7° Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus par la présente Convention;

8° Incendie;

9° Faux serment, faux témoignage et subornation de témoins;

10° Enlèvement, arrestation ou détention arbitraire, vente comme esclaves de personnes placées sous l'autorité de l'inculpé ou du condamnés;

11° Viol;

12° Enlèvement de mineurs;

13° Attentat à la pudeur avec violence;

14° Avortement;

15° Attentat à l'inviolabilité du domicile avec ou sans violence;

16° Banqueroute frauduleuse et fraudes commises dans les faillites;

17° Association de malfaiteurs;

18° Contrefaçon ou altération de monnaies, ou mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée, fabrication ou usage frauduleux d'instruments destinés à fabriquer de la fausse monnaie;

19° Contrefaçon ou falsification de timbres, sceaux, poinçons ou marques de l'Etat et des administrations publiques; usage frauduleux de ces timbres, sceaux, poinçons ou marques falsifiés;

20° Faux en écriture et usage de faux;

21° Concussion, détournements commis par des fonctionnaires publics;

22° Faux certificat ou fausse déclaration faite par des fonctionnaires publics, ou usage frauduleux de pareille déclaration;

23° Baraterie, piraterie, attaque d'un navire en haute mer avec violence et voies de fait envers les passagers, destruction ou complot de destruction d'un navire en haute mer par une personne appartenant à l'équipage; révolte ou complot de révolte par deux ou plusieurs personnes à bord d'un navire en haute mer, contre l'autorité du capitaine;

24° Interruption des communications par terre ou par eau, soit par la violence, soit par la détention des embarcations, soit par tout autre moyen (fazer chiqueiro);

25° La destruction totale ou partielle de constructions de chemins de fer ou appareils télégraphiques;

26° La destruction ou dévastation de récoltes, plantes, arbres ou greffes;

27° La destruction d'instruments d'agriculture, la destruction ou empoisonnement de bestiaux ou d'autres animaux;

28° Désertion simple ou aggravée.

Sont comprises dans les qualifications précédentes, la tentative et la complicité, lorsqu'elles sont punissables d'après la législation du pays auquel l'extradition est demandée.

Art. 3. — L'extradition n'aura pas lieu:

1° Dans le cas d'un crime d'un délit commis dans un pays tiers, lorsque la demande d'extradition sera faite par le Gouvernement de ce pays;

2° Lorsque la demande en sera motivée par le même crime ou délit pour lequel l'individu réclamé a été jugé dans le pays requis et du chef duquel il y a été condamné, absous ou acquitté;

3° Si la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée, avant l'arrestation de l'individu réclamé, ou si l'arrestation n'a pas eu lieu avant qu'il ait été cité devant le tribunal pour être entendu;

4° Lorsque la peine prononcée contre le condamné, ou le maximum de la peine applicable au fait incriminé, d'après la législation du pays contre lequel l'infraction a été commise ne dépassera pas un an d'emprisonnement;

5° Lorsque l'individu requis, quoique réfugié sur le territoire d'un des Etats contractants, se trouve cependant dans une région où une administration régulière n'a pas encore été établie.

Art. 4. — Les dispositions du présent arrangement ne sont point applicables aux personnes qui se sont rendues coupables de quelque crime politique. La personne qui a été extradée à raison de l'un des crimes ou délits communs mentionnés à l'article 2, ne peut, par conséquent, en aucun cas, être poursuivie et punie dans l'Etat auquel l'extradition a été accordée, à raison d'un crime ou délit politique commis par elle avant l'extradition, ni à raison d'un fait connexe à un semblable crime ou délit politique, ni pour tout autre crime ou délit antérieur qui ne soit pas le même qui aura motivé l'extradition. Toutefois, les Hautes Parties con-

tractantes s'engagent à ne pas se prévaloir des dispositions du présent article, en cas d'infractions de droit commun, commises par des noirs sujets de l'Etat requérant, alors que ces infractions sont connexes à des faits ayant un caractère politique.

Art. 5. — Lorsque l'individu, dont l'extradition est demandée, est mis en prévention ou a été condamné pour des infractions commises sur le territoire du pays où il s'est réfugié, l'Etat requis pourra différer l'extradition jusqu'après le jugement définitif et l'accomplissement de la peine.

Art. 6. — Les demandes d'extradition seront faites par la voie diplomatique. Elles pourront aussi être échangées directement entre le Gouverneur Général au Congo, agissant au nom de Sa Majesté le Roi-Souverain de l'Etat Indépendant du Congo, et le Gouverneur Général d'Angola, agissant au nom de Sa Majesté le Roi de Portugal.

L'autorité requise pourra en référer au Gouvernement central avant d'accorder l'extradition.

Art. 7. — Toute demande d'extradition sera accompagnée de la production en original ou en expédition authentique, soit d'un jugement ou arrêt de condamnation, soit d'un mandat d'arrêt, ou d'un acte ayant la même force, décerné par l'autorité compétente de l'Etat requérant, pourvu que cet acte renferme l'indication précise du fait incriminé.

Ces pièces seront accompagnées d'une copie du texte de la loi applicable au fait incriminé et, autant que possible, du signalement de l'individu réclamé.

Art. 8. — En cas d'urgence, l'arrestation provisoire sera effectuée sur avis transmis par le télégraphe, la poste ou tout autre moyen, de l'existence d'un mandat d'arrêt, ou d'un jugement ou arrêt de condamnation, à la condition toutefois que cet avis sera régullièrement donné par l'autorité judiciaire du lieu où l'infraction a été commise, à celle du lieu où l'inculpé ou le condamné s'est réfugié; l'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du Gouvernement requis. Elle cessera d'être maintenue si, dans le délai de cinq semaines, à partir du moment où elle aura été effectuée, l'inculpé n'a pas reçu communication d'un des documents mentionnés à l'article précédent et transmis par une des voies indiquées à l'article 6.

Art. 9. — Les objets volés ou saisis en la possession de l'inculpé, ainsi que les instruments ou les ustensiles dont il se serait servi pour commettre l'infraction, ainsi que toute pièce de conviction seront livrés à l'Etat réclamant si l'autorité compétente de l'Etat requis en a ordonné la remise, soit que l'extradition ait lieu, soit qu'elle ne puisse s'effectuer à cause de la mort ou de la fuite de l'inculpé. Sont toutefois réservés les droits des tiers sur les objets indiqués, lesquels, dans ce cas, doivent être rendus sans frais après la clôture du procès.

Art. 10. — Les frais occasionnés par l'arrestation, l'emprisonnement, la nourriture et le transport jusqu'au port d'embarquement des individus dont l'extradition sera accordée, ainsi que ceux faits pour la remise des objets indiqués à l'article précédent, resteront à la charge de l'Etat requis. Toutefois, les dépenses faites pour la nourriture et le transport par mer

ou par fleuve au-delà du port d'embarquement entre les deux Etats, seront à la charge de l'Etat qui aura réclamé l'extradition.

Art. 11. — Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, un des deux Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre Etat, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par une des voies indiquées à l'article 6 et il y sera donné suite par les autorités compétentes en observant les lois du pays où la déposition des témoins devra avoir lieu.

Il pourra, toutefois, ne pas être donné suite aux commissions rogatoires tendant à faire entendre des témoins domiciliés ou résidant dans une région où une administration régulière n'a pas encore été établie.

Les deux Gouvernements renoncent à toute réclamation à l'égard du remboursement des frais occasionnés par l'exécution desdites réquisitions, à moins qu'il ne s'agisse d'expertises criminelles, commerciales, médicales et autres.

Art. 12. — L'individu dont l'extradition est accordée sera amené à un port de l'Etat requis. Si, dans le délai de trois mois après qu'il y a été mis à la disposition des autorités requérantes, celles-ci ne l'ont pas fait partir, il sera mis en liberté et il ne pourra plus être arrêté de nouveau pour le même fait.

Dans ce cas, tous les frais seront pour le compte du Gouvernement qui aura fait la demande d'extradition.

Art. 13. — Lorsque le fait pour lequel l'extradition est démandée emporte la peine de mort, d'après la législation de l'Etat réclamant, l'Etat requis pourra faire dépendre l'extradition de l'assurance préalable donnée par le Gouvernement réclamant, qu'en cas de condamnation, cette peine ne sera pas exécutée.

Art. 14. — Les deux Gouvernements se communiqueront par la voie diplomatique les arrêts de leurs tribunaux qui condamneront les sujets de l'Etat étranger pour crime ou délit.

Art. 15. — La présente Convention entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications et y demeurera jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

Les ratifications seront échangées à Bruxelles aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé la présente Convention et y ont apposé leur cachet.

Fait en double à Bruxelles, le 27 avril 1888.

Edm. Van Eetvelde.
Rilvas.

27.

ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO.

Décret sur l'expulsion du 15 septembre 1889.

Archives Diplomatiques 1889.

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'Etat indépendant du Congo, à tous présents et à venir, salut:

Sur la proposition de notre Conseil des administrateurs généraux, nous avons décrété et décrétons:

Article premier. — Tout individu résidant ou se trouvant sur le territoire de l'Etat, qui, par sa conduite, compromet la tranquillité publique ou la stabilité des institutions, ou celui qui a été condamné à l'étranger pour les crimes ou délits qui donnent lieu à l'extradition, peut être contraint, par ordonnance du gouverneur général, de s'éloigner d'un certain lieu, d'habiter dans un lieu déterminé ou de sortir du territoire.

Art. 2. — L'ordonnance portée en vertu de l'article premier sera signifiée à l'individu qu'elle concerne et déterminera le délai endedans lequel il devra sortir du territoire.

Art. 3. — L'individu qui aura reçu l'injonction de sortir de l'Etat, ne pourra, pendant la durée de son voyage, séjourner dans les lieux qui lui seront interdits par l'ordonnance ou ne pourra y séjourner plus longtemps que l'ordonnance le déterminera.

Art. 4. — Si l'individu auquel il aura été enjoint de sortir de l'Etat n'obtempère pas à cette injonction dans le délai fixé, ou s'il rentre sur le territoire, ou s'il contrevient à l'article 3, il sera condamné à une servitude pénale de quinze jours à six mois.

Art. 5. — Notre Administrateur général du Département de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 15 septembre 1889.

Léopold.

28.

CONGO, SUISSE.

Traité d'amitié, d'établissement et de commerce; signé à Bruxelles le 16 novembre 1889 [1]).

Eidgenössische amtliche Sammlung. Neue Folge. II. Serie. I. Band.

Le Conseil fédéral de la Confédération Suisse, et Sa Majesté Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo,

animés du désir d'établir et de consolider les rapports d'amitié et de commerce entre les deux pays, ont résolu de conclure entre eux un traité d'amitié, d'établissement et de commerce et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Conseil fédéral suisse:

M. Alphonse Rivier, son consul général près l'Etat Indépendant du Congo, conseiller au conseil supérieur de l'Etat Indépendant du Congo,

et

Der Bundesrath der schweiz. Eidgenossenschaft und Seine Majestät, Leopold II., König der Belgier, Oberhaupt des Unabhängigen Congostaates,

von dem Wunsche beseelt, zwischen beiden Ländern freundschaftliche und kommerzielle Beziehungen herzustellen und zu befestigen, sind übereingekommen, einen Freundschafts-, Niederlassungs- und Handelsvertrag abzuschliessen und haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Der schweizerische Bundesrath:

Herrn Alphons Rivier, schweizerischen Generalkonsul bei dem Unabhängigen Congostaate, Rath im »Conseil supérieur de l'Etat indépendant du Congo«,

und

1) Les ratifications ont été échangées le 4 janvier 1890.

Sa Majesté Léopold II,
Roi des Belges,
Souverain de l'Etat
Indépendant du Congo:
M. Edmond Van Eetvelde, Son administrateur général du département des affaires étrangères, chevalier de Son ordre de Léopold;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants:

Article premier.

Il y aura entre la Suisse et l'Etat indépendant du Congo paix perpétuelle et liberté réciproque d'établissement et de commerce.

Les ressortissants de chacun des deux Etats seront reçus et traités dans l'autre, pour leurs personnes et leurs biens, sur le même pied que le sont ou pourraient l'être à l'avenir les ressortissants de la nation la plus favorisée. Ils pourront librement, sur les territoires de l'autre et en se conformant aux lois du pays, voyager ou séjourner, commercer tant en gros qu'en détail, exercer toute profession ou industrie, louer et occuper les maisons, magasins, boutiques et établissements qui leur seront nécessaires, effectuer des transports de marchandises et d'argent, recevoir des consignations, tant de l'intérieur que des pays étrangers, sans que, pour toutes ou quelques-unes de ces opérations, lesdits ressortissants soient assujettis à d'autres obligations ou charges que celles qui pèsent sur les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Seine Majestät Leopold II.,
König der Belgier,
Souverän des Unabhängigen
Congostaats,
Herrn Edmond van Eetvelde, seinen Generaladministrator des Departements der auswärtigen Angelegenheiten, Ritter seines Leopoldordens,

welche, nach gegenseitiger Mittheilung ihrer, in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, die nachstehenden Artikel festgestellt und unterzeichnet haben:

Artikel 1.

Zwischen der Schweiz und dem Unabhängigen Congostaat soll beständiger Friede und gegenseitige Niederlassungs- und Handelsfreiheit bestehen.

Die beidseitigen Angehörigen sind im andern Staate in Bezug auf ihre Personen und ihr Eigenthum auf dem nämlichen Fusse und zu den gleichen Bedingungen aufzunehmen und zu behandeln, wie es die Angehörigen der meistbegünstigten Nation sind oder in Zukunft werden könnten.

Sie können, wenn sie sich nach den Landesgesetzen richten, in den Gebieten des andern Staates frei herumreisen oder sich bleibend aufhalten, Handel treiben, sowohl im Grossen als im Kleinen, jede Art von Handwerk oder Gewerbe ausüben, die ihnen nöthigen Häuser, Magazine, Kaufläden oder Etablissemente miethen und innehaben, Waaren- und Geldsendungen ausführen, und sowohl aus dem Innern des Landes, als aus fremden Ländern Konsignationen annehmen, ohne dass die gedachten Angehörigen für alle oder einzelne dieser Verrichtungen andern Verbindlichkeiten unterworfen werden dürfen, als solchen, welche den Angehörigen

Les ressortissants de chacun des deux Etats jouiront de cette liberté, soit qu'ils fassent leurs affaires eux-mêmes et présentent en douane leurs propres déclarations, soit qu'ils se fassent suppléer par des tiers, fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes, dans l'achat ou dans la vente de leurs biens, de leurs effets ou de marchandises; ils auront également le droit de remplir toutes les fonctions qui leur seront confiées par leurs propres compatriotes, par des étrangers ou par des nationaux, en qualité de fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes.

Enfin, ils ne paieront point, à raison de leur commerce ou de leur industrie, dans les villes ou lieux quelconques des deux Etats, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, des droits, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui se percevront sur les ressortissants de la nation la plus favorisée, et les priviléges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouissent, en matière de commerce et d'industrie, les ressortissants de l'un des deux Etats contractants seront communs à ceux de l'autre.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des deux parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre partie, de la plus constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés. Ils auront en conséquence un libre et facile accès au-

der meistbegünstigten Nation auferlegt sind.

Die beidseitigen Angehörigen geniessen diese Befugnisse, sei es, dass sie ihre Geschäfte und ihre zollamtlichen Erklärungen selbst besorgen, sei es, dass sie durch Dritte, Bevollmächtigte, Kommissionäre, Agenten, Konsignatäre oder Dolmetscher beim Ankaufe oder Verkaufe ihrer Liegenschaften, Werthsachen oder Waaren sich vertreten lassen; ebenso haben sie das Recht, alle Geschäfte, die ihnen entweder von ihren eigenen Landsleuten, von Fremden oder von Landesangehörigen anvertraut werden mögen, in der Eigenschaft als Bevollmächtigte, Kommissionäre, Agenten, Konsignatäre oder Dolmetscher zu besorgen.

Endlich haben sie von ihrem Handel oder ihrer Industrie in allen Städten und Ortschaften der beiden Staaten, mögen sie daselbst Niedergelassene oder zeitweilige Aufenthalter sein, keine andern oder höhern Gebühren, Taxen oder Abgaben, unter welcher Benennung es auch sein möchte, zu entrichten, als diejenigen, welche von den Angehörigen der meistbegünstigten Nation erhoben werden; es sollen auch die Vorrechte, Immunitäten und Begünstigungen irgend welcher Art, welche die Angehörigen des einen der beiden kontrahirenden Staaten in Handels- und Industriesachen geniessen, den Angehörigen des andern Staates zukommen.

Artikel 2.

Die Angehörigen der beiden kontrahirenden Staaten geniessen auf dem Gebiete des andern Staates beständigen und vollkommenen Schutz für ihre Personen und ihr Eigenthum. Demzufolge haben sie freien und leichten Zutritt zu den Gerichts-

près des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits, en toute instance et dans tous les degrés de juridiction établis par les lois. Enfin, ils jouiront, pour la défense de leurs droits, des mêmes priviléges que ceux dont jouissent ou jouiront les nationaux, et ils seront soumis aux mêmes conditions.

Les ressortissants d'une des deux parties contractantes, résidant ou établis dans les territoires de l'autre qui voudront retourner dans leur pays ou qui y seront renvoyés par sentence judiciaire, par mesure de police légalement adoptée et exécutée, ou d'après les lois sur la mendicité et les mœurs, seront reçus en tout temps et en toute circonstance, eux et leurs familles, dans le pays dont ils sont originaires.

höfen zur Verfolgung und Vertheidigung ihrer Rechte, und zwar vor jeder Instanz und in allen durch die Gesetze aufgestellten Stufen der Jurisdiktion. Endlich geniessen sie, behufs Wahrung ihrer Rechte, unter den gleichen Bedingungen die gleichen Vorrechte, welche die Landesangehörigen geniessen oder in Zukunft geniessen werden.

Die Angehörigen des einen der beiden kontrahirenden Staaten, welche in den Gebieten des andern wohnen oder niedergelassen sind und in ihre Heimat zurückkehren wollen, oder welche durch gerichtliches Urtheil, durch gesetzlich angewendete und vollzogene Polizeimassregeln oder kraft der Gesetze betreffend den Bettel und die Sittenpolizei in ihre Heimat zurückgewiesen werden, sollen mit ihren Familien zu allen Zeiten und unter allen Umständen in dem Lande, welchem sie ursprünglich angehören, Aufnahme finden.

Article 3.

Les sociétés anonymes, commerciales, industrielles ou financières, légalement autorisées dans l'un des deux pays, seront admises à ester en justice dans l'autre et jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits que les particuliers. Si elles ont fondé dans ce pays une succursale, un comptoir ou un siége quelconque d'opérations, elles seront admises à jouir de ces droits sous la seule condition de l'accomplissement des formalités établies par les lois du pays.

Article 3.

Die anonymen kommerziellen, industriellen oder finanziellen Gesellschaften, welche in einem der beiden Länder gesetzlich autorisirt sind, dürfen im andern Lande vor Gericht auftreten und geniessen in dieser Beziehung die gleichen Rechte, wie die Landesangehörigen. Wenn die genannten Gesellschaften in diesem Lande ein Zweiggeschäft, ein Büreau oder irgend welchen Geschäftssitz errichtet haben, wird ihnen der Genuss dieser Rechte zugestanden, unter der einzigen Bedingung, dass die durch die Landesgesetze aufgestellten Förmlichkeiten erfüllt werden.

Article 4.

Pour ce qui concerne le droit d'acquérir, de posséder ou d'aliéner toute

Artikel 4.

Die Angehörigen eines jeden der beiden kontrahirenden Staaten sind

espèce de propriété mobilière ou immobilière, les ressortissants de chacun des Etats contractants jouiront, dans les territoires de l'autre, des droits accordés aux ressortissants de la nation la plus favorisée; ils pourront, dans ces territoires et sous les mêmes conditions que les ressortissants de l'Etat le plus favorisé, en faire l'acquisition et en disposer par achat, vente, donation, échange, contrat de mariage, testament, héritage ou de quelqu'autre manière que ce soit, sans être assujettis à des taxes, impôts ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis sur les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les héritiers et représentants des ressortissants de chacun des Etats contractants pourront leur succéder et prendre possession des successions par eux-mêmes ou par fondés de pouvoirs agissant en leur nom, d'après les formes ordinaires de la loi, comme les ressortissants du pays.

En l'absence des héritiers ou des représentants, la propriété sera traitée de la même manière que celle d'un ressortissant du pays serait traitée dans des circonstances semblables.

Dans tous ces cas, il ne sera exigé sur la valeur d'une telle propriété aucun impôt, contribution ou charge autre ou plus fort que ceux auxquels sont soumis les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants de chacun des Etats contractants pourront exporter librement le produit de la vente de leurs propriétés et leurs biens en général, sans être tenus à payer des droits autres ou plus élevés que ceux

auf den Gebieten des andern Staates bezüglich des Rechtes, bewegliches oder unbewegliches Eigenthum irgend einer Art zu erwerben, zu besitzen oder zu veräussern, den Angehörigen der meistbegünstigten Nation gleichgestellt; sie können in diesen Gebieten Eigenthum mittelst Kauf, Verkauf, Schenkung, Tausch, Heiratsvertrag, Testament oder Intestaterbschaft, oder auf jede andere Art erwerben und darüber verfügen, ohne andere oder höhere Taxen, Steuern oder Lasten, unter welcher Benennung es auch sei, entrichten zu müssen, als diejenigen, welche von den Angehörigen der meistbegünstigten Nation jetzt oder in Zukunft erhoben werden.

Die Erben und Vertreter der Angehörigen jeder der beiden kontrahirenden Staaten können in eigener Person oder durch Bevollmächtigte, welche in ihrem Namen handeln, in der gewöhnlichen, gesetzlichen Form und auf die gleiche Weise, wie Angehörige des Landes, die Hinterlassenschaft antreten und in Besitz nehmen.

In Abwesenheit solcher Erben oder Vertreter wird das Eigenthum auf die gleiche Weise behandelt, wie dasjenige eines Angehörigen des Landes unter ähnlichen Umständen.

In allen diesen Fällen wird von dem Werthe solchen Eigenthums keine andere oder höhere Abgabe, Steuer oder Gebühr gefordert, als von den Angehörigen der meistbegünstigten Nation entrichtet werden muss.

Die Angehörigen jedes der beiden kontrahirenden Staaten können den Erlös vom Verkauf ihrer Güter und ihr Vermögen überhaupt, frei ausführen, ohne zur Zahlung anderer oder höherer Gebühren verhalten zu

que les ressortissants de la nation la plus favorisée auraient à acquitter en pareille circonstance.

Article 5.

En temps de paix comme en temps de guerre, il ne pourra, dans aucune circonstance, être imposé ou exigé, pour les biens d'un ressortissant de l'une des deux parties contractantes, dans les territoires de l'autre, des taxes, droits, contributions ou charges plus forts qu'il n'en serait imposé ou exigé pour la même propriété, si elle appartenait à un ressortissant de la nation la plus favorisée.

Il est d'ailleurs entendu qu'il ne sera perçu ni demandé d'un ressortissant de l'une des deux parties contractantes, qui se trouve dans le territoire de l'autre partie, aucun impôt quelconque autre ou plus fort que ceux qui sont ou qui pourront être exigés des ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 6.

Les bateaux appartenant aux ressortissants de chacun des deux Etats pourront, en se conformant aux lois territoriales, naviguer librement dans les eaux intérieures de l'autre état, sans être soumis à d'autres péages, ni charges, ni obligations que ceux qu'auraient à payer ou à respecter les bateaux appartenant aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 7.

Les ressortissants des deux Etats jouiront, sur le territoire de l'autre, d'une liberté de conscience et de croyance pleine et entière. Le Gouvernement les protégera dans l'exercice de leur culte dans les églises, chapelles

sein, als unter ähnlichen Umständen die Angehörigen der meistbegünstig- Nation zu entrichten hätten.

Artikel 5.

Unter keinen Umständen, weder in Friedens- noch in Kriegszeiten, darf auf das Eigenthum eines Bürgers des einen der beiden kontrahirenden Theile in dem Gebiete des andern irgend eine andere oder höhere Taxe, Gebühr, Auflage oder Abgabe gelegt oder davon gefordert werden, als auf das gleiche Eigenthum gelegt oder davon gefordert würde, wenn es einem Angehörigen der am meisten begünstigten Nation angehören würde.

Eben so wenig wird einem Bürger des einen der beiden kontrahirenden Theile in dem Gebiete des andern Theiles irgend eine andere oder höhere Abgabe auferlegt oder von ihm erhoben, als solche einem Angehörigen der am meisten begünstigten Nation auferlegt oder von demselben erhoben wird.

Artikel 6.

Die Schiffe der Angehörigen jedes der beiden kontrahirenden Staaten können unter Beobachtung der Vorschriften der Landesgesetze unbehindert die Binnengewässer des andern Staates befahren, ohne andern Zöllen, Abgaben oder Verplichtungen unterworfen zu sein, als denjenigen, welche von den Schiffen der Angehörigen der am meisten begünstigten Nation zu bezahlen oder zu beachten sind.

Artikel 7.

Die Angehörigen beider Staaten geniessen auf dem Gebiete des anderen vollständige Glaubens- und Gewissensfreiheit. Die Regierung wird sie in ihrem Gottesdienste, den sie in Kirchen, Kapellen oder andern

et autres lieux affectés au service divin, pourvu qu'ils se conforment aux lois, us et coutumes du pays. Ce même principe sera également mis en pratique lors de l'inhumation des ressortissants de l'un des deux Etats, décédés sur le territoire de l'autre.

Article 8.

Il sera loisible aux deux parties contractantes d'établir des consuls, vice-consuls ou agents consulaires dans les territoires de l'autre. Mais aucun de ces agents ne pourra entrer en fonctions avant d'avoir reçu l'exequatur nécessaire du Gouvernement auprès duquel il est délégué.

Les consuls de chacune des deux parties contractantes jouiront, dans les territoires de l'autre, de tous les priviléges, exemptions et immunités qui sont ou qui pourront être accordés aux agents de même grade de la nation la plus favorisée.

Les archives consulaires et les chancelleries consulaires sont inviolables et elles ne peuvent être visitées par qui que ce soit. Le local servant de chancellerie ne pourra toutefois être affecté à d'autres usages, ni renfermer d'autres pièces, documents ou objets que ceux qui se rattachent directement aux fonctions consulaires.

Article 9.

Les deux Etats contractants s'engagent à traiter les ressortissants de l'autre Etat, dans tout ce qui touche à l'importation, l'entrepôt, le transit et l'exportation de tout article d'un commerce légal, sur le même pied que les citoyens du pays ou que les

für gottesdienstliche Zwecke bestimmten Orten, unter Beobachtung der Gesetze, Sitten und Gebräuche des Landes ausüben, schützen. Der gleiche Grundsatz soll auch Anwendung finden bei dem Begräbniss der Angehörigen des einen Staates, welche auf dem Gebiete des andern sterben.

Artikel 8.

Es steht den beiden kontrahirenden Theilen frei, in den Gebieten des andern Konsulate, Vizekonsulate oder Konsular-Agenturen zu errichten. Keiner dieser Agenten kann jedoch seine Funktionen ausüben, bevor er von der Regierung, bei welcher er bestallt ist, das erforderliche Exequatur erhalten hat.

Die Konsuln jedes des kontrahirenden Staaten geniessen in den Gebieten des andern Staates alle Begünstigungeu, Freiheiten und Immunitäten, welche daselbst den Agenten gleichen Ranges der meistbegünstigten Nation gewährt sind oder noch gewährt werden können.

Die Konsulatsarchive und Konsulatskanzleien sind unverletzlich und dürfen von Niemandem durchsucht werden. Das als Kanzlei dienende Lokal darf aber in keinem Falle zu andern Zwecken gebraucht werden oder andere Aktenstücke, Dokumente oder Gegenstände enthalten, als solche, welche zu den Konsularfunktionen in direkter Beziehung stehen.

Artikel 9.

Die beiden kontrahirenden Staaten verpflichten sich, die Angehörigen des andern Staates in Allem, was die Einfuhr, die Niederlage, den Transit und die Ausfuhr aller gesetzlich erlaubten Handelsartikel betrifft, auf dem gleichen Fusse zu behandeln,

ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 10.

Aucune des deux parties contractantes ne pourra exiger, pour l'importation, l'entrepôt, le transit ou l'exportation des produits du sol ou des manufactures de l'autre Etat, des droits plus élevés que ceux qui sont ou pourraient être imposés sur les mêmes articles provenant de tout autre pays étranger.

Article 11.

Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons et qui sont importés dans l'Etat Indépendant du Congo par des commis-voyageurs de maisons suisses, ou importés en Suisse par des commis-voyageurs de maisons de l'Etat Indépendant du Congo seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt.

Article 12.

Les deux parties contractantes s'engagent, pour le cas où l'une d'elles accorderait dorénavant à une troisième puissance quelque faveur en matière de commerce ou de douane, à étendre en même temps et de plein droit cette faveur à l'autre partie contractante.

Article 13.

Dans le cas où un différend s'élèverait entre les deux pays contractants et ne pourrait être arrangé amicalement par correspondance diplomatique entre les deux Gouvernements, ces derniers conviennent de

wie die Bürger des Landes oder die Angehörigen der meistbegünstigten Nation.

Artikel 10.

Keiner der beiden kontrahirenden Theile darf von der Einfuhr, der Niederlage, dem Transit oder der Ausfuhr der Boden- oder Gewerbserzeugnisse des andern Staates höhere Gebühren erheben als diejenigen, mit welchen die gleichen Artikel, die aus irgend einem andern Lande kommen, belegt sind oder noch belastet werden könnten.

Artikel 11.

Die dem Eingangszoll unterworfenen Artikel, welche als Muster dienen und die von Handelsreisenden schweizerischer Häuser in den Unabhängigen Congostaat eingeführt oder von Handelsreisenden für Häuser des Unabhängigen Congostaates in die Schweiz importirt werden, sollen beiderseits zeitweilige Zollfreiheit geniessen, unter Beobachtung der nöthigen Zollamtsformalitäten, um die Wiederausfuhr oder die Wiederabgabe in das Niederlagshaus zu sichern.

Artikel 12.

Die beiden kontrahirenden Theile verpflichten sich, im Fall einer von ihnen künftig einer dritten Macht in Handels- oder Zollsachen irgend welche Begünstigung gewähren sollte, diese Begünstigung gleichzeitig und ohne Weiteres auch auf den andern kontrahirenden Theil auszudehnen.

Artikel 13.

Für den Fall, dass ein Konflikt zwischen beiden kontrahirenden Ländern entstehen sollte, der auf freundschaftlichem Wege durch diplomatische Korrespondenz zwischen den beiden Regierungen nicht beigelegt

le soumettre au jugement d'un tribunal arbitral, dont ils s'engagent à respecter et à exécuter loyalement la décision.

Le tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacun des deux Etats en désignera un, choisi en dehors de ses nationaux et des habitants du pays. Les deux arbitres nommeront le troisième. S'ils ne peuvent s'entendre pour ce choix, le troisième arbitre sera nommé par un Gouvernement désigné par les deux arbitres ou, à défaut d'entente, par le sort.

Article 14.

Les ressortissants de chacun des Etats contractants jouiront sur le territoire de l'autre, en ce qui concerne le service militaire, des mêmes droits, priviléges et immunités que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 15.

Une convention spéciale sur l'extradition des malfaiteurs et l'exécution des commissions rogatoires sera conclue entre les parties contractantes. D'ici à l'entrée en vigueur de cette convention, la Suisse jouira dans l'Etat Indépendant du Congo, et celui-ci en Suisse, de tous les droits que ces hautes parties contractantes accordent ou accorderont en ces matières à un autre Etat non limitrophe. Il est en tout cas entendu que toute demande faite en ces matières par l'une des Parties à l'autre entraînera de plein droit la promesse de réciprocité.

werden könnte, sind die letztern übereingekommen, diesen Konflikt einem Schiedsgerichte zu unterstellen, und verpflichten sich, dessen Entscheid gewissenhaft zu achten und zu vollziehen.

Dieses Schiedsgericht wird aus drei Mitgliedern bestehen. Jeder der beiden Staaten ernennt ausserhalb den Angehörigen und Einwohnern seines Landes ein Mitglied. Diese beiden Schiedsrichter wählen das dritte Mitglied. Wenn sie über dessen Wahl sich nicht verständigen können, so wird der dritte Schiedsrichter von einer Regierung ernannt, die von den zwei andern Schiedsrichtern, oder bei mangelnder Uebereinstimmung, durch das Loos bezeichnet wird.

Artikel 14.

Die Angehörigen jedes der beiden kontrahirenden Staaten geniessen auf dem Gebiete des andern hinsichtlich des Militärdienstes die nämlichen Rechte, Vorrechte und Freiheiten, wie die Angehörigen der meistbegünstigten Nation.

Artikel 15.

Ueber die Auslieferung der Verbrecher und den Vollzug von Rogatorien wird zwischen den kontrahirenden Theilen eine besondere Uebereinkunft abgeschlossen werden. Bis zum Inkrafttreten dieser Uebereinkunft soll die Schweiz im Unabhängigen Congostaat und dieser letztere in der Schweiz alle Rechte geniessen, welche die kontrahirenden Theile einem andern, nicht angrenzenden Staate in diesen Beziehungen eingeräumt haben oder in Zukunft einräumen werden. Für alle Fälle gilt als vereinbart, dass jedes diesfällige Begehren, welches von dem einen Theile an den andern gestellt wird,

ohne Weiteres die Zusicherung der Gegenseitigkeit in sich schliesst.

Article 16.

Les stipulations du présent traité seront exécutoires dans les deux Etats dès le centième jour après l'échange des ratifications. Le traité restera en vigueur pendant dix ans, à dater du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des deux Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire de commun accord dans ce traité toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Artikel 16.

Die Stipulationen des gegenwärtigen Vertrages werden in beiden Staaten mit dem hundertsten Tage nach Auswechslung der Ratifikationen in Vollziehung gesetzt. Der Vertrag bleibt für den Zeitraum von zehn Jahren, vom Tage der Auswechslung der Ratifikationsurkunden an gerechnet, in Kraft. Falls keiner der kontrahirenden Theile zwölf Monate vor Ablauf des gedachten Zeitraums dem andern Theile seine Absicht, denselben aufzuheben, anzeigen sollte, so verbleibt der Vertrag in Kraft bis nach Ablauf eines Jahres von dem Tage an, wo der eine oder der andere der kontrahirenden Theile denselben gekündigt haben wird.

Die kontrahirenden Theile behalten sich die Befugniss vor, in beiderseitigem Einverständniss alle diejenigen Abänderungen am Vertrage vorzunehmen, die mit dessen Geist oder Grundsätzen nicht im Widerspruch stehen und deren Nützlichkeit sich durch die Erfahrung herausgestellt haben wird.

Article 17.

Ce traité sera soumis, de part et d'autre, à l'approbation et à la ratification des autorités compétentes respectives de chacune des Parties contractantes; les ratifications en seront échangées à Bruxelles dans douze mois, à dater d'aujourd'hui, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont, sous réserve des ratifications qui viennent d'être mentionnées, signé les articles ci-dessus et y ont apposé leur sceau.

Artikel 17.

Dieser Vertrag soll der Genehmigung und Ratifikation der kompetenten Behörden beider kontrahirenden Theile unterworfen und die Ratifikationen sollen in Brüssel innerhalb zwölf Monaten, vom gegenwärtigen Datum an, oder früher, wenn es möglich ist, ausgewechselt werden.

Zur Urkunde dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten, unter Vorbehalt der erwähnten Ratifikationen, die vorstehenden Artikel unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

Ainsi fait à Bruxelles, le seize novembre mil huit cent quatre-vingt-neuf.

(Sig.) *Alphonse Rivier.*
(Sig.) *Edm. Van Eetvelde.*

So geschehen in Brüssel, den 16. November 1889.

(Sig.) *Alphons Rivier.*
(Sig.) *Edm. Van Eetvelde.*

29.

ESPAGNE, RUSSIE.

Traité de commerce et de navigation; signé à Madrid le 20 juin/2 juillet 1887 *).

Archives Diplomatiques 1889.

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. le roi d'Espagne, et en son nom, pendant sa minorité, S. M. la Reine-régente du royaume, animés du désir de faciliter les relations commerciales et maritimes établies entre les deux Etats, ont résolu de conclure dans ce but un traité de commerce et de navigation et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Empereur de toutes les Russies:

Le prince sérénissime Michel Gortchacow, son conseiller privé et envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. la Reine-régente d'Espagne, grand d'Espagne, chevalier des ordres de Russie: de l'Aigle-Blanc, de Saint-Wladimir de la 2e classe, de Sainte-Anne de la 1re classe et Saint-Stanislas de la 1re classe; grand-croix de l'ordre de Charles III d'Espagne et de plusieurs autres ordres étrangers.

Et Léopold Mechelin, son sénateur et chef-adjoint du département des finances et du grand-duché de Finlande, chevalier des ordres de Russie: de Saint-Stanislas de la 1re classe, de Saint-Wladimir de la 3e classe et de Sainte-Anne de la 2e classe; commandeur de 1re classe de l'ordre de l'Etoile-Polaire de Suède;

Et S. M. le Roi d'Espagne, et, en son nom, S. M. la Reine-régente du royaume:

Don Segismundo Moret y Prendergast, son ministre d'Etat, grand-croix de l'ordre royal de Charles III et de plusieurs ordres étrangers;

Et Don José Gutierrez Agüera, sous-secrétaire du ministère d'Etat, grand-croix de l'ordre royal d'Isabelle la Catholique,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

---

*) Les ratifications ont été échangées à Madrid le 1/13 juin 1888.

Art. 1. — Les sujets et les bâtiments des hautes parties contractantes jouiront réciproquement d'une pleine et entière liberté de commerce et de navigation dans les villes, ports, rivières ou lieux quelconques des deux Etats et de leurs possessions, dont l'entrée est actuellement permise ou pourra l'être à l'avenir aux sujets et aux navires de toute autre nation étrangère.

Art. 2. — Les Russes en Espagne et les Espagnols en Russie pourront réciproquement, en se conformant aux lois du pays, entrer, voyager, résider ou s'établir en toute liberté dans quelque partie que ce soit des territoires et possessions respectifs pour y vaquer à leurs affaires et jouiront à cet effet pour leurs personnes et leurs biens de la même protection et sécurité que les nationaux.

Ils pourront exercer sur les deux territoires l'industrie, y faire le commerce, tant en gros qu'en détail, expédier et faire venir des marchandises ou des valeurs par voie de terre ou de mer, et recevoir des consignations de l'intérieur et de l'étranger, sans être assujettis, soit pour leurs personnes, soit pour leur commerce et leur industrie, à des taxes générales ou locales, ni à des droits, patentes, impôts ou obligations, de quelque nature qu'ils soient, autres ou plus onéreux que ceux qui sont ou pourront être établis pour leurs nationaux.

Ils auront droit dans leurs ventes et achats d'établir les prix des marchandises et des objets, quels qu'ils soient, tant importés que nationaux, soit qu'ils les vendent à l'intérieur du pays, soit qu'ils les destinent à l'exportation, sauf à se conformer aux lois et règlements du pays.

Ils auront la faculté de faire et d'administrer eux-mêmes leurs affaires ou de se faire suppléer par des personnes dûment autorisées, soit dans l'achat, soit dans la vente de leurs biens, effets ou marchandises.

Il est entendu, toutefois, que les stipulations qui précèdent ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière d'industrie, de commerce et de police en vigueur dans chacun des deux pays et applicables à tous les étrangers en général.

Art. 3. — Les Russes en Espagne et les Espagnols en Russie auront réciproquement un libre accès auprès des tribunaux de justice en se conformant aux lois du pays, tant pour réclamer que pour défendre leurs droits à tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils pourront employer dans toutes les instances des avocats, avoués et agents de toutes classes autorisés par les lois du pays et jouiront sous ce rapport des mêmes droits et avantages qui sont ou seront accordés aux nationaux.

Art. 4. — Les Russes en Espagne et les Espagnols en Russie auront pleine liberté, en observant les règles et formalités en vigueur, d'acquérir, de posséder, de louer et d'aliéner toutes espèces de propriétés sur les territoires et possessions respectifs, en tant que les lois du pays le permettent ou le permettront aux sujets de toute autre nation étrangère.

Ils pourront en faire l'acquisition et en disposer par vente, donation, échange, mariage, testament ou de quelque autre manière que ce soit et

retirer intégralement leurs capitaux du pays dans les mêmes conditions qui sont ou seront établies à l'égard des sujets de toute autre nation étrangère sans être assujettis à des taxes, impôts ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élévés que ceux qui sont ou seront établis pour les nationaux.

Ils pourront de même exporter librement le produit de la vente de leur propriété et leurs biens en général sans être assujettis à payer comme étrangers, à raison de l'exportation, des droits autres ou plus élevés que ceux que les nationaux auraient à acquitter en pareille circonstance.

Art. 5. — Les Russes en Espagne et les Espagnols en Russie seront soumis au payement des contributions, tant ordinaires qu'extraordinaires afférentes au biens immeubles qu'ils possèdent dans le pays de leur résidence et à la profession ou industrie qu'ils y exercent, conformément aux lois et aux règlements généraux des Etats respectifs.

Ils seront également soumis comme les nationaux aux charges et prestations en nature ainsi qu'aux impôts municipaux, urbains, provinciaux et départementaux auxquels ils pourraient être assujettis pour leurs biens meubles ou immeubles, leur profession ou industrie.

Toutefois ils seront dispensés de toutes charges et fonctions judiciaires ou municipales quelconques.

Art. 6. — Les navires russes chargés ou non chargés, ainsi que leur cargaison dans un port d'Espagne et réciproquement les navires espagnols chargés ou non chargés, ainsi que leur cargaison en Russie à leur arrivée, soit directement du pays d'origine, soit d'un autre pays et quel que soit le lieu de provenance ou la destination de la cargaison, jouiront sous tous les rapports à l'entrée, pendant leur séjour et à la sortie, du même traitement que les navires nationaux.

Aucun droit, taxe ou charge quelconque pesant sous quelque dénomination que ce soit sur la coque du navire, son pavillon ou sa cargaison, et perçu au nom et au profit du gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne sera imposé aux bâtiments de l'un des deux Etats dans les ports de l'autre à leur arrivée, durant leur séjour et à leur sortie, s'il n'était pas également et dans les mêmes conditions imposé aux navires nationaux.

Art. 7. — Les navires russes entrant dans un port d'Espagne et réciproquement les navires espagnols entrant dans un port de Russie qui n'y viendraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront naturellement être perçus qu'aux taux fixés pour la navigation nationale.

Art. 8. — Les capitaines et les patrons des bâtiments des deux pays se conformeront, pour ce qui concerne leur expédition et admission dans

les ports respectifs, aux ordonnances et règlements des douanes en vigueur dans chacun des deux pays.

Art. 9. — Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports de chacun des deux Etats:

1° Les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest.

2° Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, soit pour y déposer tout ou une partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits.

3° Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

En cas de relâche forcée, ne seront pas considérés comme opérations de commerce: le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. 10. — Tout navire de l'une des deux puissances qui sera forcé par le mauvais temps ou par un accident de mer à se réfugier dans un port de l'autre puissance aura la liberté de s'y radouber, de s'y pourvoir de tous les objets qui lui seront nécessaires et de se remettre en mer sans avoir à payer d'autres droits que ceux qui seraient acquittés en pareille circonstance par un bâtiment sous pavillon national.

En cas de naufrage ou d'échouement du navire, l'intervention des Autorités locales dans le sauvetage ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune espèce hors ceux que nécessiteraient les opérations de sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis en pareil cas les navires nationaux.

Les hautes parties contractantes conviennent en outre que les marchandises et effets sauvés ne seront sujets au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'ils ne soient destinés à la consommation intérieure.

Art. 11. — Seront respectivement considérés comme navires russes ou espagnols ceux qui, naviguant sous le pavillon de l'un des deux Etats, seront possédés et enregistrés selon les lois du pays et munis de titres et patentes régulièrement délivrés par les autorités compétentes.

Les hautes parties contractantes conviennent de régler d'un commun accord les conditions auxquelles les certificats de jauge respectifs seront résiproquement admis dans l'un et l'autre pays.

Art. 12. — En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement, dans les ports, rades, hâvres, bassins, fleuves, rivières ou canaux, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux dans l'un des deux Etats aucun privilège ni aucune fa-

veur qui ne le soit également aux navires de l'autre puissance; la volonté des hautes parties contractantes étant que sous ce rapport les bâtiments russes et les bâtiments espagnols soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 13. — Les dispositions du présent Traité ne sont point applicables à la navigation de côte ou cabotage, laquelle demeure exclusivement réservée dans chacun des deux pays au pavillon national.

Toutefois les navires russes et espagnols pourront, conformément aux conditions déterminées par le second paragraphe de l'art. 9, passer d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, soit pour y déposer tout ou une partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement.

Art. 14. — Chacune des deux hautes parties contractantes réserve pour ses nationaux exclusivement l'exercice de la pêche dans ses eaux territoriales et les stipulations du présent Traité ne sont point applicables à tout ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet.

Art. 15. — Les marchandises ou articles produits du sol ou de l'industrie de la Russie seront soumis à leur importation en Espagne aux droits établis pour les nations sans convention spéciale ou à ceux qui seront fixés dorénavant pour ces mêmes nations.

Les marchandises, les produits du sol ou de l'industrie de l'Espagne seront soumis en Russie aux droits d'entrée fixés actuellement ou qui seront fixés à l'avenir.

Il est convenu, cependant, que les importations de la Finlande en Espagne, ainsi que les importations de l'Espagne en Finlande, seront assujetties aux droits établis par les tarifs spéciaux et les notes y jointes insérées dans l'Annexe au présent Traité.

Art. 16. — Les produits de la Russie exportés pour l'Espagne seront assujettis aux droits du tarif actuellement en vigueur en Russie ou tels qu'ils pourraient l'être si ce tarif venait à être modifié.

Les produits de l'Espagne exportés pour la Russie payeront les droits que le tarif d'exportation de l'Espagne établit ou établira pour les nations sans convention spéciale.

Quant aux exportations de la Finlande en Espagne et de l'Espagne en Finlande, elles suivront le régime établi par l'Annexe jointe au présent Traité.

Art. 17. — Pour tout ce qui concerne le transit, l'entrepôt, la réexportation des marchandises et les formalités pour leur expédition douanière, les deux hautes parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 18. — Les marchandises de toute nature originaires de l'un des deux pays et importées dans l'autre ne pourront être assujetties à des droits d'accise ou de consommation supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale.

Art. 19. — Aucune prohibition à l'importation ou à l'exportation ne pourra être établie par l'une des hautes parties contractantes à l'égard de l'autre, qui ne soit en même temps applicable à toutes les autres nations étrangères, excepté, toutefois, les prohibitions on restrictions temporaires que l'un ou l'autre gouvernement jugerait nécessaire d'établir en ce qui concerne la contrebande de guerre ou pour des motifs sanitaires.

Art. 20. — Les sujets russes en Espagne et les sujets espagnols en Russie jouiront, en ce qui concerne les marques de marchandises ou de leur emballage et les marques de fabrique ou de commerce, de la même protection que les nationaux.

Art. 21. — Les stipulations du présent Traité seront applicables à tous les bâtiments naviguant sous pavillon russe sans distinction aucune entre la marine marchande russe proprement dite et celle qui est inscrite dans les ports du grand-duché de Finlande.

Art. 22. — Les articles précédents sont également applicables aux îles Baléares, aux Canaries et aux possessions espagnoles de la côte du Maroc, selon les règlements spéciaux de chacun de ces endroits.

Art. 23. — Les provinces espagnols d'outre-mer étant réglées par des lois spéciales, les stipulations du présent Traité ne leur seront appliquées que sous la réserve de cette législation.

En matière de commerce, d'industrie et de navigation, les Russes jouiront dans ces provinces du traitement que le régime spécial comporte ou comportera pour la nation la plus favorisée.

Il leur est également assuré la jouissance dans lesdites provinces d'outre-mer des droits, privilèges, immunités et autres faveurs quelconques qui sont ou seraient accordés aux ressortissants d'une tierce puissance.

Art. 24. — Le présent Traité restera en vigueur jusqu'au 18 (30) juin 1892. Dans le cas où aucune des hautes parties contractantes n'aura notifié douze mois avant ladite date son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes l'aura dénoncé.

Art. 25. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Madrid le plus tôt que faire se pourra et le Traité entrera immédiatement en vigueur.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Madrid, le vingt juin (deux juillet) de l'an de grâce mil huit cent quatre-vingt-sept.

(L. S.) Signé: ***M. Gortchacow.***
(L. S.) Signé: ***M. Mechelin.***
(L. S.) Signé: ***S. Moret.***
(L. S.) Signé: ***J. G. Agüera.***

Annexe.

Stipulations spéciales concernant le commerce entre la Finlande et l'Espagne.

Tarif A.

Droits à l'entrée en Finlande pour les objets d'origine espagnole.

Minerais de fer, liège non ouvré, sparte brute: exempts.

Sel commun (sel de cuisine, gros ou fin), hectolitre 0 marcs 25.

Liège ouvré, tel que bouchons, bondes, etc., 100 kilogr.: 36 m.

Huiles d'olives en fût, 100 kilog.: 18 m. 80; huiles d'olives en flacons, 100 kilogr.: 28 m.

Vin de raisin, de toute espèce, en cercles ou fûts, 100 kilogr.: 38 m.

Vin de raisin, de toute espèce, non mousseux, en bouteilles, la bouteille: 0 m. 50.

Tarif B.

Droits à l'entrée en Espagne pour les objets d'origine finlandaise.

No. 6 du tarif. Goudron: 100 kilogr., 0,41 pesetas.

10, Verre creux, commun ou ordinaire: 100 kilogr., 6,50 p.

12. Verre en feuilles: 100 kilogr., 16,04 p.

162. Papier continu, non collé et à demi collé pour l'imprimerie: 100 kilogr., 10 p.

163. Papier à écrire, à lithographier et à estamper: 100 kilogr., 27,50 p.

170. Papier brouillard, papier commun pour emballer les marchandises et papier à polir: 100 kilogr., 10,85 p.

172. Carton en feuilles: 100 kilogr., 6,95 p.

175. Bois ordinaire en planches, même coupées, rabotées, ou assemblées pour caisses ou pour parquets, madriers, poutres, traverses pour chemins de fer, bois rond et bois pour constructions navales: mètre cube, 2 p.

179. Objets de toute sorte en bois ordinaire, tournés ou non, peints ou vernis, baguettes à moulures, vernies ou préparées pour être dorées, et meubles de bois courbé, même peints ou vernis: 100 kilogr., 18,75 p.

185. Massette brute: 100 kilogr., 0,20 p.

235. Beurre: 100 kilogr., 52,50 p.

259. Eau-de-vie: hectolitre, 17,35 p.

Id., droit transitoire: hectolitre, 8,75 p.

Notes.

a. Les droits établis par les tarifs A et B seront appliqués, en Finlande et en Espagne respectivement, lorsque les objets énumérés dans lesdits tarifs sont importés directement.

b. L'importation directe a lieu lorsque les marchandises chargées dans un port du pays de provenance n'ont pas été transbordées en route.

c. Des certificats d'origine ne seront pas exigés pour la jouissance des droits établis par les tarifs A et B et par les notes a et b.

d. Les marchandises ou articles, produits du sol ou de l'industrie, qui ne sont pas compris dans les tarifs A et B, seront soumis à l'importation, soit de Finlande en Espagne, soit de l'Espagne en Finlande, aux tarifs généraux respectifs qui sont ou qui seront en vigueur. Il en sera de même pour les objets mentionnés dans les tarifs A et B quand ils n'arrivent pas directement du pays de provenance.

e. Toute faveur, tout privilège ou abaissement dans les tarifs des droits à l'importation des articles mentionnés dans les tarifs A et B qui seraient accordés, soit en Finlande, soit en Espagne, à une tierce puissance, seront appliqués, immédiatement et sans compensation, aux importations réciproques de l'Espagne et de la Finlande.

f. L'exportation de marchandises de la Finlande pour l'Espagne et de l'Espagne pour la Finlande se fera de part et d'autre selon les conditions établies pour les nations les plus favorisées.

(Signé) *M. Gortschakow.* (Signé) *S. Moret.*
(Signé) *L. Mechelin.* (Signé) *J. G. Agüera.*

Articles séparés.

Article premier. — Les relations commerciales de la Russie avec les royaumes de Suède et de Norvège et les Etats et pays limitrophes de l'Asie étant réglées par des stipulations spéciales concernant le commerce de frontière et indépendantes des règlements applicables au commerce étranger en général, les deux hautes parties contractantes conviennent que les dispositions spéciales contenues dans le Traité passé entre la Russie et la Suède et la Norvège le 26 avril (8 mai) 1838, ainsi que celles qui sont relatives au commerce avec les autres Etats et pays ci-dessus mentionnés, ne pourront dans aucun cas être invoqués pour modifier les relations de commerce et de navigation établies entre les deux hautes parties contractantes par le présent Traité.

Art. 2. — Il est également entendu que ne seront pas censés déroger au principe de réciprocité qui est la base du présent Traité, les franchises, immunités et privilèges mentionnés ci-après, savoir:

De la part de la Russie:

1°. La franchise dont jouissent les navires construits en Russie et appartenant à des sujets russes, lesquels pendant les trois premières années sont exempts des droits de navigation.

2°. La faculté accordée aux habitants de la côte du gouvernement d'Arkhangel d'importer en franchise ou moyennant des droits modérés dans les ports dudit gouvernement du poisson sec ou salé ainsi que certaines espèces de fourrures, et d'en exporter de la même manière des blés, cordes et cordages, du goudron et du ravendouc.

3°. Les immunités accordées en Russie à différentes compagnies de plaisance dites yacht-clubs.

4°. Le monopole sur quelque article que ce soit que le gouvernement impérial pourrait se réserver à l'avenir.

Et de la part de l'Espagne:

1°. Les immunités établies en faveur de la pêche maritime nationale.

2°. Le monopole sur le tabac ainsi que sur tout autre article que le gouvernement royal pourrait se réserver à l'avenir.

Art. 3. — Les présents articles séparés auront la même force et valeur que s'ils étaient insérés mot à mot dans le Traité de ce jour. Ils seront ratifiés et les ratifications en seront échangées en même temps.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs les ont signés et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Madrid, le vingt juin (deux juillet) de l'an de grâce mil huit cent quatre-vingt-sept.

Signé: *M. Gortschakow.* Signé: *S. Moret.*
Signé: *L. Mechelin.* Signé: *J. G. Agüera.*

30.

ETATS-UNIS, FRANCE.

Correspondance relative à la situation, au point de vue du service militaire, des français qui se font naturaliser aux États-unis, du 13 novembre 1884 au décembre 1888.

Archives Diplomatiques 1890.

M. Vignaud, chargé d'affaires des États-Unis, à M. Frelinghuysen.

Paris, 13 novembre 1884 (reçue le 28).

Monsieur,

Les citoyens américains d'origine française, qui n'ont pas satisfait en France à leurs devoirs militaires, sont fort étonnés, quand ils viennent visiter leur ancienne patrie, de se voir recherchés, malgré leur passeport américain et les papiers constatant leur nationalité, pour s'être soustraits au service militaire, et d'être en conséquence victimes de nombreux désagréments, quelquefois même d'un traitement brutal. Ils font immédiatement appel à la protection de la légation, et quand on leur apprend que l'action de celle-ci est en pareil cas très limitée et presque toujours subordonnée au bon vouloir des autorités françaises, ils se plaignent amère-

ment de ne pas être soutenus, alors qu'ils avaient lieu de supposer que leur nationalité acquise les garantirait contre des recherches de cette nature, et ils sont près d'accuser notre gouvernement de négligence coupable dans un de ces devoirs les plus sacrés — la protection de ces citoyens d'adoption, voyageant ou résidant à l'étranger.

Ces plaintes, quoique très naturelles dans ces circonstances, viennent d'une méprise sur les droits que les citoyens naturalisés peuvent légitimement réclamer de leur gouvernement d'adoption, et sur les devoirs que ce gouvernement assume vis-à-vis d'eux.

Dans le but d'éclairer ce sujet, je m'efforcerai d'établir ici les bases de la conduite du gouvernement français dans le cas dont il s'agit.

La nationalité d'origine en France n'est pas rattachée au lieu de la naissance, mais à la parenté; c'est un privilège acquis par héritage et transmis de la même manière. Tout français porte avec lui sa nationalité partout où il va, et il la transmet à ses enfants en quelque lieu qu'ils soient nés. L'enfant d'un français né à l'étranger est français; l'enfant d'un étranger né en France n'est pas français.

Ce principe entraîne certaines conséquences logiques. Quand la nationalité dépend du lieu de naissance, elle peut être facilement transférée; en choisissant une autre patrie, une personne se place dans les mêmes rapports envers son pays d'adoption qu'elle avait avec son pays natal.

L'expatriation dans ce cas conduit à un transfert d'allégeance. Mais quand la nationalité est conférée par le sang, l'expatriation n'entraîne pas nécessairement un changement d'allégeance, parce que les conditions originaires restent ce qu'elles étaient. Dans ce cas, chacun porte avec soi ce qui lui donne le caractère national; dans le cas précédent, il le laisse derrière soi.

Il n'est pas étonnant, par conséquent, que les pays soutenant comme la France, que l'indigénat de naissance est un privilège inhérent au sang, soient plus ou moins prévenus en faveur de la doctrine qui veut qu'une personne ne puisse pas répudier son caractère national de son propre mouvement, c'est-à-dire sans le consentement de son gouvernement. Telle a été la doctrine en France pendant bien des années, et quoiqu'elle ait maintenant perdu bien de sa rigidité dans sa portée pratique, elle est encore maintenant, en principe, appliquée dans une certaine mesure.

Aucune loi ne reconnaît à un français le droit de s'expatrier et de rejeter son allégeance. Il ne peut le faire légalement que s'il obtient le consentement de son gouvernement. Il peut perdre son caractère national, néanmoins, en faisant un certain nombre de choses qui sont décrites dans le code. Chercher ou accepter la naturalisation étrangère est une de ces choses. Un français d'origine qui transfère son allégeance à un autre pays fait un acte par lequel il dépouille tout droit à se réclamer de la nationalité française et pour lequel il peut souffrir plus ou moins. Contrairement à tout autre citoyen étranger, par exemple, il ne peut résider en France sans l'autorisation du gouvernement français. De même, à la différence de toute autre citoyen étranger, il ne peut porter les armes contre la France sans encourir la peine de mort.

Un français naturalisé à l'étranger sans le consentement de son gouvernement ou avec son consentement, cesse par conséquent d'être français. Cela ne peut être mis en doute. Mais les conséquences de cet acte peuvent être toutes différentes pour lui dans les deux cas. S'il s'est assuré de la permission de changer son allégeance, rien ne lui est réclamé quand il rentre en France; s'il ne l'a pas fait, trois choses peuvent lui arriver:

1°. La validité de la naturalisation peut être contestée dans ses rapports avec la loi française et dans les effets qu'elle peut produire en France.

Ainsi, le changement de nationalité doit avoir eu lieu par l'action libre de la partie qui prétend avoir fait le changement. S'il résulte de l'annexion ou de la conquête d'un territoire, il peut être annulé. De même, si la naturalisation a été conférée à un mineur ou à une femme mariée n'ayant pas l'autorisation de son mari. «Si le fait d'acquérir une autre nationalité, dit la Cour de Lyon (arrêt du 19 octobre 1855), est soumis aux lois du pays où cette nationalité est obtenue, la perte de la nationalité première ne dépend que du pays auquel appartient la partie naturalisée.«

2°. La naturalisation, quoique tenue pour valable en France, peut cependant être déclarée inefficace à certains points de vue spéciaux, ce qui arrive quand le changement de nationalité a été cherché et obtenu dans le but d'échapper à l'application d'une loi. Dans ce cas, la naturalisation ne tiendrait pas contre cette loi particulière. »La naturalisation recherchée exclusivement dans le but de violer une loi française, dit le Tribunal de la Seine en 1877, ne prévaut pas contre les intérêts d'ordre public et privé, que cette même loi est faite pour protéger.« Mais elle tient dans toute autre circonstance. Par exemple, un Français ayant profité de l'extraordinaire facilité que donnent les lois suisses de naturalisation pour devenir citoyen suisse, sans même quitter la France, dans le but évident d'obtenir un divorce, le Tribunal a décidé que sa naturalisation ne serait pas reconnue, en tant qu'elle l'autorisait à divorcer préalablement, quoi qu'elle fût bonne pour tout autre but.

3°. La naturalisation peut être regardée en France comme parfaitement valable, mais seulement à partir du moment où elle a été légalement obtenue, et sans aucun effet rétroactif. Ainsi, un français qui se fait naturaliser au loin, est regardé comme étranger, mais doit rendre compte de s'être soustrait aux lois militaires de France, parce que cette atteinte à la loi a nécessairement précédé le changement de nationalité, lequel, d'après la théorie française, ne doit pas être reconnu s'il est fait avant la majorité.

Ayant ainsi brièvement expliqué les principes et la théorie de la législation française, en ce qui concerne le changement d'allégeance de citoyens français, j'établirai maintenant ce qu'est la pratique dans des cas semblables.

Le fils de tout français est inscrit, à son lieu de naissance, s'il est né en France, ou au lieu de résidence de sa famille, s'il est né à l'étranger, comme passible du service militaire. Cet enregistrement forme dans

chaque commune une liste de recrutement, dressée tous les ans par le maire, qui l'envoie ensuite à la préfecture du département où elle forme avec toutes les autres listes semblables une liste générale, comprenant tous les hommes appartenant au département, nés vingt ans auparavant. Le moment venu, chaque personne inscrite sur cette liste est appelée à se présenter à un endroit désigné. Si elle réside à l'étranger, cette convocation lui est envoyée par son consul ou par ses parents et amis résidant en France. Si elle manque de se rendre à l'appel, elle est considérée comme coupable du délit particulier connu dans la loi française sous le nom de »délit d'insoumission«, son nom et son signalement sont donnés à la police avec ordre de l'arrêter partout où elle la trouvera.

Un français naturalisé à l'étranger est certain d'être arrêté quand il vient en France, si son nom est inscrit sur la liste de recrutement de sa commune ou de son département, et il est certain d'être signalé à cet effet, s'il n'a pas fait son service militaire, ou s'il n'a pas été régulièrement exempté de ce service pour quelque cause particulière. S'il n'oppose pas de résistance, il est généralement traité doucement, autrement on lui met les menottes et il est traité rudement. La police le met entre les mains des autorités militaires du département, où on l'accuse d'être un insoumis et où un conseil de guerre procède à le juger de ce chef. Il fait valoir qu'il a renoncé à sa nationalité d'origine, qu'il est maintenant un étranger, — généralement un citoyen américain ou suisse, — que comme tel, il n'est pas soumis au service militaire en France. A cette défense, le conseil de guerre répond d'ordinaire qu'il n'est pas compétent pour se prononcer sur des questions de nationalité, que ces questions appartiennent à la juridiction civile, à laquelle l'inculpé doit recourir, et il suspend son action jusqu'à ce qu'il soit informé du résultat de ce recours. Pendant la durée de l'instance civile, l'inculpé est, en règle, laissé provisoirement en liberté. S'il est emprisonné et que le fait soit porté à la connaissance de la légation, une requête adressée au ministère des affaires étrangères, au ministère de la guerre, ou au général-commandant le département, s'il y a urgence, fait généralement qu'il est relâché sur parole.

Le cas est porté devant le tribunal civil par une sommation faite au préfet du département qui est responsable de la préparation de la liste de recrutement, d'avoir à rayer de cette liste le nom de l'inculpé. Les preuves documentaires nécessaires sont un passeport américain et un certificat de naturalisation accompagné d'un certificat en français de la légation américaine à Paris, donnant le contenu des papiers de naturalisation, et garantissant leur authenticité. Si le demandeur est par hasard né aux Etats-Unis, il doit aussi produire un acte constatant sa naissance, écrit en français ou traduit par un traducteur juré et dûment légalisé, soit par le consul français aux Etats-Unis, soit par notre légation.

Si son père a acquis la nationalité américaine, il est très bon qu'il produise en outre un certificat de la naturalisation de son père.

Sur la production de ces preuves, les tribunaux français rendent un jugement, déclarant que le demandeur, ayant cessé d'être citoyen français,

ne peut pas être tenu de faire son service militaire dans l'armée française, qui, en vertu de la loi, est entièrement composée de Français. Le demandeur retourne alors au conseil de guerre où son nom est définitivement rayé des cadres militaires. Le conseil le juge néanmoins pour le délit d'insoumission commis avant qu'il ait pu légalement répudier son allégeance d'origine. Si trois années se sont écoulées depuis le jour où il a été complètement naturalisé, il bénéficie de la prescription et il est renvoyé de l'accusation. S'il n'y a pas trois ans depuis la naturalisation, il tombe sous le coup de la loi punissant l'insoumission, et il est condamné à une amende où à quelques semaines ou mois de prison, peut-être aux deux, suivant les circonstances.

Si le prévenu n'a résidé que quelques années à l'étranger, s'il n'a retiré ses papiers de naturalisation que peu de temps avant de revenir à sou pays natal; si, enfin, il paraît avoir quitté la France et renoncé à sa nationalité d'origine, dans le seul but d'éviter le service militaire, la sentence est aussi sévère qu'elle peut l'être. Si, au contraire, le prévenu a habité longtemps l'étranger, s'il y a des raisons de croire qu'il s'est réellement expatrié et est devenu de bonne foi, et avec de bonnes intentions, citoyen d'un autre pays, la condamnation est aussi légère que possible; parfois il n'y en a pas du tout et le défendeur est renvoyé des fins de la plainte sans amende ni prison.

Qu'il soit ou non puni, le prévenu, une fois relâché par les autorités militaires, n'est pas au bout de ses ennuis. Il a maintenant affaire aux autorités civiles qui, dans leurs procédés vis-à-vis de lui, sont guidées par les mêmes sentiments que les conseils de guerre. Si on pense qu'il est citoyen étranger bona fide, on ne s'occupe pas de lui; si on le soupçonne d'avoir acquis la naturalisation étrangère pour échapper au service militaire, il est aussitôt expulsé de France.

Je dois dire que, neuf fois sur dix, un arrêté d'expulsion attend le Français naturalisé à l'étranger qui se risque à rentrer en France avant d'avoir fait son service militaire. L'intervention de la légation en pareil cas est inutile. Le gouvernement français est très susceptible sur ce point, et ne veut écouter aucune requête tendant à permettre à quelqu'un qui a évité le service militaire, en se mettant sous la protection d'un drapeau étranger, de venir sans être inquiété en France et de sembler défier la loi militaire française au milieu de ceux qui sont rigoureusement tenus de lui obéir. Nous avons parfois obtenu un court prolongement du délai donné pour quitter la France. Nous n'avons jamais obtenu la révocation d'un ordre d'expulsion donné dans ces circonstances. Je peux citer comme exemple le cas de Lacazette.

Lacazette était un citoyen américain d'origine française, qui après avoir obtenu la radiation de son nom de la liste de recrutement française, reçut l'ordre de quitter la France avant une date fixée. Lacazette étant en mauvaise santé, M. Morton demanda à sa requête, qu'il lui fût permis de retarder son départ de cinq mois; le gouvernement français répondit que la demande ne pouvait pas être accordée, parce qu'il y avait des objections à la présence de Lacazette dans son pays d'origine (V. l'annexe I).

Dans l'espoir d'éviter à quelques-uns de nos concitoyens d'origine française l'ennui, les frais, l'humiliation d'avoir à paraître devant les conseils de guerre et les tribunaux civils pour établir leurs droits, nous avons tenté dans plusieurs cas de notifier au gouvernement français, que des individus nés aux Etats-Unis, ou y ayant été naturalisés, étaient citoyens américains, et demandé que leurs noms fussent rayés des cadres militaires français; mais le gouvernement français refuse d'accepter de telles notifications, et répond invariablement que ceux qui sont revendiqués par la France comme citoyens nés Français ne peuvent être libérés des obligations militaires qui leur sont imposées qu'en obtenant du Gouvernement français l'autorisation de changer de nationalité, ou en obtenant d'un tribunal français un jugement déclarant qu'ils ont perdu leur nationalité.

Deux cas récents, ceux d'Aubry et de Jacob, sont deux exemples probants de l'attitude prise par le Gouvernement français, quand on lui adresse des demandes de la nature de celles dont nous venons de parler. Aubry était un jeune Français naturalisé à New-York en 1882. M. Morton envoya au Ministre des Affaires Etrangères un duplicata de son certificat de naturalisation, en demandant qu'il fût communiqué aux autorités militaires, de manière à ce qu'il ne fût pas inquiété par elles. M. Challemel-Lacour renvoya le certificat avec la simple mention que, Aubry n'ayant pas demandé l'autorisation de changer de nationalité, le ministère de la guerre ne pouvait pas rayer son nom des contrôles militaires français (V. annexe 2).

Le cas de Jacob, un des plus extraordinaires dont on se souvienne dans cette légation, est encore plus frappant.

Jacob était né citoyen Américain, mais son père était Français au moment de sa naissance. Etant venu en France, il fut incorporé dans l'armée. La légation fit des observations et demanda qu'il fût libéré. Le gouvernement français répondit qu'il n'avait aucune autorité pour le faire, qu'en France toutes les questions de nationalité devaient être réglées par les tribunaux, et que Jacob n'avait d'autre ressource que d'en appeler à leur décision. Il ne le fit pas, et après avoir fait son temps de service, il retourna en Amérique, s'adressa au Département, pour prendre des mesures afin de faire rayer définitivement son nom des contrôles de l'armée française. Le Gouvernement français refusa de le faire, se basant sur ce que Jacob, étant fils d'un Français, était également Français, quoique né aux Etats-Unis, ne pouvait en conséquence être libéré de ses obligations militaires envers la France que si un jugement d'un tribunal déclarait qu'il avait perdu son caractère français, ou que s'il acquérait la nationalité américaine, après avoir obtenu de la France la permission de le faire, permission que le ministre de la guerre était prêt à donner. (V. la note de M. Waddington au général Noyes, annexe à la dépêche de M. Morton, n° 494, une note de M. Ferry à M. Morton, dépêche n° 555 imprimée dans les »Foreign Relations« 1884, p. 139—148).

En fait, la légation est impuissante pendant tout le cours des procédures dirigées contre un citoyen naturalisé américain, d'origine française, qui ne s'est pas soumis aux lois militaires françaises. Nous ne pouvons

l'empêcher d'être arrêté à son arrivée en France; nous ne pouvons empêcher son procès pour insoumission; nous ne pouvons empêcher qu'il soit puni d'amende et d'emprisonnement, et finalement nous ne pouvons empêcher son expulsion.

Presque la seule chose que nous puissions faire est de veiller à ce que, sous aucun prétexte, un citoyen américain ne puisse être obligé à faire un service militaire dans l'armée française; mais ceci est une chose qui se présente rarement, parce qu'elle est contraire à la loi française.

Y a-t-il un remède à cet état de choses? J'ai peur que non, parce que je ne crois pas que le Gouvernement français consente à conclure un arrangement ou en vienne à une entente formelle dont les dispositions contiendraient des indications précises sur ce que les Français désireux de se soustraire au service militaire en France, ont à faire pour atteindre leur but. L'incertitude actuelle fait naître des craintes qui empêchent beaucoup de personnes de recourir à un changement d'allégeance pour éviter le service militaire. Quelque chose devrait néanmoins être tenté pour protéger les citoyens américains d'origine française contre les vexations auxquelles ils sont exposés quand ils reviennent en France. La règle posée par le Gouvernement français qu'en France il n'appartient qu'aux tribunaux de trancher les questions de statut personnel et par conséquent de nationalité, est incontestablement juste en principe; mais elle ne semble pas pouvoir être maintenue, quand la question à résoudre est de savoir si le service militaire est dû ou non.

Les tribunaux sont institués pour trancher des questions douteuses ou contestées. Quand le Gouvernement des Etats-Unis déclare qu'un homme est citoyen américain, la question est tranchée; en le revendiquant, nous donnons au gouvernement francais la meilleure de toutes les preuves de sa nationalité étrangère. En pareil cas, il ne reste rien d'incertain, rien qui puisse être contesté; rien sur quoi un tribunal ait à se prononcer. Si le gouvernement français prétendait que des naturalisations de ce genre, quoique valables à l'étranger, ne sauraient être reconnues en France, le cas serait différent car il y aurait un but en soumettant ces naturalisations aux tribunaux; mais aucun droit de ce genre n'est revendiqué, ne peut être revendiqué, parce que le Français qui déclare qu'il est devenu citoyen d'un autre pays, et qui est reconnu comme tel par ce pays, est, aux yeux mêmes de la loi française, un étranger. La formalité qui consiste à obliger ceux qui réclament l'exemption du service militaire, à prouver leur nationalité étrangère devant un tribunal, est par conséquent une formalité inutile et vide de sens.

Le Gouvernement français n'a pas besoin du jugement d'un tribunal pour exempter du service militaire le Français qui rejette son allégeance d'origine. La loi dit que le Français qui a commis cet acte, n'est plus apte à faire son service militaire. Le devoir du Gouvernement est évidemment de veiller à ce que la loi soit exécutée et, quand il le veut, il le fait. Les maires des communes où les listes locales de recrutement sont préparées, le préfét du département où ces listes sont réunies en une seule, le général commandant auquel cette liste définitive est envoyée

et le ministre de la guerre, ont chacun l'autorité et le pouvoir de rayer les noms de ceux qui sont impropres au service militaire. Sans aller plus loin que cette légation, je trouve la preuve de l'exercice de ce pouvoir. En 1883, un Français d'origine, M. John B. Faichat, qui avait acquis la nationalité américaine, vint en France où il fut arrêté et mis en prison pendant quelques jours. Au reçu de la preuve de sa nationalité américaine, le général commandant le département donna ordre de le libérer, et il fut relâché sans avoir à paraître devant aucun tribunal. (V. la dépêche, n° 561, de M. Morton, imprimée aux »Foreign Relations« 1884, p. 174).

Demanderions-nous au Gouvernement français de dispenser de ces formalités gênantes, coûteuses et inutiles, qui veulent qu'on en appelle aux tribunaux pour établir la nationalité d'Américains d'origine française, qui est déjà établie aussi bien qu'elle peut l'être par leurs papiers? Nous ne demanderions rien de contraire aux lois existantes, ou rien que le Gouvernement français n'ait pas déjà occasionnellement accordé. Ceci est si vrai que, en 1866, M. Drouyn de Lhuys a lui-même suggéré à M. Bigelow qu'un Français naturalisé aux Etats-Unis, passible du service militaire en France, devrait s'adresser immédiatement au maire de l'endroit où il était inscrit sur les listes de recrutement et demander, après avoir produit la preuve de sa naturalisation, que son nom en fût rayé. (V. »Diplomatic Correspondance«, 1886, 1re Partie, p. 301).

Comme le Gouvernement français ne peut pas appliquer la loi punissant »l'insoumission ou la désobéissance« à ceux qui sont naturalisés depuis plus de trois ans, parce qu'ils sont protégés par la prescription, et comme il ne renoncera certainement pas à l'application de cette loi, toutes les fois que cela sera possible, nous pourrions demander que ceux là seulement qui sont évidemment couverts par la prescription, fussent affranchis de l'obligation de recourir aux tribunaux pour éviter le service militaire.

Pour arriver à ce but, un certificat, quelque peu semblable à celui délivré par le Gouvernement Britannique à ses sujets nés en France (V. annexe 3), pourrait être donné, soit par le ministère, soit par la légation, aux Américains d'origine française le demandant, qui sont naturalisés depuis au moins trois ans. Le certificat établirait ce fait et les maires et préfets seraient invités, comme ils le sont maintenant en ce qui concerne les sujets anglais, nés en France, à ne pas inscrire sur les listes de recrutement, ou à rayer de ces listes les noms de ceux qui produiraient ce certificat.

Je n'ai aucune raison de croire que le Gouvernement français consentirait à cet arrangement; je crains même qu'il ne le veuille pas, mais comme c'est un arrangement loyal et raisonnable, et comme cela délivrerait beaucoup de nos concitoyens d'adoption d'ennuis inutiles, je crois qu'il devrait être proposé et si le ministère autorise la légation à tenter un effort dans cette direction, je ne doute pas que M. Morton ne le fasse volontiers.

Pour le moment, je me résous à proposer que des citoyens américains naturalisés d'origine française, qui n'ont pas satisfait aux lois mili-

taires de France, devraient être prévenus d'une manière quelconque des difficultés et des vexations qui les attendent dans leur mère-partie, s'ils viennent à y retourner, et informés des démarches à faire pour éviter ou diminuer ces difficultés.

Croyant que cette dépêche peut être utile en ce sens, et m'excusant pour sa longueur inusitée,

J'ai, etc. *Henry Vignaud.*

Annexe I.

M. de Freycinet à M. Morton.

Paris, le 5 juin 1882.

Monsieur,

Le 10 avril dernier, j'ai eu l'honneur de recevoir une lettre de vous, au sujet de Eugène Lacazette, citoyen américain naturalisé qui, comme tel, après avoir obtenu la radiation de son nom de la liste de recrutement, a reçu l'ordre de quitter la France avant le 17 juillet. Ce jeune homme exprimait le désir d'être autorisé, pour raison de santé, à retarder son départ de cinq mois.

J'ai promptement communiqué cette requête au ministre de l'intérieur. Après une enquête minutieuse, M. René Goblet m'a informé que, en raison des circonstances qui ont marqué la libération de M. Lacazette et des inconvénients qu'entraînait sa présence dans son pays d'origine, il ne paraissait pas possible de l'autoriser à demeurer sur le territoire pour un terme plus éloigné que celui qui lui était assigné.

Je ne puis que vous exprimer, en ce qui me concerne, mes regrets de ne pouvoir déférer aux recommandations que vous m'avez envoyées avec la pétition de la partie intéressée.

Veuillez accepter, etc. *de Freycinet.*

Annexe II.

M. Billot à M. Morton.

Paris, 7 juin 1884.

Monsieur,

Le 1er octobre dernier, vous avez fait parvenir à M. Challemel-Lacour, pour être transmis aux autorités militaires, le duplicata de l'acte ci-inclus de la Cour suprême de New-York; daté du 17 juillet 1882, accordant la naturalisation américaine à M. Julien Aubry, né le 3 février 1856, à Cirey (Meurthe-et-Moselle), jeune soldat de la classe 1876.

Le ministre de la guerre, auquel mon prédécesseur n'a pas manqué de transmettre ce document, m'informe que, ainsi qu'il résulte des renseignements obtenus du garde des sceaux, M. Aubry n'a adressé au ministre de la justice aucune demande pour être autorisé à acquérir une nationalité étrangère.

Dans ces circonstances, sa radiation des listes de notre armée ne peut être accordée. Néanmoins, ce soldat ayant fait son temps de service, dans

le cas où il ferait maintenant une semblable demande au ministre de la justice, avec le désir de régulariser sa situation, le ministre de la guerre serait disposé à l'appuyer d'une manière favorable.

Je me hâte de vous en informer.

Recevez, etc. *Billot.*

Annexe III.

Certificat délivré aux sujets anglais nés en France d'un père qui y est également né.

Je certifie par ceci, que A. B. m'a prouvé: primo, que sa nationalité d'origine est celle de sujet anglais de naissance, son grand-père paternel, C. D., ayant été citoyen anglais de naissance; secundo, que le dit A. B. conserve encore cette nationalité.

Signé par un des secrétaires d'Etat.

Signature légalisée par le représentant diplomatique ou consulaire Français.

M. Palmer à M. Bayard.

Pleasanton, comté d'Alameda (Californie)
12 octobre 1886 (reçue le 21 octobre).

Monsieur,

Un nommé Jean Arbios, originaire de France, vint en Amérique avant 1877, laissant, derrière lui en France, un fils mineur, appelé Jean-Pierre Arbios. Jean Arbios, le père, fut naturalisé le 16 mai 1882. Son fils, Jean-Pierre Arbios, vint à San-Francisco (Californie), le 29 octobre 1881 et y resta jusqu'au 16 juillet 1885, époque à laquelle il retourna en France et fut immédiatement incorporé dans le service militaire de la République. Comme il résulte des faits ci-dessus, le fils résidait aux Etats-Unis au moment de la naturalisation du père et était à cette époque, âgé de moins de vingt et un ans, ledit Jean-Pierre Arbios étant né dans la commune d'Eysus (département des Basses-Pyrénées), le 18 juillet 1863. Il était par conséquent, quand son père fut naturalisé (le 16 mai 1882), âgé de moins de vingt ans, et il est citoyen des Etats-Unis, d'après la section 2172 des »Statuts révisés.«

Sa situation présente, telle que la décrit son père, en français, est: »Jean-Pierre Arbios, soldat au 100e de ligne, 1re compagnie, 4e bataillon, département des Landes, République de France.«

Comme ledit Jean-Pierre Arbios a évidemment changé de patrie, son père désire qu'il soit déchargé du service militaire de France, de manière à ce qu'il puisse retourner aux Etats-Unis comme il le désire.

Voulez-vous adresser la demande convenable au Gouvernement français? Si vous avez besoin d'autres preuves, veuillez me faire savoir ce qui sera nécessaire en dehors de la copie certifiée du certificat de naturalisation du père que j'inclus ici.

Respectueusement votre,

J.-R. Palmer,
Avocat de Jean Arbios, Pleasanton, comté d'Alameda (Californie).

M. Bayard à M. Mac Lane.

Ministère d'Etat. Washington, le 25 octobre 1886.

Monsieur,

Je vous transmets ci-inclus la demande de M. Jean Arbios, citoyen Américain, Français de naissance, pour la libération de son fils, Jean-Pierre Arbios, de l'armée Française. Il apparaît que le père a été naturalisé le 16 mai 1882, époque où son fils, qui habitait alors les Etats-Unis, n'avait pas tout-à-fait vingt ans, étant né le 18 juillet 1863. Le fils a continué de demeurer en ce pays jusqu'au 16 juillet 1885, époque à laquelle il rentra en France et fut immédiatement incorporé dans l'armée française. Comme le fils, M. Jean-Pierre Arbios, est incontestablement citoyen américain, d'après la section 2172 des »Statuts révisés«, je vous serais reconnaissant d'appeler sur ce cas l'attention du ministère des affaires étrangères et de demander que les autorités compétentes reçoivent comme instruction de le libérer du service militaire Français.

Je suis, etc. *T.-F. Bayard.*

M. Bayard à M. Palmer.

Ministère d'Etat. Washington, le 25 octobre 1886.

Monsieur,

Votre lettre du 12 courant, concernant la demande de M. Jean Arbios pour la libération de son fils de l'armée française, a été reçue.

Copie de votre lettre a été communiquée à M. Mac Lane, notre ministre à Paris, avec instruction d'attirer l'attention du Gouvernement français sur ce cas et d'obtenir du service militaire de France l'élargissement du jeune homme.

Comme il est possible que des preuves de l'âge de M. Jean-Pierre Arbios et des autres faits de la cause soient demandées, je vous serais reconnaissant de me les fournir sous la forme d'un affidavit aussitôt que possible.

Je suis, etc. *T.-F. Bayard.*

M. Mac Lane à M. Bayard.

Légation des Etats-Unis. Paris, le 11 novembre 1886
(reçue le 23 novembre).

Monsieur,

Votre dépêche du 25 octobre me priant de demander la libération de l'armée Française de Pierre Arbios, Français de naissance, qui a acquis la nationalité américaine par la naturalisation de son père, a été reçue et vos instructions ont été exécutées. Il est évident pour moi, néanmoins, que la demande ne sera pas accordée. Les lois de la France et sa politique bien définie par rapport à la nationalité Française empêchent d'espérer que, dans cette occassion, son Gouvernement se départira de son principe habituel. Ce qu'est ce principe exactement, et sur quel terrain il est basé est parfaitement expliqué dans la dépêche de M. Vignaud, du

13 novembre 1884, à laquelle je vous renvoie, comme étant un exposé très exact et très soigné de tout le sujet. J'ajouterai seulement que des cas similaires à l'un de ceux pris en considération ont été l'occassion de controverses longues et irritantes entre les Gouvernements Français et Suisse et que le premier n'a jamais adhéré au principe que des enfants mineurs pouvaient perdre leur caractère national par la naturalisation de leurs pères, même quand ces enfants étaient nés dans le pays où leurs pères avaient été naturalisés. Le gouvernement suisse se rallia aux vues françaises sur la question, et en 1879, il conclut avec la France une Convention qui établit que les enfants mineurs de français naturalisés citoyens suisses, seraient considérés comme français à moins qu'ils ne choisissent la nationalité suisse dans l'année suivant leur majorité. A défaut de cette option, qui, comme vous l'observerez, ne peut avoir lieu que pendant un temps donné, ils ont à demeurer français, qu'ils soient nés en Suisse ou ailleurs.

Des cas de ce genre qui sont fréquents en Suisse, ont rarement lieu avec nous. Il n'y a par conséquent aucune raison de chercher avec la France un arrangement similaire à celui qui a été conclu avec le gouvernement suisse, même si nous étions prêts à admettre qu'un sujet né américain pourrait être légalement revendiqué par un gouvernement étranger, ce que, je pense, aucun gouvernement n'admettra jamais.

Quoi qu'il en soit, un arrangement pourrait être fait avec la France pour protéger nos concitoyens d'origine française contre les vexations auxquelles ils sont sujets en visitant leur mère-patrie. L'expérience de cette légation montre que le gouvernement français fait une distinction entre ceux qui ont renoncé à leur nationalité pour éviter le service militaire en France, et ceux qui ont acquis de bonne foi la nationalité américaine. Ces derniers sont ordinairement traités avec plus de douceur que les autres et peut-être pourraient-ils être dispensés complètement de la procédure ennuyeuse et coûteuse expliquée tout au long par la dépêche de M. Vignaud, d'entamer une action civile devant un Tribunal français et de comparaître devant un conseil de guerre pour établir leur nationalité américaine, et pour voir leur nom rayé des contrôles militaires français.

Un nouvel examen de la dépêche de M. Vignaud m'a donné le désir de faire un tel effort, s'il a votre approbation.

J'ai, etc. *Robert-M. Mac-Lane.*

M. Palmer à M. Bayard.

Pleasanton, le 4 décembre 1886 (reçue le 13 décembre).

Cher Monsieur,

J'inclus l'affidavit demandé par votre lettre du 25 octobre dernier, accompagné d'une copie de l'acte de naissance de Jean-Pierre Arbios, pièces qui, j'espère, seront suffisantes.

Respectueusement vôtre, *J.-R. Palmer.*

Etats-Unis de l'Amérique du Nord. | Etat de Californie, comté d'Alameda.

Le 4 décembre 1886, devant moi, John R. Palmer, notaire public dans et pour ledit comté d'Alameda, dûment commissioné et assermenté, et agissant comme tel, a paru Jean Arbios, de moi bien connu pour être la personne qu'il se dit être, lequel ayant d'abord dûment prêté serment d'après la loi entre mes mains, dépose et dit qu'il est né dans la commune d'Eysus, département des Basses-Pyrénées, le 4 juillet 1832; qu'il est venu aux Etats-Unis, débarquant à San-Francisco (Californie), le 9 mars 1864; qu'il est devenu citoyen des Etats-Unis par naturalisation, le 16 mai 1882; qu'à la date de sa naturalisation, son fils, Jean-Pierre Arbios, résidait avec lui à sa résidence dans le comté d'Alameda, Etat de Californie, et était à cette époque âgé de moins de vingt-un ans, étant né dans la commune d'Eysus, département des Basses-Pyrénées, le 18 juillet 1863: que l'âge dudit Jean-Pierre apparaîtra plus clairement de l'acte d'enregistrement de sa naissance, dûment certifié, ci-annexé.

Que, quand l'attestant a quitté la France pour l'Amérique, il a laissé son dit fils en France, et son fils est venu ensuite à San-Francisco le 22 octobre 1881, et est resté avec l'attestant, son père, jusqu'au 16 juillet 1885, époque à laquelle il est retourné en France et a été enrôlé dans le service militaire de cette République; que l'attestant estime que son dit fils est citoyen des Etats-Unis d'Amérique et a par conséquent droit à sa libération dudit service; que la visite de son dit fils en France en 1885 était d'une nature purement temporaire; il entendait en effet retourner en Amérique aussitôt que les affaires de l'attestant, à lui confiées, seraient achevées. Et l'attestant n'a rien ajouté d'autre.

Jean Arbios.

Signé et serment prêté devant moi ce 4 décembre 1886.

(Sceau). *John R. Palmer.*
Notaire public.

Suit l'extrait du registre de l'Etat-civil de la commune d'Eysus — naissances de 1863. — (Il constate que Jean-Pierre Arbios est né le 18 juillet 1863).

M. Bayard à M. Mac Lane.

Ministère d'Etat. Washington, le 30 avril 1887.

Monsieur,

J'ai reçu votre lettre du 14 courant contenant une réponse du ministère des affaires étrangères, disant que le nom de Jean-Pierre Arbios ne pouvait pas être rayé des listes militaires, avant la production par lui d'un jugement des tribunaux civils reconnaissant sa nationalité étrangère. Je remarque de même que vous déclarez qu'un recours dans ce but à la justice serait inutile, parce que dans tous les cas de ce genre portés à la connaissance de votre légation, les tribunaux français ont décidé que le fils mineur d'un Français ne peut pas perdre sa nationalité d'origine par le

fait de son père, et vous vous référez aux dépêches, n[os] 494 et 555, de M. Morton concernant A. P. Jacob, qui contiennent une réponse du ministère des Affaires étrangères dans le même sens. Le cas présent est même moins favorable: le fils est né en France, et n'a vécu que 4 ans aux Etats-Unis en qualité de citoyen américain, d'après la section 2,172 des »Statuts Révisés«, mineur et demeurant aux Etats-Unis au moment de la naturalisation de son père, ayant quitté la France à l'âge de dix-huit ans, ayant profité de la naturalisation de son père, et étant retourné en France à l'âge de vingt-trois ans, où il fut sur le champ arrêté et enrôlé dans l'armée. Dans votre numéro 391, vous parlez néanmoins de la possibilité qu'aurait une personne dans la situation d'Arbios d'adresser une demande directement au Gouvernement français pour obtenir la permission de changer de nationalité. Vous jugerez vous-même s'il lui sera de quelque utilité d'adopter cette voie, de tenter, au cas où sa demande serait accordée, d'obtenir un permis d'absence, ou un congé de l'armée française pour faire les démarches, son temps de quatre ans de service n'expirant qu'en juillet 1889. Il se peut que le ministre de la guerre ne consente pas à appuyer une semblable pétition auprès du ministre de la justice, Arbios n'ayant pas, comme Jacob, dans le cas duquel il l'a fait, accompli son plein service dans l'armée.

Il est à remarquer que dans la dépêche, n⁰ 665, de M. Vignaud, il établit que: »Le Gouvernement français n'a pas besoin du jugement d'un tribunal pour exempter du service militaire le Français qui a rejeté son allégeance d'origine .... Les maires des communes ...., le préfet du département .... et le général commandant ont chacun l'autorité et le pouvoir de rayer le nom de ceux qui sont déchargés du service militaire«. Il cite le cas de John B. Foichat qui fut libéré sans avoir eu à paraître devant aucun tribunal. Il ne paraît pas établi que le fait qu'Arbios est actuellement soldat dans les rangs, fasse une différence quelconque en ce qui concerne les pouvoirs de ces fonctionnaires. Le ministre des Affaires étrangères déclare que le ministre de la guerre l'informe que le nom d'Arbios ne peut pas être rayé de la liste sans la décision des tribunaux civils, ce qui paraît indiquer qu'il n'avait aucun pouvoir pour le libérer, cette libération étant basée sur une question de nationalité, quoiqu'il pût l'ordonner comme une grâce, si le cas était considérée comme le méritant.

Je vous laisse décider s'il est convenable et efficace de faire un nouvel appel au Gouvernement français dans ce cas.

Je suis, etc. *T. F. Bagard.*

M. Mac Lane à M. Bayard.

Légation des Etats-Unis. Paris, 18 mai 1887 (reçue le 31 mai).

Monsieur,

J'envoi, ci-inclus, une copie et une traduction d'une note reçu de M. Flourens en réponse à une demande faite par moi, en faveur de M. Giraud, alias Girard, conformément à votre instruction, n⁰ 196, du 2 février 1887. John F. Giraud qui est né en France de parents français

fut inscrit sur la liste de recrutement de sa commune en 1872. La même année, il émigra aux Etats-Unis. Deux ans après, il fut appelé à faire son service militaire, et étant absent, fut déclaré en état d'insoumission. Le 28 avril 1886, Giraud fut naturalisé à Saint-Louis sous le nom de Girard. Deux jours après, le 1[er] mai, il se procura un passeport du Ministère d'Etat, et partit pour la France où il arriva le 29 mai. Le 10 juin, il fut arrêté sous l'accusation de s'être soustrait aux lois militaires. Après un emprisonnement de vingt-quatre heures, il fut relâché, mais invité à rester dans la commune jusqu'à ce que son cas pût être jugé. Il attendit quarante-cinq jours et repartit alors pour les Etats-Unis, où par l'intermédiaire de ses avocats, M[es] Hatton et Ruggles de Wichite (Kansas), il déposa au Ministère d'Etat une demande en dommages et intérêts contre la France.

D'après ce que raconte M. Giraud, son billet de retour et son argent lui furent pris quand il fut arrêté, et il eut à déposer 2,000 francs pour obtenir sa liberté provisoire. Il ajoute qu'il a quitté la France après avoir attendu quarante-cinq jours, parce qu'il ne pouvait être absent plus longtemps, et parce qu'il était incapable d'obtenir pendant ce temps ni satisfaction, ni réponse à ses demandes, ni la restitution de son argent, de son billet et de son passeport.

D'après le récit des autorités françaises, Giraud a volontairement déposé son billet de retour comme garantie de sa présence dans le département jusqu'au moment du jugement, et s'enfuit ensuite en Belgique pour éviter des poursuites à un autre chef, sans réclamer son billet. Quant aux 2,000 francs que Giraud dit avoir également déposés aux mains des autorités françaises, elles nient expressément le fait. M. Flourens résume l'affaire en émettant de nouveau la doctrine que la naturalisation à l'étranger ne relève pas le Français des obligations militaires, auxquelles il était tenu vis-à-vis de la France antérieurement à sa naturalisation, et il déclare que Giraud, dont il considère l'arrestation comme légitime, a été traité avec indulgence. Il renvoie le passeport et les papiers de naturalisation de Giraud qui sont joints ci-inclus.

Dans son attestation, M. Giraud déclare que, en réponse à un télégramme de sa légation, il en reçut un disant qu'une lettre suivrait, laquelle lettre il n'a jamais reçue. Elle était écrite par M. Vignaud et adressée à M. Girard à la prison militaire du Puy. Girard était, à cette époque, le seul nom sous lequel Giraud était connu à cette légation. Cette lettre, qui informait et avisait M. Giraud des démarches qu'il avait à faire, revint quelques jours après à la légation avec la mention »inconnu«.

J'ai, etc. *Robert Mac Lane.*

M. Mac Lane à M. Bayard.

Paris, 24 janvier 1888 (reçue le 7 février).

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-inclus, copie d'une note adressée à M. Flourens, le 11 courant, concernant la question irritante de la pro-

tection de citoyens américains, d'origine française, dont on exige le service militaire quand ils viennent en France.

Comme vous en avez été instruit par une correspondance antérieure avec cette légation, il y a en ce moment deux citoyens américains de parents français, servant dans l'armée française: Pierre Arbios, de Californie, et John Truchier, de Nevada. S'il n'y en a pas un troisième (Albert F. Gendrot), c'est qu'il s'est échappé après avoir été arrêté. Vous êtes également instruit que, quand cette légation demande la libération d'un Américain de cette catégorie, le gouvernement français veut que la preuve de sa nationalité étrangère soit faite devant une cour de justice, et il admet que, si cette preuve est faite, l'homme a droit à sa libération.

Dans ma note à M. Flourens, je maintiens que, quand le gouvernement des Etats-Unis revendique un individu comme étant citoyen américain naturalisé, la preuve du fait est établie, et je refuse d'aller devant un tribunal quelconque pour donner une preuve qui est déjà entre les mains du gouvernement, et qu'il est libre d'accepter, s'il a la volonté de le faire. J'ai, en conséquence, renouvelé formellement ma demande pour la libération des deux Américains naturalisés qui sont actuellement dans l'armée française; et j'ai demandé à faire relever de toute obligation militaire les individus nés citoyens américains et revendiqués comme français, demandant pour ces derniers les mêmes droits de nationalité que ceux concédés par le gouvernement français aux Américains naturalisés.

Ma note se termine par une tentative pour convaincre M. Flourens de la nécessité d'en venir à quelque arangement équitable concernant les cas de ce genre, et je me suis engagé à considérer avec bienveillance toute proposition qu'il pourrait être disposé à faire pour atteindre ce but.

Les conversations que j'ai eues avec lui sur ce sujet et les informations données à la légation par le Goreign Office, m'ont amené à croire qu'un arrangement quelconque pourrait être fait. Quant à la manière d'établir la naturalisation de ceux qui sont revendiqués comme Américains, M. Flourens m'a concédé qu'il pourrait y avoir, pour faire connaître au ministère de la guerre qu'un homme qui prétend avoir renoncé à sa qualité de Français, l'a réellement fait, un autre moyen que celui d'en appeler aux tribunaux; mais il déclare que dans des cas de ce genre le gouvernement devait avoir beaucoup d'égards à l'opinion du ministre de la guerre.

Relativement aux Américains de naissance, dont les pères étaient Français, M. Flourens ne s'est aucunement montré disposé à céder; le principe régnant en France, me dit-il, était que la nationalité tenait à la parenté et non au lieu de la naissance. Je n'ai pas insisté sur ce point, parce que je suis convaincu que, s'il fait une concession quelconque concernant les Français naturalisés Américains, il devra aussi concéder quelque chose concernant les individus nés citoyens américains de parenté française.

Une prompte réponse à ma communication, il ne faut pas attendre.

J'ai, etc. *Robert Mac Lane.*

Le Ministre des Etats-Unis au Ministre des Affaires étrangères (M. Flourens).

Paris, 11 janvier 1888.

Monsieur le Ministre,

Je viens de prendre connaissance de la communication que vous avez adressée à M. Vignaud, le 28 décembre dernier, en réponse à sa demande réitérée qu'Albert Gendrot, citoyen naturalisé des Etats-Unis, fût reconnu en cette qualité. Votre Excellence refuse de le faire et me renvoie aux tribunaux.

J'avais espéré que, eu égard aux circonstances de la cause, le Gouvernement de la République aurait répondu à cette demande dans un esprit plus libéral et je ne saurais cacher à Votre Excellence que sa décision me laisse un profond regret.

Je pourrais en rester là; mon Gouvernement aurait alors le pénible devoir d'aviser les Américains d'origine française qu'il est impuissant à empêcher qu'ils soient arrêtés et contraints au service militaire, s'ils reviennent en France, et que seuls, parmi les Américains de naissance, ceux qui ont un père français ne trouvent point sur le territoire de la République française, la protection qu'on accorde partout ailleurs à tous les citoyens Américains. Mais, je me dois à moi-même, je dois au Gouvernement de la République avec lequel j'ai à cœur d'entretenir les plus cordiales relations, de faire un nouvel effort pour ramener Votre Excellence à d'autres sentiments ou tout au moins pour appeler son attention sur l'attitude prise vis-à-vis des Etats-Unis.

Aussi bien, il est nécessaire que nos situations respectives soient nettement définies en cette matière. Gendrot n'est pas le seul Américain contraint au service militaire en France. Pierre Arbios et John Truchier, dont cette Légation vous a déjà entretenu, sont dans le même cas et, puisque Votre Excellence m'en offre l'occasion, je me propose d'examiner avec elle la question du traitement que subissent en France les Américains de cette classe.

Il n'est pas possible que des Gouvernements amis et éclairés comme le sont les nôtres soient obligés à toute une correspondance chaque fois qu'un Américain d'origine française auquel vous réclamez le service militaire se hasarde à venir en France. Il doit y avoir moyen de régler d'une manière équitable la situation de ceux qui se trouvent dans ce cas et si vous voulez bien apporter à la recherche de ce moyen l'esprit de conciliation que j'y apporte moi-même, je suis certain que nous arriverons à une entente qui est devenue nécessaire.

Celui qui est né d'un père Français aux Etats-Unis, ou le Français qui y a émigré jeune et qui s'y est fait naturaliser, ne peut revenir en France sans y être aussitôt arrêté, emprisonné et quelquefois assez durement traité pour ne pas avoir répondu à l'appel de la classe dans laquelle il a été compris, le plus souvent à son insu. En vain, il proteste et produit ses papiers; on ne l'écoute pas, on ne tient compte ni de son passeport délivré par une nation amie, ni de son acte de naturalisation dû-

ment visé à cette Légation et on le traduit devant un Conseil de guerre qui ne lui laisse d'autre alternative que de se soumettre aux exigences du service militaire d'un pays qui n'est point le sien ou de se pourvoir devant un tribunal civil pour faire établir son extranéité.

Réduit à cette extrémité et n'ayant le plus souvent ni les moyens, ni les connaissances nécessaires pour saisir la justice, cet Américain subit la violence qui lui est faite et se laisse conduire au régiment; une ressource lui reste cependant. Venu en France sur la foi d'un passeport lui promettant la protection de son Gouvernement et celle des pays amis, il fait appel à son représentant diplomatique à Paris, qui, après s'être renseigné et s'être convaincu qu'il a affaire à un de ses nationaux dont les droits et les titres sont incontestables, vous demande sa radiation des contrôles militaires français.

Malheureusement, Votre Excellence écarte toujours cette demande en se fondant sur cette considération que les questions d'état, c'est-à-dire du statut personnel, ne sont pas du ressort de l'administration mais de celui de l'ordre judiciaire.

Ainsi, par exemple, le 9 novembre 1886, je demandais la décharge de Pierre Arbios, Français d'origine, devenu Américain et qui, malgré cette qualité, a été incorporé dans l'armée le 5 mai dernier (1887). Je formulais une demande semblable en faveur de John Truchier et, le 25 octobre, je vous demandais la même chose pour Albert Gendrot. Le cas des deux premiers est à peu près identique; l'un et l'autre ont émigré aux Etats-Unis étant mineurs; l'un et l'autre s'y sont établis d'une manière permanente et y ont régulièrement acquis la qualité d'Américains, quoique par des voies différentes; Arbios, par le fait de la naturalisation de son père; Truchier, par naturalisation directe. Quant à Gendrot, il est né Américain, comme je le suis moi-même, mais son père est Français. Venus en France munis de tous leurs papiers et dans le but de n'y faire qu'un séjour temporaire, ils ont été arrêtés, emprisonnés et traduits devant l'autorité militaire qui les a envoyés tous les trois à l'armée; Arbios au 100[e] régiment, Truchier au 7[e], où ils sont encore; Gendrot à un autre corps.

Aux réclamations que je vous adressais relativement à ces trois Américains, Votre Excellence me fit de la part du Ministre de la Guerre la réponse que j'indiquais tout à l'heure, à savoir qu'il fallait s'adresser aux tribunaux. Cette réponse étant celle qui m'est faite invariablement dans les cas de ce genre, je prie Votre Excellence de vouloir bien s'y arrêter avec moi.

Votre Excellence n'a pu vouloir me dire que le Gouvernement de la République est incompétent à décider si un individu est ou n'est pas Français, car si toutes les questions d'état ne sont pas du ressort de l'administration, celles qui se rapportent à la nationalité sont particulièrement de ce ressort, surtout lorsqu'elles sont soulevées entre deux Gouvernements. Qu'un particulier qui réclame la qualité d'étranger devant l'autorité militaire soit requis de faire la preuve de cette qualité devant l'autorité judiciaire, rien de plus naturel. Les militaires ne sont

point d'ordinaire des jurisconsultes et ils peuvent ne pas être en position d'apprécier la valeur des preuves d'extranéité qui leur sont produites. Mais, lorsque c'est un gouvernement qui fait la réclamation et qu'il l'adresse au Gouvernement de la République, ce mode de procéder ne s'explique plus. Outre qu'un Gouvernement pourrait trouver blessant qu'on lui demande d'établir judiciairement le fait qu'il avance, le caractère même du fait en question est tel qu'il n'est pas possible de l'établir par une preuve plus directe que l'affirmation de ce Gouvernement. Lorsque le Gouvernement des Etats-Unis déclare que Pierre Arbios, John Truchier et Albert Gendrot sont des citoyens américains et qu'il les réclame comme tels, la preuve de leur extranéité est faite d'une manière complète, elle est faite d'une manière absolue. Un tribunal français ne peut ni contester cette preuve ni y rien ajouter, parce qu'il est de principe que le Gouvernement qui accorde la naturalisation est seul juge des conditions auxquelles il le fait. Remarquez, je vous prie, que je ne conteste pas le principe également vrai que chaque Gouvernement est seul juge des conditions auxquelles se perd le caractère national; j'admets donc parfaitement que le Gouvernement de la République me fasse l'une ou l'autre de ces deux réponses; Arbios, Truchier et Gendrot restent pour nous des Français malgré leur qualité d'Américains; ou encore Arbios, Truchier et Gendrot doivent le service militaire en France, quoiqu'ils ne soient plus Français. Mais, vous ne me faites ni l'une ni l'autre de ces deux réponses; vous me dites, au contraire, très clairement, qu'il suffit de faire la preuve de l'extranéité de ces trois hommes pour qu'ils soient libérés du service militaire. Cette preuve étant faite, je me demande pourquoi Votre Excellence me renvoie à un tribunal et veut m'obliger à une procédure inutile dans l'espèce. La législation, que je sache, n'impose pas cette procédure. Aucune loi ne force l'administration de la guerre à exiger que celui qui réclame la qualité d'étranger produise telle ou telle preuve spéciale de son extranéité. Il faut que l'extranéité soit établie et établie à la satisfaction de l'administration de la guerre, je l'admets parfaitement, mais il ne s'ensuit pas que cette preuve ne puisse être fait autrement que par la production d'un jugement d'un tribunal civil français. Le ministre de la guerre dit, il est vrai, qu'il ne peut pas faire autrement; mais c'est là certainement une manière de parler. Le Ministre veut dire que c'est la règle qu'il a posée pour couvrir sa responsabilité et qu'il ne croit pas devoir s'en écarter. Ce qu'il veut, ce qu'il est en droit d'exiger, c'est que l'exception qu'on lui oppose soit justifiée et s'il renvoie celui qui la soulève à la justice civile, c'est que, dans la plupart des cas, c'est un moyen commode et efficace de couvrir sa responsabilité; mais il peut faire autrement et il fait autrement. Et il n'y a pas que lui qui ait cette autorité. Le général commandant le corps auquel on a incorporé le soldat étranger peut ordonner sa libération et cela se fait; le Conseil de guerre devant lequel l'intéressé est traduit peut le faire de même et l'a fait.

Il ne s'agit donc, pour l'autorité militaire supérieure, que d'avoir la certitude que celui qui excipe de son extranéité pour refuser le service

militaire est réellement étranger. Or cette certitude est acquise quand le gouvernement de la République se trouve en présence d'une demande officielle d'un autre gouvernement réclamant un de ses nationaux. A une demande de ce genre, on peut répondre, comme je l'ai dit, que la personne réclamée conserve malgré tout sa nationalité originelle ou encore que son extranéité ne la dispense pas du service militaire, mais, encore une fois, on ne saurait dire que la preuve de l'extranéité reste à faire, puisque cette demande même en est une preuve évidente.

Oserai-je ajouter que non seulement rien n'oblige l'administration de la guerre à prendre l'attitude qu'elle prend, mais que la loi semble au contraire en dicter une autre?

En effet, la loi dit: »Nul n'est admis dans les troupes françaises, s'il n'est Français.« Il y a là une obligation péremptoire qui ne souffre pas d'exception et vous ne pouvez trouver mauvais que mon Gouvernement en réclame le bénéfice. Le cas d'Arbios, comme ceux de Truchier et de Gendrot, tombe précisément sous le coup de cette loi. Depuis le 9 novembre 1886 pour le premier, depuis le 5 mai 1887 pour le second et depuis le 25 octobre pour le troisième, il est à la connaissance certaine et officielle du Gouvernement de la République que ces trois hommes sont étrangers, et cependant, malgré les réclamations amicales mais formelles et précises du Gouvernement Américain, deux d'entre eux sont maintenus dans les rangs de l'armée nationale française, où leur présence est à la fois contraire au principe qui veut que le drapeau de la France ne soit défendu que par des Français et contraire à la dignité des Etats-Unis qui voient leur souveraineté méconnue dans la personne de ces deux Américains, contraints au service d'un pays qui leur est étranger.

Peut-être me direz-vous que ce n'est pas seulement pour faire la preuve de son extranéité, que l'on renvoie à la juridiction civile celui qui se réclame d'un autre gouvernement, mais que c'est aussi pour déterminer si, aux yeux du pays d'origine, il a pu légalement perdre sa nationalité originelle.

C'est là une proposition que je ne contesterai point, car elle a son fondement dans le principe que je rappelais tout à l'heure, que le pays d'origine est seul juge des conditions auxquelles son national perd ce caractère. Mais remarquez bien que, pour des Gouvernements comme les nôtres, qui n'admettent pas la pérennité du lien national, cette règle ne trouve son application que dans un seul cas: celui où la liberté et la volonté de l'individu réclamé comme étranger n'auraient point été respectées. De même, en effet, qu'on n'admet pas dans les pays d'institutions libres qu'un homme puisse être retenu malgré lui et pour toujours dans les liens de la nationalité au sein de laquelle le hasard l'a fait naître, on ne saurait admettre que ce même homme pût être dépouillé de sa nationalité originaire et revêtu d'une autre sans son consentement. Dans les cas de ce genre, le refus du pays d'origine de reconnaître la naturalisation ainsi conférée devient un devoir.

Prenons deux cas hypothétiques: Un fils de Français, qui est né en France et qui est devenu Américain, étant mineur, par le fait de la naturalisation de son père, revendique la nationalité originelle de ce père.

Les Etats-Unis le réclament comme américain; vous refusez de lui reconnaître cette qualité.

Un fils de Français, né aux Etats-Unis, revendique la nationalité du pays de sa naissance. Vous le réclamez comme Français: les Etats-Unis vous le refusent.

Voilà deux cas dans lesquels le pays de la nationalité primitive est juge des conditions dans lesquelles la nouvelle nationalité a été acquise. Dans les deux cas, il n'y a pas eu consentement de la part de la partie intéressée et par conséquent l'élément essentiel à la validité de tout contrat manque. Le fils de Français qui est né en France et qui est devenu Américain, étant mineur, par le fait de son père, n'ayant pas été consulté, doit rester libre de conserver sa nationalité française originelle, s'il le juge à propos. Il en est de même, s'il est né aux Etats-Unis, le hasard de sa naissance sur le sol américain ne peut le lier indéfiniment à l'Amériquc et il doit conserver la liberté de s'en tenir à la nationalité de son père, s'il la réclame.

La proposition contraire est nécessairement tout aussi vraie. Si ce fils de Français sanctionne plus tard avec connaissance de cause le changement de nationalité fait par son père ou s'il accepte l'allégeance naturelle dûe au pays où l'on est né, tant qu'on ne l'a pas formellement rejetée, rien ne doit entraver sa liberté.

Quand le naturalisé Américain ou le naturel Américain appartenant à cette catégorie revendique son extranéité d'accord avec le gouvernement dont il se réclame, l'élément nécessaire à la validité des contracts — la liberté — est présent; il y a consentement, adhésion, acquiescement et dès lors le pays d'origine ne peut réclamer qu'en se fondant sur le principe de la pérennité du lieu national, c'est-à-dire en niant l'un de ces droits inaliénables que la Révolution Française et la Révolution Américaine ont à jamais consacrés: celui que possède tout homme de choisir une autre patrie là où il trouve les conditions de son bonheur et de sa prospérité. Je n'appréhende pas que vous preniez une telle attitude. Le pays qui a emprunté aux Américains la Déclaration des droits de l'homme pour en faire un flambeau, ne peut pas venir leur dire aujourd'hui qu'il ne reconnaît pas la validité du titre par lequel un Français est devenu Américain de son plein gré.

Je sais bien qu'il existe un ancien décret frappant de certaines pénalités les Français qui se dénationalisent sans l'autorisation du Gouvernement; mais ce décret laisse néanmoins subsister la naturalisation ainsi acquise et par conséquent il n'est point applicable ici.

Ainsi, bien qu'il soit parfaitement vrai que le pays d'origine est seul juge des conditions auxquelles son national perd cette qualité, le tribunal auquel Votre Excellence me renvoie pour faire établir l'extranéité des Américains que je réclame comme tels, ne peut ni refuser de leur reconnaître cette qualité, puisque le principe de la pérennité du lien national ne m'est pas opposé et que la naturalisation acquise en pays étranger par un Français même sans l'autorisation de son Gouvernement subsiste quand même.

Il est donc vrai de dire, ainsi que je le faisais tout à l'heure, qu'en me renvoyant aux tribunaux, comme Votre Excellence le fait chaque fois que je porte devant elle une réclamation de ce genre, le Gouvernement de la République m'impose une procédure, inutile dans l'espèce, que la loi ne rend pas obligatoire et à laquelle je ne saurais me prêter, parce qu'elle pourrait avoir des conséquences regrettables.

Supposons, en effet, que je prenne cette voie et que le tribunal auquel je m'adresserai, juge que la preuve n'est point faite de la naturalisation américaine de celui que je réclame; quelle sera alors la situation de nos gouvernements respectifs? Le mien devra ou accepter qu'on lui dise que son affirmation ne suffft pas pour établir la validité d'un titre de naturalisation, alors qu'il déclare que c'est lui-même qui le donne et qu'il le tient pour valide; ou rejeter formellement une telle prétention.

Le vôtre devra ou défendre cette exorbitante prétention ou désavouer le tribunal qui aura eu l'imprudence de l'émettre. Pour ma part, je n'exposerai pas mon gouvernement à se trouver dans une telle situation et je décline respectueusement la responsabilité de l'engager dans une voie qui pourrait y conduire.

Le Gouvernement des Etats-Unis est fondé à attendre de celui de la République Française un traitement plus équitable, plus amical, plus libéral et surtout plus en rapport avec les grands principes politiques qu'ils représentent l'un et l'autre dans le monde.

Les égards que les nations policées se doivent entre elles autant que leur intérêt réciproque ne commandent-ils pas le respect de la naturalisation accordée par l'une d'elles?

Pourquoi retenir malgré lui celui qui, de sa propre volonté, a rompu les liens qui l'unissaient à sa patrie originelle pour en former d'autres? Celui-là, tant qu'il conservera sa nouvelle nationalité, ne peut faire au regard du pays d'origine ni un bon citoyen, ni un bon soldat. Le contraindre au service militaire, c'est violer dans sa personne l'un des droits imprescriptibles de l'homme et c'est tenir peu compte de ce que l'on doit à la nation qui l'a accueilli.

J'ose espérer que Votre Excellence prendra en sérieuse considération les amicales représentations que je viens de faire et qu'appréciant comme ils doivent l'être les droits et les devoirs qui incombent respectivement à nos deux gouvernements dans la circonstance présente, Elle accordera aux Etats-Unis ce que j'ai de nouveau l'honneur de lui demander:

1° La décharge de Pierre Arbios et de John Truchier, citoyens Américains indûment retenus aujourd'hui sous le drapeau français, l'un au 100° régiment d'infanterie, l'autre au 7°;

2° La radiation des contrôles militaires du nom d'Albert Gendrot, naturel Américain, revêtu de la qualité de Français à son insu et malgré lui. Votre Excellence mettrait un terme aux réclamations de cette nature que je suis appelé fréquemment à lui faire, si elle voulait bien s'entendre avec moi sur la voie à suivre pour faire régulariser la situation des ex-Français devenus Américains.

On pourrait, par exemple, fixer un délai après lequel les Français qui ont obtenu la qualité d'Américains ne seraient point inquiétés, s'ils rentraient en France, et déterminer quel genre de pièces ils auraient à produire pour établir leur extranéité. Je suis disposé à recevoir favorablement toute suggestion qui pourrait m'être faite à cet égard et Votre Excellence peut-être assurée que je me prêterai à tout arrangement qui sauvegarderait les droits et la dignité de nos deux gouvernements et que je ne tenterai jamais de couvrir de la protection des Etats-Unis des gens qui n'y auraient point un droit légitimement acquis. Mon Gouvernement, pas plus que moi, n'a aucune sympathie pour ces mauvais citoyens qui rejettent leur nationalité uniquement pour échapper aux justes charges qu'elle entraîne et qui ne font pas de meilleurs Américains qu'ils n'étaient de bons Français.

Veuillez agréer, etc.

Signé: ***Robert Mac Lane.***

M. Bayard à M. Mac Lane.

Washington, le 15 février 1888.

Monsieur,

J'ai sous les yeux votre dépêche du 24 janvier 1888, contenant votre note du 11 janvier 1888 à M. Flourens, et je suis heureux de reconnaître le zèle et l'habilité dont cette note fait preuve.

Vos remarques dans cette note portent sur trois situations distinctes en fait: 1° Celle d'individus nés citoyens des Etats-Unis, non de parenté française; 2° Celle de citoyens nés aux Etats-Unis de parents français; 3° Celle de citoyens naturalisés des Etats-Unis, qui sont nés en France.

Quant à la première catégorie, aucune question de devoir militaire en France ne peut s'élever, à moins qu'ils ne deviennent volontairement citoyens français par expatriation.

Quant à la seconde catégorie (citoyens nés aux Etats-Unis de parents français), la règle est que, tant que ces personnes demeurent aux Etats-Unis, elles sont citoyens des Etats-Unis, mais que, si elles sont en France et que là, arrivées à l'âge de vingt-et-un ans, elles choisissent la nationalité française, elles perdent tout droit à la protection des Etats-Unis.

Il a été à maintes reprises soutenu par nous, comme vous le savez, que, quand un citoyen ainsi né aux Etats-Unis atteint l'âge de vingt-et-un ans dans un pays étranger, le moyen d'exprimer le choix qu'il a fait d'être citoyen des Etats-Unis est de revenir promptement aux Etats-Unis. La même distinction est appliquée aux enfants nés à l'étranger de citoyens des Etats-Unis. Il y a dans les deux cas ce qu'on appelle la double allégeance; d'après le droit des gens, la nationalité de ces personnes doit être déterminée par leur choix personnel d'une nationalité à leur majorité, lequel choix est rendu évident par leur présence dans leur pays préféré. Si de telles personnes, après avoir opté pour les Etats-Unis et avoir élu domicile ici, vont en France pour une visite transitoire, il sera de votre devoir de les protéger comme citoyens des Etats-Unis.

Quant à la troisième catégorie (citoyens français de naissance qui sont naturalisés dans les Etats-Unis), à laquelle votre note se rapporte principalement, j'ai simplement à dire que le Département maintient le point de vue admis par vous, c'est-à-dire que la présentation par le Département d'un certificat de naturalisation à un gouvernement étranger constitue la preuve de la naturalisation fondée sur le jugement d'un tribunal national légalisé par le pouvoir exécutif. C'est un principe bien établi que les jugements dûment rendus par un tribunal compétent, dûment légalisés par le pouvoir exécutif, produisent leurs effets partout; il en est surtout ainsi des jugements de naturalisation qui touchent de si près à la politique et à l'honneur nationaux. Aussi le département a-t-il toujours soutenu que, s'il était disposé, sur la demande d'un gouvernement étranger, à prescrire une enquête sur la régularité d'un jugement de naturalisation, et s'il ne se permettait jamais d'accorder une protection basée sur un décret de naturalisation reconnu frauduleux, il ne reconnaissant pas le droit de discuter la validité de celui-ci à un gouvernement ou à un tribunal étranger; c'est aux Etats-Unis seuls qu'il appartient d'apprécier cette validité.

Dans le cas où la validité de la naturalisation est admise, le naturalisé est-il passible, à son retour en France, de certaines peines pour des délits ou infractions dont il avait à répondre avant de quitter la France? C'est une question subordonnée à maintes circonstances qu'il n'est pas nécessaire de discuter ici et qu'on ne peut décider que pour chaque cas en particulier.

Il sera, par conséquent, de votre devoir de faire savoir à M. Flourens, que le gouvernement des Etats-Unis maintient qu'un décret de naturalisation accordé par lui à un citoyen français ne peut pas être attaqué par le gouvernement français, pas plus par le pouvoir exécutif que par le pouvoir judiciaire, et que, s'il est allégué qu'il ait été prononcé à la légère, la manière d'y recourir est de s'adresser à ce ministère-ci.

Vous direz également que si l'obligation à un service militaire forcé des citoyens dont vous parlez est basée sur la supposition qu'ils ne sont pas citoyens des Etats-Unis, ce ministère demande une libération immédiate et une compensation convenable des pertes qu'ils ont subies à cause de cette détention.

Une autre considération qui pourrait être mise en avant auprès du gouvernement français, se rapportant à ce sujet, est la grande importance que ce ministère attache à une procédure sommaire dans ces cas. Il ne peut être admis que des citoyens américains qui ne sont accusés d'aucun crime, soient maintenus en état d'arrestation, même pendant un seul jour, après que les preuves de leur nationalité ont été présentées. Dans des cas semblables, le gouvernement des Etats-Unis ne peut pas admettre que l'on doive se soumettre aux délais judiciaires ordinaires. La justice qu'il réclame actuellement, le gouvernement des Etats-Unis, lorsque les gouvernements étrangers ont fait appel à lui dans des circonstances semblables, l'a toujours promptement accordée.

Dans notre dernière guerre civile, quand le gouvernement des Etats-

Unis fut obligé d'user de tous les moyens pour abattre l'insurrection qui menaçait son système, et que, dans l'application de ses lois de conscription, il fut obligé d'examiner la situation d'une foule d'étrangers résidant sur son territoire, il n'y a pas un seul exemple qu'un étranger ait été obligé au service militaire, quand son gouvernement a demandé sa libération. Il y a bien peu de citoyens naturalisés aux Etats-Unis d'origine française. Avec ses immenses ressources, la France ne peut pas dire qu'elle ait besoin de leur aide comme soldats.

De plus, le commerce entre la France et les Etats-Unis, en tant qu'il s'agit de marchandises françaises, est surtout exercé par des marchands d'origine française, naturalisés aux Etats-Unis, qui ont l'habitude d'aller fréquemment en France pour leurs affaires, dans le but d'avoir des ordres de commerçants français. Ces mêmes hommes seront cependant, si le principe contre lequel je proteste est appliqué, empêchés de faire en France ces voyages que leurs talents particuliers rendaient cependant si profitables, tant pour la France que pour les Etats-Unis. Par conséquent, je ne peux que croire que la France, qui accepte aussi pleinement que le font les Etats-Unis, ces principes de liberté dont le droit d'expatriation fait partie, ne voudra pas, en considération de ses relations passées et présentes avec les Etats-Unis, prendre une position contraire à ces principes de liberté, aux intérêts commerciaux des deux pays, à la courtoisie internationale et à un système sur lequel le gouvernement des Etats-Unis est basé.

Vous irez chez le ministre des affaires étrangères, lui lirez cette dépêche, et s'il le désire, vous lui en laisserez copie.

Je suis, etc. *T.-F. Bayard.*

M. Bayard à M. Stewart.

Washington, le 24 février 1888.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 18 courant, contenant une communication adressée à vous et à votre collègue, le sénateur Jones, conjointement, par le gouverneur de l'Etat de Nevada, relativement au cas de John Truchier, citoyen naturalisé des Etats-Unis, français de naissance, qui, en retournant en France pour voir ses parents, il y a quelque quatorze mois, fut incorporé dans l'armée française.

Le cas ayant été porté à la connaissance de mon Département par la lettre du gouverneur Stevenson, du 24 mars, les papiers par lui soumis comprenant copie certifiée du décret de la Cour compétente naturalisant M. Truchier, furent envoyés au ministre des Etats-Unis à Paris, avec des instructions, à l'effet de faire libérer M. Truchier du service militaire, si possible.

Le 20 octobre dernier, n'ayant rien reçu de M. Mac Lane sur ce sujet, et en présence de la lettre du gouverneur Stevenson du 11 octobre, j'ai fait appel à la légation de Paris, pour rendre compte de son action sur les lieux et du résultat, et j'ai reçu une réponse de notre ministre, datée du 4 novembre 1887, établissant que, comme d'habitude dans des

cas semblables, le gouvernement français avait refusé de prendre aucune décision dans la question, par la raison qu'un français qui pretend avoir acquis une nationalité étrangère ne peut pas être rayé des contrôles militaires avant d'avoir produit un jugement d'un tribunal français reconnaissant qu'il a perdu sa nationalité d'origine.

Le cas de M. Truchier appartient à une catégorie qui, depuis quelques années, est le sujet de discussions avec le gouvernement Français. La nature de la prétention française en cette question est décrite par M. Vignaud, alors chargé d'affaires ad interim, dans une dépêche n^0 665, du 13 novembre 1884, imprimée dans le volume des Foreign relations de cette même année, pages 176—182.

Le ministre des Etats-Unis à Paris s'est récemment, sous la sanction et avec l'approbation de mon Département, adressé au gouvernement français. Il s'est placé sur ce terrain que, suivant une doctrine souvent énoncée par le gouvernement des Etats-Unis, un certificat de naturalisation a une validité universelle en tant que preuve suffisante du décret judiciaire qu'il constate, et que sa validité ne saurait être mise en question par le gouvernement français, du fait de ses fonctionnaires judiciaires ou exécutifs, et que, si l'on prétend que ce décret de naturalisation a été imprudemment rendu, le moyen d'y remédier est d'employer la voie diplomatique.

Qu'un individu de cette catégorie, dans le cas où la validité de la naturalisation est admise, soit sujet à une pénalité quelconque en retournant en France, pour délit ou manquement à des devoirs dont il pouvait être tenu avant son départ de France, c'est une question dépendant de plusieurs conditions, qui ne peut être résolue que par rapport à chaque cas particulier qui se présente. Dans le cas de M. Truchier, l'occasion d'examiner et de discuter de telles conditions ne s'est pas présentée. Dans sa période initiale et la plus importante, la controverse actuelle lui est absolument applicable et M. Mac Lane est averti d'avoir à s'en préoccuper spécialement et, si cela est nécessaire, de s'en servir comme d'un précédent pour le règlement des affaires de même nature.

T.-F. Bayard.

M. Mac Lane à M. Bayard.

Paris, le 2 mars 1888 (reçue le 13 mars).

Monsieur,

J'ai reçu votre dépêche du 15 février relativement à des citoyens américains de parenté française, contraints de faire leur service militaire en France, et j'ai obéi à vos instructions en rendant visite à M. Flourens et en lui laissant copie de votre dépêche qu'il a promis de lire attentivement.

J'ai appuyé sur la remarque faite par vous, à savoir que, si un citoyen des Etats-Unis est sujet à être obligé au service militaire sur le fondement qu'il n'est pas citoyen américain, il doit être relâché et compensation doit lui être donnée pour les pertes qu'il peut avoir subies à cause de sa détention.

Les deux citoyens américains, néanmoins, actuellement dans l'armée française, Arbios et Truchier, ne sont pas gardés sur le fait qu'ils ne sont »pas« citoyens américains, mais sur le fait que la déclaration de mon Gouvernement ou la mienne à cet effet n'est pas suffisante, aucune autre preuve de ce fait ne satisfaisant les autorités françaises qu'un jugement d'un tribunal français. Par conséquent, pratiquement, une question se mêle à l'autre. Cependant, votre dépêche est susceptible de cette interprétation que votre demande d'une libération immédiate est limitée à la seule éventualité que leur maintien au service soit basé sur la supposition qu'ils ne sont pas citoyens américains.

Ma dépêche à M. Flourens, dont je vous ai envoyé copie, n'avait d'autre but que de protester contre la prétention du Gouvernement français de m'obliger ou d'obliger les parties intéressées à aller devant un tribunal pour fournir la preuve d'un fait qui est déjà établie par ma déclaration officielle. Je suis plainement soutenu dans cette position par votre dépêche, mais on peut douter qu'elle soit assez forte pour m'autoriser à demander la libération immédiate d'Arbios et de Truchier, dont la nationalité est soumise à une décision judiciaire.

En tous cas, je crains que M. Flourens n'interprête ainsi votre dépêche et c'est pour cette raison et pour éviter la possibilité de vous embarrasser, que j'appelle votre attention sur la distinction faite ici et aussi sur cet autre fait que ces deux hommes qui sont maintenant dans le service militaire français, seront gardés là jusqu'à ce qu'ils soient libérés par un tribunal français sur leur propre demande.

Je n'ai aucune observation à faire quant à la première catégorie examinée dans votre dépêche, celle de citoyens américains qui ne sont pas de parenté française; je n'ai pas non plus invité M. Flourens à considérer ce point, puisque dans de tels cas, comme vous l'observerez, aucune question de service militaire en France ne peut s'élever.

J'ai, etc. *Robert Mac Lane.*

M. Mac Lane à M. Bayard.

Paris, le 7 mars 1888 (reçue le 19 mars).

Monsieur,

Conformément à la demande exprimée dans votre dépêche du 24 février, je vous envoie des copies de ma note, demandant la libération de John Truchier, et de la réponse de M. Flourens, avec une traduction de celle-ci.

Vous remarquerez que cette réponse est presque mot pour mot identique à celle faite dans le cas d'Arbios, dont une copie et une traduction vous ont été transmises avec ma dépêche du 14 avril 1887. Plusieurs autres dépêches du ministère français, rédigées dans le même sens, peuvent être trouvées dans la correspondance de notre légation concernant les citoyens américains d'origine française, appelés à faire leur service militaire en France, le tout ayant été dûment envoyé et commenté par cette légation.

Je suis d'accord avec vous que le cas de Truchier est un de ceux qui

sont le plus propres à faire trancher la question du droit qu'ont les citoyens américains, de parenté française, de venir en France sans être contraints au service militaire. La question a été simplement et loyalement posée au gouvernement français dans ma note du 11 janvier, à laquelle aucune réponse n'a encore été faite, et dans laquelle, comme vous pouvez voir en vous y référant, j'ai formellement demandé la libération de Truchier et d'Arbios.

La copie de votre dépêche, n° 298 *), que j'ai laissée à M. Flourens, a, je l'espère, donné plus de force à mon argumentation; mais pour les raisons établies dans ma dépêche n° 560, je ne me suis pas senti autorisé à faire une nouvelle demande pour la libération de ces deux hommes; jusqu'à ce que j'aie reçu une réponse à ma demande du 11 janvier, je ne crois pas qu'il soit bon d'insister sur ce point.

Robert Mac Lane.

M. Mac Lane à M. Bayard.

Paris, le 23 mars 1888 (reçue le 2 avril).

Monsieur,

Me reportant de nouveau à votre dépêche du 24 février, contenant pour mon information copie d'une lettre à vous adressée par le sénateur William M. Stewart avec ses annexes, »le tout concernant le cas de M. Truchier, citoyen américain, contraint au service dans les armées de France« joint à une copie de votre réponse à la lettre de M. Stewart, j'ai à noter que, le 15 février, j'ai envoyé à M. Flourens une note personnelle, l'informant que vous aviez encore appelé mon attention sur le cas de M. Truchier, que vous croyiez propre à faire trancher le principe en discussion entre les deux gouvernements, et que j'étais allé le voir la veille dour le prier en personne de me donner, dès que cela lui serait possible, une réponse à ma note du 11 janvier.

Quoique je vous aie annoncé que je ne discuterais plus cette question avec lui jusqu'à ce que je fusse en possession de sa réponse à cette note, j'ai changé d'avis, pressentant que ceci serait retardé plus longtemps que je ne m'y attendais.

Avant-hier, étant le jour ordinaire de réception du corps diplomatique au ministère des Affaires étrangères, j'y fus encore et j'appelai l'attention du ministre sur l'importance d'en finir promptement avec le cas de Truchier, et j'insistai vivement auprès de lui pour la libération immédiate de Truchier et d'Arbios du service militaire, affirmant qu'ils étaient citoyens américains, et qu'il ne devraient pas être maintenus dans l'armée pendant que les deux gouvernements étaient engagés dans la discussion de principes généraux.

M. Flourens me promit en réponse de recommander la libération de Truchier; mais il se reporta de nouveau à la difficulté qu'il avait rencontrée en raison des règlements qui avaient été établis par le ministère

---

*) V. plus haut la dépêche du 15 février 1888.

de la guerre, soumettant ces cas aux tribunaux civils, et qui sont en vigueur depuis longtemps, et maintenus encore contre tous soldats de l'armée française, qui se disaient sujets ou citoyens de quelque autre pays. Il promit ensuite de porter le cas à l'attention du conseil des ministres à une date prochaine.

Robert Mac Lane.

M. Bayard à M. Stewart.

Washington, le 29 mars 1888.

Monsieur,

Me reportant à votre lettre du 18 du mois dernier, relativement au cas de M. John Truchier, citoyen américain qui a été contraint au service militaire de France, j'ai l'honneur de ci-inclure pour votre information une copie d'une récente dépêche*) de M. Mac Lane, notre ministre à Paris, dans laquelle il rend compte des mesures qu'il a prises en vue d'obtenir la libération de Truchier de l'armée française.

T. F. Bayard.

M. Mac Lane à M. Bayard.

Paris, le 27 avril 1888 (reçue le 8 mai).

Monsieur,

Avec ma dépêche du 24 janvier dernier, j'ai envoyé copie d'une note remise au ministère français des Affaires étrangères protestant contre le traitement auquel des citoyens américains, d'origine française, étaient soumis en France, lorsqu'ils visitaient ce pays, s'ils avaient manqué à faire leur service militaire, et insistant pour qu'ils fussent reconnus et traités comme citoyens américains, toutes les fois que j'aurais officiellement certifié qu'ils avaient cette qualité. En même temps, j'ai formellement demandé la libération de toute obligation militaire de trois citoyens américains de cette catégorie: John Arbios et John Truchier, actuellement dans l'armée française, et Gendrot sommé de faire le même service (mais qui était retourné aux Etats-Unis, s'étant heureusement échappé).

Ce matin, j'ai reçu une réponse à cette note, copie et traduction de laquelle sont jointes ci-inclus.

Après avoir déclaré que le gouvernement français ne se permettrait pas de douter de la validité d'un acte de naturalisation délivré par les Etats-Unis, M. Goblet remarque que, d'autre part, il appartient au gouvernement d'origine de vérifier si le Français qui a obtenu la naturalisation à l'étranger, est libre de toute obligation vis-à-vis de la mère-patrie.

Abandonnant toutefois la discussion de ce point, mais réservant expressément son opinion, M. Goblet m'informe que le ministre de la guerre a accordé comme une faveur — »à titre gracieux« — de laisser Arbios

*) Pour l'annexe, voir la dépêche du 7 mars 1888.

et Truchier partir en congé, ce qui, en pratique, équivaut à une libération, sauf qu'il est toujours maintenu, malgré ma déclaration officielle à cet effet, que leur nationalité américaine n'est pas encore établie. Arbios et Truchier sont, en conséquence, encore considérés comme français, et quoique des ordres aient été donnés afin de les libérer de leurs obligations militaires actuelles, ils sont encore théoriquement (technically) passibles du service militaire dans la réserve.

Quant à la manière de régler définitivement entre nous toutes les questions de ce genre, M. Goblet dit que le ministre de la guerre et lui-même sont prêts à prendre en considération toute suggestion que je pourrais avoir à faire relativement à ce sujet. Je me propose, en conséquencc, d'envoyer à M. Goblet une communication lui expliquant comment je comprends que cette question peut être réglée, mais avant de ce faire je vous ferai connaître ma manière de voir, et je vous demanderai si vous avez quelques objections ou suggestions à faire.

Robert Mac Lane.

Le Ministre des affaires étrangères de France à M. R. M. Mac Lane, Ministre des Etats-Unis, à Paris.

Paris, le 26 avril 1888.

Monsieur,

Mon département a soumis à un examen attentif, de concert avec celui de la Guerre, les considérations exposées dans votre communication du 11 janvier, relative aux nommés Truchier, Arbios et Gendrot, les deux premiers, nés en France et naturalisés ultérieurement aux Etats-Unis, le troisième né dans ce pays d'un père français, dont vous avez demandé la libération du service sous nos drapeaux.

Le département de la Guerre avait tout d'abord exprimé l'opinion que ces individus devaient répondre devant la justice française du délit d'insoumission relevé à leur charge et que, d'un autre côté, la réclamation dont ils étaient l'objet soulevait une question d'état que les tribunaux civils avaient seuls qualité pour trancher.

Répudiant sur le dernier point cette manière de voir, vous vous attachez à établir que »lorsque le gouvernement des Etats-Unis déclare que ces individus sont citoyens Américains et qu'il les réclame comme tels, la preuve de leur extranéité est faite d'une manière complète, absolue, qu'un tribunal français ne peut ni contester cette preuve ni y rien ajouter, parce qu'il est de principe que le gouvernement qui accorde la naturalisation est seul juge des conditions auxquelles il le fait.«

Permettez-moi de vous faire observer qu'il n'est jamais entré dans la pensée de l'autorité française de discuter la valeur du titre en vertu duquel un Français de naissance est devenu Américain. Mais vous reconnaîtrez avec moi que, si le gouvernement des Etats-Unis est, en effet, seul juge des conditions auxquelles il accorde la naturalisation à un étranger, il appartient, d'autre part, au gouvernement dont cet étranger est ressortissant, et à lui seul également, d'apprécier si ledit étranger est en règle

avec la loi de son pays d'origine; car, si le consentement est, ainsi que vous le remarquez fort justement, un élément indispensable à la validité du contrat qui confère la nationalité, d'autres conditions peuvent être également exigées. De là les conflits si fréquents, vous le savez, qui se produisent, en ces matières, non seulement entre Etats ayant des législations différentes, mais aussi entre ceux qui ont des lois identiques. De nombreux exemples pourraient être cités à l'appui.

Quoi qu'il en soit, et faisant toutes réserves sur la question de principe, mon collègue, M. le Ministre de la guerre, consent, à titre gracieux, à placer en position de congé jusqu'à l'époque de l'expiration du service d'activité auquel ils sont tenus:

1° Le sieur Truchier, insoumis de la classe de 1874, incorporé le 22 janvier 1887 au 7e régiment d'infanterie, après avoir subi la peine de 8 jours d'emprisonnement;

2° Le sieur Arbios, condamné également comme insoumis de la classe de 1883 et incorporé au 100e régiment d'infanterie depuis le 29 septembre 1886.

Des instructions en conséquence, ont été transmises aux généraux commandant les 16e et 17e corps d'armée.

Quant à l'entente qui pourrait être établie entre les deux gouvernements pour régler d'une façon générale les situations de la nature de celles sur lesquelles vous avez appelé mon attention, nous sommes, M. le Ministre de la guerre et moi, tout disposés à examiner les propositions qui nous seraient présentées à ce sujet.

Agréez, etc.

Signé: *Goblet.*

Extrait du Message du président Cleveland.
(Décembre 1888).

Question des naturalisations.

L'accroissement rapide de l'émigration dans notre pays et des facilités modernes des voyages, ont engendré des abus dans l'usage des privilèges accordés par nos généreuses lois de naturalisation, abus qui nécessitent une sérieuse révision des lois. La manière facile et exempte de garantie avec laquelle on peut obtenir actuellement des certificats de nationalité Américaine, a conduit un trop grand nombre d'étrangers à se débarrasser de tout devoir envers leur pays d'origine et, d'un autre côté, à se soustraire, par une résidence à l'étranger, à toute obligation et à toute contribution au service de leur patrie d'adoption.

Néanmoins, tout en évitant d'accomplir leurs devoirs de citoyens aux Etats-Unis, ceux-ci font promptement appel à la protection du gouvernement fédéral et réclament son intervention en leur faveur. Des complications internationales d'une sérieuse importance résultent de cet état de choses et la correspondance du département d'Etat révèle le grand nombre et la complexité des questions qui ont été ainsi soulevées.

Nos lois réglementant la délivrance de passeports devraient être

sérieusement révisées, et la création d'un bureau central d'enregistrement dans la capitale est de nouveau vivement recommandée. De cette manière, les détails de chaque cas particulier de naturalisation aux Etats-Unis seraient conservés, l'on découvrirait ainsi de nombreux cas de citoyenneté frauduleuse et d'injustes responsabilités seraient écartées.

31.

ETATS-UNIS, GRANDE-BRETAGNE.

Correspondance relative à la demande des Etats-Unis de rappeler Lord Sackville de Washington du 27 octobre 1888 au 18 février 1889.

Parliamentary Papers, presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. December 1888 [C.—5616] March 1889 [C.—5626].

1.

The Marquis of Salisbury to Mr. Herbert.

(Telegraphic.) Foreign Office, November 5, 1888.

You may, if the United States' Government have not yet been informed, write to Secretary of State that, by instructions from Her Majesty's Government, you have, in the absence of Lord Sackville, been placed in charge of the Legation.

2.

Mr. Herbert to the Marquis of Salisbury. — (Received November 6.)

(Telegraphic.) Washington, November 6, 1888.

I have received your Lordship's telegram of yesterday.

I have this day written to the United States' Government in the sense of your Lordship's instructions.

3.

Mr. Herbert to the Marquis of Salisbury. — (Received November 7.)

(Telegraphic.) Washington, November 7, 1888.

The American newspapers to-day publish your Lordship's despatch to Lord Sackville of 27th October.

Lord Sackville denied accuracy of interview referred to by Mr. Phelps in a private letter to Secretary of State, a copy of which was forwarded on the 31st ultimo by post to the Foreign Office.

4.

Lord Sackville to the Marquis of Salisbury. — (Received November 8.)

Washington, October 30, 1888.

My Lord,

With reference to my telegram of this day's date, I have the honour to inclose copy of a note addressed to me by the Secretary of State informing me that the President of the United States has become convinced that, for causes known to myself and to Her Majesty's Government, my present official position in the United States is incompatible with the best interests, and detrimental to the relations, of both Governments, and transmitting at the same time to me my passports.

I have, &c.

(Signed) ***Sackville.***

Inclosure in No. 4.

Mr. Bayard to Lord Sackville.

Department of State, Washington, October 30, 1888.

My Lord,

The President of the United States has instructed me to inform you that, for good and sufficient causes, which are known to yourself, and have been duly brought to the knowledge of your Government, he has, with great regret, become convinced that it would be incompatible with the best interests, and detrimental to the good relations, of both Governments that you should any longer hold your present official position in the United States, and that accordingly the Government of Her Britannic Majesty will, without delay, be informed of this determination, in order that another channel may be established for the transmission of such communications as may be found desirable by the two Governments in the transaction of their business.

Whenever it is your pleasure to depart from the United States, I am instructed to furnish you with the usual facilities, and, with that view, I now beg leave to inclose a passport in the customary form.

I avail, &c.

(Signed) ***F. Bayard.***

5.

Mr. Herbert to the Marquis of Salisbury. — (Received November 8.)

(Telegraphic.) Washington, November 8, 1888.

I have the honour to inform your Lordship, with reference to my telegram of the 6th instant, that the Secretary of State has acknowledged my note, and expressed his readiness to enter into official communication with me.

6.

Lord Sackville to the Marquis of Salisbury. — (Received November 11.)

(Extract.) Washington, October 28, 1888.

I have been accused by the United States' Government of having, as a foreign Representative, endeavoured to interfere in the domestic politics of the country by writing the letter copy of which was inclosed in my despatch of the 26th instant.

That letter was, as your Lordship is aware, written under the impression that it was to be considered a private communication, and cannot, I venture to think, be construed in the sense which has been given to it by unscrupulous political wirepullers. But I submit to your Lordship that the action of the United States' Government in the matter can scarcely be justified under the circumstances of the transaction, which are well known to them and admitted by them.

7.

Lord Sackville to the Marquis of Salisbury. — (Received November 12.)

Washington, October 31, 1888.

My Lord,

With reference to my telegram of to-day's date, I have the honour to inclose to your Lordship herewith printed copies as published in the newspapers of the statement made by the Secretary of State, giving the reasons for the step taken by the President in sending me my passports.

As I had the honour to state to your Lordship this day by telegraph, this statement is an unjust attack upon my integrity, which I repudiate.

He states that after the publication of my letter I received »the representatives of the press, and in frequent interviews with them, intended for publication, added to the impugnment already made of the good faith of this Government;« and he goes on to say that although he had called my attention to them, I abstained from making any modification or disavowal of them through the channels in which the statements first found publicity.

In my despatch of the 26th instant I reported to your Lordship my disclaimer to Mr. Bayard of any thought or intention of interfering in the domestic politics of the country, which he had accepted.

At a subsequent interview, he alluded to remarks which I was reported to have made to a newspaper reporter impugning the action of the Executive, and I again emphatically disclaimed the meaning given to my words by a newspaper reporter, and immediately wrote him a private letter, copy of which is inclosed. I conceived that it was to him alone that I could look for a proper appreciation of my conduct, and not to the public press. I felt that I had done nothing of which to be ashamed, but had been simply basely betrayed into an indiscretion, a situation

which he himself had fully recognized, and appeared at the time to appreciate in a conciliatory spirit.

The exigencies of the compaign, however, and the necessity of gaining the Irish vote, were paramount, and after all that had passed between us, Mr. Bayard does not hesitate to impute motives to me which had no existence, and which I had formally repudiated, and to make them the cause of what I venture to think your Lordship will consider, under the circumstances, an almost unprecedented step on the part of the Executive Government.

I have, &c.
(Signed) **Sackville.**

Inclosure 1 in No. 7.

Lord Sackville to Mr. Bayard.

(Personal.)

Washington, October 27, 1888.

Dear Mr. Bayard,

Referring to an interview which is reported in the »New York Tribune« of the 24th instant, I remark that my words are so turned as to impugn the action of the Executive. I beg to emphasize that I had no thought or intention of doing so, and I most emphatically deny the language which is attributed to me by other papers of »clap-trap« and »trickery,« as applied to the Government to which I am accredited. My record here has been, I trust, such as to preclude the possibility of my having used such language, but I must, I suppose, succumb to the consequences ofhaving been made a victim to an infamous pilot.

I have, &c.
(Signed) **Sackville.**

Inclosure 2 in No. 7.

Extract from the »New York Tribune« of October 31, 1888.

Department of State, Washington, October 29, 1888.

To the President,

The Undersigned has the honour to submit, for your consideration, the following statement, with a view to receive your direction thereon.

On the 4th September last a letter, purporting to be written by one Charles F. Murchison, dated at Pomona, Cal., was sent from that place to the place to the British Minister at this capital, in which the writer solicited an expression of his views in regard to certain unsettled diplomatic questions between the United States and Great Britain, stating at the same time that such an expression was sought by him for the purpose of determining his vote at the approaching Presidential election. He stated that he was a naturalized citizen of the United States, of English birth, but that he still considered England the mother country, and this fact led him to seek advice from the British Representative in this country. He further stated that the information he sought was not for

himself alone, but to enable him to give certain assurances to many other persons in the same situation as himself, for the purpose of influencing and determining their political action as citizens of the United States of English birth, but who still regarded their original obligations of allegiance as paramount. The letter also contained gross reflections upon the conduct of this Government in respect to questions now in controversy and unsettled between the United States and Great Britain, and, both directly and indirectly, imputed insincerity in such conduct.

To this letter the British Minister at once replied from Beverly, Mass., under date of the 13th September last. In this reply he stated that »any political party which openly favours the mother country at the present moment would lose popularity,« and that the party in power is fully aware of that fact; and that in respect to the »questions with Canada, which have been unfortunately reopened since the rejection of the (Fisheries) Treaty by the Republican majority in the Senate, and by the President's Message, to which you allude,« »all allowances must, therefore, be made for the political situation as regards the Presidential election.« The Minister thus gave his assent and sanction to the aspersions and imputations above referred to.

Thus, under his correspondent's assurance of secrecy, in which the Minister concurred by marking his answer »Private,« he undertook to advise a citizen of the United States how to exercise the franchise of suffrage in an election close at hand for the Presidency and Vice-Presidency of the Unit d States, and through him, as the letter suggested, to influence the votes of many others.

Upon this correspondence being made public, the Minister received the representatives of the public press, and in frequent interviews with them, intended for publication, added to the impugnments which he had already made of the good faith of this Government in its public action and international dealings. Although ample time and opportunity have been afforded him for the disavowal, modification, or correction of his statements, to some of which his attention was called personally by the Undersigned, yet no such disavowal or modification has been made by him through the channels in which his statements first found publicity.

The question is thus presented whether it is compatible with the dignity, security, and independent sovereignty of the United States to permit the Representative of a foreign Government in this country not only to receive and answer without disapproval, and confirm by his repetition, aspersions upon its political action, but also to interfere in its domestic affairs by advising persons formerly his countrymen as to their political course as citizens of the United States.

As between this country and Great Britain, there can be no controversy as to the complete severance of the ties of original allegiance by naturalization. Disputes on this point were finally put at rest by the Treaty of Naturalization concluded by the two countries on the 13th May, 1870. Therefore it will not be contended, nor was such contention ever

admitted by us, that citizens of the United States of British origin are subject to any claim of the country of their original allegiance.

The Undersigned also has the honour to call attention to the provisions of section 5335 of the Revised Statutes of the United States, by which severe penalties are visited upon the citizen of the United States who, without the authority or permission of this Government, »commences or carries on any verbal or written correspondence or intercourse with any foreign Government or any officer or Agent thereof,« either with an intent to influence the action of such Government or its Agents in relation to any disputes or controversies with the United States, or with an intent »to defeat the measures of the Government of the United States.« These penalties are made equally applicable to every citizen of the United States not duly authorized who »counsels, advises, or assists in any such correspondence,« with similar unlawful intent.

The Undersigned respectfully advises that the attention of the Attorney-General of the United States be directed to these enactments, in order that an investigation may be made with a view to ascertain whether they have not been violated in the present case by the correspondent of the British Minister.

By your direction, the attention of the British Government has, in a spirit of comity, been called to the conduct of its Minister as above described; but without result. It therefore becomes necessary for this Government to consider whether, as the guardian of its own self-respect and of the integrity of its institutions, it will permit further intercourse to be held through the present British Minister at this capital. It is to be observed that precedents are not wanting as to the question under consideration. It is a settled rule, essential to the maintenance of international intercourse, that a Diplomatic Representative must be persona grata to the Government to which he is accredited. If, by his conduct, he renders himself persona non grata, an announcement of the fact may be made to his Government. In the present case, all the requirements of comity have been fulfilled, the facts having been duly communicated to Her Majesty's Government, with an expression of the opinion of this Government in regard thereto.

Respectfully submitted,
(Signed) *T. F. Bayard.*

8.

Mr. Herbert to the Marquis of Salisbury. — (Received November 20).

Washington, November 9, 1888.

My Lord,

I have the honour to transmit a statement by Lord Sackville in connection with the publication of his private letter to Murchison.

I have, &c.
(Signed) *Michael H. Herbert.*

Inclosure in No. 8.

Statement of Lord Sackville in connection with the Publication of his Private Letter to Murchison.

I was induced to believe the Murchison letter genuine, as it came from California, where I knew there were many English domiciled as well as naturalized.

Under these circumstances, and as secrecy and privacy were promised in the letter, I conceived that no harm could result from describing the situation created by the retaliatory Message of the President, which was generally regarded at the time as an act of hostility to Her Majesty's Government likely to produce international complications.

Certain it is that my answer to the Murchison letter fell into the hands of persons who used it for the purpose of making it appear that President Cleveland was under English influence, and in consequence to influence the Irish vote against him. In my interview with Mr. Bayard after the publication of my letter, he characterized the incident as a »campaign trick«, and after having accepted my complete disclaimer of any intention of impugning the action of the Executive, he proceeded to inveigh in strong language against those who employed such means to influence the Irish vote.

This interview took place on the 26th instant, and I had then no reason to suppose that the matter had gone further than the communication to Mr. Phelps of what had occurred, and I left Mr. Bayard under the impression that it would drop. As I was leaving, he said that he had seen in the newspapers a report of what I had said to a newspaper reporter, and thought it would be well if I could deny the accuracy of it. I said that I would do so, as I never intended that any such meaning should be attached to my words. On returning home I immediately wrote him the private letter copy of which was inclosed in my despatch of the 31st ultimo, and I heard no further from him until my passports were sent to me on the 30th.

But, although in possession of my letter, Mr. Bayard says in his statement of the reasons for sending me my passports that although ample time and opportunity had been given me for the disavowal, modification, or correction of statements to which he had called my attention, I had not done so through the channels in which they had found publicity, meaning, of course, newspaper reporters. But I considered that, after having written to him disclaiming the meaning attached to my words, any communication through newspapers would have been undignified and would have met with the disapproval of Her Majesty's Government; and for this reason I refrained from making any communication through such channels. Mr. Bayard's statement, therefore, appeared to me to be an unjust attack upon the integrity of my conduct after what had passed between us, and after I had done all I could in the sense which I understood he desired, to mitigate the effect which the unjustifiable publication of my letter was intended to create. I was all along ignorant of the

precise grounds upon which my removal was sought and of the nature of the communications made by Mr. Phelps to Her Majesty's Government, but I presumed that time would have been allowed me to explain the situation, and for Her Majesty's Government to pronounce upon it. But party exigencies overruled international comity. Telegrams were being received at the White House to the effect that the Irish vote in New York was slipping away from the Democratic ticket, and that immediate action was necessary on the question of my dismissal in order to conciliate it. This action, involving as it did a want of courtesy which I venture to think is unprecendented in the history of diplomatic intercourse, was taken on the 30th without any intimation to me from Mr. Bayard that the situation had in any way changed since I had seen him on the 26th, when he had accepted my explanations and had said that he bore me no ill-will. The question at issue, moreover, had never assumed an international character as far as I was aware until the moment it was decided to send me my passports, when all adjustment was rendered impossible, and an incident which concerned me personally was thus at once made the cause of serious complications with Her Majesty's Government.

(Signed) *Sackville.*

Washington, November 8, 1888.

9.

Mr. Phelps to the Marquis of Salisbury. — (Received December 4).

Legation of the United States, London, December 4, 1888.

My Lord,

In accordance with your Lordship's request, I have the honour to transmit herewith certain papers, having relation to the recent action of the President of the United States, in respect to Lord Sackville, Her Majesty's late Minister at Washington. I much regret that accidents, not within my control, have so long delayed them.

They are copies of a correspondence between Lord Sackville and a person signing himself »Murchison«, bearing date the 4th and 13th September last; a copy of an article in the »New York Times« newspaper, referred to by Lord Sackville in that correspondence; the report of an interview between Lord Sackville and a reporter of the »New York Tribune« newspaper, on the 23rd October, published in that paper on the 24th; the report of an interview between Lord Sackville and a reporter of the »New York Herald« newspaper, on the 24th October, published in that paper on the 26th; and an enlarged facsimile of Lord Sackville's letter to »Murchison«, above mentioned, published in the »New York Tribune« of the 4th November.

All these publications were very widely copied and circulated throughout every part of the United States, between the 23rd October and the 6th November last. And various other interviews between Lord Sackville and the reporters of newspapers, of similar import with the one contained in the »Tribune«, were likewise widely published and circulated.

It will not fail to be observed by your Lordship, that the letter addressed to Lord Sackville by »Murchison« contains very grave insinuations against the integrity of the motives of the President of the United States, in his action upon important questions of foreign policy. These insinuations do not appear to have been regarded by Lord Sackville as a sufficient reason for declining to answer the letter, nor did they encounter any rebuke or dissent in his reply. That the reply was marked »private«, only to distinguish it from official correspondence, and was really intended to be made public, is apparent, as well because that was the professed and only object of the »Murchison« letter, as from the statement of Lord Sackville himself, in the interview with the reporter of the »New York Herald«. And in the interview with the reporter of the »Tribune«, which was, of course, understood to be for publication, the imputation of discreditable motives, not only to the President, but to the Senate of the United States, is distinctly made by Lord Sackville. No contradiction or explanation by Lord Sackville of the statements imputed to him in these interviews has ever been published.

Both the correspondance and the »Tribune« interview appeared to the Government of the United States to constitute a very grave and unprovoked affront by Lord Sackville to the President and the Senate.

Perhaps further comment upon these incidents is unnecessary, as it is certainly unpleasant. But it is difficult to understand their significance, without reference to the circumstances under which they took place.

The Presidential election in the United States occured on the 6th November, and was preceded by an earnest and excited canvass. The number of British subjects of Irish descent, who have sought and obtaineo naturalization in the United States under the existing very liberal laws on that subject, is sufficiently large to exercise at the decisive points a very considerable influence upon the result of such an election. A strong appeal had been made throughout the discussions which preceded the election, to the prejudices of this body of citizens against the Government of Great Britain. And the President had been persistently charged with being the especial friend of that Government, and with having been controlled in his foreign and domestic policy by British influence. That these charges were without foundation was not enough to prevent them from having serious effect in the quarter to which they were directed, and becoming one of the leading topics in the canvass. It was in this state of affairs that the »Murchison« letter was addressed to Lord Sackville. That it was intended to draw out from him a reply that could be used against the Administration in the election, becomes very apparent upon perusal of it. The answer of Lord Sackville, as might have been expected, was immediately circulated throughout the United States, in large type and in facsimile. I cannot encumber this note with extracts from numberless speeches and newspapers, to show the use that was made of it, or the construction that was put upon it. They are easily accessible. If it did not influence many voters of a certain class, it was not for the want of most persistent efforts to that end.

An interference in the political discussions of the United States, that, under other circumstances, might, however erroneous, have been of less consequence, became at the time it took place, and under existing circumstances, of very serious and mischievous importance; and, as it appeared to the Government of the United States, should have been avoided with even unusual care and circumspection.

In asking from Her Majesty's Government the recall or withdrawal of its Minister, upon a representation of the general purport of the letter and statements above mentioned, the Government of the United States assumed that such request would be sufficient for that purpose, whatever consideration the reasons for it might afterwards demand or receive.

It was believed that the acceptance or retention of a Minister was a question solely to be determined, either with or without the assignment of reasons, by the Government to which he was accredited; and the Government of the United States was not, therefore, prepared for your Lordships intimation, that particulars of the language complained of should be furnished, and that the action of Her Majesty's Government in respect to withdrawing the Minister would await the reception of it, and the hearing accorded to the Minister in regard to it.

I need hardly assure your Lordship that it is from no feeling of unkindness to Lord Sackville, whose previous intercourse with the Government of the United States had been acceptable, that I am instructed to bring these facts to the attention of Her Majesty's Government. The Government of the United States deeply regrets the occurrence that, in its judgment, rendered necessary the termination of Lord Sackvill's official residence at Washington, as it must always regret any incident that might impair in the slightest degree the most friendly relations that exist between the two Governments.

I have, &c
(Signed) *E. J. Phelps.*

Inclosure 1 in No. 9.

Mr. Charles F. Murchison to Lord Sackville.

To the British Minister, Washington, D. C.:

Sir, Pomona, California, September 4, 1888.

The gravity of the political situation here, and the duties of those voters who are of English birth but still consider England the motherland, constitute the apology I hereby offer for intruding for information.

Mr. Cleveland's Message to Congress on the Fishery question justly excites our alarm, and compels us to seek further knowledge before finally casting our votes for him as we had intended to do.

Many English citizens have for years refrained from being naturalized, as they thought no good would acure from the act. But Mr. Cleveland's administration has been so favourable and friendly towards England, so kind in not enforcing the Retaliatory Act passed by Congress, so sound on the free trade question, and so hostile to the dynamite shool of Ireland,

that by the hundreds-yes, by the thousands-they have become naturalized for the express purpose of helping to elect him over again, the one above all of Americain politicains they consider their own and their country's best friend. I am one of these unfortunates. With a right to vote for President in November, I am unable to understand for whom I shall cast my ballot, when but one month ago I was sure Mr. Cleveland was the man. If Cleveland was pursuing a new policy toward Canada temporarily only, and for the sake of obtaining popularity and continuation of his office four years more, but intends to cease his policy when his re-election is secured in November and again favour England's interests, then I should have no further doubts, but go forward and vote for him.

I know of no one better able to direct me, Sir, and I most respectfully ask your advice in the matter. I will further add that the two men, Mr. Cleveland and Mr. Harrison, are very evenly matched, and a few votes may elect either one. Mr. Harrison is a high-tariff man, a believer on the American side of all questions, and undoubtedly an enemy to British interests generally. This State is equally divided between the parties, and a mere handful of our naturalized countrymen can turn it either way. When it is remembered that a small State (Colorado) defeated Mr. Tilden in 1876, and elected Hayes, the Republican, the importance of California is at once apparent to all. As you are at the fountain head of knowledge on the question, and know whether Mr. Cleveland's present policy is temporary only, and whether he will, as soon as he secures another term of four years in the Presidency, suspend it for one of friendship and free trade, I apply to you, privately and confidentially, for information which shall in turn be treated as entirely secret. Such information would put me at rest myself, and if favourable to Mr. Cleveland enable me, on my own responsibility, to assure many of our countrymen that they would do England a service by voting for Cleveland and against the Republican system of tariff. As I before observed, we know not what to do, but look for more light on a mysterious subject, which the sooner it comes will better serve true Englishmen in casting their votes.

Yours very respectfully.
(Signed) *Charles F. Murchison.*

Inclosure 2 in No. 9.

Extract from the »New York Times« of August 22, 1888.

There is this further consideration in favour of supporting the Administration on this issue-it will leave the question still open for friendly means of settlement of some kind, while a support of the Senate's position would close all avenues of future negotiations, and bring upon the country the disastrous consequences of retaliation, hostility, and possible war. It would put an end to all prospect of improving the commercial relations of the United States and Canada. This is one of the questions which the people should keep in mind in casting their votes next November.

Inclosure 3 in No. 9.

Extract from the »New York Daily Tribune« of October 24, 1888.

Lord Sackville doesn't care.

The British Minister aknowledges that he Wrote the Los Angeles Letter.

Extremely Friendly toward Mr. Cleveland's Administration. — Not in the least Afraid that his Recall will be Demanded.

Washington, October 23.

Lord Sackville, the British Minister, was seen by the »Tribune« correspondent to-day in reference to the letter printed in yesterday's »Tribune« in a despatch from Los Angeles, alleged to have been written by him to an American citizen of English birth, who had asked the Minister's advice as to how he should vote at the coming election . . . . . . When asked if the Los Angelos letter was genuine, he replied that it was.

»Was the gentleman who wrote to you a friend?« asked »Tribune« correspondent.

»Oh, no,« was the reply. »I never saw him or heard of him until I received his letter. He wrote, asking my advice, as other people do, and I answered him as you have seen.«

»Did you expect that your letter would find its way into print?«

»No, indeed; especially as I marked it private. But now that it is published, I don't care.«

»What do you think of the suggestion in the ,New York Sun' to-day, that if the letter is genuine, Secretary Bayard should immediately send you your passports?«

Lord Sackville had not read the article referred to, and when it was handed to him he perused it carefully, with a smile upon his face, and then said:

»I am not alarmed at that threat. There has been so much said about me in the past that I have become indifferent to such comment. The man wrote to me asking my advice upon a subject in which he was interested, as he had perfect right to do. I answered him, giving him my views upon the matter, as I had a right to do. That's all there is of it.«

»Then you don't feel at all uneasy over the demand for your recall?«

»Oh, dear, no. I have done nothing that is at all prejudicial to my position, or that is in violation of any international custom or courtesy.«

»Has anything been done in regard to the fisheries question since the rejection of the Treaty by the Senate?«

»No. Since that time matters have been at a standstill on both sides. Of course; I understand that both the action of the Senate and the President's letter of retaliation were for political effect. In a general election, it is but natural that evey point should be seized upon by both parties which would have an effect upon the voters. It is not at all likely that any trouble will result over this fisheries matter. It will be amicably adjusted in the end.«

* * * * * *

»Well,« said the correspondent, as the interview was brought to a close, »then there is nothing more that you wish to say, either in reference to the Los Angeles letter or the demand for your recall?«

»No,« was the reply. »I wrote what I believed in the former, and I shall give myself no uneasiness about the latter.«

Inclosure 4 in No. 9.

Extract from the »New York Herald« of October 24, 1888.

Lord Sackville's Letter.

Her British Majesty's Minister acknowledges his Written Views of the Administration.

No Impropriety in it.

He says he Wrote in his Private Character to a Correspondent he considered Reputable.

[From our Regular Correspondent.]

Herald Bureau, corner Fifteenth and G Streets, N. W.,
Washington, October 23, 1888.

Sir Lionel Sackville West, the British Minister, while at his summer home at Beverly, Massachusetts, received by mail on the 12th September a letter from a resident of Pomona, California, to which he sent the following reply, written on the 13th September: —

»(Private.)

»Sir,

»I am in receipt of your letter of the 4th instant, and beg to say that I fully appreciate the difficulty in which you find yourself in casting your vote. You are probably aware that any political party which openly favoured the mother country at the present moment would lose popularity, and that the party in power is fully aware of this fact. The party, however, is, I believe, still desirous of maintaining friendly relations with Great Britain, and is still as desirous of settling all questions with Canada which have been unfortunately reopened since the retraction of the Treaty by the Republican majority in the Senate and by the President's Message, to which you allude. All allowances must, therefore, be made for the political situation as regards the Presidential election thus created. It is, however, impossible to predict the course which President Cleveland may pursue in the matter of retaliation should he be elected, but there is every reason to believe that, while upholding the position he has taken, he will manifest a spirit of conciliation in dealing with the question involved in his Message I inclose an article from the ,New York Times' of the 22nd August, and remain, yours faithfully,

(Signed) »*L. S. Sackville West.*

»Beverly, Mass., September 13, 1888.«

Its publication in the New York papers did not attract attention of officials and others until to-day, when the question was naturally raised as to whether it was a genuine letter, and whether it called for action on the part of the Administration.

It is Genuine.

The bell-pull at the office of the British Legation has not been so busy for many a day as it was this morning. Inquiries were made from every part of the country through correspondents as to whether the letter was written by Lord Sackville. To all inquiries the reply was made briefly and without evasion that the British Minister did write the letter, and had no apology or explanation to offer for doing so.

It was a personal letter, not intended for publication, and therefore he would not discuss it.

In the absence of Secretary Bayard there was no one at the State Department who would give expression as to what was thought of the tenour of the letter, or whether it called for action on the part of the Administration. Some of the officials thought it very indiscreet on Minister West's part to confide in writing his opinion about political matters to anybody.

At the White House the genuineness of the letter was questioned, but in the absence of the Secretary of State there was no one who had any opinion to give even if the letter was written by the British Minister. Mr. Bayard has been absent for two weeks on his vacation, and is expected here the latter part of the week.

It will not Pass Unnoticed.

From an official source, however, I learned that the action of the British Minister will not pass unnoticed.

The policy of our Government in sending Representatives to foreign countries is to prohibit their taking part in any way in the political concerns of the country to which they are accredited. They are instructed that »it is forbidden to diplomatic Agents abroad to participate in any manner in the political concerns of the country of their residence, and they are directed especially to refrain from public expression of opinion upon local, political, or other questions arising within their jurisdiction. The plain duty of the Diplomatic Agents of the United States is scrupulously to abstain from interfering in the domestic politics of the countries where they reside. This duty is especially incumbent on those who are accredited to Governments mutable in form and in the persons by whom they are administered. By taking any open part in the domestic affairs of such a foreign country they must, sooner or later, render themselves obnoxious to the Executive authority, which cannot fail to implair their usefulness.«

The State Departement, as far as possible, impresses upon all foreign Ministers accredited to the United States the propriety of following the explicit instructions given our own diplomatic Agents abroad. It is very

seldom that a Minister resident in Washington will give an opinion on any political question, and never for publication.

A Political Trick.

In the present instance, it is the opinion of those who have carefully read Minister West's letter that the writer of the letter, to which his is a reply, was instigated by political motives in trying to draw him into saying something that could be used in the Presidential campaign to the injury of the democratic party.

I went this evening to the British Legation for the purpose of receiving the explanation that Lord Sackville had expressed himself willing to make to the »Herald« of the circumstances under which he had written the letter.

An English born citizen of California had sought from him an approval of his expressed desire to vote for the re-election of President Cleveland.

The Minister first confirmed the accuracy of the copy of his letter that I had taken to him for verification, and then, producing from his cabinet the original of the letter addressed to him by his unknown correspondent at Pomona, California, asked me to read it and tell him if I could what reasonable objection had been or could be raised to his answering it, or to the matter and quality of his answer.

I informed Lord Sackville that certain gentlemen, prominent in the Republican party, deemed his letter of sufficient importance to their cause so make use of it for the purpose of creating a prejudice against the candidacy of Mr. Cleveland in the closing weeks of the campaign, and that those who took that view and made that use of the letter considered that its publication had put him so far on the defensive as to require him to justify or excuse the writing of the letter.

His Point of View.

Lord Sackville declined to accept that view, or to say anything to placate, help, or hinder any partisan interest connected with the pending contest for the Presidency, adding that he did not write letters nor refrain from writing them out of regard to political exigencies within the United States, which were matters that in no way concerned him otherwise than as a friendly and impartial spectator, but solely with reference to what was courtcous and proper between himself and those that saw fit to honour him with their communications. He was aware that the native ingenuity of the American people was apt to come out strongly at the time of their national elections, and he thought the enthusiasm and enterprise that they threw into such struggles were indications of a sound political Constitution, but he would like to know how any of the present contestants are to gain an advantage from the publication of his letter, which contained nothing but statements of well known and undisputable facts.

He had stated »that any political party which openly favoured the mother-country at the present moment would lose popularity.« Does anybody dispute this attribution of fervid patriotism to the American people?

He had added that, »the party in power is fully aware of this fact.« He reads all the leading journals, and knows whereof he speaks on this point.

He had expressed the belief that the party in power was »desirous of maintaining friendly relations with Great Britain,« and still as desirous of settling all questions with Canada, and he might say the same of all parties in the United States upon the authority of all the recognized party leaders and organs. His knowledge that the Republican majority in the Senate had rejected the Fisheries Treaty was derived from the official Report of the proceedings of the Senate, published by order of that Chamber itself.

The Minister no Prophet.

He had written that it was »impossible to predict the course which President Cleveland may pursue in the matter of retaliation should he be elected,« and if anybody can make any authoritative prediction on that point in advance of the situation or circumstances requiring the President to act, the person so enabled is in possession of a valuable piece of information which it is impossible be should long keep to himself. He had told his correspondent that »there is every reason to believe that while upholding the position he has taken, he (the President) will manifest a spirit of conciliation in dealing with the question involved in his Message« (meaning the so-called Retaliation Message). His authority for that expression of belief is to be found in the American press at large, and he (the Minister) cannot conceive how he could have justified his words to himself, or have escaped the just censure of the people of this country at large, had he presumed to tell anybody that the President would not uphold any position he has taken on a grave question, or that he would approach such a question in any other than a becoming spirit.

The letter of his sorrespondent, while professing to see in the past conduct of President Cleveland much to commend him to the suffrages of an elector holding the views and opinions set out in the letter, expressed a fear that partizan exigency might lead the President, in case of his re-election, to do certain things that the writer could not approve, and inasmuch as Lord Sackville was not in possession of a commission to tell anybody, or even to learn for himself whether the President would or would not do the things reprobated by his correspondent, he deemed it proper and sufficient to remind the latter that »allowances must, therefore, be made for the political situation« in estimating the meaning and value of the rhetoric of campaign editors and orators.

The Minister does not understand that popular leaders in America, any more than elsewhere, are in the habit or are willing to be held strictly to an account or performance of all they may happen to say in the heat of a political canvass, and hence his soothing reminder to his anxious correspondent.

Possibly entrapped.

The letter to Lord Sackville, which elicited his much-discussed reply,

covers four closely-written pages of note paper, and I could not refrain from imparting to the Minister my suspicion, based upon the matter and form of the letter, that it was a fraudulent and deceptive communication intended to entrap him into some unguarded expression that could be turned to the disadvantage of one of the candidates for the Presidency. It had not occured to him that there could be any such purpose in the letter, but he admitted the plausibility of the suggestion, though he declined to take it into serious consideration in the absence of any proof that his correspondent was other than the sincere and conscientious person he held himself out to be in his letter. He declined to permit me to take the letter for publication unless and until the consent of the writer can be obtained.

In his Private Character.

The inscription of the word »private« upon Lord Sackville's letter was explained by him to be the ordinary mode of distinguishing letters written in his personal character from those written or signed by him on the business of the Legation.

He would cheerfully have given his consent to the publication of the letter if the formality of asking his consent had occurred to those concerned in its publication. He understoód, from what was said in the letter to which he was replying, that his answer would be shown to other people than the recipient of it. Consequently, it was advised that he use the term »private« to distinguish the letter from those that he has occasion to write on the public business of his office.

The suggestion that a foreign Ambassador should not write unofficial letters on the domestic politics of the country to which he is accredited was dismissed by Lord Sackville in a summary fashion. It happens constantly, he says, in his intercourse with people, that statements are made to him, and information, opinion, and advice asked of him touching matters beyond his sphere and duty as a diplomatic Agent of Her Majesty, and in all such instances he acts as any rational and considerate person would. What he would say in a personal interview he would, of course, not hesitate to write to an absent informant or inquirer, and he wrote to the gentleman at Pomona substantially what he should have told him at Beverly had he been called upon there.

In thanking Lord Sackville for his patience and courtesy, I told him that because of the supposed interests of one of our political parties he would probably be severely attacked in the papers for a few days on account of his letter. He replied, laughingly: »Indeed! Well, let them come on. I read all the papers, you know, and I shall enjoy it greatly, I assure you.«

Inclosure 5 in No. 9.

Extract from the »New York Tribune,« Sunday Edition of November 4, 1888.

10.

The Marquis of Salisbury to Lord Sackville.

Foreign Office, December 8, 1888.

My Lord,

I have received and laid before the Queen your Lordship's despatches of the 26th, 28th, 30th, and 31st ultimo, reporting the circumstances which had caused the United States' Government to terminate your Mission as Her Majesty's Representative to the Government of that country.

Your Lordship is aware that I have been in communication on this subject with Mr. Phelps, and, for convenience of reference, I inclose the papers on the subject which have been laid before Parliament.

I have now received a further letter from Mr. Phelps explainiug the views of the United States' Government in the matter, a copy of which is inclosed, for your information; and I request that you will have the goodness to furnish me with any observations you may have to make thereon.

I have, &c.

(Signed) ***Salisbury.***

11.

The Marquis of Salisbury to Mr. Phelps.

Foreign Office, December 24, 1888.

Sir,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of the 4th instant, inclosing the reported conversations upon which, on the 27th October last, you principally based the request preferred by the President of the United States that Lord Sackville, Her Majesty's Minister at Washington, should be recalled. That letter, with its inclosures, has been referred to Lord Sackville, and I have now the honour to transmit to you a copy of his reply so far as it relates to them.

The request in answer to which you have been good enough to forward these papers was made in order that Her Majesty's Government might be enabled to form a judgment on the complaint against Lord Sackville which was based upon them. But it has ceased to be of any practical importance, inasmuch as on the following Tuesday morning, the 30th October, the President of the United States terminated all diplomatic intercourse with Lord Sackville and forwarded his passports to him.

In your letter under reply you explain the course thus pursued by observing: —

»In asking from Her Majesty's Government the recall or withdrawal of its Minister, upon a representation of the general purport of the letter and statements above mentioned, the Government of the United States assumed that such request would be sufficient for that purpose, whatever consideration the reasons for it might afterwards demand or receive.

»It was believed that the acceptance or retention of a Minister was

a question solely to be determined, either with or without the assignment of reasons, by the Government to which he was accredited.«

The general principles admitted by the practice of nations upon this matter are of more importance than the particular case in reference to which the above doctrine is laid down.

Her Majesty's Government are unable to assent to the view of international usage which you have here expressed.

It is, of course, open to any Government, on its own responsibility, suddenly to terminate its diplomatic relations with any other State, or with any particular Minister of any other State. But it has no claim to demand that the other State shall make itself the instrument of that proceeding, or concur in it, unless that State is satisfied by reasons, duly produced, of the justice of the grounds on which the demand is made.

The principles which govern international relations on this subject appear to Her Majesty's Government to have been accurately laid down by Lord Palmerston on the occasion of Sir Henry Bulwer's sudden dismissal from the Court of Madrid in 1848: —

»The Duke of Sotomayor, in treating of that matter, seems to argue as if every Government was entitled to obtain the recall of any foreign Minister whenever, for reasons of its own, it might wish that he should be removed; but this is a doctrine to which I can by no means assent.

»It is quite true, as said by the Duke of Sotomayor, that the law of nations and international usage may permit a Government to make such a demand; but the law of nations and international usage also entitle the Government to whom such a request may be preferred to decline to comply with it. I do not mean to say that if a foreign Government is able to state to the Government of Her Majesty grave and weighty reasons why the British Minister accredited to such Government should be removed, Her Majesty's Government would not feel it to be their duty to take such representations into their serious consideration, and to weigh them with all the attention which they might deserve. But it must rest with the British Government in such a case to determine whether there is or is not any just cause of complaint against the British Diplomatic Agent, and whether the dignity and interests of Great Britain would be best consulted by withdrawing him, or by maintaining him at his post.« (Viscount Palmerston to Señor Isturiz, 12th June, 1848.)

What view Her Majesty's Government would have taken of Lord Sackville's action if the President of the United States had laid before them »grave and weighty reasons« for his removal, it would be superfluous now to consider. Private communications made by an Ambassador in good faith have never, I believe, before been made the subject of international complaints; and considerable doubt seems to rest upon the precise purport of the more public statements made by Lord Sackville to the newspaper reporters. But these were fair matters for examination and discussion, if any such discussion had been desired. It is sufficient under existing circumstances to say that there was nothing in Lord Sackville's conduct to justify so striking a departure from the circumspect and deli-

berate procedure by which in such cases it is the usage of friendly States to mark their consideration for each other.

I will abstain from comment upon the considerations, not of an international character, to which you refer as having dictated the action of the President; I will only join with the Government of the United States in expressing my regret that a personal incident of this character should have in any degree qualified the harmony which for a long time past the enduring simpathy of the two nations has impressed upon the mutual relations of their Governments.

I have &c.
(Signed) *Salisbury.*

Inclosure in No. 11.

Lord Sackville to the Marquis of Salisbury.

London, December 13, 1888.

My Lord,

I Have the honour to acknowledge the receipt of your Lordship's despatch of the 8th instant, inclosing a copy of a letter from Mr. Phelps explaining the views of the United States' Government on the subject of the termination of my Mission, and requesting me to furnish your Lordship with any observations I may have to make thereon. I have the honour, therefore, to submit to your Lordship: —

1. That it is manifest that my reply to the Murchison letter, marked »Privat,« was never intended for publication, and that I never anticipated that it would be published and used for the political purposes described.

2. That the reply in question contained no imputations against the integrity of the President in his action upon important questions of foreign policy.

3. That the assertion that such insinuations had been made by me rests entirely upon the distorted statements of newspaper reporters under the influence of strong political partizanship.

4. That it is these distorted statements which are dwelt upon as the chief cause of my dismissal.

5. That the statement, that no contradiction or explanation of them had ever been published by me, is true, but that all mention of my letter to Mr. Bayard, copy of which was inclosed in my despatch of the 31st October, is omitted; and in this connection I beg to refer your Lordship to my statement forwarded in Mr. Herbert's despatch of the 8th November.

6. That any contradiction to statements made by newspaper reporters in the United States through the press could only lead to unseemly and undignified controversy.

7. That Mr. Bayard was, as Secretary of State, in possession of my disclaimer of any intention of impugning the action of the Executive, and that he could have given such publicity to it as he thought fit under the circumstances.

8. That never in my intercourse with Mr. Bayard after the publication of my letter did he give me to understand that the correspondence and the »Tribune« interview was regarded by the Government of the United States as »a grave and unprovoked affront.«

9. That, therefore, it was made to assume such a character only in consequence of political exigencies, upon which I may be permitted to say further comment is unnecessary, and would certainly be unpleasant.

I have, &c.
(Signed) *Sackville.*

12.

Mr. Phelps to the Marquis of Salisbury. — (Received December 31.)

Legation of the United States, London, December 28, 1888.

My Lord,

I Have had the honour to receive your Lordship's note of the 24th instant, relating to the termination of the Mission of Lord Sackville, late Minister from Her Majesty's Government to the United States, and I have transmitted the same to my Government for its consideration.

I have, &c.
(Signed) *E. J. Phelps.*

13.

Mr. Herbert to the Marquis of Salisbury. — (Received January 23).

(Extract.) Washington, January 11, 1889.

I Have the honour to report that the identity of the author of the Murchison letter was made known a few days ago, and it appears that his real name is George Osgoodby, a fruit-grower of the town of Pomona, California, a man of Scotch origin, but who was born in the United States. It is stated that he conceived the idea of writing the letter to Lord Sackville himself, and that when he received the reply he communicated it with his original letter to certain prominent Republicans at Los Angeles with a view to their publication.

These gentlemen, one of whom bears the title of Judge, and another is a member of the Californian Republican State Executive Committee, have now addressed a letter to General Harrison, the President-elect, copy of which I inclose, giving an account of Osgoodby's share in the transaction, in which his honour and probity are enlarged upon, and claiming for him the credit and recognition »which are fairly due to him for his remarkable achievement.«

I may mention that the Mr. Quay who is referred to in the letter is a Senator, and was one of the principal organizers of the Republican party during the recent election.

The letter appears in the »New York Times,« and there appears to be no reason to doubt its authenticity.

Inclosure in No. 13.

Extract from the »New York Times« of January 9, 1889.

Following is the letter written from here to General Harrison on the 1st instant relative to the Murchison matter. The letter is published in the Los Angeles »Times« this morning: —

»To General Benjamin Harrison, President-elect, Indianapolis.

»Los Angeles, California, January 1, 1889.

»Dear Sir,

»First saluting you and tendering our high respect as friends and Republicans, we desire to lay before you some facts which we deem it right that you should be in possession of, for the sake of the facts themselves, as well as for your own information an protection.

»1. We do not address you as office-seekers, or in behalf of such, but in the interest of historic truth.

»2. The time has come when the true name and identity of Charles F. Murchison author of the famous letter to Lord Lionel S. Sackville West, late British Minister at Washington, should be made known, if not to the world, at least in confidence to the next President of the United States.

»3. At the request of the true and only author of that letter, and in accordance with your own united judgment, we now give you his real name, which is George Osgoodby.

»He is a bonâ fide, reputable citizen of Pomona, in this county, where he has lived a number of years, being a man of family, a fruit farmer, and a property owner to the amount of some 20,000 dollars. He is of Scotch-English parentage, but was born in the United States. He is not a politician, office-holder, nor an office-seeker, but he has small love for the English Government. He is a modest man, of intelligence and thought, and has been a teacher. We know him and have confidence in his manhood, probity, honour, and patriotism.

»4. We are satisfied that George Osgoodby himself conceived the idea of opening correspondence with Lord Sackville as well as with other British statesmen, and that he himself wrote the letter, dated Pomona, California, September 4, 1888, and signed Charles F. Murchison, which evoked the famous reply that startled the country, convulsed the continent politically, and went its way around the civilized globe. We refer, of course, to the Minister's letter, dated ‚Beverley, Massachusetts, September 13, 1888,' and signed ‚L. S. Sackville West,' and which was received at Pomona, as shown by the postmark on the envelope, on the 20th September, 1888. George Osgoodby's object was to ascertain in this way, through the agency of an unofficial letter, direct from the British Minister, the real attitude of the British Government toward the two great political

parties in the United States; to elicit a response which, when made public, should authoritatively settle the disputed question as to where the sympathy of that Government and people lay in the great electoral conflict then pending.

»,Murchison' (Osgoodby) distinctly stated in his letter to Lord Sackville that he desired the Minister's advice on the subject of voting, not only for the benefit of himself, but for the information of others; and Lord Sackville, in a subsequent interview, is quoted as having admitted that he expected his letter to be shown. The correspondence, which has since become famous, was first placed in our hands on the 19th day of October last, with the injunction to hold Murchison's true name in confidence, but with authority to make the letters public should we conclude that the interests of the Republican party and of the country justified and demanded that course. Such was our immediate and unanimous conclusion, and the letters were accordingly given to the public through the Los Angeles ,Times', the Western Associated Press, and the New York Associated Press, on the 21st day of October.

»You will find a further explanation by us of this branch of the case in the accompanying signed and printed statement which was published on the morning of the 6th November. This signed statement is as true now as it was on the day it was first published. The real name of the author of the Murchison letter has never yet been divulged to the public, out of consideration for the wishes of George Osgoodby. Knowing intimately all the facts and circumstances surrounding the case, and the persons concerned therewith, we feel justified in saying to you that all persons whatever, save Osgoodby alone, who have claimed, or who are claiming, or who may claim the authorship of that letter, thereby practise a fraud upon him, upon the Republican party, and upon you, Sir, if they come to you asking recognition because of such alleged service, and whoever lays claim to the authorship without sufficient foundation for such claim practises a fraud upon the truth. It is believed by our party that such claims are being made, and that impels us to speak thus early and plainly to you upon the subject.

»The author himself, after doing an act transcendent in its political effects, and one that has made him justly famous, naturally objects to being robbed of whatever credit may be fairly due him for his remarkable achievement. We have deemed it right as well as a duty to acquaint you with the indisputable facts, and we ask only that you consider them upon their merits.

»The original of the West letter was forwarded to Chairman Quay, of the National Republican Committee, by Judge W. F. Fitzgerald, of the California Republican State Executive Committee, but without any conference, without knowledge on the part of that Committee, very soon after it came into his possession. Photographs of the letter were first made for the Los Angeles ,Times', and copies of the whole correspondence were furnished to the Republican State Committee, which we inclose to you, in addition to the printed statement referred to, marked ,A' — a photo-

graph of Sackville's autograph letter. The photograph is sent, not so much as evidence, which is now no longer needed, as for a memento of the campaign, and we ask you to accept the same with our compliments.

»We are, &c.

(Signed) »*Harrison Gray Otis*, Editor, Los Angeles ,Times'.
»*W. F. Fitzgerald*, Member California Republican State Executive Committee«.

»Henry T. Gage was not accessible at the time of signing, but concurs in the letter.«

14.

Mr. Herbert to the Marquis of Salisbury. — (Received January 23).

Washington, January 11, 1889.

My Lord,

With reference to my immediately preceding despatch of to-day, I have the honour to inclose an article from the »New York Times«, which severely criticizes the letter from certain Republican politicians of Los Angeles to the President-elect on the subject of the authorship of the Murchison letter.

The Republican newspapers have hitherto significantly abstained from alluding to the subject.

I have, &c.
(Signed) *Michael H. Herbert.*

Inclosure in No. 14.

Extract from the »New York Times« of January 10, 1889.

»Honour among« Politicians. — We should say that the most careful student of political history might search that of our own country in vain for a more naïve confession of unconscious baseness than is made in the letter of Harrison Gray Otis and W. F. Fitzgerald to President-elect Harrison, published in our columns yesterday morning. One of these gentlemen is the editor of the Los Angeles »Times«, the other bears the title of »Judge«. Both are Republican politicians, the latter a member of the California Republican State Executive Committee. Their letter was addressed to Mr. Harrison on New Year's Day, and was avowedly intended to present to the President-elect the evidence in favour of the »claim« of one George Osgoodby to the authorship, under an assumed name, of a decoy letter to the British Minister, to which that officer, in violation of his official obligations, replied — his reply, in defiance of the rule of decency among gentlemen, being made public by Osgoodby through the agency of the authors of the letter. This is a brief but substantially complete and entirely accurate statement of the dirty transaction. Had Messrs. Otis and Fitzgerald conveyed the information of their own acts, and those of the contemptible sneak with whom they conspired, in con-

fidence and in secret to Mr. Harrison, and defended their course on the ground that it was in accordance with the rest of the trickery resorted to in behalf of the Republican candidate, such as Dudley's bribery instructions, for instance, their conduct would have been intelligible. It is true that Mr. Harrison, as a gentleman and an honest man, would have been required to treat them with scorn, and even with some resentment, but he would not have been compelled to expose them, though every instinct of justice would have promted him to do so.

But Messrs. Otis and Fitzgerald have managed their affair so as to involve Mr. Harrison himself in it unless he choose to extricate himself. In their unblushing avowal of their conduct they address him in perfect confidence that he will approve of what they and Osgoodby have done, that he will regard the latter as a deserving and highly useful person, that he will be gratified to discover his identity, hitherto concealed under an alias, and that he will be thankful to them for »protection« against »recognizing« other and false claimants to the »service« that Osgoodby performed. No enemy of Mr. Harrison could have devised a more ingenious, and at the same time a more offensive, insult to him; none could have presented an estimate of his character more discreditable, and from an enemy such a communication would have lacked the force and significance of that of these men who begin their letter by »saluting« Mr. Harrison, »and tendering high respect as friends and Republicans«. »The time has come«, they say, »when the true name and identity of Charles F. Murchison, author of the famous letter to Sir Lionel S. Sackville West, late British Minister at Washington, should be made known, if not to the world, at least in confidence to the next President of the United States«. On the supposition that »the next President of the United States« is a man of honour, this declaration is only equalled by Dogberry's anxious demand that he should be »writ down an ass«. But plainly Messrs. Otis and Fitzgerald are very far from considering themselves asses; they are equally far from considering Mr. Harrison a man of honour.

They proceed to throw further light upon their standard of conduct. They state to Mr. Harrison that the real person fraudulently signing his name »Charles F. Murchison« was, contrary to his statement in the »famous« letter, »born in the United States«, and is consequently a native citizen, and they declare: »We know him, and have confidence in his manhood, probity, honour, and patriotism«. The probity and honour of a man who writes fraudulent and lying letters under a false name are equal to the manhood of one who, as our correspondent describes him, »trembled so with fright that he could hardly talk« when he thought that there was danger of his act being disclosed. And here is the way in which this precious pair now express themselves to Mr. Harrison as to the real character of that transaction: »The author himself, after doing an act transcendent in its political effects, and one that has made him justly famous, naturally objects to being robbed of whatever credit may be fairly due him for his remarkable achievement. We have deemed it right, as well as a duty, to acquaint you with the indisputable facts, and we ask

only that you consider them upon their merits«. This declaration is induced by the belief that other persons than the real scoundrel are claiming the authorship of the »Murchison« letter, and »thereby practise a fraud upon him« (the actual scoundrel), »upon the Republican party, and upon you, Sir, if they come to you asking recognition because of such alleged service«.

The brazen unconsciousness of their own baseness exhibited by these California Republicans and by their protégé, Osgoodby, is, however, a matter of very little consequence. In the lower strata of both parties there are only too many such creatures to be found. What is of consequence is the treatment that their amazing exhibition of themselves shall receive at the hands of Mr. Harrison and of the responsible Republican organs and leaders. That may in some degree be predicted from the treatment accorded to the Dudley letter, which had some points of resemblance with that of Messrs. Otis and Fitzgerald. But the turpitude of Dudley, though worse than that of Osgoodby and his officious backers, was more in the beaten path of politics, and was, moreover, intended to be secret. It is true that a prominent contributor to Dudley's »funds« for bribery purposes lays claim to a place in Mr. Harrison's gift, but he does not openly base his claim on his knowledge of the criminal use his money was to be put to. Besides, in the present condition of the political morals of the Republican party, the President-elect may be assumed, without acknowledged infamy, to reward givers of bribes, but can he without disgrace submit to the published assumption that he approves and will »consider on its merits« as a basis for »recognition« of »service« a trick worthy of a bunko steerer or a dealer in »green goods«? Would General Hancock, had he been elected President, have tolerated such a communication in behalf of the »real author« of the Morey letter?

15.

Mr. White to the Marquis of Salisbury. — (Received February 18).

Legation of the United States, London, February 18, 1889.

My Lord,

With reference to your Lordship's note to Mr. Phelps of the 24th December last, and to his reply thereto, dated the 28th of that month, relative to the case of Lord Sackville, I have the honour to inclose the copy of a despatch which I have this day received from the Secretary of State, with instructions to communicate the same to Her Majesty's Government.

I have, &c.
(Signed) *Henry White.*

Inclosure in No. 15.

Mr. Bayard to Mr. Phelps.

Department of State, Washington, January 30, 1889.

Sir,

I have received your despatch of the 29th December last, in which you transmit the reply of the Marquis of Salisbury, bearing date the 24th of the same month, to your note of the 4th December, in relation to the case of Lord Sackville. While I concur in his Lordship's opinion that »the general principles admitted by the practice of nations upon this matter are of more importance than the particular case«, yet, before proceeding to consider his Lordship's position thereon, I deem it essential to state to Her Majesty's Government, more fully than heretofore, the views of this Government in respect to the grounds of Lord Sackville's dismissal. It is true that the Marquis of Salisbury, in the note to which I have now the honour to reply, has observed that the action of this Government has rendered it no longer necessary for that of Her Majesty to consider the merits of the complaint against Lord Sackville. It is not now, however, and has not been my purpose, in stating to Her Majesty's Government these reasons, to invite a discussion of their sufficiency. On this subject this Government has entertained no doubt. But it is my desire, in a friendly way, to acquaint Her Majesty's Government with the views of this Government in regard to the misconduct of their Envoy; and this is rendered the more important in the light of certain expressions contained in Lord Salisbury's note and its inclosure.

The offence of Lord Sackville, as heretofore stated, consisted in what this Government was compelled to regard as his intentional interference in our domestic politics, in assuming by his advice to control the political action of persons who, though formerly his countrymen and fellow-subjects, had renounced their allegiance to the British Government, and, in obtaining naturalization as American citizens, had assumed its duties and sworn to support and bear true faith and allegiance to the Government of the United States alone.

On the 12th September last Lord Sackville, being then at Beverly, in the State of Massachusetts, received a letter dated the 4th September at Pomona, California, and signed »Charles F. Murchison«, wherein the writer was described to be a naturalized American citizen of English birth, who yet regarded the interests of »England, the mother land«, as paramount, and made this preference his »apology« for applying to the British Minister for counsel as to the course he should pursue to further British interests in the affairs of his adopted country. He stated that many English citizens had for years refrained from being naturalized, since they thought »no good would accrue from the act«; but that the policy of »Mr. Cleveland's Administration« had been so »favourable and friendly towards England, so kind in not enforcing the Retaliatory Act passed by Congress, so sound on the free trade question, and so hostile to the dynamite school of Ireland, that by the hundreds — yes, by the thou-

sands — they had (have) become naturalized for the express purpose of helping to elect him over again, the one above all of American politicians they consider their own and their country's best friend«. The writer declared himself to be one of those »unfortunates« who had become so naturalized, and whom »Mr. Cleveland's Message to Congress on the Fishery question« had »alarmed« and compelled to »seek further knowledge« before »finally casting their (our) votes for him, as they (we) had intended to do«. »If«, continued the writer, »Cleveland was pursuing a new policy toward Canada temporarily only, and for the sake of obtaining popularity and continuation of his office four years more, but intends to cease his policy when his re-election is secured in November and again favour England's interests, then I should have no further doubts, but go forward and vote for him«. The opposing candidate, Mr. Harrison, was further declared to be »a high Tariff man, a believer on the American side of all questions, and undoubtedly an enemy to British interests generally«. With such statements the writer applied to Lord Sackville for advice, and concluded as follows: »As you are at the fountain-head of knowledge on the question, and know whether Mr. Cleveland's present policy is temporary only, and whether he will, as soon as he secures another term of four years in the Presidency, suspend it for one of friendship and free trade, I apply to you, privately and confidentially, for information which shall in turn be treated as entirely secret. Such information would put me at rest myself, and if favourable to Mr. Cleveland would enable me, on my own responsibility, to assure many of our countrymen that they would do England a service by voting for Cleveland and against the Republican system of Tariff. As I before observed, we know not what to do, but look for more light on a mysterious subject, which the sooner it comes will better serve true Englishmen in casting their votes«.

Such was the letter addressed to and received by Lord Sackville as the Representative of Her Britannic Majesty. Whether it was obviously fraudulent, or a thinly veiled fraudulent scheme, is now a question of minor significance. But whether fictitious and fraudulent or no, there are certain facts indubitably and indelibly stamped upon its face. It declared the writer to be actuated by motives of manifest perfidy to the United States. It grossly impugned and aspersed the motives of the President. It solicited from the official to whom it was addressed an authoritative confirmation or denial of those impugnments and aspersions, upon information which his official relations to this Government were supposed to supply, and thus to abuse the confidence he enjoyed.

To this application Lord Sackville promptly responded on the 13th September, that »any political party which openly favoured the mother country at the present moment would lose popularity, and that the party in power is fully aware of this fact«; and that in respect to the »questions with Canada, which have been unfortunately reopened since the rejection of the (Fisheries) Treaty by the Republican majority in the Senate, and by the President's Message to which you allude, allowance must therefore be made for the political situation as regards the Presidential

election«. And to give additional emphasis to his views, he inclosed an extract from a newspaper in which electors were distinctly advised to vote for Mr. Cleveland's re-election.

It is true that the letter of Lord Sackville was marked »Private«, and that his correspondent stated that it would be kept secret. In relation to this the Marquis of Salisbury observes: »Private communications, made by an Ambassador in good faith, have never, I believe, before been made the subject of international complaint«.

The precise force or applicability of this observation in the present case is not perceived. Lord Sackville has stated that his correspondent was unknown to him. The request for his advice could not, therefore, rest upon personal relations of intimacy, duty, or confidence. The sole basis of the appeal for his counsel was declared by the correspondent to be his preference, as a native Englishman, for the interests of England as against those of the United States. On behalf of the »mother land« he made his appeal. His assurance of secrecy was palpably an invitation to the Representative of that country to commit an act of impropriety, inconsistent with his duty and wholly outside the scope of his functions. He plainly informed Lord Sackville that he sought his advice not only in order to determine how to cast his own vote, but also in order to influence the political course of »many of our countrymen« in an election which he averred to be critical; referring, by that designation, to persons who, like himself, had, »by the hundreds — yes, by the thousands« — become American citizens with the intent to »favour England's interests«.

Lord Sackville was thus applied to in unmistakable terms to interfere in the political affairs of the United States, and at a time of intense public feeling, when issues of deep moment were awaiting popular decision. And while the conditions then existing did not create the offence of Lord Sackville, they must be taken into account in estimating its gravity. He was invited to assist his correspondent, »and many others«, to abuse and betray the privileges of their citizenship at an important election involving the control of the Government itself, not in the interest of that Government, but wholly in the interest of a foreign Government.

The character of Lord Sackville's act is not altered by the fact that another purpose than the one avowed may have been and probably was contained in the application. Nor am I able to perceive that any diminution of his offence can be argued from the supposition that his reply »would be treated as entirely secret«.

Even as to this assurance of his unknown correspondent, the comment of Lord Sackville, in his interview published in the »New York Herald« of the 23rd October, is noticeable. »He understood, from what was said in the letter to which he was replying, that his answer would be shown to other people than the recipient«.

The case cannot be altered by the consideration that, by reason of a breach of confidence on the part of his correspondent, the Minister's letter did not affect only the class for whom it was professedly sought, but that it was solicited and used to influence another and different class

of voters. The fact of the offence must be determined by the principles which it violated, and without respect to any particular direction in which its injurious effects operated. In this aspect of the case, the question is simply whether a foreign Diplomatic Representative shall assume the function of influencing elections in this country. Such an usurpation is of itself an intolerable offence.

The correspondence now under consideration not only constituted an unprecedented interference in our domestic politics, but it contained gross impugnments of the President's public action. Hence, had the objectionable conduct of Lord Sackville ended with his reply to the Murchison letter, the situation would have been sufficiently serious; but in various statements made by him to representatives of the public press, the impugnments of the action of this Government were emphasized. In regard to these statements I shall only say that, as Lord Sackville has in a general way questioned their accuracy, and has excused himself from failing to make any public contradiction or explanation of them on the ground that it could only have led »to unseemly and undignified controversy«, it is greatly to be regretted that his Lordship should originally have resorted to such channels of communication in order to comment upon the serious questions raised by the publication of his correspondence. That the situation was rendered more difficult by his Lordship's utterances through the public press is manifest.

I advert, however, to a passage in Lord Sackville's letter to the Marquis of Salisbury of the 13th December last, wherein he comments upon your note of the 4th of the same month, saying: —

»That the statement that no contradiction or explanation of them« (his newspaper utterances) »had ever been published by me is true, but that all mention of my letter to Mr. Bayard, copy of which was inclosed in my despatch of the 31st October, is omitted; and in this connection I beg to refer your Lordship to my statement forwarded in Mr. Herbert's despatch of the 9th November.«

As this forms part of the reply of Lord Salisbury to your note, it should be noticed.

It is true that on the 26th October, before writing the letter to me of that date, Lord Sackville called upon me and exhibited the Murchison letter. I then drew his attention very seriously to his statements in the »Tribune,« but, as he states, made no expression of personal resentment towards him. Yet it is also true that in the most emphatic language I expressed to him my amazement at and reprobation of his conduct, and avowed my sense of the gravity of the situation he had created. Personal displeasure was outside the case. His letter to me, as published by him, will be found, upon examination, to contain not a denial coextensive with the offensive language published in the »Tribune«, but merely a disavowal of intent to offend, and of the use of special words attributed to him in other newspapers than the »Tribune.«

This imperfect denial, which did not meet the language to which his attention had been directed, was contained in a personal note to me, as

if the issue was personal in its nature between his Lordship and myself; a view which is without justification, and never can be accepted.

It may also be observed that in his explanatory statement of the 8th November to his own Government, to which I should not advert if it were not referred to in the inclosure in Lord Salisbury's note, Lord Sackville continued his impugnments of the President, saying »that party exigencies overruled international comity,« and referring to »telegrams received at the White House,« &c.

I now proceed to consider that part of the Marquis of Salisbury's note laying down the rule which, in his opinion, governs the dismissal of Diplomatic Agents.

In your note of the 4th December you had stated the position of this Government as follows: —

»In asking from Her Majesty's Government the recall or withdrawal of its Minister, upon a representation of the general purport of the letter and statement above mentioned, the Government of the United States assumed that such request would be sufficient for that purpose, whatever consideration the reasons for it might afterwards demand or receive.

»It was believed that the acceptance or retention of a Minister was a question solely to be determined, either with or without the assignment of reasons, by the Government to which he was accredited.«

Replying to this, the Marquis of Salisbury observes: —

»Her Majesty's Government are unable to assent to the view of international usage which you have here expressed. It is, of cqurse, open to any Government, on its own responsibility, suddenly to terminate its diplomatic relations with any other State, or with any particular Minister of any other State. But it has no claim to demand that the other State shall make itself the instrument of that proceeding, or concur in it, unless that State is satissfied by reasons, duly produced, of the justice of the grounds on which the demand is made.

»The principles which govern international relations on this subject appear to Her Majesty's Government to have been accurately laid down by Lord Palmerston on the occasion of Sir Henry Bulwer's sudden dismissal from the Court of Madrid in 1848: —

»'The Duke of Sotomayor, in treating of that matter, seems to argue as if every Government was entitled to obtain the recall of any foreign Minister, whenever, for reasons of its own, it might wish that he should be removed; but this is a doctrine to which I can by no means assent. It is quite true, as said by the Duke of Sotomayor, that the law of nations and international usage may permit a Government to make such a demand; but the law of nations and international usage also entitle the Government to whom such a request may be preferred to decline to comply with it.

»'I did not mean to say that if a foreign Government is able to state to the Government of Her Majesty grave and weighty reasons why the British Minister accredited to such Government should be removed, Her Majesty's Government would not feel it to be their duty to take such

representations into their serious consideration, and to weigh them with all the attention which they might deserve. But it must rest with the British Government in such a case to determine whether there is or is not any just cause of complaint against the British Diplomatic Agent; and whether the dignity and interests of Great Britain would be best consulted by withdrawing him, or by maintaining him at his post.'«

The case of Lord Stratford de Redcliffe, then Mr. Stratford Canning, who was rejected without assignment of reasons by the Russian Government, and the acceptance of that decision by Lord Palmerston, might be cited to show that the rule laid down by him a few years later in Sir Henry Bulwer's case is by no means inflexible, and can be applicable only to that very peculiar case.

The circumstances of that case, briefly stated, are that on the 10th March, 1848, Lord Palmerston instructed Her Majesty's Representative at Madrid to recommend earnestly to the Spanish Government, and to the Queen Mother, if you have an opportunity of doing so, the adoption of a legal and constitutional course of government in Spain,« and his Lordship concluded his instructions with the following observations: »It would then be wise for the Queen of Spain, in the present critical state of affairs, to strengthen the Executive Government by enlarging the basis upon which the administration is founded, and by calling to her councils some of those men who possess the confidence of the Liberal party.« These instructions were duly made known by Sir Henry, them Mr. Bulwer, who, on the 8th April, 1848, transmitted a copy to the Duke of Sotomayor.

On the 10th of the same month the Duke of Sotomayor returned these communications with bitter and indignant comments, which I forbear to reproduce, and in regard to which I desire merely to observe that they were expressly directed against »Her Britannic Majesty's Minister for Foreign Affairs,« and condemned »the unheard-of pretensions of Lord Palmerston thus to mix himself up in the internal affairs of Spain.«

It is true that, when the step of summarily dismissing Her Majesty's Minister was shortly afterwards taken, objections to his personal conduct were included in the explanations of the Spanish Government. But in this relation it is pertinent to quote from the letter of Sir H. Bulwer to Lord Palmerston of the 30th May, 1848, which statements were fully accepted by Her Majesty's Government: —

»I did not fly from slander — I was less likely to fly from menace; but a triumph was to be gained in some way or other at my expense, and not at mine individually — let this always be remembered — your Lordship's name — and your Lordship's name is in foreign affairs the Government's name — was continually connected with my own, and through me it was meant to strike at the Government itself.«

The account of the episode given in the »Life of Lord Palmerston,« by the Hon. Evelyn Ashley, is as follows:

»The 'Spanish Marriages' have been sufficiently discussed in recent histories to warrant their omission without further notice. General Nar-

vaez had, as will be remembered, caused Sir Henry Bulwer to quit Madrid, and the English Government had been compelled by this open affront to send the Spanish Ambassador his passport, I say compelled, because the recall of Ambassadors was a form of protest which Lord Palmerston, as a rule, disliked. In a letter to Lord Howden (September 1, 1850), he says: 'The rupture of diplomatic relations seems to me one of the worst ways of showing displeasure, unless it is meant to be an immediate forerunner of war. The non-intercourse situation as between two States which have political and commercial interests in common is exceedingly inconvenient to both parties, and probably as much to the one as the other.'« (Vol. i, p. 16, ed. 1876.)

If applied to the case of the dismissal of a Minister for misconduct, I hold the position of Lord Palmerston, for reasons already stated, to be obviously unsound. But, in fact, the condition of affairs Lord Palmerston was then discussing did not constitute such a case. The complaint of the Spanish Government was, in fact, against his Lordship rather than against his Envoy, and in the consequences which ensued Sir H. Bulwer became a vicarious sacrifice for his Lordship, which naturally the latter was indisposed to permit. So that the case was, in reality, as stated by Lord Palmerston in his letter to Lord Howden, a suspension of diplomatic intercourse.

The case of Lord Sackville is wholly dissimilar. In the former the objection of Spain was to the action of Lord Palmerston, and presumptively of the Ministry of Great Britain, of which Sir Henry Bulwer was but the channel of communication; and throughout the entire transaction Sir Henry Bulwer received the entire approval by his Lordship.

The offence of Lord Sackville consisted in personal misconduct, wholly inconsistent with his official duty and relations, of which no suggestion of approval by his Government has yet been intimated.

Thus the present issue is not whether it is requisite that a Sovereign asking the recall of a foreign Minister should give the reasons for the application, but whether, when, as in the present case, such recall has been asked on the ground of interference in the politics of the country to which he is accredited, the question of the culpability or degree of such interference is to be left, not to the decision of the offended Sovereign, but to the determination of the Sovereign by whom the offending Minister was accredited. It is not understood how the latter view can be held by Her Majesty's Government to be a principle of the law of nations, for it would be equivalent to saying that, by such law, that Government is entitled to determine how far it will interfere in the politics of foreign States, and what degree of interference by its Ministers in the internal affairs of such States it may see proper to substain. It would be far better to suspend diplomatic relations entirely than to continue them on the basis of such a right of interference in the domestic politics of other States as would appear to be assumed, and under which, if admitted, the independence and dignity of the injured nation would perish.

What I deem to be the true international rule on this subject I find stated under the high authority of Calvo: —

»When the Government near which a Diplomatic Agent resides thinks fit to dismiss him for conduct considered improper, it is customary to notify the Government which accredited him that its Representative is no longer acceptable, and to ask for his recall. If the offence committed by the Agent is of a grave character, he may be dismissed without waiting the recall of his own Government. The Government which asks for the recall may, or may not, at its pleasure, communicate the reasons on which it bases its request; but such an explanation cannot be required. It is sufficient that the Representative is no longer acceptable. In this case international courtesy prescribes his immediate recall; and if, notwithstanding the other Government does not comply with the request, the dismissal of the Agent follows as a necessary consequence, it is effected by a simple notification and the sending of his passport. The dismissal of a Diplomatic Agent for improper conduct, either in his individual capacity or in the discharge of his official duties, is not an act of discourtesy or hostility toward the Government which accredited him, and, consequently, cannot be a reason for declaring war.» (Int. Law, vol. iii, p. 213, 4th ed. 1888.)

The point of time at which this exclusive discretion is to be exercised — whether before the departure of the Envoy for his post, or at his entrance upon his duties, or at any period during their continuance — would not apparently effect the claim put forward by the Marquis of Salisbury.

Under the rule adopted by him the receiving Government must take whoever may be sent; and in case by misbehaviour the Envoy should render himself unacceptable, its rights are to be restricted to a submission of the reasons, which, if »grave and weighty,« would be taken into serious consideration and weighed by Her Majesty's Government »with all the attention they might deserve.«

To accept such a proposition as a rule of international intercourse would be absolutely inconsistent with national independence. I have, therefore, forborne to cite from Calvo the numerous cases from which he deduces the rule laid down by him.

An Envoy is intended to be a confidential intermediary between two Governments professing friendly relations, and in reliance upon his good faith the best assurance of continued amity and good understanding will be found.

It cannot, therefore, be justly regarded as a cause of international offence to request the recall of an Envoy whenever it is discovered that his conduct has been such as to unsettle the confidence of the receiving Government; nor for that Government to dismiss him whenever in its judgment circumstances have arisen, owing to his misconduct, which endanger its own safety and welfare or tend to jeopardize the good relations of the two Governments.

I renew my expressions of sincere regret that what Lord Salisbury

has correctly termed »a personal incident« should have been thought by Her Majesty's Government in any degree to qualify the harmony of intercourse between two nations for whose amicable relations none can be more sincerely desirous than the President, and those who, together with him, are charged with the administration of the affairs of the Government and people of the United States.

You are authorized to communicate a copy of this paper to Her Majesty's Government.

I am, &c.
(Signed) *T. F. Bayard.*

32.

ETATS-UNIS.

Acte pour simplifier des lois relatives au recouvrement des impôts dit Mac-Kinley-Bill du 10 juin 1890.

Archives Diplomatiques 1890.

Par ordre du Sénat et de la Chambre des représentants des Etats-Unis d'Amérique réunis en Congrès:

Règles générales.

Article premier. — Toutes les marchandises importées aux Etats-Unis seront, pour l'exécution du présent acte, considérées comme propriété de la personne à laquelle elles auront été données en consignation.

Toutefois, le detenteur d'un connaissement à ordre et endossé par l'expéditeur sera considéré comme étant le consignataire desdites marchandises, et, en cas d'abandon de la marchandise aux assureurs, ces derniers pourront être considérés comme consignataires.

Art. 2. — Toute facture de marchandise importée sera établie en monnaie légale ayant cours dans le pays de provenance.

Si la marchandise a été achetée, la facture mentionnera la monnaie dans laquelle le paiement a été réellement effectué. Elle devra contenir une description exacte de la marchandise; elle sera dressée en triple expédition ou en quadruple expédition dans le cas où la marchandise serait destinée à être transportée immédiatement sans estimation (in case of merchandise intended for immediate transportation without appraisement).

Si la marchandise à été réellement achetée, la facture devra être signée par le propriétaire (person owning), ou par l'expéditeur (person shipping).

Si la marchandise ne provient pas d'un achat, la facture sera signée par le fabricant ou le propriétaire. Dans les deux cas, elle pourra être signée par l'agent dûment autorisé dudit acheteur, fabricant ou propriétaire.

Formalités à remplir et déclarations à faire.

Art. 3. — Toute facture devra, au moment de l'embarquement de la marchandise ou antérieurement, être présentée au consul, vice-consul ou agent consulaire des Etats-Unis du district consulaire dans lequel la marchandise a été manufacturée ou achetée selon les cas, pour être exportée aux Etats-Unis. Lors de la présentation au consul, on inscrira au dos de la facture une déclaration signée de l'acheteur, du fabricant, du propriétaire ou de leur représentant, établissant que la facture est exacte et véridique en tout point et a été faite dans la localité d'où la marchandise doit être exportée aux Etats-Unis; que la facture contient, si la marchandise provient d'un achat, une mention exacte et complète de l'époque à laquelle elle a été achetée, du lieu où cet achat a été fait, de la personne qui a vendu, du coût réel de la marchandise et de tous les frais qui la grèvent, conformément aux termes du présent acte.

Cette déclaration devra porter également que la facture ne contient point d'escomptes, primes (bounties) ou drawbacks autres que ceux qui ont été réellement consentis et que, dans le cas où la marchandise ne provient pas d'un achat, le prix indiqué est le prix courant ou prix de gros coté à l'époque de l'exportation aux Etats-Unis sur les principaux marchés du pays de provenance.

Il doit être affirmé également que ladite valeur est bien le prix auquel la marchandise décrite dans la facture est couramment offerte à tous les acheteurs sur les marchés susmentionnés, que c'est le prix que le fabricant ou propriétaire déclarant aurait reçu et serait disposé à recevoir pour cette même marchandise, dans une vente ordinaire en gros, et que ce prix comprend tous les frais qui grèvent la marchandise, aux termes du présent acte. La quantité réelle de la marchandise doit être énoncée, enfin la déclaration doit porter qu'il n'a été ou ne sera fourni à qui que ce soit aucune facture de la marchandise autre que celle produite. Si la marchandise a été réellement achetee, la déclaration devra porter également que la monnaie d'après laquelle la facture a été établie est bien celle dans laquelle le payement a été réellement effectué par l'acheteur.

Art. 4. — Aucune importation de marchandises dépassant 100 dollars et soumise aux droits (à l'exception des effets personnels qui accompagnent le voyageur) ne sera admise sans la production, soit d'une facture dûment établie et certifiée suivant la loi, soit d'une déclaration écrite et affirmée sous serment faite par le propriétaire, importateur ou consignataire, devant le receveur des douanes ou son représentant, et dans laquelle le déclarant établira qu'il lui est impossible de produire une facture.

La production de la déclaration écrite et sous serment précitée ne suffira, pour l'admission en douane de la marchandise, que si cette déclaration est accompagnée d'une pièce sous forme de facture ou autre donnant le coût réel de la marchandise, si celle-ci a été achetée; ou, si elle ne provient pas d'un achat, le vrai prix courant ou en gros sur les principaux marchés du pays de provenance au moment de l'envoi aux Etats-Unis.

Cette note devra être certifiée exacte, sous serment, par le propriétaire,

importateur, consignataire ou leur agent chargé de faire entrer la marchandise, devant le collecteur (receveur) ou son représentant. Ceux-ci auront le droit d'interroger sous serment le déposant sur les sources où il a puisé, dans l'espèce, ses informations et sur la ferme croyance qu'il a de la véracité de ses dires. Ils pourront également exiger la production de toute lettre ou document en sa possession ou à sa disposition qui pourrait aider les préposés des douanes à vérifier la valeur réelle de tout ou partie de l'importation. A défaut de cette production, il sera interdit au propriétaire, importateur, consignataire ou agent, de fournir ultérieurement toute lettre, papier ou autres documents destinés à lui faire éviter une taxation additionnelle, une pénalité ou la confiscation encourues en vertu du présent acte, à moins qu'il n'établisse, à la satisfaction de la cour ou des préposés des douanes, qu'il ne lui était pas possible de produire les pièces au moment où elles lui ont été demandées.

Aucune marchandise ne pourra être importée, même lorsque ces prescriptions auront été accomplies, à moins qu'il ne soit bien établi aux yeux du collecteur (receveur) que le défaut de production du certificat exigé n'est pas imputable au propriétaire, consignataire ou agent délégué.

Le secrétaire du Trésor peut établir un règlement d'après lequel les livres, revues et autres périodiques publiés et importés en plusieurs livraisons, numéros ou volumes, ayant le droit d'entrer en franchise, ne nécessiteront qu'une seule déclaration pour les séries entières.

Lorsque l'importation d'une marchandise excédant une valeur de 100 dollars aura été faite, au moyen d'une pièce en forme de facture, le collecteur devra exiger un engagement de produire ultérieurement une facture dûment certifiée conforme.

Art. 5. — Toutes les fois qu'une marchandise importée aux Etats-Unis entrera accompagnée d'une facture, l'une ou l'autre des déclarations suivantes (voir plus loin), selon les cas, signée par le déclarant, devra être remise, au moment de l'entrée par le propriétaire importateur, consignataire ou agent, entre les mains du receveur ou d'un notaire, ou de tout autre officier public (dûment autorisé par la loi à recevoir les serments et déclarations) qui pourrait être désigné par le secrétaire de la Trésorerie pour recevoir les dites déclarations et certifier l'identité des personnes qui les font, conformément aux prescriptions du secrétaire de la Trésorerie. Tout agent, ainsi désigné, devra déposer chez le receveur du port une copie de sa signature officielle et de son sceau.

Si la facture (ou le connaissement) d'une partie de la marchandise importée n'a pas encore été reçue à la date de l'entrée, la déclaration peut mentionner le fait et la marchandise dont on n'a pas encore pu présenter la facture ou le connaissement ne pourra entrer en même temps que le reste; elle ne pourra entrer qu'ultérieurement.

Déclaration du consignataire, importateur ou agent délégué.

Je etc., déclare solennellement et en toute sincérité:

Que je suis le consignataire (importateur ou agent) de la marchandise décrite dans la présente facture;

Que les factures (ou le connaissement) présentées par moi en ce moment au collecteur de sont exactes et les seules factures ou connaissements reçus par moi de toutes les marchandises importées par le (nom du navire), (capitaine), de (port d'attache), pour le compte pour lequel je suis autorisé à faire l'importation,

Que les dites factures ou connaissements sont tels que je les ai reçus et que je n'ai pas connaissance de l'existence d'autres factures ou connaissements des dites marchandises;

Que la déclaration d'entrée faite en ce moment au collecteur contient une description exacte et fidèle des marchandises, conforme à celle contenue dans la facture ou le connaissement;

Que rien n'a été dissimulé ou supprimé par moi ou une autre personne à ma connaissance en vue de frustrer les Etats-Unis d'une partie quelconque des droits qui leur sont légalement dus sur lesdits produits et marchandises;

Que la dite facture et la déclaration ci-jointe sont à tous égards authentiques et ont été faites par la personne à laquelle ces pièces en attribuent l'origine;

Que, si plus tard je découvre une erreur dans ladite facture ou dans la déclaration faite en ce moment au sujet des marchandises en question, ou si je reçois une autre facture de ces mêmes marchandises en question, j'en aviserai immédiatement le collecteur du district. De plus, je déclaer solennellement et en toute sincérité que je crois fermement que (ici nom et résidence du ou des propriétaires) est (ou sont) le (ou les) propriétaire des marchandises mentionnées dans la présente déclaration;

Que la facture que je fournis mentionne le coût réel (si la marchandise a été achetée) ou le prix courant ou prix de gros réel des articles, produits et si la marchandise ne proivient pas d'un achat) à l'époque de l'exportation aux Etats-Unis sur les principaux marchés du pays de provenance, et comprend et détaille (quand il est possible) la valeur de tous cartons, étuis, caisses à claire-voie, boîtes, sacs et emballages de toute sorte, et tous les autres frais et débours relatifs à la mise en état desdits articles, marchandises et produits pour leur embarquement à destination des Etats-Unis, et qu'aucuns escomptes, primes (bounties), drawbacks, autres que ceux mentionnés, n'ont été réellement consentis.

Déclaration du propriétaire dans le cas où la marchandise a été achetée.

Je déclare solennellement et en toute sincérité que je suis le propriétaire de le marchandise décrite dans la déclaration et la facture cijointes;

Que la déclaration d'entrée faite par moi en ce moment au collecteur de contient une description exacte de toutes les marchandises importées par moi ou qui me sont consignées et qui sont arrivées par le (nom du navire), capitaine , de (port d'attache);

Que la facture et la déclaration d'entrée que je fais actuellement mentionnent exactement et fidèlement le prix réel desdits articles, produits et marchandises; qu'elles comprennent et détaillent (lorsque cela est possible) la valeur des cartons, étuis, boîtes, caisses à claire-voie, sacs, emballages de toute sorte et autres frais relatifs à la mise en état desdites marchandises, pour leur embarquement à destination des Etats-Unis;

Qu'aucuns escomptes, drawbacks ou primes (bounties) autres que ceux mentionnés n'ont été réellement consentis;

Que je n'ai pas connaissance de l'existence d'autres facture ni connaissement que ceux produits actuellement, et que ces facture et connaissement sont tels que je les ai reçus.

De plus, je déclare solennellement et en toute sincérité:

Que dans les présente facture et déclaration je n'ai rien dissimulé ni supprimé en vue de frustrer les Etats-Unis d'une partie quelconque des droits qui leur sont légalement dus sur les dits produits et marchandises;

Que je crois sincèrement que lesdites facture et déclaration sont à tous égards authentiques et ont été faites par la personne à laquelle ces pièces en attribuent l'origine;

Que si plus tard je découvre une erreur dans lesdites facture ou déclaration, ou si je reçois une autre facture desdites marchandises, je m'engage à en aviser immédiatement le collecteur du district.

Déclaration du fabricant ou du propriétaire dans le cas où la marchandise n'a pas été achetée.

Je   déclare solennellement et en toute sincérité:

Que je suis le propriétaire ou fabricant de la marchandise décrite dans les présentes déclaration et facture;

Que la déclaration que je fais actuellement au collecteur de   contient une description exacte de tous les articles, produits et marchandises importés par moi ou qui me sont consignés et sont arrivés par le (nom du navire   (capitaine)   de (port d'attache);

Que lesdits articles, marchandises et produits n'ont pas été réellement achetés par moi ou mon agent dans les conditions habituelles de vente et d'achat; mais que néanmoins la facture que je produis contient une estimation exacte et fidèle desdites marchandises à leur prix courant ou de gros sur les principaux marchés du pays de provenance, au moment de l'expédition aux Etats-Unis pour mon compte (ou pour celui de mon associé)

Que ce prix est bien celui auquel la marchandise sus-mentionnée est offerte aux acheteurs sur lesdits marchés;

Que c'est bien ce prix que j'aurais reçu et que je serais disposé à recevoir pour lesdites marchandises dans une vente en gros et en temps ordinaire;

Que la facture contient également une mention exacte et fidèle du coût réel desdites marchandises dans leur état actuel; qu'elle comprend et détaille autant que cela est possible la valeur de tous les cartons, étuis, caisses à claire-voie, boîtes, sacs, emballages de toute sorte et tous autres

frais et débours relatifs à la mise en état desdites marchandises pour leur embarquement à destination des Etats-Unis;

Qu'aucuns escomptes, primes, drawbacks, autres que ceux mentionnés dans la facture et déclaration, n'ont été accordés pour lesdites marchandises;

Que lesdites déclaration et facture sont à tous égards authentiques et ont été faites par la personne à laquelle ces pièces en attribuent l'origine;

Que je n'ai pas connaissance et ne crois pas à l'existence d'autres factures ou connaissements que ceux fournis par moi, et que ces facture et connaissement sont tels que je les ai reçus.

De plus, je déclare solennellement et en toute sincérité que dans lesdites facture et déclaration, je n'ai rien dissimulé ou supprimé, en vue de frustrer les Etats-Unis d'une partie quelconque des droits qui leur sont légalement dus sur lesdits articles, produits et marchandises.

Que, si plus tard je découvre une erreur dans la facture ou dans la déclaration faite actuellement, ou si je reçois une autre facture desdites marchandises, j'en aviserai immédiatement le collecteur du district.

Pénalités.

Art. 6. — Toute personne qui fera sciemment de fausses assertions dans les déclarations exigées par l'article précédent, ou qui aura aidé, en quoi que ce soit, à faire une fausse déclaration, sera, après établissement de sa culpabilité, puni d'une amende qui ne pourra dépasser cinq mille dollars (5 000) ou d'un emprisonnement de deux ans au plus avec travail obligatoire ou conjointement des deux peines à la discrétion de la cour, et cela sans préjudice de la confiscation de la marchandise pour cause de fausse déclaration ou pour toute autre cause déterminée par la loi.

Art. 7. — Le propriétaire, consignataire ou agent de toutes marchandises importées, qui ont été réellement achetées, pourra, au moment du dépôt de la déclaration écrite relative auxdites marchandises, mais non après, faire à cette déclaration telle addition qu'il jugera convenable, tant pour le coût que pour la valeur figurant sur la facture ou sur la note en forme de facture, ou sur la pièce représentant la facture qu'il produira au moment de la déclaration d'entrée, de manière à donner la valeur marchande ou le prix en gros réel de ladite marchandise sur les principaux marchés du pays de provenance au moment de leur exportation aux Etats-Unis; mais lorsqu'il s'agira d'une marchandise non achetée, les additions de ce genre, ne seront pas autorisées, et le collecteur dans le district duquel la marchandise sera déclarée à l'importation, qu'elle soit achetée ou non, devra faire établir le prix de gros réel de ladite marchandise, et si la valeur constatée par expertise de l'un des articles de la marchandise importée excède de plus de 10 % la valeur déclarée à l'entrée, il sera imposé, perçu et payé en dehors des droits établis par la loi sur la marchandise en question, une somme additionnelle représentant 2 % sur l'ensemble de la valeur expertisée, par chaque 1 % dont la dite valeur d'expertise dépassera la valeur déclarée à l'entrée.

Ces taxes additionnelles s'appliqueront seulement à l'article ou aux articles de chaque facture dont la valeur aurait été estimée au-dessous de

la réalité. Si l'évaluation faite par la douane excède de 40 % la valeur déclarée, il pourra y avoir présomption d'entrée frauduleuse, et le collecteur des douanes pourra saisir la marchandise et procéder comme en cas de confiscation pour cause d'infraction aux lois de douane. Dans les poursuites qui peuvent résulter de cette saisie, le fait d'avoir diminué la valeur sera considéré comme une présomption évidente de fraude, la charge de la preuve contraire incombera à l'inculpé, et la sonfiscation sera prononcée à moins qu'il ne parvienne à détruire suffisamment cette présomption d'intention frauduleuse.

Les confiscations stipulées par cet article s'appliqueront à l'ensemble des objets contenus dans le colis renfermant le ou les articles estimés au-dessous de leur valeur dans chaque facture.

Les taxes additionnelles, pénalités ou confiscations applicables aux marchandises entrant accompagnées d'une facture dûment certifiée conforme, seront également applicables à celles qui seront accompagnées d'une déclaration en forme de facture ou facture sommaire. Le droit toutefois ne sera pas établi d'après une valeur moindre que celle qui a été déclarée et qui est inscrite sur la facture.

Art. 8. — Quand une marchandise présentée en douane a été donnée en consignation en vue de la vente par le fabricant ou pour son compte à une personne, agent, associé ou consignataire aux Etats-Unis, ladite personne, agent, associé ou consignataire devra, au moment de la déclaration d'entrée de la marchandise, présenter au collecteur des douanes du port où la déclaration est faite (comme partie intégrante de ladite déclaration et en plus de la facture certifiée ou de la note en forme de facture exigée par la loi) une pièce signée par le fabricant mentionnant le prix de revient de la marchandise, ce prix devant comprendre tous les éléments mentionnés dans l'article 11 du présent acte.

Lorsque la marchandise déclarée a été donnée en consignation en vue de la vente par une autre personne ou pour le compte d'une autre personne que le fabricant de ladite marchandise à une personne, agent, associé ou consignataire aux Etats-Unis, cette personne, agent, associé ou consignataire, devra, au moment de l'entrée de la marchandise, fournir au collecteur des douanes du port où aura eu lieu la déclaration d'entrée, et comme partie intégrante de cette déclaration, un état signé par l'expéditeur (consignor) déclarant que la marchandise a été réellement achetée par lui ou pour son compte et mentionnant la date et le lieu d'achat, le nom du vendeur de la marchandise, et donnant le détail du prix qu'il l'a payée. Les déclarations exigées par cet article devront être dressées en triple expédition et certifiées conformes par l'agent consulaire des Etats-Unis résidant dans le district consulaire où la marchandise a été fabriquée, s'il s'agit de consignation faite par le frabricant ou pour son compte, ou bien d'où elle a été importée, si elle a été consignée par une personne autre que le fabricant. L'une de ces expéditions sera remise à la personne qui fera la déclaration ; une autre sera remise avec le triplicata (triplicate) de la facture de la marchandise au collecteur du port des Etats-Unis dans

lequel la marchandise sera consignée. La troisième expédition restera déposée au consulat.

Lorsqu'un propriétaire, consignataire, importateur de marchandise, agent ou autre personne sera convaincu d'avoir fait ou tenté de faire une déclaration d'entrée de marchandise importée au moyen de facture, déclaration écrite et sous serment, lettres ou documents faux ou frauduleux, ou à l'aide de dépositions écrites ou verbales fausses, ou d'agissements frauduleux, ou qui se sera rendu coupable d'un acte ou d'une omission volontaire pouvant frustrer les Etats-Unis des droits ou d'une partie des droits légalement établis sur la marahandise ou une partie de la marchandise mentionnée dans la facture, déclaration écrite et sous serment, lettre, documents, etc., la marchandise ou la valeur à recouvrer par la personne qui déclare l'entrée sera confisquée. La confiscation s'appliquera seulement à l'ensemble des marchandises (ou à leur valeur) contenués dans le colis où l'on aura saisi le ou les articles incriminés; et la personne convaincue de fraude sera condamnée pour chaque fraude à une amende qui ne pourra dépasser cinq mille dollars (5,000 ou à un emprisonnement de deux ans au plus ou aux deux peines conjointement au gré de la cour.

De l'expertise.

Art. 10. — Les experts des Etats-Unis, les personnes qui en feront l'office ou les collecteurs, suivant les cas, devront employer tous les moyens en leur pouvoir pour vérifier, estimer, évaluer et établir exactement, sans tenir compte des factures, la valeur courante et le prix de gros réel de la marchandise à l'époque de l'exportation aux Etats-Unis, sur les principaux marchés du pays de provenance pour déterminer le nombre des yards, colis ou quantités ainsi que la valeur courante ou le prix de gros de chacun d'eux, selon les cas.

Art. 11. — Lorsque la valeur courante réelle et telle qu'elle est déterminée ici d'un produit importé, manufacturé en tout ou partie et soumis à un droit ad valorem, ou à un droit basé en tout ou partie sur la valeur, ne peut être établie à la satisfaction de l'expert, le ou les experts devront employer tous les moyens pour déterminer le prix de revient de ce produit au moment de l'exportation aux Etats-Unis et au lieu de fabrication. Ce prix de revient devra comprendre le coût de la matière première et de la main-d'œuvre, ainsi que tous les frais généraux de quelque nature que ce soit nécessités par la confection dudit produit, frais d'emballage et autres relatifs à la mise en état du produit pour l'embarquement; le prix ainsi établi sera majoré de 8 %. Dans le cas visé par cet article, le produit ne pourra jamais subir une élévation inferieure au prix de revient total, tel qu'il vient d'être fixé.

Art. 12. — Il sera nommé par le président, après avis et consentement du Sénat, neuf experts généraux qui recevront chacun un salaire annuel de 7,000 dollars. Il n'y aura pas plus de cinq de ces experts du même parti politique. Ils ne devront être engagés dans aucune autre affaire, n'avoir ni occupation ni emploi accessoires et pourront être révo-

qués à toute époque par le président pour incapacité, négligence ou fautes commises dans l'exercice de leurs fonctions. Ils seront employés sur les frontières de terre et dans les ports désignés par le secrétaire de la Trésorerie et seront autorisés à y exercer les pouvoirs que leur confère le présent acte; ils pourront, sous la direction générale du secrétaire de la Trésorerie, exercer toute autre surveillance sur les expertises et classifications douanières de marchandises importées qu'il sera nécessaire pour assurer l'uniformité des expertises et classifications légales dans les différents ports. Trois des experts généraux formant une commission seront de service tous les jours (les dimanches et fêtes légales exceptés) dans le port de New-York, aux heures fixées par le secrétaire de la Trésorerie.

Un local destiné à recevoir les échantillons sera installé dans ce port et sera régi par les règlements établis par le secrétaire de la Trésorerie. Ce règlement devra déterminer les classes des articles sujets à être déposés, la durée du dépôt et la manière dont il en sera disposé. Le magasin d'échantillons sera placé sous le contrôle de la commission des experts du port.

Art. 13. — L'expert vérifiera et corrigera les rapports des experts adjoints s'il le juge à propos.

L'expert, et, dans les ports où il n'y en aura pas, la personne en faisant fonctions devra communiquer au collecteur sa décision quant à la valeur de la marchandise expertisée.

Dans les ports où il n'y aura pas d'expert, le certificat du préposé des douanes auquel sont confiées l'estimation et la perception des droits et l'expertise d'un produit sera considéré comme certificat d'expertise de la marchandise. Lorsque le collecteur jugera que l'expertise d'un produit est inférieure à ce qu'elle devrait être, il pourra ordonner une nouvelle expertise qui sera faite par l'un des experts généraux. Si l'importateur, propriétaire, agent ou consignataire du produit est mécontent de l'évaluation, il peut, après avoir accompli toutes les formalités exigées par la loi pour l'entrée et l'expertise du produit, en donner avis par écrit au collecteur dans un délai de deux jours.

Au reçu de la réclamation, celui-ci ordonnera immédiatement une nouvelle expertise du produit par l'un des experts généraux. La décision, soit de l'expert, soit de la personne qui en fait fonction dans le cas où il n'y a pas de réclamation de la part du collecteur, de l'importateur, du propriétaire, du consignataire ou agent, soit de l'expert général, en cas de nouvelle expertise, sera définitive, en ce qui concerne la valeur soumise aux droits de la marchandise, vis-à-vis de toutes les personnes intéressées, à moins que:

1° L'importateur, propriétaire, consignataire ou agent mécontent de la décision n'en avise par écrit dans un délai de deux jours le collecteur;

2° Le collecteur ne juge l'estimation de la marchandise inférieure à la valeur réelle.

Dans ces deux cas, le collecteur transmettra toutes les pièces relatives à l'affaire à la commission des trois experts généraux qui seront de service dans le port de New-York, ou à telle autre commission siégeant dans un

autre port et pouvant être désignée par le secrétaire de la Trésorerie. Cette commission examinera le cas qui lui sera soumis, et sa décision unanime ou celle de la majorité de ses membres sera définitive pour les intéressés en ce qui concerne la valeur de la marchandise à taxer. Le collecteur ou son remplaçant vérifiera, fixera et liquidera le taux et le montant des droits à payer par le produit ainsi que les frais et charges, selon les règles établies par la loi.

Recours contre l'expertise.

Art. 14. — La décision du collecteur en ce qui concerne le taux et le montant des droits applicables à un produit importé, y compris tous les frais et charges et les honoraires de toute sorte à l'exception des droits sur le tonnage, sera définitive pour les intéressés, à moins que le propriétaire, importateur, consignataire ou agent, ou celui qui paye les honoraires ou frais de toute sorte autres que les droits ne fasse une réclamation écrite au collecteur dans les dix jours (mais pas avant) qui suivent l'expertise et la liquidation des droits, qu'il s'agisse de marchandise en entrepôt ou de marchandise destinée à être livrée de suite à la consommation. Cette réclamation devra déterminer par écrit, et en regard de chaque déclaration ou versement, les motifs de leur opposition.

Lorsque la marchandise sera destinée à être consommée immédiatement, il y aura lieu de verser préalablement le montant des droits et charges fixés par l'expertise. Au reçu de la réclamation et après payement préalable des droits, le receveur transmettra la facture et tous les papiers et pièces relatifs à l'affaire à la commission des trois experts généraux du port de New-York ou à telle autre commission désignée par le secrétaire de la Trésorerie. Cette commission examinera l'affaire, et sa décision unanime ou celle de la majorité de ses membres sera définitive vis-à-vis des intéressés. Elle sera communiquée au collecteur (ou à son remplaçant) chargé de liquider les droits d'entrée, excepté dans le cas où il serait fait appel devant la cour de circuit dans les formes et délais fixés par l'art. 15 du présent acte.

Art. 15. — Dans le cas où le propriétaire, importateur, consignataire ou agent, ou le collecteur ou le secrétaire de la Trésorerie serait mécontent de la décision de la commission des experts généraux dont il est parlé dans l'article 14 en ce qui concerne l'interprétation de la loi, la classification du produit, le taux du droit, ils pourront, dans les trente jours qui suivront cette décision (mais non après), interjeter appel devant la cour du circuit des Etats-Unis dans le ressort de laquelle l'affaire aura eu lieu. Pour interjeter appel, le reclamant devra déposer au bureau du greffe de ladite cour un rapport mentionnant les erreurs dont il se plaint. Une expédition de ce rapport sera remise au collecteur, importateur, propriétaire, consignataire ou agent, suivant les cas. La cour se fera adresser par la commission des experts généraux le procès-verbal des faits relevés par eux, ainsi que leurs décisions; tous les faits relevés par les experts susmentionnés auront pour la cour une présomption de véracité. Dans les vingtjours qui suivent l'envoi des pièces, la cour pourra, à la requête

du secrétaire de la Trésorerie, du receveur du port, de l'importateur, du propriétaire, consignataire ou agent, selon les cas, charger l'un des experts mentionnés, agissant comme mandataire de la cour (as an officer of the court), d'examiner les assertions du secrétaire de la Trésorerie, du receveur, du propriétaire, de l'importateur, du consignataire ou de l'agent, et de les communiquer dans les soixante jours qui suivent à la cour en se conformant aux prescriptions établies par elle. Les faits révélés par cette nouvelle enquête seront présumés authentiques et c'est en se basant sur eux que la cour rendra son arrêt en ce qui concerne la classification de la marchandise, le taux du droit, etc. Cet arrêt sera définitif. Le collecteur désigné ou son remplaçant liquidera les droits d'entrée d'après les données établies par la cour, à moins que la cour ne juge que la question est d'une importance telle qu'elle nécessite l'examen de la cour suprême des Etats-Unis. En ce cas, et dans les trente jours qui suivent, la cour de circuit, ou le juge qui rend la sentence, peut autoriser le pourvoi devant la cour suprême. Le gouvernement des Etats-Unis aura toujours le droit, dans les trente jours qui suivent l'arrêt de la cour, d'interjeter appel par l'entremise de l'attorney général. Dans le cas de première demande, comme dans celui d'appel, il sera fourni un cautionnement destiné à couvrir les frais et dommages comme il est d'usage lorsque l'Etat est partie au procès. La cour suprême est compétente pour reviser toute sentence rendue en ces matières et elle est libre de rendre comme il lui plaît la décision à appliquer.

Tout jugement définitif rendu en faveur de l'importateur sera exécuté par le secrétaire de la Trésorerie dans les formes établies par l'article 23 du présent acte. Les cours de circuit seront toujours prêtes à examiner les conflits mentionnés dans cet article, et elles pourront respectivement établir et modifier les règles de procédure comme elles le jugeront convenable, pourvu toutefois que ces changements soient compatibles avec les règles générales établies.

Art. 16. — Les experts généraux, ou chacun d'eux en particulier, sont autorisés à déférer le serment. Les experts généraux ou les commissions d'experts généraux, les experts locaux ou les collecteurs, suivant le cas, peuvent citer devant eux et interroger sous serment tout propriétaire, importateur, agent ou consignataire ou toute autre personne qu'il serait utile de citer, pour établir la valeur imposable ou la classification d'un produit importé. Ils peuvent exiger la production de toutes lettres, pièces ou factures relatives à la marchandise en question; il peuvent exiger un témoignage écrit dont, en ce cas, il est conservé au bureau du collecteur une copie pouvant être utilisée au besoin jusqu'à la décision définitive du collecteur ou de la commission des experts généraux, selon le cas, en ce qui concerne l'expertise ou la classification de ladite marchandise.

Art. 17. — Toute personne citée qui négligera ou refusera de se présenter, qui refusera de répondre ou de rédiger par écrit une réponse aux interrogatoires, de signer sa déposition ou de produire des pièces lorsque la présentation en sera exigée par un expert général, par la commis-

sion des experts généraux ou un expert local, ou un collecteur, sera punie d'une amende de cent dollars (100). Dans le cas où cette personne serait le propriétaire, l'importateur ou consignataire, l'expertise que fera l'expert général, la commission des experts, l'expert local ou le collecteur, dans le cas où il n'y aurait pas d'expert, serait définitive et sans appel. Toute personne qui, sciemment, affirmera des choses fausses sous serment devant un expert général, la commission des experts, l'expert local ou collecteur, sera jugée comme parjure; si cette personne est le propriétaire, l'importateur ou le consignataire, la marchandise sera confisquée.

Art. 18. — Toutes les décisions des experts généraux et des commissions d'experts généraux relatives aux valeurs et aux taux des droits seront conservées. Elles pourront être consultées en se conformant aux règlements établis à cet effet par le secrétaire de la Trésorerie. Toutes les décisions des experts généraux seront immédiatement transmises au secrétaire de la Trésorerie et à la commission des experts généraux du port de New-York, le rapport de la commission sera, autant que possible, accompagné d'échantillons de la marchandise en litige. La commission est chargée, sous la direction du secrétaire de la Trésorerie, de faire rédiger et publier un résumé de celles des décisions des experts qu'elle considérerait comme importantes, ainsi que les décisions individuelles des experts généraux ou des comités d'experts généraux. Ce résumé donnerait une description sommaire de la marchandise en litige, la valeur et le taux du droit établi dans chaque cas, en renvoyant, autant que faire se peut, soit par un numéro ou autrement aux échantillons déposés dans le bureau installé à cet effet à New-York. Ce résumé sera publié au moins une fois par semaine pour renseigner les préposés des douanes et le public.

De l'application des droits (ad valorem).

Art. 19. — Quand une marchandise importée sera passible d'un droit ad valorem ou d'un droit régi ou réglé en quoi que ce soit par la valeur, le droit sera établi d'après la valeur marchande ou le prix de gros réel auxquels ladite marchandise a été achetée et vendue en gros au moment de son expédition aux Etats-Unis sur les principaux marchés du pays de provenance, ou dans les conditions où on l'achète et où on la vend pour être exportée ou consignée à destination des Etats-Unis, y compris la valeur de tous les cartons, caisses à claire-voie, boîtes, sacs et emballages de toute espèce et tous autres frais, charges et débours relatifs à la mise en état de la marchandise pour son embarquement à destination des Etats-Unis. Si pour une marchandise, qu'elle soit passible de droits ou admise en franchise, on emploie comme emballage ou comme récipient un produit ou un contenant inusité et destiné à un autre usage qu'au transport de bonne foi de ladite marchandise aux Etats-Unis, il sera imposé ou perçu sur ledit produit ou récipient le droit additionnel qu'il aurait acquitté s'il eut été importé séparément. Les termes valeur ou valeur courante réelle (actual market value), toutes les fois qu'ils sont employés dans le présent acte ou dans toute autre loi relative aux expertises de marchandises im-

portées, doivent être interprétés d'après la définition que le présent article donne de la valeur marchande et du prix de gros.

Des marchandises en entrepôt et règles diverses.

Art. 20. — Toute marchandise déposée dans un entrepôt public ou privé pourra en sortir pour être livrée à la consommation dans un délai de trois ans à partir de l'importation première, sous réserve d'acquitter les droits et charges dont elle est passible aux termes de la loi au moment de la sortie. Il est entendu que rien dans le présent acte n'affectera ni ne modifiera les dispositions des lois relatives aux matières explosibles ou sujettes à détérioration.

Art. 21. — Quand les poursuites ou actions intentées ont donné lieu à une saisie en vertu d'un acte quelconque établissant ou règlementant la perception des droits, l'importation ou le tonnage, si la propriété est réclamée par quelqu'un, le réclamant sera tenu de justifier du droit qu'il prétend avoir et il appartienera à la cour de statuer.

Art. 22. — Sont supprimés par le présent acte tous les honoraires perçus et tous les serments déférés par les préposés des douanes, à l'exception de ceux qui sont établis par ce même acte ou par des actes actuellement en vigueur aux Etats-Unis sur la déclaration d'entrée et la visite en douane des produits importés, ainsi que sur toutes les déclarations de sortie des articles, produits et marchandises indigènes destinés à l'exportation. Pour les marchandises destinées à l'exportation, le serment sera remplacé par une déclaration faite dans la forme et selon les règles prescrites par le secrétaire de la Trésorerie. Les pénalités établies par l'article 6 du présent acte pour les fausses déclarations visées par ledit article sont applicables aux déclarations mentionnées dans le présent article. Si les honoraires dont il vient d'être question constituent, aux termes de la loi, tout ou partie de la rémunération d'un préposé des douanes, ledit préposé, à partir de la mise en vigueur du présent acte, recevra chaque année une somme fixe égale au montant des honoraires qu'il aurait perçus pour son service dans le cours de ladite année.

Art. 23. — Dorénavant, lors de l'estimation et de la liquidation des droits, il ne sera plus accordé aucune réduction pour avaries aux produits, marchandises et articles importés. Toutefois l'importateur, dans les dix jours qui suivront la déclaration d'entrée, pourra faire abandon aux Etats-Unis de tout ou partie des articles, marchandises ou produits figurant sur la facture et être déchargé des droits applicables à la partie dont il fera abandon. La partie abandonnée devra s'élever comme quantité ou valeur au moins à 10 % du montant de la facture; les marchandises dont il sera fait ainsi abandon seront vendues aux enchères ou autrement et le produit en sera porté au crédit des Etats-Unis, en se conformant aux règlements que le secrétaire de la Trésorerie pourra établir.

Restitution de droits perçus indûment et rectification des erreurs évidentes.

Art. 24. — S'il est prouvé, à la satisfaction du secrétaire de la Trésorerie, que dans les versements faits, soit après constatation des droits

ou non, soit après appel, il a été payé ou versé au collecteur des douanes des sommes supérieures à celles qui, établies par liquidation définitive, auraient dû, aux termes de la loi, lui être payées ou versées, le secrétaire de la Trésorerie ordonnera au trésorier de rembourser et payer lesdites sommes avec les fonds disponibles du Trésor qui n'ont pas de destination spéciale. L'attribution des espèces faite par le présent acte est permanente et indéfinie, et le secrétaire de la Trésorerie est autorisé également par le présent acte à corriger toutes les erreurs évidentes des agents, commises dans les déclarations d'entrée ou dans les liquidations, qu'elles soient en faveur ou au préjudice des Etats-Unis. Il pourra exercer ce droit dans le délai d'un an, à partir de la déclaration d'entrée, mais pas plus tard. Le rapport annuel présenté au Congrès par le secrétaire de la Trésorerie devra donner un état des différents remboursements effectués en vertu du présent acte ou de tout autre acte du Congrès, relatifs aux revenus de l'Etat. Il devra fournir en même temps une copie des règlements qui régissent ces remboursements.

De la responsabilité des agents.

Art. 25. — A partir de la mise en vigueur du présent acte, les collecteurs ou autres préposés des douanes ne seront en quoi que ce soit responsables envers les propriétaires, importateurs, consignataires ou agents des marchandises quelconques, ni envers aucune autre personne, des règles ou décisions appliquées au classement de ces marchandises ou aux droits dont elles sont passibles, non plus que de la perception des droits, charges ou redevances relatives à ces marchandises, ou de tout autre fait ou action quelconque pour lesquels, aux termes du présent acte, ces propriétaires, importateurs, consignataires ou agents auraient pu interjeter appel des décisions desdits collecteurs, des autres préposés des douanes, ou de celles des commissions d'experts créées par le présent acte.

Art. 26. — Lorsqu'une personne, par don, offre ou promesse d'argent ou d'objets de valeur, cherchera soit directement, soit indirectement, à pousser un agent des Etats-Unis à commettre une action contraire aux lois relatives à l'importation, à l'expertise, à la déclaration en douane, à la visite, à la vérification ou à la liquidation des articles, produits et marchandises, y compris les bagages des voyageurs, ou par menaces, demandes ou promesses quelconques, cherchera à exercer une influence ou un pouvoir abusif sur ledit agent des Etats-Unis dans l'exercice de ses fonctions, cette personne, sa culpabilité reconnue, sera condamnée à une amende qui ne pourra excéder deux mille dollars (2,000) ou à un emprisonnement d'un an au plus avec travail obligatoire ou aux deux peines conjointement au gré de la cour. Les dispositions relatives aux dons, offres ou promesses de donner, si elles satisfont la cour devant laquelle la cause est appelée, seront de prime abord (prima facie evidence) une présomption de violation de la loi, et c'est à l'inculpé qu'incombera le soin de prouver l'innocuité du fait et l'absence de toute intention de violer la loi.

Art. 27. — Tout agents des Etats-Unis qui, en dehors des honoraires légalement exigibles, sollicite, demande, exige ou reçoit directement ou

indirectement de l'argent ou des objets de valeur en raison de transactions illégales relatives à l'importation, à l'expertise, à la déclaration en douane, à la visite, à la vérification ou à la liquidation des articles, produits ou marchandises y compris les bagages des voyageurs, sera, si sa culpabilité est constatée, condamné à une amende qui ne pourra excéder cinq mille dollars (5, 000) ou à un emprisonnement de deux ou trois ans au plus avec travail obligatoire ou aux deux peines conjointement au gré de la cour.

Les dispositions relatives auxdits faits de solliciter, demander, exiger ou recevoir, si elles sont acceptées par la cour devant laquelle la cause est entendue, seront considérées comme présomption de preuves de la violation de la loi, et l'inculpé devra fournir la preuve contraire, c'est-à-dire prouver la légitimité de son acte et l'absence de toute tentative de corruption.

Bagages en transit.

Art. 28. — Les bagages ou effets personnels arrivant en transit aux Etats-Unis à destination d'un pays étranger pourront être confiés par les personnes les ayant en charge au collecteur de la circonscription que cela regarde, soit afin qu'il les garde sans réclamer ni exiger de droits, soit afin qu'il les expédie au collecteur du port de sortie pour que ce dernier les livre auxdites personnes lorsqu'elles partiront pour l'étranger, sous réserve des règles ou règlements que le secrétaire de la Trésorerie pourra prescrire.

Mesures spéciales.

Art. 29. — Les articles 2608, 2838, 2839, 2841, 2843, 2845, 2853, 2854, 2856, 2858, 2860, 2901, 2902, 2905, 2907, 2908, 2909, 2922, 2923, 2924, 2927, 2929, 2930, 2931, 2932, 2943, 2945, 2952, 3011, 3012, 3012 1/2, 3018 des statuts revisés des Etats-Unis sont abrogés, et les articles 9, 10, 11, 12, 14 et 16 de l'acte intitulé »Acte pour amender les lois relatives aux douanes et pour abroger les moitiés«, approuvé le 22 juin 1874, et les articles 7, 8 et 9 de l'acte intitulé »Acte pour diminuer les taxes du revenu intérieur et pour d'autres effets«, approuvé le 3 mars 1883, et tous autres actes ou parties d'actes incompatibles avec les dispositions du présent acte sont abrogés également. Mais l'abrogation des diverses lois en vigueur ou les modifications qui y sont apportées par le présent acte n'infirmeront en quoi que ce soit les actes commis, les droits acquis ou en voie de s'acquérir, non plus que les procédures engagées et les procès intentés avant lesdites abrogations et modifications. Tous les droits et responsabilités existant en vertu de ces lois demeureront en vigueur, comme si lesdites abrogations ou modifications n'avaient pas eu lieu.

Tous les délits commis, toutes les pénalités, confiscations ou responsabilités encourues avant la mise en vigueur du présent acte en vertu des lois incorporées dans le présent acte, ou changées ou modifiées, ou abrogées par lui, pourront être poursuivis et punis comme si ledit acte n'avait pas été voté. Tous les actes de prescription s'appliquant aux causes et aux procédures civiles, à la poursuite des délits ou au recouvrement des amendes et confiscations qui sont incorporés dans le présent acte ou modifiés,

changés ou abrogés par lui, n'en seront pas atteints; tous les procès, procédures et poursuites, soit au civil, soit au criminel, pour causes et actions existantes ou commises avant le vote du présent acte pourront être entamés et suivis dans les mêmes délais et auront les mêmes effets que si le présent acte n'avait pas été voté. De plus, aucune des dispositions contenues dans le présent acte ne sera interprétée comme abrogeant les dispositions de l'article 3058 des statuts revisés, amendés par l'acte approuvé le 23 février 1887 et relatif au délaissement des marchandises consenties aux assureurs ou aux sauveteurs, et à la constatation des droits dont lesdites marchandises sont passibles.

Entrée en vigueur du bill.

Art. 30. — Le présent acte entrera en vigueur le 1er août 1890, à l'exception toutefois de l'article 12 concernant la création de neuf experts généraux, qui entrera en vigueur immédiatement.

Approuvé le 10 juin 1890.

33.

FRANCE, ITALIE.

Correspondance diplomatique relative à l'inviolabilité des archives consulaires, du 22 décembre 1887 au 31 janvier 1889.

Archives Diplomatiques 1889.

Le Chancelier du Consulat de France au Préfet de Florence.

Florence, 22 décembre 1887, 3 h. 30 au soir.

Monsieur le Préfet,

Aujourd'hui, à midi et demi, le préteur du premier mandement de Florence s'est présenté à la Chancellerie du Consulat de France, assisté d'un greffier, d'un huissier et accompagné de MM. Muratori et Constanti, avocats du sieur Elmélik, sujet français, ainsi que du sieur Giulio Feri, avoué du sieur Paoli.

Le préteur m'a exhibé un jugement du Tribunal de première instance de Florence, rendu par défaut le 20 décembre courant, contre M. le Consul de France, sur l'instance principale du sieur Elmélik, citoyen français, et du sieur Paoli, partie intervenante.

Il m'a requis de donner exécution à ce jugement, à savoir de lui indiquer où étaient les papiers de la succession Husseïn, déposés en ce Consulat et dont l'inventaire est commencé depuis plusieurs jours.

En l'absence de M. de Laigue, j'ai dû répondre au magistrat qui m'exhibait le jugement dont il s'agit, que je ne pouvais me rendre à sa

requête, que je ne pouvais permettre l'accès de la Chancellerie et encore moins la perquisition des papiers y déposés, sauf sur l'ordre de M. le Consul de France, et que je n'aurais cédé qu'à la force.

Malgré mes protestations et mes réserves les plus formelles, M. le préteur du premier mandement, après avoir envoyé quérir la force publique, ordonna à un serrurier d'ouvrir de force la porte d'une pièce de la Chancellerie consulaire affectée aux dépôts judiciaires et aux archives, et y procéda à la saisie des papiers qu'il présuma appartenir à la succession Husseïn, sur lesquels il apposa ses scellés.

M. le préteur procéda ensuite aux mêmes opérations en faisant ouvrir de force une autre pièce de la Chancellerie consulaire où se trouvaient, avec les papiers du Consulat, d'autres documents appartenant à la succession et qu'on inventoriait en ce moment.

Je n'ai pas besoin d'insister, pour vous faire apprécier, M. le Préfet, toute la gravité des faits que j'ai l'honneur de signaler à votre plus sérieuse attention.

Il appartient à M. de Laigue, en ce moment absent, de prendre les mesures qu'il croira utiles dans ces circonstances. Mais je manquerais à mon devoir, si je ne protestais aussitôt auprès de vous, M. le Préfet, contre cette violation de la Chancellerie consulaire, contre les perquisitions qu'on a cru pouvoir accomplir dans les archives du Consulat, ainsi que contre l'attitude peu correcte du préteur.

Il a été, d'ailleurs, pris acte par moi de tous ces faits, et les procès-verbaux que j'en ai dressés ont été signés par les personnes présentes à la Chancellerie au moment où s'accomplissait cette violation de la maison consulaire de France.

Veuillez agréer, etc. *Langlade.*

Le Ministre des Affaires étrangères au Ministre de Grâce et de Justice.

Rome, 27 décembre 1887.

Je dois appeler l'attention de Votre Excellence sur un incident récemment arrivé au Consulat de France à Florence.

Lors de la mort, à Florence, le 27 juin passé, du général Husseïn-Pacha, de nationalité contestée, il surgit aussitôt entre le Consulat de France et le Consulat de Turquie, pour la liquidation de la succession, un conflit de juridiction. Les autorités locales, d'après les instructions émanées de mon ministère, n'y prirent aucune ingérence, et il se termina par l'abandon, par le Consulat de Turquie, de ses prétentions primitives.

La liquidation de la succession étant restée ainsi aux mains du Consulat de France, le titulaire du Consulat procéda, en personne, à la requête du mandataire du Bey de Tunis, héritier affirmé du général Husseïn, à l'enlèvement des scellés et consigna les effets de la succession aux mains de ce mandataire lui-même. C'est pourquoi celui-ci les faisait mettre sous les scellés du notaire Giovanni Calletti; celui-ci, à son tour, enleva, à la

requête toujours du mandataire du Bey, ses propres scellés, consigna les effets de la succession à M. de Laigue, Consul de France, qui, en étant devenu de cette manière le dépositaire, les transporta dans sa propre demeure. A la requête de personnes ayant des droits à faire valoir envers la succession, le Tribunal civil et correctionnel de Florence, par sentence du 20 décembre 1887, ordonna, entre autres choses, que l'on eût à procéder, dans les formes établies par le Code de procédure civile, à l'inventaire de l'actif héréditaire, remettant les parties à se pourvoir en justice, devant le préteur du premier mandemeut de Florence. Et c'est ici précisément que survint l'incident qu'il est de mon devoir de signaler à Votre Excellence.

Muni du jugement du Tribunal civil et correctionnel, le préteur du premier mandement se présenta, dans la journée du 22 décembre, à la résidence du Consul de France pour prendre en consignation les effets de la succession Husseïn: ayant trouvé opposition auprès du Chancelier du Consulat, il fit, en l'absence du Consul, briser la porte d'une chambre assignée aux dépôts judiciaires et aux archives, mit sous sequestre les papiers présumés appartenir à la succession Husseïn et les plaça sous ses propres scellés; il accomplit les mêmes opérations dans une chambre de la Chancellerie consulaire. Naturellement le Consulat protesta.

Il n'y a pas de doute que le Préteur avait l'autorité et le devoir de procéder, en ce qui le concernait, à l'exécution de la sentence du Tribunal. Pourtant, en présence de l'opposition du Consulat de France, et puisque, par l'effet de cette opposition, l'exécution immédiate de la sentence n'était possible qu'en pénétrant de force dans les archives consulaires et en y procédant à des saisies et autres actes coactifs, il semble que le Préteur aurait dû s'arrêter en face de la disposition précise de l'article 5, premier alinéa, de la Convention consulaire entre l'Italie et la France du 26 juillet 1862. Cet alinéa est ainsi conçu: »Les archives consulaires seront inviolables et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte ni dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui en font partie«.

Il est vrai que le Procureur général de Florence rappelait, en cette circonstance, au Préfet, une circulaire du 5 novembre 1878, du Ministre Garde des Sceaux, laquelle reconnaissait que l'on pouvait exécuter des saisies et des sequestres dans les habitations consulaires; mais, comme l'observe justement le Préfet, la même circulaire, dans sa partie finale, déclare que rien n'est innové à l'égard de l'immunité des archives consulaires. Rien ne saurait s'opposer à une prescription aussi précise et formelle que celle qui est contenue dans l'article 5 susdit de la Convention consulaire italo-française.

De toute manière, maintenant qu'à la protestation écrite par le Consulat de France se sont ajoutées les plaintes formelles de l'ambassade de France, il faut que Votre Excellence ait la bonté d'examiner attentivement cette affaire. Et dans le cas où Votre Excellence croirait incorrect ce qui a été fait par le Préteur, il serait utile que celui-ci, averti en temps opportun, reçût des instructions afin que la procédure ordonnée par le Tribunal de Florence puisse se continuer par la voie régulière et conformément aux Conventions internationales.

Quant à moi, pour atteindre ce but, je n'aurais aucune difficulté de mon côté à demander à l'Ambassade de France que M. de Laigue, étant démontré sa qualité de simple dépositaire à titre privé et par ministère notarié, soit invité à placer les effets de la succession en un lieu séparé et distinct de celui où se trouvent les archives consulaires. Il est clair qu'il convient de clore au plus tôt ce déplaisant incident. Je me permets donc d'adresser à Votre Excellence ma chaude prière pour une réponse la plus prompte possible. *Crispi.*

Le Ministre, par intérim, des Affaires étrangères à l'Ambassadeur du Roi à Paris.

(Télégramme).

Rome, 5 janvier 1888.

Je réponds au télégramme de Votre Excellence, en date d'hier, relatif à l'incident dit de Florence.

L'enquête faite par le Ministre Garde des Sceaux vient d'établir que la manière d'agir du Préteur de Florence peut avoir été peu correcte au point de vue des convenances et de l'opportunité, mais qu'elle a été strictement conforme à la légalité.

L'article 5 de la Convention consulaire parle des archives en des termes tels que, selon l'avis autorisé du Procureur général du Roi près la Cour d'appel de Florence, ils impliquent que ce mot se rapporte à l'ensemble des papiers et des documents. Or, en ce sens, les archives n'ont pas été violées, notre Préteur s'étant limité à apposer ses scellés sur les papiers que le Chancelier lui indiquait comme appartenant à la succession Husseïn. Il apparaît, au contraire, que le Consul de France a contrevenu de la manière la plus flagrante aux dispositions de ladite Convention. En effet:

1° Le Consul a procédé à l'apposition et à la levée des scellés sur les effets de la succession Husseïn sans prévenir de cette opération l'autorité locale compétente, comme il est prescrit par l'art. 9 de la Convention.

2° Le Consul a fait l'inventaire des biens et effets du défunt sans que l'autorité locale eût reçu notification de cet acte contrairement au numéro 2 du même article.

3° Le Consul a refusé de connaître la sentence prononcée par le Tribunal local à la suite de la demande d'un créancier du défunt Husseïn, en vertu du numéro 6 du même article.

4° Le Consul, s'il jugeait le Tribunal incompétent, aurait dû réclamer, comme il en a la faculté par l'article 7 de la Convention, au lieu de s'opposer à l'exécution de la sentence et de déclarer qu'il ne céderait pas même à la force.

Je transmets à Votre Excellence, par le poste, copie du rapport du Procureur général du Roi près la Cour d'appel de Florence, non sans ajouter que, pour faire acte de bonne amitié, je me propose de demander à mon honorable collègue de la justice la punition du Préteur pour avoir manqué du tact nécessaire dans l'exercice de ses fonctions.

Signé: *Crispi.*

L'Ambassadeur du Roi à Paris au Ministre par intérim des Affaires étrangères.

(Télégramme).

Paris, 7 janvier 1888.

Je me suis empressé de communiquer, au Ministre des Affaires étrangères de France, le résultat de l'enquête faite sur l'incident de Florence. M. Flourens a reconnu que, si la conduite du Préteur de Florence n'a pas été pleinement correcte au point de vue de la convenance et de l'opportunité, celle du Chancelier français, qui remplaçait le Consul, n'a pas été, en quelque point, conforme aux prescriptions de la Convention consulaire, laquelle, d'autre part, donne lieu à des interprétations différentes. Cela étant, M. Flourens espère que, vu les bonnes raisons qui existent d'un côté et de l'autre, l'incident pourra être considéré comme terminé.

Signé: ***Menabrea.***

Le Ministre par intérim des Affaires étrangères à l'Ambassadeur du Roi à Paris.

(Télégramme).

Rome, 8 janvier 1888.

J'ai l'honneur de répondre au télégramme de Votre Excellence, en date d'hier, relatif à l'affaire du Consulat de France à Florence. Je suis très satisfait des bonnes dispositions montrées par M. Flourens, mais nous ne saurions considérer l'incident comme clos. L'inconvenance commise par notre Préteur a été immédiatement punie par le Ministre de grâce et de justice, de son initiative et avant que je lui en aie parlé. La punition infligée est l'admonestation; selon nos lois, l'admonestation consiste en une réprimande pour erreur commise par un officier de l'Administration judiciaire dans l'exercice de ses fonctions et dans un avertissement qu'on lui donne d'avoir à ne plus y tomber. L'admonestation est insérée dans ses états de service et lui nuit dans l'avancement auquel il pourrait avoir droit. Cet acte de sévérité, de notre part, n'implique pas que l'incident soit terminé. Il reste encore un fait de la plus grave importance. Le voici: le Consul de France a manqué du respect dû à nos autorités judiciaires, en refusant de remettre les documents dont il était dépositaire.

Le Tribunal ne peut pas rester à mi-chemin dans sa procédure, et l'opposition illégitime qui en interrompt le cours, quelle qu'elle soit, constitue un attentat à l'autorité et à la majesté de la justice. Cet attentat, provenant d'un fonctionnaire d'un Etat étranger, ne saurait être toléré.

Veuillez vous exprimer en ce sens à M. Flourens, le priant de prendre les dispositions qu'il jugera opportunes pour la réintégration du droit violé et la réparation de l'offense faite à la justice italienne. Le Gouvernement du Roi a devancé celui de la République en frappant d'une peine sévère un magistrat coupable seulement d'avoir manqué de convenance. Nous pensons que le Gouvernement français n'hésitera pas, de son côté, a rappeler ses fonctionnaires à l'observation de leurs devoirs.

Signé: ***Crispi.***

Le Ministre par intérim des Affaires étrangères à l'Ambassadeur du Roi à Paris.

(Télégramme).

Rome, 8 janvier 1888.

J'insiste encore sur ce point que le Consul de France a contrevenu aux dispositions de l'article 9 de la Convention consulaire, en mettant la main sur des objets qui n'appartenaient pas à un sujet français. Il convient d'observer, qu'autant que cela est dès à présent éclairci, le général Husseïn n'avait jamais reconnu l'état de choses établi par le Traité du Bardo. Il avait fixé sa résidence en Italie; il y jouissait de la plénitude des droits civils que notre droit accorde aux étrangers dans le royaume. L'erreur du Consul de France a donc été double. Il a considéré Husseïn comme un Français, bien qu'il fût Tunisien; et en admettant que Husseïn fût Français ou à considérer comme tel, le Consul a contrevenu aux dispositions de la Convention italo-française. Il est aujourd'hui constaté que Husseïn est resté Tunisien. Or, il faut noter que l'Italie, par le Protocole du 25 janvier 1884, article 2, s'est expressément réservé toutes les immunités, avantages et garanties que lui assuraient les capitulations, les usages et les traités, en maintenant en vigueur le Traité du 8 septembre 1868 entre l'Italie et la Tunisie. Nous ne reconnaissons donc pas et ne pouvons pas reconnaître la juridiction française sur les Tunisiens résidant en Italie. Cela étant, l'ingérence du Consul français, dans les actes de la succession Husseïn, ne saurait être considérée par nous que comme l'ingérence d'un particulier, devenu propriétaire de papiers et d'effets, en vertu d'un acte passé par-devant notaire qui les lui confiait. Je prie Votre Excellence de porter son attention sur cette circonstance et d'y attirer l'attention du Ministre des Affaires étrangères de la République.

Crispi.

L'Ambassadeur du Roi à Paris au Ministre par intérim des Affaires étrangères.

(Télégramme).

Paris, 10 janvier 1888.

J'ai pris connaissance de votre télégramme d'hier, par lequel Votre Excellence me chargeait de résoudre à l'amiable toute question relative à l'incident en question sur la triple base suivante: 1° avertissement donné au Préteur; 2° remise par le Consul, à l'autorité judiciaire, des papiers et effets de la succession qui ont donné lieu à l'incident: 3° renonciation, de notre part, à réclamer une punition de ceux qui sont en faute; mais en tant que le Consul de France est la cause principale de l'incident, nous laissons au Gouvernement de la République le soin de décider de la convenance et de la justice du déplacement d'un Consul qui a méconnu l'autorité de la justice italienne. J'ai développé de mon mieux à M. Flourens les arguments exposés dans le télégramme de Votre Excellence et dans les documents annexés, en lui conseillant d'accepter cette solution, afin de

ne pas prolonger une discussion qui pourrait nuire au succès d'autres affaires bien plus importantes que celle-ci; mais M. Flourens n'a pas admis que le Consul, ou pour mieux dire le Chancelier, ait commis aucune irrégularité, quoiqu'il maintienne que le Préteur a violé les immunités garanties aux Archives des Consulats et insiste, en conséquence, pour le déplacement du Préteur, comme preuve que le Gouvernement du Roi reconnaît qu'il y a eu violation des immunités consulaires. Je lui ai répondu que nos jurisconsultes, lesquels jouissent, en matière de droit international, d'une autorité incontestable, étaient d'un avis opposé, et qu'en conséquence le Gouvernement ne pouvait s'écarter de leur opinion; que, d'autre part, dans cette affaire, il ne fallait pas se borner à discuter des principes généraux, sur lesquels on pourrait raisonner indéfiniment sans arriver à s'entendre, mais qu'il était nécessaire, avant toute autre chose, d'examiner les faits tels qu'ils avaient eu lieu en réalité.

J'ai fait enfin remarquer à M. Flourens qu'il était urgent, et pour lui et pour nous, de clore cet incident, sauf à examiner plus tard s'il y aurait lieu de revoir nos Conventions sur quelques points.

Menabrea.

L'Ambassadeur dn Roi à Paris au Ministre »ad intérim« des Affaires étrangères.

(Télégramme).

Paris, 11 janvier 1888.

M. Flourens m'ayant dit que, puisque le Gouvernement du Roi, sur l'avis de notre magistrature et sur celui du Conseil du contentieux diplomatique, insistait pour ne pas reconnaître que le Préteur avait violé les immunités consulaires, lui, de son côté, maintenait son opinion qu'il y avait eu violation, à en juger sur les rapports qui lui étaient déjà parvenus, j'ai prié le Ministre d'attendre d'avoir pris connaissance des documents que je dois lui communiquer avant de s'arrêter à une opinion aussi déterminée. Je n'ai pas voulu, en ce moment, entrer en discussion avec lui sur les points controversés, estimant meilleur d'attendre qu'il ait lu ces documents.

Nous avons donc renvoyé à plus tard notre conversation sur cette question qui menace de devenir ardente, à cause des journaux qui s'efforcent de l'attiser... *Menabrea.*

Le Ministre »ad intérim« des Affaires étrangères à l'Ambassadeur du Roi à Paris.

Rome, 13 janvier 1888.

Monsieur l'Ambassadeur,

La question actuellement pendante entre notre Gouvernement et le Gouvernement français au sujet de l'incident de Florence, est, à notre avis, beaucoup plus complexe qu'il ne semble au Gouvernement de la République, et de nature à ce qu'on ne puisse s'en faire un jugement droit si l'on ne l'examine d'abord attentivement dans tous ses éléments divers.

On a beaucoup parlé et l'on parle encore de procédure illégale du magistrat italien, lequel, en employant la force pour arriver à l'exécution d'un jugement du Tribunal, dans les locaux de la Chancellerie française, aurait violé l'immunité de ces locaux, contrairement à l'article 5 de la Convention cousulaire du 6 juillet 1862.

Mais, si l'on veut être juste, il convenient de regarder l'envers de la médaille, et de voir si, de son côté, le Consul de France n'est pas, le premier en cette affaire, sorti des limites précises que lui assignent la loi et le droit international, et en sortant le premier, n'a pas lui-même provoqué l'acte dont on accuse et dont voudrait tenir pour seul responsable le Préteur de Florence.

C'est ce côté de la question qui, à notre sens n'a pas, jusqu'ici, été suffisamment envisagé par le Gouvernement de la République, et que je me propose d'éclaircir dans la présente dépêche. Votre Excellence voudra bien s'efforcer de le mettre le plus possible en évidence dans ses entretiens ultérieurs avec M. Flourens.

Voici les faits vrais:

1° Le général Husseïn est mort à Florence le 27 juin de l'année passée. Sa nationalité, d'abord contestée, fut ensuite reconnue par l'autorité qui pouvait le plus facilement l'éclaircir, c'est-à-dire par le Consul de France. Les choses étant en cet état, c'est-à-dire Husseïn étant reconnu pour Tunisien, quelle était, en premier lieu, dans l'éclat présent de notre droit interne et conventionnel, l'autorité légalement compétente pour prendre la gestion de cette succession d'un sujet tunisien?

C'était certainement l'autorité italienne et cela, pour la bonne raison qu'il faut une Convention spéciale pour déférer cette sorte d'affaire à l'autorité consulaire étrangère ou à toute autre qui n'est pas positivement déterminée par notre Code de procédure civile, et aucune Convention de ce genre n'a jamais été conclue entre le Gouvernement italien et le Gouvernement tunisien.

Dans le Traité du 8 septembre 1868 (Traité non aboli et au contraire explicitement maintenu dans le Protocole du 25 janvier 1884 qui suspendit notre juridiction consulaire en Tunisie), il a bien été consacré un article, l'article 23, spécial à la matière des successions et à l'immixtion des Consuls, mais il ne vise que les successions de nos nationaux dans la Régence de Tunis et par là exclut manifestement les successions des sujets tunisiens en Italie; ces successions, par cela même, restent donc régies par l'article 19 de ce même Traité, lequel disposait que, quant à la jouissance des droits civils, les regnicoles (c'est-à-dire les Tunisiens) seraient soumis aux principes du droit civil et des autres lois en vigueur en Italie.

On ne pourrait donc contester que le Consul de France devait, aussitôt qu'il eut constaté chez Husseïn la nationalité Tunisienne, abandonner à l'autorité italienne la gestion de sa succession.

Au contraire, aussitôt qu'il fut reconnu que Husseïn était non pas sujet ottoman, comme on l'avait d'abord supposé, mais tunisien, on n'hé-

sita pas à revendiquer pour lui la garde et l'administration de la masse héréditaire.

C'est là la première et la plus grave déviation du terrain de la légalité qui se soit produite dans cette affaire; c'est le fait fondamental sur lequel repose l'origine de toutes celles qui ont succédé, jusqu'à la dernière, que l'on a à regretter aujourd'hui et qui certainement ne se serait pas produite si l'on avait, dès le principe, laissé l'affaire suivre son cours naturel et légitime.

2° Cela ne suffit pas. En admettant (sans y croire) que la matière aurait été réellement de la compétence du Consul de France et qu'en conséquence on eût pu la traiter conformément aux dispositions de la Convention consulaire franco-italienne de 1862, quel eût été le premier devoir du Consul avant de procéder à la levée des scellés et à la confection de l'inventaire de la succession?

Incontestablement, il aurait dû inviter l'autorité locale à assister à cette opération (article 9, sections 1 et 2, de la Convention) et attendre, avant de passer outre, que 48 heures se fussent écoulées depuis cet avis.

Au contraire, le Consul de France a brisé les scellés, commencé l'inventaire, seul et sans en donner aucun avis à l'autorité locale.

3° Toujours en restant dans l'hypothèse que la Convention franco-italienne aurait été applicable dans l'espèce, de quelle manière le Consul aurait-il dû veiller sur les intérêts de créaniers éventuels de la succession?

Il aurait dû, selon l'article 9 déjà cité, n° 5, annoncer, par la voie des journaux, la mort de Husseïn; inviter, par la même voie, à se présenter quiconque se serait prétendu créancier de la succession, et enfin s'abstenir de remettre cette succession aux héritiers ou à leurs mandataires, avant qu'il se fût écoulé six mois depuis cet avis.

Au contraire, le 16 octobre, trois mois ou à peine plus depuis la mort de Husseïn, survenue, comme je l'ai dit, le 27 juin, il remettait, sans conditions, les papiers et les valeurs au sieur Santillana, mandataire du Bey de Tunis, héritier prétendu de Husseïn.

4° Une fois cette remise faite au mandataire de l'héritier, le Consul cessait naturellement d'avoir aucun droit à s'ingérer ultérieurement dans cette affaire. Que s'il a plu à M. de Laigue de se rendre, comme il l'a fait, à la prière de ce mandataire et de se constituer à nouveau gardien et dépositaire des effets de la succession, évidemment il n'avait pu le faire qu'en sa qualité privée et non plus en sa qualité officielle de Consul de France.

Mais, au contraire, M. de Laigue, ayant une fois reçu chez lui, des mains du sieur Santillana, les effets de la succession, n'a pas hésité à s'arroger, de ce chef, les titres et qualités de curateur et d'administrateur de l'hérédité.

5° Lorsque le sieur Elmélik, un des plus forts créanciers de la succession (il réclame une créance de 7 à 800,000 livres), eut obtenu et signifié au Consul une saisie conservatoire de papiers et valeurs qu'il gardait, le devoir précis du Consul eût été de ne disposer d'aucun objet, sauf

toutefois son droit, s'il estimait la saisie illégale, de s'adresser aux Tribunaux compétents pour la faire lever.

Au contraire, le Consul, au mépris de la saisie, alla jusqu'à briser les scellés, à confectionner l'inventaire et enfin à vendre une partie des objets saisis.

6° En sa qualité de simple dépositaire privé des choses de la succession, le Consul de France aurait dû naturellement, en se conformant simplement à l'esprit d'une règle que contient l'article 5 de la Convention consulaire, et que lui-même a invoquée, tenir ces choses entièrement distinctes des papiers et valeurs des autres successions qu'il administre, et les placer dans un local entièrement distinct de celui qui renferme les Archives consulaires.

Cette obligation qui lui incombait — remarquons-le — devait lui sembler d'autant plus étroite qu'il y avait eu une saisie, s'il entretenait véritablement la conviction que le fait de placer ces objets dans le local même des Archives avait pour effet de les soustraire, à raison de la prétendue inviolabilité de ce local, à toute action de l'autorité judiciaire italienne.

Au contraire, le Consul a confondu les choses qu'il détenait à titre privé avec celles dont il a la garde en tant que Consul, et il a renfermé les unes et les autres dans les deux pièces destinées (selon le dire du Chancelier) aux dépôts judiciaires et aux archives.

7° Quand le Préteur se présenta à la résidence du Consul pour y apposer les scellés et préparer l'inventaire des effets de la succession, comme il en avait l'obligation d'après le jugement du Tribunal devenu déjà exécutoire, le Consul ou celui qui, en son absence, en faisait fonction, aurait dû se soumettre à la chose jugée, retirer les effets du lieu réputé inviolable pour les mettre à la disposition du magistrat, et épargner à ce dernier la dure alternative d'employer la force ou de laisser inexécuté son propre mandat.

Au contraire, le Chancelier n'a pas voulu entendre raison, s'est révolté contre la loi et la chose jugée et a opposé un refus formel à la demande qu'on lui faisit de présenter les objets.

En vérité, ces faits constituent une série d'infractions à la loi et aux Traités suffisamment graves pour que, de leur ensemble, on puisse conclure qu'elles égalent au moins, si elles ne dépassent, la contravention unique (du Préteur), étant donné que cette contravention a amené l'inculpation et la punition de notre magistrat.

D'autre part, il est évident que c'est précisément cette grave accumulation d'infractions de la part du Consul de France qui a provoqué, comme conséquence dernière et en quelque sorte fatale, l'incident dont on voudrait tenir pour seul responsable le Préteur italien.

Comme je l'ai déjà déclaré, nous n'accepterions plus de discuter sur des mesures nouvelles à prendre contre ce magistrat, qui a été suffisamment puni. Je laisse à voir au Gouvernement français, si la justice ne veut pas, que, de son côté, il ne laisse pas passer impunis des procédés irréguliers qui ont été les premiers écarts hors du chemin de la légalité. Toutefois, ce qui importe le plus, c'est qu'en tout cas, des instructions

promptes et péremptoires soient envoyées afin que force reste à la loi et à l'autorité de la chose jugée.

C'est de ces principes que s'inspirait le télégramme que j'ai expédié hier à Votre Excellence. Je la prie de s'appuyer sur les nouveaux arguments que je viens de développer et d'insister, près de M. Flourens, pour obtenir une solution dans le sens indiqué.

Crispi.

Annexes.

Article IX de la Convention consulaire entre l'Italie et la France, conclue à Paris, le 26 juillet 1862.

En cas de décès d'un sujet de l'une des Parties contractantes, sur le territoire de l'autre, les autorités locales devront en donner avis immédiatement au consul-général, consul, vice-consul ou agent consulaire, dans la circonscription duquel le décès aura eu lieu. Ceux-ci, de leur côté, devront donner le même avis aux autorités locales, lorsqu'ils en seront informés les premiers.

Quand un Français, en Italie, ou un Italien, en France, sera mort sans avoir fait de testament ni nommé d'exécuteur testamentaire, ou si les héritiers, soit naturels, soit désignés par le testament, étaient mineurs, incapables, ou absents, ou si les exécuteurs testamentaires, nommés, ne se trouvaient pas dans le lieu où s'ouvrira la succession, les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, de la nation du défunt, auront le droit de procéder, successivement, aux opérations suivantes:

1° Apposer les scellés, soit d'office, soit à la demande des parties intéressées, sur tous les effets, meubles et papiers du défunt, en prévenant de cette opération l'autorité locale compétente, qui pourra y assister et apposer également ses scellés.

Ces scellés, non plus que ceux de l'agent consulaire, ne devront pas être levés sans que l'autorité locale assiste à cette opération.

Toutefois, si, après un avertissement adressé par le consul ou vice-consul à l'autorité locale, pour l'inviter à assister à la levée des doubles scellés, celle-ci ne s'était pas présentée dans un délai de quarante-huit heures, à compter de la réception de l'avis, cet agent pourra procéder seul à ladite opération.

2° Former l'inventaire de tous les biens et effets du défunt en présence de l'autorité locale, si, par suite de la notification susindiquée, elle avait cru devoir assister à cet acte.

L'autorité locale apposera sa signature sur les procès-verbaux dressés en sa présence, sans que, pour son intervention d'office dans ses actes, elle puisse exiger des droits d'aucune espèce.

3° Ordonner la vente, aux enchères publiques, de tous les effets mobiliers de la succession qui pourraient se détériorer et de ceux d'une conservation difficile, comme aussi des récoltes et effets, pour la vente desquels il se présentera des circonstances favorables.

4° Déposer, en lieu sûr, les effets et valeurs inventoriées, conser-

ver le montant des créances que l'on réalisera, ainsi que le produit des rentes que l'on percevra, dans la maison consulaire, ou les confier à quelque commerçant présentant toutes garanties. Ces dépôts devront avoir lieu dans l'un ou l'autre cas, d'accord avec l'autorité locale qui aura assisté aux opérations antérieures, si, par suite de la convocation mentionnée au paragraphe suivant, des sujets du pays ou d'une puissance tierce se présentaient comme intéressés dans la succession ab intestat ou testamentaire.

5° Annoncer le décès et convoquer, au moyen des journaux de la localité et de ceux du pays du défunt, si cela était nécessaire, les créanciers qui pourraient exister contre la succession ab intestat ou testamentaire, afin qu'ils puissent présenter leurs titres respectifs de créance, dûment justifiés, dans le délai fixé par les lois de chacun des deux pays.

S'il se présentait des créanciers contre la succession testamentaire ou ab intestat, le payement de leurs créances devrait s'effectuer dans le délai de quinze jours après la clôture de l'inventaire, s'il existait des ressources qui puissent être affectées à cet emploi, et dans le cas contraire, aussitôt que les fonds nécessaires auraient pu être réalisés par les moyens les plus convenables; ou, enfin, dans le délai consenti, d'un commun accord, entre les consuls et la majorité des intéressés.

Si les consuls respectifs se refusaient au payement de tout ou partie des créances, en alléguant l'insuffisance des valeurs de la succession pour les satisfaire, les créanciers auront le droit de demander à l'autorité compétente, s'ils le jugeaient utile à leurs intérêts, la faculté de se constituer en état d'union.

Cette déclaration obtenue par les voies légales établies dans chacun des deux pays, les consuls ou vice-consuls devront faire immédiatement la remise à l'autorité judiciaire ou aux syndics de la faillite, selon qu'il appartiendra, de tous les documents, effets ou valeurs appartenant à la succession testamentaire ou ab intestat, lesdits agents demeurant chargés de représenter les héritiers absents, les mineurs et les incapables.

En tout cas, les consuls généraux, consuls et vice-consuls ne pourront faire la délivrance de la succession ou de son produit aux héritiers légitimes ou à leurs mandataires qu'après l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où l'avis du décès aura été publié dans les journaux.

6° Administrer et liquider eux-mêmes, ou par une personne qu'ils nommeront, sous leur responsabilité, la succession testamentaire ou ab intestat, sans que l'autorité locale ait à intervenir dans lesdites opérations, à moins que des sujets du pays ou d'une tierce puissance n'aient à faire valoir des droits dans la succession, car, en ce cas, s'il survenait des difficultés provenant notamment de quelques réclamations donnant lieu à contestations, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, n'ayant aucun droit pour terminer ou résoudre ces difficultés, les tribunaux du pays devront en connaître, selon qu'il leur appartient d'y pourvoir ou de les juger.

Lesdits agents consulaires agiront alors comme représentants de la succession testamentaire ou ab intestat, c'est à dire que, conservant l'administration et le droit de liquider définitivement ladite succession, comme

aussi celui d'effectuer les ventes d'effets dans les formes précédemment annoncées, ils veilleront aux intérêts des héritiers et auront la faculté de désigner des avocats chargés de soutenir leur droits devant les tribunaux.

Il est bien entendu qu'ils remettront à ces tribunaux tous les papiers et documents propre à éclairer la question soumise à leur jugement.

Le jugement prononcé, les consuls généraux, consuls et vice-consuls, ou agents consulaires devront l'exécuter s'ils ne forment pas appel, et ils continueront alors, de plein droit, la liquidation qui aurait été suspendue, jusqu'à la conclusion du litige.

7⁰ Organiser, s'il y a lieu, la tutelle ou curatelle, conformément aux lois des pays respectifs.

Article VII de la Convention consulaire entre l'Italie et la France, conclue à Paris le 26 juillet 1862.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires des deux pays pourront s'adresser aux autorités de leur arrondissement pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existantes entre les deux pays, et contre tous abus dont leurs nationaux auraient à se plaindre. Si leurs réclamations n'étaient pas accueillies par ces autorités, ils pourraient avoir recours, à défaut d'un agent diplomatique de leur pays, au gouvernement de l'Etat dans lequel ils résideraient.

Article V de la Convention consulaire entre l'Italie et la France, conclue à Paris le 26 juillet 1862.

Les archives consulaires seront inviolables, et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, ni dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui en font partie.

Ces papiers devront toujours être complètement séparés des livres ou papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs.

Article II du protocole entre le ministre italien des affaires étrangères et l'ambassadeur de France pour suspendre en Tunisie l'exercice de la juridiction des tribunaux consulaires, signé à Rome le 25 janvier 1884*).

Sauf cette dérogation au régime actuel, il est expressément convenu que toutes les autres immunités, avantages et garanties assurés par les capitulations, les usages et les traités restent en vigueur.

Le maintien de ces immunités et garanties est intégral envers les personnes et résidences consulaires; il doit, envers les particuliers, n'être assujetti qu'aux restrictions absolument nécessaires pour l'exécution en Tunisie des sentences que les nouveaux tribunaux rendront d'après la loi. Il n'est pas dérogé, quant à leur exécution en Italie, aux règles en vigueur pour l'exécution des jugements étrangers.

*) V. le texte entier de ce Protocole, N. R. G. II s. X 600.

Le Sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères au Ministre de Grâce et de Justice.

Rome, 16 janvier 1888.

Honorable collègue,

Dans un entretien entre le général Menabrea et M. Flourens, dont un télégramme expédié cette nuit de Paris m'a rendu compte, je remarque que, entre le rapport du consul de France à Florence et nos propres informations, il existe certains désaccords plus ou moins importants. Je les signale à Votre Excellence pour qu'elle veuille bien vérifier l'exactitude de toutes les circonstances, même des moindres.

1° Le consul aurait, par lettre du 30 juin, informé les préteurs des 1er et 2e mandement de la mort du général Husseïn. Cela serait donc conforme à la première partie de l'article 9 de la convention consulaire de 1862, entre la France et l'Italie. Toutefois, cela ne comprendrait pas la notification prescrite pour l'apposition des scellés, dont parle le n° 1 de cet article.

J'aimerais à être renseigné sur ce point: si la notification vient du consul de France ou de celui de Turquie, et si elle a eu lieu le 30, comme le dit le télégramme cité, ou le 29, comme le disent les autres informations venues de Florence.

2° Le préteur du troisièmemandement aurait répondu que non-seulement il n'avait pas (à l'exemple de celui du premier mandement), le temps d'assister à l'apposition des scellés, mais qu'il invitait le consul à y procéder sans son intervention.

3° Le chancelier du consulat (et ce serait là une circonstance à nous favorable), quand le préteur s'est présenté, aurait fermé la porte du consulat et opposé une résistance matérielle à l'accomplissement de son ministère.

4° Le préteur serait entré dans le consulat le chapeau sur la tête et la cigarette aux lèvres.

5° Le préteur aurait lui-même fouillé les archives, en les mettant en désordre.

Je serais aise que, d'urgence et même télégraphiquement, Votre Excellence voulût s'enquérir de la vérité de ces diverses circonstances.

Damiani.

Le Ministre par intérim des Affaires étrangères à l'Ambassadeur du Roi à Paris.

Rome, 16 janvier 1888.

. . . La question principale a une autre et plus haute portée, et je tiens à ce qu'on n'en dévie pas. Il s'agit désormais de savoir si, depuis les évènements de 1881, nos conventions avec la Tunisie sont demeurées en vigueur, comme le garantissent le traité du Bardo, entre la France et la Tunisie, et le protocole de 1884, entre la France et l'Italie, et si, en conséquence, ces conventions doivent, oui ou non, être respectées des auto-

rités françaises. C'est là le point sur lequel j'appelle l'attention de Votre Excellence, et je la prie d'y attirer aussi celle du ministre des Affaires étrangères de France.

Le Ministre des Affaires étrangères de France à l'Ambassadeur du Roi d'Italie à Paris.

Paris, le 18 janvier 1888.

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de vous communiquer, ci-joint, les pièces relatives à l'incident de Florence, que j'ai reçues du consul français dans cette ville. Je vous retourne, en même temps, les pièces que vous avez bien voulu me faire remettre vous-même, et je vous remercie de cette communication.

Je ne doute pas que la lecture attentive des documents ci-annexés ne vous convainque et ne convainque M. Crispi de la légitimité de notre revendication. Ils jettent une lumière nouvelle sur les faits si regrettables que le rapport de M. le procureur du Roi a reproduits d'une manière parfois peu exacte ou incomplète.

Vous y verrez notamment que, si le consul français a procédé, en premier lieu, à la mise sous scellés, des effets de la succession Husseïn, ce n'est qu'après avoir invité les autorités locales à venir y procéder. Le double refus qu'il a reçu, et dont l'un est rédigé dans une forme polie, dégage sa responsabilité du fait de s'être chargé d'une administration qui lui était formellement abandonnée.

Les incidents judiciaires qui se sont produits par la suite et dont je n'ai pas actuellement à m'occuper, ont abouti à un jugement par défaut dont l'exécution a motivé nos plaintes. Il est assurément très fâcheux que le préteur, en vertu dudit jugement, ait décidé, après avoir nommé deux notaires pour procéder à l'inventaire, qu'il se rendrait immédiatement avec son greffier, avec le sieur Elmélik et avec l'avoué de ce dernier, dans l'habitation du consul de France où avaient été transportés les effets de la succession Husseïn. Le préteur, dans la rapidité de son action, avait averti tous les intéressés et leurs ayants-droit, sauf le consul de France, qui s'est trouvé absent au moment de l'opération.

Les pièces ci-jointes indiquent comment cette opération a été accomplie. Il en résulte que nos archives ont été incontestablement violées, alors que la convention de 1862 interdit même de les visiter en quelque cas que ce soit. Nous n'admettons pas la distinction que l'on essaie de faire entre les papiers d'Husseïn et nos archives proprement dites; mais, en fait, ces dernières ont été violées. Les autorités italiennes n'ont pu reconnaître les papiers d'Husseïn qu'en mettant la main sur les autres, car l'acte de trier et de choisir entraîne nécessairement l'obligation de prendre connaissance du tout et de comparer les parties. C'est ce qui a eu lieu, en effet, dans des conditions sur lesquelles les communications que j'ai l'honneur de vous adresser, me rendent inutile d'insister.

Je ne puis donc qu'approuver l'attitude prise par le chancelier de notre consulat, en l'absence de son chef. Il a protesté, suivant son devoir, contre

un acte contraire aux principes généraux du droit des gens et aux prescriptions strictes de la convention italo-française de 1862.

Je me plais donc à espérer que le Gouvernement italien reconnaîtra qu'il nous doit une satisfaction. En tout cas, je ne puis croire, ainsi que je vous l'ai déjà écrit, par lettre du 15 janvier, que, sous quelque prétexte que ce soit, une nouvelle atteinte puisse être portée à nos archives avant que la négociation pendante, entre le cabinet de Rome et nous, soit arrivée à son terme. M. de Laigue me télégraphie cependant que le sieur Elmélik a signifié à tous les intéressés citation pour assister au consulat, le 20 janvier, à la levée des scellés et à l'inventaire par notaire délégué. Cette opération aurait été, paraît-il, autorisée par une ordonnance du juge Tosini, en date du 12. Elle ne peut avoir lieu qu'à la condition de forcer de nouveau la porte de nos archives et de faire sauter nos propres scellés.

J'ai prescrit à M. de Laigue de s'opposer à un tel acte par tous les moyens de droit et de protester au nom de la convention de 1862, si, par impossible, il venait à s'accomplir. Je lui ai donné l'ordre de notifier au préfet qu'il avait reçu ces instructions et qu'il s'y conformerait.

Je télépraphie au comte de Moüy pour le prier de faire à M. Crispi une communication analogue, mais je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien télégraphier, dans le même sens, au ministre des affaires étrangères.

Agréez, etc. *Flourens.*

Annexe A.

Le Consul de France à Florence au Ministre des Affaires étrangères de France.

Florence, 23 décembre 1887.

Monsieur le ministre,

Voici l'exposé des faits qui ont précédé la violation de la chancellerie et des archives consulaires, survenue le 22 décembre 1887, après midi.

Léon Elmélik, français, agent d'affaires, ancien mandataire de feu le général Husseïn, condamné à deux ans de prison, trois ans d'exil, etc., par jugement correctionnel, rendu le 29 novembre dernier, à Livourne, mais frappé d'appel, se prétend créancier de la succession pour des sommes considérables. Or, les articles 909 2°, 930, 941, du code de procédure civile, et 820, du code civil, exigent un titre exécutoire pour intervenir aux opérations d'inventaire après décès.

Loin de remplir ces conditions, Elmélik, par arrêt de la cour de Lucques, du 21 mars 1877, confirmé en cassation, à Florence, au commencement de ce mois, a été retenu débiteur jusqu'au jour où il aura présenté ses comptes de gestion.

Aussi, par ordonnances des 13 et 15 décembre, rendues sur opposition de l'administration et des intéressées, je lui ai interdit d'assister à l'inventaire, sauf recours au magistrat français seul compétent.

Loin de s'adresser à son juge naturel, Elmélik, au mépris de l'art. 9, 6°, de la convention consulaire franco-italienne de 1862, qui admet le recours à l'autorité locale seulement lorsqu'il s'agit de nationaux ou de sujets d'une

puissance tierce, m'a personnellement assigné devant le tribunal de Florence pour me faire dessaisir des papiers provenant de la succession, en opérer le séquestre, etc. Il importe de le remarquer: son assignation conçue en termes peu convenables devait être renouvelée avant de passer outre à jugement, attendu qu'elle ne m'avait pas été personnellement signifiée. Sous ce rapport, la jurisprudence constante des tribunaux est fixée. J'ajoute qu'au témoignage de tous les avocats présents à l'incident, la pratique florentine appuie la jurisprudence générale.

Aussi, étant assuré que l'exploit serait réitéré comme toujours, je n'étais pas tenu de comparaître, abstraction faite de ce que la procédure était nulle, vu la qualité de français du demandeur. C'est pourquoi j'avais été fort surpris de recevoir signification du jugement que le tribunal avait rendu avec une précipitation tout au moins hors de propos, et en recevant, avec une surprenante facilité, comme intervenant, certain Paoli, italien, prête-nom d'Elmélik. Néanmoins, par déférence pour l'autorité locale, j'allais faire opposition hier même, car je ne songeais même pas qu'il pût être procédé à une exécution sommaire dans ma chancellerie, en violation ouverte des traités et des principes généraux du droit des gens.

Les faits consignés dans les trois procès-verbaux ci-joints démontrent surabondamment que je m'étais abusé. Ces procès-verbaux sont d'ailleurs, eux-mêmes, appuyés de trois lettres, dont deux échangées entre le préfet et moi, et la troisième écrite par M. Langlade à ce même fonctionnaire.

J'ai, bien entendu, suspendu toutes les opérations de l'inventaire, respectant les scellés du préteur (juge de paix), quoique apposés en violation de tous droits.

D'autre part, il est bon de remarquer que le tribunal de Florence, ayant à juger entre Elmélik, condamné en police correctionnelle et le consul de France, non-seulement s'est départi des règles de procédure suivies avec le premier venu (renouvellement de l'assignation), mais a, sans hésiter, donné gain de cause, pour le fond, au demandeur, dont la moralité est d'autant mieux connue du tribunal, que le procureur du Roi actuel a longtemps occupé le siège de Livourne, et m'a personnellement et fort nettement exprimé son avis sur cet individu.

Dans une entrevue que j'ai eue ce matin avec le préfet, qui paraît fort préoccupé, je lui ai donné des détails très circonstanciés, non-seulement sur les faits relatés dans la protestation de M. Langlade mais aussi sur l'attitude inconvenante du préteur.

Veuillez agréer, etc., etc. *De Laigue.*

Annexe B.

M. Langlade, Chancelier du Consulat de France à Florence, à M. Clavery, directeur des affaires commerciales et consulaires au Ministère des Affaires étrangères, à Paris.

Florence, le 4 janvier 1888.

Dans tout ce que les journaux ont publié jusqu'ici sur ce qu'on est convenu d'appeler l'incident consulaire, il se trouve des détails qui, à part

leur inexactitude, mė paraissent dénaturer la situation telle qu'elle est en réalité et telle que nous devons l'envisager.

Il ne s'agit, en effet, de sauver autre chose que ceci: Y a-t-il eu, oui ou non, violation de nos archives? Or, j'affirme que la violation a eu lieu, et voici comment:

Le 22 décembre, vers midi et demi, je fus averti par un avocat de ma connaissance que, dans un cabaret du voisinage, s'étaient réunis le préteur du premier mandement de Florence, un huissier, un greffier et trois avocats du sieur Elmélik, avec l'intention de venir s'emparer des papiers de la succession Husseïn dont l'inventaire se poursuivait depuis le 29 octobre dernier. Je descendis immédiatement chez M. de Laigue; il était absent. Je remontai aussitôt afin de fermer la porte des chambres où se trouvent déposés nos papiers de service et d'attendre la visite qui m'était annoncée. Je n'attendis que trois minutes; mais ces minutes, je dois l'avouer, m'infligèrent la plus pénible des émotions. Je ne pouvais me rendre à l'idée de voir accomplir une action aussi brutalement imaginée.

Le préteur se montra presque aussitôt.

— Que désirez-vous, monsieur, lui dis-je?

— Exécuter une sentence rendue par le tribunal de Florence.

— Et en qui consiste cette exécution?

— A séquestrer les papiers de la succession Husseïn.

— Mais vous rendez-vous un compte bien exact de votre mission? Du lieu où vous êtes et de son inviolabilité?

Le préteur et ses auxiliaires se mirent à rire, ajoutant:

— Nous n'avons à nous occuper que des ordres émanés du tribunal.

— Et confirmés par le ministre, continua l'un des avocats de Elmélik, le sieur Muratori, le même qui, à huit jours de date, nous avait menacés de s'introduire au consulat avec la gendarmerie.

— De quel ministre parlez-vous, monsieur?

— Vous le savez bien: de M. Crispi. Ne connaissez-vous pas sa circulaire?

— J'ai pour M. Crispi tout le respect qu'il mérite; mais fût-il ici lui-même, ce respect ne saurait me faire oublier mes devoirs, ni m'empêcher d'interdire l'accès des archives à quiconque se présente avec l'intention que vous manifestez.

— Ainsi, reprit l'huissier, vous refusez d'obéir aux injonctions des juges, au préteur du 1er mandement? . . .

— Mais qui êtes-vous? (Chi è lei?) dit alors sur un ton menaçant le préteur.

— Je suis le chancelier du consulat de France, gardien naturel des archives, et je vous déclare que vous n'y pénétrerez que muni d'un ordre formel du consul ou en employant la force.

— Ainsi vous refusez d'obéir à la loi?

— Je me refuse à participer à un délit.

— Faites attention à ce que vous dites; on pourrait bien vous faire changer d'avis à l'aide de certaines mesures . . .

— Sur ces mots, le préteur se rapprocha de ceux qui l'accompagnaient et parut les consulter.

J'eus un instant la faiblesse de croire que les choses en resteraient là. Le préteur revint bientôt vers moi.

— Je vous demande bien peu, me dit-il; il vous serait si facile de me l'accorder! je désire simplement voir les papiers, prendre quelques notes, rien de plus!

Le désir que j'avais de limiter ce fâcheux incident à des manifestations platoniques me fit attribuer ces dernières paroles à un sentiment pacifique auquel j'essayai de répondre de mon mieux.

— Ce que vous me demandez et qu'il vous semble facile d'obtenir, monsieur le préteur, me paraît à moi non-seulement impracticable, mais tout à fait contraire à vos propres intérêts. En effet, n'avez-vous pas en France des consuls auxquels on accorde ce qu'on essaie de nous disputer ici? Mon gouvernement ne sera-t-il pas fondé à leur imposer demain le traitement que vous voulez nous infliger aujourd'hui? Votre action est aussi inconcevable qu'inopportune. Réfléchissez: c'est peut-être à l'heure même où deux délégués, envoyés par la France, arrivent à Rome chargés de ressources précieuses pour votre existence commerciale que vous allez violer les archives d'un consulat de France dont l'inviolabilité est garantie par une convention et par un exequatur signé de la main de votre Roi!

— Je ne suis ici, me répondit alors le préteur et assez brusquement, qu'un magistrat qui exécute des ordres!

— Soit: je resterai alors le soldat qui fait respecter sa consigne.

— Vous ne voulez pas ouvrir les portes?

— Non, monsieur.

— Huissier! Allez chercher deux carabiniers (gendarmes).

— Et vous, dis-je en même temps à un agent de police en bourgeois, mis à ma disposition depuis quelques jours par la questure, faites monter deux gardes de sûreté.

Comme cet agent s'éloignait, l'avocat Muratori le suivit en lui recommandant d'informer le questeur de la présence du juge en chancellerie.

J'ajoutai:

— Suivez mes ordres, et rien de plus.

Les deux agents, bien entendu, ne se montrèrent pas; seuls les carabiniers se présentèrent. Le préteur me fit une nouvelle sommation.

— Vous forcerez les portes, lui dis-je, ou vous n'entrerez pas.

— Hussier, cria-t-il, allez chercher un serrurier.

Ici se trouve un détail des plus caractéristiques. Le serrurier arrivé, le préteur se tourna vers moi demandant où se trouvaient les papiers qu'il cherchait.

— Il s'en trouve dans diverses pièces — et lui désignant une porte à laquelle j'assignerai le n° 1 pour la clarté de cet exposé, donnant le n° 2 à la pièce contenant nos dépôts et nos archives, j'ajoutai:

— Là, derrière cette porte, se trouvent réunies huit ou dix personnes, dont six avocats, qui assistent à l'inventaire des papiers du général Hus-

sein. Si votre intention est de forcer les portes en vue de ces documents, je crois que c'est par celle-là (n° 1) que vous devez commencer.

Le préteur me regarda avec fixité, se tourna vers ses compagnons et m'interrogeant une seconde fois:

— C'est par là, dites-vous, que je dois commencer?

— Oui, monsieur.

— Alors, ajouta-t-il vivement en s'adressant au serrurier: Ouvrez cette porte-là! (n° 2).

C'est-à-dire qu'il ordonna de crocheter celle exclusivement réservée aux archives, aux dépôts et à la garde du pavillon.

Le préteur ne pouvait mieux révéler son intention formelle de pénétrer partout où bon lui semblerait. Au moment où le serrurier mettait son crochet dans la serrure, je courus ouvrir la porte derrière laquelle se faisait l'inventaire, en criant:

— Venez, messieurs, assister à la violation des archives!

L'une des premières personnes qui se montrèrent fut l'avocat Luchini, député au Parlement italien.

Il entra dans la pièce où avaient pénétré déjà les envahisseurs. Je lui dis:

— Vous pourrez constater, monsieur le député, que le préteur tient à ce moment dans sa main des papiers appartenant à nos archives.

M. Luchini me répondit:

— C'est très grave; mais n'ayez point d'inquiétude; je cours chez le préfet.

La suite est inutile à raconter; elle se trouve dans les procès-verbaux que je fis signer, séance tenante, par toutes les personnes présentes.

Un fait me paraît dominer; c'est la violation des archives, parfaitement préméditée, exécutée avec sang-froid, malgré mes protestations au juge italien. La question juridique, la valeur du jugement, les droits du français qui l'avait provoqué: tout cela me semble subsidiaire et c'est dans le fait brutal des autorités italiennes, pénétrant par la force dans la pièce réservée à nos archives, que se résume la situation entière.

Langlade.

Annexe C.

Le consul de France à Florence au Ministre des Affaires étrangères de France.

Florence, 12 janvier 1888.

Monsieur le ministre,

Pour compléter mes précédentes informations, j'ai l'honneur de vous adresser un exposé détaillé des faits qui se sont passés, le 22 décembre dernier, lors de la violation de la chancellerie.

En sortant d'un petit restaurant voisin, où il »buvait et mangeait avec la partie«, le préteur s'est rendu directement Via Lamarmora. Loin de sonner à la porte toujours close de mon habitation privée, loin de chercher à me parler, il est entré avec ses auxiliaires par la grille du

jardin, toujours ouverte de midi à 3 h. et à laquelle sont fixées deux plaques de cuivre bien apparentes, portant 1° celle de droite: »La chancellerie est ouverte de midi à 3 h.«; 2° celle de gauche: »Chancellerie du consulat de France«. Puis, le jardin traversé, il est allé droit à une porte d'escalier un peu difficile à trouver, quoiqu'au-dessus soit placé un écusson spécial.

Sur le palier du rez-de-chaussée, sur celui du premier, le magistrat a pu et dû lire un écriteau à la main ainsi conçu: »Chancellerie au 2me étage«.

Donc, malgré les assertions contraires, tout prouve qu'il accédait, en pleine connaissance de cause, à la chancellerie. Toutefois, si cette chancellerie ou même la maison d'un consul et surtout d'un consul de carrière sont inviolables selon les traditions du droit des gens et les principes toujours observés de la courtoisie internationale, mon chancelier, ferme mais prudent, s'est gardé d'invoquer ces règles et s'est retranché derrière la question de droit strict, chose d'autant plus correcte que, si »nul n'est censé ignorer la loi«, le préteur, un magistrat, doit la connaître, et la loi, au cas particulier, c'est l'article 5 de la convention consulaire.

Arrivé au 2me étage, le juge de paix voulut, comme on sait, être mis en possession des papiers de la succession.

Les procès-verbaux authentiques, appuyés de mes divers rapports et de la lettre explicative de M. Langlade à M. Clavery, ont fourni, ce semble, des indications précises et détaillées sur la scène qui s'ensuivit.

En droit, les archives sont inviolables et aucune perquisition n'y peut être effectuée.

En fait, le préteur, malgré l'opposition formelle du gardien attitré des archives, et sans une minute d'hésitation, a prescrit, avec l'intervention de la force armée, de crocheter la porte de l'armoire à fenêtre contenant les archives et dépôts. Une fois entré, il a naturellement dû fouiller les pièces pour reconnaître les papiers de Husseïn. Quelques-uns étaient, mais non en évidence, épars sur une table; il en a fait une liasse et les a scellés. Comment les a-t-on reconnus, sinon après examen? De plus, il a bouleversé ou fait bouleverser un rayon entier contenant les papiers de l'Etat, de sorte qu'aujourd'hui, au lieu d'être symétriquement rangés sur ce rayon à droite de la pièce, en entrant, ils sont jetés pêle-mêle contre le mur de gauche. Est-ce, oui ou non, une manipulation des archives de notre gouvernement?

Enfin, le procès-verbal des consuls du 26 décembre dernier, constate qu'après le départ du préteur et de ses hommes, la liasse contenant la correspondance de 1877 a été trouvée ouverte. Ni Votre Excellence, ni l'ambassade, ni aucun particulier, ni mon service n'ont provoqué de recherches dans cette liasse de documents remontant à plus de dix ans de date. Qui donc a opéré ce compulsoire inattendu?

Conclusion: Les papiers d'Husseïn étaient dans une grande armoire fermée, affectée aux archives. Cette armoire a été ouverte de force et c'est seulement après l'avoir fait crocheter que le préteur, laissé à lui-même, a pu les découvrir en faisant un tri.

Je ne parlerai point de l'attitude des autorités: il me sera toutefois permis de dire que le procureur général a, non sans un empressement significatif, accueilli les déclarations du préteur et n'a recouru ni à moi, ni à aucun des nombreux témoins, ce qui était son devoir. Qu'est-ce donc que cette enquête unilatérale? Averti par une personne considérable de l'incorrection de sa conduite et de l'existence de documents authentiques irréfutables qu'on était prêt à lui soumettre ce magistrat s'est borné à répondre: »Il est trop tard.«

On a même été jusqu'à nier que j'eusse envoqué l'autorité locale au voeu de l'art. IX de notre convention. Heureusement V. Exc. a la copie des lettres originales par lesquelles, sous la date du 30 juin dernier, les deux juges out refusé d'intervenir.

Le préteur a aussi prétendu que le chancelier lui a remis, de bon gré, en les indiquant bénévolement, les papiers d'Husseïn. Alors, si M. Langlade avait ainsi manqué à son devoir, ce qui n'est point, pourquoi le préteur a-t-il recouru à des actes de violence d'autant plus inexplicables?

Veuillez agréer, etc.

de Laigue.

Annexe n° 1.

Procès - verbal.

Ce jourd'hui, 22 décembre 1887, s'est présenté au consulat de France le sieur Tosini, préteur du 1er mandament de Florence, accompagné de MM. Muratori, avocat du sieur Léon Elmélik, sujet français, et du sieur Giulio Feri, avocat du sieur Paoli, ainsi que du sieur Costanti, avoué du dit sieur Elmélik, le dit préteur, assisté d'un greffier et d'un huissier;

Lequel a exhibé, à nous chancelier soussigné, un jugement par défaut rendu par le tribunal de Florence contre notre sieur consul et en faveur du sieur Elmélik et de Paoli, partie intervenante, rendu à Florence, le 20 décembre courant, en nous invitant à nous conformer à sa teneur et à remettre audit préteur les papiers provenant de la succession de feu le général Husseïn et déposés en cette chancellerie.

A laquelle réquisition, il a été répondu par nous, que le chancelier ne pouvait laisser pénétrer aucune autorité étrangère, ni permettre aucune perquisition dans les locaux où se trouvent déposés les archives et papiers de service, et que nous ne permettions l'accès dans les dits locaux, confiés à notre garde, sauf sur un ordre formel de notre sieur consul.

Sur l'insistance du dit préteur, avons finalement déclaré que nous ne céderions qu'à la force; à la suite de quoi le préteur envoya quérir la force publique et deux carabiniers étant arrivés dans les locaux de notre chancellerie, le préteur donna l'ordre à l'huissier de faire ouvrir par un serrurier la porte de la pièce destinée aux archives et dépôts judiciaires; ce qui fut fait en présence du dit préteur et malgré nos protestations.

Le dit préteur étant entré dans la dite chambre, le cigare à la bouche et le chapeau sur la tête, les personnes présentes en la chancellerie et qui assistaient pendant ce temps dans une autre pièce à l'inventaire

des papiers de la succession Husseïn, furent appelées par nous pour assister et témoigner, au besoin, de cette violation de la chancellerie consulaire de France; et ayant pénétré à notre suite, dans la pièce dont le préteur avait fait forcer la porte, purent constater que le dit préteur avait mis les mains sur des liasses de papiers déjà inventoriés et qui étaient déposés sur une table.

Le préteur, sur l'observation à lui faite par M. Donati, avocat et administrateur de la succession Husseïn, au sujet de l'attitude qu'il avait et du chapeau qu'il tenait sur la tête, se borna à répondre qu'il répondait à une impolitesse par une impolitesse.

Après quoi il a continué à verbaliser et à accomplir les opérations relatives à la saisie et à la recherche des papiers relatifs à la dite succession.

De tout ce qui précède avons pris acte, en demandant aux parties présentes de signer avec nous pour toute fin que de droit.

Signé: *Langlade* — *Ch. Ganem* — *Santillana* — *Eug. Rosa* — *Panattoni* — *Donati* — *Ant. Munzi* — *Jules Fontanieu.*

Florence, le 23 décembre 1887.

Annexe n° 2.

Procès - verbal.

Après la rédaction du premier procès-verbal et ce même jour, 22 décembre 1887, en la chancellerie du consulat de France à Florence, par devant nous, chancelier soussigné, s'est présenté M. Tosini, préteur du 1er mandement de Florence, accompagné de MM. Muratori et Costanti, avocats du sieur Elmélik, sujet français, ainsi que d'un greffier et d'un huissier, et nous a demandé s'il y avait d'autres papiers appartenant à la succession Husseïn.

A quoi avons répondu, en présence des soussignés, qu'il y en avait dans une autre pièce de la chancellerie où se fait l'inventaire, que nous lui avons indiquée et qui était fermée à clef.

Là-dessus, le préteur a donné ordre que l'on procédât à forcer la porte de la dite pièce, malgré nos protestations renouvelées et formelles, réitérées en présence des personnes présentes que nous avons expressément requises de prendre acte de cette violation des locaux de la chancellerie qui a été accomplie sous leurs yeux.

Le préteur était ensuite entré dans la pièce dont il avait fait forcer la porte, accompagné des mêmes avocats du sieur Elmélik, a procédé à la saisie d'un sac de voyage encore ouvert et des papiers inventoriés et non inventoriés qui se trouvaient sur le bureau de M. Chécri Ganem, chancelier ad hoc.

Et ce, malgré les protestations à lui faites par le dit M. Chécri Ganem, auquel s'est joint M. Santillana, lequel a déclaré protester, au nom du gouvernement tunisien, contre la violation des papiers appartenant à un ancien ministre et fonctionnaire du dit gouvernement, et pouvant con-

tenir des documents administratifs ou politiques de nature à intéresser ce dernier. Il a également protesté, au nom personnel du Bey en tant qu'héritier, en déclarant, en tant que besoin, que le consulat était saisi du règlement de la succession sur l'ordre et avec l'assentiment de S. A. le Bey et que cette interruption des opérations de l'inventaire nuisait aux intérêts de ce dernier, dont acte à la requête du sieur Santillana.

Et ont signé les parties présentes, à ce requises, avec nous chancelier.

Signés: *Langlade* — *Ch. Ganem* — *Santillana* — *Donati* — *Panattoni* — *Eug. Rosa* — *Jules Fontanieu* — *Ant. Munzi.*

Florence, le 23 décembre 1887.

Annexe n° 3.

Procès-verbal (Extrait).

En ce moment, M. Langlade, chancelier du consulat et délégué par le consul pour la levée et l'apposition des scellés, est entré dans la pièce où nous procédions ès-présences et qualités que dessus, aux opérations de l'inventaire et a demandé aux personnes présentss de le suivre dans une pièce contiguë de la chancellerie, afin de constater la violation des archives consulaires, par le préteur du 1er mandement.

Sur quoi, les opérations ont été suspendues, vu l'impossibilité où nous nous trouvions de les poursuivre, et il a été fait par nous Ch. Ganem, chancelier ad hoc, délégué à la confection de l'inventaire de la succession Husseïn, protestation formelle au préteur du 1er mandement, contre la violation des papiers de la succession, la saisie par lui opérée des papiers inventoriés et l'interruption qui, par son fait, a été apportée aux opérations de l'inventaire, faisant toutes réserves que de droit et déclinant toute responsabilité pour les suites de ce que dessus.

Et avons, là-dessus, fermé à clef la pièce où se faisaient les opérations de l'inventaire, en laissant ouverte et au même état où elle se trouvait la malle n° 2, à l'inventaire de laquelle nous procédions, ainsi que les papiers déjà inventoriés et d'autres non inventoriés qui se trouvaient sur la table nous servant de bureau.

Et ont signé avec nous, après lecture, les parties et les témoins qui sont MM. Antoine Munzi, agent d'affaires, âgé de 55 ans et Jules Fontanieu, employé de commerce, âgé de 62 ans, le premier, sujet italien, le second, français, témoins instrumentaires.

Signés: *Masini* — *Donati* — *Panattoni* — *Santillana* — *Eug. Rosa* — *Jules Fontanieu* — *Ant. Munzi* — *Ch. Ganem.* — *Langlade.*

Florence, le 23 décembre 1887.

Annexe n° 4.

Le consul de France à Florence au préfet de Florence.

Florence, le 16 décembre 1887.

Monsieur le préfet,

Depuis qu'aux termes des conventions consulaires en vigueur, ma

chancellerie a pris en main l'administration de l'hérédité de feu le général Husseïn, sujet tunisien, j'ai eu, plusieurs fois déjà, l'occassion de recourir aux bons offices de votre service et, comme j'en étais assuré d'avance, j'ai obtenu un concours aussi courtois qu'éclairé.

C'est, néanmoins, avec un vif sentiment de regrets et non sans avoir longtemps hésité, que je me vois aujourd'hui contraint de signaler certains faits de caractère fâcheux.

Le sieur Léon Elmélik, citoyen français, agent d'affaires, descendu à l'hôtel de Milan, se livre à des manoeuvres qui sont de nature, non seulement à troubler mes fonctions publiques, dont le paisible exercice est garantis entre autres, par l'exequatur de S. M. le Roi, mais prend, en outre, une attitude qui, d'après le texte de l'ordonnance de 1778 constitue, sans nul doute, désobéissance à l'autorité française.

Non content de m'assigner personnellement devant le tribunal de Florence faculté qui lui est déniée par la loi (convention franco-italienne de 1862, art. 9, 6°), cet individu me signifie des exploits rédigés en une forme blessante, alors que tous les intéressés italiens ont bien voulu, récemment encore, me témoigner, par l'organe de leurs avocats, une confiance dont je m'honore.

Aussi, je le répète, quelque grand que soit mon regret d'avoir à révéler pareils agissements de la part d'un compatriote, je manquerais à l'un des devoirs qui m'incombent, si je ne recourais à vous, sans plus tarder, afin que vous veuillez bien prendre les mesures jugées les plus opportunes par votre expérience consommée des affaires.

Veuillez, etc. *De Laigue.*

L'Ambassadeur du roi à Paris au Ministre par intérim des Affaires étrangères.

Paris, 18 janvier 1888.

.... J'ai insisté pour qu'il reconnût la validité encore existante de notre traité de 1868 avec le Bey de Tunis. Il a dit que le protectorat français existait puisque le Bey de Tunis voulait bien l'accepter, ainsi que cela ne pouvait porter atteinte à nos engagements réciproques précédents. M. Flourens m'a répondu que la question de ce traité de 1868 pouvait être réservée.

....En ce qui concerne le Consul, je lui fait observer qu'après ce qui était arrivé, son maintien à Florence serait désormais impossible. M. Flourens m'a laissé entendre que plus tard il pourrait le déplacer....

Menabrea.

Le Ministre par intérim des Affaires étrangères à l'Ambassadeur du roi à Paris.

(Télégramme).

Rome, 20 janvier 1888.

Je m'empresse d'informer V. E. que le Préteur du premier mandement

de Florence a été déplacé, par décret du Roi en date d'hier, ainsi que le Cr Ressmann a dû vous l'annoncer. Cette mesure a eu pour but d'empêcher de nouveaux rapports entre M. Tosini et le Consul de France, et de faciliter la continuation, dans de meilleures conditions, de la procédure relative à la succession de Husseïn-Pacha, conformément au traité de 1868, d'après lequel M. Flourens, dans sa lettre d'aujourd'hui, a reconnu qu'elle devait être réglée. Après le blâme infligé dès le commencement au préteur pour avoir, au lieu de suspendre la procédure, forcé les portes des deux chambres du consulat, et après son déplacement, je crois que la France n'a plus rien à nous demander. J'attends toutefois de la loyauté de M. Flourens qu'il tienne la promesse dont V. E. m'a parlé dans ses télégrammes d'hier et d'aujourd'hui.

Crispi.

L'Ambassadeur du roi à Paris au Ministre par intérim des Affaires étrangères.

Paris, 21 janvier 1888.

.... Ce matin, j'ai donné communication verbale de votre télégramme d'hier à M. Flourens, lequel l'a accueilli avec beaucoup de plaisir et considère l'incident comme épuisé. Quant à ses promesses à notre égard, je lui ai rappelé qu'elles se rapportaient à la reconnaissance du traité de 1868 entre l'Italie et la Tunisie, et au consul de France à Florence dont la situation était devenue difficile et auquel il serait nécessaire d'assigner un autre poste en vue d'éviter, par la suite, d'autres incidents déplaisants relativement au traité de 1868. M. Flourens m'a confirmé ce qu'il a déclaré dans sa lettre, et en ce qui regarde le Consul, il reconnaît l'opportunité de lui donner une autre destination, mais il se réserve de le faire avec circonspection, parce qu'il ne voudrait pas un déplacement simultané du consul et du préteur, qui donnerait lieu à de nouvelles polémiques. Il fera annoncer dans les journaux, d'une façon officieuse, la solution de l'incident et le déplacement du préteur, déplacement effectué en vue d'éviter les rencontres avec le Consul, et déclarera que le plus grand esprit de conciliation présidera aux négociations ultérieures pour les questions qui se rattachent à cette affaire.

Menabrea.

Le chargé d'affaires à Londres au Ministre par intérim des Affaires étrangères.

Londres, 23 janvier 1888.

Monsieur le Ministre,

J'ai donné lecture à Sir Julian Pauncefote, Sous-Secrétaire d'Etat au Foreign-Office, du télégramme de V. E. en date du 17 courant sur le conflit entre le préteur de Florence et le consul de France au sujet de la succession d'un sujet tunisien. Sir Julian Pauncefote a approuvé la manière de procéder de V. E., et m'a prié de le mettre à même d'envoyer copie de

ce télégramme à Lord Salisbury qui se trouve à Hathfield. J'ai fait droit à sa demande.

Catalani.

Le Ministre du Roi à Lisbonne au Ministre par intérim des Affaires étrangères.

Lisbonne, 24 janvier 1888.

Monsieur le Ministre,

En accusant réception du télégramme ministériel relatif à l'incident survenu à Florence, j'ai le devoir d'informer V. E. que ni le Ministre de S. M. Très-Fidèle pour les Affaires étrangères, ni aucun des hommes d'Etat ou de mes collègues, ne m'ayant parlé de cet incident, je n'ai pas pris l'initiative d'explications, à raison de la réserve que me prescrivait ce télégramme, lequel, m'est, par suite d'erreur de transmission, arrivé quelque peu erroné.

Oldoini.

L'Ambassadeur du Roi à Paris au Ministre par intérim des Affaires étrangères.

(Télégramme).

Paris, 2 février 1888.

M. Flourens reconnaît, de son côté, l'utilité d'explications sur la portée de l'article 5 de notre Convention consulaire; d'une discussion, par un échange de notes ou autrement, du mot »archives« et de l'étendue matérielle de l'inviolabilité, et enfin d'une défense faite aux Consuls de déposer dans les archives des objets qui y sont étrangers, défense appuyée d'une sanction au cas de contravention. Il m'a demandé de lui soumettre à cet égard des propositions par écrit. Afin que je les puisse faire en complet accord avec les idées de V. E., je la prie de mer tracer une formule précise pour la définition des archives. Comme pénalité, je proposerais, suivant les indications de V. E., la suspension de l'inviolabilité.

Menabrea.

Le Ministre par intérim des Affaires étrangères à l'Ambassadeur du Roi à Paris.

(Télégramme).

Rome, 10 février 1888.

Je réponds au télégramme de V. E. du 2 février. L'échange de notes devrait en principe exprimer nettement l'intention des deux parties de régler, d'une manière certaine, dans leurs rapports mutuels l'inviolabilité des Archives consulaires, établie par l'article 5 de la Convention consulaire de 1862. A cet effet les notes déclaraient: 1° Les mots »archives consulaires« s'appliquent exclusivement aux papiers de chancellerie et autres

concernant directement le service et aussi aux armatures, coffres-forts, meubles qui les renferment; 2° il est expressément défendu de placer dans ces meubles et parmi les papiers des archives, des documents et objets qui (n') auraient (pas) le caractère de papiers officiels et de chancellerie; 3° la contravention à ce règlement emporterait avec soi, de plein droit, la perte du privilège d'inviolabilité pour tout l'ensemble des Archives consulaires.

Crispi.

L'Ambassadeur du Roi à Paris au Ministre par intérim des Affaires étrangères.

Rome (probablement Paris), 2 mars 1888.

(Télégramme)

...Le Ministre des Affaires étrangères m'a dit que, conformément aux engagements pris avec V. E., il avait déjà invité le consul de France à Florence à rassembler tous les papiers qui se rapportent à la succession Husseïn, pour les tenir, sous son sceau, à la disposition de l'autorité judiciaire...

Menabrea.

Le Préfet de Florence au Ministre par intérim des Affaires étrangères.

Florence, 30 juin 1888.

J'ai l'honneur d'informer V. E. que M. de Laigue, a cessé, ces jours-ci, ses fonctions de consul de France à Florence et a quitté la ville, laissant la gérance du consulat au vice-consul.

Gadda.

Le Ministre des Affaires étrangères de France à l'Ambassadeur du Roi à Paris.

Paris, 29 février 1888.

Monsieur l'Ambassadeur,

Par votre lettre du 10 de ce mois, et en vous référant à l'entretien que j'avais eu antérieurement avec V. Exc. au sujet de l'incident de Florence, vous m'avez fait l'honneur de me proposer d'expliquer, par un échange de notes ou par une déclaration, l'art. V de la Convention consulaire franco-italienne de 1862, à l'effet de régler, d'une manière sûre, l'inviolabilité des archives consulaires.

Le Gouvernement de la République n'étant pas moins désireux que celui du Roi de prévenir toute difficulté quant à l'interprétation de l'article en question, j'ai examiné avec le plus grand soin les propositions de V. Exc., et je m'empresse de lui faire connaître les résultats de cette étude:

L'article I de la déclaration proposée est ainsi conçu:

»Art. I. — Les mots archives consulaires s'appliquent exclusivement

à l'ensemble des pièces de chancellerie et autres se rattachant directement au service, ainsi qu'aux armoires, coffres-forts et autres meubles qui les contiendront.«

Cette rédaction ne me paraît pas tout à fait conforme à l'esprit de l'article V de la Convention précitée.

Cet article, en effet, ne vise pas seulement les correspondances, les actes, les pièces de chancellerie et les meubles qui les contiendraient; mais évidemment le local dans lequel ces documents, ainsi que les tables de chiffres, les cachets, les registres, les dépôts ou autres objets, sont conservés à titre officiel. S'il en était autrement, dans le cas, par exemple, où l'autorité locale se présente à l'improviste, alors que des documents d'archives sont épars sur un bureau, sur des tables, sur des planches, etc., etc., et encore dans le cas où par une circonstance fortuite, toute ou partie des archives consulaires ne trouve pas matériellement place dans un meuble, et sont, momentanément ou non, à la portée de quiconque pénètre dans la salle qui leur est spécialement affectée, il faudrait admettre que les archives peuvent être visitées et saisies.

Cette interprétation serait, suivant moi, de nature à soulever des difficultés que nous avons précisément en vue de prévenir et il me semble d'un égal intérêt pour les deux gouvernements d'assurer, sans malentendu possible, le privilège de l'inviolabilité non-seulement aux meubles, mais au local distinct dans lequel se trouvent les papiers et documents se rattachant directement au service de la chancellerie.

Je proposerais donc la rédaction suivante:

»Art. I. — Les mots archives consulaires s'appliquent exclusivement à l'ensemble des pièces de chancellerie et autres, se rattachant directement au service, ainsi qu'au local spécialement affecté au dépôt de ces pièces.«

L'article II proposé par V. Exc. est ainsi formulé:

»Art. II. — Il est expressément défendu de placer dans ces meubles et parmi les pièces d'archives, des documents et objets qui n'auraient pas ce caractère.«

Cette disposition, mise en harmonie avec la nouvelle rédaction de l'article I ne soulèverait, de la part du Gouvernement de la République aucune abjection, et l'article II pourrait être rédigé ainsi:

»Art. II. — Il est expressément interdit aux agents consulaires de placer dans le local affecté aux archives, des documents et objets qui n'auraient pas ce caractère.«

L'article III projeté porte que »la contravention à cette disposition »entraîne de plein droit la déchéance du privilège de l'inviolabilité des archives consulaires tout entières.«

Cette rédaction me paraît être en contradiction avec le principe même de l'inviolabilité que nous sommes d'accord pour chercher à garantir de la manière la plus sûre.

En effet, s'il me semble, comme à V. Exc., indispensable de recommander aux agents des deux pays de tenir compte, dans la mesure la plus stricte, des prescriptions contenues dans l'article II, il paraît impossible d'admettre que les autorités locales soient laissées juges, et aient la faculté

de visiter les archives consulaires tout entières, d'y faire un tri et un choix, c'est-à-dire d'en prendre connaissance, dans le but de constater ou même de s'assurer que des pièces étrangères n'ont pas été mêlées aux pièces officielles.

Quel est, en effet, le but incontestable que les deux gouvernements se sont proposé avant tout, en arrêtant, d'un commun accord, les dispositions de l'article V de la Convention de 1862?

Ils ont tenu à pouvoir échanger avec leurs agents des correspondances, et à permettre à ceux-ci de conserver, par devers eux, en toute sécurité, les pièces qui intéressent soit l'Etat, soit les particuliers, et dont le caractère peut être absolument confidentiel. Tel est si évidemment l'esprit de la Convention qu'il y est formellement établi une distinction pour le cas où les agents consulaires feraient le commerce, et qu'il leur est prescrit, dans cette hypothèse, de séparer complètement les papiers qui touchent à leurs affaires personnelles de ceux qui font partie de leurs archives.

La disposition de l'article III projeté, en faisant tomber de plein droit le privilège de l'inviolabilité que les deux gouvernements ont, de part et d'autre, un si grand intérêt à s'assurer réciproquement, irait donc à l'encontre des intentions qui ont inspiré la rédaction de la Convention de 1862, et présenterait, par conséquent, des inconvénients sur la gravité desquels j'ai à peine besoin d'appeler l'attention de V. Exc. La rédaction de l'art. III pourrait être remaniée comme il suit:

»Art. III. — Les instructions les plus formelles seront adressées par les deux gouvernements à leurs agents respectifs en vue de leur prescrire de se conformer strictement à cette disposition«.

Telles sont, Monsieur l'Ambassadeur, les observations que je crois devoir soumettre, à mon tour, à votre examen. Je vous serai très reconnaissant de vouloir bien me faire savoir, dans le plus bref délai possible, si elles vous semblent pouvoir faire, comme je l'espère, entre nos deux gouvernements l'objet d'un accord auquel je n'attache pas moins de prix que V. Exc.

Agréez, etc.

Flourens.

Le Ministre des Affaires étrangères de France au Ministre du Roi à Paris.

Paris, le 3 octobre 1888.

Monsieur,

J'ai examiné avec le plus grand soin les modifications que vous avez bien voulu me proposer, par votre lettre du 4 du mois dernier, d'apporter au projet de déclaration que le gouvernement de la Réqublique est disposé à échanger avec le gouvernement royal, en vue de fixer, à l'avenir, l'interprétation que devra comporter l'article V de la convention consulaire franco-italienne de 1862.

Je m'empresse de vous faire savoir qu'après avoir pris, à cet égard, l'avis de mon collègue de la justice, je ne vois que des avantages à accepter

les modifications en question. Je ne ferai qu'une réserve en ce qui concerne l'addition proposée à l'article II, dont il m'a paru que la rédaction pouvait être modifiée sans inconvénient. Au lieu de ces mots qui pourraient donner lieu à des difficultés d'interprétation: »Ce local doit être absolument et parfaitement séparé de n'importe quel autre local,« je proposerai ceux-ci:

»La chambre ou les chambres constituant ce local, devront être parfaitement distinctes des pièces servant à l'habitation particulière du consul«.

Si vous n'avez pas d'objection à accepter ce simple changement de rédaction, je vous serai reconnaissant de vouloir bien me le faire savoir le plus tôt possible, afin que nous puissions signer sans retard la déclaration dont vous trouverez une copie ci-annexée.

Agréez, etc. *René Goblet.*

Déclaration interprétative de l'article V de la convention consulaire franco-italienne du 26 juillet 1862.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de S. M. le Roi d'Italie voulant déterminer exactement la portée de l'article V de la convention consulaire franco-italienne du 26 juillet 1862, M. René Goblet ministre des affaires étrangères de France d'une part, et M. Ressman, ministre plénipotentiaire d'Italie d'autre part, dûment autorisés, sont, par la présente déclaration, convenus de ce qui suit:

Art. 1er. — Les mots »archives consulaires« s'appliquent exclusivement à l'ensemble des pièces de chancellerie et autres se rattachant directement au service, ainsi qu'au local spécialement affecté au dépôt de ces pièces.

Art. 2. — Il est expressément interdit aux agents consulaires de placer dans le local affecté aux archives des documents et objets qui n'auraient pas ce caractère.

La chambre ou les chambres constituant ce local devront être parfaitement distinctes des pièces servant à l'habitation particulière du consul.

Art. 3. — Les instructions les plus formelles seront adressées par les deux gouvernements à leurs agents respectifs, en vue de leur prescrire de se conformer strictement aux dispositions énoncées à l'article précédent.

Si un consul, requis par l'autorité judiciaire locale d'avoir à se dessaisir de documents qu'il détient, se refuse à les livrer, l'autorité judiciaire recourra, par l'intermédiaire du ministre des affaires étrangères, à l'ambassade dont ce consul dépend.

En foi de quoi les soussignés ont dressé la présente déclaration qu'ils ont revêtu de leurs chachets et de leurs signatures.

L'Ambassadeur à Paris au Ministre par intérim des Affaires.

Paris, 10 décembre 1888.

Monsieur le Ministre,

Dans un des entretiens que j'ai eus récemment avec M. Goblet, je n'ai pas manqué, conformément aux instructions que vous m'avez données

de faire valoir près de S. E. les arguments exposés dans votre dépêche, pour l'amener à se ranger au désir exprimé par le ministre garde des sceaux de S. M., relativement à la rédaction de l'article 2 du projet de déclaration sur l'inviolabilité des archives consulaires.

M. Goblet n'a pas, malgré mon instance, cru pouvoir renoncer à la modification qu'il avait proposée à la rédaction de l'article 2, laquelle tend à substituer à la phrase »séparées de n'importe quel autre local«, celle-ci »distinctes des pièces servant à l'habitation particulière du consul«. Sur de nouvelles instances de ma part, S. E. a pourtant consenti à ajouter cette phrase: »et ne pourront être affectées à d'autres usages«, phrase qui, à mon avis, répond, sinon dans la forme, du moins dans le fond, à la conception de S. E. M. le garde des sceaux.

En cet état des choses, et en m'autorisant de l'autorisation que V. E. m'a donnée j'ai procédé, avec M. Goblet, samedi dernier, 8 courant, à la signature de la déclaration en question.

V. E. trouvera ci-joint l'original de cette déclaration destiné au Gouvernement du Roi.

Menabrea.

Le Ministre par intérim des Affaires étrangères à l'Ambassadeur du Roi à Paris.

Rome, 31 janvier 1889.

Sa Majesté le Roi a signé, le 6 janvier courant, le décret qui rend exécutoire la déclaration du 8 décembre sur l'inviolabilité des archives consulaires.

Je vous envoie, par pli séparé, 50 exemplaires de ladite déclaration pour les distribuer aux agents du Roi en France.

Crispi.

34.

FRANCE. ITALIE.

Arrangement relatif aux Archives consulaires; signé à Paris le 8 décembre 1888.

Journal officiel de la République française du 13 février 1889.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, désirant préciser le sens des termes de l'art. 5 de la convention consulaire signée, le 26 juillet 1862, entre la France et l'Italie, ont résolu de conclure un arrangement à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires:

Le Président de la République française: M. René Goblet, député, ministre des affaires étrangères, etc. etc.;

Et Sa Majesté le roi d'Italie: Son Excellence M. le général comte Louis-Frédéric Menabrea, marquis de Valdora, sénateur, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le gouvernement de la République française, etc., etc.;

Lesquels, dûment autorisés, sont convenus des articles suivants:

Article premier. — Les mots »archives consulaires« s'appliquent exclusivement à l'ensemble des pièces de chancellerie et autres se rattachant directement au service, ainsi qu'au local spécialement affecté au dépôt de ces pièces.

Art. 2. — Il est expressément interdit aux consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de placer dans le local affecté aux archives des documents et objets qui n'auraient pas ce caractère.

Les chambres ou la chambre constituant ce local devront être parfaitement distinctes des pièces servant à l'habitation particulière du consul et ne pourront être affectées à d'autres usages.

Art. 3. — Les instructions les plus formelles seront adressées par les deux gouvernements à leurs agents respectifs, en vue de leur prescrire de se conformer strictement aux dispositions énoncées à l'article précédent. Si un consul général, un consul, un vice-consul ou un agent consulaire, requis par l'autorité judiciaire locale d'avoir à se dessaisir de documents qu'il détient, se refuse à les livrer, l'autorité judiciaire recourra, par l'intermédiaire du ministère des affaires étrangères, à l'ambassade dont cet agent dépend.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent arrangement et y ont apposé leur cachets.

Fait à Paris, en double expédition, le 8 décembre 1888.

Signé: ***Réné Goblet.***
— ***Louis-Frédéric Menabrea.***

35.

FRANCE, PAYS-BAS.

Convention d'Arbitrage; signée à Paris le 29 novembre 1888.

Journal officiel de la République française du 13 août 1889.

Le Président de la République française et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, voulant mettre fin à l'amiable au différend qui existe touchant les limites de leurs colonies respectives de la Guyane française et du Surinam en amont du confluent des rivières de l'Ava et du Tapanahoni qui forment ensemble le Maroni, ont nommé pour leurs plénipotentiaires:

Le Président de la République française: M. René Goblet, Député, Ministre des Affaires étrangères, etc.;

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas: M. le Jonkheer Alphonse, Lambert, Eugène de Stuers, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le gouvernement de la République française;

Lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des articles suivants:

Article premier. — Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas conviennent de remettre à un arbitre le soin de procéder à la délimitation sus-mentionnée.

Les deux Gouvernements se mettront d'accord sur le choix de l'arbitre auquel ils communiqueront tous les documents et toutes les données dont ils disposent.

Art. 2. — Les deux Gouvernements s'engagent à accepter, comme jugement suprême et sans appel, la décision que prendra l'arbitre et à s'y soumettre sans aucune réserve.

Art. 3. — La présente Convention aura son effet dès que les Chambres françaises et les Etats généraux des Pays-Bas l'auront approuvée et dès que les ratifications en auront été échangées dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Paris, le 29 novembre 1888.

Signé: *Goblet.* Signé: *Stuers.*

36.

FRANCE, ROUMANIE.

Convention pour la protection des marques de fabrique et de commerce; signée à Bucarest le 12 avril 1889.

Journal officiel de la République française, du 13 août 1889.

Le Président de la République française et Sa Majesté le roi de Roumanie, également animés du désir d'assurer une protection efficace à la propriété des marques de fabrique ou de commerce des nationaux respectifs, ont résolu de conclure à cet effet une convention spéciale, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Président de la République française:

M. Gustave-Louis de Coutouly, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française à Bucarest, officier de l'ordre national de la Légion d'honneur, etc.,

Et Sa Majesté le roi de Roumanie:

M. Alexandre Lahovari, grand officier de l'ordre de l'Etoile-de-Rou-

manie, etc., ministre, secrétaire d'Etat au département des Affaires étrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et en due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er. — Les Français en Roumanie et les sujets Roumains en France jouiront de la même protection que les nationaux en ce qui concerne les marques de fabrique ou de commerce, à savoir les divers signes qui servent à distinguer les produits d'une industrie ou d'un commerce, tels que le nom sous une forme spéciale, les noms commerciaux (denumirile), les empreintes, timbres, cachets, reliefs, vignettes, chiffres, enveloppes et autres semblables.

Art. 2. — Pour assurer à leurs marques la protection garantie par l'article précédent les ressortissants de l'un et l'autre Etat devront remplir les conditions et formalités prescrites par les lois et règlements de l'autre.

Art. 3. — Les marques de fabrique ou de commerce auxquelles s'applique la présente convention sont celles qui, dans les deux pays, sont légitimement acquises aux industriels ou négociants qui en usent, c'est-à-dire que le caractère d'une marque française doit être appréciée en Roumanie d'après la loi française, de même que le caractère d'une marque roumaine doit être jugé en France d'après la loi roumaine.

Il est toutefois entendu que chacun des deux Etats se réserve le droit de refuser le dépôt et d'interdire l'usage de toute marque qui serait, par sa nature, contraire à l'ordre public ou aux bonnes moeurs dans l'Etat où le dépôt en aurait été demandé ou effectué.

Art. 4. — En ce qui concerne les raisons sociales ou de commerce (firme), les ressortissants de chacun des deux Etats jouiront également dans l'autre de la même protection que les nationaux à condition d'en faire le dépôt prévu par leurs lois respectives. En France, le dépôt des raisons sociales roumaines sera, s'il est nécessaire, fait au greffe du tribunal de commerce de la Seine, et réciproquement en Roumanie, le dépôt des raisons sociales ou de commerce françaises sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Bucarest.

Art. 5. — Le dépôt étant déclaratif et non attributif de propriété, la contrefaçon ou l'usurpation qui serait faite d'une marque de fabrique, de commerce ou d'une raison sociale avant que le dépôt en eût été opéré conformément aux dispositions des articles 2 et 4, n'infirme pas les droits du propriétaire des dites marques contre les auteurs de cette contrefaçon ou de cette usurpation.

Toutefois ces droits n'impliquent pas pour lui la faculté de requérir des dommages-intérêts, en raison de l'usage fait des contrefaçons ou usurpations antérieurement au dépôt.

Art. 6. — Aussitôt que la protection des modèles et des dessins industriels sera réglée en Roumanie, par une loi, les Hautes Parties contractantes s'entendront pour garantir cette protection aux ressortissants de chacun des deux Etats sur le territoire de l'autre.

Art. 7. — La présente convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Bucarest aussitôt que possible. Elle entrera en vigueur

trois semaines après l'échange des ratifications, et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront la dénonciation faite par l'une ou l'autre des parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double expédition à Bucarest le 12 avril/31 mars 1889.

de Coutouly.
Lahovari.

37.

FRANCE.

Loi sur la nationalité du 26 juin 1889.

Journal Officiel du 28 juin 1889.

Art. 1er. — Les articles 7, 8, 9, 10, 12, 13, 17, 18, 19, 20 et 21 du Code civil sont modifiés ainsi qu'il suit:

»Art. 7. — L'exercice des droits civils est indépendant de l'exercice des droits politiques, lesquels s'acquièrent et se conservent conformément aux lois constitutionnelles et électorales.

»Art. 8. — Tout Français jouira des droits civils.

»Sont Français;

»1° Tout individu né d'un Français en France ou à l'étranger.

»L'enfant naturel dont la filiation est établie pendant la minorité, par reconnaissance ou par jugement, suit la nationalité de celui de ses parents à l'égard duquel la preuve a d'abord été faite. Si elle résulte pour le père ou la mère du même acte ou du même jugement, l'enfant suivra la nationalité du père;

»2° Tout individu né en France de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue;

»3° Tout individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né;

»4° Tout individu né en France d'un étranger et qui, à l'époque de sa majorité, est domicilié en France, à moins que, dans l'année qui suit sa majorité, telle qu'elle est réglée par la loi française, il n'ait décliné la qualité de Français et prouvé qu'il a conservé la nationalité de ses parents par une attestation en due forme de son gouvernement, laquelle demeurera annexée à la déclaration, et qu'il n'ait en outre produit, s'il y a lieu, un certificat constatant qu'il a répondu à l'appel sous les drapeaux, conformément à la loi militaire de son pays, sauf les exemptions prévues aux traités:

»5° Les étrangers naturalisés.

»Peuvent être naturalisés:

»1° Les étrangers qui ont obtenu l'autorisation de fixer leur domicile en France, conformément à l'article 13 ci-dessous, après trois ans de domicile en France, à dater de l'enregistrement de leur demande au ministère de la justice;

»2° Les étrangers qui peuvent justifier d'une résidence non interrompue pendant dix années;

»Est assimilé à la résidence en France le séjour en pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le gouvernement français;

»3° Les étrangers admis à fixer leur domicile en France, après un an, s'ils ont rendu des services importants à la France, s'ils y ont apporté des talents distingués ou s'ils y ont introduit une industrie, soit des inventions utiles, ou s'ils ont créé soit des établissements industriels ou autres, soit des exploitations agricoles, ou s'ils ont été attachés, à un titre quelconque, au service militaire dans les colonies et les protectorats français;

»4° L'étranger qui a épousé une Française, aussi après une année de domicile autorisé.

»Il est statué par décret sur la demande de naturalisation, après une enquête sur la moralité de l'étranger.

»Art. 9. — Tout individu né en France d'un étranger et qui n'y est pas domicilié à l'époque de sa majorité pourra, jusqu'à l'âge de vingt-deux ans accomplis, faire sa soumission de fixer en France son domicile, et, s'il l'y établit dans l'année à compter de l'acte de soumission, réclamer la qualité de Français par une déclaration qui sera enregistrée au ministère de la justice.

»S'il est âgé de moins de vingt et un ans accomplis, la déclaration sera faite en son nom par son père; en cas de décès, par sa mère; en cas de décès du père et de la mère ou de leur exclusion de la tutelle, ou dans les cas prévus par les articles 141, 142 et 143 du Code civil, par le tuteur autorisé par délibération du conseil de famille.

»Il devient également Français si, ayant été porté sur le tableau de recensement, il prend part aux opérations de recrutement sans opposer son extranéité.

»Art. 10. — Tout individu né en France ou à l'étranger de parents dont l'un a perdu la qualité de Français pourra réclamer cette qualité à tout âge, aux conditions fixées par l'article 9, à moins que, domicilié en France et appelé sous les drapeaux, lors de sa majorité, il n'ait revendiqué la qualité d'étranger.

»Art. 12. — L'étrangère qui aura épousé un Français suivra la condition de son mari.

»La femme mariée à un étranger qui se fait naturaliser Français et les enfants de l'étranger naturalisé pourront, s'ils le demandent, obtenir la qualité de Français, sans condition de stage, soit par le décret qui confère cette qualité au mari ou au père ou à la mère, soit comme conséquence de la déclaration qu'ils feront dans les termes et sous les conditions de l'article 9.

»Deviennent Français les enfants mineurs d'un père ou d'une mère

survivant qui se sont fait naturaliser Français, à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité en se conformant aux dispositions de l'article 8, paragraphe 4.

»Art. 13. — L'étranger qui aura été autorisé par décret à fixer son domicile en France y jouira de tous les droits civils.

»L'effet de l'autorisation cessera à l'expiration de cinq années, si l'étranger ne demande pas la naturalisation, ou si la demande est rejetée.

»En cas de décès avant la naturalisation, l'autorisation et le temps de stage qui a suivi profiteront à la femme et aux enfants qui étaient mineurs au moment du décret d'autorisation.

»Art. 17. — Perdent la qualité de Français:

»1° Le Français naturalisé à l'étranger ou celui qui acquiert sur sa demande la naturalisation étrangère par l'effet de la loi.

»S'il est encore soumis aux obligations du service militaire pour l'armée active, la naturalisation à l'étranger ne fera perdre la qualité de Français que si elle a été autorisée par le gouvernement français;

»2° Le Français qui a décliné la nationalité française dans les cas prévus au paragraphe 4 de l'article 8 et aux articles 12 et 18;

»3° Le Français qui, ayant accepté des fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger, les conserve nonobstant l'injonction du gouvernement français de les résigner dans un délai déterminé.

»4° Le Français qui, sans autorisation du gouvernement, prend du service militaire à l'étranger, sans préjudice des lois pénales contre le Français qui se soustrait aux obligations de la loi militaire.

»Art. 18. — Le Français qui a perdu sa qualité de Français peut la recouvrer pourvu qu'il réside en France, en obtenant sa réintégration par décret. La qualité de Français pourra être accordée par le même décret à la femme et aux enfants majeurs s'ils en font la demande. Les enfants mineurs du père ou de la mère réintégrés deviennent Français, à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité, en se conformant aux dispositions de l'art. 8, paragraphe 4.

»Art. 19. — La femme française qui épouse un étranger suit la condition de son mari, à moins que son mariage ne lui confère pas la nationalité de son mari, auquel cas elle reste Française. Si son mariage est dissous par la mort du mari ou le divorce, elle recouvre la qualité de Française, avec l'autorisation du Gouvernement, pourvu qu'elle réside en France ou qu'elle y rentre, en déclarant qu'elle veut s'y fixer.

»Dans le cas où le mariage est dissous par la mort du mari, la qualité de Français peut être accordée par le même décret de réintégration aux enfants mineurs, sur la demande de la mère ou par un décret ultérieur, si la demande en est faite par le tuteur avec l'approbation du conseil de famille.

»Art. 20. — Les individus qui acquerront la qualité de Français dans les cas prévus par les articles 9, 10, 18 et 19 ne pourront s'en prévaloir que pour les droits ouverts à leur profit depuis cette époque.

»Art. 21. — Le Français qui, sans autorisation du Gouvernement, prendrait du service militaire à l'étranger, ne pourra rentrer en France

qu'en vertu d'une permission accordée par décret, et recouvrer la qualité de Français qu'en remplissant les conditions imposées en France à l'étranger pour obtenir la naturalisation ordinaire«.

Art. 2. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

Continueront toutefois de recevoir leur application, le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 et les autres dispositions spéciales à la naturalisation en Algérie.

Art. 3. — L'étranger naturalisé jouit de tous les droits civils et politiques attachés à la qualité de citoyen français. Néanmoins il n'est éligible aux assemblées législatives que dix ans après le décret de naturalisation, à moins qu'une loi spéciale n'abrège ce délai. Le délai pourra être réduit à une année.

Les Français qui recouvrent cette qualité, après l'avoir perdue, acquièrent immédiatement tous les droits civils et politiques, même l'éligibilité aux assemblées législatives.

Art. 4. — Les descendants des familles prescrites lors de la révocation de l'édit de Nantes continueront à bénéficier des dispositions de la loi du 15 décembre 1790, mais à la condition d'un décret spécial pour chaque demandeur. Ce décret ne produira d'effet que pour l'avenir.

Art. 5. — Pour l'exécution de la présente loi, un règlement d'administration publique déterminera: 1° les conditions auxquelles ces dispositions seront applicables aux colonies autres que celles dont il est parlé à l'article 2 ci-dessus, ainsi que les formes à suivre pour la naturalisation dans les colonies; 2° les formalités à remplir et les justifications à faire relativement à la naturalisation ordinaire et à la naturalisation de faveur, dans les cas prévus par les articles 9 et 10 du Code civil, ainsi qu'à la renonciation à la qualité de Français, dans les cas prévus par les articles 8 (paragraphe 4), 12 et 18.

Art. 6. — Sont abrogés les décrets des 6 avril 1809 et 26 août 1811: les lois des 22 mars 1847, 7 février 1851, 29 juin 1867, 16 décembre 1874, 15 février 1882, 28 juin 1883, et toutes les dispositions contraires à la présente loi.

Dispositions transitoires.

Toute admission à domicile obtenue antérieurement à la présente loi sera périmée si, dans un délai de cinq années à compter de la promulgation, elle n'a pas été suivie d'une demande en naturalisation, ou si la demande en naturalisation a été rejetée.

38.

FRANCE.

Décret pour l'exécution de la loi sur la nationalité. Journal officiel du 13 août 1889.

Archives Diplomatiques 1889.

Article 1er. — L'étranger qui veut obtenir l'autorisation de fixer son domicile en France, conformément à l'article 13 du Code civil, doit adresser au ministre de la justice une demande rédigée sur papier timbré, accompagnée de son acte de naissance et de celui de son père, de la traduction de ces actes, s'ils sont en langue étrangère, ainsi que d'un extrait du casier judiciaire français.

Art. 2. — L'étranger qui veut obtenir sa naturalisation doit, dans tous les cas, adresser au ministère de la justice une demande sur papier timbré, en y joignant son acte de naissance, un extrait du casier judiciaire, et, le cas échéant, son acte de mariage et les actes de naissance de ses enfants mineurs, avec la traduction de ces actes, s'ils sont en langue étrangère.

Dans le cas où les intéressés seraient dans l'impossibilité de se procurer les actes de l'état-civil dont la production est exigée par le présent décret, ces actes seront suppléés par un acte de notoriété délivré par le juge de paix dans la forme prescrite par l'article 71 du Code civil.

Art. 3. — L'étranger qui a épousé une Française doit, s'il veut obtenir la naturalisation après une année de domicile autorisé, produire l'acte de naissance de sa femme et l'acte de naissance du père de celle-ci, si cet acte est nécessaire pour établir son origine française.

Art. 4. — L'étranger qui sollicite la naturalisation immédiate, après une résidence non interromque pendant dix ans, doit joindre à sa demande les documents établissant qu'il réside actuellement en France et depuis dix années au moins.

Art. 5. — La femme et les enfants majeurs de l'étranger qui demande à devenir Français, soit par la naturalisation ordinaire, soit par la réintégration, doivent, s'ils désirent obtenir eux-mêmes la qualité de Français, sans condition de stage, par application des articles 12 et 18 du Code civil, joindre leur demande de naturalisation à la demande faite par le mari, par le père ou par la mère.

Dans les cas de naturalisation de faveur prévus par les articles 9 et 10 du Code civil, la demande est jointe à la déclaration faite par le mari, le père ou la mère.

Art. 6. — Les déclarations souscrites soit pour acquérir, soit pour répudier la qualité de Français, sont reçues par le juge de paix du canton dans lequel réside le déclarant.

Elles peuvent être faites par procuration spéciale et authentique.

Elles sont dressés en double exemplaire sur papier timbré.

Le déclarant est assisté de deux témoins qui certifient son identité; il doit produire à l'appui de sa déclaration toutes les justifications nécessaires, en y joignant son acte de naissance et le cas échéant, son acte de mariage et les actes de naissance de ses enfants mineurs, avec la traduction de ces actes, s'ils sont en langue étrangère.

En cas de résidence à l'étranger, les déclarations sont reçues par les agents diplomatiques ou par les consuls.

Art. 7. — Les deux exemplaires de la déclaration et les pièces justificatives sont immédiatement adressées par le juge de paix au procureur de la République, qui les transmet, sans délai, au ministre de la justice.

Art. 8. — La déclaration est inscrite à la chancellerie sur un registre spécial; l'un des exempalires est déposé dans les archives, l'autre renvoyé à l'intéressé avec la mention de l'enregistrement.

La déclaration enregistrée prend date du jour de sa réception par le juge de paix.

Art. 9. — Lorsqu'un individu né en France d'un étranger, et domicilié hors de France à l'époque de sa majorité, veut faire sa soumission de fixer en France son domicile dans les conditions prévues par l'article 9 du Code civil, cet acte de soumission est reçu par un des agents diplomatiques ou consulaires de France à l'étranger. Il est dressé en double exemplaire; l'un est remis à l'intéressé, l'autre transmis immédiatement au ministre de la justice par voie hiérarchique.

Art. 10. — L'individu né en France de parents dont l'un a perdu la qualité de Français, et qui réclame cette qualité en vertu de l'article 10 du Code civil, doit établir quel était son domicile et celui de ses parents à l'époque de sa majorité, telle qu'elle est fixée par la loi française.

Art. 11. — La renonciation du mineur à la faculté qui lui appartient, par application des articles 8 (§ 4), 12 et 18 du Code civil, de décliner, à sa majorité, la qualité de Français, est faite en son nom, par les personnes désignées dans l'article 9, paragraphe 2, du Code civil.

39.

FRANCE, GRANDE-BRETAGNE.

Arrangement concernant la délimitation des possessions respectives sur la côte occidentale d'Afrique; signé à Paris le 10 août 1889.

Journal officiel de la République française du 18 mars 1890.

Les soussignés, délégués par le gouvernement de la République française et par le gouvernement de Sa Majesté la reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande à l'effet de préparer un accord général destiné à régler l'ensemble des questions pendantes entre la France et l'Angleterre, au

sujet de leurs possessions respectives sur la côte occidentale d'Afrique, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier. — En Sénégambie, la ligne frontière entre les possessions françaises et anglaises sera établie dans les conditions suivantes:

1° Au nord de la Gambie (rive droite), le tracé partira de Jinnak-Creek pour suivre le parallèle qui, passant en ce point de la côte (environ 13° 36 nord), coupe la Gambie dans le grand coude qu'elle fait vers le nord, en face d'une petite île située à l'entrée de Sarmi-Creek, dans le pays de Nidmena.

A partir de ce point, la ligne frontière suivra la rive droite jusqu'à Yarbatenda, à une distance de 10 kilomètres du fleuve.

2° Au sud (rive gauche) le tracé partira de l'embouchure de la rivière San-Pedro, suivra la rive gauche jusqu'au 13° 10' de latitude nord. La frontière sera établie ensuite par le parallèle qui, partant de ce point, va jusqu'à Sandeng (fin de Vintang-Creek, carte anglaise).

Le tracé remontera alors dans la direction de la Gambie, en suivant le méridien qui passe par Sandeng jusqu'à une distance de 10 kilomètres du fleuve.

La frontière suivra ensuite la rive gauche du fleuve, à une même distance de 10 kilomètres, jusqu'à et y compris Yarbatenda.

Art. 2. — Au nord de Sierra-Leone, conformément aux indications du traité de 1882, la ligne de démarcation, après avoir séparé le bassin de la Mellacorée de celui de la Grande-Scarcie, passera entre le Bennah et le Tambakka, laissant le Talla à l'Angleterre, le Tamisso à la France, s'approchera du 10° degré de latitude nord, en comprenant le pays des Houbbons dans la zone française, et le Soulimaniah avec Falabah dans la zone anglaise.

Le tracé s'arrêtera à l'intersection du 13° degré de longitude ouest de Paris (14°4' de Greenwich), carte française, et du 10° degré de latitude.

Art. 3, § premier. — Sur la Côte-d'Or, la frontière anglaise partira du bord de la mer à Newton, à 1,000 mètres à l'ouest de la maison occupée, en 1884, par MM. les commissaires anglais. Elle se dirigera ensuite en droite ligne vers la lagune Tendo. La ligne suivra ensuite la rive gauche de cette lagune et de celle d'Ahy, puis la rive gauche de la rivière Tanoué ou Tendo jusqu'à Nougoua. A partir de Nougoua, le tracé de la frontière sera établi en tenant compte des traités respectifs conclus par les deux gouvernements avec les indigènes. Ce tracé sera prolongé jusqu'au 9° degré de latitude nord.

Le gouvernement français prendra l'engagement de laisser l'action politique de l'Angleterre s'exercer librement à l'est de la ligne frontière, particulièrement en ce qui concerne le royaume des Achantis; le gouvernement anglais prendra l'engagement de laisser l'action politique de la France s'exercer librement à l'ouest de la ligne frontière.

La frontière française partira également du bord de la mer à Newton, à 1,000 mètres à l'ouest de la maison occupée, en 1884, par MM. les commissaires anglais. Après avoir rejoint en ligne droite la lagune Tendo, elle suivra la rive droite de cette lagune et de celle d'Ahy, ainsi que de la

rivière Tanoué ou Tendo, pour aboutir à Nougoua, point où les deux frontières se confondent.

§ 2. — Dans les cas où le gouvernement de »Gold Coast« jugera utile d'établir un poste de douane à l'embouchure de la rivière Tendo, le gouvernement français ne fera pas d'objection à ce que les autorités anglaises exigent des embarcations françaises des certificats de destination pour les marchandises remontant le Tendo, certificats spécifiant que les droits d'entrée dans la colonie française ont été intégralement payés par elles.

La navigation sur les lagunes Tendo, Ahy et la rivière Tendo sera libre et ouverte aux embarcations et aux habitants des deux protectorats.

Dans le cas où le gouvernement français jugera utile d'établir un poste de douane pour contrôler les embarcations anglaises venant du côté d'Apollonie dans les conditions exigées des embarcations françaises à l'embouchure du Tendo, le gouvernement anglais ne fera pas d'objection.

§ 3. — L'acquiescement du gouvernement anglais aux lignes de démarcation ci-dessus mentionnées demeure subordonné à l'adoption par le gouvernement français d'un projet de tarif douanier à établir à Assinie, dans lequel les droits sur les alcools ne seraient pas inférieurs à 40 francs l'hectolitre pour les alcools et liqueurs de traite titrant moins de 23°; à 60 fr. l'hectolitre pour les alcools de 25° à 49°, et de 100 fr. l'hectolitre pour les alcools à 50° et au-dessus.

Les droits sur le tabac en feuilles et fabriqué ne seraient pas inférieurs à 80 centimes le kilogramme. Les tissus seraient soumis à un droit de 15 p. 100 ad valorem.

Art. 4. — § premier. — Sur la côte des Esclaves, la ligne de démarcation entre les sphères d'influence des deux puissances se confondra avec le méridien qui coupe le territoire de Porto-Novo à la crique d'Ajarra, en laissant le Pokrah ou Pokéa à la colonie anglaise de Lagos. Elle suivra le méridien précité pour s'arrêter au nord au 9° degré de latitude nord. Au sud, elle ira aboutir à la plage, après avoir traversé le territoire d'Appah, dont la capitale restera à l'Angleterre.

La navigation de l'Ajarra et celle de la rivière Addo seront libres et ouvertes aux habitants et aux embarcations des deux protectorats.

§ 2. — Des garanties seront stipulées en vue d'assurer aux commerçants français toute liberté pour leurs échanges avec les pays qui ne seraient pas compris dans la sphère d'influence de la France, et notamment avec les Egbas.

Réciproquement, des garanties seront stipulées en vue d'assurer aux commercants anglais toute liberté pour leurs échanges avec les pays qui ne seraient pas compris dans la sphère d'influence de l'Angleterre.

§ 3. — Des garanties seront également stipulées en faveur des habitants de Ketenu et de la partie française du territoire d'Appah. Ces habitants seront libres d'émigrer s'ils le désirent, et ceux qui resteront seront protégés par les autorités françaises contre toute atteinte, de la part du roi de Porto-Novo ou de ses gens, à leurs personnes, leur situation et leurs biens.

Les mêmes garanties seront stipulées en faveur des habitants du territoire de Pokrah.

§ 4. — Il est convenu, en outre, que: 1⁰ l'action politique du gouvernement français s'exercera librement à l'ouest de la ligne frontière, et que 2⁰ l'action politique du gouvernement anglais s'exercera librement à l'est de la ligne frontière.

§ 5. — Comme conséquence de l'entente qui vient d'être ainsi définie, et pour éviter les conflits auxquels les rapports journaliers des populations du pays de Porto-Novo avec les habitants de Pokrah pourraient donner lieu, si un poste de douane devait être établi par l'une ou l'autre des parties contractantes à la crique d'Ajarra, les délégués français et anglais s'accordent à recommander à leurs gouvernements respectifs la neutralisation, au point de vue douanier, de la partie du territoire de Pokrah comprise entre la crique Ajarra et l'Addo, en attendant qu'un accord douanier définitif puisse intervenir entre les établissements français de Porto-Novo et la colonie de Lagos.

Art. 5. — Les deux gouvernements se réservent de nommer des commissions spéciales de délimitation pour tracer sur les lieux, là où ils le jugeront utile, la ligne de démarcation entre les possessions françaises et anglaises, en conformité avec les dispositions générales qui précèdent.

En foi de quoi, les délégués soussignés ont dressé le présent Arrangement, sous réserve de l'approbation de leurs gouvernements respectifs, et y ont apposé leur signature.

Fait à Paris, en double expédition, le 10 août 1889.

Signé: *Edwin H. Egerton* Signé: *A. Nisard.*
— *Augustus W. L. Hemming.* — *Jean Bayol.*

40.

GRANDE-BRETAGNE, PARAGUAY.

Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation; signé à l'Assomption le 16 octobre 1884 *).

Parliamentary Papers, presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty, November 1890. [C.—6207.]

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and his Excellency the President of the Republic of Paraguay, being desirous of maintaining and

Su Magestad la Reina del Reino Unido de la Gran Betaña é Irlanda, y su Excellencia el Presidente de la República del Paraguay, deseando mantener y estrechar las relaciones

*) Les ratifications ont été échangées à Buenos Ayres, le 11 mai 1886.

strengthening the relations of good understanding which at present subsist between them, and of promoting commercial intercourse between the dominions of Her Britannic Majesty and the territories of the Republic, have resolved to conclude a Treaty of Friendship, Commerce, and Navigation, and have named as their Plenipotentiaries, that is to say:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Honourable Edmund John Monson, Companion of the Most Honourable Order of the Bath, Her Majesty's Minister Plenipotentiary to the Republic of Paraguay;

And his Excellency the President of the Republic of Paraguay, his Excellency Don José Segundo Decoud, Knight Grand Cross of the Order of Isabel the Catholic, his Minister Secretary of State in the Department of Foreign Affairs;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles: —

Article I.

There shall be perfect peace and sincere friendship between the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the Republic of Paraguay, and between the subjects and citizens of both States, without exception of persons or of places. The High Contracting Parties shall use their best endeavours that this friendship and good understanding may be constantly and perpetually maintained.

Article II.

The Contracting Parties agree that, in all matters relating to commerce

de buena inteligencia que existen al presente entre ellos, y de promover el trato comercial entre los dominos de Su Magestad Británica y los territorios de la República, han resuelto concluir un Tratado de Amistad, Comercio, y Navegacion, y han nombrado por sus Plenipotenciarios, á saber:

Su Magestad la Reina del Reino Unido de la Gran Bretaña é Irlanda, al Honorable Edmundo Juan Monson, Compañero de la Muy Honorable Orden del Baño, su Ministro Plenipotenciario en la República del Paraguay;

Y su Excelencia el Presidente de la República del Paraguay, á su Excelencia el Señor Don José Segundo Decoud, Caballero Gran Cruz de la Orden de Ysabel la Catolica, su Ministro Secretario de Estado en el Departamento de Relaciones Esteriores;

Quienes, despues de comunicarse sus respectivos plenos poderes, y halladolos en buena y debida forma, han convenido y concluido los Artículos siguientes: —

Articulo I.

Habrá paz perfecta y sincera amistad entre el Reino Unido de la Gran Bretaña é Irlanda y la República del Paraguay, y entre los súbditos y ciudadanos de ambos Estados, sin escepcion de personas ó de lugares. Las Altas Partes Contratantes usarán sus mejores esfuerzos á fin de que esta amistad y buena inteligencia sean constantes y perpetuamente mantenidas.

Articulo II.

Las Altas Partes Contratantes convienen en que en todas las materias

and navigation, any privilege, favour, or immunity whatever which either Contracting Party has actually granted or may hereafter grant to the subjects or citizens of any other State shall be extended immediately and unconditionally to the subjects or citizens of the other Contracting Party; it being their intention that the trade and navigation of each country shall be placed, in all respects, by the other on the footing of the most favoured nation.

Article III.

The produce and manufactures of, as well as all goods coming from, the dominions and possessions of Her Britannic Majesty, which are imported into Paraguay, and the produce and manufactures of, as well as goods coming from Paraguay, which are imported into the dominions and possessions of Her Britannic Majesty, whether intended for consumption, warehousing, reexportation, or transit, shall be treated in the same manner as, and, in particular, shall be subjected to no higher or other duties, whether general, municipal, or local, than the produce, manufactures, and goods of any third country the most favoured in this respect. No other or higher duties shall be levied in Paraguay on the exportation of any goods to the dominions and possessions of Her Britannic Majesty, or in the dominions and possessions of Her Britannic Majesty, on the exportation of any goods to Paraguay than may be levied on the exportation of the like goods to any third country the most favoured in this respect.

Neither of the Contracting Parties shall establish a prohibition of im-

relativas al commercio y la navegacion, cualquier privilejio, favor, ó inmunidad que una de las Partes Contratantes haya concedido ó conceda en adelante á los súbditos ó ciudadanos de cualquiera otro Estado se hará inmediata é incondicionalmente estensivo á los súbditos ó ciudadanos de la otra Parte Contratante; pues es su intencion que el trafico y navegacion de cada uno de los dos paises sean puestos, en todos respectos, por el otro bajo el pie de la nacion mas favorecida.

Articulo III.

Los productos y manufacturas y los géneros precedentes de los dominios y posesiones de Su Magestad Británica importados en el Paraguay, y los productos y manufacturas y géneros procedentes del Paraguay importados en los dominios y posesiones de Su Majestad Británica, bien se destinen al consumo, el depósito, la re-exportacion o el tránsito, serán tratados de la misma manera, y sobretodo, no serán sugetos á otros ó mas elevados derechos, bien sean estos generales, municipales ó locales, que los productos, manufacturas, y géneros de cualquier tercer pais mas favorecido en este respecto. Ningun otro ni mas altos derechos se impondrán en el Paraguay á la exportacion de cualesquiera géneros á los dominios y posesiones de Su Magestad Británica, ó en los dominios y posesiones de Su Majestad Británica, á la exportacion de cualesquiera géneros al Paraguay que los que se impongan á la exportacion de los mismos géneros á cualquier tercer pais mas favorecido en este respecto.

Ninguna de las Partes Contratantes establecerá prohibicion de importa-

portation, exportation, or transit against the other which shall not, under like circumstances, be applicable to any third country the most favoured in this respect.

In like manner, in all that relates to local dues, customs formalities, brokerage, patterns or samples introduced by commercial travellers, and in all other matters connected with trade, British subjects in Paraguay, and Paraguayan citizens in the dominions and possessions of Her Britannic Majesty, shall enjoy most-favoured-nation treatment.

Article IV.

British ships and their cargoes shall, in Paraguay, and Paraguayan vessels and their cargoes shall, in the dominions and possessions of Her Britannic Majesty, from whatever place arriving and whatever may be the place of origin or destination of their cargoes, be treated in every respect as national ships and their cargoes.

The preceding stipulation applies to local treatment, dues, and charges in the ports, basins, docks, roadsteads, harbours, and rivers of the two countries, pilotage, and generally to all matters connected with navigation.

Every favour or exemption in these respects, or any other privilege in matters of navigation, which either of the Contracting Parties shall grant to a third Power shall be extended immediately and unconditionally to the other Party.

All vessels which according to British law are to be deemed British vessels, and all vessels which according to the law of Paraguay are to be deemed Paraguayan vessels, shall,

ciones, exportacion ó tránsito contra la otra, que no sea aplicable, bajo las mismas circunstancias, á cualquier tercer pais mas favorecido en este respecto.

De la misma manera en todo lo relativo á derechos locales, formalidades de aduanas, corretage, muestras introducidas por los viajeros comerciales, y todas las otras materias concernientes al trafico, los súbditos Británicos en el Paraguay, y los ciudadanos Paraguayos en los dominios y posesiones de Su Magestad Británica, disfrutarán el trato de la nacion mas favorecida.

Articulo IV.

Los buques Británicos y sus cargamentos en el Paraguay, y los buques Paraguayos y sus cargamentos en los dominios y posesiones de Su Magestad Británica, cualquiera que sea su procedencia y cualquiera que sea el lugar de su origen ó el destino de sus cargamentos, serán tratados en todos respectos como buques nacionales y sus cargamentos.

La precedente estipulacion es aplicable al trato local, derechos, impuestos de puerto, fondeadéro, darsenas, radas, puertos, y rios de los dos paises, pilotage, y en general á todas las materias concernientes á la navegacion.

Cada favor ó exencion en estos respectos, ó cualquier otro privilejio en materias de navegacion, que cualquiera de las Partes Contratantes conceda á una tercera Potencia se hará inmediata é incondicionalmente estensivo á la otra Parte.

Todos los buques que segun la ley Británica son tenidos por buques Británicos, y todos los buques que segun la ley Paraguaya son tenidos por buques Paraguayos, serán para

for the purposes of this Treaty, be respectively deemed British or Paraguayan vessels.

Article V.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties shall have, in the dominions and possessions of the other, the same rights as natives, or as subjects or citizens of the most favoured nation, in regard to patents or inventions, trademarks, and designs, upon fulfilment of the formalities prescribed by law.

Article VI.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties who reside permanently or temporarily in the dominions or possessions of the other shall be at full liberty to exercise civil rights, and therefore to acquire, possess, and dispose of every description of property, movable and immovable. They may acquire and transmit the same to others, whether by purchase, sale, donation, exchange, marriage, testament, succession ab intestato, and in any other manner, under the same conditions as natives of the country. Their heirs may succeed to and take possession of it, either in person or by procurators, in the same manner and in the same legal forms as natives of the country.

In none of these respects shall they pay upon the value of such property any other or higher impost, duty, or charge than is payable by natives of the country. In every case the subjects or citizens of the Contracting Parties shall be permitted to export their property, or the proceeds thereof if sold, freely and without being subjected on such exportation to pay any duty different

los efectos de este Tratado considerados respectivamente buques Británicos ó Paraguayos.

Articulo V.

Los súbditos ó ciudadanos de cada una de las Partes Contratantes tendrán, en los dominios y posesiones de la otra, los mismos derechos que los naturales ó los súbditos y ciudadanos de la nacion mas favorecida, en lo relativo á patentes de invencion, marcas de fabrica, y dibujos, si cumplen con las formalidades prescritas por la ley.

Articulo VI.

Los súbditos ó ciudadanos de cada una de las Partes Contratantes que residen temporal ó permanentemente en los dominios ó posesiones de la otra estarán en plena libertad de ejercer derechos civiles, y por consiguiente de adquirir, poseer, y disponer de toda clase de bienes muebles é inmuebles. Podrán adquirir y trasmitir los mismos á otros, por compra, venta, donacion, cambio, casamiento, testamento, sucesion ab intestato, y de cualquier otro modo bajo las mismas condiciones que los naturales del pais. Sus herederos podrán sucederlos y tomar posesion de ellos, bien en persona ó por procuracion, de la misma manera y con las mismas formas legales que los naturales del pais. En ninguno de estos respectos pagarán sobre el valor de la propiedad ningun otro ni mas altos impuestos, derechos ó recargo que los pagables por los naturales del pais. En cada caso á los súbditos ó ciudadanos de las Partes Contratantes les sera permitido exportar sus bienes, ó sus productos si son vendidos, libremente y sin que sean sugetos á pagar derechos de

from that to which natives of the country are liable under similar circumstances.

Article VII.

The dwellings, manufactories, warehouses, and shops of subjects or citizens of each of the Contracting Parties in the dominions and possessions of the other, and all premises appertaining thereto destined for purposes of residence or commerce, shall be respected.

It shall not be allowable to proceed to make a search of, or a domiciliary visit to, such dwellings and premises, or to examine or inspect books, papers, or accounts, except under the conditions and with the forms prescribed by the laws for natives of the country.

The subjects or citizens of each of the two Contracting Parties in the dominions and possessions of the other shall have free access to the Courts of Justice for the prosecution and defence of their rights, without other conditions, restrictions, or taxes beyond those imposed on native subjects or citizens, and shall, like them, be at liberty to employ, in all causes, their advocates, attorneys, or agents from among the persons admitted to the exercise of those professions according to the laws of the country.

Article VIII.

The subjects of each of the Contracting Parties in the dominions and possessions of the other shall be exempted from billeting and from all compulsory military service whatever, whether in the army, navy, or national guard or militia. They shall likewise be exempted from all contributions, whether pecuniary or in kind, imposed as a compensation for billet-

exportacion differentes de los que bajo iguales circunstancias esten sugetos á pagar los naturales del pais.

Articulo VII.

Las habitaciones, fabricas, desposítos, y almacenes de los súbditos ó ciudadanos de cada una de las Partes Contratantes en los dominios y posesiones de la otra, y todas las casas pertenecientes á ellos destinadas á residencia ó comercio, serán respetados.

No será permitido proceder á hacer registros, ó visitas domiciliarias, en tales habitaciones ó casas, ni examínar ó inspeccionar libros, papeles, ó cuentas, escepto bajo las condiciones y con las formas prescritas por las leyes para los naturales del pais.

Los súbditos ó ciudadanos de cada una de las dos Partes Contratantes en los dominios y posesiones de la otra tendrán libre acceso á los Tribunales de Justicia para la prosecucion y defensa de sus derechos, sin mas condiciones, restricciones, ó contribuciones que las impuestas á los súbditos ó ciudadanos naturales, y como ellos tendrán libertad de emplear, en todos los casos, abogados, procuradores, ó agentes de entre las personas admitidas, segun las leyes del pais, á ejercer estas profesiones.

Articulo VIII.

Los súbditos de cada una de las Partes Contratantes en los dominios y posesiones de la otra estarán exentos de alojamiento y de todo servicio militar forzoso, bien sea en el ejercito, bien en la marina, ó en la guardia ó milicia nacional. De la misma manera estarán exentos de toda contribucion pecuniaria, ó en especie, impuesta como compensacion

ing and for personal service, and finally from forced loans and military exactions or requisitions of any kind.

Article IX.

The subjects or citizens of either of the two Contracting Parties residing in the dominions and possessions of the other shall enjoy, in regard to their houses, persons, and properties, the protection of the Government in as full and ample a manner as native subjects or citizens.

In like manner the subjects or citizens of each Contracting Party shall enjoy in the dominions and possessions of the other full liberty of conscience, and shall not be molested on account of their religious belief; and such of those subjects or citizens as may die in the territories of the other Party shall be buried in the public cemeteries, or in places appointed for the purpose, with suitable decorum and respect.

The subjects of Her Britannic Majesty residing within the territories of the Republic of Paraguay shall be at liberty to exercise in private and in their own dwellings, or within the dwellings or offices of Her Britannic Majesty's Consuls or Vice-Consuls, or in any public edifice set apart for the purpose, their religions rites, services, and worship, and to assemble therein for that purpose without hindrance or molestation.

Article X.

Each of the Contracting Parties may appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, Pro-Consuls, and Consular Agents to reside respectively in towns or ports in the dominions and possessions of the other Power. Such Consular officers, however, shall not

por alojamientos ó servicio personal; y finalmente de empréstitos forzosos y exacciones y requisiciones militares de cualquier género que sean.

Articulo IX.

Los súbditos ó ciudadanos de cualquiera de las dos Partes Contratantes residentes en los dominios y posesiones de la otra disfrutarán, respecto de sus casas, personas y bienes, la proteccion del Gobierno en la misma plena y amplia manera que los súbditos ó ciudadanos naturales.

Del mismo modo los súbditos ó ciudadanos de cada Parte Contratante gozarán en los dominios y posesiones de la otra libertad plena de conciencia, y no serán molestados por sus creencias religiosas; y aquellos de estos súbditos ó ciudadanos que mueran en los territorios de la otra Parte serán enterrados en los cementerios públicos, ó en lugares destinados á este objeto, con el decoro y respeto debidos.

Los súbditos de Su Magestad Británica residentes en los territorios de la República del Paraguay tendrán libertad para ejercer en privado y en sus propias moradas, ó en las habitaciones y oficinas de los Consules ó Vice-Consules de Su Magestad Británica, ó en cualquier edificio público destinado á este objeto, sus ritos religiosos, serviciosos, y culto, y para reunirse en ellos con este proposito sin molesia ó impedimento.

Articulo X.

Cada una de las Partes Contratantes podrá nombrar Consules-Generales, Consules, Vice-Consules, Pro-Consules, y Agentes Consulares que residan respectivamente en las ciudades ó puertos de los dominios y posesiones de la otra Potencia. Pero estos fun-

enter upon their functions until after they shall have been approved and admitted in the usual form by the Government to which they are sent. They shall exercise whatever functions, and enjoy whatever privileges, exemptions, and immunities are, or may hereafter be, granted there to Consular officers of the most favoured nation.

cionarios Consulares no empezarán á ejercer sus funciones hasta despues de haber sido aprobados y admitidos en la forma usual por el Gobierno cerca des cual han sido enviados. Dichos funcionarios ejercerán todas las funciones y disfrutarán todos los privilegios, exenciones é inmunidades concedidos ó que se concedieren en lo futuro á los funcionarios Consulares de la nacion mas favorecida.

Article XI.

In the event of any subject or citizen of either of the two Contracting Parties dying without will or testament in the dominions and possessions of the other Contracting Party, the Consul-General, or Vice-Consul of the nation to which the deceased may belong, or, in his absence, the representative of such Consular officer, shall, so far as the laws of each country will permit, take charge of the property which the deceased may have left, for the benefit of his lawful heirs and creditors, until an executor or administrator be named by the said Consul-General, Consul, or Vice-Consul, or his representative.

Articulo XI.

En la eventualidad de que muera algun súbdito ó ciudadano de cualquiera de las dos Partes Contratantes sin ultima voluntad ó testamento en los dominios y posesionrs de la otra Parte Contratante, el Consul-General, Consul, ó Vice-Consul de la nacion á qun pertenezca el finado, ó en su ausencia el representante del funcionario Consular, se hará cargo, hasta donde las leyes de cada pais permitan, de los bienes que haya dejado el finado para beneficio de sus legitimos herederos y acreedores, hasta que sea nombrado ejecutor ó administrador por los dichos Consul-General, Consul, ó Vice-Consul, ó su representante.

Article XII.

The Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents of each of the Contracting Parties residing in the dominions and possessions of the other shall receive from the local authorities such assistance as can by law be given to them for the recovery of deserters from the vessels of their respective countries.

Articulo XII.

Los Consules-Generales, Consules, Vice-Consules, y Agentes Consulares de cada una de las Partes Contratantes residentes en los dominios y posesiones de la otra recibirán de las autoridades locales la ayuda que permita la ley para recobrar los desertores de los buques de sus respectivos paises.

Article XIII.

Any ship of war or merchant-vessel of either of the Contracting Parties which may be compelled, by stress of weather or by accident, to take

Articulo XIII.

Cualquer buque de guerra ó mercante de una de las Partes Contratantes que se vea obligado, á causa del mal tiempo ó por accidente, á

shelter in a port of the other, shall be at liberty to refit therein, to procure all necessary stores, and to continue their voyage, without paying any dues other than such as would be payable in a similar case by a national vessel. In case, however, the master of a merchant-vessel should be under the necessity of disposing of a part of his merchandize in order to defray his expenses, he shall be bound to conform to the regulations and tariffs of the place to which he may have come.

If any ship of war or merchant-vessel of one of the Contracting Parties should run aground or be wrecked within the territory of the other, such ship or vessel, and all parts thereof, and all furniture and appartenances belonging thereunto, and all goods and merchandize saved therefrom, including any which may have been cast out of the ship, or the proceeds thereof if sold, as well as all papers found on board such stranded or wrecked ship or vessel, shall be given up to the owners or their agents when claimed by them. If there are no such owners or agents on the spot, then the same shall be delivered to the British or Paraguayan Consul-General, Consul, Vice-Consul, or Consular Agent in whose district the wreck or stranding may have taken place, upon being claimed by him within tho period fixed by the laws of the country; and such Consuls, owners, or agents shall pay only the expenses incurred in the preservation of the property, together with the salvage or other expenses which would have been payable in the like case of a wreck of a national vessel.

The goods and merchandize saved from the wreck shall be exempt

guarecerse en un puerto de la otra, tendrá libertad para hacer reparaciones en él, procurarse las provisiones necesarias, y continuar su viage, sin pagar mas derechos que aquellos que serian pagables en caso semejante por un buques nacional. Pero en caso de que el capitan del buque mercante se vea en la necesidad de disponer de una parte de sus mercancias para pagar sus gastos estará obligado á conformarse á los reglamentos y tarifas del lugar á que haya arribado.

Si qualquier buque de guerra ó mercante de una de los Partos Contratantes encallase ó naufragase en el territorio de la otra, tal buque y todas sus partes, y todos los muebles y aparejos á el pertenecientes, y todos los géneros y mercancias salvadas del mismo, incluso cualquiera que haya sido arrojada del buque, ó sus productos en caso de ser vendidas, asi como los papeles hallados abordo del buque encallado ó naufrago, serán entregados á los proprietarios ó sus agentes cuando sean reclamados por ellos. Si los propietarios ó agentes no se hallan sobre el terreno, serán entregados los mismos al Consul-General, Consul, Vice-Consul, ó Agente Consular Británico ó Paraguayo, en cuyo districto haya tenido lugar el encallamiento ó naufrágio, si son reclamados por él dentro del término fijado por las leyes del pais; y tales Consules, proprietarios, ó agentes pagáran solamente los gastos incurridos en la conservacion de la propiedad, junto con el salvamento ú otros gastos que habrian sido pagables en el caso análogo del naufrágio de un buque nacional.

Los géneros y las mercancias salvadas del naufrágio estarán exentas

from all duties of customs, unless cleared for consumption, in which case they shall pay the same rate of duty as if they had been imported in a national vessel.

de todos derechos de aduanas, á menos que no sean despachados para el consumo, en cuyo caso pagarán la misma prorata de derechos que si hubiesen sido importados en un buque nacional.

In the case either of a vessel being driven in by stress of wheather, run aground, or wrecked, the respective Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents shall, if the owner or master or other agent of the owner is not present, or is present and requires it, be authorized to interpose in order to afford the necessary assistance to their fellow-countrymen.

En el caso de que un buque bien se vea obligado á arribar á causa del mal tiempo, encallé ó naufrague, los respectivos Consules-Generales, Consules, Vice-Consules, y Agentes Consulares estarán autorizados para intervenir si el dueño ó capitan ú otro agente del dueño no se halla presente, ó si estando presente lo requiere, á fin de proporcionar los socorros necessarios á sus compatriotas.

Article XIV.

For the better security of commerce between the subjects of Her Britannic Majesty and the citizens of the Republic of Paraguay, it is agreed that if at any time any interruption of friendly intercourse, or any rupture, should unfortunately take place between the two Contracting Parties, the subjects or citizens of either of the said Contracting Parties who may be established in the dominions or territories of the other, in the exercise of any trade or special employment, shall have the privilege of remaining and continuing such trade or employment therein, without any manner of interruption, in full enjoyment of their liberty and property, so long as they behave peacefully and commit no offence against the laws; and their goods, property, and effects, of whatever description they may be, whether in their own custody or intrusted to individuals or to the State, shall not be liable to seizure or sequestration, or to any other

Articulo XIV.

Para la mejor seguridad del comercio entre los súbditos de Su Magestad Británica y los ciudadanos de la República del Paraguay, queda convenido que si desgraciadamento tiene lugar en cualquier tiempo una interrupcion de las amistosas relaciones ó ruptura entre las dos Partes Contratantes, los súbditos ó ciudadanos de cualquiera de las dichas Partes Contratantes que se hallen establecidos en los dominios ó territorios de la otra, ejerciendo cualquier oficio ó empleo especial, tendrán el privilegio de permanecer y continuar tal oficio ó empleo en ellos, sin ningun género de interrupcion, en el pleno goce de su libertad y sus bienes, mientras se conduzcan pacificamente y no cometa delito alguno contra las leyes; y sus bienes, propiedades y efectos, de cualquiera clase que sean, bien estan en su custodia ó hayan sido confiados á individuos ó al Estado, no podrán ser confiscados ni secuestrados, ni estarán sugetos á otros gravamenes

charges or demands than those which may be made upon the like goods, property, and effects belonging to native subjects or citizens. Should they, however, prefer to leave the country, they shall be allowed to make arrangements for the safe keeping of their goods, property, and effects, or to dispose of them, and to liquidate their accounts; and a safe-conduct shall be given them to embark at the ports which they shall themselves select.

ó demandas mas que á los impuestos á los similares bienes, propiedades, y efectos pertenecientes á los súbditos ó ciudadanos naturales. Si no obstante prefieren abandonar el pais, se les permitirá hacer arreglos para la segura custodia de sus bienes, propiedades y efectos, ó para disponer de ellos, y liquidar sus cuentas, dandoles tambien salvos conductos para que se embarquen en los puertos que ellos mismos elijan.

Article XV.

The stipulations of the present Treaty shall be applicable to all the Colonies and foreign possessions of Her Britannic Majesty, so far as the laws permit, excepting to those hereinafter named, that is to say, except to —

The Dominion of Canada.
Newfoundland.
New South Wales.
Victoria.
South Australia.
Western Australia.
Tasmania.
Queensland.
New Zealand.
The Cape.
Natal.

Provided always that the stipulations of the present Treaty shall be made applicable to any of the above-named Colonies or foreign possessions on whose behalf notice to that effect shall have been given by Her Britannic Majesty's Representative in Paraguay to the Paraguayan Minister for Foreign Affairs within two years from the date of the exchange of the ratifications of the present Treaty.

Articulo XV.

Las estipulaciones del presente Tratado serán aplicables á todas las Colonias y posesiones estrangeras de Su Magestad Británica, hasta donde lo permitan las leyes, esceptuandose las nombradas á continuacion, á saber, esccpto á —

El Dominio del Canada.
Terranova.
Nueva Gales del Sud.
Victoria.
Australia Meridional.
Australia Occidental.
Tasmania.
Queensland.
Nueva Zelandia.
El Cabo de Buena Esperanza.
Natal.

Siempre en la inteligencia de que las estipulaciones del presente Tratado se harán aplicables á cualquiera de las espresadas Colonias ó posesiones estrangeras en cuyo favor se haya al efecto notificado por el Representante de Su Magestad Británica en el Paraguay al Ministro de Relaciones Esteriores Paraguayo dentro de dos años desde la fecha del cambio de ratificaciones del presente Tratado.

Article XVI.

The present Treaty shall continue in force during ten years, counted from the day of the exchange of the ratifications; and in case neither of the two Contracting Parties shall have given notice twelve months before the expiration of the said period of ten years of their intention of terminating the present Treaty, it shall remain in force until the expiration of one year from the day on which either of the Contracting Parties shall have given such notice.

Articulo XVI.

El presente Tratado continuará en fuerza durante diez años, á contar desde el dia del cambio de las ratificaciones; y en el caso de que ninguna de las Partes Contratantes diese noticia doce meses antes de la expiracion del dicho periodo de diez años de su intencion de terminar el presente Tratado, seguirá en vigor hasta la espiracion de un año desde el dia en que una de las Partes Contratantes diere semejante noticia.

Article XVII.

The present Treaty shall be ratified by Her Majesty the Queen of Great Britain and Ireland and by his Excellency the President of the Republic of Paraguay, and the ratifications shall be exchanged at Assumption or at Buenos Ayres as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at Assumption, on the sixteenth day of October, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and eighty-four.

(L.S.) *Edmund Monson.*
(L.S.) *José S. Decoud.*

Articulo XVII.

El presente Tratado será ratificado por Su Magestad la Reina de la Gran Bretaña é Irlanda y por su Excelencia el Presidente de la República del Paraguay, y las ratificaciones cambiadas en la ciudad de Asuncion ó en la de Buenos Ayres tan pronto como sea posible.

En testimonio de lo cual los respectivos Plenipotenciarios han firmado el mismo y puesto en él los sellos de sus armas.

Hecho en la Asuncion, hoy diez y seis de Octubre del año de Nuestro Señor de mil ochocientos ochenta y cuatro.

(L.S.) *Edmund Monson.*
(L.S.) *José S. Decoud.*

Protocol.

In proceeding to the signature this day of the Treaty of Friendship, Commerce, and Navigation between Her Britannic Majesty and the Republic of Paraguay, the undersigned Plenipotentiaries of the High Contracting Parties declare that the stipulations of Article III of the said Treaty shall not be understood to confer upon the subjects of Her Bri-

Al proceder en este dia á la firma del Tratado de Amistad, Comercio, y Navegacion entre Su Magestad Británica y la República del Paraguay, los infrascritos Plenipotenciarios de las Altas Partes Contratantes declaran que las estipulaciones del Artículo III de dicho Tratado no se entenderán que confieren á los súbditos de Su Magestad Británica los privilegios es-

tannic Majesty the exceptional privileges of free trade reserved by Article XIII of the Treaty of the 7th June, 1883, between the Republic of Paraguay and the Emperor of Brazil in favour of the Province of Matto-Grosso. The undersigned Plenipotentiaries further declare that the stipulations of Articles II and IV of the Treaty now concluded shall be understood to open the free navigation of the Rivers Paraguay and Paraná, including the coasting-trade, to British vessels, but that the said stipulations shall not be understood to confer upon the owners of steam-ships plying between British and Paraguayan ports the right to claim any such especial privileges or subventions as either one of the High Contracting Parties shall, in the exercise of their judgment, consider it expedient to grant to other lines for specified ends and purposes.

Done in duplicate at Assumption, this sixteenth of October, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and eighty-four.

(L.S.) *Edmund Monson.*
(L.S.) *José S. Decoud.*

cepcionales del libre cambio reservados por el Artículo XIII del Tratado del 7 de Junio de 1883 entre la República del Paraguay y el Emperador del Brazil en favor de la Pròvincia de Matto-Grosso. Los infrascritos Plenipotenciarios declaran ademas que las estipulaciones de los Artículos II y IV de dicho Tratado concluido ahora se entenderán abrir la libre navegacion de los Rios Paraguay y Paraná, incluyendo el comercio de cabotage á los buques Británicos; pero que dichas estipulaciones no se entenderán conferir á los dueños de los vapores que navegan entre los puertos Británicos y Paraguayos el derecho de reclamar cualesquiera privilegios especiales ó subvenciones que cualquiera de las Altas Partes Contratantes considere, en el ejercicio de su juicio, conveniente conceder para fines y objetos especiales á otras lineas.

Hecho por duplicado en la Asuncion, hoy diez y seis de Octubre del año de Nuestro Señor de mil ochocientos ochenta y cuatro.

(L.S.) *Edmund Monson.*
(L.S.) *José S. Decoud.*

Protocol.

The undersigned Plenipotentiaries respectively of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the Republic of Paraguay, having met together for the purpose of exchanging the ratifications of the Treaty of Friendship, Commerce, and Navigation between the above-named Powers, signed at Assumption on the 16th day of October, 1884, and being duly empowered by their respective Governments to make the following Declaration, hereby agree that it

Protocolo.

Los abajo firmados Plenipotenciarios, el uno de Su Magestad la Reina del Reino Unido de la Gran Bretaña é Irlanda y el otro de la República del Paraguay, habiendose reunido con el objeto de canjear las ratificaciones del Tratado de Amistad, Comercio, y Navegacion entre las Potencias arriba nombradas, firmado en la Asuncion a diez y seis dias del mes de Octubre de 1884, hallandose investidos de poderes suficientes para sus respectivos Gobiernos para hacer la siguiente Declaracion; a saber:

shall be understood that Her Majesty's Indian Empire shall not be included in the operation of the Treaty, and that all the provisions and stipulations of the Treaty shall be inapplicable to Her Majesty's Indian Empire, in the same manner and to the same extent as if the said Empire had been included in the specific list of those Colonies and foreign possessions of Her Majesty contained in Article XV of the Treaty. And it is hereby agreed by the Undersigned that the understanding recorded in the present instrument shall have the same force, and shall be as binding upon the High Contracting Parties, as if it had been originally included in the Treaty.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same in duplicate, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at Buenos Ayres, on the tenth day of May in the year of Our Lord one thousand eight hundred and eighty-six.

(L.S.) *F. J. Pakenham.*
(L.S.) *Cárlos Saguier.*

que se conviene que se entenderá que el Imperio Indio de Su Magestad no quedará incluido en la aplicacion del Tratado y que cualquier clausula ó estipulacion del Tratado será inaplicable al Imperio Indio de Su Magestad, de la misma manera y con la misma estencion que si el referido Imperio hubiese sido incluido en la lista especifica de acquellas Colonias y posesiones estrangeras de Su Magestad contenida en el Artículo XV del Tratado, y se conviene por el presente entre los abajo firmados que lo entendido y consignado en el presente instrumento tendrá la misma fuerza y será obligatorio para las Altas Partes Contratantes como si originariamente se hubieren consignado en el Tratado.

En testimonio de lo qual los respectivos Plenipotenciarios firmaron dos de un mismo tenor, y los sellaron con el sello de sus armas.

Hecho en Buenos Aires, el dia diez de Mayo en el año de Nuestro Señor mil ochocientos ochenta y seis.

(L.S.) *F. J. Pakenham.*
(L.S.) *Cárlos Saguier.*

Agreement recording the Accession to the Treaty, with the exception of Article VIII, of certain British Colonies. — Signed at Assumption, July 19, 1890.

Whereas by Article XV of the Treaty of Friendship, Commerce, and Navigation between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and his Excellency the President o[1] the Republic of Paraguay, signed on the 16th October, 1884, the ratifications whereof were exchanged on the 10th May, 1886, provision was made for the accession to the said Treaty of certain British Colonies; and whereas

Por cuanto por el Artículo XV del Tratado de Amistad, Comercio, y Navegacion entre Su Magestad la Reina del Reino Unido de la Gran Bretaña é Irlanda y su Excelencia el Presidente de la República del Paraguay, firmado el 16 de Octubre de 1884, y cuyas ratificaciones fueron canjeadas el 10 de Mayo de 1886, se habia estipulado para la accesion al espresado Tratado de ciertas Colonias Británicas; y por cuanto el

the Government of Paraguay have agreed that any of the said British Colonies may accede under the condition that, notwithstanding such accession, they shall not be bound by the stipulations of Article VIII of the said Treaty, the Undersigned, his Excellency Francis John Pakenham, Her Britannic Majesty's Minister Plenipotentiary to the Republic of Paraguay, and his Excellency Juan Crisóstomo Centurion, Minister for Foreign Affairs of the Republic of Paraguay, have agreed as follows: —

The following British Colonies, that is to say:

Newfoundland,
Victoria,
Western Australia,
Tasmania,
Queensland,
Cape of Good Hope, and
Natal,

accede to the said Treaty of the 16th October, 1884, under the condition that they shall not be bound by the stipulations contained in Article VIII thereof; and the provisions of the said Treaty, with the exception of Article VIII, are hereby made applicable to the said Colonies from the date of the signature of the present Agreement.

Done in duplicate at Assumption, the nineteenth of July, one thousand eight-hundred and ninety.

Juan C. Centurion.
F. J. Pakenham.

Gobierno del Paraguay ha convenido en que cualesquiera de las espresadas Colonias Británicas pueden acceder bajo la condicion de que, no obstante dicha accesion, no estarian obligadas por las estipulaciones del Artículo VIII de dicho Tratado, portanto los abajo firmados, su Excelencia el Señor Don Francis John Pakenham, Ministro Plenipotenciario de Su Magestad Británica cerca de la República del Paraguay, y su Excelencia el Señor Don Juan Crisóstomo Centurion, Ministro de Relaciones Esteriores de la misma República, han convenido lo seguinte: —

Las seguintes Colonias Británicas, á saber:

Terranova,
Victoria,
Australia Occidental,
Tasmania,
Queensland,
El Cabo de Buena Esperanza, y
Natal,

accedan al espresado Tratado de 16 de Octubre de 1884, bajo la condicion de que no estarian obligadas por las estipulaciones contenidas en el Artículo VIII del mismo; y las provisiones de dicho Tratado, con la excepcion del Artículo VIII, serán aplicables á dichas Colonias desde la fecha de la firma del presente Convenio.

Dado por duplicado en la ciudad de la Asuncion, dies i nueve de Julio de mil ochocientos noventa.

F. J. Pakenham.
Juan C. Centurion.

The following Colonies have not acceded to the Treaty: —

1. South Australia.
2. New South Wales.
3. Canada.
4. New Zealand.

41.

GRANDE-BRETAGNE. LIBERIA.

Convention concernant un arrangement en vue de certaines réclamations des sujets britanniques et fixant la ligne de frontière nord-ouest de la République; signée à Freetown le 11 novembre 1885 *).

Parliamentary Papers presented to both Houses by Command of Her Majesty June 1888. Africa No. 3. [C.—5373].

Whereas Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Greae Britain and Ireland, and the President of the Republic of Liberia, art desirous of settling in a satisfactory manner certain claims for damage and loss of property preferred by British subjets against the Republic of Liberia, and also certain doubts which have arisen as to the limits of the territories of the Republic of Liberia in the direction of their north-western boundary. They have, with the view of negotiating arrangements for those purposes, named as their respective Representatives or Commissioners, that is to say, Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Sir Samuel Rowe, Knight Commander of the Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Governor and Commander-in-chief of the West Africa Settlements, and Her Britannic Majesty's Consul for Liberia, and the President of the Republic of Liberia, the Honourable Henry W. Grimes, Counsellor-at-Law, and the Honourable Benjamin Anderson;

And whereas the above-mentioned Representatives or Commissioners have, on behalf and with the authority of their respective Governments, agreed upon the following Articles;

And the said Sir Samuel Rowe, on behalf of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and the said President of the Republic of Liberia, have assented to and accepted the said Articles, subject to the ratification of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the Senate of the Republic of Liberia respectively.

Article I.

The President of the Republic of Liberia engages to pay to Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland the sum of 4,075 dollars and 12 cents, equal to 848*l*. 19*s*. 8*d*., on payment of which sum Her Majesty consents to acquit the President of the Liberian Republic of all liability or responsibility whatsoever on account of the amounts claimed by certain British subjects by names Jeremiah

*) Les ratifications ont été échangées à Monrovia le 27 avril 1888.

Rolle, James Merrick Job, and Phoebe Palmer, as compensation for damages sustained by them through the destruction of their property at Mannah Salijah, on the Mannah River, during the operations of the Liberian Government against Prince Mannah in the months of March and April 1871, and also of all liability or responsibility on account of certain pecuniary claims against the Liberian Government by one John Myer Harris for damage and loss said to have been substained by him through the action of the Liberian Government at various periods between the years 1860 and 1880, which claims are set forth in a Memorandum, and attached to a letter addressed by the said J. M. Harris to Earl Granville, and dated the 13th November, 1880, and which claims have, after investigation, been decided by Her Majesty's Government to be inadmissible. Provided that Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland does not by this Article assume the responsibility and liability of any claims whatsoever, except those specially mentioned and described in this Article.

Article II.

The line marking the north-western boundary of the Republic of Liberia shall commence at the point on the sea-coast at which, at low water, the line of the south-eastern or left bank of the Mannah River intersects the general line of the sea-coast, and shall be continued along the line marked by low-water on the south-eastern or left bank of the Mannah River until such line or such line prolonged in a north-easterly direction intersects the line or the prolongation of the line marking the north-eastern or inland boundary of the territories of the Republic, with such deviations as may hereafter be found necessary to place within Liberian territory the town of Boporu and such other towns as shall be hereafter acknowledged to have belonged to the Republic at the time of the signing of this Convention.

Article III.

The President of the Republic of Liberia hereby recognizes the recent acquisition by Her Majesty's Government of certain portions of territory which make the south-eastern boundary of Her Majesty's possessions in this portion of West Africa conterminous with that portion of the line of the north-western boundary of the Republic of Liberia as described in Article II, which commences at the point on the sea-coast at which at low-water the line of the south-eastern or left bank of the Mannah River intersects the general line of the sea-coast, and which terminates at the point on the line of the said north-western boundary-line nearest to the town of Ngarinja, situated on the right bank of the Mannah River.

Article IV.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland engages to pay to the President of the Republic of Liberia the amounts shown in the statement of Mr. Benjamin Anderson, the Secretary

of the Liberian Treasury, dated Monrovia, 6th June, 1870, to have been paid at different periods by the Liberian Government for the purchase of the territories of Mannah, Mannah River, and Soloma, Mannah Rock, Cassa, Gumbo, and Mattru; that is to say: —

	Dol. c.
May 23, 1849. Paid to King Robin of the Mannah Territory	100 00
March 27, 1850. Paid to the Kings and Headmen for Mannah Rock Territory	600 00
April 6, 1850. Paid to the Kings and Headmen for Gumbo Territory	500 00
April 9, 1850. Paid to the Kings and Headmen for Mattru Territory	500 00
Mai 4, 1850. Paid to the Kings and Headmen for Cassa Territory	850 00
December 24, 1850. Paid to King Robin for Mannah River and Soloma Territory	1,129 26

Presents to the Kings and Chiefs.

	Dol. c.	Dol. c.
To the Kings and Chiefs at Mannah Rock	81 72	
" " Gallinas	103 12	
" " Cassa	65 20	
" " Gumbo	51 12	
" " Mattru	44 70	
		345 86
To T. S. Gordon, of the Kittam Territory, as Interpreter		50 00
		4,075 12

Article V.

This Convention shall not be binding on either of the Contracting Parties until it has been ratified by Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the Senate of the Liberian Republic.

Done at Freetown, the eleventh day of November, in the year of Our Lord One thousand eight hundred and eighty-five.

(L. S.) *Samuel Rowe.*
(L. S.) *Hy. W. Grimes.*
(L. S.) *Benjamin Anderson.*

42.

GRANDE-BRETAGNE, URUGUAY.

Traité d'amitié de commerce et de navigation; signé à Montevideo, le 13 novembre 1885.*)

Parliamentary Papers, presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty 1889, [C. - 5825].

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and his Excellency the President of the Oriental Republic of the Uruguay, being desirous of maintaining and strengthening friendly relations, and of promoting commercial intercourse between the dominions of Her Britannic Majesty and the territories of the Republic, have resolved to conclude a Treaty of Friendship, Commerce, and Navigation, and have named as their Plenipotentiaries, that is to say:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, William Gifford Palgrave, Esq., Minister Resident in the Oriental Republic of the Uruguay;

And his Excellency the President of the Oriental Republic of the Uruguay, his Excellency Dr. Manuel Herrera y Obes, his Minister and Secretary of State for the Department of Foreign Affairs;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles: —

Article I.

The High Contracting Parties agree that, in all matters relating to

Su Excelencia el Presidente de la República Oriental del Uruguay, y Su Magestad la Reina del Reino Unido de la Gran Bretaño é Irlanda, deseando mantener y estrechar las relaciones amistosas y promover el intercambio comercial entre los territorios de la República y los dominios de Su Magestad Británica, han resuelto celebrar un Tratado de Amistad, Comercio, y Navegacion, nombrando por sus Plenipotenciarios, á saber:

Su Excelencia el Presidente de la República Oriental del Uruguay, á su Excelencia el Doctor Don Manuel Herrera y Obes, su Ministro Secretario de Estado en el Departamento de Relaciones Exteriores;

Y Su Magestad la Reina del Reino Unido de la Gran Bretaña é Irlanda, el Señor William Gifford Palgrave, su Ministro Residente en la República;

Quienes, despues de haberse comunicado reciprocamente sus respectivos plenos poderes, hallados en buen y debida forma, convinieron y ajustaron los Artículos siguientes: —

Articulo I.

Las Altas Partes Contratantes convienen en que, en todos los asuntos

*) Les ratifications ont été échangées à Montevideo le 22 mai 1886.

commerce and navigation, any privilege, favour, or immunity whatever which either Contracting Party has actually granted, or may hereafter grant, to the subjects or citizens of any other State, shall be extended immediately and unconditionally to the subjects or citizens of the other Contracting Party; it being their intention that the trade and navigation of each country shall be placed, in all respects, by the other on the footing of the most favoured nation.

Article II.

The produce and manufactures of, as well as all goods coming from, the dominions and possessions of Her Britannic Majesty, which are imported into Uruguay, and the produce and manufactures of, as well as all goods coming from, Uruguay, which are imported into the dominions and possessions of Her Britannic Majesty, whether intended for consumption, warehousing, re-exportation, or transit, shall be treated in the same manner as, and, in particular, shall be subjected to no higher or other duties, whether general, municipal, or local, than the produce, manufactures, and goods of any third country the most favoured in this respect. No other or higher duties shall be levied in Uruguay on the exportation of any goods to the dominions and possessions of Her Britannic Majesty, or in the dominions ad possessions of Her Britannic Majesty on the exportation of any goods to Uruguay, than may be levied on the exportation of the like goods to any third country the most favoured in this respect.

relativos al comercio y navegacion, cualquier privilegio, favor é inmunidad, sean los que fueren, que cada una de las Partes Contratantes hubiere actualmente concedido, ó pudiere en lo sucesivo conceder, á los ciudadanos ó súbditos de cualquier otro Estodo, se hará estensivo inmediata e incondicionalmente, á los ciudadanos ó súbditos de la otra Parte Contratante; siendo su intencion que el comercio y la navegacion de cada país se hallen colocados, en todos conceptos, reciprocamente en la condicion de la nacion mas favorecida.

Articulo II.

Los productos y manufacturas, así como todas las mercaderías, que procedan de Uruguay y se importen á los dominios y posesiones de Su Magestad Británica, y los productos y manufacturas, así como todas las mercaderías, que procedan de los dominios y posesiones de Su Magestad Británica que se importen al Uruguay, sea los que se entendan para consumo, almacenage, reembarco ó tránsito, serán tratados del mismo modo y especialmente no estarán sujetos á ningun derechos mas alto, ni á otros impuestos, sean generales, municipales ó locales, que los productos, manufacturas y mercaderías que cualquiera tercera Potencia, la mas favorecida al respecto, satisfaga. Ningun otro ó mas elevado impuesto se exigirá en el Uruguay sobre la exportacion de cualquiera mercadería para los dominios y posesiones de Su Magestad Británica, ó en los dominios y posesiones de Su Magestad Británica sobre la exportacion de cualquiera mercadería para el Uruguay, que se pueda exigir para la exportacio de mercade-

rías similares á cualquiera tercera Potencia la mas favorecida á este respecto.

Neither of the Contracting Parties shall establish a prohibition of importation, exportation, or transit against the other which shall not, under like circumstances, be applicable to any third country the most favoured in this respect.

Tampoco las Partes Contratantes establecerán una prohibicion de importacion, exportacion, ó tránsito para la otra que, en igualdad de circunstancias, no sea aplicable á cualquiera otra tercera Potencia la mas favorecida á este respecto.

In like manner in all that relates to local dues, Customs formalities, brokerage, patterns or samples introduced by commercial travellers, and all other matters connected with trade, British subjects in Uruguay, and Uruguayan citizens in the dominions and possessions of Her Britannic Majesty, shall enjoy most-favoured-nation treatment.

De igual manera, en todo lo relativo á impuestos locales, formalidades aduaneras, corretages, muestras ó modelos introducidos por viageros comerciales, y cualquiera otra materia que se relacione con el comercio, los ciudadanos Uruguayos en los dominios y posesiones de Su Magestad Británica, y los súbditos Británicos en el Uruguay, serán tratados como los de la nacion mas favorecida.

In the event of any changes being made in Uruguayan laws, Customs Tariff, or Regulations, sufficient notice shall be given in order to enable British subjects to make the necessary arrangements for meeting them.

Dado el caso de que se introdugere cualquier cambio en las leyes Uruguayas, en la Tarifa de Aduanas ó en los reglamentos, se dará el aviso suficiente con el fin de habilitar á los súbditos Británicos para que adopten las medidas necesarias á fin de someterse á él.

Article III.

British ships and their cargoes shall, in Uruguay, and Uruguayan vessels and their cargoes shall, in the dominions and possessions of Her Britannic Majesty, from whatever place arriving, and whatever may be the place of origin or destination of their cargoes, be treated in every respect as national ships and their cargoes.

Articulo III.

Los buques Uruguayos y sus cargamentos en los dominios y posesiones de Su Magestad Británica, y los buques Británicos y sus cargamentos en el Uruguay, de cualquier punto que procedan y cualquiera que sea la plaza de origen ó destino de sus cargamentos, deberán ser tratados en todo y por todo como buques nacionales, así como sus cargamentos.

The preceding stipulation applies to local treatment dues, and charges in the ports, basins, docks, roadsteads, harbours, and rivers of the two countries, pilotage, and generally to

Las estipulaciones precedentes son estensivas á los tratamientos locales, derechos e impuestos en los puertos, radas, diques, ensenadas, fondeaderos, y rios de ambos paises, pilotage, y

all matters connected with navigation.

Every favour or exemption in these respects, or any other privilege in matters of navigation which either of the Contracting Partics shall grant to a third Power, shall be extended immediately and unconditionally to the other Party.

All vessels which, according to British law, are to be deemed British vessels, and all vessels, which, according to the law of Uruguay, are to be deemed Uruguayan vessels, shall, for the purpose of this Treaty, be respectively deemed British or Uruguayan vessels.

The coasting trade is excepted from the stipulations of the present Treaty, and remains subject to the respective laws of the two countries.

Article IV.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties shall be permitted to reside permanently or temporarily in the dominions or possessions of the other, and to occupy and hire houses and warehouses for purposes of commerce, whether wholesale or detail. They shall also be at full liberty to exercise civil rights, and therefore to acquire, possess, and dispose of every description of property, movable and and immovable. They may acquire and transmit the same to others, whether by purchase, sale, donation, exchange, marriage, testament, succession *ab intestato*, and in any other manner, under the same conditions as natives of the country. Their heirs and legal representatives may succeed to and take possession of it, either in person or by pro-

en general en todos los asuntos que se relacionen con la navegacion.

Todo favor ó exencion al respecto, ó cualquiér otro privilegio en materia de navegacion, que cada una de las Partes Contratantes concediere á una tercera Potencia, será inmediata é incondicionalmente hecha estensiva á la otra Parte.

Todos los buques que, de conformidad con la ley Británica, debieren ser considerados como buques Británicos, y todos los buques que, de conformidad con la ley Uruguaya, deben ser considerados como buques Uruguayos, para los fines de este Tratado, serán respectivamente tratados como buques Británicos ó como buques Uruguayos.

Il cabotage queda esceptuado de las estipulaciones del presente Tratado y sujeto á las leyes respectivas de los dos Estados.

Articulo IV.

Los súbditos ó ciudadanos de cada una de las Partes Contratantes tendrán permiso para residir permanente ó temporalmente en los dominios ó posesiones de la otra, y para ocupar y alquilar casas y almacenes con el fin de comerciar, sea al por mayor ó al por menor. Tambien tendrán la plena libertad de ejercer los derechos civiles, y por consiguiente de adquirir, poseer y disponer de cualqniera clase de propiedades muebles ó raices. Podrán adquirir y traspasar los mismos bienes á otros, sea por compra, venta, donacion, ó cambio, casamiento, testamento, sucesion *ab intestato*, y en cualquiera otra manera, bajo las mismas condiciones que los naturales del país. Sus herederos y representantes legales les heredarán y tomarán áposesion de ellos,

curators, in the same manner and in the same legal forms as natives of the country.

In none of these respects shall they pay upon the value of such property any other or higher impost, duty, or charge than is payable by natives of the country. In every case the subjects or citizens of the Contracting Parties shall be permitted to export their property, or the proceeds thereof if sold, freely and without being subjected on such exportation to pay any duty different from that to which natives of the country are liable under similar circumstances.

Article V.

The dwellings, manufactories, warehouses, and shops of the subjects or citizens of each of the Contracting Parties in the dominions and possessions of the other, and all premises appertaining thereto destined for purposes of residence or commerce, shall be respected. Except under the conditions and with the forms prescribed by the laws for natives of the country, such dwellings and premises shall be exempt from search or domiciliary visit, and books, papers, or accounts shall be exempt from examination or inspection.

The subjects or citizens of each of the two Contracting Parties in the dominions and possessions of the other shall have free access to the Courts of Justice for the prosecution and defence of their rights, without other conditions, restrictions, or taxes beyond those imposed on natives of the country, and shall, like them, be at liberty to employ, in all causes, their advocates, attorneys, or agents from among the persons ad-

sea personalmente ó por medio de procuradores, di la misma manera y en la misma forma legal que los naturales del país.

En ninguno de esto casos pagarán, sobre el valor de esas propiedades, ningun otro ó mayor impuesto, tasa ó carga, que la que por ellos pagan los naturales del país. En todos los casos los súbditos ó ciudadanos de las Partes Contratantes tendrán permiso para esportar su propiedad ó sus productos, si se vende, libremente, sin estar sujetos, para esa estraccion, á pagar ningun derecho diferente de aquel á que los naturales del país estén sujetos en circunstancias similares.

Articulo V.

Las moradas, manufacturas, almacenes, y tiendas de los súbditos ó ciudadanos de cada una de las Partes Contratantes en los dominios ó posesiones de la otra, y todos los los parages que les pertenezcán, destinados à la residencia ó al comercio, serán respectados. Tales moradas y parages estarán exentos del registro ó visita domiciliaria, y los libros, papeles y cuentas estarán igualmente libres del exámen ó inspeccion, excepto bajo las condiciones y con las formas prescriptas por las leyes para los naturales del país.

Los súbditos ó ciudadanos de cada una de las dos Partes Contratantes en los dominios y posesiones de la otra tendrán libre acceso ante los Tribunales de Justicia para la prosecucion y defensa de sus derechos, sin otras condisiones, restricciones, ó tasas que las impuestas á los naturales del país, y tendrán, como ellos, la libertad de emplear, en todos las causas, sus abogados, procuradores, ó agentes eligidos entre

all matters connected wit' ... re-
tion. ... the

Every favour or exem ...
respects, or any other ...
matters of navigation ...
of the Contracting Pa ... of each
to a third Power, ... the do-
immediately and ... the other
the other Party.

All vessels w ... billeting and
British law, ar ... military service
vessels, and al ... the army, navy,
ing to the l ... militia. They
be deemed ... exempted from all
for the pur ... whether pecuniary or
respectiv ... as a compensation
guayan ... for personal ser-
... ally from forced loans
... exactions or requisitions

Th ...
from ...
Tr ...
r ...

Article VII.

... subjects or citizens of either ... two Contracting Parties resi- ... in the dominions and posses- ... of the other shall enjoy, in ... ard to their houses, persons, and properties, the protection of the Government in as full and ample a manner as native subjects or citizens.

In like manner the subjects or citizens of each Contracting Party shall enjoy in the dominions and possessions of the other full liberty of conscience, and shall not be molested on account of their religious belief; and such of those subjects or citizens as may die in the territories of the other party shall be buried in the public cemeteries, or in places appointed for the purpose, with suitable decorum and respect.

The subjects of Her Britannic Majesty residing within the territories

las personas admitidas al ejercicio de esas profesiones de conformidad con las leyes del país.

Articulo VI.

Los súbditos ó ciudadanos de cada una de las Partes Contratantes en los dominios y posesiones de la otra estarán exentos de dar alojamiento forzado á tropas y de todo servicio militar á que se les lamare, sea en el ejercito, en la escuadra, en la guardia nacional ó en la milicia. Se hallarán tambien exentos de toda contribucion, sea pecuniaria ó equivalente, impuesta como compensacion por el alojamiento de tropas y por el servicio personal, y finalmente de empréstitos forzosos y esacciones ú otras requisiciones militares de cualquiera especie que fueren.

Articulo VII.

Los súbditos ó ciudadanos de cada una de las dos Partes Contratantes residentes en los dominios y posesiones de la otra gozarán, respecto de sus casas, personas y propriedades, de la proteccion del Gobierno en tan plena y ámplia manera como la gozan los súbditos y ciudadanos naturales.

Del mismo modo los súbditos ó ciudadanos de cada una de las Partes Contratantes gozarán, en los dominios y posesiones de la otra, de la plena libortad de conciencia, y no serán molestados con respecto á sus creencias religiosas, y aquellos súbditos ó ciudadanos que fallecieren en los territorios de la otra parte serán sepultados en los cementerios públicos, ó en parages designados al efecto, con el debido decoro y respeto.

Los súbditos de Su Magestad Británica residentes en los territorios de

of the Oriental Republic of the Uruguay shall be at liberty to exercise in private and in their own dwellings, or within the dwellings or offices of Her Britannic Majesty's Minister, Consuls, or Vice-Consuls, or in any public edifice set apart for the purpose, their religious rites, services, and worship, and to assemble therein for that purpose without hindrance or molestation.

The same stipulations shall be observed in regard to the citizens of the Oriental Republic of the Uruguay within the territories of Her Britannic Majesty.

la República Oriental del Uruguay tendrán la libertad de ejercer en privado y en sus propios domicilios, ó en las moradas ú oficinos de los Ministros, Cónsules, y Vice-Cónsules de Su Magestad Británica, ó en cualquier edificio público erigido aparte con este objeto, sus ritos religiosos, servicios, y cultos, y de reunirse en ellos con este fin, sin impedimento ni molestia.

Las mismas estipulaciones se observarán con respecto á los ciudadanos de la República Oriental del Uruguay residentes en los territorios de Su Magestad Británica.

Article VIII.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties shall have, in the dominions and possessions of the other, the same rights as natives, or as subjects or citizens of the most favoured nation, in regard to patents for inventions, trade-marks, and designs, and the protection of industrial property upon fulfilment of the formalities prescribed by law.

Articulo VIII.

Los súbditos ó ciudadanos de cada una de las Partes Contratantes tendrán, en los dominios y posesiones de la otra, los mismos derechos que los naturales, ó que los súbditos ó ciudadanos de la nacion mas favorecida, respecto á las patentes de invencion, marcas de fábrica y diseños, y á la proteccion de la propiedad industrial, despues de cumplidas las formalidades prescriptas por la ley.

Article IX.

Each of the Contracting Parties may appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, Pro-Consuls, and Consular Agents to reside respectively in towns or ports in the dominions and possessions of the other Power. Such Consular officers, however, shall not enter upon their functions until after they shall have been approved and admitted in the usual form by the Government to which they are sent. They shall exercise whatever functions, and enjoy whatever privileges, exemptions, and immunities are, or may here-

Articulo IX.

Cada una de las Partes Contratantes podrá nombrar Cónsules-Generales, Cónsules, Vice-Cónsules, Pro-Cónsules, y Agentes Consulares para que respectivamente residan en ciudades ó puertos en los dominios y posesiones de la otra Potencia. Tales Agentes Consulares no entrarán, sin embargo, en el ejercicio de sus funciones hasta tanto que hayan sido aprobados y admitidos en la forma usual por el Gobierno cerca del cual se les acredita. Ejercerán todas las funciones y gozarán de todas las prerogativas, exenciones ó inmunida-

after be, granted there to Consular officers of the most favoured nation.

Article X.

In the event of any subject or citizen of either of the two Contracting Parties dying without will or testimony in the dominions and possessions of the other Contracting Party, the Consul-General, Consul, or Vice-Consul of the nation to which the deceased may belong, or, in his absence, the representative of such Consular officer, may, so far as the laws of each country will permit, take charge of the property which the deceased shall have left for the benefit of his legal representatives, until an executor or administrator be named.

Article XI.

The Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents of each of the Contracting Parties residing in the dominions and possessions of the other shall receive from the local authorities such assistance as can by law be given to them for the recovery of deserters from the vessels of their respective countries.

Article XII.

Any ship of war or merchant-vessel of either of the Contracting Parties which may be compelled by stress of weather or by accident to take shelter in a port of the other, shall be at liberty to refit therein, to procure all necessary stores, and to continue their voyage, without paying any dues other than such as would be payable in a similar case by a vessel of the most favoured nation.

des que estén concedidas ó que despues se concedieren à los officiales Consulares de la nacion mas favorecida.

Articulo X.

En el caso de que cualquier súbdito ó ciudadano de cada una de las dos Partes Contratantes falleciere sin última voluntad ó testamento en los dominios y posesiones de la otra Parte Contratante, el Cónsul-General, Cónsul, ó Vice-Cónsul de la nacion á que el fallecido perteneciere, ó, en su ausencia, el representante de tal Agente Consular, podrá, hasta donde las leyes de cada país lo permitan, hacerse cargo de la propiedad que el fallecido haya podido dejar para beneficio de sus representantes legales, y hasta tanto que se nombre un albacea ó administrador.

Articulo XI.

Los Cónsules-Generales, Cónsules, Vice-Cónsules, y Agentes Consulares de cada una de las Partes Contratantes, residentes en los dominios y posesiones de la otra, recibirán de las autoridades locales todo el auxilio que, con arreglo á la ley, se les pueda prestar para recuperar los desertores de los buques de sus respectivos países.

Articulo XII.

Cualquier buque de guerra ó mercante de una de las Partes Contratantes que se viere obligado, por mal tempo ó per accidente, á tomar abrigo en un puerto del territorio de la otra, tendrá la libertad de hacer reparaciones en el, procurarse las provisiones necesarias y continuar su viage, sin pagar ningun otro derecho sino aquellos que pagaria en idéntico caso un buque de la nacion mas fa-

In case, however, the master of a merchant-vessel should be under the necessity of disposing of a part of his merchandize in order to defray his expenses, he shall be bound to conform to the Regulations and Tariffs of the place to which he may have come.

If any ship of war or merchant-vessel of one of the Contracting Parties should run aground or be wrecked within the territory of the other, such ship or vessel, and all parts thereof, and all furniture and appurtenances belonging thereunto, and all goods and merchandize saved therefrom, including any which may have been cast out of the ship, or the proceeds thereof if sold, as well as all papers found on board such stranded or wrecked ship or vessel, shall be given up to the owners or their agents when claimed by them. If there are no such owners or agents on the spot, then the same shall be delivered to the British or Uruguayan Consul-General, Consul, Vice-Consul, or Consular Agent in whose district the wreck or stranding may have taken place, upon being claimed by him within the period fixed by the laws of the country; and such Consuls, owners, or agents shall pay only the expenses incurred in the preservation of the property, together with the salvage or other expenses which would have been payable in the like case of a wreck of a vessel of the most favoured nation.

The goods and merchandize saved from the wreck shall be exempt from all duties of Customs, unless cleared for consumption, in which case they shall pay the same rate of duty as if they had been imported in a vessel of the most favoured nation.

vorecida. En el caso, empero, de que el capitan de un buque mercante se viese en la necesidad de disponer de una parte de su mercancía con el fin de sufragar sus gastos, estará obligado á conformarse con los reglamentos y tarifas del puerto al cual hubiere arribado.

Si algun buque de guerra ó mercante de una de las Partes Contratantes encallase ó naufragase en el territorio de la otra, esa nave ó buque, y todas sus partes, sus aparejos y pertenencias que le sean propias, y todas las mercaderías y efectos salvados de él, incluso los que se hubieren arrojado del buque, ó los procedentes de el, si se vendiesen, así como tambien todos los papeles hallados á bordo de esa nave ó buque encallado ó naufragado, serán entregados á los dueños ó á sus agentes cuando los reclamen. Si no hubiere en este punto dueños ó agentes, entonces los mismos efectos serán entregados al Cónsul-General, Cónsul, Vice-Cónsul, ó Agente Consular Británico ó Uruguayo en cuyo distrito encalló ó naufrago, despues de haberlos reclamado dentro del placo fijado por las leyes del pais; y esos Cónsules, propietarios, ó agentes pagarán tan solo los gastos ocasionados por la conservacion de la propiedad, juntamente con el salvamento ú otros gastos que se hubiesen de pagar en igual caso de naufragio de un buque de la nacion mas farorecida.

Los efectos y mercaderías salvados del naufragio se hallarán exentos de todo impuesto aduanero, excepto los que puedan espenderse para el consumo, en cuyo caso pagarán el mismo impuesto que si hubiesen sido importados en un buque de la nacion mas favorecida.

In the case either of a vessel being driven in by stress of weather, run agroound, or wrecked, the respective Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents shall, if the owner or master or other agent of the owner is not present, or is present and requires it, be authorized to interpose in order to afford the necessary assistance to their fellow-countrymen.

Article XIII.

For the better security of commerce between the subjects of Her Britannic Majesty and the citizens of the Oriental Republic of the Uruguay, it is agreed that if at any time any interruption of friendly intercourse or any rupture should unfortunately take place between the two Contracting Parties, the subjects or citizens of either of the said Contracting Parties who may be residing in the dominions or territories of the other, or who may be established there, in the exercise of any trade or special employment, shall have the privilege of remaining, and continuing such trade or employment, without any manner of interruption, in full enjoyment of their liberty and property, so long as they behave peacefully and commit no offence against the laws; and their goods, property, and effects, of whatever description they may be, whether in their own custody, or intrusted to individuals or to the State, shall not be liable to seizure or sequestration, or to any other charges or demands than those which may be made upon the like goods, property, and effects belonging to native subjects or citizens. Should they, however, prefer to leave the country, they shall be

En el caso de que un buque haya arribado por razon del mal tiempo, encallado ó naufragado, los respectivos Cónsules-Generales, Cónsules, Vice-Cónsules, y Agentes Cónsulares deberán, si el propietario ó capitan ú otro agente del propietario, no está presente, ó si está presente y lo requiere, ser autorizados á intervenir para adoptar las medidas conducentes á asegurar la asistencia necesaria para sus connacionales.

Articulo XIII.

Para la mayor seguridad del comercio entre los ciudadanos de la República Oriental del Uruguay y los súbditos de Su Magestad Británica, quedo convenido que si en algun tiempo hubiere cualquiera interrupcion en las amistosas relaciones, ó si cualquier rompimiento tuviese lugar, desgraciadamente, entre ambas Partes Contratantes, los súbditos ó ciudadanos de cada una de las referidas Partes Contratantes que residieren en los dominios ó territorios de la otra, ó que estuvieren establecidos en el ejercio de cualquier tráfico ó empleo especial, tendrán el privilegio de permanecer y continuar ese tráfico ó empleo sin interrupcion de ninguna especie, en el pleno goce de su libertad y su propiedad, durante tanto tiempo como vivan en paz y no cometan ninguna ofensa contra las leyes, y sus bienes, propiedades y efectos, de cualquiera clase que fueren y existiesen allí, sea bajo su propia custodia ó encargados á individuos ó al Estado, no serán sometidos á captura ó secuestro, ó á cualesquiera ostras cargas ó exigencias que aquellas que se pudieren hacer sobre idénticos bienes, propiedades, y efectos pertenecientes á súbditos ó ciudadanos naturales. Siempre, empero, que ellos

allowed to make arrangements for the safe keeping of their goods, property, and effects, or to dispose of them, and to liquidate their accounts; and a safe-conduct shall be given them to embark at the ports which they shall themselves select.

prefieran abandonar el país, les será permitido hacer arreglos para dejar á salvo sus bienes, propiedades, y efectos, ó para disponer de ellos y liquidar sus cuentas, y se les dará un salvo-conducto para que se embarquen en los puertos que ellos mismos elijan.

Article XIV.

The stipulations of the present Treaty shall be applicable to all the Colonies and foreign possessions of Her Britannic Majesty, so far as the laws permit, excepting to those hereinafter named, that is to say, except to —

India.
The Dominion of Canada.
Newfoundland.
New South Wales.
Victoria.
South Australia.
Western Australia.
Queensland.
Tasmania.
New Zealand.
The Cape.
Natal.

Provided always that the stipulations of the present Treaty shall be made applicable to any of the above-named Colonies or foreign possessions on whose behalf notice to that effect shall have been given by Her Britannic Majesty's Representative in the Oriental Republic of the Uruguay to the Uruguayan Minister for Foreign Affairs within two years from the date of the exchange of the ratifications of the present Treaty.

The Treaty shall apply in the case of such Colonies or foreign possessions from the date when this notice is given to the Uruguayan Minister for Foreign Affairs.

Articulo XIV.

Las estipulaciones del presente Tratado serán aplicables á todas las colonias y posesiones extrangeras de Su Magestad Británica, hasta donde las leyes lo permitan, con excepcion de las á continuacion nombrados, es decir, exceptuándose en —

India.
The Dominion of Canada.
Newfoundland.
New South Wales.
Victoria.
South Australia.
Western Australia.
Queensland.
Tasmania.
New Zealand.
The Cape.
Natal.

Las estipulaciones del presente Tratado serán tambien aplicables á cualquiera de los dominios precitados, colonias ó posesiones estrangeras á cuyo respecto se hubiese dado aviso, con ese fin, por el Representante de Su Magestad Británica en la República Oriental del Uruguay al Ministro Uruguayo de Negocios Extrangeros, dentro de los dos años á contar desde la fecha del cange de las ratificaciones del presente Tratado.

El Tratado será aplicado, en el caso de esas colonias ó posesiones estrangeras, desde la fecha en que ese aviso le sea notificado al Ministro de Relaciones Exteriores del Uruguay.

Article XV.

Any controversies which may arise respecting the interpretation or the execution of the present Treaty, or the consequences of any violation thereof, shall be submitted, when the means of settling them directly by amicable agreement are exhausted, to the decision of Commissions of Arbitration, and the result of such arbitration shall be binding upon both Governments.

The members of such Commissions shall be selected by the two Governments by common consent, failing which each of the Parties shall nominate an Arbitrator, or an equal number of Arbitrators, and the Arbitrators thus appointed shall select an Umpire.

The procedure of the arbitration shall in each case be determined by the Contracting Parties, failing which the Commission of Arbitration shall be itself entitled to determine it beforehand.

Article XVI.

The present Treaty shall continue in force during ten years, counted from the day of the exchange of the ratifications; and in case neither of the two Contracting Parties shall have given notice, twelve months before the expiration of the said period of ten years, of their intention of terminating the present Treaty, it shall remain in force until the expiration of one year from the day on which either of the Contracting Parties shall have given such notice.

Article XVII.

The present Treaty shall be ratified by Her Majesty the Queen of Great Britain and Ireland and by

Articulo XV.

Cualesquiera controversias que pudieren suscitarse respecto de la interpretation ó de la ejecucion del presente Tratado, ó á consecuencia de cualquiera violacion de él, se someterán, cuando los medios de resolverlas directamente por arreglo amigable se hayan agotado, á la decision de Comisiones de Arbitrage, y el resultado de ese arbitrage será acatado por ambos Gobiernos.

Los miembros de esas Comisiones serán elijidos por ambos Gobierno de mútuo consentimiento, y faltando éste cada una de las Partes nombrará un Arbitro, ó un número igual de Arbitros, y los Arbitros así designados eligirán un tercer Arbitro que decida.

El procedimiento del arbitrage se determinará en cada caso por las Partes Contratantes; faltando dicho acuerdo, la Comision de Arbitros estará desde luego habilitada para resolverlo de antemano.

Articulo XVI.

El presente Tratado continuará en vigencia durante diez años, á contar desde el dia del cange de las ratificaciones; y en el caso de que ninguna de las dos Partes Contratantes haya dado aviso, doce meses antes de la espiracion del referido período de diez años, de su intencion de poner término al presente Tratado, éste quedará en fuérza y vigor hasta la espiracion de un año á contar desde el dia en que cada una de las Partes Contratantes haya dado tal aviso.

Articulo XVII.

El presente Tratado será ratificado por su Excelencia el Presidente de la República Oriental del Uruguay y

his Excellency the President of the Oriental Republic of the Uruguay, and the ratifiations shall be exchanged at Monte Video as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at Monte Video, this thirteenth day of November, one thousand eight hundred and eighty-five.

(L. S.) *Wm. Gifford Palgrave.*
(L. S.) *Man[l]. Herr[a]. y Obes.*

por Su Magestad la Reina de la Gran Bretaña é Irlanda, y las ratificaciones se cangearán en Monte Video, tan pronto como fuere posible.

En fé de lo cual los respectivos Plenipotenciarios han firmado el mismo y puestos sus sellos.

Hecho en Monte Video, á los trece dias del mes de Noviembre de mil ocho cientos ochenta y cinco.

(L. S.) *Wm. Gifford Palgrave.*
(L. S.) *Man[l]. Herr[a]. y Obes.*

List of British Colonies which have acceded to the above Treaty under Article XIV.

1.	Natal	March 9, 1887.
2.	Tasmania	» »
3.	Queensland.	» »
4.	Newfoundland	» »
5.	Canada	» »
6.	Cape of Good Hoope . . .	July 4, 1887.
7.	Western Australia	June 14, »

The following have not acceded to the Treaty.

1. India.
2. Victoria.
3. New Zealand.
4. South Australia.
5. New South Wales.

43.

GRANDE-BRETAGNE, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Convention d'extradition; signé à Londres le 25 juin 1886.

Parliamentary Papers. 1888. C.—5367.

Whereas by the Xth Article of the Treaty concluded between Her Britannic Majesty and the United States of America on the 9th day of August, 1842, provision is made for the extradition of persons charged with certain crimes:

And whereas it is now desired by the High Contracting Parties that the provisions of the said Article should embrace certain crimes not therein specified, and should extend to fugitives convicted of the crimes specified in the said Article and in this Convention:

The said High Contracting Parties have appointed as their Plenipotentiaries to conclude a Convention for this purpose, namely:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable Archibald Philip, Earl of Rosebery, Her Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, &c., &c.;

And the President of the United States of America, Edward John Phelps, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States to the Court of St. James', &c., &c.;

Who, after having communicated to each other their respective Full Powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles: —

Article I.

The provisions of the Xth Article of the said Treaty shall be and are hereby extended so as to apply to and comprehend the following additional crimes not mentioned in the said Article, namely:

1. Manslaughter.
2. Burglary.
3. Embezzlement or larceny of the value of 50 dollars, or 10l., and upwards.
4. Malicious injuries to property whereby the life of any person shall be endangered, if such injuries constitute a crime according to the laws of both the High Contracting Parties.

And the provisions of the said Article shall have the same effect with respect to the extradition of persons charged with any of the said crimes as if the same had been originally named and specified in the said Article.

Article II.

The provisions of the Xth Article of the said Treaty, and of this Convention, shall apply to persons convicted of the crimes therein respectively named and specified whose sentence therefor shall not have been executed.

In the case of a fugitive criminal alleged to have been convicted of the crime for which his surrender is asked, a copy of the record of the conviction, and of the sentence of the Court before which such conviction took place, duly authenticated, shall be produced, together with evidence proving that the prisoner is the person to whom such sentence refers.

Article III.

This Convention shall not apply to any of the crimes herein named and specified which shall have been committed, or to any conviction which

shall have been pronounced, prior to the date when the Convention shall come into force.

Article IV.

No fugitive criminal shall be surrendered under the provisions of the said Treaty, or of this Convention, if the crime in respect of which his surrender is demanded be one of a political character, or if he prove to the competent authority that the requisition for his surrender has in fact been made with the view to try or punish him for a crime of a political character.

Article V.

A fugitive criminal surrendered to either of the High Contracting Parties under the provisions of the said Treaty, or of this Convention, shall not, until he has had an opportunity of returning to the State by which he has been surrendered, be detained or tried for any crime committed prior to his surrender other than the extradition crime proved by the facts on which his surrender was granted.

Article VI.

The extradition of fugitives under the provisions of the said Treaty, and of the present Convention, shall be carried out in Her Majesty's dominions and in the United States respectively, subject to and in conformity with the laws regulating extradition for the time being in force in the surrendering State.

Article VII.

This Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible. It shall come into force ten days after its publication, in conformity with the forms prescribed by the laws of the High Contracting Parties, and shall continue in force until one or the other of the High Contracting Parties shall signify its wish to terminate it, and no longer.

In witness whereof the Undersigned have signed the same, and have affixed thereto their seals.

Done at London, the twenty-fifth day of June, 1886.

(L. S.) ***Rosebery.***
(L. S.) ***Edward John Phelps.***

30.	1884. Novembre 13. / 1888. Décembre.	**États-Unis, France.** Service militaire.
31.	1888 Octobre 27. / 1889. Février 18.	**États-Unis, Grande-Bretagne.** Rappel du Lord Sackville.
32.	1890. Juin 10.	**États-Unis.** Recouvrement des impôts.
33.	1887. Décembre 22. / 1889. Janvier 31.	**France, Italie.** Archives consulaires.
34.	1888. Décembre 8.	**France, Italie.** Archives consulaires.
35.	1888. Novembre 29.	**France, Pays-Bas.** Arbitrage.
36.	1889. Avril 12.	**France, Roumanie.** Marques de fabrique.
37.	1889. Juin 26.	**France.** Nationalité.
38.	1889. Août 13.	**France.** Nationalité.
39.	1889. Août 10.	**France, Grande-Bretagne.** Délimitation.
40.	1884. Octobre 16.	**Grande-Bretagne, Paraguay.** Traité d'amitié, de commerce et de navigation.
41.	1885. Novembre 11.	**Grande-Bretagne, Liberia.** Reclamations.
42.	1885. Novembre 13.	**Grande-Bretagne, Uruguay.** Traité d'amitié, de commerce et de navigation.
43.	1986. Juin 25.	**Grande-Bretagne, Etats-Unis.** Extradition.

A GOETTINGUE.
Imprimé chez GUILLAUME FRÉDÉRIC KAESTNER.

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS
DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk

Professeur de droit public à l'Université de Greifswald,
Associé de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XVI.

TROISIÈME LIVRAISON.

GŒTTINGUE,
LIBRAIRIE DIETERICH.
1891.

Tables des matières.

II. Traités, Conventions, Arrangements spéciaux.

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS

DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk

Professeur de droit public à l'Université de Greifswald.
Associé de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XVI.

GŒTTINGUE,

LIBRAIRIE DIETERICH.

1891.

1791—1891.

Un siècle vient de s'écouler depuis la fondation de notre Recueil. Arrivé à un terme pareil, un ouvrage périodique n'a plus de programme à tracer ni de promesses à faire.

Soutenu par ses propres forces et par les besoins pressants de la science, le Recueil continuera, comme par le passé, à fournir à ses lecteurs ce qu'ils sont en droit de lui demander, c'est-à-dire, la reproduction prompte et soignée des actes et des transactions remarquables servant à la connaissance des relations internationales des États dans leurs rapports mutuels. Les soixante-six volumes de ses différentes séries temoignent suffisamment de la direction que, durant le siècle évolu, on s'est efforcé de lui donner et des résultats qu'on se flatte d'avoir obtenus. L'idée qui a présidé à la fondation de notre collection n'a pas vieilli: on parviendra peut-être à lui donner une réalisation plus prompte encore et plus universelle, mais on ne perdra jamais de vue sa profonde vérité et son utilité générale.

Grâce à la bienveillance des Gouvernements, qui, partout et de tout temps, ont bien voulu le favoriser de leur secours précieux, le **Recueil Martens**, qui a pris son rang dans l'histoire du droit des gens, ne se lassera pas a rassembler tous les documents nécessaires pour l'étude des relations internationales, de ces grandes organisations et unions en vigueur dont les avantages si considérables poussent les nations civilisées à des tentatives nouvelles pour réaliser de nouveaux progrès dans la même voie.

Greifswald, Noël 1891.

Felix Stoerk.

NOUVEAU
RECUEIL GÉNÉRAL
DE
TRAITÉS
ET
AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS
DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Felix Stoerk
Professeur de droit public à l'Université de Greifswald.
Associé de l'Institut de droit international.

DEUXIÈME SÉRIE.

TOME XVI.

TROISIÈME LIVRAISON.

GŒTTINGUE,
LIBRAIRIE DIETERICH.
1891.

44.

GRANDE-BRETAGNE, SUISSE.

Correspondance diplomatique concernant l'admission réciproque des médecins approuvés dans les pays respectifs à la pratique médicale dans le territoire de l'autre partie contractante du 24 juillet 1886 au 8 août 1889.

Parliamentary Papers presented to the House of Commons by Command of Her Majesty in pursuance of their Address dated August 16, 1889. [*C. 5870*].

No. 1.

Mr. Adams to the Earl of Rosebery. — (Received July 26).

Berne, July 24, 1886.

My Lord,

I Yesterday communicated to the President of the Swiss Confederation the copy of the Medical Act of 1886, which was inclosed in your Lordship's despatch of the 19th instant.

I have the honour to transmit herewith a copy of my note, in which your Lordship will observe that I have drawn his Excellency's particular attention to section 12 of Part II, in view of the correspondence already exchanged between the Federal Council and this Legation previous to the passing of the present Act.

I have, &c.
(Signed) *F. O. Adams.*

Inclosure in No. 1.

Mr. Adams to the President of the Swiss Confederation.

Berne, July 23, 1886.

M. le Président,

Much correspondence has passed between the Federal Council and this Legation respecting the formalities to be observed in order that British medical men might practise in Switzerland, at least among their own countrymen.

I would particularly draw attention to a note of mine, dated the 26th December, 1882, and to a note of President Ruchonnet's dated the 22nd March, 1883.

The conclusion arrived at by the Federal Council was that, before taking any resolution, it preferred to await the passing of a new Bill in the English Parliament. Such new Bill, intituled, »The Medical Act, 1886,« has now become law, and, by direction of the Earl of Rosebery, I have the honour to transmit to your Excellency a copy of it.

Part II of the Act defines the formalities which a foreign practitioner is required to comply with in order to practise in Great Britain, and it is to section 12 of this part that I would particulary invite your Excellency's attention in view of the above-mentioned correspondence.

I avail,&c.

(Signed) *F. O. Adams.*

No. 2.

The Earl of Iddesleigh to Sir F. Adams.

Foreign Office, August 20, 1886.

Sir,

I approve the note which you addressed to the President of the Swiss Confederation respecting »The Medical Act, 1886,« of which a copy is inclosed in your despatch of the 24th ultimo.

You may at your discretion, in conversation with the Swiss authorities, ask attention to this communication.

I am, &c.

(Signed) *Iddesleigh.*

No. 3.

Sir F. Adams to the Earl of Iddesleigh. — (Received October 22.)

Berne, October 20, 1886.

My Lord,

With reference to my despatch of the 24th July, and to your Lordship's despatch of the 20th August, I have the honour to transmit herewith a copy of a letter which I received at the end of last month from Dr. Thomas A. White, presenting a letter of introduction to me from your Lordship, and drawing attention to »The Medical Act, 1886.«

Dr. White concludes that Swiss doctors can claim registration in England next June, according to clause 13, which he has marked in the copy of the Act he has sent to me, and he presumes that English doctors will have a reciprocal right to claim permission to practise in Switzerland.

I have informed him that the matter has been engaging my attention for some time past, and that due weight will be given to his observations.

Mr. Thornton forwarded in March 1883 a copy of a note from President Ruchonnet dated the 22nd of that month, in which his Excellency stated that the Federal Council desired to await the passing of the proposed Medical Bill with reference to the question of reciprocity. He, however, pointed out that difficulties might arise from the fact that, contrary to the usage in Switzerland, diplomas are granted in England to practioners who have not studied the art of medecine in its entirety, but merely in one or another of its subordinate branches.

I cannot help foreseeing much difficulty in obtaining from the Federal Council reciprocity for English medical men in this country. Any communication from this Legation will doubtless, as before, be referred by it to the «Comité Directeur pour les Examens Fédéraux de Médecine,» and I have had enough experience since I have held my present post to lead

me to the conclusion that the jealousy of Swiss medical men with regard to foreign practioners will be only too likely to cause obstruction of a serious nature to be raised, when it is sought to obtain for English medical men the permission to practise in Switzerland on the same terms as will be accorded to their Swiss brethren upon the new Medical Act coming into operatian next June.

I have, therefore, after due consideration, hesitated to mention this subject to any members of the Federal Council, and I venture to lay the above observations before your Lordship, in case you should think fit to furnish me with further instructions before I take any steps in referrence to a matter of much importance to a certain class of British subjects.

I have, &c.
(Signed) *F. O. Adams.*

Inclosure in No. 3.

Dr. White to Sir F. Adams.

L'Abri, Territet, Vaud, September 28, 1886.

Sir,

I Have the honour to inclose you a copy of our new Medical Bill, should our Government not have put you already in possession of one.

You will see the Swiss can claim registration in England in June 1887, by producing a diploma of their country duly acknowledged by our Government; in like manner, I presume, we shall do so to them for any medical man seeking the advantage of permission to practise here.

I have been residing here since 1868, and am now recognized by the Municipal, but not by the Federal, authorities, as during the time that Mr. Vivian and Sir Horace Rumbold were Her Majesty's Representatives, I asked for permission to practise medicine from the Federal authorities without examination, but was refused.

On the passing of this Bill I asked for a letter of introduction to you, which has only just reached me. I have now the pleasure of forwarding it to you, and shall be much obliged if you will send in my applicatiou to the Federal authorities, unless you think it would be better for me to wait until, I believe, I have the right to be registered here. Indeed, could not the present opportunity be taken of knowing what action the Swiss Government will take in this matter?

I have, &c.
(Signed) *T. A. White*, M.R.C.S., London, &c.

No. 4.

Foreign Office to Council Office.

Foreign Office, November 2, 1886.

Sir,

With reference to your letter of the 23rd July, forwarding copies of »The Medical Act, 1886,« for transmission to Her Majesty's Representa-

tives abroad, I am directed by the Earl of Iddesleigh to inclose correspondence, as marked in the margin,*) with Her Majesty's Minister in Switzerland; and I am to request that, in laying these papers before the Lords of the Council, you will move their Lordships to favour the Secretary of State with any observations which they may have to offer on them, and to say whether they concur in the proposed answer to Sir F. Adams' lasst despatch.

I am, &c.
(Signed) *James Fergusson.*

No. 5.

Council Office to Foreign Office. — (Received November 10.)

Privy Council Office, November 9, 1886.

Sir,

I have submitted to the Lords of the Council your letter of the 2nd instant inclosing correspondence with Her Majesty's Minister in Switzerland with reference to »The Medical Act, 1886.«

The Lord President observes that Sir F. Adams, in his despatch of the 20th October last, states that difficulties are anticipated with respect to the question of reciprocity on the ground that diplomas are granted in England to practitioners who have not studied medicine in its entirety, but merely in one or another of its subordinate branches; and his Lordship would consider it advisable that Sir F. Adams' attention should be called to section 2 of the Act, which provides that, for the future (that is, after June 1887), a person can only be registered under the Medical Acts after passing an examination in medicine, surgery, and midwifery, and thus the objection to registration on a single qualification is removed.

The Lord President also instructs me to point out that Part II of the Act, which deals with the registration of colonial and foreign practitioners, cannot operate until June 1887, and then only in the case of countries to which that part of the Act has been applied by Order in Council after reciprocal arrangements have been made for the registration of recognized diplomas, in accordance with section 17 of the Act.

The Lord President desires me to state, for the Earl of Iddesleigh's information, that, subject to the above modification, he concurs in the proposed answer to Sir F. Adam's last despatch.

The inclosures to your letter of the 2nd instant are returned.

I am, &c.
(Signed) *C. L. Peel.*

*) Nos. 1, 2, and 3; and see No. 6.

No. 6.

The Earl of Iddesleigh to Sir F. Adams.

Foreign Office, November 18, 1886.

Sir,

I communicated to the Lords of the Council your despatch of the 20th ultimo, and previous correspondence, with reference to »The Medical Act, 1886,« and the question of reciprocity between this country and Switzerland in allowing medical practitioners of either country to practise in the other, and I now inclose, for your information, copy of their Lordships' reply *).

I authorize you to make a communication to the Swiss Government in the sense of the inclosed letter in such manner as in your discretion you may think best.

I am, &c.
(Signed) ***Iddesleigh.***

No. 7.

Sir F. Adams to the Earl of Iddesleigh. — (Received November 22.)

Berne, November 18, 1886.

My Lord,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Lordship's despatch of the 13th instant, transmitting to me a copy of a letter from the Council Office in reference to the question of reciprocity between the United Kingdom and Switzerland with the object of allowing medical practitioners of either country to practise in the other.

I have the honour to inclose herewith a copy of a note which I have in consequence addressed to the Swiss Confederation.

I have, &c.
(Signed) ***F. O. Adams.***

Inclosure in No. 7.

Sir F. Adams to the President of the Swiss Confederation.

Berne, November 18, 1886.

M. le Président,

It will be in the recollection of the Federal Council that correspondence has taken place from time to time between it and this Legation in reference to the question of reciprocity between Great Britain and Switzerland with the object of allowing medical practitioners of either country to practise their profession in the other.

On the 22nd March, 1883, President Ruchonnet, in answer to a note addressed by me to his Excellency on the 9th of that month, stated that the Federal Council preferred to adjourn the question of reciprocity

*) No. 5.

until after the passing, in the United Kingdom, of an amended Medical Act which was then in contemplation.

He also pointed out that further difficulties might arise from the fact that, contrary to the usage in Switzerlaud, diplomas were granted in England to practitioners who had not studied the art of medicine in its entirety but merely in certain branches.

On the 23rd July last I addressed a note to your Excellency inclosing a copy of »The Medical Act, 1886,« the 2nd section of which provides that from June 1877 a person can only be registered under the Medical Acts after passing an examination in medicine, surgery, and midwifery.

Thus the contemplated amended Act has been passed, and the difficulty suggested in President Ruchonnet's note with reference to registration on a single qualification is removed.

Part II of the Act relates to colonial and foreign practitioners and to their registration, and in section 12 are to be found the conditions under which a foreign practitioner with a recognized foreign medical diploma may be registered in the United Kingdom.

This part, however, like the rest of the Act, does not come into force until June 1887, and can only then operate in the case of countries to which it has been applied by Order in Council in accordance with secton 17.

By that section the Queen is empowered by Order in Council to declare that this part of the Act shall be deemed. from a day to be named in the Order, to apply to any foreign country which, in the opinion of Her Majesty, affords to registered medical practitioners of the United Kingdom such privileges of practising in that foreign country as to Her Majesty may seem fit.

In order, therefore, that Switzerland may be included in such an Order in Council, it will be necessary that reciprocal arrangements be made between her and the United Kingdom for the registration of recognized diplomas of foreign medical practitioners of either country in the other.

I have the honour to request your Excellency to have the goodness to lay the above observations before the Federal Council, and I shall be glad to be informed, in due course, of its views upon this important subject.

I avail, &c.

(Signed) *F. O. Adams.*

No. 8.

Sir F. Adams to the Marquis of Salisbury. — (Received March 7.)

Berne, March 5, 1888.

My Lord,

With reference to previous correspondence respecting the reciprocal treatment of medical practitioners in Great Britain and Switzerland, I have the honour to inclose herewith copies of a paragraph which has ap-

peared in the »Feuille Fédérale Suisse,« from which it appears that, upon a Petition of hotel-keepers in the Engadine, the Grisons Government had requested permission for the English doctors established in the canton to pass their examination in English.

This request has been refused because no such favour would ever be granted to Swiss doctors in England, and, if allowed to English, it could not well be refused to doctors speaking another foreign language.

The Extraordinary Session of the Federal Assembly commences this day week, and the Federal Councillors will soon be overwhelmed with business connected with it; so that I fear the further discussion of this long-pending question, so important to certain of our countrymen, will now be postponed till after Easter.

I have, &c.
(Signed) *F. O. Adams.*

Inclosure No. 8.

Extract from the »Feuille Fédérale Suisse«.

A l'occasion d'une Pétition des maîtres d'hotel de l'Engadine, le Gouvernement du Canton des Grisons a demandé que l'on permet aux médecins Anglais qui sont établis dans ce canton et qui s'inscriraient pour obtenir un diplôme Fédéral, de subir l'examen en langue Anglaise. Le Conseil Fédéral a écarté cette demande, par le motif que, si l'on y faisait droit, on accorderait aux médecins Anglais en Suisse une faveur dont ne jouiraient jamais les médecins Suisses en Angleterre, et que, si l'on veut être conséquent, une pareille faveur, une fois accordée, ne pourrait guère être refusée aux médecins d'une autre langue étrangère, ce qui entraînerait forcément de grandes difficultés.

No. 9.

Council Office to Foreign Office. — (Received March 12).

Privy Council Office, Whitehall, March 10, 1888.

Sir,

I am directed by the Lord President of the Council to acknowledge the receipt of your letter of the 7th instant, transmitting a despatch from Her Majesty's Minister at Berne respecting reciprocity as regards medical practioners between this country and Switzerland*); and I am directed by his Lordship to acquaint you, for the information of the Marquis of Salisbury, that it does not appear possible to add very much to the statements contained in the letter from this Office of the 14th January last.

The Lord President is of opinion that there is no power to go beyond the provisions of »The Medical Act, 1886«, under which Her Majesty in Council may apply Part II of the Aot to any foreign country which affords to the registered medical practitioners of the United Kingdom such privi-

*) No. 8.

leges of practising in the said foreign country as to Her Majesty may seem just. When that part of the Act has been applied to any foreign country, the holders of any degrees granted in that country, which may be recognized by the Medical Council of the United Kingdom as furnishing a sufficient guarantee of the possession of the requisite knowledge and skill for the efficient practice of medicine, surgery, and midwifery, are entitled to be registered as foreign practitioners in the Medical Register, and they then enjoy the same privileges as registered practitioners under section 6 of the Act (without any necessity for being made honorary members of the Colleges), and are entitled to practise in the United Kingdom and, subject to any local law, in any other part of Her Majesty's dominions.

Up to the present time, Part II of »The Medical Act, 1886«, has not been applied to any Colonies other than those mentioned in the letter from this Office of the 14th January last, viz., New Zealand and Ceylon.

I am, &c.
(Signed) *C. L. Peel.*

No. 10.

The Marquis of Salisbury to Sir F. Adams.

Foreign Office, March 14, 1888.

Sir,

With reference to your despatch of the 5th instant, I inclose, for your information and guidance, copy of a letter from the Privy Council Office respecting reciprocity as regards medical practitioners between this country and Switzerland.

I am, &c.
(Signed) *Salisbury.*

No. 11.

Sir F. Adams to the Marquis of Salisbury. — (Received May 3.)

Berne, April 30, 1888.

My Lord,

On receipt of your Lordship's despatch of the 14 ultimo I communicated to the President the substance of the letter from the Privy Council Office, a copy of which was inclosed therein, and which related to reciprocity as regards medical practitioners between Great Britain and Switzerland.

I added a request that I might be informed, at as early a date as might be convenient, of the decision of the Federal Council upon the entire question. No answer to my note has been received by me.

I have, &c.
(Signed) *F. O. Adams.*

No. 12.

Mr. Leveson-Gower to the Marquis of Salisbury. — (Received May 7.)

Berne, May 3, 1888.

My Lord,

With reference to Sir Francis Adam's despatch of the 30th ultimo on the question of reciprocity between Great Britain and Switzerland in allowing medical practitioners of either country to practise in the other, I have the honour to inclose herewith a copy of the answer, received today, to the proposal communicated by Sir Francis Adams in his note to the Swiss Government of the 18th November, 1886, a copy of which was forwarded to the Earl of Iddesleigh in Sir Francis' despatch of the same date.

The inclosed note sets forth the reasons which prevent the Swiss Government from accepting the propositions made by Her Majesty's Government on this subject.

I have, &c.

(Signed) *Arthur F. G. Leveson-Gower.*

Inclosure in No. 12.

The Swiss Federal Government to Sir F. Adams.

Berne, le 27 Avril, 1888.

M. le Ministre,

La proposition, que vous avez bien voulu nous faire par note du 18 Novembre, 1886, sur la base du «Medical Act» d'Octobre de la même année, au sujet de la réciprocité de l'exercice des professions médicales a été soumise par nous à un examen minutieux. Il en est résulté que les conditions dans lesquelles s'obtient et s'exerce l'autorisation de pratiquer la médecine en Angleterre diffèrent beaucoup trop encore de celles de chez nous, pour que les intérêts des ressortissants Suisses trouvent jusqu'à un certain point leur satisfaction la conclusion d'une Convention de ce genre. Notre Département des Affaires Étrangères a déjà eu l'honneur de communiquer à votre Excellence les objections suivantes, qui ont été présentées à ce sujet, comme suit: —

La reconnaissance du diplôme Suisse n'a pour le médecin Suisse, sur territoire Anglais, aucunement la même signification et les mêmes effets que la reconnaissance du diplôme Anglais pour le médecin Anglais en Suisse. Malgré la reconnaissance, par l'État, du diplôme Suisse, le médecin Suisse n'acquerra en Angleterre les mêmes droits et privilèges qu'en entrant dans la »Membership« et la »Fellowship« de la Royal Society of Physicians ou »of Surgeons,« admission pour laquelle il faut subir de nouveaux examens.

En outre, la reconnaissance du diplôme Suisse par l'Angleterre n'autorise pas, par elle-même, à exercer l'art de guérir dans les Colonies Anglaises. Ce n'est le cas que pour les Colonies auxquelles s'applique expressément, en vertu d'un Acte Royal spécial, le »Medical Act« de 1886. Or, d'après les communications de votre Légation, il n'en est actuellement ainsi qu'à la Nouvelle-Zélande et à Ceylon.

Les renseignements que vous aviez bien voulu nous fournir n'étaient pas de nature à dissiper les scrupules soulevés chez nous; aussi, ne sommes-nous pas en position, à notre grand regret, d'accepter vos propositions.

Veuillez, &c.

(Signé) *Hertenstein.*
Ringier.

No. 13.

Council Office to Foreign Office. — (Received May 15).

Privy Council Office, Whitehall, May 14, 1888.

Sir,

I Have submitted to the Lord President of the Council your letter of the 8th instant transmitting a despatch from Her Majesty's Chargé d'Affaires at Berne*), inclosing a note from the Swiss Government declining the proposals made by Sir Francis Adams respecting reciprocity between this country and Switzerland in the practice of medicine, and also transmitting a copy of a letter which the Marquis of Salisbury caused to be addressed to the Colonial Office respecting the question raised by the Swiss Government as to reciprocity with the British Colonies.

The Lord President directs me to state, for the information of the Marquis of Salisbury, that he observes that the reasons given by the Swiss Government for not accepting the proposals are as follows: —

»La reconnaissance du diplôme Suisse n'a pour le médecin Suisse sur territoire Anglais aucunement la même signification et les mêmes effets que la reconnaissance du diplôme Anglais en Suisse. Malgré la reconaissance, par l'État, du diplôme Suisse le médecin Suisse n'acquerra en Angleterre les mêmes droits et privilèges qu'en entrant dans la ‚Membership' et la ‚Fellowship' de la ‚Royal Society of Physicians' ou ‚of Surgeons', admission pour laquelle il faut subir de nouveaux examens.

»En outre, la reconnaissance du diplôme Suisse par l'Angleterre n'autorise pas, par elle-même, à exercer l'art de guérir dans les Colonies Anglaises. Ce n'est le cas que pour les Colonies auxquelles s'applique expressément, en vertu d'un Acte Royal spécial, le ‚Medical Act' de 1886.

»Or, d'après les communications de votre Légation, il n'en est actuellement ainsi qu'à la Nouvelle-Zélande et à Ceylon«.

With respect to the rights and privileges of registered persons, there would appear to be some misunderstanding on the part of the Swiss Government. As explained in my letter of the 10th March, 1888, all persons on the Medical Register have like privileges as regards the United Kingdom. It matters not whether they obtained registration by means of diplomas granted by any University in the United Kingdom, or any Medical Corporation legally qualified to grant such diploma, or by recognized diplomas granted in a foreign country to which »The Medical Act, 1886,« is applied (see section 13 of Act). Such persons are also entitled to practise in other parts of Her Majesty's dominions subject to any local law.

---

*) No. 12.

Admission of a registered foreign practitioner to Membership and Fellowship of the Royal Colleges of Surgeons and Physicians is not requisite in order to secure to them the same rights and privileges as are enjoyed by British registered practitioners.

The same rule applies to non-registered colonial practitioners as applies to non-registered foreign practitioners; the colonial medical practitioner cannot recover fees in this country without being on the Medical Register, and the Lords of the Council would not feel justified in recommending Her Majesty to apply the provisions of Part II of »The Medical Act, 1886,« to any Colony which did not afford equal privileges to all persons, whether native or foreign, practitioners who are on the medical register of the United Kingdom to practise in the Colony.

With respect to the letter addressed to the Colonial Office, the Lord President assumes that the suggested removal of obstacles to the practice of medicine by a foreign physician in the Colonies was only intended to apply to any obstacles which might exist to the practising of foreign medical men who might have become registered in the United Kingdom in accordance with the provisions of »The Medical Act, 1886.«

I am, &c.
(Signed) *C. L. Peel.*

No. 14.

The Marquis of Salisbury to Mr. Leveson-Gower.

Foreign Office, May 17, 1888.

Sir,

I Communicated to the Council Office your despatch of the 3rd instant, inclosing a note from the Swiss Government declining the proposals of Her Majesty's Government for reciprocity between this country and Switzerland in the practice of medicine, and I now inclose copy of a letter from that Department pointing out that the Swiss Government have misunderstood those proposals *).

I have to request you to explain the matter as set forth in the inclosed letter to that Government, and to point out to them the position in regard to reciprocity as between this country and British Colonies.

I am, &c.
(Signed) *Salisbury.*

No. 15.

Mr. Leveson-Gower to the Marquis of Salisbury. — (Received June 16.)

Berne, June 12, 1888.

My Lord,

With reference to your Lordship's despatch of the 17th ultimo, inclosing a copy of a letter from the Council Office, pointing out that the Swiss Government had misunderstood the proposals of Her Majesty's Go-

*) No. 13.

vernment for reciprocity in the practice of medicine between Great Britain and this country, I have the honour to report that I made a communication to President Hertenstein in the terms of your Lordship's despatch above mentioned, but that up to the present time I have received no reply from the Swiss Government.

I was informed, however, by M. Droz, yesterday, that temporary measures were likely to be taken by the Cantonal Governments to allow English doctors to practise in the various Cantons interested. He told me that the Grand Conseil of the Grisons had taken into consideration the Petitions of Dr. Holland and Dr. Wise to be allowed to practise amongst foreigners in that Canton; that the matter had been referred to the Conseil de Santé there, and that in all probability the Petition would be granted provided that the proper qualifications were forthcoming.

M. Droz went on to say that he thought it probable that the Canton de Vaud and other Cantons would follow the example of the Grisons, and he considered that such an arrangement would prove satisfactory as a temporary measure pending some more lasting agreement.

As to the question of reciprocity generally, he told me that he believed that it would be finally settled in a satisfactory manner if the same reciprocity could be granted in regard to all the Colonies (he specially mentioned Canada and Australia) as at present exists in regard to New Zealand and Ceylon.

He said that the fact of Swiss doctors being allowed to practise in England was of little or no importance, but that the Swiss Government attached the greatest importance to Australia and Canada on account of German- and French-speaking population in those countries.

I have the honour to forward herewith an extract from the »Gazette de Lausanne« of to-day's date reporting the decision which had been arrived at by the Grand Council of the Grisons in regard to the Petitions of Drs. Holland and Wise, and also two other extracts, one from the »Journal de Genève,« referring to a question asked by Dr. Farquharson in the House a few days ago; the other, a letter extracted from the »Gazette de Lausanne« of to-day's date in reply to the above, written by a Dr. Joel, a well-known practitioner in German Switzerland. The latter may be of some interest, as it sets forth at length the views held generally by the medical profession throughout Switzerland as regards the matter of reciprocity in the matter of medicine between Great Britain and this country.

I have, &c.
(Signed) *Arthur F. G. Leveson-Gower.*

Inclosure 1 in No. 15.

Extract from the „Gazette de Lausanne" of June 12, 1888.

Le Grand Conseil de Grisons a eu à s'occuper d'une requête de deux médecins Anglais, Messrs. Holland et Wise, qui demandaient l'autorisation

de pratiquer dans ce Canton en ce qui concerne les étrangers. Le Grand Conseil a adopté à ce sujet l'ordre du jour motivé suivant: —

»Une disposition de la Loi encore en vigueur prescrit au Conseil de Santé d'accorder, pour la saison des étrangers, l'autorisation de pratiquer dans le Canton à des médecins ayant fait des études scientifiques; le Grand Conseil, présumant que l'autorité compétente donnera cette autorisation même à des médecins s'ils font la preuve d'études scientifiques et si les intérêts de l'industrie des étrangers le demandent, passe à l'ordre du jour«.

Inclosure 2 in No. 15.

Extract from the „Journal de Genève" of June 7, 1888.

Les Médecins en Suisse. — Une dépêche de Londres nous apprend que des explications ont été échangées, à la Chambre des Communes, au sujet des condamnations prononcées dans certains Cantons Suisses, pour exercice illégal de la médecine, contre des médecins Anglais qui viennent, pendant la saison, résider dans nos stations climatériques et balnéaires. La réponse faite par Sir James Fergusson à la question posée à ce sujet nous paraît correcte. Quelques explications sont pourtant nécessaires pour la compléter et dissiper tout malentendu.

La Loi Fédérale du 19 Décembre, 1877, édictée en exécution de l'Article 33 de la Constitution Fédérale, fixe les conditions auxquelles les médecins, pharmaciens, et vétérinaires, doivent se soumettre pour avoir le droit d'exercer librement leur profession dans toute l'étendue de la Confédération.

Ce droit est accordé en particulier (1) à toutes les personnes vouées à ces professions qui ont obtenu un diplôme Fédéral; (2) à toutes celles qui, à la suite d'un examen d'État subi dans un État étranger, ont obtenu un diplôme les autorisant sans aucune restriction à pratiquer dans le territoire de cet État — pour autant que la réciprocité est stipulée dans un Traité.

Aucun Traité de Réciprocité n'existe entre la Suisse et la Grande-Bretagne: les Cantons ne sont donc pas tenus d'accorder aux médecins Anglais qui n'ont pas obtenu lé diplôme Fédéral l'autorisation d'exercer leur profession sur leur territoire.

La Grande-Bretagne ayant fait des démarches en vue de mettre fin à cet état de choses, la Société Vaudoise de Médecine a écrit au Conseil Fédéral pour combattre, au point de vue des intérêts professionnels, l'adoption d'une Convention de Réciprocité. La Société Fribourgeoise s'est jointe à cette démarche, »par des raisons de justice et de confraternité.« Quant à la Société de Genève, n'ayant été consultée, ni par le Gouvernement Anglais, ni par le Conseil Fédéral, elle a refusé d'entrer en matière.

Nous ne saurions, quant à nous, nous associer en aucune façon aux protestations de Messieurs les disciples Vaudois et Fribourgeois d'Esculape. La Loi Fédérale de 1887 a pour but de fixer, dans l'intérêt du public, les garanties de savoir et de capacité qui doivent être exigées des médecins,

qui veulent pouvoir exercer leur profession dans toute l'étendue du territoire Suisse, et nullement de protéger les médecins Suisses contre la concurrence étrangère.

Ce protectionnisme d'un nouveau genre serait aussi contraire à nos traditions libérales qu'aux intérêts bien entendus de notre pays. Si les médecins Anglais cessent d'envoyer leurs malades en Suisse, leurs confrères du pays n'y gagneront rien et les maîtres d'hôtel y perdront beaucoup.

La seule question que le Conseil Fédéral ait à examiner, c'est la valeur des diplômes Anglais. S'ils équivalent au diplôme Fédéral, il n'y a aucune raison sérieuse pour refuser la réciprocité demandée.

Inclosure 3 in No. 15.

Extract from the „Gazette de Lausanne" of June 12, 1888.

Médecins Anglais.

Lausanne, le 11 Juin, 1888.

M. le Rédacteur,

Le »Journal de Genève« a publié, dans son numéro 134, sur la demande de réciprocité de pratique médicale entre la Grande-Bretagne et la Suisse, un article à la fois trop superficiel et trop désobligeant pour appartenir à sa rédaction habituelle.

Un de vos correspondants s'est hâté de répondre, mais sans entrer dans le fond de la question. Permettez-moi de vous soumettre à ce sujet quelques données qu'il ne faut point perdre de vue pour la résoudre.

La question de réciprocité de la pratique médicale entre les nations civilisées a été introduite au Congrès Médical International de Londres, en 1881, par le Professeur Acland, Président du Conseil Médical de la Grande-Bretagne. Les Délégués étrangers n'avaient pas d'instructions de leurs Governements et, pour ma part, je dus me borner à émettre des vues individuelles qui ne se sont pas modifiées au courant de l'intéressante discussion qui a suivi:

Et d'abord, est-il vrai que la seule question à examiner soit la valeur des diplômes Anglais et la protection des intérêts des praticiens Suisses est-elle »un protectionnisme d'un nouveau genre?«

La Confédération, en créant le diplôme Fédéral, a dû l'imposer aux Cantons; c'est la seule atteinte qu'elle ait porté à leurs droits en fait de pratique médicale; les États restent libres de la réglementer selon leurs convenances. Admettez un instant que, sans les consulter, la Confédération autorise les médecins de toutes les nations à diplômes correspondants, c'est-à-dire de presque toutes les nations civilisées, à pratiquer librement dans notre pays, et jugez ce qui resterait aux législations cantonales.

Puis, cette réciprocité est-elle désirable? La Confédération exige beaucoup de ses médecins. Ne leur doit-elle aucune protection en échange des prestations qu'elle leur impose? Serait-il absolument juste que pendant que les enfants du pays sont continuellement appelés à quitter leurs malades

pour faire du service militaire, les médecins étrangers, toujours présents et toujours à l'affût, leurs enlèvent le plus clair de leur clientèle?

D'ailleurs, ce »protectionnisme d'un nouveau genre« est jusqu'ici la règle en tout pays et les hésitations de la France à nous accorder la réciprocité de pratique de frontière en sont une preuve nouvelle et décisive. On craint, en Savoie, les trop fréquentes visites des médecins de Genève et cependant la pratique internationale des frontières est une règle admise presque partout.

L'Angleterre elle-même est peut-être la nation la moins bien placée pour demander la réciprocité de pratique médicale.

Le célèbre professeur de Chaumont, de Southampton, disait au Congrès de Londres: — »Si nous considérons la multiplicité et la confusion des titres médicaux dans ce pays, nous ne serons point surpris que les nations étrangères refusent à nous médecins le droit de pratiquer chez elles. Nous n'avons pas moins de dix-neuf corps délivrant des licences, et soixante-deux titres médicaux. Il ne sera guère possible à un étranger de comprendre que tous ces titres si divers soient équivalents et donnent le même droit légal de pratiquer.«

Et puis nul pays n'exerce avec plus de rigueur ce »protectionnisme d'un nouveau genre.«

Chose presque incroyable, le Gouvernement Anglais n'a jamais voulu »enregistrer«, c'est-à-dire autoriser à pratiquer en Angleterre les médecins et même les professeurs des Universités des Colonies Britanniques.

Les plaintes à ce sujet étaient vives et unanimes; je me bornerai à en donner un aperçu: —

M. Savona, Directeur de l'Éducation à Malte, fait observer que s'il y a quelque intérêt à s'occuper de la valeur des titres des Universités étrangères, il faut avouer qu'il y a une grave anomalie, pour ne pas dire une injustice dans le traitement que la Grande-Bretagne fait subir aux médecins de ses Colonies. Quels que soient leur mérite et leur position, ils ne peuvent être enregistrés, c'est-à-dire pratiquer leur art en Angleterre; ils ne peuvent non plus occuper aucune position médicale dans l'armée ou dans la marine, en un mot, ce sont des étrangers pour la mère patrie. Il cite l'exemple d'un médecin Canadien venu en Angleterre comme médecin d'un steamer, qui fut privé de sa position et ne put retourner avec le navire en cette qualité.

Le Dr. Allen, de l'Université de Melbourne, s'est fait l'écho des mêmes justes plaintes; suivant lui, tous les gradués des Universités et des Collèges Britanniques sont, à leur arrivée en Australie, légalement inscrits comme practiciens, sans délais et sans frais, tandis que les gradués des Universités d'Australie ne peuvent obtenir aucune reciprocité quelconque en Angleterre, quoique l'enseignement et les épreuves subies ne soient nullement inférieurs à ceux de la métropole.

Enfin, le Dr. Grimshaw, de Dublin, déclare que tant que l'Angleterre n'a pas régularisé la position des médecins de ses Colonies, il ne voit pas de motifs pour se préoccuper d'une union médicale générale.

En résumé, il est évident que cette réciprocité en ce qui concerne la

Suisse est toute à l'avantage de la Grande-Bretagne; notre pays n'a aucun intérêt actuel à ouvrir toutes larges ses portes aux praticiens étrangers, le vent n'est pas au libre échange, et, pour l'avenir, elle doit être étudiée à un point de vue générale et résolue avec une grande prudence; il me semble que, pour le moment du moins, il est préférable de continuer à accorder, s'il y a lieu, des autorisations temporaires et individuelles, en tenant compte des circonstances et des personnalités: et, si nous le faisons dans un esprit d'équité et de bon vouloir, assurément nous ne serons exposés à aucune réclamation dans l'avenir.

Veuillez, &c.
(Signé) *Dr. Joel.*

No. 16.

The Marquis of Salisbury to Mr. Leveson-Gower.

Foreign Office, June 29, 1888.

Sir,

With reference to your despatch of the 12th instant, I inclose, for your information, a copy of a Circular addressed to the Governments of Her Majesty's Colonies, inquiring whether persons registered as foreign medical practitioners in the United Kingdom can lawfully practise medicine or surgery in the various Colonies.

I am, &c.
(Signed) *Salisbury.*

Inclosure No. 16.

Lord Knutsford to the Officer administering the Government of

Downing Street, June 20, 1888.

(Circular)

Sir,

I have the honnour to request that you will be good enough to inform me whether persons registered as foreign practitioners in the United Kingdom under »The Medical Act, 1886,« can lawfully practise medicine or surgery in the Colonies under your Government; and if not, whether there is any prospect of the law of the Colony being altered so as to enable such persons to practise.

I have, &c.
(Signed) *Knutsford.*

No. 17.

The Marquis of Salisbury to Mr. Scott.

Foreign Office, March 6, 1889.

Sir,

With reference to my despatch of the 29th June last, I inclose, for communication to the Swiss Government, copies of précis of the Regulations, &c., on the admission of foreign medical practitioners to the exercise of their profession in the Dominion of Canada, in Newfoundland, in New

South Wales, in Queensland, Victoria, Tasmania, Western Australia, New Zealand, Cape of Good Hope, Natal, and the Straits Settlements.

I also have to state to you, for the information of the Swiss Government, that in the Island of Cyprus, registration under the British Act, whether as a British or a foreign medical practitioner, does not in itself entitle the person registered to practise in Cyprus; but that, under the provisions of the Ottoman Law relating to medical practice of the 11the October, 1861, any person possessing a diploma from a recognized School of Medecine may be allowed to practise in Cyprus on having his diploma registered.

I am, &c.
(Signed) *Salisbury.*

Inclosure in No. 17.

Précis of Regulations, &c., relating to the Admission of Foreign Medical Practitioners to the Medical Profession in certain of Her Majesty's Colonies.

Canada.

Ontario.

It shall be optional for the Medical Council to admit to registration all such persons as are duly registered in the Medical Register of Great Britain, or are otherwise authorized to practise medicine, surgery, or midwifery in the Medical Register of Great Britain and Ireland, upon such terms as the Council may deem expedient.

Any person may be registered as a medical practitioner in Ontario who professes: —

(a.) A medical or surgical degree or diploma of any University or College in Her Majesty's Dominions, or of such other Universities or Colleges as the Council may determine; or

(b.) A certificate of registration under the Imperial Act 21 & 22 Vict., cap. 90. The Medical Act, or any Act amending the same; or

(c.) A commission or warrant as physician or surgeon in Her Majesty's military service; or

(d.) A certificate of qualification to practise under any of the Acts relating to homoeopathy or the eclectic system of medicine.

Quebec.

Holders of degrees or diplomas of medicine or surgery from British Colonial or foreign Universities or Colleges, provided such diploma or degree shall have been given after at least four years' study of medical profession from date of admission to study, and according to law, are intitled to receive licence without examination and to practice.

Ggg2

Nova Scotia.

Any person upon producing to the Provincial Medical Board conclusive evidence: —

(a.) That he has passed a preliminary or matriculation examination such as is required for persons beginning medical studies in Nova Scotia;

(b.) That before graduating or taking a diploma he has studied during not less than four years, during which time he has attended lectures at some College or Incorporated School of Medicine in courses amounting together to not less than twelve months on certain subjects (specified);

(c.) That he has attended the general practice of a hospital (in which there are not less than fifty beds and two Physicians or Surgeons) for not less than one year, or two periods of six months each;

(d.) That he has attended a six months' course (or two three months' courses) of clinical medecine, and same of clinical surgery;

(e.) That he has obtained a diploma or passed an examination in the above: —

(Or, in default of (b), (c), (d), (e), that he has followed such studies as the Board shall deem equivalent, and has fulfilled such conditions as the Board shall determine.)

(f.) That he is not less than 21 years of age; and

(g.) Shall pay the fee of 20 dollars,

Shall be intitled to be registered and to receive a licence to practise.

Any person while employed on actual service in Her Majesty's Navy or Military Service as physician or surgeon, may practise physic, surgery, or midwifery in Nova Scotia with registry or licence.

New Brunswick.

All persons who have obtained a medical degree or diploma from any legally chartered Medical College or University in any country where such is recognized, may register and practise.

Any physician or surgeon on actual service in the Royal Navy or Military Service may be registered and may practise in physics, surgery, and midwifery.

Prince Edward Island.

Any person who has obtained a diploma in some College or other public institution of Great Britain, Ireland, Canada, or other British Colony, or any country in Europe, authorized to grant the same, may receive a licence and may practise.

Physicians and surgeons appointed by commission or warrant to serve in the Royal Navy or any garrison or military corps on the island, may obtain a licence without possessing a diploma, &c.

Manitoba.

Any person possessing medical degree or diploma in any University or College in any of Her Majesty's dominions empowered by law so as to

grant them, on payment of a fee (not exceeding 10 dollars), and on producing documentary evidence of all above to the Registrar, shall be entitled to be registered.

Any person not possessing the above qualifications shall be examined before a Committee, and upon passing, and proving to the Committee that he has complied with the Regulations of the medical Board, and upon payment of certain fees, he shall be entitled to be registered and to practise.

Every person mentioned in the Imperial Act 31 Vict., cap. 29, shall, on payment of fee, be entitled to be registered.

British Columbia.

Any person possessing a diploma, or licence, or privilege to practise medicine or surgery from any School, College, Society, or Faculty of Medicine or Surgory in the United Kingdom (such School requiring a compulsory course of not less than three years);

(a.) On producing documentary evidence of above; and

(b.) On making affidavit that

1. He is the person named.

2. That course was not less than three years; and

3. That he has not lost benefit of diploma, &c., through misconduct, &c; and,

(c.) On payment of fee of 10 dollars, shall be entitled to be registered.

Any medical officer in Her Majesty's service on full pay and actual service, while in the Province, may practise.

This Ordinance was enacted to bring »The Medical Act, 1867,« into conformity with Imperial Legislation, by providing for the registration in British Columbia of members of the medical profession already duly registered in the United Kingdom under the Imperial statute 21 and 22 Vict., cap. 90, &c: —

»Any person who is now registered under the provisions of the Medical Ordinance 1867, shall be entitled to be registered under this Act.«

North-West Territories.

All persons actually residing in the north-west territories, and possessing a medical degree or diploma from any University or College in Her Majesty's dominions (which is empowered so to grant them) authorizing him to practise physic, surgery, and midwifery, or a licence from any Board or Corporate Body in Her Majesty's dominions (empowered by law so to grant licences) to practise physic, medicine, or midwifery, on

(a.) Producing to the Lieutenant-Governor the document conferring or evidencing these qualifications; and

(b.) Upon satisfying the Lieutenant-Governor that he is so entitled; and

(c.) Upon paying a fee of 5 dollars, shall be entitled to be registered and to practise.

Newfoundland.

There is no Law which precludes any medical practitioner, whether foreign or otherwise, from practising in Newfoundland.

New South Wales.

The following clause regulates the admission of foreign medical practitioners to the Medical Registry of New South Wales by 19 Vict., No. 17, section 1: —

»Any person who shall prove to the satisfaction of the New South Wales Medical Board, or a quorum thereof, that he has passed through a regular course of medical study of not less than three years' duration in a School of Medicine, and that he has received, after due examination from the University of Sydney, or from some University, College, or other Body duly recognized for that purpose in the country to which such University, College, or other Body may belong, a diploma, degree, or licence, entitling him to practise medicine in that country, shall be deemed to be a legally qualified medical practitioner within the meaning of the Acts passed in the second and ninth years of the reign of Her present Majesty, and numbered respectively 22 and 12, and shall be entitled to a certificate as such from the said Board.«

If the General Council, acting under 49 and 50 Vict., cap. 48, section 13 (1), require three years' study before recognizing a foreign diploma then the holders of such diploma would be entitled to be registered as legally qualified medical practitioners in New South Wales.

Queensland.

Foreign practitioners may be registered under the 4th section of the Medical Act of 1867, provided it is proved to the satisfaction of the Medical Board that the applicant has passed through a regular course of medical study of not less than three years' duration in a School of Medicine, and that he has received, after due examination, from some University or College recognized or that purpose in the country to which it belongs, a diploma, degree, or licence entitling him to practise medicine in that country.

Victoria.

It is the practice of the Medical Board to refuse registration (and consequently a certificate) to any foreigner unless or until he becomes naturalized.

The practice of the Board is in accordance with the law, and such persons have no exception made on their behalf.

A Bill is drafted, and will be immediately introduced, to allow persons other than natural born or naturalized subjects to get certificates.

Tasmania.

All members of the medical profession registered in the United Kingdom, whether foreign or otherwise, are eligible for registration in Tasmania, and are thereby entitled to practise in the Colony.

Western Australia.

Persons registered as foreign practitioners in the United Kingdom under »The Medical Act, 1886,« can, subject to local registration, lawfully practise medicine or surgery in this Colony.

New Zealand.

By »The Medical Practitioners Registration Act, 1869,« it is provided that any person who shall have been registered as a legally qualified practitioner in England, Scotland, or Ireland under any Act of the Imperial Parliament, shall be entitled to be registered in this Colony.

Cape of Good Hope.

Foreign practitioners applying to be licensed in this Colony, and producing the necessary certificates of qualification, have never been refused admittance to the body of licensed medical practitioners.

Natal.

The registration in England of Colonial or foreign diplomas or qualifications will enable the holder to register in Natal. Section 6 of Law 37 of 1884 provides that any person registered under the Imperial Acts regulating the qualifications of practitioners in medicine or surgery may present to the Natal Medical Board a certificate of such registry, authenticated by a declaration made before a Resident Magistrate, which declaration shall state that the declarant is the person mentioned in the certificate, and the said Board are authorized, upon satisfactory proof to them, to issue a licence to such person to practise medicine or surgery as a duly qualified practitioner.

Straits Settlements.

Persons registered as foreign practitioners in the United Kingdom under »The Medical Act, 1886,« may lawfully practise medicine or surgery in this Colony.

No. 18.

Mr. Scott to the Marquis of Salisbury. — (Received April 20).

Berne, April 15, 1889.

My Lord,

I Had some conversation a few days ago with M. Droz upon the subject of the Medical Reciprocity question.

I expressed a hope that the perusal of the précis of Colonial Regulations with regard to the admission to practice of foreign doctors and surgeons, which I communicated, by your Lordship's instructions, to the President, on the 14th ultimo, had satisfied the Federal Council that the admission of Swiss practitioners to the benefit of registration under the Medical Act of 1886, would constitute full reciprocity for the facilities which we desired to see secured to British practitioners in Switzerland.

M. Droz replied that the labours of the recent Parliamentary Session, which terminated yesterday, had prevented him from talking the matter thoroughly over with his colleague, M. Schenck, and ascertaining from him

whether my communication had modified the objections of the Federal Medical Committee to the idea of a Reciprocity Convention with England.

His Excellency promised me to take an early opportunity of discussing the question with M. Schenck, and, in the meantime, he assured me of the sincere desire of the Federal Council to meet, as far as they could, the wishes of Her Majesty's Government, and to take fully into account the desires and requirements of the English visitors to Switzerland, whose presence created and supported to many important branches of Swiss industry. At the same time, he observed, that the Federal Council were bound to take into due consideration the opinion and objections of the Federal Medical Committee, and that it would be scarcely possible to proceed with the idea of a Reciprocity Convention with good hopes of getting it accepted by the Legislature if it met with an uncompromising opposition from the Medical Committee.

Everything depended, he said, on the possibility of convincing the Committee that the proposed reciprocity offered such advantages to the Swiss medical profession in the United Kingdom and its Colonies as would counterbalance the disadvantages which were apprehended from opening up the whole of Swiss territory, not merely the health resorts specially frequented by English, to the general practice of English physicians, by giving a Federal recognition or exequatur to English diplomas.

I understand from M. Droz that the Swiss medicial profession is at present largely overstocked, and that it is driven to seek an outlet in foreign countries. A limited number of young Swiss doctors have succeeded in establishing a practice in some of the States of South America, but they state that there is no room for more. As regards England, the Swiss colony there is to small to offer much prospect to Swiss practitioners, and the preference given by English patients to doctors of their own nationality, even when abroad, shows how small would be the chance for Swiss doctors to acquire general practice in the United Kingdom. Even if placed by registration on the same legal footing with English doctors, it would be impossible for them to compete with members of the Royal College of Surgeons and Physicians. The case, M. Droz thought, was different in the British Colonies, where there was a large element of German and French-speaking population, and this consideration formed the only hope of inducing the Swiss Medical Council to modify their objections to the conclusion of a Reciprocity Convention with England.

In case this hope is not realized, M. Droz seemed to think that it might be well to consider whether it would not better serve the interests of the English doctors in Switzerland to drop the question of a Reciprocity Convention for the present altogether, and to endeavour to bring pressure on the Cantonal Governments to admit them to practise among their own countrymen in those health resorts most frequented by English visitors, such as those in the Cantons of the Grisons, Vaud and Geneva.

The influence of the hotel-keepers and of the other industries, specially benefited by the English visitors to Switzerland, outweighs that of

the Swiss medical profession in these Cantons, and is greater there than it is in the Federal Assembly.

The Cantonal Governments consider themselves perfectly competent to grant this permission without reference to the Federal authorities; the Federal Government, on the other hand, are only competent to deal with the subject of Federal diplomas. If they could give effect to the idea of a Reciprocity Convention by which English diplomas were given the force of Federal diplomas, this would give the English doctors the larger rights of general practice in any part of Switzerland, as the Cantonal authorities would then have no power to limit that practice to particular districts: the lesser rights of practice among their own countrymen only was all the English doctors had originally asked for, and to this limited concession there would, as I gather from M. Droz, be less general opposition on the part of the Swiss medical profession.

I had subsequently an interview with M. Schenk, whose special Department of the Federal Council this question particularly concerns; the result was less encouraging as far as regards the prospect of a Reciprocity Convention.

M. Schenck had evidently regarded the question as finally closed by the note of President Hertenstein to Sir Francis Adams of the 27th April, 1888, declining the proposals of Her Majesty's Government for a medical Reciprocity Convention. He had, however, had the précis of the Colonial Regulations and Laws translated, but had not thought it necessary as yet to submit them for the consideration of the Medical Council and Examining Committee.

I said that the refusal of the Federal Government having been based on two considerations, a misconception of the actual effect of registration under the Medical Act of 1886, and incomplete information respecting the Regulations for admission of foreign practitioners in the British Colonies, Her Majesty's Legation had been instructed to clear up these two points by giving an authoritative explanation of the benefits wich would be conferred by registration under the present British Medical Act, and by supplying full information respecting the law and practice of the British Colonies with regard to foreign practitioners. I said that I had entertained the hope that this information would have somewhat modified, if it did not entirely remove, the objections of the Federal Government to the idea of a reliprocity arrangement.

M. Schenck said he would refer this further information to the Medical Council, and ascertain whether they were disposed to reconsider their objections, and he promised to communicate the result to me confidentially before giving it effect in an official reply to Her Majesty's Legation.

M. Schenck, however, did not hold out much hopes of a favourable result. With regard to the possibility of inducing the Cantonal Governments to allow the British doctors to practise among their own countrymen, his Excellency asked me what was the present position of those gentlemen. I replied that I understood that the Cantonal authorities in the Grisons had given temporary licences to Drs. Holland and Wise, but that

these licences were only valid up to the 1st April, 1889; and I had not yet learnt whether they had been renewed; that as regards Dr. White at Montreux, the latest information which Her Majesty's Legation had received was dated last summer, and that he was then still excluded from practice.

The impression which I derived from my conversations with M. Droz and M. Schenck is that the prospect of inducing the Federal Council to proceed with the idea of a Reciprocity Convention is very small; but that, on the other hand, it might be possible to secure their good offices with the Cantonal Governments in the Grisons and Vaud to obtain for the English doctors, who have already established themselves in those Cantons, permission to treat their English patients without further molestation.

I have, &c.

(Signed) *Charles S. Scott.*

No. 19.

Mr. Scott to the Marquis of Salisbury. — (Received July 5.)

Berne, July 1, 1889.

My Lord,

With reference to my despatch of the 15th April last, and to previous correspondence, on the subject of the position of English medical practitioners in Switzerland, I have the honour to state that M. Droz informed me a few days ago that the result of the further inquiries instituted by the Federal Department of the Interior had satisfied the Federal Council that it would be impossible for them to entertain the idea of a Medical Reciprocity Convention with Her Majesty's Government with any prospect of securing its acceptance by the Legislature.

M. Droz said that, in his opinion, the best course to adopt now would be to endeavour to obtain from the Cantonal authorities of the Grisons and Vaud permission for the English doctors settled there to practise among their own countrymen.

The influence of the hotel-keepers ought to be sufficient to procure this; and M. Droz said that in case of difficulty in any individual case he would, on receiving an application to that effect from Her Majesty's Legation, exert his influence to get it removed.

I thanked M. Droz for this information, and said that I would inform your Lordship of the apparent imposibility of proceeding further with negotiations for a Reciprocity Convention. I reminded M. Droz, at the same time, that the commencement of the whole question had, as far as I understood it, been a Circular from the Federal Council to the Cantonal authorities requesting them to discontinue permission to foreign doctors to practise without Federal diplomas, on the ground that other countries were not prepared to grant reciprocity to Swiss doctors. I said that I hoped that the Federal Council would now explain to the Cantonal authorities that Her Majesty's Government had been prepared to grant full reciprocity to Swiss doctors, but that the Federal Government had not seen

sufficient advantage in this offer to encourage its acceptance, and that, accordingly, in the case of English doctors in Switzerland, the original objections of the Federal Council to their being admitted by the Cantonal authorities to practise among their own countrymen no longer existed.

I have, &c.

(Signed) *Charles S. Scott.*

No. 20.

Mr. Scott to the Marquis of Salisbury. — (Received August 14.)

Berne, August 12, 1889.

My Lord,

With reference to my despatch of the 1st ultimo and to previous correspondence on the subject of medical reciprocity between Great Britain and Switzerland, I have the honour to inclose herewith copy of a note which has been addressed to me by the Swiss Federal Council in reply to the notes addressed by Her Majesty's Legation to the President of the Swiss Confederation on the 21st May, 1888, and the 14th March and 21st April of the present year.

The Federal Council has carefully considered the further information supplied by these notes with regard to the position of foreign medical practitioners in Great Britain and the Colonies under the Medical Act of 1886, but does not consider it sufficient to alter the decision expressd in the President's note of the 27th April, 1888, to Sir Francis Adams, declining to entertain a proposal for the conclusion of a Medical Reciprocity Convention with Her Majesty's Government.

The Federal Council admits the fact that registration under the existing British Medical Act would admit Swiss practitioners to the same legal footing as practitioners possessing British diplomas, but argues that the benefits of this apparent reciprocity would be practically annulled by the preference which the English public would always give to practitioners, Members or Fellows of the Royal Colleges of Surgeons and Physicians.

The note further asserts that it would appear, from the information supplied by Her Majesty's Government, that there are at present still a large number of British Colonies into which the Medical Act of 1886 has not yet been introduced, and that, consequently, a Reciprocity Convention would, at least for the present, not be of any benefit to Swiss doctors in those Colonies.

The Federal Council concludes by stating its inability to entertain the question of a Reciprocity Convention, until Her Majesty Government has taken into its own hands the issue of medical diplomas, as is the case in Switzerland, and has stablished for the whole Empire uniform legislation on this subject.

Your Lordship will have already been prepared by the reports of my verbal communications with M. Droz and M. Schenck, for the decision of the Federal Council, which I attribute to the strong objections entertained by the Swiss medical profession to admit foreign doctors to practise in

Switzerland, objections which I very much doubt being removed, even were it possible for Her Majesty's Government to comply with the conditions suggested in the present note.

I have, &c.
(Signed) ***Charles S. Scott.***

Inclosure in No. 20.

M. Ruchonnet to Mr. Scott.

Berne, le 8 Août, 1889.

M. le Ministre,

Nous avons soumis à un examen minutieux les notes de votre Excellence des 21 Mai, 1888, 14 Mars, et 21 Avril, 1889, relatives à un arrangement que le Gouvernement Britannique propose de conclure pour le libre exercice réciproque de la médecine par les médecins diplômés des deux pays, et nous avons pris le préavis des autorités spéciales nommées par nous pour étudier les questions se rapportant à l'exercice de la médecine. Nous devons toutefois reconnaître que le contenu de ces trois notes ne change rien à l'état de choses qui a motivé notre réponse négative du 27 Avril, 1888.

Dans la décision que nous avons prise à cette époque, nous n'avons nullement perdu de vue le fait que la Légation Royale relève spécialement dans sa note du 21 Mai, savoir, que l'admission dans un Collège Royal de Médecins ou de Chirurgiens n'est point nécessaire pour assurer à un médecin Suisse tous les droits et privilèges des médecins Anglais diplômés. Le passage de notre lettre qui a amené le Gouvernement Anglais à croire qu'il y avait malentendu, se rapportait bien moins à la valeur en droit des diplômes Suisses enregistrés qu'au fait décisif pour nous, que la reconnaissance des médecins Suisses par l'État en Angleterre n'impliquait la reconnaissance pratique de la part du public Anglais que lorsque ces médecins ont aussi rempli les formalités qui assurent aux médecins Anglais, aux yeux du public Anglais, sur les médecins étrangers, une supériorité telle que — ainsi qu'on a l'occasion de l'observer en Suisse — ce public désire à l'étranger, être traité exclusivement par des médecins Anglais. Or, pour remplir cette condition, il est nécessaire d'acquérir au prix de formalités longues et coûteuses, la »Fellowship« ou la »Membership« d'une des grandesCorporations Médicales, tandis que le médecin Anglais, en fait, n'a besoin pour pratiquer en Suisse que de la reconnaissance de son diplôme particulier par l'Etat.

Quant au contenu des notes des 14 Mars et 21 Avril de cette année, il paraît en résulter qu'il y a encore un très grand nombre de Colonies Anglaises ou le »Medical Act, 1886«, n'a pas été introduit, et qu'en conséquence, pour le moment du moins, une Convention de Réciprocité ne sevirait de rien aux médecins Suisses dans ces Colonies.

En regard de cet état de choses nous avons été amenés à la conclusion que nous ne pourrons revenir sur l'examen de la question d'une Convention de Réciprocité avec l'Angleterre au sujet de l'exercice de la médecine que lorsque le Royaume-Uni aura pris en mains lui-même et

exclusivement — comme l'a fait la Confédération Suisse — la delivrance de diplômes de médecin, et qu'il existera dans tout l'Empire Britannique une législation uniforme sur la matière.

Nous saisissons, &c.
(Signé) *L. Ruchonnet.*

45.

ALLEMAGNE, GRANDE-BRETAGNE.

Arrangement supplémentaire visant la délimitation des sphères d'influence des deux Pays contractans dans le Golfe de Guinée; signé le $\frac{\text{27 juillet}}{\text{2 août}}$ 1886.

Parliamentary papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. February 1887.

No. 1.

The Earl of Rosebery to Count Hatzfeld.

Foreign, Office, July 27, 1886.

M. l'Ambassadeur,

On the 29th April, 1885, Earl Granville notified to his Excellency Count Münster the adherence of Her Majesty's Government to an Arrangement under which a specified line of demarcation would separate the districts on the Gulf of Guinea within which Great Britain and Germany would respectively be free to acquire territory, accept Protectorates, and exercise influence. On the 7th of the ensuing month Count Münster notified the acceptance of the Arrangement by the German Government.

The line agreed upon follows in the interior the right river-bank of the Rio del Rey from the mouth of the river to its source, thence strikes direct to the left river-bank of the Old Calabar, or Cross River, and terminates, after crossing that river, at the point, about 9° 8' of longitude east of Greenwich, marked »Rapids« on the English Admiralty Chart.

The German Government have proposed an extension of the line into the interior. Her Majesty's Government have accepted the proposal. The suggestions of Her Majesty's Government as to the direction which the extended line should take, and as to its limitation, have been adopted by the German Government.

I have, consequently, now formally to state that Her Majesty's Government are prepared, on receiving the assent of the German Government, to agree to an extended line of demarcation, which, starting from the point on the left river-bank of the Old Calabar or Cross River, where the original line terminated, shall be continued diagonally to such a point on the right bank of the River Benue to the east of, and close to, Yola, as

may be found on examination to be practically suited for the demarcation of a boundary.

Her Majesty's Government undertake to apply to the districts to the west of the extended line the assurances as to the regulation of trade given in Earl Granville's note of the 16th May, 1885, provided that the German Government give reciprocal assurances as regards the districts to the east of the line corresponding with those given in Count Münster's note of the 2nd June, 1885.

I should be glad to receive from your Excellency a formal notification that the German Government accept the line and give the requisite assurances.

I have, &c.
(Signed) *Rosebery.*

No. 2.

Count Hatzfeld to the Earl of Rosebery. — (Received August 3.)

German Embassy, August 2, 1886.

(Translation.)

My Lord,

Supplementing the notes of the 29th April and 7th May of last year, exchanged between Count Münster and Lord Granville respecting the delimitation of the German and English spheres of interest on the Gulf of Guinea, your Lordship was so good as to inform me, in the note of the 27th ultimo, that the Royal Government of Great Britain is ready to undertake with the Imperial Government a further delimitation in those territories. In the above note an Agreement is proposed in substance as follows: —

From the terminal point, indicated in the English Admiralty Chart as »Rapids«, of the original frontier-line fixed by the 29th April and 7th May of last year, shall be produced a further line, which, starting from the Old Calabar rapids, shall pursue a diagonal direction towards a point on the right bank of the River Benue, situate to the east, and in the immediate vicinity of the town of Yola, and which shall prove, upon investigation, to be practically suitable for the determination of this line.

The Government of Her Majesty the Queen gives the assurance that the Regulations respecting trade, as laid down in Lord Granville's note of the 16th May, 1885, shall also apply to the territory lying to the west of the new prolonged boundary-line, provided that the Imperial Government tenders an assurance analogous to that of Count Münster's note of the 2nd June, 1885, for the districts situate to the east of the new line.

Your Lordship was so good as to add that the Royal Government of Great Britain is prepared to acknowledge the above Agreement as binding, if it meets the consent of the Imperial Government. I am accordingly charged, and have the honour to reply to your Lordship, that the Imperial Government gives its assent to the Agreement proposed by your Lordship.

With, &c.
(Signed) *v. Hatzfeld.*

46.

GRANDE-BRETAGNE, MEXIQUE.

Convention d'extradition signée à Mexique le 7 septembre 1886 *).

Parliamentary Papers, presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty, 1889. C.—5670.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and his Excellency the President of the United States of Mexico, having judged it expedient, with a view to the better administration of justice and to the prevention of crime within the two countries and their jurisdictions, that persons charged with or convicted of the crimes or offences hereinafter enumerated, and being fugitives from justice, should, under certain circumstances, be reciprocally delivered up, have named as their Plenipotentiaries to conclude a Treaty (that it so say):

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Sir Spenser St. John, Knight Commander of St. Michael and St. George, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Her Britannic Majesty in Mexico;

And his Excellency the President of the United States of Mexico, Señor Licenciado Don Emilio Velasco, ex-Minister Plenipotentiary of Mexico in France, &c., &c.;

Who after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form,

Su Excelencia el Presidente de los Estados Unidos Mexicanos y Su Majestad la Reina del Reino Unido de la Gran Bretaña é Irlanda, habiendo creido conveniente, para mejor administrar justicia y para prevenir los delitos en ambos países y sus jurisdicciones, que los individuos acusados de los delitos enumerados mas adelante ó condenados por ellos, y que estén prófugos, sean en ciertos casos recíprocamente entregados, han nombrado sus Plenipotenciarions para celebrar un Tratado, á saber:

Su Excellencia el Presidente de los Estados Unidos Mexicanos al Señor Licenciado Don Emilio Velasco, ex-Ministro Plenipotenciario de México en Francia, &c., &c.;

Y Su Majestad la Reina del Reino Unido de la Gran Bretaña é Irlanda á Sir Spenser St. John, Caballero Comendador de San Miguel y San Jorge, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Su Majestad Británica en México;

Quienes, despues de haberse comunicado mutuamente sus respectivos plenos poderes, y encontrádolos en

*) L'échange des ratifications a eu lieu le 22 janvier 1889.

have agreed upon and concluded the following Articles: —

Article I.

The High Contracting Parties engage to deliver up to each other, under the circumstances and conditions stated in the present Treaty, those persons who, being accused or convicted of any of the crimes or offences enumerated in Article II, committed in the territory of the one Party, shall be found within the territory of the other Party.

Article II.

Extradition shall be reciprocally granted for the following crimes or offences: —

1. Murder (including assassination, parricide, infanticide, poisoning), or attempt or conspiracy to murder.

2. Manslaughter.

3. Administering drugs or using instruments with intent to procure the miscarriage of women.

4. Rape.

5. Carnal knowledge, or any attempt to have carnal knowledge, of a girl under 16 years of age, if the evidence produced justifies committal for those crimes according to the laws of both the Contracting Parties.

6. Indecent assault.

7. Kidnapping and false imprisonment, chil-stealing.

8. Abduction.

9. Bigamy.

10. Maliciously wounding or inflicting grievous bodily harm.

11. Assault occasioning actual bodily harm.

buena y debida forma, han convenido en los Artículos siguientes: —

Articulo I.

Las Altas Partes Contratantes se obligan á entregarse en los casos y con las condiciones estipuladas en el presente Tratado, á los que estando acusados ó condenados por alguno de los delitos enumerados en el Artículo II, y cometidos en el territorio de alguna de ellas, se encuentren en el territorio de la otra.

Articulo II.

Tendrá lugar la mutua extradicion por los siguientes delitos: —

1. Homicidio calificado (compriendiendose el asesinato, el parricidio, el infanticidio, el envenenamiento); ó el conato de homicidio calificado; ó la colusion para cometerlo.

2. Homicidio simple.

3. El empleo de sustancias ó el uso de instrumentos con el fin de procurar el aborto.

4. Violacion.

5. Cópula ó conato de cópula con una jóven menor de diez y seis años de edad, si la prueba producida justifica la prision por esos delitos, conforme á las leyes de ambas Partes Contratantes.

6. Atentado contra el pudor.

7. Plagio; detencion ó prision ejecutada con falsedad; robo de niños.

8. Rapto.

9. Bigamía.

10. Heridas ó golpes que ocasionen graves lesiones, unas y otros dados intencionalmente.

11. Agresion violenta contra las personas, causándoles algun daño corporal.

12. Threats, by letter or otherwise, with intent to extort money or other things of value.

13. Perjury or subornation of perjury.

14. Arson.

15. Burglary or housebreaking, robbery with violence, larceny, or embezzlement.

16. Fraud by a bailee, banker, agent, factor, trustee, director, member, or public officer of any Company, made criminal by any law for the time being in force.

17. Obtaining money, valuable security, or goods by false pretences; receiving any money, valuable security, or other property, knowing the same to have been stolen or unlawfully obtained.

18. (a.) Counterfeiting or altering money, or bringing into circulation counterfeited or altered money.

(b.) Forgery, or counterfeiting or altering, or uttering what is forged, counterfeited, or altered.

(c.) Knowingly making, without lawful authority, any instrument, tool, or engine, adapted and intended for the counterfeiting of coin of the realm.

19. Crimes against Bankruptcy Law.

20. Any malicious act done with intent to endanger the safety of any person travelling or being upon a railway.

21. Malicious injury to property, if such offence be indictable.

22. Crimes committed at sea: —

12. Amenazas en cartas ó hechas en otra forma, con el fin de obtener dinero ú otros objetos de valor.

13. Perjurio ó soborno para que se cometa perjurio.

14. Incendio voluntario.

15. Allanamiento de morada; robo con violencia, robo sin violencia, peculado y abuso de confianza.

16. Fraudes cometidos por los que reciben alguna cosa mueble en depósito ó con otro fin, siempre que no se trasfiera el dominio; por los banqueros, agentes, factores, tenedores-administradores de bienes, directores, miembros ó empleados de una compañia; y que tengan el carácter de delito conforme á las leyes vigentes al verificarse el hecho.

17. Estafa: receptacion de dinero: valores, ú otros bienes robados ú obtenidos ilegalmente.

18. (a.) La falsification ó alteracion de la moneda; ó poner en circulacion moneda falsa ó alterada.

(b.) La falsification de documentos públicos ó privados, ó poner en circulacion documentos falsos ó falsificados.

(c.) Fabricar á sabiendas, sin autoridad legal, algun instrumento, utensilio ó máquina propio y adecuado para falsificar moneda de los Estados respectivos.

19. Delitos contra las leyes de quiebra.

20. Todo acto intencional ejecutado con el propósito de poner en peligro la seguridad de cualquiera persona que viaje ó esté en un ferrocarril.

21. Daños intencionales causados á la propiedad, siempre que el hecho motive un procedimiento criminal.

22. Delitos cometidos en alta mar; —

(a.) Piracy by the law of nations.

(b.) Sinking or destroying a vessel at sea, or attempting or conspiring to do so.

(c.) Revolt, or conspiracy to revolt, by two or more persons on board a ship on the high seas against the authority of the master.

(d.) Assault on board a ship on the high seas with intent to destroy life, or to do grievous bodily harm.

23. Dealing in slaves in such manner as to constitute a crimininal offence against the laws of both States.

The extradition is also to be granted for participation in any of the aforesaid crimes, provided such participation be punishable by the laws of both Contracting Parties.

Extradition may also be granted at the discretion of the State applied to in respect of any other crime for which, according to the laws of both the Contracting Parties for the time being in force, the grant can be made.

Article III.

Either Government may, in its absolute discretion, refuse to deliver up its own subjects to the other Government.

Article IV.

The extradition shall not take place if the person claimed on the part of Her Majesty's Government, or the person claimed on the part of the Government of Mexico, has already been tried and discharged

(a.) Piratería conforme al derecho de gentes.

(b.) Echar á pique ó destruir un buque en el mar; ó coludirse para hacerlo ó el connato de estos delitos.

(c.) Amotinarse, ó coludirse con el mismo fin, por dos ó mas personas á bordo de un buque en alta mar, contra la autoridad del capitan ó patron.

(d.) Agresion violenta á bordo de un buque en alta mar con el propósito de privar de la vida ó causar graves lesiones corporales.

23. Tráfico de esclavos en términos que constituya un delito contra las leyes de ambos Estados.

Tambien hay lugar á la extradicion por tomar parte en cualquiera de los delitos expresados, con tal que la participacion sea punible conforme á las leyes de ambas Partes Contratantes.

Puede tambien concederse la extradicion, á arbitrio del Estado á quien se pida, por cualquiera otro delito, respecto del cual se puede conceder la extradicion, conforme á las leyes de ambas Partes Contratantes, vigentes en la época en que sepedia da.

Articulo III.

Cada uno de los dos Gobiernos puede á su exclusivo arbitrio, rehusar la entrega de sus nacionales al otro Gobierno.

Articulo IV.

La extradicion no tendrá lugar si el individuo reclamado por parte del Gobierno Mexicano, ó si el individuo reclamado por parte del Gobierno de Su Majestad, ya ha sido juzgado y absuelto ó castigado, ó está todavía

or punished, or is still under trial in the territory of Mexico or in the United Kingdom respectively for the crime for which his extradition is demanded.

enjuiciado en el territorio del Reino Unido ó el de México respectivamente, por el delito con motivo del cual se pide la extradicion.

If the person claimed on the part of Her Majesty's Government, or on the part of the Government of Mexico, should be under examination for any other crime in the territory of Mexico or in the United Kingdom respectively, his extradition shall be deferred until the conclusion of the trial and the full execution of any punishment awarded to him.

Si el individuo reclamado por parte del Gobierno de Su Majestad, estuviese enjuiciado por otro delito en el territorio del Reino Unido ó en el de México respectivamente, se diferirá su extradicion hasta la terminacion del juicio y en su caso hasta haber extinguido la pena que se le haya impuesto.

Article V.

The extradition shall not take place if, subsequently to the commission of the crime, or the institution of the penal prosecution or the conviction thereon, exemption from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time, according to the laws of the State applied to.

Articulo V.

No habrá lugar á la extradicion si despues de cometido el delito ó de comenzado el proceso, ó de la condenacion, ha prescrito la accion ó la pena conforme á las leyes del Estado al que se pide la extradicion.

Article VI.

A fugitive criminal shall not be surrendered if the offence in respect of which his surrender is demanded is one of a political character, or if he prove that the requisition for his surrender has, in fact, been made with a view a try or punish him for an offence of a political character.

Articulo VI.

No se entregará al reo prófugo si el delito con motivo del cual se pide su entrega tiene carácter político, ó si él probase que en realidad se ha hecho el requerimiento para su entrega con la mira de juzgarle ó castigarle por un delito de carácter político.

Article VII.

A person surrendered can in no case be kept in prison or be brought to trial in the State to which the surrender has been made, for any other crime, or on account of any other matters, than those for which the extradition shall have taken place, until he has been restored, or has had an opportunity of returning to

Articulo VII.

El individuo entregado en ningun caso puede ser mantenido en prision ó juzgado en el Estado al cual se ha hecho su entrega, por algun otro delito, ó con motivo de cualesquiera otros negocios, diferentes de aquellos que han motivado la extradicion, hasta que haya sido devuelto ó haya tenido una oportunidad de volver al Estado

the State by which he has been surrendered. This stipulation does not apply to crimes committed after the extradition.

por el cual fué entregado. Esta estipulacion no es aplicable á delitos cometidos despues de la extradicion.

Article VIII.

The requisition for extradition shall be made through the Diplomatic Agents of the High Contracting Parties respectively.

The requisition for the extradition of an accused person must be accompanied by a warrant of arrest issued by the competent authority of the State requiring the extradition, and by such evidence as, according to the laws of the place where the accused is found, would justify his arrest if the crime had been committed there.

If the requisition relates to a person already convicted, it must be accompanied by the sentence of condemnation passed against the convicted person by the competent Court of the State that makes the requisition for extradition.

A sentence passed in contumaciam is not to be deemed a conviction, but a person so sentenced may be dealt with as an accused person.

Articulo VIII.

La demanda de extradicion deberá hacerse por medio de los Agentes Diplomáticos respectivos de las Altas Partes Contratantes.

La demanda de extradicion de un acusado estará accompañada de un mandamiento de prision expedido por la autoridad competente del Estado que pida la extradicion, y de la prueba que, conforme á las leyes del lugar donde se encuentra el acusado, justificarian su detencion, si allí se hubiere cometido el delito.

Si el requerimiento se refiere á un individuo ya condenado, se acompañará la sentencia condenatoria pronunciada contra el condenado por el Tribunal competente del Estado que pida la extradicion.

Una sentencia pronunciada en rebeldia no se tendrá como sentencia condenatoria; pero el individuo así condenado será considerado como acusado.

Article IX.

If the requisition for extradition be in accordance with the foregoing stipulations, the competent authorities of the State applied to shall proceed to the arrest of the fugitive.

Articulo IX.

Si la demanda de extradicion está conforme con las precedentes estipulaciones, las autoridades competentes del Estado al cual se haya pedido aquella, procederán á la aprehension del prófugo.

Article X.

A fugitive criminal may be apprehended, under a warrant issued by any Police Magistrate, Justice of the Peace, or other competent authority in either country, on such information

Articulo X.

Se podrá aprehender á un reo prófugo en virtud de un mandamiento librado por cualquiera Magistrado de Policía, Juez de Paz ú otra autoridad competente en uno ú otro país, fun-

or complaint, and such evidence, or after such proceedings as would, in the opinion of the authority issuing the warrant, justify the issue of a warrant if the crime had been committed or the person convicted in that part of the dominions of the two Contracting Parties in which the Magistrate, Justice of the Peace, or other competent authority exercises jurisdiction: provided, however, that in the United Kingdom the accused shall, in such case, be sent as speedily as possible before a Police Magistrate in London. In the Republic of Mexico the Government will decide on the extradition by administrative procedure, until a judicial procedure be established by law, when the accused will be delivered as soon as possible to the Judge designated by law. The criminal shall, in accordance with this Article, be discharged, as well in Mexico as in the United Kingdom, if within the term of thirty days a requisition for extradition shall not have been made by the Diplomatic Agent of his country in accordance with the stipulations of this Treaty.

The same rule shall apply to the cases of persons accused or convicted of any of the crimes or offences specified in this Treaty, and committed on the high seas on board any vessel of either country which may come into a port of the other.

Article XI.

The extradition shall take place only if the evidence be found sufficient, according to the laws of the State applied to, either to justify the committal of the prisoner for trial, in case the crime had been committed in the territory of the same State, or to prove that the prisoner is the

dado en los informes ó quejas, y en las pruebas ó diligencias que, en opinion de la autoridad que expida el mandamiento, justificarian este acto si el delito hubiese sido cometido ó condenada la persona en aquella parte de los dominios de ambas Partes Contratantes en la cual el Magistrado, Juez de Paz, ú otra autoridad competente ejerce jurisdiccion; con tal, sin embargo, que en el Reino Unido el acusado sea consignado, en este caso, tan pronto como sea posible, á un Magistrado de Policía en Londres. En la República Mexicana el Gobierno decidirá en la via administrativa sobre la extradicion, entretanto las leyes no establezcan un procedimiento judicial, en cuyo caso el acusado será consignado tan pronto como sea posible al Juez que la ley designe. De conformidad con este Artículo el reo será puesto en libertad, tanto en el Reino Unido como en la República Mexicana, si en el término de treinta dias no se ha hecho la demanda de extradicion por el Agente Diplomático del país respectivo, con arreglo á las estipulaciones de este Tratado.

Se observará la misma regla en los casos de individuos acusados ó condenados por alguno de los delitos especificados en este Tratado, y cometidos en alta mar á bordo de un buque de alguno de los dos paises que llegue á un puerto del otro.

Articulo XI.

Solo tendrá lugar la extradicion si, conforme á las leyes del Estado al cual se pide aquella, se consideran suficientes las pruebas, ya para que el detenido hubiera sido sometido á juicio, en caso de haberse perpetrado el delito en el territorio del mismo Estado; ya para probar que el preso

identical person convicted by the Courts of the State which makes the requisition, and that the crime of which he has been convicted is one in respect of which extradition could, at the time of such conviction, have been granted by the State applied to; and no criminal shall be surrendered until after the expiration of fifteen days from the date of his committal to prison to await the warrant for his surrender.

es la misma persona condenada por los Tribunales del Estado que hace el requerimiento, y que el delito por el que fué condenado es de aquellos en punto á los cuales el Estado á quien se pidió la extradicion, pódia conceder esta en la época de la condenacion. Ningun reo será entregado hasta despues de haber trascurrido quince dias contados desde la fecha en que fué puesto en prision en espera del mandamiento para su entrega.

Article XII.

In the examinations which they will have to make in accordance with the foregoing stipulations, the authorities of the State applied to for said extradition shall admit as valid evidence the depositions or statements of witnesses taken in the other State, under oath or under solemn affirmation to tell the truth, according as its legislation may provide, or the copies of these depositions or statements, and likewise the warrants issued and sentences pronounced in the State which demands the extradition, the certificates of the fact of the condemnation, or the judicial documents which prove it, provided the same are authenticated as follows:

1. A warrant must purport to be signed by a Judge, Magistrate, or Officer of the other State.

2. Depositions or affirmations, or the copies thereof, must purport to be certified under the hand of a Judge, Magistrate, or Officer of the other State, to be the original depositions or affirmations, or to be true copies thereof, as the case may require.

3. A certificate of, or a judicial document stating the fact of a conviction, must purport to be certified

Articulo XII.

Las autoridades del Estado al que se pida la extradicion, en el exámen que deben hacer conforme á las precedentes estipulaciones, admitirán como pruebas válidas las deposiciones ó declaraciones de testigos, tomadas en el otro Estado bajo juramento ó bajo protesta de decir verdad, conforme lo prevenga su legislacion, ó las copias de estas deposiciones ó declaraciones, é igualmente los mandamientos librados y sentencias pronunciadas en el Estado que pide la extradicion, los certificados del hecho de la condenacion, ó los documentos judiciales que lo comprueben, con tal que estén legalizados en la forma siguiente:—

1. Un mandamiento debe expresar que está firmado por un Juez, Magistrado, ó funcionario del otro Estado.

2. Las deposiciones ó declaraciones, ó sus copias, deben expresar que están certificadas por un Juez, Magistrado, ó funcionario del otro Estado, y que son las deposiciones ó declaraciones originales, ó copias exactes de las mismas, segun lo exija el caso.

3. Un certificado del hecho de la condenacion, ó un documento judicial que la compruebe, debe expresar que

by a Judge, Magistrate, or Officer of the other State.

4. In every case such warrant, deposition, affirmation, copy, certificate, or judicial document must be authenticated either by the oath of some witness, or by being sealed with the official seal of the Minister of Justice, or some other Minister of the other State; but any other mode of authentication for the time being permitted by law in the State where the examination is taken may be substituted for the foregoing.

Article XIII.

If the individual claimed by one of the two High Contracting Parties, in pursuance of the present Treaty, should be also claimed by one or several other Powers on account of other crimes or offences committed upon their respective territories, his extradition shall be granted to that State whose demand is earliest in date.

Article XIV.

If sufficient evidence for the extradition be not produced within two months from the date of the apprehension of the fugitive, or within such further time as the State applied to, or the proper Tribunal thereof shall direct, the fugitive shall be set at liberty.

Article XV.

All articles seized which were in the possession of the person to be surrendered at the time of his apprehension shall, if the competent authority of the State applied to for the extradition has ordered the delivery of such articles, be given up when the extradition takes place;

está certificado por un Juez, Magistrado, ó funcionario del otro Estado.

4. En todo caso, este mandamiento, deposicion, declaracion, copia, certificado, ó documento judicial serán legalizados ó por el juramento de algun testigo, ó sellándo seles con el sello oficial del Ministro de Justicia ú otro Ministro del otro Estado; pero cualquiera otra forma de legalizacion permitida por la ley en la época y en el Estado donde se haga el exámen puede ser sustituida por la precedente.

Articulo XIII.

Si el individuo reclamado por una de las dos Altas Partes Contratantes, en virtud del presente Tratado, lo fuere tambien por una ó por varias otras Potencias por razon de otros delitos cometidos en sus respectivos territorios, se concederá su extradicion al Estado cuya demanda sea primera en fecha.

Articulo XIV.

Se pondrá en libertad al reo prófugo, si no se produce prueba suficiente para la extradicion en el término de dos meses contados desde la fecha de su aprehension, ó dentro del término que, ademas de estos dos meses, señale el Estado á quien se pide la extradicion ó el Tribunal competente del mismo.

Articulo XV.

Todos los objetos secuestrados que, al tiempo de la aprehension, estaban en poder del individuo á quien se ha de entregar, tambien serán entregados cuando la extradicion tenga lugar, si la autoridad competente del Estado al que aquella se ha pedido, ordena la entrega de los mencionados

and the said delivery shall extend, not merely to the stolen articles, but to everything that may serve as a proof of the crime.

Article XVI.

All expenses connected with extradition shall be borne by the demanding State.

Article XVII.

The stipulations of the present Treaty shall be applicable to the Colonies and foreign possessions of Her Britannic Majesty, so far as the laws for the time being in force in such Colonies and foreign possessions respectively will allow.

The requisition for the surrender of a fugitive criminal who has taken refuge in any of such Colonies or foreign possessions shall be made to the Governor or chief authority of such Colony or possession by the Chief Consular Officer of the Republic of Mexico in such Colony or possession.

Such requisition may be disposed of, subject always, as nearly as may be, and so far as the law of such Colony or foreign possession will allow, to the provisions of this Treaty, by the said Governor or chief authority, who, however, shall be at liberty either to grant the surrender or to refer the matter to his Government.

Her Britannic Majesty shall, however, be at liberty to make special arrangements in the British Colonies and foreign possessions for the surrender of Mexican criminals who may take refuge within such Colonies and foreign possessions, on the basis, as nearly as may be, and so far as the law of such Colony or foreign pos-

objetos: dicha entrega se extenderá, no solo á los objetos robados, sino á todo lo que pueda servir de prueba del delito.

Articulo XVI.

Todos los gastos originados de la extradicion serán por cuenta del Estado que la haya pedido.

Articulo XVII.

Las estipulaciones del presente Tratado se aplicarán á las Colonias y posesiones extranjeras de Su Majestad Británica, en cuanto lo permitan las leyes respectivas de dichas Colonias y posesiones extranjeras vigentes en la época en que se pida la extradicion.

La demanda para la entrega de un reo prófugo que se haya refugiado en alguna de estas Colonias ó posesiones se hará al Gobernador ó principal autoridad de la Colonia ó posesion por el principal Agente Consular de la República Mexicana en la Colonia ó posesion.

La demanda puede ser resuelta, sujetándose siempre, tan exactamente como sea posible, y en cuanto lo permitan las leyes de esta Colonia ó posesion extranjera, à las prevenciones de este Tratado, por el Gobernador ó autoridad principal, los cuales, sin embargo, estarán en libertad de conceder la entrega ó de someter el negocio á su Gobierno.

Su Majestad Británica, no obstante, estará en libertad para hacer arreglos especiales en las Colonias Británicas y posesiones extranjeras, á efecto de entregar los reos Mexicanos que se refugien en esas Colonias ó posesiones, sobre la base, tan exactamente como sea posible y en cuanto lo permitan las leyes de la Colonia ó posesion

session will allow, of the provisions of the present Treaty.

Requisitions for the surrender of a fugitive criminal emanating from any Colony or foreign possession of Her Britannic Majesty shall be governed by the rules laid down in the preceding Articles of the present Treaty.

Article XVIII.

The present Treaty shall come into force ten days after its publication, in conformity with the forms prescribed by the laws of the High Contracting Parties. It may be terminated by either of the High Contracting Parties by a notice not exceeding one year and not less than six months.

The Treaty, after receiving the approval of the Congress of Mexico, shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Mexico as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done in two originals, at the city of Mexico, the 7th day of September, in the year one thousand eight hundred and eighty-six.

(L. S.) *Spenser St. John.*
(L. S.) *Emilio Velasco.*

extranjera, de las prevenciones del presente Tratado.

Las demandas para la entrega de un reo prófugo, emanadas de alguna Colonia ó posesion extranjera de Su Majestad Británica, se regirán por las reglas establecidas en los anteriores Artículos del presente Tratado.

Articulo XVIII.

El presente Tratado comenzará á regir diez dias despues de su publicacion, hecha conforme á las reglas prescritas por las leyes de las Altas Partes Contratantes. Una ú otra de las Altas Partes Contratantes puede ponerle término dando noticia á la otra con una anticipacion que no exceda de un año ni sea menor de seis meses.

El Tratado, despues de ser aprobado por el Congreso Mexicano, será ratificado, y las ratificaciones se cangearán en México, tan pronto como sea posible.

En fe de lo cual los respectivos Plenipotenciarios lo han firmado y sellado con sus sellos.

Hecho en dos originales, en la ciudad de México, el dia siete de Setiembre, de mil ochocientos ochenta y seis.

(L. S.) *Spenser St. John.*
(L. S.) *Emilio Velasco.*

47.

GRANDE-BRETAGNE, TURQUIE, ÉGYPTE.

Convention relative à la question égyptienne; signée à Constantinople le 22 mai 1887 *).

Archives Diplomatiques. 1887.

Sa Majesté la reine du royaume-uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, impératrice des Indes, et Sa Majesté l'empereur des Ottomans, ayant, en exécution de la convention conclue à Constantinople le 24 octobre 1885, envoyé respectivement un haut commissaire en Égypte, et lesdits comissaires ayant fait leurs rapports à leurs gouvernements respectifs, LL. MM. ont résolu de conclure une convention ultérieure en conformité avec les objets mentionnés dans ladite convention.

(Suivent les noms des plénipotentiaires, sir Henry Drummond Wolff, pour l'Angleterre, et, pour la Turquie, Kiamil Pacha, grand-vizir, et Saïd Pacha, ministre des affaires étrangères).

Article 1er. — Les firmans impériaux actuellement en vigueur en Égypte sont confirmés, autant qu'ils ne seront pas modifiés par la présente convention.

Art. 2. — Le Khédiviat d'Égypte comprend les territoires mentionnés dans les firmans impériaux concernant l'Égypte.

Art. 3. — Le gouvernement impérial ottoman invitera les puissances signataires du traité de Berlin à approuver une convention tendant à mieux assurer la liberté de la navigation du canal de Suez.

Dans cette convention, le gouvernement impérial ottoman déclarera que le canal maritime sera toujours libre et ouvert, en temps de paix aussi bien qu'en temps de guerre, aux vaisseaux de guerre et aux navires marchands passant d'une mer à l'autre, sans distinction de pavillon, moyennant payement des taxes convenues et conformément aux règlements actuellement en vigueur ou à ceux qui pourraient être promulgués à l'avenir par l'administration compétente.

La convention pourvoira à ce que les grandes puissances s'engagent, chacune en ce qui la concerne, à ne jamais entraver le libre passage à travers le canal en temps de guerre, et à respecter les propriétés et les établissements qui dépendent du canal.

Elle pourvoira également à ce que le canal ne soit jamais soumis à un blocus, et à ce qu'aucun droit de guerre ou acte hostile ne soit exercé tant à l'intérieur du canal que dans un rayon de 3 milles marins au large des ports de Suez et de Port-Saïd.

Il sera convenu également que les agents diplomatiques en Egypte des puissances signataires veilleront à l'exécution de la convention toutes les fois que des circonstances pourraient se produire, de nature à menacer la

*) Non ratifiée.

sécurité ou la liberté du passage du canal; que ces agents s'assembleront quand ils y seront conviés par l'un d'eux, sous la présidence du commissaire spécial nommé à cet effet par la Sublime Porte ou par le Khédive, dans le but d'examiner ou de vérifier les cas de danger, et qu'ils en préviendront le gouvernement égyptien, afin qu'il puisse adopter des mesures propres à assurer la protection et le libre passage du canal; qu'en tout cas ils s'assembleront une fois par an, dans le but de constater si la convention a été dûment observée.

Il sera pourvu de plus à ce qu'aucun obstacle n'entrave les mesures qui pourraient être nécessaires à la défense de l'Égypte et à la sécurité du canal, et, enfin, à ce que les deux Hautes Parties contractantes invitent les autres puissances à adhérer dans les mêmes formes qu'elles le feront elles-mêmes à la convention sus-mentionnée.

Art. 4. — Aussi longtemps que l'état anormal du Soudan et les troubles causés par les événements politiques de l'Égypte pourront rendre nécessaire l'adoption des précautions ordinaires pour la sécurité des frontières et la tranquillité intérieure de l'Egypte, le gouvernement de S. M. Britannique aura la haute main sur la défense et l'organisation militaire du pays.

A cet effet, il maintiendra en Égypte le nombre de soldats qu'il pourra considérer comme nécessaire, et continuera à exercer une surveillance générale sur l'armée égyptienne.

Les conditions concernant le retrait des troupes britanniques et la cessation de tout contrôle exercé par le gouvernement de S. M. Britannique sur l'armée égyptienne, seront réglées en conformité des stipulations de l'article 5 de la présente convention.

Art. 5. — A l'expiration de la troisième année à partir de la date de la présente convention, le gouvernement de S. M. Britannique retirera ses troupes d'Égypte. Si à cette époque, l'apparition d'un danger soit intérieur, soit venant du dehors, rend nécessaire l'ajournement de l'évacuation, les troupes britanniques se retireront d'Egypte immédiatement après que ce danger aura disparu, et, deux années après l'évacuation dont il est question ci-dessus, les dispositions de l'article 4 cesseront complètement d'avoir leur effet.

Après le retrait des troupes britanniques, l'Égypte jouira des avantages du principe de »sûreté territoriale« (sic), et après la ratification de la présente convention, les grandes puissances seront invitées à signer un acte reconnaissant et garantissant l'inviolabilité du territoire égyptien.

D'après cet acte, aucune puissance n'aura le droit, en aucune circonstance, d'envoyer des troupes sur le territoire égyptien, excepté dans les cas prévus par les annexes de la présente convention.

Néanmoins, le gouvernement impérial ottoman fera usage de ses droits d'occuper militairement l'Égypte, s'il y a des raisons de craindre une invasion du dehors, ou si l'ordre et la sécurité intérieurs sont troublés, ou si le gouvernement khédivial d'Égypte refuse d'exécuter ses devoirs envers la cour souveraine ou ses obligations internationales.

De son côté, le gouvernement de S. M. Britannique est autorisé par cette convention à envoyer, dans les cas susmentionnés, des troupes en

Égypte, qui prendront les mesures nécessaires pour éloigner le danger. En prenant ces mesures, les commandants de ces troupes agiront avec tous les égards dus aux droits des puissances souveraines.

Les troupes ottomanes, aussi bien que les troupes britanniques, seront retirées d'Égypte aussitôt que les causes qui auront nécessité leur intervention n'existeront plus.

Si, en raison d'empêchements, le gouvernement ottoman n'envoie pas de troupes en Egypte, il enverra un commissaire pour y demeurer tant qu'y séjourneront les troupes britanniques et leur général.

Toutes les fois que les deux Etats pourront considérer comme nécessaire d'envoyer des troupes en Egypte, ils s'en notifieront les circonstances l'un à l'autre, et agiront en conformité de la présente convention.

Art. 6. — Lorsque la présente convention aura été ratifié, les deux Hautes Parties contractantes notifieront le fait d'abord aux puissances signataires du traité de Berlin, et, subséquemment, aux autres gouvernements qui ont fait ou accepté des arrangements avec le Khédiviat d'Egypte, en les invitant à y donner leur adhésion.

Art. 7. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Constantinople dans l'espace d'un mois à partir de la signature de cet acte, ou plutôt s'il est possible.

(Suivent les signatures.)

Annexe I.

Si, par suite de quelque circonstance, la navigation du canal de Suez se trouve obstruée, les puissances qui auront adhéré à la convention conclue entre la Grande-Bretagne et l'empire ottoman auront le droit d'envoyer, à travers le territoire égyptien, les troupes qu'elles auraient besoin de faire passer d'une mer à l'autre.

Néanmoins, aucune de ces puissances ne pourra, en ce cas, avoir plus de 1,000 hommes à la fois sur le sol égyptien, et le passage de ses troupes s'effectuera par les voies et moyens les plus rapides.

Toutes les fois qu'une de ces puissances se prévaudra de ce droit, elle notifiera le fait par l'organe de son consul, vingt-quatre heures auparavant, au gouverneur du port où le débarquement aura lieu, et ce dernier surveillera et contrôlera le passage des troupes.

Annexe II.

Il est entendu que, si, à l'expiration des trois ans stipulés dans la convention de ce jour pour le retrait d'Égypte des troupes britanniques, une des grandes puissances méditerranéennes ne l'a pas acceptée, le gouvernement de S. M. Britannique considérera ce refus comme l'apparition d'un danger extérieur prévu par l'article 5 de la convention, et les moyens d'exécution de ladite convention seront de nouveau discutés et déterminés entre le gouvernement impérial ottoman et le gouvernement de S. M. Britannique.

Annexe III.

Considérant que les capitulations et les us et coutumes en vigueur

en Égypte en exemptant les criminels étrangers de la juridiction territoriale, affaiblissent l'autorité du gouvernement égyptien, et rendent difficile le maintien de l'ordre non-seulement au détriment des indigènes, mais aussi des étrangers résidant en Egypte, il est entendu que dans un mois, à partir de la date de la ratification de la Convention signée cejourd'hui, le gouvernement de S. M. B. et le gouvernement de S. M. I. le sultan inviteront ensemble les puissances européennes qui ont adhéré à la juridiction des tribunaux mixtes en Égypte, à examiner par quels moyens les sujets de leurs pays respectifs seraient soumis à une juridiction et à une législation locales et uniformes, tout en tenant dûment compte de leurs privilèges.

Dans le même but, les deux gouvernements soumettront aux puissances la nécessité d'établir un système par lequel les sujets étrangers résidant en Égypte soient appelés à contribuer équitablement aux impôts de pays.

Annexe IV.

Il est entendu entre les soussignés plénipotentiaires de S. M. B. et S. M. I. le Sultan que les deux gouvernments soumettront ensemble aux puissances des propositions pour l'amélioration des administrations des domaines, de la Daïra-Sanieh et des chemins de fer. Ils leur soumettront aussi des propositions pour régulariser les pouvoirs de la Caisse de la Dette publique et pour régler les finances égyptiennes. Des propositions concernant également la presse et la quarantaine, ainsi que les moyens les plus propres à faciliter la législation applicable aux étrangers, seront formulées.

Les puissances seront de même invitées à déclarer que le tribut payable annuellement pour l'Égypte à S. M. I. le Sultan et s'élevant à liv. 1.750.000 constituera la première charge sur le Trésor égyptien.

Annexe V.

Constantinople, le 22 mai 1887.

Lettre de sir H. Drummond Wolff aux plénipotentiaires ottomans.

En me référant au protocole signé aujourd'hui en ce qui touche les arrangements financiers à effectuer en Égypte, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de S. M. B. ne saurait admettre aucun changement dans les pouvoirs du Conseiller financier du gouvernement égyptien qui, par sa position et les fonctions qu'il exerce, offre une garantie indispensable pour la bonne administration des finances égyptiennes et les intérêts des créanciers de ce pays.

Annexe VI.

Sublime Porte, Ministère des affaires étrangères, 22 mai 1887.

Réponse des Plénipotentiaires ottomans.

Nous avons l'honneur d'accuser réception de la note que Votre Excellence a bien voulu nous adresser en date d'aujourd'hui relativement aux pouvoirs du Conseiller financier du gouvernement égyptien.

48.

GRANDE-BRETAGNE, FRANCE.

Convention relative aux Nouvelles-Hébrides et aux Iles Sous le Vent de Tahiti; signée à Paris le 16 novembre 1887.

Parliamentary Papers presented to both Houses by Command of Her Majesty. February 1888. [C.—5256].

The Government of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and the Government of the French Republic, being desirous to abrogate the Declaration of the 19th June, 1847 *), relative to the islands leeward of Tahiti, and also to make provision for the future protection of life and property in the New Hebrides, have agreed upon the following Articles: —

Article I.

The Government of Her Britannic Majesty consent to proceed to the abrogation of the Declaration of 1847 relative to the islands to the leeward of Tahiti as soon as the agreement hereinafter contained for the future protection of life and property in the New Hebrides by means of a Joint Commission shall have been carried out.

Article II.

A Joint Naval Commission shall be immediately constituted, composed of British and French naval officers the Pacific Station, charged with the duty of maintaining order, and of protecting the lives and property of British subjects and French citizens in the New Hebrides.

Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et le Gouvernement de la République Française, désirant abroger la Déclaration du 19 Juin, 1847 *), relative aux Iles Sous-le-Vent de Tahiti, et assurer, en même temps, pour l'avenir, la protection des personnes et des biens aux Nouvelles Hébrides, sont convenus des Articles suivants: —

Article I.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique consent à procéder à l'abrogation de la Déclaration de 1847, relative au groupe des Iles Sous-le-Vent de Tahiti, aussitôt qu'aura été mis à exécution l'accord ci-après formulé pour la protection, à l'avenir, des personnes et des biens aux Nouvelles Hébrides, au moyen d'une Commission Mixte.

Article II.

Une Commission Navale Mixte, composée d'officiers de marine appartenant aux stations Anglaise et Française du Pacifique, sera immédiatement constituée; elle sera chargée de maintenir l'ordre et de protéger les personnes et les biens des sujets Britanniques et des citoyens Français dans les Nouvelles Hébrides.

*) V. N. R. G. X. 598, XVI. 1e. p. 1.

Article III.

A Declaration to that effect shall be signed by the two Governments.

Article IV.

The Regulations for the guidance of the Commission shall be drawn up by the two Governments, approved by them, and transmitted to the Commanders of the British and French Ships on the Pacific Naval Station within a period not exceeding four months from the date of the signature of the present Convention, should it be impossible to do so earlier.

Article V.

Immediately on the approval of those Regulations by the two Governments, and the consequent withdrawal of the French military posts from the New Hebrides, the Government of Her Britannic Majesty will proceed to the abrogation of the Declaration of 1847. It is understood that the assurances relating to trade and to convicts, which are contained in the note verbale of the 24th October, 1885, communicated by M. de Freycinet to Lord Lyons, shall remain in full force.

In witness whereof the Undersigned, duly authorized for that purpose, have signed the present Convention, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Paris, the 16th November, 1887.

Edwin Henry Egerton.
Flourens.

Article III.

Une Déclaration à cet effet sera signée par les deux Gouvernements.

Article IV.

Les Règlements destinés à guider la Commission seront élaborés par les deux Gouvernements, approuvés par eux et transmis aux commandants Anglais et Français des bâtiments de la station navale du Pacifique, dans un délai qui n'excédera pas quatre mois à partir de la signature de la présente Convention, s'il n'est pas possible de le faire plus tôt.

Article V.

Dès que ces Règlements auront été approuvés par les deux Gouvernements et que les postes militaires Français auront pu, par suite, être retirés des Nouvelles Hébrides, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique procédera à l'abrogation de la Déclaration de 1847. Il est entendu que les assurances relatives au commerce et aux condamnés qui sont contenues dans la note verbale du 24 Octobre, 1885, communiquée par M. de Freycinct à Lord Lyons, demeureront en pleine vigueur.

En foi de quoi les Soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double à Paris, le 16 Novembre 1887.

Edwin Henry Egerton.
Flourens.

Annexe.

Extrait de la Note Verbale du 24 Octobre, 1885, communiquée par M. de Freycinet à Lord Lyons.

Il (le Gouvernement Français) renouvelle volontiers au Gouvernement de la Reine l'assurance que le régime douanier qui sera institué aux îles sous le vent de Tahiti le jour où l'autorité Française y aura été définiti-

vement établie ne différera pas de celui qui est en vigueur à Tahiti même, et que les sujets Britanniques y jouiront du même traitement que ses propres nationaux.

D'autre part, M. de Freycinet ne fait aucune difficulté de déclarer que le Gouvernement de la République n'est pas dans l'intention de se départir, à l'égard de Raïatéa et des îles adjacentes, de la conduite qu'il a tenue jusqu'à présent en ce qui concerne l'envoi de condamnés dans ses possessions de Tahiti.

49.

GRANDE-BRETAGNE, FRANCE.

Déclaration intervenue conformément 5 l'Art. III de la Convention du 16 novembre 1887 relative aux Nouvelles-Hébrides, signée à Paris le 26 janvier 1888.

Parliamentary Papers presented to both Houses by Command of Her Majesty. February 1888. [*C.—5256.*]

Declaration agreed upon between the Governments of Great Britain and France, pursuant to Article III of the Convention of November 16, 1887, relative to the New Hebrides:—

1. A Joint Naval Commission shall be immediately constituted, composed of naval officers belonging to the British and French Stations in the Pacific, charged with the duty of maintaining order, and of protecting the lives and property of British and French subjects in the New Hebrides.

2. The said Commission shall be composed of a President and two British and two French naval officers; the said officers to be named by any person having commission for that purpose from the British and French Governments respectively. From the date of the first composition of the Commission the President shall be

Déclaration intervenue entre le Gouvernement Britannique et le Gouvernement Français conformément à l'Article III de la Convention du 16 Novembre, 1887, relative aux Nouvelles-Hébrides: —

1. Une Commission Navale Mixte composée d'officiers de marine appartenant aux stations Anglaise et Française du Pacifique sera immédiatement constituée. Elle sera chargée de maintenir l'ordre et de protéger les biens et les personnes des sujets Britanniques et des citoyens Français dans les Nouvelles-Hébrides.

2. La dite Commission sera composée d'un Président, de deux officiers de marine Anglais et de deux officiers de marine Française; les dits seront nommés par toute personne ayant reçu mandat à cet effet du Gouvernement Britannique et du Gouvernement Français respectivement. A partir de la date de la nomination de la première Commission,

in alternate months the Commanding Officer of the British and French Naval Forces respectively, present in the group; it being decided by lot which of the two officers shall first act as President. The Commission shall assemble at the request of either Commanding Officer. In the absence of the President for the time being, the other Commanding Officer shall preside, and the Commission shall have power to act if two other members be present, of whom one is British and the other French.

3. The Commission shall carry out its duties in conformity with the Regulations annexed to this Declaration, and with any further Regulations which may from time to time be agreed upon between the two Governments.

In witness whereof the Undersigned, duly authorized by their respective Governments for that purpose, have signed the present Declaration, and have affixed thereoto the seal of their arms.

Signed at Paris in duplicate, this 26th day of January, 1888.

la Présidence de la Commission appartiendra alternativement, pour un mois, à l'officier commandant les forces navales Britanniques et à l'officier commandant les forces navales Françaises présentes dans le groupe. Il sera décidé par la voie du sort lequel de ces deux officiers remplira le premier les fonctions de Président. La Commission se réunira à la requête de l'un ou de l'autre des deux officiers commandant. En l'absence de l'officier commandant, Président pour la période courante, l'autre officier commandant présidera, et la Commission aura pouvoir d'agir si deux autres de ces membres, l'un Anglais, l'autre Français, sont présents.

3. La Commission remplira son mandat en se conformant aux Règlements qui sont annexés à cette Déclaration, et aux autres Règlements ultérieurs qui pourront être successivement admis d'un commun accord par les deux Gouvernements.

En foi de quoi, les Soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Déclaration et ont apposé ci-dessous le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 26 jour du mois de Janvier, 1888.

(L.S.) *Lytton.*
(L.S.) *Flourens.*

Annex.

Regulations for the Guidance of the Joint Naval Commission.

1. In the event of a disturbance of peace and good order in any part of the New Hebrides where British or French subjects may be settled, or in case of danger menacing the safety of life or property, the Com-

Annexe.

Règlements pour servir d'Instructions à la Commission Navale Mixte.

1. Dans le cas où la tranquillité et le bon ordre seraient troublés en un point quelconque des Nouvelles-Hebrides où seraient établis des sujets Britanniques ou des citoyens Français; ou encore, dans le cas où

mission shall forthwith assemble, and take such measures as it may think best under the circumstances for repressing the disturbance or for the protection of the interests endangered.

un danger menacerait les biens ou les personnes, la Commission se réunira sur le champ, et prendra telles mesures qu'elle jugera préférables en égard aux circonstances pour la répression des troubles ou la protection des intérêts en péril.

2. No British or French Naval Commander shall take independent or isolated action, except as hereinafter mentioned.

2. Aucun Commandant de bâtiment, soit Anglais, soit Français, ne pourra engager une action indépendante ou isolée, excepté dans les conditions mentionnées ci-après.

3. Military force shall not be resorted to unless the Commission shall consider its employment to be indispensable.

3. On n'aura recours à l'emploi de la force militaire que si la Commission juge cet emploi indispensable.

4. In the event of the landing of a naval or military force, such force shall not remain longer than may be considered necessary by the Commission.

4. En cas de débarquement de forces militaires ou navales, ces forces ne resteront pas à terre plus longtemps qu'il ne sera jugé nécessaire par la Commission.

5. Where the circumstances may not admit of any delay, and the urgency of the case may call for immediate action before the assembling of the Commission, the British and French Commanders nearest the scene of action shall, in concert if possible, or separately if such concert be not practicable, take the necessary measures for the protection of the interests endangered, and shall report such action forthwith to their respective Senior Naval Officers on the Station, and await the further orders of the Commission. Each Senior Naval Officer, on receiving such report, shall at once communicate it to the other.

5. Dans le cas où les circonstances ne comporteraient aucun retard, et où il y aurait urgence à agir immédiatement sans attendre la réunion de la Commission, les Commandants Anglais et Français qui se trouveront le plus rapprochés du théâtre des événements prendront les mesures nécessaires pour la protection des intérêts en péril, de concert si cela est possible, ou séparément s'il y a des empêchements à ce qu'ils se concertent. Ils adresseront aussitôt à leurs Commandants de station respectifs un rapport sur les mesures prises, et ils attendront les ordres ultérieurs de la Commission. Les Commandants de Station se communiqueront l'un à l'autre ce rapport, dès qu'ils le recevront.

6. The Commission shall have no further or other powers than are expressly delegated to it by these Regulations, and shall not interfere in disputes concerning the title to land, or dispossess of their lands

6. La Commission n'aura pas de pouvoirs, ni autres ni plus étendus que ceux qui lui sont expressément délégués par ces Règlements. Elle n'interviendra pas dans les différences relatifs à la propriété des

any persons, natives or foreigners.

Signed at Paris, in duplicate, this 26th day of January, 1888.

terres, et ne dépossédera de ses terres aucune personne quelle qu'elle soit, indigène ou étrangère.

Fait à Paris, en double expédition, le 26 jour du mois de Janvier, 1888.

(Signed) *Lytton.*
(Signed) *Flourens.*

50.

GRANDE-BRETAGNE, FRANCE.

Déclaration au sujet de l'abrogation de la Déclaration du 19 juin 1847 *) concernant le groupe des Iles Sous-le-Vent de Tahiti; signée à Paris le 30 mai 1888.

Parliamentary Papers. June 1888. [C.—5372].

Article V of the Convention of the 16th November, 1887, relative to the New Hebrides and the islands to the leeward of Tahiti, having stipulated that the Government of Her Britannic Majesty will proceed to abrogate the Declaration of the 19th June, 1847, between Great Britain and France respecting the group of islands to the leeward of Tahiti, as soon as the French military posts shall have been withdrawn from the New Hebrides, the two Governments, after having made certain that the posts were withdrawn on the 15th March, 1888, declare that at that date the above-mentioned Declaration ceased to exist, and that it remains null and void.

In witness whereof Her Britannic Majesty's Ambassador Extraordinary

L'Article V de la Convention du 16 Novembre, 1887, relative aux Nouvelles-Hébrides et aux Iles Sous-le-Vent de Tahiti, ayant stipulé que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique procéderait à l'abrogation de la Déclaration du 19 Juin, 1847, entre la Grande-Bretagne et la France concernant le groupe des Iles Sous-le-Vent de Tahiti, aussitôt que les postes militaires Français auront pu être retirés des Nouvelles-Hébrides, les deux Gouvernements, après avoir acquis la certitude que ces postes ont été retirés le 15 Mars, 1888, déclarent qu'à cette date la Déclaration susmentionnée a cessé d'exister, et qu'elle demeure nulle et non avenue.

En foi de quoi les Soussignées, Ambassadeur Extraordinaire et Pléni-

*) V. N. R. G. X. 598, XVI. 1e P. 1.

and Plenipotentiary at Paris, and the Minister of Foreign Affairs of the French Republic, have signed this Declaration, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done in duplicate at Paris, the 30th day of May, 1888.

Lytton.
René Goblet.

potentiaire de Sa Majesté Britannique, et Ministre des Affaires Étrangères de la République Française, ont signé cette Déclaration, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait double à Paris le 30 Mai, 1888.

Lytton.
René Goblet.

51.

GRANDE-BRETAGNE, COLOMBIE.

Convention d'extradition; signée à Bogota le 27 octobre 1888*).

Parliamentary Papers 1890 [C.—5902].

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and his Excellency the President of the Republic of Colombia, having judged it expedient, with a view to the better administration of justice, and to the prevention of crime within the two countries and their jurisdictions, that persons charged with or convicted of the crimes or offences hereinafter enumerated, and being fugitives from justice should, under certain circumstances, be reciprocally delivered up, have named as their Plenipotentiaries to conclude a Treaty, that is to say:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, William John Dickson, Esq., Her Minister Resident to the Republic of Colombia; and

His Excellency the President of the Republic of Colombia, Vicente

Su Excelencia el Presidente de la República de Colombia y Su Majestad la Reina del Reino Unido de la Gran Bretaña é Irlanda, habiendo juzgado conveniente, para la mejor administración de justicia y para la prevención del crímen en los dos países y en sus jurisdicciones respectivas, que las personas acusadas ó convictas de los delitos que en seguida se enumeran y que se hallen huyendo de la justicia, sean entregados recíprocamente en ciertas circunstancias, han nombrado Plenipotenciarios para concluir un Tratado, á saber:

Su Excelencia el Presidente de la República de Colombia, á Vicente Restrepo, Ministro de Relaciones Exteriores de la misma; y

Su Majestad la Reina del Reino Unido de la Gran Bretaña é Irlanda,

*) Les ratifications ont été échangées à Bogota le 21 août 1889.

Restrepo, Minister for Foreign Affairs of the said Republic;

Wo, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles: —

á William John Dickson, su Ministro Residente en la República de Colombia;

Quienes, despues de haberse comunicado sus respectivos plenos poderes y haberlos hallado en buena y debida forma, han convenido en los Artículos siguientes, y los han estipulado: —

Article I.

The High Contracting Parties engage to deliver up to each other, under the circumstances and conditions stated in the present Treaty, those persons who, being accused or convicted of any of the crimes or offences enumerated in Article II, committed in the territory of the one Party, shall be found within the territory of the other Party.

Articulo I.

Las Altas Partes Contratantes se comprometen á entregarse recíprocamente, en las circumstancias y con las condiciones que en el presente Tratado se establecen, todas las personas que, siendo acusadas ó estando convictas de alguno de los delitos enumerados en el Artículo II, cometidos en el territorio de una de las Partes, se hallaren en el territorio de la otra Parte.

Article II.

Extradition shall be reciprocally granted for the following crimes or offences: —

1. Murder (including assassination, parricide, infanticide, poisoning), or attempt or conspiracy to murder.
2. Manslaughter.
3. Administering drugs or using instruments with intent to procure the miscarriage of women.
4. Rape.
5. Unlawful carnal knowledge, or any attempt to have unlawful carnal knowledge, of a girl under 16 years of age, if the evidence produced justifies committal for those crimes according to the laws of both the Contracting Parties.
6. Indecent assault.
7. Kidnapping and false imprisonment, child-stealing.
8. Abduction.

Articulo II.

La extradicíon se concederá recíprocamente para los siguientes delitos: —

1. Homicidio (incluyendo asesinato, paricidio, infanticidio, envenenamiento), ó tentativa ó conspiración para cometerlo.
2. Homicidio atenuado.
3. Administración de drogas ó uso de instrumentos con propósito de causar el aborto.
4. Violación ó forzamiento de mujer.
5. Ayuntamiento carnal ilegítimo ó tentativa para tenerlo con una niña de menos de 16 años de edad, si las pruebas que se produzcan justifican el enjuiciamento por tales delitos conforme á las leyes de ambas Partes Contratantes.
6. Ultraje al pudor.
7. Secuestro de personas, retención ilegal ó robo de niños.
8. Rapto.

[illegible]

[illegible] wounding or in[illegible] bodily harm.

[illegible] occasioning actual [illegible].

[illegible], by letter or otherwise, [illegible] to extort money or [illegible] of value.

[illegible] erjury or subornation of [illegible].

[illegible] Arson.

[illegible] Burglary or housebreaking, [illegible] with violence, larceny, or [illegible]ment.

[illegible] Fraud by a bailee, banker, [illegible] factor, trustee, director, member, [illegible] public officer of any Company, [illegible] criminal by any law for the [illegible] being in force.

17. Obtaining money, valuable security, or goods by false pretences; receiving any money, valuable security, or other property, knowing the same to have been stolen or unlawfully obtained.

18. — a) Counterfeiting or altering money, or bringing into circulation counterfeited or altered money.

b) Forgery, or counterfeiting or altering, or uttering what is forged, counterfeited, or altered.

c) Knowingly making, without lawful authority, any instrument, tool, or engine adapted and intended for the counterfeiting of coin, or forgery of any paper money of the respective countries.

19. Crimes against Bankruptcy Law.

20. Any malicious act done with intent to endanger the safety of any person travelling or being upon a railway.

9. Bigamia.

10. Heridas ó lesiones corporales graves hechas con intención.

11. Asalto que ocasione daño corporal efectivo.

12. Amenazas, sea por cartas ó de cualquir otro modo, con propósito de estafar dinero ú otras cosas de valor.

13. Perjurio ó soborno de testigos.

14. Incendio voluntario.

15. Escalamiento ó forzamiento de habitación con intento criminal, robo ejecutado con violencia, ó hurto.

16. Abuso de confianza ó defraudación por un depositario, banquero, agente, factor, administrador, director, miembro, ó empleado público de una Compañia, que se haga criminal conforme á las leyes vigentes.

17. Estafa de dinero ó papel moneda, de prendas valiosas ó de mercancías con falsos pretextos; recibo de dinero ó papel moneda, de prendas valiosas ó de otras propiedades con conocimiento de que han sido robadas ó ilegalmente obtenidas.

18. — a) Falsificación ó alteración de moneda ó papel moneda, ó circulación de moneda ó papel moneda falsos ó alterados.

b) Falsificación, imitación, alteración ó emisión de lo que ha sido falsificado, imitado ó alterado.

c) Construcción, á sabiendas, sin autorización legal de instrumento, utensilio ó aparato adaptado y destinado á la fabricación de moneda falsa, ó á la falsificación de papel moneda de los dos paises.

19. Delitos contra las leyes sobre bancarrota.

20. Toda acción maliciosa ejecutada con propósito de poner en peligro la seguridad de cualquiera persona que viaje en ferrocarril ó se halle sobre la linea férrea.

21. Malicious injury to property, if such offence be indictable.

22. Crimes committed at sea: —

a). Piracy by the law of nations.

b) Sinking or destroying a vessel at sea, or attempting or conspiring to do so.

c) Revolt, or conspiracy to revolt, by two or more persons on board a ship on the high seas against the authority of the master.

d) Assault on board a ship on the high seas with intent to destroy life or to do grievous bodily harm.

23. Dealing in slaves in such manner as to constitute a criminal offence against the laws of both States.

The extradition is also to be granted for participation in any of the aforesaid crimes, provided such participation be punishable by the laws of both Contracting Parties.

Extradition may also be granted at the discretion of the State applied to in respect of any other crime for which, according to the laws of both the Contracting Parties for the time being in force, the grant can be made.

Article III.

Either Government may, in its absolute discretion, refuse to deliver up its own subjects to the other Government.

Article IV.

The extradition shall not take place if the person claimed on the part of Her Majesty's Government, or the person claimed on the part

21. Daño malicioso á la propiedad, si el acto está erigido en delito.

22. Delitos que se cometan en el mar, á saber: —

a) Piratería, calificada conforme al derecho de gentes.

b) Hundimiento ó destrucción de un buque en el mar, ó tentativa y conspiración para ejecutar estos hechos.

c) Sublevación ó conspiración para sublevarse, formada por dos ó más personas á bordo de un buque en alta mar contra la autoridad del capitan.

d) Asalto á bordo de un buque en alta mar con propósito de quitar la vida ó hacer grave daño corporal.

23. Trata de esclavos ejecutada con las circunstancias que la constituyen delito conforme á las leyes de ambos Estados.

Asimismo se concede la extradición por la complicidad en cualqniera de los delitos antedichos, con tal de que esa complicidad sea punible conforme á las leyes de ámbas Partes Contratantes.

La extradición puede también ser concedida á voluntad del Estado de quién se solicite respecto de cualquiera otro delito por el cual pueda otorgarse de acuerdo con las leyes vigentes de ámbas Partes Contratantes.

Articulo III.

Cualquiera de los dos Gobiernos tendrá absoluta libertad para rehusar la entrega de sus propios súbditos al otro Gobierno.

Articulo IV.

La extradición no tendrá lugar si la persona reclamada de parte del Gobierno de Colombia ó de parte del de Su Majestad Británica ha sido

of the Government of Colombia, has already been tried and discharged, or punished, or is still under trial in the territory of Colombia or in the United Kingdom respectively, for the crime for which his extradition is demanded.

If the person claimed on the part of Her Majesty's Government, or on the part of the Government of Colombia, should be under examination for any other crime in the territory of Colombia or in the United Kingdom respectively, his extradition shall be deferred until the conclusion of the trial and the full execution of any punishment awarded to him.

ya juzgada y absuelta ó castigada, ó se halla todavía sometida á juicio en el Reino Unido ó en el territorio de Colombia, respectivamente, por el delito que motiva la demanda de extradición.

Si la persona reclamada por parte del Gobierno de Colombia, ó del de Su Majestad Británica, se hallare procesada por cualquiera otro delito en el Reino Unido ó en el territorio de Colombia respectivamente, se diferirá su extradición hasta la conclusión del juicio y el pleno cumplimiento de cualquier castigo á que haya sido sentenciada.

Article V.

The extradition shall not take place if, subsequently to the commission of the crime, or the institution of the penal prosecution or the conviction thereon, exemption from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time, according to the laws of the State applied to.

Articulo V.

No tendrá lugar la extradición si con posterioridad á la comisión del delito ó á la iniciación de la causa, ó á haberse declarado convicto el individuo, ha quedado éste, por el trascurso del tiempo, exento de enjuiciamiento ó de castigo, conforme á las leyes del Estado á quien se le reclama.

Article VI.

A fugitive criminal shall not be surrendered if the offence in respect of which his surrender is demanded is one of a political character, or if he prove that the requisition for his surrender has, in fact, been made with a view to try or punish him for an offence of a political character.

Articulo VI.

El criminal fugitivo no será entregado si el delito respecto del cual se pide su extradición tiene carácter político, ó si él prueba que la demanda para su entrega ha sido hecha positivamente con la mira de juzgarlo ó castigarlo por un delito de carácter político.

Article VII.

A person surrendered can in no case be kept in prison, or be brought to trial, in the State to which the surrender has been made, for any other crime, or on account of any other matters, than those for which the extradition shall have taken place,

Articulo VII.

La persona que haya sido entregada por extrádición no podrá en ningún caso ser mantenido en prisión ó sometida á juicio en el Estado á quien se ha hecho la entrega, por ningún otro delito ni en consideración á ninguna otra causa que aquel-

until he has been restored, or has had an opportunity of returning, to the State by which he has been surrendered.

This stipulation does not apply to crimes committed after the extradition.

los por los cuales haya tenido lugar la extradición, á menos que haya sido restituida ó haya tenido oportunidad de volver al Estado que la entregó.

Esta estipulación no es aplicable á los delitos cometidos después de la extradición.

Article VIII.

The requisition for extradition shall be made through the Diplomatic Agents of the High Contracting Parties respectively.

The requisition for the extradition of an accused person must be accompanied by a warrant of arrest issued by the competent authority of the State requiring the extradition, and by such evidence as, according to the laws of the place where the accused is found, would justify his arrest if the crime had been committed there.

If the requisition relates to a person already convicted, it must be accompanied by the sentence of condemnation passed against the convicted person by the competent Court of the State that makes the requisition for extradition.

A sentence passed in contumaciam is not to be deemed a conviction, but a person so sentenced may be dealt with as an accused person.

Articulo VIII.

La demanda para la extradición se hará por medio de los Agentes Diplomáticos de las Altas Partes Contratantes respectivamente.

La demanda para la extradición de un acusado debe ir acompañada de la orden de arresto expedida por la autoridad competente del Estado que exija la extradición, y de aquellas pruebas que, conforme á las leyes del lugar donde se encuentre el acusado, hubieran de justificar su aprehensión si el delito hubiese sido cometido allí.

Si la demanda se refiere á un reo rematado, debe ir acompañada del fallo condenatorio dictado contra la persona convicta por el tribunal competente del Estado que hace la demanda de extradición.

La sentencia dictada in contumaciam no se considerará como fallo condenatorio; pero la persona sentenciada de esta manera pueda tratarse como cualquier individuo acusado.

Article IX.

If the requisition for extradition be in accordance with the foregoing stipulations, the competent authorities of the State applied to shall proceed to the arrest of the fugitive.

Articulo IX.

Si la demanda de extradición estuviere de acuerdo con las anteriores estipulaciones, la autoridad competente del Estado al cual se dirija ésta, procederá á la aprehensión del prófugo.

Article X.

A fugitive criminal may be appre-

Articulo X.

Un criminal fugitivo puede ser

hended under a warrant issued by any Police Magistrate, Justice of the Peace, or other competent authority in either country, on such information or complaint, and such evidence, or after such proceedings as would, in the opinion of the authority issuing the warrant, justify the issue of a warrant if the crime had been committed, or the person convicted, in that part of the dominions of the two Contracting Parties in which the Magistrate, Justice of the Peace, or other competent authority exercises jurisdiction; provided, however, that in the United Kingdom the accused shall, in such case, be sent as speedily as possible before a Police Magistrate in London. He shall, in accordance with this Article, be discharged, as well in Colombia as in the United Kingdom, if within the term of thirty days a requisition for extradition shall not have been made by the Diplomatic Agent of his country, in accordance with the stipulations of this Treaty.

The same rule shall apply to the cases of persons accused or convicted of any of the crimes or offences specified in this Treaty, and committed on the high seas on board any vessel of either country which may come into a port of the other.

Article XI.

The extradition shall take place only if the evidence be found sufficient, according to the laws of the State applied to, either to justify the committal of the prisoner for trial, in case the crime had been committed in the territory of the same State, or to prove that the prisoner is the identical person convicted by the Courts of the State which makes the requisition, and that

aprehendido por orden expedida por cualquier magistrado de policia, juez de paz, ú otra autoridad competente en ambos paises, por informes ó quejas, y por pruebas, ó después de procedimientos que, en opinión de la autoridad que dió la orden, justificarían la expedición de ésta, si el delito hubiese sido cometido ó el criminal condenado en aquella parte del territorio de los dos paises contratantes en la cual el magistrado, el juez, ú otra autoridad competente ejerzan jurisdicción; con tal, sin embargo, que en ese caso, en el Reino Unido el acusado sea enviado con la brevedad posible á un magistrado de policia en Londres. De acuerdo con este Articulo, el acusado será puesto en libertad, tanto en Colombia como en el Reino Unido, si en el término de treinta dias no se solicitare su extradición por el Agente Diplomático de su pais conforme á las estipulaciones de este Tratado.

La misma regla se aplicará en los casos de personas acusadas ó convictas de los delitos especificados en este Tratado, y cometidos en alta mar, á bordo de algún buque de cualquiera de los dos Estados que legue á un puerto del otro.

Articulo XI.

La extradición solo tendrá lugar si las pruebas fueren suficientes conforme á las leyes del Estado de quien se solicita, bien sea para justificar el sometimiento del procesado á juicio, caso que el delito haya sido cometido en el territorio del mismo Estado, ó bien para probar que el reo es la misma persona sentenciada por los Tribunales del Estado que hace la demanda, y que el delito de que ha

the crime of which he has been convicted is one in respect of which extradition could, at the time of such conviction, have been granted by the State applied to; and no criminal shall be surrendered until after the expiration of fifteen days from the date of his committal to prison to await the warrant for his surrender.

Article XII.

In the examinations which they have to make in accordance with the foregoing stipulations, the authorities of the State applied to shall admit as valid evidence the sworn depositions or statements of witnesses taken in the other State, or copies thereof, and likewise the warrants and sentences issued therein, and certificates of, or judicial documents stating, the fact of a conviction, provided the same are authenticated as follows: —

1. A warrant must purport to be signed by a Judge, Magistrate, or officer of the other State.

2. Depositions or affirmations, or the copies thereof, must purport to be certified, under the hand of a Judge, Magistrate, or officer of the other State, to be the original depositions or affirmations, or to be true copies thereof, as the case may require.

3. A certificate of, or judicial document stating, the fact of a conviction must purport to be certified by a Judge, Magistrate, or officer of the other State.

4. In every case, such warrant, deposition, affirmation, copy, certificate, or judicial document must be authenticated either by the oath of some witness, or by being sealed with the official seal of the Minister of Justice, or some other Minister of the other State; but any

sido convicta es de aquellos respecto de los cuales podria haber sido concedida la extradición al tiempo de la sentencia, por el Estado de quién se solicita. Ningun criminal será entregado antes de haber trascurrido quince dias desde la fecha en que fué reducido á prisión en espera de la orden de entrega.

Articulo XII.

En la investigación que hayan de hacer, conforme á las anteriores estipulaciones, las autoridades del Estado demandado admitirán como pruebas las declaraciones juradas ó las deposiciones de testigos tomadas en el otro Estado, ó sus copias, así como también los autos y sentencias producidos allí, y los certificados que acrediten el hecho de la condenación, ó los documentos judiciales que la establezcan, con tal de que tales piezas se hallen autenticadas como sigue: —

1. Toda orden debe llevar la firma de un Juez, Magistrado, ó agente público del otro Estado.

2. Las declaraciones ó atestaciones ó sus copias deben ser certificadas de puño y letra del Juez, Magistrado ó agente público del otro Estado, con expresión de que son declaraciones originales, ó sus copias fieles según el caso.

3. Todo certificado de condenacion, ó todo documento judicial en que conste el fallo condenatorio, debe ser certificado por un Juez, Magistrado, ó agente público del otro Estado.

4. En cada caso, la orden, declaración, atestación, copia, certificado, ó documento judicial, debe ser autenticado, ora por el juramento de algún testigo, ora por el sello oficial del Ministro de Justicia ó de algún otro Ministro del otro Estado; pero cualquiera otro modo de autentica-

other mode of authentication for the time being permitted by law where the examination is taken may be substituted for the foregoing.

Article XIII.

If the individual claimed by one of the two High Contracting Parties in pursuance of the present Treaty should be also claimed by one or several other Powers, on account of other crimes or offences committed upon their respective territories, his extradition shall be granted to that State whose demand is earliest in date.

Article XIV.

If sufficient evidence for the extradition be not produced within two months from the date of the apprehension of the fugitive, or within such further time as the State applied to, or the proper Tribunal thereof, shall direct, the fugitive shall be set at liberty.

Article XV.

All articles seized which were in the possession of the person to be surrendered at the time of his apprehension shall, if the competent authority of the State applied to for the extradition has ordered the delivery of such articles, be given up when the extradition takes place; and the said delivery shall extend not merely to the stolen articles, but to everything that may serve as a proof of the crime.

Article XVI.

All expenses connected with extradition shall be borne by the demanding State.

Article XVII.

The stipulations of the present Treaty shall be applicable to the

ción permitido por las leyes vigentes al tiempo de la investigación puede sustituirse por el anterior.

Articulo XIII.

Si el individuo reclamado por una de las dos Altas Partes Contratantes conforme al presente Tratado fuere asimismo reclamado por otro ú otros Gobiernos, con motivo de otros delitos cometidos en sus respectivos territorios, la extradición se concederá al que primero haya hecho la demanda.

Articulo XIV.

Si dentro de dos meses contados desde la fecha de la aprehensión del prófugo no se hubieren producido pruebas suficientes, ó dentro de la prórroga que ordene el Estado de quien se solicita la extradición ó el Tribunal competente de él, entónces el detenido será puesto en libertad.

Articulo XV.

Todos los bienes embargados al tiempo de su aprehensión al individuo reclamado se entregarán también cuando tenga lugar la extradición, si la autoridad competente del Estado de que ésta se solicita lo ordenare; y la entrega no sólo se extenderá á los objetos robados, sino también á todos aquellos que puedan servir como prueba del delito.

Articulo XVI.

Todos los gastos relacionados con la extradición serán de cargo del Estado que la solicitare.

Articulo XVII.

Las estipulaciones del presente Tratado serán aplicables á las Colo-

Colonies and foreign possessions of Her Britannic Majesty, so far as the laws for the time being in force in such Colonies and foreign possessions respectively will allow.

The requisition for the surrender of a fugitive criminal who has taken refuge in any of such Colonies or foreign possessions shall be made to the Governor or chief authority of such Colony or possession by the chief Consular officer of the Republic of Colombia in such Colony or possession.

Such requisition may be disposed of, subject always, as nearly as may be, and so far as the law of such Colony or foreign possession will allow, to the provisions of this Treaty, by the said Governor or chief authority, who, however, shall be at liberty either to grant the surrender or to refer the matter to his Government.

Her Britannic Majesty shall, however, be at liberty to make special arrangements in the British Colonies and foreign possessions for the surrender of Colombian criminals who may take refuge within such Colonies and foreign possessions, on the basis, as nearly as may be, and so far as the law of such Colony or foreign possession will allow, of the provisions of the present Treaty.

Requisitions for the surrender of a fugitive criminal emanating from any Colony or foreign possessions of Her Britannic Majesty shall be governed by the rules laid down in the preceding Articles of the present Treaty.

Article XVIII.

The present Treaty shall come into force ten days after its publication, in conformity with the forms prescribed by the laws of the High Con-

nias y á las posesiones extranjeras de Su Majestad Británica, hasta donde lo permitan las leyes vigentes en tales Colonias y en tales posesiónes extranjeras respectivamente.

La demanda para la entrega de un reo prófugo que se haya refugiado en alguna de tales Colonias ó posesiónes extranjeras, se dirigirá al Gobernador ó á la autoridad principal de la Colonia ó posesión por el principal empleado Consular de la República de Colombia residente en ella.

Tal demanda pueda resolverse por dicho Gobernador ó por la principal autoridad, quienes quedan en libertad de conceder la extradición ó referir el asunto á su Gobierno, sujetándose, hasta donde sea posible, á este Tratado en cuanto las leyes de la Colonia ó de la posesión extranjera lo permitan.

Su Majestad Británica queda, sin embargo, en la libertad de hacer arreglos especiales en las Colonias Británicas y en las posesiónes extranjeras para la entrega de criminales Colombianos que se refugien en tales Colonias ó posesiones extranjeras, sobre la base de las disposiciones de este Tratado, en cuanto sea posible y hasta donde lo permitan las leyes de tal Colonia ó posesión extranjera.

Las demandas para la extradición de un reo prófugo procedentes de alguna Colonia ó posesión extranjera de Su Majestad Británica se ajustarán á las reglas etablecidas en los Artículos anteriores del presente Tratado.

Articulo XVIII.

El presente Tratado empezará á regir diez dias después de su publicación, en consonancia con las formalidades prescritas por las leyes de las

tracting Parties. It may be terminated by either of the High Contracting Parties by a notice not exceeding one year and not less than six months.

The Treaty, after receiving the approval of the Congress of Colombia, shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Bogotá as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto their respective seals.

Done at Bogotá, this twenty-seventh day of October, in the year of our Lord One thousand eight hundred and eighty-eight.

(L. S.) *W. J. Dickson.*
(L. S.) *Vicente Restrepo.*

Altas Partes Contratantes; y puede suspenderse por cualquiera de ellas, dando aviso á la otra dentro de un plazo que no exceda de un año ni sea menor de seis meses.

Este Tratado se ratificará después de su aprobación por el Congreso de Colombia, y las ratificaciones se canjearán en Bogotá, en el mas breve término posible.

En fe de lo cual los respectivos Plenipotenciarios firman el presente, y ponen sus sellos particulares.

Hecho en Bogotá, á veinte y siete de Octubre de mil ochocientos ochenta y ocho.

(L. S.) *Vicente Restrepo.*
(L. S.) *W. J. Dickson.*

52.

GRANDE-BRETAGNE, MEXIQUE.

Convention d'amitié, de commerce et de navigation; signée à Mexique le 27 novembre 1888*).

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty. 1888. 5628 C.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and his Excellency the President of the United States of Mexico, being desirous of maintaining and strengthening friendly relations, and of promoting commercial intercourse between the dominions of Her Britannic Majesty and the territories of the Mexican Republic, have resolved to conclude a Treaty of Friendship, Commerce, and Navigation, and have named as their Plenipotentiaries, that is to say:

Su Excelencia el Presidente de los Estados Unidos Mexicanos y Su Majestad la Reina del Reino Unido de la Gran Bretaña é Irlanda, deseosos de conservar y vigorizar relaciones amistosas y de promover el tráfico comercial entre los territorios de la República Mexicana y los dominios de Su Majestad Británica, han resuelto celebrar un Tratado de Amistad, Comercio, y Navegacion, y han nombrado sus Plenipotenciarios, á saber:

*) L'échange des ratifications a été opéré à Mexique le 11 février 1889.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland; Sir Spenser St. John, Knight Commander of St. Michael and St. George, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Her Britannic Majesty in Mexico;

And his Excellency the President of the United States of Mexico, Señor Senador Don Emilio Velasco, ex-Minister Plenipotentiary of Mexico in France, &c., &c., &c.;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles: —

Article I.

There shall be perfect peace and sincere friendship between the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the United States of Mexico. The High Contracting Parties shall use their best endeavours that this friendship and good understanding may be constantly and perpetually maintained.

Article II.

The Contracting Parties agree that, in all matters relating to commerce and navigation, any privilege, favour, or immunity whatever, which either Contracting Party has actually granted, or may hereafter grant, to the subjects or citizens of any other State, shall be extended immediately and unconditionally to the subjects or citizens of the other Contracting Party, it being their intention that the trade and navigation of each country shall be placed, in all respects, by the other on the footing

Su Excelencia el Presidente de los Estados Unidos Mexicanos al Señor Senador Don Emilio Velasco, ex-Ministro Plenipotenciario de México en Francia, &c., &c, &c.;

Y Su Majestad la Reina del Reino Unido de la Gran Bretaña é Irlanda á Sir Spenser St. John, Caballero Comendador de San Miguel y San Jorge, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Su Majestad Británica en México;

Los cuales, despues de haberse comunicado sus respectivos plenos poderes, encontrándolos en buena y debida forma, han convenido en los Artículos siguientes: —

Articulo I.

Habrá perfecta paz y sincera amistad entre la República Mexicana y el Reino Unido de la Gran Bretaña é Irlanda. Las Altas Partes Contratantes harán los mayores esfuerzos para que esta amistad y buena armonía se mantengan constante y perpétuamente.

Articulo II.

Las Partes Contratantes convienen en que, en todo lo relativo á comercio y navegacion, cualquier privilegio, favor ó inmunidad, sea cual fuere, que alguna de las Partes Contratantes tenga concedidos en la actualidad ó concediere en lo sucesivo á los súbditos ó ciudadanos de cualquiera otro Estado, se extenderán inmediata é incondicionalmente á los súbditos ó ciudadanos de la otra Parte Contratante, siendo su intencion que el comercio y navegacion de cada país sean colocados por el otro, en todo

of the most favoured nation.

Article III.

The produce and manufactures of the dominions and possessions of Her Britannic Majesty which are imported into the United States of Mexico, and the produce and manufactures of Mexico which are imported into the dominions and possessions of Her Britannic Majesty, whether intended for consumption, warehousing, re-exportation, or transit, shall be treated in the same manner as, and, in particular, shall be subjected to no higher or other duties, whether general, municipal, or local, than the produce, manufactures, and goods of any third country the most favoured in this respect. No other or higher duties shall be levied in Mexico on the exportation of any goods to the dominions and possessions of Her Britannic Majesty, or in the dominions and possessions of Her Britannic Majesty on the exportation of any goods to Mexico, than may be levied on the exportation of the like goods to any third country the most favoured in this respect.

Neither of the Contracting Parties shall establish a prohibition of importation, exportation, re-exportation, or transit against the other which shall not, under like circumstances, be applicable to any third country the most favoured in this respect.

In like manner, in all that relates to local dues, customs, formalities brokerage, patterns, or samples introduced by commercial travellers, and all other matters connected with trade, British subjects in Mexico, and Mexican citizens in the dominions

respecto, sobre la base de la nacion mas favorecida.

Articulo III.

Los productos y manufacturas de la República Mexicana que se importen en los dominios y posesiones de Su Majestad Británica, y los productos y manufacturas de los dominios y posesiones de Su Majestad Británica que se importen en la República Mexicana, sea para el consumo, almacenaje, re-exportacion ó tránsito, serán considerados del mismo modo, y particularmente no estarán sujetos á otros ni mas altos derechos, ya generales, municipales, ó locales, que los productos, manufacturas y mercancias de una tercera nacion que sea mas favorecida á este respecto. No se impondrán otros ni mas altos derechos en los dominios y posesiones de Su Majestad Británica á la exportacion de cualesquiera mercancias para la República Mexicana, ó en la República Mexicana á la exportacion de cualesquiera mercancias para los dominios y posesiones de Su Majestad Británica, que los que se impongan á la exportacion de iguales mercancias para un tercer país que sea mas favorecido á este respecto.

Ninguna de las Partes Contratantes establecerá, respecto de la otra, prohibiciones de importacion, exportacion, re-exportacion, ó tránsito que no sean aplicables, en iguales circunstancias, á un tercer país que sea mas favorecido á este respecto.

Igualmente, en todo lo que se refiere á derechos locales, aduanas, formalidades, corretajes, modelos, ó muestras introducidos por agentes viajeros, y todo lo demas relativo á comercio, los ciudadanos Mexicanos, en los dominios y posesiones de Su

and possessions of Her Britannic, Majesty, shall enjoy most-favoured-nation treatment.

In the event of any changes being made in Mexican laws, Customs Tariff or Regulations, sufficient notice shall be given, in order to enable British subjects to make the necessary arrangements for meeting them.

The Mexican authorities shall, moreover, deal equitably with all cases arising from unintentional ignorance of any of the changes above mentioned.

Majestad Británica, y los súbditos Británicos en la República Mexicana, gozarán del tratamiento de la nacion mas favorecida.

En caso de hacerse algunas alteraciones en las leyes Mexicanas, aranceles ó reglamentos de Aduanas, se concederá un plazo suficiente para que los súbditos Británicos cumplan con ellos.

Las autoridades Mexicanas, ademas, tratarán con equidad todos los casos originados de ignorancia inculpable de alguna de las alteraciones antes mencionadas.

Article IV.

British ships and their cargoes shall, in Mexico, and Mexican vessels and their cargoes shall, in the dominions and possessions of Her Britannic Majesty, from whatever place arriving, and whatever may be the place of origin or destination of their cargoes, be treated in every respect as ships and cargoes of the most favoured nation.

The preceding stipulation applies to local treatment, dues, and charges in the ports, basins, docks, roadsteads, harbours, and rivers of the two countries, pilotage, and, generally, to all matters connected with navigation.

Every favour or exemption in these respects, or any other privilege in matters of navigation, which either of the Contracting Parties shall grant to a third Power, shall be extended immediately and unconditionally to the other Party.

All vessels which, according to British law, are to be deemed British vessels, and all vessels which, according to the law of Mexico, are to be deemed Mexican vessels, shall, for the purposes of this Treaty, be

Articulo IV.

Los buques Mexicanos y sus cargamentos en los dominios y posesiones de Su Majestad Británica, y los buques Ingleses y sus cargamentos en la República Mexicana, cualquiera que sea el lugar de su procedencia, y cualquiera que sea el lugar de origen ó destino de sus cargamentos, de la nacion mas favorecida.

La estipulacion precedente se aplica al tratamiento local, derechos y cargas en los puertos, fondeaderos, diques, radas, bahias y rios de ambos países, practicaje, y, en general, á todo lo relativo á navegacion.

Todo favor ó extencion á este respecto ó cualquiera privilegio en materia de navegacion, que una de las Partes Contratantes conceda á una tercera Potencia se extenderá inmediata é incondicionalmente á la otra Potencia.

Todos los buques que, conforme á las leyes Mexicanas, se consideren Mexicanos, y todos los buques que, conforme á las leyes Británicas, se consideren Británicos, se considerán respectivamente Mexicanos ó Británicos para los efectos de este Tratado.

respectively deemed British or Mexican vessels.

For the same purpose shall be considered as ports of each of the Contracting Parties those which are, or hereafter may be, declared open by the respective Governments for import or export trade.

The two Contracting Parties agree to consider, as a limit of their territorial waters on their respective coasts, the distance of 3 marine leagues reckoned from the line of low water mark. Nevertheless, this stipulation shall have no effect, excepting in what may relate to the observance and application of the Custom-house Regulations and the measures for preventing smuggling, and cannot be extended to other questions of civil or criminal jurisdiction, or of international maritime law.

Article V.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties shall be permitted to reside, permanently or temporarily, in the dominions or possessions of the other, and to occupy and hire houses and warehouses for purposes of commerce, whether wholesale or detail. They shall also be at full liberty to exercise civil rigths, and therefore to acquire, possess, and dispose of every description of property, movable and immovable, as far as the laws of each country will permit. They may acquire and transmit the same to others, whether by purchase, sale, donation, exchange, marriage, testament, succession ab intestato, and in any other manner, under the same conditrons as natives of the country. Their heirs and legal representatives may succeed to

Para los mismos efectos se deberán entender por puertos de cada una de las Partes Contratantes aquellos que estan ó en adelante estuvieren habilitados por los Gobiernos respectivos para el comercio de importacion ó exportacion.

Las dos Partes Contratantes convienen en considerar como límite del mar territorial en sus costas respectivas, la distancia de 3 leguas marítimas contadas desde la línea de la marea baja. Sin embargo, esta estipulacion no tendrá efecto, sino en lo relativo á la vigilancia y aplicacion de los Reglamentos Aduanales y de las medidas para evitar el contrabando, y no podrá extenderse á otras cuestiones de jurisdiccion civil ó criminal, ó de derecho internacional marítimo.

Articulo V.

Los ciudadanos ó súbditos de cada una de las Partes Contratantes podrán residir permanente ó temporalmente en los dominios ó posesiones de la otra; ocupar y arrendar casas y almacenes para el ejercicio del comercio, ya por mayor ó al menudeo. Tendrán tambien plena libertad en el ejercicio de derechos civiles, y por consiguiente para adquirir, poseer y disponer de toda clase de propiedades muebles é inmuebles en cuanto lo permitan las leyes de cada país. Pueden aquirirlas y trasmitirlas á otros por compra, venta, donacion, permuta, matrimonio, testamento, sucesion intestada y de cualquiera otro modo, bajo las mismas condiciones que los naturales del país. Su herederos y representantes legales pueden suceder en ellas y

and take possession of it, either in person or by procurators, in the same manner and in the same legal forms as natives of the country.

In none of these respects shall they pay upon the value of such property any other or higher impost, duty, or charge than is payable by natives of the country.

In every case the subjects or citizens of the Contracting Parties shall be permitted to export their property, or the proceeds thereof, if sold, freely and without being subjected on such exportation to pay any duty different from that to which natives of the country are liable under similar circumstances.

The citizens or subjects of each one of the Contracting Parties, who may be residing, temporarily or permanently, in the dominions and possessions of the other, are subject to the laws of the country where they reside, especially to those which determine the rights and obligations of foreigners, on the same conditions as those of the citizens or sudjects of the most favoured nation.

Article VI.

The dwellings, manufactories, warehouses, and shops of the subjects or citizens of each of the Contracting Parties in the dominions and possessions of the other, and all premises appertaining thereto, destined for purposes of residence or commerce, shall be respected.

It shall not be allowable to proceed to make a search of, or a domiciliary visit to, such dwellings and premises, or to examine or inspect books, papers, or accounts, except under the conditions and with the

tomar posesion de las mismas ya personalmente ó por procurador, del mismo modo y con las mismas formas legales que los naturales del país.

En ninguno de estos casos pagarán sobre el valor de dicha propiedad otros ni mas altos impuestos, derechos ó cargas, que los que se paguen por los naturales del país.

En todo caso se permitirá á los súbditos ó ciudadanos de las Partes Contratantes exportar su propiedad, ó los productos de la misma, si hubiere sido vendida, libremente y sin estar sujetos en la exportacion á pagar derechos diferentes de aquellos á los cuales están sometidos en circunstancias análogas los naturales del país.

Los ciudadanos ó súbditos de cada una de las Partes Contratantes que residan temporal ó permanentemente en los dominios y posesiones de la otra estan sujetos á las leyes del país de su residencia, especialmente las que fijan los derechos y obligaciones de los extranjeros, en los mismos terminos en que lo estén los ciudadanos ó súbditos de la nacion mas favorecido.

Articulo VI.

Serán respetadas las habitaciones, fábricas, almacenes y tiendas de los ciudadanos ó súbditos de cada una de las Partes Contratantes en los dominios y posesiones de la otra, y todas las localidades que les sean anexas destinadas á habitacion ó comercio.

No se permitirá hacer cateos ó visitas domiciliarias en estas habitaciones y sus dependencias, ó examinar ó inspeccionar los libros, papeles, ó cuentas, excepto bajo las condiciones y con las formas pres-

forms prescribed by the laws for natives of the country.

The subjects or citizens of each of the two Contracting Parties in the dominions and possessions of the other shall have free access to the Courts of Justice for the prosecution and defence of their rights, without other conditions, restrictions, or taxes beyond those imposed on natives of the country, and shall, like them, be at liberty to employ, in all causes, their advocates, attorneys, or agents from among the persons admitted to the exercise of those professions according to the laws of the country.

critas por las leyes para los naturales del país.

Los ciudadanos ó súbditos de cada una de las dos Partes Contratantes en los dominios y posesiones de la otra tendrán libre acceso en los Tribunales para hacer valer y defender sus derechos sin otras condiciones, restricciones, ó contribuciones que las impuestas á los naturales del país, y, como estos, tendrán libertad, para emplear en sus litigios, los abogados, procuradores, ó agentes de entre las personas admitidas al ejercicio de estas profesiones, conforme á las leyes del país.

Article VII.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties in the dominions and possessions of the other shall be exempted from all compulsory military service whatever, whether in the army, navy, or national guard, or militia. They shall likewise be exempted from all contributions, whether pecuniary or in kind, imposed as a compensation for personal service, and, finally, from forced loans, and from charges, requisitions, and war contributions, unless imposed on real property, when they shall pay them equally with nationals.

Articulo VII.

Los ciudadanos ó súbditos de cada una de las Partes Contratantes en los dominios y posesiones de la otra estarán exentos de todo servicio militar forzoso, ya en el ejército, la marina, ó la guardia nacional ó milicia. Tambien estarán exentos de toda contribucion, sea pecuniaria ó en especie, impuesta en compensacion de servicios personales, y finalmente, de préstamos forzosos y de cargas, requisas y contribuciones de guerra, á ménos que sean impuestas sobre la propiedad inmeuble, en cuyo caso la pagarán en iguales términos que los nacionales.

Article VIII.

The subjects or citizens of either of the two Contracting Parties residing in the dominions and possessions of the other shall enjoy, in regard to their houses, persons, and properties, the protection of the Government in as full and ample a manner as the subjects or citizens of the most favoured nation.

Articulo VIII.

Los ciudadanos ó súbditos de cada una de las Partes Contratantes residentes en los dominios y posesiones de la otra gozarán en sus casas, personas y propiedades, de la proteccion del Gobierno, tan completa y amplia como los ciudadanos ó súbditos de la nacion mas favorecida.

In like manner the subjects or citizens of each Contracting Party shall enjoy in the dominions and possessions of the other full liberty of conscience, and shall not be molested on account of their religious belief.

Igualmente los ciudadanos ó súbditos de cada una de las Partes Contratantes gozarán en los dominios y posesiones de la otra plena libertad de conciencia, y no serán molestados por razon de sus creencias religiosas.

Article IX.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties shall have, in the dominions and possessions of the other, the same rights as natives, or as subjects or citizens of the most favoured nation, in regard to patents for inventions, trademarks, and designs, upon fulfilment of the formalities prescribed by law.

Articulo IX.

Los ciudadanos ó súbditos de cada una de las Partes Contratantes tendrán en los dominios y posesiones de la otra, los mismos derechos que los nacionales, ó que los súbditos ó ciudadanos de la nacion mas favorecida, respecto á patentes de invencion, marcas de fábrica y dibujos para objetos industrialos, siempre que cumplan las formalidades prescritas por la ley.

Article X.

Each of the Contracting Parties may appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, Pro-Consuls, and Consular Agents to reside respectively in towns or ports in the dominions and possessions of the other Power, each one of them reserving the right of excepting those places where it may not appear convenient to admit them whenever this exception is extended to the Consular functionaries of all other nations.

Such Consular officers, however, shall not enter upon their functions until after they shall have been approved and admitted in the usual form by the Government to which they are sent. They shall exercise whatever functions, and enjoy whatever privileges, exemptions, and immunities are, or may hereafter be, granted there to Consular officers of the most favoured nation.

The archives and official papers

Articulo X.

Cada una de las Partes Contratantes puede nombrar Cónsules-Generales, Cónsules, Vice-Cónsules, Pro-Cónsules, y Agentes Consulares para residir respectivamente en las ciudades ó puertos situados en los dominios y posesiones de la otra Potencia, reservándose cada una de ellas el derecho de exceptuar los lugares donde no le parezca conveniente admitirlos, siempre que esta exception se extienda á los funcionarios Consulares de todas las demas naciones.

Estos funcionarios Consulares, sin embargo, no entrarán en el ejercicio de sus funciones hasta despues de haber sido aprobados y admitidos en la forma usual por el Gobierno al cual han sido enviados. Ejercerán las funciones, y gozarán de los privilegios, exenciones é inmunidades, cualesquiera que sean, concedidos ó que se concedan en lo sucesivo á los funcionarios Consulares de la nacion mas favorecida.

Los archivos y papeles oficiales

of Consular functionaries shall be respected as inviolable, without the authorities of the country being able, on any account, to seize them, or take note of their contents.

Article XI.

The Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents of each of the Contracting Parties, residing in the dominions and possessions of the other, shall receive from the local authorities such assistance as can by law be given to them for the recovery of deserters from the vessels of their respective countries.

Article XII.

Any ship of war or merchant-vessel of either of the Contracting Parties which may be compelled by stress of weather, or by accident, to take shelter in a port of the other, shall be at liberty to refit therein, to procure all necessary stores, and to continue their voyage without paying any dues other than such as would be payable in a similar case by a national vessel. In case, however, the master of a merchant-vessel should be under the necessity of disposing of a part of his merchandize in order to defray his expenses, he shall be bound to conform to the Regulations and Tariffs of the place to which he may have come.

If any ship of war or merchant-vessel of one of the Contracting Parties should run aground, or be wrecked within the territory of the other, such ship or vessel, and all parts thereof, and all furniture and appurtenances belonging thereunto, and all goods and merchandize saved therefrom, including any which may have been cast out of the ship, or

de los funcionarios Consulares serán respetados como inviolables, sin que por ningun motivo puedan las autoridades del país embargarlos ni tomar conocimiento de ellos.

Articulo XI.

Los Cónsules-Generales, Cónsules, Vice-Cónsules, y Agentes Consulares de cada una de las Partes Contratantes, residentes en los dominios y posesiones de la otra, recibirán de las autoridades locales el auxilio que por la ley se les puede dar para recobrar los desertores de los buques de sus países respectivos.

Articulo XII.

Todo buque de guerra ó mercante de una de las Partes Contratantes que esté obligado, á causa de mal tiempo ó de accidente, á refugiarse en un puerto de la otra, estará en libertad para repararse allí, procurarse las provisiones necesarias y continuar su viage sin pagar otros derechos que los que en casos semejantes se pagarían por un buque nacional. En caso, sin embargo, de que el capitan de un buque mercante tuviere necesidad de disponer de una parte de sus mercancías para cubrir sus gastos, estará obligado á conformarse con los Reglamentos y Tarifas del lugar á que haya llegado.

Si un buque de guerra ó un buque mercante de una de las Partes Contratantes encalla ó naufraga en el territorio de la otra, este buque y todas sus partes, su aparejo y pertenencias, todos los efectos y mercancias salvados de él, inclusos los echados fuera del buque, ó sus productos si se han vendido, así como los papeles encontrados á bordo del buque encallado ó naufrago, serán entregados á los

the proceeds thereof if sold, as well as all papers found on board such stranded or wrecked ship or vessel, shall be given up to the owners or their agents when claimed by them within the period fixed by the laws of the country; and such owners or agents shall pay only the expenses incurred in the preservation of the property, together with the salvage or other expenses which would have been payable in the like case of a wreck of a national vessel.

The goods and merchandize saved from the wreck shall be exempt from all duties of customs unless cleared for consumption, in which case they shall pay the same rate of duty as if they had been imported in a national vessel.

In the case either of a vessel being driven in by stress of weather, run aground, or wrecked, the respective Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular-Agents shall, if the owner or master or other agent of the owner is not present, or is present and requires it, be authorized to interpose in order to afford the necessary assistance to their fellow-countrymen.

Article XIII.

For the better security of commerce between the subjects of Her Britannic Majesty and the citizens of the United States of Mexico, it is agreed that, if at any time any interruption of friendly intercourse or any rupture should unfortunately take place between the two Contracting Parties, the subjects or citizens of either of the said Contracting Parties who may be residing in the dominions or territories of the other, or who may be established there,

propietarios ó sus agentes, al ser reclamados por ellos en el término fijado por las leyes del país; y estos propietarios ó agentes pagarán solamente los gastos que se hayan causado en la conservacion de la propiedad, así como el salvamento ú otros gastos que un buque nacional pagaría en igual caso de naufragio.

Los efectos y mercancias salvados del naufragio estarán exentos de todos los derechos de aduanas, á menos que se destinen al consumo interior, en cuyo caso pagarán los mismos derechos que si hubiesen sido importados en un buque nacional.

En el caso de que por razon de mal tiempo un buque se refugiare en un puerto ó encallare ó naufragare, los Cónsules-Generales, Cónsules, Vice-Cónsules, y Agentes Consulares, si el propietario ó capitan ú otro agente del propietario no están presentes ó si estan presentes y lo pidieren, estarán autorizados para intervenir á fin de impartir los auxilios necesarios á sus compatriotas.

Articulo XIII.

Para mayor seguridad del comercio entre los ciudadanos de los Estados Unidos Mexicanos y los súbditos de Su Majestad Británica, se conviene que, si desgraciadamente en algun tiempo se interrumpieren las relaciones amistosas ú ocurriese alguna ruptura entre ambas Partes Contratantes, los ciudadanos ó súbditos de una de las dos Partes Contratantes que residan en los dominios ó territorios de la otra, ó que allí estén establecidos, ejerciendo el comercio

in the exercise of any trade or special employment, shall have the privilege of remaining and continuing such trade or employment, without any manner of interruption, in full enjoyment of their liberty and property, so long as they behave peacefully and commit no offence against the laws; and their goods, property, and effects, of whatever description they may be, whether in their own custody, or intrusted to individuals, or to the State, shall not be liable to seizure or sequestration, or to any other charges or demands than those which may be made upon the like goods, property, and effects belonging to native subjects or citizens. Should they, however, prefer to leave the country, they shall be allowed to make arrangements for the safe keeping of their goods, property, and effects, or to dispose of them, and to liquidate their accounts; and a safe-conduct shall be given them to embark at the ports which they shall themselves select.

ó empleados en otra ocupacion, tendrán el derecho de permanecer y de continuar en su comercio ú ocupacion, sin interrupcion alguna, con el pleno goce de su libertad y propiedad, mientras se conduzcan pacíficamente y no contravengan las leyes; y sus bienes, propiedades, y efectos, de cualquiera clase que sean, ya estén en su poder, ó confiados á particulares ó al Estado, no estarán sujetos á embargo ó secuestro, ni á otras cargas ú obligaciones que las que se impongan en bienes, propiedades y efectos análogos pertenecientes á los nacionales. Sin embargo, si prefiriesen salir del país, se les permitirá hacer los arreglos convenientes para la seguridad de sus bienes, propiedades, y efectos, ó para disponer de ellos y para liquidar sus cuentas; y se les dará un salvo-conducto para que se embarquen en los puertos que elijan.

Article XIV.

The stipulations of the present Treaty shall be applicable to all the Colonies and foreign possessions of Her Britannic Majesty, so far as the laws permit, excepting to those hereinafter named, that is to say, except to —

India.
The Dominion of Canada.
Newfoundland.
New South Wales.
Victoria.
South Australia.
Western Australia.
Queensland.
Tasmania.
New Zealand.

Articulo XIV.

Las estipulaciones del presente Tratado serán aplicables á todas las Colonias y posesiones extranjeras de Su Majestad Británica, en cuanto lo permitan las leyes, exceptuando las que en seguida se designan, es decir, excepto —

La India.
El Dominio de Canadá.
Terranova.
Nueva Gales del Sur.
Victoria.
Australia Meridional.
Australia Occidental.
Queensland.
Tasmania.
Nueva Zelanda.

The Cape.
Natal.

Provided always that the stipulations of the present Treaty shall be made applicable to any of the above-named Colonies or foreign possessions on whose behalf notice to that effect shall have been given by Her Britannic Majesty's Representative in Mexico to the Mexican Minister for Foreign Affairs within two years from the date of the exchange of the ratifications of the present Treaty.

Article XV.

Any controversies which may arise respecting the interpretation or the execution of the present Treaty, or the consequences of any violation thereof, shall be submitted, when the means of settling them directly by amicable agreement are exhausted, to the decision of Commissions of Arbitration, and the result of such arbitration shall be binding upon both Governments.

The members of such Commissions shall be selected by the two Governments by common consent, failing which, each of the Parties shall nominate an Arbitrator, or an equal number of Arbitrators, and the Arbitrators thus appointed shall select an Umpire.

The procedure of the arbitration shall in each case be determined by the Contracting Parties, failing which the Commission of Arbitration shall be itself entitled to determine it beforehand.

Article XVI.

The present Treaty shall continue in force during ten years, counted from the day of the exchange of the ratifications; and in case neither of

El Cabo.
Natal.

Sin embargo, las estipulaciones del presente Tratado serán aplicables á cualquiera de las expresados Colonias ó posesiones eatranjeras, en cuyo favor se dé noticia para este efecto por el Representante de Su Majestad Británica en México al Secretario de Relaciones Exteriores de la República Mexicana, dentro de dos años contados de la fecha del cange de las ratificaciones del presente Tratado.

Articulo XV.

Las controversias que se susciten sobre la interpretacion ó ejecucion del presente Tratado, ó sobre las consecuencias de alguna violacion de él, se someterán, cuando se agoten los medios de arreglo directo por convenios amistosos, á la decision de Comisiones de Arbitraje, y el resultado de este arbitraje será obligatorio para ambos Gobiernos.

Los miembros de estas Comisiones serán nombrados de comun consentimiento por los dos Gobiernos; y no estando de acuerdo, cada una de las Partes nombrará un Arbitro, ó un número igual de Arbitros, y los Arbitros así nombrados designarán un tercero para el caso de discordia.

Las Partes Contratantes determinarán en cada caso el procedimiento del arbitraje, y no estando de acuerdo, la Comision de Arbitraje estará facultada para determinarlo de antemano.

Articulo XVI.

El presente Tratado durará diez años contados desde el dia del canje de las ratificaciones, y en caso de que ninguna de las dos Partes Con-

the two Contracting Parties shall have given notice twelve months before the expiration of the said period of ten years of their intention of terminating the present Treaty, it shall remain in force until the expiration of one year from the day on which either of the Contracting Parties shall have given such notice.

tratantes haya dado noticia doce meses ántes de la espiracion de dicho período de diez años, de su intencion de terminar el presente Tratado, continuará en vigor hasta la terminacion de un año contado desde el dia en que una de las Partes Contratantes dé esta noticia á la otra.

Article XVII.

The present Treaty shall be ratified by Her Majesty the Queen of Great Britain and Ireland, and by his Excellency the President of the United States of Mexico, and the ratifications shall be exchanged at Mexico as soon as possible.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seals of their arms.

Done, in two originals, at the City of Mexico, the twenty-seventh day of November, one thousand eight hundred and eighty-eight.

(L. S.) *Spenser St. John.*
(L. S.) *Emilio Velasco.*

Articulo XVII.

El presente Tratado será ratificado por su Excelencia el Presidente de los Estados Unidos Mexicanos, y por Su Majestad la Reina de la Gran Bretaña é Irlanda, y las ratificaciones se canjearán en México tan pronto como sea posible.

En testimonio de lo cual los respectivos Plenipotenciarios han firmado y sellado.

Hecho, en dos originales, en la Ciudad de México, el dia-veintisiete de Noviembre, de mil ochocientos ochenta y ocho.

(L. S.) *Spenser St. John.*
(L. S.) *Emilio Velasco.*

53.

GRANDE-BRETAGNE, ESPAGNE.

Déclaration additionnelle au traité d'extradition du 4 juin 1878; signée à Madrid le 19 février 1889.

Parliamentary Papers 1889. 5719 C.

The Government of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, and the Government of His Majesty the King of Spain, being desirous to provide for the

El Gobierno de Su Majestad la Reina del Reino Unido de la Gran Bretaña é Irlanda y Emperatriz de la India, y el Gobierno de Su Majestad el Rey de España, deseando hacer mas efectiva la represion de

more effectual repression of crimes and offences in their respective territories, have authorized in due form the Undersigned to agree as follows: —

Article I.

The English and Spanish texts of paragraph 5, Article II, of the Extradition Treaty of the 4th June, 1878, are cancelled, and the following text is substituted therefor: —

»Unlawful carnal knowledge, or any attempt to have unlawful carnal knowledge, of a girl under sixteen years of age. Indecent assault«.

Article II.

The Spanish text of paragraph 5, Article VI, of the aforesaid Treaty is amended by the substitution of the words »no menor« for the words, »que no podrá exceder«, so that the Spanish text shall run, »A la terminacion de un plazo no menor de quince dias desde que se ordenó la prision y sujecion á juicio del preso«, &c.

Article III.

The present Declaration shall come into force ten days after its publication in the manner prescribed by law in the respective countries.

In witness whereof the Undersigned have signed the same, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at Madrid in duplicate the 19th of February, in the year of our Lord 1889.

(L. S.) *Francis Clare Ford.*

los delitos cometidos en sus respectivos territorios, han autorizado en debida forma á los Infrascritos para convenir en lo siguiente: —

Articnlo I.

Los textos Español é Ingles del párrafo 5 del Artículo II del Convenio de Extradicion de 4 de Junio de 1878 quedan anulados, y se sustituyen del modo siguente: —

»Comercio carnal ilícito ó tentativa del mismo delito en la persona de una joven menor de diez y seis años de edad. Attentado contra el pudor«.

Articulo II.

El texto Español del párrafo 5, Artículo VI, del antedicho Tratado queda enmendado, sustituyendose por las palabras »no menor« las palabras »que no podrá exceder«, de modo que el texto Español será »á la terminacion de un plazo no menor de quince dias desde que se ordenó la prision y sujecion á juicio del preso«, &c.

Articulo III.

Esta Declaracion comenzará á regir diez dias despues de su publicacion en la forma prescrita en los respectivos paises.

En fé de lo cual los Infrascritos la firman y ponen el sello de sus armas.

Hecho en Madrid por duplicado á diez y nueve de Febrero de mil ochocientos ochenta y nueve.

(L. S.) *El Marqs. de la Vega de Armijo.*

54.

GRANDE-BRETAGNE, ETATS-UNIS.

Convention supplémentaire au Traité d'extradition du 9 août 1842; signée à Washington le 12 juillet 1889*).

Parliamentary Papers 1890 [C.—5972].

Whereas by the Xth Article of the Treaty concluded between Her Britannic Majesty and the United States of America on the 9th day of August, 1842, provision is made for the extradition of persons charged with certain crimes;

And whereas it is now desired by the High Contracting Parties that the provisions of the said Article should embrace certain crimes not therein specified, and should extend to fugitives convicted of the crimes specified in the said Article and in this Convention;

The said High Contracting Parties have appointed as their Plenipotentiaries to conclude a Convention for this purpose, that is to say: —

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland; Sir Julian Pauncefote, Knight Grand Cross of the Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Knight Commander of the Most Honourable Order of the Bath, and Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Her Britannic Majesty to the United States;

And the President of the United States of America, James G. Blaine, Secretary of State of the United States:

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles: —

Article I.

The provisions of she said Xth Article are hereby made applicable to the following additional crimes: —

1. Manslaughter when voluntary.

2. Counterfeiting or altering money; uttering or bringing into circulation counterfeit or altered money.

3. Embezzlement; larceny; receiving any money, valuable security, or other property, knowing the same to have been embezzled, stolen, or fraudulently obtained.

4. Fraud by a baille, banker, agent, factor, trustee, or director or member or officer of any Company, made criminal by the laws of both countries.

5. Perjury, or subornation of perjury.

6. Rape; abduction; child-stealing; kidnapping.

7. Burglary; housebreaking or shopbreaking.

*) Ratifications échangées à Londres le 11 mars 1890.

8. Piracy by the law of nations.

9. Revolt, or conspiracy to revolt, by two or more persons on board a ship on the high seas, against the authority of the master; wrongfully sinking or destroying a vessel at sea, or attempting to do so; aussaults on board a ship on the high seas, with intent to do grievous bodily harm.

10. Crimes aud offences against the laws of both countries for the suppression of slavery and slave-trading.

Extradition is also to take place for participation in any of the crimes mentioned in this Convention or in the aforesaid Xth Article, provided such participation be punishable by the laws of both countries.

Article II.

A fugitive criminal shall not be surrendered, if the offence in respect of which his surrender is demanded be one of a political character, or if he proves that the requisition for his surrender has in fact been made with a view to try or punish him for an offence of a political character.

No person surrendered by either of the High Contracting Parties to the other shall be triable or tried, or be punished for any political crime or offence, or for any act connected therewith, committed previously to his extradition.

If any question shall arise as to whether a case comes within the provisions of this Article, the decision of the autorities of the Government in whose jurisdiction the fugitive shall be at the time shall be final.

Article III.

No person surrendered by or to either of the High Contracting Parties shall be triable or be tried for any crime or offence committed prior to his extradition, other than the offence for which he was surrendered, until he shall have had an opportunity of returning to the courtry from which he was surrendered.

Article IV.

All articles seized which were in the possession of the person to be surrendered at the time of his apprehension, whether being the proceeds of the crime or offence charged, or being material as evidence in making proof of the crime or offence, shall, so far as practicable, and if the competent authority of the State applied to for the extradition has ordered the delivery thereof, be given up when the extradition takes place. Nevertheless, the rights of third parties with regard to the articles aforesaid shall be duly respected.

Article V.

If the individual claimed by one of the two High Contracting Parties, in pursuance of the present Convention, should also be claimed by one or several other Powers on account of crimes or offences committed within their respective jurisdictions, his extradition shall be granted to that State whose demand is first received.

The provisions of this Article, and also of Articles II to IV inclusive, of the present Convention, shall apply to surrender for offences specified in the aforesaid Xth Article, as well as to surrender for offences specified in this Convention.

Article VI.

The extradition of fugitives under the provisions of this Convention and of the said Xth Article shall be carried out in Her Majesty's dominions and in the United States, respectively, in conformity with the laws regulating extradition for the time being in force in the surrendering State.

Article VII.

The provisions of the said Xth Article and of this Convention shall apply to persons convicted of the crimes therein respectively named and specified, whose sentence therefor shall not have been executed.

In case of a fugitive criminal alleged to have been convicted of the crime for which his surrender is asked, a copy of the record of the conviction, and of the sentence of the Court before which such conviction took place, duly authenticated, shall be produced, together with the evidence proving that the prisoner is the person to whom such sentence refers.

Article VIII.

The present Convention shall not apply to any of the crimes herein specified which shall have been committed, or to any conviction which shall have been pronounced, prior to the date at which the Convention shall come into force.

Article IX.

This Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible.

It shall come into force ten days after its publication, in conformity with the forms prescribed by the laws of the High Contracting Parties, and shall continue in force until one or the other of the High Contracting Parties shall signify its wish to terminate it, and no longer.

In witness whereof, the Undersigned have signed the same, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate, at the City of Washington, this 12th day of July, 1889.

(L. S.) ***Julian Pauncefote.***
(L. S.) ***James G. Blaine.***

55.

GRANDE-BRETAGNE, FRANCE.

Arrangement concernant les Possessions respectives sur la Côte Occidentale d'Afrique; signé à Paris le 10 août 1889.

Parliamentarg Papers, presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty, Février 1890. [*C. — 5905*].

The Undersigned, selected by the Government of Her Majesty the Queen of Great Britain and Ireland and by the Government of the French Republic for the purpose of preparing a general understanding with a view to settle all the questions at issue between England and France with regard to their respective possessions on the West Coast Africa, have agreed on the following provisions: —

Article I.

In Senegambia, the frontier-line between the English and French possessions shall be established as follows: —

1. To the north of the Gambia (right bank) the line shall start from Jinnak Creek and follow the parallel which, traversing the coast at this point (about 13° 36′ north), intersects the Gambia at the great bend it makes towards the north opposite a small island situated at the entrance of Sarmi Creek in the country of Niamena.

From this point the frontier-line shall follow the right bank as far as Yarbatenda, at a distance of 10 kilom. from the river.

2. To the south (left bank) the line, starting from the mouth of the San Pedro, shall follow the left bank as far as 13° 10′ of north latitude. The frontier shall thence follow the parallel which, starting from this

Les Soussignés, délégués par le Gouvernement de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande et par le Gouvernement de la République Française, à l'effet de préparer un accord général destiné à régler l'ensemble des questions pendantes entre l'Angleterre et la France au sujet de leurs possessions respectives sur la Côte Occidentale d'Afrique, sont convenus des dispositions suivantes: —

Article I.

En Sénégambie, la ligne-frontière entre les possessions Anglaises et Françaises sera établie dans les conditions suivantes: —

1. Au nord de la Gambie (rive droite) le tracé partira de Jinnak Creek pour suivre le parallèle qui, passant en ce point de la côte (environ 13° 36′ nord), coupe la Gambie dans le grand coude qu'elle fait vers le nord, en face d'une petite île située à l'entrée de Sarmi Creek, dans le pays de Niamena. A partir de ce point, la ligne-frontière suivra la rive droite jusqu'à Yarbatenda, à une di stance de10 kilom. du fleuve.

2. Au sud (rive gauche) le tracé partira de l'embouchure de la Rivière San Pedro, suivra la rive gauche jusqu'au 13° 10′ de latitude nord. La frontière sera établie ensuite par le parallèle qui, partant de ce point,

point, goes as far as Sandeng (end of the Vintang Creek, English Map).

The line shall then tread upwards in the direction of the Gambia, following the meridian which passes through Sandeng to a distance of 10 kilom. from the river.

The frontier shall then fallow the left bank of the river at the same distance of 10 kilom. as far as, and including, Yarbatenda.

Article II.

To the north of Sierra Leone, in accordance with the provisions of the Treaty of 1882*), the line of demarcation, after having divided the basin of the Mellacoree from that of the Great Scarcies, shall pass between Bennah and Tambakka, leaving Talla to England and Tamisso to France, and shall approach the 10th degree of north latitude including in the French zone the country of the Houbbous, and in the English zone Soulimaniah and Falabah.

The line shall stop at the intersection of the 13th degree of longitude west of Paris (10° 40′ of Greenwich) as marked on the French Map, and of the 10th degree of latitude.

Article III.

Sec. 1. On the Gold Coast, the English frontier shall start from the sea-coast at Newtown at 1,000 metres to the west of the house occupied in 1884 by the English Commissioners. It shall thence go straight to the Tendo Lagoon. The line shall then follow the left bank of that of the River Tanoe or Tendo as far as Nougoua.

Starting from Nougoua the frontier-line shall be fixed in accordance

va jusqu'à Sandeng (fin de Vintang Creek, Carte Anglaise). Le tracé remontera alors dans la direction de la Gambie, en suivant le méridien qui passe par Sandeng jusqu'à une distance de 10 kilom. du fleuve.

La frontière suivra ensuite la rive gauche du fleuve, à une même distance de 10 kilom. jusqu'à et y compris Yarbatenda.

Article II.

Au nord de Sierra-Leone, conformément aux indications du Traité de 1882*), la ligne de démarcation, après avoir séparé le bassin de la Mellacorée de celui de la Grande Scarcie, passera entre le Bennah et le Tambakka, laissant de Talla à l'Angleterre, le Tamisso à la France, s'approchera du 10° degré de latitude nord, en comprenant le pays des Houbbous dans la zone Française et le Soulimaniah avec Falabah dans la zone Anglaise. Le tracé s'arrêtera à l'intersection du 13° degré de longitude ouest de Paris (10° 40′ de Greenwich), (Carte Française), et du 10° degré de latitude.

Article III.

§ 1 Sur la Côte d'Or, la frontière Anglaise partira du bord de la mer, à Newton, à 1,000 mètres à l'ouest de la maison occupée en 1884 par MM. les Commissaires Anglais. Elle se dirigera ensuite, en droite ligne, vers la lagune Tendo. La ligne suivra ensuite la rive gauche de cette lagune et de celle d'Ahy, puis la rive gauche de la Rivière Tannoé ou Tendo jusqu'à Nougoua. A partir de Nougoua le tracé de la frontière

*) Non ratifie.

with the various Treaties which have respectively been concluded by the two Governments with the natives. This line shall be prolonged to the 9th degree of north latitude.

The French Government shall undertake to allow England full liberty of political action to the east of the frontier-line, particularly as regards the Kingdom of the Ashantees: and the English Government shall undertake to allow France full liberty of political action to the west of the frontier-line.

The French frontier shall, in like manner, start from the sea-shore at Newtown at a distance of 1,000 metres to the west of the house occupied in 1884 by the English Commissioners. After having reached in a straight line the Tendo Lagoon it shall follow the right bank of that of Ahy as well as that of the River Tannoe or Tendo and terminate at Nougoua, the point at which the two lines of frontier shall unite.

Sec. 2. In the event of the Gold Coast Government thinking proper to establish a Custom-house at the mouth of the River Tendo, the French Government will not object to the English authorities requiring from French boats certificates of destination for goods going up the Tendo, in which certificates it shall be specified that the duties payable on goods imported into the French Colony have been paid in full.

The navigation on the Tendo and Ahy Lagoons and on the River Tendo shall be free and open to the boats and inhabitants of the two Protectorates.

In the event of the French Government thinking proper to establish

sera établi en tenant compte des Traités respectifs conclus par les deux Gouvernements avec les indigènes. Ce tracé sera prolongé jusqu'au 9e degré de latitude nord.

Le Gouvernement Français prendra l'engagement de laisser l'action politique de l'Angleterre s'exercer librement à l'est de la ligne-frontière, particulièrement en ce qui concerne le Royaume des Achantis; le Gouvernement Anglais prendra l'engagement de laisser l'action politique de la France s'exercer librement à l'ouest de la ligne-frontière.

La frontière Française partira également du bord de la mer, à Newton, à 1,000 mètres à l'ouest de la maison occupée en 1884 par MM. les Commissaires Anglais. Après avoir rejoint, en ligne droite, la lagune Tendo, elle suivra la rive droite de cette lagune et de celle d'Ahy ainsi que de la Rivière Tanoé ou Tendo, pour aboutir à Nougoua, point où les deux frontières se confondront.

§ 2. Dans les cas où le Gouvernement du Gold Coast jugera utile d'établir un poste de Douane à l'embouchure de la Rivière Tendo, le Gouvernement Français ne fera pas d'objection à ce que les autorités Anglaises exigent des embarcations Françaises des certificats de destination pour les marchandises remontant le Tendo, certificats spécifiant que les droits d'entrée dans la Colonie Française ont été intégralement payés par elles.

La navigation sur les lagunes Tendo, Ahy, et la Rivère Tendo, sera libre et ouverte aux embarcations et aux habitants des deux Protectorats.

Dans le cas où le Gouvernement Français jugera utile d'établir un

a Custom-house for the purpose of keeping a similar supervision over the English boats coming from the direction of Appollonia as that exercised over French boats at the mouth of the Tendo, the English Government will raise no objection.

Sec. 3. The acceptance of the English Government of the abovementioned lines of frontier remains subject to the adoption by the French Government of a Customs Tariff to be established at Assinee, in which the duties upon spirituous liquors shall not be less than 40 fr. the hectolitre for alcohols and trade liquors of less strength than 25 degrees; than 60 fr. the hectolitre for alcohols of 25 to 49 degrees; and 100 fr. the hectolitre for alcohols of 50 degrees and over.

Duties upon tobacco in leaf and manufactured shall not be less than 80 centimes the kilogramme.

Cotton goods shall be liable to a duty of 15 per cent. ad valorem.

Article IV.

Sec. 1. On the Slave Coast the line of demarcation between the spheres of influence of the two Powers shall be identical with the meridian which intersects the territory of Porto Novo at the Ajarra Creek, leaving Pokrah or Pokéa to the English Colony of Lagos. It shall follow the above-mentioned meridian as far as the 9th degree of north latitude, where it shall stop. To the south it shall terminate on the sea shore after having passed through the territory of Appah, the capital of which shall continue to belong to England.

The navigation of the Ajarra and of the River Addo shall be free and

poste de Douane pour contrôler les embarcations Anglaises venant du côté d'Apollonie dans les conditions exigées des embarcations Françaises à l'embouchure du Tendo, le Gouvernement Anglais ne fera pas d'objection.

§ 3. L'acquiescement du Gouvernement Anglais aux lignes de démarcation ci-dessus mentionnées, demeure subordonné à l'adoption, par le Gouvernement Français, d'un projet de Tarif Douanier à établir à Assinie, dans lequel les droits sur les alcools ne seraient pas inférieurs à 40 fr. l'hectolitre pour les alcools et liqueurs de traite titrant moins de 25 degrés, et de 100 fr. l'hectolitre pour les alcools à 50 degrés et au-dessus.

Les droits sur le tabac en feuille et fabriqué ne seraient pas inférieurs à 80 centimes le kilog.

Les tissus seraient soumis à un droit de 15 pour cent ad valorem.

Article IV.

§. 1. Sur la Côte des Esclaves la ligne de démarcation entre les sphères d'influence des deux Puissances se confondra avec le méridien qui coupe le territoire de Porto-Novo à la Crique d'Ajarra, en laissant le Pokrah, ou Pokéa, à la Colonie Anglaise de Lagos. Elle suivra le méridien précité pour s'arrêter, au nord, au 9e degré de latitude nord. Au sud, ella ira aboutir à la plage après avoir traversé le territoire d'Appah, dont la capitale restera à l'Angleterre.

La navigation de l'Ajarra, et celle de la Rivière d'Addo, seront libres

open to the inhabitants and boats of both Protectorates.

Sec. 2. French traders shall be guaranteed full liberty of trade with such districts as shall not be included in the French sphere of influence and especially as regards the Egbas.

English traders shall likewise be guaranteed full liberty of trade with such districts as shall not be included in the English sphere of influence.

Sec. 3. Guarantees shall also be given in favour of the inhabitants of Katanu and of the French portion of the Territory of Appah. These inhabitants shall be free to leave the country should they so desire, and those who remain shall be protected by the French authorities against any act of aggression on their persons, their position, or their property on the part of the King of Porto Novo or of his people.

Similar guarantees shall be given in favour of the inhabitants of the territory of Pokrah.

Sec. 4. It is furthermore agreed that 1) the English Government shall have full liberty of political action to the east of the frontier-line; and that 2) the French Government shall have full liberty of political action to the west of the frontier-line.

Sec. 5. In consequence of the understanding defined as above, and with a view to obviate any conflict to which the daily relations of the inhabitants of the Porto Novo country with those of Pokrah might give rise if a Custom-house were to be established by one or other of the Contracting Parties on the Ajarra Creek,

et ouvertes aux habitants et aux embarcations des deux Protectorats.

§ 2. Des garanties seront stipulées en vue d'assurer aux commerçants Français toutes libertés pour leurs échanges avec les pays qui ne seraient pas compris dans la sphère d'influence de la France, et notamment avec les Egbas.

Réciproquement, des garanties seront stipulées en vue d'assurer aux commerçants Anglais toute liberté pour leur échanges avec les pays qui ne seraient pas compris dans la sphère d'influence de l'Angleterre.

§ 3. Des garanties seront également stipulées en faveur des habitants de Kétenu et de la partie Française du territoire d'Appah. Ces habitants seront libres d'émigrer, s'ils le désirent, et ceux qui resteront seront protégés par les autorités Françaises contre toute atteinte de la part du Roi de Porto-Novo ou de ses gens à leurs personnes, leur situation, et leurs biens. Les mêmes garanties seront stipulées en faveur des habitants du territoire de Pokrah.

§ 4. Il est convenu en outre que: 1) l'action politique du Gouvernement Anglais s'exercera librement à l'est de la ligne-frontière, et que 2) l'action politique du Gouvernement Français s'exercera librement à l'ouest de la ligne-frontière.

§ 5. Comme conséquence de l'entente qui vient d'être ainsi définie, et pour éviter les conflits auxquels les rapports journaliers des populations du pays de Porto-Novo avec les habitants de Pokrah pourraient donner lieu si un poste de Douane devait être établi par l'une ou l'autre des Parties Contractants à la Crique

the English and French Delegates agree in recommending to their respective Governments the neutralization, from a Customs point of view, of that portion of the territory of Pokrah which is comprised between the Ajarra Creek and the Addo until such time as a definitive Customs Agreement can be arrived at between the French establishments of Porto Novo and the Colony of Lagos.

Article V.

The two Governments reserve to themselves the right of nominating Special Commissions of Delimitation to trace upon the spot wherever they may consider it necessary the line of demarcation between the English and French possessions, in conformity with the general provisions which are set forth above.

In witness whereof the undersigned Delegates have drawn up and signed the present Agreement, subject to the approval of their respective Governments.

Done at Paris, in duplicate, the 10th day of August, 1889.

d'Ajarra, les Délégués Français et Anglais s'accordent à recommander à leurs Gouvernements respectifs la neutralisation, au point de vue Douanier, de la partie du territoire de Pokrah comprise entre la Crique Ajarra et l'Addo, en attendant qu'un accord Douanier définitif puisse intervenir entre les établissements Français de Porto-Novo et la Colonie de Lagos.

Article V.

Les deux Gouvernements se réservent de nommer des Commissions Spéciales de Délimitation pour tracer sur les lieux, là où ils le jugeront utile, la ligne de démarcation entre les possessions Anglaises et Françaises, en conformité avec les dispositions générales qui précèdent.

En foi de quoi les Délégués soussignés ont dressé le présent Arrangement sous réserve de l'approbation de leurs Gouvernements respectifs et y ont apposé leur signature.

Fait à Paris, en double expédition, le 10 Août, 1889.

(Signed) *Edwin H. Egerton.*
Augustus W. L. Hemming.
A. Nisard.
Jean Bayol.

Annex 1.

The line of demarcation laid down in Article 2 of the Agreement shall be determined on the spot by English and French Delegates named for that purpose.

It is understood that these Delegates, keeping in view the conclusions of the Commission charged with drawing up the Agreement in question, shall mutually endeavour to find means of assuring to France a route of communication to the south of Fouta

Annexe 1.

La ligne de démarcation prévue par l'Article 2 de l'Arrangement sera déterminée sur les lieux par des Délégués Français et Anglais nommés à cet effet. Il est convenu que ces Délégués, tenant compte des conclusions de la Commission chargée de préparer l'entente dont il s'agit, rechercheront, d'un commun accord, les moyens d'assurer à la France une voie de communication entre la Mellacorée et le Soudan Français au sud

Djallon between Mellacoree and the French Soudan, which shall, however, in no way interfere with the possession by England of the road between Kambia and Falabah, which shall in principle be identical with the route followed by Blyden in 1872 to the latter place.

du Fouta-Djallon, sans préjudice à la possession par l'Angleterre de la route entre Kambia et Falabah, qui se confondra, en principe, avec l'itinéraire suivi par Blyden en 1872 vers ce dernier point.

Annex 2.

Gambia.

Sec. 1. The expression »Jinnak Creek«, as a point of departure of the line of frontier on the north of the Gambia, shall mean that point of the continent where the Jinnak flows into the sea, as shown on the English Map numbered 684.

Sec. 2. The expression »the line shall start from Jinnak Creek and follow the parallel which, traversing the coast at this point (about 13° 36′ north), intersects the Gambia at the great bend«, &c., shall signify that the frontier-line shall follow the parallel from the middle of the Channel of the mouth of the Jinnak (which shall be understood as explained in section 1), till it reaches a point 10 kilom. from the Gambia, as set forth below (section 3).

Sec. 3. »From this point the frontier-line shall follow the right bank as far as Yarbatenda, at a distance of 10 kilom. from the river«, shall signify that from the point where the parallel of the Jinnak Creek (as set forth above) reaches a distance of 10 kilom. from the Gambia, the frontier-line shall be drawn in such a way as always to be at an equal distance of 10 kilom. from the nearest point of the bank of the river.

South of Gambia.

Sec. 4. »The line starting from

Annexe 2.

Gambie.

§ 1. L'expression »Jinnak Creek« comme point de départ de la ligne-frontière du nord de la Gambie, doit signifier le point de la terre ferme où débouche dans la mer la »Jinnak«, ainsi que l'indique la Carte Anglaise qui porte le No. 684.

§ 2. L'expression »le tracé partira de Jinnak Creek pour suivre le parallèle qui, passant en ce point de la côte (environ 13° 36′ nord) coupe la Gambie dans la grande courbe, &c.«, doit signifier que le tracé de la frontière suivra le parallèle du milieu du chenal de l'embouchure du Jinnak (ainsi qu'elle est interprétée dans le § 1) jusqu'à ce qu'il arrive à un point éloigné de 10 kilom. de la Gambie, comme il est dit ci-dessous, § 3.

§ 3. »A partir de ce point, la ligne-frontière suivra la rive droite jusqu'à Yarbatenda, à une distance de 10 kilom. du fleuve«, doit signifier que, du point où le parallèle de la Crique Jinnak (comme il est dit ci-dessus) arrive à une distance de 10 kilom. de la Gambie la ligne-frontière devra être tracée de telle sorte qu'elle se trouve toujours à une égale distance de 10 kilom. des points les plus rapprochés du bord de la rivière.

Au sud de la Gambie.

§ 4. »Le tracé partira de l'em-

the mouth of the San Pedro shall follow the left bank as far as 13° 10′ of north latitude«. In the event of its being found that neither the San Pedro nor any of its branches meets the parallel 13° 10′ of north latitude, the frontier shall follow that parallel from the shore.

Sec. 5. The expression »as far as Sandeng«, shall be considered as including Sandeng within British territory, and in the event of this parallel (13° 10′ of north latitude) being found not to touch Vintang Creek, then the frontier-line would stop at the meridian which passes 1 kilom. east of Sandeng, or if the parallel 13° 10′ (north) should be found to meet Vintang Creek below Sandeng, the expression would be taken to mean that the frontier should follow the left bank of the creek from the point where it is met by the 13° 10′ parallel (north) to the meridian which passes 1 kilom. east of Sandeng.

Sec. 6. »Including Yarbatenda«, shall be taken to mean that the frontier-line shall be drawn round and beyond Yarbatenda, at a radius of 10 kilom. from the centre of the town; and in the event of its being found that a circle so drawn would intersect the bend of the river east of Yarbatenda, then the frontier-line, from the point where such circle should be found to cut the river, would follow the nearest bank till it meets a fresh intersection of the river (by the circle).

Sec. 7. The English Map »Intelligence Department Map, 684«, has been used in defining this part of the frontiers.

Sierra Leone.

»In accordance with the provisions

bouchure de la Rivière San Pedro, suivra la rive gauche jusqu'à 13° 10′ de latitude nord«. Dans le cas où il sera constaté que ni la Rivière San Pedro ni aucune de ses branches ne rencontrent le parallèle 13° 10′ de latitude nord, la frontière suivra ce parallèle à partir du bord de la mer.

§ 5. L'expression »jusqu'à Sandeng« doit être considérée comme comprenant Sandeng dans le territoire Britannique et dans le cas où ce parallèle (le 13° 10' latitude nord) ne rencontrerait pas la Crique Vintang, la ligne-frontière s'arrêterait au méridien qui passe à 1 kilom. dans l'est de Sandeng; ou si le parallèle 13° 10' nord rencontrait la Crique-Vintang au-dessous de Sandeng, l'expression serait considérée comme signifiant que la frontière doit suivre la rive gauche de la crique, depuis le point où le parallèle 13° 10' nord la rencontre jusqu'au méridien passant à 1 kilom. dans l'est de Sandeng.

§ 6. »Y compris Yarbatenda« doit signifier que la ligne-limite sera tracée autour et au delà de Yarbatenda avec un rayon de 10 kilom. à partir du centre de la ville; et dans le cas où un cercle ainsi tracé couperait la bouche de la rivière à l'est de Yarbatenda, la ligne-frontière, du point où le cercle coupe la rivière, suivrait la rive la plus rapprochée jusqu'à la rencontre d'une nouvelle intersection de la rivière.

§ 7. La Carte Anglaise »I. D. Map, No. 684«, a servi à rédiger cette partie des frontières.

Sierra Leone.

§ 1. »Conformément aux indications

of the Treaty of 1882*), the line of demarcation, after having divided the basin of the Mellacoree from that of the Great Scarcies«, shall be taken to mean: in accordance with Article I of the Convention of 1882*), which says, »The said line of demarcation shall be drawn in such a manner as to insure to France the complete control of the Mellacoree River, and to Great Britain the complete control of the Scarcies Rivers. The point and factory of Mahela, as well as the adjacent water communication, shall belong to the nation which, by the aforesaid inquiry, their possession may be found necessary for the control of the Mellacoree or of the Scarcies Rivers, as the case may be. If the water communication at Mahela should be found to open into the Mellacoree as well as into the Scarcies River, the said line of demarcation shall start on the coast from the centre of the stream which joins the sea at Mahela, and shall be continued in such manner as to assign to Great Britain the communication with the Scarcies River, and to France the communication with the Mellacoree River«.

Sec. 2. The expression »the line of demarcation shall pas between Bennah and Tambakka« shall be taken liberally, in so far as it is in conformity with the above-mentioned Convention, in order that the complete control of the Scarcies may be assured to Great Britain and that of Mellacoree to France.

In the event of Bennah or Bannah being found to extend into the basin of the Great Scarcies, then this Convention shall be modified in such a way as to make the right bank of

du Traité de 1882*), la ligne de démarcation, après avoir séparé le bassin de la Mellacorée de celui de la Grande Scarcie«, doit signifier: en conformité avec l'Article I de la Convention de 1882*), qui dit: »la dite ligne de démarcation sera tracée de façon à assurer à la France le contrôle complet de la Rivière Mellacorée, et à la Grande-Bretagne le contrôle complet des Rivières Scarcies. Le Point Mahela et le comptoir de ce nom, ainsi que la communication par les eaux adjacentes, appartiendront à la nation à laquelle, d'après la dite enquête, la possession en aura été reconnue nécessaire pour le contrôle de la Rivière Mellacorée ou des Rivières Scarcies, suivant le cas. S'il est constaté que la communication par eau à Mahela s'ouvre aussi bien sur la Rivière Mellacorée que sur la Rivière Scarcie, la dite ligne de démarcation partira sur la côte du milieu du cours d'eau qui se jette dans la mer à Mahela, et sera continuée de manière à attribuer à la France la communication avec la Rivière Mellacorée, et à la Grande-Bretagne la communication avec la Rivière Scarcie«.

§ 2. L'expression »la ligne de démarcation . . . . . passera entre le Bennah et le Tambakka« sera comprise littéralement en tant qu'elle s'accordera avec la Convention citée plus haut, afin d'assurer le contrôle complet de la Rivière Scarcie à la Grande-Bretagne, et celui de la Mellacorée à la France.

Au cas où il se trouverait que le Bennah ou Banna s'étend dans le bassin de la Rivière Grande Scarcie, cette Convention serait modifiée de manière que la rive droite de la

*) Non ratifié.

the Scarcies itself from the boundary at this part of its course.

Sec. 3. The Map which has been consulted is »La Carte des Établissements Français du Sénégal«, by M. Monteil, 1886.

Assinee.

Sec. 1. As far as regards the frontier-line between the sea and Tendo lagoon, the expression »straight« shall be taken to mean straight towards the true north.

The »Map showing the towns and villages visited by the Assinee Boundary Commissioners in December 1883 and January 1884«, has served for the description of this part of the frontier as far as Nougoua.

Porto Novo.

Sec. 1. »The meridian which intersects the territory of Porto Novo at the Ajarra Creek« shall be taken to mean: —

1. (To the north of the Porto Novo lagoon) the middle of the stream of the Ajarra or Ajera River to the point where the said river ceases to separate the Kingdom of Porto Novo from that of Pokrah, and from thence the meridian thereof as far as the 9th parallel of north latitude.

2. (To the south of the Porto Novo lagoon) the meridian of the middle of the Ajarra River, where it flows into the Porto Novo lagoon.

The frontier-line has been based in this Convention upon the sketch survey of the inland water communication in the Colony of Lagos by Harbour-master Speeding, 1886.

Grande Scarcie forme elle-même la limite sur cette partie de son cours.

§ 3. La Carte consultée est la Carte des Établissements Français du Sénégal, par M. Monteil, 1886.

Assinie.

§ 1. En ce qui regarde la ligne-frontière entre la mer et la lagune Tendo, l'expression »en droite ligne« doit signifier droit au nord vrai.

La »Map showing the Towns and Villages visited by the Assinee Boundary Commissioners in December 1883 and January 1884« a servi à décrire cette partie des limites jusqu'à Nougoua.

Porto-Novo.

§ 1. »Le méridien qui coupe le territoire de Porto-Novo à la Crique d'Ajarra« doit signifier: —

1. (Au nord de la lagune de Porto-Novo) le milieu du cours de la Rivière Ajarra ou Ajera, jusqu'au point où cette rivière cesse de séparer le Royaume de Porto-Novo de celui de Pokrah, et de là, le méridien de ce point, au nord, jusqu'au 9e parallèle de latitude nord.

2. (Au sud de la lagune de Porto-Novo) le méridien du milieu de la Rivière Ajarra à son embouchure dans la lagune de Porto-Novo.

3. La ligne-frontière a été décrite dans cette Convention d'après le »Sketch Survey of the Inland Water Communications in the Colony of Lagos, by Harbour-Master Speeding, 1886«.

Annexe No. 2.

The Earl of Lytton to M. Spuller.

The Undersigned, Her Britannic Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, has the honour to notify to the Government of the Republic that Her Majesty's Government approves the Agreement come to and signed in Paris on the 10th August last by the Delegates appointed by the Foreign and Colonial Departments of their respective Governments to prepare a settlement of the questions at issue on the West Coast of Africa between the Government of the French Republic and Her Majesty's Government.

While announcing the adhesion of his Government to this Agreement (of which a copy in English translation is inclosed herewith), the Undersigned trusts that the Government of the Republic may think fit also to give their assent to the conclusions come to by their Delegates, and that the same friendly spirit which has animated the two Governments in initiating this Agreement may continue to animate the carrying out thereof by their Representatives on the West African Coast, and he avails himself of the present opportunity to renew, &c.

(Signed) *Lytton.*

Paris, November 2, 1889.

Annexe No. 3.

M. Waddington to the Marquis of Salisbury.—(Received November 21.)

Londres, le 19 Novembre, 1889.

M. le Marquis,

Lors de la signature de l'Arrangement relatif à la délimitation des possessions Anglaises et Françaises sur la Côte Occidentale d'Afrique, il avait été convenu que les dispositions arrêtées par les Délégués des deux pays seraient soumises à l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, et que, dans le cas où ceux-ci donneraient leur adhésion, il serait procédé par voie d'échange de notes conçues en termes identiques.

L'Ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Paris ayant fait connaître à M. Spuller que le Gouvernement de la Reine donnait son assentiment à l'Arrangement dont il s'agit, je suis chargé, d'ordre de mon Gouvernement, d'adresser à votre Seigneurie une notification semblable au nom du Gouvernement de la République.

J'ai l'honneur, en conséquence, de vous faire parvenir sous ce pli la note destinée au Gouvernement de la Reine, avec la copie, également ci-annexée, de l'Arrangement précité.

Veuillez, &c.

(Signed) *Waddington.*

Annexe No. 4.

M. Waddington to the Marquis of Salisbury.

Londres, le 19 Novembre, 1889.

Le Soussigné, Ambassadeur de la République Française, a l'honneur

de notifier au Gouvernement de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande que le Gouvernement de la République donne son assentiment à l'Arrangement intervenu, le 10 Août dernier, entre les Délégués nommés par le Département des Affaires Étrangères et l'Administration des Colonies de leurs Gouvernements respectifs pour préparer le réglement des questions pendantes entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la Reine à la Côte Occidentale d'Afrique.

En faisant connaître l'adhésion de son Gouvernement à l'Arrangement en question (dont une copie en Français est ci-jointe), le Soussigné exprime l'espoir que le Gouvernement de Sa Majesté jugera convenable de donner également son assentiment aux conclusions auxquelles sont arrivés leurs Délégués, et que le même esprit amical qui a animé les deux Gouvernements en ce qui concerne cet Arrangement, continuera à présider à son exécution par leurs Représentants sur la Côte Occidentale d'Afrique.

Le Soussigné, &c. (Signed) *Waddington.*

56.

GRANDE-BRETAGNE, ITALIE.

Traité pour la répression de la Traité; signé à Londres le 14 septembre 1889.

Archives Diplomatiques 1890.

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et Sa Majesté le Roi d'Italie, mutuellement animés d'un désir sincère de coopérer à l'extinction du trafic des esclaves en Afrique, ont résolu de conclure un traité pour atteindre ce but, et, dans cette intention, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, à savoir:

Sa Majesté la Reine du Rouyaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, le très honorable Robert-Arthur-Talbot-Gascoyne Cecil, marquis de Salisbury, comte de Salisbury, vicomte Cranborne, baron Cecil, pair du Royaume-Uni, chevalier du très noble Ordre de la Jarretière, membre du très honorable Conseil privé de Sa Majesté, premier secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les affaires étrangères;

Et Sa Majesté le Roi d'Italie, Monsieur Thomas Catalani, commandeur des Saints Maurice et Lazare, chargé d'affaires de Sa Majesté à Londres;

Lesquels, après s'être communiqué l'un à l'autre leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, se sont mis d'accord pour la conclusion des articles suivants:

Article premier. — Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté le Roi d'Italie, s'engagent à interdire tout commerce d'esclaves, que celui-ci soit fait par leurs sujets respectifs ou sous leurs pavillons respectifs, ou au moyen de capitaux appartenant à leurs sujets respectifs, et à qualifier ce trafic de piraterie. Leurs

Majestés déclarent en outre que tout vaisseau qui essaierait de continuer la traite des esclaves, perdra, par ce fait seul, tout droit à la protection de leur pavillon.

Art. II. — Afin d'entrer plus complètement dans la pensée du présent traité, les Hautes Parties contractantes conviennent que leurs navires de guerre pourront visiter tout vaisseau marchand appartenant à la nationalité de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, qui sera, pour les motifs plausibles, soupçonné de se livrer à la traite des esclaves, ou d'avoir été équipé dans cette intention, ou de s'être livré à la traite pendant le voyage dans lequel il aura été rencontré par lesdits croiseurs, et que ces croiseurs pourront saisir ces vaisseaux et les envoyer ou les emmener pour les faire juger.

Le dit droit mutuel de visite ne devra pas s'exercer dans la Méditerrannée. De plus, la zone dans laquelle l'exercice du dit droit devra être borné, sera délimitée, au nord, par le 32° parallèle de latitude nord; à l'ouest, par la côte orientale d'Amérique, depuis le point où le 32° parallèle de latitude nord rencontre cette côte jusqu'au 45° parallèle de latitude sud; au sud, par le 45° parallèle de latitude sud, depuis le point où ce parallèle rencontre la côte orientale d'Amérique jusqu'au 80° degré de longitude orientale, calculé sur le méridien de Greenwich; et à l'est, par le même degré de longitude, depuis le point où il est coupé par le 45° parallèle de latitude sud jusqu'à la côte de l'Inde.

Art. III. — Dans aucun cas, le droit mutuel de visite ne pourra être exercé sur les navires de guerre ou les vaisseaux munis de chartes des Hautes Parties contractantes, mais leurs croiseurs s'apporteront mutuellement assistance les uns aux autres dans tous les cas où il pourra être utile qu'ils agissent de concert.

Art. IV. — Toutes les fois qu'un vaisseau marchant appartenant à la nationalité de l'une des Hautes Parties contractantes aura été saisi par un croiseur de l'autre, conformément aux dispositions du présent traité, ce vaisseau marchant, aussi bien que le capitaine, l'équipage, la cargaison et les esclaves qui pourront être à bord, seront menés aux lieux que les Hautes Parties contractantes ont respectivement désignés à cet objet dans le présent article, et ils seront remis aux autorités nommées dans cette intention par le gouvernement qui y exerce la juridiction, pour que des poursuites puissent être exercées contre eux devant les tribunaux compétents.

Tous les vaisseaux anglais saisis sur la côte occidentale d'Afrique par les croiseurs italiens seront emmenés et remis à la juridiction anglaise à Sierra Léone, ou seront remis à un croiseur anglais, s'il s'en trouve un dans les environs du lieu de la capture.

Tous les vaisseaux italiens saisis par les croiseurs anglais sur la côte orientale ou occidentale d'Afrique, dans la mer Rouge et sur la côte d'Arabie, seront envoyés au point le plus proche ou le plus facile d'accès des colonies, possessions ou protectorats d'Italie où existera un tribunal de la traite, ou seront remis à un croiseur italien, s'il s'en trouve un dans les environs du lieu de la capture.

Art. V. — Tout navire marchand, appartenant à la nationalité de l'une des deux Hautes Parties contractantes, qui sera visité et saisi en vertu des dispositions du présent traité sera, à moins de preuves du contraire, considéré comme s'étant livré à la traite des esclaves, ou ayant été équipé en vue de ce trafic, s'il se trouve à bord un ou plusieurs esclaves autres que les esclaves domestiques attachés à la personne ou au service légitime de leurs maîtres, ou que les esclaves employés bona fide à la manoeuvre du vaisseau; ou si on trouve à bord des chaînes pour esclaves, des fers ou menottes, des planchers spéciaux de boue ou de sable placés, comme pour servir de sièges aux esclaves; une quantité d'eau en barils ou en réservoirs plus grande que celle qui est nécessaire à la consommation de l'équipage de ce vaisseau; une chaudière ou autre appareil de cuisine de taille inaccoutumée, et plus grands, ou pouvant être rendus plus grands qu'il n'est nécessaire pour les besoins de l'équipage de ce vaisseau; ou plus d'une chaudière ou autre appareil de cuisine, de taille ordinaire; une quantité de nattes et de paillassons plus grande qu'il n'est nécessaire pour l'usage de ce vaisseau, à moins que ces nattes et paillassons ne soient portés sur le livre de bord comme faisant partie de la cargaison.

S'il est établi qu'un ou plusieurs esclaves autres que ceux qui sont spécialement exceptés dans le présent article, ou qu'un ou plusieurs des objets mentionnés ci-dessus se trouvent à bord, ou ont été à bord pendant le voyage au cours duquel le vaisseau a été saisi, ce fait sera considéré comme une preuve prima facie que le vaisseau était empoyé à la traite.

Art. VI. — Des poursuites seront exercées immédiatement contre le vaisseau saisi comme il a été établi ci-dessus, contre son capitaine, son équipage et sa cargaison, devant les tribunaux compétents du pays auquel il appartient, et ils seront jugés et condamnés conformément aux formes et lois en vigueur dans ce pays, et s'il résulte des poursuites que le dit vaisseau était employé à la traite des esclaves, ou équipé pour ce trafic, le vaisseau, son équipement et sa cargaison de marchandises seront confisqués, et le capitaine, l'équipage et leurs complices seront traités conformément aux lois selon lesquelles ils auront été jugés.

En cas de confiscation, le montant de la vente dudit vaisseau sera, dans le délai de six mois, à dater de l'époque de la vente, mis à la disposition du gouvernement du pays auquel appartient le vaisseau qui a fait la capture, afin d'être employé conformément aux lois de ce pays.

Art. VII. — Si un ou plusieurs esclaves, autres que ceux spécialement exceptés par l'article V du présent traité, ou un quelconque des objets spécifiés dans ce même article V. est trouvé à bord d'un vaisseau marchand, ou s'il est prouvé qu'esclaves ou objets se trouvaient à bord durant le voyage au cours duquel le vaisseau a été capturé, aucune compensation aux pertes, dommages et dépenses causés par la saisie de ce vaisseau, ne sera accordée en aucun cas, ni au capitaine, ni au propriétaire, ni à aucune personne intéressée dans l'équipement ou le chargement, même si une condamnation n'est pas prononcée contre le vaisseau, comme conséquence de sa détention.

Art. VIII. — Quand la sentence du tribunal compétent aura décidé qu'un vaisseau marchand saisi en vertu du présent traité n'était pas employé à la traite des esclaves ou équipé pour ce trafic, ce vaisseau sera rendu à son ou à ses légitimes propriétaires. Au cas où le tribunal compétent déciderait que la saisie, la détention ou les poursuites n'avaient pas de fondement raisonnable, le gouvernement du croiseur qui a fait la capture devra payer au gouvernement de la nation à laquelle appartenait le vaisseau capturé, une compensation variable selon le cas.

Art. IX. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à se communiquer l'une à l'autre, quand elles en seront priées, et sans frais, des copies des poursuites engagées, et du jugement rendu, relativement aux bâtiments visités ou saisis en vertu des dispositions du présent traité.

Art. X. — Les Hautes Parties contractantes conviennent d'assurer la liberté immédiate de tous les esclaves qui seront trouvés à bord des vaisseaux saisis et condamnés en vertu des stipulations du présent traité.

Art. XI. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées aussitôt que possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, le 14 septembre 1889.

(L. S.) ***Salisbury.***
(L. S.) ***T. Catalani.***

57.

GRANDE-BRETAGNE, FRANCE.

Déclaration concernant la liquidation des sauvetages sur les côtes des deux États; signée à Paris le 23 octobre 1889.

Parliamentary Papers 1890 [*C.—5909*].

The Government of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, and the Government of the French Republic, desiring to regulate by a new Agreement questions relative to the disposal of the proceeds of wrecks on the coasts of the two States, have agreed to replace the Declaration signed at London on the 16th June, 1879, by the following arrangements: —

Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, et le Gouvernement de la République Française, désirant régler par un nouvel accord les questions relatives à la liquidation des sauvetages sur les côtes des deux États, sont convenus de remplacer la Déclaration échangée à Londres le 16 Juin, 1879, par les dispositions suivantes:

Article I.

When any ship belonging to the subjects of one of the two Contracting States is wrecked or stranded on the coast of the other, the competent local authorities shall, with as little delay as possible, bring the fact to the knowledge of the Consul-General, Consul, Vice-Consul, or Consular Agent nearest to the spot where the wreck or stranding has taken place.

Article I.

Lorsqu'un navire quelconque appartenant aux sujets de l'un des deux États Contractants fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre, les autorités locales compétentes devront, dans le plus bref délai possible, porter le fait à la connaissance du Consul-Général, Consul, Vice-Consul, ou Agent Consulaire le plus rapproché du lieu de l'accident.

Article II.

All operations relative to the salvage of British ships which may be wrecked or stranded on the coasts of France shall be directed by the Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, or Consular Agents of Great Britain, and, reciprocally, the French Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents shall direct all operations relative to the salvage of ships of their nation wrecked or stranded on the coasts of Great Britain.

Article II.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires Anglais qui naufrageraient ou échoueraient sur les côtes de France seront dirigées par les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls, ou Agents Consulaires de la Grande-Bretagne, et réciproquement les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls, et Agents Consulaires Français dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes de la Grande-Bretagne.

Article III.

If the owners of the ship and cargo, or their duly authorized representatives, shall be present and shall claim it, the Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents shall hand over to them the conduct of the salvage operations after requiring the deposit of the ship's papers, as well as the reimbursement of the expenses already defrayed, and a sufficient guarantee for those incurred before the operations were handed over, and which may not have been already settled.

Article III.

Quand les propriétaires du navire ou de la cargaison, ou leurs représentants dûment autorisés, seront présents et le réclameront, les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls, et Agents Consulaires devront leur remettre la conduite des opérations de sauvetage en exigeant le dépôt des papiers de bord, ainsi que le remboursement des frais déjà faits et une garantie suffisante pour les dépenses engagées avant la remise et non encore liquidées.

Article IV.

The intervention of the local authorities shall only take place in the two countries for the purpose of assisting the Consular authority, of maintaining order, of securing the interests of the salvors if they are strangers to the shipwrecked crews, and of assuring the due execution of the arrangements to be carried out for the entry and departure of the merchandize saved.

In the absence, and until the arrival of the Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, or Consular Agents, the local authorities shall, moreover, take all necessary measures for the protection of the persons, and for the preservation of the articles which shall have been saved from the wreck.

This intervention shall not give rise to any charges, with the exception of those which the salvage operations and the protection of the articles saved shall have rendered necessary, and those to which national ships would, under similar circumstances, be liable. These charges shall be paid according to the circumstances of the case, either by the agents of the Consular service, or by their owners or their proxies.

In case absence, sickness, or any other cause should prevent the Agents of the Consular service from seeing to the operations and the management of the salvage, the local authorities who may be charged with the operations and management in question shall be bound to remit to the aforesaid Agents the ship's papers and the net proceeds of the ship and the cargo.

Article V.

The merchandize and articles saved

Article IV.

L'intervention des autorités locales n'aura lieu dans les deux pays que pour assister l'autorité Consulaire, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence, et jusqu'à l'arrivée des Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls, ou Agents Consulaires, les autorités locales devront, d'ailleurs, prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

Cette intervention ne donnera lieu à aucun frais, sauf ceux que les opérations de sauvetage et la garde des objets sauvés auront rendus nécessaires, ainsi que ceux auxquels seraient soumis en pareille circonstance les navires nationaux, les frais seront soldés, suivant le cas, soit par les Agents du service Consulaire, soit par les propriétaires ou leurs mandataires.

Dans le cas où l'éloignement, la maladie, ou toute autre cause empêcheraient les Agents du service Consulaire de pourvoir aux opérations et à la gestion du sauvetage, les autorités locales qui resteraient chargées de ces opérations et de cette gestion seront tenues de remettre à ces Agents les papiers de bord et le produit net du navire et de la cargaison.

Article V.

Les marchandises et les objets

shall not be liable to any customs duties, unless they are intended for home consumption, in which case they shall pay the same duties as they would have had to pay if they had been imported in national vessels.

Article VI.

The stipulations of the present Declaration shall be applicable to all the Colonies and foreign possessions of Her Britannic Majesty, excepting to those hereinafter named, that is to say, except to: —

India.
The Dominion of Canada.
Newfoundland.
The Cape.
Natal.
New South Wales.
Victoria.
Queensland.
Tasmania.
South Australia.
Western Australia.
New Zealand.

Provided always that the stipulations of the present Declaration shall be made applicable to any of the above-named Colonies or foreign possessions on whose behalf notice to that effect shall have been given by Her Britannic Majesty's Representative to the French Republic within one year from the date of the signature of the present Declaration.

The stipulations of the present Declaration shall be applicable to all the Colonies and foreign possessions of France.

Article VII.

The present Declaration shall come into operation three months after the date of its signature, and shall remain

sauvés ne seront assujettis à aucun droit de douane, à moins qu'ils ne soient destinés à la consommation intérieure, auquel cas ils acquitteront les mêmes droits qu'ils auraient eu à payer s'ils avaient été importés par des navires nationaux.

Article VI.

Les stipulations de la présente Déclaration seront applicables à toutes les Colonies et possessions de Sa Majesté Britannique, à l'exception de celles ci-après dénommées, savoir: —

L'Inde.
Le Canada.
Terre-Neuve.
Le Cap.
Natal.
La Nouvelle-Galles du Sud.
Victoria.
Queensland.
La Tasmanie.
L'Australie du Sud.
L'Australie Occidentale.
La Nouvelle-Zélande.

Toutefois, les stipulations de la présente Convention deviendront applicables à l'une des possessions ci-dessus indiquées si, en leur nom, une notification à cet effet a été adressée par le Représentant de Sa Majesté Britannique à Paris au Gouvernement de la République Française un an après la date de la présente Déclaration.

Les stipulations de la présente Déclaration seront applicables à toutes les Colonies et possessions de la France.

Article VII.

La présente Déclaration sera mise à exécution trois mois après la date de sa signature et demeurera en vigueur

in force until the expiration of one year from the day on which either Party may give notice of its intention to terminate it.

In witness whereof, the Undersigned Plenipotentiaries, his Excellency the Earl of Lytton, Ambassador of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, and his Excellency M. Eugène Spuller, Minister for Foreign Affairs, have signed the present Declaration, and have affixed thereto their seals.

Done at Paris, this twenty-third day of October, 1889.

(L.S.) *Lytton.*

jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une des deux Parties Contractantes aura notifié son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires Soussignés, son Excellence le Comte de Lytton, Ambassadeur de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, et son Excellence M. Eugène Spuller, Ministre des Affaires Étrangères, ont revêtu de leurs signatures la présente Déclaration, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le vingt-trois Octobre, 1889.

(L.S.) *Spuller.*

58.

GRANDE-BRETAGNE, ÉGYPTE.

Convention de commerce; signée à Caire le 29 octobre 1889.

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty, March 1890.

The Undersigned, Sir Evelyn Baring, G.C.M.G., K.C.B., K.C.S.I., C.I.E., Minister Plenipotentiary, Agent and Consul-General of Her Britannic Majesty in Egypt, and his Excellency Zoulfikar Pasha, Minister for Foreign Affairs of the Government of His Highness the Khedive of Egypt;

Duly authorized by their respective Governments, and so far as Egypt is concerned within the limits of the powers conferred by the Imperial Firmans, have agreed to the following: —

Les Soussignés, Sir Evelyn Baring, G.C.M.G., K.C.B., K.C.S.I., C.I.E., Ministre Plénipotentiaire, Agent Diplomatique et Consul-Général de Sa Majesté Britannique en Égypte, et son Excellence Zoulfikar Pacha, Ministre des Affaires Étrangères du Gouvernement de Son Altesse le Khédive d'Égypte;

Dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, et en ce qui concerne l'Égypte dans les limites des pouvoirs conférés par les Firmans Impériaux, sont convenus de ce qui suit: —

Article I.

There shall be reciprocal freedom of commerce and navigation between the United Kingdom of Great Britain and Ireland and Egypt. British subjects in Egypt, and Egyptians in the United Kingdom of Great Britain and Ireland, shall have liberty freely to come, with their ships and cargoes, to all places and ports in the other country to which natives are or may be permitted to come, and shall enjoy respectively the same rights, privileges, liberties, favours, immunities and exemptions in matters of commerce and navigation as are or may be enjoyed by natives, without having to pay any tax or impost greater than those paid by the same.

Article II.

No other or higher duties shall be imposed on the importation into the United Kingdom of Great Britain and Ireland of any article, the produce or manufacture of Egypt, from whatever place arriving, and no other or higher duties shall be imposed on the importation into Egypt of any article, the produce or manufacture of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, from whatever place arriving, than on the like article produced or manufactured in any other foreign country; nor shall any prohibition be maintained or imposed on the importation of any article, the produce or manufacture of either of the Contracting Countries, into the other, from whatever place arriving, which shall not equally extend to the importation of the like article being

Article I.

Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et l'Égypte.

Les sujets Britanniques en Égypte et les Égyptiens dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande pourront librement entrer, avec leurs navires et leurs cargaisons, dans tous les lieux et ports de chacun des deux pays dont l'entrée est ou serait permise aux nationaux du pays, et ils jouiront respectivement, en matière de commerce et de navigation, des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités, et franchises dont jouissent ou pourraient jouir les nationaux du pays, sans qu'ils aient à payer aucune taxe ou droit plus élevés que ceux auxquels ces derniers sont assujettis.

Article II.

Les importations dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie de l'Égypte, de quelque provenance que ce soit, et réciproquement les importations en Égypte d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, de quelque provenance que ce soit, ne seront pas frappées d'autres droits ou de droits plus élevés que ceux dont sont frappées les importations d'articles similaires, produits du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger; de même, il ne sera maintenu ou édicté contre l'importation d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie de l'un ou de l'autre des deux Pays Contractants, de quelque provenance que ce soit, au-

the produce or manufacture of any other foreign country.

This last provision is not applicable to the sanitary and other prohibitions occasioned by the necessity of protecting the safety of persons or of cattle, or of plants useful to agriculture.

Tobacco of all kinds, tombac, salt, saltpetre, natron, hasheesh, arms of every description, ammunition, gunpowder, and explosible material, are excluded from the stipulations of the present Convention.

cune prohibition qui ne s'appliquerait pas également à l'importation du même article, produit du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger.

Cette dernière disposition n'est pas applicable aux mesures sanitaires et autres interdictions résultant de la nécessité de protéger la santé publique, celle des bestiaux, et les plantes utiles à l'agriculture.

Le tabac de toutes espèces, le tombac, le sel, le salpètre, le natron, et le hachiche, les armes de toute nature, les munitions, la poudre et les matières explosibles sont exclus des stipulations de la présente Convention.

Article III.

No other or higher duties or charges shall be imposed in the United Kingdom of Great Britain and Ireland or in Egypt respectively on the exportation of any article to the other Contracting Country than such as are or may be payable on the exportation of the like article to any other foreign country; nor shall any prohibition be imposed on the exportation of any article from either of the two Contracting Countries to the other which shall not equally extend to the exportation of the like article to any other foreign country.

Article III.

L'exportation, par l'un des Pays Contractants, d'un article quelconqu à destination de l'autre pays, ne pourra être frappée en Égypte et respectivement dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande de droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourraient être acquittés lors de l'exportation du même article à destination de tout autre pays étranger; il ne pourra, non plus, être établi par l'une des Parties Contractantes, à l'égard de l'autre, aucune prohibition à l'exportation qui ne soit applicable également à l'exportation du même article à destination de tout autre pays étranger.

Article IV.

The Contracting Governments agree that in all matters relating to commerce and navigation, any privilege, favour, or immunity whatever which one Contracting Party has actually granted, or may hereafter grant, to the natives of any other State shall,

Article IV.

Les Parties Contractantes conviennent que, pour tout ce qui concerne le commerce et la navigation, tous privilèges, faveurs, ou immunités quelconques que l'une des deux Parties Contractantes a déjà accordés ou pourrait ultérieurement accorder

on the demand of the other Contracting Government, be immediately and unconditionally extended to the natives of the other Contracting Party, which shall, by the simple fact of such demand, assume, as regards Administrative Regulations of Customs, Coast-Guard, and Police, all the obligations incumbent on the State with which it demands assimilation.

aux nationaux de toute autre Puissance seront, sur la demande de l'autre Partie Contractante, étendus immédiatement et sans conditions aux nationaux de celle-ci, qui, par le seul fait de cette demande, assumera, pour ce qui concerne les Règlements Administratifs des Douanes, des Gardes-Côtes, et de la Police, toutes les obligations incombant à la Puissance à laquelle elle demande d'être assimilée.

Article V.

British ships shall, in Egypt, and Egyptian vessels shall, in the United Kingdom of Great Britain and Ireland, from whatever place arriving, and whatever may be the place of origin or destination of their cargoes, be treated in every respect as national ships.

The preceding stipulation applies to local treatment, dues and charges in the ports, basins, docks, roadsteads, and harbours of the two countries, pilotage, and generally to all matters connected with navigation.

All vessels which, according to British law, are to be deemed British vessels, and all vessels which, according to Egyptian law, are to be deemed Egyptian vessels, shall, for the purposes of this Convention, be respectively deemed British or Egyptian vessels.

The coasting trade and interior navigation, however, are excepted from the preceding stipulations, and remain subject to the respective laws of the two countries.

All articles, from whatever place

Article V.

Quel que soit le port de départ des navires et quelque soit le lieu d'origine ou de destination de leur cargaison, les navires Britanniques en Égypte et, réciproquement, les navires Égyptiens dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande jouiront, sous tous les rapports, du même traitement que les navires du pays.

Cette stipulation s'applique aux Règlements locaux, aux taxes et perceptions dans les ports, bassins, docks rades et havres des deux pays, au pilotage et, en général, à tout ce qui concerne la navigation.

Tous les navires qui, d'après les lois Britanniques, sont considérés comme navires de nationalité Britannique, de même que tous les navires qui, d'après les lois Égyptiennes, sont considérés comme navires Égyptiens, seront, pour tout ce qui concerne la présente Convention, considérés respectivement comme navires Britanniques ou Égyptiens.

Cependant, le cabotage, ainsi que la navigation intérieure, sont exclus des stipulations précédentes et restent soumis aux lois respectives des deux pays.

Tous les articles, quels qu'en soient

arriving, and whatever may be their place of origin, may be imported or exported in the vessels of the Contracting Parties without being liable to any other restriction or higher duties in the other country than if the articles were exported or imported in native vessels, or in those of any other State.

la provenance ou le lieu d'origine, importés ou exportés par les navires des Parties Contractantes, ne pourront être soumis, dans l'un ou l'autre des deux pays, à des restrictions autres ou à des droits plus élevés que ceux auxquels seraient assujettis ces mêmes articles dans l'un des deux pays s'ils étaient importés ou exportés par les navires nationaux ou par des navires de tout autre État.

Article VI.

The undermentioned goods, the produce or manufacture of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, shall pay, on importation into Egypt, duty not exceeding 10 per cent, ad valorem, viz.: —

1. Metals, raw, partially manufactured and wholly manufactured, including machinery and parts thereof, agricultural machines and implements, railway and tramway carriages and engines, hardware, and all articles of which metals (except gold or silver) are the principal component.

2. Cutlery, ordinary, that is to say, with handles of any material except gold, silver, pearl, or tortoiseshell.

3. Yarns, threads, cordage, and cables, nets, velvets, and all other fabrics, plain, open-work, or fancy, unbleached, bleached, printed or dyed, manufactured from any vegetable fibre, such as cotton, jute, flax, hemp, rhea, palm, aloe, or the like.

4. Yarns and fabrics as enumerated in Class 3 manufactured from wool, worsted, mohair, vicuna, camelhair, or any animal fibre except silk.

Article VI.

Les articles ci-après mentionnés, produit du sol ou de l'industrie du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande paieront, à leur importation en Égypte, un droit qui ne pourra dépasser 10 pour cent ad valorem, savoir: —

1. Métaux bruts, partiellement ou totalement ouvrés, y compris machines et engins mécaniques et pièces de machines et engins mécaniques, machines et outils agricoles, locomotives et voitures de chemins de fer ou tramway, quincaillerie et tous articles fabriqués principalement en métal, à l'exception de l'or et de l'argent.

2. Coutellerie ordinaire, c'est-à-dire avec manches ou poignés de matière quelconque, à l'exeption de l'or, l'argent, la nacre ou l'écaille.

3. Fils et filés, cordages et câbles, tulles, velours, et tous autres tissus unis, ouvrés à jour, ou de fantaisie, blanchis ou non blanchis, imprimés ou teints, fabriqués avec des fibres végétales quelconques, telles que: coton, jute, lin, chanvre, ramie, palmier, aloès, ou similaires.

4. Filés et tissus comme ceux énumérés au paragraphe 3 mais fabriqués en laine ou filés de laine, poils de chèvre de vigogne, de chameau, ou en fibres provenant de tout autre animal, excepté la soie.

5. Mixed fabrics of the materials enumerated in Classes 3 and 4, and also with an admixture of silk or waste silk not exceeding 20 per cent. in weight of the whole fabric.

6. Coal.
7. Indigo.
8. Rice.
9. Oil-seeds.

The Egyptian Government preserves an absolute right respecting the taxation of all other articles. The Regulations and tarifications of such other articles shall be applicable to British subjects under the same conditions as to natives or to foreigners the most favoured in that respect.

The duties ad valorem levied in Egypt on goods the produce or manufacture of the United Kingdom of Great Britain and Ireland shall be calculated on the value at the place of shipment or purchase of the object imported, with the addition of the cost of transport, including insurance, necessary for the importation into Egypt as far as the port of discharge.

For the levying of these duties the importer shall make a written declaration at the Custom-house, stating the description of the goods imported and their value at the port of discharge.

The Customs may further, in contested cases, insist on the production of all the documents which should accompany consignments of merchandize, such as invoices, policies of insurance, correspondence, &c.

If the Custom-house authorities shall be of opinion that the declared value is insufficient, they shall be at liberty to take the goods on paying to the importer the price declared

5. Tissus mélangés, fabriqués soit avec les matières énumérés aux paragraphes 3 et 4, soit avec adjonction de soie ou de déchets de soie n'excédant pas 20 pour cent du poids total du tissu.

6. Houille.
7. Indigo.
8. Riz.
9. Graines oléagineuses.

Le Gouvernement Égyptien conserve un droit absolu de taxation sur tous autres articles. Les Règlements concernant ces autres articles, ainsi que leur tarification, seront applicables aux sujets Britanniques dans les mêmes conditions qu'aux nationaux Égyptiens ou sujets étrangers les plus favorisés à cet égard.

Les droits ad valorem perçus en Egypte sur les marchandises, produits du sol ou de l'industrie du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, seront calculés sur la valeur dans le lieu de chargement ou d'achat de l'article importé, avec majoration des frais de transport et d'assurance jusqu'au port de déchargement en Égypte.

Pour la perception de ces droits, une déclaration écrite, donnant la description des articles importés et leur valeur au lieu de déchargement, devra être remise à la Douane par l'importateur.

Les Douanes pourront, en outre, en cas de contestation, exiger la production de tous les documents devant accompagner l'envoi des marchandises, tels que: factures, polices d'assurance, correspondance, &c.

Dans le cas où la valeur déclarée serait jugée insuffisante par les autorités Douanières, celles-ci seront libres de prendre les marchandises, en payant à l'importateur le prix déclaré

by him, with an addition of 5 per cent. This payment, together with the restitution of any duty which may have been levied upon such goods, shall be made within the fifteen days following the declaration.

The said authorities shall also have the right of taking the duties in kind. In order to take the duties in kind the Customs shall have the right of selecting the articles according to their declared value until the amount due to them shall be reached.

Article VII.

In order to establish for a fixed period the value at the port of entry of the principal articles taxed ad valorem, the Administration of the Egyptian Customs shall invite the principal merchants interested in the trade of the said articles to proceed in common with them to establish a Tariff for a period not exceeding twelve months.

The Tariff thus fixed shall, until a Chamber of Commerce representing the entire trade of Alexandria shall have been created, be communicated by the Egyptiau Customs to the British Consulate of Alexandria, and shall be considered as officially recognized, as regards British produce and subjects, if the Consulate makes no formal opposition during the fortnight following this communication.

Article VIII.

Export duties may be levied in Egypt at the rate not exceeding 1 per cent. ad valorem.

The value of articles exported shall be determined by the Customs, who

par lui, avec une majoration de 5 pour cent. Ce paiement ainsi que le remboursement de tous droits quelconques qui auraient pu être perçus sur les dites marchandises seront effectués dans les quinze jours qui suivront la déclaration.

Les dites autorités auront également le droit de percevoir les droits en nature. Pour percevoir les droits en nature, les Douanes auront le droit de choisir les articles, en calculant leur valeur d'après le prix déclaré jusqu'à concurrence du montant des droits à acquitter.

Article VII.

Afin de fixer pour une période déterminée, la valeur dans les ports d'entrée des principaux articles taxés ad valorem, l'Administration des Douanes Égyptiennes invitera les principaux commerçants intéressés dans le commerce des dits articles à procéder, en commun avec elle, à l'établissement d'un Tarif pour une période n'excédant pas douze mois.

Le Tarif ainsi fixé sera, jusqu'à la création d'une Chambre de Commerce représentant le commerce général d'Alexandrie, communiqué par les Douanes Égyptiennes au Consulat Britannique à Alexandrie, et sera considéré comme officiellement reconnu, en ce qui concerne les produits et les sujets Britanniques, si le Consulat n'y fait pas une formelle opposition pendant la quinzaine qui suivra cette communication.

Article VIII.

Les droits d'exportation seront perçus en Égypte à un taux qui n'excédera pas 1 pour cent ad valorem.

La valeur des articles exportés sera fixée par la Douane qui, autant que

will, as far as possible, cause periodic Tariffs to be established.

The Egyptian Government reserves the right to insist on the exporter of the articles producing proof of the payment of the special internal taxes to which the articles in question may be liable; if the said proof is not furnished, the exportation of the articles may be prohibited.

Merchandize to be transhipped, whether directly or after having been conveyed by rail across Egyptian territory, or placed in bonded stores, is free from all import or export duty. But articles intended for the use of the vessels which ship them are liable to a duty equivalent to the export duty, i.e., 1 per cent. ad valorem.

possible, procédera à l'établissement de Tarifs périodiques.

Le Gouvernement Égyptien se réserve le droit d'exiger de l'exportateur la production des preuves de l'acquittement des taxes spéciales intérieures auxquelles les articles destinés à l'exportation pourraient être assujettis; à défaut de cette preuve, l'exportation des dits articles pourra être interdite.

Les marchandises destinées au transbordement, soit directement, soit après avoir été transportées par la voie ferrée sur le territoire Égyptien, ou celles destinées à être placées dans les entrepôts réels, seront libres de tout droit d'importation ou d'exportation. Mais les articles destinés à l'usage des navires sur lesquels ils sont chargés seront soumis à un droit équivalent au droit d'exportation, c'est-à-dire, 1 pour cent ad valorem.

Article IX.

If one of the Contracting Parties shall impose an excise tax, that is to say, an inland duty, upon any article of home production or manufacture, an equivalent compensatory duty may be imposed on articles of the same description on their importation from the territories of the other country, provided that the said equivalent duty is levied on like articles on their importation from all foreign countries.

In the event of the reduction or suppression of excise taxes, that is to say, inland duties, a corresponding reduction or suppression shall at the same time be made in the equivalent compensatory import duty on the produce or manufactures of British or Egyptian origin, as the case may be.

Article IX.

Si l'une des Parties Contractantes établit un droit d'accise, c'est-à-dire, une taxe intérieure, sur un produit quelconque du sol ou de l'industrie nationale, les articles de même nature importés des territoires de l'autre Partie Contractante pourront être frappés d'un droit compensateur équivalent, pourvu que les articles de même nature importés de tous autres pays étrangers soient soumis au même traitement.

Dans le cas de réduction ou de suppression des taxes d'accise, c'est-à-dire, des taxes intérieures, dans l'un des deux pays, le droit compensateur équivalent perçu dans l'autre pays sur l'importation des produits du sol ou de l'industrie d'origine Britannique ou Égyptienne, selon le cas, sera, en même temps, supprimé

The Regulations concerning special taxes and accessory customs duties, such as, dues for porters, warehousing, deposit, dues for quays, cranes, sluices, »tamkin«, leading, permits to pass, declarations weighing, measuring, and all other, shall be applied by the Customs of the two Contracting Countries to the natives and merchandize of the other as to their own natives and merchandize.

The preceding stipulations in nowise affect the right of Municipalities and Communes to levy, for their profit, octroi and excise duties on beverages and liquids, provisions and fodder, combustibles and building materials on their introduction into the Municipality or Commune for consumption therein even in case articles of a similar description should not exist in Egypt.

Article X.

Articles liable to duty, serving as patterns or samples, which shall be introduced into the United Kingdom by Egyptian commercial travellers, or into Egypt by commercial travellers of the United Kingdom, shall be admitted free of duty, subject to the following formalities requisite to insure their being re-exported or placed in bond: —

1. The officers of Customs at any port or place at which the patterns and samples may be imported shall ascertain the amount of duty chargeable thereon. That amount must

ou réduit dans une mesure correspondante à la réduction opérée sur les dites taxes d'accise.

Les Règlements concernant les taxes spéciales et les droits accessoires en douane, tels que droit de factage, d'entrepôt, de dépôt, droits de quai, de grues, d'écluses, de »tamkin«, de plombage, de laisser-passer, de déclarations, de pesage, de mesurage et tous autres droits, seront appliqués par les Douanes de chacune des deux Parties Contractantes aux nationaux et aux marchandises de l'autre pays, comme à ses propres nationaux et aux marchandises du pays même.

Les dispositions qui précèdent n'affectent en rien le droit des Municipalités et des Communes de frapper, à leur profit, de taxes d'octroi ou d'accise les boissons et les liquides, les comestibles, les fourrages, les combustibles, et les matériaux de construction à leur entrée dans la Municipalité ou la Commune pour y être consommés, quand bien même ces articles n'auraient pas de similaires en Égypte.

Article X.

Les articles passibles de droits et servant, soit de modèles, soit d'échantillons, qui seront introduits dans le Royaume-Uni par des voyageurs de commerce Égyptiens, ou en Égypte par des voyageurs de commerce du Royaume-Uni, seront admis en franchise à condition de satisfaire aux formalités suivantes qui seront requises pour assurer leur réexportation ou leur mise en entrepôt: —

1. Les préposés des Douanes de tout port ou lieu, dans lequel les modèles ou échantillons seront importés, constateront le montant du droit applicable aux dits articles. Le

either be deposited by the commercial traveller at the Custom-house in money, or ample security must be given for it.

2. For the purpose of identification, each separate pattern or sample shall, as far as possible, be marked by the affixing of a stamp, or by means of a seal being attached to it.

3. A permit or certificate shall be given to the importer, which shall contain: —

a) A list of the patterns or samples imported, specifying the nature of the goods, and also such particular marks as may be proper for the purpose of identification;

b) A statement of the duty chargeable on the patterns or samples, as also whether the amount was deposited in money, or whether security was given for it;

c) A statement showing the manner in which the patterns or samples were marked;

d) The appointment of a period which, at the utmost, must not exceed twelve months, at the expiration of which, unless it is proved that the patterns or samples have been previously re-exported or placed in bond, the amount of duty deposited will be carried to the public account, or the amount recovered under the security given. No charge shall be made to the importer for the above permit or certificate, or for marking for identification.

4. Patterns or samples may be re-exported through the Custom-house through which they were imported, or through any other.

5. If before the expiration of the appointed time (paragraph 3 d)) the patterns or samples should be presented at the Custom-house of any port or place for the purpose of re-

voyageur de commerce devra déposer, en espèces, le montant des dits droits au bureau de la Douane, ou fournir une caution valable.

2. Pour assurer leur identité, chaque modèle ou échantillon séparé sera, autant que possible, marqué au moyen d'une estampille ou d'un cachet y apposé.

3. Il sera délivré à l'importateur un permis ou certificat qui donnera:—

a) Une liste des modèles ou échantillons importés, spécifiant la nature des articles ainsi que les marques particulières qui peuvent servir à la constatation de leur identité;

b) Un état indiquant le montant du droit dont les modèles ou échantillons sont passibles et spécifiant si ce montant a été déposé en espèces, ou garanti par caution;

c) Un état indiquant la façon dont les modèles ou échantillons ont été marqués;

d) La limite de temps qui, en aucun cas, ne pourra dépasser douze mois, à l'expiration de laquelle, s'il n'est pas prouvé que les modèles ou échantillons ont été antérieurement réexportés ou mis en entrepôt, le montant du droit déposé sera versé au Trésor ou recouvré s'il en a été donné caution. Il ne sera exigé de l'importateur aucuns frais pour la délivrance du certificat ou permis, non plus que pour l'estampille destinée à la constatation de l'identité.

4. Les modèles ou échantillons pourront être réexportés par le Bureau de Douane d'entrée, ou par tout autre Bureau.

5. Si, avant l'expiration de la limite de temps fixée (paragraphe 3d), les modèles ou échantillons étaient présentés à la Douane d'un port ou lieu quelconque pour être réexportés

exportation or being placed in bond, the officers at such port or place must satisfy themselves by examination whether the articles which are brought to them are the same as those for which the permit of entry was granted. If so satisfied, the officers will certify the re-exportation or deposit in bond, and will refund the duty which had been deposited, or will take the necessary steps for discharging the security.

ou entreposés, les préposés de la Douane de ce port ou de ce lieu devront s'assurer, par une vérification, si les articles qui leur sont présentés sont bien ceux pour lesquels a été délivré le permis d'entrée. S'ils reconnaissent ces articles, les préposés de la Douane certifieront la réexportation ou la mise en entrepôt et rembourseront le montant des droits déposés, ou prendront les mesures nécessaires pour la décharge de la caution.

Article XI.

Are alone exempt from all control in Egyptian Custom-houses on importation and exportation, as well as from the payment of duties, articles, and personal effects belonging to Consuls-General, and Consuls in the regular Consular Service (»Consuls de carrière«), having no other business, engaged neither in trade nor industry, and neither possessing nor working real property in Egypt.

Article XI.

Sont seuls exemptés de toute vérification dans les Douanes Égyptiennes, aussi bien que du paiement des droits, à l'entrée et à la sortie, les objets et effets personnels appartenant aux Consuls-Généraux et Consuls de carrière qui n'exercent aucune autre profession, ne s'occupent ni de commerce ni d'industrie, et ne possèdent ni n'exploitent des biens-fonds en Égypte.

Article XII.

Each of the two Contracting Governments has the right to put into force any Regulations required for the working of their Services and for the suppression of fraud, as well as any measures dictated by reasons of public health or security, on condition that such Regulations are equally applied to the ships and subjects of all other nations.

Such Regulations, including the supervision of ships and the searching for, or pursuit of, contraband goods, as well as the fines and other penalties therein made applicable in case of false declaration; smuggling,

Article XII.

Les deux Gouvernements Contractants ont, chacun, le droit de mettre en vigueur tous Règlements quelconques destinés à assurer le bon fonctionnement de leurs Services, à réprimer la fraude, aussi bien que d'appliquer toutes mesures intéressant l'hygiène publique ou la sécurité du pays, à condition que ces Règlements soient également applicables aux navires et aux sujets de toute autre nation.

Les dits Règlements, y compris la surveillance des navires, la recherche ou la poursuite des marchandises de contre-bande; aussi bien que les amendes et autres pénalités applicables en vertu de ces Règlements,

or attempting to smuggle, fraud, or attempts to defraud, or any infringement of the Regulations, shall, together with the measures that may be taken in regard to public health or security, be applicable in either of the two countries to the natives of the other under the same conditions as to natives of the country itself.

If, however, the Egyptian authorities should desire so search the dwelling-house of a British subject, or a British ship anchored in an Egyptian port, a duplicate of the search-warrant shall be sent to the British Consular authority, who may at once take part if he thinks proper to do so, without the formality in question delaying the search, and no such search shall be made except between sunrise and sunset.

It is understood, however, that the preceding stipulation shall not apply to cases in which the search is to be made in a warehouse or depôt, or on board a ship which may have remained in an Egyptian port, for any reason whatsoever, more than twenty-one days. In such cases notification to the British Consular authority will not be necessary.

It is further understood that the Egyptian Government may, without notification to the British Consular authorities, put guards on board any British ship in an Egyptian port or traversing the Suez Canal.

In cases of suspicion of smuggling the Egyptian Customs officers may

en cas de fausse déclaration, de contrebande ou tentative de contrebande, de fraude ou tentative de fraude, ou d'infractions quelconques aux Règlements seront, ainsi que les mesures qui pourraient être prises relativement à l'hygiène et à la sécurité publiques, applicables aux nationaux de l'un et de l'autre pays dans les mêmes conditions qu'aux nationaux du pays même.

Cependant, si les autorités Égyptiennes désirent opérer une perquisition dans l'habitation d'un sujet Britannique ou à bord d'un navire Britannique ancré dans un port Égyptien, un double du mandet de perquisition devra être envoyé à l'autorité Consulaire Britannique qui pourra immédiatement assister à la perquisition, si elle le juge à propos, sans que, toutefois, l'exécution puisse en être retardée par cette formalité; de telles perquisitions ne pourront être opérées qu'à partir du lever jusqu'au coucher du soleil.

Il est entendu, néanmoins, que la stipulation précédente ne sera pas applicable dans le cas où la perquisition doit être faite dans un entrepôt ou un dépôt, ou à bord d'un navire qui aurait séjourné, pour une raison quelconque, dans un port Egyptien, pendant plus de vingt et un jours; en pareil cas, il ne sera pas nécessaire de notifier la perquisition à l'autorité Consulaire Britannique.

En outre, il est entendu que le Gouvernement Egyptien pourra, sans notification aux autorités Consulaires Britanniques, placer des gardes à bord de tout navire Britannique dans un port Égyptien ou transitant par le Caual de Suez.

En cas de soupçons de contrebande, les agents des Douanes Égyp-

board and seize any British ship of less than 200 tons burthen at anchor outside an Egyptian port, or sailing within 10 kilom. of the shore. Ships of less than 200 tons burthen may, moreover, be boarded and seized beyond the 10 kilom. limit, if the pursuit shall have been commenced within such limit.

Except in the cases provided for in paragraphs 3 and 4 of this Article, no British ship exceeding 200 tons burthen shall be boarded or seized by the Egyptian Customs officers.

Article XIII.

The provisions of the preceding Articles do not apply —

1. To the special arrangement existing, or which may in the future exist, between Egypt and the other parts of the Ottoman Empire, under the direct administration of the Porte, or between Egypt and Persia.

2. To the arrangements which the Egyptian Government may make for the exchange of native or foreign merchandize with the Soudan.

Article XIV.

The effect of the alterations of the present Tariff of duties, provided under Article VI, remains suspended until the alterations in question are also applicable to all other interested Powers.

Article XV.

The stipulations of the present Convention shall be applicable, as far as the laws permit, to all the Colonies and foreign possessions of Her Britannic Majesty, excepting to those hereinafter named, that is to say, except to —

tiennes pourront aborder et saisir tout navire Britannique d'un tonnage de moins de 200 tonneaux, ancrés en dehors des eaux d'un port Égyptien ou naviguant dans un rayon de 10 kilom. du rivage; de plus, tout navire Britannique de moins de 200 tonneaux pourra être abordé et saisie au delà de cette distance si la poursuite a été commencée dans un rayon de 10 kilom. du littoral.

Excepté dans les cas prévus dans les paragraphes 3 et 4 du présent Article, aucun navire Britannique de plus du 200 tonneaux ne pourra être abordé ou saisi par les agents des Douanes Égyptiennes.

Article XIII.

Les stipulations des Articles précédents ne s'appliquent pas:

1. Aux arrangements spéciaux actuels ou qui pourraient intervenir ultérieurement, soit entre l'Égypte et les autres parties de l'Empire Ottoman, placés sous l'administration directe de la Sublime Porte, soit entre l'Égypte et la Perse;

2. Aux dispositions que pourrait prendre le Gouvernement Égyptien pour l'échange des marchandises indigènes ou étrangères avec le Soudan.

Article XIV.

L'effet des modifications du present Tarif de droits, prévus à l'Article VI, demeure suspendu, jusqu'à ce que les dites modifications deviennent également applicables aux autres Puissances intéressées.

Article XV.

Les stipulations de la présente Convention seront applicables, dans la mesure compatible avec les lois, à toutes les Colonies et possessions étrangères de Sa Majesté Britannique, à l'exception des pays ci-après mentionnés: —

The Dominion of Canada.
Newfoundland.
The Cape.
Natal.
New South Wales.
Victoria.
Queensland.
Tasmania.
South Australia.
Western Australia.
New Zealand.

Provided always, that the stipulations of the present Convention shall be made applicable to any of the above-named Colonies or foreign possessions on whose behalf notice to that effect shall have been given to the Egyptian Government by Her Britannic Majesty's Representative at Cairo, within one year from the date of the signature of the present Convention.

Article XVI.

The present Convention shall come into force on the 1st January, 1890, and shall remain in force for ten years from that date. And in case neither of the two Contracting Parties shall have notified twelve months before the expiration of the said period of ten years its intention of putting an end to the present Convention, it shall remain binding until the expiration of one year from the day on which either of the Contracting Parties shall have given such notice.

In witness whereof the Undersigned have signed the present Convention, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate, at Cairo, the twenty-ninth day of October, one thousand eight hundred and eighty-nine.

Evelyn Baring.
Zoulfikar.

Dominion du Canada;
Terre-Neuve;
Le Cap;
Natal;
Nouvelle-Galles-du-Sud;
Victoria;
Queensland;
Tasmanie;
Australie du Sud;
Australie Occidentale;
Nouvelle Zélande.

Sous la réserve, toutefois, que les stipulations de la présente Convention seront rendues applicables à celles des Colonies ou possessions étrangères ci-dessus désignées pour lesquelles notification à cet effet serait donnée au Gouvernement Égyptien par le Représentant de Sa Majesté Britannique au Caire, dans le délai d'un an à partir de la date de la signature de la présente Convention.

Article XVI.

La présente Convention entrera en vigueur le 1er Janvier, 1890, et restera valable pour une période de dix ans, à partir de cette date. Dans le cas où aucune des deux Parties Contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la date de l'expiration de la dite période de dix années, son intention de mettre fin à la présente Convention, celle-ci demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties Contractantes l'autre dénoncée.

En foi de quoi les Soussignés ont apposé leurs signatures et le cachet de leurs armes à la présente Convention.

Fait en double au Caire, le vingt-neuf Octobre, mil huit cent quatre-vingt-neuf.

Evelyn Baring.
Zoulfikar.

59.

GRANDE-BRETAGNE, FRANCE.

Arrangement destiné à étendre à la Tunisie les dispositions de la Convention d'extradition du 14 août 1876*); signé à Paris le 31 décembre 1889.

Parliamentary Papers. 1890. [C.—5976.]

The Government of Her Britannic Majesty on the one part, and the Government of the French Republic, acting in the name of the Government of His Highness the Bey of Tunis, on the other part, with a view to insure as far as possible the arrest and delivery to the competent jurisdiction of criminals who seek to escape by flight from the action of justice, have agreed as follows: —

The provisions of the Anglo-French Convention of the 14th August, 1876, are extended to Tunis, except that the period of fourteen days, stipulated by Article IX of the said Convention, is prolonged to two months.

The present Arrangement shall have the same duration as the Convention of Extradition to which it relates.

In witness whereof the Undersigned, his Excellency the Earl of Lytton, Her Britannic Majesty's Ambassador at Paris, and his Excellency M. Spuller, Minister for Foreign Affairs of the French Republic, have prepared the present Arrangement, and have affixed thereto their seals.

Done at Paris, the 31st day of December, 1889.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique d'une part, et le Gouvernement de la République Française, agissant au nom du Gouvernement de Son Altesse le Bey de Tunis, de l'autre, en vue d'assurer autant que possible l'arrestation et la remise à la juridiction compétente des malfaiteurs qui cherchent à se soustraire par la fuite à l'action de la justice, sont convenus de ce qui suit: —

Les dispositions de la Convention Franco-Anglaise du 14 Août, 1876, sont étendues à la Tunisie, sauf que le délai de quatorze jours stipulé par l'Article IX de la dite Convention est porté à deux mois.

Le présent Arrangement aura la même durée que la Convention d'Extradition à laquelle il se rapporte.

En foi de quoi les Soussignés, son Excellence le Comte de Lytton, Ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Paris, et son Excellence M. Spuller, Ministre des Affaires Étrangères de la Réqublique Française, ont dressé le présent Arrangement, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 31 Décembre, 1889.

Lytton.
E. Spuller.

---

*) V. N. R. G. 2e Série, II, 456.

60.

GRANDE-BRETAGNE, SERBIE.

Arrangement provisoire concernant les relations commmerciales; signé à Belgrade le 2/14 février 1890.

Parliamentary Papers presented to both Houses of Parliament. 1890. C.— 5917.

The Government of Her Majesty the Queen of Great Britain and Ireland, Empress of India, and the Government of the Regency of His Majesty the King of Servia, both desiring to provisionally regulate from the 6th (18th) May, 1890, the date of the eypiration of the Commercial Convention which has been denounced, until the conclusion of a new definitive Commercial Convention, the position of their respective subjects residing in the dominions and possessions of the other party, as well as the commercial relations between the two States, have agreed upon and concluded the following provisions: —

British subjects residing in Servia, and Servian subjects residing in the territories, colonies, and foreign possessions of Her Britannic Majesty, shall enjoy, as in the past, all the rights accorded to the subjects or natives of the most favoured nation; and merchandize of every kind the produce of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or of its colonies or possessions, imported into Servia, and all merchandize the produce of Servia which may be imported into the dominions of Her Britannic Majesty, including the colonies and foreign possessions, shall be reciprocally subjected to the same customs duties of import or export, to the same accessory duties of re-export, of commission, or of warehou-

Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, et le Gouvernement de la Régence de Sa Majesté le Roi de Serbie, désirant, chacun d'eux, régler provisoirement, et à partir du 6 (18) Mai, 1890, jour de l'expiration de la Convention Commerciale dénoncée, jusqu'à la conclusion de la nouvelle Convention Commerciale définitive, la position de ses ressortissants résidant dans le pays et les territoires de l'autre, ainsi que les relations commerciales entre les deux États, ont arrêté d'un commun accord les dispositions suivantes: —

Les sujets Britanniques résidant en Serbie et les sujets Serbes résidant dans les territoires, y compris les colonies et les possessions étrangères de Sa Majesté Britannique, jouiront, comme dans le passé, de tous les droits accordés aux sujets ou nationaux de la Puissance la plus favorisée, et les marchandises de toute nature, originaires du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ou de ses colonies ou possessions, importées en Serbie, ainsi que toutes les marchandises, originaires de Serbie, qui seront importées dans les États de Sa Majesté Britannique, y compris les colonies et possessions, seront réciproquement assujetties aux mêmes taxes douanières d'entrée ou de sortie, aux taxes accessoires de

sing, to the same local duties, and duties relative to all Customs formalities, as the merchandize of the most favoured nation.

It is nevertheless understood that the provisions of the present Act shall not apply to those colonies and foreign possessions of Her Britannic Majesty to which the provisions of the original Treaty of the 26th January (7th February), 1880, did not apply, that is to say, to the Dominion of Canada, and to Her Majesty's colonies in South Africa.

The present Agreement will remain in force from the 6th (18th) May, 1890, until the 1st (13th) January, 1893.

The two Governments engage, if necessary, to obtain assent to the present Agreement by the Legislative Assemblies of their respective States.

In witness whereof the Undersigned have drawn up the present Agreement, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at Belgrade, the 2nd (14th) February, 1890.

The Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Her Britannic Majesty at Belgrade,

(L.S.) *F. R. St. John.*

The Minister of Foreign Affairs for Servia, President of the Council of Ministers,

(L.S.) Le Général *S. Grouitch.*

réexportation, de commission, ou d'entrepôt, aux taxes locales et aux taxes relatives à toutes les formalités douanières, que les marchandises de la nation la plus favorisée.

Il est néanmoins entendu que les dispositions du présent Acte ne seront pas appliquées aux colonies ou possessions étrangères de Sa Majesté Britannique auxquelles ne s'appliquaient pas les dispositions du Traité original du 26 Janvier (7 Février), 1880, c'est-à-dire, au Domaine du Canada, et aux colonies Britaniques de l'Afrique du Sud.

La présente entente restera en vigueur à partir du 6 (18) Mai de l'année 1890, jusqu'au 1er (13) Janvier de l'année 1893.

Les deux Gouvernements s'engagent, s'il est nécessaire, à faire approuver la présente entente par les Corps Législatifs de leurs États respectifs.

En foi de quoi les Soussignés ont rédigé la présente entente, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Belgrade, le 2 (14) Février, 1890.

L'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique à Belgrade,

(L.S.) *F. R. St. John.*

Le Ministre des Affaires Étrangères de Serbie, Président du Conseil des Ministres,

(L.S.) Le Général *S. Grouitch.*

61.

GRANDE-BRETAGNE, CHINE.

Convention concernant Sikkim et Tibet; signée à Calcutta le 17 mars 1890*).

Parliamentary Papers, presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty November 1890. [*C.—6208*].

English Text.

Whereas Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, and His Majesty the Emperor of China, are sincerely desirous to maintain and perpetuate the relations of friendship and good understanding which now exist between their respective Empires; and whereas recent occurrences have tended towards a disturbance of the said relations, and it is desirable to clearly define and permanently settle certain matters connected with the boundary between Sikkim and Tibet, Her Britannic Majesty and His Majesty the Emperor of China have resolved to conclude a Convention on this subject, and have, for this purpose, named Plenipotentiaries, that is to say:

Her Majesty the Queen of Great Britain and Ireland, his Excellency the Most Honourable Henry Charles Keith Petty Fitzmaurice, G.M.S.I., G.C.M.G., G.M.I.E., Marquis of Lansdowne, Viceroy and Governor-General of India.

And His Majesty the Emperor of China, his Excellency Shêng Tai, Imperial Associate Resident in Tibet, Military Deputy Lieutenant-Governor;

Who, having met and communicated to each other their full powers, and finding these to be in proper form, have agreed upon the following Convention in eight Articles: —

Article I.

The boundary of Sikkim and Tibet shall be the crest of the mountain range separating the waters flowing into the Sikkim Teesta and its affluents from the waters flowing into the Tibetan Mochu and northwards into other rivers of Tibet. The line commences at Mount Gipmochi on the Bhutan frontier, and follows the above-mentioned water-parting to the point where it meets Nipal territory.

Article II.

It is admitted that the British Government, whose Protectorate over the Sikkim State is hereby recognized, has direct and exclusive control over the internal administration and foreign relations of that State, and

*) Les ratifications ont été échangées à Londres le 27 août 1890.

except through and with the permission of the British Government, neither the Ruler of the State nor any of its officers shall have official relations of any kind, formal or informal, with any other country.

Article III.

The Government of Great Britain and Ireland and the Government of China engage reciprocally to respect the boundary as defined in Article I, and to prevent acts of aggression from their respective sides of the frontier.

Article IV.

The question of providing increased facilities for trade across the Sikkim-Tibet frontier will hereafter be discussed with a view to a mutually satisfactory arrangement by the High Contracting Powers.

Article V.

The question of pasturage on the Sikkim side of the frontier is reserved for further examination and future adjustment.

Article VI.

The High Contracting Powers reserve for discussion and arrangement the method in which official communications between the British authorities in India and the authorities in Tibet shall be conducted.

Article VII.

Two joint Commissioners shall, within six months from the ratification of this Convention, be appointed, one by the British Government in India, the other by the Chinese Resident in Tibet. The said Commissioners shall meet and discuss the questions which, by the last three preceding Articles, have been reserved.

Article VIII.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged in London as soon as possible after the date of the signature thereof.

In witness whereof the respective negotiators have signed the same and affixed thereunto the seals of their arms.

Done in quadruplicate at Calcutta, this 17th day of March, in the year of our Lord 1890, corresponding with the Chinese, the 27th day of the second moon of the 16th year of Kuang Hsü.

(L. S.) (Signed) *Lansdowne.*

(L. S.) Signature of the Chinese Plenipotentiary.

62.

GRANDE-BRETAGNE, GRÈCE.

Accord commercial; signé à Londres le 28 mars 1890.

Parliamentary Papers 1890. [C.—5974]

The Government of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the Government of His Majesty the King of the Hellenes, being desirous of developing the commerce between the two countries, have agreed, subject to the approval of their respective Legislatures, to the following modifications of their Tariff: —

1. The Government of Her Britannic Majesty engages to recommend to Parliament that the duty on currants imported into the United Kingdom of Great Britain and Ireland shall be reduced from 7s. to 2s. per hundred-weight.

2. The Government of His Hellenic Majesty engages to recommend to the Legislature, in behalf of goods of British origin or manufacture, the exemptions or reductions of duties laid down in the Customs Tariff as specified in the annexed document. These exemptions or reductions of duties shall not prejudice the collection of the »octroi,« or other special or local duties now imposed, or those which may be imposed in the future on goods favoured by this arrangement, and especially the collection of additional duties on importation which may be eventually imposed as compensation for the abolition of the »octroi.«

The Government of His Hellenic Majesty will further recommend the Legislature to engage itself not to

Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Hellènes, désireux de développer le commerce entre les deux pays, sont tombés d'accord, sous la réserve de la sanction de leurs Législatures respectives, sur les modifications de Tarif ci-après: —

1. Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique s'engage de recommander au Parlement que le droit sur le raisin de Corinthe importé dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande soit réduit de 7s. à 2s. le hundred-weight.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté Hellénique s'engage de recommander à la Législature en faveur des objets d'origine ou de manufacture Britannique des exemptions ou réductions des droits inscrits dans le Tarif Douanier ainsi qu'il est spécifié dans la pièce ci-annexée. Ces exemptions ou réductions de droits ne porteront pas préjudice à la perception de l'octroi ou autres droits spéciaux ou locaux imposés actuellement ou qui seraient imposés dans l'avenir sur les objets favorisés par cet arrangement, et notamment à la perception des droits additionnels à l'importation qui seraient imposés éventuellement en compensation de l'abolition de l'octroi.

Le Gouvernement de Sa Majesté Hellénique recommandera en outre à la Législature de prendre l'engage-

increase the amount of the land tax now collected on the export of currants.

3. The above arrangement shall have the same duration as the Treaty of the 10th November, 1886 *).

Signed at London, in duplicate, the 28th March, 1890.

(L.S.) *Salisbury.*
(L.S.) *J. Gennadius.*

ment de ne pas augmenter le montant de l'impôt foncier actuellement perçu à la sortie du raisin de Corinthe.

3. L'arrangement ci-dessus aura la même durée que le Traité du 10 Novembre, 1886 *).

Fait à Londres, en double expédition, le 28 Mars, 1890.

(L.S.) *Salisbury.*
(L.S.) *J. Gennadius.*

Annexe.

Modifications consenties par l'Accord du 28 Mars, 1890, dans le Tarif des Douanes Helléniques en faveur d'Objets d'origine ou de manufacture Britannique importés en Grèce.

Poissons Salés.

Classe 11. — Harengs: droit le 30 leptas l'ocque, réduit à 20 leptas.

Fils de Coton.

Classe 152. — Fils simples écrus; (a) jusqu'au No. 24 Anglais: droit de 60 leptas l'ocque réduit à 50 leptas; (b) au-dessus du No. 24 Anglais: droit de 80 leptas l'ocque, réduit à 60 leptas.

Classe 153. — Fils simples blanchis; (b) au-dessus du No. 24 Anglais: droit de 88 leptas l'ocque, réduit à 66 leptas.

Classe 154. — Fils simples teints à la détrempe; (b) au-dessus du No. 24 Anglais: droit de 1·04 drachme l'ocque, réduit à 80 leptas.

Note insérée après la classe 155, fils retors ou câblés: droit de 20 pour cent ajouté à celui des fils simples aboli.

Teintures Végétales.

Classe 59 (b). — Indigo: droit de 3 drachmes l'ocque, réduit à 10 leptas.

Produits Chimiques.

Classe 103 (c). — Acides purs, c'est-à-dire acide sulfurique (esprit de vitriol), acide hydrochlorique (esprit de sel), acide nitrique (eau forte), acide phénique, et autres acides similaires, ainsi que tout autre produit chimique non dénommé: droit de 20 leptas l'ocque, réduit à 10 leptas.

Classe 103 (d.) — Acides non raffinés, dits de commerce; droit de 10 leptas l'ocque, aboli.

Tissus de Coton.

Classe 157. — Tissus de coton écrus non spécialement dénommés: (a) droit de 80 leptas réduit à 70 leptas; (b) et (c) droit de 96 leptas et 1·12 drachme l'ocque fondus en droit unique de 80 leptas.

*) V. N. R. G. 2e Serie, XIII, 518.

Classe 158. — Tissus de coton blanchis non specialement dénommés: droit de 40 pour cent ajouté à celui des tissus de coton écrus fait place à droit unique de 1 drachme sans l'augmentation de 40 pour cent.

Classe 159. — Tissus de coton fabriqués avec des fils teints ou imprimés non spécialement dénommés: droit de 80 pour cent ajouté à celui des tissus de coton écrus fait place à droit unique de 1·20 drachme l'ocque sans l'augmentation de 80 pour cent.

Classe 161. — Dernier alinéa, »ligne et objets brodés, à l'exception des vêtements confectionnés:« droit de 6 drachmes l'ocque, réduit à 3 drachmes.

Classe 162 (a). — Velours, façons velours et peluches pour hommes, cretonnes, satin, et piqués: droit de 3 drachmes l'ocque conservé pour velours, façons velours, et peluches non spécialement denommés et réduit à 2 drachmes pour tous les objects ci-dessus spécialement dénommés.

Classe 164. — Vêtements confectionnés pour hommes et enfants: droit de 50 pour cent ajouté à celui du tissu, réduit à 40 pour cent.

Tissus de lin, de Chanvre, ou de Jute.

Classe 168. — Tissus de lin, de chanvre, ou de jute non specialement dénommés: —

a) Contenant moins de 12 fils de chaîne en 5 millim. carrés, à l'exception du tissu grossier propre à faire des sacs: droit de 1·10 drachme l'ocque, réduit à 90 leptas.

b) Contenant 12 fils et au-dessus de chaîne en 5 millim. carrés: droit de 3 drachmes l'ocque, réduit à 2 drachmes.

Classe 170. — Dentelles et broderies: droit de 30 drachmes l'ocque, réduit à 15 drachmes.

Classe 171. — Tulles, gazes, batiste, et autres tissus transparents: droit de 16 drachmes l'ocque, réduit à 8 drachmes.

Classe I72. — Velours, passementerie, franges, rubans, &c., et linge: droit de 6 drachmes l'ocque, réduit à 3 drachmes.

Classe 173. — Vêtements confectionnés pour hommes et pour garçons: droit ajouté à celui du tissu de 50 pour cent, réduit à 40 pour cent.

Classe 174. — Vêtements confectionnés pour femmes et fillettes: —

(a.) Simples: droit de 20 drachmes l'ocque, réduit à 15 drachmes.

(b.) Avec broderies ou dentelles et sans déduction de tare: droit de 30 drachmes l'ocque, réduit à 15 drachmes.

Tissus de Laine ou de Poils.

Classe 177 (c). — Tapis en fils de laine ou de laine et coton tissés ou tricotés, ainsi que ceux en mélange de laine, de chanvre, ou de jute: droit de 2·50 drachmes l'ocque, réduit à 2 drachmes.

Classe 185. — Tissus en laine ou de toute autre matière textile animale (poils) non spécialement dénommés de toutes couleurs et fabrication (à l'exception des tissus fins, tels que gazes et tulles, grenadines et semblables) ayant la chaîne ou la trame entièrement ou en grande partie en coton: —

(a.) Jusqu'au poids de 200 grammes par mètre carré: droit de 2·50 drachmes l'ocque, réduit à 2 drachmes.

(b.) Au-dessus du poids de 200 grammes par mètre carré: droit de 1·60 drachmes l'ocque, réduit à 1·30 drachme.

63.

GRANDE-BRETAGNE, GRÈCE.

Déclaration destinée à rectifier une erreur dans l'Annexe de l'Accord Commercial, du 28 mars 1890; signée à Londres le 16 juin 1890.

Parliamentary Papers 1890 [C.—6045].

The Government of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the Government of His Majesty the King of the Hellenes, being desirous of correcting an error in the Annex to the Commercial Agreement between Great Britain and Greece, signed on the 28th March, 1890, and of thus making the said Agreement conform to the intentions of the Contracting Parties,

Declare as follows:

The paragraph in the Annex to the said Agreement of the 28th March, 1890, which is entitled »Classe 162 (A),« and which is as follows: —

»Classe 162 (A).

»Velours, façons velours, et peluches pour hommes, cretonnes, satin, et piqués: droit de 3 drachmes l'ocque conservé pour velours, façons velours, et peluches non spécialement dénommés, et réduit à 2 drachmes pour tous les objets ci-dessus spécialement dénommés,«

is cancelled, and the following paragraph is substituted for it: —

Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Hellènes, désireux de rectifier une erreur dans l'Annexe de l'Accord Commercial entre la Grande-Bretagne et la Grèce, signé le 28 Mars, 1890, et de rendre le dit Accord conforme aux intentions des Parties Contractantes,

Déclarent ce qu'il suit:

Le paragraphe de l'Annexe du dit Accord du 28 Mars, 1890, qui est intitulé »Classe 162 (A),« et dont le texte est le suivant: —

»Classe 162 (A).

»Velours, façons velours, et peluches pour hommes, cretonnes, satin, et piqués: droit de 3 drachmes l'ocque conservé pour velours, façons velours, et peluches non spécialement dénommés, et réduit à 2 drachmes pour tous les objets ci-dessus spécialement denommés,«

est annulé, et le paragraphe suivant y est substitué: —

»Classe 162 (A),

»Velours, façons velours, et peluches, cretonnes, satin, et piqués: droit de 3 drachmes l'ocque conservé pour tous les objets non spécialement dénommés et réduit à 2 drachmes pour tous les objets ci-dessus spécialement dénommés.«

In witness whereof the Undersigned, duly authorized to that effect by their respective Governments, have signed the present Declaration at London this 16th day of June, 1890.

(L.S.) *Salisbury.*

»Classe 162 (A).

»Velours, façons velours, et peluches, cretonnes, satin, et piqués: droit de 3 drachmes l'ocque conservé pour tous les objets non spécialement dénommés et réduit à 2 drachmes pour tous les objets ci-dessus spécialement dénommés.«

En foi de quoi les Soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Déclaration à Londres le 16 Juin, 1890.

(L.S.) *J. Gennadius.*

64.

GRANDE-BRETAGNE, ALLEMAGNE

Arrangement concernant les possessions respectives en Afrique de l'est et l'île de Helgoland; signé le 1 juillet 1890.

Parliamentary Papers 1890 [C.—6046].

The Undersigned, —

Sir Edward Baldwin Malet, Her Britannic Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary;

Sir Henry Percy Anderson, Chief of the African Department of Her Majesty's Foreign Office;

The Chancellor of the German Empire, General von Caprivi;

The Privy Councillor in the Foreign Office, Dr. Krauel, —

Have, after discussion of various questions affecting the Colonial interests of Germany and Great Britain, come to the following Agreement on behalf of their respective Governments: —

Die Unterzeichneten, —

Der Ausserordentliche und Bevollmächtigte Botschafter Ihrer britannischen Majestät, Sir Edward Baldwin Malet;

Der Vorsteher der Afrikanischen Abtheilung Ihrer Majestät Auswärtigen Amtes, Sir Henry Percy Anderson;

Der Reichskanzler, General der Infanterie, von Caprivi;

Der Geheime Legationsrath im Auswärtigen Amt, Dr. Krauel, —

Haben, nach Berathung verschiedener die Kolonial-Interessen Deutschlands und Grossbritanniens betreffender Fragen Namens Ihrer Regierungen folgendes Abkommen getroffen: —

Article I.

In East Africa the sphere in which the exercise of influence is reserved to Germany is bounded —

1. To the north by a line which, commencing on the coast at the north bank of the mouth of the River Umba, runs direct to Lake Jipé; passes thence along the eastern side and round the northern side of the lake, and crosses the River Lumé; after which it passes midway between the territories of Taveita and Chagga, skirts the northern base of the Kilimanjaro range, and thence is drawn direct to the point on the eastern side of Lake Victoria Nyanza which is intersected by the 1st parallel of south latitude; thence, crossing the lake on that parallel, it follows the parallel to the frontier of the Congo Free State, where it terminates.

It is, however, understood that, on the west side of the lake, the sphere does not comprise Mount Mfumbiro; if that mountain shall prove to lie to the south of the selected parallel, the line shall be deflected so as to exclude it, but shall, nevertheless, return so as to terminate at the above-named point.

2. To the south by a line which, starting on the coast at the northern limit of the Province of Mozambique, follows the course of the River Rovuma to the point of confluence of the Msinje; thence it runs westward

Artikel I.

In Ostafrika wird das Gebiet, welches Deutschland zur Geltendmachung seines Einflusses vorbehalten wird, begrenzt: —

1. Im Norden durch eine Linie, welche an der Küste vom Nordufer der Mündung des Umbeflusses ihren Ausgang nimmt und darauf in gerader Richtung zum Jipe-See läuft.

Dem Ostufer des Sees entlang und um das Nordufer desselben herumführend, überschreitet die Linie darauf den Fluss Lumi, um die Landschaften Taveta und Dschagga in der Mitte zu durchschneiden und dann, entlang an dem nördlichen Abhang der Bergkette des Kilima-Ndscharo in gerader Linie weitergeführt zu werden bis zu demjenigen Punkte am Ost-Ufer des Victoria-Nianza-See's, welcher von dem ersten Grad südlicher Breite getroffen wird. Von hier den See auf dem genannten Breitengrade überschreitend, folgt sie dem letzteren bis zur Grenze des Kongostaates, wo sie ihr Ende findet.

Es ist indessen Einverständniss darüber vorhanden, dass die Deutsche Interessensphäre auf der Westseite des genannten See's nicht den Mfumbiro-Berg umfasst. Falls sich ergeben sollte, dass dieser Berg südlich des genannten Breitengrades liegt, so soll die Grenzlinie in der Weise gezogen werden, dass sie den Berg von der Deutschen Interessensphäre ausschliesst, gleichwohl aber zu dem vorher bezeichneten Endpunkte zurückkehrt.

2. Im Süden durch eine Linie, welche an der Küste von der Nordgrenze der Provinz Mozambique ausgehend dem Laufe des Flusses Rovuma bis zu dem Punkte folgt, wo der M'sinjefluss in den Rovuma

along the parallell of that point till it reaches Lake Nyassa; thence striking northward, it follows the eastern, northern, and western shores of the lake to the northern bank of the mouth of the River Songwe; it ascends that river to the point of its intersection by the 33rd degree of east longitude; thence it follows the river to the point where it approaches most nearly the boundary of the geographical Congo Basin defined in the 1st Article of the Act of Berlin, as marked in the Map attached to the 9th Protocol of the Conference.

From that point it strikes direct to the above-named boundary; and follows it to the point of its intersection by the 32nd degree of east longitude; from which point it strikes direct to the point of confluence of the northern and southern branches of the River Kilambo, and thence follows that river till it enters Lake Tanganyika.

The course of the above boundary is traced in general accordance with a Map of the Nyassa-Tanganyika Plateau, officially prepared for the British Government in 1889.

3. To the west by a line which, from the mouth of the River Kilambo to the 1st parallel of south latitude, is conterminous with the Congo Free State.

The sphere in which the exercise of influence is reserved to Great Britain is bounded —

1. To the south by the above-mentioned line running from the mouth of the River Umba to the point where the 1st parallel of south latitude reaches the Congo

mündet, und von dort nach Westen weiter auf dem Breitenparallel bis zu dem Ufer des Nyassa-See's läuft. Dann sich nordwärts wendend, setzt sie sich längs den Ost-, Nord-, und West-Ufern des See's bis zum nördlichen Ufer der Mündung des Songwe-Flusses fort. Sie geht darauf diesen Fluss bis zu seinem Schnittpunkte mit dem 33° östlicher Länge hinauf und folgt ihm weiter bis zu demjenigen Punkte, wo er der Grenze des in dem ersten Artikel der Berliner Conferenz beschriebenen geographischen Kongobeckens, wie dieselbe auf der dem 9. Protokoll der Konferenz beigefügten Karte gezeichnet ist, am nächsten kommt.

Von hier geht sie in gerader Linie auf die vorher gedachte Grenze zu und führt an derselben entlang bis zu deren Schnittpunkte mit dem 32 Grad östlicher Länge, sie wendet sich dann in gerader Richtung zu dem Vereinigungspunkte des Nord- und Südarmes des Kilamboflusses, welchem sie dann bis zu seiner Mündung in den Tanganika-See folgt.

Der Lauf der vorgedachten Grenze ist im Allgemeinen nach Massgabe einer Karte des Nyassa-Tanganika Plateaus angegeben, welche im Jahre 1889 amtlich für die britische Regierung angefertigt wurde.

3. Im Westen durch eine Linie welche von der Mündung des Flusses Kilambo bis zum 1° südlicher Breite mit der Grenze des Kongostaates zusammenfällt.

Das Grossbritannien zur Geltendmachung seines Einflusses vorbehaltene Gebiet wird begrenzt —

1. Im Süden durch die vorher erwähnte Linie von der Mündung des Umbeflusses zu dem Punkte der Grenze des Kongofreistaates, welcher von dem ersten Grad südlicher Breite

Free State. Mount Mfumbiro is included in the sphere.

2. To the north by a line commencing on the coast at the north bank of the mouth of the River Juba; thence it ascends that bank of the river and is conterminous with the territory reserved to the influence of Italy in Gallaland and Abyssinia, as far as the confines of Egypt.

3. To the west by the Congo Free State, and by the western watershed of the basin of the Upper Nile.

Article II.

In order to render effective the delimitation recorded in the preceding Article, Germany withdraws in favour of Great Britain her Protectorate over Witu. Great Britain engages to recognize the sovereignty of the Sultan of Witu over the territory extending from Kipini to the point opposite the Island of Kwyhoo, fixed as the boundary in 1887.

Germany also withdraws her Protectorate over the adjoining coast up to Kismayu, as well as her claims to all other territories on the mainland, to the north of the River Tana, and to the Islands of Patta and Manda.

Article III.

In South-West Africa the sphere in which the exercise of influence is reserved to Germany is bounded:

1. To the south by a line commencing at the mouth of the Orange River, and ascending the north bank of that river to the point of its intersection by the 20th degree of east longitude.

getroffen wird. Der Berg Mfumbiro ist in dieses Gebiet eingeschlossen.

2. Im Norden durch eine Linie, welche an der Küste am Nordufer des Jubaflusses beginnt, dem genannten Ufer des Flusses entlang läuft und mit der Grenze desjenigen Gebiets zusammenfällt, welches dem Einflusse Italiens im Gallalande und in Abyssinien bis zu den Grenzen Egyptens vorbehalten ist.

3. Im Westen durch den Kongofreistaat, und durch die westliche Wasserscheide des oberen Nil-Beckens.

Artikel II.

Um die in dem vorstehenden Artikel bezeichnete Abgrenzung zur Ausführung zu bringen, zieht Deutschland seine Schutzherrschaft über Witu zu Gunsten von Grossbritannien zurück. Grossbritannien verpflichtet sich, die Souveränetät des Sultans von Witu über das Gebiet anzuerkennen, welches sich von Kipini bis zu dem im Jahre 1887 als Grenze festgesetzten Punkte gegenüber der Insel von Kweihu erstreckt.

Deutschland verzichtet ferner auf seine Schutzherrschaft über die an Witu grenzende Küste bis nach Kismaju und auf seine Ansprüche auf Gebiete des Festlandes nördlich vom Tanaflusse und auf die Inseln Patta und Manda.

Artikel III.

In Südwestafrika wird das Gebiet, welches Deutschland zur Geltendmachung seines Einflusses vorbehalten wird, begrenzt:

1. Im Süden durch eine Linie, welche an der Mündung des Oranje-Flusses beginnt und an dem Nordufer des Flusses bis zu dem Punkte hinaufgeht, wo derselbe vom 20 Grad östlicher Länge getroffen wird.

2. To the east by a line commencing at the above-named point, and following the 20th degree of east longitude to the point of its intersection by the 22nd parallel of south latitude, it runs eastward along that parallel to the point of its intersection by the 21st degree of east longitude; thence it follows that degree northward to the point of its intersection by the 18th parallel of south latitude; it runs eastward along that parallel till it reaches the River Chobe; and descends the centre of the main channel of that river to its junction with the Zambesi, where it terminates.

It is understood that under this arrangement Germany shall have free access from her Protectorate to the Zambesi by a strip of territory which shall at no point be less than 20 English miles in width.

The sphere in which the exercise of influence is reserved to Great Britain is bounded to the west and north-west by the above-mentioned line. It includes Lake Ngami.

The course of the above boundary is traced in general accordance with a Map officially prepared for the British Government in 1889.

The delimitation of the southern boundary of the British territory of Walfish Bay is reserved for arbitration, unless it shall be settled by the consent of the two Powers within two years from the date of the conclusion of this Agreement. The two Powers agree that, pending such settlement, the passage of the sub-

2. Im Osten durch eine Linie, welche von dem vorher genannten Punkte ausgeht und dem 20 Grad östlicher Länge bis zu seinem Schnittpunkte mit dem 22 Grad südlicher Breite folgt: die Linie läuft sodann diesem Breitengrade nach Osten entlang bis zu dem Punkte wo er von dem 21 Grad östlicher Länge getroffen wird, sie führt darauf in nördlicher Richtung den genannten Längengrad bis zu seinem Zusammentreffen mit dem 18 Grad südlicher Breite hinauf, läuft dann in östlicher Richtung diesem Breitengrade entlang, bis er den Tschobe-Fluss erreicht und setzt sich dann im Thalweg des Hauptlaufes dieses Flusses bis zu dessen Mündung in den Zambese fort, wo sie ihr Ende findet.

Es ist Einverständniss darüber vorhanden, dass Deutschland durch diese Bestimmung von seinem Schutzgebiete aus freien Zugang zum Zambese mittels eines Landstreifens erhalten soll, welcher an keiner Stelle weniger als 20 englische Meilen breit ist.

Das Grossbritannien zur Geltendmachung seines Einflusses vorbehaltene Gebiet wird im Westen und Nordwesten durch die vorher bezeichnete Linie begrenzt. Der N'Gami See ist in dasselbe eingeschlossen.

Der Lauf der vorgedachten Grenze ist im Allgemeinen nach Massgabe einer Karte wiedergegeben, welche im Jahre 1889 amtlich für die britische Regierung angefertigt wurde.

Die Festsetzung der Südgrenze des britischen Walfischbai-Gebietes wird der Entscheidung durch einen Schiedsspruch vorbehalten, falls nicht innerhalb zweier Jahre von der Unterzeichnung dieses Uebereinkommens eine Vereinbarung der Mächte über die Grenze getroffen ist. Beide Mächte sind darüber einverstanden, dass, so-

jects and the transit of goods of both Powers through the territory now in dispute shall be free; and the treatment of their subjects in that territory shall be in all respects equal. No dues shall be levied on goods in transit. Until a settlement shall be effected the territory shall be considered neutral.

lange die Erledigung der Grenzfrage schwebt, der Durchmarsch und die Durchfuhr von Gütern durch das streitige Gebiet für die beiderseitigen Unterthanen frei und dass die Behandlung der letzteren in dem Gebiete in jeder Hinsicht eine gleiche sein soll. Von Durchgangsgütern wird kein Zoll erhoben und bis zur Ordnung der Angelegenheit soll das Gebiet als neutrales betrachtet werden.

Article IV.

In West Africa —

1. The boundary between the German Protectorate of Togo and the British Gold Coast Colony commences on the coast at the marks set up after the negotiations between the Commissioners of the two countries of the 14th and 28th of July, 1886; and proceeds direct northwards to the 6° 10′ parallel of north latitude; thence it runs along that parallel westwards till it reaches the left bank of the River Aka; ascends the mid-channel of that river to the 6° 20′ parallel of north latitude; runs along that parallel westwards to the right bank of the River Dchawe or Shavoe; follows that bank of the river till it reaches the parallel corresponding with the point of confluence of the River Deine with the Volta; it runs along that parallel westward till it reaches the Volta; from that point it ascends the left bank of the Volta till it arrives at the neutral zone established by the Agreement of 1888, which commences at the confluence of the River Dakka with the Volta.

Artikel IV.

In Westafrika —

1. Die Grenze zwischen dem Deutschen Schutzgebiete von Togo und der britischen Goldküsten-Kolonie geht an der Küste von dem bei den Verhandlungen der beiderseitigen Kommissare von 14. und 28. Juli 1886 gesetzten Grenzzeichen aus und erstreckt sich in nördlicher Richtung bis zu dem Parallelkreis 6° 10′ nördlicher Breite. Von hier aus geht sie westlich dem genannten Breitengrade entlang bis znm linken Ufer des Aka-Flusses und steigt hierauf den Thalweg des letzteren bis zu dem Breitenparallel 6° 20′ nördlicher Breite hinauf. Sie läuft sodann auf diesem Breitengrade in westlicher Richtung weiter bis zu dem rechten Ufer des Dshawe- oder Shavoe-Flusses, folgt diesem Ufer dieses Flusses bis zu dem Breitenparallel, welcher durch den Punkt der Einmündung des Deine-Flusses in den Volta bestimmt wird, um dann nach Westen auf dem gedachten Breitengrade bis zum Volta fortgeführt zu werden. Von diesem Punkte an geht sie am linken Ufer des Volta hinauf, bis sie die in dem Abkommen von 1888 vereinbarte neutrale Zone erreicht, welche bei der Einmündung des Dakkaflusses in den Volta ihren Anfang nimmt.

Each Power engages to withdraw immediately after the conclusion of this Agreement all its officials and employés from territory which is assigned to the other Power by the above delimitation.

2. It having been proved to the satisfaction of the two Powers that no river exists on the Gulf of Guinea corresponding with that marked on Maps as the Rio del Rey, to which reference was made in the Agreement of 1885, a provisional line of demarcation is adopted between the German sphere in the Cameroons and the adjoining British sphere, which, starting from the head of the Rio del Rey creek, goes direct to the point, about 9° 8′ of east longitude, marked »Rapids« in the British Admiralty Chart.

Article V.

It is agreed that no Treaty or Agreement, made by or on behalf of either Power to the north of the River Benué, shall interfere with the free passage of goods of the other Power, without payment of transit dues, to and from the shores of Lake Chad.

All Treaties made in territories intervening between the Benué and Lake Chad shall be notified by one Power to the other.

Article VI.

All the lines of demarcation traced in Articles I to IV shall be subject

Jede der beiden Mächte verpflichtet sich, unmittelbar nach dem Abschluss dieses Abkommens alle ihre Beamten und Angestellten aus demjenigen Gebiete zurückzuziehen, welches durch die obige Grenzfestsetzung der anderen Macht zugetheilt ist.

2. Nachdem für beide Regierungen glaubhaft nachgewiesen ist, dass sich am Golfe von Guinea kein Fluss befindet, welcher dem auf den Karten angegebenen und in dem Abkommen von 1885 erwähnten Rio del Rey entspricht, so ist als vorläufige Grenze zwischen dem deutschen Gebiete von Kamerun und dem angrenzenden britischen Gebiete eine Linie vereinbart worden, die von dem oberen Ende des Rio del Rey Krieks ausgehend in gerader Richtung zu dem etwa 9° 8′ östlicher Länge gelegenen Punkt läuft, welcher auf der Karte der britischen Admiralität mit »Rapids» bezeichnet ist.

Artikel V.

Es wird vereinbart, dass durch Verträge und Abkommen, welche von oder zu Gunsten einer der beiden Mächte in den Gegenden nördlich vom Benue getroffen werden, das Recht der anderen Macht, im freien Durchgangsverkehr und ohne Zahlung von Durchgangszöllen nach und von den Ufern des Tschadsees Handel zu treiben, nicht beeinträchtigt werden soll.

Von allen Verträgen, welche in dem zwischen dem Benue und Tschad-See belegenen Gebiete geschlossen werden, soll die eine Macht der anderen Anzeige erstatten.

Artikel VI.

Bei allen in den Artikeln I—IV bezeichneten Abgrenzungs-Linien kön-

to rectification by agreement between the two Powers, in accordance with local requirements.

It is specially understood that, as regards the boundaries traced in Article IV, Commissioners shall meet with the least possible delay for the object of such rectification.

Article VII.

The two Powers engage that neither will interfere with any sphere of influence assigned to the other by Articles I to IV. One Power will not in the sphere of the other make acquisitions, conclude Treaties, accept sovereign rights or Protectorates, nor hinder the extension of influence of the other.

It is understood that no Companies nor individuals subject to one Power can exercise sovereign rights in a sphere assigned to the other, except with the assent of the latter.

Article VIII.

The two Powers engage to apply in all the portions of their respective spheres, within the limits of the free zone defined by the Act of Berlin of 1885, to which the first five Articles of that Act are applicable at the date of the present Agreement, the provisions of those Articles according to which trade enjoys complete freedom; the navigation of the lakes, rivers, and canals, and of the

nen Berichtigungen, welche mit Rücksicht auf örtliche Verhältnisse nothwendig erscheinen, durch Vereinbarung der beiden Mächte getroffen werden.

Insbesondere ist Einverständniss darüber vorhanden, dass bezüglich der in Artikel IV bezeichneten Grenzen sobald als möglich Kommissare behufs Herbeiführung einer solchen Berichtigung zusammentreten sollen.

Artikel VII.

Jede der beiden Mächte übernimmt die Verpflichtung, sich jeglicher Einmischung in diejenige Interessensphäre zu enthalten, welche der anderen durch Article I bis IV des gegenwärtigen Übereinkommens zuerkannt ist. Keine Macht wird in der Interessensphäre der anderen Erwerbungen machen, Verträge abschliessen, Souveränetätsrechte oder Protectorate übernehmen oder die Ausdehnung des Einflusses der anderen hindern.

Es besteht Einverständniss darüber, dass Gesellschaften oder Privatpersonen, welche der einen Macht angehören, die Ausübung von Souveränetätsrechten innerhalb der Interessensphäre der anderen Macht, ausser mit Zustimmung der letzteren, nicht zu gestatten ist.

Artikel VIII.

Die beiden Mächte verpflichten sich, in allen denjenigen Theilen ihrer Gebiete innerhalb der in der Akte der Berliner Konferenz von 1885 bezeichneten Freihandelszone, auf welche die fünf ersten Artikel der genannten Akte am Tage des gegenwärtigen Abkommens anwendbar sind, die Bestimmungen dieser Artikel in Anwendung zu bringen. Hiernach geniesst der Handel vollständige Frei-

ports on those waters is free to both flags; and no differential treatment is permitted as regards transport or coasting trade; goods, of whatever origin, are subject to no dues except those, not differential in their incidence, which may be levied to meet expenditure in the interest of trade; no transit dues are permitted; and no monopoly or favour in matters of trade can be granted.

The subjects of either Power will be at liberty to settle freely in their respective territories situated within the free trade zone.

It is specially understood that, in accordance with these provisions, the passage of goods of both Powers will be free from all hindrances and from all transit dues between Lake Nyassa and the Congo State, between Lakes Nyassa and Tanganyika, on Lake Tanganyika, and between that lake and the northern boundary of the two spheres.

heit;' die Schifffahrt auf den Seen, Flüssen und Kanälen und den daran gelegenen Häfen ist frei für beide Flaggen; keine ungleiche Behandlung mit Bezug auf den Transport oder Küstenhandel ist gestattet; Waaren jeder Herkunft sollen keine anderen Abgaben zu entrichten haben als solche, welche unter Ausschluss ungleicher Behandlung, für die zum Nutzen des Handels gemachten Ausgaben erhoben werden mögen; Durchgangszölle dürfen nicht erhoben und keine Monopole oder Handelsbegünstigungen gewährt werden. Den Angehörigen beider Mächte ist die freie Niederlassung in den beiderseitigen Gebieten, soweit dieselben in der Freihandelszone gelegen sind, gestattet.

Insbesondere herrscht Einverständniss darüber, dass in Gemässheit dieser Bestimmungen von jedem Hemniss und jedem Durchgangszoll frei sein soll der beiderseitige Güterverkehr zwischen dem Nyassa-See und dem Kongostaat, zwischen dem Nyassa- und Tanganika-See, auf dem Tanganika-See und zwischen diesem See und der nördlichen Grenze der beiden Sphären.

Article IX.

Trading and mineral Concessions, and rights to real property, held by Companies or individuals, subjects of one Power, shall, if their validity is duly established, be recognized in the sphere of the other Power. It is understood that Concessions must be worked in accordance with local laws and regulations.

Artikel IX.

Handels- und Bergwerks-Konzessionen, sowie Rechte an Grund und Boden, welche Gesellschaften oder Privatpersonen der einen Macht innerhalb der Interessensphäre der anderen Macht erworben haben, sollen von der letzteren anerkannt werden, sofern die Gültigkeit derselben genügend dargethan ist. Es herrscht Einverständniss darüber, dass die Konzessionen in Gemässheit der an Ort und Stelle gültigen Gesetze und Verordnungen ausgeübt werden müssen.

Article X.

In all territories in Africa belonging to, or under the influence of either Power, missionaries of both countries shall have full protection. Religions toleration and freedom for all forms of divine worship and religions teaching are guaranteed.

Artikel X.

In allen Gebieten Afrika's welche einer der beiden Mächte gehören oder unter ihrem Einfluss stehen, sollen Missionare beider Länder vollen Schutz geniessen, religiöse Duldung und Freiheit für alle Formen des Gottesdienstes und für den geistlichen Unterricht werden zugesichert.

Article XI.

Great Britain engages to use all her influence to facilitate a friendly arrangement, by which the Sultan of Zanzibar shall cede absolutely to Germany his possessions on the mainland comprised in existing Concessions to the German East African Company, and their dependencies, as well as the Island of Mafia.

It is understood that His Highness will, at the same time, receive an equitable indemnity for the loss of revenue resulting from such cession.

Germany engages to recognize a Protectorate of Great Britain over the remaining dominions of the Sultan of Zanzibar, including the Islands of Zanzibar and Pemba, as well as over the dominions of the Sultan of Witu, and the adjacent territory up to Kismayu, from which her Protectorate is withdrawn. It is understood that if the cession of the German coast has not taken place before the assumption by Great Britain of the Protectorate of Zanzibar, Her Majesty's Government will, in assuming the Protectorate, accept the obligation to use all their influence with the Sultan to induce him to make that cession at the earliest possible

Artikel XI.

Grossbritannien wird seinen ganzen Einfluss autbieten, um ein freundschaftliches Uebereinkommen zu erleichtern, wodurch der Sultan von Zanzibar seine auf dem Festland gelegenen und in den vorhandenen Konzessionen der Deutsch-ostafrikanischen Gesellschaft erwähnten Besitzungen nebst Dependenzen sowie der Insel von Mafia an Deutschland ohne Vorbehalt abtritt. Es herrscht Einverständniss darüber, dass Seine Hoheit gleichzeitig für den aus dieser Abtretung entstehenden Verlust an Einnahmen eine billige Entschädigung erhalten soll.

Deutschland verpflichtet sich die Schutzherrschaft Grossbritanniens anzuerkennen über die verbleibenden Besitzungen des Sultans von Zanzibar mit Einschluss der Insel Zanzibar und Pemba, sowie über die Besitzungen des Sultans von Witu und das benachbarte Gebiet bis Kismaju, von wo die deutsche Schutzherrschaft zurückgezogen wird. Es herrscht Einverständniss darüber dass Ihrer Majestät Regierung, falls die Abtretung der Deutschen Küste nicht vor der Uebernahme der Schutzherrschaft über Zanzibar durch Grossbritannien stattgefunden hat, bei der Uebernahme jener Schutzherrschaft die Verpflichtung übernehmen wird, allen ihren

period in consideration of an equitable indemnity.

Einfluss aufzuwenden, um den Sultan zu veranlassen, jene Abtretung gegen Gewährung einer billigen Entschädigung sobald als möglich vorzunehmen.

Article XII.

1. Subject to the assent of the British Parliament, the sovereignty over the Island of Heligoland, together with its dependencies, is ceded by Her Britannic Majesty to His Majesty the Emperor of Germany.

2. The German Government will allow to all persons natives of the territory thus ceded the right of opting for British nationality by means of a declaration to be made by themselves, and, in the case of children under age, by their parents or guardians, which must be sent in before the 1st of January, 1892.

3. All persons natives of the territory thus ceded, and their children born before the date of the signature of the present Agreement, are free from the obligation of service in the military and naval forces of Germany.

4. Native laws and customs now existing will, as far as possible, remain undisturbed.

5. The German Government binds itself not to increase the Customs Tariff at present in force in territory thus ceded until the 1st January, 1910.

6. All rights to property which private persons or existing Corporations have acquired in Heligoland in connection with the British Government are maintained; obligations resulting from them are transferred to His Majesty the Emperor of Germany. It is understood that the

Artikel XII.

1. Vorbehaltlich der Zustimmung des Britischen Parlaments wird die Souveränetät über die Insel Helgoland nebst deren Zubehörungen von Ihrer Britischen Majestät an Seine Majestät den Deutschen Kaiser abgetreten.

2. Die Deutsche Regierung wird den aus dem abgetretenen Gebiet herstammenden Personen die Befugniss gewähren, vermöge einer vor dem 1. Januar 1892, von ihnen selbst oder bei minderjährigen Kindern von deren Eltern oder Vormündern abzugebenden Erklärung die britische Staatsangehörigkeit zu wählen.

3. Die aus dem abgetretenen Gebiet herstammenden Personen und ihre vor dem Tage der Unterzeichnung dieser Uebereinkunft geborenen Kinder bleiben von der Erfüllung der Wehrpflicht im Kriegsheer und in der Flotte in Deutschland befreit.

4. Die zur Zeit bestehenden heimischen Gesetze und Gewohnheiten bleiben, soweit es möglich ist, unverändert fortbestehen.

5. Die Deutsche Regierung verpflichtet sich, bis zum 1. Januar 1910, den zur Zeit auf dem abgetretenen Gebiet in Geltung befindlichen Zolltarif nicht zu erhöhen.

6. Alle Vermögensrechte welche Privatpersonen oder bestehende Korporationen der Britischen Regierung gegenüber in Helgoland erworben haben, bleiben aufrecht erhalten; die ihnen entsprechenden Verpflichtungen gehen auf seine Majestät den Deutschen Kaiser über. Unter dem Aus-

above term, »rights to property,« includes the right of signalling now enjoyed by Lloyds.

The rights of British fishermen with regard to anchorage in all weathers, to taking in provisions and water, to making repairs, to transshipment of goods, to the sale of fish, and to the landing and drying of nets, remain undisturbed.

Berlin, July 1, 1890.

(Signed) *Edward B. Malet.*
H. Percy Anderson.
v. Caprivi.
K. Krauel.

druck »Vermögensrechte« ist das Signalrecht des Lloyds inbegriffen.

7. Die Rechte der Britischen Fischer bei jeder Witterung zu ankern, Lebensmittel und Wasser einzunehmen, Reparaturen zu machen, die Waaren von einem Schiff auf das andere zu laden, Fische zu verkaufen, zu landen und Netze zu trocknen, bleiben unberührt.

Berlin, den 1 Juli 1890.

(Gez.:) *v. Caprivi.*
K. Krauel.
Edward B. Malet.
H. Percy Anderson.

65.

GRANDE-BRETAGNE, AFRIQUE DU SUD.

Convention concernant les affaires du Swaziland; signée à Cape Town le 24 juillet 1890, et correspondence y relative.

Parliamentary Papers, presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty, November 1890. [*C.—6217*].

No. 1.

Whereas Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and his Honour the State President of the South African Republic, as representing the Government of the said Republic, have agreed that it is expedient that hey should enter into a Convention

Aangezien Hare Majesteit de Koningin van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Brittanje en Ierland, en zijn Hoog-Edele de Staats President van de Zuid-Afrikaansche Republiek, als vertegenwoordigende de regeering van genoemde Republiek, overeengekomen zijn, dat het raadzaam is dat zij een

relative to the settlement of the affairs of Swaziland, and with regard to other matters of importance connected with the affairs of South Africa;

Now, therefore, Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and his Honour the State President of the South African Republic as representing the Government of the said Republic, do hereby consent and agree that the following Articles, accepted finally by and between Her Majesty and his Honour shall, when duly signed, sealed, and executed by Her Majesty's High Commissioner for South Africa on behalf of Her Majesty, and by his Honour the State President of the South African Republic on behalf of the Government of the said Republic, and when duly ratiefied by the Volksraad of the South African Republic, shall constitute and be a Convention by and between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the South African Republic.

Article 1. The independence of the Swazis, as recognised by the Convention of London of 1884, is affirmed, and no inroad on that independence shall be allowed, even with the consent of the Swazi Government, without the consent of both Her Majesty's Government and the Government of the South African Republic.

Article 2. With the consent of the Swazi Government, expressed in the form of an organic Proclamation by the Queen Regent and Council, the powers and authorities of the

Conventie sluiten betrekkelijk de schikking van de zaken van Swaziland, en met betrekking tot andere zaken van belang in verband met de zaken van Zuid-Afrika:

Nu, derhalve, stemmen Hare Majesteit de Koningin van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Brittanje en Ierland en zijn Hoog-Edele de Staats President van Zuid-Afrikaansche Republiek, als vertegenwoordigende de regeering van genoemde Republiek, hiernevens toe en komen overeen dat de volgende artikelen finaal aangenomen dor en tusschen Hare Majesteit en zijn Hoog Edele, als zij behoorlijk onderteekend, gezegeld en bekrachtigd zijn door Harer Majesteits Hoogen Commissaris van Zuid-Afrika voor Hare Majesteit, en door zijn Hoog Edele den Staats President van de Zuid-Afrikaansche Republiek voor de regeering van genoemde Republiek, en als zij behoorlijk bekrachtigd zijn door den Volksraad van de Zuid-Afrikaansche Republiek, zullen uitmaken en zijn eene Conventie door en tusschen Hare Majesteit de Koningin van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Brittanje en Ierland en de Zuid Afrikaansche Republiek.

Artikel 1. De onafhankelijkheid van de Swazis, gelijk erkend door de Conventie van Londen van 1884, wordt bevestigd, en geen inbreuk op die onafhankelijkheid zal worden toegestaan, zelfs met de toestemming van het Swazi Gouvernement, zonder de toestemming zoowel van Harer Majesteit's Gouvernement als van de Regeering van de Zuid-Afrikaansche Republiek.

Artikel 2. Met de toestemming van het Swazi Gouvernement uitgedrukt in den vorm van een organische Proklamatie door de Koningin Regentes en Raad, de macht en het gezag van

Provisional Government Committee, conferred by Proclamation dated the 18th December 1889, and extended by subsequent Proclamation for a further period, to be continued for an indefinite period, subject to the following alterations and additions, and to the establishment of the following constitution and machinery of Government:

a) Each of the three Governments, Her Majesty's Government, the Government of the South African Republic, and the Swazi Government, to have power from time to time to cancel the appointment of its nominated representative in the Government Committee, and to appoint another representative in his stead.

b) A Government Secretary and Treasurer to be appointed by the Government Committee upon the joint nomination of Her Majesty's High Commissioner and the State President of the South African Republic, such officer to furnish periodical reports to Her Majesty's High Commissioner and the State President of the South African Republic, and to communicate officially with them by instruction from the Government Committee upon matters relating to the affairs of Swaziland.

c) A Chief Court to be established composed of three judicial members approved of by Her Majesty's High Commissioner and the State President of the South African Republic, or of only one member, if Her Majesty's High Commissioner and the State President of the South African Republic should

het Provisioneel Gouvernement-Comité verleend door Proklamatie gedateerd den 18den December 1889, en uitgebreid door latere Proklamatie voor een verder tijdperk, te blijven voortduren voor een onbepaalden tijd, onderworpen aan de volgende veranderingen en toevoegselen, en aan de vestiging van de volgende constitutie en machinerie van regeering: —

a) Elk der drie Gouvernementen, Harer Majesteit's Gouvernement, het Gouvernement, van de Zuid-Afrikaansche Republiek en het Swazi Gouvernement, de macht to hebben om van tijd tot tijd de aanstelling van zijn benoemden vertegenwoordiger in het Gouvernement-Comité te vernietigen, en een anderen vertegenwoordiger in zijne plaats aantestellen.

b) Een Gouvernements Secretaris en Thesaurier te worden aangesteld door het Gouvernement-Comité, op de gezamenlijke nominatie van Harer Majesteits Hoogen Commissaris en den Staats President van de Zuid-Afrikaansche Republiek, zoodanig ambtenaar op vaste tijden rapporten te moeten inleveren aan Harer Majesteits Hoogen Commissaris en aan den Staats President van de Zuid-Afrikaansche Republiek, en officieel aan hen mededeelingen te moeten doen op last van het Gouvernement-Comité, over onderwerpen betrekking hebbende op de zaken van Swaziland.

c) Een Hoog-Gerechtshof te worden aangesteld, bestaande uit drie rechtsgeleerde leden, goedgekeurd door Harer Majesteits Hoogen Commissaris en den Staats President van de Zuid-Afrikaansche Republiek, of uit slechts één lid indien Harer Majesteits Hooge Commissaris en de Staats President

deem one member sufficient, and approve such member.

d) Such Court to have full power and jurisdiction over all persons of European birth or extraction in Swaziland and ower all questions, matters, and things in which any such persons are concerned, with full power to decree against all persons execution by all forms of legal or equitable procedure, approved by Her Majesty's High Commissioner and the State President of the South African Republic, of every order, judgment, decree or sentence made by it in the exercise of its jurisdiction.

e) All subordinate judicial appointments, whether of Magistrates, Justices of the Peace, or the like, and all appointments of Police Officers to be made by the Government Committee, the persons appointed to be previously approved of by Her Majesty's High Commissioner and the State President of the South African Republic.

f) The jurisdiction confered upon such subordinate judicial officers to be such as shall be approved by Her Majesty's High Commissioner and the State President of the South African Republic.

g) The laws to be administered by all Courts of Justice to be the Roman-Dutch Law as in force in South Africa, but subject to such alterations, additions, or amendments as may be made by Proclamation of the Government Committee of any laws, rules or re-

van de Zuid-Afrikaansche Republiek één lid genoegzaam achten, en zoodanig lid goedkeuren.

d) Zoodanig hof volle macht en jurisdictie to hebben over alle personen van Europeesche geboorte of afkomst in Swaziland, en ower alle kwesties, zaken en dingen waarbij zoodanige personen belang hebben, met volle macht tegen alle personen executie te bepalen volgens alle vormen van wettig of billijk proces, goedgekeurd door Harer Majesteits Hoogen Commissaris en den Staats President van de Zuid-Afrikaansche Republiek, van elke order, uitspraak, beslissing of vonnis door het hof gegeven in de uitoefening van zijne jurisdictie.

e) Alle ondergeschikte judicieele aanstellingen, hetzij van Magistraten, Vrederechters of dergelijken, en alle aanstellingen van Politiebeambten, te worden gemaakt door het Gouvernement-Comité; de aangestelde personen vooraf te worden goedgekeurd door Harer Majesteits Hoogen Commissaris en den Staats President van de Zuid-Afrikaansche Republiek.

f) De jurisdictie verleend aan zoodaning ondergeschikte judicieele beambten zoodanig te zijn als goedgekeurd worden zal door Harer Majesteits Hoogen Commissaris en den Staats President van de Zuid-Afrikaansche Republiek.

g) De wetten te worden ten uitvoer gelegd door alle Gerechtshoven te zijn de Romeinsch-Hollandsche Wet, gelijk zij van kracht is in Zuid-Afrika, maar onderworpen aan zoodanige veranderingen, toevoegselen of wijzigingen als gemaat mogen worden door Pro-

gulations approved of by Her Majesty's High Commissioner and the State President of the South African Republic, without whose joint consent no law, rule or regulation shall be proclaimed by the Government Committee, or if proclaimed be binding; provided that laws enacted during the period of power of the provisional Government Committee shall continue in force until altered, amended or repealed by some law, rule, or regulation proclaimed after approval as aforesaid.

h) The Chief Court to undertake judicial inquiry into the validity of disputedconcessions, so soo n as the Swazi Government shall have framed and proclaimed a list of those concessions which it approves of; such inquiry to be conducted in accordance with such laws, rules, and regulations as aforesaid.

i) The administrative and executive powers under such organic Proclamation as aforesaid to be vested in the Government Committee, but no powers or jurisdiction to be claimed or exercised by the Government Committee, or any judicial tribunal in respect of any question, matter, or thing in which Swazi natives alone are concerned.

j) All lawfully acquired rights vested in any person to be recognised

klamatie van het Gouvernement-Comité van eenige wetten, voorschriften of bepalingen goedgekeurd door Harer Majesteits Hoogen Commissaris en den Staats President van de Zuid-Afrikaansche Republiek, zonder wier gezamenlijke toestemming geene wet, voorschrift of bepaling geproklameerd zal worden door het Gouvernement-Comité, of indien geproklameerd zal zij niet verbindend zijn; mits dat wetten uitgevaardigd gedurende den tijd toen het provisioneel Gouvernement-Comité de macht in handen had, van kracht zullen blijven tot dat zij veranderd, geamendeerd of herroepen worden door eene wet, voorschrift of bepaling geproclameerd na goedkeuring gelijk boven vermeld.

h) Het Hoog-Gerechtshof op zich te nemen gerechtelijk onderzoek naar de geldigheid van betwistte concessies, zoodra het Swazi Gouvernement eene lijst zaal hebben gemaakt en geproklameerd van die concessies die het goedkeurt, zoodanig onderzoek te worden gedaan overeenkomstig zoodanige wetten, vorschriften en bepalingen boven vermeld.

i) De administrative en executieve macht onder zoodanige organische Proklamatie boven vermeld, te berusten bij het Gouvernement-Comité, maar op geene macht of jurisdictie te worden aanspraak gemaakt of te worden uitgeoefend door het Gouvernement-Comité of eenig Gerechtshof met betrekking tot eenige kwestie, zaak of ding waarin Swazi inboorlingen alleen betrokken zijn.

j) Alle wettig verkregen rechten, berustende bij eenig persoon, te

by the Government Committee, and all judicial tribunals subject to such laws, rules, and regulations as aforesaid.

k) The revenue from sources approved by the Proclamation of the 18th December 1889, to be collected by officers appointed by the Government Committee, and to be by such officers paid over to the Government Treasurer, subject to such rules and regulations as to accounts and audit as shall be approved of by Her Majesty's High Commissioner and the State President of the South African Republic, provided that no revenue shall be derived from any source not lawfully recognised at the date of the organic Proclamation, unless and until a Proclamation establishing such source of revenue shall have been published in Swaziland by the Government Committee with the consent and approval of Her Majesty's High Commissioner and the State President of the South African Republic.

Article 3. Her Majesty's Government and the Government of the South African Republic mutually guarantee that they will enforce the due observance by the Swazi Government and the Swazis of the provisions of the organic Proclamation aforesaid, and of good and orderly government established thereunder, but no steps shall be taken, and no act be done, by either Government to compel such due observance by force without the approval of the

worden erkend door het Gouvernement-Comité en door alle Gerechtshoven onderworpen aan zoodanige wetten, voorschriften en bepalingen boven vermeld.

k) De inkomsten uit bronnen goedgekeurd ooor de Proklamatie van den 18den December 1889, te worden ingezameld door ambtenaren door het Gouvernement-Comité aangesteld, en door zoodanige ambtenaren te worden betaald aan den Gouvernements-Thesaurier, onderworpen aan zoodanige regelen en bepalingen omtrent rekeningen en auditeeren als goedgekeurd zullen worden door Harer Majesteits Hoogen Commissaris en den Staats President van de Zuid-Afrikaansche Republiek, mits geene inkomsten verkregen zullen worden uit eenige bron niet wettig erkend op den datum van de organische Proklamatie, tenzij en tot pat eene Proklamatie zulk een bron van inkomsten instellende gepubliceerd zal zijn in Swaziland door het Gouvernement-Comité met de toestemming en goedkeuring van Harer Majesteits Hoogen Commissaris en den Staats President van de Zuid-Afrikaansche Republiek.

Artikel 3. Harer Majesteits Gouvernement en het Gouvernement van de Zuid-Afrikaansche Republiek, waarborgen onderling dat zij de behoorlijke naleving door het Swazi Gouvernement en de Swazis zullen handhaven van de bepalingen van de organische Proklamatie voormeld, en van goed en ordelijk Gouvernement daaronder gevestigd, maar geen stap zal er genomen worden en geen daad gedaan worden door één dier beide Gouvernementen om zoodanige be-

other, which approval shall be deemed to be given if no objection to any such step or act shall be communicated to the Government giving notice of intention to take such step or do such act within two weeks from the date of such notice; provided that either of the said Governments may, upon application by the aforesaid Government Committee, interfere by force in any urgent case to compel such due observance as aforesaid; and provided that, in case of such interference being applied for, the other Government may act upon such application.

hoorlijke naveling met geweld te verpflichten zonder toestemming van het andere, welke goedkeuring zal beschouwd worden verleend te zijn als er geen objectie tegen zoodanigen stap of daad zal worden medegedeeld aan het Gouvernement, dat kennis geeft van zijn voornemen om zoodanigen stap te nemen of zoodanige daad de doen, binnen twee weken van den datum van zoodanige kennisgeving; mits één der genoemde Gouvernementen, op aanzoek van voormelde Gouvernement-Comité, met geweld mag tusschen beide komen in eenig dringend geval om zoodanige voormelde behoorlijke naleving te verplichten; en mits, in geval om zoodanige tusschenkomst aanzoek gedaan wordt, het andere Gouvernement op zoodanig aanzoek mag handelen.

Article 4. In all the Courts of Justice in Swaziland, and in all official communications of the Government Committee, the English and Dutch languages shall have equal rights.

Artikel 4. In alle Gerechtshoven in Swaziland, en in alle officieele mededeelingen, van het Gouvernements-Comité zullen de Engelsche en Hollandsche talen gelijke rechten hebben.

Article 5. Saving all existing rights, the sovereignty and ownership of the Swazi nation in respect of all land within the boundaries of Swaziland shall be recognised and respected, but no disposition of any such land, or of any right in respect of such land, and no grant or concession whereby any privileged or exclusive right is granted or conceded, or any right directly or indirectly interfering with the powers and jurisdiction of the Government Committee shall, after the date of such organic Proclamation be recognised as of any legal validity, unless it shall be made with the approval of Her Majesty's High Commissioner and of the State President of the South African Republic.

Artikel 5. Behoudens alle bestaande rechten, zal de souvereiniteit en het eigendomsrecht van de Swazie natie met betrekking tot alle land binnen de grenzen van Swaziland erkend en geeerbiedigd worden, maar geene beschikking over zoodaning land en geene schenking of concessie waardoor eenig bevorrecht of uitsluitend recht geschonken of verleend is, of eenig recht direct of indirect in strijd met de machte en jurisdictie van het Gouvernemente-Comité, zal na den datum van zoodanige organische Proklamatie erkend worden als wettige kracht, tenzij het gedaan is met de goedkeuring van Harer Majesteits Hoogen Commissaris en den Staats President van de Zuid-Afrikansche Republiek.

Article 6. The control and management by the Swazi Government of all affairs in which natives only are concerned shall remain unaffected by such organic Proclamation as aforesaid, and shall be regulated according to native laws and customs, save in so far as by such laws and customs any danger may arise affecting good and orderly government under the provisions of the organic Proclamation aforesaid.

Article 7. Her Majesty's Government recognises the validity of the concessions over and in respect of which the Government of the South African Republic possesses controlling power with respect to postal and telegraphic services with respect to the construction of railways in Swaziland, and the keeping of refreshment places thereon, and with respect to the making and navigation of waterways and to land surveying.

Article 8. Her Majesty further consents to the acquisition by the South African Republic, under and by virtue of a Treaty with the Queen Regent of the Swazis and her Council, of the ownership of land in Swaziland for the purpose of construction of a railway across Swaziland from the border of the South African Republic, the extent of such land to be three miles in width at the most; provided that

a) The sovereignty over land so acquired shall not be deemed to be acquired by the South African Republic, but such land shall in like manner with any other part of Swaziland remain under the Government and Administration of the Government Committee referred to in this Convention; and

Artikel 6. Het beheer en bestier door het Swazi Gouvernement van alle zaken waarin inboorlingen alleen betrokken zijn, zal ongedeerd blijven door zoodanige organische Proklamatie als voormeld, en zal geregeld worden volgens inboorlingenwetten en gewoonten, behalve voor zoo ver als er door zoodanige wetten en gewoonten eenig gevaar moge ontstaan, rakende goed en ordelijk Gouvernement onder de bepalingen van de organische Proklamatie voormeld.

Artikel 7. Harer Majesteits Gouvernement erkent de geldigheid van de concessies waarover en ten opzichte waarvan de regeering van de Zuid-Afrikaansche Republiek macht van beheer bezit met betrekking tot post- en telegraafdiensten, met betrekking tot het bouwen van Spoorwegen in Swaziland, en het houden van ververschingplaatsen er op, en met betrekking tot het maken en bevaren van waterwegen en tot landmeten.

Artikel 8. Hare Majesteit stemt ook toe in de verkrijging door de Zuid-Afrikaansche Republiek, onder en krachtens een verdrag met de Koningin Regentes van de Swazis en haren Raad, van het eigendom van land in Swaziland voor het bouwen van een spoorweg door Swaziland van de grens van de Zuid-Afrikaansche Republiek, de uitgebreidheid van zoodanig land niet meer dan drie mijlen in breedte te zijn; mits

a) De souvereiniteit over land alzoo verkregen niet zal beschouwd worden als verkregen door de Zuid-Afrikaansche Republiek, maar zoodanig land zal op gelijke wijze als eenig ander deel van Swaziland blijven onder het Gouvernement en Administratie van het Gouvernement-Comité in deze Conventie vermeld; en

b) Her Majesty shall, if occasion require, have the right of passage across such railway and land so acquired.

Article 9. Any deficiency on the revenue for the Government of Swaziland under the organic Proclamation shall, when duly certified according to the rules aforesaid as to accounting and audit, be borne in equal share annually by Her Majesty's Government and the Government of the South African Republic, and any surplus shall be carried over to the account of the next succeeding year.

Article 10. The Government of the South African Republic withdraws all claim to extend the territory of the Republic, or to enter into Treaties with any natives or native tribes to the north or north-west of the existing boundary of the Republic, and undertakes to aid and support by its favouring influence the establishment of order and government in those territories by the British South Africa Company within the limits of power and territory set forth in the Charter granted by Her Majesty to the said Company.

Article 11. Notwithstanding anything to the contrary contained in the Convention of London of 1884, Her Majesty's Government approves of the acquisition by the Government of the South African Republic of rights under Treaty with the Chieftain Umbegesa and the Queen Zambili of Amatongaland, over a strip of land not exceeding three miles in width, north of the 27th parallel of South Latitude, for the construction

b) Hare Majesteit zal, als de omstandigheden het eischen, het recht van passage hebben over zoodanig spoorweg en land alzoo vekregen.

Artikel 9. Eenig tekort op de inkomsten voor het Gouvernement van Swaziland onder de organische Proklamatie, als het behoorlijk gecertificeerd is volgens de regulaties voormeld met betrekking tot rekeningen en auditeeren, zal jaarlijks in gelijke deelen gedraden worden door Harer Majesteits Gouvernement en het Gouvernement van de Zuid-Afrikaansche Republiek, en eenig surplus zal overgebracht worden in de rekening van het daarop volgend jaar.

Artikel 10. De regeering van de Zuid-Afrikaansche Republiek trekt alle aanspraak terug om het gebied van de Republiek uit te breiden, of om verdragen te sluiten met Inboorlingen of met Inboorlingen-stammen ten noorden of noordwestern van de bestaande grenslijn der Republiek, en neemt op zich de vestiging van orde en gouvernement in die landen door de Britsch Zuid-Afrikaansche Compagnie door haren begunstigenden invloed te helpen en te steunen, binnen de grenzen van macht en gebied bepaald in de Charter door Hare Majesteit aan genoemde Compagnie verleend.

Artikel 11. Niettegenstaande al dat hiermede strijdt vervat in de Conventie van Londen van 1884, keurt Harer Majesteits Gouvernement goed de verkrijging door het Gouvernement van de Zuid-Afrikaansche Republiek van rechten onder verdrag met het Opperhoofd Umbegesa en de Koningin Zambili van Amatongaland, over een strook lands niet meer dan drie mijlen breed ten noorden van den 27sten breedtecirkel zuider breedte,

of a railway or for other purposes between the frontier of Swaziland and the sea-coast at or near Kosi Bay: provided that Her Majesty's Government undertakes to use its influence to obtain a concession to the South African Republic of an area of ten miles in radius from a point to be mutually agreed upon situate on the coast of Amatongaland, which area of land shall be deemed to be and to form portion of the South African Republic.

Article 12. Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland agrees to recognise the Sovereignty of the South African Republic in respect of

a) The land acquired as aforesaid by such Treaties as are in the last preceding Article contemplated with the Chieftain Umbegesa and the Queen Zambili of Amatongaland, for the purposes therein referred to;

b) So much land, connected with the land acquired from the said Chieftain as aforesaid as may be acquired for the purposes of the navigation of the Pongola River by the South African Republic by Treaty with the said Chieftain, as may not exceed in area an extent of four miles as the crow flies in radius from some point within the territory of the said Chieftain and on the Pongola River;

and c) A strip of land for constructing a line of railway or other purposes, which strip of land may be acquired by a Treaty

voor het bouwen van een spoorweg of voor andere doeleinden tusschen de grens van Swaziland en de zeekust te Kosibaai of in de nabijheid ervan; mits Harer Majesteits Gouvernement op zich neemt zijn invloed te gebruiken om een concessie te verkrijgen aan de Zuid-Afrikaansche Republiek van eene oppervlakte van tien mijlen in straal van en punt onderling te worden overeengekomen gelegen op de kust van Amatongaland, welke oppervlakte van land beschouwd zal worden te zijn en deel uittemaken van het gebied van de Zuid-Afrikaansche Republiek.

Artikel 12. Hare Majesteit de Koningin van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Brittanje en Ierland, komt overeen om de souvereiniteit van de Zuid-Afrikaansche Republiek te erkennen ten opzichte van

a) Het land verkregen als voormeld door zoodanige verdragen als in het laatst voorafgaande Artikel bedoeld worden met het Opperhoofd Umbegesa en de Koningin Zambili van Amatongaland, voor de doeleinden daarin vermeld;

b) Zooveel land, verbonden met het land van genoemd Opperhoofd verkregen voor de doeleinden voormeld als verkregen moge worden voor de bevaring van de Pongola River door de Zuid-Afrikaansche Republiek door een verdrag met genoemd Opperhoofd gesloten, als in oppervlakte niet mag te boven gaan eene uitgebreidheid van vier mijlen in een rechte lijn in een straal van een of ander punt binnen het gebied van genoemd Opperhoofd en op de Pongola Rivier; en

c) Eeene strook land voor het bouwen van een spoorweglijn of voor andere doeleinden welke strook land verkregen kan worden door

or Treaties with the Chieftains Zambaan and Umbegesa, and shall not exceed three miles in breadth, running lengthwise, either from Nyawos Hill, along the frontier of Swaziland, or from a point south of that Hill along the Pongola River to a point north of the 27th parallel of South Latitude, where such strip of land would cut across the strip of land referred to in the last preceding Article.

een Verdrag of Verdragen met de Opperhoofden Zambaan en Umbegesa, en niet meer dan drie mijlen breed zal zijn loopende in de lengte hetzij van Nyawos Heuvel langs de grenzen van Swaziland of van een punt ten zuiden van den heuvel langs de Pongola Rivier naar een punt ten noorden van den 27sten graad zuider breedte, waar zoodanige strook lands de strooklandsin het laatst voorgaande Artikel vermeld, snijden zal.

Article 13. If by any such Treaty as is referred to in Article 12 hereof the right of navigation of the Pongola River is conceded by the Chieftain Umbegesa to the South African Republic, Her Majesty's subjects, and all ships, vessels or other craft used in the navigation of the said river, and owned in whole or in part by any of Her Majesty's subjects, shall be entitled by such Treaty and by this Convention to the free navigation of the said river without obstruction from, and without the imposition of any duties or charges by, the Government of the South African Republic, or by any person or company holding rights protected by or derived from the said Government, other or higher than such lowest duties or charges as shall be imposed upon any person, or upon any ship, vessel, or other craft as aforesaid not owned as aforesaid by any of Her Majesty's subjects.

Artikel 13. Indien door eenig zoodanig als bedoeld wordt in Artikel 12 hiervan, het recht van bevaring van de Pongola Rivier toegekend wordt door het Opperhoofd Umbegesa aan de Zuid-Afrikaansche Republiek, zullen Harer Majesteits onderdanen en alle schepen of andere vaartuigen gebruikt in het bewaren van genoemde rivier en waarvan Harer Majesteits onderdanen volle of gedeeltelijke eigenaars zijn, gerechtigd zijn door zoodanig verdrag en door deze Conventie op de vrije bevaring van genoemde rivier zonder verhindering van, en zonder oplegging van eenige rechten of lasten door de regeering van de Zuid-Afrikaansche Republiek, of door eenig persoon of maatschappij, rechten bezittende beschermd door of verkregen van genoemde regeering, anders of hooger dan zoodanige laagste rechten of lasten als opgelegd zullen worden op eenig persoon, of op eenig ship of ander vaartuig gelijk boven vermeld, dat niet het eigendom is van een van Harer Majesteits onderdanen.

Article 14. In the event of the Government of the South African Republic acquiring rights by Treaty to land for the construction of either or both the lines of railway, or for

Artikel 14. In geval het Gouvernement van de Zuid-Afrikaansche Republiek rechten door verdrag verkrijgt op land voor het bouwen van één of beide van de spoorweglijnen

other purposes as referred to in Articles 11 and 12 of this Convention, and notwithstanding the acquisition by the South African Republic of sovereignty in terms of this Convention, in respect of any land under and by virtue of any approved Treaty with the Chieftain Zambaan, the Chieftain Umbegesa, or the Queen Zambili of Amatongaland, Her Majesty reserves the right of passage across such lines of railway and all land so acquired by the South African Republic, at places to be mutually agreed upon, the further right to claim convenient facilities for crossing each of the said lines and the said land with one line of railway at the same places or others conveniently situated, and the right, at any place across either strip of land acquired under paragraph C. of Article 12, of passing troops if necessary into Swaziland in accordance with this Convention.

Article 15. No treaty entered into in manner recognised by this Convention with the Chieftain Zambaan, the Chieftain Umbegesa, or the Queen Zambili of Amatongaland shall be deemed to be valid and binding until approved of by Her Majesty, in manner provided by Article IV. of the London Convention of 1884.

Article 16. The Government of the South African Republic will in no case, without the approval of Her Majesty's Government, part with the sovereignty, control, or management of Kosi Bay or the harbour works in connexion therewith, or the area of land herein-before referred to;

of voorandere doeleinden als vermeld in Artikelen 11 en 12 van deze Conventie, en niettegenstaande de verkrijging door de Zuid-Afrikaansche Republiek van souvereiniteit, volgens de termen van deze Conventie, ten opzichte van eenig land onderen krachtens eenig goedgekeurd verdrag met het Opperhoofd Zambaan, het Opperhoofd Umbegesa of met de Koningin Zambili van Amatongaland, behoudt Hare Majesteit het recht voor van passage over zoodanige spoorweglijnen en alle land op zoodanige wijze verkregen door de Zuid-Afrikaansche Republiek, op plaatsen onderling te worden overeengekomen, het verdere recht om te eischen dat het gemakkelijk gemaakt zal worden elk der genoemde lijnen en genoemd land met een spoorweglijn te kruisen op dezelfde plaatsen of op andere plaatsen geriefelijk gelegen, en het recht, op eenige plaats op elke der stroken lands verkregen onder paragraaf C, van Artikel 12, troepen te laten doortrekken, indien noodig, naar Swaziland, overeenkomstig deze Conventie.

Artikel 15. Geen verdrag gesloten op de wijze door deze Conventie erkend, met het Opperhoofd Zambaan, het Opperhoofd Umbegesa of met de Koningin Zambili van Amatongaland, zal geacht worden van kracht en verbindend te zijn voordat het door Hare Majesteit zal zijn goedgekeurd op de wijze bepaald in Art. IV van de Conventie van Londen van 1884.

Artikel 16. Het Gouvernement van de Zuid-Afrikaansche Republiek zal in geen geval, zonder goedkeuring van Harer Majesteits Gouvernement, afstand doen van de souvereiniteit, beheer of bestier van Kosibaai of de havenwerken daarmede verbonden, of de oppervlakte van land bovenver-

and will not without the like approval enter into any Treaty relating to Kosi Bay or the said works or area with any Foreign Power.

Article 17. Should any dispute arise between the Government of the South African Republic and any foreign Power relative to any act, omission, or alleged default on the part of the said Government in the exercise of its sovereignty in respect of Kosi Bay or the said works or area, the said Government, for the sake of protecting the sovereignty of the South African Republic with regard to the said bay, works, and area, consents to assign to Her Majesty's Government the conduct, on behalf of the Government of the South African Republic, of all diplomatic representations and negotiations with such Foreign Power relative to such dispute. Such representations to be made and negotiations to be carried on in consultation with the Government of the South African Republic.

Article 18. The provisions of Article 16 of this Convention shall be construed so as to refer not only to Kosi Bay, the harbour works in connexion therewith, and the area of land referred to in the said Article, but also to any other land the sovereignty in respect of which shall be acquired by the South African Republic in terms of this Convention under and by virtue of any Treaty entered into with the Chieftain Zambaan, the Chieftain Umbegesa, or the Queen Zambili of Amatongaland and approved of by Her Majesty

meld; en zal niet, zonder dezelfde goedkeuring, een verdrag sluiten betreffende Kosibaai of genoemde werken of oppervlakte met een Vreemde Mogendheid.

Artikel 17. Indien er eenig geschil ontstaat tusschen het Gouvernement van de Zuid-Afrikaansche Republiek en eene Vreemde Mogendheid met betrekking tot eenige daad, nalatigheid of beweerd verzuim van de zijde van genoemd Gouvernement in het utoefenen van zijne souvereiniteit met betrekking tot Kosibaai of genoemde werken of oppervlakte, stemt genoemd Gouvernement er in toe, ten einde de Souvereiniteit van de Zuid-Afrikaansche Republiek ten opzichte van genoemde Baai, werken en oppervlakte te beschermen, aan Harer Majesteits Gouvernement te assigneeren het voeren ten behoeve van het Gouvernement van de Zuid-Afrikaansche Republiek van alle diplomatische mededeelingen en onderhandelingen met zoodanige Vreemde Mogendheid met betrekking tot zoodanig geschil. Zoodanige mededeelingen te worden gedaan en onderhandelingen te worden gevoerd in overleg met het Gouvernement van de Zuid-Afrikaansche Republiek.

Artikel 18. De bepalingen van Artikel 16 van deze Conventie zullen opgevat worden als betrekking hebbende niet alleen op Kosibaai, de havenwerken daarmede verbonden, en de oppervlakte van land bedoeld in genoemde Artikelen, maar ook op eenig ander land waarover souvereiniteit zal verkregen worden door de Zuid-Afrikaansche Republiek volgens de termen van deze Conventie, onder en krachtens eenig verdrag gesloten met het Opperhoof Zambaan, het Opperhoofd Umbegesa of de Koningin Zambili van Amatongaland en

as aforesaid.

Article 19. The Government of the South African Republic consents, in the event of acquisition by it of Kosi Bay as aforesaid, and of sovereign rights over the area of land referred to in Article 11 and over the land referred to in Article 12, to enter with Her Majesty's Colony of the Cape of Good Hope and the Orange Free State, and with such other Colonies or Dependencies of Her Majesty as may then be parties thereto, into the then existing Customs Union Convention; provided that terms and conditions of entrance are conceded with due regard to the existing contracts and to the existing treaties recognised by Her Majesty's Government, by which the Government of the South African Republic is bound.

Article 20. Notwithstanding anything to the contrary contained in any of the preceding Articles of this Convention, and notwithstanding that any treaty entered into by the South African Republic with the Chieftain Zambaan, the Chieftain Umbegesa, or the Queen Zambili of Amatongaland, shall have been approved of by Her Majesty in manner provided in this Convention, such approval shall be deemed to be conditional upon the entering of the South African Republic into the said Customs Union Convention, and none of the rights or powers conferred by any such treaty may be validly claimed or exercised by the Government of the South African Republic unless, within six months after the date of Her Majesty's approval in respect of the first of any such treaties entered into as aforesaid, copy whereof

door Hare Majesteit goedgekeurd als voormeld.

Artikel 19. De Regeering van de Zuid-Afrikaansche Republiek stemt er in toe, in geval Kosibaai als voormeld en de souvereine rechten over de oppervlakte van land bedoeld in Artikel 11 en over het land bedoeld in Artikel 12 door haar verkregen wordt, met Harer Majesteits Kolonie de Kaap de Goede Hoop en den Oranje Vrijstaat, en met zoodanige andere Koloniën of Bezittingen van Hare Majesteit als dan daaraan deelnemers mogen zijn, in de dan bestaande Tolverbond Conventie te treden, mits termen en voorwaarden van intreden toegestaan worden met behoorlijke inachtneming van de bestaande kontraktenen van de bestaande verdragen erkend door Harer Majesteits Gouvernement, waardoor het Gouvernement van de Zuid-Afrikaansche Republiek gebonden is.

Artikel 20. Niettegenstaande iets hiermede in strijd vervat in een van de voorafgaande Artikelen van deze Conventie, en niettegenstaande dat eenig verdrag gesloten door de Zuid-Afrikaansche Republiek met het Opperhoofd Zambaan, het Opperhoofd Umbegesa, of de Koningin Zambili van Amatongaland goedgekeurd zal zijn door Hare Majesteit op de wijze bepaald in deze Conventie, zal zoodanige goedkeuring beschouwd worden als afhankelijk van het intreden van de Zuid-Afrikaansche Republiek in de genoemde Tolverbond Conventie, en geene van de rechten of machten verleend door eenig zoodanig verdrag kan rechtens geëischt of uitgeoefend worden door het Gouvernement van de Zuid-Afrikaansche Republiek tenzij, binnen zes maanden na den datum van Harer Majesteits goedkeuring, ten opzichte van het eerste van eenige

shall be received by Her Majesty's Government in accordance with Article 4 of the London Convention of 1884, the Government of the South African Republic shall have entered into the said Customs Union Convention upon terms and conditions agreed upon by and between the said Government and the respective Governments of the Colonies, States, or Territories then parties to the said Convention.

Article 21. If before the expiration of three years from the 8th day of August 1890,

either a) The Government of the South African Republic shall not have entered into such treaties as aforesaid with the Chieftain Zambaan, the Chieftain Umbegesa, and the Queen Zambili of Tongaland, or their respective successors;

or b) Such treaties, if entered into, shall not have been approved of by Her Majesty in manner provided in this Convention;

or c) Though such treaties shall have been entered into and approved of, the Government of the South African Republic shall not have entered into the Customs Union Convention in accordance with Articles 19 and 20;

each party to this Convention shall have the option, at any time before the 8th day of May 1893, of giving notice, in writing, to the other party that at the exspiration of the period of three years aforesaid the force and effect of this Convention shall terminate; provided that

1) Such termination shall not bind Her Majesty to recognise as valid

zoodanige verdragen gesloten als voormeld, afschrift waarvan ontvangen zal worden door Harer Majesteits Gouvernement overeenkomstig Artikel 4 van de Conventie van Londen van 1884, het Gouvernemen van de Zuid-Afrikaansche Republiek ingetreden zal zijn in genoemde Tolverbond Conventie op termen en voorwaarden overeengekomen door en tusschen genoemd Gouvernement en de respektieve Gouvernementen van de Koloniën, Staten, of landen die dan partijen zullen zijn in genoemde Conventie.

Artikel 21. Indien voor het verloop van drie jaren van den achtsten dag van Augustns 1890,

hetzij a) het Gouvernement van de Zuid-Afrikaansche Republiek niet ingetreden zal zijn in zoodanige verdragen voormeld met het Opperhoofd Zambaan, het Opperhoofd Umbegesa en de Koningin Zambili van Tongaland, of hunne respektieve opvolgers,

of b) zoodanige verdragen, indien ingetreden, niet zullen zijn goedgekeurd door Hare Majesteit op de wijze bepaald in deze Conventie,

of c) ofschoon zoodanige verdragen zullen zijn gesloten en goedgekeurd, het Gouvernement van de Zuid-Afrikaansche Republiek, niet zal zijn getreden in de Tolverbond Conventie, overeenkomstig Artikel 19 en 20.

Zal elke partij in deze Conventie te eeniger tijd de keus hebben vóór den achtsten dag van Mai 1893 om kennis te geven in geschrifte aan de andere partij dat na het verloop van het tijdperk van drie jaren voornoemd, de kracht en effect van deze Conventie zullen vervallen, mits.

1) zoodanig verval Hare Majesteit niet verbinden zal eenige zoodanige

any such treaties as aforesaid, nothwithstanding that the same shall have been approved of.

2) Such termination shall not affect the binding force and effect of Articles 10 and 24 of this Convention.

Article 22. The Government of the South African Republic agrees to admit free of any duties of Customs into the South African Republic all articles the produce and manufacture of any State, Colony, or territory bordering on the territory of the South African Republic, into which the produce and manufactures of the South African Republic are admitted free of such duties, subject for such period as it may be a party to the Custom Union Convention to such exceptions as may be thereby prescribed.

Article 23. The Government of the South African Republic undertakes to withdraw all opposition, direct or indirect, to the extension of railways from or through any of Her Majesty's Colonies in South Africa or the Orange Free State to or towards the boundaries of the South African Republic, and further to take into consideration the extension of such railways, subject to all existing rights and Treaties, from the said boundaries into the territory of the South African Republic to the townships of Johannesburg and Pretoria.

Article 24. Her Majesty's Government consent to an alteration of the boundary of the South African Republic on the East so as to include the territory known as the Little Free State within the territory of

verdragen voormeld als geldig te erkennen, niettegenstaande zij zullen zijn goedgekeurd;

2) Zoodanig verval zal van geen invloed zijn op de verbindende kracht en effect van Artikelen 10 en 24 van deze Conventie.

Artikel 22. De Regeering van de Zuid-Afrikaansche Republiek stemt er in toe, vrij van Inkomende Rechten in de Zuid-Afrikaansche Republiek toe te laten alle artikelen die de produkten en fabrikaten zijn van eenigen Staat, Kolonie of gebied, grenzende aan het gebied van de Zuid-Afrikaansche Republiek, waarin de produkten en fabrikaten van de Zuid-Afrikaansche Republiek vrij van zoodanige rechten toegelaten worden, onderworpen voor zoodanig tijdperk als zij deelnemer moge zijn aan de Tolverbond Conventie, aan zoodanig uitzonderingen als daarin mogen zijn voorgeschreven.

Artikel 23. De Regeering van de Zuid-Afrikaansche Republiek neemt op zich allen tegenstand, direct of indirect, te laten varen tegen de verlenging van spoorwegen van of door een van Harer Majesteits Koloniën in Zuid-Afrika of den Oranje Vrijstaat, naar of in de richting van de grenzen de Zuid-Afrikaansche Republiek, en verder de verlenging van zoodanige spoorwegen in consideratie te nemen, onderworpen aan alle bestaande rechten en verdragen, van genoemde grenzen in het gebied van de Zuid-Afrikaansche Republiek naar de steden Johannesburg en Pretoria.

Artikel 24. Harer Majesteits Gouvernement stemt toe in eene verandering van de oostelijke grenslijn van de Zuid-Afrikaansche Republiek, zodat het gebied bekend als de Kleine Vrijstaat ingesloten wordt binnen het

the South African Republic.

Article 25. This Convention will be ratified by the Volksraad of the South African Republic on or before the 8th day of August 1890, and in default of such ratification this Convention shall be null and void.

Signed and sealed and Cape Town, this 24th day of July 1890.

Henry B. Loch,
High Commissioner.

Signed and sealed at Pretoria, this 2nd day of August 1890.

S. J. P. Kruger,
State President
of the S. A. Republic.
D. W. J. Leyds,
State Secretary.

gebied van de Zuid-Afrikaansche Republiek.

Artikel 25. Deze Conventie zal bekrachtigd worden door den Volksraad van de Zuid-Afrikaansche Republiek op of voor de 8sten dag van Augustus 1890, en bij gebreke van zoodanige krachtiging zal zij van nul en geene waarde zijn.

Ondersteekend en gezegeld te Kaapstad, dezen 24sten dag van Juli 1890.

Henry B. Loch,
Hooge Commissaris.

Onderteekend en gezegeld te Pretoria, dezen 2den dag van Augustus 1890.

S. J. P. Kruger,
Staats President
van de Z. A. Republiek.
D. W. J. Leyds,
Staats Secretaris, Z. A. R.

No. 2.

Sir H. B. Loch to Lord Knutsford.

(Received September 1, 1890.)

Government House, Cape Town, August 13, 1890.

My Lord,

I have the honour to inform your Lordship that the Convention, of which I enclose copies, entered into between Her Majesty and the Government of the South African Republic, was ratified by the Volksraad on the 7th instant.

Your Lordship is well acquainted with the course of the negotiations which has led to the settlement of outstanding questions between Her Majesty's Government and that of the Transvaal, but it may be convenient that I should briefly review the various questions which arose, in the order of their occurrence.

In May 1889 President Kruger made a definite proposal that the South African Republic should withdraw all claims to the territory to the North of the Republic if Her Majesty's Government would withdraw any opposition to the extension of the Republic to the East.

No definite reply was made to this proposal, but in October of last year Sir Francis de Winton was sent as Her Majesty's Commissioner to inquire, in conjunction with the Commissioners appointed by the South African Republic, into alleged conflicting interests in Swaziland, arising out of the rapid development of foreign enterprise in that country, due

to the discovery of gold in 1885 and 1886, and the absence of any established European system of Government.

The action taken by Sir Francis de Winton and his colleagues led to the establishment of a Joint Provisional Government, pending the settlement of a more permanent arrangement, and his very able report suggested certain broad lines of agreement, which, to a great measure, have formed the basis of the subsequent negotiations that have taken place.

In the early part of this year I received reports from sources which appeared to be reliable that a trek or invasion of Mashonaland was in contemplation, and that an expedition for the purpose was being organised in the South African Republic. I communicated these rumours to President Kruger with the request that he would take any measures that might be necessary to prevent any violation of this territory, which had recently been declared to be within the sphere of British influence.

On the 18th February President Kruger telegraphed that he noticed with regret that then, as on previous occasions, it was sought to sow misunderstandings between Her Majesty's Government and the Government of the South African Republic, and that it appeared to him most desirable, in view of the interests of the whole of South Africa, that we should become personally acquainted and open-heartedly discuss with each other all questions that were pending, and suggested that we should meet on the British side of the Vaal River at Blignant's Pont.

To this proposal I readily assented, and the 12th of March was subsequently fixed as the day of meeting. Your Lorpship is well acquainted with the full details of the various matters that were discussed at that meeting. These comprise the recognition of the independence of the Swazi nation, the establishment of a joint government to regulate European interests in the country, the formation of judicial courts, both for the settlement of concession claims, and for the administration of justice, and the surrender by the South African Republic of all claims over territory to the north and north-west of the Transvaal. The expansion of the South African Republic to the eastward and the entry of the Republic into a Customs Union, with the withdrawal of objections on the part of the Government of the South African Republic to the construction of railways to their border, and readiness to consider their further extension within the territory of the Republic were likewise subjects of discussion.

Subsequent to the meeting at Blignant's Pont frequent communications passed between the State President and myself, and in all the questions discussed I endeavoured, with the approval of Her Majesty's Government, to meet, as far as possible, the views of the Government of the South African Republic.

The result of the negotiations I embodied in the form of a draft convention, which I forwarded on the 29th May for the consideration of the State President and the Executive Council, at the same time pointing out that the only legal alternative that remained in the event of no settled system of joint government being established before the 18th August, on which date the powers of the present provisional government ceased, would

be for Her Majesty's Government to act under the second Article of the London Convention of 1884; and appoint a British Commissioner in Swaziland, supported by such force as might be necessary to maintain law and order in that country.

On the 16th June I telegraphed to President Kruger requesting to be informed if he intended submitting the Convention to the Volksraad, as the time left for ratification was short and it was desirable that I should inform Her Majesty's Government of the intentions of the Government of the South African Republic in this matter.

On the 17th June I received a telegram from the State President informing me that the Executive Council had great objection to the proposed Convention, and that it was impossible to say if the matter could be brought before the Volksraad.

In view of the extreme gravity of the situation in the event of the Convention being rejected I considered it desirable that I should appoint an agent to proceed to Pretoria and to act as my representative, and after personal communication with the President and the Executive Council to advise whether any »modus vivendi« could be found, by which resort to a course of action that would almost inevitably necessitate ultimate military operations could be avoided.

Sir Jacobus de Wet, who had been recently appointed Her Majesty's Agent in Pretoria, was unfortunately too ill to proceed to his post. Under these circumstances I addressed myself to Mr. Hofmeyr, the leader of the Afrikander party in the Cape Colony, and after making himself thoroughly acquainted with the position of affairs he undertook, as Her Majesty's Special Agent, and in the highest and most honourable spirit of patriotism, the task of explaining to the Government of the South African Republic the serious nature of the situation.

It is needless for me to trouble your Lordship wit the details of the proceedings which followed upon Mr. Hofmeyr's arrival in Pretoria, as you are in possession of the communications which passed.

It may therefore be sufficient to state that, upon the representations made to me by Mr. Hofmeyr, I was able to advise Her Majesty's Government to concede sereval points respecting which the Government of the South African Republic attached importance, but which entailed no surrender of principle on the part of Her Majesty's Government.

In the meanwhile the legal life of the existing provisional government in Swaziland was drawing to a close, and if arrangements were to be made for replacing it by a more complete form of joint government no time was to be lost.

On the other hand in the event of the proposed Convention falling through it was equally necessary that arrangements should be completed for the police force that I was enrolling in Natal for service in Swaziland, to enter that country before the expiry of the term of provisional government, and before the commencement of the fever season, and it became likewise my duty to advise Her Majesty's Government of the probable consequences that would ensue upon the entry of the police force in sup-

port of the authority of Her Majesty's Commissioner in Swaziland, and the necessity for very largely reinforcing the military force in South Africa to support and defend the policy of Her Majesty's Government. I therefore required that the Convention should be ratified on or before the 8th of August, or in default of such ratification by that date, it should be null and void.

To be prepared to act under the London Convention of 1884, I sent on 24th July Major Sapte, my Military Secretary, to Pretoria, with instructions, in the event of failure of negotiations, to deliver a letter to President Kruger, informing him that Her Majesty's Government would, in consequence, act under the authority of the second Article of the London Convention of 1884, and requesting that the Government of the South African Republic would likewise fulfil their obligations under that Convention. Major Sapte was then to proceed to Swaziland, with a letter of instructions to Colonel Martin as to the course which, under the circumstances, he was to pursue.

Fortunately the necessity for the above course of action was rendered unnecessary by the State President signing the Convention on the 2nd instant.

I cannot speak too highly of the great tact and judgment which Mr. Hofmeyr displayed throughout in the performance of a duty which he only undertook for the preservation of peace and in the best interests of the Transvaal and South Africa.

There was very considerable opposition in the Volksraad before the Convention was ratified, but I trust that the strong feeling that was then evinced in opposition to the Convention may soon be forgotten in the advantages which will result to the Transvaal more than to any other country by the establishment of a stable government and judicial courts in Swaziland, that will provide security to all who have interests in that country and in which the citizens of the Republic possess so large a share.

I have arranged with the Government of the South African Republic that application should be made to the reigning authority that the present provisional government in Swaziland should be extended for a period of one month from the 18th instant, to afford time for the preparation and publication of the Organic Proclamation contemplated by the Convention under which the Joint Government is to exercise its authority.

I propose, subject to the approval of Her Majesty's Government, to appoint Lieutenant-Colonel Martin to act as British Commissioner in the Joint Government, and I trust I may avail myself of the present opportunity of drawing your Lordship's attention to the manner in which that officer has performed his duties, under very trying and difficult circumstances, with marked ability and success.

I have, &c.
(Signed) *Henry B. Loch*,
Governor and High Commissioner.

The Right Hon. Lord Knutsford, G.C.M.G.
&c. &c. &c.,
Colonial Office.

No. 3.

Sir H. B. Loch to Lord Knutsford.

(Received September 1, 1890.)

Government House, Cape Town, August 13, 1890.

My Lord,

I have the honour to enclose, for your Lordship's information, a copy of the Volksraad Resolution re the Swaziland Convention.

I have, &c.

(Signed) *Henry B. Loch*,

Governor and High Commissioner.

The Right Hon. Lord Knutsford, G.C.M.G.

&c. &c. &c.

Enclosure in No. 3.

Resolution of Volksraad.

The Volksraad having had under its notice the Convention concluded on the 2nd of August at Pretoria, between the South African Republic and Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, observing with regret that Her Majesty's Government is still unwilling to agree to provisions by which the just claims and rights of this Republic are acknowledged, nevertheless wishing to maintain and to strengthen friendly relations with Her Majesty's Government, also considering and trusting in the promise of Her Majesty's Government, namely, that when the joint Government in Swaziland shall have been established and the Concession Claims shall have been settled, such questions shall be taken into consideration as the Government of the South African Republic may lay before Her Majesty's Government with the desire to meet as far as possible the wishes of the South African Republic, regarding the said Convention for that reason as a transition measure, considering that it is desirable to make it apparent that the approval of the said Convention shall not be regarded as the relinquishing of rights and claims which the Republic has on territory situate to the east of that Republic, and expressly reserving to itself those rights and claims, further considering that it is necessary for the Republic not to make itself a party in questions which may exist or may arise between Her Majesty's Government and other governments, with respect to territory situate to the north and north-west of the Republic, and expressly declaring that the ratification of the said Convention is not making itself a party in any sense whatsoever; lastly considering that it is impossible to cause Article 22 of the said Convention to be of force and effect, so long as the South African Republic does not enter into the Customs Union Convention, resolves, on condition that Article 22 of the Convention shall be of force and effect only during the time when the South African Republic shall be a party to the Customs Union Convention, to express its approval of the said Convention; further, considering the fact that it is necessary for the

preservation of safety, peace, and order on the north-western and northern borders of the Republic, that certain lands on those borders, now, in terms of the Convention, situate outside the territory of the Republic, upon which Kafir tribes are settled who also live partly within the territory of the Republic, and also lands upon which Kafir tribes had been settled, who have been driven thence and have fled within the territory of the Republic to which lands those Natives still make a claim, shall be annexed to the territory of the Republic, further resolves to instruct the Government to negotiate with Her Majesty's Government for the purpose of obtaining the annexation of these pieces of land to the territory of the Republic.

No. 4.

Lord Knutsford to Sir H. B. Loch.

Downing Street, September 25, 1890.

Sir,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Despatch of the 13th of August last,* enclosing the Convention† signed by you on behalf of Her Majesty and by President Krüger on behalf of the Government of the South African Republic, and ratified by the Volksraad of that State, for the purpose of effecting a settlement of the affairs of Swaziland.

I have also received your other Despatch of the 13th of August,‡ enclosing a resolution of the Volksraad of the South African Republic in regard to the Convention.

I have now the honour to convey to you the final approval, ratification, and adoption by Her Majesty's Government of this Convention and to signify their confirmation of your action in affixing your signature to it.

Her Majesty's Government desire to place on record their high appreciation of the value of the services rendered by you in effecting the conclusion of this Convention, under circumstances which the necessity for a speedy settlement rendered unusually difficult.

In conveying to Mr. Hofmeyr the thanks of Her Majesty's Government for having so readily undertaken the task of explaining the situation to the Government of the South African Republic, and smoothing away those difficulties which remained in the way of a settlement, you will inform him that they recognise the discretion and judgment with which he conducted the difficult and delicate negotiations at Pretoria, and so contributed in a very great degree to the successful result and to the maintenance of the friendly understanding which happily exists between Her Majesty's Government and that of the South African Republic.

Your nomination of Colonel Martin as the British Representative in the Joint Governing Committee of Swaziland is approved, and I cordially

* No. 2. † No. 1. ‡ No. 3.

endorse your testimony as to the ability and success with which he has performed his duties as the British member of the Provisional Government Committee under trying and difficult circumstances.

I have, &c.

Sir H. B. Loch. (Signed) ***Knutsford.***

66.

GRANDE-BRETAGNE, FRANCE.

Déclarations concernant les possessions respectives des Parties contractantes en Afrique; signées à Londres le 5 août 1890.

Parliamentary Papers 1890. [*C.—6130*].

1.

The Undersigned, duly authorized by Her Britannic Majesty's Government, declares as follows: —

In conformity with the request which has been made by the Government of Her Britannic Majesty, the Government of the French Republic consents to modify the Arrangement of the 10th March, 1862, in regard to the Sultan of Zanzibar, and engages, consequently, to recognize the British Protectorate over the Islands of Zanzibar and Pemba as soon as they shall have received notification of the same.

In the territories in question, the missionaries of both countries shall enjoy a complete protection. Religious toleration, and liberty for all forms of worship and religious training, shall be guaranteed.

It is understood that the establishment of this Protectorate will not affect any rights or immunities enjoyed by French citizens in the territories in question.

London, August 5, 1890.

(Signed) ***Salisbury.***

Le Soussigné, dûment autorisé par le Gouvernement de la République Française, fait la Déclaration suivante: —

Conformément à la demande qui lui a été faite par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, le Gouvernement de la République Française consent à modifier l'arrangement du 10 Mars, 1862, en ce qui touche le Sultan de Zanzibar. En conséquence il s'engage à reconnaître le Protectorat Britannique sur les Iles de Zanzibar et de Pemba, aussitôt qu'il lui aura été notifié.

Dans les territoires dont il s'agit, les missionnaires des deux pays jouiront d'une complète protection. La tolérance religieuse, la liberté pour tous les cultes et pour l'enseignement religieux, sont garanties.

Il est bien entendu que l'établissement de ce Protectorat ne peut pas porter atteinte aux droits et immunités dont jouissent les citoyens Français dans les territoires dont il s'agit.

Londres, le 5 Août, 1890.

(Signé) ***Waddington.***

2.

The undersigned, duly authorized by Her Britannic Majesty's Government, declares as follows: —

1. The Government of Her Britannic Majesty recognizes the Protectorate of France over the Island of Madagascar, with its conquences, especially as regards the exequaturs of British Consuls and Agents, which must be applied for through the intermediary of the French Resident General.

In Madagascar the missionaries of both countries shall enjoy complete protection. Religious toleration, and liberty for all forms of worship and religious teaching, shall be guaranteed.

It is understood that the establishment of this Protectorate will not affect any rights or immunities enjoyed by British subjects in that island.

2. The Government of Her Britannic Majesty recognizes the sphere of influence of France to the south of her Mediterranean possessions, up to a line from Say on the Niger, to Barruwa on Lake Tchad, drawn in such manner as to comprise in the sphere of action of the Niger Company all that fairly belongs to the Kingdom of Sokoto; the line to be determined by the Commissioners to be appointed.

The Government of Her Britannic Majesty engages to appoint immediately two Commissioners to meet at Paris with two Commissioners appointed by the Government of the French Republic, in order to settle the details of the above-mentioned line. But it is expressly understood that even in case the labours of these Commis-

Le Soussigné dûment autorisé par le Gouvernement de la République Française, fait la Déclaration suivante: —

1. Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique reconnaît le Protectorat de la France sur l'Ile de Madagascar, avec ses conséquences, notamment en ce qui touche les exequaturs des Consuls et Agents Britanniques, qui devront être demandés par l'intermédiaire du Résident-Général Français.

Dans l'Ile de Madagascar les missionnaires des deux pays jouiront d'une complète protection. La tolérance religieuse, la liberté pour tous les cultes et pour l'enseignement religieux, sont garanties.

Il est bien entendu que l'établissement de ce Protectorat ne peut porter atteint aux droits et immunités dont jouissent les nationaux Anglais dans cet île.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique reconnaît la zône d'influence de la France au sud de ses possessions Méditerranéennes, jusqu'à une ligne de Say sur le Niger, à Barruve sur le Lac Tchad, tracée de façon à comprendre dans la zône d'action de la Compagnie du Niger, tout ce qui appartient équitablement (fairly) au Royaume de Sokoto; la ligne à déterminer par les Commissaires nommés.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique s'engage à nommer immédiatement deux Commissaires, qui se réuniront à Paris avec deux Commissaires nommés par le Gouvernement de la République Française, dans le but de fixer les détails de la ligne ci-dessus indiquée. Mais il est expressément entendu que quand même

sioners should not result in a complete agreement upon all details of the line, the Agreement between the two Governments as to the general delimitation above set forth shall nevertheless remain binding.

The Commissioners will also be intrusted with the task of determining the respective spheres of influence of the two countries in the region which extends to the west and to the south of the Middle and Upper Niger.

London, August 5, 1890.

(Signed) ***Salisbury.***

les travaux des Commissaires n'aboutiraient pas à une entente complète sur tous les détails de la ligne, l'accord n'en subsisterait pas moins entre les deux Gouvernements sur le tracé général ci-dessus indiqué.

Les Commissaires auront également pour mission de déterminer les zônes d'influence respectives des deux pays dans la région qui s'étend à l'ouest et au sud du moyen et du haut Niger.

Londres, le 5 Août, 1890.

(Signé) ***Waddington.***

67.

GRANDE-BRETAGNE, PORTUGAL.

Convention concernant les possessions respectives en Afrique; signée à Londres le 20 août 1890.

Parliamentary Papers 1890. [C.—6212].

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, &c., &c., &c., and His Most Faithful Majesty the King of Portugal and the Algarves, &c., &c., &., being animated with the desire to draw closer the ties of friendship which unite the two nations, and to settle by common accord certain matters relative to their respective spheres of influence in Africa, have determined to conclude a Convention to that effect, and have named as their respective Plenipotentiaries — that is to say: —

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, the Right Honourable Robert Arthur Talbot

Sua Magestade a Rainha do Reino Unido da Gran Bretanha e Irlanda, Imperatriz da India, &c., &c., &c., e Sua Magestade Fidelissima El-Rei de Portugal e dos Algarves, &c., &c., &c., animados do desejo de estreitar os vinculos de amizade que unem as duas nações, e regular de commum accordo differentes assumptos relativos ás suas respectivas espheras d'influencia em Africa, resolveram levar a effeito um Tratado para esse fim, e nomearam seus Plenipotenciarios, a saber: —

Sua Magestade a Rainha do Reino Unido da Gran Bretanha e Irlanda, Imperatriz da India, an Muito Illustre Robert Arthur Talbot Gascoyne Cecil, Marques de Salisbury, Conde de

Gascoyne Cecil, Marquis of Salisbury, Earl of Salisbury, Viscount Cranborne, Baron Cecil, Peer of the United Kingdom, Knight of the Most Noble Order of the Garter, Member of Her Majesty's Most Honourable Privy Council, Her Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, &c.;

And His Most Faithful Majesty the King of Portugal and the Algarves, August Cesar Barjona de Freitas, Councillor of His Majesty and of State, Peer of the Realm, Minister and Honorary Secretary of State, Grand Cross of Christ, and Grand Cross of several foreign Orders, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Most Faithful Majesty at the Court of Her Britannic Majesty, &c.;

Who, having communicated to each other their respective full powers found in good and due form, have agreed upon the following Articles: —

Salisbury, Visconde Cranborne, Barão Cecil, Par do Reino Unido, Cavalheiro da Mais Nobre Ordem de Jarreteira, Membro do Mais Illustre Conselho Privado de Sua Magestade, Principal Secretario d'Estado dos Negocios Estrangeiros de Sua Magestade, &c.;

E Sua Magestade Fidelissima El-Rei de Portugal e dos Algarves, a Augusto Cezar Barjona de Freitas, do Conselho de Sua Magestade e do d'Estado, Par do Reino, Ministro e Secretario de Estado Honorario, Gran Cruz de Christo, e Gran Cruz de differentes Ordens Estrangeiras, Enviado Extraordinario e Ministro Plenipotenciario de Sua Magestade Fidelissima junto de Sua Magestade Britannica, &c.;

Os quaes, depois de haverem trocado os seus respectivos plenos poderes, que acharam em boa e devida forma, convieram nos seguintes Artigos: —

Article I.

Great Britain agrees to recognize, as within the dominion of Portugal in East Africa, the territories bounded —

1. To the north by a line which follows the course of the River Rovuma from its mouth up to the confluence of the River M'Sinje, and thence westerly along the parallel of latitude to the shore of Lake Nyassa.

2. To the west by a line which, starting from the above-mentioned frontier on Lake Nyassa, follows the eastern shore of the lake southwards as far as the parallel of latitude 13° 30′ south; thence it runs in a south-easterly direction to the eastern shore of Lake Chiuta, which it follows. Thence in a direct line to the eastern

Artigo I.

A Gran-Bretanha obriga se a reconhecer como sujeitos ao dominio de Portugal, na Africa Oriental, os territorios abaixo delimitados, a saber —

1. Ao norte por uma linha que seguirá o curso do Rio Rovuma desde a sua for até á confluencia do Rio M'Singe e d'ahi para oeste o parallelo até á margem do Lago Nyassa.

A oeste por uma linha que, partindo do ponto onde a referida fronteira encontra o Lago Nyassa, segue a costa leste d'este lago dirigindo-se ao sul até ao parallelo 13° 30′. D'este ponto a linha dirigindo-se ao sueste alcança a costa leste do Lago Chiúta, segue esta costa e vae directamente á costa leste de Lago Chilwa,

shore of Lake Chilwa, or Shirwa, which it follows to its south-easternmost point; thence in a direct line to the easternmost affluent of the River Ruo, and thence follows that affluent, and, subsequently, the centre of the channel of the Ruo to its confluence with the River Shiré. From thence it runs in a direct line to a point half-way between Tété and the Kabra-bassa Rapids.

The Settlement of Zumbo, with a radius on the northern bank of 10 English miles, remains under the dominion of Portugal, but shall not, without the previous consent of Great Britain, be transferred to any other Power.

Article II.

To the south of the Zambesi, the territories within the Portuguese sphere of influence are bounded by a line which, starting from a point opposite the western extremity of the 10-mile radius of Zumbo, runs directly southwards as far as the 16th parallel of south latitude, follows that parallel to its intersection with the 31st degree of east longitude (Greenwich), thence running eastward direct to the point where the River Mazoe is intersected by the 33rd degree of east longitude; it follows that degree southwards to its intersection by the 18° 30′ parallel of south latitude; runs along that parallel westward to the affluent of the River Save or Sabi, which is called the River Masheke; follows that affluent, and afterwards the centre of the main channel of the Save, to the confluence of the Lunte, whence it strikes direct to the north-eastern point of the frontier of the South African Republic, and follows the eastern frontier of the

ou Shirwa. A fronteira continua por esta costa até ao seu ponto extremo sueste e prolonga-se em linha recta até ao mais oriental affluente do Ruo, segue este affluente e depois o thalweg do Ruo até á sua confluencia com o Chire. D'alli dirige-se em linha recta até um ponto situado a meio caminho entre Tete e os Rapidos de Carôa-Bassa (Kabra-Bassa).

A estação do Zumbo com uma zona de 10 milhas Inglezas de raio na margem septemtrional ficará sob o dominio Portuguez. Não será, porem, cedida a cualquer outra potentia sem o consentimento previo da Gran-Bretanha.

Artigo II.

Ao sul do Zambéze, os territorios comprehendidos na sphera d'influencia Portugueza são delimitados por uma linha que, partindo d'um poto em frente da extremidade occidental do raio de 10 milhas Inglezas a oeste do Zumbo, segue para o sul até ao parallelo 16° e por este até encontrar o meridiano 31° leste (de Greenwich), e d'alli dirige-se directamente para leste ate á intersecção do Rio Mazoe com o 33° de longitude. A fronteira seguindo este meridiano para o sul até alcança o parallelo 18° 30′, corre n'este parallelo para oeste até ao affluente Masheke do Rio Save ou Sabi, e desce pelo thalweg d'este affuente e pelo do Save até a sua confluencia com o Rio Lunde ou Lunte, d'onde alcança directamente o ponto nordeste de fronteira da Republica da Africa do Sul. D'ahi confunde-se com a fronteira oriental d'esta Republica e com a do paiz dos Swazis até ao Rio Maputo.

Republic, and the frontier of Swaziland, to the River Maputa.

Portugal engages not to cede her territories to the south of the Zambesi to any other Power without the previous consent of Great Britain.

Article III.

Great Britain engages not to make any objection to the extension of the sphere of influence of Portugal, south of Delagoa Bay, as far as a line following the parallel of the confluence of the River Pongola with the River Maputa to the sea-coast.

Portugal engages that the territory of which the limits are defined in this Article shall not, without the consent of Great Britain, be transferred to any other Power.

Article IV.

It is agreed that the western line of division separating the British from the Portuguese sphere of influence in Central Africa shall follow the centre of the channel of the Upper Zambesi, starting from the Katima Rapids up to the junction with that river of the River Kabompo, and thence up the centre of the channel of the Kabompo.

The country hereby recognized as Portuguese shall not, without the consent of Great Britain, be transferred to any other Power.

It is understood on both sides that nothing in this Article shall affect the existing rights of any other State. Subject to this reservation, Great Britain will not appose the extension of the Portuguese sphere of influence beyond the above-mentioned limits.

Article V.

Portugal agrees to recognize, as

Portugal obriga-se a não ceder os seus territorios ao sul do Zambéze a qualquer outra Potencia, sem o consentimento previo da Gran-Bretanha.

Artigo III.

A Gran-Bretanha obriga-se a não se oppor á expansão da esphera d'influencia de Portugal, ao sul da Bahia de Lourenço Marques (Delagoa Bay), até uma linha que seguirá o parallelo da confluencia do Rio Pongola com o Rio Maputo até ao mar.

Portugal obriga-se a não ceder o territorio delimitado pelo presente Artigo a qualquer outra Potencia, sem o consentimento da Gran-Bretanha.

Artigo IV.

Fica entendido que a linha divisoria occidental, que separa as espheras de influencia Portugueza e Britannica na Africa Central seguirá, partindo dos Rapidos de Catima, thalweg do Alto Zambéze, até á confluencia d'este rio com o Rio Kabompo, e d'ahi o thalweg do Kabompo.

O territorio assim reconhecido a Portugal não será cedido a nenhuma outra Potencia sem o consentimento da Gran-Bretanha.

Fica entendido por uma e outra parte que este Artigo não affectará de modo algum os direitos actuaes de qualquer outro Estado. Sob esta reserva a Gran-Bretanha não se opporrá á espanção da esphera de influencia Portugueza alem d'estes limites.

Artigo V.

Portugal reconhece como compre-

within the sphere of influence of Great Britain on the north of the Zambesi, the territories extending from the line described in the preceding Article to Lake Nyassa, including the islands in that lake south of parallel 11° 30′, and to the line described in Article I, with the exception of Zumbo and a radius of 10 English miles round it.

Article VI.

Portugal agrees to recognize, as within the sphere of influence of Great Britain to the south of the Zambesi, the territories bounded on the east and north-east by the line described in Article II.

Article VII.

All the lines of demarcation traced in Articles I to VI shall be subject to rectification by Agreement between the two Powers, in accordance with local requirements.

Article VIII.

The two Powers engage that neither will interfere with any sphere of influence assigned to the other by Articles I to VI. One Power will not in the sphere of the other make acquisitions, conclude Treaties, or accept sovereign rights or Protectorates.

It is understood that no Companies nor individuals subject to one Power can exercise sovereign rights in a sphere assigned to the other, except with the assent of the latter.

Article IX.

Trading and mineral Concessions, and rights to real property, held by Companies or individuals, subjects of one Power, shall, if their validity is

hendidos na esphera d'influencia da Gran-Bretanha, ao norte do Zambéze, os territorios que se estendem da fronteira descripta pelo Artigo precedente até ao Lago Nyassa, bem como as ilhas situadas n'este lago ao sul do parallelo 11° 30′, até á linha traçada pelo Artigo I, com excepção do Zumbo e d'uma zona de 10 milhas Inglezas de raio em volta d'esta.

Artigo VI.

Portugal reconhece como comprehendidos na esphera d'influencia da Gran-Bretanha, ao sul do Zambéze, os territorios delimitados a leste e a nordeste pela linha descripta no Artigo II.

Artigo VII.

Todas as linhas de demarcação traçadas pelos Artigos I a VI poderão ser rectificadas por commum accordo das duas Potencias, segundo as exigencias locaes.

Artigo VIII.

As duas Potencias obrigam-se a não intervir, fazer acquisições concluir Tratados, ou acceitar qualquer direito de soberania ou Protectorado, nas espheras uma da outra, taes como são reconhecidas pelos Artigos I a VI.

Fica entendido que nenhum direito de soberania poderá ser exercido na esphera d'influencia de cada uma das Potencias por qualquer Associação ou particular subdito da outra, sem que esta tenha prestado o seu assentimento.

Artigo IX.

As Concessões commerciaes ou de minas bem como os direitos a bens immoveis possuidos por associações ou particulares d'uma das Potencias,

duly est ablished, be recognized in the sphere of the other Power. It is understood that Concessions must be worked in accordance with local Laws and Regulations.

If a difference of opinion shall arise between the two Governments as to the validity of the Concession, or as to the equitable character or suitability of the above-mentioned local Laws and Regulations, it shall be settled by the arbitration of a jurisconsult of a neutral nationality.

Article X.

In all territories in Africa belonging to or under the influence of either Power, missionaries of both countries shall have full protection. Religious toleration and freedom for all forms of divine worship and religious teaching are guaranteed.

Article XI.

The two Powers engage that, in their respective spheres, as defined in Articles I to VI, trade shall enjoy complete freedom; the navigation of the lakes, rivers, and canals, and of the ports on those waters, shall be free to both flags; and no differential treatment shall be permitted as regards transport or coasting-trade; goods, of whatever origin, shall be subject to no dues except those, not differential in their incidence, which may be levied for objects directly connected with the administration, or the suppression of the Slave Trade under the provisions of the Act of the Brussels Conference, or to meet expenditure in the interest of trade; no transit-dues shall

cuja validade seja devidamente provada, serão garantidas na esphera da outra.

Fica entendido que as referidas Concessões deverão ser exploradas em conformidade com as leis e regulamentos locaes.

O desaccordo suscitado entre os dois Governos quer por causa da validade das Concessões quer relativamente ao caracter equitativo ou adequado das referidas Leis e Regulamentos será resolvido pela arbitragem d'um jurisconsulto de nacionalidade neutra.

Artigo X.

Os missionarios de Portugal e da Gran-Bretanha gozarão de completa protecção em todos os territorios Africanos sujeitos á soberania ou influencia de qualquer das duas Potencias. E expressamente garantida a tolerancia religiosa, o livre exercicio de todos os cultos e o do ensino religioso.

Artigo XI.

As duas Potencias obrigam-se a garantir ao commercio a mais completa liberdade as suas respeectivas espheras definidas pelos Artigos I a VI. A navegação dos lagos, rios, e canaes, bem como a dos portos d'essas aguas, será livre para ambas as bandeiras; e não será permitido nenhum tratamento differencial com relação a transporte e cabotagem. As mercadorias de qualquer procedencia só poderão ser sujeitas a direitos sem caracter differencial, quando exigidos directamente pelas necessidades da Administração ou suppressão do trafico da escravatura, segundo as disposições do Acto da Conferencia de Bruxellas, ou para occorrer a despezas determinadas pelo interesse do

be permitted, and no monopoly or favour in matters of trade can be granted. The subjects of either Power will be at liberty to settle freely in the territories within the respective spheres.

commerçio; são prohibidos os direitos de transito; nem se concederá monopolio ou privilegio de qualquer especie em materia commercial. Os subditos de cada uma das duas Potencias poderão livremente estabelecer-se nos territorios situados nas espheras d'influencia da outra.

Portugal reserves her right to exclude from the operation of the free zone provisions of the Act of Berlin, and from the provisions of the preceding paragraph, her ports on the East Coast. She also reserves the right to exclude from the operation of the provisions of the preceding paragraph her ports on the West Coast.

Portugal reserva a exclusão dos seus portos da Costa Oriental da applicação das disposições do Acto Geral da Conferencia de Berlin concernentes á zona collocada sob o regimen do liberdade commercial; e da applicação das disposições do paragrapho precedente. Mantem outrosim a reserva de excluir os seus portos da Costa Occidental das referidas disposicões do paragrapho anterior.

She engages, however, not to charge transit-dues exceeding a maximum of 3 per cent on goods passing in transit inwards or outwards between the coast and the British sphere of influence, either by land or water. These dues shall in no case have a differential character, and shall not exceed the customs dues levied on the same goods at the above-mentioned ports.

Portugal obriga-se, porem, a não impor qualquer direito de transito excedente a 3 por cento sobre as mercadorias que transitem para o interior ou para fóra do paiz, por via fluvial ou terrestre, entre a costa e a esphera e influencia Britannica. Este direitodnão terá em caso algum caracter differencial e não excederá os direitos d'alfandega cobrados sobre as mesmas mercadorias nos portos acima mencionados.

It is understood that, under the terms of this Article, there shall be freedom for the passage of subjects and goods of both Powers across the Zambesi, and through the districts adjoining the river for the purpose of such passage, along its whole course, without hindrance of any description and without payment of transit-dues.

Fica entendido que, nos termos d'este Artigo, os subditos e as mercadorias das duas Potencias, atravessando o Zambéze em qualquer ponto do seu curso e passando para isso pelos districtos situados nas margens d'este rio, gozarão da mais completa liberdade de transitar, sem nenhum impedimento e sem pagmento de dereitos de transito.

It is further understood that within a zone of 20 English miles on the north bank of the Zambesi Portugal shall have the right to construct roads, railways, bridges, and telegraph-lines across the territories re-

Fica, outrosim, entendido que Portugal terá a faculdade de fazer construir estradas, caminhos de ferro, pontes, e linhas telegraphicas atravez os territorios ao norte do Zamaéze reservádos á influencia Britannica,

served to British influence on the north of the Zambesi. Both Powers shall have the same right within a zone of 10 English miles on the south of the Zambesi between Tété and the confluence of the Chobe, and within a zone of the same dimensions running from the north-east of the British sphere south of the Zambesi to the above-mentioned zone. The two Powers shall have the power, in these zones, of acquiring, on reasonable conditions, the land necessary for such objects, and shall receive all other requisite facilities. They shall also be allowed facilities for the construction on the river, between the above-named limits, of piers and landing-places for the purpose of trade or navigation. All materials for the construction of roads, railways, bridges, and telegraph-lines shall be admitted free of charge.

Differences of opinion between the two Governments as to the execution of their respective obligations, incurred in accordance with the provisions of the preceding paragraph, shall be referred to the arbitration of two experts, one of whom shall be chosen on behalf of each Power, who shall select an Umpire, whose decision, in case of difference between the Arbitrators, shall be final. If the two experts cannot agree upon the choice of an Umpire, this Umpire shall be selected by a neutral Power.

n'uma zona de 20 milhas Inglezas sobre a margem norte do Zambéze. Cada uma das duas Potencias terá a mesma faculdade d'uma zona de 10 milhas Inglezas ao sul do Zambéze desde Tete até á sua confluencia com o Chobé; e entre os limites d'uma zona de equaes dimensões estendendo-se do nordeste da esphera Britannica situada ao sul do Zambéze até á zona acima delimitada. As duas Potencias terão o direito de comprar n'estas zonas, em condições equitativas, o terreno necessario para estas emprezas e ser-lhes-hão concedidas todas as facilidades indispensaveis. Equalmente lhes será facilidada, dentro dos limites acimo determinados, a construcção de pontes e caes sobre o rio, para uzo do commercio e navegação. Todos os materiaes destinados á construcção de estradas, caminhos de ferro, pontes, e linhas telegraphicas serão isentos de direitos d'importação.

Os desaccordos entre os dois Governos suscitados ácerca da execução das respectivas obrigações por virtude do disposto no paragrapho precedente serão resolvidos pela arbitragem de dois peritos, respectivamente nomeados por cada uma das Potencias, os quaes escolherão um terceiro cuja decisão será definitiva quando houver divergencia entre os dois primeiros. Se os dois peritos não concordarem na escolha do Arbitro será este escolhido por uma Potencia neutra.

Article XII.

The navigation of the Zambesi and Shiré, without excepting any of theii branches and outlets, shall be entirely free for the ships of all nations.

Artigo XII.

A navegação do Zambéze e do Chire, sem excepção de qualquer das ramificações e sahidas d'estes rios será inteiramente livre para os navios de todas as nações.

Article XIII.

Merchant-ships of the two Powers shall in the Zambesi, its branches and outlets, have equal freedom of navigation, whether with cargo or ballast, for the transportation of goods and passengers. In the exercise of this navigation the subjects and flags of both Powers shall be treated, in all circumstances, on a footing of perfect equality, not only for the direct navigation from the open sea to the inland ports of the Zambesi, and vice versâ, but for the great and small coasting trade, and for boat trade on the course of the river. Consequently, on all the course and mouths of the Zambesi there will be no differential treatment of the subjects of the two Powers; and no exclusive privilege of navigation will be conceded by either to Companies, Corporations, or private persons.

The navigation of the Zambesi shall not be subject to any restriction or obligation based merely on the fact of navigation. It shall not be exposed to any obligation in regard to landing-station or depôt, or for breaking bulk, or for compulsory entry into port. In all the extent of the Zambesi the ships and goods in process of transit on the river shall be submitted to no transit dues, whatever their starting-place or destination. No maritime or river toll shall be levied based on the sole fact of navigation, nor any tax on goods on board of ships. There shall only be collected taxes or duties which shall be an equivalent for services rendered to navigation itself. The Tariff of these taxes or duties shall not warrant any differential treatment.

Artigo XIII.

Os navios mercantes das duas Potencias carregados ou em lastro gozarão da mesma liberdade de navegação no Zambéze, suas ramificações e sahidas, tanto para o transporte de mercadorias como para o de viajantes. No exercicio d'esta navegacão os subditos e as bandeiras de amdas as nações serão tratados a todos os respeitos com perfeita equaldade tanto para a navegação directa do mar largo para os portos interiores du Zambéze e vice versâ, como para a grande e pequena cabotagem; e para o serviço de pequenas embarcações no precurso do rio. Conseguintemente, em todo o percurso e embocaduras do Zambéze não haverá tratamento differencial para os subditos das duas Potencias; nem será concedido privilegio exclusivo de navegação a Companhias, Corporações, ou particulares.

A navegação do Zambéze não será sujeita a qualquer restricçâ ou onus unicamente baseados no facto da navegação. Nem esta será onerada por motivo de desembarque, deposito, divisão de carga ou arribada forçada. Os navios e as mercadorias transitando sobre o Zambéze em toda a sua extensão não serão sujeitos a direitos de transito, qualquer que seja a sua procedencia ou destino. Não se estabelecerá qualquer onus maritimo ou fluvial baseado sobre o facto da navegacão, nem qualquer direito sobre as mercadorias que se encontrem a bordo dos navios. Só poderão ser cobradas taxas ou direitos que tiverem o caracter de retribuição por serviços prestados á navegação propriamente dita. As tarifas d'estas taxas ou direitos não comportarão qualquer tratamento differencial.

The affluents of the Zambesi shall be in all respects subject to the same rules as the river of which they are tributaries.

The roads, paths, railways, or lateral canals which may be constructed with the special object of obviating the innavigability or correcting the imperfections of the river route on certain sections of the course of the Zambesi, its affluents, branches, and outlets, shall be considered, in their quality of means of communication, as dependencies of this river, and as equally open to the traffic of both Powers. And, as on the river itself, so there shall be collected on these roads, railways, and canals only tolls calculated on the cost of construction, maintenance, and management, and on the profits due to the promoters. As regards the Tariff of these tolls, strangers and the natives of the respective territories shall be treated on a footing of perfect equality.

Portugal undertakes to apply the principles of freedom of navigation enunciated in this Article on so much of the waters of the Zambesi, its affluents, branches, and outlets, as are or may be under her sovereignty, protection, or influence. The rules which she may establish for the safety and control of navigation shall be drawn up in a way to facilitate, as far as possible, the circulation of merchant-ships.

Great Britain accepts, under the same reservations, and in identical terms, the obligations undertaken in the preceding Articles in respect of so much of the waters of the Zambesi, its affluents, branches, and outlets, as are or may be under her sovereignty, protection, or influence.

Os affluentes do Zambéze serão para todos os effeitos submettidos ao mesmo regimen que o rio de que são tributarios.

As estradas, veredas, caminhos de ferro ou canaes lateraes que possam vir a ser construidos com o fim especial de supprir á innavegabilidade e ás imperfeições da via fluvial em certas secções do percurso do Zambéze, dos seus affluentes, ramificações e sahidas, serão considerados, na sua qualidade de meios de communicação, como dependencias d'este rio e serão equalmente abertos ao trafego das duas Potencias. Não poderão cobrar se n'estas estradas, caminhos de ferro e canaes, como se não cobram no rio, senão as taxas calculadas sobre as despezas de construcção, conservação e exploração e sobre os beneficios devidos a os promotores d'estas emprezas.

Quanto ás taxas d'estes direitos, os estrangeiros e os nacionaes dos respectivos territorios serão tratados com inteira equaldade.

Portugal obriga-se a applicar os principios da liberdade de navegação, enunciados no presente Artigo, á parte das aquas do Zambéze, dos seus affluentes, ramificações e sahidas que estiverem sob a sua soberania, protectorado, ou influencia. Os regulamentos que estabelecer para a segurança e fiscalisação da navegação serão elaborados de modo a facilitar tanto quanto seja possivel a circulação dos navios mercantes.

A Gran-Bretanha acceita sob as mesmas reservas e em termos identicos as obrigações assumidas nos Artigos precedentes quanto á parte das aguas do Zambéze, dos seus affluentes, ramificações e sahidas que estiverem sob a sua soberania, protectorado, ou influencia.

Any questions arising out of the provisions of this Article shall be referred to a Joint Commission, and, in case of disagreement, to arbitration.

As questões que vierem a suscitar-se ácerca das disposições do presente Artigo serão submettidas a uma Commissão Mixta, no caso de desaccordo, recorrer-se-ha a arbitragem.

Another system for the administration and control of the Zambesi may be substituted for the above arrangements by common consent of the Riverain Powers.

Um outro regimen para a administração e policia do Zambéze poderá ser substituido ás disposições acima referidas pelo commum accordo das Potencias Marginaes.

Portugal will, on application from Great Britain, grant to a Company a lease for 100 years of 10 acres at the mouth of the Chindé, for purposes of transhipment. The ground so leased shall not in any case be fortified.

A pedido da Gran-Bretanha, Portugal arrendará a uma Companhia 10 acres de terra durante 100 annos, situados na embocadura do Chinde e destinados as necessidades da baldeação. A terra assim arrendada, não será fortificada em caso algum.

Article XIV.

In the interest of both Powers, Portugal agrees to grant absolute freedom of passage between the British sphere of influence and Pungwé Bay for merchandize of every description, and to give the necessary facilities for the improvement of the means of communication. She undertakes to construct a railway to serve this region within a period fixed by surveys which shall be completed with the least possible delay. An engineer named by the British Government shall take part in these surveys, which shall commence within a period of four months from the signature of this Convention. In case these conditions should not be precisely carried out, Portugal will grant to a Joint Company under the control of Portuguese and British Directors, and with seats in Lisbon and London, with the least possible delay, a Concession for the construction of a railway, with all requisite facilities for the acquisition of land, cutting timber, and free im-

Artigo XIV.

No interesse das duas Potencias, Portugal obriga-se a conceder as mercadorias de qualquer especie inteira liberdade de transito entre a esphera de influencia Britannica e o porto da Beira (Bahia do Pungue) e as facilidades necessarias para o melhoramento das vias de communicação, e obriga-se tambem a fazer construir um cambino de ferro para o serviço d'esta região, no prazo que os estudos fixarem, os quaes deverão concluirse com a maxima brevidade. Um engenheiro nomeado pelo Governo Britannico fará parte da commissão d'estes estudos, que començarão no prazo de quatro mezes de pois da assignatura d'esta Convenção. No caso em que estas condicões não sejam exactamente cumpridas, Portugal obriga-se a conceder, no mais curto prazo, a uma Companhia Mixta com Directores Portuguezes e Britannicos, e com séde em Lisbôa e em Londres, a construcção d'este caminho de ferro com as facilidades necessarias para

portation and supply of materials and labour.

It is understood that no dues shall be levied at the port of entry or exit on goods in transit exceeding the maximum of 3 per cent, under the conditions stipulated in Article XI.

It is further understood that the same provision as to goods in transit applies to the Limpopo, the Save and all other navigable rivers flowing to the coast of the Portuguese spheres in East or West Africa, with the exception of the Zambesi.

a acquisição de terrenos, corte de madeiras e livre importação do que respeita a materiaes e mão d'obra.

Fica entendido que as mercadorias em transito não serão sujeitas, nem nos portos d'entrada nem nos de exportação, a qualquer direito superior ao maximo de 3 por cento, fixado no Artigo XI.

Fica outrosim entendido que as mesmas disposições relativas as mercadorias em transito serão equalmente applicadas ao Limpopo, ao Save, e a todos os outros rios navegaveis que correm na direcção da costa, das espheras Portuguezas na Africa Oriental e Occidental, a excepção do Zambéze.

Article XV.

Great Britain and Portugal engage to facilitate telegraphic communication in their respective spheres.

The stipulations contained in Article XIV as regards the construction of a railway from Pungwé Bay to the interior shall be applicable in all respects to the construction of a telegraph-line for communication between the coast and the British sphere south of the Zambesi. Questions as to the points of departure and termination of the line, and as to other details, if not arranged by common consent shall be submitted to the arbitration of experts under the prescribed conditions.

Portugal engages to maintain telegraphic service between the coast and the River Ruo, which shall be open to the use of the subjects of the two Powers without any differential treatment.

Artigo XV.

Portugal e a Gran-Bretanha obrigam-se a facilitar as communicações telegraphicas nas suas respectivas espheras d'influencia.

As disposições do Artigo XIV referentes á construcção d'um caminho de ferro partindo do porto da Beira e dirigindo se para o interior, serão egualmente applicaveis a todos os respeitos á construcção d'uma linha telegraphica entre a costa e a esphera d'influencia Britannica situada ao sul do Zambéze. As questoes que se suscitarem á cerca dos pontos de partida e terminação d'esta linha, ou outras secundarias, quando não poderem ser resolvidas de commum accordo, serão decididas por arbitragem de peritos e nas condicões prescriptas.

Portugal obriga-se a manter o serviço telegraphico entre a costa e o Ruo. Este servico será aberto aos subditos das duas Potencias sem qualquer tratamento differencial.

Great Britain and Portugal engage to give every facility for the connection of telegraphic lines constructed in their respective spheres.

Details in respect to such connection, and in respect to questions relating to the settlement of through tariffs and other charges, shall if not settled by common consent, be referred to the arbitration of experts under the prescribed conditions.

Portugal e a Gran-Bretanha obrigam-se a garantir todas as facilidades necessarias para a ligação das linhas telegraphicas construidas nas suas respectivas espheras.

As questões acerca da ligação e estabelecimento de tarifas de transito e outros encargos, quando não forem resolvidas de commum accordo, serão decididas pela arbitragem de peritos, nas condições prescriptas.

Article XVI.

All differences not specifically mentioned in the preceding Articles which may arise between the two Governments with regard to this Convention shall be submitted to arbitration.

Artigo XVI.

As questões não especificados nos Artigos anteriores, que se suscitarem entre os dois Governos ácerca desta convenção serão submettidas a arbitragem.

Article XVII.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto the seal of their arms.

Done in duplicate at London, the twentieth day of August, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety.

Artigo XVII.

A presente Convenção será ratificada, e as ratificações serão trocadas em Londres no mais curto prazo possivel.

Em testenumho do que os respectivos Plenipotenciarios assignaram a presente Convenção, e lhe pozeram o sello das suas armas.

Feito em duplicado em Londres aos vinte dias do mez de Agosto, do anno de Nosso Senhor Jesus Christo de mil oito centos e noventa.

(L. S.) *Salisbury.*
(L. S.) *Barjone de Freitas.*

68.

GRANDE-BRETAGNE, PORTUGAL.

Arrangement relative à la libre navigation sur le Zambesi et le Shiré; signé à Londres le 14 novembre 1890.

Parliamentary Papers 1890. [C.—6212].

The Undersigned, duly authorized to that effect by their respective Governments, have agreed as follows: —

I. The Government of His Most Faithful Majesty the King of Portugal and the Algarves engages to decree at once the freedom of navigation of the Zambesi and of the Shiré.

II. The Government of His Most Faithful Majesty the King of Portugal and the Algarves engages also to permit and to facilitate transit over the waterways of the Zambesi, the Shiré, and the Pungué, and also over the land-ways which supply means of communication where those rivers are not navigable.

III. The Government of His Most Faithful Majesty the King of Portugal and the Algarves further engages to facilitate communications between the Portuguese ports on the coast and the territories included in the sphere of action of Great Britain, especially as regards the establishment of postal and telegraphic communications, and as regards the transport service.

IV. The Government of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and the Government of His Most Faithful Majesty the King of Portugal and the Algarves, engage to recognize the territorial limits indicated in the Convention of the 20th August, 1890, in so far that from

Os abaixo assignados, devidamente auctorisados pelos seus respectivos Governos, convieram nos Artigos seguintes: —

I. O Governo de Sua Magestade Fidelissima o Rei de Portugal e dos Algarves compromette-se a decretar immediatamente a livre navegação do Zambeze e do Chiré.

II. O Governo de Sua Magestade Fidelissima o Rei de Portugal e dos Algarves compromette-se a permittir e facilitar o transito pelas vias fluviaes do Zambeze, Chiré, e Pungué, bem como pelas communicações terrestres que suppram a sua innavegabilidade.

III. O Governo de Sua Magestade Fidelissima o Rei de Portugal e dos Algarves compromette-se a facilitar as communicações entre os portos Portuguezes do littoral e os territorios comprehendidos na esphera de acção da Gran Bretanha, especialmente pelo que respeita ao estabelecimento de communicações postaes e telegraphicas e ao serviço de recovagens.

IV. O Governo de Sua Magestade a Rainha do Reino Unido da Gran Bretanha e Irlanda, e o Governo de Sua Magestade Fidelissima o Rei de Portugal e dos Algarves, comprometem-se a reconhecer os limiter territoriaes indicados na Convenção de 20 de Agosto de 1890, isto é, desde a data do presente Convenio

the date of the present Agreement to the termination thereof neither Power will make Treaties, accept Protectorates, or exercise any act of sovereignty within the spheres of influence assigned to the other party by the said Convention.

But neither Power will thereby be held to prejudge any question whatever which may arise as to the said territorial limits in the course of the ulterior negotiations.

V. The present Agreement shall come into operation from the date of its signature, and shall remain in force for a period of six months.

Done at London, the 14th day of November, 1890.

até á sua expiração nenhuma das duas Potencias fará Tratados, acceitará Protectorados ou exercerá acto algum de soberania dentro das espheras de influencia assignadas á outra pela dita Convenção.

Mas nenhuma das duas Potencias será obrigada por este Convenio a julgar de antemão como decidida qualquer questão relativa aos citados territorios durante as negociações ulteriores.

V. O presente Accordo entrará em vigor na data da sua assignatura, e será valido por um periodo de seis mezes.

Feito em Londres, em 14 de Novembro de 1890.

(L.S.) *Salisbury.*
(L.S.) *Luiz de Soveral.*

69.

HAÏTI.

Constitution du 16 décembre 1888.

Archives Diplomatiques 1889.

Titre premier. — Dispositions Générales.

Article premier. — La République d'Haïti, ayant la ville de Port-au-Prince pour capitale et siège du Gouvernement, est une et indivisible, essentiellement libre, souveraine et indépendante.

Son territoire et les îles adjacentes qui en dépendent sont inviolables et ne peuvent être aliénés par aucun traité ou convention.

Ces îles adjacentes sont:

La Tortue, la Gonave, l'Ile-à-Vaches, les Cayemittes, la Navaze, la grande Caye et toutes les autres qui se trouvent placées dans le rayon des limites consacrées par le droit des gens.

Art. 2. — Le territoire de la République qui a pour limites-frontières toutes les positions actuellement occupées par les Haïtiens, est divisé en arrondissements et chaque arrondissement est subdivisé en communes.

Le nombre et les limites de ces divisions et subdivisions sont déterminés par la loi.

Art. 3. — Nul, s'il n'est Haïtien, ne peut être propriétaire de biens immeubles en Haïti.

Néanmoins, le pouvoir législatif peut, sur la proposition du pouvoir exécutif, concéder le droit de propriété immobilière aux établissements étrangers reconnus d'utilité publique. Dans ce cas, les dommages et contestations survenus à l'occasion des biens immeubles ainsi acquis suivant la condition juridique de la propriété haïtienne, ne peuvent donner lieu à aucune intervention diplomatique.

Art. 4. — En cas de pertes éprouvées par suite de troubles civils et politiques, nul Haïtien ou étranger ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 5. — Les couleurs nationales sont: le bleu et le rouge placés horizontalement; les armes de la République sont: le palmiste surmonté du bonnet phrygien et orné d'un trophée avec la légende: »L'Union fait la force.«

Art. 6. — Les fêtes nationales sont: celle de l'Indépendancc d'Haïti et de ses héros, au 1er janvier, et celle de l'Agriculture, au 1er mai.

Titre II. — Des Haïtiens et de leurs Droits.

Section première.

Art. 7. — Sont Haïtiens:

1° Tous individus qui, jusqu'à ce jour, ont été reconnus en cette qualité;

2° L'enfant légitime ou naturel né en Haïti ou en pays étranger d'un père Haïtien;

3° L'enfant né hors mariage, même à l'étranger, reconnu seulement par sa mère Haïtienne.

Art. 8. — Tout étranger est habile à devenir Haïtien; la loi règle les formalités de la naturalisation.

Art. 9. — L'étrangère qui aura épousé un Haïtien suivra la condition de son mari.

La femme haïtienne qui aura épousé un étranger perdra sa qualité d'haïtienne.

Si elle possédait des immeubles avant son marriage, elle sera tenue de les vendre, un an au plus tard après ce mariage.

Section deuxième. — Des Droits civils et politiques.

Art. 10. — Tout citoyen âgé de 21 ans accomplis exerce les droits politiques s'il réunit d'ailleurs les conditions déterminées par la loi.

Néanmoins, les étrangers devenus haïtiens ne sont admis à cet exercice qu'un an après leur naturalisation.

Section troisième. — Du Droit Public.

Art. 11. — Il ne peut être porté aucune atteinte à la liberté individuelle que dans les cas expressément déterminés par la loi.

Art. 12. — Nul ne peut être distrait des juges que la constitution ou la loi lui assigne.

Art. 13. — Le jury est établi pour délits politiques commis par la voie de la presse ou autrement, ainsi qu'en matière criminelle, sauf les cas prévus par l'art. 313 du code d'instruction criminelle.

Néanmoins, en cas de troubles civils et dans celui d'une invasion étrangère imminente, nécessitant la mise en état de siège du territoire de la République en tout ou en partie, les tribunaux criminels ou correctionnels compétents connaîtront, sans assistance du jury, de tous délits ou crimes politiques commis dans la circonscription de l'état de siège, à l'exclusion de tous tribunaux extraordinaires, qu'il est interdit de créer sous quelque dénomination que ce soit.

Art. 14. — La peine de mort est abolie en matière politique. Elle est remplacée par la détention perpétuelle dans les prisons de la République.

Art. 15. — La peine de la confiscation des biens ne peut être établie.

Art. 16. — La Constitution consacre et garantit:

La liberté des Cultes;

Le droit de réunion;

Le droit d'association;

Le droit pour chacun d'exprimer ses opinions en toutes matières, d'écrire, d'imprimer et de publier ses pensées;

Le droit de pétition exercé par un ou plusieurs individus, mais jamais au nom d'un corps.

L'abus de ces droits est réprimé par la loi.

Art. 18. — L'instruction publique est gratuite à tous les degrés.

L'instruction primaire est obligatoire.

La liberté d'enseignement s'exerce sous la haute surveillance de l'Etat.

Titre III. — Des Pouvoirs auxquels est Délégué l'Exercice de la Souveraineté Nationale.

Art. 19. — L'exercice de la Souveraineté nationale est délégué à trois pouvoirs.

Ces trois pouvoirs sont:

Le Pouvoir législatif, le Pouvoir exécutif et le Pouvoir judiciaire. Ils forment le Gouvernement de la République, lequel est essentiellement démocratique et représentif.

Art. 20. — Les conseils communaux élus par les Assemblées primaires règlent, sous le contrôle du Pouvoir exécutif, les intérêts qui touchent exclusivement les communes.

Chapitre Ier — *Du pouvoir législatif.*

Art. 21. — La Puissance législative tant pour la confection des lois que pour leur interprétation par voie d'autorité, s'exerce par deux assemblées, la Chambre des Représentants et le Sénat.

Art. 22. — La Chambre des Représentants se compose de membres élus par le suffrage universel.

Art. 23. — Le Sénat se compose de membres élus par le suffrage au second degré.

La loi déterminera le mode d'élection des membres des deux Chambres, leur nombre, leurs attributions et la durée de leur mandat.

Art. 24. — Les deux Chambres se réunissent en Assemblée nationale:

1⁰ A l'ouverture et à la clôture de chaque session;

2⁰ Pour élire le Président de la République et recevoir de lui la prestation de serment au jour que l'Assemblée aura fixé;

3⁰ Pour déclarer la guerre sur le rapport du Pouvoir exécutif;

4⁰ Pour approuver ou régler les traités de paix;

5⁰ Pour terminer tous dissentiments entre la Chambre des Représentants et le Sénat touchant les lois budgétaires, celles concernant l'assiette, la quotité et le mode de perception des impôts et contributions, celles ayant pour objet de créer des recettes ou d'augmenter les dépenses de l'Etat;

6⁰ Pour élire les membres de la Chambre des comptes;

7⁰ Pour choisir un comité permanent chargé de convoquer les deux chambre dans tous les cas d'urgence.

Art. 25. — Les membres du Corps Législatif sont inviolables du jour de leur élection jusqu'à l'expiration de leur mandat.

Chapitre II. — *Du Pouvoir exécutif.*

Section première. — Du Président de la République.

Art. 26. — La Puissance exécutive est exercée par un citoyen qui est élu pour sept ans, sous le titre de Président de la République.

Il ne peut être réélu que sept ans après l'expiration de son mandat.

Art. 27. — Pour être Président d'Haïti, il faut:

1⁰ Etre né Haïtien et n'avoir jamais renoncé à sa nationalité;

2⁰ Etre âgé de 40 ans.

Art. 28. — Cette élection se fait au scrutin secret et à la majorité absolue du nombre légal des membres des deux Chambres réunies en Assemblée nationale.

Si après trois tours de scrutin, aucun de candidats n'a obtenu le nombre de suffrages ci-dessus fixé, il est procédé à un quatrième tour de scrutin auquel cas celui qui obtient la majorité relative sera proclamé.

En cas d'égalité de suffrage le sort décidera de l'élection.

Art. 29. — Le Président de la République prête devant l'Assemblée Nationale le serment suivant:

»Je jure devant Dieu, devant la Nation, d'observer, de faire observer fidèlement la Constitution et les Lois de la République, de respecter ses droits, de maintenir l'Indépendance nationale et l'Intégrité du territoire«.

Il entre en fonction du jour de sa prestation de serment.

Art. 30. — Le Président de la République nomme et révoque les Secrétaires d'Etat.

Il nomme aux emplois civils et militaires, à moins d'une disposition expresse de la loi.

Il dispose des forces de terre et de mer.

Il préside aux solennités nationales. Les Envoyés et les Ambassadeurs des Puissances étrangères sont accrédités auprès de lui.

Il pourvoit, d'après la loi, à la sûreté intérieure et exterieure de l'Etat.

Il fait des traités de paix, d'alliance, de neutralité, de commerce et autres conventions internationales, sauf la sanction des deux Chambres ou de l'Assemblée nationale.

Il a le droit de grâce et de commutation de peine en toutes matières. — Il accorde aussi toute amnistie en matière politique.

Art. 31. — Le Président de la République a l'initiative des lois concurremment avec les deux Chambres.

Il promulgue les lois votées par les deux Assemblées et les actes et décrets de l'Assemblée nationale, dans le délai de huit jours.

Il surveille et en assure l'exécution.

Néanmoins, dans le délai fixé pour la promulgation, il a le droit de demander aux deux Chambres, par un message motivé, une nouvelle délibération qui ne peut être refusée.

Art. 32. — En cas de dissentiment grave survenu entre le Pouvoir exécutif et l'uue des deux Chambres, le Président pourra, sur l'avis conforme de l'autre Assemblée, émis à la majorité absolue du nombre légal de ses membres, en séance publique, dissoudre la Chambre dissidente.

En ce cas, le Décret de convocation pour les nouvelles élections devra être publié dans le délai d'un mois au plus.

Art. 33. — Aucun acte du Président, autre que l'arrêté portant nomination ou révocation des Secrétaires d'Etat, ne peut avoir d'effet s'il n'est contresigné par un Secrétaire d'Etat.

Art. 34. — Le Président est responsable de tous les abus d'autorité et excès de pouvoir commis par lui.

Il est aussi responsable dans le cas de haute trahison.

Art. 35. — Si le Président se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, le Conseil des Secrétaires d'État est chargé de l'autorité exécutive tant que dure l'empêchement.

Art. 36. — Un mois au moins avant le terme légal des pouvoirs du Président de la République, les Chambres, sur la convocation du Comité permanent, devront être réunies en Assemblée nationale pour procéder à l'élection d'un nouveau Président. A défaut de convocation, cette réunion aura lieu de plein droit, le quinzième jour avant l'expiration de ces pouvoirs.

En cas de vacance de l'office du Président, l'Assemblée nationale se réunit immédiatement et de plein droit. Dans l'intervalle, le Conseil des Secrétaires d'Etat est investi de l'autorité exécutive.

A défaut du Conseil des Secrétaires d'Etat, le Comité permanent de l'Assemblée nationale le remplace.

Art. 37. — Si l'une des Chambres se trouvait dissoute au moment

où la Présidence de la République deviendrait vacante, il serait procédé aux élections dans les vingt jours et l'autre Assemblée se réunirait immédiatement de plein droit.

Art. 38. — Le Président de la République perçoit pour tous traitement et frais une indemnité annuelle de vingt-quatre mille gourdes.

Section deuxième. — Des Secrétaires d'Etat.

Art. 39. — Nul ne peut être Secrétaire d'Etat s'il n'est âgé de trente ans accomplis et s'il ne jouit de ses droits civils et politiques.

L'étranger naturalisé ne peut être nommé aux fonctions de Secrétaire d'Etat.

Art. 40. — Les Secrétaires d'Etat, qui peuvent être au nombre de cinq, sont solidairement responsables de la politique générale du Pouvoir Exécutif, et individuellement, tant des actes du Président qu'ils contresignent que de ceux de leur département.

Art. 41. — Toutes les mesures que prend le Pouvoir Exécutif devant être préalablement délibérées en Conseil des Secrétaires d'Etat, les délibérations seront consignées sur un registre et signées par les membres du Conseil.

Art. 42. — Chaque Secrétaire d'Etat perçoit une indemnité annuelle de six mille gourdes.

Chapitre III. — *Du Pouvoir judiciaire.*

Art. 43. — Nul Tribunal, nulle juridiction contentieuse ne peut être établi qu'en vertu d'une loi.

Art. 44. — La loi détermine le mode de création des tribunaux, leurs attributions respectives, leur ressort et le lieu où ils sont établis.

Art. 45. — La constitution consacre l'inamovibilité des juges, sauf les exceptions déjà établies par la loi.

Art. 46. — Les tribunaux doivent refuser d'appliquer une loi inconstitutionnelle.

Ils n'appliquent les arrêts et règlements généraux d'administration publique qu'autant qu'ils seront conformes aux lois.

Art. 47. — Tout délit civil commis par un militaire, à moins qu'il ne soit dans un camp ou en campagne, est jugé par les tribunaux criminels ordinaires.

Il en est de même de toute accusation contre un militaire dans laquelle un individu non militaire est compris.

Art. 48. — En cas de forfaiture, tout juge ou officier du ministère public est mis en état d'accusation par l'une des sections du Tribunal de cassation. S'il s'agit d'un Tribunal entier, la mise en accusation est prononcée par le Tribunal de cassation, sections réunies.

S'il s'agit du Tribunal de cassation, de l'une de ses sections ou de l'un de ses membres, la mise en accusation est prononcée par la Chambre des Communes et le jugement par le Sénat.

La peine à prononcer par le Sénat ne peut être que la révocation des fonctions, et l'inadmissibilité, pendant un certain temps, à toute charge

publique; mais le condamné est renvoyé, s'il y a lieu, par devant le Tribunal ordinaire et puni conformément aux lois.

Titre IV. — Des Finances.

Art. 49. — Aucun impôt au profit de l'Etat ne peut être établi que par la loi.

Aucune charge, aucune imposition communale, ne peut être établie que du consentement du Conseil.

Art. 50. — Les impôts au profit de l'Etat, sont votés annuellement.

Les lois qui les établissent n'ont de force que pour un an.

Art. 51. — Aucune émission de monnaie ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi qui en détermine l'emploi et en fixe le chiffre.

Art. 52. — Aucune pension, aucune gratification, aucune allocation, aucune subvention quelconque à la charge du Trésor public ne peut être accordée qu'en vertu d'une loi.

Art. 53. — Le cumul des fonctions publiques salariées par l'Etat est formellement défendu, excepté celui des fonctions de l'enseignement secondaire ou supérieur.

Art. 54. — Les comptes généraux et le budget de chaque Secrétaire d'Etat doivent être annuellement soumis aux Chambres par le Secrétaire d'Etat des Finances au plus tard dans les huit jours de l'ouverture de la session législative.

Art. 55. — L'année administrative commence le 1er octobre et finit le 30 septembre de l'année suivante.

Art. 56. — L'examen et la liquidation des comptes de l'administration générale et de tous comptables envers le Trésor public sont confiés à la Chambre des comptes, dont les membres, au nombre de sept, sont nommés par l'Assemblée nationale.

Cette Chambre présente à la Chambre des Représentants et au Sénat un rapport sur les comptes généraux de l'Etat, au plus tard dans les huit jours de l'ouverture de la session législative.

Titre V. — De la Force publique.

Art. 57. — Le contingent de l'armée est voté annuellement.

Art. 58. — Le recrutement de l'armée ne peut se faire que d'après le mode déterminé par la loi.

Art. 59. — Tout Haïtien de 21 à 50 ans inclusivement, qui ne sert pas dans la troupe soldée, doit faire partie de la garde nationale, sauf les exceptions établies par la loi.

Titre VI. — De la Révision de la Constitution.

Art. 60. — Le Pouvoir législatif, sur la proposition de l'une des deux Chambres ou du Pouvoir exécutif, a le droit de déclarer qu'il y a lieu de réviser telles dispositions constitutionnelles qu'il désigne.

Cette déclaration, qui ne peut être faite qu'à la fin d'une session, est publiée immédiatement dans toute l'étendue de la République.

En cas de désaccord des deux Chambres soit entre elles, soit avec le

Pouvoir exécutif, la déclaration de révision sera publiée de la même façon, mais sous forme de projet avec l'exposé des motifs et les objections auxquelles elle a donné lieu.

Ces objections seront contenues dans un rapport rédigé et publié, soit par le Pouvoir exécutif si le Corps législatif a l'initiative de la déclaration de révision, soit par l'une des deux Chambres qui aura voté le rejet.

Art. 61. — A la session suivante, les deux Chambres, dès leur réunion et avant de procéder aux travaux législatifs, délibèrent sur la prise en considération de la déclaration de révision.

En cas d'admission, le Corps législatif statue sur les points soumis à la révision.

Art. 62. — La présente Constitution, qui abroge toutes les dispositions de loi qui lui sont contraires, sera publiée et exécutée dans toute l'étendue de la Republique.

Titre VII. — Dispositions transitoires.

Art. 63. — L'inamovibilité des Juges est suspendue pour un an.

Art. 64. — L'Assemblée constituante exercera la puissance législative jusqu'à la réunion des Chambres.

Article unique. — Le citoyen François-Denys Légitime, élu le 16 décembre 1888, Président d'Haïti, pour sept ans, entrera en charge le 18 dudit mois pour en sortir le 18 décembre 1895.

Fait, à la Maison Nationale Constituante, à Port-au-Prince, le 16 décembre 1888, an 85[e] de l'indépendance.

Table chronologique.

1887.

1888.

1889.

1890.

Table alphabétique.

Afrique du Sud.

Allemagne.

Argentine.

Autriche-Hongrie.

Belgique.

Bolivie.

Brésil.

Bulgarie.

Danemark.

Égypte.

Espagne.

États-Unis.

Grande-Bretagne.

Grèce.

Guatémala.

Haiti.

Hawaiennes.

Honduras.

Italie.

Japon.

Liberia.

Luxembourg.

Mexique.

Portugal.

Roumanie.

Russie.

Salvador.

Serbie.

Siam.

Suisse.

Suède et Norvège.

Turquie.

Uruguay.

Vénézuéla.

Zansibar.

Table analytique des matières contenus dans le XVI[e] volume.

Fin du seizième volume.

A GOETTINGUE.
Imprimé chez GUILLAUME FREDÉRIC KAESTNER.



À GOETTINGUE.
Imprimé chez GUILLAUME FRÉDÉRIC KAESTNER.

